



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

21e Législature — 1re session

Vol. 1 - Séances du 20 février au 17 mai 1940

1940

Texte établi par Gilles Gallichan et Josée Levasseur

Orateur : l'honorable Bernard Bissonnette

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

21e Législature – 1re session

Vol. 1 - Séances du 20 février au 17 mai 1940

1940



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

21e Législature — 1re session

Vol. 1 - Séances du 20 février au 17 mai 1940

1940

Texte établi par Gilles Gallichan et Josée Levasseur

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2012

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Gilles Gallichan Josée Levasseur
Introduction:	Gilles Gallichan
Traduction:	Conceptum
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Caroline Bilodeau
Indexation:	Josée Levasseur
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Louise Ouimet Lina Plourde Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 2^e trimestre 2012

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23988-7

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le Québec, le Canada et la Seconde Guerre mondiale

Entre la prorogation de la session de 1939, le 28 avril 1939, et celle de la session suivante le 22 juin 1940, le Québec et le Canada traversent une des périodes les plus troublées de leur histoire et sont entraînés dans la grande tourmente de la Seconde Guerre mondiale. En un an, du printemps 1939 à l'été 1940, le conflit mondial ébranle les bases de la civilisation occidentale en Europe, provoque, en Amérique, un choc des consciences et marque la fin de la grande crise économique des années 1930.

À la suite d'une tumultueuse campagne électorale, le Québec se donne un nouveau gouvernement qui annonce un programme de réformes. La session de 1940, qui se déroule de février à juin, apparaît d'une importance particulière dans l'histoire parlementaire du Québec. Au milieu d'échanges parfois violents sur fond de campagnes électorales québécoise et fédérale et de règlements de comptes politiques, le Québec fait d'importantes avancées législatives, tel le droit de vote des femmes et, avec l'invasion de la France (mai-juin 1940), assiste en témoin impuissant à l'une des pages les plus dramatiques de l'histoire de la guerre.

Au printemps 1939, la capitale québécoise ne songe pas encore à la guerre, mais pavoise pour un grand événement qui veut marquer les mémoires.

La tournée royale

Première historique en des temps troublés où l'orage gronde : le roi George VI et la reine Elizabeth ont accepté l'invitation du Canada à effectuer la première visite officielle d'un roi en son « dominion » canadien. Les souverains arrivent à Québec, à bord de l'*Empress of Australia*, par un beau jour de printemps, le 17 mai 1939.

Au-delà de l'enthousiasme qui gagne le public, quelques voix expriment des réserves, devinant la propagande impérialiste qui souhaite que ce voyage « cimente davantage les liens de l'Empire », selon les mots du premier ministre britannique Neville Chamberlain¹. À la veille d'un conflit appréhendé avec l'Allemagne, ces propos remettent en question l'indépendance du Canada, chère aux nationalistes.

Le voyage représente pourtant un authentique succès et les foules se pressent pour apercevoir le couple royal qui parcourt le Canada en train. George VI et Elizabeth prononcent plusieurs discours en français, au Québec comme ailleurs, ce qui, dit-on dans les journaux francophones, consacre le caractère bilingue de tout le Canada.

À Québec, le premier ministre, Maurice Duplessis, et le lieutenant-gouverneur, Ésiöff-Léon Patenaude, accueillent les souverains dans la capitale. Le roi est reçu à l'hôtel du Parlement et un grand banquet est servi au Château Frontenac. À l'ouverture de la session de 1940, on se félicitera que la province de Québec ait rivalisé d'enthousiasme avec toutes les autres provinces du dominion dans l'accueil réservé à Leurs Majestés.

Au cours du même voyage, le roi et la reine ne manquent pas de se rendre à Washington pour saluer le président Franklin Delano Roosevelt et de renforcer les liens entre les deux pays. Si la Grande-Bretagne se trouve en guerre, elle aura non seulement besoin du Canada, mais aussi de la puissance étatsunienne. Il convient donc de cultiver l'amitié anglo-américaine².

L'Église triomphante

Après le succès du Congrès eucharistique national de 1938, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve est de nouveau la grande figure religieuse du Canada français, en 1939. En février, il est appelé à participer au conclave qui élit au trône de saint Pierre le pape Pie XII. En juin, il est nommé légat papal aux fêtes commémoratives dédiées au souvenir de Jeanne d'Arc, à Domrémy en France. C'est la première fois qu'un prélat québécois représente le Saint-Siège hors

du Canada. Cet honneur insigne touche la fierté canadienne-française et on ne manquera pas de le rappeler à l'Assemblée législative en 1940.

Le cardinal Villeneuve n'a pas ses entrées qu'à Rome. L'importance de l'archevêque de Québec se fait discrètement sentir à bien des niveaux. Ainsi, le 15 novembre 1939, il est reçu à Washington, à la Maison Blanche, par le président Roosevelt. Un honneur que bien des hommes politiques canadiens pouvaient lui envier.

À cette époque, l'Église québécoise est à l'apogée de son rayonnement social. Une manifestation mémorable se déroule à Montréal, au stade Jarry, le 23 juillet 1939. Il s'agit du mariage collectif de 105 couples de la Jeunesse ouvrière catholique (JOC). Ce rassemblement souligne la doctrine de l'Église dans le domaine de la famille et du travail et témoigne de l'action du clergé au cœur de la société québécoise. À l'archevêché de Montréal, un changement de la garde s'opère; Mgr Georges Gauthier succède officiellement à Mgr Paul Bruchési, qui décède après une longue maladie, le 20 septembre 1939. Usé par l'âge et par le travail, le nouvel archevêque meurt à son tour en août 1940; il sera remplacé par Mgr Joseph Charbonneau.

Une autre occasion rappelle le sceau de l'Église catholique sur le Canada français. En août 1939, on souligne, à Québec, le tricentenaire de l'arrivée des premières missionnaires religieuses de la Nouvelle-France : les Ursulines, qui ont fondé la première maison d'enseignement pour filles à Québec, et les Hospitalières, qui établissent le premier hôpital en Amérique du Nord en 1639.

Le réalignment politique

Cet été-là, la politique ne prend pas de vacances. En juillet 1939, plusieurs dissidents de l'Union nationale viennent grossir les rangs du Parti libéral d'Adélard Godbout. Oscar Drouin, François Leduc, René Chaloult, tous élus sous la bannière unioniste en 1936, annoncent qu'ils se réclament à présent de l'étendard libéral. Ainsi, plusieurs, qui avaient déserté le Parti libéral de Louis-Alexandre Taschereau, en 1935, pour s'allier avec Paul Gouin dans l'Action libérale nationale (ALN) et qui, en 1936, avaient joint les rangs de l'Union nationale de Duplessis, se retrouvent de nouveau dans la mouvance libérale.

Ces ralliements annoncés donnent de l'élan à l'opposition officielle et dégarnissent les rangs des tiers partis, comme le Parti national et l'ALN. Adélard Godbout, chef du Parti libéral, et T.-D. Bouchard, chef de l'opposition parlementaire, font des tournées dans les régions du Québec³. Ils prononcent des conférences à la radio pour faire connaître leur programme et critiquent le gouvernement Duplessis. Pourtant, rien à ce moment ne laisse présager des élections hâtives.

De son côté, Paul Gouin, toujours à la tête de l'ALN, tente difficilement de maintenir une troisième option à l'électorat en renvoyant dos à dos les « vieux partis ». Il soutient son programme de restauration économique « anti-trust » et se veut une force de résistance plus efficace que l'Union nationale contre la centralisation fédérale⁴.

La guerre et les élections générales au Québec (septembre-octobre 1939)

Pendant toute l'année 1939, l'actualité parle du port Dantzig et de son corridor, donné à la Pologne, en 1919, à même le territoire de la Prusse orientale. Hitler en fait un enjeu de sa politique de réunification du Reich. Cette mince bande de territoire sera comparée par certains à une allumette capable d'embraser toute l'Europe. En août, à la surprise générale, l'Allemagne et l'URSS signent un pacte de non-agression mutuelle, ce qui rend la Pologne vulnérable à une double invasion sur ses frontières. Dès lors, la France et la Grande-Bretagne, alliées de la Pologne et qui ont déjà accepté bien des compromis face à Hitler, devront cette fois intervenir contre ce nouveau partage.

Le 1^{er} septembre 1939, c'est l'invasion nazie et la mobilisation générale alliée. La guerre est déclenchée. À Ottawa, Mackenzie King convoque le Parlement pour le 7 septembre 1939. La grande question se pose de nouveau : le Canada doit-il automatiquement entrer en guerre si la Grande-Bretagne s'engage dans un conflit? Peut-on être loyal envers la Couronne sans aller « mourir pour Dantzig »?

En Amérique, tant au nord qu'au sud, l'opinion publique ne souhaite pas intervenir dans ce conflit européen. À Panama, le 3 octobre 1939, la conférence interaméricaine proclamera la neutralité des 21 républiques des Amériques et réclame la sécurité de ses eaux territoriales. Au Canada, la perception est différente. Si le Québec est au diapason des Amériques sur ce point, le Canada anglais souhaite une participation active et totale du pays à la guerre. Le 10 septembre 1939, la déclaration de guerre du Canada à l'Allemagne est annoncée. On voit se redessiner à l'horizon le spectre de la crise de la conscription de 1917.

Au Québec, le premier ministre Duplessis prend des mesures de sécurité avec la Sûreté provinciale et active sa fameuse « loi du cadenas » pour contrer toute propagande communiste ou nazie. Duplessis se méfie par-dessus tout des libéraux d'Ottawa, qui peuvent gêner ses emprunts sur le marché américain et profiter du contexte de la guerre pour centraliser les pouvoirs au gouvernement fédéral. Il sent la nécessité d'agir vite, de surprendre ses adversaires et d'aller chercher un mandat « de guerre » pour protéger l'autonomie provinciale contre les appétits d'Ottawa. Le 24 septembre 1939, le Parlement québécois est dissout et on appelle des élections générales pour le 25 octobre 1939.

Adélard Godbout souhaite faire une campagne sur le bilan de l'administration Duplessis, mais le contexte de la guerre donne au scrutin une portée plus large. Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Justice et bras droit de Mackenzie King, intervient pour faire de ces élections un plébiscite au Québec sur la politique du gouvernement libéral à propos de la guerre. Avec le ministre des Travaux publics, Arthur Cardin, et celui des Postes, Charles Power, aidés du respecté sénateur Raoul Dandurand, Lapointe présente le Parti libéral comme le seul rempart pouvant empêcher une nouvelle conscription pour le service obligatoire outre-mer. Advenant une réélection de Duplessis, il laisse planer la menace d'une démission des ministres québécois au sein du Cabinet fédéral, ce qui ouvrirait la porte aux tendances impérialistes et « conscriptionnistes » actives au Canada anglais. « Un verdict en faveur de Monsieur Duplessis serait un verdict contre nous », déclare-t-il⁶.

Les libéraux, tant provinciaux que fédéraux, s'engagent à ne jamais soutenir et même à combattre un gouvernement qui imposerait la conscription au pays. Associant l'Union nationale aux conservateurs, on peut laisser entendre qu'un vote pour les « bleus » serait un vote en faveur de la guerre et de la conscription. On parle même d'une éventuelle dévaluation du dollar, qui pourrait signifier la banqueroute pour le Québec, dont une majorité des emprunts publics ont été transigés sur les marchés américains.

De son côté, Duplessis se présente comme le champion de l'autonomie, dénonce Godbout comme la créature de Lapointe et repousse le « chantage » auquel le ministre de la Justice soumet la province. À cette époque, la radio est devenue le grand médium de masse; mais, depuis le début de la guerre, un comité fédéral de censure examine tout ce qui est mis en ondes⁷. Duplessis refuse de se plier à ce dictat, alors que, dit-il, la Société Radio-Canada diffuse sur ses ondes des discours du Führer avec traduction simultanée, à titre d'information. L'Union nationale se prive ainsi d'un canal de diffusion et laisse le terrain à ses adversaires. Les assemblées publiques de Duplessis sont néanmoins courues par des foules de sympathisants.

Cette question de la censure radiophonique rebondira pendant la session de 1940. Duplessis demandera copie des correspondances échangées entre le premier ministre et le gouvernement fédéral concernant la radio et la radiodiffusion, ce qui fera l'objet d'un long débat. (24 avril 1940)

Au soir du 25 octobre 1939, l'Union nationale est chassée du pouvoir et la répartition des 86 sièges à l'Assemblée législative est la suivante : Adélard Godbout accède au gouvernement avec une cohorte de 70 élus libéraux, l'opposition conserve 15 sièges, et un élu est indépendant, le maire de Montréal, Camillien Houde, réélu dans Montréal-Sainte-Marie, mais en rupture de ban avec Maurice Duplessis. Quant à l'ALN, elle ne fait élire aucun de ses candidats.

À l'ouverture de la session, le 20 février 1940, le gouvernement ne compte plus que 69 députés libéraux dans ses rangs. Athanase David, député libéral de Terrebonne, est nommé sénateur de la division de Sorel, le 9 février 1940. Son siège demeurera vacant tout au long de la session, ce qui fera l'objet d'un long débat lors de l'étude du bill 83 ayant pour but d'ajourner la tenue d'élections partielles, à cause de la guerre, jusqu'à la prochaine législature. (20 juin 1940)

Vingt-six des nouveaux députés ministériels sont d'anciennes figures élues avant 1935. Cela fait dire à certains que le régime Taschereau est rentré en grâce. La victoire libérale est d'ailleurs interprétée différemment par les uns et les autres. Certains y voient la fin de l'autonomie provinciale, une victoire de King et de Lapointe, et même un encouragement du Québec à une participation plus active à la guerre. D'autres, au contraire, se chargent de rappeler aux libéraux leurs promesses solennelles envers le Québec qui accepte une participation volontaire et modérée à la guerre⁸.

Le discours du trône : une première session de guerre

Le 30 décembre 1939, Spencer Wood reçoit de nouveaux châtelains; Sir Eugène et Lady Fiset ont remplacé l'honorable Patenaude. Fiset, médecin chirurgien militaire, est un vétéran de la guerre des Boers et de la Grande Guerre de 1914. Choisi en raison de ses éminents services, il incarne bien l'esprit militaire de cette époque. Aussi, l'ouverture de la session de 1940 se fait-elle en termes sobres, comme il convient en temps de guerre et de restrictions. *Le Canada* parle d'une cérémonie d'une grande simplicité qui s'est déroulée dans une « atmosphère sereine et empreinte de dignité⁹ » dans la capitale. Parmi les invités, on ne manque pas de signaler la présence de l'ancien premier ministre Louis-Alexandre Taschereau.

Du côté des députés unionistes, cette rentrée parlementaire prend un parfum d'humiliation que l'énergie du chef vient cependant atténuer. Dans ses *Mémoires*, Antonio Barrette se souvient avec amertume de cette rentrée :

Le jour de l'ouverture de la première session après notre défaite, le 20 février [1940], nous étions au complet dans le bureau du chef de l'opposition, lorsqu'on sonna le deuxième coup de cloche appelant les députés à l'Assemblée législative. Maurice Duplessis se leva, comme quelqu'un qui vient de prendre une grande décision en disant : « Il faut y aller. » Il était résolu et marchait d'un pas assuré et vif. Nous longions le mur du corridor, à la file indienne, en rencontrant tous les ministres et députés libéraux, fleuris de rouge, joyeux et confiants.

Nous étions les vaincus, les restes de la grande armée : lentement, nous fîmes notre entrée dans l'Assemblée législative. Nous étions décimés, nous étions devenus des objets de curiosité¹⁰.

Une nouvelle législature impose aussi l'élection d'un nouvel Orateur ou Président de la Chambre. On avait d'abord songé pour ce poste à l'honorable Athanase David, élu dans Terrebonne, mais celui-ci a démissionné pour accepter un siège au Sénat canadien. Le premier ministre Godbout a porté son choix sur Bernard Bissonnette, un constitutionnaliste éminent, élu dans L'Assomption et fils d'un ancien député de Montcalm. Désigner un nouveau député sans expérience parlementaire à ce poste représente un défi que le nouveau président relèvera avec tact et compétence. Il rencontre son véritable baptême du feu, lors des séances des 13 et 14 mars 1940, où de nombreux points d'ordre sont soulevés. Le président Bissonnette explique souvent le détail de ses décisions, manifestant sa très bonne connaissance du Règlement, de la jurisprudence et des bases et principes du droit parlementaire.

Le discours du trône résume les faits d'actualité. On évoque bien entendu la visite royale et la mort récente du gouverneur général, lord Tweedsmuir. En effet, quelques jours auparavant, les Canadiens, en général, et les Québécois, en particulier, ont appris avec surprise et émotion la mort accidentelle du gouverneur général du Canada (11 février 1940)¹¹. Lord Tweedsmuir surprenait par la grande sympathie qu'il entretenait envers les Canadiens français. Son respect de la langue française, son pacifisme, sa compréhension pour les Canadiens qui faisaient passer la loyauté envers le Canada avant celle due à l'Empire pouvaient choquer les uns, mais confortaient les autres.

Le discours du trône évoque aussi le départ du lieutenant-gouverneur Patenaude, les honneurs du cardinal légat et, bien sûr, la guerre, pour laquelle le Québec « fait noblement sa part », dit le texte du discours. Le programme législatif s'annonce chargé : le nouveau gouvernement veut des réformes dans l'économie, le travail, l'éducation et la santé.

Prémices des temps difficiles qui s'annoncent, pendant la lecture du discours du trône par l'Orateur de l'Assemblée, une panne d'électricité plonge l'hôtel du Parlement dans la pénombre d'un demi-jour de février. On ouvre les persiennes pour faire entrer un peu de lumière et permettre la suite des procédures.

Les acteurs de 1940

En 1940, les Québécois découvrent leur nouveau premier ministre qui siège pour la première fois à ce titre à l'Assemblée législative. Adélard Godbout se révèle très habile parlementaire et bon orateur¹². Contrairement à son adversaire, il laisse beaucoup de latitude à ses ministres. Comme il n'est pas juriste, il ne peut cumuler le poste de chef de gouvernement et de procureur général, comme l'ont fait plusieurs de ses prédécesseurs. C'est Wilfrid Girouard qui remplit cette fonction. Le premier ministre, agronome de profession, se réserve les postes de ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

À l'Assemblée, le nouveau chef du gouvernement dresse un triste bilan du régime précédent. L'œuvre de l'Union nationale? « Un monument de turpitudes », déclare-t-il (27 février 1940). Il critique les désordres des débats et procédures et l'improvisation de la gestion de l'État. L'administration libérale a « un esprit et un but », et elle veut restaurer la dignité du seul Parlement francophone d'Amérique, ajoute-t-il.

Pour Maurice Duplessis, le nouveau chef de l'opposition que plusieurs appellent encore par mégarde « le premier ministre », la session est l'occasion de justifier ses politiques, de répondre à ses adversaires et d'attaquer les initiatives libérales. Toujours pugnace, il ne cède pas malgré sa défaite d'octobre et lance crânement ses critiques au gouvernement¹³. Son leitmotiv est « J'avais raison »! Même ses lois les plus contestées étaient, selon lui, légitimes et nécessaires. Il n'exprime aucun regret et justifie chacune de ses mesures dans le contexte de la crise.

T.-D. Bouchard qui a connu, sous le régime précédent, les « froides régions de l'opposition » est maintenant le numéro deux du gouvernement. Avec d'autres témoins libéraux des sessions précédentes, il fait régulièrement, dans ses discours et ses interventions, le procès de l'administration unioniste et du style de gouvernement de Maurice Duplessis. Même les fleurons de son administration que sont le Jardin botanique de Montréal et le parc de l'île Sainte-Hélène sont à ses yeux de bonnes choses mal faites, en ce qu'elles ont coûté beaucoup trop cher à la province.

Oscar Drouin, dissident du Parti libéral en 1935, puis dissident de l'Union nationale en 1937, a accédé au Cabinet libéral à titre de ministre des Affaires municipales et de l'Industrie et du Commerce. Il se sent plus à l'aise sous la férule de Godbout que sous celle du « chef », tout comme René Chaloult, également, que Duplessis avait voué aux orties en supprimant son comté de Kamouraska, et qui revient à l'Assemblée du côté ministériel, élu par les citoyens de Lotbinière.

Chaloult harcèle le chef de l'opposition comme une mauvaise conscience, lui rappelant toujours ses compromis et ses compromissions, voire ses abandons, à propos de ses promesses électorales et de son programme de restauration nationale de 1936. Toujours indépendant, il déclare s'inspirer d'Honoré Mercier et d'Henri Bourassa et souhaite coopérer avec les libéraux à la réalisation de ses idées nationales¹⁴.

Camillien Houde, réélu comme conservateur indépendant, fait son dernier tour de piste sur la scène nationale. Il est profondément touché par la mise en tutelle de sa ville acculée à la banqueroute. Son poste de maire lui semble vidé de sa substance. Quelques semaines après la session, ses appels à la désobéissance civile contre le registre d'enregistrement des hommes mobilisables le conduiront en prison pour toute la durée de la guerre.

Les principales figures de l'opposition sont Onésime Gagnon (Matane) et Joseph-Mignault-Paul Sauvé (Deux-Montagnes). Ils savent prendre habilement le relais de leur chef lorsque la chose est nécessaire. Gagnon est sans doute le meilleur orateur – au sens classique du terme – au sein de l'opposition. John Bourque, député de Sherbrooke et fidèle entre les fidèles à son chef, prend aussi du galon pendant cette première session dans l'opposition.

Les élections fédérales (26 mars 1940)

À Ottawa, le 25 janvier 1940, à la suite d'une session éclair de quelques heures, Mackenzie King dissout le Parlement fédéral et appelle des élections pour le 26 mars 1940. Le chef de l'opposition conservatrice, Robert Manion, tente de former une coalition, comme l'avait fait Robert Borden en 1916.

À la question de la conscription, toujours d'actualité, s'ajoute celle des lucratifs contrats de guerre dont les libéraux veulent faire profiter le Québec. Même un conservateur bon teint comme Camillien Houde encourage les siens à voter « du bon bord », pour ne pas priver Montréal et ses citoyens des retombées positives de la guerre. Lapointe tient solidement l'organisation du parti au Québec. L'Assemblée législative ayant ajourné ses travaux du 14 mars au 2 avril 1940 pour les célébrations pascals, plusieurs députés et ministres – et on n'en fait pas mystère – peuvent aller prêter main-forte aux candidats fédéraux en campagne.

Les résultats ne causent pas de surprise. Les libéraux font élire 180 de leurs candidats, les conservateurs n'en récoltent que 37, et les autres partis, 28. Au Québec, les libéraux raflent 62 sièges sur 65. Plusieurs d'entre eux ont renouvelé devant les électeurs leur engagement contre la conscription¹⁵. À la reprise des travaux, le 2 avril 1940, on remarque que plusieurs élus fédéraux sont présents à Québec pour assister aux débats.

Les relations fédérales-provinciales

Maurice Duplessis continue de proclamer son credo autonomiste. Le 8 mai 1940, sur une demande de document, il fait une longue intervention sur l'autonomie provinciale qu'il situe à la base même de la Constitution de 1867. Il redoute les volontés centralisatrices d'Ottawa renforcées à l'occasion de la guerre et met le gouvernement en garde contre le pouvoir fédéral.

Le premier ministre reproche à son prédécesseur de n'avoir pas collaboré avec les enquêteurs de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le dominion et les provinces (commission Rowell-Sirois), dont on attend la publication du rapport d'un jour à l'autre. Il considère que le Parti libéral n'a pas de leçons à recevoir pour la défense des intérêts du Québec. En fait, les deux leaders disent s'entendre sur le fond des choses.

René Chaloult se réjouit que l'Assemblée législative du Québec soit unanime en faveur de la cause nationale. Il refait à son tour l'histoire de l'autonomie provinciale depuis Honoré Mercier et se prononce en faveur de l'abolition des appels judiciaires au Conseil privé de Londres.

Le chef de l'opposition n'a pas tort de craindre les visées centralisatrices du gouvernement fédéral. Le débat à ce sujet s'est engagé en mars, pendant la campagne électorale, et occupe de nouveau l'actualité avec la parution du rapport tant attendu de la commission Rowell-Sirois (16 mai 1940). La parution de cet important rapport est quelque peu éclipsée par les nouvelles de la guerre, mais plusieurs y voient une charte de centralisation reniant l'esprit du « pacte » confédératif de 1867¹⁶.

Le rapport Rowell-Sirois amorce un nouveau chapitre des relations constitutionnelles tumultueuses entre le gouvernement fédéral et celui des provinces canadiennes, et en particulier avec le Québec.

Un débat annonce déjà les couleurs de futurs contentieux, le 29 mai 1940, quand on discute le bill 29, qui permet aux municipalités du Québec de profiter de la loi fédérale les autorisant à emprunter du gouvernement central à 2 % d'intérêt pour certains projets, le gouvernement provincial garantissant le remboursement de ces prêts. L'Union nationale avait décliné ce « cadeau » jugé empoisonné, qui pouvait contribuer à l'érosion du pouvoir des provinces. Oscar Drouin se fait rassurant, car il ne veut pas priver les municipalités des avantages de ce prêt. Le gouvernement fait preuve de confiance naïve, fulmine Duplessis, car le droit anglais se base toujours sur les précédents et une loi devient la consécration d'un état de choses. Au lieu de financer les municipalités, le gouvernement fédéral devrait soutenir les provinces pour leur permettre d'assumer cette responsabilité qui est la leur.

Les finances publiques

Une grande nouveauté de cette session est la modification du calendrier financier et fiscal, lequel, au lieu de se terminer le 30 juin, se terminera désormais le 31 mars. (bill 149) L'ancienne pratique, qui remontait au XIX^e siècle, ne répondait plus aux activités de l'État moderne, notamment dans le domaine des travaux publics. Ainsi, les travaux saisonniers de voirie se déroulant pendant la belle saison, souvent entre avril et novembre, pourront être comptabilisés sur un seul budget. De plus, le gouvernement fédéral, ceux de l'Ontario, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de nombreux États américains avaient déjà ajusté leur année fiscale d'avril à mars. Il sera donc plus facile d'établir des comparaisons comptables. Cette réforme était à l'étude depuis 1934.

Duplessis plaide qu'il faudra également que toutes les sociétés d'État, comme la Commission des liqueurs, adoptent aussi cette pratique. Il croit que le calendrier parlementaire en sera également affecté.

En pratique, le Parlement de 1940 votera donc exceptionnellement des crédits pour une période de neuf mois, allant du 1^{er} juillet 1940 au 31 mars 1941. L'opposition y voit une possibilité pour le gouvernement de jouer avec les finances pour distraire l'opinion publique.

Les députés attendent longtemps le premier budget du ministre Mathewson. Le trésorier dépose son bilan le 21 mai 1940, trois mois après l'ouverture de la session. L'opposition ne manque pas d'en faire lourdement le reproche au gouvernement. Ce budget de trois trimestres s'élève à 85 millions de dollars. Pour le boucler avec un léger surplus de 258 000 \$, le gouvernement doit annoncer des augmentations de taxes et d'impôts pour 12 millions de dollars. Le ministre établit une taxe sur le tabac et une nouvelle taxe de vente de 2 %. Mais on augmente surtout les revenus de l'État en doublant la taxe sur les profits des entreprises, qui passe de 2,5 % à 5 %, et en instituant un impôt sur le revenu de 17 %. C'est le seul moyen, dit-il, de restaurer les finances du Québec. Dans une charge contre le gouvernement Duplessis, le trésorier accuse l'Union nationale d'avoir augmenté la dette du Québec de 209 millions de dollars, en 1936, à 420 millions de dollars, en 1939.

Le discours économique de René Chaloult peut surprendre. Il appelle un changement de priorités au Québec, pour donner davantage un soutien économique et matériel aux valeurs morales et spirituelles. Il prône des nationalisations « faites avec modération et justice », pour s'affranchir des puissances d'argent devenues trop fortes sur la société. Il s'insurge devant une société qui n'est pas parvenue à trouver une solution décente à la crise, mais qui investit à présent sans compter dans l'industrie de guerre. « On n'a pas d'argent pour vivre, dit-il, mais on a des milliards pour tuer. » Il souhaite la fin des « dictatures économiques », « l'État doit prendre sa place et mettre la banque à la sienne », car « le rôle de la banque est de servir et non d'asservir ». (28 mai 1940)

On parle aussi de la tradition voulant que le portefeuille des finances soit presque toujours confié à un anglophone ayant reçu l'aval des milieux financiers. William Duffy, député libéral de Compton, apprécie au contraire cette tradition, puisque les employés du ministère sont également des anglophones et que le temps de guerre n'est pas propice aux changements, argue-t-il. (4 juin 1940)

En fin de session, on adoptera les crédits, mais les événements de la guerre enlèveront toute saveur à cette étape parlementaire. Les crédits de 1940-1941 seront adoptés avec fort peu de questions de la part des députés.

Le rappel des lois unionistes contestées

La volonté du gouvernement Godbout de retirer des Statuts des lois unionistes qu'il juge nuisibles à la province soulève des passes d'armes avec l'opposition et donne à cette session son caractère de procès en règle du gouvernement précédent.

Ainsi, le 12 mars 1940, le ministre du Travail et des Mines, Edgar Rochette, présente le bill 9 sur les ressources naturelles qui rappelle une loi de 1937. Sa présentation en première

lecture devient un réquisitoire qui fait bondir le chef de l'opposition. Ce dernier voulant répliquer à l'attaque, il s'ensuit un débat inusité de procédure qui oblige l'Orateur à intervenir. Le débat sur cette loi s'annonce dur. (2 avril 1940) Les unionistes plaident qu'on voulait limiter les appétits des compagnies étrangères à exploiter le sous-sol québécois; les libéraux parlent de la baisse des revenus miniers que la loi de 1937 a imposée au Québec et dénoncent les « masques du nationalisme » derrière lesquels l'ancien premier ministre a caché des « apostasies » de la cause nationale.

Le gouvernement rappelle aussi des dispositions des bills 19 et 20, tant décriés par les libéraux, qui exemptaient des dispositions générales de la loi sur les contrats de travail (bill 10) et sur les salaires raisonnables (bill 11) le gouvernement ainsi que les entreprises engagées pour réaliser des travaux publics. Incidemment, la « Loi des salaires raisonnables » devient désormais la « Loi du salaire minimum », évitant des abus d'interprétation dont les travailleurs faisaient les frais. (bill 34)

Au discours d'Edgar Rochette, Duplessis répond qu'il ne s'agit que de contradictions et d'arguties. La loi du gouvernement, dit-il, ne retire qu'un article de la loi de 1938, preuve que l'ensemble de la loi était valable. (9-10 avril 1940) Les exceptions à la loi étaient faites pour donner rapidement du travail aux chômeurs dans le besoin. Plusieurs députés prennent part à ce débat, dont René Chaloult qui cherche dans la loi unioniste une part de justice sociale. Il fait le bilan ouvrier du gouvernement Duplessis, notamment au chapitre des grèves du textile en 1937. Il se questionne également sur l'utilité du Conseil législatif qui a voté la loi en 1938 et qui votera maintenant son contraire.

On abroge également une autre loi unioniste de 1939 sur la Coopérative fédérée. (bill 16)

Des réformes annoncées

Un député comme René Chaloult contribue à développer une pensée politique à travers les actions à venir. Selon lui, le libéralisme est naturel dans la pensée politique au Canada français, mais non pour son volet économique qui n'est qu'une justification de la loi du plus fort. Il souhaite la création d'un conseil économique pour guider les choix de l'État. Il veut une commission du service civil pour libérer les députés d'une gestion du « patronage » et améliorer la compétence professionnelle de la fonction publique québécoise. Il rend hommage au travail visionnaire de Philippe Hamel, qui plaide toujours une appropriation nationale de l'hydroélectricité pour affranchir le Québec de la « dictature économique des trusts ».

Comme le premier ministre Godbout, il appelle de ses vœux un corporatisme soutenu par l'État, selon les doctrines énoncées par le pape Pie XI, pour trouver une issue à la grande crise économique. On considère alors le corporatisme comme une réponse aux abus de la démocratie et du libéralisme économique.

Une modification à la loi électorale (bill 17) soulève un débat sur une question toujours sensible et qui se termine par une bataille de points d'ordre. (30 mai 1940)

Éducation

Le discours sur l'éducation n'est pas dominant pendant cette session, sauf à propos du dossier de l'Université de Montréal. Le secrétaire provincial, Henri Groulx, présente le bill 49 sur l'Université pour régler les difficultés de l'institution qui attend toujours l'achèvement de son nouvel édifice du Mont-Royal. Le premier ministre Godbout dénonce la situation misérable de l'université et de son personnel. Il décide que ce dossier sera prioritaire pour son gouvernement au cours de son mandat.

Le 28 mai 1940, René Chaloult souligne les carences de l'éducation au Québec, laquelle entretient des mentalités de colonisés et ne nourrit que des ambitions subalternes. Il critique vertement le Conseil de l'instruction publique et prône une réforme de l'éducation dans son financement et dans ses structures. La main-d'œuvre canadienne-française perpétue la misère et ne fournit que des armées de « nègres blancs » qui travaillent pour des salaires de famine, dit-il.

Même si son discours répète parfois des poncifs traditionalistes et conservateurs sur l'agriculture et la mission catholique du Canada français, force est de reconnaître au député de Lotbinière une vision claire et juste des faiblesses de l'éducation nationale. La réforme qu'il appelle de ses vœux en 1940 ne se réalisera que 25 ans plus tard.

Le débat à propos du salaire minimum ramène la question du revenu des instituteurs. Duplessis et Godbout se disputent pour savoir qui, des unionistes ou des libéraux, a le plus contribué à l'amélioration du sort des institutrices rurales. (11 juin 1940)

Travail

Dans le domaine du travail, on peut signaler la création d'un Conseil supérieur du Travail. (bill 22) L'initiative québécoise s'inspire de ce qui a été fait en ce domaine en France, en Belgique et aux Pays-Bas. Une autre promesse de l'Union nationale que le Parti libéral réalise, déclare René Chaloult. C'est une institution inutile, de la poudre aux yeux, réplique Duplessis.

Justice et tribunaux

Le procureur général, Wilfrid Girouard, présente, le 9 avril 1940, le bill 15 sur les cours juvéniles. Le gouvernement désire améliorer la réhabilitation des jeunes délinquants et éviter de les considérer sur le même pied que les criminels adultes. Les juges, déclare le ministre, doivent prendre en considération la pauvreté matérielle et morale et la misère humaine qui poussent les jeunes vers le crime. Il procède aussi à une réforme des tribunaux judiciaires, faisant passer de 21 à 25 le nombre de magistrats, pour desservir plus adéquatement les régions plus éloignées. (bill 32)

L'affaire Piuze-Jargailles

Plusieurs destitutions ont suivi l'arrivée de la nouvelle administration à Québec. T.-D. Bouchard répète que les sous-sols du parlement étaient encombrés de fonctionnaires inutiles, engagés par pur patronage par l'Union nationale. On opère aussi des changements à différents niveaux de l'administration. Le commissaire de la Sûreté provinciale, le lieutenant-colonel P.-A. Piuze, est nommé commissaire inspecteur des prisons et son poste est donné à Louis Jargailles, qui occupait ce poste avant 1936.

Onésime Gagnon lance l'affaire à la séance du 28 février 1940; et le 30 avril 1940, à l'occasion du débat sur le bill 23 sur la Sûreté provinciale et la police des liqueurs, Maurice Duplessis dénonce le renvoi de Piuze et le retour de Jargailles, considérant ce dernier comme un individu louche ayant des accointances avec les milieux criminels de la métropole. T.-D. Bouchard défend la réputation de Jargailles, demandant à Duplessis, ancien procureur général, pourquoi il ne l'a pas mis en accusation, entre 1936 et 1939, s'il était si compromis. Pour les libéraux, Jargailles est une victime du régime unioniste.

Ce débat sur l'intégrité de Louis Jargailles et sur le renvoi du lieutenant-colonel Piuze sera constamment ranimé par Duplessis au cours des séances suivantes. Une brochure anonyme circule même pour dénoncer l'ingérence politique dans l'administration policière et municipale à Montréal¹⁷. L'animosité partisane autour de cette affaire nourrira la chronique politique pendant encore de nombreuses années¹⁸.

Le droit de vote des femmes

La grande réforme, qui inscrit la session de 1940 dans l'histoire du Québec, est sans doute l'insertion dans les Statuts du bill 18 accordant le droit de suffrage et d'éligibilité aux Québécoises. Depuis 20 ans, le mouvement des suffragettes avait pris de l'ampleur avec l'action de femmes énergiques comme Marie Gérin-Lajoie, Thérèse Forget-Casgrain et Idola Saint-Jean. Depuis 1922, de nombreux projets de loi avaient été rejetés d'un haussement d'épaules par l'Assemblée, souvent avec un mépris qui manquait d'élégance. Ministériels et oppositionnistes s'entendaient en majorité pour refuser aux femmes l'exercice de leurs droits politiques.

Depuis l'inscription du projet au programme libéral en 1938, l'affaire est prise au sérieux et Godbout entend bien tenir parole sur ce point. Le temps de cette réforme est venu; le Québec est le dernier bastion au Canada qui résiste encore sous la pression de l'Église catholique. Bien des femmes attendent l'aboutissement de leurs efforts et, en apprenant l'inscription du bill à l'ordre du jour de l'Assemblée, des centaines de femmes réclament des cartes pour assister aux débats. Le 11 avril 1940, le premier ministre prononce un discours historique sur le principe de cette loi. Il accrédite l'idée qu'il a mis son poste en jeu pour convaincre les autorités religieuses et il souhaite l'unanimité de la Chambre sur cette question.

Albany Paquette et Maurice Duplessis ne manquent pas de rappeler que le premier ministre a naguère voté contre le droit de vote des femmes et que des libéraux reconnus, tels Wilfrid Laurier, Rodolphe Lemieux ou Ernest Lapointe, ont combattu ce principe. Justement, répond Godbout, les temps ont changé et la société québécoise est maintenant prête à faire une place aux femmes.

Malgré l'opposition des unionistes – qui ne sont pas unanimes sur ce point – et un dernier baroud de résistance au Conseil législatif, la loi est adoptée le 18 avril et sanctionnée le 25 avril 1940. Il faudra néanmoins attendre encore 21 ans avant qu'une première femme soit élue à l'Assemblée législative.

Des agents à Paris, à Londres et à New York

Une action que l'histoire empêchera de mettre au crédit du gouvernement d'Adélard Godbout est votée à la session de 1940. C'est la création de délégations du Québec à Paris, à Londres et à New York. (bill 14) Godbout souhaite profiter d'une nouvelle dynamique commerciale due à la guerre pour stimuler l'économie du Québec par des agents au service de la province en Europe et aux États-Unis. Il envisage aussi d'ouvrir un bureau à Ottawa et éventuellement aux Antilles et en Amérique du Sud. Le but en est de profiter des occasions d'affaires, de stimuler les exportations en fournissant des biens sur des marchés autrefois occupés par des produits allemands.

Maurice Duplessis s'oppose farouchement à cette initiative, trop onéreuse au budget, selon lui. Il considère que ces agences coûtent cher et ne rapportent rien et qu'elles sont de la juridiction d'Ottawa. La loi est néanmoins adoptée, mais le sort des armes empêchera l'ouverture de bureaux à Paris et à Londres. Seul le bureau de New York sera ouvert au Rockefeller Center, à Manhattan.

Cette initiative préfigure la politique internationale du Québec qui se mettra en place avec la Révolution tranquille, 20 ans plus tard. Lorsqu'il ira ouvrir la Maison du Québec à Paris en 1961, le premier ministre Jean Lesage négligera cependant de reconnaître à son prédécesseur Godbout le mérite d'avoir exprimé, avant lui, l'ouverture du Québec sur le monde.

Montréal en tutelle

La crise économique a durement frappé les finances de la ville de Montréal. Le soutien aux miséreux et les travaux de chômage ont lourdement obéré le crédit de la ville. En 1940, *Concordia*, comme on appelle souvent l'Administration de la métropole, ne peut plus rencontrer ses engagements et les institutions lui refusent de soutenir davantage son budget. Québec doit intervenir.

Le 16 mai 1940, Oscar Drouin dépose le projet de loi 38 qui élabore le système d'administration pendant cette prise en charge de la ville par l'État. À la séance du soir, le député de Montréal-Sainte-Marie et maire de Montréal, Camillien Houde, prononce un long discours où il évoque les difficultés qu'il a rencontrées pour gérer sa ville dans la tourmente de la crise économique, chargée des miséreux, confrontée à des choix déchirants, étranglée par les banques et les pouvoirs d'argent. En quelques jours, dit-il, on a réussi à voter 200 millions de dollars au Canada pour l'effort de guerre, mais, pour les affamés, au cœur de la misère, il n'y avait rien. L'émotion est grande dans la salle quand il termine en disant : « Je ne suis pas mort. J'attends... »

Le premier ministre lui fait une réponse empathique et digne. Il compatit à sa situation, soulignant que la tutelle est devenue une mesure nécessaire et que la loi ne constitue en rien un blâme envers lui ou envers le conseil municipal.

Houde fera encore quelques interventions jusqu'à la fin de la session. Il reprend notamment la parole sur ce bill de Montréal, le 6 juin 1940, pour détailler de nouveau les raisons du marasme de sa ville, mais son discours du 16 mai 1940 constitue presque son chant du cygne à l'Assemblée législative¹⁹.

Des routes et des autoroutes

Le ministre des Travaux publics et de la Voirie, T.-D. Bouchard, annonce un vaste programme de construction de routes. Comme le règne de l'automobile s'impose désormais, on projette aussi la construction d'autoroutes à voies séparées, comme il en existe aux États-Unis et dans certains pays d'Europe.

Par le bill 27, le ministre annonce que des expropriations seront faites pour de futurs tracés « d'autostrades » et de « speedways » modernes. Une route sera ainsi planifiée sur la rive sud, entre Québec et Montréal. Pour limiter les frais d'expropriation, le gouvernement veut acquérir le fond des terres seigneuriales, à la limite des zones concédées en cantons aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Ce qui deviendra 25 ans plus tard l'autoroute 20 se situe donc essentiellement à la limite sud des terres qui étaient occupées à la fin du Régime français et en bordure de celles qui furent par la suite cultivées par des loyalistes américains. Pour des raisons économiques et pratiques, on a tracé cette route à l'intérieur des terres à une frontière historique entre deux époques de l'histoire du Québec.

On ne s'étonne pas que la route passe à Saint-Hyacinthe, le fief électoral de Bouchard et la ville dont il est le maire.

Drôle de guerre et année terrible

Après le choc de l'invasion de la Pologne et l'entrée en guerre du Canada, le temps semble s'être arrêté sur le front de ce qu'on appellera bientôt la « Drôle de guerre ». Entre la ligne Siegfried et la ligne Maginot, on semble davantage s'observer que s'attaquer. L'URSS et l'Allemagne se partagent la Pologne, et les combats se déroulent du côté de la Finlande qui résiste à une invasion russe. Ailleurs, à part les raids aériens, la guerre s'annonce plus sous-marine que terrestre et le front ouest semble figé. Un malin peut même écrire que les seules choses que l'on attaque dans cette guerre, ce sont les propositions de paix.

Les choses changent au printemps 1940. Le 8 avril 1940, Hitler envahit la Norvège pour se garantir un accès à la mer Baltique et à ses ressources²⁰. Le 9 mai 1940, débute l'invasion des Pays-Bas et de la Belgique; en quelques semaines, les défenses françaises sont renversées et le pays est envahi. On ordonne sur Dunkerque un retrait des forces britanniques et alliées, entièrement submergées par les armées allemandes. À la mi-juin, les Allemands entrent à Paris et le gouvernement de Philippe Pétain demande l'armistice.

On a longtemps répété que le Québec n'avait manifesté qu'indifférence devant la défaite de la France. Il n'en fut rien. Cette invasion, largement médiatisée par la presse, par la radio et par le cinéma, a provoqué une onde de choc douloureuse et bouleversante pour les Québécois de toutes les tendances, de tous les milieux et de toutes les régions. Quelques mois plus tard, les Québécois, comme les Français eux-mêmes, chercheront les voies de l'avenir entre la France libre et celle de Vichy. Mais, en juin 1940, pendant les jours d'épreuve et d'angoisse, il n'y avait pas encore une France pétainiste contre une France gaulliste se disputant la légitimité et la noblesse du combat, il n'y avait qu'une France tombée.

À l'Assemblée législative du Québec, les premières allusions aux difficultés des Alliés sont entendues à la séance du 21 mai 1940, lorsque le trésorier, George Mathewson, un ministre

francophile, ouvre son discours sur le budget avec un appel au courage et au soutien de la France. Par la suite, on suit de jour en jour et d'heure en heure le fil des événements, mais on évite d'épiloguer sur les malheurs autrement que par des appels convenus à la prière et aux vœux de succès qui accompagnent toujours les troupes alliées.

Le 23 et le 29 mai 1940, on parle des ravages de la cinquième colonne, ces Cassandre qui parlent ou qui agissent pour aider objectivement l'ennemi. L'ancien trésorier Robinson affirme détenir une liste de 26 noms de personnes occupant des postes clés et qui seraient des agents de cette cinquième colonne. En temps de guerre et de défaite, la psychose s'installe rapidement et il est facile de voir des ennemis partout.

Le 4 juin 1940, le député des Îles-de-la-Madeleine fait allusion aux héros de Dunkerque. Le 13 juin, quelques jours plus tard, une déclaration du roi George VI donne au premier ministre et au chef de l'opposition l'occasion de parler de loyauté et de victoire. Presque tous les discours des dernières semaines de la session débute par un appel à la victoire.

Le 17 juin 1940, lorsqu'on apprend la demande d'armistice, la Chambre porte peu attention à l'ordre du jour. L'Assemblée réunie est « sous le coup d'une profonde émotion », déclare le premier ministre. « Tous les cœurs saignent des blessures de la France », ajoute Paul Sauvé, qui s'enrôlera peu de temps après et partira faire la guerre.

Un malaise certain plane lorsqu'on étudie la motion de René Chaloult, qui rappelle au ministère ses promesses de limiter la participation canadienne à la guerre. (19 juin 1940) Chaloult lui-même fait profession de solidarité dans les circonstances, mais il demande au gouvernement fédéral de respecter ses engagements. Sa motion est défaite et bien des observateurs, comme André Laurendeau, qui, en d'autres temps, auraient soutenu Chaloult, ressentent à ce moment précis un profond malaise à débattre de la participation canadienne quand la France était touchée au cœur²¹.

En fin de session, le gouvernement adopte une loi pour contrôler les forces motrices en temps de guerre (bill 72) dans le but de rationner éventuellement l'eau, le gaz et l'électricité et, nonobstant, les dispositions de contrats déjà signés. Et le premier ministre remet à plus tard la tenue d'élections partielles. Duplessis crie à l'abus de pouvoir, le débat est vif et des députés en viennent pratiquement aux poings (20 juin 1940), témoignant des tensions extrêmes en ces jours de lourde gravité, empreints d'émotion et de grande inquiétude.

De choses et d'autres...

En 1940, les parlementaires décident de s'occuper enfin de leur Bibliothèque. Depuis longtemps, en début de session, on formait un comité conjoint des deux Chambres, mais qui s'en remettait au bibliothécaire, souvent sans même prendre la peine de se réunir. En 1940, le comité compte neuf conseillers législatifs et 16 députés, en plus des deux Orateurs. L'Orateur du Conseil législatif, Hector Laferté, prend l'initiative de l'opération. On réforme le Règlement, on poursuit le catalogage des collections et on prend des mesures de sécurité contre l'incendie. (30 mai 1940)

Vestige d'une époque révolue, une loi de 1940 abolit les dernières rentes seigneuriales encore en vigueur, près d'un siècle après l'abolition du régime. Le bill 31 ordonne un rachat définitif qui sera établi par une commission d'évaluation. Les rentes restantes seront converties en taxes municipales. Dans les faits cependant, ce ne sera qu'en 1950 que la dernière seigneurie, la seigneurie de Mingan, disparaîtra.

Parmi les demandes du député Chaloult en 1940, on trouve la création d'un « office de géographie » qui s'occuperait de la toponymie, qui veillerait à normaliser l'affichage directionnel sur les routes et qui travaillerait à franciser les cartes et le paysage québécois. La Commission de toponymie et l'Office de la langue française rempliront plus tard ces rôles.

Le Québec aura bientôt une version à jour de ses lois publiques. Le premier ministre a modifié la composition de la Commission de refonte des Statuts, pour accélérer le travail qui a pris beaucoup de retard. (11 juin 1940) La version précédente remonte à 1925.

En 1940, Louis-Philippe Geoffrion fête ses 65 ans et ses 25 ans à titre de greffier (secrétaire général) de l'Assemblée législative. T.-D. Bouchard ne manque pas de souligner ce double anniversaire aux députés. (28 février 1940) On marque également avec courtoisie, le 18 avril 1940, le 50^e anniversaire du chef de l'opposition (né le 20 avril 1890) avec une gerbe de 50 roses rouges. C'est l'occasion d'une courte trêve où les députés échangent les compliments d'usage.

Au terme de cette longue session de 79 séances, le Parlement québécois a adopté 144 lois sur les 154 bills déposés. L'importance des événements qui se déroulent alors en Europe a fait passer au second plan bien des épisodes de l'actualité parlementaire. Les hommes politiques de 1940 pouvaient méditer sur le titre du grand succès cinématographique de cette année-là, le film américain *Gone with the wind*, et se répéter : Autant en emporte le vent.

Les bons mots de la session

Le contexte dramatique de la guerre n'a pas empêché l'humour et les boutades d'être au rendez-vous de la session.

À propos des députés libéraux qui ont ouvert le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, Maurice Duplessis leur dit : « Le proposeur est un jeune député qui a beaucoup de talent et qui, s'il veut bien étudier, apprendra à servir de meilleures causes. [...] le secondeur, avocat de talent, a l'habitude des mauvaises causes. » (27 février 1940)

Onésime Gagnon, fatigué des interruptions des députés libéraux pendant son discours, leur lance : « le Salon de la race n'est pas un endroit où l'on laisse aboyer les chiens. » (28 février 1940)

Le 28 février 1940, le président Bissonnette doit décider si le terme « Ponce Pilate » adressé à un député constitue une injure non parlementaire. Il déclare ne pas en savoir assez sur le degré de « mécréance » du personnage pour obliger le ministre à retirer ses paroles. Au cœur d'un autre débat fort animé, où chacun parle de tout et de rien, on demande au président de ramener tel député dans le sujet du débat. L'Orateur, un peu dépassé, décide qu'il permet au député d'être hors du sujet parce que tout le monde est en dehors du sujet. (10 avril 1940)

Le ministre de la Chasse et des Pêcheries, Pierre-Émile Côté, dit que le gouvernement encourage toutes les sortes de pêche sauf la pêche en eaux troubles. (16 avril 1940) Et pour justifier auprès de l'opposition l'impossibilité d'inscrire dans la loi les nombreuses exceptions, il raconte qu'un pêcheur à la ligne attrape un petit poisson dans un lac. Voyant le mouvement à la surface de l'eau, un martin-pêcheur s'élance sur la prise et s'envole; c'est ainsi que le pêcheur prit un oiseau en plein vol avec sa ligne. (17 avril 1940)

Pendant le débat sur le vote des femmes, Roméo Lorrain reproche au premier ministre d'avoir changé de camp à propos de cette question : « le premier ministre a changé d'idée sur le vote féminin. Il a trouvé son chemin de Damas en cherchant le chemin des dames. » (18 avril 1940)

Le 24 avril 1940, on peut rappeler ce coup de griffe de Godbout à Duplessis : « le chef de l'opposition grandit toutes les causes qu'il attaque et rabaisse toutes celles qu'il défend ».

Le 17 mai 1940, une querelle de procédure tourne à la cacophonie du côté de l'opposition. Le ministre Bouchard la compare à un chant de grenouilles. Duplessis, insulté, lui demande de retirer ses paroles injurieuses. Le ministre remplace alors « grenouilles » par « ouaouarons ».

À propos de la loi sur les expropriations, le chef de l'opposition demande au ministre devant quelle cour il faudra produire les avis. « Sûrement pas devant une cour à bois! », lui lance T.-D. Bouchard. (21 mai 1940)

Pendant le débat sur la voirie, Duplessis constate que l'on s'éloigne du sujet. « Nous sommes loin du projet de loi », dit-il. « On va loin sur nos routes! », lui répond le ministre Bouchard. (14 mai 1940)

Le 28 mai 1940, Chaloult lance à l'adresse de Duplessis : « S'il n'y avait pas de dames dans cette enceinte, je lui répondrais par le mot de Cambronne. » Le lendemain, parlant d'Onésime Gagnon, le député Francoeur, de Montréal-Mercier, dit que « [c]elui-ci est très éloquent, mais il ne dit pas grand-chose ».

Le 6 juin 1940, Duplessis est fâché de ne pas avoir reçu copie d'un amendement. Il s'ensuit cet échange avec T.-D. Bouchard :

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand j'étais premier ministre, si j'avais un amendement, je le soumettais toujours au chef de l'opposition et je lui en envoyais une copie.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aie! Aie! Je me suis toujours taché les mains sur l'encre qui n'était pas sèche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le ministre se soit taché les mains, ça ne me surprend pas.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui! C'était tellement sale.

Le même jour, Duplessis constate qu'en représentation démocratique « la quantité ne fait pas la qualité ». Ainsi, à l'Assemblée, dit-il, « la qualité est à gauche et la quantité à droite », et il poursuit en riant : « d'ailleurs, les gens de gauche sont à droite et les gens de droite sont à gauche ».

Le 7 juin 1940, l'opposition réclame à grands cris des explications sur un article du bill de Montréal. À bout d'arguments, le ministre Drouin lance : « Que l'opposition continue de parler, puisqu'ils aiment ça! »; et Paul Sauvé lui réplique : « Si le ministre parlait davantage, l'opposition parlerait moins. »

Gilles Gallichan

Critique des sources

Portrait de la Tribune de la presse en 1940

Le premier jour de la session, les journalistes de la Tribune de la presse élisent leurs représentants. Guy Jasmin, du *Canada*, est élu président en remplacement de Willie Chevalier, du *Soleil*. On salue également le travail de Damase Potvin, journaliste de *La Presse*, reconduit à son poste de secrétaire-trésorier. Potvin couvre sa 29^e session parlementaire à Québec.

Les autres membres connus de la Tribune de la presse en 1940 sont les suivants : Edmond Chassé, de *L'Événement-Journal*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Henri Saint-Pierre, de *The Montreal Daily Star*, Carroll Campbell et Abel Vineberg, de *The Gazette*; Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; et Joseph Lavergne, de *La Patrie*.

La *Gazette*, que plusieurs considèrent comme la voix des grands milieux financiers de la métropole, réagit mal au discours du budget de Mathewson. L'impôt sur le revenu et sur les profits des entreprises déplaît considérablement aux milieux d'affaires appelés à contribuer davantage au Trésor public. Le trésorier, qui était vu comme l'ambassadeur de la rue Saint-Jacques au sein du cabinet Godbout, est soudain considéré comme un redoutable réformiste capable de modifier l'ordre économique séculaire.

Les commentaires de la *Gazette* peuvent être interprétés comme un baromètre de l'opinion des grands barons des affaires à Montréal. D'autres réformes à venir d'Adélard Godbout vont aussi déplaire en ces milieux, et l'Union nationale pourra se présenter comme une alternative beaucoup plus rassurante pour la protection des fortunes.

En juin, Camillien Houde et René Chaloult joignent leurs protestations à propos d'un éditorial de la *Gazette*, paru à la suite du débat sur la motion relative à la conscription. Chaloult déclare que ce n'est pas tant lui que la *Gazette* qui fomentent des dissensions civiles en plein temps de guerre.

Comme Houde, il estime que « la *Gazette* est une vieille prostituée qui change avec chaque gouvernement pour obtenir des contrats. Elle a toujours été d'ailleurs l'organe des trusts et elle a toujours combattu les revendications des Canadiens français dans la province de Québec ». (20 juin 1940)

The Montreal Daily Star est sans doute le journal anglo-québécois le plus ardent pour la participation active et pour la conscription outre-mer. Un chroniqueur du *Devoir* appelle le *Star*, le « soleil impérial²² ». Le 12 juin 1940, pendant le débat sur le bill de Montréal, Duplessis s'en prend à M. McConnel, propriétaire du *Star* et un des gouverneurs de l'Université McGill. C'est pourtant un journal conservateur, lui répond Godbout.

René Chaloult doit souvent se défendre contre la mauvaise image que les journaux anglophones du Québec et du Canada projettent de lui. Le 28 mai 1940, s'adressant spécifiquement aux journalistes anglophones, il se défend d'être anti-anglais ni fanatique. Il répudie, affirme-t-il, le nationalisme outrancier qui a conduit à la guerre.

Après avoir connu des années fastes au début du gouvernement unioniste, *L'Action catholique* s'est permis une critique qui lui a coûté fort cher²³. À la séance du 23 mai 1940, à la suite d'une question du député Chaloult, on apprend qu'en 1938-1939, le gouvernement Duplessis a consacré 264 000 \$ en contrats d'impression à des journaux francophones et 211 000 \$ à des journaux anglophones.

À lui seul, *The Quebec Chronicle-Telegraph* a reçu plus de 78 000 \$; *L'Événement-Journal*, plus de 41 000 \$; et *L'Action catholique*, quant à elle, n'a rien reçu. Le député Léon Casgrain revient sur cette attitude de Duplessis envers la presse. Il affirme même que l'ancien premier ministre avait fait changer des courriéristes parlementaires parce que ceux qui étaient en fonction ne lui plaisaient pas. (30 mai 1940)

Le 5 avril 1940, *L'Événement-Journal*, qui fut longtemps un journal d'opposition aux régimes libéraux, est acquis par *Le Soleil* et entre dans la mouvance du Parti libéral. Le

changement de propriétaire amène des changements de personnel et de nombreux départs. Bona Arsenault, président et directeur général du quotidien, quitte bientôt ses fonctions.

Le Jour fait l'objet d'une plainte du député de Montréal-Mercier, J.-A. Francoeur, pour le contenu de l'un de ses articles.

Outre les grands quotidiens, les journaux suivants ont aussi servi à reconstituer les matériaux de cette session : *Le Droit*, *La Tribune*, *The Sherbrooke Daily Record*, *L'Illustration nouvelle*, *Le Nouvelliste*, *Rouyn-Noranda Press*, *La Terre de Chez Nous*, *L'Écho du Bas-Saint-Laurent*, *L'Avenir du Nord*, *La Bonne parole* et *Le Bulletin des agriculteurs*.

On apprend qu'en début de session un journaliste japonais, M. Ichitaro Takato, correspondant d'un journal de Tokyo, assiste aux séances de la Chambre parmi ses confrères québécois. Il ne nous a pas été possible cependant de retrouver et d'utiliser ses reportages pour reconstituer les débats.

Gilles Gallichan

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

- ¹. *Le Devoir*, 3 mai 1939, p. 1.
- ². Pour le récit détaillé de la tournée royale de 1939 en Amérique, voir : Gordon Young, *Voyage of State*, Londres, Hodder and Stoughton, 1939, 319 p.
- ³. « MM. Godbout et Bouchard à Hull », *Le Devoir*, 4 juillet 1939, p. 6; « M. Adélard Godbout à Mont-Laurier », *Le Devoir*, 14 août 1939, p. 6.
- ⁴. Paul Gouin, *Pour la libération nationale par l'ALN, « un parti jeune, intègre, libre, unique... »*. *Texte intégral du discours prononcé à la radio par M. Gouin, mercredi, 4 octobre 1939*, s.l., [1939], 15 p.
- ⁵. Expression rendue célèbre par le titre d'un article de Marcel Déat, dans le journal *L'Œuvre*, en août 1939, et qui exprimait le pacifisme de plusieurs Français de l'époque. Alors néo-socialiste, Déat est plus tard devenu un ténor de la collaboration.
- ⁶. *Le Devoir*, 2 octobre 1939, p. 2.
- ⁷. « Nouvelle politique de Radio-Canada pour les campagnes électorales », *Le Devoir*, 27 juillet 1939, p. 4; « Radio-Canada, les campagnes électorales provinciales et les controverses », *Le Devoir*, 28 juillet 1939, p. 7; « M. Duplessis ne soumettra aucun texte », *Le Devoir*, 27 septembre 1939, p. 3.
- ⁸. Début janvier 1940, Godbout demande au fédéral de limiter la publicité pour l'enrôlement militaire dans les campagnes, pour ne pas vider les fermes des jeunes travailleurs agricoles. Cette déclaration soulève la colère du *Globe & Mail*, de Toronto, suivie d'une réplique du premier ministre du Québec. « De M. Godbout au *Globe & Mail* », *Le Devoir*, 15 janvier 1940, p. 12.
- ⁹. *Le Canada*, 21 février 1940, p. 1.
- ¹⁰. Antonio Barrette, *Mémoires*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1966, p. 63-64.
- ¹¹. Il est remplacé par le comte d'Athlone, oncle maternel du roi George VI. Le nouveau gouverneur général arrive au Canada en juin.
- ¹². De l'aveu même d'Antonio Barrette, Godbout était l'un des meilleurs orateurs qu'ait connus le Québec. *Mémoires, op. cit.*, p. 64.
- ¹³. Antonio Barrette fait état d'une tentative, au sein du parti, de pousser Duplessis et de faire renaître le Parti conservateur québécois. Cette mutinerie visant à renverser le chef, au lendemain de la défaite de 1939, a fait long feu et ne s'est jamais concrétisée. *Mémoires, op. cit.*, p. 57.
- ¹⁴. *Le Devoir*, 27 octobre 1939, p. 3.
- ¹⁵. Léopold Richer, correspondant du *Devoir* à la Tribune de la presse à Ottawa, a publié, en 1940, une galerie de portraits des principaux acteurs de la scène fédérale. *Silhouettes du monde politique*, Montréal, Éditions du Zodiaque, 1940, 266 p.
- ¹⁶. Voir : <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/634.html> (consulté en mai 2009)
- ¹⁷. *Montréal sous la botte du régime Godbout, Bouchard, Jargailles : Que deviendra Montréal ?*, [Montréal, s.n., 1940], 12 p.
- ¹⁸. Le nom de Louis Jargailles est récurrent dans les débats des années 1940 et 1950. Le 13 mars 1951, il était encore question de lui à l'Assemblée, le premier ministre Duplessis l'accusant alors d'un complot et de corruption auprès de la police provinciale.
- ¹⁹. Le député de Montréal-Sainte-Marie préconisait pour Montréal un système d'arrondissements qui permettrait une meilleure gestion.
- ²⁰. La capitulation de la Norvège a une incidence sur l'approvisionnement de poisson de la Baltique. Le député unioniste des Îles-de-la-Madeleine, H. Langlais, espère que le poisson des îles trouvera davantage de débouchés.
- ²¹. Sur le choc de la capitulation de la France et sur l'atmosphère qui régnait au parlement de Québec en juin 1940, voir : Gilles Gallichan, « Le "bouleversement intime" : le Québec et la France vaincue de juin 1940 », *Les Cahiers des Dix*, n° 59 (2005), p. 239-283.
- ²². *Le Devoir*, 27 octobre 1939, p. 1.
- ²³. *L'Action catholique* aurait fait cette critique à la suite d'une assemblée tenue au Manège militaire de Québec.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Devoir, Le
Événement-Journal, L'
Gazette, The
Montreal Daily Herald, The
Montreal Daily Star, The
Patrie, La
Presse, La
Quebec Chronicle-Telegraph, The
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Berthelais, Le
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Boussole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien/Le Canadien libéral, Le
Canadien de Thetford, Le
Chronique de Magog, La
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Clarté, La
Colon, Le
Courrier de Bellechasse, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Laviolette, Le
Courrier de Montmagny, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Dorchester, Le
Droit, Le
Drummondville Spokesman, The
Écho de Frontenac, L'
Écho de Lotbinière, L'
Écho de Portneuf, L'
Écho de Saint-Justin, L'
Écho du Bas-Saint-Laurent, L'
Écho du Nord, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Frontière, La
Gazette de Valleyfield, La
Gazette du Nord, La

Guide, Le
Homme libre, L'
Illustration nouvelle, L'
Jour, Le
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messenger de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nicolétain, Le
Nouvelliste, Le
Ordre, L'
Opinion de Hull, L'
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de L'Islet, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Régional, Le
Revue de Granby, La
Rouyn-Noranda Press, The
Saint-Laurent, Le
Sherbrooke Daily Record, The
Sherbrooke Telegram
Sorelois, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Temps, Le
Terre de Chez Nous, La
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'
Unité, L'
Voix de l'Est, La
Voix des Bois-Francs, La
Voix des Mille-Isles, La
Voix du peuple, La

Autres sources

Mathewson, James Arthur. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. A. Mathewson, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 21 mai 1940*. [s.l.]: 1940. 33 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1940, Québec 1940.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1940, Québec 1940.

Québec, Prov. *Bills*, 1^{re} session, 21^e Parlement, 1940.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec*, Vol. LXXV: Session 1940, Québec, 1940, xviii, 373, lxxv p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1940, Vol. LXXV*, Québec, 1940, xiii, 372, lxvii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 4 George VI, Québec, Printer of the King, Québec, 1940, v, 657 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 4 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1940, v, 627 p.

Rapports des comités généraux, 1^{re} session, 1940.

TABLE DES MATIÈRES

Faits marquants de la session de 1940	vii
Critique des sources	xxi
Bibliographie.....	xxv
Table des matières.....	xxix
L'Exécutif en 1940	xxxiii
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxv
Par ordre de circonscription	xxxvii
Débats	
1 Séance du mardi 20 février 1940.....	1
2 Séance du mercredi 21 février 1940.....	9
3 Séance du mardi 27 février 1940.....	17
4 Séance du mercredi 28 février 1940.....	45
5 Séance du jeudi 29 février 1940.....	63
6 Séance du mardi 5 mars 1940	77
7 Séance du mercredi 6 mars 1940.....	97
8 Séance du jeudi 7 mars 1940.....	113
9 Séance du mardi 12 mars 1940	123
10 Séance du mercredi 13 mars 1940.....	133
11 Séance du jeudi 14 mars 1940.....	153
12 Séance du mardi 2 avril 1940.....	165
13 Séance du mercredi 3 avril 1940	179
14 Séance du jeudi 4 avril 1940	199
15 Séance du mardi 9 avril 1940.....	211
16 Séance du mercredi 10 avril 1940.....	229
17 Séance du jeudi 11 avril 1940	245

xxx

18	Séance du mardi 16 avril 1940.....	255
19	Séance du mercredi 17 avril 1940.....	271
20	Séance du jeudi 18 avril 1940.....	287
21	Séance du mardi 23 avril 1940.....	301
22	Séance du mercredi 24 avril 1940.....	315
23	Séance du jeudi 25 avril 1940.....	327
24	Séance du mardi 30 avril 1940.....	335
25	Séance du mercredi 1 ^{er} mai 1940.....	353
26	Séance du mardi 7 mai 1940.....	363
27	Séance du mercredi 8 mai 1940.....	379
28	Séance du jeudi 9 mai 1940.....	397
29	Séance du mardi 14 mai 1940.....	411
30	Séance du mercredi 15 mai 1940.....	427
31	Séance du jeudi 16 mai 1940.....	441
32	Séance du vendredi 17 mai 1940.....	473
33	Séance du mardi 21 mai 1940.....	485
34	Séance du mercredi 22 mai 1940.....	523
35	Séance du jeudi 23 mai 1940.....	539
36	Séance du mardi 28 mai 1940.....	551
37	Séance du mercredi 29 mai 1940.....	565
38	Séance du jeudi 30 mai 1940.....	587
39	Séance du vendredi 31 mai 1940.....	611
40	Séance du mardi 4 juin 1940.....	619
41	Séance du mercredi 5 juin 1940.....	647
42	Séance du jeudi 6 juin 1940.....	671
43	Séance du vendredi 7 juin 1940.....	695
44	Séance du mardi 11 juin 1940.....	709
45	Séance du mercredi 12 juin 1940.....	733

46	Séance du jeudi 13 juin 1940	759
47	Séance du vendredi 14 juin 1940	779
48	Séance du lundi 17 juin 1940	789
49	Séance du mardi 18 juin 1940	809
50	Séance du mercredi 19 juin 1940	821
51	Séance du jeudi 20 juin 1940	847
52	Séance du vendredi 21 juin 1940	873
53	Séance du samedi 22 juin 1940	893
	Index des participants	901
	Index des sujets	937
	Index des bills publics et privés	969

L'HONORABLE EUGÈNE Fiset

Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

**Membres du Conseil exécutif
1940**

L'honorable Joseph-Adélar Godbout, premier ministre, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation

L'honorable Oscar Drouin, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Edgar Rochette, ministre des Mines et ministre du Travail

L'honorable Wilfrid Girouard, procureur général

L'honorable Henri Groulx, ministre de la Santé et secrétaire de la province

L'honorable Pierre-Émile Côté, ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard, ministre des Travaux publics et ministre de la Voirie

L'honorable James Arthur Mathewson, trésorier de la province

L'honorable Frank Lawrence Connors, ministre sans portefeuille

L'honorable Georges-Étienne Dansereau, ministre sans portefeuille

L'honorable Léon Casgrain, ministre sans portefeuille

L'honorable Louis-Joseph Thisdel, ministre sans portefeuille

L'honorable Cléophas Bastien, ministre sans portefeuille

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre sans portefeuille

L'honorable François-Philippe Brais, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Bernard Bissonnette

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ALLARD, Félix	L	Abitibi
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BEAULAC, Polydore	L	Saint-Maurice
BEAULIEU, Joseph-Alphonse	L	Témiscouata
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BIENVENUE, Valmore	L	Bellechasse
BIRON, Henri-Napoléon	L	Nicolet
BISSONNETTE, Bernard	L	L'Assomption
BONVOULOIR, Émile	L	Iberville
BOUCHARD, François-Xavier	L	Québec
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUCHER, Émile	L	Montréal-Saint-Henri
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean-Napierville
BULLOCK, Charles Munson	L	Shefford
CARON, Alexis	L	Hull
CARON, Joseph-Georges	L	Maisonneuve
CASGRAIN, Léon	L	Kamouraska-Rivière-du-Loup
CASGRAIN, Perreault	L	Gaspé-Nord
CHALOULT, René	L	Lotbinière
CHOQUETTE, Fernand	L	Montmagny
COMEAU, Joseph-Jean-Léopold	L	Montréal-Verdun
CONNORS, Francis Lawrence	L	Montréal-Sainte-Anne
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUBREUIL, Joseph-Émile	L	Montréal-Jeanne-Mance
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUMOULIN, Jacques	L	Montmorency
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUVAL, Joseph-Odilon	L	Montcalm
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FORTIN, Roméo	L	Châteauguay-Laprairie
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Mercier
FRANCOEUR, Joseph-Georges	L	Lévis
FRÉGEAU, Raymond-François	L	Stanstead
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GAUTHIER, Paul	L	Montréal-Laurier
GIROUARD, Wilfrid	L	Arthabaska
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GOSSELIN, Henri-A.	L	Missisquoi
GOULET, Paul-Oliva	L	Témiscamingue
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
GUIBORD, Edmond	L	Laviolette
HAMEL, Wilfrid	L	Saint-Sauveur
HARTT, Maurice	L	Montréal-Saint-Louis
HOUDE, Camillien	I	Montréal-Sainte-Marie
HOUDE, Louis	L	Mégantic
HYDE, George Gordon	L	Westmount-Saint-Georges
JOYAL, Dorvina-Évariste	L	Chambly
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPOINTE, Thomas	L	Wolfe
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LEDUC, François-Joseph	L	Laval
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MATHEWSON, James Arthur	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
MESSIER, Félix	L	Richelieu-Verchères
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MORIN, Joseph-Philias	UN	Champlain
MORIN, Joseph-William	L	Québec-Centre
NADON, Joseph-Célestin	L	Gatineau
PANET, Henri-Pascal	L	Rouville
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PLAMONDON, Lucien	L	Portneuf
POTVIN, Georges	L	Roberval
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
RAJOTTE, Arthur	L	Drummond
RENAULT, Henri-René	L	Beauce
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
ROSS, James Walker	L	Huntingdon
SABOURIN, Alphide	L	Vaudreuil-Soulanges
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
TOUPIN, Joseph-Roméo	L	Montréal-Saint-Jacques

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Allard, Félix
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	L	Girouard, Wilfrid
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	L	Renault, Henri-René
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	L	Bienvenue, Valmore
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	L	Joyal, Dorvina-Évariste
CHAMPLAIN	UN	Morin, Joseph-Philias
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY-LAPRAIRIE	L	Fortin, Roméo
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Rajotte, Arthur
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Casgrain, Perreault
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	L	Nadon, Joseph-Célestin
HULL	L	Caron, Alexis
HUNTINGDON	L	Ross, James Walker
IBERVILLE	L	Bonvouloir, Émile
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
L'ASSOMPTION	L	Bissonnette, Bernard
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	L	Guibord, Edmond
LÉVIS	L	Francoeur, Joseph-Georges
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélard
LOTBINIÈRE	L	Chaloult, René
MAISONNEUVE	L	Caron, Joseph-Georges
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Houde, Louis
MISSISQUOI	L	Gosselin, Henri-A.
MONTCALM	L	Duval, Joseph-Odilon
MONTMAGNY	L	Choquette, Fernand
MONTMORENCY	L	Dumoulin, Jacques
MONTRÉAL-JEANNE-MANCE	L	Dubreuil, Joseph-Émile
MONTRÉAL-LAURIER	L	Gauthier, Paul
MONTRÉAL-MERCIER	L	Francoeur, Joseph-Achille

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRACE	L	Mathewson, James Arthur
MONTREAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Connors, Francis Lawrence
MONTREAL-SAINTE-MARIE	I	Houde, Camillien
MONTREAL-SAINTE-HENRI	L	Boucher, Émile
MONTREAL-SAINTE-JACQUES	L	Toupin, Joseph-Roméo
MONTREAL-SAINTE-LOUIS	L	Hartt, Maurice
MONTREAL-VERDUN	L	Comeau, Joseph-Jean-Léopold
NICOLET	L	Biron, Henri-Napoléon
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	L	Plamondon, Lucien
QUEBEC	L	Bouchard, François-Xavier
QUEBEC-CENTRE	L	Morin, Joseph-William
QUEBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUEBEC-ouest	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU-VERCHERES	L	Messier, Félix
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
ROBERVAL	L	Potvin, Georges
ROUVILLE	L	Panet, Henri-Pascal
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN-NAPIERVILLE	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Beaulac, Polydore
SAINT-SAUVEUR	L	Hamel, Wilfrid
SHEFFORD	L	Bullock, Charles Munson
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	L	Frégeau, Raymond-François
TÉMISCAMINGUE	L	Goulet, Paul-Oliva
TÉMISCOUATA	L	Beaulieu, Joseph-Alphonse
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Sabourin, Alphide
WESTMOUNT-SAINTE-GEORGES	L	Hyde, George Gordon
WOLFE	L	Lapointe, Thomas
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

Allégeance politique :

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

Séance du mardi 20 février 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. le Greffier: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Ce mardi, vingt février mil neuf cent quarante, dans la quatrième année du règne de Sa Majesté le roi George VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la vingt et unième législature convoquée pour ce jour par proclamation ci-annexée pour l'expédition des affaires.

Le secrétaire de la couronne en chancellerie ayant remis au greffier de l'Assemblée législative et, celui-ci ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1939 (liste dont copie est ci-annexée);

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Maurice Laroche, greffier-adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés, *per dedimus potestatem*, pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés qui se sont présentés; le serment prêté et les députés ayant signé le registre qui le contient;

À 3 h 10, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège¹.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant²:

Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. le greffier et les députés se rendent auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur pour l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi; mais quand ce choix sera fait, il expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Les députés, précédés par le greffier, reviennent à la salle de l'Assemblée législative.

**Élection
de l'Orateur**

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (S'adressant au greffier) J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que M. Antoine-Bernard Bissonnette, député du district électoral de L'Assomption, soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

En désignant le député de L'Assomption (M. Bissonnette), j'ai conscience d'avoir recommandé à nos collègues quelqu'un dont la personnalité s'impose à tous. Le député de L'Assomption (M. Bissonnette) est membre du Barreau de Montréal depuis plusieurs années. Ses qualités d'intégrité, de savoir et de gentillesse ont attiré depuis longtemps mon attention et elles le signalent tout de suite à la considération de toute la Chambre comme à la très haute fonction que nous lui confions.

Je suis convaincu qu'il saura faire régner dans cette Chambre l'atmosphère de justice et de distinction qui convient. Ainsi, nos travaux en cette Chambre ne pourront être que féconds sous sa présidence qui sera toute de justice et de dignité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de seconder la proposition du premier ministre. Je connais depuis des années le député de L'Assomption (M. Bissonnette), il est le fils d'un ancien député de cette Chambre. L'ancien député de Montcalm (M. Pierre-Julien Bissonnette) a joué un rôle important à la Chambre où le fils est maintenant élevé au plus haut honneur. S'il vivait encore, il serait heureux de constater l'honneur qui échoit aujourd'hui à son fils.

J'espère que toutes les mesures législatives que le gouvernement a l'intention de nous présenter au cours de cette session auront la même valeur que la nomination de l'Orateur. Nous avons maintenant un député comme président de la Chambre qui n'a pas l'expérience des délibérations de cette Chambre, comme aurait pu l'avoir l'honorable M. David. Par contre, le député de L'Assomption (M. Bissonnette) s'attendait à une autre position que celle que l'on vient de lui confier.

Après les élections, le premier ministre avait dit, dans une déclaration publique à la radio, que l'Orateur de la Chambre devait être un homme d'expérience aux qualifications transcendantes et qu'il désignerait l'honorable Athanase David, pour le poste d'Orateur.

Heureusement, ceux qui préconisaient l'abolition du Sénat, comme ceux qui préconisaient l'abolition du Conseil législatif, n'ont pas tenu leurs promesses. Cela a permis à M. David d'entrer au Sénat. Nous avons été surpris que le premier ministre ait fait attendre le député de L'Assomption (M. Bissonnette) pour le nommer à un poste important alors qu'il est toujours resté loyal au premier ministre, quand ce dernier combattait pour la chefferie, pendant que d'autres intriguaient et voulaient le supplanter. Mais, heureusement, les choses se sont bien arrangées. Il est certain que son esprit de travail, son tact et ses connaissances légales suppléeront au manque d'expérience du nouvel Orateur.

J'ai confiance qu'avec cet esprit droit, de justice et de travail, il saura rendre justice à tous et chacun des membres de cette Chambre. J'ai confiance que, du haut de son fauteuil, il sera impartial. Il peut compter, pour ce faire, sur la collaboration des membres de l'opposition. Je souhaite à l'Orateur de cette Chambre beaucoup de succès dans l'exercice de ses fonctions et je promets que l'opposition collaborera de tout cœur avec l'Orateur pour lui rendre la tâche facile.

M. le Greffier propose que le député de L'Assomption (M. Bissonnette) soit élu Orateur de la Chambre et prenne place au fauteuil en cette qualité.

La motion est adoptée *nemine contradicente*.

M. le Greffier déclare M. Antoine-Bernard Bissonnette dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil présidentiel par l'honorable M. Godbout et l'honorable M. Bouchard.

Les députés applaudissent.

M. l'Orateur: (Se tenant au degré supérieur de l'estrade) Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre Règlement, et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

M. l'Orateur prend place au fauteuil et la masse, qui auparavant était sous la table, est posée sur le bureau.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, lequel se lit comme suit:

M. l'Orateur, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: Monsieur le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de

Votre personne en temps opportun, et que vous veuillez bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

M. l'Orateur, j'ai ordre de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de lui en toute occasion convenable, et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Discours du trône³

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

La disparition soudaine de notre gouverneur général, Lord Tweedsmuir, a causé un deuil profond dans tout le Canada. Par suite de l'intérêt particulier que cet homme d'État éminent s'était plu à porter à la vieille province de Québec, les regrets n'auront été nulle part plus vifs qu'au sein de notre population. Nous avons la satisfaction de savoir que ce très digne représentant du roi chérissait par-dessus tout le souvenir de l'accueil respectueusement affectueux dont Leurs Majestés le roi George VI et la reine Elizabeth furent l'objet en notre capitale, au mois de mai dernier.

Il était aussi parmi ceux qui s'étaient réjouis de l'honneur attribué à notre pays dans le choix de Son Éminence le cardinal Villeneuve comme légat du pape aux fêtes commémoratives de Domrémy.

Il m'est souverainement agréable d'interpréter le sentiment de cette Législature en rendant à mon distingué prédécesseur l'hommage que lui méritent ses hautes qualités de dévouement qu'il a mis à s'acquitter de ses fonctions. Il a continué des traditions auxquelles je m'appliquerai à être fidèle.

Dans la terrible guerre que l'Empire britannique a dû entreprendre pour assurer le respect des traités et la liberté des peuples, Québec fait

noblement sa part. Nos fils s'enrôlent en grand nombre et s'appêtent à maintenir sur les champs de bataille la réputation du glorieux 22^e.

Ce conflit mondial accentue la gravité des problèmes que nous avons déjà à résoudre. Il nous faut d'urgence diminuer l'écart qui existe entre les recettes et les dépenses et en arriver à équilibrer le budget provincial. Nous nous proposons de réduire les dépenses capitales au strict minimum. Le fardeau des dettes accumulées en ces dernières années rend indispensable une augmentation des revenus. Mais mon gouvernement verra à ce que les impôts soient équitablement répartis.

Pour éviter de grever trop lourdement les générations futures et ne pas infirmer le crédit de la province, nous nous efforcerons de payer les allocations de chômage à même les revenus ordinaires. La date de clôture de l'exercice financier sera changée de façon à correspondre à celle du gouvernement fédéral et du gouvernement de l'Ontario. Les relations et les comparaisons en seront ainsi facilitées.

Dans le but de créer de l'emploi, mon gouvernement favorisera l'établissement de nouvelles industries en abrogeant certaines lois qui les détournent actuellement de notre province.

Nous fournirons également du travail à notre main-d'œuvre en exécutant un programme de voirie qui comprendra non seulement la réfection de nos routes, mais la construction progressive de larges artères, grâce auxquelles notre commerce bénéficiera de voies rapides de communication, cependant que les touristes afflueront dans nos villes et nos campagnes. Pour obtenir une parfaite coordination, la direction de tous les travaux exécutés sur notre réseau routier sera centralisée au ministère de la Voirie.

Les circonstances actuelles nous invitent à mettre en valeur nos gisements minéraux. Il importe à cette fin d'attirer les détenteurs de capitaux en supprimant les entraves qui les portent à chercher ailleurs des placements moins onéreux. La loi qui régit l'exploitation de nos ressources naturelles et la loi des valeurs mobilières seront toutes deux modifiées.

Une législation spéciale vous sera présentée pour que, dans nos zones de terrain boisé, notre domaine forestier soit exploité au bénéfice de la classe ouvrière et de la petite industrie locale, aussi bien que des colons et des agriculteurs.

La pêche maritime sollicite notre attention, non seulement à raison du commerce qu'elle est susceptible d'alimenter, mais parce qu'elle constitue

la ressource principale de notre intéressante population de la Côte-Nord et de la Gaspésie. Nous créerons un organisme dont le rôle consistera à aider nos pêcheurs à mieux présenter leurs produits sur le marché et à développer une plus grande variété de conserves.

Pour que toute notre population ait le bénéfice des forces hydrauliques dont la Providence a doté la province de Québec, mon gouvernement assurera, par une législation appropriée, une distribution plus générale et moins coûteuse de l'énergie électrique.

Nous mettrons en vigueur la loi qui pourvoit à des mesures efficaces pour abolir définitivement les rentes seigneuriales.

Sachant que nous contribuons au succès de nos armes et au triomphe de notre cause en intensifiant la production de denrées alimentaires, et que le progrès de l'agriculture servira les meilleurs intérêts de notre province, nous donnerons une vigoureuse impulsion à la culture du sol.

Nous encouragerons les nouvelles cultures, notamment celles du lin et de la betterave à sucre. Nous organiserons des débouchés prompts et avantageux à Montréal et à des postes stratégiques à l'étranger.

Nous favoriserons le retour à la terre en groupant dans nos régions de colonisation particulièrement propices, autour des paroisses déjà existantes, les sujets les plus aptes, et en accordant l'assistance voulue uniquement sous forme de primes de défrichement et de mise en culture.

Nous combattrons le chômage dans nos villes en collaborant étroitement avec le gouvernement fédéral, sans préjudice de notre autonomie provinciale.

Conscients de notre responsabilité à l'endroit de la classe ouvrière, nous présenterons une loi de salaire minimum, qui remplacera la loi actuelle des salaires raisonnables.

Cette loi servira de complément à la loi des conventions collectives qu'une commission sera chargée d'étudier en vue d'y apporter les modifications désirables. Deux lois récentes, qui paraissent contraires à l'intérêt des ouvriers, seront révoquées. Nous affermirons notre législation sociale en instituant un Conseil supérieur du travail, analogue à ceux qui ont joué un rôle si bienfaisant en Europe.

Notre sollicitude se portera vers la jeune génération qui traverse des heures difficiles. Outre les travaux multiples dont nous la ferons bénéficier, nous nous entendrons sans retard avec le

gouvernement fédéral pour renouveler l'entente concernant l'aide à la jeunesse.

L'instruction publique exige notre attention immédiate. Tout en aidant, ainsi qu'il convient, l'enseignement supérieur et nos universités, nous adopterons les moyens voulus pour que notre enseignement s'améliore à l'école primaire, aux écoles d'arts et métiers et aux écoles techniques, et pour que ces diverses institutions se relient plus étroitement les unes aux autres.

Soucieux de conserver notre capital humain, nous vous soumettrons des lois destinées à prévenir des maladies dont les ravages inquiètent, au Canada comme aux États-Unis, les esprits avertis. Nous activerons notre lutte contre la tuberculose, de même que contre la mortalité infantile. Vous aurez à étudier une législation qui vise à protéger l'enfant naturel et l'enfant abandonné.

Dans les conditions de vie moderne, la femme joue un rôle souverainement important, et son concours est devenu indispensable pour opérer les réformes sociales qui s'imposent. Le privilège d'exprimer son avis dans la direction des affaires publiques ne saurait lui être plus longtemps refusé. Nous nous proposons, en conséquence, de lui accorder le droit de vote aux élections provinciales.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes du dernier exercice seront déposés devant vous, et rapport vous sera fait de la situation financière de notre province.

Il vous incombera de voter les crédits requis pour la prochaine année fiscale.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'intérêt général et d'intérêt particulier.

J'ai la conviction que vous étudierez avec soin les questions qui vous seront soumises, et que toutes vos décisions s'inspireront du souci de la justice et du bien public.

M. l'Orateur et les députés reviennent dans la salle des séances de l'Assemblée législative, et M. l'Orateur s'exprime comme suit:

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:
J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif; que là, j'ai informé l'honorable

Monsieur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur, lorsque les circonstances l'exigeront, et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait en temps opportun, un accès facile auprès de lui, et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Godbout (L'Islet)⁴ demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

La Chambre dispense l'Orateur de relire le discours du trône.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable M. Godbout (L'Islet): propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;
11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

Composition d'un comité spécial

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste de députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Godbout, Bouchard, Mathewson, Duplessis et Sauvé; MM. Delagrave, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Lawn, Messier et Robinson forment ledit comité spécial.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque j'ai été consulté, dit-il, sur la formation de ce comité spécial, j'ai eu la présence d'esprit de penser à suggérer le nom d'un représentant de la minorité anglaise, mon collègue le représentant de Brome (M. Robinson). Du temps de l'ancienne opposition, de 1936 à 1940, le chef d'alors ne pensait pas nommer des représentants de la minorité.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je regrette que l'on n'ait pas mentionné comme devant faire partie de ce comité spécial le député unioniste de Brome (M. Robinson), un représentant des Irlandais. On sait que les minorités ont droit de représentation dans cette Chambre. Nous nous occupons, alors que nous étions au pouvoir, de faire en sorte que les minorités soient représentées. Nous sommes encore les mêmes dans l'opposition.

La motion est adoptée.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) transmet à M. l'Orateur les trois messages suivants de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Nominations au service civil

M. l'Orateur lit le premier message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 20 février 1940
(Document de la session no 3)

Rapport de l'Imprimeur du Roi

M. l'Orateur lit le second message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 20 février 1940
(Document de la session no 4)

(Une panne d'électricité plonge la Chambre dans la pénombre.)⁵

Une voix: Voilà déjà l'obscurité qui commence au parlement!

Régie interne de l'Assemblée législative

M. l'Orateur lit le troisième message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, en date du 6 décembre 1939, et approuvé le 7 décembre 1939, concernant la Commission de la régie interne de l'Assemblée législative.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 20 février 1940
(Document de la session no 5)

Dépôt de documents:

Rapport du ministre de la Colonisation

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec pour l'année 1938-1939. (Document de la session no 6)

Rapport du ministre des Travaux publics

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1939. (Document de la session no 7)

La séance est levée vers 5 heures⁶.

NOTES

1. Le premier ministre et le chef de l'opposition sont applaudis par leurs collègues respectifs lorsqu'ils font leur entrée.

2. Le gentilhomme huissier entre à l'Assemblée avec décorum et doit saluer trois fois l'Orateur en s'approchant du trône. Les députés facétieux font claquer le dessus de leurs pupitres pour souligner et se moquer de ce protocole. *Le Canada* du 21 février 1940, à la page 1, rappelle que "la coutume de frapper sur son bureau pour souligner chacune des démarches de ce personnage, le huissier à la verge noire, dont les moindres gestes sont réglés par un antique cérémonial, remonte à feu Armand Lavergne. On continue de l'observer au grand plaisir des nouveaux députés".

3. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 7, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *L'Événement-Journal* du 21 février 1940, à la page 4, souligne toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

4. Les députés ministériels applaudissent le premier ministre, selon *Le Canada* du 21 février 1940, à la page 1.

5. Pendant que l'Orateur fait lecture des documents, l'électricité fait défaut et l'Orateur doit continuer à lire difficilement ses textes. Les messagers ouvrent alors les persiennes, et c'est avec cette faible lumière de fin de jour que la lecture des documents se poursuit, tel que mentionné par *L'Événement-Journal* du 21 février 1940, à la page 4. Cet incident s'est déroulé à 4 h 15, selon *La Presse* du même jour, à la page 10, et la panne a duré une demi-heure, selon *The Gazette* du même jour, à la page 12.

6. Les sources ne précisent pas l'heure exacte de l'ajournement, mais on peut en déduire que la séance fut levée vers 5 heures. *L'Illustration nouvelle* du

21 février 1940, à la page 3, écrit qu'après l'ajournement, une réception a eu lieu chez l'Orateur de l'Assemblée législative et que le premier ministre y a assisté, ainsi que l'honorable Louis-Alexandre Taschereau.

Séance du mercredi 21 février 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Dame Gladys Wilson, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson (M. Bienvenue);
- du révérend père Léo Boismenu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke" (M. Bourque);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bourque);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Comeau);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power (M. Dumoulin);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Monique de Honfleur, demandant l'adoption d'une loi annexant un certain territoire à ladite municipalité scolaire dans le comté de Lac-Saint-Jean (M. Fillion);
- de la compagnie "The Roberval and Saguenay Railway Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);
- de la corporation de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite ville à emprunter pour acheter des immeubles de la Compagnie industrielle de Farnham (M. Gosselin);
- de la ville de Noranda, demandant l'adoption d'une loi rétablissant les limites de ladite ville (M. Goulet);
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guibord);
- de Louis Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Hartt);

- de Milton A. Joseph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Hartt);

- de Philip Joseph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Hartt);

- de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats entre ladite municipalité et Masonite Company of Canada, Limited (M. Lawn);

- de The Society of Chartered Accountants of the Province of Quebec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hyde);

- du révérend M. Charles-Hector Deslauriers, demandant l'adoption d'une loi érigeant une nouvelle municipalité rurale sous le nom de "Municipalité de Mont-Tremblant", dans le comté de Terrebonne, pour fins municipales seulement (M. Hyde);

- de Grace Wilhelmina Rothwell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount (M. Hyde);

- de dame Elsie Stephen Meighen et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation de Madame R. W. Reford (M. Hyde);

- de Leslie Hamilton Gault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault (M. Hyde);

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);

- de la Congrégation des Ursulines de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant le mode d'incorporation de ladite congrégation (M. Morin, Québec-Centre);

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited (M. Plamondon);

- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited (M. Plamondon);

- du curé et des marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté de Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite fabrique (M. Sauvé, Deux-Montagnes);

- de la corporation de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bullock);

- de la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes, demandant l'adoption d'une loi la concernant ainsi que le collège Laval (M. Leduc);

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Messier).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Connors, Côté, Dansereau; MM. Chaloult, Choquette, Delagrave, Dumaine, Gagnon (Matane), Gauthier, Houde (Mégantic), Hyde, Langlais, Potvin, Robinson, Talbot.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Godbout, Casgrain, Girouard, Mathewson; MM. Barrette, Beaulieu, Bienvenue, Bonvouloir, Bourque, Bullock, Caron (Hull), Desmarais, Duplessis, Francoeur (Lévis), Gosselin, Guibord, Hartt, Kirkland, Leduc, Lorrain, Morin (Québec-Centre), Panet, Paquette, Rajotte, Robinson.

Comité permanent des privilèges et élections: MM. Bastien, Drouin; MM. Allard, Beaulac, Biron, Boucher, Bouthillier, Caron (Maisonnette),

Comeau, Duffy, Dufour, Duplessis, Fortin, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Boulet, Joyal, Lawn, Messier, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Godbout, Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Côté, Dansereau, Drouin, Girouard, Groulx, Hamel, Mathewson, Rochette, Thisdel; MM. Allard, Barrette, Beaulac, Beaulieu, Bégin, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bourque, Bouthillier, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Duval, Élie, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Gosselin, Goulet, Guibord, Hartt, Houde (Mégantic), Houde (Montréal-Sainte-Marie), Hyde, Joyal, Kirkland, Langlais, Lapointe, Lawn, Leduc, Lorrain, Messier, Moreault, Morin (Champlain), Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Paquette, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robinson, Ross, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, Toupin.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Drouin, Thisdel; MM. Biron, Bouchard (Québec), Bouthillier, Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Delagrave, Dubreuil, Dumaine, Duval, Fillion, Frégeau, Gagnon (Frontenac), Joyal, Kirkland, Lapointe, Messiers, Moreault, Nadon, Plamondon, Rajotte, Renault.

Comité permanent de l'agriculture de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Bastien, Casgrain, Hamel, Thisdel; MM. Allard, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bonvouloir, Bouthillier, Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Desmarais, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Élie, Fillion, Fortin, Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gosselin, Goulet, Houde (Mégantic), Joyal, Langlais, Lapointe, Lawn, Lorrain, Messier, Moreault, Morin (Champlain), Nadon, Panet, Paquette, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robinson, Ross, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, Toupin.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Connors, Rochette; MM. Bégin, Bienvenue, Boucher, Bourque, Caron (Hull), Caron (Maisonnette),

Choquette, Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Hyde, Lorrain, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, Toupin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Bouchard, Casgrain, Côté, Drouin, Girouard, Mathewson, Rochette; MM. Barrette, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Boucher, Bourque, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Dumaine, Dumoulin, Duplessis, Gagnon (Matane), Gauthier, Houde (Mégantic), Houde (Montréal-Sainte-Marie), Hyde, Kirkland, Leduc, Moreault, Morin (Québec-Centre), Paquette, Plamondon, Potvin, Renault, Robinson, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, Toupin.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Dansereau, Drouin, Groulx, Hamel; MM. Barrette, Beaulac, Bégin, Biron, Bouchard (Québec), Bourque, Caron (Maisonnette), Choquette, Comeau, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Matane), Gosselin, Goulet, Hartt, Houde (Montréal-Sainte-Marie), Hyde, Langlais, Leduc, Lorrain, Morin (Champlain), Sauvé (Beauharnois).

Le rapport est adopté.

Brefs d'élection:

M. l'Orateur: J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au secrétaire de la chancellerie le mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district électoral de Terrebonne.

Vacances dans les districts électoraux:

District électoral de Terrebonne

Québec, le 14 février 1940

Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
à Québec,

Monsieur l'Orateur,

Les fonctions de député étant incompatibles avec celles de sénateur auxquelles le gouvernement

du Canada vient de me nommer, je donne par les présentes ma démission de député du district électoral de Terrebonne à l'Assemblée législative du Québec.

Veuillez agréer, M. l'Orateur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

(Signé) Athanase David

La lettre de démission ci-dessus
a été signée en notre présence.

(Signé) Hector Perrier

(Signé) Roger Brossard

Adresse en réponse au discours du trône

M. Potvin (Roberval)¹: M. l'Orateur, c'est un bien grand plaisir pour moi d'avoir l'honneur de proposer l'adresse en réponse au discours du trône. Je comprends parfaitement cependant que cette délicate attention à mon égard n'a de justification que dans le grand désir du présent gouvernement de rendre hommage à la classe agricole. J'ai l'honneur de représenter un comté essentiellement composé de cultivateurs et, en conséquence, c'est sur eux que rejaillit l'honneur qui m'est fait.

Je voudrais, puisque l'occasion m'en est fournie, m'acquitter d'un devoir de reconnaissance envers ceux qui ont cru en la sincérité de mes principes et ont bien voulu charger mes faibles épaules de la responsabilité de l'administration du comté de Roberval dans les temps difficiles que nous traversons. Je veux croire qu'avec l'étroite coopération qui m'a été ménagée à date, il me sera possible de représenter convenablement et de défendre, au besoin, les intérêts de mon comté.

Ce n'est certes pas un vain mot que d'affirmer que nous traversons des temps difficiles. Qui, plus que les honorables membres de cette Chambre, se rend mieux compte de l'exactitude de cette assertion? Ce n'est qu'hier, encore semble-t-il, que nous sortions vainqueurs, il est vrai, d'une guerre mondiale, mais au prix de quels sacrifices! Les peuples de l'univers étaient en droit d'attendre des siècles de paix, de bonheur et de prospérité. Le règlement d'intérêts opposés devrait nécessairement se régler par une mutuelle compréhension des droits et obligations de chacun. Depuis ce temps, cependant, des nuages sombres ont obscurci le firmament et, de nouveau, le spectre hideux de la guerre s'est dressé,

menaçant à la fois la civilisation et la chrétienté. Il ne nous appartient certes pas d'apporter une solution à ces graves problèmes. Nous ne pouvons cependant nous en désintéresser.

Le principe fondamental de toute saine administration est, sans contredit, le maintien de son crédit, la stabilité de sa finance ou sa restauration, lorsqu'elle a été compromise. Pour parvenir à cet objectif, c'est l'intention de ce gouvernement de soutenir l'agriculture et la colonisation, de seconder les industries et d'assurer à l'ouvrier la protection à laquelle il a droit.

Le salut de la province de Québec repose sur l'agriculture et nous progressons en raison de notre développement agricole. Je rends un hommage ému au chef du gouvernement (l'honorable M. Godbout), qui, à cause de ses qualifications personnelles, comprend, peut-être mieux que tout autre, l'importance de ce problème, pour y avoir donné le meilleur de lui-même.

Comment pouvons-nous donc rendre l'agriculture prospère? Pour atteindre cet objectif, il faut une étroite coopération avec le gouvernement fédéral dans la production des denrées alimentaires; la création de nouveaux débouchés pour la vente de produits agricoles à l'étranger; l'établissement à Montréal d'un service des marchés pour la vente des produits; l'introduction de nouvelles cultures, comme celle de la betterave à sucre et du lin; et la contribution du crédit agricole. Toutes ces mesures sont prévues dans le discours du trône.

La plaie du chômage poursuit son œuvre dévastatrice; et, prenant pour acquis les statistiques que nous possédons, 50 % du revenu de la province est absorbé à cette fin. Sans prétendre que le présent gouvernement ait trouvé un remède à tous les maux, car le mal est déjà fort avancé, l'industrie peut servir, quand elle est bien dirigée, non seulement de palliatif, mais même de remède par le choix d'hommes compétents pour aviser le gouvernement sur les meilleurs moyens à prendre pour activer notre développement économique et la mise en valeur de nos ressources naturelles. En effet, pour donner un vigoureux essor à l'industrie, le gouvernement ferait bien de s'assurer les conseils et l'appui d'un certain nombre de techniciens.

Le gouvernement ne peut tout faire par lui-même, et il a trop de problèmes à résoudre pour pouvoir étudier seul dans tous leurs détails les rouages de notre vie économique. Grâce au concours d'un certain nombre d'experts dont le rôle sera d'aviser le gouvernement, on pourra créer de nouvelles industries, mettre en valeur nos ressources naturelles, les forêts, les pouvoirs d'eau, les mines, le

travail de recherche, le développement du tourisme, particulièrement en améliorant les hôtels et la publicité à l'étranger, et, par les campagnes d'embellissement, l'accès facile aux territoires de chasse et de pêche, et en améliorant la voirie. Il faut procéder à des recherches et à des expériences utiles, et surtout, diriger notre vie économique dans le sens de nos légitimes aspirations.

L'une des principales tâches du gouvernement sera d'enrayer le fléau en engageant les travaux publics qui s'imposent. Les départements des Travaux publics et de la Voirie sont conduits par l'honorable T.-D. Bouchard, un homme qui a réglé le problème du chômage dans son propre comté de Saint-Hyacinthe. Il étendra ses activités à l'échelle de la province.

Le développement du tourisme, précise-t-il, pourrait rapporter \$100,000,000 à la province, grâce à un système moderne de voirie. L'industrie touristique est la deuxième en importance dans la province, et tous les moyens à la disposition du gouvernement devraient être employés pour l'encourager.

Il (M. Potvin) vante les beautés naturelles de la province, particulièrement celles de son propre "Royaume du Saguenay et du Lac-Saint-Jean", exprimant le souhait que le gouvernement améliore la communication entre les grands centres et les sections rurales de la province par la construction de routes modernes, partout où il est possible de le faire, considérant les ressources qui sont à la disposition du gouvernement.

Il fait l'éloge du nouveau chef du gouvernement, soulignant l'habitude de celui-ci de s'entourer des hommes les plus expérimentés en vue du travail à entreprendre. Il salue tout spécialement les agronomes de la province pour leur dévouement à la cause de l'agriculture. Il commente les questions ouvrières, les contrats collectifs, les salaires minima, etc.

Les classes sociales sont solidaires, dit-il, tout comme les individus, et leur prospérité est interdépendante. De la prospérité de l'un dépend le succès de l'autre. Le gouvernement apportera à ces problèmes toute sa collaboration. La solution la plus équitable réside dans les mesures suivantes: l'extension juridique des contrats collectifs de travail et le rappel des lois pouvant les entraver; une loi du salaire minimum, au cas où il n'y a pas de contrat collectif; amélioration du sort des bûcherons; coopération avec le pouvoir central tout en sauvegardant l'autonomie de la province.

Il se dit content de l'annonce faite dans le discours du trône, à l'effet que le gouvernement a

l'intention d'abolir la loi du salaire raisonnable, qui, selon lui, n'a pas du tout réussi à répondre aux besoins de la situation, et de la remplacer par une commission du salaire minimum, qui s'occupera uniquement des travailleurs qui ne sont pas protégés par la loi des conventions collectives de travail. Cette loi, dit-il, est la meilleure dans le genre au Québec pour assurer une meilleure relation employeur-employé.

À titre de plus jeune membre de la Chambre basse², je m'autorise de ma jeunesse, défaut dont on se guérit en vieillissant, pour faire un appel au gouvernement et lui demander de s'occuper de toutes les questions qui sont de nature à venir en aide aux jeunes, à leur ouvrir des carrières et à leur préparer un avenir brillant dans la province.

Il félicite le gouvernement de donner le droit de vote aux femmes. Il insiste sur le rôle sans cesse plus important joué par le sexe féminin de la province de Québec. Ce sera, dit-il, la tâche du gouvernement de donner aux femmes de la province de Québec le droit de voter lors des prochaines élections provinciales et aussi l'éligibilité aux charges publiques. Il émet le vœu que les femmes puissent bientôt venir siéger à l'Assemblée législative et il les assure que leurs collègues du sexe masculin n'épargneront rien pour leur rendre la vie agréable.

En conséquence, je propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur lieutenant-gouverneur:

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) appuie la proposition du représentant de Roberval (M. Potvin) et félicite l'Orateur de sa nomination.

Cette législature, poursuit-il, vient d'ouvrir dans une atmosphère de deuil où nous a plongés la mort du très bien-aimé gouverneur général, qui fut, à mon avis, l'un de ceux qui s'étaient le plus rapprochés du cœur de la population de ce pays et

particulièrement de cette grande province depuis la Confédération.

Nous siégeons aussi au moment où se fait une guerre dans laquelle notre existence est en jeu. Toutefois, dans ce grand conflit, toutes les parties de l'Empire britannique sont unies avec notre noble alliée, la République française, dans une même détermination de créer, une fois pour toutes, un monde qui sera sûr pour nous comme pour nos enfants et les enfants de nos enfants, un monde dans lequel nous voulons avoir la liberté d'action, de parole et de culte.

Si nous considérons maintenant l'aspect plus brillant du tableau, nous y voyons les heureux souvenirs qu'a laissés au pays l'historique visite de Leurs Majestés, le roi George et la reine Elizabeth, le printemps dernier. Ils n'ont reçu, dans tout le dominion, nulle part comme dans la province de Québec une réception plus enthousiaste et plus loyale, et c'est là plus qu'une coïncidence. Comme question de fait, la preuve que la réception royale dans Québec impressionna beaucoup Leurs Majestés, on la trouve tout de suite dans les derniers mots d'adieu de Sa Majesté la reine qui s'exprima en français.

C'est aussi pour moi un plaisir et un privilège de dire un mot de bienvenue au nouveau représentant de Sa Majesté dans cette province. Par ses longs états de service, sa distinction et son amabilité, nous pouvons être assurés que Sir Eugène Fiset maintiendra la tradition des grands hommes qui l'ont précédé dans ses fonctions vice-royales. À Sir Eugène Fiset et à Lady Fiset, aux gracieux châtelains de Spencer Wood, donc, j'offre une chaleureuse bienvenue, au nom de la minorité de langue anglaise de la province.

M. l'Orateur, puis-je exprimer mes remerciements au gouvernement, pour l'honneur qu'on m'a fait en me demandant de seconder l'adresse en réponse au discours du trône et pour le généreux traitement qu'il réserve aux minorités de la province. J'apprécie le fait que cet honneur m'échoit non pas tellement parce qu'on me l'a personnellement conféré, mais à cause de la grande circonscription et des électeurs vraiment représentatifs dont je suis le mandataire dans cette Chambre. Sans vouloir inutilement me vanter, je pense que je puis dire que c'est non seulement la plus grande circonscription de la province, mais de tout le Canada, à cause de sa richesse, son importance et à cause de l'influence de ceux qui y sont domiciliés. Parmi mes électeurs, il y a cinq membres de cette Chambre, y compris un membre du

cabinet, et cinq conseillers législatifs. En ce qui regarde le Parlement canadien, je ne puis pas compter les sénateurs et les députés aux Communes qui habitent d'ordinaire Westmount parce que, à l'heure actuelle, le Parlement canadien est dissous. Dans les circonstances, il n'y a donc plus de député nulle part aux Communes³. Néanmoins, cela m'honore de représenter un comté comme celui-là.

Vous avez tous entendu la lecture du programme constructif que se propose notre gouvernement, qui vient de l'établir dans son discours du trône et qui vient d'être si éloquemment commenté dans le discours du proposeur de l'adresse. La restauration des finances provinciales, sur une base ferme et stable, ainsi que l'équilibre du budget sont de première importance. On doit justement leur donner la première place dans les préoccupations du gouvernement, car, sans restauration des finances, on ne peut plus administrer dans aucun département, selon un plan bien ordonné.

Le gouvernement se propose de plus: de développer l'agriculture; d'encourager des industries nouvelles dans la province; de développer les ressources naturelles, particulièrement en ce qui a trait aux pouvoirs d'eau, aux forêts et aux mines; de promouvoir l'industrie du tourisme; d'entretenir de bons chemins et d'établir un plan définitif pour la voirie future. La colonisation, le travail, l'aide à la jeunesse et la santé publique doivent aussi recevoir la considération des gouvernants. Enfin, dernier élément et non le moindre, les femmes de cette province obtiendront le droit de vote. Si nous avons satisfait le vœu des femmes, il semble bien que ce serait en soi une œuvre déjà excellente pour n'importe quel parlementaire ou gouvernement.

J'estime qu'il n'est pas nécessaire de dire ici que j'approuve de tout cœur ce programme du gouvernement. Je désire tout particulièrement insister sur l'importance qu'il y a à équilibrer le budget. La malheureuse position financière où se trouva notre grande province, lorsque cette administration arriva au pouvoir, exigeait des mesures énergiques et la pratique de l'économie par tous les moyens possibles, tout en maintenant les services publics. La guerre accroîtra le fardeau et réclamera plus de nous, de nos ressources personnelles et de nos ressources municipales, provinciales et fédérales. Je crois que vous comprenez comme moi la nécessité, pour l'Empire auquel nous appartenons, de gagner cette guerre aux côtés de notre alliée, la France. Si nous y manquons, nous n'aurons plus à voir à nos finances et à l'administration, car tout aura passé aux mains

d'Hitler et à celles de ses satellites. Je n'éprouve aucune crainte sur ce qui peut finalement advenir de cette lutte, pourvu que nous sachions imiter nos courageux ancêtres. Mais nous devons nous rappeler que nos ancêtres ont tout risqué afin de donner à ce pays la situation élevée qu'il occupe dans le monde.

Lorsque des mesures d'économie ont été nécessaires, elles ont été appliquées et, dans mon opinion, il est temps de pratiquer l'économie la plus rigide dans tous les domaines, excepté pour les choses essentielles. Ce serait un crime non seulement contre l'État, mais aussi contre nous-mêmes et contre nos enfants, que de continuer à gaspiller les deniers publics.

Ainsi qu'un grand homme d'État anglais l'a dit dans ses mémoires: "Dans ma conviction, le gaspillage des deniers publics est un crime"⁴. Je souscris à cette conviction et je recommande à tous les membres de cette Chambre de faire de même. Il est temps plus que jamais que chaque membre de cette Chambre base son opinion sur les dépenses à faire à même les deniers publics, en se demandant s'il ferait de telles dépenses dans le cas où l'argent devait sortir directement de sa poche; en d'autres termes, en se demandant si de telles dépenses seraient autorisées par un bon père de famille dans une époque de crise et de misère.

L'intention avouée du présent gouvernement de pratiquer l'économie et de réduire les dépenses de capital, ajoutée à l'excellente réputation dont il jouit depuis son arrivée au pouvoir, a déjà affecté favorablement le crédit de cette province, et ce, à tel point que son émission de débentures pour un montant de \$40,000,000, offertes à des conditions très avantageuses pour la province, a reçu un très bon accueil sur tous les marchés du Canada et des États-Unis - et, après tout, ces marchés sont les vrais juges du crédit de la province. Pourrais-je aussi souligner le fait que ce sont les débentures à plus long terme qui sont le plus en demande, ce qui prouve que les miseurs de fonds ont confiance que notre situation financière continuera de s'améliorer sous l'administration libérale.

Ceci m'amène à parler des administrateurs de cette province. Le trésorier provincial a dit récemment que cette province est endettée de la somme fantastique de \$419,000,000. Est-il raisonnable de penser que les membres distingués du cabinet - les administrateurs de cette grande province - devraient affronter, pour des salaires comparativement minimes, les problèmes auxquels ils auront à faire face pour sortir victorieusement la province du présent marasme de dettes? Je suis le

premier à admettre que les membres du cabinet ne doivent pas être rémunérés pour une tâche de cette envergure autant qu'ils le seraient, s'ils travaillaient pour une corporation industrielle.

L'honneur d'être membre du cabinet est assurément une récompense, mais cela ne suffit pas pour affronter l'augmentation du coût de la vie de la manière dont on est en droit de s'attendre de la part de représentants accrédités du Roi.

Si j'en avais le pouvoir, dit-il, je ferais en sorte que leur salaire soit augmenté de manière substantielle. Je propose l'augmentation des indemnités des ministres, tout en disant que celles des députés sont suffisantes dans les conditions actuelles⁵.

Et, maintenant, une dernière pensée, avant de conclure. J'ai toujours été en faveur de l'unité entre les deux grandes classes de Canadiens, et je veux m'expliquer publiquement sur ce point. En raison de circonstances sur lesquelles nous n'avions aucun contrôle, quelques-uns d'entre nous sont nés de parents habitués à parler la langue anglaise, et d'autres, de parents habitués à parler français. Cependant, nous devrions nous considérer non comme des Canadiens anglais ni comme des Canadiens français, mais comme des Canadiens, ce qui est un titre aussi glorieux que tout ce que nous pourrions demander, quels qu'aient été nos ancêtres. Nos fils se tiennent côte à côte dans la grande bataille pour la liberté, sans considération de leur ascendance. Sûrement, nous n'allons pas avoir l'esprit moins large qu'eux. À leur retour, puissent-ils trouver un Québec réellement uni. La langue que nous parlons n'importe pas autant que ce que nous sommes. Par conséquent, soyons tous toujours de vrais Canadiens, des Canadiens d'abord, ensuite et toujours.

C'est donc avec un grand plaisir, M. l'Orateur, que je seconde la motion de mon honorable collègue de Roberval (M. Potvin).

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

**Rapport du ministre des Mines,
rapport du ministre de la Chasse et des Pêcheries**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre le

rapport général du ministre des Mines et du ministre de la Chasse et des Pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1939. (Document de la session no 8)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée⁶.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 22 février 1940, à la page 3, souligne que le discours du député de Roberval fut souvent salué par des applaudissements des députés ministériels auxquels se joignaient parfois ceux de la foule massée dans les tribunes.

2. Le député a 32 ans.

3. Le député fait cette allusion parce que le Parlement fédéral était alors dissous en vue des élections générales en mars.

4. Le texte anglais dit: "Je tiens comme un principe que le gaspillage de l'argent public est un péché mortel." Voir *The Montreal Daily Star* du 22 février 1940, à la page 4.

5. Le salaire d'un ministre québécois était à l'époque de \$8,000, plus \$2,500 en frais de représentation, selon *Le Devoir* du 22 février 1940, à la page 5.

6. Une gerbe de fleurs est présentée au député de Montréal-Laurier (M. Gauthier) qui célèbre aujourd'hui son 39^e anniversaire de naissance. La coutume veut qu'on offre des fleurs le jour même de l'anniversaire d'un député. La séance s'est terminée un peu plus tôt qu'on l'avait prévu et la gerbe est arrivée quelques minutes après l'ajournement. Le député de Montréal-Laurier a été privé des compliments que lui auraient

adressés sans doute le premier ministre et le chef de l'opposition. Par contre, une délégation de son comté est venue le rencontrer sur le parquet de la Chambre et il a eu le plaisir de la présenter à l'honorable M. Godbout. Voir *Le Canada* du 22 février 1940, à la page 5, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 3.

Séance du mardi 27 février 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du conseil de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte et lui annexant un certain territoire et pour autres fins (M. Allard);

- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement relatif à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies (M. Beaulac);

- du révérend père Alphonse Lanoie et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls (M. Beaulac);

- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boucher);

- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Comeau);

- de Georges-Alphonse Daviault et J.-Avila Boivin, demandant l'adoption d'une loi facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault, et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault (M. Dumaine);

- de Jacques Jolin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Delagrave);

- de l'Association des constructeurs de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);

- de Mgr Eugène Laflamme et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec (M. Delagrave);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant

ladite Commission (M. Francoeur, Montréal-Mercier);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Frégeau);

- de Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal (M. Gauthier);

- de l'Association des boulangers et pâtisseries de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie (M. Gauthier);

- de la municipalité scolaire de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution concernant ladite commission et la déclarant valide, légale et obligatoire (M. Guibord);

- de demoiselle Marie-Ernestine Frappier, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry (M. Hartt);

- de "The Trustees for the Parish of St. Malachy", demandant l'adoption d'une loi modifiant leurs pouvoirs (M. Hyde);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Houde, Mégantic);

- de Joseph-R. Goyette et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil (M. Joyal);

- de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);

- de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Potvin);

- de Albert Lagnado, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Casgrain, Gaspé-Nord);

- de la corporation municipale de Saint-Simon de Drummond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de Saint-Simon de Drummond, comté de Drummond (M. Rajotte);

- de L'Action Sociale Catholique, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de dame Gladys Wilson, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson (M. Bienvenue);
- du révérend père Léo Boismenu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke" (M. Bourque);
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bourque);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Comeau);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power (M. Dumoulin);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Monique de Honfleur, demandant l'adoption d'une loi annexant un certain territoire à ladite municipalité scolaire dans le comté de Lac-Saint-Jean (M. Fillion);
- de la compagnie "The Roberval and Saguenay Railway Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);
- de la corporation de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite ville à emprunter pour acheter des immeubles de la Compagnie industrielle de Farnham (M. Gosselin);
- de la ville de Noranda, demandant l'adoption d'une loi rétablissant les limites de ladite ville (M. Goulet);
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Guibord);
- de Louis Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Hartt);
- de Milton A. Joseph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Hartt);
- de Philip Joseph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Hartt);
- de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Jean-Vianney, dans le

comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats entre ladite municipalité et Masonite Company of Canada, Limited (M. Lawn);

- de The Society Chartered Accountants of the Province of Quebec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Hyde);
- du révérend Charles-Hector Deslauriers, demandant l'adoption d'une loi érigeant une nouvelle municipalité rurale sous le nom de "Municipalité de Mont-Tremblant", dans le comté de Terrebonne, pour fins municipales seulement (M. Hyde);
- de Grace Wilhelmina Rothwell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount (M. Hyde);
- de dame Elsie Stephen Meighen et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation par dame R. W. Reford (M. Hyde);
- de Leslie Hamilton Gault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault (M. Hyde);
- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de la Congrégation des Ursulines de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant le mode d'incorporation de ladite congrégation (M. Morin, Québec-Centre);
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited (M. Plamondon);
- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited (M. Plamondon);
- du curé et des marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté de Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite fabrique (M. Sauvé, Deux-Montagnes);
- de la corporation de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Bullock);

- de la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes, demandant l'adoption d'une loi la concernant ainsi que le collège Laval (M. Leduc);

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Messier).

Rapports de comités:

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Girouard pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Boucher pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Dumoulin pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Delagrave pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Dubreuil pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Leduc (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Leduc pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Choquette (Montmagny): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Choquette pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. Dumaine (Bagot): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Dumaine pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 21 février 1940

Résolu: Que les honorables MM. Baribeau, Chapais, Choquette, Daniel, Fisher, Laferté, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les

intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque.

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que les honorables MM. Groulx, Girouard, Connors, Casgrain; MM. Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Duffy, Dumoulin, Houde (Mégantic), Potvin, Ross, Talbot et Toupin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus, et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bouchard, Mathewson, Côté et Bourque; MM. Bégin, Dumaine, Gosselin, Lawn, Morin (Québec-Centre) et Renault représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus, et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Explications sur des faits publiés:

Article paru dans *Le Jour*

M. Francœur (Montréal-Mercier) se lève sur une question de privilège, pour protester contre

un article de journal publié le 24 février et intitulé: "Le député de Montréal-Dorion est-il au courant?"

Je n'ai pas l'intention pour le moment de réfuter le contenu de cet article, car je pourrai y revenir dans les débats subséquents. Je sais que le nouveau chef de l'opposition, probablement temporaire, ...

(Applaudissements à droite et à gauche, le mot pouvant donner lieu à des interprétations opposées.)

... a hâte de parler et je me contente d'enregistrer ma protestation.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 21 février courant, sur la motion proposée le même jour, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Duplessis (Trois-Rivières)²: M. l'Orateur, je veux d'abord réitérer à votre adresse les félicitations et les meilleurs vœux de l'opposition pour votre élection à la présidence.

Le discours du trône fait allusion à la visite de Leurs Majestés, le roi George et la reine Elizabeth, et parle de la loyauté des Canadiens français qui s'est manifestée lors de cette visite royale. À la session de l'an dernier, le discours du trône avait raison de déclarer que nulle part nos souverains ne recevraient un accueil plus loyal et plus respectueux que dans la province de Québec. L'hospitalité et la loyauté de notre province sont traditionnellement proverbiales. En fait de loyauté, la province de Québec n'a de leçon à recevoir de personne.

C'est pour faire écho à cette loyauté que le gouvernement de la province, alors que nous avions la direction des affaires publiques, a pris toutes sortes de mesures, et a adopté une loi pour faire cesser la

propagande communiste. C'est aussi pour faire écho à la loyauté de la province que nous avons empêché un syndicat allemand de s'installer sur l'île d'Anticosti, et probablement d'y établir une base militaire dangereuse pour tout le pays. C'est à cause de la même loyauté que nous avons fait saisir des films de propagande communiste ou naziste et que nous avons fait punir les coupables. Le consul allemand à Montréal m'a écrit pour me demander de lui retourner les films. Je lui ai répondu comme à ceux qui voulaient montrer ce film: "Il n'y a pas de place pour le nazisme dans notre province de Québec." L'Union nationale a pratiqué le loyalisme en combattant le communisme.

Je m'incline avec respect au souvenir de l'ancien gouverneur général du Canada, Lord Tweedsmuir. J'ai eu l'avantage de le connaître. Nous avons perdu en lui un homme d'un haut désintéressement et d'une vaste culture. C'est lui qui disait, en 1937, dans l'un de ses discours: "Le Canada est une nation souveraine et ne peut avec docilité accepter de la Grande-Bretagne ou des États-Unis, ou de qui que ce soit d'autre, l'attitude qu'il lui faut prendre envers le monde. Le premier devoir de loyalisme d'un Canadien n'est pas envers le Commonwealth des nations britanniques, mais envers le Canada, et ceux qui contestent ceci rendent, à mon avis, un mauvais service au Commonwealth. Si, dans une crise, le Commonwealth doit parler d'une voix, ce sera seulement parce que les parties composantes auront examiné pour elles-mêmes leurs problèmes propres et spéciaux, et participé de telle façon qu'on puisse en arriver à un véritable facteur politique commun. Un peuple souverain doit, comme élément de son devoir souverain, déterminer sa propre attitude envers les problèmes de l'univers." Nous croyons que Lord Tweedsmuir a exprimé là l'opinion partagée par la province de Québec et le pays tout entier.

Nous avons changé de lieutenant-gouverneur. Avec regret, nous avons vu partir l'honorable M. Patenaude. Tous, nous avons pu apprécier le tact et l'esprit de travail de l'ancien lieutenant-gouverneur. L'honorable M. Patenaude a été remplacé par Sir Eugène Fiset. Si le nouveau lieutenant-gouverneur se rappelle les promesses du Parti libéral et d'un ministre actuel d'abolir Spencer Wood, il ne se sentira pas chez lui. Heureusement que le Parti libéral n'a pas l'habitude de remplir ses promesses. Car il ne faut pas oublier qu'en 1897, le Parti libéral promettait d'abolir Spencer Wood et que, l'an dernier, le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin)

renouvelait cette promesse. Ces discours du ministre ne sont sans doute pas oubliés. Mais tout le monde connaît la valeur des promesses du Parti libéral et, conséquemment, tout le monde sait que la situation de Sir Eugène Fiset n'est pas en danger.

Le discours du trône fait également allusion au départ du premier contingent des forces expéditionnaires canadiennes. Je m'unis à toute la population pour souhaiter du succès à nos soldats, à tous ceux qui sont partis aider nos Alliés pour une victoire complète, éclatante et rapide obtenue de la façon la moins dispendieuse pour notre pays. Je joins, dit-il, mes meilleurs vœux à ceux déjà exprimés, espérant que leur succès sera complet et que leur retour sera triomphal et rapide.

Le discours du trône fait encore allusion à la nomination de Son Excellence le cardinal Villeneuve comme légat papal. C'est la première fois dans notre histoire que le pape choisit un Canadien français comme légat à l'étranger. Il est donc heureux que le discours du trône fasse mention des honneurs décernés par le Vatican au cardinal Villeneuve. Mais pourquoi le gouvernement oublia-t-il de souligner dans le discours du trône les traditions religieuses de notre province? Pourquoi n'a-t-on fait aucunement mention aux lumières de la Providence, une coutume ancestrale chez nous? Le discours du trône de cette année est le premier qui ne fasse pas mention des bénédictions divines et des secours de la Providence. Si c'est une omission involontaire, cela est regrettable; si c'est une omission volontaire, les règlements de cette Chambre ne me permettent pas de la qualifier.

Je félicite le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône. C'est un jeune député qui a beaucoup de talent et qui, s'il veut bien étudier, apprendra à servir bientôt de meilleures causes. Je félicite également le second, avocat de talent qui a l'habitude des mauvaises causes. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est doué d'un sens de l'humour savoureux et l'a prouvé par ce qu'il a dit de la dette. Il a parlé d'une dette de \$419,000,000 sous l'Union nationale. Il est sans doute mieux renseigné en droit qu'en matière financière, car sans cela, on aurait raison d'avoir peur pour ses clients.

C'est la première session du nouveau gouvernement et le premier débat de cette Chambre. Nous avons eu des élections.... paraît-il....

Des députés ministériels rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... La droite sourit, mais pas le peuple. Le peuple a été trompé et

l'existence du nouveau gouvernement sera de courte durée. Mais, avant de poursuivre, il convient que nous placions devant la province les œuvres de notre gouvernement, les œuvres de l'Union nationale. Je veux d'abord remercier mes électeurs de Trois-Rivières. Ils peuvent compter sur mon entier dévouement. Je remercie également les champions et les partisans de l'Union nationale, et ceux qui ont porté son drapeau et défendu sa cause au cours des dernières élections. Le succès du Parti libéral aux dernières élections est plus apparent que réel. N'oublions pas que le gouvernement actuel est au pouvoir par moins de 55 % des voix; avec un déplacement de 5 % ou d'un vingtième, tout était changé. Ce qui signifie que le succès de nos amis d'en face ne peut être que temporaire.

Des députés ministériels rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le parti vainqueur n'a donc pas à se vanter outre mesure. L'Union nationale détient une part considérable du vote donné à ces élections. L'opposition représente donc une partie importante de l'électorat.

L'Union nationale fut fondée loyalement par des gens sincères de tous les partis; elle a été fondée par la rencontre de conservateurs, de libéraux et d'indépendants. L'Union nationale place la patrie au-dessus des partis. C'est comme Union nationale des libéraux et des conservateurs qu'elle a livré bataille en 1935 et en 1936; qu'elle a triomphé en 1936; qu'elle a fait la lutte en octobre dernier, et qu'elle vivra et triomphera, car ses œuvres et son programme sont trop intimement liés à l'intérêt et à la grandeur de la province. C'est comme telle qu'elle a été élue, c'est comme telle qu'elle a été battue, et c'est comme telle qu'elle sera réélue. L'Union nationale se maintiendra, elle vivra.

Comme chef de l'Union nationale, j'en prends l'engagement, malgré les tentatives qui pourraient être faites de l'assimiler à un parti. Jamais je ne tolérerai qu'un parti s'arroge les droits et qu'une couleur politique domine dans le drapeau de l'Union nationale. Jamais elle ne sera absorbée par un parti, ni libéral ni conservateur. L'Union nationale n'est attachée à aucun parti fédéral. Et son programme demeure et restera.

Il convient, au début de cette nouvelle législature, de faire un rapide exposé des œuvres de l'Union nationale pendant les trois années où elle a dirigé les affaires de la province. Rien dans ce que nous avons fait ne suscite chez nous le besoin de nous repentir ou de nous rétracter. Nous sommes

fiers de ce que nous avons accompli et nous sommes persuadés que ces réalisations susciteront un jour l'admiration de la province. Qu'avons-nous fait dans trois ans de pouvoir? Nous avons plus accompli en trois ans que l'ancien régime en 16 ans. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, la situation économique de la province était dangereuse.

Nous nous sommes d'abord occupés de relever notre agriculture, base essentielle de notre prospérité. L'Union nationale a toujours estimé que notre province doit rester essentiellement agricole. C'est pourquoi, en 1936, le gouvernement de l'Union nationale a voté la loi du crédit agricole. Sous l'ancien régime, alors que nous réclamions un prêt agricole, le premier ministre du temps nous affirmait que cela était impossible, attendu que les cultivateurs de Québec ne pouvaient même pas rencontrer le remboursement des prêts fédéraux. Depuis, nous savons que le premier ministre actuel a toujours été opposé à cette législation. Mais, fidèles à notre programme, nous avons créé ce prêt dès notre arrivée au pouvoir.

En prêtant \$35,000,000 en trois ans à la classe agricole, nous avons sauvé l'agriculture en cette province. Cet argent a été prêté au point qu'au 26 octobre, \$31,000,000 et plus avaient été payés aux cultivateurs emprunteurs. Cette somme, lancée dans la vie agricole et rurale, a produit des résultats excellents dans tous les domaines. Le crédit agricole a sauvé l'agriculture en lui redonnant un essor puissant. Les cultivateurs ont pu rencontrer leurs obligations. Cet argent a servi à sauver les municipalités rurales, les commissions scolaires, les paroisses; il a également servi à garder les fils de cultivateurs à la campagne. Nous leur avons redonné la confiance, nous avons allumé dans leur cœur le flambeau de la confiance et de la sécurité, nous avons protégé les cultivateurs et nous avons empêché la crise d'avoir trop de répercussions chez eux.

Le prêt agricole a donné du courage aux cultivateurs. Il a empêché que les fils de cultivateurs viennent augmenter dans nos villes le nombre des sans-travail, et, par ce prêt, nous avons sauvé les fondations de notre édifice social. Nous avons créé un crédit agricole, qui a fait 14,976 prêts, au montant total de \$34,625,624.21³. N'aurions-nous que cette œuvre à notre crédit: c'est beaucoup.

Le gouvernement de l'Union nationale a également donné \$150,000 par année pour l'organisation de coopératives. Nous avons donné aussi \$200,000 par année pour réorganiser l'industrie du sucre d'érable. Nous avons fondé des écoles moyennes d'agriculture à Gaspé, à Nicolet, à

Chicoutimi, à Ville-Marie, au Lac-Saint-Jean et à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Nous avons enfin créé une chambre agricole qui rend de grands services à cette province. Le gouvernement de l'Union nationale a aidé l'agriculture par des octrois, des travaux de toutes sortes dans les comtés ruraux; il a sauvé l'épargne des cultivateurs.

Le gouvernement de l'Union nationale a aussi développé l'œuvre de la colonisation. Sous l'ancien gouvernement, le colon n'était pas libre sur sa terre. Le gouvernement de l'Union nationale a établi des colons libres sur des terres libres, en rappelant la loi qui permettait aux marchands de bois de couper du bois sur les lots des colons pendant 16 mois après leur occupation par le colon. Le gouvernement de l'Union nationale a eu le courage de faire face aux puissances d'argent.

Sous l'administration de l'Union nationale, 11,000 milles de chemins nouveaux ont été ouverts dans les pays de colonisation, dans des régions qui n'étaient pas ouvertes depuis 300 ans, plus spécialement dans Charlevoix-Saguenay et dans la Gaspésie. Le gouvernement a fait des arrangements avec les héritiers de certaines successions pour agrandir des paroisses déjà établies. Et il n'a pas procédé comme l'ancien gouvernement qui, en retour de lots dépouillés et incultes appartenant à de grosses compagnies, donnait de riches terres boisées, en proportion de deux lots boisés pour un lot stérile. Il a échangé des terres, mais des terres fertiles pour des terres forestières, dans la proportion d'un lot pour un lot.

Nous avons donné à la colonisation des lots pour coloniser et acquis pour les colons des milliers et des milliers de bonne terre en échangeant acre pour acre des lots avec les compagnies de bois, alors que les libéraux donnaient deux acres et trois dixièmes de forêt pour des lots déboisés. Nous avons donné aux colons 10,000 acres de terre achetées dans Nédélec, au Témiscamingue, et nous avons échangé des terres acre pour acre, pour aider les colons de Nédélec. Dans Témiscouata, le gouvernement a conclu un marché avec la seigneurie Thomas, qui était un obstacle à la colonisation.

Le gouvernement de l'Union nationale a acheté des terrains de la compagnie Brackey dans Frontenac, d'autres terrains achetés de la Consolidated Paper Corporation et d'autres compagnies dans Portneuf, etc. Le gouvernement de l'Union nationale a acheté des milliers d'acres de terrains pour coloniser et pour favoriser la consolidation des vieilles paroisses. Sous le régime précédent, on donnait les lots de colonisation aux marchands de bois.

Nous avons bâti des centaines d'écoles. Je n'ai pas de chiffres justes sous les yeux. Nous avons bâti des presbytères, nous avons bâti des chapelles. Nous avons augmenté les crédits du ministère de la Colonisation et permis par ces diverses mesures une grande expansion de la colonisation dans la province. Nous avons la satisfaction de dire aujourd'hui que, sous le régime de l'Union nationale, la colonisation a connu de beaux jours, inconnus jusqu'alors. Sous l'ancien régime libéral, nos colons étaient réduits à la misère. Voilà un contraste entre les deux organisations. Aujourd'hui, les colons sont tellement maltraités qu'ils sont obligés de tuer leurs animaux pour avoir de quoi à manger. Certains ont même dû prendre des moyens illégaux pour manger.

Des députés ministériels murmurent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons non seulement sauvé l'agriculture, non seulement sauvé la colonisation, nous avons aussi adopté des lois pour que les colons, les cultivateurs et les autres ne soient plus exposés. Nous avons protégé l'épargne populaire. Sous l'ancien régime libéral, des ministres étaient directeurs de compagnies. Leurs parents étaient aussi directeurs de compagnies qui, parfois, étaient insolvables. Nous, de l'Union nationale, avons adopté une loi défendant aux ministres du gouvernement d'être en charge de directorats, ce qui a permis de sauver des millions provenant de l'épargne populaire et de protéger le peuple contre les manœuvres de ministres avec des compagnies faisant affaire avec la province.

Est-ce que le nouveau gouvernement va rappeler cette loi et celle qui empêche le mouillage des stocks? Le gouvernement va-t-il abroger ces lois? Sinon, pourquoi n'existaient-elles pas jadis? Autrefois, on pouvait hypothéquer les biens futurs avec ce résultat que l'épargne populaire a été engloutie dans des débentures de compagnies, alors que ces débentures n'étaient couvertes par aucune valeur mobilière. On a vendu dans Bellechasse, par exemple, des débentures sur des chemins de fer qui n'existaient pas. Nous, de l'Union nationale, avons adopté une loi ne permettant l'émission de débentures que lorsqu'il y a des immeubles dont la valeur correspond à ce montant de débentures.

Des compagnies de papier ont englouti des millions et des millions dans des débentures alors qu'elles n'avaient pas de valeurs pour les couvrir. Pour avoir des intérêts sur de telles débentures, des compagnies d'électricité augmentaient leurs taux d'électricité et c'est le consommateur qui payait. Par

ces deux lois, l'Union nationale a donc protégé l'épargne populaire, empêché le mouillage des stocks qui se faisait aux dépens des ouvriers et des consommateurs. Les émissions ont été limitées à la valeur moyenne des immeubles, et l'Union nationale a aussi forcé les compagnies à diminuer les taux d'électricité au bénéfice du peuple.

Il est encore question, dans le discours du trône, de la crise qui a été accentuée par la guerre. On y dit aussi que le gouvernement actuel a l'intention de payer les allocations de chômage à même les revenus ordinaires. Qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce que cela veut dire que les allocations de chômage seront réduites? Est-ce que le gouvernement va les diminuer? Nous avons dit à maintes reprises que le chômage de ces dernières années est en bonne partie une conséquence de la Grande Guerre de 1914.

À cause de cela, c'est une responsabilité financière fédérale, et il incombe à Ottawa d'en payer les frais, car les provinces et les municipalités n'ont pas le moyen d'assumer ces charges-là. Le pouvoir central a des moyens et des sources de revenus que n'ont pas les provinces. Mais le fédéral n'aide pas suffisamment les provinces pour remédier au chômage. Tous les gouvernements fédéraux, bleus comme rouges, n'ont pas fait leur devoir à ce sujet.

Nous avons fait exécuter des travaux de chômage pour environ \$30,000,000. Et on a critiqué l'Union nationale pour ces travaux. Nous ne voulions pas laisser décourager la main-d'œuvre, ni laisser disparaître la confiance du cœur des jeunes. Il n'y avait rien d'autre à faire. L'ancien gouvernement a ainsi donné du travail aux chômeurs. On a dit qu'il avait beaucoup dépensé. Mais il a des œuvres à montrer en retour. Nous avons bâti des stades, nous avons aménagé des parcs, nous avons organisé d'autres travaux publics qui ont été recommandés par l'honorable M. Rogers lui-même, ministre du Travail à Ottawa.

Nous avons donné à Montréal le Jardin botanique. Nous avons fait des travaux sur l'île Sainte-Hélène; nous avons eu aussi des travaux considérables à Québec. Et, par nous, 20,000 à 25,000 hommes ont été réhabilités au travail. Nous avons dépensé, c'est vrai, mais il n'y avait pas moyen de faire autrement, le gouvernement fédéral, rouge comme bleu, ne nous aidant pas, et nous avons des œuvres à notre crédit; et M. Rogers, l'ancien ministre fédéral du Travail, l'a reconnu.

J'ai dit que les gouvernements d'Ottawa, bleus comme rouges, n'ont pas voulu faire leur part pour tous ces travaux. Je dis bleus comme rouges,

car nous ne sommes pas des fédéralistes. Je veux le respect de l'autorité, et je fais de la politique provinciale et non pas de la politique fédérale. Personnellement, aucun parti fédéral ne m'intéresse, et je dis que c'est le devoir d'un premier ministre qui aime sa province de s'occuper des affaires provinciales, et non des affaires fédérales. C'est aussi le devoir du premier ministre de la province de n'être pas au crochet et à la remorque d'aucun gouvernement fédéral, quelle que soit sa couleur, qu'il soit rouge ou qu'il soit bleu.

Je ne me soucie pas des couleurs politiques fédérales et je n'envisage Ottawa que par les relations qu'il a avec la province. Je crois que le gouvernement actuel devrait prendre les mesures appropriées pour faire comprendre au gouvernement fédéral son devoir, que ce soit un gouvernement bleu ou un gouvernement rouge. Québec et les autres provinces ont des droits qu'on a trop souvent méconnus. Car, si les provinces ont des obligations, elles ont aussi leurs droits et leurs prérogatives, en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, et elles doivent veiller à ce qu'ils soient respectés par l'administration centrale.

En 1867, les provinces ont abandonné au fédéral les droits d'accise et de douane. En retour, le fédéral devait donner aux provinces un subside nécessaire pour exécuter leurs obligations. Le devoir du gouvernement provincial est de faire remettre à Québec la part qui lui est due par les gouvernements d'Ottawa, bleus comme rouges. Je répète qu'Ottawa sous les différents gouvernements n'a jamais rendu justice aux provinces. Les provinces doivent respecter l'autonomie fédérale, mais Ottawa doit faire de même avec l'autonomie provinciale.

Pour remplir leurs obligations, les provinces doivent trouver les revenus nécessaires. Le fédéral a retiré des revenus qui appartenaient à la province de Québec. C'est un devoir pour le gouvernement de faire rembourser par Ottawa les argents qui nous appartiennent et ce qui nous revient. Les revenus sont essentiels à une province, à un gouvernement, comme la faim à un individu. Les gouvernements d'Ottawa, quels qu'ils soient, ont commis bien des abus. Les autorités fédérales sont allées jusqu'à taxer notre électricité en vertu de la loi des mesures de guerre, alors que les ressources naturelles appartiennent exclusivement aux provinces.

Les autorités fédérales n'ont pas le droit de faire cela. C'est injuste et c'est inconstitutionnel! Elles ont taxé ce qu'elles n'avaient pas le droit de taxer: nos ressources naturelles, notre patrimoine national. Je demande au gouvernement actuel de

faire les démarches nécessaires pour que disparaisse cette taxe de l'électricité qui nous prive de sources légitimes de revenus qui appartiennent à la province, cette taxe inconstitutionnelle, et qui, au surplus, pèse sur les petits.

Le discours du trône annonce des mesures sur l'électricité. Que vaut cette promesse? On y fait allusion à "des mesures appropriées" en ce qui concerne l'électricité. Quelles sont ces mesures et qui les promet? L'ancien régime était à la remorque des trusts et il les a laissés exploiter honteusement la population. Le premier ministre actuel était ministre de l'Agriculture dans un gouvernement qui ne protégeait que les trusts. Comment le chef du gouvernement va-t-il s'organiser pour donner suite aux promesses qu'il a faites dans le discours du trône, relativement à l'électricité à bon marché? Que va-t-il faire maintenant?

Sous l'administration de l'Union nationale, une centrale d'État a été établie au Témiscamingue. Le ministère des Terres et Forêts a fait réduire les taux d'électricité de \$120,000, à Québec, et de \$450,000, à Montréal; il a fait payer \$1,300,000 par la Montreal Tramways, et par la Montreal Power à la ville de Montréal, \$450,000, au Téléphone Bell et \$250,000, à l'Ontario Paper, en rajustement des taux d'électricité dans diverses parties de la province. Voilà des œuvres. Nous avons tout fait cela en trois ans. Qu'est-ce que nos adversaires ont fait en 16⁴ ans? Je le demande au premier ministre.

Le premier ministre actuel va-t-il abolir les lois que nous avons passées concernant la centrale électrique, la municipalisation de l'électricité, l'aide aux municipalités? Le gouvernement va-t-il abolir la loi par laquelle le gouvernement accorde des octrois pour l'électrification rurale? S'il n'en fait rien, c'est que c'étaient de bonnes lois. Et si c'étaient de bonnes lois, pourquoi n'a-t-il rien fait pendant les 16 dernières années qu'il était au pouvoir? Il y a des écarts entre les promesses et les œuvres des gouvernements libéraux. L'Union nationale a été contre les trusts et pour le peuple. Dans ce domaine, nous avons été des pionniers.

Dans le département de l'Agriculture, quand le premier ministre était ministre de l'Agriculture, les bûcherons étaient négligés; ils avaient des salaires de famine. En 1933-1934, notamment, la situation des bûcherons était si misérable que des grèves éclatèrent un peu partout dans les chantiers. Il y en eut même des retentissantes.

En arrivant au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale, lui, a établi un salaire mensuel minimum augmenté à \$45, logement et nourriture

compris; nous avons réduit les heures de travail, et nous avons assuré des marchés aux cultivateurs et colons de la région en forçant les compagnies à s'approvisionner chez eux, avec clauses pour empêcher l'exploitation des bûcherons sur la vente des marchandises dans les camps. De toutes les façons, le gouvernement de l'Union nationale a aidé et encouragé les bûcherons.

L'Union nationale a pris à cœur le sort des ouvriers. Son gouvernement a amendé la loi des contrats collectifs et a amendé plusieurs lois du travail suivant les recommandations des unions ouvrières et dans le sens proposé par un comité d'étude spécial, formé d'ouvriers. C'est l'Union nationale qui a institué l'Office des salaires raisonnables que le gouvernement actuel se propose d'abolir. Cet organisme a fait monter les salaires dans diverses industries, il a valu des traitements meilleurs pour des centaines de milliers de travailleurs. Et, en octobre dernier, seulement dans l'industrie textile, l'Office donnait \$1,000,000 de plus en salaires aux ouvriers.

Dans tous les domaines, les salaires ont été augmentés de plusieurs millions de dollars par année. Le discours du trône annonce qu'une loi des salaires minima sera adoptée comme "complément à la loi des conventions collectives de travail". On changera le titre, on gardera le fond de la loi et les améliorations de l'Union nationale. Le nouveau régime sait bien que l'Office des salaires raisonnables est le produit d'une excellente législation. Il va changer son nom, mais il va garder la même législation.

Le gouvernement de l'Union nationale a donné une représentation aux ouvriers dans diverses commissions, corps publics et organismes sociaux. Il a nommé des ouvriers à des postes de confiance, et notamment M. Pierre Bertrand, un chef ouvrier, un protecteur et un défenseur des ouvriers au Conseil législatif. Aux ouvriers, l'Union nationale a donné le libre choix du médecin en cas d'accident, devant la Commission des accidents, et le droit de poursuivre en réclamation en vertu du droit commun, tout comme sous la loi des accidents du travail. Le gouvernement a aussi adopté une loi pour protéger l'enfance en défendant le travail des enfants. Le premier ministre a-t-il l'intention de défaire ce qui a été fait en ce domaine?

Le gouvernement précédent a donné les pensions de vieillesse pour lesquelles la province de Québec a payé pendant huit ans sans retirer aucun profit. Les libéraux ont fait attendre les vieillards pendant huit ans, avant de leur donner une pension. Pendant trois ans, nous avons payé \$31,000,000, soit

environ \$10,000,000 par année. Pendant huit ans, la province a payé pour les vieux et les vieilles des autres provinces. Pendant huit ans, elle a fait perdre aux vieux et aux vieilles de notre province \$80,000,000! Ce n'est qu'à l'agonie que le gouvernement libéral a présenté et fait voter la loi des pensions de vieillesse.

Les pensions aux mères nécessiteuses sont-elles une mauvaise mesure? Est-ce que le gouvernement actuel cessera de les payer? Et les pensions aux aveugles? Pendant trois ans que nous avons été au pouvoir, les aveugles ont reçu \$700,000, et les mères nécessiteuses, \$1,300,000. Les libéraux de l'ancien régime ont fait preuve de négligence dans le domaine des lois sociales et ils portent des responsabilités terribles pour avoir privé pendant si longtemps les déshérités. J'aime mieux, dit-il, un régime qui paie des pensions aux mères nécessiteuses qu'un gouvernement qui en paie à l'ancien président de la Commission des liqueurs (M. L.-B. Cordeau).

Un mot maintenant du ministère des Affaires municipales. Je constate que ce département est dirigé par un ancien ministre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Chanceux!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui est chanceux? Le gouvernement ou le ministre?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le gouvernement⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Je suis bien content d'entendre dire cela, d'entendre le premier ministre faire des compliments au député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), car le premier ministre a déjà dit de son nouveau collègue qu'il était au 72^e rang. C'était lors d'une élection, en 1936; je l'ai entendu moi-même dire à la radio: Qui avons-nous contre nous? L'honorable M. Drouin? Il occupe la 72^e rangée, parce qu'il n'y en a pas 73. Je suis heureux qu'il fasse amende honorable.

Le gouvernement de l'Union nationale est venu en aide aux petits propriétaires par de nombreuses mesures. Notre gouvernement a donné la loi du moratoire, la loi de consolidation des taxes municipales pour protéger la petite propriété, et il a réduit le taux d'intérêt dans le même but d'encouragement et d'aide au petit propriétaire. À Montréal, 11 % de la population est propriétaire; à Toronto, 77 %. Le gouvernement a donc réduit à 5 %

le taux d'intérêt sur les créances hypothécaires ainsi que sur les arrérages de taxes municipales; il a facilité la consolidation des arrérages de taxes, et surtout, aboli la loi passée par le gouvernement, dont le député de L'Islet (l'honorable M. Godbout) était ministre de l'Agriculture, et qui obligeait les municipalités à vendre au shérif les propriétés grevées de plus de deux années d'arrérages de taxes. On est venu en aide au petit propriétaire par ces lois.

Sous notre administration, la production minière, évaluée à \$39,000,000⁵ lors de notre arrivée au pouvoir, est passée à plus de \$70,000,000 par année⁶ sous l'Union nationale. Et voilà un point très important. Autrefois, les ministres pouvaient être directeurs et, au lieu de promouvoir le développement de nos gisements miniers, on cherchait à rafler l'épargne populaire. Nous avons établi un système de bourses pour diriger les jeunes gens vers les carrières minières, industrielles et économiques.

Nous avons accordé d'abord 30, puis 60, puis 62 bourses pour étudier la minéralogie. Enfin, le gouvernement a envoyé 92 boursiers étudier à l'Université Queen's.

Nous avons établi une mine-école à Val-d'Or, pour former une main-d'œuvre experte; nous avons donné à l'Université Laval \$100,000 par année pour lui permettre d'ouvrir une école d'enseignement géologique et minier, afin de donner une place convenable à nos jeunes. Nous n'avons pas, avant 1936, d'enseignement universitaire pour former des techniciens dans ce domaine. Nous avons fait des recherches pour découvrir les possibilités minières de la Gaspésie, une région si longtemps abandonnée, et voir si le sol gaspésien ne renferme pas de richesses houillères et des gisements d'huile. Ces recherches n'ont rien coûté à la province. J'espère qu'elles seront concluantes. Si nous trouvions du pétrole, le problème gaspésien serait résolu.

Parmi les autres mesures adoptées par l'Union nationale, il faut mentionner la nouvelle loi électorale qui a rétabli le bulletin de vote avec talon. Nous avons donné à l'opposition un représentant dans les "polls", dans la révision des listes, etc., conformément à nos promesses. Nous avons obligé le gouvernement à remplir les vacances dans un délai de trois mois, alors que, sous l'ancien gouvernement, le délai était illimité et les sièges restaient parfois vacants pendant deux ou trois ans.

Durant la dernière campagne, dans l'espoir d'en tirer un profit politique, le premier ministre se promenait à travers la province en parlant de la dette. Il se plaignait de son énorme augmentation. Il est

évident que nous ne pouvions aider le cultivateur sans dépenser. Nous n'avons pas pu faire tant d'améliorations, aider les jeunes, donner des pensions aux vieillards, prêter de l'argent par millions aux agriculteurs, sans emprunter. Le gouvernement prenait les intérêts du peuple. Le premier ministre, le trésorier provincial et leurs amis ont rendu un bien mauvais service à la province par leur campagne de dénigrement au sujet de la situation financière, en disant que l'Union nationale avait ruiné la province, que le gouvernement la mettait en banqueroute.

Ils ont prétendu que la dette de la province était rendue à \$419,000,000. Or, 15 jours après les élections, chose merveilleuse, le trésorier, à peine entré en fonction depuis onze jours bien comptés, affirmait que le crédit provincial était rétabli du jour au lendemain. Il était aussi bon que celui de n'importe quelle autre province. Le crédit était tellement rétabli, et si excellent, qu'il payait 2 % de moins sur les comptes payés rapidement. Il avait fait cela d'un coup de baguette magique.

Au cours de la présente session, c'est mon intention de demander aux ministres et aux députés de la droite, aux ministres en particulier, de répéter à ma face ce qu'ils ont dit quand ils étaient loin de moi.

Des députés ministériels rient et lancent des quolibets.

M. l'Orateur rappelle la Chambre à l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre actuel a bonne grâce de parler vertueusement du crédit de la province, alors que, pendant qu'il était ministre de l'Agriculture, l'ancien gouvernement libéral a soutiré en banque les comptes de la province. Pendant quatre ou cinq ans, de 1931 à 1935, son gouvernement a été soutiré de \$6,000,000 et a payé des intérêts variant de 6 % à 4 %. On a soutiré aux banques des montants qui se sont élevés parfois jusqu'à \$22,000,000. Soutirer de l'argent aux banques, c'est comme quand on donne des chèques sans provision. On pratiquait ce jeu 365 jours par année. Et comment bouclait-on le budget? On se faisait donner, le 30 juin, un, deux ou trois millions de la Commission des liqueurs, pour masquer son état financier, alors que ladite Commission n'avait pas cet argent et devait l'emprunter aux banques à gros intérêt, à 5 %, pour faciliter la manœuvre.

Le gouvernement actuel est l'héritier d'un régime qui ne payait pas ses dettes, il est l'héritier d'un régime dont la comptabilité consistait non pas à

établir un bilan sur les recettes et les dûs, mais sur les recettes et les déboursés; et l'on ne payait pas les dettes. En 1931, on a détourné \$1,800,000 des fonds du chômage. Le trésorier provincial sait-il que le gouvernement dont il est l'héritier a détourné \$1,800,000 des fonds du chômage?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition parle-t-il du million de la Commission des accidents du travail?

(Rires et applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, des fonds du chômage. Les vérificateurs ont condamné cela. Je ne veux rien refuser au trésorier provincial. Nous allons en parler de la Commission des accidents du travail, si vous voulez bien me répondre. Est-ce que le trésorier sait que l'ancien gouvernement a détourné de l'argent du chômage et que l'auditeur a été obligé de noter le fait dans son rapport? Quand le trésorier parle des comptes de l'ancien régime que l'Union nationale a refusé de payer, il oublie de dire dans ses déclarations que si nous n'avons pas voulu payer, c'est parce qu'ils n'étaient pas dus. Sous notre administration, nous avons pu emprunter de l'argent à 1 3/4 %...

Un député ministériel: Aux États-Unis?
(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons emprunté une seule fois aux États-Unis et il y avait des raisons à cela. Le gouvernement fédéral canadien et les gouvernements des autres provinces, comme celui de la Colombie-Britannique, ont emprunté plusieurs fois aux États-Unis ou ailleurs qu'au Canada. Sous le gouvernement de l'Union nationale, les taux d'intérêt payés étaient très bas. Nous avons pu emprunter à 1 % et 2 %, tandis que le gouvernement provincial actuel vient de lancer une émission d'emprunt, un premier emprunt de \$51,000,000, offerte à des taux d'intérêt qui vont presque jusqu'à 4 % et qui n'est pas toute souscrite...

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Bondissant) Je regrette d'avoir à interrompre le chef de l'opposition, mais je soulève un point d'ordre. L'émission de la province de Québec est entièrement souscrite depuis hier soir!
(Applaudissements à droite)⁷

M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien! Qu'à cela ne tienne. J'accepte la déclaration du trésorier

provincial, mais il admettra qu'il a fallu plusieurs jours avant que l'emprunt ne fût souscrit.

Nous allons examiner la situation financière sous toutes ses faces. Le premier ministre a prétendu dans ses discours qu'avant notre arrivée au pouvoir, en 1936, la dette de la province était de \$130,000,000⁸. Or, si nous prenons le rapport du trésorier provincial, nous constatons que la dette, en 1936, était de \$209,869,000....⁹

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je suis obligé de soulever un point d'ordre et de corriger de nouveau le chef de l'opposition. Le premier ministre a déclaré que la dette consolidée était de \$130,000,000 avant l'arrivée de l'Union nationale, au pouvoir, et c'est exact.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à écouter le trésorier provincial, lorsqu'il se lève sur des questions pour lesquelles il peut y avoir des points d'ordre, mais, si on prend l'habitude de m'interrompre sous prétexte de corriger ce que je dis, je me réserve le droit de faire de même. Le trésorier pourra faire des rectifications plus tard. Mais la dette nette était de \$210,000,000, en 1936. Le premier ministre a dit que la dette de la province était maintenant de \$400,000,000 à \$500,000,000. Je crois que lorsque le budget sera présenté, nous pourrions établir clairement qui a sauvegardé les intérêts de la province, qui l'a enrichie et quels sont ceux qui l'ont dépouillée.

Quand nous avons emprunté, nous l'avons fait pour payer les dettes de l'ancien régime, pour faire face aux exigences de la législation sociale, pour faire des améliorations urgentes et des œuvres utiles. J'ai joué un certain rôle dans les emprunts du gouvernement que je dirigeais, avec la collaboration de mon collègue, M. Fisher. J'en prends la responsabilité complète et entière. Et je déclare à la face de la province, sans vaine jactance, que personne ne peut m'enlever un cheveu sur la tête.

(Rires et applaudissements à droite)

Je ne veux pas parler trop longtemps, car on m'a dit que le premier ministre voulait être bref. Mais, avant de terminer, je voudrais souligner quelques-unes des œuvres que le gouvernement de l'Union nationale a accomplies dans le domaine éducationnel. Sous l'ancien régime, les salaires payés aux institutrices rurales étaient insuffisants. Nous avons passé une loi et 90 % des institutrices reçoivent maintenant \$300 par année.

Nous avons également réglé la question des Sulpiciens. C'est un gouvernement de l'Union nationale qui régla la question des Jésuites, et c'est

un autre gouvernement de l'Union nationale qui a réglé cette affaire des Sulpiciens. Nous considérons que c'est un placement pour notre province.

Ce problème a été réglé sans augmenter d'un sou la dette de la province, puisque les \$4,800,000 sont plus que garantis par la valeur des propriétés. On ne doit donc pas considérer cette somme comme augmentant la dette provinciale, pas plus que les \$35,000,000 du crédit agricole, eux aussi largement garantis.

Nous sommes également venus au secours et nous avons réglé le problème de l'Université de Montréal. Nous avons voté \$5,000,000 pour lui permettre de terminer son édifice. Nous avons donné \$1,500,000 à l'Université Laval; nous avons donné \$1,500,000 à l'Université McGill; \$350,000 à Bishop's College. Par ces lois, nous avons prouvé que le gouvernement de l'Union nationale respectait les minorités et s'est toujours fait un devoir de les traiter avec générosité. Ici même, dans la ville de Québec, parce que la commission scolaire était incapable de le faire, nous avons voté \$50,000 pour la construction d'une école irlandaise catholique. Nous avons également donné \$50,000 au Collège de Stanstead. Et nous avons accordé \$750,000 à l'hôpital de Verdun. Nous avons créé une école des pêcheries, une École des hautes études à Québec, acheté un entrepôt à la Coopérative fédérée, créé la Chambre de commerce. Ces œuvres prouvent que l'Union nationale a toujours rendu justice aux minorités de cette province.

Au cours de cette session, nous aurons l'occasion d'étudier les lois du nouveau gouvernement. L'opposition les jugera lorsqu'elles seront soumises à la Chambre. Nous sommes dans cette Chambre les représentants d'une partie importante de la population, d'un grand nombre d'électeurs. L'opposition a donc un rôle important à jouer. On parle d'unité. Oui, nous en sommes. Mais, il ne peut y avoir de vraie unité si toutes les opinions, si tous les partis politiques honnêtes et respectables, si toutes les classes de la société ne participent pas aux affaires publiques. Tous doivent se faire entendre. Nous voulons l'unité, mais non l'absorption. Nous voulons l'unité dans la diversité, pas dans l'assimilation. Nous aurons donc l'occasion d'étudier les lois du gouvernement et nous penserons aux intérêts de la province.

En trois ans, l'Union nationale a adopté ces mesures. Si ce ne sont pas de bonnes lois, le gouvernement actuel va les rappeler. Comme il ne peut le faire, les libéraux porteront la responsabilité d'avoir privé la population de ces mesures pendant les 16 dernières années qu'ils étaient au pouvoir.

L'opposition jouera son rôle et remplira ses devoirs. Les œuvres de notre gouvernement sont incontestables et l'Union nationale saura les défendre. Nous combattons les mauvaises lois du présent gouvernement et nous sommes prêts à coopérer pour l'application des bonnes mesures. Le chef de l'opposition a un rôle à jouer, un devoir à remplir, et il n'aura pas de faiblesse. Je suis né d'une famille mixte, de conservateurs, de libéraux, d'indépendants. Mon parti est formé de ce qu'il y a de mieux, et il accomplira dignement son devoir sans vaine jactance.

Je le répète: l'Union nationale va demeurer. Aucun parti ne pourra l'absorber. Il n'en est pas question. L'Union nationale demeure fidèle à son programme. Nous allons combattre sans défaillance, poliment et courageusement¹⁰!

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Godbout (L'Islet):
(Applaudissements à droite) Je vous félicite, M. l'Orateur (l'honorable M. Bissonnette), et vous présente mes hommages. Mes félicitations, dit-il, pour le beau témoignage de confiance que vous ont rendu les députés de cette Chambre en vous élevant à la présidence de ces débats. Vous maintiendrez, j'en suis sûr, la distinction de tenue dans cette Chambre où votre présence assure à tous l'impartialité. Nul plus que vous, M. l'Orateur, ne pouvait garantir que les débats de cette Chambre seront conduits avec distinction, impartialité et, par conséquent, avec fécondité dans l'intérêt de la province.

Je félicite aussi, dit-il, le proposeur et le second de l'adresse en réponse au discours du trône. Le plus jeune, le représentant de Roberval (M. Potvin), a fait preuve d'un esprit de réflexion et d'une maturité de jugement, et le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), plus âgé, a manifesté l'enthousiasme qui est nécessaire au début de cette administration pour les travaux ardues que nous entreprenons. J'espère que toute la Chambre saura manifester le même esprit et porter le même intérêt aigu aux problèmes qu'elle devra étudier. J'espère que tous les députés suivront l'exemple de gentilhommerie dans la discussion, donné par les deux proposeurs de l'adresse.

Durant le cours de l'année, d'importants événements ont eu lieu. Il y a eu la disparition de Lord Tweedsmuir qui fut, comme on a si bien dit de lui, le plus canadien des gouverneurs généraux du Canada. Il a pris à cœur les intérêts de notre pays. Il a voulu examiner dans son tréfonds la vie canadienne, étudier tous nos problèmes sous tous

leurs aspects et d'un point de vue purement et vraiment canadien. Il a continué chez nous l'œuvre des représentants de Sa Majesté au Canada. Par sa culture, son acharnement au travail, par son désir de compréhension et le soin qu'il prenait à se rendre utile, il laissera un souvenir profond, ému et durable. Son successeur devra continuer son œuvre. Nous ne pouvions avoir un gouverneur général plus digne d'être aimé.

Puis, il y a eu le passage d'un lieutenant-gouverneur à un autre. Je veux rendre un témoignage de profonde estime à M. Patenaude qui a représenté ici le roi et rempli sa tâche d'une façon vraiment royale, avec une grande distinction de manières, avec de la grandeur de caractère et une parfaite impartialité. Il a laissé un exemple que voudront suivre tous les citoyens de la province et que toute la population peut suivre. Je n'ai que des remerciements à lui adresser. Deux fois, en ma qualité de premier ministre de la province, et malheureusement pas pour longtemps, j'ai eu l'occasion de régler des choses de l'administration avec M. Patenaude, et j'ai toujours eu à me féliciter de le trouver dans ce poste. Je tiens à lui exprimer mes remerciements et à rendre hommage à la distinction de cette grande dame, Mme Patenaude, dont tout Québec garde un souvenir ému¹¹.

Sir Eugène Fiset et Lady Fiset, les nouveaux châtelains de Spencer Wood, continueront les belles traditions qui y sont si bien établies. Sir Eugène est un travailleur qui connaît bien sa tâche et qui y est préparé. Le gouvernement lui souhaite la bienvenue, comme à Lady Fiset, et espère que leur séjour à Spencer Wood leur sera agréable. Je compte bien que le lieutenant-gouverneur laissera sa marque dans l'œuvre d'assainissement que l'administration actuelle a entreprise.

Le gouvernement fédéral n'a fait que son devoir, en acceptant sa responsabilité et en participant à la guerre actuelle, en combattant avec les Alliés. Notre gouvernement est prêt à appuyer l'effort de guerre du Canada de toutes les manières possibles et au meilleur de nos capacités. Déjà, une certaine proportion de notre jeunesse a maintenant joint les forces armées et traversé les mers. Depuis la déclaration de la guerre, nos soldats ont donné un bel exemple de bravoure. Ils sont partis librement, courageusement, pour aller accomplir une œuvre grandiose. Ils sont allés défendre la chrétienté et la civilisation contre la barbarie. Nous aimerions pouvoir leur faire savoir à quel point la province est fière d'eux. Le gouvernement provincial va les seconder dans toute la mesure du possible dans

l'accomplissement de cette œuvre, en rendant leur tâche moins ardue. Le gouvernement aussi a accompli son devoir en revendiquant sa part de responsabilités dans le conflit actuel.

Mon gouvernement est en accord complet avec les autres régions du Canada quant à la participation du pays à la guerre, pour servir la cause de l'humanité et de la civilisation. Je promets que mon gouvernement fera tout ce qui est en son pouvoir, afin de mettre de l'avant les politiques proposées par Ottawa et d'aider les familles des soldats de cette province. Nous avons tous le devoir de lutter, chacun dans notre sphère, pour le triomphe de la civilisation. Le gouvernement provincial veut aider nos soldats dans toutes les occasions et dans toutes les circonstances qui lui seront fournies. À nos soldats et à leurs familles, nous disons merci au nom de toute la population. Ils ont notre sympathie profonde et effective, et nous les assurons de la reconnaissance de la province.

Nous devons aussi signaler la mission apostolique du cardinal archevêque de Québec, en France, l'an dernier. Comme légat du pape à Domrémy, notre vénéré cardinal a fait la gloire du Canada par la profondeur de son âme chrétienne. C'est un honneur qui rejaillit sur toutes les races et sur toutes les religions. Il avait déjà fait notre orgueil comme légat du pape au Congrès eucharistique national de Québec.

Il y a aussi les nominations récentes de Nos Seigneurs Vachon et Douville, l'un comme archevêque d'Ottawa, l'autre comme auxiliaire à Saint-Hyacinthe. Le diocèse de Québec vient de nous donner en leurs personnes deux nouveaux évêques. Personne de plus digne que Son Excellence Mgr Alexandre Vachon ne pouvait être désigné au poste d'archevêque d'Ottawa. Personne de plus digne ne pouvait être désigné pour jouer le rôle compliqué et important auquel il est appelé. Par sa compétence, son esprit de justice, sa distinction, son action discrète, son esprit d'humanité, sa largeur de vues, il fera beaucoup pour l'Église et pour maintenir l'unité canadienne. Pour ce qui est de Son Excellence Mgr Arthur Douville, le nouvel évêque de Saint-Hyacinthe qui est mon évêque, j'ai beaucoup d'admiration pour lui. En arrivant à Saint-Hyacinthe, Mgr Douville a dit en rencontrant l'honorable T.-D. Bouchard: "Je viens t'aider, T.-D."

D'autres événements se sont produits au cours de la dernière année dans la province de Québec; par exemple, nous avons eu des élections provinciales générales. Je veux surtout rappeler l'élection pour dire qu'il y a à Québec une administration nouvelle. Je suis personnellement,

ainsi que mes collègues, un peu responsable du changement. Le chef de l'opposition sait que nous sommes pressés. Il n'a pas besoin de craindre que je prenne beaucoup de temps pour lui faire remarquer que nous serions beaucoup plus nombreux à droite de l'Orateur s'il y avait de la place.

(Rires et applaudissements)

J'assure, dit-il, le chef de l'opposition que je ne rappelle pas cet événement pour souligner l'étendue de ma victoire, mais parce que je veux que la nouvelle députation ait un esprit et un but. Je veux, pour ma part du moins, que l'administration provinciale libérale administre les choses de la province de telle sorte que l'on puisse maintenir la bonne réputation de la province catholique et canadienne de la Confédération. Nous voulons que cette administration soit conduite avec un esprit particulier et qu'elle ait un but. Nous voulons que le gouvernement de cette province se souvienne de la mission qu'il a de maintenir la réputation de la seule Législature française d'Amérique.

(Applaudissements)

Nous voulons restaurer dans cette Législature le décorum et la politesse qui n'y trouvaient pas place depuis quelques années. Je veux que cette nouvelle Législature soit un exemple de justice, de dignité et de bon sens pour tout le dominion.

Si, au cours de la campagne électorale, on s'est un peu abîmé, - nous pouvons parfois nous amuser, il faut bien se distraire de temps à autre, - nous n'avons pas le droit, dans l'administration, de prolonger ces animosités. Je voudrais que l'on n'oublie jamais que nous avons d'abord en vue les intérêts de la province et son plus grand bien. Je n'ai comme chef du gouvernement d'autre but que de préparer l'avenir de la province.

Je veux réclamer de vous, M. l'Orateur, dans l'exercice de votre présidence, de la sévérité dans nos délibérations. Je veux le rappel à l'ordre aussi souvent que vous le jugerez nécessaire, et je n'établis pas d'exception pour moi, s'il m'arrive de dépasser la mesure. Il y a quelque temps que je n'ai pas siégé dans cette Chambre, les règlements me sont devenus moins familiers. Il m'arrivera peut-être d'y manquer plus souvent qu'à mon tour. Je veux que l'on me rappelle à l'ordre sur-le-champ comme tout autre député. Je vous le demande. On sait que si vous faites exception pour le premier ministre, les autres demandent d'être aussi exceptés, et le désordre commençant par en haut, il n'y a bientôt plus de limites, comme on a pu observer dans le dernier régime sous l'œil amusé et approuvateur du premier ministre précédent.

Quand on commence à violer les règlements de la Chambre, il n'y a plus de limites à cette licence. Ceux qui ont assisté aux débats de cette Chambre depuis trois ans le savent. Ils ont pu s'en rendre compte. Ces règlements furent éclipsés pendant trois ans par le règne de terreur et d'intimidation à la Législature, sous la direction personnelle du député de Trois-Rivières (M. Duplessis).

(Émotion à gauche et applaudissements à droite)¹²

Je ne veux pas qu'il se répète en cette Chambre les désordres que l'on a vus au cours des trois années qui ont précédé la présente administration. Je veux et j'entends que les délibérations de cette Chambre soient conduites avec bon sens, distinction et justice. Nous voulons et nous devons donner l'exemple, ici. Nous voulons que les représentants du peuple, investis d'autorité, se souviennent qu'ils doivent donner l'exemple pour le prestige de cette autorité qui leur impose des devoirs et des responsabilités, si elle leur confère aussi des prérogatives.

Je ne veux pas, pour aucune raison, contribuer à faire revivre dans cette Chambre les mœurs qu'on y a imposées depuis quelques années. Je réclame donc pour moi, au même titre que les autres de ce côté-ci de la Chambre, votre rappel à l'ordre, M. l'Orateur, un rappel immédiat chaque fois que ce sera nécessaire, et si jamais je déroge au bon ordre qui doit régner ici.

D'autre part, je puis assurer les membres de l'opposition qu'ils verront, toujours de notre part, un scrupule absolument délicat et un désir sincère de ne pas toucher ni porter atteinte à leurs privilèges et prérogatives. Les députés de l'opposition, quelle que soit la façon dont ils ont été élus, quelques-uns d'entre eux, sont tous ici les représentants du peuple. Et, au nom de leurs électeurs, ils doivent avoir la parole pour exprimer l'opinion de leurs électeurs. Ces droits-là, nous les leur garantissons.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition n'a pas respecté suffisamment la libre expression d'opinion de ses adversaires lorsqu'il était au pouvoir. Il vient de faire son discours. Avec tout le talent qu'on lui connaît, il a énuméré, magnifié et glorifié les œuvres de son parti. Même si toutes ces œuvres dont a parlé le chef de l'opposition existaient et qu'il eût accompli deux fois plus, même si son énumération avait été beaucoup plus longue, tout cela ne vaudrait rien à cause du mépris qu'il a attiré lui-même sur les représentants du peuple, un mépris constant qu'il a lui-même encouragé envers ce qui est la base et le

principe même de la démocratie: le droit pour les députés de parler au nom de leurs électeurs, qui les ont envoyés ici, et je respecterai jalousement leurs privilèges.

Sous le présent régime, tous les députés quels qu'ils soient pourront parler au nom de leurs électeurs, car ils ont droit à la libre expression du sentiment et de la pensée de leurs électeurs. Nous ne sommes pas ici pour parler au nom d'un parti, mais au nom des électeurs que nous représentons. Il n'y a pas grand-chose de changé dans la province, nous a dit l'ancien premier ministre dans son discours tout à l'heure, puisque nous n'avons obtenu que 55 % des votes, le 25 octobre dernier. Mais il y a tout de même un gouvernement nouveau. Et le peuple pense de façon contraire au chef de l'opposition. S'il y a un privilège que je vous promets de garder jalousement, c'est bien celui de pouvoir parler librement au nom de ceux que nous avons mission de représenter ici.

La lutte électorale est terminée, et le gouvernement se soucie davantage du travail à accomplir que des réalisations du régime précédent, que le peuple a condamnées. Le temps de nous mettre à la besogne est arrivé. Je répondrai au discours du chef de l'opposition et je tracerai quelques jalons. Nous sommes au pouvoir, et je veux maintenant donner une idée de ce que nous nous proposons de faire. Mais, auparavant, on me permettra de faire un compliment au député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Un homme bien placé peut toujours jouer un rôle utile.

J'ai entendu tout à l'heure l'ancien premier ministre faire une récapitulation des œuvres de son gouvernement de l'Union nationale. Je me demande où il a bien pu trouver toutes ces œuvres nationales, si ce n'est dans son imagination. Elles existent beaucoup plus là que dans la réalité. Vraiment, après l'avoir vu à l'œuvre pendant trois ans et après l'avoir entendu, cet après-midi, pendant plus d'une heure, je me disais qu'il est exactement à sa place comme chef de l'opposition.

(Rires)

Surtout en l'entendant parler des finances de la province. Il est fort intéressant d'entendre le chef de l'opposition parler de finances. Voici un homme qui a conduit l'administration de la province pendant trois ans et qui était obligé tout à l'heure d'avouer qu'il ne peut plus emprunter un dollar ni dans la province, ni dans les autres provinces, ni à l'étranger. Tout ce que nos amis d'en face prétendent avoir bâti, ils l'ont bâti sur le vide. Comment le chef de l'opposition peut-il trouver le moyen de vanter son œuvre financière? Qui le croira? Il a cependant ce

courage de vanter l'œuvre de son gouvernement. Je ne le pensais pas si habile. Il faut l'être pour ce faire.

J'admets aussi que le chef de l'opposition a du courage. Devant la tâche accablante qui nous incombe par suite de l'état dans lequel il a laissé la province, j'envie son courage et son habileté. Disons à notre tour un mot de l'œuvre financière du gouvernement de l'Union nationale qui a pris la province dans une situation excellente en 1936. Lorsqu'il a pris l'administration provinciale, les finances étaient dans une excellente position, notre situation financière était la mieux établie de toutes les provinces du pays; elle était la seule province solvable de l'aveu même de son chef, M. Bennett, l'ancien premier ministre du Canada. N'est-ce pas le très honorable M. Bennett qui déclarait un jour que la province de Québec était la seule province solvable dans la Confédération?

En 1936, il n'y avait que \$130,000,000 de dettes dans notre province, soit \$130,000,000 de dette consolidée, accumulée pendant 69 ans de régime confédératif, dans Québec. À cette dette, le gouvernement de l'Union nationale a d'abord ajouté une dette immédiate de \$138,000,000 et il a ajouté d'autres dettes que nous découvrons au fur et à mesure. En trois ans, à partir de 1936, sous le régime de nos amis de l'opposition, cette dette s'est élevée pour former un total de \$343,000,000¹³. Et c'est cet homme-là qui se dit un grand financier? Quel grand financier!

Nous lui connaissions beaucoup de talents, je le savais habile pour éluder les questions embarrassantes, mais le fait d'être assis ici et d'observer le chef de l'opposition non seulement faire face à ce monument, mais d'en avouer la paternité est vraiment unique. Je ne lui savais ce courage de regarder en face un tel monument de turpitude et de dire: "J'en suis le père et j'en suis fier!"

(Applaudissements à droite)

C'est inconcevable!

Suivant son habitude, le chef de l'opposition voudrait détourner l'attention publique de son œuvre en semant la confusion. Quand il parle de la situation financière actuelle, il confond volontiers la situation financière de la province et le crédit de la province. Il s'étonne qu'après le 25 octobre, notre crédit soit devenu excellent. Il oublie une chose. Il y a une distinction à faire, car il y a toute une différence entre la situation financière de la province et son crédit, et c'est la différence même qu'il y a entre le gouvernement d'Union nationale et le gouvernement libéral qui est ici. La bonne administration a rétabli le bon crédit de la province. Avant le 25 octobre, la province était administrée par un gouvernement

d'Union nationale, et elle l'est maintenant par un gouvernement libéral.

Je dois avouer en toute franchise qu'en l'espace de quelques semaines, nous n'avons pas encore pu changer, malheureusement, la situation financière de la province. Sans doute, ne pouvions-nous pas, d'un coup de baguette, améliorer subitement la position financière de la province, mais nous en avons amélioré tout de suite le crédit, c'est-à-dire la réputation de solvabilité et d'honnêteté. Nous avons sauvé \$20,000,000 des sommes engagées par l'ancien gouvernement pour ses favoris, lui qui ne faisait pas de favoritisme. Par la manière dont nous administrons la province, nous avons pu rétablir son crédit.

(Applaudissements)

Il y avait encore toutes nos ressources naturelles et ces autres ressources, plus importantes encore, le bien le plus précieux de tous, le capital humain de cette province, dont a si souvent parlé l'ancien premier ministre. Cela ne valait plus rien parce que tout était sous la férule de l'Union nationale et de son premier ministre. Sous la férule du chef de l'opposition, le crédit de la province ne valait plus rien. Sous l'Union nationale, il n'y avait plus aucune vérité dans les déclarations financières du gouvernement. Tout cela était régi sans ordre et les prêteurs le savaient, parce qu'ils n'avaient pas confiance dans le gouvernement, parce qu'ils savaient que l'on avait engagé le crédit de la province, sans compter, dans des entreprises risquées.

Nous avons découvert que des engagements sérieux avaient été pris pour 20 ans à l'avance pour des sommes considérables, sans même une lettre bien écrite d'un ministre ou d'un personnage responsable. Ces engagements pour des millions de dollars n'ont été pris que sur la foi de petits papiers griffonnés au hasard et initialés de la main d'un ministre. Nous en découvrons tous les jours de ces bouts de papier. Le crédit de la province était de cette façon gravement compromis. C'est là-dessus qu'on a commencé dans divers coins de la province des entreprises énormes qui n'ont pas été payées. Tout ceci était bien peu sérieux. Avec le peu de sincérité qui caractérisait le gouvernement du temps, on a voulu faire croire que ces engagements suffisaient à administrer une province.

Et, chaque jour, nous avons le devoir de nous rendre bien compte si le gouvernement est vraiment engagé rien que sur la parole des anciens ministres. Chaque jour, il nous faut vérifier si la province est réellement engagée envers des citoyens et des entreprises qui, comptant sur les promesses verbales

de ministres et de députés de l'Union nationale, ont fait des déboursés d'argent comptant. De tels engagements pris par les ministres précédents peuvent-ils amener des obligations de la part du gouvernement actuel? Le peuple s'en est aperçu, avec le résultat que tout le monde connaît, et aujourd'hui la province se sent libérée et progresse résolument par des méthodes normales et modérées.

On critiquait l'administration qui a précédé l'Union nationale. Le chef de l'opposition a beaucoup parlé de l'ancien régime libéral, des 16 ans de pouvoir du gouvernement Taschereau. Il se demande ce que le gouvernement libéral a fait au cours de ces 16 années qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. Eh bien, je peux déclarer que c'est l'ancien régime - et particulièrement le gouvernement Taschereau - qui a fait de la province de Québec ce qu'elle est aujourd'hui. Dans tous les domaines, les œuvres du Parti libéral sont restées grandes et utiles, malgré le sabotage de l'Union nationale. Toute la jeunesse en profite, toutes les classes de la société en bénéficient.

(Applaudissements)

Le gouvernement libéral, dans tous les domaines, a bâti la province.

(Applaudissements)

C'est lui qui a fait toute la voirie. C'est à lui qu'on est redevable d'œuvres comme l'instruction publique et, plus spécialement, l'assistance publique qu'il a édifiée avec le concours des religieuses et des religieux, à tel point que les pensions de vieillesse et les autres lois sociales ont été ici, pour longtemps, moins nécessaires qu'ailleurs. C'est parce qu'il savait administrer que le gouvernement libéral pouvait affirmer, quand il les refusait, que les pensions de vieillesse n'étaient pas nécessaires. Elles le sont devenues. Le chef de l'opposition a fait un grand état des lois sociales de son administration. Il en réclame un peu trop la paternité. Comment peut-il sur ce ton parler de législation sociale?

C'est un de ses meilleurs députés, M. Laurent Barré, l'ancien député de Rouville et lieutenant du chef de l'opposition, qui lui a rendu le témoignage d'être l'adversaire le plus acharné. Il est vrai qu'à ce moment, le député de Trois-Rivières n'était pas le chef de l'Union nationale, mais M. Barré avait le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) comme chef, et il a dû voter contre lui à plusieurs reprises. À la convention de Sherbrooke, je ne sais pas pour qui il a voté. Il a dû voter pour le chef de l'opposition. Le député de Matane (M. Gagnon) pourrait peut-être nous dire cela?

(Rires et applaudissements)

Les législations sociales n'ont pas été nécessaires, ici, au même moment que dans les autres provinces. À côté du gouvernement libéral qui comprenait son devoir, il y avait à l'époque et il y a encore, Dieu merci, dans la province de Québec, des organisations charitables qu'il encourageait, des organisations que des religieuses dirigent avec patriotisme et avec une économie telle qu'aucun gouvernement ne serait capable d'en réaliser, des organisations qui s'occupent avec diligence des déshérités de ce monde. Il y avait des œuvres qui supplémentaient le travail du gouvernement en faveur de toutes les classes de la société. Des communautés se chargent des vieillards nécessiteux, des pauvres. Le gouvernement continuera à supplémenter ces œuvres admirablement dirigées par les religieuses.

Les pensions de vieillesse n'étaient donc pas nécessaires quand le Parti libéral les refusait dans la province. Mais le chef de l'opposition a une façon à lui de dire tout le contraire de la vérité, sans avoir l'air d'y penser. À tous les points de vue, la loi des pensions de vieillesse est une loi libérale, adoptée par des libéraux à Ottawa, sous le gouvernement Mackenzie King, et adoptée par des libéraux à Québec, en 1936, et mise en application ici par un gouvernement libéral.

(Applaudissements)

La seule œuvre de l'Union nationale dans ce domaine particulier, ce fut d'en retarder de trois mois l'application dans la province de Québec, pour la petite politicaillerie de pouvoir dire et faire voir au peuple que la loi des pensions de vieillesse est une œuvre "nationale", une œuvre de l'Union nationale. On a fait cela. C'était pour jeter de la fumée dans l'air, de la poudre aux yeux des électeurs.

(Applaudissements)

Pendant trois mois, l'Union nationale a fait attendre les "pauvres vieillards" comme aime à les appeler le chef de l'opposition.

Mes collègues et moi, nous connaissons assez le peuple de la province pour savoir qu'il se sent en sécurité avec nous. Les plus déshérités des citoyens peuvent avoir confiance. Je puis assurer les déshérités de la fortune que, sous le gouvernement libéral, ils seront protégés et que les pensions de vieillesse seront continuées dans la province de Québec. Mais je vous promets que, pendant les campagnes électorales, on n'ira pas essayer de torturer les consciences des gens en les menaçant de ne plus leur payer de pensions. Les cabaleurs n'iront plus inciter les électeurs à voter contre leur conscience. On l'a fait pendant des élections

partielles comme dans Bagot, ou générales, comme en octobre dernier. Il y avait des cabaleurs qui venaient agiter le spectre de la misère devant des gens affaiblis par l'âge et la pauvreté. C'est cela que permet la loi dite des "élections honnêtes".

Jamais une élection n'a été conduite par des moyens aussi éhontés que ceux qui ont servi à l'Union nationale, et l'expression n'est pas trop forte. Le chef de l'opposition s'est vanté tout à l'heure d'avoir donné aux électeurs le bulletin de vote avec talon. On a fait servir ce bulletin spécial pour intimider les électeurs.

On disait aux pensionnés du gouvernement et aux employés qui travaillaient pour le compte du gouvernement: "Ah! Vous pensez que nous ne saurons pas de quelle façon vous allez voter? Prenez garde: nous avons sur le talon le numéro qui correspond à votre bulletin. Et, si vous votez contre nous, demain vous serez dehors, ou vous perdrez votre pension. Gare à vous si vous ne votez pas pour le gouvernement."

Ce qui doit changer dans nos mœurs électorales, c'est la cabale sur la misère des électeurs. Nous enlèverons au moins de la loi électorale ce qui permet de cabaler en exploitant la misère des gens ou en allant faire briller devant les yeux des vieillards et des ignorants le spectre de la misère. Les pensions de vieillesse ne seront pas administrées par le gouvernement, ni par des politiciens, mais par une commission qui a été nommée à cette fin.

Elles ne serviront pas d'épouvantails électoraux, comme le permettait la loi des "élections honnêtes" de l'Union nationale. Aucune autre bataille électorale en Québec ne fut menée d'une manière aussi honteuse - je suis désolé, mais il n'y a pas d'autre expression pour la décrire - que la dernière campagne électorale. C'est criminel, ce qu'on a fait en octobre dernier.

Également, pendant la dernière campagne, en vertu de la soi-disant loi des élections honnêtes, les organisateurs de l'Union nationale ont joué avec les bulletins de vote, afin de forcer les ouvriers de la voirie ou ceux des travaux de chômage à voter pour les candidats de l'Union nationale.

M. Lorrain (Papineau), siégeant derrière le chef de l'opposition, se penche vers son chef et rit tout haut en désignant le premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable député de Papineau peut s'amuser de tout cela; il peut dire que c'est une bonne plaisanterie, mais lui, plus que d'autres, peut-être, doit probablement son siège en Chambre à des méthodes comme celles que je dénonce ici.

Le chef de l'opposition prétend que nous avons oublié d'invoquer la divine Providence et de demander les bénédictions du ciel dans le discours du trône. Nous avons chacun notre méthode, peut-être que la mienne n'est pas la meilleure. Sans faire étalage public de mes sentiments religieux, j'invoque le Seigneur pour ma part aussi souvent que je le puis. Je tâche de l'invoquer privément; et, en public, je tâche sincèrement de conformer ma conduite à mes sentiments intimes que j'exprime dans mes prières...

(Applaudissements)

Je tâche de faire en sorte que mes actes soient en concordance avec mes sentiments religieux. Je n'ai pas à chercher de qualificatif pour caractériser cette attitude familière au chef de l'opposition et qui consiste à toujours attribuer à ses adversaires des sentiments mécréants. Je ne veux pas le qualifier autrement que par une épithète qui, tout à l'heure, montait à ses lèvres et que les règlements de la Chambre ont retenue.

Le chef de l'opposition a parlé d'agriculture. La classe agricole de Québec n'a que faire des expressions d'amour du chef de l'opposition envers elle. Elle en a déjà déterminé la valeur. D'un autre côté, les cultivateurs savent que le premier ministre actuel est leur ami, qu'il connaît à fond leurs besoins et qu'il est en meilleure position que le chef de l'opposition pour régler leurs problèmes.

L'Union nationale aurait sauvé la province et l'agriculture par le crédit agricole! Le chef de l'ancien gouvernement a beaucoup exagéré l'importance de son crédit agricole. Il y a 160,000 cultivateurs dans la province de Québec; le chef de l'opposition a dit que seulement 12,000 ont pu emprunter de l'Office du crédit agricole. Il y a une légère exagération dans ses paroles.

Mais, en admettant qu'il y a eu 12,000 emprunteurs, il faudrait, si l'on veut parler des services rendus à la classe agricole, déduire les sous-ministres, comme M. Albert Rioux, les maîtres de poste, les avocats, les agents d'assurances et les amis de l'Union nationale qui ne cultivaient pas autre chose que la faveur du gouvernement, qui ont emprunté du crédit rural. Il y a même des amis de l'Union nationale qui ont emprunté de l'argent à 2 % et 2½ % du gouvernement, pour prêter ensuite le même montant à 6 % à d'autres. Il y en a de ces gens!

(Applaudissements)

Je sais que le crédit agricole provincial a rendu des services à certains cultivateurs et qu'il est appelé à rendre d'autres services, et personne plus que moi n'est en faveur du crédit agricole, personne plus que moi ne croit en sa nécessité. Mais je n'ai

pas toujours été du même avis que nos amis d'en face sur le mode d'établissement de ce crédit. Parce que je diffèrais d'opinion sur le mode de crédit - et je n'ai pas encore les mêmes opinions que le chef de l'opposition -, on a essayé de faire croire à la population que j'étais contre le crédit agricole, que je ne voulais pas que les cultivateurs obtiennent du crédit, et que j'étais leur ennemi.

Je crois que personne plus que moi n'est attaché à la classe agricole. Je crois que ma province sait que j'aime la terre et que cet amour est naturel pour moi, étant fils de cultivateur. Je suis fils de cultivateur et, Dieu merci, d'un bon cultivateur! Je suis cultivateur moi-même, mais moins bon que lui¹⁴...

(Applaudissements)

... et, comme cultivateur, j'ai bénéficié du crédit agricole fédéral pour l'amélioration de ma ferme à Frelighsburg. Pas pour le plaisir d'emprunter, mais parce que j'en avais besoin.

En 1936, nous proposons à nos cultivateurs d'améliorer pour eux le système fédéral. Seulement, au lieu d'établir deux systèmes parallèles de crédit agricole, nous avons cru, nous, qu'il serait préférable d'améliorer le système fédéral à long terme, et de le compléter par un crédit à court terme. C'est ce dont ils ont le plus besoin. C'est d'un crédit à court terme que 80 % des cultivateurs ont besoin un jour ou l'autre, de petits prêts de \$50 à \$300 pour acheter des grains de semence, des engrais chimiques, ou pour remplacer un cheval, pour l'achat ou la réparation de pièces de machinerie, pour des bâtiments ou des cultures. Voilà ce que le gouvernement d'Union nationale n'a pas compris.

Et il y a une foule d'emprunteurs qui ont engagé leurs terres pour 40 ans, engagé l'avenir de leurs fils, et même endetté leur famille pour trois générations, alors qu'en réalité ils auraient pu éviter tout cela s'ils avaient pu bénéficier d'un crédit à court terme. Ils n'auraient pas eu besoin de gros emprunts s'ils avaient pu obtenir un peu d'argent quand ils en avaient besoin. Nous avons préconisé un système de crédit à court terme, et nous allons l'établir pour l'avantage de ceux qui n'ont besoin que de \$50, \$75, \$80, \$100 ou \$150. Nous allons l'établir parce que notre façon de tenir nos promesses n'est pas tout à fait équivalente à celle expérimentée depuis trois ans. De petits prêts à court terme, nous en avons promis. Les cultivateurs les auront. Nous, nous tenons nos promesses. Nous ne sommes pas des unionistes.

L'ancien gouvernement a négligé l'agriculture dans presque tous les domaines. Jamais elle n'a été

autant, qu'au cours de ces trois ans, sacrifiée à la politiciaillerie. Sous le régime précédent, la classe agricole a été abandonnée à une bande d'agents électoraux et d'exploiteurs. Les élections devaient être honnêtes. S'il y a des députés dans l'opposition, ils peuvent dire qu'ils ont tout fait pour ne pas être battus. On avait promis de garder tous les employés honnêtes. Or, qui a-t-on gardé? Ceux-là qui ont bien voulu se plier au dictat de l'administration et aux fantaisies du gouvernement et aller faire de la cabale en temps d'élections. On a fait en sorte qu'ils se battent entre eux pour qu'ils oublient mieux les défauts de l'administration.

On avait promis une prime sur le beurre et le fromage, en 1936. Qu'est-elle devenue? Je n'ai pas entendu dire qu'on l'ait établie. Rien n'a été fait dans ce sens. La protection particulière promise aux cultivateurs, elle fut si merveilleuse que jamais la classe agricole n'a été plus sacrifiée que sous l'administration de nos amis d'en face. On a laissé aller l'agriculture à la débandade. C'est l'anarchie dans l'agriculture depuis trois ans. Jamais les cultivateurs ne se sont sentis plus isolés, plus abandonnés, plus découragés, alors qu'ils auraient dû être plus prospères que jamais, à cause de l'excellente politique tarifaire du gouvernement fédéral. Et tout cela a été voulu par l'Union nationale qui a semé partout l'anarchie et la discorde. Elle a divisé les cultivateurs, tenté d'élever les unions agricoles les unes contre les autres, et cherché à les soulever contre le reste de la population.

On a semé l'anarchie dans le département de l'Agriculture en multipliant les chefs de service et en supprimant la fonction du directeur qui avait charge de coordonner ces services. Nous avions, au département de l'Agriculture, cinq chefs de service avec à leur tête un directeur des services; nous avons trouvé, en reprenant le pouvoir, 12 chefs de service et aucun directeur à leur tête. Tous les services semblaient avoir la même importance, de sorte que chacun croyait avoir intérêt à faire le plus de dépenses possible, afin de prouver que son service était plus important que les autres. Il n'y avait personne pour coordonner tous les efforts. Voilà pour l'intérieur.

À l'extérieur maintenant. Les cercles agricoles ont été abandonnés. Le gouvernement a même voulu présenter une législation pour les faire disparaître. Devant la fermeté de l'opposition, on a dû reculer à la dernière minute. C'est l'opposition libérale qui a empêché le gouvernement du temps de passer cette loi qui aurait compromis l'existence des cercles agricoles.

Les coopératives? On se vante d'avoir établi des coopératives agricoles. J'en ai une sur les bras à Saint-Joseph-d'Alma, qui a des dettes pour \$100,000 avec un actif réel d'à peine \$20,000. Comment cela s'est-il produit? On a fait acheter à cette coopérative, à prix d'argent, des permis annuels de fabrication au prix de \$20,000 chacun, et pourtant, cela ne valait pas cinq sous. On avait des amis à encourager, des partisans à aider. C'est pour eux, et non pas pour les cultivateurs, qu'on a institué la coopérative contre l'avis même d'un expert du département. On a fait acheter par cette coopérative, à des prix plus élevés que ceux du marché, des outils et de la machinerie. Et cela, pour favoriser des amis du régime.

Le député de Trois-Rivières et chef de l'opposition a eu l'audace de parler de l'industrie du sucre d'érable. "Nous avons donné \$150,000, dit le chef de l'opposition, pour l'industrie du sucre d'érable." Il est vrai que c'est l'Union nationale qui a passé une loi, il y a deux ans, pour aider cette industrie nationale. Mais ce n'est pas le gouvernement d'Union nationale qui a donné ce montant, c'est nous qui l'avons donné. L'ancien gouvernement l'avait promis, mais en deux ans, il n'avait pas réussi à donner un seul sou. Le gouvernement libéral, lui, a déjà commencé à donner cette assistance promise depuis des mois et des mois. La coopérative s'est organisée pour présenter des produits acceptables aux États-Unis, et c'est nous qui donnons les \$150,000. Le gouvernement précédent n'a rien dépensé pour cela, pas un seul centin. Nous avons commencé, nous, à payer et nous allons continuer à payer.

Le chef de l'opposition a parlé des écoles d'agriculture que son gouvernement avait créées ici et là dans la province. Les écoles d'agriculture qu'on a érigées sous l'Union nationale n'étaient pas des institutions viables parce que le gouvernement d'Union nationale ne l'était pas lui-même.

(Rires et applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition parle bien quand il s'agit d'exposer une situation imaginaire, mais il n'agit pas si bien. Le gouvernement d'Union nationale se vante d'avoir fait des choses, mais rien de tout cela n'était payé. Il a donné naissance à beaucoup d'institutions; mais les œuvres dont le chef de l'opposition a parlé sont fondées sur des dettes que le trésorier actuel devra payer. Il n'y a rien de payé sur tout cela. On prétend avoir bâti des écoles d'agriculture? Ce sont des monuments qu'on a bâtis. Ce ne sont pas des écoles d'agriculture comme en désirent les cultivateurs. À Chicoutimi, à Nicolet, on a élevé des édifices qui coûtent de \$40,000 à \$50,000

d'entretien annuellement, et ils servent à 40 ou 50 fils de cultivateurs dans une année.

Nous avons créé, nous, des institutions qui recevaient le même nombre d'élèves et dont l'entretien ne coûtait que \$3,500 à \$4,000 par année. L'ancien gouvernement libéral avait ainsi établi des écoles d'agriculture dont l'entretien annuel pouvait être mieux porté par les contribuables. Ce qui nous intéressait, ce n'était pas d'élever des monuments pour avantager tel ou tel constructeur, ou pour leur faire plaisir, mais d'améliorer l'enseignement agricole; ce qui nous intéressait, c'était d'instruire les fils de cultivateurs, et non pas le profit des contracteurs. Nous continuerons à en établir, des écoles d'agriculture, mais elles ne seront pas des monuments.

Le député de Trois-Rivières a parlé de l'œuvre de l'Union nationale pour les colons! Dans le domaine de la colonisation, on criait constamment: "Des terres libres aux colons libres!" Or, jamais le colon n'a eu plus d'entraves que sous le gouvernement qui nous a précédés, jamais des entraves aussi serrées n'ont été mises à leurs chevilles et à leurs poignets, jamais les colons n'ont été plus sacrifiés que sous l'Union nationale. On spéculait sur la nourriture même des colons, sur leurs secours en subsistance et en argent, sur les outils dont ils avaient besoin. On spéculait sur la construction de leurs camps, sur l'humble toit qu'ils parvenaient de peine et de misère à construire pour abriter leur famille.

Le cri de réprobation et d'indignation contre l'ancien gouvernement a été général dans toutes les colonies. Il avait tout promis sans tenir aucun de ses engagements. Jamais on a autant sacrifié les colons aux marchands de bois et aux puissances d'argent. Toutes les classes les plus humbles leur étaient livrées. L'Union nationale a sacrifié les colons aux mêmes marchands de bois et trusts que le chef de l'opposition criait vouloir éliminer. Il a permis aux compagnies de traiter avec les colons comme s'ils étaient leurs esclaves.

Notre programme législatif aura comme bases l'agriculture et la colonisation, deux domaines que nous voulons séparer. Nous avons l'intention d'administrer ces deux départements fondamentaux du mieux que nous le pouvons. C'est l'agriculture qui nous permettra de nourrir notre population, de combattre le chômage, de garder nos gens sur la terre, d'équilibrer les proportions de notre population de façon adéquate et de faire le plus grand bien pour nous-mêmes, notre province, notre pays et nos Alliés dans le conflit actuel.

On devait mater les puissances d'argent. Je voudrais avoir été, pendant toute ma vie, maté avec la même douceur qu'a mise le gouvernement de l'Union nationale pour mater les trusts. Jamais les puissances d'argent n'ont été tant choyées que sous l'administration de nos amis. Jamais elles n'ont été plus puissantes et plus fortes contre les classes de la société. Le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas peur des puissances d'argent! Je pense bien! Il ne peut pas, il n'a pas besoin d'en avoir peur. Il était en bons termes avec elles. Chaque fois qu'il a rencontré leurs représentants, c'était pour leur demander de l'argent pour sa caisse électorale et leur accorder des faveurs. On s'adressait toujours à elles pour obtenir des fonds électoraux en temps d'élections. Le premier ministre précédent s'intéressait aux compagnies et aux puissances d'argent seulement si elles contribuaient à sa caisse électorale, ce qui explique que certaines pouvaient violer les lois et les règlements à leur guise, tandis que d'autres étaient traînées en justice pour n'importe quel prétexte.

Jamais les trusts ne se sont sentis aussi forts que sous le gouvernement précédent. S'il était l'ami des puissances d'argent, par contre, le capital sain et honnête s'est toujours senti inquiet, sous l'Union nationale. On se vante d'avoir établi la Commission des salaires raisonnables. Un industriel, on le sait, ne peut pas faire vivre une industrie s'il ne peut établir d'abord de façon sûre son prix de revient. La Commission des salaires raisonnables changeait de semaine en semaine les échelles de salaires par des ordonnances échevelées. L'industrie était toute perplexe, et, de semaine en semaine, le gouvernement a provoqué des désertions d'industries au profit de l'Ontario.

On décourageait même l'effort d'autres industries qui voulaient s'établir ici. Sous le gouvernement précédent, des industries refusaient de venir s'installer au Québec en raison des conditions instables provoquées par des lois et règlements abominables. On a ainsi empêché une foule d'industries de s'établir chez nous. La situation change.

J'ai le plaisir d'annoncer à cette Chambre et à la province que, dans le courant de la semaine prochaine, on commencera dans la province l'installation d'une usine très importante. Il s'agit d'une industrie dont la valeur finira par atteindre l'énorme capital de \$100,000,000. Cette industrie vient dans Québec parce qu'il y a quelque chose de changé dans notre province.

(Applaudissements à droite)

Nous aurons encore, au cours de l'été et peut-être l'an prochain, l'établissement d'autres

industries. Nous les établirons pour seconder les efforts de nos cultivateurs et ouvrir des marchés nouveaux. Le gouvernement entend, par exemple, favoriser la création d'industries nouvelles pour l'exploitation de la betterave à sucre. Nous avons fait en ce domaine des expériences concluantes. L'administration de l'Union nationale, elle, a fait promener en Europe, pendant plusieurs mois, je ne sais plus quel député pour étudier ce problème et conclure finalement qu'il était impossible de cultiver la betterave à sucre en notre province. Un rapport a été fait pour annoncer que cette industrie ne devait pas être établie ici. Nous l'établirons.

Nous voulons agrandir l'industrie du lin et en faire bénéficier les cultivateurs. Le gouvernement va donc faire tout son possible pour la classe agricole. Nous établirons des industries qui aideront les cultivateurs et qui sont connexes à l'agriculture. Quand je parle d'agriculture, je n'ai pas le chatouillement particulier des lèvres que l'ancien premier ministre semble avoir quand il parle d'œuvres nationales. Mais c'est plus profond que cela et plus affectif aussi. C'est que mon désir de leur être utile est ancré plus profondément. Ils peuvent être certains de trouver en notre gouvernement une sympathie intelligente et une assistance efficace.

Nous comprenons le rôle du cultivateur. Il a celui de nourrir la population; mais au point de vue économique, il a un rôle encore plus grand à remplir: celui de maintenir l'équilibre entre les populations rurales et urbaines. Il a aussi le rôle de protéger notre province contre les idées subversives. Car c'est grâce à l'agriculture que nous pourrions remédier au chômage dans un effort sincère, et que nous garderons nos gens exempts des idées subversives. L'établissement de l'agriculture sur des bases solides, c'est encore cela qui protégera mieux que n'importe quelle loi la province contre le communisme et nombre d'autres mesures dont le chef de l'opposition s'est bien trop vanté.

Je n'ai pas peur, moi, du communisme ni des idées athées ou nazistes, ni de toutes ces théories étrangères à nos traditions et à notre mentalité. J'ai voyagé par toute la province, comme chef du Parti libéral, sans me faire accompagner par un policier. Les gens de notre province ont assez de jugement et d'expérience pour savoir où est le vrai patriotisme. Elle vient d'avoir une expérience assez douloureuse pour elle pour savoir ce que c'est que l'hypocrisie nationale.

Le chef de l'opposition veut savoir quelle sera notre politique de chômage. Le gouvernement veut aider et soutenir ceux qui ont besoin d'être

soutenus, ceux qui sont dans le besoin. À leur demande et pour satisfaire leur fierté naturelle, leur légitime fierté de citoyens libres, il donnera du travail aux chômeurs. Nous ferons en sorte de trouver du travail à ceux qui veulent sincèrement gagner leur pain et donner l'exemple du travail à leur fils. Le gouvernement actuel dépensera certes de l'argent, mais ce ne sera pas avec des stades de \$5,000,000, des jardins botaniques et des centres sportifs de \$11,000,000, en face de maisons construites de la même pierre.

Il y a plusieurs travaux utiles que nous pouvons faire accomplir, dans la province, en faisant collaborer diverses classes de la société. Le travail que feront nos gens, ils s'en acquitteront avec plaisir, et ils seront contents de gagner leur vie avec leur cerveau et leurs bras. Pour ma part, je favorise l'emploi de chômeurs pour les travaux de colonisation, de routes ou autres ouvrages utiles. Ce que veulent les chômeurs n'est pas de la charité, mais du travail. Ils en auront.

Le chef de l'opposition a parlé du Jardin botanique, de l'Université de Montréal, de la question des biens de Saint-Sulpice. Voyons un peu ce que l'ancien gouvernement a fait. L'Union nationale a dépensé des millions pour un jardin botanique et un centre sportif, alors qu'elle aurait pu facilement régler un problème national: celui de l'Université de Montréal. Elle s'est aussi vantée d'avoir réglé ce problème des Sulpiciens et de l'Université. Mais, ce fut la proposition de M. Taschereau et la nôtre, dans le temps éphémère que nous avons passé à l'administration de l'époque. Quand nous avons quitté le pouvoir, nous avions un projet pour régler ces problèmes en plaçant à la direction de l'Université de Montréal les Sulpiciens qui lui avaient donné la vie de leur communauté. Nous avons applaudi à la loi des Sulpiciens, mais nous aurions applaudi des deux mains si cette loi avait réglé à la fois le problème des Sulpiciens et de l'Université.

Il n'aurait fallu que \$3,000,000 de plus. Au lieu de cela, on a laissé faire l'Université et l'on a placé quelques fougères dans un terrain qu'on appelle "Jardin botanique", jardin érigé au coût de \$11,000,000. Le problème des Sulpiciens a été solutionné d'une façon convenable et il devait être solutionné. Cependant si, en 1936, nous avions été reportés au pouvoir, nous aurions solutionné les deux problèmes d'un seul coup avec \$2,000,000 en moins. Le public est prêt à faire quelque chose pour l'Université de Montréal. Mais il faut que le gouvernement commence par consolider les bases de

cette entreprise. Le gouvernement de l'Union nationale avait déjà ce devoir impérieux de consolider les œuvres de l'éducation.

Les œuvres utiles à entreprendre dans la province avec l'argent des secours au chômage sont innombrables. Nous ne ferons pas comme on fait à Trois-Rivières où, depuis 10 ans, il y a des écuries somptueuses qui servent à loger, dans le luxe, pendant une brève période de l'année, des chevaux de course. Au lieu de cela, le gouvernement aurait pu dépenser quelque argent pour faire mettre des vitres dans les fenêtres qui n'en ont pas. Il aurait pu faire ouvrir d'autres fenêtres pour que la tuberculose ne vienne pas miner notre peuple. L'argent de la province eût été mieux dépensé s'il avait été appliqué à des travaux de drainage, à l'agriculture, à la colonisation, à l'éducation et à lutter contre la tuberculose. L'Union nationale a fait quelques œuvres utiles, mais que d'œuvres négligées!

Au point de vue de l'éducation, le gouvernement a l'intention de faire les réformes dont on vient de voir l'essentiel dans le discours du trône. Le chef de l'opposition se vante d'avoir fait élever le salaire de l'institutrice rurale, en lui donnant \$300. Ceux qui ne sont pas au courant le croient. Les autres ne le croient pas.

(Rires et applaudissements à droite)

C'est nous qui avons imposé les salaires minima de \$300 pour les institutrices. C'est nous qui avons fait passer l'arrêté ministériel nécessaire. Le gouvernement précédent avait présenté une belle loi, pour donner au premier ministre l'occasion de faire un beau discours, mais il a oublié l'arrêté ministériel nécessaire pour appliquer la loi. Et je suis particulièrement heureux que ce soit mon gouvernement qui l'ait fait.

Je suis peut-être le premier des députés de cette Chambre qui ait réclamé en faveur des institutrices. Dès 1929, alors que j'avais l'honneur d'être le proposeur de l'adresse en réponse au discours du trône, je suggérais des salaires plus adéquats. Je réclamaï pour nos institutrices des conditions plus humaines et de meilleurs salaires que ceux des servantes. Je remercie la province d'avoir pu réaliser cette œuvre.

Nous allons voir au fonds de pension des institutrices et des instituteurs. Ils avaient autrefois un fonds de pension. Par la faute de personne en particulier, je le pense bien, les conditions n'en sont pas humaines. Nous verrons à le rétablir convenablement. Leur fonds de pension sera donc restauré et on verra à mettre de l'ordre et de la justice en ce domaine.

J'entendais tout à l'heure le chef de l'ancien gouvernement parler des bûcherons et de leur salaire. Il a commis deux erreurs en discutant cette question: la première, en disant que son gouvernement a passé la première législation pour venir en aide aux bûcherons, et la seconde, en disant que le sort de cette classe de travailleurs a été amélioré. C'est nous qui avons passé la première législation pour déterminer des salaires convenables.

Jamais les bûcherons n'ont été plus abandonnés à eux-mêmes que sous le régime de l'Union nationale. On a passé une législation pour augmenter le salaire des bûcherons sur le papier, mais on changeait le mesurage du bois pour permettre aux compagnies de jouer sur les heures de travail. Il arrivait que le bûcheron, au lieu de gagner \$37.50 comme sous le régime libéral, ou \$45 comme le lui avait promis l'Union nationale, avait peine à gagner \$25 par mois. Les compagnies elles-mêmes, selon qu'elles étaient amies ou considérées comme ennemies du gouvernement, étaient sujettes à des mesures arbitraires, tracassières.

Le traitement différait selon les compagnies, et, suivant qu'elles étaient ou non amies du gouvernement, elles devaient payer un semblant de minimum. Après qu'on eut aboli la Commission des bûcherons, ceux-ci ont été exploités de toutes les façons possibles. Le prix du bois a monté, mais les bûcherons n'ont pas été payés plus cher.

Je m'arrête, nous aurons l'occasion de revenir sur les diverses questions soulevées par le chef de l'opposition. J'aurais voulu vous exposer les grandes lignes de mon programme.

Le gouvernement libéral se propose de donner à la province une administration humaine. Nous nous occuperons d'une façon toute spéciale de l'agriculture et de la colonisation. Le gouvernement séparera le domaine de la colonisation de celui de l'agriculture. Cultivateurs et colons peuvent être assurés que leur sort est entre bonnes mains. Nous voulons encourager les colons par des primes pour la culture de leurs terres. Pour les cultivateurs, nous allons trouver des débouchés commerciaux, nous organiserons des marchés. L'Union nationale a fermé les agences commerciales étrangères. Nous allons les rouvrir et en créer des nouvelles. Nous rétablirons les marchés à l'étranger. Nous avons même créé un service des marchés au ministère de l'Agriculture pour stimuler la vente des produits dans la province.

Chacun des ministres aura le soin d'exposer le programme de chaque département. Nous avons accepté la responsabilité du gouvernement et nous nous efforcerons d'être dignes de la confiance qu'on

a mise en nous. Le gouvernement n'écouterait pas la voix de la démagogie facile. Il suivra sans cesse la ligne droite sans électoralisme. Nous ne chercherons pas à attaquer inutilement nos adversaires. Nous voulons nous mettre sérieusement au travail et donner à toutes les classes de la société la somme de justice à laquelle elles ont droit. Pour chacune d'elles, le gouvernement essaiera d'être juste. À chacun, il cherchera à donner ce à quoi il a droit.

À propos de la question ouvrière, c'est l'intention de notre gouvernement de développer dans la mesure du possible la loi libérale des contrats collectifs. Le gouvernement les encouragera pour que les ouvriers soient égaux avec leurs patrons dans la discussion. La relation concordante entre les contrats collectifs et les salaires minima fut complètement ignorée par l'ancien premier ministre. Ce dernier n'a pas su faire la distinction entre salaire minimum et salaire raisonnable. Le salaire raisonnable était donc inapplicable. On savait que la loi était inapplicable. On l'a passée quand même, dans l'espoir de diviser les ouvriers, comme on avait espéré diviser les cultivateurs.

Je (l'honorable M. Godbout) demande l'autorisation de la Chambre, dit-il, pour continuer quelques minutes après 6 heures.

Nous allons donc adopter une loi du salaire minimum. Avec l'Office des salaires raisonnables, l'ancien gouvernement a empêché les ouvriers de s'unir. Nous allons donner aux ouvriers la justice à laquelle ils ont droit. Le gouvernement libéral protégera le capital sain, d'où qu'il vienne. Il ne fera pas payer proportionnellement une compagnie plus que d'autres.

Le premier ministre, défait en octobre dernier, serait bien en peine de justifier et d'expliquer pourquoi, par non pas des législations mais de simples caprices, il a fait payer des compagnies plus que d'autres. Pourquoi pas une taxe répartie sur tous, légalement? Le premier ministre du temps ne frappait pas certaines compagnies de législation particulière, il les frappait d'un caprice particulier. Il imposait des surtaxes à Montréal contre la Montreal Light Heat & Power, la Bell Telephone et la Montreal Tramways. Le gouvernement ne frappera pas une compagnie momentanément impopulaire. Je ne veux pas entrer dans plus de détails. Nous aurons l'occasion de nous reprendre.

Mon libéralisme ne consiste pas à servir un parti politique. Je souhaite que, sur le sol du Québec, tous les citoyens qui ont des pensées généreuses susceptibles de servir le bien commun aient le droit de les exprimer. Je veux que tous les citoyens

capables d'initiatives heureuses, propres à faire progresser la province, puissent les lancer sans que le gouvernement n'intervienne. Nul ne saurait agir, efficacement sans liberté, sans soutien, sans encouragement. Notre libéralisme ne réclame pas la liberté du mal, mais la liberté du bien.

Dans le domaine international, nous devrions rendre justice à tous. Nous devrions penser à l'après-guerre, aux difficultés qu'il présentera dans les domaines économique et social, parce que les suites du conflit seront terribles¹⁵.

Nous, nous sommes ici pour administrer. Nous aurons le courage de nos décisions. Parfois, il faudra entreprendre des initiatives qui ne seront pas populaires à première vue. Ce n'est pas toujours populaire de bien administrer, mais nous allons nous y efforcer. Certaines lois ne sont pas populaires, particulièrement celles que l'on inscrit dans les Statuts en vue de l'avenir. De telles lois ne viennent pas en aide à un parti politique au début, mais il est de l'intention du gouvernement, néanmoins, d'adopter des législations pour l'avenir dans tous les domaines et de le faire sans broncher. Sans forfanterie, nous donnerons au peuple de cette province des lois justes et saines, et nous justifierons la confiance qu'il a bien voulu placer en nous. Nous agirons toujours sans faiblesse et avec courage.

(Applaudissements à droite)¹⁶

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que le débat soit de nouveau ajourné.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépendé</i>	<i>Non dépendé</i>
1.	Travaux publics:			
	Amélioration des ponts publics (O.C. no 2016, du 13 septembre 1939)	\$ 50,000.00	\$ 29,382.60	\$ 20,617.40
2.	Colonisation:			
	<i>Chemins de colonisation :</i>			
	Pour remplacer les secours directs par des travaux remédiateurs, utiles et nécessaires (O.C. no 2177, du 23 septembre 1939)	300,000.00	167,587.72	132,412.28
3.	Colonisation:			
	<i>Dépenses de capital :</i>			
	Pour construction et réparation de certains ponts situés dans le comté de Papineau (O.C. no 2157, du 23 septembre 1939)	40,000.00	3,964.75	36,035.25
4.	Colonisation:			
	Primes de défrichement, de labour et d'ensemencement (O.C. no 3050, du 23 décembre 1939)	350,000.00	199,949.69	150,050.31
5.	Travaux publics:			
	Dépenses de voyage (O.C. no 3191, du 26 décembre 1939)	15,000.00	3,511.53	11,488.47
6.	Terres et Forêts:			
	Extinction des incendies forestiers (O.C. no 209, du 17 janvier 1940)	50,000.00	43,352.10	6,647.90
7.	Instruction publique:			
	Pour payer le salaire des institutrices dans les nouvelles régions de colonisation (O.C. no 210, du 17 janvier 1940)	130,000.00	.....	130,000.00
8.	Terres et Forêts:			
	Pépinère de Berthier:			
	entretien.....	8,200.00	.....	8,200.00
	Entomologie (O.C. no 579, du 12 février 1940)	3,800.00	.....	3,800.00

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21, des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
9.	Travaux publics:			
	Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature, etc.	\$ 27,000.00	.....	\$ 27,000.00
	Bureaux du gouvernement, Montréal: entretien et réparation	25,000.00	.....	25,000.00
	Ponts-routes - Octrois.....	44,000.00	.....	44,000.00
	Ponts-routes - Divers.....	19,000.00	.....	19,000.00
	Ponts-routes - Construction de ponts	290,000.00	.....	290,000.00
	(O.C. no 578, du 12 février 1940)			
		\$ 1,352,000.00	\$ 447,748.39	\$ 904,251.61

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

L'auditeur de la province,
Edgar Vézina

Québec, le 22 février 1940

(Document de la session no 9)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement jusqu'à trois heures demain.

La séance est levée vers 6 h 30.

NOTES

1. M. Camillien Houde, maire de Montréal et député indépendant de Montréal-Sainte-Marie, assiste pour la première fois cette session à une séance de l'Assemblée, rapporte *Le Canada* du 28 février 1940, à la page 1. Les journaux précisent qu'une foule nombreuse occupait les galeries et les corridors du parlement. Plusieurs anciens députés unionistes, défaits aux élections de 1939, étaient présents. On lit dans *Le Bien Public* (Trois-Rivières) du 29 février 1940, à la page 2, que l'affluence était telle que plusieurs personnes n'ont pu trouver place dans les tribunes. Un journaliste japonais, de passage à Québec, assiste à cette séance. M. Ichitaro Takata est correspondant pour le Mainichi d'Osaka et pour le *Nichi-Ninichi* de Tokyo. Selon *L'Illustration*

nouvelle du 28 février 1940, à la page 3, il s'est dit enchanté de son passage au Québec.

2. Le journaliste Willie Chevalier, chroniqueur du *Soleil*, note dans l'édition du 28 février 1940, à la page 12, que, pendant leurs discours, le chef de l'opposition comme le premier ministre ont fait des lapsus d'habitude. M. Duplessis en parlant souvent du "gouvernement actuel", pour parler de son mandat au pouvoir, et de "l'ancien régime", pour parler du "gouvernement libéral" d'avant 1936. Par la même force de l'habitude, M. Godbout a souvent - une bonne dizaine de fois selon certaines sources - désigné le chef de l'opposition en l'appelant le premier ministre.

3. Selon *Le Canada* du 28 février 1940, à la page 8, ce montant est de \$34,625,064.41.

4. D'après *Le Soleil* du 28 février 1940, à la page 12 et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 4, le premier ministre aurait répondu: "Les deux."

5. \$40,000,000, selon *Le Devoir* du 28 février 1940, à la page 7.

6. \$77,000,000, selon *Le Devoir* du 28 février 1940, à la page 7, et *La Patrie* du même jour, à la page 6.

7. Le chroniqueur de *The Gazette* du 29 février 1940, à la page 1, écrit que les interruptions de

M. Mathewson soulevaient les applaudissements de ses collègues du cabinet, en particulier ceux de M. T.-D. Bouchard qui attendait manifestement la chance d'intervenir lui-même.

8. \$136,000,000, selon *Le Devoir* du 28 février 1940, à la page 7.

9. \$209,867,000, selon *L'Événement* du 28 février 1940, à la page 4.

10. Le discours du chef de l'opposition a duré 1 h 15, selon *Le Droit* du 28 février, à la page 5.

11. Mme Patenaude est décédée quelques jours plus tôt.

12. La critique du premier ministre porte d'autant plus que plusieurs des ténors de l'ancien gouvernement sont présents dans les tribunes.

13. \$443,000,000, selon *La Presse* du 28 février 1940, à la page 13.

14. M. Eugène Godbout, père du premier ministre, était présent dans la galerie des invités du gouvernement, accompagné par M. Émery Phaneuf, de la Commission de révision des Statuts.

15. *Le Canada français* du 29 février 1940, à la page 20, inclut ces deux derniers passages au discours en Chambre du premier ministre. *Le Droit* du 28 février 1940, à la page 1, rapporte que ces phrases auraient été prononcées le 27 février, mais lors d'un banquet au Château Frontenac, organisé par la Jeunesse libérale de Québec-Centre en l'honneur du député Willie Morin. Il n'est cependant pas impossible qu'il ait tenu les mêmes propos à l'occasion de ces deux discours, prononcés le même jour.

16. *The Gazette* du 28 février 1940, à la page 1, décrit avec détails la véritable ovation que les députés ministériels ont réservée au premier ministre. "Les pupitres ont claqué pendant plus de cinq minutes. C'était véritablement le "jour Godbout", une sorte d'apothéose qui effaçait la sombre défaite libérale de 1936", écrit le journaliste. *Le Droit* du même jour, à la page 5, précise que le discours a duré 1 h 15.

Séance du mercredi 28 février 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et de la Caisse de Remboursement, demandant l'adoption d'une loi les concernant (M. Boucher);
- du conseil du village de Valcourt, demandant l'adoption d'une loi concernant ledit village (M. Bullock);
- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);
- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges de Montréal, demandant l'adoption d'une loi relative à ladite paroisse (M. Gauthier);
- de M. Andrew Tolhurst et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal (M. Dumaine).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du conseil de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte et lui annexant un certain territoire et pour autres fins (M. Allard);
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement relatif à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies (M. Beaulac);
- du révérend père Alphonse Lanoie et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls (M. Beaulac);
- de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Boucher);
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Comeau);

- de Georges-Alphonse Daviault et J.-Avila Boivin, demandant l'adoption d'une loi facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault, et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault (M. Dumaine);

- de M. Jacques Jolin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Delagrave);

- de l'Association des constructeurs de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);

- de Mgr Eugène Laflamme et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec (M. Delagrave);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite Commission (M. Francoeur, Montréal-Mercier);

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Frégeau);

- de Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal (M. Gauthier);

- de l'Association des boulangers et pâtisseries de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie (M. Gauthier);

- de la municipalité scolaire de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution concernant ladite commission et la déclarant valide, légale et obligatoire (M. Guibord);

- de demoiselle Marie-Ernestine Frappier, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry (M. Hartt);

- de "The Trustees for the Parish of St. Malachy", demandant l'adoption d'une loi modifiant leurs pouvoirs (M. Hyde);

- de la ville de Victoriaville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Houde, Mégantic);

- de Joseph-R. Goyette et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil (M. Joyal);

- de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland);
- de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (A.C.J.C.), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Potvin);
- de Albert Lagnado, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat (M. Casgrain, Gaspé-Nord);
- de la corporation municipale de Saint-Simon de Drummond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de Saint-Simon de Drummond, comté de Drummond (M. Rajotte);
- de L'Action Sociale Catholique, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave).

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 27 février courant, sur la motion proposée mercredi le 21 février courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, je suis heureux de me joindre à ceux qui m'ont précédé dans ce débat pour vous féliciter de votre accession au fauteuil présidentiel. Vous y avez été précédé d'une belle réputation au Barreau, une réputation de tact et de sagesse, et vous vous y êtes créé de solides amitiés. Je sais qu'au besoin vous saurez vous constituer le défenseur de la minorité parlementaire.

Je goûtais hier les paroles de l'honorable premier ministre qui affirmait, dans son discours, que les minorités avaient le droit d'être entendues. Il a réclamé la liberté de parole, mais avec une sévère

observance des règlements. Il vous a demandé d'agir avec sévérité lorsque ce sera nécessaire et vous a assuré que les députés oppositionnistes auraient toute la liberté de parole voulue.

Je suis surpris, car cette dernière déclaration cadre bien mal avec ce qui se passait aux dernières élections. Il y a à peine trois mois, nous avons voulu dire au peuple ce que nous avions fait pour lui et la censure de ses amis d'Ottawa a voulu nous en empêcher. Il nous fallait soumettre nos discours à la censure, lorsque nous parlions à la radio.

On a bâillonné le premier ministre et les orateurs de l'Union nationale, et la censure, appliquée et dirigée par M. Ernest Lapointe, a servi à étouffer ses adversaires et ceux de M. Godbout. J'espère qu'on ne nous l'appliquera pas en cette Chambre et qu'ici la censure n'aura pas le droit de cité.

Il félicite le proposeur de l'adresse, auquel il conseille de travailler pour que ses succès ne soient pas éphémères, et le secondeur, un avocat éminent. Il rend aussi hommage au greffier de la Chambre, qui vient de célébrer son anniversaire de naissance. Il rend du coup hommage aux grands fonctionnaires qui font un travail obscur mais efficace. Cela vaut naturellement à M. Geoffrion, dit-il, des applaudissements unanimes.

Il s'unit également au premier ministre et au chef de l'opposition pour présenter ses meilleurs vœux à Son Éminence le cardinal Villeneuve qui fut nommé légat papal. Il est aussi heureux de la nomination de Messieurs Vachon et Douville comme évêques.

Il fait l'éloge de Lord Tweedsmuir. Nulle part ailleurs que dans Québec au Canada, dit-il, la mort de Lord Tweedsmuir n'est plus regrettée. Ses paroles énergiques contre les ultra-impérialistes et son canadianisme devraient faire rougir de honte certains prêcheurs de l'unité nationale, ceux qui en parlent constamment et qui travaillent à la détruire sur le tombeau de la nationalité canadienne-française.

Hommage ensuite à l'ancien lieutenant-gouverneur et à madame Patenaude et à leurs successeurs à Spencer Wood, Sir Eugène et Lady Fiset. Comme député du Bas-Saint-Laurent, je suis heureux, dit-il, qu'un citoyen de la région, ancien député de comté voisin du mien, ait été appelé à de si grands honneurs. C'est la première fois qu'un fils du Bas-Saint-Laurent occupe la charge de premier citoyen de cette province.

L'honorable premier ministre, dit-il, est aussi un homme du Bas-Saint-Laurent. Sainte-Anne-de-la-Pocatière est notre *Alma Mater* à tous deux. J'espère que le premier ministre et le député de Rivière-du-

Loup (l'honorable M. Casgrain), dont le sourire est irrésistible, encourageront l'École supérieure des pêcheries, l'œuvre que l'Union nationale a fondée à Sainte-Anne, et qu'ils en augmenteront les subsides.

Au cours de la séance d'hier, j'ai écouté la voix douce et insinuante de l'honorable premier ministre (l'honorable M. Godbout) accuser l'Union nationale d'avoir commis des violences de langage dans la dernière campagne électorale. J'écoutais ses phrases suaves et onctueuses, mais plus la voix du premier ministre prend la douceur du miel, plus il est dangereux, et plus il fait accroc à la vérité. Il nous a parlé de la nécessité de maintenir les droits des députés et de la liberté de parole. Il a parlé de façon édifiante et pénétrée de la dignité de la Chambre, de la gentilhommérie entre hommes publics. Puis il s'est indigné de la "façon honteuse" dont, à son avis, le parti de l'Union nationale aurait fait les élections et, surtout, il a insisté sur le manque de distinction qui aurait caractérisé les délibérations de la Chambre au temps de l'Union nationale.

Quand je l'entendais, je me disais qu'il avait certainement oublié la façon avec laquelle il a traité ses adversaires lors de l'élection. Durant la dernière campagne, lui, aujourd'hui premier ministre qui réclame la distinction, la politesse, etc., a employé des termes méprisants à l'égard de ses adversaires. D'après *Le Soleil* du 30 octobre, il a dit: "Nous serons énergiques au cours de la présente campagne. Pour débarrasser la province, nous ferons connaître sous son vrai jour l'administration de bandits et de voleurs qu'est le gouvernement de l'Union nationale..."

Une voix à droite: C'est vrai!
(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane): Ces applaudissements sont un indice de la sincérité de ces gens qui veulent faire un endroit digne de la seule Législature française en Amérique. Lorsque nous parlons de bandits, le cœur de nos adversaires bondit. Je ne répéterai pas en cette Chambre les paroles prononcées par le premier ministre actuel contre son jeune adversaire, l'honorable M. Bilodeau dans le comté de L'Islet, parce que je ferais rougir davantage le chef du gouvernement. "Bandits", "voleurs", "scélérats": voilà les expressions dont se servaient nos adversaires. Voilà la courtoisie du nouveau premier ministre et ce que veulent dire ses leçons de dignité.

J'espère que les enfants de ceux qui nous ont ainsi traités ne souffriront pas comme les nôtres ont souffert pendant cette campagne.

(Murmures de désapprobation à droite)

On m'a accusé personnellement d'avoir détourné de l'argent voté par la Législature et destiné aux pêcheurs de la Gaspésie. Eh bien, j'invite le premier ministre, qui est actuellement entouré de ses collègues, à convoquer un comité des comptes publics ou, mieux encore, à nommer deux juges de la Cour supérieure pour faire une commission royale d'enquête, comme il l'a promis. Et, s'il est prouvé que j'ai détourné un seul sou noir destiné aux pêcheurs, je démissionnerai comme député de Matane.

Récemment, le premier ministre était l'hôte de son *Alma Mater*, le Séminaire de Rimouski. À cette occasion, un journal du Bas-du-Fleuve a publié le portrait du premier ministre alors qu'il portait la soutane. Je me disais que ce ne fut certainement pas là qu'il a puisé son vocabulaire. J'espère qu'il n'a pas appris au Séminaire à parler de "voleurs, bandits et scélérats". Avec sa voix sympathique, le premier ministre me rappelle Talleyrand. J'espère que son maître, M. Ernest Lapointe, ne dira jamais de lui ce que Napoléon disait de son ministre.

Le premier ministre a fait allusion à certains détails de notre administration. Entre autres choses, il a déclaré que le prêt agricole n'avait pas rendu les services que l'on en espérait. Je regrette que le chef du gouvernement n'ait pas reconnu que le crédit agricole a beaucoup aidé l'agriculture. Avant l'institution du crédit agricole, les cultivateurs ne pouvaient plus emprunter aux banques; le crédit était immobilisé par le moratoire, des millions et des millions de capitaux étaient gelés chez les emprunteurs incapables de rembourser, et le taux d'intérêt restait très élevé. Je dis que le prêt agricole a sauvé non seulement la classe des cultivateurs, mais aussi les fondements sociaux.

Lorsque l'honorable M. Duplessis fit appel aux banques pour obtenir les \$15,000,000 nécessaires au prêt agricole et qui venaient d'être votés par les Chambres, on lui répondit d'abord: "Croyez-vous que les cultivateurs rembourseront?" Les banques craignaient que les cultivateurs ne remboursent pas le crédit agricole. Eh bien, au 1^{er} septembre 1939, sur 14,996 cultivateurs qui ont emprunté \$38,000,000, il n'y en avait que huit seulement qui étaient en retard. Alors que les banquiers refusaient de faire confiance à la classe agricole, l'Union nationale lui a accordé ce témoignage et elle n'a pas eu peur de leur avancer. Les faits lui donnent raison. Le crédit agricole a fait baisser le prix de l'argent, libéré des millions, permis l'établissement de milliers de fils de cultivateurs et provoqué dans les régions rurales un mouvement intense de circulation de l'argent.

Le premier ministre a parlé du prêt agricole pour dire que lui-même en avait bénéficié en empruntant au prêt agricole fédéral. Et il a fait allusion au fait que des sous-ministres ont réclamé le prêt agricole. Je ne sais de quel sous-ministre il voulait parler. Je ne puis faire autrement que m'étonner que, l'an dernier, il ait laissé le chef parlementaire de l'opposition (l'honorable M. Bouchard) salir la réputation de l'un de ses collègues en agronomie, M. Rioux. On a reproché à M. Albert Rioux, ancien sous-ministre de l'Agriculture, d'avoir emprunté au crédit agricole. Ce n'est pas lui qui a emprunté, mais la femme de son frère¹. Il n'a donc pas eu de prêt agricole comme l'a laissé entendre le premier ministre. La Commission est intègre...

Des députés ministériels rient.

M. Gagnon (Matane): Je ne sais pas si les libéraux vont rire autant quand je leur dirai que le sous-ministre actuel de l'Agriculture, M. Louis-Philippe Roy, nommé par le nouveau gouvernement, a contracté un emprunt lui-même et a obtenu le crédit agricole provincial. Si c'était mal pour M. Rioux, pourquoi serait-ce mieux pour M. Roy?

En arrivant à l'Agriculture, en 1936, l'honorable M. Dussault n'a pas eu recours aux destitutions comme le premier ministre actuel. Le premier ministre a fait allusion aux douze anciens chefs de service du ministère de l'Agriculture. Ils n'ont pas dû être flattés d'entendre le chef du gouvernement déclarer qu'ils rivalisaient de zèle pour dépenser de l'argent afin de montrer qu'ils faisaient quelque chose. Ce qu'il y a de certain, c'est que le ministre de l'Agriculture les a gardés à son service, et qu'à plusieurs, il a donné des promotions. S'ils sont responsables de la prétendue anarchie qui régnait à l'Agriculture, pourquoi le gouvernement les a-t-il récompensés? S'ils n'étaient pas compétents, pourquoi ont-ils été maintenus en fonction et même promus? C'est une autre preuve de l'insincérité du premier ministre.

Le premier ministre a dénoncé la fondation des écoles d'agriculture de Nicolet, Ville-Marie, Gaspésie et Chicoutimi, en disant qu'elles n'avaient pas été construites pour aider les cultivateurs, mais à gros prix, à coût d'entretien exagéré pour donner des contrats à des marchands de ciment, de briques et de matériaux. Mais ce sont les autorités de Gaspé, de Rimouski, de Nicolet et d'ailleurs qui nous ont demandé ces octrois pour ces écoles. Elles ont été réclamées par des institutions religieuses et construites par elles.

C'est à la demande de Mgr Ross que celle de Gaspé fut établie, et celles de Chicoutimi et de Nicolet ont été fondées à la demande des séminaires de ces villes. Nous n'avons fait que voter l'argent, pour les institutions demandées. Nous n'avons pas donné nous-mêmes les contrats, et ce sont les institutions enseignantes elles-mêmes qui en ont été chargées. Les accusations du premier ministre n'atteignent pas l'Union nationale, mais des membres éminents du clergé. C'est la plus cinglante injure qu'il pouvait lancer à la face du clergé. Le peuple a voté contre nous, mais nous ne mériterons pas le reproche d'avoir craché à la face du clergé.

Le premier ministre a dénoncé l'œuvre du Jardin botanique. Il a dit que l'Union nationale avait dépensé \$11,000,000 pour le Jardin botanique de Montréal, où il n'y aurait que quelques misérables fougères. On ne pouvait manifester à la fois plus d'incompréhension et de mépris pour les droits de Montréal. J'ai été étonné du silence de tous les députés de la région de Montréal, lorsque le premier ministre a attaqué cette œuvre magistrale et si belle. Le premier ministre et les députés de Montréal ont-ils oublié que ce jardin est l'œuvre d'un grand savant canadien-français, un homme éminent, un grand écrivain, un grand botaniste, un grand Canadien: le révérend frère Marie-Victorin?

C'est une insulte grave au frère Marie-Victorin, cet éveilleur d'aurores, ce grand savant honoré par tout de ce que l'Amérique compte de savants et de grands littérateurs. Le Jardin botanique, lorsqu'il sera terminé, constituera non seulement une merveille de notre pays, mais une des merveilles d'Amérique et du monde. Ce sera l'un des plus beaux monuments pour les fêtes du troisième centenaire de la ville de Montréal, un attrait puissant pour le tourisme. À la veille de ces fêtes du tricentenaire de la métropole, il est inconcevable que l'on ne comprenne pas mieux une telle initiative.

Le crime du frère Marie-Victorin est d'avoir trouvé des politiciens patriotes et éclairés qui ont voulu l'aider à édifier une œuvre splendide qui enrichit Montréal. En 1936, le frère Victorin était venu rencontrer le premier ministre Duplessis, pour lui exposer ses projets, et l'ancien chef du gouvernement a tout de suite saisi l'importance d'une telle entreprise. Il a fait venir son ministre du Travail, qui n'était pas un homme de science, mais un modeste ouvrier, désireux de travailler pour sa province.

Le Jardin botanique est aussi l'œuvre de ce modeste ouvrier, l'honorable William Tremblay, collaborateur actif et dévoué du frère Victorin.

L'ancien ministre du Travail a mis à la disposition du frère Marie-Victorin tout son cœur et les ressources nécessaires pour établir ce jardin. On a jeté sans compter la boue sur William Tremblay; il n'est pas d'insultes qu'on ne lui ait jetées. On a pu salir la réputation de ce modeste ouvrier, on a pu le prendre féroce à partie et reprocher à l'ancien ministre du Travail de s'être bâti une modeste maison pour abriter sa femme et ses enfants. Mais, quand les années auront passé, que l'on verra plus nettement et avec moins de passion, on dira que William Tremblay fit une œuvre splendide et ce sera sa gloire. Les députés ministériels jalouseront la gloire de l'ancien ministre du Travail, ce modeste ouvrier, ce modeste boucher...

(Mouvements à droite)

... qui a accompli une belle œuvre et qui a ainsi donné du pain à des milliers de chômeurs. L'ancien ministre du Travail s'est fait l'humble auxiliaire de cette œuvre et a conquis l'admiration des générations futures...

(Bruits parmi les députés ministériels)

... qui le remercieront. On ne pourra toujours pas reprocher à l'ancien ministre d'avoir donné du pain à des milliers de chômeurs!

Des députés ministériels font des réflexions à mi-voix.

M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, certains députés ministériels placés près du député de Matane passent leur temps à parler, à faire du bruit et leurs réflexions à haute voix. Si nos amis de la droite continuent de parler en arrière de l'opposition, qu'on ne soit pas surpris si nous en faisons autant. J'espère, M. l'Orateur, que vous aurez la même tolérance pour nous.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Nous ne parlons pas, nous sourions, nous, tout simplement. On n'interrompt pas, mais on applaudit les grandes et sublimes vérités que débite le député de Matane.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) est hors d'ordre.

M. Gagnon (Matane): Le "salon de la race" n'est pas un endroit où l'on doit laisser aboyer les chiens.

Le rêve du frère Marie-Victorin, réalisé par l'Union nationale, sera l'une des merveilles du pays. Je suis, dit-il, loin d'en vouloir au premier ministre. Je lui souhaite d'avoir un jour son monument dans le

Jardin botanique, et j'espère qu'on y placera des fleurs et de modestes fougères.

Plusieurs ministres du cabinet sont des confrères d'université et du Barreau. Je leur souhaite le plus cordial succès. Plus particulièrement au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), qui cherchait, comme le député de Lotbinière (M. Chaloult), une mystique nationale qu'il croit avoir trouvée. Il parlait de mystique nationale au temps où il était organisateur de l'Union nationale. Il disait que celle-ci avait une mystique nationale et que jamais il ne l'abandonnerait. Puis, après avoir erré dans le désert morne de l'opposition, ballotté par les vents, il a dit que cette mystique, il la trouvait dorénavant dans le Parti libéral. En 1937, il s'est séparé de l'Union nationale parce que, d'après lui, M. Duplessis n'avait pas établi l'Hydro six mois après l'arrivée au pouvoir. Pourtant, dans le discours du trône, je ne vois pas qu'il soit question d'Hydro.

Il n'y a rien dans le présent discours du trône, mais la Régie provinciale est menacée d'être entravée dans son travail, car on a réclamé la démission de trois membres de la Régie de l'électricité: MM. Dubé, Préfontaine et Gingras, nommés par l'Union nationale. Ce sont des hommes de grande expérience. MM. Préfontaine et Dubé sont deux gérants de pouvoirs municipaux municipalisés. Mais on n'a rien demandé aux deux anciens libéraux. Pourquoi veut-on les destituer? Pourquoi veut-on saboter la Régie?

Est-ce parce qu'on a commencé depuis un an une enquête sur les activités de la Montreal Light, Heat & Power? Cette pauvre Montreal Light, Heat & Power, sur laquelle le premier ministre s'apitoyait hier, en accusant le gouvernement Duplessis de lui avoir fait payer une surtaxe injuste à la ville de Montréal. Veut-on arrêter cette enquête? Celle-ci est-elle si gênante? Je demande au gouvernement de conserver dans leur position ces membres de la Régie jusqu'à ce que l'enquête soit terminée et le rapport produit. J'espère qu'on leur laissera au moins finir leur enquête.

On dit que le gouvernement n'a rien fait contre les trusts de l'électricité. (Se tournant vers le ministre d'État, l'honorable M. Casgrain) Je rappellerai à l'honorable député de Rivière-du-Loup qu'en 1937-1938, son associé professionnel, M. L.-P. Lizotte, qui était maire de Rivière-du-Loup, et qui sera candidat aux élections fédérales dans Kamouraska...

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Et il sera élu.

M. Gagnon (Matane): ... est venu rencontrer le gouvernement et nous a demandé d'aider Rivière-du-Loup à développer son service électrique. M. Lizotte est venu me voir pour solliciter des octrois destinés à la construction d'un autre barrage au lac Morin. Et l'Union nationale a donné des octrois à la ville pour les barrages d'hydro municipale. Plusieurs milliers de dollars ont ainsi été mis à la disposition de Rivière-du-Loup pour ces améliorations, ce qui n'a pas empêché le comté de voter contre l'Union nationale, en 1939. Nous avons commencé les travaux de barrage au lac Morin mais, depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, les travaux sont arrêtés.

Cette prétendue mystique du Parti libéral, je ne sais pas si elle consiste à destituer des centaines et des centaines de fonctionnaires comme on l'a fait, par exemple, la veille de Noël. On les a destitués simplement parce qu'ils avaient été nommés par le gouvernement Duplessis. Car, si on invoque la cause d'économie, il est notoire qu'on ne renvoie que les gens nommés par le gouvernement Duplessis et pas les autres. On y a même apporté une sorte de sauvagerie. Car le bon gouvernement Godbout a cru délicat de voter en bloc la destitution de centaines d'employés pour les fêtes de Noël et du jour de l'An. On aurait dû au moins laisser ces employés passer les Fêtes dans leur famille, l'esprit tranquille.

J'entendais le premier ministre, faisant ses vœux du jour de l'An à la population, souhaiter que la paix et le bonheur règnent dans tous les foyers, alors qu'on venait de destituer des employés par centaines, jetant sur le pavé des centaines de pauvres gens. Le nouveau gouvernement a établi un système barbare de destitutions. À Lévis, on a mis à la porte un ouvrier infirme père de 16 enfants, dont 10 vont à l'école.

Nous avons agi avec plus de justice et plus de discernement quand nous étions au pouvoir. Pour ma part, je n'ai jamais renvoyé un seul employé du service intérieur de mon département pour ingérence politique. En trois ans, je n'ai destitué que trois fonctionnaires pour des raisons indiscutables et sur rapport de leurs supérieurs. Or, en retour, le gouvernement actuel a rejeté les gens placés par l'administration Duplessis.

Je sais qui est responsable et coupable de ce système barbare. Je sais que le premier ministre et que certains ministres sont bien intentionnés, qu'ils ont le cœur généreux et sensible, et qu'ils n'approuvent pas ces destitutions, mais ils sont obligés de passer sous la férule du ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable

M. Bouchard) qui a déclaré en Chambre et a juré que tous les fonctionnaires nommés par l'Union nationale seraient destitués.

Une des choses malheureuses du nouveau gouvernement a été de limoger un employé civil éminent. Nous avons appelé le colonel P.-A. Piuze à la tête de la police provinciale. On l'a limogé. Il est aujourd'hui commissaire des prisons. Pourquoi? Parce qu'il combattait la canaille, les communistes et qu'il ne volait pas les élections. Parce qu'il a fait de la Sûreté provinciale un corps de gentilshommes au lieu de la police électorale qui existait auparavant; c'était pourtant un libéral. On l'a limogé, on l'a relégué dans l'ombre pour revenir au système qui volait les élections.

Lorsque l'ancien premier ministre a nommé M. Piuze, la crapule s'est dit qu'elle n'aurait pas de chance avec lui. Je sais que, sous M. Piuze, la crapule et les communistes tremblaient. On savait qu'avec lui, ça ne marcherait pas. Ils ont senti des craintes et avec raison, car il a nettoyé la ville de Montréal. Il fallait la mystique du Parti libéral pour le limoger, et le remplacer par un Jargailles, synonyme de crapule administrative.

Je n'ai pas de reproche à faire à ce sujet au nouveau procureur général (l'honorable M. Girouard) qui est nouveau en cette Chambre et qui n'a probablement pas voulu cette nomination, mais j'ai un conseil à donner au procureur général. S'il veut se renseigner sur le compte de M. Jargailles, je lui demanderais de fouiller dans les dossiers des archives de son ministère, il y trouvera des preuves contre l'ex-détective M. Jargailles, un rapport d'une enquête faite à la demande de M. Taschereau, et là, dans ce rapport, il trouvera la preuve de ce que j'ai avancé. Jargailles est une crapule de l'administration. Si le procureur général était un homme qui se respecte, il ouvrirait ce rapport et constaterait par lui-même ce que l'ancienne administration savait sur cet officier de police.

Depuis que M. Jargailles est réinstallé, il a rouvert l'ère des "bookies" et les "slot machines" fleurissent à Montréal.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Comme maire de Montréal, je nie que les "slot machines" soient revenues à Montréal et qu'elles "refleurissent" à Montréal. Notre police est bien faite. Que le député de Matane m'indique les endroits où se trouvent ces affaires-là et nous les ferons arrêter immédiatement!

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je proteste. Nous avons une bonne police municipale qui fait son devoir et nous ferons arrêter les coupables. L'honorable député de Matane n'a pas le droit de dire des choses inexactes et qu'il sait inexactes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je demande que le député de Montréal-Sainte-Marie soit forcé de retirer ses paroles, qui ne sont pas parlementaires. Il n'a pas le droit de dire qu'un collègue fait des déclarations inexactes. Qu'il le fasse comme un gentilhomme! Je sais qu'il en est un et qu'il retirera ces paroles qui lui ont échappé.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): (Souriant et fixant le chef de l'opposition pendant quelques instants) M. l'Orateur, si j'ai manqué en quoi que ce soit au Règlement, si réellement mes paroles sont contre les règles parlementaires, je n'ai aucune hésitation à retirer ce que vous voudrez.

(Rires)

Je m'excuse, mais j'entends défendre la réputation de Montréal².

M. Gagnon (Matane): Je suis heureux de saluer le retour en cette Chambre de mon collègue le maire de Montréal³, après une si longue absence. Il se faisait attendre. Je suis heureux de retrouver un homme de valeur comme le député de Montréal-Sainte-Marie. Je n'aurai à son endroit qu'une seule vengeance: celle de lui rappeler les jours heureux où il était le chef du Parti conservateur provincial en cette Chambre. Cela nous apporte des souvenirs heureux. Je suis certain qu'il n'a pas oublié ce temps où il occupait le poste merveilleux de chef du parti.

(Rires)

Je ne veux pas jeter même de modestes fougères dans le jardin du maire de Montréal, ni les planter dans ses plates-bandes, mais je m'étonne et je regrette que Jarguilles ait trouvé en la personne du député de Montréal-Sainte-Marie un défenseur aussi prompt. On m'a dit au début de la séance qu'il y avait des "slot machines" en opération à Montréal. Si j'ai été mal renseigné, je suis bien prêt à faire amende honorable. Mais je demanderais au maire de Montréal et député de Montréal-Sainte-Marie de faire attention, qu'il examine ce qui se passe un peu dans Montréal.

Qu'il ait moins l'œil sur Ottawa et sur Québec et qu'il surveille Jarguilles de près! Je le lui conseille. J'ajoute que tout à l'heure je ne parlais pas de la police municipale de Montréal, mais bien de la

police provinciale. Je n'ai jamais voulu attaquer la police municipale que j'estime profondément et qui fait son devoir, mais protester contre le sabotage de la police municipale.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) désire soulever un point d'ordre.

M. l'Orateur lui refuse la parole et le rappelle à l'ordre.

M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, la gauche n'a pas interrompu le premier ministre pendant son discours, mais aujourd'hui, la droite ne cesse de nous interrompre.

Dans une récente déclaration dans un dîner officiel donné à Montréal, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) a dit que les lois de l'Union nationale sur les spiritueux étaient hypocrites et beaucoup trop sévères, et qu'il ne fallait pas être si scrupuleux. Quelques jours après, en visitant notre œuvre du Mont-Tremblant, il a dit dans un moment d'humour: "Je suis sur une montagne, je me sens plus près du ciel." Je voudrais que l'honorable ministre aille au ciel, mais j'espère que saint Pierre n'aura pas la surprise de le voir arriver flanqué de Jarguilles et de Godon.

L'honorable M. Bastien (Berthier) soulève un point d'ordre. Est-ce que je peux poser une question au député de Matane (M. Gagnon)?

M. Gagnon (Matane) accepte.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Pourquoi, en trois ans de pouvoir, l'honorable député de Matane n'a-t-il jamais soulevé cette question importante au comité des comptes publics? Le député a-t-il demandé une enquête sur M. Jarguilles au comité des comptes publics? Allez-vous le faire comparaître?

M. Gagnon (Matane): Le député de Berthier a la nostalgie des oignons d'Égypte. Je n'étais pas membre et je ne suis pas encore membre du comité des comptes publics. Si le premier ministre veut me nommer cette année membre de ce comité, je demanderai la production d'un rapport qui se trouve actuellement dans les archives, au département du procureur général, depuis le temps de M. Taschereau.

L'honorable M. Bastien (Berthier): Pourquoi ne l'avez-vous pas demandé, ce rapport, pendant trois ans? Vous avez eu le temps de le faire.

M. Gagnon (Matane): On aurait dit que nous manquions au Règlement. Mais, dit-il, je demanderai volontiers au premier ministre d'enquêter.

L'honorable M. Bastien (Berthier): L'honorable député de Matane m'a permis de lui poser une question et il n'est pas content.

M. Gagnon (Matane) parle de l'œuvre accomplie par le gouvernement de l'Union nationale dans le domaine scientifique. Nous avons, dit-il, construit une École des mines, nous avons donné une École supérieure des pêcheries, l'École de filature, plusieurs instituts moyens d'agriculture. À Québec, nous avons érigé une École supérieure du commerce. Depuis 20 ans, les hommes d'affaires de la capitale réclamaient cette institution. Toujours, ils avaient essuyé un refus. Mais l'Union nationale a répondu à leur désir. Nous avons donné 92 bourses; non pas des bourses de faveur, mais des bourses attribuées aux plus méritants par les supérieurs de nos grandes écoles. Enfin, nous avons construit une mine-école, et je sais que, depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, pas un nouvel élève n'y a été admis. Je demande donc au gouvernement de continuer d'aider cette mine-école.

Un récent article du *Financial Post* demandait de ne pas faire de conscription chez les mineurs. Grâce aux efforts de l'honorable chef de l'opposition, alors qu'il était premier ministre, et de ses collaborateurs, la valeur annuelle des mines de la province de Québec est montée de \$36,000,000 à \$77,000,000. L'opposition est impatiente de faire sa part dans le grand conflit qui absorbe le monde entier. Un moyen d'aider le Canada à ce chapitre, dit-il, fut l'expansion du domaine des mines dans la province, sous le gouvernement de l'Union nationale. Le secteur des mines, c'est la ligne Maginot de notre défense économique. J'ai appris, ajoute-t-il, que le colonel Thompson, à Ottawa, a demandé au gouvernement provincial de faire servir les montants de l'aide à la jeunesse aux fins de la conscription militaire.

M. l'Orateur informe le député de Matane qu'il est 4 h 30 et qu'il a dépassé l'heure réglementaire, décrétée sous l'ancien gouvernement. Il ne peut donc poursuivre son discours plus avant.

M. Gagnon (Matane): (Se tournant vers lui) Je veux beaucoup de bien à l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin). Je sais que certains de ses

collègues sont furieux. On ne lui pardonne pas d'avoir brûlé d'admiration pour l'honorable chef de l'opposition. Il est pareil à la Walkyrie de Brunchilde, le mythe ressuscité par Wagner qui évoque la vierge pudique que son père a déposée sur un rocher et entourée de flammes dévorantes en prévision du héros Siegfried, qui la viendra délivrer. Le détenteur de la "mystique nationale" occupe un tertre environné de flammes que les députés de Berthier (l'honorable M. Bastien) et de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) voudraient bien traverser pour s'emparer du ministère qui leur fut ainsi enlevé par le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin). Ils devront être les paladins pour traverser les flammes et conquérir la Walkyrie. Avec la mystique, le dénouement viendra quand Wotan, ou plutôt M. Lapointe, enlèvera le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, pour le faire asseoir sur le banc magistral, au Walhalla, parmi les dieux de la magistrature.

Il fait l'apologie du dossier du gouvernement de l'Union nationale, particulièrement dans ce qu'il a fait pour la jeune génération. Il cite Edmond Rostand, puis René Benjamin. Il cite aussi les mots inscrits sur les murs d'un village visité par un grand poète et grand voyageur français: "Croire, Obéir, Combattre"⁴. C'est, dit-il, la devise adoptée par l'ancien premier ministre de l'Union nationale pour le meilleur intérêt de la province. Tel doit être le mot d'ordre de tous les législateurs.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Applaudissements à droite) L'ancien ministre des Mines vient de faire une belle envolée oratoire. C'est bon de s'élever ainsi au-dessus des misères humaines et de planer dans l'atmosphère éthérée des beaux discours et des grands principes. La magnifique péroraison du député de Matane (M. Gagnon) m'a porté plus près du ciel encore que lorsque j'étais sur le pic du mont Tremblant.

Il félicite l'honorable M. Bissonnette pour son élection d'Orateur de la Chambre. Il félicite aussi le greffier de l'Assemblée législative, Me Louis-Philippe Geoffrion, qui vient de célébrer un double anniversaire. Il occupe sa fonction de greffier depuis 25 ans et il vient de fêter le 65^e anniversaire de sa naissance. Si les temps n'étaient pas ce qu'ils sont, il aurait en ce moment, en face de lui, sur la table du greffier, un magnifique bouquet de fleurs, de ces fleurs dont on était si prodigues sous l'Union nationale. Les députés ministériels en recevaient à tout propos sous l'ancien régime.

Le malheur, c'est que malgré les bons principes du Parti de l'Union nationale, tels que le député de Matane les a évoqués, la plupart de ceux qui ont reçu beaucoup de fleurs, sous l'Union nationale, n'ont pas reçu suffisamment de votes aux dernières élections pour revenir siéger ici. Mais il y avait un moyen d'offrir ces fleurs. L'ancien premier ministre aimait taquiner les députés de l'opposition ou mettre le chef de l'opposition du temps en mauvaise posture envers ses amis, comme lorsqu'il présentait par exemple le bouquet traditionnel et volumineux que l'on offrait pour fêter l'anniversaire du grand député d'Iberville (M. Lamoureux) qui n'est plus en cette Chambre. Peut-être voulait-il déposer des fleurs sur ses jours politiques qui étaient évidemment comptés. Plusieurs, comme ce député, n'ont pas su cette fois humer d'où soufflait le vent populaire, et ces bouquets ont été déposés sur leurs tombes politiques.

Le député de Matane (M. Gagnon), qui a déjà siégé à Ottawa et qui fut un jour membre du gouvernement fédéral dirigé par M. Bennett, se rappelant son passage aux Communes, a commencé son discours par une attaque contre Ottawa. Il s'est plaint des règlements de la censure qui ont été appliqués au cours de la dernière campagne provinciale. Il a dit que le chef du gouvernement (M. Duplessis) avait dû se soumettre aux règlements de cette censure. Seulement, il n'a pas dit que M. King et M. Lapointe et les autres chefs libéraux ont soumis ou soumettent de bon gré le texte de leurs discours à la censure. Il oublie que le chef actuel du gouvernement comme ses lieutenants se sont aussi soumis à la censure fédérale de la guerre. Elle s'est appliquée aussi à eux lorsqu'ils ont prononcé des causeries à la radio.

Je sais aussi que la censure n'a pas été acceptée avec grand plaisir par les membres de l'opposition. Nous savions que nous passons par une crise qui a exigé l'adoption de ces mesures restrictives dans presque tous les pays. Tous les hommes publics canadiens y sont soumis, et pas seulement ceux de Québec. Tous s'y sont prêtés de bonne grâce, à l'exception de ce qui reste du Parti conservateur dans cette province. Une telle réglementation existe aujourd'hui dans pratiquement tous les pays civilisés du monde. On a attribué la loi de censure au désir du gouvernement fédéral d'influencer le résultat de l'élection dans la province de Québec. On a essayé de faire croire au peuple que c'était une mesure politique, adoptée seulement pour notre province, pour nuire au gouvernement du Québec.

Heureusement, les événements qui se sont déroulés par la suite montrent et continueront à

démontrer que cette mesure n'a pas été passée pour nuire à l'ancien gouvernement de Québec, le gouvernement de l'Union nationale. Les élections provinciales sont terminées depuis plusieurs mois et, cependant, la loi de censure existe toujours. Et l'on voit aujourd'hui les ministres fédéraux, dans leurs discours politiques et dans leurs causeries à la radio, se soumettre encore à la loi de censure, continuer de soumettre leurs discours aux censeurs, suivant la loi des mesures de guerre.

Mais le député de Matane (M. Gagnon), et les gens de la gauche se montrent maintenant bien chatouilleux sur les questions de censure, et très pointilleux sur les questions d'ordre et de décorum en Chambre, maintenant que nous sommes ici et qu'ils sont là, selon l'expression même de l'ancien premier ministre de la province. Le député de Matane (M. Gagnon) ne se rappelle-t-il pas le temps où lui et les membres de son gouvernement étaient six contre un, ici? Nos amis de l'opposition n'avaient pas alors les mêmes idées et le même souci qu'ils ont maintenant.

Aujourd'hui, un simple remuement de lèvres ou un simple mouvement d'un député libéral fait se lever d'indignation tout le groupe de l'Union nationale que j'ai devant moi. Le chef de l'opposition se lève comme s'il était mu par un ressort puissant. Comme ils ont changé, ces gens qui se mettaient soixante ensemble pour empêcher la pauvre petite opposition libérale de parler! On ne se contentait pas de remuer les lèvres alors; on n'avait pas assez de ses savates pour faire du bruit sur les pupitres. On s'en servait pour applaudir parce qu'ils ne pouvaient pas faire assez de bruit avec leurs mains.

Le député de Matane (M. Gagnon) n'a pas beaucoup de mémoire. J'ai un peu connu le régime de la terreur ici, à l'Assemblée législative, sous la direction de ceux qui devaient nettoyer le "salon de la race" et qui devaient citer cette Assemblée en exemple de Parlement au monde entier. Souvent, par le tumulte organisé, on nous a empêchés de parler. Je suis de ceux-là qui ont vu ce que c'était. Le chef de l'opposition n'a pas à se surprendre du décorum que nous réclamons dans nos séances. Le député de Matane (M. Gagnon) veut nous accuser de faire ici le désordre. Il aura beau dire, il aura beau faire, personne ne croira que nous vivons sous le même règne et il aura de la difficulté à se persuader lui-même de la véracité de ses assertions.

À la façon dont le député de Matane (M. Gagnon) a parlé tout à l'heure de guillotine, on dirait que le ministre des Travaux publics lui-même est devenu le Robespierre du nouveau gouvernement. Je lui demande de me citer des noms, des cas

concrets de destitution. J'aimerais qu'il me cite un seul renvoi non justifié dans les deux ministères que j'ai l'honneur et le plaisir d'administrer. Les fonctionnaires compétents restent à leur poste. Mais n'ai-je pas nommé comme ingénieur en chef du département de la Voirie, M. Ernest Gohier? C'est un bon conservateur, nommé par l'ancien gouvernement comme fonctionnaire. Je l'ai gardé et je le garderai. Il a été nommé par l'ami du député de Matane (M. Gagnon) qui siège à sa droite (M. Bourque)⁵.

On a gardé M. Gohier au service de la province. C'est un gentilhomme et, par surcroît, un homme qui n'est pas libéral et qui ne le sera probablement jamais de sa vie. Le député pense-t-il que si je voulais absolument destituer tous les fonctionnaires nommés par l'ancien régime, je garderais M. Gohier? Si on peut me citer le nom d'un seul homme que j'aurais destitué simplement par partisanerie politique, je m'engage à le reprendre et à lui redonner sa position.

M. Gagnon (Matane): C'est le cas d'un fonctionnaire résidant à Lévis, père de 16 enfants et qui a une jambe de bois.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Matane cite le cas d'un homme, père de famille de 16 enfants. Que pouvait faire cet homme? Après tout, on n'est pas nécessairement qualifié à travailler au parlement par le fait qu'on a 16 enfants. Parce qu'il a 16 enfants, vous estimez qu'il est qualifié pour une position? L'a-t-on placé uniquement parce qu'il est le père de 16 enfants? Alors pourquoi n'a-t-on pas aussi placé sa femme? Elle serait encore bien mieux qualifiée, car je pense qu'elle a eu quelque chose à voir avec la naissance de ces enfants. Elle lui a bien aidé un peu.

M. Gagnon (Matane) interrompt le ministre. Il demande à citer une lettre qu'il vient justement de recevoir et qui justifie ce qu'il a avancé.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Dites-moi plutôt ce que vous aviez dans la tête lorsque vous avez fait votre discours, quand vous m'avez accusé d'avoir fait destituer les employés, et non pas ce qu'on vient de vous souffler et de vous communiquer.

M. Gagnon (Matane) cite une partie de cette lettre et ajoute qu'il y a eu d'innombrables cas de destitutions chez les femmes de peine qui ont été destituées par centaines; les portiers au parlement,

tous les garçons d'ascenseurs, tous les messagers ont été congédiés, et tout ce monde relève de l'administration des travaux publics.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Très bien, merci. C'est ça que j'attendais! Après avoir prêté serment, lorsque je suis arrivé aux Travaux publics, on m'a informé qu'il y avait 1,020 employés dans la cave du parlement. Le chef de ces employés, un M. Gélinas, de Trois-Rivières, je pense...

M. Gagnon (Matane): De Victoriaville.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Peut-être bien. En tout cas, c'est un bon conservateur. Ce M. Gélinas est venu me trouver et m'a dit: "Moi, il faut que je démissionne. Je vais partir tout de suite si vous voulez me rembourser ce que j'ai souscrit au fonds de pension des employés de la province, je me considère comme quitte." Je lui ai répondu: "Nous autres, on n'est pas comme ça. Je vais accepter votre démission si vous voulez la donner, mais on va vous donner un mois de salaire."

Je lui ai demandé s'il y avait beaucoup d'employés dans son service. C'est lui qui m'a dit qu'il y avait 1,020 employés. Je lui ai demandé ce que faisaient dans la cave ces 1,020 employés. Il m'a dit, ce M. Gélinas: "Pour vous dire franchement, ils sont tellement nombreux qu'ils ne sont pas capables de se cacher quand les étrangers viennent."

(Rires des deux côtés de la Chambre)

Alors, je lui ai dit: "Mais il doit y en avoir de trop." Il m'a dit là-dessus qu'il y avait 150 hommes de trop et autant de femmes.

Devant ces révélations, j'ai dit alors que je ne voulais garder personne qui ne travaillerait pas. La province a trop besoin d'argent. J'ai alors donné instructions à mon sous-ministre que l'on ne devait employer que le personnel nécessaire. Je lui ai dit aussi que je ne voulais plus garder personne sans qu'ils travaillent pour le salaire que la province leur paie. J'ai renvoyé ceux qui n'avaient rien à faire. Pour cet homme dont a parlé le député de Matane...

M. Gagnon (Matane): Le cas dont je parle est celui de M. Couturier, de Lévis. C'est un libéral. Il a 16 enfants et une jambe de bois. C'est un cas de détresse. Pendant trois ans, il a été un modeste gardien de nuit au ministère des Mines. Si le ministre est l'homme généreux et compatissant qu'il se dit être, il devrait remettre en fonction cet humble employé.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je veux bien croire qu'il y a des cas de misère, mais cela relève peut-être de l'assistance publique. Le fait qu'un homme a eu un grand nombre d'enfants ne le qualifie pas pour aucun emploi. Le cas que le député de Matane (M. Gagnon) me signale, c'est justement un de ces nombreux cas d'employés dont nous n'avons pas besoin. Mon département n'est pas le département de l'assistance publique. Si mon collègue de Matane veut que nous fassions de l'assistance publique, dans ce cas-là, il n'a qu'à s'adresser à l'honorable ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx). Si le député de Matane est d'opinion que nous devons garder des gens qui ne travaillent pas, qu'il le dise!

M. Gagnon (Matane): Je vous demande de garder M. Couturier non pour moi, mais par humanité. C'est d'ailleurs un libéral recommandé par l'ancien député de Lévis.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Si nous devons continuer à payer des gens qui ne travaillent pas uniquement pour compatir à leurs misères, je me demande où nous allons, surtout dans un moment où nous avons pris la province au bord de la ruine. Mais je viens d'entendre l'ancien ministre dire que cet humble gardien est un libéral. Alors, pourquoi me reprocher d'avoir fait cette destitution pour une cause politique? C'est le seul cas qu'on me signale. S'il vaut mieux ruiner la province en gardant à son emploi des gens qui ne travaillent pas, pourquoi l'Union nationale n'en a-t-elle pas convaincu le public aux élections? Le gouvernement n'a pas à se substituer à un organisme de charité.

Il s'est fait ici, depuis trois ans, un gaspillage éhonté pour tenter de maintenir au pouvoir un gouvernement qui, à la première consultation populaire, bien avant son terme, a été écrasé comme il le méritait. Un gouvernement mort-né que l'électorat a eu le bon sens d'enterrer.

On ne s'étonne plus de la dette. Je vais vous parler de ce gaspillage des deniers publics par l'ancienne administration et donner des exemples. Je vais vous citer des chiffres, et vous indiquer ce qui s'est passé au point de vue de patronage du 23 septembre 1939 au 25 octobre 1939, soit dans la période électorale où le gouvernement était *defunctus ex officio* parce que son premier ministre s'était suicidé lui-même en lançant des élections. On verra à quoi on a voulu faire servir l'argent de la province et comment il se fait que la dette est redevenue si formidable.

L'Union nationale a donné des contrats, des conventions non signées, des octrois à 100 % aux municipalités, des subventions et autrement, pour fins de favoritisme politique, pour bourrer le crâne des électeurs, pour acheter des votes, dans le but d'escamoter le verdict populaire et de conserver le pouvoir. Dans le seul département de la Voirie, l'on a donné des contrats, du 23 septembre au 25 octobre, pour \$2,228,896.15. Ces contrats étaient donnés à des amis politiques, à des favoris pour voler les élections.

Le député de Matane (M. Gagnon) s'étonnait tout à l'heure de ce que nous ayons employé les mots "bandits" et "voleurs". Il n'a pas aimé certaines paroles employées par le premier ministre. Mais nous avons raison d'en parler. Et, si l'on s'étonne de ce vocabulaire, nous ne l'avons pas inventé. Il n'y a eu qu'à les entendre, dans les campagnes électorales de 1935 et de 1936, des adversaires que nous avons en face de nous. Ce sont ces mêmes personnes qui parlaient de vol et de banditisme lors de ces élections générales de 1935 et de 1936. On a traité les libéraux de voleurs, bandits, scélérats, etc. Mais tous ces gens qu'on a ainsi traités, des citoyens distingués de la province, il n'y en a pas un seul qu'on a eu le courage de mettre en accusation pendant trois ans.

Est-ce honnête de prendre des millions pour escamoter le vote populaire? On a pris ainsi pour \$2,228,896.15 de l'argent de la province qu'on a distribués en contrats de voirie dans les municipalités. Cette somme n'est que pour un seul département. Oui, on a fait cela pour tâcher de maintenir au pouvoir le seul gouvernement qui a promis la pureté et l'honnêteté absolue dans l'administration, le régime qui devait faire revivre les principes de pureté et des élections honnêtes.

Quant au prêt agricole, le député de Matane (M. Gagnon) nous a dit que ce n'est pas l'ancien sous-ministre de l'Agriculture qui a emprunté. Il paraît que c'est la femme de son frère. Mais il n'a pas dit que M. Rioux leur avait transporté sa terre. En soulevant cette question, il n'a fait autre chose que nous rappeler que l'Union nationale a voulu se servir des millions de la province pour obtenir des votes et pour gaver ses favoris. Le prêt agricole a servi aux partisans et non seulement pour la classe agricole. Mais, c'est parler de choses secondaires que de rappeler l'affaire Rioux au prêt agricole. Le gouvernement a fait mieux pour trouver ses partisans.

Il y a eu le Jardin botanique. Le député de Matane a reproché au premier ministre actuel de n'avoir pas fait allusion au révérend frère Marie-Victorin. Il a essayé de faire croire que le premier

ministre voulait le rapetisser. Ce ne fut jamais notre intention. Il n'est pas question de rapetisser l'œuvre du frère Marie-Victorin ou d'attaquer le directeur de l'École de botanique de Montréal. Rien dans les paroles du premier ministre ne peut être interprété comme une attaque contre lui. J'ai moi-même rencontré le frère Marie-Victorin en qualité de responsable du Bureau de reconstruction économique, et je lui ai demandé si jamais on l'avait mis au fait des dépenses formidables et de la maladministration qui s'étaient passées là, sous le couvert de l'aménagement du Jardin botanique.

Il m'a alors répondu qu'il n'avait été mis au courant de rien, et qu'il n'était en rien responsable de cet état de choses. Je lui ai demandé s'il y avait eu des plans d'ensemble et des plans pour chacun des travaux, pour qu'on puisse voir combien on devrait dépenser. Le frère Marie-Victorin n'a rien eu à voir dans ça, il n'a pas fourni de plan d'ensemble. J'ai été effaré par l'énormité des dépenses. Je lui ai alors demandé s'il connaissait, à Montréal ou au Canada, l'institution qui voudrait se charger du Jardin botanique, même si le gouvernement provincial, après avoir dépensé tant de millions, consentait à le lui vendre pour \$1.99. Et le frère a répondu qu'il ne connaissait pas d'institution de cette sorte.

La ville de Montréal serait-elle prête à se charger de l'entretien de ce jardin? L'argent que l'on disait y être dépensé pour les chômeurs n'a pas toujours pris la bonne direction. Pour une seule serre, par exemple, on a acheté les vitres pour \$55,000. En quoi une dépense de \$55,000 pour des vitres peut donner du pain à des électeurs? Qui donc se serait chargé du chauffage de la serre lorsque cette serre aurait été terminée? On voulait la plus grande serre du monde pour le plus petit pays du monde. Savez-vous combien il en coûterait pour chauffer la grande serre, si elle était terminée et en opération? On a entrepris la construction de cette serre, quoiqu'on ait été avisé des difficultés de chauffer pareil la construction.

À New York, cela coûte déjà énormément cher. Les gens du Jardin botanique de New York ont avisé ceux de Montréal qu'il fallait construire les serres aussi petites que possible, parce que ça coûte bien cher de chauffage. Si, pour chauffer un pied cube d'air à New York, ça coûte très cher, on peut imaginer ce que ça peut coûter dans la province de Québec. Or, la serre de Montréal devrait avoir 1,400 pieds de long par 140 de large et 70 de hauteur. On estime que le chauffage de cette bâtisse reviendrait à quelque chose comme \$100,000 par année. Le maire de Montréal et député de Montréal-Sainte-Marie est-il prêt à fournir le charbon pour la chauffer?

Où allait l'argent? Je suis allé visiter le Jardin botanique et j'ai vu l'espace aménagé pour toutes les variétés de fougères. On a dépensé bien de l'argent pour faire la grandeur de "Sir William Tremblay" et pour empêcher quelques-uns de ses amis de mourir de faim. Avant même d'avoir commencé la construction de la serre, alors qu'il n'y avait encore que les fondations de faites, on avait déjà embauché 65 jardiniers, alors qu'une enquête a révélé que 25 auraient suffi pour empêcher ces pauvres fougères de mourir de froid, de faim et de soif!

Il y a, au jardin, 75 unités de 125 variétés de fougères collectionnées dans toutes les parties du monde. On y a dépensé des millions. Tout cela pour faire la grandeur de "Sir William Tremblay". Le député de Matane (M. Gagnon) dit, de son ancien collègue du Travail (M. Duplessis): "Il a fait une œuvre colossale". On ne pense pas tout à fait comme cela dans la population. Il est curieux que les électeurs de M. Tremblay, qui ont eu l'occasion de voir cette belle œuvre, lui aient manifesté si étrangement leur admiration aux dernières élections. Ceux qui étaient là pour voir ça n'ont rien trouvé de si admirable et le député de Matane (M. Gagnon) a tout vu de très loin. Les électeurs ont donné la réponse qui convenait.

Le député de Matane (M. Gagnon) a parlé des "grands travaux" faits par l'ancien ministre du Travail à l'île Sainte-Hélène et au Jardin botanique. L'île Sainte-Hélène a coûté à la province, à date, \$4,719,897.84, le saviez-vous? C'est un exemple honteux de la façon dont le gouvernement Duplessis a dépensé l'argent. Et ce n'est pas fini. Loin de là! Est-ce que ça se terminera jamais? C'est un secret ignoré par ceux qui auront à prendre une décision à ce sujet.

Le Jardin botanique, en tout et partout, a coûté près de \$6,500,000.

En voici le détail. (Voir le tableau à la page suivante)

*État des dépenses au 31 janvier 1940
Île Sainte-Hélène et Jardin botanique*

Île Sainte-Hélène:

Dépenses du 1^{er} oct. 1938 à nov. 1939:

Gages	\$3,800,255.89	
Matériel	<u>911,082.44</u>	
	\$4,711,338.33	\$4,711,338.33

Dépenses du 8 nov. 1939 au 31 janv. 1940:

Gages	\$ 8,333.43	
Matériel	<u>216.08</u>	
	\$ 8,549.51	\$4,719,887.84

Grand total: Île Saint-Hélène..... \$4,719,887.84

Jardin botanique:

Dépenses du 1^{er} oct. 1936 au 8 nov. 1939:

Gages	\$2,668,858.88	
Matériel	<u>498,529.32</u>	
	\$3,165,388.20	\$3,165,388.20

Dépenses du 8 nov. 1939 au 31 janv. 1940:

Gages	\$ 15,975.39	
Matériel	<u>7,454.53</u>	
	\$ 23,429.92	\$3,188,818.12

Jardin botanique "École":

Dépenses du 1^{er} oct. 1936 au 8 nov. 1939:

Gages	\$ 652,412.74	
Matériel	<u>1,259,747.20</u>	
	\$1,912,159.94	\$1,912,159.94

Dépenses du 8 nov. 1939 au 31 janv. 1940:

Gages .....	.....
Matériel	<u>\$ 40,384.13</u>	
	\$ 40,384.13	\$1,952,544.07

Jardin botanique "Serres":

Dépenses du 1^{er} oct. 1936 au 8 nov. 1939:

Gages	\$ 179,581.23	
Matériel	<u>169,002.41</u>	
	\$ 348,583.64	\$ 348,583.64

Dépenses du 8 nov. 1939 au 31 janv. 1940:

Gages	\$ 9,343.26	
Matériel.....	<u>28,901.85</u>	
	\$ 38,248.11	\$ 388,838.75

*Jardin botanique -
Extension "Cascades":*

Dépenses du 1^{er} oct. 1936 au 8 nov. 1939:

Gages	\$ 189,626.45	
Matériel.....	<u>109,712.23</u>	
	\$ 299,338.68	\$ 299,338.68

Dépenses du 8 nov. 1939 au 31 janv. 1940:

Gages .....	.....
Matériel.....	<u>\$ 2.26</u>	
	\$ 2.26	\$ 299,340.94

*Jardin botanique -
Extension "Centre sportif":*

Dépenses du 1^{er} oct. 1936 au 8 nov. 1939:

Gages	\$ 457,983.75	
Matériel.....	<u>170,801.47</u>	
	\$ 628,785.22	\$ 628,785.22

Dépenses du 8 nov. 1939 au 31 janv. 1940:

Gages	\$ 8,364.49	
Matériel.....	<u>703.02</u>	
	\$ 10,067.51	\$ 638,852.73

Grand total: Jardin botanique..... \$6,468,385.61

Va-t-on continuer ces dépenses? Cela est à décider. Le Jardin botanique, seul, a coûté \$3,188,818.12. Mais ce n'est pas tout ce que ce Jardin a coûté à la province. Les gens qui s'intéressent au sort de l'Université de Montréal, quand ils pensent à ces dépenses formidables, se demandent pourquoi on n'en a pas fait profiter leur institution. Ces sommes, il semble, auraient pu être données avec avantage à l'Université. Car, en plus du Jardin, il y a l'École du Jardin botanique, un "bijou" qui a coûté \$1,952,544.17⁶. Ce doit être la plus belle école du monde, mais elle a coûté cher sous l'administration du grand ministre du Travail (M. Duplessis) du temps passé.

Il y a aussi les 24 serres du Jardin, qui ont coûté \$368,828.75⁷. Ce sont de toutes petites serres, des pouponnières pour faire fleurir des fougères. C'est là que j'ai vu ces fameuses fougères. Elles

devaient aller orner les pieds des palmiers d'Afrique, dans la grande serre, afin de montrer aux étrangers ce que l'on produit dans la province de Québec.

(Rires et applaudissements)

Il a fallu faire une extension du jardin et elle a coûté \$299,341.94⁸. Et elle n'est pas terminée, loin de là!

Il paraît même qu'on voulait construire un stade qui aurait pu contenir 100,000 personnes. Quel spectacle peut réunir un aussi grand nombre de gens quand une ville comme New York, avec son immense population, a peine à remplir un stade qui contient la moitié moins de personnes. Il n'est pas terminé. Ce qu'on voulait avant tout, c'était de donner des contrats aux amis du ministre du Travail du temps. L'ancien ministre s'est bâti une modeste maison, a dit le député de Matane (M. Gagnon). Il s'est fait construire une superbe propriété à 50 pas du Jardin, afin de pouvoir contempler son œuvre! Il l'a dotée d'une plaza, afin de pouvoir aller rêver sur la stupidité de ceux qui l'ont nommé ministre du Travail. Les lois ouvrières, passées sous M. Tremblay, ont été décrétées inadéquates et elles devront être modifiées à la demande et du patronat et des ouvriers.

Il y a aussi des cascades, qui ont coûté près de \$300,000. C'est 10 fois plus cher que le harnachement des cascades de Saint-Hyacinthe, qui ont donné leur nom à une des principales rues de ma ville. Et enfin, un centre sportif, qui a coûté \$639,852.73. Ce qui fait, pour le Jardin botanique, une somme totale de \$6,467,835.61. C'est du gaspillage et cette entreprise coûteuse n'a pas aidé les chômeurs! Ils n'en ont pas profité, les contracteurs favorisés ayant pris la part du lion.

Je vais en donner un exemple. Dans les paperasses et les comptes que nous avons trouvés concernant le Jardin botanique, on a découvert qu'un contrat pour le transport de la terre à l'île Sainte-Hélène était au montant de \$52,000. Cinquante-deux mille dollars pour le charroyage de la terre! Pas besoin de vous dire qu'on n'avait pas demandé de soumissions, comme pour tous les contrats du gouvernement de l'Union nationale d'ailleurs! Nous avons consulté un entrepreneur d'expérience de Montréal et demandé des prix. On nous a prouvé que les bénéfices apparents pour ce contrat se chiffraient entre \$25,000 et \$35,000. Que devaient être les bénéfices réels!

Voilà l'administration de ceux qui, en 1936, nous demandaient de faire des appels de soumissions par voie des journaux et qui, pendant trois ans, n'ont tenu cette promesse pour aucun de leurs contrats et dans aucun département de l'administration provinciale. C'était ça, la façon d'administrer de l'Union nationale.

Le député de Matane a dit que nous avions destitué des fonctionnaires. Il a parlé au chapitre des martyrs politiques de la joyeuse fête de Noël où des employés ont été congédiés. Le gouvernement les aurait destitués la veille de Noël. Est-ce bien vrai? Combien de temps avant Noël?

M. Gagnon (Matane) répond au ministre⁹.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Moi, je ne sais pas. Je n'étais pas ici à ce moment-là, j'étais au Mexique et je n'ai eu rien à faire avec cela. Je suis parti le 20 décembre. Mais nous n'avons destitué personne sans lui donner un délai raisonnable et humain, et je défie le député de Matane (M. Gagnon) de dire le contraire. Même nos pires adversaires ont eu un délai raisonnable. Ceux dont parle le député de Matane ont eu sûrement jusqu'à la fin de janvier pour se rendre compte qu'il y a un retour des choses dans ce monde. Ceux qui avaient souffert, sous le régime de l'Union nationale, avaient droit de s'attendre à obtenir justice.

Le député de Matane a dit que j'avais réclamé la destitution de tous les fonctionnaires nommés par l'Union nationale. C'est inexact. Il affirme une chose qui est contraire aux faits. Je n'ai jamais affirmé que nous mettrions des gens à la porte. Ce que j'ai dit, et ce que mon chef a dit, c'est que ceux qui avaient été injustement destitués seraient réinstallés. C'est de la simple justice. Par malheur, on ne peut faire reprendre leur poste à des destitués sans destituer ceux qui les avaient remplacés. Même les conservateurs!

Je n'ai pas peur de parler des conservateurs dans cette Chambre, des conservateurs dont on pourrait croire qu'ils sont morts parce que ceux qui sont leurs successeurs ne connaissent plus le Parti conservateur. Des morts, il ne faut dire que du bien. Seulement, si le Parti conservateur est mort, il faut bien remarquer que ses chefs ne devaient pas avoir beaucoup de vigueur quand ils l'ont laissé tuer par des arrivistes que tout le monde connaît.

Je félicite le député de Matane (M. Gagnon) d'avoir tendu la main à l'ancien chef du Parti conservateur, M. Camillien Houde, qui n'a pas été bien traité par l'Union nationale. Il faut destituer des fonctionnaires, mais on ne peut faire autrement. Il faut administrer la province avec économie, et, de plus, il faut rendre justice à ceux qui ont été injustement destitués. Pour ma part, je ne mettrai jamais à la porte un homme à cause de ses opinions politiques. On m'a assez sévèrement critiqué pour avoir gardé un haut fonctionnaire conservateur. Mais

voici la ligne de conduite que je me suis tracée: je n'ai pas l'intention de priver la province des services d'hommes compétents qui la servent bien, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou de l'Union nationale.

Le seul moyen de bien administrer la province, c'est d'assurer la permanence des hauts fonctionnaires et de leurs subalternes, s'ils sont loyaux et compétents et s'ils n'ont pas pris la place d'employés loyaux et compétents. Un employé public qui fait son devoir, sans avoir remplacé un homme destitué injustement, doit être maintenu dans ses fonctions. Je serai fidèle à cette politique. C'est le seul moyen d'avoir des employés fidèles et compétents.

L'honorable député de Matane (M. Gagnon) a parlé de M. Jargailles. Comment se fait-il que le député de Matane trouve à redire contre M. Jargailles? Il prétend qu'il y a un rapport incriminateur sur cet officier, un document prouvant sa culpabilité qui repose dans les archives chez le procureur général. M. Jargailles est resté en liberté, il n'a pas été inquiété. Le gouvernement lui a offert une autre situation que celle qu'occupait M. Piuze. Comment se fait-il qu'il soit resté en liberté alors qu'un dossier contre lui était entre les mains du procureur général? Comment se fait-il que l'Union nationale n'a pas traduit cet officier devant la justice de son chef, quand le chef de la torture était procureur général? Ce dossier devait alors exister.

Les gens de l'Union nationale semblent vouloir oublier toute la boue qu'ils ont lancée sur lui pendant la campagne électorale de 1936. C'est, d'après moi, une tactique plutôt éhontée que de tenter de détruire la réputation d'un homme et de laisser toutes sortes de doutes circuler au sein de la population à son sujet, alors que les accusations qui lui ont été imputées en pleine campagne électorale étaient sans fondement. S'il savait que c'était un criminel, l'ancien gouvernement n'a pas fait son devoir en ne le traduisant pas devant les tribunaux. Le député de Matane (M. Gagnon) n'a pas le droit de salir la réputation de M. Jargailles sans avoir tenté, pendant trois ans, de prouver ses accusations et sans présenter une seule preuve contre lui. Le gouvernement l'a repris à son service.

C'était un fonctionnaire auquel on devait justice. C'est une victime de l'Union nationale et il a droit à sa réputation. Le cas de cet homme est l'un des nombreux cas de personnes dont on a voulu ternir la réputation. Son honneur avait été terni au cours des campagnes électorales de 1935 et 1936. M. Jargailles fut l'un de ces citoyens qui ont eu à souffrir du vocabulaire excessif dont nous parlions tout à l'heure. Il est du nombre de ceux que le

gouvernement de l'Union nationale a essayé de faire passer pour des voleurs...

M. Jargailles a droit comme tout autre homme à son honneur et à sa réputation. Le député de Matane (M. Gagnon) veut lancer de la boue sans prouver aucune de ses assertions. Nous lui demandons pourquoi il n'a pas accusé M. Jargailles devant le comité des comptes publics, et il vient ici, en Ponce Pilate moderne, se laver les mains en disant: "Je n'étais pas membre de ce comité". Mais on n'a pas besoin de se laver les mains quand elles ne sont pas sales...

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le rappel à l'ordre du ministre. J'ai laissé faire le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard). J'ai toléré trop longtemps le langage si peu parlementaire du ministre des Travaux publics. Mais cela dépasse les bornes. Dire du député de Matane que c'est un Ponce Pilate n'est certainement pas admis. Je demanderais à l'Orateur de lui faire retirer ses paroles qui, j'en suis sûr, lui ont échappé.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne pense pas! Ce n'est pas une insulte, que je sache. Ce Ponce Pilate était un grand gouverneur de Judée qui a le seul tort dans l'histoire d'avoir dit: "Je m'en lave les mains". C'est tout ce qu'on lui a reproché.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Et si l'on avait plutôt parlé de Judas... Aimez-vous mieux?

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste de nouveau.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il y a beaucoup de Ponce Pilate dans cette province, et il y en a beaucoup qui auront à se laver les mains pour se nettoyer de toute la boue qu'ils ont lancée...

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition insiste-t-il toujours sur son point d'ordre?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement. C'est une appellation injurieuse. On n'a pas parlé de Ponce Pilate parce qu'il s'est lavé les mains, mais parce qu'il est celui qui a condamné le Créateur à mourir.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ça, je m'en lave les mains!
(Rires)

Ponce Pilate et Judas, ce n'est pas la même chose: il y en a un qui a de la grand'barbe.

M. l'Orateur: Je ne connais pas suffisamment l'histoire de l'Église pour savoir le degré exact d'odieux attaché au qualificatif de Ponce Pilate. Je ne crois pas que, dans l'histoire de l'Église, Ponce Pilate soit si mal jugé, mais, comme Orateur, je ne me sens pas en mesure de décider au point de vue législatif sur les mécréances de Ponce Pilate. Comme il s'agit de l'histoire sainte, dit-il, je ne puis forcer le ministre à retirer ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, je comprends que c'est un compliment?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Tous ceux qui lancent de la boue ont intérêt à se laver les mains. Il note que son temps achève.

M. l'Orateur indique au représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) qu'il lui reste cinq minutes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il se peut que certaines lois du gouvernement ne soient pas populaires, mais le gouvernement songe à l'avenir et se propose de présenter une législation qui sera pour le plus grand bien du plus grand nombre. Nos adversaires avaient promis de faire disparaître de la province la crise du chômage. Pourtant, nous demeurons toujours dans la même situation, et les dépenses de chômage sont au même niveau qu'elles étaient au début de leur administration, si elles n'ont pas été augmentées. On est en voie de ruiner le Trésor public. Le problème n'a pas disparu parce que l'on n'a pas employé les moyens nécessaires.

Pour notre part, nous avons l'intention bien arrêtée de faire face sûrement et avec courage à la situation, en respectant autant que possible les lois reconnues comme susceptibles d'améliorer les conditions de l'existence. Le gouvernement actuel va lutter contre les causes du chômage. Nous considérons que, dans le passé, il y avait deux catégories d'octrois pour le chômage: les octrois pour les travaux remédiateurs au chômage et les octrois pour les secours directs. Ce n'est pas la première fois que je suis chargé de l'administration du chômage.

Mon étude de la question m'amène à penser de la même façon qu'on le fait dans l'administration du chômage des grandes villes d'Europe. Si les gouvernements peuvent se borner à s'occuper du sort

de ceux qui souffrent de chômage, ils peuvent surmonter les difficultés. Mais, si les gouvernements tentent de se substituer aux employeurs privés et se mettent en frais d'employer trop de monde, ils ne réussiront pas et se dirigeront fatalement vers un échec. Le gouvernement peut faire face au problème s'il se borne à aider les chômeurs nécessiteux, mais il échouera s'il veut donner du travail à tout le monde.

Nous pouvons donner du travail aux chômeurs nécessiteux, à ceux qui sont sur le bord de la misère, mais seulement en leur fournissant du travail dans la proportion de leurs besoins. Nous nous préoccupons des chômeurs nécessiteux au sens de la loi. Le gouvernement se propose donc de n'accorder les secours directs qu'à ceux qui méritent d'en recevoir et qui sont vraiment près de la misère. Ce sera la politique qui sera suivie. Tout autre système est voué à la faillite. Il ne faut donner du travail qu'aux chômeurs nécessiteux et nous sommes prêts à aborder le problème de cette façon. Il faut se limiter à cela, et les chômeurs eux-mêmes nous comprendront et nous aideront. Il nous est impossible de continuer à dépenser de l'argent de la façon qu'on le fait depuis quelques années.

Lorsque le gouvernement donnait \$1 aux travaux de chômage, le chômeur retirait cinq sous de ce dollar, non pas toujours à cause de maladministration, mais parce que le système des grands travaux de secours le veut ainsi. Si les gouvernements se restreignent au sort de ceux qui souffrent vraiment du chômage, ils peuvent parer à la situation. D'autre part, si l'État veut se substituer à l'industrie, il fera faillite inévitablement. On peut être de bonne foi et commettre des erreurs. Le gouvernement s'efforcera d'avoir une politique juste mais honnête, et ce, à l'égard de toutes les classes de la société.

Les chômeurs de bonne foi accueilleront cette mesure qui ne peut faire plaisir à tout le monde. Mais, avec le concours que l'État est en droit d'attendre des citoyens de la province, nous sommes convaincus que nous réussirons à régler cette question, comme elle l'a été ailleurs dans certaines villes de la province. Le gouvernement promet de se montrer juste dans les questions d'assistance chômage, mais personne ne sera inscrit sur les listes de secours sans avoir droit à l'aide de l'État.

M. l'Orateur fait remarquer au représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) que son temps est expiré.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'aurai encore l'occasion, au cours de la session, de

parler de ces projets. Pour l'instant, limité, comme les autres, par le décret des 30 minutes que l'Orateur fait rigoureusement observer, je reprends, dit-il, mon fauteuil.

(Applaudissements à droite)

M. Robinson (Brome)¹⁰ fait les compliments d'usage à l'Orateur de la Chambre, au proposeur et au seconneur de l'adresse, félicite le gouvernement pour le choix heureux de son trésorier provincial, (l'honorable M. Mathewson). C'est, dit-il, un homme capable, loyal, intègre et d'esprit ouvert. Le trésorier a déjà découvert que les finances de la province ne sont pas tout à fait aussi déplorables qu'on les avait représentées. Je suis heureux de constater que plus il se met au courant de ses fonctions, plus il constate que les finances de la province ne sont pas dans une condition aussi mauvaise que d'aucuns l'espéraient, et qu'elles sont, au contraire, dans un état satisfaisant, en dépit des prétendus abus qu'aurait commis l'ancien gouvernement.

Je regrette de n'avoir rien vu, dans le discours du trône, aucune allusion au projet de canalisation du Saint-Laurent. Rien sur un projet d'aussi grande envergure. À part la guerre, rien n'est plus vital pour le pays, et particulièrement la province, que ce projet. Si nous ne faisons rien pour en empêcher la réalisation, nous serons bientôt engagés dans une entreprise peut-être trop vaste et dont aucune personne ne peut encore déterminer le coût exact. Ce sera un des plus gros projets, sinon le plus gros, que le pays ait connus, à l'heure où le premier ministre du Canada, M. King, nous dit que toutes nos ressources doivent être gardées pour la poursuite de la guerre et qu'il faut pratiquer la plus stricte économie, non seulement chez les gouvernements, mais chez les individus, pour atteindre cette fin.

On nous dit que l'intention du gouvernement fédéral est de payer à mesure les dépenses de guerre. C'est là une intention admirable et, sans doute, pareil plan est excellent et admirable. Mais il faut bien constater que le premier ministre du dominion, au lieu de pratiquer la stricte économie qu'il prêche, est sur le point de lancer le pays dans un programme de dépenses qui endettera la nation. Il faut se rappeler que, lorsque le projet fut discuté une première fois, le pays n'était pas en guerre. Le plan proposé de canalisation du Saint-Laurent, particulièrement en ces temps de guerre, constituera non seulement la plus grande vague de dépenses de l'histoire du Canada, mais créera en plus une dette au point que nos petits-enfants ne seront probablement pas capables de payer les intérêts de la dette.

Il considère l'entreprise du point de vue navigabilité du Saint-Laurent jusqu'aux futurs ports de mer des Grands Lacs, du point de vue hydroélectrique, et du point de vue de la guerre. Ce sont, explique-t-il, les grandes lignes du projet. On prétend, dit-il, que l'économie sur le transport du blé serait de l'ordre de 2 à 12 sous le boisseau. En supposant que ce soit vrai, ce qui n'est pas prouvé, on causerait des pertes graves à nos villes. Le creusement du Saint-Laurent supérieur aura pour effet de détourner la navigation océanique des ports de Montréal, de Sorel, de Trois-Rivières et de Québec, au bénéfice des ports de l'Ontario.

Deuxièmement, en ce qui regarde le côté hydroélectrique de l'entreprise, à mon avis, nous ne sommes pas près, dans le pays, de manquer d'énergie électrique. La province a environ 4,400,000 chevaux-vapeur d'énergie potentielle provenant de ressources entièrement nationales, telles que le tronçon du Saint-Laurent à Soulanges, qui peut produire 1,500,000 chevaux-vapeur. Je remarque que la capacité génératrice du développement Beauharnois augmente substantiellement et devrait sous peu être en mesure de produire le double de sa capacité actuelle à un coût raisonnable. Environ 500,000 chevaux-vapeur peuvent être développés au Saint-Canada dans plusieurs centrales, alors qu'au Bas-Canada, plus de 400,000 chevaux-vapeur, soit 70 % du facteur de charge, peuvent être rendus disponibles en dedans d'une période de temps comparable. Nous en avons donc suffisamment et, au besoin, nous pourrions, en particulier sur le Saint-Maurice, sur la Gatineau, au Saguenay et sur la Lièvre, produire un supplément d'énergie s'élevant à 2,000,000 de chevaux-vapeur.

Troisièmement, on a dit que ce serait là une mesure de guerre. C'est ridicule. Il faudra au moins sept ans pour mettre en marche l'entreprise, et aucun homme s'attend à ce que la guerre dure aussi longtemps que cela. Nous avons déjà un très bel exemple de projet chapeauté et contrôlé par le gouvernement. Tous connaissent ou devraient connaître l'histoire de la Canadian National Railway avant et après que le gouvernement ait décidé de prendre en main les chemins de fer. L'exemple des chemins de fer nationaux, dont la dette de \$889,000,000, en 1919, est passée à plus de \$3,000,000,000, doit nous faire réfléchir. Et puis, faut-il en plus ruiner nos compagnies de navigation qui ne font que sortir du marasme de la crise?

Puisque nous sommes en guerre, il importe de faire en sorte de la gagner. Mais, en même temps, en toute justice pour nos enfants et petits-enfants, nous devrions procéder avec soin, et limiter nos dépenses le plus possible. C'est un projet dont

l'Ontario pourrait ou non profiter, mais duquel le reste du Canada, et particulièrement la province de Québec, souffrirait énormément.

Le premier ministre du Canada, M. King, aurait mieux fait de parler de la canalisation du Saint-Laurent dans ses discours électoraux à la radio, ces temps derniers, que de soulever l'épouvantail de la conscription qu'on agite depuis 25 ans dans ce pays à toutes les campagnes électorales, afin de camoufler les véritables questions en discussion. La *Gazette* de Montréal avait un éditorial bien au point sur cette question, dans son édition du 24 février. Tous les Canadiens devraient lire cet éditorial, et M. King et M. Lapointe en particulier. Il m'est difficile de comprendre pourquoi des hommes comme M. King et M. Lapointe, qui occupent tous deux des positions élevées, se rabaisent en faisant de la petite politique par des temps comme les nôtres.

Il (M. Robinson) cite en partie l'éditorial de *The Gazette*, qui va comme suit: "Les orateurs libéraux, incluant les ministres qui ne peuvent satisfaire aux demandes pour un gouvernement national autrement qu'en suggérant la nécessité d'un gouvernement en faveur de la conscription, et qui sont incapables d'encaisser les accusations de mauvaise administration de guerre autrement qu'en insinuant que les critiques du gouvernement essaient de mettre en échec le système de l'enrôlement volontaire et de le remplacer, ne servent pas leur cause. Le premier ministre lui-même s'en est rendu coupable, et c'est à présent au tour du ministre de la Justice, lui qui devrait se situer au-delà de pareilles tactiques."

Pourquoi faire peur à la population avec les mots de gouvernement d'union, lequel gouvernement d'union a appliqué la conscription dans le dominion? Pourquoi? Tous les partis ne se sont-ils pas déclarés contre la conscription? Personne ne veut la conscription; tous les partis l'ont condamnée.

Il termine en priant le premier ministre de la province de s'élever contre le projet de canalisation du Saint-Laurent. Ce projet, dit-il, devrait être tabletté jusqu'à ce que la guerre soit terminée.

M. Chaloult (Lothbinière) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Leduc), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 29 février 1940, à la page 3, parle de la ferme de son frère.

2. *Le Soleil* du 29 février 1940, à la page 3, écrit qu'au cours de la séance, M. Houde s'absorbait de temps à autre dans la lecture du magazine *Times*, surtout pendant le discours de M. Gagnon.

3. M. Adhémar Raynault, ancien maire de Montréal et ancien député de L'Assomption, est également présent dans les banquettes réservées aux visiteurs de l'Assemblée, selon *L'Action catholique* du 29 février 1940, à la page 3.

4. *La Patrie* du 29 février 1940, à la page 4, signale qu'il s'agit de la devise du fascisme.

5. Selon *The Montreal Daily Star* du 29 février 1940, à la page 4, cette nomination aurait été faite plutôt par Anatole Carignan, ministre de la Voirie dans le cabinet Duplessis.

6. Selon *L'Événement-Journal* du 29 février 1940, à la page 3, cette somme serait de \$1,952,544, et, selon *Le Canada* du même jour, à la page 7, de \$1,752,000.

7. Selon *L'Événement-Journal* du 29 février 1940, à la page 3, cette somme serait de \$386,000.00, et, selon *Le Canada* du même jour, à la page 7, de \$328,000.

8. Selon *L'Événement-Journal* du 29 février 1940, à la page 3, et *Le Canada* du même jour, à la page 7, cette somme serait de \$299,000.

9. Le journaliste n'a pas compris la réponse du député de Matane.

10. Le député de Brome prononce son discours en anglais.

Séance du jeudi 29 février 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et de la Caisse de Remboursement, demandant l'adoption d'une loi les concernant (M. Boucher);
- du conseil du village de Valcourt, demandant l'adoption d'une loi concernant ledit village (M. Bullock);
- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);
- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges de Montréal, demandant l'adoption d'une loi relative à ladite paroisse (M. Gauthier);
- de M. Andrew Tolhurst et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal (M. Dumaine).

Rapports de comités:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Gladys Wilson, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson;
- de la cité de Sherbrooke, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la compagnie "The Roberval and Saguenay Railway Company", demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de The Society of Chartered Accountants of the province of Quebec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du révérend M. Charles-Hector Deslauriers, demandant l'adoption d'une loi érigeant une nouvelle municipalité rurale sous le nom de "Municipalité de Mont-Tremblant", dans le comté de Terrebonne, pour fins municipales seulement;

- de Grace Wilhelmina Rothwell et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount;

- de dame Elsie Stephen Meighen et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant un acte de donation par Madame R. W. Reford;

- de Leslie Hamilton Gault et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault;

- de dame Alice Frances Dwane, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu John Dwane;

- de la ville de LaSalle, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Congrégation des Ursulines de Québec, demandant l'adoption d'une loi changeant le mode d'incorporation de ladite congrégation;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited;

- de la corporation municipale de la ville de Donnacona, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited;

- du curé et des marguilliers de l'Oeuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté de Deux-Montagnes, demandant l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs à ladite fabrique;

- de la corporation de la cité de Granby, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes, demandant l'adoption d'une loi la concernant ainsi que le collège Laval;

- du révérend père Alphonse Lanoie et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls;

- de M. Jacques Jolin, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Albert Lagnado, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat;

- de L'Action Sociale Catholique, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Fabrique de Saint-Eustache

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande la permission de présenter le bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Donnacona

M. Plamondon (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 139 ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission scolaire de Donnacona

M. Plamondon (Portneuf) demande la permission de présenter le bill 140 ratifiant une résolution des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits Commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Donation par dame R. W. Reford

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 102 concernant un acte de donation par dame R. W. Reford.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ursulines de Québec

M. Morin (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Leslie Hamilton Gault

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mont-Tremblant

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 147 érigeant la municipalité de Mont-Tremblant dans le comté de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Frères Maristes

M. Leduc (Laval) demande la permission de présenter le bill 122 concernant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes et le collège Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de LaSalle

M. Kirkland (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 124 modifiant la charte de la ville de LaSalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de la ville de La Tuque

M. Guibord (Laviolette) demande la permission de présenter le bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 28 février courant, sur la motion proposée mercredi le 21 février courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Chaloult (Lotbinière) félicite l'Orateur de l'Assemblée législative et les proposeurs de l'adresse en réponse au discours du trône. Le représentant de Roberval (M. Potvin), dit-il, a su faire preuve d'élégance et de fermeté. J'admire sa crânerie et ses idées personnelles et j'espère, ajoute-t-il, que les contacts de la vie politique ne lui feront pas perdre son enthousiasme de jeunesse.

Le député de Brome (M. Robinson) a prononcé hier un discours. Dans un langage concis, comme d'habitude, il a exprimé des opinions intéressantes sur la canalisation du Saint-Laurent. Cette question controversée est très complexe. Elle doit être envisagée sous plusieurs aspects. Cependant, on remarque que tous les amis des trusts, et particulièrement de celui de l'électricité, sont opposés à la canalisation. Je ne dis pas que c'est là l'opinion de mon honorable ami de Brome. Je suppose qu'il a d'autres raisons pour être contre le projet.

Il rend hommage à ses électeurs du comté de Lotbinière et rappelle la mémoire d'Alain Chartier de Lotbinière, dont le portrait est sur le tableau placé

au-dessus du trône de l'Orateur de la Chambre et représentant la première Assemblée législative du 1791. Il rappelle aussi la mémoire de Sir Henri Joly de Lotbinière, ancien premier ministre de Québec, et adresse un salut très cordial au descendant de ces deux grandes figures de la politique canadienne et qui est seigneur de Lotbinière, M. Alain Joly de Lotbinière.

Avant d'aborder les problèmes de l'heure, principalement celui du chômage, permettez-moi, M. l'Orateur, d'expliquer mon retour dans cette Chambre et de définir mon attitude à l'égard des partis en présence. Quelques mots du passé et regardons l'avenir: c'est ce qui importe. J'ai l'intention de m'occuper du député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Pardonnez-moi si, avant de ce faire, j'oublie quelques formalités cléricales, si je ne parle pas de la Providence et si je n'invoque pas les bénédictions du ciel. Pour ma part, je n'ai pas l'habitude de mêler la religion à tout. Il n'est pas donné à tous de gravir les sommets spirituels et d'y planer. L'ascétisme n'est pas mon fait et j'espère que le chef de l'opposition me le pardonnera².

Il y a trois ans et demi, j'étais élu mandataire de l'historique comté de Kamouraska, guillotiné "sous la Terreur" par le chef de la torture, parce que je revendiquais, conformément au programme de l'Union nationale, la libération économique du peuple canadien-français. Mon chef politique d'alors - que les temps sont changés! - dans un discours à l'appui de ma candidature, affirmait: "C'est un homme qui saura se tenir debout et qui saura au besoin réprimer ce qui pourrait n'être pas conforme au programme que nous nous sommes tracés." Il me connaissait bien.

Aussi, pendant trois ans, suis-je demeuré fidèle aux prévisions de ce chef devenu, hélas, premier ministre. Debout, - et dans quel climat! - j'ai réclamé de lui et contre lui la liberté économique du Québec. On eut beau m'expliquer qu'un programme électoral n'était plus de saison, une fois l'élection gagnée, on eut beau me faire entendre qu'il serait plus sage et beaucoup mieux vu dans certains milieux puissants de le remiser jusqu'à la prochaine campagne, je persistai à croire que tous les électeurs ne sont pas des naïfs et que le premier devoir d'un homme d'honneur, c'est de respecter sa parole.

La lutte s'engagea. Il fallait détruire sans retard cet original qui osait rappeler après les élections, même en Chambre, les promesses électorales de son parti. On me le fit bientôt savoir. Expulsé en douce des caucus de l'Union nationale, mais expulsé *manu militari* tout de même, avec

l'escorte d'un colonel, s'il vous plaît, j'eus bientôt à mes trousses une meute de polissons et d'insulteurs chargés de m'injurier et houspiller ici même sur le parquet. Le député de Matane (M. Gagnon) a dit hier qu'on ne devait pas laisser les chiens aboyer dans le "salon de la race". Eh oui, "aboyer", ceci nous rappelle que c'était précisément A. Boyer³ qui était le chef des polissons dans cette Chambre au cours des dernières sessions.

Je remercie le nouveau député de Châteauguay (M. Fortin) et la population d'avoir débarrassé la Chambre et la province de ce chef. On tenta alors, suivant le procédé classique de Voltaire, de salir ma réputation. Impuissants à me dompter, on décida d'employer un moyen plus radical: sans l'ombre d'une justification, contre le bon sens et l'équité, on biffa tout simplement mon comté de la carte électorale. Le soir même du vote de cette loi mesquine, je lançais au premier ministre ce défi: "Vous ne réussirez pas à me sortir de cette Chambre. Je vous donne rendez-vous au prochain Parlement."

Et me voici, M. l'Orateur, malgré la plus diabolique des campagnes électorales. Comment ne pas rappeler la parole célèbre: "Nous sommes ici et vous êtes là"? Doutons maintenant qu'il y ait dans la vie une justice immanente, une loi des compensations. Où sont donc aujourd'hui la plupart de mes insulteurs? Je les cherche en vain. Ils sont disparus. *Rari nantes...*

Le 25 octobre dernier, à 7 heures trente minutes exactement, après avoir offert mes hommages au chef du Parti libéral, j'adressais à l'infortuné député de Trois-Rivières la dépêche suivante: "Au plaisir de nous rencontrer en Chambre". J'attends encore sa réponse.

Je remercie encore cordialement mes électeurs de Lotbinière, et je les félicite d'avoir contribué si généreusement à balayer un gouvernement ruineux, le plus antinational depuis la Confédération.

Je voulais surtout parler aujourd'hui de choses constructives. Cependant, après avoir entendu les discours des députés de Trois-Rivières (M. Duplessis) et de Matane (M. Gagnon), en cette Chambre, je ne puis résister au plaisir de dire quelques mots sur leurs discours⁴.

Le chef de l'opposition a vanté les œuvres de l'Union nationale. Mais il a omis de nous dire que les quelques œuvres, et elles se font rares, qui ont été accomplies par l'Union nationale ne faisaient pas partie du programme de l'Union nationale, mais bien du programme de l'Action libérale nationale. Le député de Trois-Rivières a omis de nous mentionner les réformes qu'il avait promis de faire, qu'il n'a pas

faites durant les années de son administration. Ces promesses, moi aussi, en 1936, je les avais faites aux électeurs du comté de Kamouraska. Je n'ai pas honte de dire que je fus élu alors comme un député national.

Après avoir entendu le chef de l'opposition passer en revue les œuvres de l'Union nationale, je me suis empressé de prendre le programme de l'Union nationale, en 1936, pour comparer. L'ancien premier ministre n'a pas rempli le programme de l'Union nationale. D'ailleurs, en 1936, le programme que nous avons appliqué à la population était bien celui de l'Action libérale nationale. Sur une cinquantaine de réformes promises aux électeurs, cinq ou six seulement ont été réalisées par le gouvernement de l'Union nationale, et quelques-unes l'ont été à moitié.

Le chef de l'opposition devait briser les trusts. C'était le pourquoi de notre campagne. A-t-il brisé les trusts des banques, le trust de l'industrie du papier, celui du charbon et celui de l'électricité? C'est pour cela que l'Union nationale avait été fondée. Après trois années, pratiquement rien n'a été fait contre la dictature économique. Il n'a pas lutté contre les trusts du charbon, de l'électricité et de la gasoline, etc.

En 1936, le chef actuel de l'opposition déclarait qu'il était défenseur du peuple contre le trust de l'électricité. Eh oui, il osait alors parler de la sorte. Le chef de l'Union nationale ne manque pas d'audace. Il nous a dit qu'il avait créé une centrale au Témiscamingue. On a bien construit cette centrale électrique dans le Témiscamingue. Mais pourquoi pas à Sainte-Rose-du-Dégel ou à Sainte-Émélie-de-l'Énergie, par exemple? Cette centrale au Témiscamingue, qu'est-ce que ça peut bien donner aux consommateurs de Montréal et de Québec? Il s'était pourtant engagé, par écrit, à organiser une concurrence au trust de l'électricité dans les endroits stratégiques. Les endroits stratégiques, ce n'était pas le Témiscamingue, mais les grands centres.

Le chef de l'opposition a dit encore qu'il avait fait rembourser \$450,000 par le Montreal Power. Quel succès! Quelle somme formidable pour une compagnie comme la Montreal Light, Heat & Power! Quand on songe que la Montreal Power est une compagnie surcapitalisée, laquelle a mouillé son stock 45 fois, et qui exploite le peuple depuis des années. On parle d'abaissement des taux à Montréal. Mais c'est la Montreal Light, Heat & Power qui fournit les chiffres! La centrale du Témiscamingue, en quoi cela a-t-il aidé le contribuable? L'électricité à produire est déjà vendue à trois compagnies.

Aucune procédure n'a été prise contre le sénateur Webster⁵. On ne l'a pas fait arrêter comme on l'avait promis. Voilà encore une promesse non réalisée. Rien n'a été fait contre le trust de la gazoline. Il y a plus. À la fin de l'administration Duplessis, la gazoline se vendait plus cher encore qu'en 1936. Rien non plus en faveur de la politique de l'électrification rurale. Il n'a pas créé une hydro provinciale, ni le conseil économique. Un conseil économique, l'on ne savait pas ce que c'était.

L'Union nationale avait aussi promis la diminution des dépenses d'élections. La prime sur le beurre et le fromage, les cultivateurs l'ont-ils eue? Ils attendent encore, le chef de l'opposition ne l'a pas donnée. Moi aussi, en 1936, dans le comté de Kamouraska, je promettais cette prime. J'ai appris ultérieurement que ce n'était là que des promesses pour escamoter des votes. On n'a pas tenu compte de ces promesses. L'an dernier, j'ai proposé une motion de censure relativement à l'attitude du gouvernement relativement à la question, et tous les membres de l'Union nationale ont voté contre ma motion.

On dit que l'Union nationale se maintiendra. Le chef de l'opposition a dit que l'Union nationale vivra. Mais l'opposition dans cette Chambre, ce n'est pas une union nationale. L'Union nationale n'existe plus. Il ne reste qu'un parti conservateur tory qui n'a rien de national. Je refuse d'admettre, pour le groupe qui siège à gauche, que c'est un parti national. Le mot "national"? C'est un trop beau mot pour le galvauder et le prostituer comme on l'a fait depuis quelques années. J'étais candidat de l'Union nationale en 1936. Je me suis trompé. Il est permis à tout le monde de se tromper. Mais je suis revenu de mon erreur. Ce qui est une faute, c'est de persister dans son erreur, ce dont je me suis gardé. Le Parti libéral a vu plus clair que nous. Je suis libéral et je le serai toujours.

Le député de Matane (M. Gagnon) s'est demandé comment le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) et moi, nous accorderions notre mystique nationale avec notre nouvelle mystique libérale. Le député de Matane s'intéresse aux questions historiques, il a des lettres. (M. Gagnon lit à ce moment un journal.) J'aime à reconnaître les mérites de mes adversaires, même quand ils lisent leurs journaux.

Depuis 1840, il ne faut pas l'oublier, le libéralisme s'est toujours étroitement confondu avec le nationalisme, bien que ce dernier, je le reconnais, soit un peu discrédité dans la province de Québec et il est vrai qu'on s'en est, plus tard, un peu éloigné. Mais, en somme, il n'y a jamais de différence entre

le libéralisme, le nationalisme et le patriotisme. Après 1840, ils se sont confondus. Les grands patriotes du siècle dernier, Papineau, La Fontaine étaient tous de grands libéraux et de grands nationaux. Papineau était un libéral et, pour cela, il ne manquait ni de nationalisme ni de patriotisme. Rappelons-nous 1837, il était anti-tory. La Fontaine était lui aussi un grand libéral, un grand national et un grand patriote. Et Mercier, le grand Honoré Mercier, dont on disait que sa grande passion était la fierté française, bien qu'il fût national, n'en était pas moins un grand libéral. Ce sont les tories qui lui ont fait un mauvais parti devant les tribunaux criminels. Des gens proches du chef de l'opposition, des gens qui lui tenaient de près, l'ont persécuté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai laissé faire depuis le début le député de Lotbinière. Je l'ai laissé parler sans l'interrompre, car ses attaques me laissent indifférent, mais je ne permettrai pas qu'il attaque la mémoire de mon père. Que le député de Lotbinière laisse donc les morts tranquilles! Il peut m'attaquer, mais je veux enlever la fausseté historique qu'il veut répandre. Qu'on n'aille pas insulter ceux qui sont morts!

M. l'Orateur, il est de fait historique que mon père a siégé ici, comme député au temps de Mercier. Il était député conservateur en cette Chambre lors de cette affaire. Il est non moins historique, et je le dis pour le savoir personnellement, que mon père, avec Sir Mathias Tellier, Sir Thomas Chapais, l'honorable Allard et quelques autres, s'est opposé aux tactiques et aux procédures employées contre Mercier, et l'a défendu contre ses accusateurs.

Il fait un éloge de Mercier.

Quant à moi, ajoute-t-il, j'ai fait voter, en reconnaissance par mon gouvernement, une pension de \$7,000⁶ par année à la veuve du fils de Mercier. C'est une autre preuve de l'estime où mon père tenait Mercier, c'est son fils qui a fait voter cette pension à la veuve et aux enfants du fils de l'ancien premier ministre Mercier. Mon père a laissé un nom dont la respectabilité pourrait servir d'exemple à celui qui vient de parler.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ce n'est pas un point d'ordre, c'est un discours!

M. Chaloult (Lotbinière): Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) fait erreur. Je n'ai pas attaqué la mémoire du père du chef de l'opposition, M. Nérée Duplessis, en ayant dit "des gens qui lui

tenaient de près". Je n'ai même pas songé à mentionner son nom et je suis surpris de l'interruption du député de Trois-Rivières. On dirait qu'il a quelque chose à se reprocher.

Le libéralisme est la plus pure tradition nationale. Et je dis donc que Papineau, La Fontaine et Mercier étaient de grands patriotes et qu'à Ottawa, le parti tory a toujours été anticanadien-français. C'est toujours chez les tories que l'on a retrouvé les plus fervents impérialistes. Rappelons-nous les noms de Bennett, Meighen, Drew ou MacPherson. Vous n'avez qu'à mentionner ces noms pour soulever la colère de la population de Québec. Le très honorable M. Bennett, chef du député de Matane (M. Gagnon), est anticanadien-français et un fervent impérialiste, bien qu'il soit fort intelligent. Il fut l'ennemi des Canadiens français. C'est dans la tradition conservatrice!

D'autre part, le parti le plus canadien a toujours été le Parti libéral. Le très honorable M. Mackenzie King, premier ministre du Canada, a toujours été l'ami des Canadiens français. Lorsque nous avons obtenu d'Ottawa des faveurs ou une justice du moins partielle, ce fut toujours sous un gouvernement libéral.

On a avili le mot "national". On a abusé de la religion et des questions religieuses. On a tellement galvaudé ces mots qu'on hésite maintenant à les mentionner. Nous, nous en sommes rendus à nous demander si nous pouvons encore citer les encycliques en Chambre. Chez les libéraux provinciaux, je n'ai pas trouvé la même attitude que chez les unionistes. J'y ai trouvé plus de largeur d'esprit et moins d'étroitesse. Du côté conservateur, c'est l'intransigeance et l'étroitesse d'esprit. Du côté libéral, c'est la tolérance et la largeur de vues.

Le Parti libéral gouverne maintenant la province, dit-il, et je présente mes hommages à l'honorable premier ministre. Tout en conservant mon indépendance de pensée et d'action, je n'hésite pas à entrer dans les rangs du Parti libéral actuel, conduit par M. Adélard Godbout. Je me plais, poursuit-il, à saluer mon chef que je louais lors de la dernière session en ces termes: "M. Godbout est un honnête homme, un brillant spécialiste des questions agricoles, un orateur disert et distingué, un Canadien français sincère dont je ne suspecte pas les sentiments patriotiques." Je porte aujourd'hui le même jugement. Depuis un an, je n'ai donc pas changé, comme certains adversaires l'ont prétendu lors des élections. C'est particulièrement la personnalité de l'honorable premier ministre qui m'a amené à coopérer étroitement avec le Parti libéral en compagnie du Dr Philippe Hamel.

Je me réjouis de voir à la tête de la province un agriculteur hautement qualifié; nul doute qu'il saura promouvoir efficacement les intérêts de l'agriculture et de la colonisation. Père de famille soucieux de ses responsabilités, il s'appliquera à économiser et à rétablir l'équilibre dans nos finances publiques. Parfait gentilhomme, il saura maintenir l'ordre dans cette Chambre et rendre à la province sa bonne réputation d'autrefois. Homme de parole, il a manifesté à mon égard une parfaite loyauté que je m'en voudrais de ne pas reconnaître publiquement. Est-il besoin de l'assurer que j'entends me conduire envers lui de la même manière?

(Applaudissements)⁷

Est-ce à dire toutefois que je renonce à toute indépendance? Loin de là. Comme je l'ai dit et répété tout au cours de la campagne électorale, je garde toutes mes idées, sociales et nationales. Je n'abandonne aucun de mes principes. Je reste fidèle à mon passé politique et j'entends poursuivre la lutte pour notre libération économique. Peut-être m'arrivera-t-il de modifier mes tactiques pour atteindre cette fin; il vaut mieux, je pense, profiter de ses erreurs que de les répéter. D'ailleurs, je ne veux pas être de ceux qui confondent principes et tactiques. Ils sont trop nombreux parmi ceux qui se piquent de nationalisme. J'ai respecté mes engagements comme tout homme d'honneur doit le faire.

J'exprimais, l'an dernier, le même point de vue lorsque je rappelais que la politique est un art. Pour le pratiquer avec succès, ajoutais-je, il importe d'être réaliste. Tout en s'attachant inflexiblement aux principes, il y a la manière d'y amener les gens et c'est toute une stratégie que de les traduire en actes. Il y a une psychologie des foules et des individus qu'il serait désastreux de méconnaître. Tous les mouvements nationalistes qui se sont succédé au Canada français en ont-ils toujours tenu compte? Soyons-en convaincus; les hommes sont des hommes, c'est-à-dire souvent égoïstes, intéressés et mesquins; et, aussi longtemps qu'ils resteront tels, on devra les traiter en conséquence. Jugerait-on ces considérations superflues? Il n'était peut-être pas inutile de les rappeler.

D'ailleurs, un tiers parti n'est-il pas une chimère dans les conjonctures présentes? N'est-il pas préférable de chercher à réaliser des réformes avec le concours du Parti libéral, car le libéralisme bien compris signifie nationalisme et patriotisme? Le nom même du Parti libéral signifie, après tout: progrès, évolution, adaptation. Si l'on entend le libéralisme politique dans ce sens-là - je crois que c'est le

véritable - j'ai toujours été libéral et avec enthousiasme. Et puis, si nous ne parvenons pas à obtenir toutes les réformes que nous souhaitons, il nous paraît sage, pour l'instant, de nous contenter de progrès, si modestes soient-ils, sans jamais perdre de vue l'idéal que nous poursuivons. L'expérience ne démontre-t-elle pas que toutes les conquêtes requièrent de longs et pénibles efforts? C'est degré par degré qu'on monte l'escalier, dit le proverbe populaire. La formule absolue du "tout ou rien" n'est-elle pas quelque peu simpliste? Quand on s'obstine à exiger du 100 %, il arrive qu'on obtienne exactement zéro. Ce n'est guère pratique pour les idées que nous défendons.

Pour ma part, je n'hésite pas à accorder généreusement ma confiance au nouveau gouvernement. Je n'attends évidemment pas de lui qu'il réalise les promesses de l'ancien régime (il a eu la prudence de ne pas s'y engager), mais j'espère tout de même obtenir quelques réformes d'ordre économique et social. Entre gens de bonne volonté qui recherchent également le bien commun, on doit pouvoir trouver un terrain permanent d'entente. L'honorable premier ministre (l'honorable M. Godbout) nous a donné de telles preuves de largeur d'esprit et de tolérance qu'il me semble difficile de ne pas continuer à collaborer, même s'il m'arrive occasionnellement de différer d'opinion avec lui. On aime d'ailleurs à répéter dans les milieux libéraux que le parti est assez grand pour encadrer des gens d'opinions sensiblement différentes.

Je ne saurais, M. l'Orateur, prononcer mon premier discours en ce Parlement sans rappeler le souvenir et les admirables qualités du Dr Philippe Hamel. Certes, il est permis de discuter ses doctrines politiques, mais il faut s'incliner devant sa droiture, sa générosité, son parfait désintéressement. Une grande passion anime toute la vie du Dr Hamel: la justice sociale. Pour elle, il risque tout. La souffrance imméritée du peuple l'émeut et l'indigne, lui qui connaît si bien les responsables de notre servitude. Aussi, cravache-t-il sans répit les capitalistes, les dictateurs économiques et leurs complices politiques. Malgré les injures et les trahisons, jusqu'au bout il poursuivra son œuvre. Il est bon que ses adversaires le sachent, il n'a rien d'un lâcheur. En voilà un qui aime son peuple, mais d'une manière réaliste et efficace.

Un des premiers, il a compris que notre avenir se joue sur le terrain économique. Son patriotisme dédaigne le verbalisme stérile, mais il n'en est que plus fécond. Il passe rapidement des idées aux réalisations, contrairement à trop de

doctrinaires, perdus dans les nuages et bons tout au plus à critiquer ceux qui mènent la bataille et encaissent les coups, quand on ne les voit pas remplis de mansuétude pour l'ennemi officiel. L'ancien chef du Parti national n'a renoncé à aucun de ses idéaux, à aucun de ses principes.

Le Dr Hamel a quitté cette Chambre profondément dégoûté: il n'avait jamais soupçonné tant de fourberie et de méchanceté dans le cœur de ceux-là mêmes qui avaient mangé dans sa main. La malice humaine ne connaît pas de mesure. Il a refusé une réélection qui lui était assurée, mais il a énormément contribué à abattre le gouvernement antinational qui l'avait lâchement trahi. Le Dr Hamel poursuivra jusqu'au bout sa lutte pour la justice sociale et j'espère qu'il acceptera bientôt de revenir dans cette Chambre. Il y respirera une atmosphère de dignité et de cordialité. Le Parti libéral, qui désirait appuyer sa candidature en octobre dernier, serait sans doute heureux de lui faciliter une réélection.

Un problème particulièrement redoutable et complexe que doit affronter notre nouveau gouvernement est celui du chômage généralisé. Depuis plus de 10 ans, tous nos pouvoirs publics s'ingénient à lui trouver une solution. Depuis 10 ans, ils ont gaspillé quelque \$700,000,000 en secours directs et le mal persiste toujours. Le chômage prospère pendant que l'État se ruine. Si, au moins, avec les \$170,000,000 alloués à Québec, on avait effectué de vastes travaux de colonisation, comme en Italie, par exemple, si on avait préparé des terres neuves, bâti des écoles, des églises, des lieux d'amusements pour l'établissement des colons!... Mais non, on a gaspillé cet argent, je le répète, et on a démoralisé notre population.

Nos jeunes gens, incapables d'obtenir un emploi à la campagne et désireux de fonder un foyer, s'engouffrent dans les villes. Il s'ensuit un désœuvrement funeste qui travaille une grande partie de notre jeunesse. À Montréal seulement, en 1933, plus de 280,000 personnes vivent à la solde de l'État. On en compte aujourd'hui encore environ 100,000. La période d'après-guerre s'annonce peu intéressante à ce point de vue. Que sera-ce après la guerre quand les industries d'armements fermeront leurs portes et que nos soldats reviendront d'Europe, si toutefois ils reviennent?

Ceux qui ne chôment pas sont broyés par la dictature économique qui a entraîné la déchéance des salaires. Sait-on, par exemple, que la moyenne des salaires à Montréal, en 1935, pour 166,000 ouvriers était de \$450 à \$850 par année? D'après l'*Annuaire statistique du Canada*, 90 % des familles ne touchent

pas \$1,000 par an. Dans Québec, cette proportion est certainement de 95 %. Et 1 % seulement touchent plus de \$5,000.

Ces chiffres concernent le Canada tout entier, mais, si nous analysons la situation particulièrement des Canadiens français, beaucoup plus pauvres que leurs compatriotes d'origine étrangère, il faut conclure qu'au moins 95 % des nôtres ne gagnent pas \$1,000 par an. Voilà donc pratiquement tout un peuple, prolifique parce qu'il observe les lois de Dieu, presque réduit à la mendicité. Et cela, dans un pays très riche, aux ressources naturelles illimitées, mais contrôlées contre le bien commun, par une poignée de capitalistes et de monopoles souvent protégés par l'État.

Pensez-vous, M. l'Orateur, que cette situation peut durer encore longtemps? Il est clair que, si cette situation se prolonge, il faut craindre de voir la jeunesse désespérée réagir un jour avec violence contre cet état de choses, si on n'y apporte pas bon ordre. Vous imaginez-vous vraiment que la jeunesse exaspérée ne réagira pas un jour? Ce serait la mésestimer singulièrement. Car enfin, qui donc parviendra à convaincre la jeunesse que, de droit divin, elle est née pour la gueuserie et la servitude? Il faut, comme les députés, avoir assisté quotidiennement, et pendant des mois, à l'interminable théorie de ces jeunes gens faméliques et parfois menaçants qui sollicitent en vain des emplois pour être convaincu d'une chose: c'est qu'il importe de résoudre sans délai le problème du chômage si l'on veut éviter les pires bouleversements sociaux.

Et qui osera blâmer notre jeunesse de vouloir mettre un terme, par tous les moyens légitimes, à l'industrie sociale qui l'étrangle? Se réjouir de sa pauvreté et de son malheur, tendre l'autre joue à son insulteur, c'est peut-être une vertu dans l'ordre spirituel; dans le domaine économique, c'est de la bêtise. Ne répète-t-on pas d'ailleurs tous les jours qu'un minimum d'aisance est nécessaire à la pratique de la vertu? Ce minimum d'aisance, nous ne le connaissons guère dans le Québec. Et pourquoi ceux qui ont toujours à la bouche ces paroles du pape deviennent-ils muets quand il s'agit de dénoncer efficacement la dictature économique, fourrier du paupérisme?

Quelle est donc la cause première d'un si grand mal? Il n'est pas nécessaire de la chercher longtemps. C'est le libéralisme économique qui est la cause de ce malaise social, le libéralisme dans l'anarchie des forces élémentaires qui se disputent le monde et qui équivaut à la loi du plus fort. Nos gouvernants imbus de libéralisme économique,

souvent sans le savoir, même quand ils se disent conservateurs, n'ont pas compris leurs devoirs envers la société qu'ils étaient chargés de défendre. Au lieu d'ordonner, au besoin de diriger les forces économiques, l'État les a laissées se concurrencer, se combattre, puis peu à peu se détruire. Comme c'était fatal, la libre concurrence que l'on prétendait favoriser s'est elle-même anéantie et seuls les plus forts sont restés maîtres des richesses de la nation. C'est pourquoi une dictature économique, et souvent étrangère, domine notre démocratie politique anémiée.

Notre pauvre peuple laissé à lui-même était incapable de résister. Il ne pouvait pas soutenir une lutte si inégale. Il a succombé par la faute et souvent par la complicité de ses propres chefs. Car ceci est beaucoup plus grave, il est arrivé que les gouvernants, souvent, ne se sont pas contentés de laisser et de laisser passer, mais ils ont aidé les étrangers à s'emparer de notre bien en le leur livrant souvent pour un plat de lentilles. Un peuple affligé d'une telle classe dirigeante - c'est beaucoup dire car elle ne dirige pas grand-chose! - est assurément bien menacé. L'étonnant, c'est qu'il survive. Il lui fallait son extraordinaire vitalité.

Je puis m'abuser, mais, à y réfléchir davantage, ma conviction s'affirme nette et profonde que le libéralisme économique ou "manchesterien" est à l'origine de nos misères économique-sociales. Il ne s'agit pas du libéralisme politique, c'est clair. La plupart de nos chefs politiques canadiens-français, à Ottawa et à Québec, ont adoré ces faux dogmes. On était libéral chez nous comme on est catholique, sans le moindre souci d'en chercher le pourquoi. La formation juridique et sociale donnée dans nos universités - de mon temps du moins - a très souvent engagé nos étudiants dans cette voie. Or, dans Québec, ce sont les avocats qui font la politique... malheureusement parfois.

Il faut admettre cependant que nos problèmes sociaux et économiques sont devenus tellement nombreux et complexes que nos députés, nos ministres eux-mêmes, si savants, si généreux soient-ils, sont totalement impuissants à les résoudre seuls. Ils le réalisent si bien qu'ils ont recours à des sociologues et à des techniciens pour les orienter. Accordons-leur, si vous le voulez, toute la compétence voulue - chose invraisemblable dans un système électoral comme le nôtre où, contrairement aux plus humbles corps de métiers, on n'exige des candidats aucune préparation, aucun examen - qu'ils ne trouveront jamais le temps nécessaire pour étudier nos problèmes quotidiens. C'est impossible.

Du matin jusqu'au soir, quand ce n'est pas du soir jusqu'au matin, ils sont poursuivis, harcelés par des chercheurs de "jobs", de primes, d'octrois ou d'autres faveurs gouvernementales. À moins de l'avoir expérimenté, on ne peut s'imaginer jusqu'à quel point nos députés sont distraits de leurs fonctions. Ils sont devenus de vulgaires agents de placement sans cesse tourmentés par une catégorie d'électeurs que nous ne songeons pas d'ailleurs à blâmer. Ce n'est pas leur faute. Mais il reste que le système politique empêche nos députés de remplir leur devoir de législateurs. Il faut que les représentants du peuple puissent accorder tout leur temps à l'étude des problèmes qu'ils doivent résoudre.

Souhaitons donc qu'on établisse bientôt dans la province une commission du service civil, ou tout autre organisme analogue, qui libérerait nos députés du patronage, pour une large part, et leur permettrait de consacrer le meilleur de leur activité à l'étude des grands problèmes de la nation. Afin d'assurer un meilleur service civil, on devrait créer une commission permanente. Cette commission comporterait l'avantage additionnel de nous épargner les pénibles chambardements de personnel dont la menace constante tue l'ambition chez les fonctionnaires, le beau stimulant à acquérir de la compétence, quand on sait que le mérite est moins considéré que les services politiques et qu'on reste exposé à être congédié à chaque changement d'administration!

Puisque nos gouvernements s'avèrent incapables de résoudre seuls nos problèmes vitaux, il importe de constituer un conseil économique qui sera chargé d'étudier et de penser pour eux, afin de les conseiller dans leur législation. Mlle Lindner, docteur en sciences économiques, définit ainsi ce conseil: C'est "un organisme composé de spécialistes, théoriciens et praticiens des différentes branches de la vie sociale et des affaires et chargé de travailler en collaboration avec l'État à l'élaboration d'une politique économique générale ainsi qu'à la solution de problèmes particuliers".

Notre conseil économique devrait être composé des meilleurs cerveaux, pour employer une expression de brûlante activité, de la province de Québec. Ceux-ci seraient choisis par le lieutenant-gouverneur en conseil, indépendamment de toute considération politique. Seraient particulièrement désignés pour y siéger, il me semble, des sociologues et des économistes éminents, tels que MM. Édouard Montpetit, Esdras Minville, le père Archambault, Georges Pelletier, Eugène L'Heureux, le

père Lévesque, Victor Barbeau; par des juristes cultivés, soucieux du bien commun, tels Émery Beaulieu, Antonio Perrault, Léon Mercier Gouin, Louis-Marie Beaulieu, Louis-Philippe Pigeon et d'autres; des politiques au sens social et national averti, tels Adélard Godbout, l'abbé Lionel Groulx, Philippe Hamel, Louis Francoeur, Paul Gouin, et d'autres. Ces messieurs devraient s'adjoindre des spécialistes et des techniciens, des industriels et des commerçants, des cultivateurs et des ouvriers compétents chargés de creuser les problèmes de l'heure.

Ce conseil ainsi constitué aviserait le gouvernement sur la législation économique et sociale; il suggérerait des solutions pratiques au problème du chômage; il pousserait l'inventaire de nos ressources naturelles; il étudierait les multiples aspects de la question agricole, par exemple le drainage des terres et les engrais chimiques; il chercherait le moyen le plus efficace pour l'État de concurrencer les trusts, principalement ceux de l'électricité et des banques, pivots de toute la dictature économique; il encouragerait la création de nouvelles coopératives et le développement de celles qui existent déjà; bref, il faciliterait l'établissement des corporations et préparerait les esprits à l'avènement du corporatisme social. D'ailleurs, la plupart de ceux dont nous avons suggéré les noms ont déjà proposé d'améliorer notre démocratie par le corporatisme. Je rappelle le nom de M. Léon Mercier Gouin qui a prononcé récemment une causerie radiophonique sur cette question.

Ce conseil économique pourrait avantageusement remplacer le Conseil législatif, ornement coûteux, pompeux et parfaitement inutile, de l'aveu même de nos partis politiques qui ont promis de l'abolir. L'ancien premier ministre s'était engagé expressément à transformer le Conseil législatif en conseil économique - paragraphe 4 du programme de l'Union nationale, chapitre des réformes politiques. Naturellement, cette promesse, comme la plupart des autres, n'a pas été rachetée. Le Parti libéral s'est lui aussi engagé à abolir le Conseil législatif; j'ai raison de croire qu'en temps opportun, il honorera sa promesse. Mais ce qui presse le plus, incontestablement, c'est l'organisation d'un conseil économique. Je souffrirais en silence, pour ma part, deux Conseils législatifs inutiles et dispendieux, si on voulait nous doter d'un véritable conseil économique.

En attendant cette mesure salvatrice, M. Eugène L'Heureux réclame, dans *L'Action catholique* du 16 février dernier, l'établissement

d'une "Commission permanente d'études économiques". D'accord! Car j'admets qu'en matière économique-sociale comme ailleurs, il faut procéder par étapes. Le conseil économique, ainsi que nous l'avons déjà entrevu, nous acheminerait peu à peu vers le corporatisme social. Il pourrait même, suivant la suggestion du père Lévesque, servir de conseil intercorporatif.

Est-il permis de rappeler, sans passer pour dévot, dans la seule Législature catholique de l'Amérique du Nord, que Pie XI, dans *Quadragesimo anno*, propose de corriger les abus du capitalisme par le corporatisme social, qui n'a évidemment rien de commun avec le corporatisme politique du régime Mussolini? Faut-il citer le cardinal Villeneuve lorsqu'il réclamait du corporatisme "à plein"? Faut-il souligner cet extrait de la lettre collective des évêques américains, publiée il y a quelques semaines seulement: "Le vrai remède à la situation sociale actuelle est dans le rétablissement d'une certaine forme de corporatisme qui unira les gens de mêmes professions et créera chez eux une unité morale"?

Le corporatisme, on le sait, consiste dans le groupement de diverses corporations professionnelles. On entend par corporation "un corps légalement constitué groupant tous les membres d'une même profession sous une autorité unique, ayant le pouvoir d'agir en vue du bien commun et d'imposer des décisions à tous les intéressés" (définition de l'Action corporative).

Il s'agit, par exemple, de réunir les patrons et les ouvriers d'une même industrie, disons celle de la chaussure, sous une seule direction, pour régler les diverses questions qui les intéressent. Les corporations sont des organismes de droit naturel. L'Ordre des avocats forme déjà une corporation, de même que la Chambre des notaires et le Collège des médecins. L'Union des cultivateurs catholiques constitue, avec les associations ouvrières, des éléments précorporatifs.

Lorsque tous les citoyens seront ainsi groupés, suivant leur profession ou leur métier, ils établiront dans chaque municipalité une chambre locale où se rencontreront les mandataires de chaque corporation pour discuter leurs intérêts communs. Dans chaque région, ils pourront organiser une chambre régionale, composée des représentants des chambres locales. Enfin, un Conseil intercorporatif viendra couronner tout cet organisme social. Ce conseil intermédiaire entre le gouvernement et les corporations dirigera celles-ci vers leur fin naturelle et conseillera le gouvernement.

Le corporatisme comporte des avantages particulièrement nombreux et éminents pour nous, Canadiens français, au triple point de vue économique, social et national. Notre mentalité particulière nous invite et nous prédispose à l'accepter. C'est un régime éminemment avantageux pour les Canadiens français. Parce que nous formons 80 % de la population dans la province, nous exercerons une influence prépondérante dans les diverses chambres et dans le conseil intercorporatif chargé de conseiller le gouvernement. La volonté du peuple canadien-français sera bientôt connue des pouvoirs publics, qui seront forcés d'appliquer une politique conforme à nos besoins.

Nous parviendrons progressivement à nous libérer de la dictature économique en imposant aux étrangers qui contrôlent nos richesses naturelles des conditions d'exploitation plus onéreuses, en favorisant la petite et la moyenne industrie, en développant davantage l'agriculture. Un tel système atteindrait mortellement le libéralisme économique et nous permettrait de dicter notre législation sociale. Toute notre politique enfin deviendrait d'inspiration canadienne-française dans le plus large esprit de tolérance envers les minorités, et elle serait orientée conformément à l'esprit de la Constitution, dans le sens de nos intérêts ethniques.

Le corporatisme n'est-il pas la réforme par excellence que nous devons, de toutes nos forces, nous appliquer à réaliser? Il faut en parler pour y préparer les esprits, car le corporatisme ne doit pas être imposé par l'État mais réclamé par le peuple.

Il (M. Chaloult) fait à ce moment de son discours quelques citations de plusieurs ouvrages de nos plus éminents sociologues.

Il convient de féliciter le gouvernement d'avoir manifesté, dans le discours du trône, d'excellentes dispositions sociales. Il entend favoriser les conventions collectives et instituer un conseil supérieur du travail, deux institutions précorporatives. Nous espérons qu'il ne s'arrêtera pas en aussi bonne voie et qu'il passera bientôt une loi générale des corporations dans le genre de celle des syndicats professionnels, afin de stimuler l'organisation corporative. L'État n'a d'ailleurs rien à craindre du corporatisme qui lui est subordonné et dont le rôle consiste seulement à seconder ses efforts et à le débarrasser de tâches encombrantes qui ne relèvent pas de sa compétence.

Concluons. Le chômage est un des problèmes de l'heure qu'il importe de résoudre sans délai si nous voulons maintenir la paix sociale dans notre pays. Le libéralisme économique en est la cause radicale. Le système des secours directs, qui s'est

avéré tout à fait inefficace, n'est qu'un palliatif. Il importe donc d'atteindre le mal à sa racine. Nos hommes publics seuls sont impuissants à y remédier. Il faut leur venir en aide. Nous espérons alors la création d'un conseil économique, chargé de mettre un frein aux débordements du libéralisme, de conseiller l'État et de nous acheminer graduellement vers le corporatisme social, correctif idéal de la situation malheureuse dans laquelle se débat notre province.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): M. l'Orateur, je vous félicite de votre élection et je vous présente mes hommages.

Nous sommes venus ici discuter les lois dans l'intérêt de la province. Je félicite l'honorable premier ministre de son succès électoral du 25 octobre dernier et pour l'habileté dont il a fait preuve en l'occurrence pour obtenir l'appui populaire. Nous devons admettre que le chef du gouvernement, pour faire cette élection, a pris à profit les événements tragiques que nous traversons. Il a su les coalitionner avec sa cause. Si nous avons eu un changement de gouvernement, c'est que le premier ministre a profité des circonstances et qu'il a réuni des forces nombreuses pour défaire l'Union nationale.

Je lui demande de se tenir debout et bien droit, de toujours demeurer ferme, comme il l'a montré au début de la session, pour empêcher dans cette province la diminution de nos prérogatives, de nos droits et de nos libertés. Qu'il fasse en sorte d'empêcher que l'on saccage nos industries de base, afin de garder à la province de Québec le rang auquel elle a droit: le premier.

Il offre à ses électeurs de Gaspé-Sud ses remerciements pour sa réélection, en octobre dernier, et il promet justice à tous.

Le premier ministre, dit-il, s'est essayé au noble jeu de massacre contre les œuvres de l'Union nationale. L'opposition ne fera pas une critique destructive, mais accomplira son devoir avec énergie.

Je dois aussi féliciter le gouvernement pour une mesure du discours du trône. Le gouvernement nous annonce dans le discours du trône qu'il proposera une loi pour accorder le droit de vote aux femmes aux élections provinciales. C'est une mesure que j'ai réclamée moi-même en Chambre, et je l'appuierai de toutes mes forces, quel que soit le gouvernement qui la présente.

Le discours du trône fait mention de la lutte contre la tuberculose, et le chef du gouvernement en a parlé. En tant que médecin davantage qu'en tant que député, je suis grandement intéressé par la lutte

contre la tuberculose! La lutte à la tuberculose est une bonne chose, mais elle a été commencée par l'Union nationale qui a fait son devoir dans ce domaine. L'Union nationale a fait énormément contre la tuberculose et dépensé des sommes énormes pour combattre ce fléau terrible.

La Gaspésie réclamait depuis longtemps l'aide du gouvernement pour combattre la tuberculose et le gouvernement de l'Union nationale a donné à la Gaspésie un sanatorium moderne pour les tuberculeux à Mont-Joli, dans le comté de l'honorable député de Matane (M. Gagnon). Tous les gens souffrant de tuberculose dans cette région peuvent maintenant recevoir tous les traitements nécessaires et être hospitalisés dans ce nouveau sanatorium. Le gouvernement actuel n'aura qu'à continuer l'œuvre de son prédécesseur.

Le premier ministre s'est plu à lancer des grenades sur toutes les œuvres de l'Union nationale; il prétend que ce n'est que depuis le gouvernement du 26 octobre dernier que les institutrices reçoivent \$300 par année dans les campagnes. En réalité, c'est l'ancien gouvernement qui a donné un juste salaire aux institutrices. Depuis bientôt deux ans, 95 % de toutes les institutrices reçoivent au moins \$300 grâce au gouvernement Duplessis qui a dépensé \$1,000,000 par année pour cette fin. Le public le sait bien et les petites institutrices le savent aussi. Elles savent bien, elles, quand elles ont commencé à toucher \$300 et que c'est l'Union nationale qui les leur a accordés.

C'est donc le gouvernement de l'Union nationale qui a fait payer le salaire minimum de \$300 aux institutrices. Et, ce qui indique que c'est une bonne mesure, le gouvernement actuel a adopté un arrêté ministériel pour en généraliser l'application. C'est la seule chose que le gouvernement actuel ait faite.

Il parle de la construction d'innombrables écoles rurales sous l'ancien gouvernement. Nous avons voulu augmenter et reconstruire les écoles dans les campagnes les plus pauvres de la province, dit-il, et je demande aux ministériels de continuer cette œuvre.

Il me fait de la peine de répondre au premier ministre, mais le discours du député de Lotbinière (M. Chaloult) m'y oblige. Le député de Lotbinière a traité les députés de l'opposition de "tories".

M. Chaloult (Lotbinière): Pas vous.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) signale que lui-même, un ancien libéral, est un exemple que l'Union

nationale n'est pas le parti tory. Le premier ministre a dit: "Nous tiendrons nos promesses parce que nous ne sommes pas des unionistes." Je lui dirai que l'Union nationale a rempli ses promesses, quoi qu'on dise, et si j'ai été élu, c'est parce que j'ai tenu mes promesses en Gaspésie.

Je suis d'accord avec le premier ministre lorsqu'il réclame pour cette Chambre une dignité à toute épreuve. C'est une chose excellente de réclamer la dignité dans les délibérations de la Chambre, ainsi qu'il l'a demandé. Mais j'ai été surpris d'entendre l'honorable premier ministre, qui a réclamé cette dignité et cette gentillesse françaises, accuser le député de Papineau (M. Lorrain) d'avoir "été élu, grâce à un truc électoral". Le premier ministre aurait dû commencer par ne pas déroger à cette belle ligne de conduite comme il l'a fait en accusant ainsi un député nommément d'avoir volé son élection au moyen des bulletins, et cela, sans preuve, gratuitement.

Et, puisque le premier ministre parlait de la dignité des élections, il aurait dû mentionner la loi Dillon⁸, cette loi malpropre qu'il a votée. Il a parlé des œuvres de l'Union nationale pour dire que nous n'avons pas fait grand-chose. L'abolition de l'inique loi Dillon est un exemple du travail fait par l'Union nationale, mais le premier ministre a omis de le dire. Je suis assuré que le gouvernement actuel ne rappellera pas notre dernière loi pour remettre en force la loi Dillon, et ce, parce que nous avons bien fait.

Le chef du gouvernement a déclaré, mardi après-midi: "Nous, nous tenons nos promesses, parce que nous ne sommes pas des unionistes." Ce sont là des paroles perfides. Si je n'avais pas tenu mes promesses depuis 1936, je n'aurais pas été réélu dans le comté de Gaspé-Sud.

M. l'Orateur rappelle au député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) que l'intention de la Chambre est d'ajourner à 5 heures.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je rappellerai plus tard au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) que c'est lui qui n'a pas tenu ses promesses. J'ai été de l'Union nationale, je suis de l'Union nationale et je resterai de l'Union nationale.

Je propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que le débat soit de nouveau ajourné.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

M. l'Orateur annonce que le débat étant ajourné, la Chambre s'ajourne à mardi après-midi, à trois heures.

La séance est levée un peu après 5 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 1^{er} mars 1940, à la page 4, signale que, dans la tribune des invités de l'Orateur de la Chambre, on remarquait la présence de M. F. Cyril James, nouveau principal et vice-chancelier de l'Université McGill, du capitaine Alain Joly de Lotbinière et de son épouse. M. Joly est le fils de M. Edmond Joly de Lotbinière et le petit-fils de l'ancien premier ministre du Québec, Henri Joly de Lotbinière. *L'Action catholique* du même jour, à la page 17, ajoute que les galeries de l'Assemblée étaient "remplies à craquer".

2. Le député fait ici allusion aux remarques de M. Duplessis qui soulignait dans son discours l'absence de référence à la Providence dans le discours du trône.

3. L'ancien député unioniste de Châteauguay s'appelait Auguste Boyer.

4. Dans le texte de son discours, M. Chaloult avait prévu ici un autre passage auquel il a renoncé "Au risque de décevoir, je ne m'attarderai pas davantage à vous entretenir du modeste chef de l'opposition conservatrice. Piétiner un vaincu me paraît peu élégant: d'ailleurs le jeu serait vraiment trop facile. J'abandonne ce sport aux professionnels de la trahison nationale. Ce qui presse, c'est de construire après avoir réparé les erreurs de l'ancien régime". R. Chaloult, "Discours d'ouverture. Session 1940" Fonds Chaloult, A.N.Q.

5. Lorne C. Webster (1871-1941), politicien conservateur et homme d'affaires, président entre autres des compagnies Holt Renfrew, Quebec Power, Canadian Liquid Air, Dominion Steel. Son nom était associé au trust du charbon.

6. Une pension de \$6,000, selon *La Presse* du 1^{er} mars 1940, à la page 18, et *La Patrie* du même jour, à la page 4.

7. Willie Chevalier, du *Soleil* du 1^{er} mars 1940, à la page 4, a remarqué que M. Camillien Houde s'est joint à ceux qui applaudissaient.

8. Conséquemment aux élections provinciales du 24 août 1931, Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprend des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il doit déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau réplique par l'entremise de Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, qui fait adopter une loi rendant plus difficile la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", oblige le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. La mesure s'applique rétroactivement aux contestations déjà en cours.

Séance du mardi 5 mars 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Successions de
Léonidas et d'Arzélie Bourgoin**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition du révérend Cuthbert Fafard, prêtre-curé de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de demoiselle Léonidas Bourgoin et demoiselle Arzélie Bourgoin, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition du révérend Cuthbert Fafard, prêtre-curé de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de demoiselle Léonidas Bourgoin et demoiselle Arzélie Bourgoin est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lots dans Lachine

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "The St. Paul Land Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi pour confirmer le titre à certains lots, dans la paroisse de Lachine, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de "The St. Paul Land Company, Limited", demandant l'adoption d'une

loi pour confirmer le titre à certains lots, dans la paroisse de Lachine, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Saint-Jérôme

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 323, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement No 323, nouvelle série, de la ville de Saint-Jérôme, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Travaux de la Chambre:

**Délai de présentation
des bills privés**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le délai pour la présentation de ces bills est expiré. Ces pétitions devraient être soumises au comité permanent des règlements avant d'être acceptées, afin de savoir si toutes les formalités ont été accomplies et si tout est dans l'ordre. Je comprends que cette procédure est assez fréquente, mais les pétitions doivent alors être envoyées au comité qui les examine. Il est dangereux de recevoir une pétition et de l'adopter sans examen. Il peut y avoir des irrégularités. De plus, certains intéressés risquent de n'être pas au courant de la présentation d'un bill au sujet duquel ils ont un mot à dire.

M. l'Orateur: Si l'honorable chef de l'opposition veut faire une motion spéciale, il le peut, mais les pétitions seront soumises au comité permanent des règlements, suivant la coutume parlementaire. Comme le chef de l'opposition ne fait pas de motion à ce sujet, je dois les accepter.

Fédération des Guides Catholiques

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que les articles 503 à 508 du Règlement ayant trait à la publication des avis soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec.

Adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest) présente, en conséquence, le bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société des comptables agréés

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 142 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de Lawrence A. Wilson

M. Bienvenue (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson.

Accordé. Le bill est lu une première fois¹.

Loi du revenu

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), la permission de présenter le bill 2 modifiant la loi du revenu et de la vérification des comptes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Ce projet de loi est pour changer les dates de l'année fiscale, afin qu'elles coïncident avec celles du gouvernement fédéral et des autres provinces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill est-il imprimé?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Non, mais il est permis de présenter un projet de loi avant son impression.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer que cette procédure est tout à fait irrégulière. En vertu des règlements, l'on ne peut soumettre à la Chambre un bill public en première lecture avant son impression en français et en anglais, afin que l'on puisse se renseigner sur la nature du bill, ou tout au plus que l'original du bill ou un fac-similé soit déposé sur la table du greffier. Un bill doit donc être imprimé avant d'être présenté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On ne demandera jamais aux députés de voter une loi avant qu'ils aient eu l'avantage d'en prendre connaissance.

M. l'Orateur: Les règlements sont tels en effet que le dit le chef de l'opposition. Mais je comprends que nous suivons une coutume établie. La coutume dans le passé a toléré que l'on puisse ainsi présenter un projet de loi en première lecture sans qu'il ne soit imprimé. La Chambre ne peut, cependant, voter la seconde lecture que lorsque le bill est imprimé. Je permets donc la première lecture du bill.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'étude de l'anatomie

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) demande, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), la permission de présenter le bill 3 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des explications.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): Ce bill est présenté à la demande du recteur de l'Université Laval. Il a pour but de permettre au directeur du service de l'anatomie d'une faculté de

médecine d'utiliser les cadavres non réclamés dans les institutions sous l'assistance publique.

(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la pêche

L'honorable M. Côté (Bonaventure) demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 5 modifiant la loi de la pêche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des explications.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'objet de ce bill est de rendre la loi de la chasse et de la pêche plus explicite et plus efficace.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 29 février dernier, sur la motion proposée mercredi le 21 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Pouliot (Gaspé-Sud) continue son discours de jeudi dernier.

Je n'ai pas voulu, dit-il, critiquer l'œuvre de nos adversaires dans mes premières remarques. Au contraire, j'ai assuré le gouvernement de ma coopération et j'appuierai les bonnes mesures du gouvernement, s'il y en a. C'est ainsi qu'il devrait en être dans la politique québécoise. Malheureusement, ce ne fut pas toujours le cas.

On lit dans le discours du trône: "Notre sollicitude se portera vers la jeune génération qui traverse des heures difficiles. Outre les travaux multiples dont nous la ferons bénéficier, nous nous entendrons sans retard avec le gouvernement fédéral pour renouveler l'entente concernant l'aide à la jeunesse." Permettez-moi de rappeler que le 12 avril 1936, un projet de loi fut présenté dans cette Chambre pour demander que l'on donnât du travail aux jeunes gens sans emploi.

Les députés qui siègent à votre droite et viennent de signer un accord avec Ottawa, pour aider la jeunesse, ont alors voté contre une motion demandant l'exploitation de nos richesses, de façon à aider les 80,000 jeunes gens du Québec qui étaient sans emploi, sans avenir, et il était urgent de résoudre ce problème angoissant et d'adopter des mesures efficaces.

Cette motion fut défaite par le gouvernement du temps, qui était celui de M. Taschereau. Je retrouve les noms des ministres et de la plupart des membres du gouvernement actuel qui ont alors refusé de la considérer et qui ont voté contre. Le premier ministre, alors ministre de l'Agriculture, et la grande majorité de ses collègues ont voté contre ce projet de loi. Il est heureux que le discours du trône fasse maintenant mention des bonnes résolutions du gouvernement à cet égard.

Le gouvernement de l'Union nationale s'est intéressé au sort de la jeunesse. Il a été le premier à conclure une entente avec le pouvoir central pour venir en aide à nos jeunes gens. C'est lui qui a signé l'entente entre le fédéral et le provincial pour l'orientation professionnelle des jeunes. On a dépensé à cette fin des sommes considérables, des milliers de dollars. On a ainsi aidé de nombreux jeunes gens à améliorer leur vie. Le gouvernement a fondé une mine-école, une école des mines, une école des pêcheries, quatre écoles moyennes d'agriculture, etc. Nous espérons que cette politique sera continuée.

Dans le discours du trône, je note que l'on dit que l'on veut combattre le chômage dans les villes. Mais je suis surpris de voir ces trois mots "dans les villes". Pourquoi seulement parler des villes? Ne se trouve-t-il pas aussi dans les campagnes des sans-travail qu'il faut aider? Je me le demande et je le demande au gouvernement. Il n'est pas suffisant de combattre le chômage dans les villes, comme le dit le discours du trône; il faut aussi aider les chômeurs des campagnes, particulièrement ceux de la Gaspésie. Il y a des centaines de jeunes gens sans travail en Gaspésie.

À ce propos, l'Union nationale a aidé par des travaux publics tous les sans-travail, soit dans les villes, soit dans les campagnes, sans tenir compte de leur allégeance politique. Les argents de la province n'ont pas été inutilement dépensés. Nous avons voulu donner des chemins aux électeurs, avant d'en donner aux touristes. Il a été construit 200 milles de chemins en Gaspésie, non seulement pour le tourisme, mais pour les colons et les pêcheurs, et des centaines de ponts, d'églises, d'écoles ont été érigés. Et personne ne peut dire que ce sont là des travaux inutiles. C'est sous notre administration que la Gaspésie a commencé à connaître des jours meilleurs.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dit que son département va faire des merveilles dans ce domaine. Je l'espère et je suis bien prêt à l'approuver. Mais il oublie que, dans ce domaine, l'Union nationale a fait quelque chose. Regardez la route Québec-Montréal; le ministre admettra qu'elle n'est plus celle d'il y a six années. Elle est droite et large, comme l'idéal de l'Union nationale.

(Sourires moqueurs à droite)

L'Union nationale a construit de larges artères comme cette route, et elle a amélioré les chemins ruraux, tandis que les anciennes routes étaient à l'image de l'ancien régime libéral. L'ancien gouvernement avait chargé les municipalités de 50 % du coût de construction et d'entretien de ces routes et, chez nous, dans la Gaspésie, les municipalités ne se sont pas encore relevées de ce fardeau qu'elles n'ont pu acquitter après 14 ans. Dans mon comté, je n'ai pas pensé uniquement aux touristes, aux étrangers qui viennent se promener en Gaspésie. J'ai pensé aux cultivateurs et j'ai fait construire des routes qui leur sont utiles. Avec le résultat que les chemins de rang sont plus beaux que le boulevard Perron.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dit qu'il n'y avait pas eu de destitutions injustes, et les ministériels prétendent que l'on ne destitue les gens employés par le gouvernement Duplessis que pour rétablir ceux qui avaient été destitués. Il y a le cas du shérif Flynn, de Percé. Le shérif Flynn n'a remplacé personne - en fait, il a remplacé M. Tuzo² lorsque celui-ci s'endormit dans le Seigneur. Il a été nommé en 1938 après le décès de M. Tuzo, maintenu par l'Union nationale. Et cependant, M. Flynn a appris sa destitution par la radio, lorsqu'il était confortablement assis chez lui. J'espère que le procureur général (l'honorable M. Girouard), que je connais pour sa générosité, rendra justice à M. Flynn. Un M. Baker, de Deschaillons, dans le comté de Lotbinière, a été destitué de la même façon.

M. Chaloult (Lotbinière): L'honorable député de Gaspé-Sud me permettra-t-il une explication? M. Baker a été destitué parce que, tout en étant fonctionnaire, il a pris part à la campagne électorale de 1939 et a fait de la politique dans l'exercice de ses fonctions.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Quand on me donne une réponse aussi catégorique, je m'incline. Mais on devrait rendre justice à M. Flynn.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il a fait comme M. Baker, évidemment.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On a parlé de cabale électorale. En 1935, on a dépensé \$40,000 dans la Gaspésie pour enlever la neige. Aux dernières élections, le Parti libéral a menacé les vieillards de leur faire perdre leurs pensions s'ils ne leur étaient pas favorables aux "polls", en assurant qu'Ottawa ne paierait plus sa part de 75 % des pensions de vieillesse si l'Union nationale était maintenue au pouvoir.

On nous reproche d'avoir fait des travaux, mais nos travaux ont été payés par le provincial et non par le pouvoir central, au temps des élections. Le gouvernement fédéral a effectué des travaux d'élections, des travaux de voirie, dans le Bas-du-Fleuve, en octobre dernier, particulièrement dans le comté de l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté), où on a fait des travaux qui n'ont jamais été payés³. Autrefois, des travaux étaient faits et les libéraux ensuite refusaient de payer, surtout en temps des élections. Le député de Bonaventure (l'honorable M. Côté) en sait quelque chose.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je demande à l'honorable député de mentionner ces travaux à la Chambre.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Des travaux ont été faits dans Bonaventure et Gaspé et n'ont pas été payés.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Que le député me dise où ceci s'est passé dans mon comté!

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Dans la colline de Saint-Georges, par exemple.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je n'en ai pas eu connaissance. La déclaration de

l'honorable député est inexacte; et en disant inexacte, j'emploie un euphémisme.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je suis informé que ces travaux ont été payés par le fédéral. Si le député de Bonaventure n'a pas eu connaissance de ce qui s'est passé, ses amis en ont eu connaissance, et nous, nous le savons. La même chose a été faite dans mon comté. Le ministre doit accepter ma déclaration. Et le gouvernement d'Ottawa a financé des travaux de colonisation alors qu'auparavant, il n'avait jamais donné un sou.

Le premier ministre a parlé, dans son discours de la semaine dernière, que nous aurions dans la province des industries nouvelles. J'en suis heureux. Je regrette de taquiner de nouveau à ce sujet l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté), qui est un bon travailleur, mais il a dit à Chandler que la réouverture de l'usine de Chandler était un mensonge. Il a déclaré, dans la campagne de 1935, que c'était faire un mensonge public que de promettre l'ouverture de ces moulins et que cette réouverture était une impossibilité. Les usines de Chandler ne pourraient jamais être réouvertes. Des centaines d'ouvriers y gagnent maintenant leur pain.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je n'ai jamais dit cela, à Chandler, et je soulève la question d'ordre.

M. l'Orateur: L'honorable député de Gaspé-Sud doit accepter la déclaration de l'honorable ministre.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je n'ai aucune objection à l'accepter et à retirer ce que j'ai dit, puisque telle est votre décision. Mais pourrais-je demander au ministre s'il croyait en la possibilité de la réouverture de l'usine de Chandler?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je n'ai aucune hésitation à répondre que j'ignorais en 1935 que nous pourrions avoir une guerre en 1939.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Mais l'usine a été ouverte avant 1939. Les moulins ont-ils été rouverts, oui ou non?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je ne veux plus interrompre l'honorable député de Gaspé-Sud et éterniser cet incident. Je répondrai au cours de la session; j'aurai alors l'occasion d'expliquer tout cela à mon honorable ami dans un prochain discours.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ces moulins furent fermés durant sept ans. Ils ont été rouverts en 1937. C'est sous l'Union nationale qu'ils ont commencé à opérer de nouveau et que les ouvriers ont pu gagner leur pain. Depuis la réouverture, des centaines de travailleurs gaspésiens, même des ouvriers de Bonaventure, trouvent de quoi vivre et nourrir leur famille.

Les pêcheries constituent la principale ressource de la Gaspésie. L'Union nationale a fait beaucoup pour les pêcheurs de la Gaspésie sans se préoccuper de leurs couleurs politiques. L'Union nationale a donné le bonus sur le poisson, et cette politique a relevé la pêche en Gaspésie et favorisé les pêcheurs, plus spécialement pour la pêche à la morue.

Cette politique est beaucoup supérieure à celle d'un autre gouvernement qui donne des octrois à tous ceux qui promettent de devenir pêcheurs en dedans d'une période de six mois.

Des sommes considérables ont été dépensées par le fédéral, lors de la dernière élection, pour donner des octrois à des gens qui manifestaient l'intention de devenir pêcheurs en 1940... J'espère que le nouveau gouvernement va continuer la politique de l'Union nationale et que le ministre des Pêcheries maritimes (l'honorable M. Côté) et le premier ministre vont accorder aux pêcheurs le bonus qu'ils leur réclament à grands cris depuis le mois d'octobre.

Je suis prêt à supplier le ministre des Pêcheries à genoux pour obtenir de lui qu'il continue le boni sur le poisson, boni institué par l'Union nationale, surtout en faveur des morutiers.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'honorable député me permettra de lui dire ceci, tout de suite: l'ancien gouvernement de l'Union nationale avait promis un bonus aux pêcheurs. Or, le député sait-il que lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé un déficit de \$165,000⁴ au ministère des Pêcheries maritimes?

M. Pouliot (Gaspé-Sud): On se rappelle qu'autrefois un ministre de la Voirie, qui avait un budget de \$2,000,000 par année, en dépensait de \$4,000,000 à \$5,000,000, et que les entrepreneurs devaient attendre durant une période de deux ou trois ans parfois pour être payés. Je demande au ministre d'accorder le bonus quand même. Lorsqu'il s'agit d'un montant d'à peine \$50,000, je pense qu'aucun gouvernement n'a le droit d'hésiter à secourir les pêcheurs.

J'ai admiré, dit-il, le jeu de mots de Mgr Douville (l'évêque auxiliaire de Saint-Hyacinthe), quand il a dit au ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard): "Je suis venu T.-D. (t'aider)". Mais le premier ministre aurait pu s'appliquer ce mot à lui-même en parlant à son collègue. À la manière de César, il aurait dû dire: *Veni, vidi, vinci*, "Je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu". T.-D. et le chœur du Parti libéral auraient entonné: *Te Deum Laudamus*, "Le Seigneur soit loué".

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
(Souriant) C'est pas mal...

M. Pouliot (Gaspé-Sud) parle de colonisation. Il est heureux que le gouvernement ait l'intention de marcher sur les traces de l'Union nationale et de faire travailler les colons sur leurs lots, au lieu de les employer à des travaux qui les en détournent. Ce n'est pas, ajoute-t-il, ce qui se pratique en fait dans mon comté depuis l'avènement du nouveau gouvernement. Sous le gouvernement de l'Union nationale, on faisait travailler les colons non pas sur les chemins, mais sur leurs lots, tandis qu'actuellement, ils sont obligés de délaisser leurs lots pour travailler aux chemins ou dans les forêts.

Il rend hommage au travail accompli en faveur des colons par M. J.-S. Roy, qui était chef de district sous l'ancienne administration. M. Roy se présente comme candidat national conservateur dans la lutte fédérale, et il déclare qu'il va l'appuyer à cause du bien qu'il a fait dans la Gaspésie et quelle que soit son allégeance politique. Ce que je veux, dit-il, c'est que ma population ait du pain à manger même si je devais être battu aux prochaines élections.

Le retour de M. Jarguilles coïncide avec celui du régime libéral. Dans l'esprit du peuple, le nom de Jarguilles s'identifie avec l'ancienne administration libérale. À l'autre bout de la province, on n'est pas entiché de cela et l'on dit que c'est le retour du régime de "crois ou meurs" qui semble exister de nouveau dans nos mœurs politiques. En Allemagne, ils ont la Gestapo, en Russie, la Tcheka, et en notre province, "la Jarguillerie", c'est ce que le peuple dit.

Le premier ministre est probablement bien intentionné lorsqu'il veut faire mieux que ses prédécesseurs, mais il ne sert à rien d'amoindrir pour cela l'œuvre de l'Union nationale. Dans son discours sur l'adresse, le premier ministre s'est montré habile chef de parti, mais non véritable chef d'État. On pourra essayer, mais on ne réussira pas à brouiller⁵ l'image des œuvres de l'Union nationale, parce que cette image est gravée dans le cœur de tous les

citoyens de la province. Le peuple, que nous avons fait vivre pendant trois ans, se souviendra.

(Applaudissements à gauche)

M. Leduc (Laval)⁶ rend hommage aux hautes qualités du distingué Orateur qui préside avec tant d'élégance et de bienveillance aux délibérations de la Chambre. Il souligne le curieux phénomène psychologique qui fait que les Parlements sont trop souvent imprégnés d'un fluide nocif et malsain, de nature à rendre violents et vindicatifs certains parlementaires habituellement courtois, affables et paisibles.

Vous me permettrez de vous rappeler que l'origine de mes vicissitudes politiques et d'une disgrâce dont je suis fier aujourd'hui se situe précisément à l'époque où j'ai cru de mon devoir d'intervenir en faveur du rétablissement de l'ordre et de la décence parlementaires, lors des incidents scandaleux qui resteront la honte de la dernière Législature et qui se déroulèrent dans cette enceinte que le chef de l'opposition venait fraîchement de nommer, non sans ironie: le "salon de la race". Ce rappel à l'ordre des fauteurs de troubles me valut, dit-il, la réprobation d'un bon nombre de mes collègues. Ce fut mon premier péché.

Je dois vous avouer que je fus l'homme aux trois péchés. On m'avait fait un crime d'avoir osé réclamer un minimum de respect mutuel entre les députés siégeant dans cette Chambre. On m'avait fait un crime d'avoir rappelé que notre jeunesse, nos enfants, nos familles, le pays tout entier nous écoutaient. Si cette première et impardonnable faute ne me valut pas l'excommunication majeure, elle me mit tout de même en marge de cette équipe qui entendait régner au mépris des plus élémentaires principes démocratiques.

Les procédures de l'Assemblée législative qui ont eu cours, durant le régime Duplessis, furent une disgrâce à la Législature et pour la province. C'est un règne de terreur qui fut maintenu, sous l'œil bienveillant et les encouragements de l'ancien premier ministre. L'opposition n'avait aucune liberté de parole, alors que les députés de l'Union nationale se conduisaient dans bien des cas de telle sorte à se mériter amplement la condamnation de la presse, qui ne tient pas compte des affiliations politiques.

Je dois vous avouer encore que je ne tardai pas à récidiver en m'élevant avec la même énergie contre de véritables abus de pouvoir. J'ai alors commis un second péché, et deuxième motif de ma disgrâce sous l'Union nationale. Je refusais, en effet, de sévir injustement contre certains fonctionnaires,

excellents serviteurs de la chose publique autant que bons pères de famille, et dont le seul tort était d'occuper des fonctions brigüées par des amis du nouveau régime, des amis du parti de l'Union nationale.

L'un des cas les plus révoltants fut sans doute celui d'un très vieil employé de la voirie, père de 11 enfants, d'un employé qui avait ses deux jambes et qui rendait à la province les plus précieux services. Le chef de l'opposition se rappelle de quelle façon il l'a destitué du jour au lendemain, sans lui donner de raison, sans même lui faire rendre le fonds de pension auquel il avait souscrit pendant plus de 20 ans.

Ce que le nouveau gouvernement s'est employé à faire depuis le jugement du 25 octobre dernier, ce fut de corriger les erreurs et les injustices du régime condamné. Les remplacements qui font à l'heure actuelle jeter de hauts cris aux oppositionnistes ne sont pas des destitutions à proprement parler, mais bien des corrections apportées aux erreurs du régime. Et je dis que le chef de l'opposition ignore tout de la plus élémentaire reconnaissance s'il n'entreprend pas, aux intentions du premier ministre, une neuvaine à son patron préféré.

En réinstallant à des fonctions plus importantes encore ce vieil employé de la voirie, dont je signalais le cas il y a un instant, le premier ministre a non seulement réhabilité un homme, un père de famille, un citoyen d'une haute réputation, mais il a également corrigé une monstrueuse erreur qui pesait lourdement sur la conscience du respectable.

Lorsque j'étais en fonction, dit-il, j'ai fait de mon mieux pour protéger les fonctionnaires contre le couperet des destitutions, bien que ce fut en vain, car la guillotine fonctionnait sans égard des services et de l'honnêteté des employés, le seul objectif étant de mettre à la porte tous ceux qui portaient allégeance au Parti libéral et de les remplacer par des amis du parti de l'Union nationale.

Je mis tant d'obstination, M. l'Orateur, à ne pas comprendre certaines destitutions, certaines rigueurs, certaines injustices, que l'on en a conclu que j'étais entièrement dépourvu de sens politique. Je me suis consolé en pensant que je possédais, par contre, le sens de la famille à un point tel que je ne pouvais admettre que fussent jetés à la rue des pères de famille ou que des réputations fussent injustement ou irrémédiablement compromises. Je suis probablement resté dans l'opinion de ceux qui porteront sur moi ce singulier jugement dépourvu de "sens politique".

Je ne crois pas cependant que le "sens de l'orientation" m'ait tout à fait manqué si j'en crois mes chers électeurs du comté de Laval. Je crois même, si j'en juge par l'accueil particulièrement cordial que j'ai reçu dans le grand Parti libéral, que j'ai choisi la bonne voie, et vous m'en voyez aujourd'hui particulièrement heureux et sincèrement fier. Je suis heureux, ajoute-t-il, de pouvoir dire que le gouvernement actuel n'a pas suivi un exemple aussi mauvais et qu'il a montré sa volonté de protéger et de rendre justice à tous les fonctionnaires de la province.

Mon troisième péché, M. l'Orateur, mon plus insupportable forfait, ce fut la manifestation nette de ma divergence d'opinion avec mon ancien chef et mes anciens collègues sur la manière dont devait être conduite l'enquête des comptes publics.

Je m'étais élevé contre cette mascarade, contre cette odieuse parodie de justice qui ne pouvait aboutir, à mon sens, qu'à la démolition de réputations d'hommes dont les torts demeuraient fort discutables. J'ai condamné à maintes reprises les procédés par lesquels des gens étaient accusés de crimes et d'abus, sans que leur soit même accordé le droit de soumettre des preuves de leur innocence. S'il y avait quelques parties coupables, elles auraient dû être amenées devant les tribunaux provinciaux, où elles auraient été jugées selon les règles de l'équité et de la justice. Je ne pouvais pas admettre cette démonstration d'une démagogie révoltante qui ne pouvait tourner qu'au scandale et au préjudice de la réputation des Canadiens français tout court. L'avenir, hélas, m'a donné raison.

Et c'est pour avoir manifesté cette répugnance que l'abbé Bethléem de la politique québécoise me mit à l'index, comme un mauvais livre. J'ai compris alors que je n'avais pas assez le sens démagogique qui fleurissait avec tant de vigueur au temps révolu de l'Union nationale.

J'ai, pour ma part, dit-il, tenté du mieux que je pouvais de faire mon devoir comme ministre de la Voirie, mais mon administration a été entravée si souvent et de manière si méprisable que j'ai été amené à me retirer, sans avoir la chance de démontrer ma droiture envers mon propre chef.

Des accusations ont été portées contre mon administration, mais elles étaient si générales qu'il n'y avait aucun moyen d'y répondre. J'ai demandé une enquête devant les tribunaux idoines, mais justice m'a été refusée. Je suis fier du parti que j'ai pris, car j'ai défendu la justice, l'ordre, l'administration raisonnable et les bonnes méthodes de gestion.

Dans le discours du député de Matane (M. Gagnon) on a vu, déclare-t-il, dans l'évocation de la Walkyrie, chef-d'œuvre de Wagner, un symbolisme saisissant, une image du chaos qui a régné sous l'Union nationale. C'est peut-être une façon pour le député de Matane de juger la manière dont le chef de l'opposition a conduit le cacophonique orchestre de l'Union nationale. Le gros bourdon de Matane a probablement voulu couvrir, dans la cathédrale unioniste, le carillon de plus en plus fêlé du député de Trois-Rivières.

De l'œuvre de Wagner, ressort la figure sinistre du dieu Wotan, autoritaire, despotique et redouté. Évoqué par le député de Matane, ce dieu cruel, perfide et rusé, ressemble étrangement à celui qui avait promis à la province le règne de la justice et de l'amour pour ne lui donner que de la haine. Et c'est probablement pour se débarrasser de ce dieu malfaisant que la province, le 25 octobre dernier, a lancé un cri unanime: "Va t'en! Va t'en! Va t'en!"

À propos de la triste aventure de la Walkyrie moderne, à l'heure actuelle, dans la région de Montréal, c'est Laval-qui-rit...

Les circonstances m'ont forcé, dit-il, à joindre le Parti libéral, mais j'ai des raisons de me féliciter de ce changement de cap. J'ai trouvé au Parti libéral et dans la personne de son chef (l'honorable M. Godbout) un authentique désir de redonner à la province sa noblesse ancienne au sein de la Confédération et, à sa population, la justice et l'aide auxquelles elle avait incontestablement droit. Le gouvernement actuel a déjà donné des preuves nombreuses de sa sagesse, de sa pondération, de sa mesure en tout. Quel contraste frappant avec l'espèce d'énervement, de précipitation et de brusquerie qui présidaient aux décisions du régime précédent!

N'était-ce pas le signe précurseur d'un déménagement à brève échéance? Permettez-moi de convenir pour une fois avec le chef de l'opposition qu'il avait parfaitement raison d'être pressé, puisqu'il est parti si vite. Il était tout à fait justifié de tirer sa montre à tout moment et de dire: "Dans dix minutes, il faut que ce soit fait." Le peuple de la province n'en a pas réclamé davantage proportionnellement pour l'expulser du pouvoir.

Ceux qui, pendant trois longues années, ont dominé cette province n'ont rien bâti au sens véritable et profond de l'acte. Ils ont exploité, ils ont dépensé avec un cynisme qui a scandalisé le premier ministre, mais qui ne m'a pas surpris tant je possède la connaissance intime de ces hommes que j'ai eu le triste privilège de servir, c'est vrai, mais aussi le courage de combattre, quand je les ai mieux connus.

Témoin attentif de la suffisance et de l'outrecuidance des vainqueurs de 1936, je peux parler à mon aise de ces hommes qui se sentaient si confortablement installés au pouvoir qu'ils auraient voulu y bâtir des tentes, comme dans l'Évangile. C'est un gouvernement statique, pour ne pas dire stagnant. Je me moque, ajoute-t-il, de cette étrange apathie que j'oppose au dynamisme du gouvernement actuel. L'Union nationale a donné des preuves de sa mentalité stagnante et le rideau est tombé sur cette triste comédie qui a failli ruiner la province.

Je sais qu'on nous a parlé avec emphase et qu'on nous parlera encore souvent du somptueux Jardin botanique de Maisonneuve, le plus beau monument dont s'enorgueillisse l'Union nationale moribonde. Me sera-t-il permis à mon tour de faire une distinction et de vous faire observer la profonde différence qui existe entre ce monument élevé à la démagogie, qui a nom "Le Jardin botanique", et l'Institut botanique, centre scientifique d'une utilité réelle, essentiel même au progrès de notre perfectionnement technique? Nous sommes fiers autant, sinon plus, que ces messieurs de l'opposition de l'illustre animateur de cet Institut, du savant à la réputation mondiale, du très distingué frère Marie-Victorin qui fait honneur aux Canadiens français et à la culture française de ce coin de l'Amérique du Nord.

Le frère Marie-Victorin est au-dessus des mesquineries et des combinaisons, des fantaisies et des erreurs qui ont présidé à la réalisation matérielle de ce trop fameux Jardin botanique. Il appartient tout entier à l'Institut botanique. Le Jardin botanique, lui, c'est à William Tremblay qu'il appartient.

Pour illustrer ce que j'affirme, je vous dois une anecdote aussi brève que savoureuse. Je vous la livre dans toute sa candeur. Dans le palais qui se dresse au milieu des plates-bandes bariolées, des pelouses et des arbustes aux mille variétés, de ces fameuses et très dispendieuses fougères exotiques signalées avec tant d'humour par le premier ministre, se trouve ce qu'on appelle la "salle des conférences". Et, dans cette salle richement décorée, une scène. C'est dire que l'Union nationale comptait jouer, là aussi, la comédie. Cette scène réclamait un rideau derrière lequel se dissimulaient les bons comme les mauvais acteurs. Le ton des décorations de la salle réclamait que ce rideau fût de couleur rouge. Les décorateurs avaient donc choisi un rideau rouge s'harmonisant avec la décoration générale de la salle.

Hélas, si le rouge a pour effet de surexciter les bêtes à cornes, sa seule évocation eut aussi pour effet d'affoler, en l'occurrence, celui qui, par devoir

professionnel, les a fréquentées toute sa vie. L'ancien ministre du Travail prit la chose au tragique. Il se refusa obstinément à consentir à l'achat d'un rideau rouge. Il le voulait bleu, d'un beau bleu se rapprochant autant que possible de la couleur du chapeau qu'arbore le député de Trois-Rivières. Les jours et les semaines passaient et le ministre du Travail, têtu, n'en voulait pas démordre. Les décorateurs criaient à l'hérésie, mais William Tremblay tenait bon. Entendez par là, M. l'Orateur, qu'il tenait toujours à son rideau bleu. Quelqu'un - je ne sais qui et je le regrette - eut alors une idée géniale. Dans un dernier et suprême assaut, il approcha l'irréductible ministre du Travail à propos de l'affaire du rideau. Cet habile négociateur, qui aurait fait merveille dans la carrière diplomatique, expliqua au brillant ministre qu'un rideau bleu serait d'un mauvais goût parfait. Il convint cependant qu'un rideau rouge n'était pas davantage admissible pour des motifs politiques.

- Mais que diriez-vous d'un rideau pourpre, demanda-t-il à brûle-pourpoint à William?

- Pourpre? Ça fait mon affaire, déclara incontinent le rénovateur de l'île Sainte-Hélène.

Et voilà, M. l'Orateur, où nous en étions avec ces lumières de l'Union nationale.

Les lignes droites répugnaient à ces messieurs qui se complaisaient dans la sinuosité et l'hésitation. L'exemple partait de haut, puisque le chef de l'opposition, un temps ministre aux innombrables portefeuilles, préférait les routes croches aux routes droites. C'est pour avoir mal manœuvré en obliquant trop vers la gauche qu'il y est resté définitivement.

Avec l'Union nationale, on ne bâtissait pas, on dépensait. On n'avancait pas, on piétinait. Une ère nouvelle commence. Vous avez devant vous des hommes qui ont passé par le creuset de la souffrance, de la bonne souffrance qui transforme et rajeunit. C'est probablement parce que j'ai beaucoup souffert en ces derniers mois que je pense ainsi et je ne suis probablement pas le seul dans cette Assemblée. D'autres ont souffert dans leur honneur, dans leur famille, ces familles canadiennes-françaises qui ont fait la grandeur de notre race, qui ont si magnifiquement assuré sa survivance. On a ignoré la famille, on l'a méconnue pendant trois longues années.

Je me réjouis, dit-il, de voir que la famille canadienne va reprendre ses droits dans la province. Je félicite la digne épouse de l'honorable premier ministre d'avoir invité à déjeuner les femmes de tous les députés, geste hautement significatif et tout à

l'honneur des admirables mères de famille qui font la gloire du Québec.

Il signale le mérite des travailleurs en collet blanc qui, pour accomplir un travail différent de celui des ouvriers, n'en peinent pas moins. Je sais, et vous savez avec moi, le mérite des travailleurs en collet blanc. Avec tout le respect que nous devons aux travailleurs pour lesquels nous ferons l'impossible pour que soient allégées les rudes conditions de leur existence, nous aurons pour nos travailleurs intellectuels toute l'attention, toute la bienveillance que méritent leurs efforts. Il complimente l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. Groulx) qui a donné d'indiscutables preuves de sa clairvoyance et de ses initiatives opportunes. Il le félicite aussi d'avoir désigné à la tête du département de l'Instruction publique le distingué pédagogue M. Victor Doré. Cette très récente nomination, qui place les destinées de notre enseignement entre les mains de M. Victor Doré, constitue une garantie d'avenir de tout premier ordre pour notre jeunesse studieuse et pour le corps enseignant tout entier. Et c'est un honneur pour l'élite intellectuelle de cette province.

Il dénonce le rôle avilissant qu'on a imposé aux chômeurs en leur offrant des travaux de forcés, en les réduisant à accomplir des travaux de bêtes de somme. À Lachine, rappelle-t-il, on avait attelé des chômeurs sur des tombereaux à neige, à la place des chevaux, et, comme conséquence, le député et ministre du comté a perdu son dépôt. Il parle aussi des prétendus abus commis à Maisonneuve sous les yeux de l'ancien ministre du Travail (M. William Tremblay).

Mais ces temps sont révolus et le "crépuscule des dieux", que le député de Matane a oublié de mentionner, est arrivé. Les rétrogrades et les démagogues ont été jugés et condamnés.

Il (M. Leduc) se réjouit de l'accueil large et franc que le nouveau gouvernement entend faire au progrès. Il félicite le ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) de vouloir faire cesser le régime de la perpétuelle et stérile allocation aux chômeurs pour la remplacer graduellement par des moyens qui permettront aux ouvriers de gagner effectivement un salaire juste et stable, en échange d'une production profitable à la collectivité et à l'économie de la province.

C'est le rêve de toute ma carrière d'homme public que de voir des industries nouvelles prendre naissance et se développer dans cette province. C'est avec enthousiasme que j'ai appris l'initiative du gouvernement au sujet de l'industrie de la betterave à sucre et de l'utilisation du lin. On ne pouvait

s'attendre à moins de la part d'un premier ministre agronome dont la compétence éclairée est à la disposition des meilleurs intérêts de sa province.

Il (M. Leduc) parle longuement de l'industrie du gazogène dont le développement et l'utilisation, au moment où la guerre menace de rendre prohibitifs les prix de la gasoline, seront les bienvenus dans le Québec aux ressources forestières illimitées. Le premier ministre, ajoute-t-il, suit attentivement les développements et les applications de cette vieille invention et il n'hésitera pas à en assurer chez nous la diffusion quand le moment sera venu.

Étant ingénieur, il fait un rapprochement entre le génie industriel et le génie agricole. Si j'ai servi avec tant de loyauté, dit-il, si je me suis rallié avec tant de spontanéité à la cause de l'honorable premier ministre, c'est que j'ai éprouvé moi-même l'irrésistible attirance du génie industriel, auquel j'appartiens par ma profession, pour le génie agricole, auquel se rattache le premier ministre. L'agriculture, M. l'Orateur, a depuis longtemps cessé d'être contemplative ou pastorale, comme se la représentaient encore quelques esprits attardés. Elle est devenue une véritable industrie, l'industrie la plus mécanisée qui soit. Ne pensez-vous pas, M. l'Orateur, qu'il est temps d'entreprendre une autre croisade, celle de l'alliance de la terre avec le génie industriel, afin qu'il en résulte plus de bien-être dans les familles rurales, un rendement accru par des débouchés nouveaux que tant de produits agricoles peuvent trouver dans l'industrie proprement dite?

On a dressé, je me suis toujours demandé pourquoi, les ouvriers de la terre contre les ouvriers des villes. On a oublié que la prospérité des uns entraînait nécessairement l'amélioration des conditions d'existence des autres, que la misère des ouvriers des villes, en amoindrissant leur pouvoir d'achat, avilissait les produits de la ferme. Par contre, quand les intérêts des deux classes sont simultanément et jalousement protégés, il en résulte une amélioration immédiate des conditions économiques en général. Employons-nous donc à faire des agriculteurs et des ouvriers des collaborateurs travaillant dans le même but: la prospérité de notre province. C'est là notre rôle le plus important.

Nous allons regarder l'avenir en face, accueillir la machine et le progrès résolument, comme il convient à des esprits largement ouverts au perfectionnement incessant de la condition matérielle et morale des individus, tel que d'ailleurs l'a voulu notre destinée providentielle. Car enfin, quel usage plus noble l'homme pourrait-il faire des dons qu'il a reçus de Dieu que de les employer à l'avancement

des sciences pour faire aboutir finalement cet effort au soulagement de tant de misères et de souffrances auxquelles trop de nos compatriotes sont encore soumis?

L'optimisme qui se dégage de ces quelques réflexions inspirées par le discours du trône permettra, je l'espère, à plusieurs de partager avec moi la confiance que j'ai placée dans l'honorable premier ministre, dont les hautes qualités et l'éminente personnalité sont d'indiscutables garanties pour l'avenir et la prospérité du Québec⁷.

(Applaudissements à droite)

M. Bourque (Sherbrooke): (Applaudissements à gauche) Le représentant de Laval (M. Leduc) a du toupet de se tourner contre ses anciens collègues.

M. Leduc (Laval) et d'autres députés interrompent le député de Sherbrooke (M. Bourque).

M. Bourque (Sherbrooke): Après les élections de 1935, un débat avait eu lieu, au cours duquel l'honorable Athanase David avait été interrompu en Chambre par le député de Laval. Et M. David avait dit à ce moment: "Il ne faut pas se déranger pour le député de Laval qui s'imagine qu'il peinture le pont Jacques-Cartier." Il ne faut pas se déranger davantage aujourd'hui pour le député de Laval qui vient d'attaquer l'Union nationale d'une manière aussi basse.

(Des députés ministériels s'amuse.)

Avant longtemps, il n'est pas du tout improbable qu'il se tourne contre ses nouveaux amis, si l'occasion se présente.

Le député de Laval dit que notre chef, l'ancien premier ministre, allait trop vite et qu'il précipitait toutes les mesures qu'il faisait. Il y a une chose que nous regrettons de ce côté-ci, c'est que le premier ministre du temps n'ait pas précipité davantage le départ de son ministre de la Voirie, l'actuel député libéral de Laval (M. Leduc), qui doit savoir pour quelles raisons il a été renvoyé du cabinet. Si la Chambre veut savoir la raison pour laquelle il a été expulsé du cabinet, il la dira avec plaisir. L'enquête des comptes publics...

M. Leduc (Laval): Je soulève un point d'ordre. Je puis dire à l'ancien ministre des Travaux publics que les règlements de la Chambre ne permettent pas de faire des insinuations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député de Laval n'a pas le droit de soulever un

point d'ordre sur cette question. Il n'y a pas matière à interruption dans ce que vient de dire le député de Sherbrooke. Si...

M. l'Orateur: À l'ordre, messieurs!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un point d'ordre, cela!

M. l'Orateur: Le député de Laval soulève-t-il un point d'ordre? Qu'il expose son point d'ordre!

M. Leduc (Laval): Les règlements de la Chambre ne permettent pas de faire des insinuations.

M. l'Orateur: L'Orateur a parfaitement compris le point en litige.

M. Leduc (Laval): On tente de soulever certaines choses...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne vois pas pourquoi le député de Laval a soulevé un point d'ordre. Le député de Sherbrooke n'a pas lancé d'insinuation; il a dit au député de Laval qu'il savait les raisons pour lesquelles nous l'avions renvoyé du cabinet. Quelle insinuation y a-t-il là-dedans? Est-ce insinuer quelque chose que de dire à un député qu'il sait quelque chose?

Il lui suppose simplement des connaissances. Est-ce une insinuation que d'imputer une science au député de Laval? Cette simple allégation de fait n'implique pas nécessairement une allégation malveillante.

M. Chaloult (Lotbinière): Je pense, M. l'Orateur, qu'il y a matière à point d'ordre dans ce que vient de dire le député de Sherbrooke. Il a dit que le député de Laval s'est exprimé de la "manière la plus basse". Ce n'est pas là une expression parlementaire, et elle doit être censurée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes)⁸: La plainte du député de Laval ne repose sur rien, et, en même temps, il veut rectifier sa déclaration. Il ne peut être question d'autre chose que du point soulevé par le député de Laval et il ne se plaint pas du mot "bas". Il n'y a rien de répréhensible dans les déclarations faites jusqu'ici par le représentant de Sherbrooke. Lorsqu'un député se plaint d'une parole prononcée par un autre député, il doit le faire quand la violation du Règlement s'est produite, et non quelque temps après.

M. l'Orateur: Pour ce qui est de "conduite basse", le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a raison; un article du Règlement est fort explicite sur ce point. Le député de Laval n'a pas relevé cette assertion. Je ne puis donc en tenir compte. S'il s'était levé au moment où le député de Sherbrooke l'accusait d'avoir une conduite basse, nous lui aurions donné raison.

Sur l'autre question, celle des insinuations et de savoir les raisons de son renvoi du cabinet, je suis d'opinion qu'on n'a pas le droit de soulever un point d'ordre. Le député de Sherbrooke n'a rien laissé entendre jusqu'à maintenant qui pourrait affecter l'honnêteté du député de Laval. Si le député de Laval y a vu une insinuation, il aura droit à une réplique après ce discours. Je renvoie le point d'ordre soulevé et je permets donc au député de Sherbrooke de continuer.

M. Bourque (Sherbrooke): Je n'ai pas dit du député de Laval qu'il avait une conduite basse. J'ai dit qu'il nous avait accusés d'une manière basse.

Le député de Laval sait fort bien que, durant tout le temps qu'il a passé dans l'Union nationale, nous avons avec lui sympathisé très amicalement. Le matin de sa destitution du cabinet par le premier ministre du temps, le député de Laval m'a fait demander à sa chambre⁹. Il sait ce qui s'est alors passé. Je ne mentionnerai pas ici les raisons pour lesquelles il a été forcé de partir du Conseil exécutif, mais, s'il insiste, je puis le dire. Je n'ai aucune objection à le faire.

M. Leduc (Laval): Point d'ordre! Il y a eu une session l'an dernier, ici même, et j'ai, à plusieurs reprises, demandé au premier ministre du temps de porter ses accusations comme un homme. Et j'ai posé la question de savoir pourquoi j'avais été congédié.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! On a parlé la semaine dernière de décorum dans cette Chambre. Mais, depuis le commencement de la session, les députés de la droite, ceux qui veulent tant le respect du décorum, s'ingénient à nous interrompre. Nous commençons à peine nos discours que déjà ils veulent nous empêcher de parler. Je demande à l'Orateur de donner des ordres en conséquence et de faire respecter les règlements des deux côtés de la Chambre. Pour notre part, on remarquera que je n'ai interrompu personne depuis le début. Mais, si on persiste, nous allons rendre la monnaie de la pièce. Quand on veut interrompre, il faut au préalable demander la permission de l'Orateur.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Qu'un certain nombre de députés n'aient pas demandé la permission de l'Orateur pour soulever un point d'ordre et rétablir des faits, ce n'est certes pas strictement parlementaire, et on a peut-être raison de le faire remarquer. Mais il n'y a eu rien de disgracieux dans la conduite des députés de ce côté-ci de la Chambre depuis le début de la session, et personne ne s'est ingénié à interrompre les députés de l'opposition pour les empêcher de parler. Le chef de l'opposition est mal venu de faire des remontrances et de prétendre que nous manquons de décorum, après les trois années qu'il vient de finir comme premier ministre et qu'il a passées à la droite de l'Orateur.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur: Le point d'ordre du député de Laval est mal posé. L'incident est clos.

M. Bourque (Sherbrooke) reprend son discours en félicitant l'Orateur de sa nomination. Vous êtes, dit-il, l'un des rares nouveaux membres du Parti libéral. Les ministres actuels étant ceux qui avaient été désignés par M. Taschereau, c'est ce qui vous a valu votre nomination à la Chambre.

Aux élections du mois d'octobre, Ottawa nous a imposé la censure. M. Lapointe nous a obligés à soumettre le texte de nos discours à ses employés et à ses créatures. J'espère du moins, M. l'Orateur, que vous ne censurerez pas mon discours. J'espère que vous nous permettrez en cette Chambre de faire connaître la vérité au peuple de cette province.

La dernière campagne électorale du côté de nos adversaires libéraux s'est faite au nom de l'unité nationale et de l'économie. Mais, depuis quatre mois qu'ils ont repris le pouvoir, tout ce que le nouveau gouvernement a fait pour l'unité nationale et pour l'économie, ce fut de destituer les fonctionnaires nommés par le gouvernement Duplessis et de les remplacer par des créatures de l'ancien et nouveau régime Taschereau-Godbout-Bouchard. Est-ce bien là de l'unité nationale que de congédier tous les fonctionnaires placés par l'Union nationale? Je croyais que l'unité nationale consiste à rendre justice non seulement aux deux races qui composent la nation, mais aussi aux différentes classes et aux différents groupes de citoyens. Ce n'est pas ce que pense le nouveau gouvernement. Pour lui, travailler en faveur de l'unité nationale, c'est jeter sur le pavé tous ceux qui ne pensent pas comme lui.

Le Parti libéral a destitué des centaines d'employés pour les remplacer par ses partisans.

Cela s'est pratiqué pendant 40 ans. Seuls les libéraux reconnus pouvaient espérer obtenir quelques faveurs du gouvernement provincial. Les adversaires du Parti libéral étaient considérés comme des incapables ou des indésirables. Il n'y en avait que pour la vieille "gang". C'est la même doctrine du régime Taschereau, du "Crois ou meurs" libéral, "N'auront de places que nous et nos amis." L'Union nationale a gardé à son service les employés compétents. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons mis à la porte ceux qui retiraient des salaires sans rien faire, sans même venir au bureau pour y travailler. On sait que l'ancien régime avait pris l'habitude de donner ainsi des sinécures, des pensions d'État déguisées à un grand nombre de personnes, des fainéants, qui, souvent, cumulaient plusieurs salaires. Il a même été prouvé dans le temps que toute la famille de l'ancien premier ministre Taschereau vivait aux crochets de la province.

Les fonctionnaires compétents et loyaux ont été traités avec justice et humanité. On a même gardé un grand nombre de fonctionnaires qui avaient fait de la politique. Mais nous avons compris qu'ils avaient été forcés d'agir ainsi pour leurs maîtres.

Un député ministériel rit.

M. Bourque (Sherbrooke): Je ne sais pas qui vous êtes, vous, mais je vous dirai que, moi, je suis un ancien libéral, un ancien président de l'Association libérale de Sherbrooke, et j'avais des raisons de quitter le Parti libéral. Mais le député que j'ai battu en 1935, je l'ai gardé dans ses fonctions à Sherbrooke. J'ai maintenu à sa place et gardé en fonction un ancien député libéral, mon adversaire de 1935, parce que je le considérais comme honnête. Sur les 41 employés dans mon comté¹⁰, je n'en ai congédié que 17, et pour cause, pour des raisons précises, parce que j'avais des dossiers contre eux. Le député qui souriait tantôt, c'est le député de Châteauguay-Laprairie (M. Fortin), me dit-on. Le député peut bien rire, mais qu'il n'oublie pas que ce n'est pas pour rien que j'ai quitté le Parti libéral.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Les règlements de la Chambre défendent à un député de s'adresser directement à un collègue. On doit s'adresser à l'Orateur.

M. Bourque (Sherbrooke): Je m'adresse à vous, M. l'Orateur. (Continuant son discours) Nous n'avons pas fait de destitutions injustes...

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) cite l'article 245 du Règlement et demande à l'Orateur d'intervenir.

M. Bourque (Sherbrooke): L'Orateur le sait, il vient de me le dire.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Les règlements de la Chambre défendent aussi à un député de lire son discours.

M. Gagnon (Matane): L'honorable député de Jacques-Cartier ne sait évidemment pas ce qui s'est passé ici, en ces dernières années.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Pardon, je suis le député de Montréal-Saint-Louis.

M. Gagnon (Matane): Oh, pardon, mais la coutume permet à un député de consulter ses notes. Le député de Montréal-Saint-Louis observe si peu en cette Chambre qu'il n'a pas remarqué que le député de Laval (M. Leduc) avait lu son discours pendant une bonne heure. Aucune protestation n'a été soulevée. Je demande la même mesure de justice pour les deux côtés de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il est défendu de lire son texte, le Règlement ne défend pas de prendre connaissance de ses notes, mais un député ne peut interrompre un collègue qu'avec la permission de ce dernier.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Pas pour soulever un point d'ordre.

M. l'Orateur: (Rendant sa décision qui est unanimement approuvée) Au point de vue technique, le point d'ordre de l'honorable député de Montréal-Saint-Louis est bien soulevé. Les règlements défendent de lire un discours. C'est vrai. Mais il y a plusieurs nouveaux députés en cette Chambre, et je crois juste d'observer une certaine bienveillance à l'endroit des députés des deux côtés.

Depuis le début de la session, j'ai été bien tolérant et j'ai permis à plusieurs députés de consulter leurs notes. Ce n'est peut-être pas une bonne idée de laisser un député qui n'a encore jamais parlé répondre à un autre député en lisant son discours, mais cela a été toléré depuis le début du débat sur l'adresse. Le député de Sherbrooke peut donc continuer.

M. Bourque (Sherbrooke): L'honorable ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) a dit dans son discours sur l'adresse que lorsqu'il est arrivé au pouvoir, et qu'il a pris la direction du département, il y avait 1,020 employés "dans la cave du parlement" et qu'ils n'avaient pas de place pour se cacher. Mais il a oublié de dire que sur les 1,020, il y avait parmi eux 450 à 500 femmes de peine qui viennent chaque jour nettoyer les bureaux. Elles viennent chaque matin, de six heures à huit heures et demie, faire le ménage. Il y a des édifices à entretenir en dehors du parlement. Enlevez les 500 femmes sur les 1,020, il n'en reste que (ici un lapsus ou un calcul trop rapide) 700.

(Rires à droite)

Je me suis trompé. Enlevez les chauffeurs de fournaies, ceux qui entretiennent les édifices du parlement, ceux qui travaillent aux serres, au Musée et à Spencer Wood, les préposés à l'entretien des huit ou 10 édifices extérieurs...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant) Si vous les enlevez tous, il ne restera pas beaucoup de monde...

M. Bourque (Sherbrooke): Enlevez ceux qui ne travaillent pas dans la cave, et il ne reste, pour l'édifice proprement dit du parlement, que 350 à 400 hommes; et, sur ce nombre, il y en a 117 à 127 qui sont des techniciens.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Des techniciens? (Il éclate de rire.)

M. Bourque (Sherbrooke): Oui, des électriciens, etc.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai dit qu'il y avait tellement d'hommes dans la cave qu'on ne savait pas où les mettre, parce qu'il n'y avait pas de place pour tous les employés; rien de plus.

M. Bourque (Sherbrooke): Le ministre a cité un chiffre, il a dit 1,020. Il y avait au plus 300 hommes de peine "dans la cave". Mais ce nombre de 1,020 est-il diminué depuis le mois d'octobre? Je sais que si je demande au ministre des Travaux publics si leur nombre a diminué, il va dire oui! Le nombre a-t-il diminué?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ah oui! Et il va diminuer encore.

M. Bourque (Sherbrooke): Je m'attendais à cette réponse. Seulement, j'affirme que le nombre n'a pas été diminué. Les employés qu'on a mis dehors, on les a immédiatement remplacés par d'autres. Tous les destitués ont été remplacés par des amis du régime.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non! Non! Le nombre a diminué et il va diminuer encore. Quand les hirondelles reviendront au printemps...

M. Bourque (Sherbrooke): J'ai fait une déclaration, acceptez-la! Dans les journaux, on a dit que le nombre des employés dans la province a été augmenté de 3,177 sous l'Union nationale. C'est jouer sur les mots, car on oublie de dire que cette augmentation est due à la création de nouveaux organismes et à l'adoption de nombreuses lois sociales. Autrefois, il n'y avait pas d'aide à la jeunesse. Il faut donc compter là-dedans les 1,200 jeunes gens¹¹ employés par l'aide à la jeunesse. Leur salaire était payé par le fédéral et le provincial. Temporairement, l'aide à la jeunesse a disparu.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que l'honorable député me permettra une rectification? L'aide à la jeunesse n'a jamais été interrompue et j'ai signé ces jours derniers un accord avec l'honorable M. McLarty (ministre fédéral du Travail) pour que l'aide à la jeunesse soit continuée jusqu'à la fin de mars 1941¹².

M. Bourque (Sherbrooke): Au printemps, on va reprendre l'aide à la jeunesse, j'espère, et le nombre des employés va augmenter. Le lendemain des élections, on a fermé le camp du mont Orford. J'aime à croire que c'est parce que l'aide à la jeunesse avait été temporairement interrompue et non par manœuvre politique.

On oublie aussi de dire qu'il n'y avait pas de crédit agricole, de pensions de vieillesse, de pensions aux aveugles et de pensions aux mères nécessiteuses, d'Office des salaires raisonnables. Le personnel a été augmenté, mais nous avons donné quelque chose en retour. Pour les positions, nous avons toujours donné la préférence aux pères de famille, à ceux qui étaient dans le besoin et aux jeunes gens sérieux.

Si le chef du gouvernement actuel est opposé à l'augmentation du fonctionnarisme, pourquoi ne critique-t-il pas ses amis d'Ottawa? Depuis septembre 1939, Ottawa a engagé 2,700 nouveaux

employés sans que les libéraux ne critiquent, 2,700 fonctionnaires nouveaux, faisant passer le nombre des fonctionnaires de 11,500 à 14,000. Mais c'est toujours la même histoire: quand il s'agit de la guerre, tout va très bien, on peut faire n'importe quoi. Mais, quand il s'agit d'œuvres de paix, les œuvres du gouvernement Duplessis, d'œuvres constructives, rien n'est permis. Des millions par jour pour la guerre, le premier ministre du Québec considère que c'est très bien. Mais, quelques milliers de dollars pour les besoins de la province, c'est, d'après lui, du gaspillage!

Les destitutions permettent au gouvernement de remettre sur pied l'ancien régime. On a repris des employés qui avaient été destitués pour cause, non pas par l'Union nationale, mais par le gouvernement Taschereau. Ils sont réengagés en étant représentés comme des victimes de l'Union nationale. La guillotine libérale a fonctionné à plein rendement. Ce qui a été particulièrement révoltant, c'est le procédé employé pour la guillotine politique. On a procédé à des exécutions en masse, sans aucun avertissement, et on est même allé jusqu'à profiter de la période des fêtes pour jeter des centaines de personnes sur le pavé, sans s'occuper si on jetait à la misère des pères de famille, des veuves ayant charge de famille, etc. Après ça, on viendra nous parler d'unité nationale!

Tout ce que dit le discours du trône au sujet du chômage est bien vague. Que va faire le gouvernement au point de vue du chômage? Va-t-il continuer les secours directs? Entend-il les remplacer peu à peu par des travaux publics et d'autres entreprises? La province de Québec va-t-elle contribuer aux entreprises du fédéral? Ce serait une mauvaise manière de pratiquer l'économie. Personne ne le sait.

Les rédacteurs du discours du trône ont pris beaucoup de soin pour ne pas se compromettre et pour demeurer dans de vagues généralités. Cependant, leurs intentions percent à plusieurs endroits. Le discours du trône déclare que les dépenses du chômage seront payées à même les revenus ordinaires: "Pour éviter de grever trop lourdement les générations futures et ne pas infirmer le crédit de la province, nous nous efforcerons de payer les allocations de chômage à même les revenus ordinaires." Cette déclaration est d'une extrême importance.

Le nouveau premier ministre a admis, il y a quelques semaines dans une entrevue, que les divers secours au chômage absorbaient la moitié du revenu de la province. Cela veut dire qu'à moins de diminuer l'aide aux chômeurs et de les laisser pâtir,

le premier ministre devra augmenter les taxes inconsidérément et dans des proportions alarmantes. Il est beau de protéger les générations futures, c'est une bonne chose, mais ça ne doit pas être là un prétexte pour laisser mourir de faim les générations actuelles.

Le chômage est un problème fédéral. Il ne diminuera pas tant que le gouvernement fédéral n'aura pas assumé ses responsabilités et tant qu'il ne se chargera pas lui-même de ce problème qui est national. Le chômage appartient au fédéral, qui l'a provoqué par sa politique générale. Seul le gouvernement fédéral dispose des sources de revenus adéquates. Seul le gouvernement fédéral peut trouver l'argent nécessaire sans nuire au bon fonctionnement de la société. Au lieu de réclamer la part qui revient à la province de Québec, le nouveau gouvernement Godbout-Bouchard préfère excuser le gouvernement d'Ottawa et lui donner des armes contre notre province. Le premier ministre veut coopérer avec Ottawa. M. l'Orateur, ne croyez-vous pas qu'au lieu de dire qu'il va coopérer avec Ottawa, le gouvernement devrait insister pour qu'Ottawa coopère avec lui?

Durant les trois ans que nous avons détenu le pouvoir, nous avons fait tout notre possible pour venir en aide, pour protéger nos municipalités. Nous avons considéré que le crédit municipal est à la base du crédit provincial et national. Ce que nous avons fait pour les municipalités, le gouvernement fédéral aurait dû le faire pour la province.

Le gouvernement parle d'une campagne contre la province de Québec au point de vue touristique, une campagne de dénigrement qui se fait aux États-Unis pour décourager le tourisme au Canada. Maintenant, on se préoccupe donc de propagande pour détruire la campagne hostile, nocive, menée contre Québec. Les libéraux devront se rappeler qu'ils ont conduit une campagne analogue, en 1938, en disant que les routes étaient impraticables. Nos adversaires ont contribué à répandre ces rumeurs, à laisser dire que les chemins étaient dans un état pitoyable. Les libéraux ont entrepris cette campagne pour nuire à l'industrie touristique à des fins électorales. Ils devront donc se rappeler qu'ils ont été les propagandistes les plus acharnés contre la province, en cherchant à tout dénigrer et à représenter l'état de la province sous les couleurs les plus noires et les plus fausses.

Le discours du trône parle de la centralisation de toutes les constructions de chemin. Il annonce d'abord que le gouvernement va s'occuper de l'entretien des routes et de la construction de

nouvelles artères; il n'y a rien dans cela de bien nouveau. Cependant, nous trouvons plus loin une petite phrase qui en dit long, la voici: "Pour obtenir une parfaite coordination, la direction de tous les travaux exécutés sur notre réseau routier sera centralisée au ministère de la Voirie."

Autrement dit, aucun contrat ne pourra être accordé sans la permission du ministre de la Voirie qui est aussi le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard). C'est lui qui aura la haute main sur tous les contrats. Le ministre entend exercer une dictature dans ce domaine. Il me semble que, sous le nouveau gouvernement, c'est le premier ministre qui fait les discours et son voisin qui mène. Tant pis pour lui!

Au point de vue de l'agriculture, comme le premier ministre se vante lui-même d'être un cultivateur, je m'attendais à voir énoncé un vaste programme agricole. Mais on regrette qu'il n'y ait aucune mention, dans le discours du trône, des mesures que l'on entend prendre pour promouvoir la culture du tabac et l'industrie sucrière. Et le gouvernement n'a pas précisé son attitude au sujet du crédit agricole. Le discours du trône n'en fait nullement mention. Il n'y a rien. Tout ce qu'on trouve, c'est que le gouvernement entend favoriser la production du lin et de la betterave à sucre. C'est bien intéressant, mais ce n'est pas grand-chose. Ce n'est pas d'une envergure renversante comme programme de restauration économique.

La convention libérale a préconisé le maintien du crédit agricole provincial existant. Le premier ministre, lui, annonce que c'est d'un crédit à court terme dont les cultivateurs ont besoin. Le gouvernement veut aider les cultivateurs en leur coupant le crédit à long terme et en leur prêtant le moins possible.

À l'exception de vagues généralités, tout ce que contient le discours du trône, c'est l'intention du nouveau gouvernement de rappeler la plupart des législations qui ont été adoptées depuis 1936. On dirait vraiment que le désir du gouvernement actuel est de remettre la province de Québec dans l'état où elle se trouvait en 1936. C'est un progrès à reculons. Il y a cependant des lois que le nouveau régime ne pourra pas détruire parce que cela soulèverait la protestation de tout le peuple. Je veux parler des grandes lois sociales de l'Union nationale, des pensions aux vieillards, aux aveugles, des allocations aux mères nécessiteuses et du prêt agricole. Si l'Union nationale n'avait pas pris le pouvoir, il y a quatre ans, il n'y aurait rien de fait dans notre province au point de vue social.

Il semble qu'on ne touchera pas à la loi du cadenas. On a parlé des femmes, on se souvient que le premier ministre a promis, durant la campagne électorale, de donner le droit de vote aux femmes, et le discours du trône annonce que le gouvernement veut leur donner ce droit de vote. C'est là une question sur laquelle il est permis à chacun d'avoir ses opinions. Mais il y a des choses qui pressent plus que cela. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas attendu cette formalité électorale pour adopter des lois sociales qui profitent aux femmes de la province.

Il n'a pas accordé le suffrage féminin, mais, par exemple, il a voté les lois de pensions aux mères nécessiteuses, les allocations familiales. Alors, bien que les femmes ne votent pas encore dans notre province, les veuves nécessiteuses sont protégées, et c'est là une œuvre de l'Union nationale. De même, un grand nombre de femmes bénéficient des pensions aux vieillards. Sur 45,000 vieillards qui retirent leur pension, il y en a la moitié qui sont des femmes.

Là encore, nous n'avons pas attendu que les femmes aient droit de vote pour leur accorder ce privilège. Quant au salaire minimum de \$300 aux institutrices, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui l'a accru pour servir la cause de l'éducation.

C'est aussi l'Union nationale qui a créé les organismes voulus pour accorder aux femmes des salaires et des conditions de travail raisonnables.

On dit que le suffrage féminin exercera une heureuse influence en matière sociale et en matière d'éducation. Je suis prêt à l'admettre, mais je voudrais qu'on comprenne qu'un gouvernement digne de ses obligations n'a pas attendu ce changement électoral pour remplir ses devoirs envers l'élément féminin de la province.

On parle d'une commission du service civil? Le gouvernement a-t-il l'intention d'en établir une? Le discours du trône n'en parle pas. À quoi servirait-elle si on ne l'a pas déjà instituée? Le gouvernement a destitué tous les fonctionnaires nommés sous le régime national. S'il désirait une commission du service civil, c'était de l'instituer en prenant le pouvoir.

Ce ne sera plus temps de l'instituer quand tous les employés non libéraux auront été destitués. Elle ne servirait alors qu'à protéger et à maintenir en fonction les nouvelles créatures et les partisans du gouvernement actuel, advenant un changement de régime. C'est facile à faire maintenant qu'on a destitué tout le monde.

Il est une chose que nos adversaires doivent savoir dès aujourd'hui. S'ils veulent jouer une comédie, cela ne réussira pas. Commission ou pas commission, nous traiterons toujours avec justice et humanité les fonctionnaires de la province, mais ce n'est pas une commission de service civil qui nous empêchera de destituer ceux qui ne font pas leur devoir ou qui font de la politique. Attendez que nous soyons au pouvoir dans deux ou trois ans!

Lorsque le gouvernement actuel parle d'économie, nous sommes portés à sourire. Le gouvernement prêche l'économie à tour de bras, mais, chose curieuse, jamais l'idée ne leur en était venue avant 1936. Comment l'idée de l'économie n'est-elle pas venue aux ministres actuels quand ils faisaient partie de l'ancien gouvernement? Comment n'ont-ils pas pris des mesures pour prévenir les impressions qui coûtaient des sommes fabuleuses et qui étaient devenues une source de scandales?

Alors que certains journaux libéraux étaient gavés à raison de \$1,000,000 par année, comment se fait-il que l'idée ne leur soit pas venue de mettre fin au gaspillage dans tous les services? Comment n'ont-ils pas mis un frein aux sinécures que l'on multipliait à droite et à gauche, aux caprices d'Antoine Taschereau ou d'un Charles Lanctôt? Pourquoi n'ont-ils pas pratiqué l'économie dans ce temps-là? Ils se sont fait un cheval de bataille pour la campagne électorale seulement.

M. l'Orateur, jamais je ne blâmerai le gouvernement de pratiquer l'économie, même l'économie de bouts de chandelles, s'il agit avec sincérité et s'il se montre juste. De l'économie, très bien, mais partout et dans tous les domaines. Pas seulement de l'économie pour les pauvres et les chômeurs, pendant que les amis du régime s'enrichissent.

Pendant que nous étions au pouvoir, nous avons créé un bureau des achats qui contrôlait les prix et empêchait les profits excessifs. Qu'est-ce que le gouvernement actuel entend faire dans ce domaine? Nous avons hâte de le savoir.

S'il y a une différence entre l'économie et le gaspillage, il y a aussi une différence entre le gaspillage et une politique d'envergure. Chose curieuse, nos amis de la droite ont scruté chacun de nos emprunts. Ils ont protesté chaque fois que nous avons accordé des octrois utiles, mais ils ne disent pas un mot quand il s'agit des projets du fédéral. Par exemple, le gouvernement fédéral entreprend actuellement, et même depuis plusieurs semaines, des démarches afin d'obtenir la canalisation du Saint-Laurent.

Cette entreprise coûtera des centaines de millions. Le premier ministre actuel et son ministre des Finances ne s'en inquiètent pas. Le chef du gouvernement a même avoué qu'il n'était pas au courant du projet et qu'on ne l'avait pas consulté. Voilà une entreprise gigantesque qui engagera le crédit de notre province pour plusieurs générations à venir. Le premier ministre n'en dit pas un seul mot dans le discours du trône. Le premier ministre ne nous dit pas non plus s'il entend mesquiner quand il s'agit des colons et des fils de cultivateurs.

L'ancien gouvernement libéral avait construit le pont de Caughnawaga d'une longueur de 1,535 pieds pour un montant de \$3,000,000, tandis que le gouvernement Duplessis a construit le pont de Charlemagne d'une longueur de 5,433 pieds - et 12 pieds plus large que l'autre - pour \$2,250,000.

Sous le régime Duplessis, les déficits du Café du Parlement ont été réduits de façon très considérable. Nous sommes fiers, dit-il, d'avoir fait diminuer le déficit du Café du Parlement, tout en haussant le niveau des salaires du personnel.

Dans son discours, le premier ministre a parlé du bulletin de vote avec talon. Il a dit que ce bulletin de vote numéroté permettait aux membres de l'Union nationale de faire du chantage et de dire aux électeurs: "Avec ce numéro sur le bulletin, nous saurons pour qui vous allez voter." Les gens savent que c'est le talon qui est numéroté et non le bulletin.

Lors des élections dans Sherbrooke, ce sont des membres du Parti libéral qui ont opéré ce chantage du bulletin de vote numéroté pour faire de la cabale électorale.

En terminant, je (M. Bourque) veux rendre hommage à mon chef, ancien premier ministre et maintenant chef de l'opposition, pour la manière loyale, intelligente et honnête avec laquelle il a dirigé le gouvernement de cette province pendant trois ans. Je lui dois et je lui rends un hommage public. Plusieurs orateurs se sont levés pour le critiquer; pas un seul n'a attaqué son honnêteté et sa loyauté envers la province.

M. Caron (Hull) offre ses félicitations à l'Orateur de sa nomination; il félicite aussi le proposeur et le secondeur de l'adresse et parle du plus grand chef de l'opposition depuis la Confédération.

Aujourd'hui, 5 mars, je voudrais avoir un mot à l'adresse d'un homme qui a été vilipendé dans le passé parce qu'on voulait le détruire. On l'a sali, mais il était plus grand que ses insulteurs. La date du 5 mars 1940 est une grande date pour les libéraux, puisqu'elle marque le 73^e anniversaire de naissance

de l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, ancien premier ministre. Je profite de cette occasion pour lui offrir mes meilleurs vœux.

(Applaudissements prolongés à droite)

Dans mon discours, annonce-t-il, je relèverai certaines déclarations faites par le chef de l'opposition et par le député de Matane (M. Gagnon). D'abord, le député de Matane a blâmé le premier ministre pour l'appréciation que celui-ci a faite des manières polies à la Chambre. Il lui a reproché de réclamer des manières polies et d'employer lui-même des mots antiparlementaires pour qualifier ses adversaires de l'opposition. Je m'étonne, dit-il, que le député de Matane ait reproché aux libéraux quelques épithètes utilisées pendant la dernière campagne. Et il cite une série de termes que le chef de l'opposition a employés contre ses adversaires libéraux, alors qu'il était premier ministre.

Et les oppositionnistes, candidats de l'Action libérale nationale et de l'Union nationale dans les campagnes électorales de 1935 et de 1936, ont employé des expressions injurieuses. Ils ont parlé eux aussi de bandits, de scélérats et de crapules, expressions prononcées par le chef actuel de l'opposition. On ne peut donc faire reproche au premier ministre actuel de s'être servi des mêmes expressions au cours de la dernière campagne.

Mais, des voleurs, il y en a eu du côté de l'Union nationale. Ceci n'implique pas nécessairement les anciens ministres, mais on a pris au service de la province des faussaires et des gens louches, des personnes qui avaient des dossiers criminels contre eux. Il signale plusieurs cas dans son comté. Il reproche au gouvernement de l'Union nationale des mesures prises, lors de son dernier terme à la Législature, touchant la ville de Hull. Il reproche aussi la nomination d'un certain fonctionnaire qui avait un casier judiciaire très chargé, avant d'être nommé au service des Terres et Forêts.

Ce comptable, nommé par l'ancien régime, a volé les chèques des employés, des paies de bûcherons. Il s'est enfui sous l'œil vigilant de la Sûreté provinciale réorganisée par M. Duplessis. On l'a finalement arrêté après qu'il eut été appréhendé aux États-Unis. Il reproche encore au gouvernement Duplessis de n'avoir point institué d'enquête sur la Sûreté provinciale de Hull. Cette enquête, explique-t-il, était demandée par le Club ouvrier enregistré qui accusait certains membres de la Sûreté provinciale d'avoir favorisé des vols pour obtenir des causes. Il parle de cela pour montrer que tout le monde peut commettre des erreurs. Quand on habite une maison de verre, dit-il, on s'abstient de critiquer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que je pense en vous entendant.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Caron (Hull): Je sais que le chef de l'opposition ne m'a pas en odeur de sainteté. J'ai dénoncé ses partisans, et le peuple de cette province lui a donné un mandat de chef de l'opposition, et non de premier ministre. Il est vrai qu'on voulait contrôler le vote au moyen de bulletins de vote avec talons numérotés, aux dernières élections. Il signale le cas fameux du maire de la Pointe-Gatineau qui parcourait la région pour dire: "Ce n'est pas le gouvernement libéral qui est au pouvoir, c'est l'Union nationale. Si vous avez le malheur de voter contre Duplessis, vous allez perdre vos positions et vos pensions, car on s'est arrangé pour savoir, avec ce talon numéroté, de quelle façon vous allez voter."

Comme il est 6 heures, je propose, appuyé par le représentant de Frontenac (M. Gagnon), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Demandes de renseignements:

Droit de vote des femmes

M. Duplessis (Trois-Rivières)¹³: Avant d'ajourner, j'ai une question à demander au premier ministre. Je comprends que le discours du trône fait allusion à une législation pour donner le droit de suffrage aux femmes au point de vue provincial. Le premier ministre a ensuite déclaré, dans son discours sur l'adresse, qu'il entendait passer cette législation dès les trois premières semaines de la session. J'aimerais savoir si c'est encore l'intention du gouvernement d'introduire ce projet de loi malgré l'attitude du cardinal Villeneuve.

L'honorable M. Godbout (L'Islet)¹⁴: Je ne puis dire exactement à mon honorable ami quand cette législation sera présentée devant la Chambre. J'ignore aussi sous quelle forme elle sera rédigée. Je ne sais pas encore. Mais il y a deux choses que je puis dire au chef de l'opposition, pour répondre à sa question, c'est que, premièrement, pas plus dans cette législation que dans d'autres, nous n'exploiterons aucun sentiment élevé au bénéfice de la petite politique.

(Applaudissements)

Deuxièmement, et cela surprendra peut-être le chef de l'opposition, il se trouve encore dans cette province des hommes qui savent tenir leur parole et qui n'ont qu'une seule parole; pour ma part, quand je la donne, je la tiens.

(Applaudissements à droite)¹⁵

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures¹⁶.

NOTES

1. Sur ce projet de loi, voir: J. LaVergne, "Elle ne touche que \$10,000 par année". Selon *La Patrie* du 6 mars 1940, à la page 26, les fiduciaires et exécuteurs testamentaires voudraient être autorisés à payer annuellement à Gladys Wilson la totalité des revenus de sa part de ladite succession, bien qu'elle n'ait pas encore atteint l'âge de 50 ans. En vertu du testament, elle ne peut toucher que \$10,000 par année, tant qu'elle n'aura pas atteint cet âge.

2. M. Fuseau, selon *L'Action catholique* du 6 mars 1940, à la page 8.

3. Selon *Le Canada* du 6 mars 1940, à la page 8, ces travaux ont été faits en 1936.

4. \$167,000, selon *Le Soleil* du 6 mars 1940, à la page 12, et \$150,000, selon *Le Droit* du même jour, à la page 5.

5. Exemple de problème phonétique, plusieurs journaux rapportent ici le mot "brouiller", mais le *Canada* du 6 mars 1940, à la page 8, utilise "barbouiller" et *La Presse* du même jour, à la page 8, écrit "broyer".

6. Selon *L'Illustration nouvelle* du 6 mars 1940, à la page 23, M. Leduc aurait parlé après M. Bourque.

7. M. Leduc aurait parlé près d'une heure, selon *La Tribune* du 6 mars 1940, à la page 9.

8. M. Sauvé est l'ancien Orateur de l'Assemblée.

9. Selon *Le Canada* du 6 mars 1940, à la page 8, c'est M. Bourque qui s'est rendu à la chambre de M. Leduc et, selon *La Patrie* du même jour, à la page 6, M. Bourque déclare: "il (M. Leduc) est venu me trouver à ma chambre."

10. *Le Canada* du 6 mars 1940, à la page 8, parle de 41 protonotaires.

11. *L'Action catholique* du 6 mars 1940, à la page 8, parle de 1,300 jeunes gens.

12. Jusqu'au 31 mars 1942, selon *L'Action catholique* du 6 mars 1940, à la page 8.

13. Cette interpellation du chef de l'opposition fait suite à la prise de position du cardinal Villeneuve contre le droit de vote aux femmes, le 2 mars 1940.

14. *La Patrie* du 6 mars, 1940, à la page 4, décrivant la scène, précise qu'en se levant, le premier ministre "a un air grave. Le silence le plus complet se fait dans la Chambre. On se demande ce qu'il va dire".

15. Selon *L'Événement-Journal* du 6 mars 1940, à la page 3, de nombreux spectateurs dans les galeries ont également manifesté leur approbation. *Le Droit* du même jour, à la page 5, affirme que les applaudissements des députés de la droite étaient frénétiques et ont duré plusieurs minutes. Cependant, *The Gazette* du même jour, à la page 1, donne l'information suivante: "Les quelques femmes qui restaient dans les galeries étaient soit étonnées de ce qui se passait, soit ne saisissaient pas le sens de ce que disait le premier ministre, et pas un murmure ne fut entendu de leur côté."

Sur l'attitude du gouvernement libéral face à l'opposition de l'Église catholique aux droits politiques des femmes, le premier ministre conserve une grande discrétion. Questionné par des journalistes, il se refuse à tout commentaire, il sourit aux questions et s'amuse des remarques lancées par les journalistes. Voir *Le Nouvelliste* du 5 mars 1940, à la page 7, et *La Parole* du 7 mars 1940, à la page 1.

16. *L'Événement-Journal* du 6 mars 1940, à la page 8, écrit que la séance s'est ajournée pendant que des députés entouraient le premier ministre pour le féliciter.

Séance du mercredi 6 mars 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Charte
de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la cité de Québec, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Louis Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant le nom de famille Cohen en celui de Mescon;
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la cité de Shawinigan Falls, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement relatif à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies;
- de la Commission des écoles catholiques de Verdun, demandant l'adoption d'une loi la concernant;
- de M. Georges-Alphonse Daviault et M. J.-Avila Boivin, demandant l'adoption d'une loi facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault, et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault;
- de l'Association des constructeurs de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de Mgr Eugène Laflamme et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la Fédération des guides catholiques de la province de Québec;
- de Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte en changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal;
- de demoiselle Marie-Ernestine Frappier, demandant l'adoption d'une loi lui permettant de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry;
- de "The Trustees for the Parish of St. Malachy", demandant l'adoption d'une loi modifiant leurs pouvoirs;
- de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française (A.C.J.C.), demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;
- de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et de la Caisse de Remboursement, demandant l'adoption d'une loi les concernant;

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges de Montréal, demandant l'adoption d'une loi relative à ladite paroisse;

- de M. Andrew Tolhurst et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

**Albert
Lagnado**

M. Casgrain (Gaspé-Nord) demande la permission de présenter le bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Albert Lagnado à la pratique de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Marie-Ernestine
Frappier**

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 126 permettant à Marie-Ernestine Frappier de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Louis Cohen

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 115 changeant le nom de Louis Cohen et autres en celui de Mescon.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association des constructeurs de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 134 modifiant la loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Jacques Jolin

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Jolin au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Shawinigan Falls**

M. Beaulac (Saint-Maurice) demande la permission de présenter le bill 138 modifiant la

charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Testament
d'Édouard Héneault**

M. Dumaine (Bagot) demande la permission de présenter le bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Terres en culture à Montréal

M. Dumaine (Bagot) demande la permission de présenter le bill 120 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Action Sociale Catholique

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 133 modifiant la loi constituant en corporation L'Action Sociale Catholique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Association Catholique
de la Jeunesse Canadienne-Française**

M. Potvin (Roberval) demande la permission de présenter le bill 151 modifiant la charte de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse de
Notre-Dame-des-Neiges**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 112 concernant les syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox
Church of Montreal**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian

Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lachine

M. Kirkland (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 123 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 109 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Granby

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 127 modifiant la charte de la cité de Granby.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Grace Katherine Reinauer

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 101 changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Paroisse de Saint-Malachie

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 144 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Malachie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de John Dwane

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 154 concernant la succession de feu John Dwane.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 129 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et la Caisse de Remboursement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 5 mars courant, sur la motion proposée mercredi le 21 février dernier, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Caron (Hull): M. l'Orateur, je parlais hier des fameuses "élections honnêtes" que nos adversaires avaient promises. Voyons s'ils ont tenu cette promesse. Nos adversaires ont tellement parlé d'élections malhonnêtes qu'ils n'ont pu s'empêcher d'en faire eux-mêmes, en octobre dernier.

Il y a plus. Je leur rappellerai l'élection complémentaire de Montréal-Saint-Louis. Il nous a fallu faire arrêter des sous-officiers-rapporteurs. Un de leurs agents a été arrêté et condamné à six mois de prison pour avoir passé des "télégraphes¹". Dans Bagot, on a menacé des électeurs en disant qu'ils perdraient leurs pensions de vieillesse, s'ils ne

votaient pas pour l'Union nationale. Aux dernières élections générales, dans Papineau, on a vu un officier-rapporteur voler des bulletins au candidat libéral. Dans un "poll" de 137 voteurs, on n'avait envoyé que 100 bulletins, et, lorsque nos amis sont arrivés pour voter, on leur a dit: "Nous n'avons plus de bulletins."

Dans la ville de Hull, dans mon comté, on a supprimé des milliers de noms sur les listes électorales, de telle sorte que ma majorité, qui aurait dû être de 3,500, a été réduite à 237. J'aurais pu porter plainte devant le magistrat², mais nous n'avons pas pu avoir justice, parce que même les magistrats avaient peur. Ils étaient menacés de destitution, s'ils ne faisaient pas les sept volontés du procureur général. Ils étaient exposés à se faire déménager par le régime Duplessis.

La Providence a voulu que ces messieurs soient placés dans l'opposition pour qu'il nous soit permis, à nous, de faire des élections honnêtes. J'espère que le gouvernement actuel va changer la loi électorale, que la supposée "loi des élections honnêtes" sera amendée. Si un jour je dois être battu, je ne veux pas l'être par des voleurs d'élections.

(Applaudissements à droite)

Il a été question de guillotine de la part des députés oppositionnistes au cours du présent débat. Mon honorable ami de Sherbrooke (M. Bourque) s'est plaint de destitutions. Il a oublié de vous dire qu'il est allé au garage de Lennoxville après la victoire de l'Union nationale, en 1936, et il a mis à la porte les 12 employés du garage, sans même en parler au ministre de la Voirie et sans donner la moindre raison. Le député de Sherbrooke, qui était ministre des Travaux publics, s'est lui-même rendu au garage et les força à partir sans délai.

M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, je tiens à nier catégoriquement la déclaration que mon ami le député de Hull vient de faire. Au cours de notre administration, je ne suis jamais allé au garage de Lennoxville, ni avant mon élection en 1935, ni lorsque j'étais au pouvoir, ni depuis ce temps-là.

M. Caron (Hull): J'accepte la déclaration du député de Sherbrooke. Les règlements me forcent à accepter sa déclaration. Mais il est sûr que les 12 employés du garage de Lennoxville ont été congédiés tous ensemble et qu'ils ont été destitués le jour du passage du député de Sherbrooke (M. Bourque) à Lennoxville, soit le 15 février 1937. On leur a refusé les salaires qui leur étaient dus. Et c'est le gouvernement libéral qui a dû les payer.

Dans mon comté de Hull, on n'a rien épargné pour me nuire. On a même fait de la sollicitation pour me faire perdre mes assurés, dans ma clientèle d'agent d'assurances. Tout ce que nous faisons actuellement, c'est de faire réinstaller les personnes qui ont été injustement déplacées par l'Union nationale.

On a affirmé en cette Chambre, depuis le début du débat sur l'adresse, que les institutrices, grâce à l'Union nationale, recevaient un traitement minimum de \$300 par année. Mais, si les institutrices touchent un tel traitement, ce n'est que depuis l'arrêté ministériel adopté par le cabinet libéral, depuis le mois d'octobre dernier. Il est bien vrai que la loi existait et qu'elle avait été adoptée par le gouvernement de l'Union nationale, mais on ne lui avait pas donné suite. Ces messieurs de l'Union nationale ne payaient pas.

En 1938, 1,294 institutrices touchaient des traitements inférieurs à \$300 alors que, dans la province d'Ontario, il ne s'en trouvait aucune, et ce, malgré la loi de l'Union nationale. En 1938, les salaires de moins de \$300 étaient les suivants dans les diverses provinces: neuf dans l'Île-du-Prince-Édouard; zéro dans la Nouvelle-Écosse; 71 au Nouveau-Brunswick; zéro dans l'Ontario; 10 au Manitoba; deux en Saskatchewan; zéro en Alberta; et 1,284 dans la province de Québec. Les salaires en bas de \$600 étaient au nombre de 76 dans l'Ontario, et de 6,311, dans la province de Québec. Les unionistes ont passé des lois aussi vides qu'inopérantes.

Le chef de l'opposition s'est vanté de sa législation ouvrière. Il nous a dit, dans son discours, qu'avant lui tout était néant. Mais c'est le Parti libéral qui s'est toujours montré dévoué aux ouvriers. Il n'y a pas à se le cacher, ici comme ailleurs, le Parti libéral a toujours été celui qui a le plus spécialement accordé sa sympathie, sa bienveillance et sa protection à la classe ouvrière.

C'est le Parti libéral qui, en 1908, nomma le premier ministre du Travail dans le cabinet fédéral, et le premier titulaire de ce poste fut l'honorable William Lyon Mackenzie King, le premier ministre actuel du Canada.

C'est encore sous un régime libéral, à Québec, que l'on vota en Amérique la première loi des accidents du travail, afin de mieux protéger l'accidenté et sa famille. C'est encore le Parti libéral qui donna, à Québec, la première loi du salaire minimum pour les femmes. Et c'est encore le Parti libéral qui, à la suggestion des unions, établit cette loi fameuse entre toutes des conventions collectives de travail.

La méthode du Parti libéral consiste à accepter les suggestions soumises par les représentants des corps organisés qui, normalement, sont les mieux placés pour conseiller en la matière. Les lois ouvrières du Québec n'ont pas pris de temps à se répandre à travers le Canada, et même jusqu'aux États-Unis. C'est donc à la gloire de notre parti de s'être fait le champion de ceux qui ont le plus besoin de protection. Je veux bien admettre que toutes ces lois n'étaient pas parfaites au début, qu'elles ont avec le temps évolué et que, même à notre départ du pouvoir, il y avait encore matière à amélioration que nous étions disposés à entreprendre graduellement.

Malheureusement, le sort a voulu que le Parti libéral soit renversé et qu'un gouvernement composé de purs d'entre les purs soit appelé à conduire les destinées de la province. Ils avaient promis que dès leur arrivée au pouvoir, une nouvelle aurore de progrès et de liberté plus grande luirait pour la classe ouvrière. En 1936, les ouvriers ne connaissaient pas Maurice Duplessis et ils ont cru en ses promesses. Mais ils n'ont pas tardé à le connaître. L'Union nationale avait promis une ère nouvelle aux ouvriers, mais son chef n'avait qu'une ambition: le pouvoir.

Mais, dans le temps, il était difficile pour celui qui ne connaissait pas Maurice Duplessis de s'imaginer qu'il n'y avait là que promesse électorale, qu'il se soucierait peu de remplir après avoir atteint son but: le pouvoir. Les ouvriers se sont laissés tromper et la chose était toute naturelle, car, après les années de crise que nous avons traversées, la masse des gens qui avaient souffert s'accrochait à la première espérance comme un être qui, pour éviter la noyade, s'accroche au premier bout de bois, si petit soit-il.

Mais, trompée par les promesses de l'Union nationale, la classe ouvrière n'a pas tardé à réaliser toute sa déception. Elle a tôt compris qu'elle était tombée entre les mains de camoufleurs qui ne cherchaient le pouvoir que pour y faire leur bénéfice. Car, dès le début de l'administration Duplessis, le premier ministre s'est ingénié à insulter la classe ouvrière.

L'ouvrier a vite été déçu dès la nomination du ministre du Travail de l'Union nationale. On a donné à la classe ouvrière, comme ministre, le moins compétent et le plus ignorant de tous les ministres.

Il a fallu beaucoup d'imagination au député de Matane (M. Gagnon) pour faire l'éloge de l'homme qui était si "fier de se faire appeler l'honorable William". Et quel résultat en avons-nous eu? Trop lourdaut pour comprendre les problèmes posés devant lui et tellement fier de se faire appeler "honorable", il abandonna sans se plaindre tous ses

droits et prérogatives à son chef et führer: le chef de l'opposition actuel.

M. l'Orateur reproche au député de Hull ses reproches immérités à un absent.

M. Caron (Hull): Alors, commencèrent à poindre à l'horizon les projets de sabotage des meilleures lois acquises par le travail organisé des ouvriers depuis au-delà de 30 ans. Afin de tuer cette loi extraordinairement bienfaisante, si parfaitement sociale et chrétienne qu'est la loi des conventions collectives de travail, parce que c'était une législation passée par le Parti libéral, le premier ministre d'alors, aujourd'hui le plus grand chef de l'opposition de tous les temps, imposa cette fameuse loi des salaires raisonnables, avec ses restrictions et ses pouvoirs discrétionnaires tels que le ministre, un simple petit inspecteur ou employé de bureau peut à sa guise accorder ou refuser telle faveur demandée par telle ou telle personne ou compagnie. Si cette loi a pu faire du bien à quelques-uns, elle a tellement fait de mal que le présent gouvernement se verra dans l'obligation de l'amender pour la rendre plus efficace et plus intelligente.

La province de Québec, qui est assez grande pour contenir toute l'Europe et qui possède une population de moins de 4,000,000, offre des problèmes tellement complexes qu'il était impossible de faire surgir en deux mois la loi des salaires raisonnables qui pourrait rendre justice à tous les intéressés. Je reconnais les qualités de l'honorable juge Ferdinand Roy, que M. Duplessis a nommé pour préparer et administrer cette loi d'ordonnance; il devait agir sous les ordres de M. Duplessis, et le premier ministre de l'Union nationale ne lui a pas permis de rendre justice aux ouvriers.

Il l'a nommé pour préparer et administrer cette loi d'ordonnance. Mais, en supposant qu'il eût été le plus grand économiste, ce qu'il n'est pas, et le plus grand psychologue, ce qu'il n'est pas encore, il était physiquement impossible, dans le court laps de temps que lui donna le premier ministre, d'établir une loi qui pût rendre justice aux ouvriers des différentes parties de cette province.

Je suis convaincu que pour faire une loi au moins intelligente, il aurait fallu qu'une commission fût chargée de parcourir les différents centres de la province, afin de s'enquérir sur place, de la bouche même des ouvriers et des patrons, des besoins et des obligations de chacun. Et je suis encore convaincu que ce travail aurait réclamé un labeur constant d'au moins une couple d'années pour préparer quelque

chose d'acceptable. Mais, avec M. Duplessis, qui n'a rien de fini, qui est l'être le plus superficiel que la terre ait porté, il fallait que les choses marchent vite et le juge Roy s'est hâté pour obtenir le résultat que l'on connaît.

Les ordonnances ont succédé aux ordonnances. Ce qui hier était bien ne l'est plus aujourd'hui. On accorde à telle classe ouvrière un tel salaire jugé dans le temps raisonnable, et sur la plainte d'un patron qui vient exposer son cas, on change l'ordonnance, on l'amende ou on le fait disparaître, et ceci, assez souvent pour que les inspecteurs soient dans certains cas embêtés en présence de leur propre loi.

En parcourant l'ordonnance numéro 4, je n'ai pas pu trouver un seul salaire qu'on peut qualifier de raisonnable dans notre région, quand on sait que Léon XIII et Pie XI ont établi qu'un salaire raisonnable est non seulement ce qu'il faut pour assurer la subsistance immédiate, mais que l'ouvrier a droit de recevoir un montant de salaire qui lui permette de se créer un certain patrimoine proportionné à ses conditions sociales, afin qu'à sa mort il puisse au moins laisser à sa veuve et à ses enfants un toit pour les abriter.

J'ai beau parcourir les échelles de salaires établies par les ordonnances de la commission, je ne parviens pas à trouver un seul salaire que l'on pût qualifier de raisonnable. Il n'y a pas un seul ouvrier dans la ville de Hull ou dans n'importe quelle partie de la province qui puisse, avec un salaire de \$60 par mois, ou \$15 par semaine, fournir à une famille moyenne d'environ cinq ou six personnes le loyer, la nourriture, le vêtement, le chauffage, l'abri, l'instruction, et les soins médicaux, pour ne mettre que l'essentiel, et en plus se créer un patrimoine. C'est pourtant ce miracle qu'exigeait le gouvernement Duplessis.

Et, pour vous montrer encore quelques contrastes, le garçon de cuisine qui pèle les pommes de terre a droit à un salaire supérieur à la majorité de nos institutrices qui ont dû dépenser le quart de leur vie à étudier pour atteindre cette profession. Le cireur de bottes gagnait plus que certains employés qui ont dû étudier plusieurs années avant d'être admis à travailler. Le degré de formation intellectuelle ne comptait pour rien dans la fixation des échelles de salaires. Et, si je faisais aujourd'hui l'analyse complète de ces ordonnances, je pourrais vous démontrer encore de nombreux cas où le développement intellectuel ne comptait pour rien dans l'opinion de ceux qui les ont préparées.

On s'est servi des ordonnances, comme je l'ai dit au début, pour saper à sa base la loi des conventions collectives, qui forme sans contredit la

loi ouvrière la plus parfaite qu'ait connue jusqu'à date le continent américain et qui fut créée par le Parti libéral.

Par cette loi, le patron et l'ouvrier ne forment qu'une famille où les deux parties s'entendent sur les besoins et les obligations de chacun, établissant de gré à gré le salaire que chacun considère raisonnable, l'un pour le bien des siens, l'autre pour la bonne conduite de ses affaires; et alors, lorsque les deux parties se sont entendues, elles signent une convention que le gouvernement consacre comme loi avec la même force que toutes les autres lois passées par un gouvernement. Afin de voir à l'application de ces conventions dans le but de protéger les deux intéressés, le patron et l'ouvrier, il y a un comité paritaire de formé qui voit à l'application.

Sous le régime libéral, plusieurs conventions collectives ont été établies à Hull et presque toutes ont donné la plus entière satisfaction aux deux parties intéressées. Les ouvriers désiraient cette loi et, à maintes reprises, ils ont protesté, ils ont fait des représentations à Québec. Mais, ils avaient beau réclamer des conventions collectives, M. Duplessis, alors premier ministre, se souciait beaucoup plus de se créer des fonds électoraux que de rendre justice à ses administrés, et il a donné pour toute réponse des insultes de la plus basse espèce, dont il a le secret le plus parfait et le vocabulaire le mieux choisi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Hull n'a pas le droit de nommer les députés par leur nom. De plus, il n'a pas le droit de prodiguer des insultes. Il a attaqué un absent, ce qui montre sa bravoure et...

M. l'Orateur: L'honorable chef de l'opposition se met hors d'ordre lui-même. Je suis prêt à déclarer l'honorable député de Hull hors d'ordre. Il n'a pas le droit de s'adresser à un député en le nommant par son nom, ni de mentionner les députés par leur nom. Je rappelle donc le député de Hull à l'ordre. Il doit dire "le chef de l'opposition" ou encore "le député de Trois-Rivières".

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, les mots avec lesquels le député de Hull a qualifié le chef de l'opposition ne sont pas parlementaires. Le député de Hull a dit que je ne me souciais que d'aller trouver les industriels pour avoir des fonds électoraux.

M. l'Orateur: Je n'ai pas compris qu'il ait dit cela. L'honorable député de Hull n'a pas dit que

l'honorable chef de l'opposition allait trouver les industriels pour obtenir des fonds électoraux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il l'a dit.

M. Caron (Hull): Eh bien, si le chef de l'opposition est insulté parce que je l'appelle "M. Duplessis", je retire mes paroles. Je vais cesser, mais j'ai cru qu'en parlant du passé, je pouvais nommer l'ancien premier ministre par son nom. Je parlais de "M. Duplessis" quand il était question du passé, et du "chef de l'opposition" à propos du présent. Si le député de Trois-Rivières a honte de son nom...

M. l'Orateur: L'honorable chef de l'opposition est en Chambre et ne doit pas être nommé par son nom. Selon les règlements de la Chambre, on n'a pas le droit de nommer par leur nom les membres du Parlement. Le député de Hull n'a donc pas le droit d'appeler le chef de l'opposition "M. Duplessis". Il doit l'appeler "le chef de l'opposition", qui existe en cette Chambre, ou encore "le député de Trois-Rivières".

M. Caron (Hull): Je m'en tiendrai à vos ordres.

Je ne crois pas que nous ayons eu un gouvernement, depuis la Confédération, qui ait fait plus pour nuire aux corps ouvriers organisés. L'ancien premier ministre semblait craindre ces mouvements et par ses lois essaya de les détruire. Et si vous lisez les articles de journaux écrits sur les divers groupes ouvriers, vous voyez que les ouvriers ont protesté contre l'attitude de l'honorable député de Trois-Rivières, et à quel point ils détestent cet ex-führer national...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je demande que le député de Hull retire cette expression d'"ex-führer".

M. l'Orateur: Je demande au député de Hull de retirer l'expression "ex-führer".

M. Caron (Hull): Je la retire. Je retire "l'ex-führer". L'honorable député de Trois-Rivières a répondu aux ouvriers. C'est alors que *Le Monde ouvrier*... M. l'Orateur, est-ce qu'il est permis de nommer les journaux par leur nom?

M. l'Orateur: L'honorable député de Hull n'a pas de question à poser à l'Orateur. (Le député s'assoit) Le député ne peut ainsi continuer son

discours. Qu'il se tienne dans l'ordre. L'Orateur ne peut décider une question avant qu'elle ne soit exprimée.

(On entend des applaudissements dans les tribunes du public.)

Personne ne peut applaudir!

L'honorable député de Hull peut continuer son discours.

M. Caron (Hull): Le chef de l'opposition, lui, ce grand catholique, a cherché durant son administration à discréditer la classe ouvrière. Dans un article publié vers le mois de septembre 1937, *Le Monde ouvrier* dit que l'attitude du député de Trois-Rivières, alors premier ministre, a été vertement critiquée par plusieurs délégués. Au cours du débat sur une résolution présentée par le Conseil des métiers et du travail de Québec, relatant son attitude au sujet de l'atelier d'unions, c'est-à-dire "atelier fermé", la conférence s'est prononcée en faveur de la liberté d'organisation et du marchandage collectif entre employeurs et employés pour l'établissement de salaires et de meilleures conditions de travail dans l'industrie et le commerce. Il est à noter que lors du congrès international, ni M. Tremblay, ni son premier ministre n'ont daigné répondre à leur invitation.

Lors d'une réunion des syndicats nationaux catholiques à l'oratoire Saint-Joseph, nous avons vu le député de Trois-Rivières, en réponse à M. Girard des syndicats nationaux de Montréal, dire: "Ne provoquez pas le procureur général de la province, c'est mieux pour vous", parce qu'il lui demandait d'intervenir dans la question des grèves. C'est alors que *Le Monde ouvrier* s'est écrié: "Non, mais pour qui se prend-il ce cher M. Duplessis, et qu'a-t-il voulu bien dire par cette menace déguisée? Il est tout aussi bien qu'il le sache tout de suite, la classe ouvrière commence à en avoir assez de lui et pourrait fort bien lui rendre la monnaie de sa pièce avant longtemps, car, en dépit des différences d'opinions qui peuvent exister entre les syndicats catholiques et les unions internationales sur la forme d'organisation, il y a un point sur lequel les deux groupes s'entendent. Nous ne tolérerons pas qu'un politicien hargneux (M. Duplessis) et mal élevé se serve du mandat que le peuple lui a confié pour satisfaire ses rancunes personnelles et pour détruire les organismes ouvriers; qui attaque l'un, attaque l'autre."

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre!

M. l'Orateur: L'honorable député de Hull ne peut pas lire en cette Chambre un article de journal qui contient des paroles injurieuses à l'adresse d'un député. On ne peut dire indirectement ce qui est défendu par les règlements directement. Je rappelle donc de nouveau le député de Hull à l'ordre.

M. Caron (Hull): De quelle manière le chef de l'opposition a-t-il traité les chefs des unions catholiques, dans son fameux discours prononcé le 17 août 1937 à Knowlton? Tout en admettant que la Dominion Textile est une compagnie qui a exploité et pressuré ses ouvriers, il s'est attaqué d'une manière toute particulière aux chefs ouvriers, et voici ce qu'il a dit: "La grève de l'industrie textile est malheureuse et sans justification, et on doit en faire porter le blâme aux chefs ouvriers, aux champions actuels du travail qui sont plus intéressés à leur \$50 par semaine qu'ils reçoivent pendant une grève que dans le bien-être de l'ouvrier."

L'ancien premier ministre, lui le grand catholique à effet, s'est attaqué d'une façon toute particulière aux chefs ouvriers. Il a cherché à discréditer un mouvement ouvrier qui s'inspire de la doctrine de l'Église, dont les chefs sont choisis à cause de leur compétence, de leur prudence et de leur désintéressement et qui, par le ministère de ses aumôniers, est en contact constant avec l'autorité ecclésiastique. À ce sujet, voilà ce que disait M. Doran, organisateur des Syndicats catholiques du diocèse d'Ottawa, à M. Duplessis: "Les Syndicats catholiques nationaux de ce district n'ont pas été peu étonnés de constater la conduite du gouvernement de Québec, dans la grève du textile. Nous avions espéré que les promesses faites pendant la campagne électorale étaient sérieuses et sincères. Nous constatons avec regret que le gouvernement a décidé l'abolition lente, mais certaine, de la loi de l'extension juridique des conventions collectives de travail."

Et voici ce que M. Charles Gauthier, dans un article du *Droit* du 19 août 1937, disait: "Les paroles que M. Duplessis a prononcées lundi dernier à Knowlton jurent sur les lèvres d'un homme d'État, qui, il y a un an, engageait les ouvriers à renforcer leur organisation professionnelle afin de mieux se prémunir contre les trusts..." Et voici que M. Gauthier trouve que le premier ministre de Québec aurait fait preuve de plus de courage et aurait dénoté un sens plus aigu de ses responsabilités s'il avait laissé aux corps professionnels le soin de régler les questions de métier, s'il les avait favorisés de tous ses efforts au lieu de paralyser l'organisation corporative de sa province.

"Ce n'est pas le rôle de l'État de se charger de tout, de devenir l'universel gérant des affaires." C'est ce que dit Sa Sainteté Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo Anno*: "L'objet naturel de toute intervention de l'État en matière sociale est d'aider les membres du corps social et non de les détruire ni de les absorber..." Comme le disait M. Gauthier: "M. Duplessis est trop jaloux de son autorité, il lui répugne de se voir soustraire la moindre parcelle de pouvoirs abusifs qu'il veut seul exercer." Et, quels que soient les journaux que nous feuilletons, partout on accusait le premier ministre de vouloir nuire aux organisations ouvrières, lui qui, aux élections de 1936, ne pouvait pas trouver de termes trop élogieux pour les syndicats catholiques en particulier. Durant trois ans, tout en jurant de sa bonne foi, il a cherché par tous les moyens, que ce soit à Sorel, Montréal, Sherbrooke ou ailleurs, à détruire le pouvoir, les forces des corps organisés, qui sont seuls capables de protéger la classe ouvrière.

Pendant que les ouvriers avaient peine à gagner un salaire de famine suffisant pour donner une nourriture convenable à leurs dépendants, nous avons vu le brillant et intelligent ministre du Travail de l'Union nationale se construire, suivant l'expression du député de Matane et ex-ministre des Mines (M. Gagnon), une modeste demeure au coût de \$65,000, un an et demi après avoir été appelé à la direction de son ministère au salaire de \$8,000 par année. N'est-ce pas une provocation à l'adresse de l'ouvrier? Mais que leur importait! Ils ont réalisé dès le début que leur passage à l'administration des choses de la province serait de courte durée et qu'il fallait en profiter.

Mais, toujours dans les grands discours, on s'appliquait à dire qu'on travaillait dans le but ultime de rendre plus heureuse la classe ouvrière. Toutefois, on a trouvé moyen de refuser l'assurance-chômage qu'offrait le gouvernement d'Ottawa, afin de protéger l'ouvrier qui pourrait être victime de circonstances incontrôlables qui le forcent au repos. Voici ce que disait *Le Monde ouvrier* de novembre 1937: "Nous croyons exprimer l'opinion des membres du travail organisé - de leur énorme majorité tout au moins - en lui disant que nous n'avons pas confiance en lui, c'est-à-dire le chef de l'opposition, ni en son gouvernement, car il a atrocement saboté toute la législation sociale qu'il a touchée. S'il avait été grassement payé pour mal faire - ce que nous ne croyons pas -, il n'aurait pu mieux réussir. Nous réclamons une assurance-chômage, mais administrée par les autorités fédérales. S'il faut que ce soit le gouvernement Duplessis qui en ait le contrôle, nous n'en voulons pas: c'est clair, catégorique et final."

Vous voyez par là que, dès 1937, les ouvriers de cette province avaient totalement perdu confiance dans le gouvernement d'alors. Mais, pour mettre un comble à ses reniements, voilà que le gouvernement Duplessis passe ses fameux bills 19 et 20, par lesquels on exempte le gouvernement ou tout entrepreneur qui exécute des travaux pour le gouvernement d'être assujéti soit aux conventions collectives de travail ou à la loi des salaires raisonnables.

Ceci veut dire que si un ouvrier de Hull ou d'ailleurs désire faire peindre sa maison, réparer son toit, sa galerie, creuser une cave ou tous autres travaux du genre, lui qui ne gagne qu'un salaire ordinaire, dont les moyens sont limités, est obligé de payer les salaires et ne peut s'y soustraire, tandis qu'un entrepreneur qui accomplit pour le compte du gouvernement des travaux de voirie ou toutes autres constructions, celui-là peut, s'il le juge à propos, payer le salaire que bon lui semblera, sans être incommodé.

C'est donc dire que celui qui a plus le moyen de payer, soit le gouvernement lui-même, ou l'entrepreneur du gouvernement, peut se payer le luxe, comme cela s'est fait sur la route Hull-Montréal, de payer un salaire de 15 sous l'heure, tandis qu'un citoyen ordinaire, pour mettre un peu de gravier dans une entrée de cour, est obligé de payer 40 sous l'heure. C'est une criante injustice. J'espère que les bills 19 et 20 seront abrogés.

M. l'Orateur: Je veux informer l'honorable député qu'il n'a plus que trois minutes à sa disposition.

M. Caron (Hull): Je vous remercie, M. l'Orateur. J'aurai l'occasion de reprendre la parole, au grand plaisir de l'honorable chef de l'opposition, j'en suis sûr. Mais je veux consacrer mes dernières minutes à protester de nouveau contre l'attitude de l'Union nationale à l'égard de la classe ouvrière. Je vais citer un autre fait. Pendant que les imprimeurs de la province de Québec chômaient, ou avaient peine à se trouver du travail, le gouvernement, dirigé par celui qui est maintenant chef de l'opposition, donnait des contrats d'impression en Ontario et aux États-Unis.

Nous pouvons donc dire que le régime Duplessis restera dans l'histoire comme le régime bourreau des lois ouvrières, asservi par la finance et par la grande industrie, ployant sous la botte du trust que ce gouvernement s'était engagé formellement à ramener à la raison. Voilà pourquoi, le 25 octobre

dernier, la classe ouvrière profita de l'occasion et se fit justice en écrasant le régime qui a tant fait pour l'asservir. Et, M. Taché, mon adversaire tory par excellence, a reçu comme tant d'autres le juste châtimement de ses trahisons.

(Applaudissements à droite)

M. Delagrave (Québec-Ouest): Vous permettrez bien, M. l'Orateur, à l'ex-membre de l'ex-opposition que je suis, d'adresser ici et pendant quelques instants la parole, ne serait-ce que pour rendre hommage en cette Chambre à mon chef, l'honorable premier ministre de cette province, à sa vaillante endurance dans tous les jours de lutte des trois dernières années qui ont fini, Dieu merci, grâce à la persévérance de son effort, à la sincérité de ses convictions, à l'exposé éclairé de ses idées comme de ses idéaux, par lui apporter une des plus belles victoires qu'il a été donné, en de telles circonstances, à un chef de parti de remporter en cette province, et au mérite incontesté et incontestable du premier ministre.

Me serait-il permis d'associer dans le même ordre d'idées, mais à un degré différent si vous le voulez, M. l'Orateur, dès maintenant, parce qu'il me tient étroitement au cœur, le mérite comme la générosité des électeurs tant de langue anglaise que de langue française de mon comté de Québec-Ouest, qui ont encore une fois, combien magnifiquement, fait cause commune pour me renouveler leur confiance. Si je mentionne ce fait, M. l'Orateur, ce n'est pas, je vous prie, pour m'en faire titre de gloire, mais c'est dans le seul et fort légitime but de témoigner à ces amis de toujours mes sentiments les meilleurs d'appréciation, de reconnaissance et d'attachement.

À vous, M. l'Orateur, mes compliments, je suis heureux de vous les dire après les députés qui m'ont précédé. Je vous connais maintenant mieux, et ils n'en sont que plus sincères. À mon jeune ami de Roberval, s'il me permet cette citation vieille que: "la valeur n'attend pas le nombre des années", mon imagination bornée comme toutes choses humaines n'en sait pas de meilleure, mais je la lui applique, en la faisant toute sincère.

Je n'apprécierai le discours de l'honorable député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) autrement qu'en lui disant que sa réputation était venue bien avant lui et que sa présence était depuis longtemps et impatiemment attendue en cette Chambre. Aux divers sentiments et fort noblement exprimés à l'occasion des mémorables événements récités dans le discours du trône, je me joins

vivement, et de tout cœur, mais je dois, plaisant devoir, comme député du comté en lequel ils habitent déjà, renouveler aux nouveaux châtelains de Spencer Wood la plus cordiale et la plus respectueuse bienvenue.

La lutte du 25 octobre dernier restera une grande date dans les annales du Parti libéral. La population du Québec a compris qu'il était dans l'intérêt de la province de renverser un gouvernement qui, dans l'espace de trois ans, ruina presque le crédit de la province. J'applaudis, M. l'Orateur, comme applaudiront tous les gens de bon sens et de jugement qui constituent la majorité des électeurs de cette province, au désir ou, plutôt, à la volonté fermement énoncée par le gouvernement de mettre ordre au chaos financier dans lequel il a trouvé malheureusement la province, après trois ans à peine d'une administration soi-disant nationale.

Et ce sera à la honte de ce parti, dont les survivants, que je n'ai pas la cruauté de qualifier de rares, sont maintenant en face de nous, d'avoir en un si court espace de temps amené, par des dépenses inconsidérées et extravagantes, notre province aux portes de la banqueroute. L'ancien premier ministre comme l'ancien ministre des Travaux publics (M. Bourque) porteront toute leur vie devant l'électorat, toujours responsable, victime, la responsabilité de leur imprudente administration.

Avec tous ces millions, que nous sommes appelés à payer, vous et moi, M. l'Orateur, et nos descendants après nous, alors que de l'aveu même de l'ancien premier ministre il y avait tant à faire d'utile et de nécessaire, tant il est vrai que dans tout pays qui avance et progresse, comme notre province, il y a toujours beaucoup à faire d'utile et de nécessaire, ils auront, durant ces trois ans, construit surtout des stades, des jardins, des parcs, des patinoires, des écuries, pour l'entretien desquels chacun des centres qui aura la mauvaise fortune de posséder un de ces monuments permanents superflus, lourdement grevés par ailleurs, se verra forcé de déboursier chaque année, ne l'oublions pas, des sommes importantes disproportionnées à leurs revenus municipaux.

Et voilà, M. l'Orateur, comment ces messieurs ont conçu, interprété et exécuté leurs programmes d'aide au chômage, à la jeunesse, du règlement de la question des taudis, de campagne contre les ravages de la tuberculose et de la mortalité infantile, de l'amélioration de l'instruction publique par l'apport aux instituteurs et aux institutrices de meilleurs salaires et de pensions plus élevées, de l'enseignement technique, de la mise à la raison de certains monopoles, de la concurrence d'État à la

fourniture de l'énergie électrique, et de tant de belles et bonnes choses encore qu'eux ont promises et qu'ils n'ont pas voulu faire. M. l'Orateur, l'ancien gouvernement n'a rien fait en somme de tout ça.

Il fallait, au lieu d'exécuter des œuvres utiles et nécessaires, élever des endroits d'amusement, sans penser au lendemain, *panem et circenses*, du pain et des jeux, du pain pour rassasier les favoris, des jeux pour distraire éternellement, croyaient-ils, la confiance de l'électorat qui, à leur surprise vu leur petit nombre actuel, et heureusement pour le bien de la province, s'est brusquement ressaisi, le 25 octobre dernier, pour éconduire ces messieurs, et mettre à la direction des affaires des hommes de bon jugement et de bon sens, comme le peuple le veut, un gouvernement stable, qui a déjà ramené le crédit de la province et qui la rendra comme elle a été, dans les anciens et bons temps des libéraux, prospère à tous les points de vue.

Et, à cette date du 25 octobre, glorieuse pour nous, vous me permettrez de rattacher les rôles de premier plan qu'y ont joués, outre nos chefs provinciaux, les chefs fédéraux, les Lapointe, Cardin, et un dernier mais non le moindre, mon populaire et talentueux collègue du fédéral, l'honorable C. G. Power, auxquels nous sommes redevables et reconnaissants et à qui nos sympathies actives sont acquises en ce moment pour la préservation de l'unité canadienne.

Et je viens, M. l'Orateur, comme je le mentionnais il y a un instant, à l'aide à la jeunesse, et en découlant, à la question de l'instruction publique, au problème de l'enseignement, qui est, à la base, dans mon humble opinion, et souventes fois, de nos bonnes comme de nos mauvaises fortunes. Nos amis les Anglais, qui sont des gens d'action, ce dont il faut les louer, ont créé, si ma mémoire est bonne, il y a quelques années, une commission qui a été chargée d'enquêter sur les améliorations à apporter à leur système d'enseignement, à notre enseignement, j'allais dire, puisque nous avons les mêmes problèmes, nous habitons le même pays, que nous sommes tous des frères de même bon vouloir, ayant le même but, et que nous avons tout comme eux des enfants en nombre, sûrement tout au moins aussi important.

Qu'ils y aient oui ou non réussi, je n'ai pas à l'apprécier, mais maintenant qu'un des meilleurs éducateurs de la province, je rends en passant hommage à mon estimé confrère qui est maintenant retraité, a été nommé surintendant, ne croyez-vous pas que cette mesure s'impose? Tout, depuis 20 ans, a si rapidement évolué. Nos enfants, ne vous en

déplaise, M. l'Orateur, sont, avouons-le, plus avancés que nous l'étions à leur âge. Les affaires comme les industries, comme les façons de les conduire, ont changé; c'est l'âge des machines dans tous les domaines, la machinerie y comprise, et les pratiques des professionnels ne sont plus guère les mêmes, du moins par la variété des cas et la diversité des problèmes qu'ils ont maintenant à considérer ou à résoudre.

Le Parti libéral apportera l'effort nécessaire pour la question de l'enseignement public. Ne vaudrait-il pas mieux, et nous sommes pour longtemps au pouvoir, commencer par le tout commencement, l'instruction primaire, la petite école: réviser les programmes; uniformiser les livres, point également à mon modeste point de vue extrêmement important; rendre plus attrayante la vocation, car c'en est une, d'instituteur et d'institutrice; ne pas les payer \$300, comme elles le sont, les institutrices, et pas toutes, mais le double s'il le faut, afin d'appeler et de maintenir la meilleure classe, avec au bout de leur terme des pensions qui ne leur permettraient pas seulement de ne pas mourir de faim? Alors que le chef de l'opposition était au pouvoir, les institutrices des écoles rurales du Québec étaient les moins bien payées au Canada.

Il faut intéresser ainsi et tout de suite le tout petit. Nous nous piquons ici, dans ce Canada français, de toutes les traditions de la race et nous manquons à notre premier devoir de les continuer et de les perpétuer, en n'apportant pas les réformes nécessaires à notre enseignement qui est de fait leur base et leur raison d'être, enseignement, hélas en certains cas désuet et, en d'autres, incomplet et incompatible pour ainsi dire aux idées et aux orientations des exigences présentes. Nous n'avons pas non plus d'école d'orientation, et pourtant, la Providence ne nous a pas doués de même manière; ne serait-il pas opportun d'en créer au moins dans tous les centres, après avoir adapté le système d'enseignement à l'ambiance dans laquelle il se trouve et au territoire dans lequel il doit rayonner?

Nous en avons des masses de techniciens en herbe, qui ne demandent que l'occasion d'éclore et le moyen de se développer. Puis, de cette école d'orientation, qui fonctionne avec succès en d'autres pays, nous pourrions pousser, stimuler le développement technique en cette province. C'est ce qui nous manque, des techniciens! Et, entre autres, ceux qui administrent le patronage s'en rendent aujourd'hui tristement compte, j'en prends mes collègues à témoin. Et l'état de guerre existant requiert dans tous les domaines combien de

compétences, sans qu'il soit question, vu les heures anxieuses et graves, d'aucun favoritisme. Voilà, à mon sens, un commencement logique de l'aide à la jeunesse, lequel ensuite on pourra doubler d'un "bureau d'emploiement" composé de dirigeants des classes universitaires, commerciales, industrielles, manufacturières, où les employeurs trouveront les compétences de leur choix.

Il (M. Delagrave) se prononce en faveur de l'uniformité des manuels scolaires et de réformes radicales dans le système d'éducation. Je laisse ces modestes et fort incomplètes remarques à la bienveillante considération du gouvernement: le sujet que j'ai soulevé m'a douloureusement et profondément frappé et même au point de vue survivance. Si je l'ai mal exposé, blâmez non ma sincérité, M. l'Orateur, mais la limitation de mes talents et connaissances, dont je ne me suis jamais mieux rendu compte. Je n'entends pas non plus jeter blâme ou discrédit sur aucune de nos institutions que je loue au contraire d'avoir survécu avec les moyens, combien restreints, mis à leur disposition.

Je leur demande simplement, respectueusement, mais instamment, de faire un effort encore plus prononcé, avec l'aide du gouvernement, pour nos jeunes d'aujourd'hui et de demain. Et, de cet effort commun et de son succès que je sais d'avance possible, nous aurons repris, non pas repris mais plutôt nous maintiendrons comme il sied et comme il appartient aux premiers habitants de ce pays, la première place entre toutes nos provinces sœurs, vu nos qualités raciques, doublées bientôt de compétence, de bon sens et de tolérance.

M. l'Orateur, j'aurais aimé traiter également de l'établissement d'une cour juvénile, une mesure sociale absolument nécessaire; d'une commission du service civil, qu'a touché le député de Lotbinière, qui protégera nos employés, tout en assurant les meilleurs services à l'administration de la chose publique; du rétablissement de leur assurance-vie-groupe, qui les prive trop tôt des bénéfices pour lesquels ils ont payé trop longtemps; de certaines lois inconsidérément passées qui ont désavantageusement arrêté le développement minier et compromis l'entrée des capitaux nécessaires à notre développement industriel; de la construction urgente d'une voie convenable conduisant à notre historique ville de Québec, avec réfection au point de vue touristique du chemin pittoresque dit des Foulons; de la disposition des terres abandonnées dans les vieilles paroisses, et de combien d'autres sujets encore, que le substantiel exposé du discours du trône nous inspire à analyser et à développer.

Et la loi électorale, cette colossale farce des élections honnêtes, les dernières par exemple, au cours desquelles des vauriens, à la solde de l'ex-gouvernement, venaient épier chacune de nos allées et venues et tâcher dans nos comités de corrompre nos travailleurs d'élection. Ce n'est pas de la fable, dans des autos empruntées de la Commission des liqueurs, sur lesquelles on avait impunément changé les licences. Toutes ces saletés sortiront un jour, comme les autres, quand le gouvernement décidera de la date de son enquête.

L'ex-ministre des Travaux publics, et représentant de Sherbrooke (M. Bourque) parlait l'autre jour des destitutions. D'autres orateurs de la gauche ont fait grand état du fait que certains employés ont été destitués. Pour ma part, là-dessus, voici ma ligne de conduite: tous ceux qui sont coupables d'ingérence politique dans mon comté seront destitués parce que ce ne sont pas de bons serviteurs de l'administration. Quant à ceux qui ont fait leur devoir, je leur promets la plus entière justice parce que je n'ai pas le droit, en conscience, de déplacer, sans cause, des fidèles employés à la chose publique.

J'estime que les employés qui se sont rendus coupables d'ingérence politique doivent être destitués, parce qu'ils sont payés pour être les serviteurs de la province et non pas les serviteurs d'un parti politique. Toutes les personnes qui feront de la politique, comme employés civils, seront remerciées de leurs services. Mais jamais une personne ne sera congédiée sans motif, car j'estime aussi que ceux qui ont fait leur devoir ne doivent pas être déplacés.

Il me reste, en terminant, à remercier le premier ministre de sa déclaration récente à l'effet de la nomination prochaine d'un représentant irlandais catholique au Conseil législatif...

(Applaudissements dans les tribunes)

M. l'Orateur demande au public des galeries de garder le silence.

M. Delagrave (Québec-Ouest): ... et enfin, mes collègues nouveaux, que je suis heureux de voir en cette Chambre, me permettront, j'aurai d'ailleurs l'occasion de les applaudir, d'évoquer brièvement un souvenir de mon passage de l'autre côté de la Chambre. Je veux simplement, comme ex-membre de l'ancienne opposition, reconnaître les hautes qualités du chef parlementaire d'alors, notre sympathique et présent ministre de la Voirie et des Travaux publics, (l'honorable M. Bouchard), sa courageuse attitude et sa fougue convaincante et entraînante; à ce souvenir j'associe le travail opiniâtre et la fidélité de ses lieutenants.

Enfin, je remercie l'électorat de ma province d'avoir compris et voulu que le chef d'en dehors, comme nos adversaires le qualifiaient alors avec moquerie, soit désormais et pour longtemps le chef tout court, d'en dehors comme d'en dedans, où il occupe la place qu'il devait occuper, qui lui était destinée, M. l'Orateur, et qui seule lui convenait, la première, de distingué premier ministre de la province.

Homme de parole et d'action, sous l'administration duquel l'électorat a aussi compris que riches ou pauvres, grands ou petits employeurs comme employés, il aurait enfin, et Dieu merci, justice³.

M. l'Orateur: (Aucun député ne se levant⁴, il fait lecture de la motion relative à l'adresse) Il est proposé par le représentant de Roberval (M. Potvin), appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À l'honorable Monsieur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Cette motion est-elle adoptée?

Adopté! L'adresse est adoptée.
(Applaudissements à droite)

Subsides

L'honorable M. Godbout (L'Islet) pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai l'honneur de proposer pour l'honorable trésorier provincial, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que le 12 mars courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides de Sa Majesté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire si je dois comprendre que le discours du budget sera donné le 12 mars, ou bien s'il s'agit là tout simplement d'une simple formalité, comme c'est la coutume?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): À moins que la Chambre ne change d'avis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faudrait le savoir. En vertu des règlements et de la loi des comptes publics, le gouvernement est obligé de produire les *Comptes publics* auparavant, dans les 15 jours qui suivent l'ouverture de la session, pour que nous puissions en prendre connaissance.

Il y a plus de 15 jours que la session est commencée, les *Comptes publics* n'ont pas encore été distribués et nous en avons besoin pour la discussion sur le budget. Généralement, c'est l'habitude en Chambre d'annoncer une date *pro forma* pour le discours du budget. Nous voudrions bien savoir si c'est là une date *pro forma* ou une date définitive que fixe le premier ministre pour son trésorier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition peut être assuré que les *Comptes publics* seront produits à temps, de façon à ce que chaque député puisse en prendre connaissance avant le discours sur le budget. Et le discours du budget sera prononcé en temps propice.

La motion est adoptée.

Voies et moyens

L'honorable M. Godbout (L'Islet) pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai l'honneur de proposer encore pour l'honorable trésorier provincial, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que le 12 mars courant, cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à Sa Majesté.

Adopté.

Nomination de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que Monsieur J.-Valmore Bienvenue, député du district électoral de Bellechasse, soit nommé président des comités pléniers de la Chambre⁵.

Adopté à l'unanimité.

(Applaudissements à droite)

Dépôt de documents:

Statistiques des Chemins de fer

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des Compagnies de Chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1938, conformément à l'article 187, chapitre 230, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 10)

Compagnies de Chemins de fer subventionnées

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des Compagnies de Chemins de fer, qui reçoivent des subsides de la Législature de Québec, pour l'année expirant le 31 décembre 1938, conformément à l'article 4, chapitre 31, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 11)

Travaux de la Chambre:

Comité des bills privés

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois sur mon bureau un avis convoquant les membres du comité des bills privés à une séance demain matin. Or, il n'y a aucun bill privé que nous ayons encore étudié en deuxième lecture; aucun n'est donc encore prêt à venir devant ce comité. Le comité va-t-il siéger quand même? Encore une fois, je me demande pourquoi convoquer inutilement les membres s'il n'y a rien à faire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le comité a été convoqué pour permettre à ses membres de prolonger les délais d'acceptation des bills⁶.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain trois heures.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis quelque peu surpris de la motion qu'on vient de faire. Il n'est seulement que 5 heures... Depuis 20 ans, les Chambres sont habituellement convoquées pour le mois de décembre ou pour le début de janvier, quelquefois en novembre, même.

Au lendemain de l'élection provinciale d'octobre dernier, le premier ministre avait annoncé qu'il tiendrait probablement une session spéciale. Non seulement il n'a pas convoqué de session spéciale, mais le gouvernement a convoqué les députés beaucoup plus tard, pour le 20 février, et je comprends que, dans une déclaration, le premier ministre a donné comme raison qu'il fallait le temps nécessaire au gouvernement pour préparer la législation et que la législation serait prête à cette date.

Il a aussi déclaré que le travail de la session avancerait rapidement. Où est-elle, la législation? L'opposition, dans son désir de collaborer, n'a pas pris grand temps dans le débat sur l'adresse en réponse au discours du trône. Elle n'a pas voulu prolonger le débat, comme on l'aura remarqué. Mais, après trois semaines de session, il n'y a pas une seule mesure du gouvernement qui soit prête. Nous n'avons devant nous aucun bill du gouvernement et les bills privés ne peuvent être pris en considération. Celui "qui donne sa parole et qui la tient" n'aurait pas dû dire à la province avant l'ouverture des Chambres que la Législature était prête; nous n'avons absolument rien devant nous, et nous sommes obligés d'ajourner, faute d'ouvrage à faire. C'est grave.

C'est la première fois depuis que je suis député qu'aucune loi n'est présentée à cette période de la session. Les députés ne viennent pas ici pour perdre leur temps. Cela comporte des dépenses considérables pour la province, ainsi que des dépenses personnelles et contingentes. Ces dépenses sont diminuées en raison de la célérité avec laquelle on accomplit le travail sessionnel. On convoque une session pourquoi? Pour l'expédition des affaires, l'étude des lois, etc. Le gouvernement ne présente pas ses lois. Ce n'est pas raisonnable pour le peuple. C'est un gaspillage que de convoquer les députés quand on n'a pas de législation à leur soumettre. On devait pourtant procéder avec célérité. Cette manière de procéder n'est pas juste pour le peuple de cette province. Le gouvernement se rend coupable de gaspillage et d'extravagance parce qu'il n'est pas prêt.

Dans le discours du trône, il est dit que l'on devait prendre les moyens nécessaires pour aider les sans-travail et que l'on devait pratiquer l'économie. Le premier ministre en a beaucoup parlé. Ce n'est pas de cette manière que l'on va pratiquer l'économie. Le gouvernement, s'il veut faire des économies, devrait commencer par ne pas retarder le travail dispendieux de la Chambre. La meilleure façon de pratiquer l'économie, c'est de préparer la législation, de la présenter dès le début de la session,

pour la soumettre en temps, et de marcher rapidement.

Je comprends que c'est un nouveau gouvernement, même s'il y a d'anciennes figures; je comprends que l'expérience politique n'est pas la caractéristique du nouveau régime, mais j'avais compris que "celui qui n'a qu'une parole et qui la tient" et qui annonce à la province que, dès le début de la session, la législation serait prête, devrait tenir parole.

(Applaudissements à gauche)

Il devrait présenter ses lois au plus vite. Quel travail y a-t-il de fait? Nous sommes en présence de rien. On a dû avoir le temps de se reposer des fatigues de la campagne électorale. J'espère que le gouvernement va s'amender sur ce fait-là.

Il y a autre chose. Pour la première fois, je n'ai rien dit encore, je n'ai pas protesté, mais, depuis que je suis député en cette Chambre, on avait l'habitude d'envoyer au chef de l'opposition et aux députés oppositionnistes des copies des bills du gouvernement, afin qu'il soit possible de les étudier. On n'a pas donné au chef de l'opposition une copie du discours du trône. On ne lui a pas fourni copie des bills que les Chambres doivent étudier. On en a annoncé trois ou quatre que le gouvernement a présentés en première lecture. Ils sont sur le *Feuilleton* et nous n'avons encore rien reçu.

J'ai même, au cours de l'avant-midi, envoyé un messenger pour les chercher chez les ministres intéressés, mais il ne m'a rien rapporté. Le gouvernement ne les a pas distribués. Je ne dis pas cela pour être désagréable au premier ministre ni pour faire de la politique, ni pour en faire un incident, mais l'opposition a un devoir à accomplir ici, et elle a droit d'obtenir ce qui lui est nécessaire pour remplir sa tâche. C'est pourquoi j'attire l'attention du gouvernement sur ce retard apporté dans la présentation de ses lois.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je remercie le chef de l'opposition de ses remarques, de sa sollicitude et de sa délicatesse. Je n'ai pas d'objection au titre qu'il me donne, bien au contraire. Que le chef de l'opposition ne se scandalise pas. Je veux le rassurer sur nos dispositions administratives. Lorsque nous aurons présenté nos lois, il s'en rendra compte. Plusieurs projets de loi sont prêts, mais mon honorable ami le chef de l'opposition sait parfaitement, et ceci s'applique à ce gouvernement comme à tout autre, que nous n'avons pas le droit, tant que l'adresse n'est pas adoptée, de présenter aucune législation importante. Là-dessus, le chef de

l'opposition, du temps qu'il était premier ministre, n'a pas toujours été très scrupuleux.

Les députés ne perdront pas leur temps et les lois qui seront présentées prouveront les qualités administratives de ceux dont le chef du gouvernement s'est entouré, qualités qui les désignaient bien à leurs fonctions. Le chef de l'opposition aura en temps toutes les copies des projets de loi, avec la certitude de ne pas se tacher les doigts en les compulsant parce que l'encre serait trop fraîche⁷. Les députés auront à leur disposition les projets de loi avant que leur étude ne soit entreprise à la Chambre.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée vers 5 h 15.

NOTES

1. Le "télégraphe", une forme de fraude électorale bien connue au XIX^e siècle, n'est disparu que vers le milieu du XX^e siècle. Pour qu'un électeur puisse "passer un télégraphe", un organisateur politique lui remettait un bulletin de vote obtenu illégalement et déjà marqué en faveur du candidat pour lequel l'organisateur travaillait. Dans l'isoloir, l'électeur cachait sur lui le bulletin vierge qu'il avait reçu du scrutateur, puis revenait avec le bulletin déjà marqué, qui était alors déposé dans l'urne. Par la suite, il remettait le bulletin vierge à l'organisateur, qui lui donnait une récompense et marquait le bulletin afin de recommencer le manège avec un autre électeur. Comme la récompense était donnée seulement à la sortie du bureau de scrutin, l'électeur pouvait jurer impunément, au moment de voter, qu'il n'avait reçu ni argent ni autre avantage. (Élections Canada: Renseignements généraux: *L'histoire du vote au Canada*, p. 9.)

2. *La Patrie* du 7 mars 1940, à la page 4, est plus affirmative que *Le Canada* du même jour, à la page 5, où le député y dit: "J'ai dû en appeler devant les tribunaux. Mais nous n'avons pu avoir justice."

3. Selon *Le Droit* du 7 mars 1940, à la page 1, M. Delagrave a parlé pendant environ une demi-heure.

4. Il y eut quelque surprise au fait que personne ne demande la parole. On s'attendait en particulier à ce que M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) fasse un discours. Voir *La Patrie* du 7 mars, à la page 4 et la déclaration faite au journaliste du *Montreal Daily Herald* du 6 mars 1940, à la page 2. Certains journalistes, qui s'attendaient à d'autres discours de la part des députés de l'opposition, y ont vu une stratégie de l'Union nationale, forçant le gouvernement à déposer des projets de loi publics plus rapidement qu'il ne s'y attendait. D'où la sortie théâtrale du chef de l'opposition lorsqu'on voulut ajourner la séance.

5. Cette motion signifie l'élection de M. Bienvenue comme Orateur suppléant de l'Assemblée.

6. La séance qui eut lieu comme prévu le 7 mars ne dura effectivement que trois ou quatre minutes, selon *La Presse* du 7 mars 1940, à la page 17.

7. Le premier ministre fait allusion aux remarques de députés qui disaient, en 1939, qu'ils se tachaient les doigts sur l'encre trop fraîche des lois distribuées à la dernière minute. Voir *L'Action catholique* du 7 mars 1940, à la page 11.

Séance du jeudi 7 mars 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Succession
Charles Wilson**

M. Lawn (Pontiac) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Joyal), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de dame Annie-Adèle Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le partage de la succession de l'honorable M. Charles Wilson, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de dame Annie-Adèle Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le partage de la succession de l'honorable M. Charles Wilson, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après;

- du révérend père Léo Boismenu et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke";

- de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power;

- de la corporation de la ville de Farnham, demandant l'adoption d'une loi autorisant ladite ville à emprunter pour acheter les immeubles de la Compagnie industrielle de Farnham;

- de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions et certains contrats entre ladite municipalité et Masonite Company of Canada, Limited;

- de la ville de Coaticook, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de l'Association des boulangers et pâtisseries de la province de Québec, demandant l'adoption d'une loi concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie;

- de la ville Saint-Laurent, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Noranda, demandant l'adoption d'une loi rétablissant les limites de ladite ville;

- du conseil du village de Valcourt, demandant l'adoption d'une loi concernant ledit village;

- de la municipalité scolaire de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une résolution concernant ladite commission et la déclarant valide, légale et obligatoire;

- du révérend Cuthbert Fafard, prêtre-curé de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de demoiselle Léonidas Bourgouin et demoiselle Arzélie Bourgouin;

- de "The St. Paul Land Company, Limited", demandant l'adoption d'une loi confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Monique de Honfleur, demandant l'adoption d'une loi annexant un certain territoire à ladite municipalité scolaire dans le comté de Lac Saint-Jean;

- de Milton A. Joseph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat;

- de Phillip Joseph, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat;

- de la ville de Belœil, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Votre comité recommande de prolonger au 28 mars courant, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 4 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 28 mars courant, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 4 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Valcourt

M. Bullock (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Panet), que les articles 503 à 508 du Règlement ayant trait à la publication des avis soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter le bill 163 concernant le village de Valcourt.

Adopté.

M. Bullock (Shefford) présente, en conséquence, le bill 163 concernant le village de Valcourt.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de The Roberval and Saguenay Railway Company

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 105 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 132 annexant un certain

territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur, dans le comté de Lac Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ratification de résolutions et de contrats, village de Gatineau

M. Lawn (Pontiac) demande la permission de présenter le bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Milton A. Joseph

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milton A. Joseph à la pratique de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Boulangerie

M. Gauthier (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 130 concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Autorisation d'emprunt à Farnham

M. Gosselin (Missisquoi) demande la permission de présenter le bill 157 autorisant la ville de Farnham à emprunter pour acheter les immeubles de la Compagnie Industrielle de Farnham.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Coaticook

M. Fréreau (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 119 relatif à la ville de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Noranda

M. Goulet (Témiscamingue) demande la permission de présenter le bill 118 établissant les limites de la ville de Noranda.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Successions de Léonidas
et d'Arzélie Bourgoin**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) demande la permission de présenter le bill 143 concernant les successions de demoiselle Léonidas Bourgoin et demoiselle Arzélie Bourgoin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pères du Très-Saint-Sacrement
de Sherbrooke**

M. Bourque (Sherbrooke) demande la permission de présenter le bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Belœil**

M. Messier (Richelieu-Verchères) demande la permission de présenter le bill 152 modifiant la charte de la ville de Belœil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Paroisse
de Saint-Féréol**

M. Dumoulin (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent (3 George V, chapitre 71) et ratifiant une résolution de la ville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lots
dans Lachine**

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission scolaire
de La Tuque**

M. Guibord (Laviolette) demande la permission de présenter le bill 162 ratifiant la résolution adoptée le 29 janvier 1940 par les commissaires d'écoles de la ville de La Tuque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Rapport des élections générales de 1939 et
des élections partielles de 1936 à 1939**

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le rapport sur les élections générales du 25 octobre 1939 et le rapport sur les élections partielles tenues pendant la vingtième législature, qui m'ont été communiqués par le secrétaire de la chancellerie. (Document de la session no 12)

(Applaudissements à droite)

Demandes de renseignements:**Fonte de la neige
dans les rues à Québec**

M. Bourque (Sherbrooke): M. l'Orateur, je demande à l'honorable ministre des Travaux publics s'il pourrait voir à prendre des mesures pour que les députés puissent se rendre au parlement en automobile et que nous ne soyons pas obligés d'y arriver en canot, en radeau ou autrement, étant donné l'eau qui se trouve aux portes du parlement. À Québec, il pleut depuis trois jours.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant) La situation est la même dans toute la ville de Québec, à la suite de la fonte de la neige, et je suis obligé de naviguer comme mon honorable ami depuis trois jours pour me rendre chez moi. On s'occupe d'enlever la neige constamment autour des édifices du parlement. Les charrettes sont à l'œuvre et je ferai, dit-il, tout mon possible pour que les députés ne soient pas éclaboussés. Je suppose que le travail est bien fait, puisque l'entrepreneur est un conservateur, un "bon conservateur"! (Rires)

Je fais remarquer que je donne les contrats aux plus bas soumissionnaires. Peut-être ai-je tort, ajoute-t-il.

Travaux de la Chambre:

Ordre de la procédure parlementaire

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande à l'Orateur de l'Assemblée législative d'appeler les bills privés inscrits au *Feuilleton*, soit l'item 4 de l'ordre du jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. M. l'Orateur, je me demande pourquoi le gouvernement ne nous fait pas étudier les bills publics. Il y en a sur le *Feuilleton* et les règlements disent que les bills publics passent avant les bills privés. On devrait donc appeler les bills publics avant de passer sur les bills privés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il ne s'agit pas ici d'une question de préséance. Nous voulons préparer aujourd'hui le travail du comité des bills privés. De plus, deux des ministres qui présentent les bills publics inscrits au *Feuilleton* sont absents pour quelques instants. Ils ne sont pas à leur siège dans le moment. Nous allons procéder à la deuxième lecture des bills privés, ce qui est parfaitement dans l'ordre. Lorsque les ministres intéressés seront en Chambre, les bills du gouvernement seront appelés afin qu'ils puissent les expliquer et les défendre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne s'agit pas ici d'une question de préséance. Je ferai remarquer que les règlements disent que le jeudi doit être consacré aux bills du gouvernement. Le jeudi, c'est donc la journée des bills publics. Les ministres doivent savoir que la législation du gouvernement doit être présentée le jeudi avant toute autre mesure. Et l'article 122 est formel et donne préséance aux bills publics sur les bills privés.

Depuis quatre mois, le premier ministre, selon les journaux, est en retraite pour étudier les lois de l'Union nationale pour voir ce qu'on pourrait bien y changer. Le premier ministre a déclaré de plus que la session ne devait durer que cinq semaines. Nous sommes en session depuis trois semaines et, cependant, rien n'est encore commencé au point de vue de la législation du gouvernement. Nous ne pouvons rester à Québec indéfiniment.

L'honorable premier ministre se trouve ainsi en présence d'une contradiction flagrante. Il a déclaré que nous devons avoir une session expéditive. Lui qui n'a qu'une parole, il va sans doute tenir sa promesse.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je me rappelle que les plaintes qu'on fait dans le moment ont été faites à chaque session, presque à chaque semaine, dans le passé par le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard)! Je constate que l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a changé d'opinion depuis le changement de gouvernement. Quand il était Orateur de la Chambre, le député de Saint-Hyacinthe a souvent invoqué l'article 122 du Règlement et ses points d'ordre ont toujours été rejetés!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): *O tempora! O mores!* Autres temps, autres mœurs!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Oui, autres mœurs surtout!

(Rires)

L'opposition se plaint que le travail de la Chambre ne va pas assez rapidement. Il n'y a pas longtemps que la session est commencée. Et nous avons déjà beaucoup de travail de fait. L'adresse ne vient que d'être adoptée. Nous nous sommes immédiatement mis au travail. L'opposition peut être sûre que les promesses faites à ce sujet par le premier ministre seront tenues. Il ne faut pas faire de tempête dans un verre d'eau. Je comprends que l'opposition veut en faire une pour faire oublier les trois années qu'elle a été au pouvoir, lesquelles furent fort étranges.

Je comprends que l'opposition veut aider le gouvernement à hâter le travail de la session. J'en félicite les membres de l'opposition. Des conservateurs, ils veulent garder le silence prudent. Le peuple en sera plus heureux. Mais nous ne voulons pas procéder à la légère. Pour aller rapidement, il faut aller prudemment. Nous allons procéder comme nous voulons procéder. Nous ne voulons pas arriver ici avec des bills non connus de l'opposition. Pour aller rapidement, il faut aller de l'avant, mais le gouvernement actuel est prudent.

Nous allons procéder régulièrement et prudemment. Nous sommes un gouvernement prudent. Nous ne ferons pas étudier les lois de la Chambre avant qu'elles ne soient imprimées, comme au temps de l'Union nationale, qui nous faisait adopter des lois à la vapeur et nous les faisait lire quand l'encre n'était même pas séchée.

(Rires)

Selon l'article 122, le leader de la Chambre a, du reste, le privilège de faire appeler les ordres du jour qu'il veut bien choisir. L'ancien Orateur, en fendant les cheveux en sept, peut trouver à redire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Lisez-le donc, l'article 122...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je l'ai déjà lu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Lisez-le fort.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je pense que mon honorable ami et ancien Orateur de la Chambre ne l'a pas lu souvent, cet article 122.

"122. Toutes les affaires inscrites au *Feuilleton* du jour sont appelées dans l'ordre qui leur est assigné.

"Toutefois, une affaire fixée pour une heure particulière est appelée à l'heure dite, et les affaires inscrites au nom des ministres de la couronne peuvent, lorsque la Chambre en vient à les prendre en considération, être appelées dans l'ordre que le gouvernement juge opportun¹."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, le gouvernement n'est pas prêt. Vous n'êtes pas prêt à procéder cet après-midi? C'est tout ce que je voulais savoir.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Certainement que nous sommes prêts pour les bills privés, et nous le serons davantage mardi pour les bills publics.

Le premier ministre veut faire adopter en deuxième lecture des bills privés, afin qu'ils soient envoyés au comité des bills privés ou au comité des bills publics, selon le cas. Nous voulons donner, pour la semaine, du travail aux comités de l'Assemblée législative. Les bills publics, ceux du gouvernement, seront appelés en temps utile. Le premier ministre... le chef de l'opposition les connaîtra avant de les adopter, ce qu'il ne nous permettait pas sous son régime, depuis trois ans. Ceci rendra service aux députés de l'opposition et à ceux du gouvernement qui auront amplement le temps d'étudier les bills. Ça ne se passe pas en vitesse, comme au temps de l'Union nationale. Nous n'avons pas la science infuse, même si nous sommes éclairés par les membres de l'Union nationale.

M. Gagnon (Matane): Le ministre des Travaux publics et de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a tort de s'en prendre à l'ancien Orateur de la Chambre qui n'avait rien à faire, pas plus d'ailleurs que l'Orateur actuel, pour ce qui est de l'appel des bills pour étude. Sous l'Union nationale, les bills publics passaient

toujours avant les bills privés, de même que l'intérêt public passait toujours avant l'intérêt privé.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'honorable député de Matane n'est pas sérieux...

M. Gagnon (Matane): Le ministre de la Voirie a appelé le chef de l'opposition le premier ministre. Il a tellement hâte de revenir de ce côté-ci de la Chambre qu'il ne peut s'empêcher d'appeler le chef de l'Union nationale, premier ministre. Et le député de Saint-Hyacinthe se sent tellement de dispositions pour revenir dans l'opposition qu'il se précipite tout naturellement dans les salles réservées à la gauche².

Je comprends que le gouvernement est anxieux d'expédier les affaires courantes et de faire en sorte que la session soit brève. Me sera-t-il permis de faire une suggestion au gouvernement? Le premier ministre actuel devrait faire comme à Ottawa. À Ottawa, tous les jours après la séance de la Chambre, - l'honorable procureur général (l'honorable M. Girouard) et l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) le savent, j'en appelle donc à ces deux fédéralistes - tous les soirs, le chef de l'opposition demande au premier ministre quelles mesures on étudiera le lendemain.

Le gouvernement donne son programme pour le lendemain et, de cette façon, tout le monde peut se préparer. C'est plus facile et on épargne du temps. À plusieurs reprises, le chef de l'opposition a fait cette suggestion au gouvernement dans le passé et elle n'a jamais été acceptée. Il me semble que l'on devrait procéder ainsi. On gagnerait beaucoup de temps.

M. Chaloult (Lotbinière): Je trouve que l'opposition est bien mal venue de critiquer et de se plaindre parce que le gouvernement ne respecte pas l'ordre indiqué au *Feuilleton*. Jamais le gouvernement de l'Union nationale n'a respecté cet ordre. Le gouvernement précédent se souciait peu des règlements et des coutumes. J'ai présenté trois motions très importantes à la dernière session, conformément au Règlement, mais je n'ai pu obtenir de les discuter devant la Chambre. Elles n'ont jamais été appelées, bien qu'elles aient eu préséance le mardi et le jeudi.

Nous avons même présenté des motions pour demander au gouvernement d'appeler ces trois motions, et la Chambre, par sa majorité, a toujours refusé de les prendre en considération. Les motions n'ont jamais été appelées, en dépit de la simple justice et de l'équité, en dépit des règlements formels de la Chambre et en dépit des usages constitutionnels.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): J'ai entendu l'honorable député de Deux-Montagnes invoquer tout à l'heure l'article 122 du Règlement et faire grand état de cet article. Le député n'a pas beaucoup d'intérêt à faire appel à l'article 122. L'an dernier, mon honorable ami le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), quand il était Orateur, a décidé que l'article 122 était tombé en désuétude et que le premier ministre pouvait faire appeler l'ordre du jour qu'il jugeait à propos.

J'ai ici le texte de sa décision, consignée aux *Journaux* de la Chambre. Voici donc, d'après les procès-verbaux, ce que le député de Deux-Montagnes a décidé au sujet de cet article, alors qu'il était Orateur de la Chambre: "L'article 122 n'est plus appliqué, et il est maintenant d'usage que le chef du gouvernement appelle les affaires dans l'ordre qui convient."

(Rires et applaudissements à droite)

M. l'Orateur: Sans dire que l'article 122 est tombé en désuétude, j'estime que, dans le cas actuel, c'est l'article 113, paragraphe 2, qui s'applique dans la discussion. L'article 113 donne au gouvernement priorité sur les députés pour l'étude des bills. On y lit que les bills du gouvernement ont un droit de priorité sur les bills privés. Ce qui constitue une priorité constitue un privilège et on peut toujours renoncer à un privilège. Par conséquent, le gouvernement peut bien renoncer au privilège d'appeler ses propres mesures avant les bills privés. Il a aussi le droit de faire étudier en premier lieu les bills privés, s'il le veut.

L'article 122 du Règlement, sans être tombé en désuétude, donne au leader de la Chambre, l'honorable premier ministre, le privilège de donner aux mesures la préséance qu'il juge à propos. Le point d'ordre est donc mal fondé et renvoyé.

J'appelle donc les bills privés inscrits au *Feuilleton*.

Fabrique de Saint-Eustache

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ville de Donnacona

M. Plamondon (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 ratifiant un règlement

de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de Donnacona

M. Plamondon (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Donation par dame R. W. Reford

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 concernant un acte de donation par dame R. W. Reford soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ursulines de Québec

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession de
Leslie Hamilton Gault**

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mont Tremblant

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 érigeant la municipalité de Mont Tremblant, dans le comté de Terrebonne, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Frères Maristes

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes et le collège Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de LaSalle

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la ville de LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de
la ville de La Tuque**

M. Guibord (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Fédération
des Guides Catholiques**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société
des comptables agréés**

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession
de Lawrence A. Wilson**

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Albert Lagnado

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Albert Lagnado à la pratique de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Marie-Ernestine
Frappier**

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 permettant à Marie-Ernestine Frappier de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Louis Cohen

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 changeant le nom de famille de Louis Cohen et autres en celui de Mescon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association
des constructeurs de Québec**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant la loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Jacques Jolin

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Jolin au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Shawinigan Falls**

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Testament
d'Édouard Héneault**

M. Dumaine (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Terres en culture
à Montréal**

M. Dumaine (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 concernant les terres en culture dans la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Action
Sociale Catholique**

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 modifiant la loi constituant en corporation L'Action Sociale Catholique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association Catholique
de la Jeunesse
Canadienne-Française**

M. Potvin (Roberval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 modifiant la charte de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Paroisse
de Notre-Dame-des-Neiges**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 concernant les syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Saint Nicholas
Syrian Greek Orthodox
Church of Montreal**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Verdun**

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Grace Katherine Reinauer

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse de Saint-Malachie

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Malachie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de John Dwane

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 154 concernant la succession de feu John Dwane soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions de règlement:

Adoption de principe des bills privés

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que le vote d'un bill privé en deuxième lecture ne signifie pas qu'on en accepte le principe. On ne devra pas, plus tard, invoquer l'assentiment de l'opposition³.

Texte anglais des bills privés

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai constaté, en lisant l'ordre du jour d'hier, qu'on indiquait l'impression en anglais et en français de certains bills qui ont été votés au cours de la semaine. Plus tard, je me suis rendu compte qu'ils n'étaient imprimés ni dans une langue, ni dans l'autre. Du moins, ils n'ont pas été distribués aux membres de l'opposition. On a sans doute espéré pouvoir arriver à temps et l'on n'a pas réussi. Cela est dû à l'inexpérience d'employés de l'Assemblée législative et peut causer des ennuis. Le gouvernement devrait être plus prudent à l'avenir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si l'information du chef de l'opposition est exacte, je verrai à ce que pareil état de choses ne se répète pas. Je tiens à ce que les règlements soient observés. J'en prends note, dit-il, pour y donner suite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait y voir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous allons y voir.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 45.

NOTES

1. En lisant, M. Bouchard fait "des signes approubatifs de la tête, comme pour approuver l'attitude que prend le gouvernement Godbout au sujet des bills publics, tandis que l'honorable M. Sauvé fait aussi des signes approubatifs pour dire que cet article 122 du Règlement donne raison à l'opposition". Voir *La Presse* du 8 mars 1940, à la page 2.

2. Le député fait allusion à un incident de la veille qui a, dit-on, fort amusé le chef de l'opposition. Au Café du Parlement, M. Bouchard est entré distraitemment dans une salle réservée aux membres de l'opposition, selon *L'Action catholique* du 7 mars 1940, à la page 3.

3. Le chef de l'opposition tient à faire cette remarque parce que la Chambre adopte d'un seul coup et rapidement de nombreux bills privés en deuxième lecture. Voir *Le Soleil* du 8 mars 1940, à la page 5.

Séance du mardi 12 mars 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Rouyn**

M. Goulet (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Rouyn, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Rouyn, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Démétri
Coulouridès**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Démétri Coulouridès, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Démétri Coulouridès, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Succession
de Cléophas Saint-Aubin**

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Georges Saint-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Georges Saint-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Phillip Joseph

M. Paquette (Labelle) demande la permission de présenter le bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Phillip Joseph à la pratique de la profession d'avocat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi relative à la mise en valeur
des ressources naturelles**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

Ce projet a pour but d'abroger la loi connue sous le nom de bill no 5. Cette loi rendait les corporations, qui n'étaient pas formées sous l'empire d'une loi de la province, incapables d'acquiescer aucun bien ou droit minier faisant partie du domaine public le 15 mars 1937.

M. l'Orateur, je demande le rappel de cette loi. Et nous demandons le rappel non seulement de la loi elle-même, mais aussi des méthodes qu'on a employées pour son application. Elles ont causé un tort considérable. Cette loi de l'ancien régime a été

nuisible au développement des ressources naturelles de la province. Elle a fait un tort extraordinaire à notre province. Loin de promouvoir le développement de nos ressources naturelles, on l'a paralysé par cette législation. Elle a empêché l'établissement d'industries plutôt qu'elle n'a encouragé les financiers à investir leurs capitaux chez nous.

L'ancien régime avait donné un titre pompeux et grandiloquent à cette loi. Incidemment, sous le régime de l'Union nationale, on était friand des titres pompeux. On l'avait appelée: loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles. Si je voulais suivre cet exemple, je pourrais appeler la loi que je présente: loi pour réparer les erreurs de l'ancien régime, ou de signer la loi que nous voulons abroger: loi pour tracasser, molester et tuer les mises en valeur des ressources naturelles. J'en ai étudié les effets et, pour paraphraser l'ancien secrétaire de la province (M. Paquette), on peut dire de cette loi que ce fut un monument à la sottise.

Quand on fait une loi, on devrait au préalable en apprécier les conséquences. Les conséquences du bill 5 de la session de 1937 furent néfastes, désastreuses. J'ai rencontré des économistes, des commerçants, des industriels et le groupe si intéressant de tous ceux qui s'intéressent à l'industrie minière, et tous ont été unanimes à en blâmer l'application.

On la trouvait mauvaise pour le bon renom de la province et même du dominion. C'est à la honte de l'ancien gouvernement qu'on la retrouve aujourd'hui dans les Statuts.

Dans les manchettes des journaux de l'époque, cette loi suscitait les commentaires suivants: "Petty Sectionalism", "New Law Vicious", "Universal Resentment", "Le chant du cygne du prospecteur". Avec le fameux bill qui donnait la primauté du français sur l'anglais dans un texte de loi et avec le bill des valeurs immobilières, le bill 5 de la session de 1937 formait une trilogie, un drame en trois phases.

Je donnerai des explications à la Chambre demain et démontrerai ce que je viens d'affirmer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de se servir de ces termes. Je ne veux pas inutilement interrompre le ministre, mais il ne peut continuer sur ce ton. Je n'avais pas l'intention d'intervenir, mais je m'aperçois que le ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) s'engage dans un débat, ce qu'il ne peut faire sur la première lecture d'un bill. Je n'ai pas d'objection à discuter immédiatement le bill,

mais les règlements disent qu'il n'y a pas de discussion possible à la première lecture d'un bill. Les explications sur la nature du bill, données par le parrain, doivent se limiter strictement à la nature du bill et ne comportent pas d'attaque. Le ministre peut attaquer s'il le désire, mais, s'il continue, je réclamerai le droit de répondre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'ajoute que cette loi a été amendée de façon injuste. On a modifié la loi, le 30 mars 1939, en y ajoutant le droit pour le lieutenant-gouverneur en conseil d'exempter de cette loi les compagnies de fiducie et de fidéicommiss, s'il le juge à propos. La loi amendée a établi une discrimination injuste et coutumière à l'ancien régime, au profit de certaines compagnies, amies du gouvernement de l'Union nationale.

On l'a modifiée non pas en disant que certaines compagnies ou une série de compagnies ne pourraient se prévaloir de cette loi, mais on a fait une discrimination injuste. On donnait au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'accorder une faveur à une compagnie plutôt qu'à une autre. Encore une fois, cette loi a eu pour résultat de tuer le développement de nos ressources naturelles.

Cette loi, à part d'avoir chassé les prospecteurs de nos champs miniers et tracassé les compagnies, a nui au progrès de la province. Elle était inutile, du reste, car avant qu'une compagnie puisse exploiter une mine, il lui faut un arrêté ministériel signé par le premier ministre et par le ministre des Mines. Or, le ministre des Mines, tranquillement, sans tapage, sans bruit, pouvait donner l'ordre à des prospecteurs de s'incorporer dans notre province, avant de procéder à leur exploitation.

La loi a été la cause d'une très mauvaise publicité pour notre province. Heureusement, le peuple a mis à la tête de la province une administration libérale, et je puis dire aux prospecteurs et à ceux qui ont des capitaux à investir qu'ils peuvent revenir sans crainte dans la province de Québec.

Je demande donc l'abrogation de cette loi...

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): On n'avait pas le droit d'accorder des faveurs à certaines compagnies et de les refuser à d'autres. Il faut abroger la loi qui fut nuisible à la province et qui a eu pour effet de tuer le développement des ressources naturelles de notre province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que le ministre n'est pas au courant des faits qu'il prétend exposer, ni du but de l'ancienne loi, qui était de protéger nos richesses naturelles et notre patrimoine national. La loi a été adoptée par l'Union nationale, qui avait surtout en vue la protection des ressources naturelles de la province. La loi...

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je soulève la question d'ordre. À la première lecture d'un bill, son parrain peut en exposer les raisons et je me suis contenté d'exposer le bill. À ce stade des délibérations, il ne doit pas y avoir de débat. Le chef de l'opposition ne peut donc engager une discussion à la première lecture du bill. Il n'a pas le droit de parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai moi-même soulevé un point d'ordre tout à l'heure pour faire remarquer au ministre qu'il ne pouvait provoquer une discussion sur la première lecture. Il n'en a pas moins attaqué la loi elle-même, alors qu'il devait se contenter d'en faire un simple exposé. Le ministre n'a pas donné des explications sur le bill que le gouvernement propose, il a parlé de favoritisme. Ce n'est pas parce qu'il est ministre qu'il a le droit de faire des assertions lors de la première lecture d'un bill.

Le ministre a jugé à propos de nous attaquer et de faire des assertions que nous estimons inexacts. Il est entré dans une controverse et j'ai réclamé le droit de lui répondre. Alors, il aurait le droit de nous attaquer, de faire des assertions non conformes aux faits, et nous n'aurions pas le droit de lui répondre? Ce n'est certainement pas l'esprit des règlements. Puisque le ministre peut discuter cette législation, j'ai le droit d'y répondre.

M. l'Orateur: Un ministre peut donner des explications sur la loi qu'il présente. Dans le cas actuel, puisque le bill conclut au rappel d'une loi existante, une loi de l'ancien gouvernement, je crois que le ministre des Mines a le droit de critiquer la loi que la Chambre est appelée à abroger et de dire en quoi cette loi était préjudiciable.

S'il ne s'agissait pas du rappel intégral d'une loi, je suis prêt à admettre qu'il n'aurait pas le droit de critiquer, mais, comme il s'agit du rappel, de la négation même d'une loi, il a le droit de donner les raisons de ce rappel. Mais cela ne donne pas à l'opposition le droit d'entamer un débat.

Je comprends que le ministre a provoqué un débat, mais la critique de l'honorable ministre du

Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) est si anodine que je dois dire au chef de l'opposition d'attendre, que la discussion pourra se faire, suivant les règlements, à la deuxième lecture. Je maintiens le point d'ordre. Quant au deuxième point, à savoir qu'on ne peut engager de débat avant la deuxième lecture, je comprends qu'on n'a pas insisté dès le début.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, est-ce que l'Orateur décide que le ministre a droit de m'attaquer et je n'ai pas le droit de répondre aux insinuations du ministre du Travail et des Mines?

M. l'Orateur: Oui, telle est ma décision.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, alors.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Article 11a de la loi des conventions collectives de travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail.

Ce projet a pour but d'abroger une disposition de la loi connue sous le nom de "bill no 19". Cette disposition exemptait de l'application de la loi des conventions collectives de travail les travaux exécutés pour le compte du gouvernement de la province.

Elle a causé un tort considérable à la classe ouvrière. Cette loi était contraire aux intérêts des unions ouvrières auxquelles elle a fait perdre des millions. Dans les métiers de la construction seulement, elle a fait perdre des sommes énormes. Je n'ai fait que commencer l'enquête sur les travaux de construction et j'ai pu constater que les ouvriers ont ainsi perdu des sommes considérables. C'est pourquoi je demande le rappel de l'article.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas aller à l'encontre de votre décision, M. l'Orateur, qui m'interdit de répondre au ministre, mais nous ne pouvons étudier un bill avant sa distribution. Je comprends que les règlements de cette Chambre m'empêchent de répondre. Cependant, je ferai remarquer que je n'ai pas lu ce bill. À ce stade des procédures, il devrait être imprimé dans sa forme complète. Les bills doivent être imprimés lorsqu'ils

nous sont soumis pour la première lecture. On n'a pas le droit de présenter des bills en blanc et dans une forme incomplète. Comment pouvons-nous lire le bill, s'il n'est pas imprimé?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
Le bill a été distribué.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qu'il y a de certain, c'est que je ne l'ai pas encore reçu, bien que j'aie envoyé des messagers à deux reprises différentes, avec mission de m'en trouver une copie. Le mot "lecture" laisse entendre que nous avons lu le bill.

Comment pouvons-nous procéder à la première lecture si nous n'avons rien en main? On alléguera la coutume, mais il y a d'abord les règlements de la Chambre, puis la loi, et enfin la coutume.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):
J'étais sous l'impression que les deux bills avaient été distribués. J'avais donné des ordres en conséquence et je suis surpris que le chef de l'opposition ne l'ait pas. Même si le bill n'a pas été distribué, il n'y a pas de préjudice, car il s'agit tout simplement de l'abrogation de l'article dont je viens de parler. On dit simplement que l'article 11a est abrogé.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Mais les bills sont sur la table du greffier de la Chambre.

M. Paquette (Labelle): Le ministre vient de dire qu'ils ne sont pas imprimés.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Le bill est sur le bureau de la Chambre et je viens d'en prendre un.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y était pas ce matin. Il vient d'être fraîchement imprimé et distribué.

M. l'Orateur: Le mot "lecture" en langage parlementaire veut dire délibération et, pour la première lecture d'un bill, qui est une formalité, il n'est pas nécessaire que le bill soit imprimé, et elle peut se faire même avant la distribution du projet de loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Article 15a de la loi des salaires raisonnables

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)
demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 11 abrogeant l'article 15a de la loi des salaires raisonnables.

Ce projet de loi a pour but d'abroger une disposition principale de la loi connue sous le nom de "bill no 20". Cette disposition exemptait les travaux exécutés pour le compte du gouvernement de la province de l'application de la loi des salaires raisonnables. Le but de cette loi est donc identique à celui qui vient de subir sa première lecture. C'est le même principe qui est en cause. L'article 15a exempt le gouvernement et ses entrepreneurs de l'obligation de payer les salaires à l'Office des salaires raisonnables à leurs ouvriers sur les chantiers. Dans les régions où les contrats collectifs ne s'appliquaient pas, il y avait des ordonnances.

Par le bill no 20, le gouvernement avait le droit de payer des salaires inférieurs à ceux stipulés par ces ordonnances ou ces conventions collectives. Là encore, il y a eu injustice. Cette mesure était contraire aux intérêts de la classe ouvrière qui a perdu en conséquence des sommes énormes. La loi présentée correspond à la volonté des classes laborieuses. Je demande donc l'abrogation de cet article 15a.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est inexact de dire que la classe ouvrière a souffert d'injustice par cette loi et il est faux de dire, M. l'Orateur, que ce bill était contraire...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
M. l'Orateur, je demande que l'on respecte votre décision à l'effet qu'aucune discussion n'est permise à la première lecture d'un bill. En première lecture, M. l'Orateur, il n'y a pas de débat. La discussion que veut soulever le chef de l'opposition est contraire aux règlements de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de la décision de l'Orateur, je n'ai pas le droit de répondre aux attaques du ministre du Travail et des Mines. Mais pourquoi le ministre en fait-il alors?

M. l'Orateur: À l'ordre! Je dois m'en tenir à ma première décision. Les raisons données tout à l'heure s'appliquent encore.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Budget de Montréal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 12 concernant le budget de la cité de Montréal¹.

En vertu de sa charte, la ville de Montréal doit faire accepter son budget avant le 15 mars, et cela oblige l'administration à préparer son budget pour cette date. Or, la ville de Montréal est à étudier des mesures financières importantes dont elle ne peut prévoir actuellement toutes les conséquences. La ville doit présenter un bill pour régler sa situation financière; et, comme les délais sont trop brefs, elle demande une prolongation jusqu'au 26 mai. Voilà la raison de ce bill d'urgence.

Je crois que ce serait rendre justice à la métropole que d'étendre le délai. Je demanderai en outre, vu que le temps presse, le droit de présenter dès aujourd'hui ce bill en deuxième lecture, afin qu'il puisse être adopté par le Conseil législatif qui se réunira le 14 mars. Comme le délai expire cette semaine, je suis certain que le chef de l'opposition ne s'objectera pas à l'adoption des trois lectures aujourd'hui, afin que le bill puisse être envoyé au Conseil législatif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Étant donné les décisions que l'Orateur vient de rendre, avons-nous le droit de faire cela? La coutume veut...

M. l'Orateur: Oui, pour fins d'urgence, une loi peut être adoptée selon ce procédé. Étant donné l'urgence invoquée, le chef de l'opposition peut dire si oui ou non, à son avis, il y a urgence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien. Évidemment, pour préparer un budget, il faut d'abord connaître les revenus. Il faut donc que la ville puisse connaître la source de ses revenus, avant de pouvoir adopter son prochain budget. Le gouvernement de l'Union nationale s'est toujours vivement intéressé au progrès de Montréal et nous avons fait beaucoup pour Montréal, alors que nous étions au pouvoir. L'opposition est encore disposée à faire son possible.

Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) et le maire de Montréal et député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) sont venus me trouver à mon bureau au sujet de ce bill. Ils m'ont consulté et m'ont demandé de consentir à l'adoption des trois lectures. Le budget de Montréal doit être préparé pour le 15 mars et il serait

impossible de prévoir les sources de revenus. L'Union nationale est prête à aider la cité de Montréal.

Lorsque nous détenions le pouvoir, nous avons fait beaucoup pour la métropole. Comme chef de l'Union nationale, j'ai déjà eu l'occasion de dire que j'ai à cœur le progrès de la ville de Montréal. Nous croyons que cette demande est raisonnable et légitime. C'est pourquoi l'opposition abandonne ses privilèges. Elle est prête à hâter l'adoption de cette mesure dans l'intérêt de la métropole du pays.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

Le comité étudie le quatrième paragraphe de l'article 1, qui se lit comme suit:

"Le conseil devra imposer les contributions, taxes, licences, avant l'adoption de ce budget, et les prélèvements ainsi décrétés deviendront obligatoires et dus à compter du 1^{er} mai 1940."

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Le contentieux municipal de la métropole suggère un amendement au bill, à l'effet que la taxe de vente devra rester en vigueur après le 1^{er} mai prochain. On devrait ajouter cet amendement au bill parce que certaines personnes pourraient bien, après le 1^{er} mai, s'opposer à payer cette taxe. Je propose donc un amendement au paragraphe quatrième du bill, afin de faire disparaître toute équivoque quant au droit de la cité de Montréal de percevoir la taxe de vente pendant la période qui s'étendra entre le 15 mars et le 26 mai.

Je (M. Houde) propose que soient ajoutés les paragraphes suivants:

"Si ce budget n'est pas adopté le 1^{er} mai 1940, le comité exécutif pourra autoriser le directeur des finances à se servir temporairement de l'argent en caisse provenant de toute source pour payer les

dépenses imputables au revenu de l'exercice courant s'il n'y a pas d'argent en caisse, ou si le montant en caisse est insuffisant, le comité exécutif pourra autoriser un emprunt à court terme aux banques, lequel emprunt devra être remboursé immédiatement après l'adoption du budget, soit au moyen des revenus perçus, soit au moyen d'un emprunt en anticipation de la perception du revenu de l'exercice en cours.

"À défaut par le conseil d'adopter le budget, ainsi que les règlements et résolutions imposant les taxes, dans le délai déterminé par la présente loi, le budget et lesdits règlements et résolutions, tels que remaniés par le comité exécutif ou le conseil, deviendront en vigueur automatiquement par le seul fait de l'expiration de ce délai, et les prélèvements ainsi décrétés seront dus à compter du 1^{er} mai 1940.

"Les emprunts prévus au présent article sont assujettis à l'approbation de la Commission municipale de Québec."

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous n'avons pas d'objection à l'amendement.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le quatrième paragraphe dit que le conseil devra imposer les contributions, taxes, licences avant l'adoption du budget et que les prélèvements ainsi décrétés deviendront obligatoires et dus à compter du 1^{er} mai 1940. Pourquoi le bill autorise-t-il la cité à percevoir des taxes? Ceci n'est pas très clair et j'aimerais que le maire de Montréal me donne des explications. J'aimerais bien savoir s'il pourra, en vertu de ce paragraphe, imposer n'importe quelle sorte de taxes.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Ceci veut simplement dire que si le budget n'était adopté que le 25 mai, vu que l'exercice financier se termine le 30 avril, la ville pourrait quand même percevoir, entre le 30 avril et le 25 mai, les taxes qu'elle perçoit habituellement. La ville n'imposera que les taxes que lui permet sa charte, et pas au-delà. Les taxes ne sont imposables que si le budget est adopté. Or, pendant quelques jours, le budget ne sera pas adopté. Nous voulons donc donner le droit à la cité de percevoir les taxes autorisées par la charte, pendant cette période du 15 mars au 26 mai.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Est-ce que la ville n'en profitera pas pour élever les taxes?

M. Caron (Maisonnette): Il n'y a pas eu une telle proposition et le conseil n'en a jamais

adoptée. De plus, le conseil est opposé à semblable augmentation.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Non. La ville de Montréal ne peut imposer aucune taxe avant que le prochain budget ne soit adopté. Si ce budget prévoit des augmentations de taxes contre lesquelles veut s'élever le député de Montréal-Mercier, il aura le temps voulu pour faire les représentations nécessaires, car les modifications, s'il y en a, devront être déposées au plus tard le 15 mai. Nous demandons tout simplement, par ce bill d'urgence, d'avoir un peu plus de temps pour l'adoption du budget.

La situation est fort sérieuse pour la ville de Montréal. Nous avons à préparer un budget extrêmement important, extrêmement onéreux, un budget déficitaire de \$7,500,000 pour l'année 1940-1941. Et nous voulons que la population de Montréal ait le temps de se renseigner sur ce que le conseil municipal a l'intention de faire. Le but de l'amendement est de prévenir tout imbroglio légal au sujet de la taxe de vente, en particulier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a parlé de la taxe de vente à Montréal et je tiens à caractériser nettement l'attitude que je prends en ce moment. Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) nous demande d'adopter un amendement pour écarter tout doute sur le droit qu'aura la ville de percevoir la taxe de vente. Je ferai remarquer que si nous voulons collaborer avec la ville de Montréal et adopter le bill complètement cet après-midi, avec l'amendement proposé, ceci ne devra pas être interprété comme si nous étions en faveur de la taxe de vente. Pour ma part, quand Montréal a voulu imposer une taxe de vente, elle a été votée par l'administration libérale du temps et j'ai voté contre, et je suis encore contre la taxe de vente. Je n'ai pas changé d'idée.

Je considère que la taxe de vente n'est pas une taxe municipale, qu'elle est de nature à nuire à la ville qui l'impose. C'est une taxe qui embarrasse le commerce local et qui peut décider certains commerçants à aller s'établir ailleurs. Elle est nocive aux intérêts commerciaux de la cité qui l'impose, lorsque les régions environnantes n'en sont pas affectées. Elle est ainsi de nature à diminuer le crédit des municipalités. Je croyais et je crois encore que c'est une taxe qui devrait être imposée par le fédéral. Si la taxe de vente était imposée par le fédéral, les mêmes inconvénients n'existeraient pas, car alors les conditions seraient les mêmes partout, tout le monde serait sur le même pied. De plus, le fédéral a plus de

facilités pour percevoir cette taxe qu'une simple municipalité en la percevant de façon indirecte.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Je suis très heureux de cette nouvelle promesse de coopération que vient de formuler le chef de l'opposition. Mais le chef de l'opposition était encore mieux disposé en 1936 qu'aujourd'hui. En 1936, il a pris l'engagement de rappeler la taxe de vente à Montréal alors qu'il parlait au Stade de Montréal, et cette promesse il a eu les trois années de son régime pour la remplir, sans ne jamais y donner suite. Il n'a pas tenu ses promesses. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ainsi qu'il s'y était engagé devant la population de Montréal?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Mercier devrait se renseigner avant de faire des déclarations. Si l'honorable député avait siégé en Chambre au cours des quatre dernières années, il aurait pu mieux se rendre compte des faits. Il saurait que j'ai moi-même inséré dans le bill de Montréal, une clause donnant le droit à la ville d'abolir la taxe de vente. La charte de Montréal autorise donc le conseil municipal à rappeler cette taxe. Mais la ville n'a pas cru bon de le faire. Pour ce qui est de moi, je n'ai pas changé d'opinion.

À l'assemblée du Stade, j'ai fait une grande promesse générale: celle de respecter scrupuleusement l'autonomie de la métropole du Canada, promesse que j'ai tenue. En août 1936, j'ai été élu et j'avais déclaré que j'étais contre la taxe de vente. Or, à l'automne suivant, la population de Montréal a élu un nouveau conseil municipal auquel elle a donné sa confiance, avec mission d'administrer en son nom. Ce nouveau conseil municipal s'est prononcé carrément pour le maintien de la taxe de vente, malgré l'opposition du maire.

Lorsque le conseil municipal s'est présenté devant la Législature pour amender la charte, je me suis de nouveau déclaré hostile à la taxe de vente, mais j'ai déclaré de nouveau, comme je l'avais déclaré à l'assemblée du Stade, que je respecterais l'autonomie de Montréal. J'ai demandé aux échevins s'ils voulaient garder la taxe de vente et les échevins ont déclaré qu'ils voulaient la garder. Je me suis déclaré quand même contre la taxe de vente municipale, et j'y suis opposé, car je soutiens que le fédéral devrait l'imposer si elle doit l'être.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La rédaction n'est pas suffisamment claire. Je me demande si les autorités municipales ne sont pas en train de cacher quelque chose. Je ne veux pas, dit-il, qu'il en soit ainsi. Je suggère un amendement à l'effet

que la cité ne pourra imposer, du 15 mars au 26 mai, que les taxes autorisées par la charte. Je suggère un sous-amendement à l'amendement original, ajoutant les mots "pourvu que ces taxes soient légales".

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je puis assurer l'honorable député de Westmount-Saint-Georges que je ne permettrai rien qui soit contraire à la charte dans l'administration de Montréal, en autant que mon autorité est concernée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La rédaction présentée est très claire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Après avoir consulté M. Hyde) L'honorable député de Westmount-Saint-Georges n'insiste pas sur son sous-amendement.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Lachine

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Valcourt

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 concernant le village de Valcourt soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte de The Roberval
and Saguenay Railway Company**

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Municipalité scolaire
de Sainte-Monique de Honfleur**

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 annexant un certain territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur, dans le comté de Lac Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ratification de résolutions et de contrats,
village de Gatineau**

M. Lawn (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Noranda

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 établissant les limites de la ville de Noranda soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Successions de Léonidas
et d'Arzélie Bourgoin**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant les successions de demoiselle Léonidas Bourgoin et demoiselle Arzélie Bourgoin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Pères du Très-Saint-Sacrement
de Sherbrooke**

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Belœil**

M. Messier (Richelieu-Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 152 modifiant la charte de la ville de Belœil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Paroisse de Saint-Féréol

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Laurent**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent (3 George V, chapitre 71) et ratifiant une résolution de la ville soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Lots dans Lachine

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Rapport de la Régie de l'électricité, 1939

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le deuxième rapport de la Régie provinciale de l'électricité, 1939. (Document de la session no 13)

Rapport de la Commission des accidents du travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) dépose sur le bureau de la Chambre le douzième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec 1939. (Document de la session no 14).

Travaux de la Chambre:

Ajournement et discours du budget

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): propose que la séance soit ajournée à demain trois heures.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard, lequel remplace le premier ministre pour quelques instants) quand le discours du budget sera-t-il prononcé?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai le regret d'informer la Chambre que l'honorable trésorier (l'honorable M. Mathewson) est retenu chez lui par une indisposition, depuis deux ou trois jours. Il devait quand même assister à la séance aujourd'hui, mais il est malade et ne peut siéger à la Chambre pour le moment, de sorte que je ne puis dire quand le discours du budget sera présenté³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le discours sera-t-il prononcé avant Pâques?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne le sais pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il ne le sait pas, il (l'honorable M. Bouchard) pourrait consulter son chef. L'heure est prématurée pour l'ajournement. Il n'est que 4 h 10 et la Chambre s'ajourne. Voilà trois semaines que nous siégeons et la législation du gouvernement n'est pas encore prête. Nous n'avons fait que la routine des bills privés. Après les élections, le premier ministre avait déclaré qu'il prenait des vacances afin d'étudier les lois dans la solitude.

Et il était parti en vacances pour préparer le travail de la session dans la retraite. On avait annoncé qu'il reviendrait frais et dispos avec des lois prêtes. Je ne sais pas si le premier ministre s'est reposé à ne rien faire, mais, depuis trois semaines, le gouvernement ne fait rien. Depuis le début de la session, soit le 20 février, soit près d'un mois, on n'a pas fait grand-chose.

Il n'est vraiment pas raisonnable de convoquer les députés pour ne rien faire. L'opposition n'a prononcé que peu de discours sur l'adresse, afin de hâter le travail de la Chambre. Il me semble que le gouvernement devrait procéder. Nous n'avons rien à faire en ce moment, alors que le gouvernement devrait être prêt à présenter sa législation. Mais il n'est pas prêt et, pendant ce temps-là, on sait que la session comporte des dépenses considérables qui sont faites par la province.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, l'honorable chef de l'opposition a bien changé ses vues sur l'administration de la province. Il vient de dire qu'il n'y a pas de travail de fait. S'il veut procéder par comparaison, il verra que la session est plus avancée que jamais après si peu de temps. Qu'il compare le travail fait à date, à la présente session, au travail fait dans la période correspondante des trois dernières sessions, alors que l'honorable député de Trois-Rivières était au pouvoir, il pourra constater que le travail est plus rapide encore cette année que les années dernières.

Le chef de l'opposition nous dit que l'opposition est sage et veut maintenant économiser. On la comprend, les élections d'octobre l'ont assagi. C'est une leçon qui lui a sans doute été donnée à ce moment-là. Il (M. Duplessis) se plaint

qu'il n'est pas économique de siéger pendant si peu de temps, mais il semble oublier comment l'Union nationale a saboté les finances provinciales dans son mandat de trois ans. Il a vite changé d'idée.

Il y a un nombre considérable de bills privés qui peuvent être étudiés par le comité quand il le désirera. Il y a aussi des lois très importantes qui ont été votées en première et en deuxième lecture. Il y a un bill très important pour Montréal, qui renferme la moitié de la population de la province, et qui vient d'être adopté. Nous avons accompli beaucoup de travail. Si le chef de l'opposition veut continuer à économiser, nous allons le satisfaire.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. Selon *L'Événement-Journal* du 13 mars 1940, à la page 3, ce projet de loi est présenté par le gouvernement qui a voulu ainsi sauver à la métropole les frais de ce bill.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse). M. Bienvenue, qui préside pour la première fois, prend son siège aux applaudissements des ministériels.

3. Selon *Le Canada* du 13 mars, à la page 1, le ministre avait la grippe.

Séance du mercredi 13 mars 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 154 concernant la succession de feu John Dwane.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une modifiant sa charte;

- de Joseph-R. Goyette et autres, demandant l'adoption d'une loi modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Albert Lagnado à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Jolin au nombre de ses membres, après examen;

- bill 122 concernant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes et le collège Laval.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque. Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

- bill 144 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Malachie.

**Charte de la
ville de La Tuque**

M. Guibord (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Beaulac), que, vu l'urgence qu'il y a pour certains intéressés de connaître la décision que la Législature doit prendre sur le bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque, et qui vient d'être rapporté par le comité permanent des bills privés en général, ce bill soit maintenant inscrit sur le *Feuilleton* de la présente séance pour étude en comité plénier.

Je fais cette demande, dit-il, parce qu'il est urgent que la décision du Parlement soit connue sans retard au sujet de ce bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de donner préséance à ce bill, je voudrais connaître les intérêts qui sont lésés par le rejet de ce bill. On allègue l'urgence d'un bill privé pour demander que la Chambre se réunisse en comité plénier. On parle de certains intéressés qui sont anxieux de connaître l'opinion de la Chambre, mais on ne dit pas quels sont ces intéressés. Est-ce le gouvernement? Est-ce le député? Il me semble qu'il serait bon de le savoir, et il y aurait lieu de savoir aussi quelles sont exactement les raisons invoquées. Il ne faut pas qu'un bill privé ait préséance sur un bill public sans raisons valables.

M. Guibord (Laviolette): Il y a urgence à l'adopter avec le moins de délai possible parce qu'il s'agit surtout ici de la St. Maurice Paper Corporation. La St. Maurice Power veut faire un développement hydraulique important à La Tuque, et un des effets du bill est de permettre à la ville de s'entendre avec cette compagnie. Elle veut connaître au plus tôt la décision du Parlement pour pouvoir financer sa contribution à La Tuque. Cette compagnie est dans un état plus difficile à cause de l'état de guerre. Elle doit organiser son développement financier et économique compatible avec la situation de guerre et il est nécessaire que ses relations de contribuable à l'égard de la ville soient réglées le plus tôt possible.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends qu'il s'agit des intérêts de la St. Maurice Power Corporation. Si le gouvernement veut que ce bill soit de nouveau étudié, il décide que les intérêts de la St. Maurice Corporation doivent avoir préséance. S'il décide de passer à un bill privé avant les bills publics, c'est son droit puisqu'il a la majorité. C'est au gouvernement à décider cela.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne pense pas que personne, ici, n'ait l'intention de sacrifier les intérêts de la province aux intérêts d'une compagnie privée. D'un autre côté, si les intérêts de cette dernière sont compatibles avec ceux de la province, il me semble que la motion de l'honorable député de Laviolette devrait être étudiée par la Chambre. Je ne crois pas que les intérêts de la province ou des autres bills privés en souffrent parce que l'on passe ce bill plus vite qu'un autre bill.

La motion est adoptée sur division. Le bill est, en conséquence, inscrit sur le *Feuilleton* de la présente séance pour étude en comité plénier.

Charte de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Victoriaville

M. Houde (Mégantic) demande la permission de présenter le bill 141 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Municipalité scolaire de Longueuil

M. Joyal (Chambly) demande la permission de présenter le bill 149 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi du revenu

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi du revenu et de la vérification des comptes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je ne me prononce pas sur le mérite de ce bill, mais le but de cette loi est de changer le cours de l'année fiscale, qui commence actuellement le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin. On veut que l'année fiscale se termine dorénavant le 31 mars. Il s'agit d'une profonde modification dans notre système fiscal. L'année fiscale ne peut être changée si on ne change pas les taxes, les revenus, l'assiette de l'impôt et le mode de perception.

Or, voici en quoi consiste mon point d'ordre. Je prétends que, d'après l'article 447, un tel bill, affectant les deniers de la province et entraînant des dépenses, devrait donc être précédé d'une résolution, adressée au lieutenant-gouverneur, résolution par lui agréée et présentée au Parlement pour l'étude du changement proposé dans notre système fiscal.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il s'agit d'une simple modification de comptabilité. Le changement de date est un changement comptable et n'affectera en rien l'année fiscale en cours, pas plus qu'il n'impliquera de taxes additionnelles, au *pro rata* ou autrement. Toute nouvelle taxe envisagée par le gouvernement entrerait en vigueur à partir de la date où elle serait décrétée et n'affecterait en aucune autre manière les finances de l'année en cours.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le point d'ordre et la protestation du chef de l'opposition sont bien mal fondés. L'article 447, invoqué par le chef de l'opposition, dit ceci:

"447. Quand un bill public a pour objet principal l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne, la concession de quelques biens appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre."

Je soumets qu'aucune des choses qui apparaissent dans l'article 447 ne sont affectées par le bill qui est actuellement soumis à la Chambre par le trésorier provincial. De par ce bill, les deniers publics ne sont pas affectés, les taxes ne seront pas changées, augmentées ou diminuées; il ne décrète aucun impôt nouveau, la perception se fera de la

même manière. Il n'y a qu'une date de changée. Nous demandons le changement de l'année fiscale pour nous conformer à la pratique parlementaire gouvernementale de ce pays.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je crois, au contraire, que le point d'ordre est bien fondé.

L'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a maintenu un point d'ordre semblable quand il était Orateur de cette Chambre, il me semble. Il doit s'en rappeler. J'ai moi-même jadis rendu des décisions conformes à l'argumentation du chef de l'opposition. Le présent bill est celui qui affecte le plus le budget. Il amènera un système complètement nouveau. Or, chaque fois qu'un bill entraîne des dépenses à la province, il doit être précédé d'une résolution. Celui qui vient d'être soumis à la Chambre modifie le système de taxation. Comme l'a dit le chef de l'opposition, et c'est aussi mon avis, ce bill est un mauvais bill et il devrait être précédé d'une résolution.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) lit à son tour l'article 447 et déclare qu'il ne voit rien d'incompatible avec la mesure présentée par le trésorier.

Je ne trouve dans cet article rien d'incompatible avec la mesure présentée par le trésorier provincial. Le point d'ordre est certainement mal fondé, conclut-il. Il n'est question dans ce bill que d'un changement de date et cela n'affecte aucunement les revenus de la province.

M. Gagnon (Matane) appuie les représentants de Trois-Rivières (M. Duplessis) et de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Le bill, dit-il, affecte sûrement le fisc de la province et devrait être précédé d'une résolution.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Dans ce bill, il s'agit purement et simplement d'une question de comptabilité, et, si on m'avait permis une réponse à l'honorable chef de l'opposition dès le début de cette discussion, j'aurais répondu au point d'ordre, comme mes collègues, que le bill n'affecte nullement les deniers publics. Il n'est question dans le bill que d'un changement de date. Ni le budget ni les impôts ne sont affectés. Il n'est question ici que d'une affaire de procédure. Il insiste pour dire qu'indépendamment de toute autre considération et étant donné sa compétence, le chef de l'opposition (M. Duplessis) devrait savoir qu'aucune dépense de deniers publics n'est impliquée.

M. l'Orateur: La rédaction du bill, comme telle, n'annonce aucune modification fiscale. Le bill ne prévoit aucune sorte de dépense, ne modifie aucunement l'assiette de l'impôt. Il ne refond même pas indirectement une loi d'impôt. Il ne fait que changer une date. Si plus tard, dans la discussion, il devient avéré que le bill comporte forcément de telles modifications, il y aura alors lieu de décider autrement. Je dois donc déclarer le point d'ordre mal fondé.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, ce bill est très simple. L'année fiscale de la province de Québec expire le 30 juin. Le projet de fixer l'expiration au 31 mars est discuté depuis longtemps. Bien des fois dans le passé, et notamment en 1934 et 1935, on a convenu de faire le changement. En 1934, une conférence interprovinciale, à Ottawa, a réuni les trésoriers de provinces et le ministre canadien des Finances, et cette conférence a recommandé aux gouvernements du dominion d'avoir une année fiscale uniforme en fixant au 31 mars la date de l'année fiscale. Déjà, la Colombie-Britannique¹, l'Ontario, l'Alberta et le gouvernement fédéral terminent leur année fiscale le 31 mars.

Les avantages sont évidents de faire concorder l'année fiscale de la province avec celle du gouvernement fédéral et celles des autres provinces, qui expirent le 31 mars. Cela rend les termes de comparaison statistiques plus faciles et pratiques. De plus, il se trouve que la fin actuelle de l'année fiscale comporte des ennuis considérables pour fins administratives en ce qu'elle se produit juste en plein milieu de la grande saison de travaux. Avec les conditions climatiques de notre province, le fait que notre année fiscale expire le 30 juin, au milieu de l'été, falsifie la véritable situation de la province de Québec, quand on la compare à celle de l'Ontario, par exemple.

De plus, les gros travaux, soit à la voirie ou ailleurs, doivent normalement commencer bien avant le 1^{er} juillet, date actuelle du début de notre année fiscale. Par conséquent, il faut prévoir, dans le budget que nous adoptons au cours de la session, certaines dépenses pour des travaux qui sont supposés commencer pendant l'année qui suit et dont le programme est encore bien difficile à déterminer. Avec le nouveau système, on n'aura à s'occuper que d'une saison.

L'avantage, du point de vue de notre province, est que cela correspond au cours naturel

des affaires. D'ailleurs, les gouvernements successifs avaient l'habitude de ne pas fermer les livres le 30 juin, et on a même vu, sous le gouvernement Duplessis, un report d'au moins \$10,000,000.

Je dois dire que nous ne mettrons pas le nouveau système en application cette année. D'après ce bill, la présente année fiscale n'est nullement affectée. Elle se terminera le 30 juin comme d'habitude. Il y aura ensuite une année fiscale de neuf mois, du 30 juin 1940 au 31 mars 1941. La nouvelle année fiscale commencera donc le 1^{er} avril 1941 seulement, et notre prochain budget sera en conséquence pour neuf mois de l'exercice 1940-1941. Ainsi, l'année financière courante finira en juin, et la suivante, en mars, de même que toutes les autres par la suite. Elle sera toujours du 1^{er} avril d'une année au 31 mars de l'année suivante. Je n'ai aucun doute que la Chambre approuvera ce projet de loi, qui est dans le meilleur intérêt de la province.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières)²: M. l'Orateur, je suis heureux de voir l'honorable trésorier, dont on nous a annoncé hier l'indisposition, de retour à son siège, rayonnant de santé. Nous sommes heureux de saluer son retour.

J'ai écouté les raisons de la présentation de cette loi. La proposition n'est pas neuve. Comme l'a dit le ministre, elle ne soulève rien de nouveau. La question a été souvent discutée. On en parle à ma connaissance depuis 1934. Il y a des avantages à terminer l'année fiscale le 31 mars, mais il y a aussi des inconvénients à ce changement. Il faudra changer la date de la convocation des Chambres, par exemple. La loi dit que les Chambres doivent être convoquées tous les 12 mois. Il faudra la modifier, car pour l'année qui suivra celle-ci, il va falloir convoquer les Chambres pour une période de neuf mois seulement. Il va falloir modifier une foule de lois pour les faire concorder avec le présent bill, dont les lois relatives aux taxes et impôts. Un grand nombre d'impôts sont perçus quelques jours seulement avant la fin de l'année fiscale.

Le trésorier a dit, entre autres choses, que l'année fiscale fédérale expire le 31 mars. Il donne cela comme raison principale, mais ce n'est pas une raison. Ce motif qu'il convient d'imiter Ottawa n'est peut-être pas des plus heureux. Le mieux serait que tous les gouvernements provinciaux, quels qu'ils soient, se débarrassent une fois pour toutes de la tutelle d'Ottawa. Ils devraient s'éloigner de cette tutelle le plus possible. Le jour où ils s'en débarrasseront, les provinces n'y trouveront que des avantages³.

Le gros argument en faveur de ce bill, d'après moi, c'est que, dans la province de Québec, les conditions atmosphériques sont telles qu'il y a avantage à terminer l'année fiscale au cours de la saison morte, au lieu de la commencer en plein été alors que les travaux doivent être déjà en cours. Mais il ne sert à rien de changer l'année fiscale de la province si l'on ne change pas l'année fiscale de la Commission des liqueurs. Si le gouvernement change l'une, il devrait changer l'autre en même temps. Or, c'est ce qu'on ne fait pas. Pourquoi? On invoque Ottawa, Toronto et Winnipeg, et l'on ne pense pas à cet amendement très important.

Il y a des inconvénients à ce que les deux années fiscales ne se terminent pas aux mêmes dates. Le fait que la fin de l'année fiscale de la Commission des liqueurs ne concorde pas avec la fin de l'année fiscale de la province donne lieu à des abus. On en a eu des exemples au temps du gouvernement Taschereau. Sous le régime de M. Taschereau, qui déclarait récemment que le gouvernement actuel est à l'image du sien, parce que l'année fiscale de la Commission des liqueurs ne concordait pas avec celle de la province, on jouait avec les livres et avec les fonds de la Commission. On se servait de la Commission des liqueurs pour masquer des déficits d'administration.

On sait que la trésorerie provinciale peut ordonner à la Régie des alcools de lui envoyer tous ses fonds à un moment donné. Or, il est arrivé à diverses reprises qu'on a savamment joué avec les fonds de la Régie.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Comme avec le fonds de la Commission des accidents? Le chef de l'opposition sait aussi qu'il y a un gouvernement qui a joué avec les fonds de la Commission des accidents du travail. Le chef de l'opposition devrait dire un mot de cet emprunt.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne me surprend pas que le député de Rivière-du-Loup...

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Et de Kamouraska aussi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne me surprend pas que le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup et ministre sans portefeuille parle d'accidents du travail, lui qui, malgré ses désirs d'avoir un portefeuille, ne l'a pas obtenu alors qu'il aurait tellement voulu travailler comme ministre

avec portefeuille. Il lui est arrivé "l'accident" politique que l'on sait et il se voit condamné à l'inaction.

Du temps de l'honorable M. Taschereau, le 30 juin, on demandait un, deux ou trois millions à la Commission des liqueurs pour cacher les déficits de la province. La Commission, qui ne les avait pas, était obligée de les emprunter à des taux qui s'élevaient parfois jusqu'à du 5 %.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Le nouveau chef de l'opposition a un grand souci maintenant de l'intérêt financier de la province. Je ne vois pas en quoi l'avance de trois mois de l'année fiscale de la province puisse changer les relations entre le gouvernement et la Commission des liqueurs. Le chef de l'opposition a parlé de tractations entre le gouvernement d'avant 1936 et la Commission pour cacher des déficits. Il paraît qu'il y eut alors de graves irrégularités avec la Commission des liqueurs pour combler les déficits de la province, et le chef de l'opposition a parlé d'un ou deux millions; ce n'est pas énorme. Si le gouvernement de l'Union nationale avait eu recours au même procédé, il lui aurait fallu une trentaine de commissions de liqueurs pour cacher rien qu'un de ses déficits!

(Rires et applaudissements)

Mais ce qui tracasse surtout le chef de l'opposition, c'est que la date de l'année financière prévue dans le bill correspondra avec celle qu'a adoptée le gouvernement fédéral à Ottawa. Il voit dans ça un signe de tutelle. Tout le monde sait que toutes les provinces sont assujetties à la loi de l'Amérique britannique du Nord, et il est du reste préférable d'avoir une coopération entre gouvernements plutôt qu'une constante friction, comme c'était le cas du temps du règne de l'Union nationale. Nous sommes sous la tutelle d'Ottawa pour plusieurs choses, mais dans la mesure que la Constitution le prévoit.

Or, le chef de l'opposition a peur de se brûler les doigts si l'on touche à la Constitution. Il n'est pas question de tutelle d'Ottawa dans le bill, comme l'a insinué le chef de l'opposition. Cet argument n'est pas plus sérieux que les autres. Quant à dire qu'il faille suivre les vieilles traditions, j'en suis jusqu'à un certain point. La province de Québec est fidèle à ses traditions, mais il s'agit ici de rendre la date de l'année fiscale compatible avec ses meilleurs intérêts.

Je sais que le bill offre de grands avantages surtout pour le ministre de la Voirie qui a toujours de gros travaux à entreprendre au printemps. Je me

demande comment on a pu faire, à une certaine époque, pour attendre jusqu'au 30 juin le vote d'un nouveau budget, alors que le coffre était épuisé depuis le 10 décembre. La date de l'année financière date sans doute de la Constitution. Elle a été fixée en 1867; or, en 1867, on dépensait pour la voirie exactement \$26.37 par année pour enseigner aux lecteurs du *Courrier de Saint-Hyacinthe* comment nettoyer les chemins de terre. Évidemment, quand les conservateurs dépensaient un pareil budget de \$26 pour la voirie de la province, pour enseigner aux cultivateurs comment faire des chemins de terre, cela n'ennuyait pas le trésorier du temps que l'année fiscale se termine le 30 juin. Cela importait assez peu.

Mais moi qui ai l'honneur de succéder au "plus grand ministre de la Voirie depuis la Confédération", je me rends compte de la nécessité de changer la date de l'année financière. De nos jours, elle finit au milieu de nos travaux les plus importants, nous sommes au milieu de nos plus grandes activités dans le domaine de la voirie lorsque l'année fiscale expire. Cela doit être ennuyeux surtout quand on est dans une position serrée comme au temps de l'Union nationale. Ce devait être déjà passablement ennuyeux pour mon ami de la gauche qui a connu cette époque-là. Le chef de l'opposition sait qu'il a eu de très graves embarras dans ses travaux lorsque la fin de l'année fiscale arrivait. Autrefois, au temps de la Confédération, le déficit⁴ de la province de Québec ne se chiffrait pas dans les \$100,000,000, comme au temps béni et économique de l'Union nationale!

(Rires et applaudissements)

Il faut penser à nos jours. Aujourd'hui, on exécute des travaux de voirie pour des dizaines de millions par année. Et l'année fiscale expire précisément en plein cœur des travaux, de sorte que le département de la Voirie se trouve parfois aux prises avec toutes sortes de complications financières. En plaçant le début de l'année fiscale au 1^{er} avril, le département aura toutes les sommes à sa disposition pour commencer les travaux et les pousser normalement. La nouvelle date correspond mieux aux besoins et aux nécessités administratives.

Il convient que la province de Québec soit au niveau des autres provinces, et que son gouvernement prenne parfois l'exemple d'autres, malgré tout le respect possible pour les saintes traditions.

Je trouve que des faits nouveaux appellent des méthodes nouvelles. Je félicite l'honorable trésorier de nous donner une date pour l'année

fiscale qui convient mieux aux travaux saisonniers de la province. Il sait que ce changement accroîtra l'énorme travail qu'il doit s'imposer.

Mais il n'a pas craint les ennuis que ce bill ne manquera pas de lui causer à cause des complications que cela va apporter à la comptabilité pendant un certain temps.

(Applaudissements à droite)

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁵:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Dans toute loi, règlement, arrêté ministériel ou autre acte, toute référence à l'année financière de la province doit s'entendre des périodes de temps déterminées par les articles ci-dessus respectivement."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier provincial, qui est un avocat brillant, devrait nous dire qu'est-ce que cet article veut dire.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il s'agit tout simplement de concordance pour ce qui est des dates. Cet article a pour but de mettre une concordance dans toutes les lois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article 3 confirme bien ce que j'affirmais, dit-il. Il faudra modifier des lois, changer la fiscalité, etc.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le texte de la loi est clair, il suffit d'en lire le texte, d'ailleurs très bref, pour en comprendre le but. Il couvre tous les cas mentionnés qu'il est impossible d'énumérer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier provincial pourrait-il me dire quelles lois exactement tomberont sous le coup de cet article?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Il est difficile de spécifier... de citer au chef de l'opposition la liste des arrêtés, de mémoire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne demande pas de nomenclature, mais un aperçu. Le bill porte que des lois, règlements, etc., se trouvent changés quant aux dates de l'année financière. S'il y a de ces lois, le ministre doit le savoir, car on n'imagine pas qu'il présente sa loi sans savoir quelles sont les conséquences. S'il n'en existe pas, alors pourquoi l'article en question?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je ne peux, dit-il, donner ainsi à brûle-pourpoint la liste desdites lois et règlements.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste. Qu'on en cite simplement une seule! Le ministre doit connaître ses lois, savoir ce qu'il présente et où il va. Le trésorier provincial est un excellent avocat. Je suis surpris de l'entendre dire qu'il ne peut répondre. Il admettra qu'ainsi posée, la question mérite de recevoir une réponse. Avant de présenter une loi, il doit connaître les conséquences de cette loi. Il doit savoir ce dont il s'agit dans sa loi. Il a eu le temps de l'étudier. La session a commencé en retard et il ne s'est pas fait grand-chose depuis le début de la session. S'il ne peut nous expliquer la loi, je me demande comment il peut en comprendre l'importance.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Nous n'avons jamais passé de lois à la vapeur, chose familière à l'ancien gouvernement. Nous savons ce dont il s'agit dans nos lois. J'ai donné des explications que tout le monde a comprises. Cet article a pour but de créer une concordance entre les lois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je laisse de côté les lois à la vapeur. Une question est absolument claire. Je ne demande rien de vague; je veux simplement connaître la substance des lois qui seront affectées. Je veux que le trésorier me dise quelles lois tomberont sous le coup de cet article. N'oublions pas que cet article complique beaucoup l'assiette foncière⁶.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) répond (en français et en anglais) qu'il ne peut en dire plus que le texte clair de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) n'est pas satisfait. Il parle de la grippe du trésorier et l'accuse de ne pas savoir de quoi il s'agit. Le gouvernement, dit-il, ne comprend pas ses lois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) répète que le texte de la loi est clair et qu'il ne saurait citer tous les cas prévus par l'article 3. Incidemment, répète-t-il, il ne faut pas faire les choses à la vapeur et le chef de l'opposition a dû s'en rendre compte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je laisserai de côté la question de vapeur, le Parti libéral sachant comment les choses se sont passées lors de la campagne électorale avec les élections à la vapeur. Je ne demande pas les numéros des lois ni des arrêtés ministériels, mais je voudrais savoir à quelles lois on réfère. J'affirme que le présent bill modifie complètement l'assiette financière de la province, et le gouvernement ne comprend pas ses lois. On devra l'amender avant longtemps, cette loi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition a de bien étranges procédés de discussion. D'abord, les dernières élections n'ont pas marché à la vapeur, mais par le sentiment populaire.

(Applaudissements à droite)

Nous avons été portés au pouvoir par un sentiment populaire et ce n'est pas pour passer des lois à la vapeur. Le chef de l'opposition a l'air de s'en plaindre. Pourtant, tout le monde a compris.

La loi actuelle est nécessaire et, par l'article 3, on veut tout simplement faire concorder les dates. Personne ne peut dire, pas plus le chef de l'opposition que le trésorier, quels sont les règlements, lois, arrêtés ministériels et autres actes visés par le troisième article de la loi. On met la clause précisément pour prévoir les cas imprévus qui peuvent se présenter. C'est un article de concordance, comme le sait parfaitement le chef de l'opposition. Il s'est déjà plaint du peu de travail qui se fait en Chambre, d'après lui. Tout le monde peut constater que c'est lui, le chef de l'opposition, qui retarde les délibérations. Ses procédés de discussion peuvent faire perdre du temps aux députés et, par conséquent, faire gaspiller l'argent des contribuables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La défense du premier ministre n'est pas des plus brillantes. Il a rendu un bien mauvais service au trésorier. Le trésorier est supérieur au premier ministre et je crois qu'il peut se défendre seul. Je vois rire le ministre de

la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Il paraît enchanté lorsque je dis que quelqu'un est supérieur au premier ministre ou que le premier ministre est inférieur à un collègue.

Par cette mesure, on nous demande, en somme, d'amender n'importe quelle loi. Cet article est là pour quelque chose. Alors, qu'on nous dise pourquoi!

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le texte ne peut pas dire plus. Les termes de cet article sont très clairs. Si le chef de l'opposition ne le comprend pas, qu'il demande à la Providence de l'éclairer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Évidemment, si le trésorier est incapable d'expliquer les lois qu'il présente, j'espère, en effet, que la Providence aura soin de la province et qu'elle veillera sur elle à la place du gouvernement et qu'elle la sauvera. Il est dangereux de donner par une loi au gouvernement un blanc-seing.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) affirme qu'il a donné des explications assez claires. Tout le monde a compris, dit-il, à part le chef de l'opposition qui, pourtant, est avocat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis avocat et c'est parce que je le suis que je ne peux donner comme ça un blanc-seing à quelqu'un qui ne semble pas réaliser l'importance des lois qu'il présente. Le trésorier a été malade. Vous ignorez les conséquences de votre loi; vous ne savez pas jusqu'où elle va; je donnerai un bon conseil au ministre: Qu'il ne présente donc jamais de loi sans savoir ce qu'il présente.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) remercie le chef de l'opposition.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition a voulu faire subir le "troisième degré" au trésorier, suivant ses procédés habituels de camouflage, maintenant à l'envers. Il essaie de nous faire croire que nous ne comprenons rien aux lois que nous présentons. Du camouflage, voilà ce que c'est, du camouflage pour tout ce qu'il a fait lorsqu'il était au pouvoir. C'est le camouflage à l'envers qui reprend. Le chef de l'opposition a essayé de nous faire croire que nous ne comprenons pas nos

lois. Tout le monde, dans cette salle, a compris le texte de l'article: "Dans toute loi, règlement, arrêté ministériel ou autre acte, toute référence à l'année financière de la province doit s'entendre des périodes de temps déterminées par les articles ci-dessus." Est-ce qu'il y a des députés et des gens dans les galeries qui ne comprennent pas? Je ne vois qu'une seule exception. Peut-être qu'en étudiant trop la loi, le chef de l'opposition s'est rendu l'esprit ténébreux. Dans toute cause où il y a des avocats, l'un dit blanc, et l'autre, noir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne prendra pas de temps avant que le gouvernement soit obligé d'amender de fond en comble cette loi-là.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Comme je l'ai dit l'autre jour, l'ancien régime donnait à ses bills des titres fantaisistes. Il avait donné un titre pompeux et grandiloquent à cette loi que je demande à la Chambre d'abroger. On l'avait appelée: "Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles". Si je voulais suivre cet exemple, je pourrais appeler la loi que je présente: "Loi pour réparer les erreurs de l'ancien régime" ou de signer la loi que nous voulons abroger: "Loi pour tracasser, molester et tuer la mise en valeur des ressources naturelles" ou encore "Loi pour tracasser, molester ceux qui exploitent nos ressources naturelles et nuire à leur essor". J'en ai étudié les effets. J'hésite à employer de pareils termes, mais je suis tenté de m'emparer de cette phrase célèbre prononcée par l'ancien secrétaire de la province (M. Paquette) qui, parlant de l'Université de Montréal, disait qu'elle était un "monument élevé à la bêtise humaine".

M. l'Orateur demande au ministre d'user d'expressions plus parlementaires.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Ce bill du gouvernement Duplessis a fait à la province un mal incalculable. Quand on fait une loi, on devrait au préalable en apprécier les conséquences. Les conséquences du bill 5 de la session de 1937 furent néfastes, désastreuses. Depuis la formation du gouvernement actuel, et avant de demander le rappel de cette loi, j'ai rencontré des économistes, des commerçants, des industriels et le groupe, si intéressant, de tous ceux qui s'intéressent à l'industrie minière. Et tous ont été unanimes à en blâmer l'application et sont d'avis qu'une telle législation est préjudiciable aux intérêts de la province.

Je n'ai trouvé personne qui n'était pas prêt à conclure que cette loi de l'ancien gouvernement a été néfaste et pernicieuse pour l'essor de nos richesses naturelles. On la trouve mauvaise pour le bon renom de la province, et même du dominion. C'est à la honte de l'ancien gouvernement qu'on la trouve aujourd'hui dans les Statuts.

Les banquiers et les industriels se sont opposés à ce bill dès qu'ils en ont été tenus au courant. Tous les journaux qui s'intéressent à nos richesses naturelles et à la finance ont critiqué cette loi. Voici quelques titres des manchettes de journaux de l'époque où cette loi suscitait les commentaires suivants: "Provincialisme dérisoire, une menace évidente", "Défense des intérêts dérisoire", "Provincialisme dérisoire, une menace évidente", "Vicieuse nouvelle loi", "Ressentiment universel", "Québec se mure", "Terres non brevetées menacées", "Boomerang à Québec", "Le secteur minier étranglé", "Les prospecteurs chassés", "Une mesure qui tue les affaires", "La loi de Québec considérée nuisible pour les mines", "Le capital minier fuit le Québec", "Le chant du cygne du prospecteur", "Des avocats étrangers s'en vont". Voilà quelle littérature on a publiée pendant des mois et des mois!

La presse canadienne au complet a fustigé le Québec pour avoir mis de l'avant des principes aussi bas et fait preuve d'un esprit aussi borné. Faut-il se surprendre qu'ayant fait enquête, on n'ait trouvé personne de favorable à cette loi? Les banques et les banquiers, les commerçants et les industriels, les mineurs et les prospecteurs, tous ceux qu'elle intéresse de près ou de loin la déplorent. Elle a soulevé une campagne extraordinaire contre la province de Québec. Tous ceux qui veulent construire et contribuer à notre progrès économique sont d'accord pour trouver que cette mesure faisait la honte de notre province, qu'elle était aussi arbitraire qu'abusive. On en était venu à dire, en songeant à

cette loi: "To hell with Quebec!", "Au diable, Québec!" Non seulement le titre en est incorrect, mais, alors que nous avons un besoin impératif de capitaux, elle apeurait tous ceux qui auraient pu venir nous aider à mettre en valeur nos richesses naturelles et tous ceux qui avaient commencé à le faire.

M. l'Orateur: Le ministre doit s'adresser à l'Orateur.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous avons besoin de l'assistance des autres provinces. Nous avons besoin de la collaboration des capitaux du dehors. Depuis que je suis ministre des Mines, j'ai convoqué le plus grand nombre possible de ceux qui avaient été provoqués maladroitement.

En même temps qu'on passait cette législation néfaste, on en passait deux autres. Quand on considère les effets néfastes de cette législation, on ne peut s'empêcher de songer à une étrange trilogie du régime de l'Union nationale. Non seulement ce gouvernement a empêché l'afflux de capitaux par cette mesure, mais avec le fameux bill qui donnait la primauté du français sur l'anglais dans un texte de loi, et avec le bill des valeurs immobilières, le bill 5 de la session de 1937, il formait une trilogie néfaste, un drame en trois phases.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre des Mines n'a pas le droit de critiquer d'autres lois sans en demander le rappel. Et, lorsqu'on parle de l'abrogation d'une loi, l'on ne peut sauter sur une autre loi.

M. l'Orateur: C'est exact.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je faisais tout simplement une référence, une référence casuelle à deux autres lois contemporaines. Ce n'est qu'en simple allusion et, d'ailleurs, ajoute-t-il, j'en ai dit suffisamment pour faire connaître l'effet moral de lois semblables de l'Union nationale.

Dans le domaine matériel encore, les lois tracassières du régime de l'Union nationale nous ont beaucoup nui. L'essor de nos mines est une œuvre libérale. C'est le Parti libéral qui a organisé nos mines et qui a encouragé leur exploitation suivant les besoins et les circonstances. Le service des mines, organisé par le gouvernement libéral, a toujours fonctionné normalement.

L'autre jour, l'ancien ministre des Mines (M. Gagnon) regrettait que cette loi eût autant de portes. Il l'a dit. J'ai aussi été étonné qu'il se soit vanté du progrès de nos mines et de l'augmentation de la production minière.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un autre point d'ordre. Les règlements de la Chambre, dit-il, ne permettent pas de référence à un débat antérieur. Le ministre n'a donc pas le droit de faire cette allusion.

M. l'Orateur donne raison au chef de l'opposition.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La loi de la mise en valeur des ressources naturelles a eu surtout pour effet de détourner le capital étranger, et surtout de tarir la source même de l'industrie minière, qui est la prospection. À cause de cette loi, le développement minier de l'Ontario a prospéré au détriment de Québec. La loi fut si désastreuse que le nombre des enregistrements de claims n'a fait que baisser depuis l'adoption de cette mesure. En 1937, il y eut dans la province 18,641 claims enregistrés. La loi dont nous demandons le rappel fut présentée et sanctionnée cette année-là. En 1938, après un an d'application de cette loi, on n'enregistrait plus que 11,320 claims. Enfin, en 1939, cette chasse au capital étranger se poursuivant, il n'y eut plus que 8,781 enregistrements de claims. C'est moins de la moitié de 1936.

L'ancien régime a pour ainsi dire fait campagne contre le développement de nos mines par l'ostracisme du capital et la chasse aux prospecteurs. Nous constatons ainsi la même baisse alarmante dans les certificats octroyés aux mineurs dont le nombre était, en 1937, de 5,496; en 1938, de 3,183, et en 1939, de 2,732⁷. Quand les claims sont piquetés et enregistrés, on émet des permis d'exploitation. Le gouvernement de l'Union nationale a si bien nui à nos mines que ces permis ont passé de 3,519⁸, en 1937, à 1,299, en 1938, et à 464, en 1939.

Dans les concessions minières, même constatation. De 16 qu'elles furent en 1937, elles tombèrent à 12, en 1938, et à 2, en 1939. Aussi, les recettes provenant des certificats de mineur ont passé de \$72,720, en 1937-1938, à \$32,244.50, en 1938-1939⁹.

Presque toutes les recettes du service des mines ont diminué leur rendement, parce qu'on a semblé faire tout ce qui était possible pour chasser le

capital de la province de Québec. La prospection est pour ainsi dire l'avant-garde du développement minier. Quand on n'encourage pas les prospecteurs, ils font leurs recherches ailleurs qu'en notre province et ils vont enrichir d'autres régions du pays par leurs découvertes. Aussi, pendant tout le temps que l'Union nationale fut au pouvoir, seules les compagnies qui avaient investi des capitaux avant 1936 ont exploité nos richesses minières. Aucune autre de quelque importance n'a voulu venir s'établir depuis lors. Aucune petite compagnie n'a été formée depuis, aucune n'a pu trouver la finance nécessaire. La prospection s'en est allée dans d'autres régions du Canada, particulièrement au lac Athabasca, dans l'Ouest, et en Colombie-Britannique.

Et quelles raisons a-t-on invoquées pour faire voter cette loi néfaste de "la mise en valeur des ressources naturelles de la province"? Le gouvernement du temps voulait, par son bill no 5, faire entrer de l'argent dans le Trésor. Il croyait qu'il serait possible de faire augmenter les revenus du Trésor en faisant incorporer les compagnies sous l'empire de nos lois. Mais pourquoi alors avoir fait plusieurs exemptions au moyen d'arrêtés ministériels pour soustraire certaines compagnies à l'obligation de payer des taxes de transfert? Et pourquoi en aussi grand nombre? Il cite des arrêtés ministériels démontrant que l'ancien régime a exempté plusieurs compagnies des dispositions de sa loi. Donc, les taxes payées au Trésor n'ont guère augmenté. Et d'ailleurs, elles n'auraient jamais compensé pour le tort que, par ailleurs, la loi causait à notre province.

Le ministre des Mines de l'ancien régime (M. Gagnon) a parlé d'emplois pour les nôtres, d'encouragement à nos techniciens. En fait, quand on a commencé à décrier l'effet de cette loi, le ministre a eu peur des effets de sa loi. Lorsqu'il était ministre des Mines, le député de Matane (M. Gagnon) avait déclaré....

M. Gagnon (Matane): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je dirai au ministre que je n'ai pas dit un seul mot sur cette loi lorsqu'on l'a discutée en Chambre. Je le regrette, mais j'étais absent lors de l'adoption de ce bill en cette Chambre. J'étais à Montréal au congrès des mines.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je disais tantôt que l'ancien ministre des Mines a eu peur des effets de la loi. On a rapporté à l'époque que le député de Matane (M. Gagnon) se trouvait bien en Chambre et participait à la discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) estime qu'on n'a pas le droit par des moyens détournés de continuer le débat là-dessus et que l'on doit prendre la parole du député de Matane.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons le droit de lui rafraîchir la mémoire. Il ne s'en souvient peut-être pas. Le ministre peut parfaitement lire un compte rendu de journal. Si l'ancien ministre, l'honorable député de Matane, persiste à dire, comme il l'a prétendu, qu'il n'était pas en Chambre le jour où, d'après le journal, il a parlé, il faudra bien accepter ses déclarations.

M. l'Orateur: Je suis d'opinion que le point d'ordre du député de Matane est fondé. Sa déclaration est péremptoire et finale, et on doit la prendre comme telle. Le ministre doit l'accepter.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Très bien, je retire mes paroles. Il cite une entrevue de l'ancien ministre des Mines au *Northern Miner*, en date du 16 septembre 1937. "Duplessis, Gagnon see the light. - Bill no 5 will be amended at the next session of the Quebec Legislature to meet reasonable objections and in the meantime, suggestions will be welcomed by the government. In future no mining legislation of any kind will be put through without consultation with representatives and associated groups of the mining industry. There will be no increase in taxes on the mines. These are the most important messages which were brought by the Chamber of Mines of the Montreal Board of Trade to Northwestern Quebec mining men on the occasion of a tour through the district this week. (...) They represented tangible results of a conference last Friday between a Chamber of Mines delegation and Prime Minister Duplessis and Minister of Mines Gagnon¹⁰."

M. Gagnon (Matane) demande que le ministre dépose le document qu'il cite, comme c'est l'usage.

Des députés font observer qu'il n'a pas à déposer sa coupure de journal.

M. Gagnon (Matane): Les règlements obligent le ministre à déposer le document qu'il cite.

M. l'Orateur: Le ministre serait obligé de déposer un rapport ou un autre document de la Chambre qu'il citerait, mais il n'est pas obligé de déposer un journal qu'il cite.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): (À l'aide d'une nouvelle documentation que lui fournit M. Bouchard) J'affirme, dit-il, que le député de Matane (M. Gagnon) était en Chambre lorsqu'en 1937, le bill no 5 fut discuté.

M. Gagnon (Matane): Je fais observer, dit-il, que cette loi n'a pas été présentée par moi, mais par l'ancien premier ministre, aujourd'hui chef de l'opposition. (Feuilletant une collection de journaux)

J'ai devant moi le journal dont le ministre a parlé, tout à l'heure, et je ne trouve rien sur les paroles que m'attribue le ministre. Le ministre des Mines peut-il me dire quel jour je suis censé avoir parlé?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le mercredi 24 mars 1937...
(Rires)

... page 8, quatrième colonne. Pour rafraîchir davantage la mémoire du député, il y a aussi les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* qui établissent la présence de l'ancien ministre à la date mentionnée. Le député peut consulter les *Procès-verbaux* de la Chambre, session de 1937, séance du 23 mars, à la page 70. Il y verra qu'il était présent puisqu'il a voté.

M. Gagnon (Matane): Il s'agissait de la troisième lecture du bill et cela ne veut pas dire que j'ai adressé la parole, ou parlé sur la première ou la deuxième lecture.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le ministre avait voté par procuration?

M. Gagnon (Matane) maintient son point de vue.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) commence à citer le rapport du journal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Orateur vient de décider que les règlements ne permettent pas au ministre de citer le rapport du journal.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) insiste sur le fait qu'un journal prête au député de Matane les propos dont il a donné lecture.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est dans l'*Action catholique*?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui, c'est bien ça.
(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Le député de Matane a prétendu qu'il était à Montréal au jour cité. Or, le ministre vient de lui démontrer que les journaux et les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* concordent pour lui donner tort. Il peut lire s'il le désire.

M. l'Orateur: Le point d'ordre du député de Matane (M. Gagnon) et du chef de l'opposition serait bien fondé si le député de Matane n'avait pas rouvert le débat et s'il n'était pas revenu sur cette question déjà tranchée en demandant au ministre des Mines de lui montrer l'article auquel il faisait allusion. C'est lui-même qui a provoqué une nouvelle discussion sur ce sujet.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) cite une partie du rapport du journal.

En 1936, on avait tout promis à l'occasion de l'adoption de cette loi. Elle devait régénérer tout le nord de la province. Il cite à tour de rôle les articles de cette loi.

La reculade du gouvernement Duplessis, par son amendement de 1939 à sa loi de 1936, est bien un indice de toryisme. Il cite Gladstone sur la différence entre le toryisme et le libéralisme, le premier étant inspiré par la peur, et le second, par la confiance dans le peuple et dans les hommes. L'Union nationale avait d'ailleurs bien raison d'avoir peur car, en 1936, elle avait tout promis et avait fait espérer au peuple les choses les plus extraordinaires.

Il faut donc abroger la loi. Si encore elle avait été appliquée raisonnablement, suivant les principes du libéralisme! Les compagnies de l'industrie minière n'y auraient pas pris ombrage. Il était possible d'appliquer la loi en prenant garde de faire tort à la province, sans tracasserie, en forçant les compagnies à s'établir réellement ici et non seulement à y prendre une charte. Le second paragraphe du bill no 5, qui permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'exempter certaines compagnies de fidéicommiss de cette loi, est d'un arbitraire odieux, antidémocratique et antilibéral!

À l'automne de 1936, l'ancien premier ministre (M. Duplessis), ayant été élu bâtonnier général de la province, fit passer au Conseil du Barreau un règlement pour "défranchiser tous les avocats qui n'étaient pas de cette province" quant au droit de demander des chartes au gouvernement

provincial, de sorte qu'il fallait passer par des avocats de la province, donnant à la profession l'allure d'un "racket". C'est la honte de cette province d'avoir défranchisé les avocats des autres provinces et de leur défendre de venir demander une charte à Québec. N'y avait-il pas là un racket?

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le ministre, affirme-t-il, est loin du sujet de la discussion. Il s'agit d'une loi qu'on veut abroger, et le ministre parle actuellement d'un règlement du Barreau. Ce sujet est absolument étranger à la discussion et n'a aucun rapport avec la loi en cause. Il est vrai que j'ai été bâtonnier de la province, titre dont je doute que le ministre puisse un jour obtenir, mais je n'ai été ni de près ni de loin dans ce règlement qui a été passé au Conseil du Barreau par une majorité d'avocats libéraux. Le ministre doit savoir que le Conseil du Barreau ne se compose pas uniquement du bâtonnier. De toute évidence, il n'a pas assisté à toutes les assemblées du Conseil. Il y a aussi des conseillers dont je pourrais lui donner les noms. Qu'il me suffise de lui dire que presque tous ces conseillers étaient des libéraux.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je cite une autre loi que je veux relier directement à la discussion qui est en cours. Ce règlement du Barreau est relié intimement avec la loi de la mise en valeur des ressources naturelles.

M. l'Orateur: Je crois, au contraire, que le chef de l'opposition a le droit de se plaindre et que le débat doit se limiter à la loi en discussion et demeurer sur le bill no 5 qu'il s'agit d'abroger.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Après avoir examiné l'application qui a été faite de cette loi par ceux qui ont administré avant moi le département des Mines, j'ai trouvé que 140 compagnies...

M. Gagnon (Matane): Je ferai remarquer au ministre que ce n'est pas moi, mais le chef du gouvernement qui avait présenté cette loi en Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je n'ai pas voulu parler de celui qui a présenté cette loi. J'ai dit que sous l'empire de cette loi, qui affectait l'administration du ministère des Mines, des compagnies ont été forcées de prendre une charte dans la province de Québec. Cent

quarante compagnies minières ont été forcées de s'incorporer. La loi a été votée simplement par besoin de tracasserie et d'immixtion dans les affaires des autres. On n'a pas forcé une seule compagnie minière à s'établir en fait dans la province.

Par contre, il y en a 140 qui ont été forcées de prendre une charte dans la province de Québec pour se conformer à la loi dont on demande l'abrogation. Elles ont dû dépenser pour cela des centaines de mille dollars pour s'incorporer et satisfaire ce caprice tracassier du gouvernement, tandis que le même capital aurait pu être employé au développement de notre industrie minière. Il aurait été bien mieux placé. On a occasionné de lourdes dépenses stériles, et en fin de compte nuisibles. Qu'est-ce que ces dépenses ont donné de constructif à la province?

Est-ce que cet argent n'aurait pas été mieux placé s'il avait été employé au développement de nos mines et de nos ressources naturelles?

Si, au moins, on avait réellement obligé ces compagnies à s'établir régulièrement dans la province, à s'y fixer comme corporations véritables avec un bureau d'administration et tout. Si encore on leur avait donné l'opportunité de prendre leur place à côté des autres compagnies. Mais non! Des centaines de mille piastres ont ainsi été dépensées de façon absolument stérile. Il suffisait à des avocats de Toronto de se choisir un avocat de Québec.

L'avocat de Québec obtenait une charte; on faisait quelques procédures provisoires, et aussitôt que la compagnie était légalement formée, aussitôt qu'il pouvait acheter des parts de la compagnie mère de Toronto, tout était fini. Qu'est-ce que cela a donné à la province? Qu'est-ce que cela a donné aux nôtres? Voilà pourquoi on s'est insurgé contre cette loi et contre la manière abusive dont elle était administrée.

Il cite une lettre de M. Jean Bruchési, sous-secrétaire de la province, à une compagnie pour expliquer la portée de la loi. Je dis que cette loi est une honte pour la province. Tout le monde s'est insurgé contre cette loi inique, passée dans un but petit et mesquin, tout comme ce règlement du Barreau qui défranchisait les avocats de l'extérieur, des autres provinces et des États-Unis, qui auraient eu à venir plaider ici en faveur de leurs compagnies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un nouveau point d'ordre. M. l'Orateur, le ministre des Mines est hors d'ordre en parlant de ce règlement du Barreau. On n'a pas le droit de critiquer le règlement du Barreau sous prétexte de discuter le bill qui est devant la Chambre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

On a la liberté de parole ici. Tout le monde a la liberté de parler dans cette Chambre, et il n'y a pas de règlement pour empêcher un ministre de la couronne de discuter d'une loi. Le ministre a le droit d'exposer ce qui s'est passé dans la province pendant l'administration de nos amis, surtout quand il s'agit d'une question connexe à celle qui se discute présentement.

Je ne connais pas de texte ni rien dans les règlements, dit-il, qui empêche de discuter une question connexe, comme la décision du Barreau ou de tout autre corps public de la province. On a certainement le droit de traiter incidemment d'une question connexe au sujet en cause. On a encore la liberté de parole!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis surpris d'entendre le ministre, qui a déjà été Orateur de cette Chambre, dire que la décision que vous avez rendue, il y a cinq minutes, M. l'Orateur, est une décision erronée... De plus, il reste vrai qu'on est loin de la discussion du bill, quand on parle d'un règlement passé par le Conseil du Barreau. Au surplus, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) devrait savoir, lui, l'ancien Orateur, qu'il n'est pas permis de dire qu'une loi "fait honte à la province". Je me lève donc également sur un point d'ordre, ajoute-t-il, pour m'opposer aux qualificatifs qu'emploie le ministre des Mines: loi "inique", "néfaste", etc. Il cite des décisions d'anciens Orateurs de la Chambre à l'appui de la position du chef de l'opposition.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Sur ce point d'ordre, mes amis de l'opposition s'agitent. Espérons que c'est le remords qui les inspire. L'opposition a l'épiderme bien sensible. Je dois dire au député, qui me reproche des termes trop violents que j'aurais employés, que ce n'est rien. On est mal venu si l'on veut se faire les champions du décorum après l'ère des 160 mercredis que la province a connue.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur le même mot d'ordre.

M. l'Orateur: Le ministre des Mines a le droit de démontrer que la loi qu'il demande d'abroger est mal fondée. Tout à l'heure, dit-il, j'ai maintenu le point d'ordre du chef de l'opposition parce que le ministre avait parlé d'un règlement

passé par le Barreau, alors que le chef de l'opposition en était bâtonnier. Le chef de l'opposition a pu y voir une critique des actes qu'il a posés comme bâtonnier, et c'est pourquoi j'ai décidé qu'il avait raison de s'en plaindre.

Mais, maintenant, le ministre développe un argument pour montrer que le bill no 5 était mal fondé. Il peut faire certains rapprochements qui illustrent sa pensée. Si le ministre ne parle que du règlement comme conséquence de la loi, et qu'il ne parle de personne en particulier, il est dans son droit.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Dans cette armée de prospecteurs que nous avons dans la province, il s'en trouve de bons et de moins bons. La plupart sont des gens habitués à vivre dans les bois. Lorsqu'ils ont découvert un claim, ils avancent plus avant vers le nord. Ils vendent leurs claims et les ingénieurs les mettent en valeur. Les prospecteurs sont bien connus des compagnies minières qui s'empressent de leur acheter leurs découvertes.

Ce qui les intéresse, c'est de découvrir sans cesse de nouveaux gisements. Et voilà que le gouvernement dit tout à coup aux compagnies: "Pour acheter un claim, vous devez vous incorporer dans la province de Québec." Les prospecteurs ont tout naturellement quitté la province et sont allés travailler ailleurs. C'est ce qui explique que leur nombre ait tant diminué. À part les compagnies qui avaient organisé leurs capitaux avant 1936, aucune n'a pu déployer ses ailes.

Ensuite, en 1939, l'ancien gouvernement a passé un amendement donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de soustraire telle ou telle compagnie pour un temps fixe à l'application de la loi. Voilà une loi arbitraire, inique!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le mot "inique" n'est pas parlementaire. En 1931, un de vos prédécesseurs, l'honorable ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard), Orateur de la Chambre, a rendu une décision en ce sens et avait décidé que le mot "inique" n'était pas parlementaire.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) et l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) se lèvent en même temps pour demander la parole.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à répondre, mais à un seul à la fois.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est à mon tour! Il parlera à son tour, lui!
(Rires)

Jamais de la vie, ce n'est pas moi qui ai décidé cela. Que le chef de l'opposition cite les procès-verbaux qui notent cette décision!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a qu'à prendre le temps de les chercher.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est cela, cherchons!

M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1931, l'opposition a qualifié la loi Dillon de loi "inique" et l'Orateur du temps a prétendu que le terme n'était pas parlementaire. Je vous le prouverai avant l'ajournement.

M. l'Orateur se dit prêt à attendre la preuve de la gauche avant de rendre sa décision finale. Décision suspendue!

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le bill no 5 doit être rayé de nos Statuts. Cette loi, à part d'avoir chassé les prospecteurs de nos champs miniers et tracassé les compagnies, a nui au progrès de la province. Elle était inutile, du reste. Car, avant qu'une compagnie puisse exploiter une mine, il lui faut un arrêté ministériel signé par le premier ministre et le ministre des Mines. Or, le ministre des Mines, tranquillement, sans tapage, sans bruit, pouvait donner l'ordre à des prospecteurs de s'incorporer dans notre province avant de procéder à leur exploitation.

En vertu de quel droit l'ancien gouvernement s'arrogeait-il des prérogatives aussi extravagantes que celle de décider quelles sont les compagnies qui paieront les taxes ou n'en paieront pas? De quel droit le gouvernement peut-il dire: "Telle compagnie aura un privilège et telle autre ne l'aura pas?"

C'est un pouvoir exorbitant. Cette législation, à part d'être tracassière, a fait dépenser des sommes énormes, a chassé les prospecteurs et n'avait pas sa raison d'être. L'ancien gouvernement voulait forcer les compagnies à s'incorporer dans la province, mais le ministre des Mines aurait pu obtenir les mêmes résultats, lorsqu'un capitaliste se présentait à son bureau pour obtenir une concession minière. Il eût été facile de demander à la compagnie de s'incorporer, sans mettre cela dans une loi pour amener contre la province le capital étranger. On n'aurait pas dû arrêter ainsi le développement de nos régions minières.

La loi a été la cause d'une très mauvaise publicité pour notre province. Heureusement, le peuple a mis à la tête de la province une administration libérale et, de mon siège, je ne crains pas de dire aux capitalistes et aux prospecteurs qui ont fui la province et à ceux qui ont des capitaux à investir qu'ils peuvent revenir sans crainte dans la province de Québec. Je leur dis: Revenez et vous serez les bienvenus. Sous le régime libéral, tous les capitaux sont maintenant les bienvenus. Le gouvernement collaborera avec le capital sain.

Nous avons un beau domaine minier, incomparable, avec 550,000 milles de formation précambrienne. Il appartient au gouvernement d'en assurer l'exploitation au profit de la province en général, et l'on peut être certain que le Parti libéral ne faillira pas à cette tâche.

Le gouvernement libéral veut changer l'opinion de la province de Québec et il a adressé à tous les capitaux, sans égard pour leur provenance, une invitation alléchante à venir investir au Québec, où ils seront accueillis et où la devise de l'administration est la coopération. Le développement minier va maintenant se faire sous le grand soleil libéral, et nous aurons le développement que nos ressources minières méritent.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Applaudissements à gauche) Le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) a prononcé un long discours, il a parlé, je crois, pendant deux heures¹¹. Qu'est-ce qu'il a dit? Il a jugé bon de parler de la loi qui donne la primauté au texte français sur le texte anglais dans l'application des lois par les tribunaux. Cette loi disait, entre autres choses, que "lorsqu'il y a une différence entre le texte français et le texte anglais d'un Statut, le texte français doit prévaloir".

J'ai moi-même demandé l'adoption de cette loi, dans le but de clarifier la législation au sujet de l'interprétation des lois de la province devant les tribunaux. La plupart des lois de la province ayant un texte original en français, nous croyions qu'il serait plus simple d'indiquer que le français aurait priorité. J'ai suggéré au ministre des Affaires municipales de la présenter et j'en prends l'entière responsabilité.

Dans la suite, on nous a fait des représentations portant que pareille loi entraînerait des difficultés sérieuses. Les juges nous ayant informés qu'ils y voyaient un inconvénient, j'en ai demandé le rappel. C'est alors que j'ai dit à la Chambre que je m'étais trompé et que je tenais à corriger l'erreur aussitôt. Nous avons ainsi donné la

preuve que nous savons placer l'intérêt de la province en dehors de considérations d'amour-propre et de parti.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): La loi n'a pas été abrogée, mais on en a suspendu l'application.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier a été malade évidemment. Qu'il lise la loi! Il s'agit d'un rappel complet.

Si je n'hésite pas à reconnaître que je me suis trompé sur cette loi, comme doit le faire tout honnête homme en pareil cas, je n'hésite pas non plus à dire que c'est moi qui ai présenté le bill no 5 et que j'en suis fier.

Pourquoi cela? Parce que les ressources naturelles de la province constituent un patrimoine qui appartient à toute la province. Les ressources naturelles appartiennent à la population de la province de Québec et les administrateurs de la province ont le devoir impérieux de voir à ce que la population en profite. Nous n'avons pas voulu ériger une muraille de Chine chez nous, mais tout simplement protéger nos droits et empêcher que des étrangers soient soustraits aux lois qui protègent l'épargne populaire.

En résumé, voici ce que dit notre loi: c'est une loi obligeant les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles à s'incorporer en vertu des lois de la province de Québec. Nous avons passé cette loi parce que nous voulions que les étrangers qui voulaient exploiter nos ressources naturelles soient soumis aux mêmes obligations que les gens de la province. Il est bien légitime d'obliger les compagnies qui opèrent dans le Québec à suivre les lois de Québec.

Ainsi, nous avons adopté une loi qui interdit au ministre d'être en même temps directeur de compagnies, loi nécessaire parce que, sous l'ancien régime, les ministres détenteurs de parts qui ne leur avaient rien coûté étaient directeurs de compagnies et ont entraîné ainsi nos gens à souscrire à des compagnies qui ont fait perdre des centaines de milliers de dollars à l'épargne québécoise.

Si les administrateurs de Québec ne pouvaient être directeurs de compagnies, cela dans le but de protéger l'épargne trop confiante, il était injuste de laisser des ministres d'autres provinces ou du fédéral rester directeurs de compagnies qui exploitaient les ressources naturelles de Québec, avec les mêmes inconvénients pour l'épargne québécoise.

Nous avons mis fin à cela. Car, en obligeant les compagnies à s'incorporer dans notre province, nous pouvions prévoir l'obstacle. Nous obligeons les compagnies à dire quels sont ceux qui exploitent nos richesses naturelles.

Loin de chasser les industries, cette loi nous a permis d'en établir de nouvelles et même dans des endroits où régnait la misère. Notre loi a si peu handicapé l'exploitation de nos ressources naturelles que nous avons fait rouvrir le moulin de Chandler, qui était fermé, que l'usine de Baie-Comeau s'est construite, etc.

À Chandler, nous avons fait ouvrir une usine dirigée par une compagnie dans laquelle nous avons fait élire comme directeurs deux Canadiens français. Grâce à notre loi, grâce à la prévoyance de l'Union nationale, nous avons fait renaître l'aisance et la confiance dans ce coin de terre. Et, aujourd'hui, la fumée de l'usine de Chandler qui monte vers le ciel est le symbole de nos activités et un signe de prospérité.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La compagnie de Chandler est-elle une compagnie de mines? Quel rapport peut-il bien y avoir entre une compagnie de pulpe et papier et une loi qui vise de toute évidence certaines compagnies minières envers lesquelles l'ancien gouvernement n'était pas très bien disposé?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les ressources naturelles ne comprennent pas seulement les mines, mais également toutes les autres ressources. Le bill no 5 mentionne expressément qu'une compagnie doit s'incorporer ici pour acquérir un droit dans quelque pouvoir ou force hydraulique, chute d'eau, rapide, terre, forêt ou mine faisant partie du domaine public.

Comme le ministre des Mines déclarait tantôt que cette loi avait semé la misère dans la province de Québec, c'est le cas de lui répondre maintenant en citant, entre autres, cette usine de Chandler qui a créé de la prospérité là où régnait la misère. D'autres industries se sont établies depuis. Il y a encore l'usine de l'International Foils, au Cap-de-la-Madeleine; la construction d'un grand barrage au Rapide Blanc, près de La Tuque. Mon gouvernement, dit-il, a développé les ressources de la région du Saint-Maurice où il a donné du travail à 1,800 hommes.

Il parle d'un autre développement dans la Gatineau, dans la région de Papineau. Ce sont, dit-il, autant de bons faits industriels qui se sont déroulés alors que l'Union nationale était au pouvoir.

Mais il y a plus. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons passé une loi qui interdit le pyramidage des compagnies ou, si l'on préfère, la surcapitalisation. Avant 1936, une compagnie qui ne possédait pas 50 sous pouvait émettre des débentures pour \$50,000,000, garanties sur rien du tout, autrement dit sur des biens futurs. C'est grâce à ce système qu'on a fait perdre des millions à l'épargne. Une compagnie pouvait grouper l'administration de trois ou quatre compagnies et émettre à son tour des débentures pour des millions. C'est ce qu'on appelait les "holding companies".

Nous avons décrété qu'une compagnie ne peut émettre de débentures que jusqu'à concurrence de la valeur réelle de ses biens immobiliers. Donc, aucune compagnie incorporée dans Québec ne pouvait organiser de "holding company", au moyen de débentures, mais, par contre, une compagnie incorporée à Ottawa ou ailleurs pouvait surcapitaliser à cœur joie et exploiter les ressources naturelles de la province, avec tous les dangers que cela comporte pour l'épargne d'ici. Il y avait donc injustice flagrante.

C'est pourquoi nous avons présenté le bill no 5, qui plaçait sur le même pied et imposait les mêmes obligations à tous ceux qui exploitaient nos ressources naturelles, qu'ils fussent de la province ou d'ailleurs. Il n'y avait donc de défi lancé à personne, ni provocation d'aucune sorte. Nous avons augmenté considérablement l'actif de la province de Québec.

Et puis, en sommes-nous rendus au point où ce soit un mal de dire à ceux qui viennent exploiter nos ressources naturelles qu'ils doivent s'incorporer sous les lois de Québec? Est-il vrai que nous en sommes rendus au point que nous ne sommes même plus maîtres chez nous, et que nous n'avons ni le droit ni le courage de demander à ces gens qui viennent profiter de nos biens de vivre sous les lois de Québec? Est-ce un mal de dire à ceux qui veulent bénéficier de nos ressources qu'ils seront obligés de s'incorporer en vertu de nos lois? Est-ce un mal de vouloir être maîtres chez nous?

La loi empêche les "holding companies" de pousser comme des champignons, et se termine par une déclaration à l'effet que la loi est introduite parce que charité bien ordonnée commence par soi-même, et que ceux qui veulent faire des affaires au Québec doivent le faire selon les règles qui conviennent le mieux aux besoins de la province.

Lorsque la loi est passée, j'ai reçu des protestations. Mais ces protestations venaient surtout de capitalistes, de gens qui avaient organisé des "holdings". Nous sommes en faveur du capitalisme

sain, et nous voulons lui faciliter tous les accès possibles, mais, par contre, nous ne voulons pas de capitalisme véreux. Je veux rendre, dit-il, justice à tout le monde, mais que charité bien ordonnée commence par soi-même! Grâce à cette loi, nous avons évité la surcapitalisation. Si les lois de la province sont telles qu'elles effraient certaines gens, alors que tant de capitalistes sérieux sont heureux d'en profiter, je laisse la population libre de conclure. Nous avons empêché le mouillage des stocks et protégé l'épargne populaire.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition, déclare-t-il, est en dehors du sujet. Le chef de l'opposition peut parler de cette loi s'il le veut, mais je pourrais lui rappeler qu'il a dû la changer et qu'il y a eu surcapitalisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le ministre des Mines qui m'a entraîné hors de la loi en discussion et qui a situé la lutte. Il nous a accusés d'avoir adopté de mauvaises lois et il nous a distribué des motifs qui ne sont pas réels. J'explique les raisons pour lesquelles nous avons fait voter cette loi et je réponds au ministre que les motifs qu'il nous impute ne sont pas réels.

M. l'Orateur: Je crois que le chef de l'opposition a parfaitement raison de parler de motifs. Le ministre des Mines a donné ses raisons pour le rappel d'une loi. Le chef de l'opposition peut donner ses raisons pour ne pas la rappeler, et il a le droit d'exposer les motifs pour lesquels il a fait adopter une loi dont le rappel est demandé par ce projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant l'adoption de la loi contre les "holding companies", il s'est élevé dans la province des pyramides qui ont écrasé l'épargne populaire. Nous avons passé une loi pour empêcher les compagnies de se superposer en pyramides et de rafler ainsi l'épargne populaire en émettant des débentures sur des biens qui n'existaient pas. Pendant qu'on diminuait les salaires, on augmentait les taux de l'électricité. Le bénéfice de cette loi aurait été complètement perdu sans le bill 5 qui obligeait les compagnies à se soumettre aux lois de la province. Nous avons établi un principe: les ressources naturelles de la province doivent servir à enrichir les nôtres avant d'enrichir les voisins.

Le principe de notre loi est si bon que le ministre a dit que nous aurions pu approcher les

compagnies et les persuader. Il a dit qu'on ne doit pas imposer cette obligation dans la loi, mais jouer à la cachette avec elles, lorsqu'elles viennent au bureau du ministre demander d'exploiter nos ressources. La différence entre notre administration et le présent gouvernement, c'est justement que nous agissions au grand jour et que nous voulions une justice égale pour tous. Si le principe de la loi est bon, comme l'admet le ministre, pourquoi l'enlever de nos Statuts? Pourquoi ne pas le faire au grand jour? Le ministre admet lui-même que depuis l'adoption de cette loi, un grand nombre de compagnies se sont incorporées dans la province.

Le ministre a prétendu que notre loi avait diminué le rendement de l'industrie minière. Mais cette loi a doublé notre production minière. En 1936, à l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir, la production minière était de \$39,000,000 et, en 1939, elle atteignait \$77,000,000¹². Le nombre des exploitations minières a presque triplé. Sous le régime de l'Union nationale, des régions nouvelles ont été ouvertes à l'exploitation minière, des exploitations nouvelles ont surgi, telle celle de l'Aldermac, pour l'extraction du soufre, matière essentielle à la métallurgie et pour laquelle nous étions tributaires des États-Unis. Cette industrie a commencé à produire du soufre et, avant longtemps, nous serons indépendants des États-Unis pour ce produit. Une puissante compagnie fait à ses frais de grandes et coûteuses recherches sur les possibilités de la Gaspésie quant au pétrole et aux mines.

Notre loi a obligé l'Ontario Paper Co. à s'incorporer dans notre province et lui a fait verser \$250,000 au Trésor provincial. Le grand développement au Lac-Saint-Jean dont on parle n'a rien de neuf. Les autorités de l'Aluminum Company sont venues me trouver un jour au temps où j'étais premier ministre. C'était M. Powell, gérant de la compagnie Aluminum. Et on m'a dit qu'on ferait les développements en question, à condition de concéder à la compagnie le privilège d'établir un barrage sur la rivière Péribonka, en vue de contrats que sa compagnie attendait.

Je lui ai répondu qu'on ferait les développements, mais qu'on n'aurait pas le barrage. L'Aluminum devrait remplir ses commandes aux usines de la province de Québec sans développer la force hydraulique de la Péribonka. Les travaux ont été faits quand même.

Nous avons voulu activer le développement de nos ressources naturelles, retardé depuis tant d'années. Le ministre a dit que notre loi a empêché certaines industries de s'établir dans la province.

Sous l'Union nationale, les capitalistes véreux ont dû aller ailleurs, je l'admets, mais ils nous reviennent depuis que le nouveau gouvernement est au pouvoir.

Le ministre des Mines, ajoute-t-il, s'est dit surpris que nous ayons amendé la loi en autorisant le lieutenant-gouverneur en conseil à exempter de la loi certaines compagnies. Le ministre s'étonne! Il est bien jeune, le ministre! Il faut d'abord remarquer que le lieutenant-gouverneur en conseil ne s'est arrogé aucun droit. Il a simplement exercé des droits qui lui ont été accordés par le Parlement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Puis-je poser une question au chef de l'opposition?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'amendement qui a été apporté par le gouvernement de l'Union nationale au bill no 5, à quelles compagnies profitait-il?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai aucune objection à le dire. On nous avait représenté que certaines compagnies en fidéicommiss pourraient faire entrer en la province des capitaux étrangers, pourvu qu'elles continuent à en avoir l'administration. Il s'agissait ici évidemment de compagnies du dehors, des compagnies de fiducie des autres provinces qui détenaient des obligations de compagnies incorporées chez nous. Les circonstances varient et les mêmes remèdes ne s'appliquent pas à tout le monde parce que les maladies ne sont pas toujours les mêmes. Pour ne pas nuire à l'entrée des capitaux étrangers dans la province, nous avons consenti à amender la loi en conséquence, mais à la condition que la province ne perde pas son droit de contrôle.

Quant à la surprise du ministre, qui a dénoncé comme odieusement arbitraire le second article du bill no 5, je lui dirai que les Statuts refondus de 1925 autorisaient le lieutenant-gouverneur en conseil à réduire une taxe pour un temps, déterminé ou non. On y trouve un article qui donne au gouvernement, pour un temps déterminé ou non, le droit de réduire à volonté toutes les taxes dues par les corporations. Il y a dans les Statuts de 1925, qui répètent les Statuts de 1909, page 591, puis 594, chapitre 26, les articles qui disent que: "le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder pour un temps déterminé ou non telle réduction de taxe qu'il croit juste, à une compagnie constituée en corporation..."

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Dans quel volume des Statuts refondus trouvez-vous cela?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chapitre 26 est dans le premier volume. Tout étudiant en droit de première année est au courant que le chapitre 26 est dans le premier volume des Statuts refondus.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): (Se levant en même temps que le ministre de la Voirie, l'honorable M. Bouchard) La loi citée ne signifie pas ce que prétend le chef de l'opposition...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) interrompt le ministre des Mines pour faire des observations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) ne veut pas laisser parler l'honorable ministre des Mines!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (D'une voix forte mais de bonne humeur) C'est à mon tour de parler, dit-il, et le ministre des Mines parlera après.

Des députés s'amuse.

M. l'Orateur réclame le maintien de l'ordre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'attire l'attention de l'Orateur sur le fait que le chef de l'opposition ne cite qu'une partie du texte des Statuts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Mines est avocat.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je ne suis pas avocat, mais je m'aperçois quand même que le chef de l'opposition ne cite pas tout le texte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On se souvient, de plus, qu'on trouve dans les Statuts une loi passée de 1932 à 1935. C'est un texte de loi en vertu duquel le lieutenant-gouverneur en conseil peut de son chef faire toute une nouvelle loi des assurances sans passer par la Chambre.

En ce qui concerne l'argument que le Conseil du Barreau aurait fermé la porte du Parlement aux avocats de l'Ontario, j'en dégage ma responsabilité et

je rappelle que, comme bâtonnier, je ne me suis pas mêlé de l'affaire. Le ministre des Mines, dit-il, prête trop gratuitement des intentions à d'autres. Ce n'est peut-être pas prudent de prêter ainsi des intentions. C'est comme des pièces de monnaie: pour en prêter, il faut en avoir. Molière disait: "Les bonnes intentions sont comme les pièces d'argent; pour en prêter aux autres, il faut en avoir soi-même."

Je ne sais pas même si j'assistais à la séance du Barreau lorsqu'a été voté le règlement dont a parlé le ministre. D'ailleurs, il y avait là de nombreux libéraux, entre autres un ancien ministre de 1936, candidat à Sherbrooke; M. Fontaine, député de Saint-Hyacinthe aux Communes; M. Fournier, député de Hull; l'honorable M. Gariépy, de Trois-Rivières, qui est un libéral, et plusieurs autres. Le bâtonnier ne vote pas.

Il parle des nombreux développements industriels qui ont eu lieu sous son administration et les cite comme preuve que le bill no 5 n'a pas entravé le développement de nos ressources naturelles. Par notre loi, ajoute-t-il, nous n'avons pas voulu provoquer qui que ce soit, mais nous avons voulu montrer que ceux qui veulent faire affaire dans notre province doivent se conformer aux lois de la province.

Dans son discours, le ministre des Mines et du Travail (l'honorable M. Rochette) a voulu déprécier l'Union nationale. Il m'a vraiment surpris. Il nous avait habitués à un autre ton en cette Chambre. Mais il n'est pas prudent de parler comme il l'a fait cet après-midi. Il y a moyen de discuter des lois avec d'autres procédés, autrement qu'il l'a fait. Mais, comme il est 6 heures, je propose l'ajournement du débat.

En conséquence, je (M. Duplessis) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

État des cautionnements

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics (y compris les huissiers) du gouvernement de la province de Québec tel que requis par le chapitre 9, article 41, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 15)

**Rapport du
ministre de l'Agriculture, 1939**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1939. (Document de la session no 16)

**Rapport
du ministère de la Voirie**

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année 1939. (Document de la session no 17)

Décisions de l'Orateur:

**Point d'ordre
au sujet du mot "inique"**

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Brandissant un gros volume) Je vois dans *Le Soleil* de 1931 que M. Aimé Guertin, député de Hull, ayant prétendu que la loi Dillon était une loi inique, l'honorable L.-A. Taschereau, premier ministre, a soulevé un point d'ordre. *Le Soleil* ajoute: "M. Irénée Vautrin, qui préside le comité plénier de la Chambre, décide que le mot "inique" n'est pas parlementaire et que le député de Hull doit le retirer. M. Guertin en appelle de la décision du président du comité à la Chambre. M. Vautrin fait rapport à l'Orateur, l'honorable T.-D. Bouchard, qui soumet la décision du président du comité à la Chambre, et cette dernière maintient la décision de M. Vautrin."

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que, dans ce compte rendu, il est dit que la décision a été rendue par le président du comité et non par l'Orateur de la Chambre. C'est ce que j'ai affirmé cet après-midi.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur rend alors sa décision sur le point d'ordre du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé). L'expression de "loi inique" n'est pas si violente, dit-il, que le croit l'opposition. Si on disait d'un député qu'il a accompli un acte inique, le terme ne serait pas parlementaire. Mais, si on dit d'une loi qu'elle est inique, c'est-à-dire inéquitable, je crois

que le terme peut être accepté. Pourvu qu'on ne qualifie pas d'inique la conduite d'un ministre ou d'un député, mais seulement un texte, on peut employer cet adjectif. En conséquence, le point d'ordre est mal fondé¹³.

Travaux de la Chambre:

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures¹⁴.

NOTES

1. Dans certains journaux, on utilise l'appellation "Colombie canadienne".
2. M. Duplessis commence son commentaire en anglais pour s'adresser au trésorier.
3. Selon *L'Événement-Journal* du 14 mars 1940, à la page 9, ce passage a provoqué des murmures à droite.
4. *Le Canada* du 14 mars 1940, à la page 8, utilise les mots "les dépenses de la province".
5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).
6. Dans *L'Illustration nouvelle* du 14 mars 1940, à la page 5, on lit: assiette financière.
7. 2,772 certificats, selon *Le Soleil* du 14 mars 1940, à la page 5, ainsi que *La Presse* et *Le Devoir* du même jour, respectivement aux pages 2 et 12.
8. 2,519 permis, selon *La Presse* du 14 mars 1940, à la page 2, et *Le Devoir* du même jour, à la page 12.
9. \$32,249, selon *Le Devoir* du 14 mars 1940, à la page 12.
10. "Duplessis et Gagnon voient la lumière. - Le bill 5 sera amendé à la prochaine session de

l'Assemblée législative de Québec pour satisfaire aux protestations valables et, jusque-là, le gouvernement accueillera favorablement d'autres suggestions. Aucune législation concernant les mines ne sera présentée à l'avenir sans la consultation préalable des représentants de l'industrie minière et des groupes associés. Il n'y aura pas d'augmentation de taxes sur les mines. Tels étaient les messages les plus importants de la Section des Mines de la Chambre de commerce de Montréal aux mineurs du Nord-Ouest du Québec lors de son passage dans ce district cette semaine. (...) Ils présentaient alors les résultats tangibles d'une rencontre tenue vendredi dernier entre une délégation de la Section des Mines avec le premier ministre Duplessis et le ministre des Mines, M. Gagnon."

11. *Le Canada* du 14 mars 1940, à la page 9, précise que le ministre a parlé 55 minutes exactement et ajoute que cette exagération du chef de l'opposition a fait sourire le ministre et les députés de la droite.

12. \$70,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 14 mars 1940, à la page 9.

13. *Le Nouvelliste* du 14 mars 1940, à la page 12, dit que cette séance, avec ses nombreux points d'ordre et ses débats animés, a été le baptême du feu pour le nouvel Orateur. Il a dû souvent consulter les règlements et des traités parlementaires pour justifier ses décisions. Le journal signale son objectivité, soulignant qu'il a plus souvent donné raison à l'opposition.

14. Le journaliste de *L'Action catholique* a remarqué qu'après l'ajournement, M. Camillien Houde, maire de Montréal et député de Montréal-Sainte-Marie, et l'honorable M. Mathewson, trésorier provincial, se sont entretenus longuement dans l'Assemblée désertée. Ils avaient pris place aux pupitres du premier ministre et de M. Bouchard. Le journaliste croit qu'ils s'entrenaient des problèmes financiers de Montréal. Voir: "En marge de la session", dans *L'Action catholique* du 14 mars 1940, à la page 3.

Séance du jeudi 14 mars 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

évaluation fixe, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

**Contrat de mariage
de S. Gaudreau**

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Stanislas Gaudreau et Marie-Hélène Déry, demandant l'adoption d'une loi retranchant de leur contrat de mariage certaines clauses, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 concernant un acte de donation par dame R. W. Reford;
- bill 112 concernant les syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault, et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Stanislas Gaudreau et Marie-Hélène Déry, demandant l'adoption d'une loi retranchant de leur contrat de mariage certaines clauses, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Vente faite à la
Caisse populaire de Lévis**

M. Francoeur (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec;
- bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls;
- bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke.

**Charte de la
ville de La Tuque**

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une

L'honorable M. Godbout (L'Islet) pour **M. Guibord (Laviolette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection à l'étude de ce bill, vu qu'il y a urgence, mais je ne voudrais pas que cette étude nous empêche de continuer la discussion ajournée hier sur le bill de l'honorable ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette), car j'ai certaines déclarations à corriger.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'étude du bill de La Tuque ne durera que quelques minutes. L'honorable chef de l'opposition aura tout le temps nécessaire pour continuer la discussion.

La motion est adoptée.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par ce bill, la ville de La Tuque demande entre autres choses une commutation de taxes pour la Brown Corporation pour une période de six ans. Je ne suis pas très favorable aux commutations mais, dans ce cas, il est juste de l'accorder.

Je suis donc, dit-il, en faveur du bill, tout en suggérant qu'on l'amende. Hier, j'ai suggéré au comité des bills privés de réduire la commutation de 10 à cinq années, qu'on oblige les compagnies à maintenir le fonctionnement normal de leurs usines et que les ouvriers y reçoivent des salaires raisonnables. Or, le comité n'a pas tenu compte de ma suggestion. La ville demande aussi une commutation de taxes pour la St. Maurice Power Co., qui est à faire un développement hydraulique. Ce développement a été commencé sous l'Union nationale. C'est donc une de nos œuvres que l'on continue...

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Guibord (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'étude de l'anatomie

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour étudier le bill 3 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie.

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill est présenté à la demande de l'Université Laval?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): L'amendement fait disparaître, pour l'Université Laval, la disposition qui empêchait un inspecteur d'anatomie d'être agrégé à aucune université ou école de médecine. Il nous a été demandé par le recteur de l'Université Laval, Mgr Camille Roy, ainsi que je l'ai déjà déclaré à la Chambre.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie mercredi le 13 mars courant, proposant que le bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur donne la parole au chef de l'opposition pour continuer le débat commencé la veille.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors de l'ajournement de la séance d'hier, j'étais à répondre aux allégations du ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Rochette). Je veux tout d'abord rétablir certains faits avancés par le ministre. Le ministre a déclaré avec beaucoup d'emphase, hier, avec audace même, avant d'être rappelé à l'ordre par l'Orateur de la Chambre, que l'une des raisons de la passation de notre loi, c'était

de favoriser l'application d'un règlement du Barreau. Il a dit que nous avons présenté cette loi de façon à favoriser les membres du Barreau de la province à tel point que seuls, ils puissent obtenir des lettres patentes dans la province de Québec. C'est une curieuse façon de discuter sa loi.

M. l'Orateur, il y a un vieux dicton qui dit: *L'iniquité se ment à elle-même*. Le ministre, dans ses allégations, s'est égaré dans les sentiers ténébreux qui n'avoisinent pas les faits véridiques. Le ministre a déclaré que j'étais bâtonnier général du Barreau de la province quand une résolution a été adoptée, défendant aux avocats des autres provinces de pouvoir comparaître pour des compagnies devant notre province. C'est absolument contraire aux faits.

Il se trouve que je n'étais ni bâtonnier général ni membre du Conseil général du Barreau, en 1936, lorsque cette résolution a été adoptée. J'ai été élu bâtonnier en 1937 et la résolution a été passée en 1936. Je ne faisais même pas partie du Conseil du Barreau. Où l'on voit la crédibilité qu'il convient d'apporter aux déclarations du ministre.

Mais il y a plus. Le ministre des Mines a déclaré que cette résolution, adoptée par le Barreau de la province, était une honte pour la réputation de la province, que c'était une mesure tracassière et mesquine. À la suite de l'adoption de cette résolution du Barreau, savez-vous, M. l'Orateur, qu'une loi a été présentée en cette Chambre, en 1936, pour ratifier le règlement du Barreau? Ce règlement fut en effet incorporé dans un bill du Barreau qui fut soumis à la Législature. Le premier ministre actuel était alors ministre.

Eh bien, cette loi exécrable, cette honte de la province, contre laquelle s'est élevé le ministre des Mines, a été présentée en cette Chambre par le député de Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) qui est membre du gouvernement actuel, et elle a été adoptée en deuxième lecture malgré les protestations du chef actuel de l'opposition.

C'est le gouvernement du temps qui supporta la mesure. La loi passa en deuxième lecture sans discussion. C'est dire que les députés d'alors, dont quelques-uns sont aujourd'hui ministres, ont accepté le principe du bill. Il a été adopté en comité plénier et, si la loi n'a pas été adoptée en troisième lecture, c'est parce que les Chambres ont été dissoutes subitement. Est-ce à dire que le ministre des Mines a gardé de l'hostilité pour le député de Rivière-du-Loup?

Subséquentement, en 1937, le Conseil du Barreau présenta à la Chambre une nouvelle loi donnant aux seuls avocats de la province de Québec le droit d'obtenir des lettres patentes. Cette fois, la

loi fut passée à l'unanimité. La Chambre l'adopta sans protestation de la part du chef de l'opposition d'alors, aujourd'hui ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), et sans protestation de la part de ses collègues, dont plusieurs sont des membres actuels du gouvernement.

M. l'Orateur, le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) n'est pas raisonnable pour ses collègues. Il veut les attaquer en disant qu'ils sont responsables de la passation d'une mauvaise loi. Moi, je vais les défendre si le ministre continue à les attaquer.

De plus, le ministre des Mines a parlé d'un amendement au bill 5 passé en 1939, amendement donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de permettre à certaines compagnies ce qu'il refusait à d'autres, selon les circonstances spéciales de chacune. Le ministre a dit que la loi dont il demande le rappel est une loi inique. Il ne faut pas trop lui en vouloir. Je comprends que le ministre des Mines est surchargé de besogne. Il a beaucoup d'ouvrage et il lui manque une certaine expérience, surtout dans son ministère du Travail. Il y a un ouvrier dans le cabinet, mais c'est à un avocat qu'on a donné le ministère du Travail et il ne connaît pas complètement le problème ouvrier.

Je lui rappelle donc que l'amendement au bill 5, cette loi inique, a été adopté à l'unanimité en deuxième lecture par la Chambre. Si nous lisons les *Procès-verbaux* de la Chambre, nous constatons que cet amendement a été voté par la Chambre à l'unanimité, sans un mot de protestation de la part de l'opposition d'alors.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) était alors chef de l'opposition parlementaire. Cet amendement si inique, au dire du ministre des Mines, a été voté du consentement de ses collègues actuels. Ses amis l'ont tous approuvé.

Le ministre n'est vraiment pas raisonnable pour ses collègues auxquels il est lié par la solidarité ministérielle. Il devrait retirer les attaques qu'il a lancées contre eux, et retirer les accusations qu'il a lancées contre le ministre de la Voirie, savoir qu'il a voté une loi que lui, le ministre des Mines, estime exécrable et honteuse pour la province. Il devrait respecter la solidarité ministérielle et ne pas prendre des moyens détournés d'attaquer ses collègues. Il devrait donc retirer ses paroles dirigées contre eux, que je suis obligé de défendre en ce moment. Je proteste en leur nom.

(Rires à droite)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Non! Non!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pardon?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
On va y voir tout à l'heure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie dit qu'il va y voir. Je ne sais pas ce qu'il veut laisser entendre par là. Est-ce qu'il veut laisser entendre que le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) n'est pas capable de voir à son affaire tout seul? Veut-il dire que le ministre n'est pas capable de défendre son bill et qu'il va être obligé d'y voir? Voici d'un côté le ministre des Mines, qui dit que l'amendement est inique et, de l'autre côté, le ministre de la Voirie, qui a laissé passer l'amendement sans protester.

Il y a plus. Le ministre des Mines a dénoncé le second paragraphe du bill 5 qui donne au gouvernement le droit d'exempter certaines compagnies en fidéicomis. Mais l'opposition a approuvé ce paragraphe en seconde lecture. Le bill 5 a été adopté en cette Chambre sans amendement, sans protestations de la part des membres de l'opposition du temps, lesquels sont maintenant pour un grand nombre dans le cabinet actuel. Voilà dans quelle position se trouvent aujourd'hui les ministres, en venant déclarer en cette Chambre que notre loi était inique. Les *Procès-verbaux* sont incontestables. Quel spectacle pour la province d'entendre le ministre des Mines faire des déclarations contraires aux documents officiels! Le ministre des Mines voulait-il insinuer que ses collègues ne comprenaient rien et ne voyaient pas clair?

Les arguments du ministre des Mines sont tellement illogiques et étranges qu'ils démontrent à quel point la loi qu'il soumet à la Chambre est faible et que la loi qu'il veut faire abroger est bonne. Le ministre des Mines a déclaré que notre loi était mauvaise. Cependant, il admet qu'il est désirable et pratique que les compagnies de l'extérieur de la province viennent s'incorporer chez nous, mais sans adopter une loi à ce sujet.

Ainsi, il condamne la loi tout en s'efforçant de l'appliquer. Jamais je n'ai entendu de pareilles assertions en cette Chambre. Le ministre préfère incorporer ces compagnies dans le bureau du ministre plutôt qu'à l'aide de documents publics. Je préfère un gouvernement qui procède ouvertement, que celui qui procède en cabinet noir. Le ministre trouve la loi mauvaise, mais il réclame l'incorporation des compagnies dans son bureau. Moi, j'aime mieux un gouvernement qui a le courage de ses convictions et un gouvernement qui ne fait rien à la cachette.

Ce bill a été passé pour protéger nos ressources naturelles. Personne ne prétendra que c'est mal, comme nous l'avons fait, de protéger les ressources naturelles de la province, et ce, sans molester personne. Je suis donc surpris de constater que le ministre déclare qu'il soit mal pour Québec d'imposer ses lois aux compagnies qui exploitent nos ressources naturelles, notre domaine familial, une garantie de notre survivance. Et nous n'aurions pas le droit d'imposer nos lois?

Les ressources naturelles de la province, c'est comme l'âme de l'administration provinciale. C'est le patrimoine du peuple. J'espère que personne ne contestera le droit au gouvernement de faire développer les ressources naturelles, notre patrimoine familial, au bénéfice de la population. Nous voulons qu'elles soient exploitées conformément à nos traditions et à nos lois.

Cette loi a augmenté le développement minier. Grâce à cette loi, nous avons pu créer, en Abitibi, une école des mines, une mine-école et une faculté de génie minier à Québec. Est-ce si mal que cela que de protéger la jeunesse? Depuis l'adoption de ce bill, le nombre de jeunes Canadiens français employés dans l'industrie minière s'est accru de façon considérable. Et, si ce que nous avons fait est mal, je plaide immédiatement coupable et je le ferais de nouveau. Sous notre administration, au cours des trois dernières années, la production minière a plus que doublé dans cette province. Le nombre des ouvriers, dans le domaine minier, a plus que doublé.

Sur une question aussi vitale que celle-là, il ne devrait pas y avoir de divergence d'opinions. Nous avons fait un geste dans la bonne direction. L'aide à la jeunesse par la fondation des écoles minières est l'une des initiatives fécondes de l'Union nationale. Toute la députation devrait se donner la main afin de faire respecter nos droits dans les limites du pacte confédératif. En rappelant cette loi, le gouvernement actuel en assume la responsabilité non seulement d'un point de vue politique, mais en regard des intérêts supérieurs de la province. Le Québec a le droit de soumettre les compagnies qui exploitent ses ressources à ses lois.

La province de Québec est prête à remplir ses obligations, mais elle veut aussi faire valoir ses droits. Ce n'est provoquer personne que de faire valoir ses droits, mais il est temps que l'on réalise que si le Québec a des obligations, il a aussi des droits. Nous n'avons jamais été des séparatistes. Il fait un long plaidoyer en faveur de l'unité du Canada. Le Québec se conforme à la Confédération et n'a que faire du séparatisme ou autres "ismes".

Nous sommes pour le pacte fédératif, pour l'unité dans la diversité, pour l'unité dans le travail et l'effort, mais non pour l'unité dans l'absorption, pour la collaboration et non pour l'assimilation et l'abandon de nos droits. Nous voulons l'unité dans la diversité.

Il demande à tous les membres de la Chambre de s'élever au-dessus de la politique partisane et de défendre sa loi. Il ne voit pas pourquoi une compagnie brassant des affaires au Québec ne devrait pas être régie par des lois inspirées des intérêts supérieurs de la province. Pourquoi des firmes qui réalisent des bénéfices dans Québec ne seraient-elles pas régies par des lois qui s'inspirent des meilleurs intérêts de la province? Nous voulons travailler la main dans la main avec les autres provinces. Le gouvernement doit réfléchir deux fois avant d'abroger cette loi. Il est temps pour Québec de faire respecter ses droits et de les faire valoir en les proclamant dans les documents publics.

M. Chaloult (Lotbinière): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Nous sommes rendus dans le séparatisme et la Confédération. Il (M. Chaloult) ridiculise les appels à l'unité du chef de l'opposition en faveur d'une action législative qui permettrait de sauvegarder les intérêts supérieurs de la province de Québec. Il me semble, dit-il, que le chef de l'opposition devrait être rappelé à l'ordre. Il est absolument en dehors du sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je réponds simplement au ministre des Mines. Le ministre a prétendu hier que le bill 5 était de nature à provoquer les autres provinces, à les soulever contre nous en créant une muraille de Chine autour du Québec. Je ne fais donc que réfuter ses arguments.

M. l'Orateur: Je crois qu'en effet le chef de l'opposition est dans l'ordre en répondant au ministre sur ce point. Le point d'ordre est mal fondé. L'honorable ministre ayant étendu le champ de la discussion, l'honorable chef de l'opposition a droit de répondre aux arguments lancés par le ministre des Mines et d'exposer les motifs qui l'ont amené à présenter cette loi dont on propose l'abrogation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Mines est tombé complètement dans l'erreur en exposant ses arguments.

(Mouvements de protestation à droite)

Je demande au gouvernement de reconsidérer la question. Et je demande à tous les députés de cette Chambre de s'élever au-dessus de la politique et de

considérer la loi que l'on veut abroger du point de vue national. Est-ce qu'il est devenu honteux de dire que, dans la province de Québec, ceux qui exploitent les ressources naturelles de Québec devraient obéir aux lois de Québec? Est-ce que nous en sommes rendus à avoir peur de dire que nous sommes maîtres chez nous? C'est une question trop importante pour la ravalier au rang des querelles de partis.

Nous n'avons pas cherché la vaine gloriole politique en présentant cette loi. J'étais sincère et je croyais à son utilité. Nous avons passé de bonnes lois et nous en sommes fiers. C'est pour la province et non pour nous que nous avons travaillé. Et, si le gouvernement veut réfléchir et revenir à de meilleurs sentiments, s'il veut retirer sa loi, et garder le bill 5 dans nos Statuts, je suis prêt à lui donner tout le crédit, à lui laisser tout le bénéfice de l'application de la loi que nous avons adoptée en 1937.

(Sourires moqueurs à droite)

S'il ne le fait pas, il méconnaîtra les intérêts de la province.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

M. l'Orateur, vous serez peut-être étonné de voir que j'ai une telle bibliothèque devant moi. J'ai devant moi toute cette bibliothèque parce qu'il me faut ramener le premier ministre... pardon³, le chef de l'opposition dans le chemin de la vérité et de la réalité. J'ai parcouru tous les Statuts de la province et les *Procès-verbaux* de la Chambre à partir de l'avènement de l'Union nationale jusqu'à son décès, afin de contrôler les déclarations du chef de l'opposition et d'être en mesure de le ramener au sens des réalités.

Je m'aperçois que le député de Trois-Rivières recommence en cette Chambre les beaux discours qu'il prononçait du temps qu'il était dans l'opposition, en 1935 et en 1936. Il avait cessé durant les trois dernières années, après son avènement au pouvoir, de nous parler sur ce ton. Tout ceci n'est que balivernes. Il avait parfois de belles et grandes envolées comme il en a fait cet après-midi, mais son nationalisme était différent. Lorsqu'il était au pouvoir, il avait les responsabilités de l'administration.

Nous l'avons entendu tout à l'heure faire de grands appels et de savantes distinctions entre diverses sortes de nationalismes. Il paraît qu'il y en a maintenant plusieurs sortes et il y a, pour lui, diverses façons d'être national, selon que l'honorable député de Trois-Rivières est premier ministre ou chef de l'opposition. Mais, pour le présent, je veux

d'abord rétablir les faits sur l'attitude qu'il nous prêle, nous de l'ancienne opposition libérale. Il prétend d'abord que le bill 5 a été adopté à l'unanimité de cette Chambre...

M. Gagnon (Matane): Ce n'est pas ce qu'il a dit. Le chef de l'opposition n'a jamais dit cela!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit cela.

M. l'Orateur: À l'ordre!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À la session de 1937, lorsque le bill 5 est venu en cette Chambre, il n'y eut pas vote en deuxième lecture, mais l'opposition du temps a voté contre le bill en troisième lecture. Le chef de l'opposition a lu les lignes suivantes des *Procès-verbaux* du 23 mars 1937 à la page 70: "L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 5 intitulé: Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province. Le bill est, en conséquence lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre" et "L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 5. En conséquence la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement."

Le chef de l'opposition a cependant oublié de lire le paragraphe suivant: "Et la motion "Que le bill soit maintenant lu une troisième fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:" Les *Procès-verbaux* disent bien que la Chambre s'est divisée, et j'y lis que "tous les députés de l'Union nationale ont voté en faveur du bill et tous les libéraux du temps s'y sont opposés". Le Parti libéral n'a jamais approuvé cette loi qui est l'une des lois les plus chauvines, qui n'a fait aucun bien à la province, mais beaucoup de mal... Le Parti libéral ne l'a jamais acceptée... Le chef de l'opposition a donc dit des faussetés en prétendant que nous avions approuvé cela!

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre pour signaler à la Chambre qu'il a dit que l'opposition libérale s'était prononcée en faveur du principe du bill en approuvant la deuxième lecture. Le bill, à la deuxième lecture, a été accepté à l'unanimité de la Chambre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Foutaise. C'était une mauvaise loi et, de plus, en dépit de ce que le chef de l'opposition peut avoir à dire, l'opposition libérale du temps avait montré son dégoût d'une façon non équivoque. Lorsque tous les membres de l'opposition du temps ont voté contre le bill, ils n'en ont sûrement pas approuvé le principe.

Le chef de l'opposition a déclaré que nous avions accepté le bill. Mais, à l'époque, on sait que l'on nous empêchait souvent, en cette Chambre, de prendre des votes. Le gouvernement du temps nous en imposait par sa majorité lorsque nous voulions protester contre un bill. Il est arrivé que l'Orateur adoptait les motions du gouvernement en s'empressant de dire vivement "Adopté", malgré nos protestations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre! Le ministre de la Voirie sait parfaitement qu'il n'a pas le droit de dire une chose aussi inexacte et d'affirmer ce qu'il vient de dire. Il sait que ce sont là des déclarations fausses. Il affirme sciemment et délibérément des faussetés et il le fait avec une lâcheté que j'ai rarement vue en cette Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le député de Deux-Montagnes n'a pas le droit de dire qu'un collègue affirme sciemment une chose qu'il sait fausse. Les paroles employées par le député sont antiparlementaires. Je demande à l'Orateur de lui faire retirer ses paroles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un point d'ordre!

L'honorable M. Côté (Bonaventure): C'est un deuxième point d'ordre...

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est à l'Orateur de décider et non au ministre. Parlant sur le point d'ordre soulevé par le député de Deux-Montagnes...

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je soulève un autre point d'ordre. On doit parler sur mon point d'ordre. Je demande à ce que le chef de l'opposition se limite au point d'ordre en discussion, à savoir celui que je viens de soulever contre les paroles employées par le député de Deux-Montagnes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a actuellement trois points d'ordre. Parlant sur le troisième, je veux simplement faire remarquer que je

trouve la conduite du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté)... Il n'a pas le droit d'intervenir comme il l'a fait. Ce n'est pas lui qui doit contrôler la Chambre et il n'a pas le droit de donner des directives à l'Orateur. Je trouve singulier qu'un ministre de la couronne s'arroge le droit de faire asseoir les députés et de donner des directives à l'Orateur. Le ministre devrait être rappelé à l'ordre pour la manière avec laquelle il vient de se conduire. Je soulève donc un autre point d'ordre pour rappeler à l'ordre le ministre des Terres et Forêts qui n'a pas le droit de s'emparer du contrôle de cette Chambre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Est-ce un autre point d'ordre? Je ne décide rien, dit-il, je ne fais que rappeler la coutume parlementaire qui veut qu'on décide de plusieurs points d'ordre l'un après l'autre.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) parle sur le point d'ordre du chef de l'opposition.

M. Gagnon (Matane): Lequel?

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'ai déjà siégé en cette Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À l'ordre!

M. Francoeur (Montréal-Mercier) réclame, comme son privilège de représentant des électeurs de Montréal-Mercier, le droit de parole. Je m'étonne, dit-il, de la conduite parlementaire des membres de l'opposition actuelle, qui ont déjà un passé si lourd à se reprocher après trois ans de désordre continu. En regardant la conduite de ce qui reste des anciens ministériels, il est facile de se rendre compte que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dit la vérité.

M. l'Orateur: Il y a trois points d'ordre. D'abord je ferai remarquer que le ministre de la Voirie a fait une affirmation à l'effet que l'Orateur auquel il faisait allusion n'aurait pas permis à l'opposition de se faire entendre. Par cette assertion, le ministre n'a pas été parlementaire en reprochant ainsi à l'Orateur du temps son empressement à faire adopter des lois malgré les protestations de l'opposition du temps. Les Orateurs, selon leurs droits, rendent des décisions de bonne foi et elles ne peuvent être discutées. On n'a donc pas le droit de faire des assertions non parlementaires qui sont de nature à mettre en doute la bonne foi de l'Orateur.

Pour ce qui est du deuxième point d'ordre soulevé par le député de Bonaventure et ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté), à l'effet que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) dans sa réplique a dit que "le ministre de la Voirie a honteusement agi et agi avec lâcheté", il doit retirer ses paroles, et je demande au représentant de Deux-Montagnes de les retirer.

Sur le troisième point d'ordre soulevé par le chef de l'opposition, au sujet des paroles que le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a employées pour rappeler le représentant de Deux-Montagnes à l'ordre, le ministre des Terres et Forêts a sans doute fait preuve d'une certaine agressivité, mais qu'on ne saurait lui reprocher dans les circonstances. Je ne considère pas qu'il faille le rappeler à l'ordre. Je rejette donc ce troisième point d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je retire les expressions dont je me suis servi tout à l'heure. Je sais parfaitement que les règlements ne me permettaient pas de dire ce que j'ai dit. Mais vous comprenez, M. l'Orateur, l'indignation que j'ai ressentie lorsque le ministre a prononcé ces paroles. Mon langage n'a pas été "comme il faut", mais cela ne représente qu'une infime partie de ce que je pense vraiment. Je retire donc ce que j'ai dit.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) accepte les excuses du député de Deux-Montagnes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie et des Tavaux publics devrait aussi retirer ses paroles.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais qu'est-ce que j'ai dit? Qu'est-ce que vous voulez que je retire?

M. l'Orateur décide qu'il lui a suffi de rappeler le ministre de la Voirie à l'ordre. Ma décision a été rendue, dit-il. Si le ministre insiste, je pourrais la modifier.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour rester dans l'ordre, je vais me borner à lire les *Journaux* de la Chambre. Je lirai d'abord ce qui concerne le bill des impôts...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le ministre de la Voirie discute d'une loi qui n'est pas l'objet de la discussion. L'on doit s'en tenir au bill 5. Le ministre n'a pas le droit

de prendre des moyens détournés pour dire ce qu'il n'a pas le droit de dire.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Les *Procès-verbaux* que je lis sont relatifs au bill 80. Je discute de ce bill de la session de 1939. C'est le bill de l'imposition de taxes sur les corporations. J'ai droit d'y faire allusion parce que le chef de l'opposition en a longuement et à maintes reprises parlé dans le discours qu'il vient de faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le ministre tente de parler du bill 80. Au cours de mon discours, je n'ai pas parlé du bill 80. J'ai mentionné le bill 5 et le bill 17, qui amendait le bill 5; mais jamais, au grand jamais, ni de près ni de loin, je n'ai fait allusion au bill 80.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

M. l'Orateur, j'ai bel et bien entendu tout à l'heure le chef de l'opposition dire que les membres de l'opposition libérale avaient voté pour la clause de ce bill 80 qui donnait trop de pouvoirs discrétionnaires au lieutenant-gouverneur en conseil. Et le chef de l'opposition a fait allusion, hier, à un bill passé par l'ancien gouvernement libéral, concernant les assurances. Il faudrait avoir la mémoire bien courte pour avoir oublié les paroles du chef de l'opposition. Je ne puis toujours pas inventer des choses pareilles!

M. l'Orateur: Le point d'ordre du chef de l'opposition est pour le moins prématuré. Je ne sais pas encore ce dont le ministre a l'intention de parler. Laissons-le dire ce qu'il entend démontrer et nous pourrons ensuite savoir s'il est dans l'ordre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Les journaux et le public de la province savent heureusement ce qui s'est passé durant le régime Duplessis et tous les discours de ce dernier n'y changeront rien. Les journaux renseignent le peuple sur les lois non passées à la vapeur, mais à l'électricité par l'ancien gouvernement. Et la Chambre se rappelle les discours prononcés, les votes enregistrés et les procédures de la Législature.

Je vais continuer à lire les *Journaux* de la Chambre. Ces *Journaux* doivent être corrects, puisqu'ils ont été faits du temps de l'Union nationale. Au lieu de faire des affirmations, je réfère donc aux *Procès-verbaux* préparés par l'ancien gouvernement. Tout ce que faisait l'Union nationale était bien; je puis donc me servir de ses *Journaux*. Lorsque la résolution relative au bill 80 est venue...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, le ministre vient de nous déclarer qu'il parle bien du bill 80. Il n'a le droit de parler que du bill 17 qui amende le bill 5.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Dans tous les cas, je vais continuer à lire mes *Procès-verbaux*.

M. Gagnon (Matane): J'insiste pour avoir une décision.

M. l'Orateur: Il m'est complètement impossible de rendre une décision à ce stade de la discussion et de décider maintenant si le ministre a tort de poursuivre son argumentation. Pour le moment, il est impossible pour l'Orateur de la Chambre de savoir si le ministre veut tirer un avantage du bill 80 dans son argument. Le chef de l'opposition est allé chercher un peu partout les arguments dont il avait besoin pour l'exposé de sa thèse. Il faut savoir de quoi le ministre veut tirer argument.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je continue donc à lire les *Procès-verbaux* de la Chambre. Mais on ne m'empêchera pas de dire que, souventes fois, le chef de l'opposition, du temps qu'il était premier ministre, de 1936 à 1939, a empêché l'opposition du temps de manifester librement son opinion. Tout à l'heure, dit-il, je parlais de la décision des présidents de comités sous le gouvernement de l'Union nationale, et non de l'Orateur. Il est connu de tout le monde dans la province et des journalistes que l'ancien premier ministre a souvent, par la force de sa majorité, empêché l'opposition de manifester son opinion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un nouveau point d'ordre. Le ministre sait bien qu'il n'a pas le droit de dire ce qu'il vient de déclarer. Un député de cette Chambre n'a pas le droit de dire qu'un collègue, surtout d'un collègue qui a été premier ministre, qu'il a abusé de sa force pour empêcher les députés de l'opposition de parler.

Des députés: C'est pourtant bien ce qui est arrivé dans le temps!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des paroles comme celles-là constituent une réflexion désagréable non seulement pour l'ancien premier ministre, mais pour l'Orateur du temps et l'Orateur suppléant; elles font une insinuation préjudiciable à l'honnêteté du

greffier de la Chambre. Elles sont injustes à leur endroit. On n'a pas le droit de jeter du discrédit sur l'Orateur ou son représentant.

Des voix ministérielles: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition est fort chatouilleux. Ce sont les élections d'octobre qui l'ont rendu ainsi. Et puis, c'est peut-être une tactique. Il sait que l'on doit ajourner la Chambre à 5 heures moins quart. Est-ce une tactique de sa part pour empêcher le député de Saint-Hyacinthe de parler? Il se trompe s'il pense m'empêcher de parler. Si je ne puis parler ce soir, je continuerai mon discours la semaine prochaine ou plus tard, s'il le faut. Je ne suis pas pressé. On peut bien attendre encore une quinzaine de jours, puisqu'on a réussi à attendre trois ans pour donner un bon gouvernement à la province.

Je dis toutes ces choses parce que je prévois que très souvent, dans cette Chambre, on viendra dire que l'opposition libérale a voté pour telle ou telle mesure. Les *Procès-verbaux* n'indiquent pas toujours quelle fut notre attitude; ils ne disent pas que l'opposition, de 1936 à 1939, n'a pu librement exprimer ce qu'elle voulait dire, mais les journaux et le peuple de cette province savent bien ce qui s'est passé. Ils savent qu'on nous a passé les projets de loi ici non seulement à la vapeur, mais à l'électricité!

M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre!

Des voix à droite: À l'ordre! À l'ordre!

M. Gagnon (Matane): Je sou mets qu'un ministre ou un député n'a pas le droit de dire que les *Procès-verbaux* de cette Chambre n'ont pas enregistré son vote ou de les mettre en doute et de faire croire qu'ils ne contiennent pas ce qui s'y est passé. Le ministre impute ainsi des motifs d'irrégularité. Il laisse entendre que l'Orateur ou le greffier de l'Assemblée a dénaturé le compte rendu officiel. Ce discours implique de la malhonnêteté de la part de l'Orateur.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'ancien ministre des Mines (M. Gagnon) a tort de parler comme il le fait. Je suis assez près de l'honorable ministre de la Voirie et des Travaux publics⁴. Je l'ai parfaitement entendu et jamais il ne s'est inscrit en faux contre les *Procès-verbaux* de cette Chambre. Il n'a jamais dit que les *Procès-verbaux* de la Chambre ne reflétaient pas ce qui s'était passé, mais il a simplement fait

observer que tout n'y est pas consigné. On ne peut lui reprocher une chose qu'il n'a jamais dite.

M. Chalout (Lotbinière): Je corrobore ce que vient de dire l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) et je suis de son avis. Il est vrai que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) n'a pas parlé contre les *Procès-verbaux*. Je dois ajouter qu'il y a bien des choses qui n'apparaissent pas cependant dans les *Procès-verbaux* de l'époque. Il est d'ailleurs heureux que les *Procès-verbaux* de la Chambre ne rapportent pas tout ce qui s'est passé en cette Chambre de 1936 à 1939. Si tout était rapporté, la province serait surprise, et il y aurait des choses dont les membres de l'opposition auraient honte aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur: Il me semble bien clair que le ministre de la Voirie et des Travaux publics n'a pas attaqué la véracité des *Procès-verbaux* ni les *Feuilletons* de la Chambre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Alors je poursuis. Le chef de l'opposition s'est livré à une petite supercherie en ne lisant pas au complet un paragraphe d'un texte de loi qu'il a cité tout à l'heure dans son discours. Il a voulu nous mettre sous l'impression que les anciens gouvernements avaient voulu passer la même loi que la sienne. Le chef de l'opposition s'est arrêté à un endroit où il n'y a qu'une virgule, oubliant de lire plus bas un texte qui aurait été plus explicite et que la Chambre a droit de connaître, car on a droit de savoir la vérité ici.

Se référant aux Statuts refondus de la province de Québec, il lit, à la page 591, tout le passage qui se trouvait dans le Statut après cette virgule au-delà de laquelle, dit-il, le chef de l'opposition n'avait pas voulu lire. "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croit juste, à une compagnie constituée en corporation et visée par la présente division, et

"a. Ayant son bureau-chef en dehors de la province et faisant des affaires dans la province; ou

"b. Ayant son bureau-chef dans la province et ayant en dehors de la province la majeure partie, en valeur, de ses biens corporels; ou

"c. Ayant son bureau-chef dans la province mais n'y faisant aucune affaire que détenir les actions, obligations (débentures) et autres garanties d'autres compagnies constituées en corporation, ayant leur bureau-chef dans la province et y faisant affaire.

S.R. (1909) 1347, div. I; 3 George V, chapitre 18, section 1; 12 George V, chapitre 33, section 2."

Cette fois, le paragraphe se complète par un point qui n'a pas de queue... (Rires)

Il (l'honorable M. Bouchard) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Comité permanent mixte des impressions législatives

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 14 mars 1940

Résolu: Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Fisher, Giroux, Grothé, Laferté, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott.

Ordonné: Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 12 concernant le budget de la cité de Montréal.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

- bill 12 concernant le budget de la cité de Montréal.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et la Caisse de Remboursement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Milton A. Joseph

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milton A. Joseph à la pratique de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Coaticook

M. Fréreau (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 relatif à la ville de Coaticook soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Phillip Joseph

M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Phillip Joseph à la pratique de la profession d'avocat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Victoriaville

M. Houde (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Municipalité scolaire de Longueuil

M. Joyal (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Travaux de la Chambre:

Boulangerie

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'il y a au *Feuilleton* un bill assez curieux, que l'on a inscrit comme un bill privé. C'est le bill no 130. Il est intitulé "loi concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie". Je ne crois pas que cette mesure puisse venir devant la Chambre sous forme de bill privé. C'est une mesure qui devrait être présentée par le gouvernement. C'est un bill public, puisque la loi entraînera nécessairement des dépenses par la province et affectera les autres lois publiques de la province. Cela peut rendre sa présentation irrégulière.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La question vaut la peine d'être étudiée. Ce bill est présenté par une classe importante de la population et il n'est pas mal de l'étudier.

M. l'Orateur déclare qu'il étudiera la question.

Loi de la pêche

M. Gagnon (Matane): Le ministre de la Chasse et de la Pêche me dira-t-il quand nous aurons le bill modifiant la loi de la pêche (bill 5)?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je n'ai pas voulu en autoriser la distribution parce qu'il n'est pas imprimé dans les deux langues.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous devrions avoir la version qui est prête.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'honorable chef de l'opposition a déclaré l'autre jour qu'il exigeait les deux versions avant d'étudier un bill. C'est exactement ce que l'honorable ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche (l'honorable M. Côté) exige lui-même.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) ajoute qu'il ne peut faire distribuer le bill lui-même avant que la résolution qui le précède n'ait été déposée devant la Chambre.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain⁵.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 20.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

2. Voir note 1.

3. Selon *L'Illustration nouvelle* du 15 mars 1940, à la page 2, le ministre aurait commis ce lapsus à deux occasions au cours de la séance.

4. Le ministre des Mines occupe le deuxième bureau à la droite du ministre de la Voirie.

5. Les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 53, formulent en effet cet ajournement pour le mardi suivant, soit le 19 mars. Toutefois les journaux s'entendent pour dire que la Chambre s'est ajournée jusqu'au 2 avril pour le congé pascal. De plus, les journaux ne le cachent pas, le congé de deux semaines permettra à plusieurs députés non seulement de faire leurs Pâques, mais aussi de participer plus activement à la campagne électorale fédérale qui est en cours.

Séance du mardi 2 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Exemption de péages dans Argenteuil et Deux-Montagnes

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), la permission de présenter le bill 200 amendant la loi 2 George VI, chapitre 37.

Ce bill a pour objet d'amender la loi adoptée il y a deux ans pour exempter les cultivateurs du comté de Deux-Montagnes du droit de péage sur le pont de Saint-Eustache.

Il s'agit de faire bénéficier de l'exemption du péage sur le pont Bellefeuille les cultivateurs du comté de Laval et les citoyens qui résident l'été dans les comtés d'Argenteuil et des Deux-Montagnes et dans la partie du comté de Laval comprise dans les limites de l'île Jésus.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

Agents de la province à l'étranger

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

Ce projet de loi a pour but d'autoriser le gouvernement à nommer des agents généraux de la province à l'étranger. Ces agences auront pour triple objet de développer le commerce extérieur de la province, de provoquer l'établissement chez nous de nouvelles industries, de favoriser le tourisme, en nommant des agents spéciaux chargés de surveiller les intérêts du Québec à l'extérieur et pour toutes autres fins de juridiction provinciale. Le projet de loi décrète que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la rémunération des agents généraux et que toutes les dépenses encourues seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi comporte une dépense des deniers publics et il aurait dû être précédé de résolutions.

M. l'Orateur prend le cas en délibéré.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le chef de l'opposition a raison dans ce qu'il dit. Les résolutions dont il est question sont inscrites au *Feuilleton*, et elles seront appelées en temps et lieu. La première lecture du bill suivra.

Je propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

Adopté.

Loi de la pêche

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) pour **l'honorable M. Côté (Bonaventure)**² propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi de la pêche.

Adopté.

Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie mercredi le 13 mars courant, proposant que le bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Chaloult (Lotbinière) déclare qu'il n'a pas l'intention de discuter longuement du mérite de la loi. J'ai voté, dit-il, pour cette loi obligeant les compagnies à s'incorporer dans notre province pour développer nos ressources naturelles et je ne suis pas contre son principe. Je n'ai pas changé d'avis sur la question de confier aux Québécois l'exploitation des ressources naturelles de la province. Les termes de la loi sont trop étendus, trop absolus. Dans ses dispositions, la loi va trop loin en ce qu'elle exclut "toute corporation qui n'est pas uniquement incorporée dans la province (...)". À la rigueur, elle pourrait obliger toutes les corporations à s'incorporer chez nous.

Mais je fus étonné de voir que, malgré la loi, le parti de l'Union nationale a trouvé le moyen de protéger quelques-uns de ses amis contre les dispositions de la loi. Le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette), dans son excellent discours, a démontré que cette loi a été néfaste aux intérêts de la province et que la loi a eu un résultat désastreux. Devant ce solide exposé du ministre, le député croit devoir s'incliner. Mais, comme j'en accepte le principe, je n'en dirai pas davantage et m'abstiens donc d'en discuter.

Au cours de ce débat, dans son discours sur ce projet, le chef de l'opposition nous est apparu sous un jour bien différent de l'homme que nous avons connu dans ses années de pouvoir. Il a prononcé, l'autre jour, avant Pâques, un discours ultra-nationaliste. Nous avons reconnu le chef de l'opposition de 1935 et 1936, alors qu'il soulevait les foules par son nationalisme intégral. Il nous a dit que nous sommes chez nous, ici, que la province de Québec est aux Québécois d'abord, qu'il est bon que les étrangers sachent que nous entendons demeurer maîtres chez nous. Il a déclaré que nous devons permettre l'exploitation de nos richesses, mais au profit des nôtres.

J'ai déjà parlé dans le même sens, moi. J'ai déjà tenu ce langage; et, pendant trois ans, j'ai émis des idées analogues, encore que j'y mettais plus de pondération et une forme quelque peu différente. Je

ne serais jamais, moi-même, allé aussi loin. Mais, l'ancien premier ministre, le chef de l'opposition actuel, m'accusait de soulever le cri de race, de soulever les préjugés, d'être séparatiste, d'être fanatique, de faire des déclarations et de tenir des propos échevelés. Il avait complètement changé d'attitude en prenant le pouvoir et il traitait de séparatistes et d'écervelés ceux qui étaient restés fidèles au programme de l'Union nationale. Il disait: "Faites attention au député de Kamouraska, il parle de séparatisme!"

Pour me qualifier, le mot "échevelé" et "faire des déclarations échevelées" étaient ses expressions favorites. Tous les députés qui ont siégé dans cette Chambre s'en souviennent, et la presse aussi s'en souvient. Quand je revendiquais les droits de mes compatriotes, lorsque je proclamais le droit des habitants de cette province de développer eux-mêmes nos ressources naturelles, le chef de l'opposition me prêtait des propos que je n'avais jamais prononcés, et une partie de la presse - une certaine presse - répétait ses paroles et se hâtait d'y faire écho.

Il lui était ainsi plus facile de détruire mes arguments supposés. Je puis lui dire aujourd'hui que c'est en vain qu'il reprendra son rôle de jadis, son rôle de 1935 et 1936. Bas les masques! Si le chef de l'opposition veut se mettre un masque nationaliste dans cette Chambre, il ne dupera personne, et je suis ici pour lui arracher chaque fois ce masque nationaliste.

(Applaudissements à droite)

Chaque fois qu'il voudra s'affubler d'un masque nationaliste, je mettrai ses discours en regard de ses actes. En l'espace de trois ans, qu'est-ce qu'il a fait pour remplir ses engagements nationalistes? Il n'a rien fait pour garder à la population de la province l'usage de ses ressources naturelles. Il avait promis de combattre les trusts et de les empêcher d'exploiter nos ressources naturelles à leur seul profit. S'il y a un homme dans cette province auquel on ne peut donner le qualificatif de nationaliste, c'est bien le député de Trois-Rivières qui, lorsqu'il était au pouvoir, a fait tout ce qu'il a pu, par le biais des règles de la Chambre, pour étouffer le sentiment nationaliste dans son propre parti de l'Union nationale.

Il s'était engagé à combattre tous les trusts, celui de l'électricité, celui de l'essence, celui du charbon, celui de la forêt; mais, une fois arrivé au pouvoir, il a oublié toutes ses promesses. Personne n'a autant encouragé les trusts. Aussitôt au pouvoir, il a fait tout le contraire de ce qu'il avait promis. Il

les a oubliées au point qu'on a affirmé dans cette Chambre et en dehors, dans la presse et à la radio, que sa signature ne valait pas le papier sur lequel elle était inscrite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière n'a pas le droit de dire que la signature du chef de l'opposition, la signature d'un représentant, ne vaut rien et je soulève un point d'ordre. Il n'a pas le droit de parler ainsi!

M. Chaloult (Lotbinière): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je n'ai jamais dit que la signature du chef de l'opposition n'avait aucune valeur. J'ai dit et je répète que souvent, à la radio et ailleurs, l'on avait affirmé que sa signature ne valait rien. On lui a dit et redit, en cette Chambre et ailleurs, qu'elle ne valait rien et jamais le chef de l'opposition n'a protesté; il n'a jamais nié cela, jamais il n'a exigé une rétractation.

(Brandissant un document) Je répète qu'on lui a dit cela. J'ai ici sa signature, la signature du député de Trois-Rivières...

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai soulevé un point d'ordre. Je demande une décision, M. l'Orateur!

M. l'Orateur: Les paroles du député de Lotbinière n'impliquent pas que la signature du chef de l'opposition ne vaut rien. Il ne prend pas sur lui de faire cette affirmation, mais il ne fait que répéter ce qui a été dit. Se référant à certains écrits et à certaines déclarations, le député de Lotbinière a déclaré que l'on a prétendu, dans cette Chambre, dans la presse, que sa signature ne valait pas grand-chose. Il n'a pas fait siennes ces paroles et il n'a pas pris cette accusation à son crédit. L'orateur peut évoquer ce qu'on a dit de la signature du chef de l'opposition, s'il ne prend pas à son compte ce qu'il pouvait y avoir de blessant dans ces propos. Je renvoie donc le point d'ordre.

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai ici la signature du chef de l'opposition au bas d'un document, sa promesse écrite, dans laquelle il s'engage à combattre le trust de l'électricité, à lui créer de la concurrence directe sur des points stratégiques. Cela ne pouvait dire que Montréal et Québec. Il ne l'a pas fait et rien n'a été fait de ce côté. À 10 reprises, nous l'avons adjuré d'appliquer cette politique et de tenir parole, mais jamais il n'a écouté ni fait quoi que ce soit dans ce domaine.

Il n'a rien fait pour abattre le trust de l'électricité durant les trois années qu'il a été au pouvoir. Au contraire, jamais il n'a cessé d'accorder des faveurs aux grandes compagnies et aux trusts. Je parle en particulier du trust de l'électricité auquel l'ancien premier ministre a accordé des exemptions de taxes, comme le Dr Hamel l'a démontré. Mais je pourrais parler également du trust de l'essence, du trust du tabac, etc. C'est sous sa signature qu'il s'est engagé avec ses députés.

M. Gagnon (Matane): Je soulève un nouveau point d'ordre. M. l'Orateur, le député de Lotbinière se laisse emporter et je crois qu'il sort des cadres du débat. Il est complètement à côté de la question. Il n'a pas le droit d'engager un débat sur l'électricité en parlant du projet de loi à l'étude.

M. Chaloult (Lotbinière): Dans ce bill, et dans la loi qu'il est question d'abroger, il est question de toutes nos ressources naturelles et en particulier de pouvoirs d'eau, d'hydro-électricité. En outre, le chef de l'opposition a parlé du développement électrique, dans son discours, et j'ai le droit de lui répondre. Il a parlé de pouvoirs d'eau, de terres et de forêts. Je ne fais que le suivre sur son terrain. Par conséquent, je suis absolument dans l'ordre.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition, si je me souviens bien, a dit dans son discours qu'il n'y avait pas lieu de rappeler le bill 5. Il a basé son argumentation sur les accomplissements que cette loi a permis. Je considère donc qu'il est correct, pour un député, de lui dire que rien n'a été fait dans ce domaine. Le député de Lotbinière a donc le droit de prétendre que la politique de l'ancien gouvernement ne s'est pas accordée avec les engagements qu'il avait pris, et il est dans l'ordre. Je donne donc raison au député de Lotbinière (M. Chaloult) et renvoie le point d'ordre.

M. Chaloult (Lotbinière): À titre d'exemple, rappelons la fameuse centrale du Témiscamingue. L'ancien gouvernement a créé une centrale électrique dans le district minier du Témiscamingue, à l'extrême nord de la province, et non sur des points stratégiques. Le chef de l'opposition s'était pourtant engagé par écrit à faire une concurrence directe au trust de l'électricité. Or, nous savons ce qu'il est advenu des promesses et des engagements signés. Quel cynisme! L'établissement de cette centrale n'a en rien amélioré la situation. Elle n'a servi à rien. Les

taux n'ont pas baissé, ni à Montréal ni à Québec, et le pouvoir a été vendu à des compagnies puissantes et à des trusts.

L'ancien premier ministre avait promis que son gouvernement mettrait un frein aux trusts, qu'il redonnerait au peuple de Québec la possession des ressources naturelles de la province, évinçant en même temps les capitalistes étrangers qui ont exploité les travailleurs locaux et la population en général. Et, malgré cela, lorsqu'il fut en mesure de faire quelque chose pour libérer les Canadiens français de la soi-disant dictature économique étrangère, il n'a rien fait pour s'acquitter de ces promesses, mais s'est en fait efforcé de protéger certaines compagnies dans lesquelles il avait des amis. Il les a encouragées plutôt que de les combattre.

Il (M. Chaloult) cite la loi en cause et rappelle que le chef de l'opposition a également dit dans son discours qu'il fallait que les compagnies d'exploitation soient incorporées dans notre province, afin de protéger nos ressources et plus spécialement nos forêts. Mais, il n'a rien fait pour protéger nos forêts! Nous savons, M. l'Orateur, que le chef de l'opposition, durant les trois années qu'il a été au pouvoir, a toujours travaillé pour le compte des grandes compagnies et protégé les trusts et les gros intérêts qu'il avait juré de combattre et d'évincer de la province.

Comment a-t-il protégé nos forêts? Sûrement pas en donnant à nos bûcherons des contrats collectifs auxquels le gouvernement de l'Union nationale s'est toujours opposé. On lui a demandé des contrats collectifs et il les a refusés, il les a combattus, il les a sabotés; il s'est opposé toujours à ce que les bûcherons aient une convention collective. Nous nous souvenons du congrès forestier.

À ce congrès de bûcherons, l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) réclama inutilement la signature d'une convention collective. Le chef de l'opposition fit un tel travail d'opposition que M. Louis-Philippe Côté, secrétaire de l'Association des ouvriers de la forêt, ancien président de la section des bûcherons de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), a jugé bon de déclarer que jamais les conditions des ouvriers de la forêt n'avaient été aussi mauvaises.

Il a déclaré que "jamais une administration n'a été aussi néfaste pour les bûcherons que celle qu'il y a eu dans cette province depuis trois ans. Jamais les bûcherons n'ont eu autant à se plaindre d'un gouvernement". Et c'est le même homme qui aujourd'hui vient se donner comme le protecteur des travailleurs et le défenseur du nationalisme. Quel

cynisme que celui du chef de l'opposition! Peut-on croire après cela que le chef de l'opposition va se prendre au sérieux? S'il se prend encore au sérieux, il est bien le seul. En tout cas, je peux lui dire et lui assurer que personne ne le prend au sérieux dans la province.

Ces déclarations rappellent celles qu'il aime à faire sur l'autonomie. L'autonomie! Le chef de l'opposition nous a parlé de l'autonomie de la province! Il n'a pas pu s'empêcher d'en parler encore. Nous en sommes, et nous avons été pour l'autonomie de la province bien avant lui et d'une façon plus efficace. Mais, encore l'an dernier et depuis trois ans, quand nous revendiquions les droits de la province, le député de Trois-Rivières nous traitait de fanatiques, il nous accusait d'être séparatistes, malgré nos protestations, et il se défend aujourd'hui de l'être lui-même. Il est étrange qu'il sente aujourd'hui le besoin de dire qu'il n'est pas séparatiste, alors que jadis il s'appliquait à prétendre que nous l'étions.

Est-ce qu'il voudrait se défendre? Se sent-il coupable? Est-ce qu'il aurait travaillé pour eux? Aurait-il par hasard quelque chose à se reprocher? Il vient nous dire aujourd'hui: "Je ne suis pas séparatiste, je veux l'union dans la diversité." Pourquoi parler de cela et d'autres choses semblables? Quelle farce! Quel cynisme!

Maintenant que le parti de l'Union nationale a été battu, le chef de l'opposition tente à nouveau de rallier les éléments nationalistes de la province sous prétexte que, par l'abrogation du bill 5, le gouvernement Godbout ouvre aux étrangers la porte des ressources naturelles de la province. Quelle plaisanterie! Lui qui s'est fait le champion des trusts, des capitalistes, lorsqu'il était premier ministre. S'il s'imaginer qu'on va le croire, il est dans l'erreur. Le peuple ne sera plus trompé. J'ai appris ce que signifient les promesses du chef de l'opposition et je ne consentirai plus à mettre mon destin entre ses mains.

Des voix ministérielles: Hear! Hear!

M. Chaloult (Lotbinière): Son autonomie a consisté à protéger et à défendre les trusts, les grandes compagnies et les capitaux étrangers. Et je profite de l'occasion pour dire au chef de l'opposition qu'à chaque déclaration nationaliste qu'il fera, je serai là pour lui rappeler les actes néfastes qu'il a posés alors qu'il était au pouvoir. À chaque déclaration nationaliste qu'il fera, je lui rappellerai sa conduite passée.

En terminant, je veux souligner un fait très curieux. J'ai été surpris de voir l'honorable représentant de Matane (M. Gagnon) se lever pour dire, au début du débat, qu'il n'était pas à la Chambre lorsque le bill 5 a été présenté. On ne lui demandait rien. J'ai été encore plus surpris de l'entendre dire qu'il n'est pas l'auteur de cette loi. Personne ne le lui demandait. C'est étrange, ce besoin de dire qu'il n'est pas l'auteur de cette loi! L'aurait-il désapprouvée? Enfin, je fus encore plus surpris lorsqu'il a ajouté, sans être provoqué, qu'il n'a pas adressé la parole à la troisième lecture du bill. Que c'est étrange!

Pourquoi dire tout cela? Qui donc a sollicité de telles déclarations du député de Matane? Qui a provoqué de telles déclarations? Le député de Matane a-t-il voulu se désolidariser peu à peu de son chef? Ce chef à qui il a fait de si belles déclarations de tendresse depuis trois ans?

(Rires)

Nous avons ensuite entendu le chef de l'opposition rappeler que la loi a servi au ministère des Mines, qu'elle a favorisé l'établissement de l'École des mines. Nous l'avons vu se lever et parler sans aucune raison de cette École des mines comme pour reprocher au député de Matane ses déclarations. Il était complètement en dehors du sujet, mais, qu'importe, il semblait vouloir l'entraîner dans la discussion. On aurait dit un reproche voilé.

Je crois, M. l'Orateur, qu'il serait désolant, et malheureux pour la province, de voir une si belle amitié, comme celle qui unit le chef de l'opposition et le député de Matane (M. Gagnon), se transformer en une lutte sourde et déguisée en se désolidarisant ainsi de lui. Je crains qu'une telle lutte deviendrait vite un cataclysme pour l'Union nationale. Il serait triste que de regrettables ambitions que j'ignore conduisent à des querelles intestines qui viendraient troubler et compromettre une si belle amitié³!

Mais j'espère que le député de Matane, qui s'est toujours prétendu nationaliste, un "grand nationaliste", ce qui ne l'a pas empêché de faire la lutte fédérale avec les chefs les plus impérialistes de la nation, nous fera encore ses déclarations nationalistes. J'espère aussi que la Chambre ne sera pas privée du plaisir de les voir tous deux fraterniser au même pupitre, se parler tout bas à l'oreille...

(Nouveaux rires)

... et, pour cela, le député de Matane va bien sans doute prononcer un discours en faveur de la loi dont l'honorable ministre des Mines demande l'abrogation.

(Applaudissements à droite)

M. Goulet (Témiscamingue): M. l'Orateur, je ne connais pas de loi plus néfaste et plus méprisée que le bill 5 que la Chambre est appelée à abroger. Le bill 5 a créé, dans les régions minières de la province de Québec, beaucoup de mécontentement. Cette mesure s'est avérée désastreuse au possible, a causé un tort incalculable dans ces villages canadiens-français, à ce point que nombre des cheminées de nos manufactures ont dû cesser de faire monter vers le ciel leur fumée.

En essayant de soutenir une loi qui a provoqué des résultats à ce point désastreux, le chef de l'opposition se couvre de ridicule. Cette législation a été désapprouvée par tous ceux qui s'occupent de mines. Et, pour se convaincre de cette affirmation, si la Chambre veut savoir ce que l'on pense du bill infâme dont le gouvernement demande le rappel, il n'y a qu'à prendre en considération le vote donné lors des élections du 25 octobre dernier, alors que les électeurs de ces régions ont voté en si grand nombre en faveur des candidats libéraux qui se sont engagés à travailler pour son abrogation.

Je dirai que dans un petit village minier, sur 117 votes, le candidat de l'Union nationale n'en a eu que 11. Dans la grande ville de Noranda, sur 1,200 votes, le candidat de l'Union nationale n'en a obtenu que 127. Voilà comment le Témiscamingue a jugé cette loi. C'est là une preuve évidente de la désapprobation de ce fameux bill 5. L'opposition voudrait bien que le gouvernement continue ses erreurs, mais les abus du passé sont graduellement corrigés et, avec un gouvernement comme celui-là, l'Union nationale sait qu'elle restera longtemps à votre gauche, M. l'Orateur, à cause de ses mauvaises lois.

(Applaudissements à droite)

Je remercie les électeurs de mon comté, dit-il, et au nom du Témiscamingue, le comté le plus riche de la province, je remercie le gouvernement de faire disparaître de nos Statuts cette loi infâme.

(Applaudissements à droite)

M. Allard (Abitibi): M. l'Orateur, le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) a démontré à la Chambre les tracasseries causées par cette loi dans notre région minière. Nos commerçants, nos hôteliers, nos colons de l'Abitibi ont souffert du départ des prospecteurs. Les marchands de l'Abitibi ont déploré des pertes énormes à cause de ce bill 5, adopté sous l'administration du gouvernement de l'Union nationale. La loi que le gouvernement actuel est en train d'abroger a non seulement chassé les prospecteurs de notre province et causé un tort

considérable à l'importante industrie minière du Québec, mais elle a aussi fait perdre à d'innombrables marchands et colons des régions concernées des occasions d'affaires considérables et, nécessairement, beaucoup d'argent.

Le chef de l'opposition s'est vanté d'avoir accordé un octroi de \$25,000 par année à la mine Aldermac, à condition qu'elle produise du soufre à ses usines. Mais c'est l'ancien ministre des Mines, l'honorable Joseph-Édouard Perrault, qui a accordé cet octroi à la mine, à cause de sa bonne production. Je remercie à mon tour le gouvernement d'abroger cette loi et de la faire disparaître des Statuts de la province comme il s'était engagé à le faire. Grâce à cette mesure, le premier ministre peut compter sur le vote unanime de l'Abitibi.

(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane) remercie le représentant d'Abitibi (M. Allard) d'avoir mis les choses au point et reconnaît que l'octroi à la mine Aldermac est une initiative de l'honorable J.-É. Perrault, continuée par l'Union nationale. J'ai été surpris de l'attitude prise par le ministre actuel des Mines, lors de son discours en cette Chambre, sur le présent projet de loi. L'honorable ministre des Mines a eu recours à des excès de langage, il s'est servi d'expressions antiparlementaires. Il a parlé, par exemple, de monument à la bêtise, de loi inique. Il me semble possible de discuter ici sans se servir de telles expressions. J'attribue, dit-il, cette erreur à l'enthousiasme qu'inspirent au ministre ses nouvelles fonctions. Quand il sera plus en contact avec le ministère des Mines, le ministre constatera qu'il y a eu autres choses de faites que des monuments à la bêtise.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) fait le geste de protester contre cette interprétation de ses paroles.

M. Gagnon (Matane): Le ministre aurait dû faire preuve d'un peu plus de modestie. Il ne tardera pas à se rendre compte dans les prochaines années que, même en se croyant tout puissant, la charité est toujours de mise et qu'on a intérêt à la pratiquer. J'ai aussi, ajoute-t-il, été surpris d'entendre le ministre reprocher au chef de l'opposition de parler du moulin de Chandler à propos de cette loi. Et le député de Lotbinière (M. Chaloult) s'est aussi éloigné du sujet. Il (M. Gagnon) explique en quoi consistent le piquetage et le jalonnement des claims. Il ne voit pas de mal à obliger à s'incorporer dans la province de Québec une compagnie qui veut y faire des affaires.

On a tort de faire passer le bill 5 pour un obstacle au développement minier. Le bill 5, non seulement n'a pas nui au développement des ressources minières de la province de Québec, mais il a réussi à augmenter le Trésor de la province de Québec. Ce bill n'avait pas simplement pour but, comme l'a dit le ministre des Mines, l'incorporation des compagnies qui voulaient faire dans la province des affaires comme compagnies minières, mais il s'appliquait aussi à toutes les compagnies.

On a prétendu que ce bill avait empêché la prospection, qu'il avait entravé le petit prospecteur, le chercheur de mines. C'est une évidente fausseté, qui saute aux yeux à la lecture même de la loi qu'on veut abroger. Que dit cette loi? "Une corporation qui n'est pas uniquement constituée sous l'emprise d'une loi de la province ne peut (...)" Donc, il est clair et net que le bill ne s'applique qu'aux seules corporations. Un individu, un particulier pouvait donc venir faire des recherches, prendre des claims, les enregistrer, y faire des travaux, dépenser tout l'argent qu'il voulait sans se préoccuper s'il devait se procurer une charte et sans que la loi en question ne le touche de près ou de loin.

Donc, le bill 5, comme on se plaît à appeler la loi qu'on veut rappeler, n'apportait aucune restriction directe ou indirecte aux recherches minières individuelles. Et toutes les accusations que la loi aurait handicapé les prospecteurs et la recherche des claims sont fausses. Le bill 5 ne vise pas les individus, mais les corporations. Il est une garantie nouvelle pour la petite épargne.

Le ministre des Mines affirme que la loi a entraîné des conséquences néfastes. C'est plus aisément dit que prouvé. La loi que le gouvernement demande aujourd'hui à la Chambre de rappeler a été votée le 14 avril 1937. Il s'agit de savoir si la loi du gouvernement de l'Union nationale, depuis le jour de sa sanction, a causé des préjudices. Voyons si elle a véritablement causé les torts qu'on lui impute. D'abord, il est dans l'intérêt public qu'une compagnie qui exploite nos ressources soit assujettie aux lois de la province de Québec. Pourquoi ne le serait-elle pas?

Il y a trois cas d'incorporation pour une compagnie: les régimes fédéral, provinciaux et québécois. Or, les lois minières dans les trois cas sont sensiblement les mêmes. Quel mal et quelle différence cela peut-il donc faire du moment qu'une compagnie est obligée de s'incorporer dans Québec ou en dehors de la province? Si ces compagnies veulent exploiter les ressources naturelles de notre province, c'est donc qu'elles ont confiance dans sa

population, dans ses lois, c'est qu'elles sont assurées d'en retirer d'importants bénéfices. Alors, quelle objection peut-il y avoir à ce qu'elles soient assujetties aux lois de la province, surtout quand la loi minière proprement dite a été passée, dans ses grandes lignes, par l'administration Taschereau? Quelle objection peut-il y avoir à ce que les capitalistes qui exploitent nos ressources s'incorporent dans notre province et soient soumis à toutes nos lois, même celle que l'on veut abroger?

L'intérêt public élémentaire exige que ces compagnies soient assujetties aux lois de la province, et d'ailleurs, le ministre des Mines l'admet lui-même en disant que la chose est préférable, mais qu'il convient d'agir par persuasion départementale, au lieu de l'impératif d'une loi - puisque ces compagnies demandent au public son argent, au moyen d'actions, pour faire leurs recherches. Le devoir du gouvernement de Québec n'est-il pas de protéger l'épargne de Québec? Quand on vendra des parts de mines, on sera de cette façon plus scrupuleux. Les récents événements, où l'on prétend qu'une compagnie aurait fraudé le public pour \$2,000,000 et plus, en sont une nouvelle preuve.

De plus, au simple point de vue du calcul des droits sur les successions, - c'est un à-côté, mais important - il est plus facile au fisc et aux exécuteurs testamentaires de se dépêtrer dans les affaires d'une compagnie et de faire un règlement lorsque les compagnies sont incorporées chez nous dans la province. Il en résulte de gros avantages pour la province au point de vue de l'impôt successoral.

On devrait démontrer que les compagnies sérieuses se sont opposées à cette loi de 1937. Au contraire, aucune de ces compagnies ne s'y est opposée; elle n'a été combattue que par les capitalistes véreux⁴. Toutes les compagnies sérieuses se sont incorporées chez nous, parce qu'elles avaient confiance dans le gouvernement du temps. Cette loi était faite dans l'intérêt d'abord du peuple, et du gouvernement, qui représente ensuite le public. Incidemment, il (M. Gagnon, Matane) fait l'éloge de M. Willie Amyot, ancien commissaire des fraudes en matière de valeurs mobilières⁵.

Mais prenons les chiffres officiels pour voir s'il est réellement vrai que le bill 5 ait entravé le mouvement minier. Les statistiques du gouvernement fédéral, tout comme celles de la province de Québec, montrent que le secteur des mines sous le gouvernement de l'Union nationale a prospéré plus que jamais.

Il s'agit de savoir s'il est bien vrai que le bill 5 a empêché le développement des ressources naturelles dans notre province. Le nombre des

terrains miniers a-t-il diminué après l'adoption du bill 5? Je me contenterai de citer à cette fin des statistiques. Voici les chiffres donnés par M. A.-O. Dufresne, directeur des Mines de la province, au 4 août 1937. Prenons d'abord les statistiques de juin 1936. On verra que les permis pour claims alors accordés étaient au nombre de 6,159⁶, alors qu'en juin 1937, c'est-à-dire quatre mois après la mise en vigueur de la loi dont on demande l'abrogation, le nombre des permis était rendu à 14,179. En juin 1936, on avait enregistré 2,589 certificats de mineurs; en juin 1937, ce nombre était passé à 4,217.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Ce sont les statistiques de 1937, quelques mois seulement après l'adoption du bill 5. Mais parlez-nous donc des permis pour claims accordés au cours des années 1938-1939? Le député aurait-il objection à nous donner ces statistiques? Le député de Matane devrait donner ces statistiques de 1938 et 1939. La Chambre verrait que les claims et les certificats ont diminué.

M. Gagnon (Matane): Je remercie le ministre de me fournir l'opportunité de lui fournir ces statistiques. Je vais citer les chiffres publiés dans le *Northern Miner*. L'autre jour, le ministre a cité le *Northern Miner*, un journal qui nous a attaqués violemment. D'après le même journal, l'Ontario a vu là la même situation. En 1936, dans la province d'Ontario, ces permis de claims furent de 17,295; pour 1937, 15,296; pour 1938, 9,247⁷; et pour 1939, 7,262⁸. Ces chiffres démontrent clairement que, depuis 1936, il y eut, même dans la province d'Ontario, des baisses dans la demande et l'octroi des permis pour claims. Et pourtant, il n'y avait pas de bill 5 dans la province voisine. Il est inutile d'essayer de dire que c'est le bill 5, en vigueur dans la province de Québec uniquement, qui a eu un effet dans les autres parties du pays.

Dans toutes les provinces du Canada, depuis 1936, il y a eu une diminution du nombre de claims. Cela indique clairement que le bill 5 n'est pas responsable des conditions qui ont prévalu dans la province de Québec. Notre province a aussi connu un désastre minier.

Et je vais maintenant puiser des chiffres dans le rapport général du ministre des Mines, qui a été déposé sur la table du greffier de cette Chambre dès l'ouverture de la session, avant même l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône. Ce rapport est en date du 31 décembre 1939. Ce n'est donc pas

l'ancien ministre qui se vante, mais le nouveau ministre qui parle. Et que dit son rapport à la page 6?

On y lit qu'en 1938, le produit des ressources minières de cette province fut de \$78,000,000, comparativement à \$39,000,000 en 1936. En 1938, la valeur totale des métaux tirés des minerais de nos mines fut de \$43,199,795, le plus haut point jamais atteint. Quand le ministre des Mines écrit cela dans son rapport, il qualifie les activités de l'ancienne administration.

À la page 12, on lit qu'en 1935-1936, le nombre des certificats de mineur était de 4,043, et celui des claims, de 12,962. En 1936-1937, on comptait 7,089 certificats et 23,823 claims. En 1938-1939, on enregistra 3,221 certificats et 10,337 claims. À la page 14, le ministre dit lui-même dans son rapport: "Il est bon de noter qu'au cours de trois années financières précédentes (à l'an dernier), la prospection et le piquetage de claims avaient été poussés avec une intensité exceptionnelle dans l'ouest de Québec et on devait s'attendre à ce qu'une telle activité soit suivie de périodes plus calmes. Somme toute, on peut dire que l'exercice financier 1938-1939 fut satisfaisant et normal sous le rapport des travaux de prospection dans la province."

Faut-il encore citer le *Northern Miner*, dont le ministre des Mines fait ses beaux dimanches? Le 15 septembre 1937, M. Willie Amyot, registraire, me communiquait un article du *Northern Miner*. Ce journal attaquait vigoureusement l'ancien gouvernement, mais il lui fournissait en même temps des matériaux pour se défendre. Les statistiques données dans cet article paraissent contredire les articles déjà parus dans le *Northern Miner* et semblent établir que les résultats du bill 5 ne sont pas si désastreux qu'on l'a prétendu. On y voit en effet que le nombre de claims avait augmenté après l'adoption du bill 5. Il faisait observer qu'en 1937, six mois après la mise en vigueur du bill 5, la province de Québec prenait la tête de tout le pays quant à la recherche minière avec 12,479 claims contre 10,321 en Ontario.

Le ministre des Mines dit que, grâce au bill 5, l'industrie minière a été fort handicapée. Voyons les chiffres publiés par son directeur des mines. En 1925, la production-or dans Québec fut de \$37,909; en 1927, de \$172,214; en 1929, de \$1,876,900; en 1931, de \$6,476,103; en 1933, de \$10,950,540; en 1935, de \$16,558,478; en 1937, de \$24,500,000; en 1938, de \$30,000,000; en 1939, de \$34,447,830. Les statistiques sur la production de l'or, depuis 1936, font donc voir l'accroissement extraordinaire de cette production d'année en année, alors qu'elle est passée à plus de \$34,000,000 en 1939.

Quant à la valeur totale de notre production minière, les rapports sont les suivants en chiffres ronds: \$39,000,000, en 1936, \$49,000,000, en 1937, \$65,000,000, en 1938, et pour atteindre en 1939 la somme énorme de \$78,000,000. C'est un record qui n'a jamais été approché sous aucun gouvernement. Est-on justifiable de dire que le bill 5 a été néfaste à notre industrie minière? Le ministre des Mines a beau parler de désastre, les chiffres sont là, le rapport de son directeur des mines le contredit.

Qu'il prenne maintenant la série des rapports hebdomadaires de la Chambre des mines! Il n'y trouvera pas un rapport tendant à démontrer que le bill 5 ait nui en aucune façon. Mais on y voit par exemple que Québec a une loi des mines admirable à divers points de vue. On y dit notamment: "Pour résumer la situation quant à la prospection telle qu'elle existe en 1939, on peut déclarer de façon définie qu'elle est à un niveau plus élevé qu'en 1936. La prospection continue à établir de nouveaux records."

Le 26 septembre 1938, on lit aussi que "le développement merveilleux des grandes routes, depuis l'année 1937, a facilité grandement le problème des transports", et que "le ministère des Mines est à la hauteur de la situation, etc.". En juin 1938, on lit que "Québec fait preuve de coopération, d'intelligence, etc."

En 1935, aux derniers jours de l'ancien régime libéral, il y avait, dans l'Abitibi et le Témiscamingue, 15 mines d'or seulement en opération; il y en a actuellement 35⁹. La valeur des métaux tirés de nos mines et la valeur de la production de l'or, qui avaient fait des bonds énormes sous le gouvernement Taschereau, ont encore augmenté sous l'Union nationale, preuve que le bill 5 n'a pas été une entrave au développement de notre industrie minière, la meilleure preuve que la législation minière de l'ancien gouvernement de l'Union nationale a été bonne et a profité à la province.

Le *Financial Service* du 11 mai 1939 dit qu'aucun corps législatif n'a montré plus d'énergie à l'encouragement du développement minier que le gouvernement de Québec, et que les résultats ont été nettement satisfaisants. Le 12 février 1938, M. H. L. Roscoe, gérant général de la Noranda et président de l'Association des gérants de mines, dit que le gouvernement de Québec a grandement aidé le développement minier. Il cite la *Rouyn-Noranda Press* et parle de l'avenir, quand, dit-il, la guerre sera terminée et que des grands hommes auront commencé à recevoir leur juste rétribution.

Je vous le demande, M. l'Orateur, est-ce que le bill 5 a été une entrave au développement des ressources naturelles de notre province? On dit encore que le gouvernement de l'Union nationale a ruiné, avec le bill 5, la province de Québec. Lisons le *Monetary Times* du mois de décembre 1938. C'est l'organe de la haute finance. On y lit que le bill 5, adopté par le gouvernement de l'Union nationale, a fait tomber des millions de dollars dans la caisse du gouvernement de cette province.

Et la preuve que cette loi a été bien accueillie, c'est que l'effet du bill a été le suivant: en 1936, 140 compagnies vinrent s'incorporer dans la province de Québec, alors qu'en 1937, ce nombre fut porté à 270. Le principe du bill était évidemment bon. On ne peut pas prouver le contraire. Quel mal y a-t-il à ce que les corporations qui se proposent d'exploiter nos ressources naturelles payent une redevance à la province?

Les prospecteurs n'ont jamais été empêchés de poursuivre leur travail au Québec, puisque les seuls à être affectés par le bill 5 étaient les compagnies minières et les corporations. En les forçant à s'incorporer dans la province, le gouvernement a assuré une augmentation considérable du revenu, tout en s'autorisant à exercer un meilleur contrôle sur leurs opérations.

Il (M. Gagnon, Matane) cite des documents, articles de journaux provenant d'organes publics et de magazines, des citations de divers experts de la question des mines, des lettres et témoignages de toutes sortes, pour démontrer que le bill 5 a été accueilli favorablement non seulement dans le Québec, mais même dans beaucoup de milieux ontariens. D'ailleurs, dit-il, toutes les compagnies sérieuses se sont soumises de bonne grâce aux dispositions de cette législation. Elles ne se sont jamais plaintes.

Celles qui ont porté plainte, c'étaient celles qui appartenaient à des capitalistes véreux. Les plaintes, elles sont venues de la part de promoteurs écervelés qui tentaient d'extorquer le public, ceux qui voulaient inonder le public de mauvaises valeurs. Ceux-là avaient raison de se plaindre parce qu'ils savaient qu'il y avait à la barre de la province un pilote vigilant, un procureur général capable de mettre les voleurs à la raison et de leur indiquer où se trouvent les prisons.

En vertu de notre loi, personne n'était dans l'obligation de s'incorporer. Le ministre actuel nous a dit que notre loi était une loi de favoritisme. Je lui demanderais de faire connaître les noms de ceux à qui le gouvernement de l'Union nationale a accordé les faveurs.

En 1937 et 1938, à la suite de la mise en vigueur de la loi, des corps publics et des particuliers ont adressé au gouvernement des témoignages d'appréciation. Une organisation de Montréal en 1938 déclarait qu'aucune législation, au point de vue minier, ne fut plus énergique que le gouvernement de l'Union nationale. Le 18 juin 1938, le *Quebec Miner*, d'Amos, disait que la politique du gouvernement de Québec n'était pas plus mauvaise que celle du gouvernement de la province d'Ontario. Puis il cite les lettres qu'il a reçues de partout, de gérants de mines, entre autres, le félicitant de son administration.

J'ai, dit-il, reçu le témoignage d'un libéral en faveur du bill 5. Il cite une lettre de M. Donald Boulanger, frère du chef du cabinet du premier ministre actuel, où le signataire félicite le ministre d'alors de cette législation. Il écrit aussi: "Vu que ma compagnie vend des matériaux dont le gouvernement peut avoir besoin..."

(Rires)

On prétend qu'il y a eu des faveurs d'accordées à certaines compagnies. En plus des droits dus à la province du fait de l'incorporation, nous aurions pu exiger des compagnies ontariennes qui se soumettaient au bill 5 des taxes sur le transfert de leurs actions. Nous avons jugé bon de ne pas exiger le paiement de ces taxes de transfert, étant donné que les compagnies manifestaient déjà leur bonne volonté en s'incorporant chez nous. Le département du Trésor nous a demandé d'exempter les compagnies du paiement de ces taxes par des arrêtés ministériels séparés. Or, jamais il n'y eut le moindre passe-droit.

Toutes les compagnies ont été également exemptées de payer les taxes de transfert. La Chambre des mines ne nous a pas demandé l'abrogation de cette loi. Elle nous a demandé de l'amender. C'est ce que nous avons fait en exemptant les compagnies de la taxe de transfert d'actions et en exemptant les sociétés de fiducie de toute la loi. Le ministre des Mines s'est déclaré surpris de voir que l'ancien gouvernement avait fait appel à la partisanerie dans l'application de la loi. Le gouvernement de l'Union nationale ne s'est pas servi de cette loi pour accorder des faveurs à certaines compagnies.

M. l'Orateur: Je désire informer le député de Matane que son temps est expiré.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Matane peut continuer. Il n'a pas à s'appliquer le bâillon créé par l'Union nationale.

M. Gagnon (Matane): Le ministre des Mines a dit que c'est le grand Parti libéral qui a développé les mines et assuré leur progrès. Mais, le Parti libéral n'a pas fait la grandeur de nos mines; il a une façon à lui de protéger les ressources naturelles de la province. Vers 1905, le Parti libéral s'est rendu coupable du scandale de l'Abitibi. Est-ce que l'honorable ministre a oublié que Sir Lomer Gouin a été dans l'obligation de demander à l'honorable Adélard Turgeon de donner sa démission pour être par la suite nommé conseiller législatif? En 1909, l'enquête Turgeon a révélé que le gouvernement libéral du temps avait voulu vendre au syndicat financier belge du baron de l'Épine 250,000 acres de terrain de l'Abitibi, et à quel prix? À 50 cents l'acre, dont 20 cents devaient aller à la caisse électorale, soit un pot-de-vin de \$150,000.

Cette affaire, que l'on a appelée dans le temps "le scandale de l'Abitibi", a agité l'opinion publique pendant 10 ans et la transaction n'a pu se faire. M. Olivar Asselin, ancien rédacteur en chef du *Canada*, fit avorter ce projet de vente de terrains. Ceci se passait entre les années 1905 et 1915, et le problème ne s'est jamais concrétisé parce qu'il a été entrepris à temps. Ceci se passait au temps du grand Parti libéral!

Il rappelle aussi comment le gouvernement Taschereau lutta pour empêcher le chemin de fer ontarien, le Temiskaming and Northern Ontario (T. & N. O.), d'entrer dans Québec. Il traite divers sujets, dont l'établissement des Doukhobors au Canada. De plus, les libéraux avaient durant de longues années promis la construction de la route de l'Abitibi, de Montréal au district minier. Le gouvernement Taschereau n'a rien fait pour la construire. Qui est-ce qui l'a construite, cette route qui sera terminée cette année, si ce n'est le gouvernement de l'Union nationale, dans une proportion de 95 %¹⁰, et cela, pour mettre à exécution une promesse des libéraux?

Nous, de ce côté de la Chambre, nous n'avons pas à notre crédit la cession du Labrador et de ses énormes richesses minières. En 1910, la colonie de Terre-Neuve était prête à nous céder le Labrador pour \$10,000,000. Le gouvernement libéral du temps a refusé. Il parle à ce propos de la *Gazette* et ajoute que plus tard, M. Charles Lanctôt, assistant-procureur général, est allé plaider devant le Conseil privé pour que cette partie du Labrador fût accordée à la province de Québec. M. Lanctôt a fait des concessions au Conseil privé et il a perdu sa cause. Le jugement alors rendu par le Conseil privé constituait un jugement politique. Je ne crains pas de l'affirmer.

M. l'Orateur: Le député de Matane est hors d'ordre.

M. Gagnon (Matane): Les conséquences de ce jugement furent à tout événement que nous avons, nous de la province de Québec, perdu le Labrador. Aujourd'hui, il faudrait \$50,000,000 pour racheter le Labrador, alors que nous aurions pu l'avoir pour \$10,000,000, autrefois. C'est une humiliation pour la province que le gouvernement du temps n'ait pas acheté pour \$10,000,000 ce que le Conseil privé lui a enlevé par un jugement.

En terminant, dit-il, je souhaite que l'on fasse quelque chose pour le développement des mines dans la province de Québec et que le gouvernement d'Ottawa, qui parle tant d'unité, fasse de son côté quelque chose pour la province de Québec. Que le gouvernement libéral d'Ottawa montre par des actes qu'il a à cœur que la province joue le rôle qui lui est dévolu dans la Confédération canadienne.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Pour l'exercice de mon droit de réplique, je propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Travaux de la Chambre:

Adoption de bills privés

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que l'on procède à l'adoption des bills privés revenus du comité des bills privés¹¹. Au nom du premier ministre, j'appelle l'item 19 de l'ordre du jour.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'objecte. Je ne comprends pas, dit-il, que l'on passe aux bills privés alors qu'il y a encore des bills publics sur l'ordre du jour. Pourquoi ne pas procéder à l'étude des bills publics? La Chambre devrait d'abord s'occuper des bills du gouvernement et considérer l'intérêt public. Si nous ne procédons, la session ne se terminera jamais. Nous sommes en session depuis le 20 février. La Législature a été convoquée un mois et demi plus tard que d'habitude et le congé pascal a été très long. Pourtant, il n'y a presque rien de prêt. Nous ne faisons rien. Ça donne une mauvaise impression à la province.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition est trop chatouilleux. Il est

vrai qu'il y a des bills publics au *Feuilleton*, mais la Chambre admettra que nous avons donné aujourd'hui un temps considérable aux bills publics. Toute la séance de l'après-midi a été consacrée à l'étude d'un bill public, et le gouvernement a l'intention de faire avancer le travail de la session. Le feu n'est pas à la maison. Ce qui compte, c'est de faire avancer le travail d'ensemble. Je puis assurer le chef de l'opposition que la session va se terminer assez rapidement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est ce que nous verrons. Ça se fait à deux.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On va procéder avec ordre et les bills publics seront étudiés en temps utile. Il importe aussi de disposer des bills privés. Certes, il faut considérer l'intérêt public, mais aussi le droit des gens.

Les individus qui ont pétitionné le gouvernement pour qu'on fasse droit à certaines de leurs demandes ont droit que les députés s'occupent de leur pétition. L'intérêt de la province nous commande d'étudier avec soin les lois spéciales que nous demandent des particuliers.

Bien que le chef de l'opposition ait procédé à la vapeur et à l'électricité, lorsqu'il était chef du gouvernement, il n'a pas fait grand-chose de bon, comparé à ce que nous allons faire. Si on veut comparer, on verra que le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais fait autant de travail utile en si peu de temps. Nous avons fait quelque chose et nous allons continuer.

Quand la session se terminera, le chef de l'opposition s'apercevra qu'il y a eu beaucoup de travail d'accompli. Les bills privés méritent d'être considérés rapidement.

Succession de Leslie Hamilton Gault

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault.

Adopté.

En comité¹²:

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose d'ajourner l'étude de ce bill. Il comporte, dit-il, la ratification d'un jugement de la Cour supérieure. Pourquoi n'est-on pas allé devant une Cour supérieure au lieu

de venir demander à la Législature de ratifier? Au nom de l'opposition, déclare-t-il, je ne permettrai pas l'étude de ce bill avant que l'on ait une copie du jugement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) donne des explications.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) et **l'honorable M. Girouard (Arthabaska)** prennent la parole.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) prend part à la discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il ne fait pas de menace. Il vaut mieux se rendre à ses arguments, car il peut parler aussi longtemps qu'il le voudra sur le bill.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) signale que le bill est "rapporté", c'est-à-dire qu'il a été étudié en comité.

Il semble donc évident que l'on ne l'aurait pas accepté en comité si les formalités requises n'avaient pas été remplies, si le texte du jugement n'avait pas été produit.

M. Duplessis (Trois-Rivières) argumente de nouveau.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) reconnaît qu'en principe le chef de l'opposition a droit à ce qu'il réclame.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Succession de John Dwane

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 154 concernant la succession de feu John Dwane.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Albert Lagnado

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Albert Lagnado à la pratique de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Gaspé-Nord) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jacques Jolin

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Jolin au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frères Maristes

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes et le collège Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Leduc (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament d'Édouard Héneault

M. Dumaine (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dumaine (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pères du Très-Saint-Sacrement
de Sherbrooke**

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Pères du Très-Saint-Sacrement
de Shawinigan-Falls**

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
de Leslie Hamilton Gault**

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que l'ordre de la Chambre remettant de nouveau à la

prochaine séance l'étude en comité plénier du bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault soit maintenant révoqué et que ledit bill soit de nouveau étudié en comité plénier.

Adopté.

En comité¹³:

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai, dit-il, pris connaissance du jugement et je permets l'étude du bill 150. Je laisse voter cette loi sans la discuter, mais "sur division".

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement¹⁴.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Rapport du surintendant de l'Instruction publique, 1938-1939

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année 1938-1939. (Document de la session no 18)

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi après-midi à trois heures.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Deux députés fédéraux, M. J.-A. Blanchette (Compton) et M. Maurice Gingues (Sherbrooke), assistaient à la séance aujourd'hui sur des fauteuils d'honneur placés sur le parquet, près du trône de l'Orateur, selon *Le Canada* du 3 avril 1940, à la page 5. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3, précise que les visiteurs n'ont assisté qu'à une partie de la séance et qu'après l'ajournement, ils sont allés saluer le premier ministre et quelques-uns de ses collègues. *Le Soleil* signale aussi la présence à l'Assemblée législative de M. C.-E. Ferland, député fédéral de Joliette et M. Lionel Bertrand, député fédéral de Terrebonne. *L'Action catholique* du 4 avril 1940, à la page 3, nous apprend également que "Mardi (le 2 avril 1940), un fauteuil était placé près du trône de l'Orateur pour le ministre plénipotentiaire de l'Eire au Canada, Son Excellence M. Hearne."

2. M. Côté était absent parce qu'indisposé depuis quelques jours, selon *L'Événement-Journal* du 3 avril 1940, à la page 3.

3. Les propos ironiques du député s'expliquent par le fait que M. Gagnon s'était opposé à M. Duplessis lors du congrès à la chefferie du Parti conservateur en 1933. Selon *The Gazette* du 3 avril 1940, à la page 9, M. Duplessis composait mal avec l'ascendant que gardait M. Gagnon sur le parti.

4. À la séance du lendemain, M. Gagnon a récusé avoir utilisé l'expression "capitalistes véreux" pendant son discours, cette expression n'étant pas parlementaire. Voir *Le Canada* du 4 avril 1940, à la page 1.

5. *Le Soleil* du 3 avril 1940, à la page 5, précise que M. Amyot avait été nommé par le gouvernement Taschereau.

6. Selon *Le Canada*, *L'Action* et *Le Devoir* du 3 avril 1940, respectivement aux pages 1, 13 et 10, ce chiffre est de 6,159, alors que dans *La Patrie* et *L'Événement-Journal*, du même jour, respectivement aux pages 11 et 3, il est de 13,739.

7. Ce chiffre est de 9,047, selon *L'Action catholique* du 3 avril 1940, à la page 13.

8. Ce chiffre est de 6,762, selon *L'Action catholique* du 3 avril 1940 et de 6,772, selon *Le Devoir* du 3 avril 1940, à la page 10.

9. Ce chiffre est de 44, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 3 avril 1940, à la page 3.

10. 99 %, selon *Le Devoir* du 3 avril 1940, à la page 10.

11. M. Bouchard remplace alors momentanément le premier ministre, selon *Le Soleil* du 3 avril 1940, à la page 5, mais *L'Action catholique* du même jour, à la page 13, dit que c'est le premier ministre lui-même qui a appelé cet article.

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

13. Voir note 12.

14. Les archives de l'Assemblée nationale conservent une correspondance relative à ce bill ainsi qu'une copie du jugement auquel fait référence le chef de l'opposition.

Séance du mercredi 3 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte quelques minutes après 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes²!

Val d'Or

M. Allard (Abitibi) propose, appuyé par le représentant du Témiscamingue (M. Goulet), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 160 concernant la ville de Val d'Or et la commission scolaire catholique de Val d'Or.

Adopté.

M. Allard (Abitibi) présente, en conséquence, le bill 160 concernant la ville de Val d'Or et la commission scolaire catholique de Val d'Or.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession de
Cléophas Saint-Aubin

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin.

Adopté.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) présente, en conséquence, le bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Démétrius Coulouridès

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen.

Adopté.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) présente, en conséquence, le bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Saint-Simon-de-Drummond

M. Rajotte (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond.

Adopté.

M. Rajotte (Drummond) présente, en conséquence, le bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 126 permettant à Marie-Ernestine Frappier de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry;
- bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Phillip Joseph à la pratique de la profession d'avocat.

Votre comité recommande que le bill 142, modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec, et le bill 155, confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine, soient référés au comité permanent des bills publics en général.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 25 avril courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du

Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Démétrius Coulouridès, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit après examen;

- de Georges Saint-Aubin et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Cléophas Saint-Aubin;

- de dame Annie-Adèle Duchesnay et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le partage de la succession de feu l'honorable Charles Wilson;

- de la corporation municipale de Saint-Simon-de-Drummond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond;

- de la ville de Pointe-Claire, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- du conseil de la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui annexant un certain territoire et pour autres fins.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 25 avril courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Succession de Charles Wilson

M. Lawn (Pontiac) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 166 concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson.

Adopté.

M. Lawn (Pontiac) présente, en conséquence, le bill 166 concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Louis Jargailles

M. Bourque (Sherbrooke): 1. Louis Jargailles, qui était à l'emploi de la police provinciale à Montréal avant le 27 août 1936, est-il encore à l'emploi de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. À quel titre?

c. Quelles sont ses fonctions?

d. Quel est son salaire?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): 1. Oui.

2. a. 1^{er} février 1940.

b. Officier spécial à la Sûreté provinciale.

c. Diriger, sous la direction et le contrôle du commissaire de la Sûreté provinciale, le travail de la police judiciaire dans le district de Montréal.

d. \$4,000 par année.

Motions des députés:

Journaux pour les soldats

M. Bourque (Sherbrooke) fait part à la Chambre d'une requête des soldats du 22^e Régiment qui sont en Angleterre, cantonnés à Aldershot³. J'ai, dit-il, reçu de nombreuses lettres de militaires et je me fais leur porte-parole pour demander de faire recueillir à leur intention tous les journaux adressés aux députés, une fois que ces derniers les auront lus. Le gouvernement ne pourrait-il pas ainsi envoyer aux soldats du Royal 22^e qui sont en Angleterre ces vieux journaux français et anglais pour les distraire⁴?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Avec plaisir. Le gouvernement verra à prendre les dispositions nécessaires, sans délai, pour répondre à la requête des soldats et pour que nos militaires canadiens-français reçoivent les journaux de leur pays.

Explications sur des faits publiés:

Rectification du député de Matane aux articles du *Soleil* et de *L'Événement*

M. Gagnon (Matane) se lève sur une question de privilège. Deux journaux de Québec, dit-il, *Le*

Soleil et *L'Événement*, m'ont fait dire ceci dans le débat d'hier sur le bill 5: "Ce sont les capitalistes véreux qui, seuls, se sont opposés à ce bill". Je n'ai pas employé cette expression qui n'est pas parlementaire.

Agents de la province à l'étranger

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la rémunération des agents généraux de la province qui seront nommés en vertu de la loi des agents généraux, édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, nommera les employés nécessaires, fixera leur rémunération et autorisera toutes autres dépenses nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

2. Que ces dépenses seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Je suis heureux de présenter ces résolutions, au nom du gouvernement, concernant les agents généraux de la province à l'étranger. C'est une question qui a eu une publicité depuis quelques mois, et je ne crois pas qu'il soit nécessaire de s'étendre longuement sur le principe, ni d'être long pour en expliquer les principaux points. Toute la population a compris de quoi il s'agit.

Comme le dit le bill, le gouvernement entend nommer des agents généraux de la province à l'étranger et à Ottawa, pour qu'ils s'occupent des intérêts commerciaux et autres de la province, dans les limites de la juridiction provinciale. Nous avons trois buts dans notre projet. Les agents de la province auront donc pour tâche de promouvoir le tourisme, d'activer le commerce de la province à l'étranger et d'attirer des industries nouvelles chez nous. Nous voulons que la province de Québec ait sa part légitime du commerce, de l'industrie et du tourisme.

Tous les députés savent que le commerce et l'industrie, dans le monde entier, ont suivi un cours très varié et des fluctuations diverses en ces derniers temps, à cause de la déclaration de guerre. Depuis quelques mois, ils sont donc sujets à des variations considérables et la situation sera plus ou moins la même pour toute la durée du conflit. Plusieurs nations sont en voie de perdre leurs débouchés; d'autres profitent de ces circonstances.

La guerre crée une situation dont on ne peut prévoir les conséquences dans l'avenir, situation en face de laquelle il faut surveiller les intérêts de la province. S'il est impossible de prévoir les conséquences économiques de la guerre actuelle, il est du devoir des autorités provinciales de prendre toutes les mesures nécessaires, tous les moyens possibles pour que nous n'ayons pas trop à souffrir du conflit ou, au moins, pour que la province souffre le moins possible, au point de vue du tourisme et des affaires, des effets de la guerre mondiale et qu'elle garde sa part des marchés. C'est un des moyens que le gouvernement actuel a trouvés, pour surveiller ses intérêts québécois, que la nomination d'agents généraux à l'étranger.

Il lit un article paru dans *L'Événement-Journal*, le 2 avril, en le commentant avec éloges.

"Heureux mouvement

"Constants et efficaces, de nouveaux débouchés s'ouvrent aux produits de Québec sur les marchés domestiques britanniques et français, comme sur les marchés d'Afrique, d'Orient et des Antipodes. Par exemple, l'industrie forestière se prépare à fournir plus de bois à l'Angleterre, à mesure que les hostilités se prolongent; car, jusqu'ici, les pays baltes, la Pologne, la Tchécoslovaquie et même l'Allemagne desservaient le Royaume-Uni; ces sources sont taries entièrement dans le cas de plusieurs pays, et considérablement réduites à cause du blocus international, dans le cas des pays scandinaves. Le marché anglais va donc s'approvisionner chez nous.

"Il en est de même des principales denrées alimentaires, le beurre, le fromage, le bacon, dont la demande s'accroît intensément et que la province de Québec est appelée à satisfaire. Ainsi, le ministère du Commerce et de l'Industrie est-il bien inspiré d'établir des agences commerciales dans les principaux pays du monde, à Londres, à Paris, à New York, qui formeront des centres de rayonnement de notre expansion économique. Des missions commerciales seront aisément organisées, qui déploieront leurs activités aux Antilles, dans l'Amérique du Sud et jusqu'en Sud-Afrique. Le

ministre, M. Oscar Drouin, fera appel à l'expérience d'hommes d'affaires avisés pour leur confier ces postes de commande en pays étrangers.

"Notre province subit l'influence des principaux facteurs qui ont stimulé le commerce et l'industrie depuis ces derniers mois; le volume des affaires s'est accentué de 15 %, et la production des aciéries, des mines, de la pulpe et du papier à journal accusent des gains presque exceptionnels (sic). Il n'y a plus de doute, l'amélioration est nettement marquée dans tous les domaines producteurs. Nos industries et nos hommes d'affaires ne peuvent perdre une pareille occasion de livrer une concurrence heureuse sur les marchés étrangers, grâce à l'organisation des agences officielles de la province et à la renommée de nos produits que saura propager une active publicité."

Le gouvernement a décidé l'ouverture de nouvelles agences commerciales parce qu'il veut, pour la province, sa part sur les marchés du monde. Il veut sa part légitime, rien de plus, mais toute sa part légitime. Et cela est conforme à la politique du Parti libéral. C'est là une promesse faite par le Parti libéral à la dernière élection provinciale. Il lit à ce sujet un article du programme du parti, adopté au congrès de Québec en 1938.

"L'industrie prospérera à condition que l'agriculture devienne prospère, à condition que nos cultivateurs préparent, pour tous les marchés canadiens et du monde, les produits que nos fermes canadiennes et québécoises sont susceptibles de donner. À ce point de vue, le gouvernement actuel (de l'Union nationale) ne semble pas avoir bien compris la situation du cultivateur. Nous avons fait des sacrifices pour ouvrir à Londres une agence commerciale afin d'écouler le surplus de la production agricole, mais le gouvernement actuel l'a abolie. Jamais il ne s'est soucié, depuis deux ans qu'il est au pouvoir, de nous donner les débouchés nouveaux qu'il nous avait promis dans les grandes villes américaines. M. Godbout insiste sur la nécessité de la représentation commerciale à l'étranger, particulièrement aux États-Unis, dont les marchés ont été ouverts par un gouvernement libéral." (*Historique du Congrès libéral de 1938*, Québec, 1938, page 29)

Notre projet, poursuit-il, est donc conforme au programme du Parti libéral de la dernière campagne électorale.

Le bill prévoit l'établissement d'agences à cinq endroits: à Londres, à Paris, à New York, quelque part ailleurs pour l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, les Antilles et leurs îles, et enfin

à Ottawa. À Paris et à Londres, naturellement, les agences ne seront établies que lorsque le temps opportun en sera venu. Il n'y a pas encore de décision prise pour ces endroits. Tout dépendra des circonstances du conflit européen. Mais si les résolutions sont adoptées, et la loi votée, le gouvernement nommera immédiatement un agent à New York. Cet agent dirigera un bureau commercial et touristique situé dans l'édifice du Rockefeller Center, bien connu dans l'univers entier, qui est comme le cœur économique de la ville de New York et où se trouvent déjà la plupart des grandes agences internationales.

Dans le domaine du tourisme, nous pouvons bénéficier considérablement de la guerre. Les Américains ne peuvent que difficilement se rendre en Europe; ils se rendront plutôt au pays d'Amérique qui aura le plus d'attraits pour eux. Le gouvernement procédera, en cela comme en toute chose, avec hardiesse et, en même temps, avec prudence et sûreté. Toutes les publications financières et commerciales recommandent vivement à la province de Québec de s'emparer des marchés américains qui sont fermés à l'Allemagne depuis la déclaration de la guerre. C'est à cela notamment que veut s'efforcer le gouvernement.

En même temps, il faut attirer ici le capital étranger. Nous y ferons donc de la bonne publicité pour l'attirer. Je n'ai pas peur du capital étranger, du moment que ses propriétaires respectent les lois de la province et qu'ils ne mettent pas en danger notre avenir national. Il est plus que jamais temps de faire un effort pour amener en notre province des capitaux étrangers et des industries nouvelles, tout en plaçant nos produits sur les marchés étrangers. Notre province a raison de vouloir attirer chez elle des industries étrangères. Il cite l'exemple de l'Ontario et affirme que le gouvernement provincial fait beaucoup d'efforts, avec l'aide des grandes compagnies, pour attirer dans le Québec des producteurs prêts à créer des industries nouvelles.

L'Amérique du Sud est un point très important. À l'heure actuelle, les grandes nations européennes et tous les pays cherchent à s'emparer des marchés sud-américains que le Reich a perdus depuis que sa flotte marchande a été balayée des mers. La France, les États-Unis et l'Angleterre font un grand travail dans ce sens. Nous avons là un excellent débouché et c'est pourquoi nous voulons y installer une agence commerciale. Nous pouvons tirer de là des revenus très considérables.

D'ailleurs, actuellement, nos importations excèdent de beaucoup la somme de nos exportations⁶

et, conséquemment, les pays de l'Amérique latine sont disposés à trafiquer avec nous. Il cite à ce propos un *Bulletin de la Banque Royale du Canada*, qui engageait récemment ses clients-exportateurs à expédier leurs produits en Amérique du Sud: "La balance commerciale favorise de façon substantielle les pays sud-américains et, avec l'élimination de la compétition allemande, les produits canadiens devraient trouver preneurs, surtout dans les pays où la présence allemande se faisait le plus sentir. Ceci inclut l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou⁷."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'Amérique du Sud m'intéresse beaucoup. Le ministre du Commerce pourrait-il me dire quels produits, autrefois exportés par l'Allemagne, la province de Québec peut-elle exporter en Amérique du Sud?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La question du député de Deux-Montagnes vient couper mon exposé général, mais je vais lui répondre. Nous pouvons exporter là-bas des produits ouvrés et naturels: des chaussures, des pantoufles, du grain, du bois, du lait condensé, du poisson, de la farine, du tabac, des cigarettes et autres produits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, l'Allemagne n'exportait pas de bois en Amérique du Sud.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Non, je n'ai pas dit cela. J'ai donné une liste des principaux produits que nous pourrions y exporter. Et nous n'avons pas l'intention de remplacer l'Allemagne; il ne s'agit pas de remplacer les seuls marchés que possédait l'Allemagne.

En ce qui concerne notre agence d'Ottawa, je dirai que nous nous sommes aperçus que les provinces de l'Ouest canadien avaient des représentants à Ottawa. Lorsque la guerre a éclaté, le gouvernement actuel n'était pas encore au pouvoir. Mais, dès qu'il a été porté au pouvoir, nous avons décidé d'avoir notre propre représentant à Ottawa et nous avons nommé, pour nous représenter, M. Rosario Messier, ancien secrétaire général de l'Association des marchands détaillants.

M. Messier a déjà fait un travail splendide dans l'intérêt de la province de Québec et je veux lui en rendre un hommage public. C'est un homme qui nous représente dignement. Il cherche à protéger les intérêts de la province et il voit à ce que la province de Québec obtienne justice, ce qui n'est d'ailleurs pas difficile avec le gouvernement actuel. La

province retirera des bénéfices de plus en plus grands de son travail.

Je suis convaincu que les agences que nous proposons de créer rendront de grands services. Les bénéfices qu'elles rapporteront seront beaucoup plus considérables que les dépenses que nous devrons encourir. Nos agences profiteront beaucoup à la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) prend les attitudes qui prêtent à équivoque. Il est très chatouilleux dans ses opinions politiques. Il passe d'un parti à l'autre très facilement. Il n'y a pas longtemps, il prononçait des paroles à l'adresse du premier ministre qui étaient telles que le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) devait défendre le premier ministre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Certainement, et avec plaisir.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup, ministre sans portefeuille, n'est pas content beaucoup, parce que le député de Québec-Est a obtenu un portefeuille du premier ministre. Le représentant de Québec-Est occupe dans le cabinet la place qu'il devrait occuper.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ça, c'est triste!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup trouve triste la nomination du représentant de Québec-Est? Pourquoi dit-il que c'est triste quand il parle de lui?

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je dis que c'est le chef de l'opposition qui est triste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai été surpris d'entendre le député de Québec-Est nous dire que le programme de 1938 du Parti libéral contenait une disposition pour la création d'agences commerciales. L'attitude du ministre est plutôt équivoque. L'honorable ministre a fait des voyages dans le monde politique, mais il est surprenant de l'entendre se moquer d'un article du programme de la convention libérale de 1938. Il nous a cité comme

autorité, pour justifier la présente mesure, un article qu'il combattait dans ce temps-là. J'ai été surpris de l'entendre nous dire que le programme de 1938 du Parti libéral contenait une disposition pour la création d'agences commerciales.

En ce temps-là, il combattait fermement le premier ministre actuel et les libéraux, tout comme il les avait combattus auparavant, au temps où il était de l'Union nationale. Les variations en musique charment et créent l'harmonie, mais en politique c'est mélangeant et un peu déroutant. Je vous ferai grâce de ce que le premier ministre d'aujourd'hui disait du ministre des Affaires municipales (M. Drouin) en 1936, et vice versa.

En 1936, le député de Québec-Est (M. Drouin) était ministre dans le gouvernement de l'Union nationale. Il doit se souvenir qu'il y eut une session d'urgence au mois d'octobre de cette année-là, la première session de l'Union nationale. Il doit se rappeler qu'une loi fut alors proposée par l'Union nationale: chapitre 11, 1 Édouard VIII, qui abolit toutes les agences générales de la province créées par l'ancien régime. Dans les Statuts de 1925, il y avait une loi établissant les deux agences générales, l'une à Londres, l'autre en Belgique.

Nous avons alors proposé l'abolition des agences commerciales de Londres et Bruxelles, et le ministre a voté pour! Par notre loi, nous faisons disparaître une loi identique à celle que l'on veut maintenant rétablir. Et le député de Québec-Est, en 1936, disait alors que notre loi, qui faisait disparaître celle de 1925, était excellente. Il la présenta et la vota, comme ministre du gouvernement, cette loi qui abolissait les agences générales de la province. Le député de Québec-Est a approuvé cette loi-là! Il l'a même vantée. Aujourd'hui, il nous propose de créer de nouvelles agences!

Je vois deux différences très caractéristiques entre cette loi et celle qu'on nous demande de voter. En 1925, le salaire et les dépenses des agents étaient déterminés par la loi, tandis que le présent gouvernement réclame un mandat en blanc pour qu'il puisse dépenser sans limites. Le bill actuel ne fixe aucun montant.

Le gouvernement prétend que c'est une mesure nécessaire, essentielle au progrès de la province. Lorsque l'Union nationale annonçait son intention d'abolir les agences générales, le premier ministre disait que c'était lui qui avait aboli l'agence de Londres. Disons en passant que l'agence de Londres coûtait \$50,000 par an et ne rapportait rien. Dix mille dollars de loyer était payé à la Sun Life, compagnie dont faisait partie l'ancien premier

ministre. En second lieu, dans la loi de 1925, il y avait un article pourvoyant à la pension. Nous avons aboli la loi et les pensions, jugeant que ceux qui touchent de gros salaires n'ont pas besoin de pension, et nous avons préféré donner cet argent aux vieux et aux vieilles, aux mères nécessiteuses, et nous avons aboli ces agences.

(Mouvements divers à droite)

Le présent projet de loi comporte beaucoup et peu. Il est bien inutile de se faire des illusions. En matière de commerce, les pouvoirs de la province sont restreints par la Constitution. Pourquoi les rétablir quand la province n'a qu'une ombre de juridiction en matière commerciale? Nous n'exerçons malheureusement que des reliquats de droits en matière commerciale. C'est au fédéral à prendre des initiatives. J'ai, dit-il, toujours combattu pour l'autonomie provinciale, mais elle ne sera respectée qu'en autant que les provinces respecteront l'autonomie fédérale. C'est au fédéral qu'il appartient de conclure des traités de commerce avec les pays étrangers.

Le ministre a parlé d'une agence à Ottawa. Il a dit qu'il avait nommé un représentant de la province à Ottawa et il l'a vanté. Les variations jouent souvent de mauvais tours. Il convient de souligner les déclarations du ministre quand il déclare que, grâce à M. Rosario Messier, la province de Québec a obtenu une grande partie des contrats de guerre. Est-ce à dire que MM. Lapointe, Cardin et les 60 députés de Québec étaient soit incapables d'obtenir sa juste part, soit trop négligents pour s'en occuper? Il n'y a pas assez de députés rouges à Ottawa pour nous représenter⁸? Le ministre laisse ainsi à entendre que ces messieurs ne font rien à Ottawa. Ce n'est pas juste de la part du député de Québec-Est pour ses amis d'Ottawa.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Des députés rouges, il y en a beaucoup trop pour le plaisir du chef de l'opposition.

M. Gagnon (Matane): Mais le gouvernement de l'Union nationale avait là-bas un représentant dans la personne de M. Joseph Turcotte.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le représentant de Matane (M. Gagnon) n'est pas sérieux; il sait fort bien que M. Turcotte était un agent légal et non commercial. Il était chargé de surveiller à Ottawa la législation intéressant les provinces et de régler les différends légaux qui pouvaient s'élever entre la province et le gouvernement canadien. Mais rien de plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-il vrai, alors que notre province comptait 61 députés à Ottawa, qu'ils avaient à leur tête M. Lapointe, M. Cardin, M. Power? Est-il vrai que tous ces députés libéraux n'étaient pas capables de prendre nos intérêts? M. Messier aurait fait plus à lui seul que nos ministres et députés réunis?

Aurait-il fait mieux que tous ces gens-là pour notre province? Il n'a pas dû faire plus. Le ministre jette dans le jardin des 60 députés libéraux des pierres qu'ils n'oublieront pas.

Nos adversaires parlent de gaspillage. Ils ne parlent pas du chômage pour lequel nous avons dépensé des millions en travaux utiles.

Des députés ministériels rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je considère qu'Ottawa devrait être en mesure de sauvegarder nos intérêts en matière commerciale. Il est parfaitement inutile de dépenser de gros montants pour des agences dont les résultats ne sauraient être féconds. En Europe, nous ne sommes pas présentement en position de faire du commerce et il ne peut y être question, pour le moment, d'agences, étant donné la guerre.

Quant à notre commerce avec les Indes occidentales, il n'est pas facile. Les Indes occidentales et l'Amérique du Sud sont trop loin. Les difficultés sont élevées et les frais de transport sont presque prohibitifs.

Dans la province de Québec, nous avons des problèmes à régler, des problèmes plus importants que celui des agences, comme ceux du chômage et ceux de la classe agricole. Nous avons, nous de l'Union nationale, fait notre grand possible pour régler ces problèmes. Nous les avons presque complètement réglés...

(Rires)

... ou réglés en grande partie. Nous avons dans nos Statuts assez de lois pour favoriser le développement du commerce. Nous avons déjà tout l'organisme (sic) nécessaire pour répondre à la situation. Il existe déjà dans la loi des moyens d'ouvrir des débouchés à l'étranger. Dans les Statuts de 1927, il y a une loi qui met à la disposition du ministre de l'Agriculture une somme de \$50,000 pour promouvoir la vente et pour écouler des produits agricoles.

Le présent bill est fait pour jeter de la poudre aux yeux des gens. On veut faire des dépenses pour créer des positions aux amis. Le ministre a aussi parlé du tourisme. Il a évidemment une expérience

inusitée, étant donné son grand nombre de "voyages" dans les partis. Le tourisme dans la province de Québec a considérablement augmenté sous l'Union nationale à cause des bonnes routes et des bonnes hôtelleries. Ce sont là les grands moyens d'attirer le tourisme. Il y a des gens qui n'ont pas réalisé l'œuvre de l'Union nationale...

M. Dumaine (Bagot): Les électeurs l'ont réalisée!

(Rires et applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les bonnes routes, le développement de nos intéressantes régions, l'amélioration de nos services d'hôtellerie et une bonne agence de publicité feront plus pour le tourisme que nos agences à l'étranger.

Le député de Québec-Est a également parlé de M. Messier. M. Messier a sans doute du talent, c'est un bon et honnête homme. Sa personnalité n'est pas en jeu dans ce débat; mais, puisque le bill dit que la loi est censée être en vigueur depuis le 1^{er} janvier, la situation n'était pas régulière.

En vertu de quelle autorité a-t-il été nommé à Ottawa? Et comment a-t-on pu contracter des obligations pour la location de bureaux à New York, en l'édifice du Rockefeller Center, sans faire approuver la dépense des deniers publics par les représentants du peuple?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous n'avons encore contracté aucune obligation au sujet du bureau de New York...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec M. Messier? Le gouvernement a-t-il contracté des obligations envers M. Messier?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Oui, nous avons contracté des obligations vis-à-vis de M. Messier, parce que la situation créée par la guerre était nouvelle, que la Législature n'était pas en session et que l'intérêt de la province exigeait la nomination.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de quelle autorité?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Personne ne pouvait prévoir la guerre et les conditions actuelles, mais la guerre étant déclarée, nous avons cru que la province de Québec devait avoir sa part des contrats. Et nous avons nommé M. Messier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce un mandat spécial? M. Messier et les dépenses corollaires à sa nomination auraient dû faire l'objet d'un mandat spécial.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il a été nommé par arrêté ministériel, à cause d'un besoin pressant et pour servir les intérêts supérieurs de la province avec célérité. Nous demandons tout simplement à la Chambre de ratifier cette nomination au nom des intérêts supérieurs de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans un cas d'urgence, c'est un mandat spécial qui s'impose. Les arrêtés ministériels ne sont votés que pour dépenser l'argent voté par la Chambre. Aussi, en faisant ce déboursé, le ministère dépassait ses pouvoirs. Le gouvernement s'est arrogé des droits qui n'appartiennent qu'aux représentants du peuple. Le ministre a outrepassé ses pouvoirs en passant un ordre en conseil. Il a anticipé la volonté de la Chambre. Je n'ai pas besoin de rappeler les luttes que nos pères ont livrées pour obtenir le gouvernement responsable. Ce sont des droits pour lesquels nos pères se sont battus!

(Mouvements divers à droite)

Ce gouvernement responsable comportait le contrôle des argents par la Chambre. Agir comme le gouvernement l'a fait, au mépris de la députation, c'est faire un pas en arrière. Dans la loi, on mentionne que la nomination de M. Messier deviendra en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1940. Puisqu'on demande un effet rétroactif, c'est donc qu'on n'avait pas le droit de procéder comme on l'a fait. Cette nomination était illégale et le gouvernement a senti le besoin de la valider.

On a violé les prérogatives des représentants du peuple. Je serai heureux de savoir quels sont les montants que le ministre entend dépenser. Un million? Deux millions? Trois millions? Nous ne le savons pas. Quelles sont les dépenses que le ministre prévoit pour ces agences?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): En ce qui concerne le bureau de l'agence de New York, les dépenses prévues sont d'environ \$35,000 à \$40,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi pas le mettre dans la loi?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Nous avons décidé de le mettre dans le budget.

M. Chaloult (Lotbinière): Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Le chef de l'opposition a parlé de l'autonomie provinciale. Il vient de nous dire qu'il ne faut pas oublier le respect des droits constitutionnels. Je suis le premier à admettre que les prérogatives de la Chambre doivent être respectées.

Le chef de l'opposition a aussi parlé des variations du député de Québec-Est et ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin). Il a oublié de parler des siennes! En fait de variations, l'ancien premier ministre doit être un connaisseur, lui qui parle maintenant de l'autonomie fédérale. Lui qui est un grand lettré, il fait sans doute ses délices des auteurs du XVII^e siècle et il doit lire de temps à autre et relire les *Variations*, de Bossuet.

(Rires et applaudissements)

Si le ministre change parfois, il est un fait certain: c'est que le chef de l'opposition se plaît à voyager d'un côté à l'autre de la Chambre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): D'une idée à l'autre!

(Rires et applaudissements)

M. Chaloult (Lotbinière): Le projet qui vient d'être soumis à la Chambre est en réalité une promesse jamais remplie de l'Union nationale. Le chef de l'opposition s'oppose à la création d'agences commerciales. Mais c'est dans le programme de l'Union nationale, qui dit: "Redressement de l'agriculture par la conquête des marchés étrangers". Les cultivateurs se plaignaient que leurs produits ne se vendaient pas. Ils étaient souvent obligés de jeter leurs pommes de terre aux pourceaux. Avoir des agences à l'étranger, c'est un des meilleurs moyens que l'on peut trouver pour assurer l'écoulement de ces produits. Je réalise que le gouvernement libéral, par la présente loi, ne fait que réaliser une des nombreuses promesses de l'Union nationale, une promesse que l'Union nationale a négligé de faire. C'est un gouvernement libéral qui accomplit une promesse de l'Union nationale! Et j'en félicite le premier ministre et ses collègues, j'en félicite le gouvernement!

(Applaudissements à droite)

Il parle de l'importance de développer le tourisme. C'est une industrie très profitable à la province, dit-il, et elle le sera encore plus, sans doute, avec les bonnes routes que nous aurons sous le gouvernement actuel. Quant aux nouvelles industries, poursuit-il, une mise en garde s'impose. Je veux bien qu'on encourage les grandes industries,

mais, dit-il, elles ne sont pas faites pour la province de Québec. C'est surtout la petite industrie qui sauvera notre peuple. Elles sont plus conformes à notre mentalité et à notre tempérament.

Il y a un autre aspect à cette loi. Elle affirme notre autonomie provinciale. C'est une des raisons pour lesquelles je suis heureux de l'appuyer. Le gouvernement affirme, par ce bill, l'autonomie de la province de Québec, et je suis, ajoute-t-il, heureux de l'expression "dans les limites de la juridiction provinciale". Le chef de l'opposition se disait bruyamment le champion de l'autonomie provinciale. Comment peut-il combattre cette loi? Je lui ferai remarquer qu'en cette province le premier et véritable champion de l'autonomie a été l'honorable Louis-Alexandre Taschereau.

(Applaudissements prolongés à droite)

J'ai combattu certaines politiques de M. Taschereau, et on peut différer d'opinion avec lui, mais il faut nécessairement admettre - et je lui rends le témoignage - que, toujours, il a affirmé et revendiqué catégoriquement l'autonomie provinciale. Quand il est arrivé au pouvoir, le chef de l'opposition actuel n'a fait que suivre modestement l'exemple de son prédécesseur et bien maladroitement parfois.

(Rires et applaudissements)

Attaquer le pouvoir central, ce que le chef de l'opposition fait souvent, c'est bien mal servir l'autonomie provinciale. Il ne faut pas confondre l'autonomie de la province de Québec avec l'empiètement sur les pouvoirs de l'autorité centrale. Il ne faut pas croire, non plus, que l'autonomie de la province consiste à insulter et provoquer sans cesse les autorités fédérales. L'autonomie ne se défend pas en provoquant constamment le pouvoir central.

(Applaudissements à droite)

M. Robinson (Brome): Tout le monde espère que le gouvernement fera tout en son possible pour attirer le tourisme dans la province de Québec. Si le présent gouvernement faisait autant que l'ancien pour attirer le touriste dans la province, il n'y aurait rien à craindre. L'Union nationale a fait un grand effort pour amener le tourisme dans la province de Québec. Le gouvernement de l'Union nationale a exécuté de vastes programmes de voirie. Et c'est encore là la meilleure forme de propagande touristique que nous puissions désirer. Lorsque nous avons de bonnes routes et un bon système d'hôtellerie, les touristes ne se font pas attendre.

Si le gouvernement actuel veut faire ce que l'Union nationale a fait pour promouvoir le tourisme,

il a une lourde tâche devant lui. Pour attirer les touristes, il ne faut pas faire de mauvaise publicité à la province. Il semble que certaines gens n'hésitent pas, pour des fins de propagande politique, à mettre en péril cette industrie du tourisme, l'une des plus importantes qui soient. C'est ainsi que l'on a mené une campagne hostile contre la voirie de la province, au détriment de la province, et qu'on a aidé nos pires ennemis de la province dans leur œuvre de propagande hostile.

Certains discours, en Chambre et en dehors, ont contribué à détruire les avantages péniblement gagnés. Le meilleur moyen de promouvoir le tourisme dans notre province, c'est encore les bonnes routes, les bonnes hôtelleries et, surtout, que certains fassent plus attention à ce qu'ils disent. Un discours inopportun prononcé ici peut causer un tort incalculable à la province à l'étranger. Donnons aux touristes de bonnes routes, de bons hôtels, et ménageons nos paroles.

M. Leduc (Laval): L'attitude du chef de l'opposition me surprend. Il est important que la province soit représentée à Ottawa et à l'étranger. Comment pouvons-nous conquérir les marchés du monde pour nos produits si nous ne prenons pas les mesures nécessaires? Le bill du ministre du Commerce prend pour la ville de Montréal une importance considérable et primordiale. Les méthodes les plus efficaces de combattre le chômage ne sont pas nombreuses. Il est impossible de résoudre ce problème exclusivement avec des travaux du gouvernement. Les méthodes les plus efficaces de résoudre le chômage sont celles qui ont porté sur la création d'industries nouvelles et de débouchés nouveaux pour nos produits. Et le bill du gouvernement tend dans cette direction.

Les bureaux de nos agents à l'étranger seront en quelque sorte des offices de renseignements commerciaux. Ces agences de la province constituent des sources de renseignements de première valeur pour nos industriels, désireux de connaître les besoins des pays étrangers, les conditions du marché dans tel ou tel pays, le moyen d'établir au besoin des contrats précieux. Les capitalistes étrangers pourront aussi en profiter pour se renseigner sur les possibilités industrielles de notre province. Les bureaux de ces agences doivent être bien situés, et leurs titulaires doivent être des hommes capables d'établir des contacts utiles à la province.

Le citoyen qui se rend à Ottawa ne sait pas toujours où, ni à qui s'adresser. Le chef de l'opposition a eu beau dire que M. Messier remplit le rôle des députés aux Communes. C'est inexact. Le

rôle des députés est de surveiller, d'étudier, de discuter la législation, et non d'être des commis voyageurs.

Je félicite, dit-il, le gouvernement de ce qu'il a fait pour trouver des marchés nouveaux à nos produits forestiers et je réitère ma confiance dans le gouvernement et le projet de loi à l'étude.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) demande au gouvernement de s'intéresser spécialement à notre commerce de poisson. L'Amérique du Sud, dit-il, achetait son poisson de la Norvège. Avec des méthodes adéquates et certains efforts, nous pourrions assez facilement nous emparer de ce marché. La Norvège expédiait son poisson au Brésil dans des emballages spéciaux, dont l'objet est de conserver aux produits exportés toutes leurs qualités, malgré le fait que les paquebots doivent traverser des régions torrides. La morue séchée était donc emballée dans des boîtes de zinc soudé pour la traversée des mers tropicales.

Je veux simplement dire au ministre du Commerce (l'honorable M. Drouin) que la première condition du succès de nos produits sur les marchés étrangers, c'est qu'ils soient préparés suivant les méthodes modernes, comme en Norvège. Je demande au ministre, dit-il, de donner une bonne part de son attention à la classe intéressante des pêcheurs de la province, spécialement ceux des Îles-de-la-Madeleine. J'espère que les agents de la province n'oublieront pas les produits des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): L'opposition a le droit, et même le devoir, de critiquer les initiatives du gouvernement. Mais, encore faut-il que ce soit dans les limites du bon sens et de la décence. L'opposition critique en oubliant qu'elle a nui à notre commerce à l'étranger. L'ancien gouvernement a fait un tort immense à notre industrie touristique en pratiquant une politique telle qu'elle nous a attiré à l'étranger une réputation de fascistes!

Des députés interrompent le député de Montréal-Saint-Louis.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Si le tourisme a diminué en notre province, l'une des raisons en est que le gouvernement de l'Union nationale a fait passer ses électeurs pour des fascistes.

M. Robinson (Brome): Je soulève un point d'ordre. L'honorable député de Montréal-Saint-Louis

devrait retirer ces paroles. Il n'a pas écouté intelligemment mon discours.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je ne fais pas allusion, dit-il, au discours du député de Brome, mais à la politique de l'ancien gouvernement, et je ne fais que poursuivre l'argumentation du député de Brome.

M. le président permet au représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt) de continuer ses remarques.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): C'est tellement vrai que mon prédécesseur, M. Louis Fitch, ancien député unioniste ministériel de Montréal-Saint-Louis, a présenté une résolution contre le fascisme et contre le nazisme en cette Chambre. Il a demandé un jour au gouvernement de passer un bill pour dire aux pays étrangers et aux autres provinces que la province de Québec n'est pas une province fasciste. Il y a donc danger d'un mouvement fasciste!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est évidemment hors d'ordre. Nous avons devant nous des résolutions relatives à un bill créant des agences commerciales à l'étranger. On s'éloigne passablement du sujet.

M. Leduc (Laval): Le député de Montréal-Saint-Louis a tout simplement dit que certaines politiques de l'Union nationale ont fait tort à la province à l'étranger. Je soutiens que le député de Montréal-Saint-Louis est parfaitement dans l'ordre. Il veut prouver que si notre commerce avec l'étranger a diminué, c'est dû à une certaine politique de l'ancien gouvernement. Le commerce et le tourisme de la province de Québec ont périclité à cause des tendances, des paroles et des actes de l'ancien gouvernement.

Il a droit d'appuyer son argumentation sur certains faits reconnus. La politique de l'ancien régime de l'Union nationale était à base de préjugés mis de l'avant pour des raisons purement politiques. Pour le démontrer, le député de Montréal-Saint-Louis s'appuie sur des faits connus et reconnus dans toute la province.

M. le président permet au représentant de Montréal-Saint-Louis de continuer.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je dis que le gouvernement de l'Union nationale a détruit la réputation de la province de Québec à l'étranger,

avec le résultat que nous avons empêché les capitalistes étrangers de venir établir ici des industries nouvelles. Autrefois, il y avait, dans la province de Québec, du tourisme 52 semaines par année; mais cela a diminué sous l'Union nationale. Il a diminué dans des proportions alarmantes. L'an dernier, l'Ontario a reçu trois fois plus d'automobiles que la province de Québec. Pourquoi? Parce que l'ancien gouvernement a tué, ruiné, détruit tout le caractère et la réputation de la province, à tel point qu'un membre de l'ancien gouvernement a dû présenter une résolution antifasciste et antinaziste.

Il (M. Hartt) cite le Business Year Book et des statistiques pour démontrer que les industries se sont établies en petit nombre sous le gouvernement précédent en notre province, et que les touristes sont venus également en nombre très réduit. C'est que, dit-il, l'ancien gouvernement a tout fait pour chasser les touristes.

Pourquoi la province de Québec aurait-elle moins de visiteurs des États-Unis que l'Ontario? Le commerce, l'industrie, le tourisme ont souffert de l'administration de l'Union nationale. Je suis heureux que le gouvernement actuel informe les autres pays que la province, démocratique et non fasciste, veut commercer avec l'étranger.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je remercie d'abord le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) de ses remarques. Le député des Îles n'a pas critiqué la loi ni parlé comme le chef de l'opposition. Il a demandé que l'on aide les pêcheurs de son comté. C'est précisément ce que se propose le gouvernement. Il a touché un point important lorsqu'il a parlé de l'emballage des produits destinés aux marchés étrangers. Il peut être sûr que nous n'oublierons pas les pêcheurs. Trouver de nouveaux débouchés pour notre poisson, ouvrir à nos pêcheurs le marché de l'Amérique du Sud, voilà précisément un des objets de la présente mesure. Le poisson séché, par exemple, peut fort bien se vendre en Amérique du Sud, pour remplacer celui de la Norvège.

Le gouvernement a l'intention de créer comme un "Marketing Board", qui travaillera en collaboration avec les agences commerciales de la province. Il sera donc créé pour coordonner les efforts de toutes nos agences commerciales et une attention spéciale sera donnée à la présentation de nos produits. Je prends donc bonne note des remarques du député des Îles-de-la-Madeleine, d'autant plus qu'elles semblent prononcées dans un esprit de collaboration.

Quant à la nomination de M. Messier, le chef de l'opposition prétend qu'elle est illégale. Il a une

façon à lui de poser les problèmes en posant deux alternatives hors desquelles, à l'entendre, il n'y aurait pas à sortir. Nous n'avons commis aucune illégalité. Cette nomination est parfaitement légale. M. Messier a été nommé comme représentant de mon département (Affaires municipales, Industrie et Commerce) pour prendre nos intérêts à Ottawa. Il a été nommé comme un employé ordinaire, comme aurait pu l'être n'importe lequel fonctionnaire du gouvernement. Il n'y a rien d'illégal dans sa nomination. Mais, comme le gouvernement présente un bill pour que nous établissions des agences commerciales à l'étranger, nous voulons mettre M. Messier sur le même pied que les autres agents qui seront nommés. Voilà pourquoi nous donnons un effet rétroactif à la loi au 1^{er} janvier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est son salaire?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Huit mille dollars par année.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement de payer de trop gros salaires.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Quel était le salaire du président du Syndicat national de l'électricité, M. Beaulne?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Douze mille dollars.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je n'ai pas honte, dit-il, de ce salaire de \$8,000 par année et je suis fier de cette nomination. J'ai déjà rendu hommage à ce que M. Messier a fait pour la province de Québec. Le chef de l'opposition a parlé de nos ministres fédéraux. Je suis heureux de rendre hommage au gouvernement fédéral qui lui a facilité la tâche et aux ministres de notre province à Ottawa pour ce qu'ils ont fait pour Québec. Il a cru encore bon de s'attaquer au très honorable Ernest Lapointe, comme il le fait souvent depuis trois ou quatre ans. Comme il voudra. Des fois, ça fait mal de s'attaquer à M. Lapointe et le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) le sait. Il a appris récemment que cette habitude le sert bien mal. Il l'a appris à ses dépens.

(Applaudissements)

Nos ministres à Ottawa nous ont obtenu une large part des contrats de guerre. D'après des statistiques officielles qui ont été publiées ces

jours-ci, le montant total des contrats de guerre donnés dans tout le pays par le "War Supply Board", du 14 juillet au 1^{er} mars, est de \$142,573,838. Sur ce montant, la province de Québec a obtenu \$44,756,519.16. Cela ne comprend pas évidemment les contrats pour la fabrication d'obus qui ne peuvent être rendus publics pour des raisons évidentes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au ministre le détail des contrats pour chaque mois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je remettrai les documents officiels au chef de l'opposition après la séance. J'en ai besoin, dit-il, pour continuer mon argumentation. Avant le "War Supply Board", il y avait le "Defence Purchasing Board", qui a également rendu justice à la province de Québec. J'ai fait relever un à un les contrats accordés à la province de Québec.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre est-il satisfait de ce montant?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Mais certainement!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, pourquoi un agent à Ottawa?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Justement pour que ce traitement continue et qu'il s'améliore si c'est possible. Notre agent, M. Messier, a contribué à nous assurer un plus grand nombre de commandes de guerre. Je soumets que nous devons être satisfaits de ce résultat, car il correspond à la part que nous devrions avoir. D'après le recensement de 1931, la population de la province de Québec est de 2,800,000 et constitue 27 % de la population totale du Canada. En exigeant, suivant notre droit, 27 % des contrats de guerre, nous en aurions obtenu seulement pour \$39,492,000. Et nous avons eu \$44,000,000 et plus.

(Applaudissements à droite)

Nous essaierons d'avoir encore plus. Le gouvernement s'est efforcé de donner justice à toutes les provinces. Il ne nous a pas favorisés aux dépens des autres, mais il a pris soin de nous donner notre part. La province de Québec a été traitée généreusement par Ottawa, et cela, grâce à ceux que le chef de l'opposition aime à attaquer: M. Lapointe, M. Cardin et M. Power.

(Applaudissements à droite)

On entend dire parfois que la région de Québec et de Lévis n'a pas sa part.

La ville de Québec, la ville de Lévis et les environs ont obtenu pour \$9,000,000 de contrats sur les 44 accordés à notre province. Je défie n'importe qui de prétendre que Québec n'a pas eu sa part d'Ottawa pour les contrats de guerre, bien que les autres provinces aient été traitées avec justice. Parfois, il arrive que la province de Québec n'ait pas les approvisionnements nécessaires. Évidemment, on cherche alors dans les autres provinces. Mais c'est dans ces cas, par exemple, que M. Messier peut rendre service, en faisant connaître aux manufacturiers de la province de Québec quelles sont les réquisitions du gouvernement fédéral. Et c'est ainsi qu'il a obtenu pour la province de Québec de forts montants.

Le chef de l'opposition a fait allusion à certaines de mes variations. J'ai peut-être varié de parti, varié dans les hommes en qui j'ai eu confiance, mais je n'ai jamais varié dans mes idées.

(Applaudissements à droite)

J'ai été heureux de m'unir au chef de l'opposition, un jour, pour défendre et faire triompher mes idées. Ces idées, je les ai gardées, et il sait pourquoi j'ai résigné comme membre de son cabinet. Si quelqu'un a oublié ses idées, ce n'est certainement pas moi. Le chef de l'opposition le sait. C'est lui qui les a reniées. Après mes années d'expérience dans la politique, après les aventures auxquelles j'ai été mêlé ces dernières années, je dirai que je suis fier, très fier, d'être revenu au Parti libéral.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Chacun prend son bonheur où il le trouve et la sagesse n'est-elle pas de savoir se contenter de peu?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il y a des gens qui ne connaissent jamais le bonheur en ce monde.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dirai quelques mots bien simples au sujet de la péroraison du député de Québec-Est. Le ministre affirme qu'il est retourné au Parti libéral, qu'il est resté avec les mêmes principes et la même détermination à les faire respecter. C'est ce que l'avenir dira. Tout de même, si le député de Québec-Est n'a pas changé d'idées et s'il a toujours les mêmes principes, il doit se rappeler ce qu'il disait du premier ministre actuel. S'il n'a pas changé d'idées et s'il pense toujours la même chose du premier ministre actuel, il y a quelque chose qui ne va pas.

Comment peut-il s'entendre avec le chef du gouvernement? Pense-t-il encore de lui ce qu'il pensait au temps où il était avec l'Union nationale? Et le premier ministre, pense-t-il encore la même chose du député de Québec-Est? Nous avons entendu le premier ministre actuel dire, de son côté, en parlant du député de Québec-Est à la radio: "Qui avons-nous contre nous? Le député de Québec-Est! Il est sur la soixante-douzième rangée. Et il est là, parce que c'est la dernière rangée..."

Le ministre nous a dit que le salaire de l'agent de la province à Ottawa serait de \$8,000. Est-ce que ses dépenses se trouvent payées là-dessus?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il a un bureau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien vont coûter son bureau, son personnel, son téléphone?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Est-ce que le chef de l'opposition veut connaître tous les détails particuliers?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que M. Messier travaille dans un bureau quelconque et que, dans ce bureau, il y a un personnel, il y a un ameublement, il y a de l'éclairage.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La location doit être de \$3,500 environ par année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Messier reçoit \$8,000. Plus \$3,500, ça fait \$11,500...

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): À notre agence, M. Messier aura un secrétaire et deux sténographes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À quel salaire?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je crois que le secrétaire reçoit \$2,000 et quelque chose par année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et les sténographes?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Environ \$1,200, je crois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans quel édifice se trouve le bureau?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Au Château-Laurier. Si le chef de l'opposition veut avoir plus de détails, nous lui dirons que son bureau est situé près de la Commission des achats anglo-français, qui cherche à faire des achats dans le pays. Nous ferons les dépenses nécessaires, suivant nos moyens, mais pour permettre à notre agent de bien nous représenter. Ce que nous voulons, ce sont des contrats pour nos industries et notre commerce.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) (Prenant un papier et un crayon et calculant les dépenses de l'agence d'Ottawa) demande d'autres détails. Il veut connaître le montant total des dépenses que nécessite le maintien du bureau.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Cela peut sembler coûter cher, mais, pour ma part, je n'ai aucune hésitation à faire des dépenses pour donner des contrats à la province. Nous ne serons pas chiches. Nous verrons aussi à ce que les dépenses soient bien distribuées. Il faut que le représentant de la province de Québec soit bien traité par ceux qui l'emploient, si son travail procure des avantages à la province. Il faut que les agents de la province puissent faire bonne figure auprès des agents de l'étranger. Il ne faut pas que nous soyons chiches.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Additionnant encore les chiffres) Les chiffres fournis par le ministre atteignent au moins le total de \$18,000. C'est environ \$18,000 pour la seule agence d'Ottawa. Et le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (M. Drouin) a déclaré tantôt que les dépenses des agents étrangers de la province seraient de \$35,000?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Quand j'ai mentionné tantôt un montant de \$35,000, ce montant touchait à la seule agence de New York. C'est là d'ailleurs une évaluation à première vue, et nous ne pourrions donner de chiffres exacts. Ainsi, il nous faudra nommer un directeur général, un secrétaire...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Leur salaire n'est pas fixé non plus?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Pas encore.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles seront les dépenses totales?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'ai dit dans mon discours que nous avions l'intention, à l'heure actuelle, d'ouvrir immédiatement un bureau à New York. Les dépenses devraient être de \$35,000. À Ottawa, elles pourraient s'élever à \$25,000. Pour le moment, le gouvernement prévoit que l'agence d'Ottawa coûtera environ \$20,000 à \$25,000 par année, et celle de New York, de \$35,000 à \$40,000. La dépense sera justifiée si la province en retire des bénéfices réels. Et elle en retirera!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui fait un total de \$60,000?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Soixante mille dollars.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela va coûter plusieurs milliers de dollars. J'estime qu'on n'a pas besoin d'agence pour parler à ces gens-là. Pour les contrats de guerre, je ne vois pas la nécessité d'une agence à Ottawa. Nous avons à Ottawa des ministres du Québec dans le cabinet fédéral. Nous avons des députés à Ottawa. Nous avons déjà là aussi un organisme canadien... Ces contrats sont donnés par un organisme fédéral créé par le gouvernement sous le contrôle de MM. Lapointe, Cardin et des députés. Nous avons des ministres à Ottawa, et le représentant de Québec-Est devrait au moins supposer qu'ils doivent s'occuper des affaires de Québec.

J'ai toujours été en faveur de l'écoulement de nos produits, mais avec des méthodes saines. L'opposition est en faveur de vendre nos produits à l'étranger, mais en utilisant des moyens pratiques. Quand le gouvernement de l'Union nationale est arrivé au pouvoir, nous avons réussi à faire vendre des milliers de livres d'anguilles en disant à l'Italie que nous n'achèterions pas de vins si elle ne prenait pas notre anguille.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le chef de l'opposition pourrait-il nous parler de la vente des poissons pour la saison de 1938-1939?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas ici de la saison 1938-1939. Je parle des anguilles qui étaient dans l'entrepôt frigorifique sous l'ancien gouvernement. Et, quand je parle de l'ancien gouvernement, je veux parler du gouvernement Taschereau-Godbout. L'Italie avait refusé d'acheter notre poisson, et un arrangement a été conclu entre l'Italie et la province de Québec. Nous avons dit aux Italiens: Vous ne voulez plus acheter notre poisson?

Très bien! Nous n'achèterons plus vos vins... Le gouvernement peut donc utiliser la Commission des liqueurs comme intermédiaire avec les pays étrangers, pour l'échange des produits, si le commerce des pêcheries de la province a bénéficié de l'achat par la province de vins italiens! Le gouvernement peut faire d'autres transactions de même nature pour favoriser l'échange des produits québécois. Ça ne coûtera pas cher et la province en retirera de grands bénéfices.

Il a été question d'un "Marketing Board", dans l'exposé du ministre. Est-ce que l'on doit comprendre que ce "Marketing Board" est déjà créé?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Une loi devra être présentée à ce sujet.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Applaudissements) M. l'Orateur, je suis extrêmement surpris de l'attitude du chef de l'opposition et de sa manière de discuter cette loi très importante pour la province. L'objet de la résolution en discussion est de créer des agences pour la vente des produits de nos cultivateurs, de nos pêcheurs, de nos travailleurs de toute profession. En somme, nous demandons à la Chambre de nous permettre d'aider les cultivateurs, les industriels, les pêcheurs. Nous avons l'intention de créer à l'étranger des débouchés pour leurs produits.

Je suis d'autant plus surpris de cette attitude que, depuis trois ans, le gouvernement de l'Union nationale, dirigé par le député de Trois-Rivières, a détruit tout ce que nous avons bâti, tout le bon travail que nous avons péniblement accompli en l'espace de trente années, non sans peine, pour assurer l'écoulement des produits de notre province.

(Applaudissements à droite)

Nous, de l'ancien gouvernement libéral, avons créé une agence commerciale agricole à Londres pour placer les produits de nos cultivateurs. Je ne parle pas de l'agence générale, mais de celle que dirigeait M. Harrison. Elle avait réussi à faire entrer nos cultivateurs sur le marché anglais, contribuant ainsi au bonheur de ces derniers et de toute la population, puisque le bien-être de tous dépend du sort de la classe agricole dans notre province. L'agence plaçait pour des milliers et des millions de piastres des produits de la province de Québec à Londres, en Angleterre et même dans d'autres pays. Et les dépenses du bureau de Londres étaient de \$15,000 par année pour maintenir les débouchés que nous avions là. Cette agence a été abolie par le gouvernement qui était censé protéger les cultivateurs et leur donner tout ce dont ils avaient besoin.

Nous voulons non seulement rétablir cette agence, abolie par l'Union nationale, mais en créer une semblable dans la république voisine, chez nos voisins des États-Unis et en France quand le temps sera venu, et ailleurs en Amérique. À Ottawa, il y a moyen de faire beaucoup. Nous voulons profiter de ce temps de guerre pour rencontrer, là où ils sont, les commerçants de tous les pays, pour placer les produits de nos industriels, de nos pêcheurs, de nos cultivateurs, etc. Notre représentant peut rencontrer des hommes d'affaires de partout et placer ainsi nos produits.

Si nous n'avions pas cette attitude, si nous n'avions pas pris la décision que nous voulons faire approuver par la Chambre (pointant son vis-à-vis), je sais le chef de l'opposition assez intelligent pour dire que nous ne ferions pas notre devoir. Avec son intelligence et son talent, il serait le premier à nous le reprocher. Il tenterait de nous mettre en mauvaise posture devant l'opinion publique. Nous ne ferions pas notre devoir si nous n'avions pas un agent à Ottawa. Voilà pourquoi je suis extrêmement surpris de l'attitude du chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

(Il s'arrête un moment et élève légèrement le ton.) Le chef de l'opposition, pour des fins politiques qui ne m'intéressent pas, a essayé de rabaisser l'objet de cette législation. Pour détruire l'effet de cette œuvre dans l'opinion publique, il se trouve justifiable d'attaquer encore une fois le gouvernement d'Ottawa.

(Se tournant vers la députation ministérielle) On le lui a pourtant dit tout à l'heure, il sait donc que ces attaques ne lui ont pas réussi dans le passé. Elles ne semblent pas lui être profitables. Notre attitude est différente. Nous sommes anxieux, nous qui devons maintenant diriger la province de Québec, d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement fédéral.

Nous voulons maintenir à l'extérieur de la province de Québec les bons termes et les bonnes relations que la province doit entretenir avec tout le monde. Et nous voulons maintenir la bonne réputation de la province que nous avons rétablie.

(Applaudissements à droite)

Pendant trois ans, le gouvernement, dirigé par le chef de l'opposition, s'est querellé avec le gouvernement d'Ottawa. Il a multiplié les occasions de querelles avec le pouvoir central. Quand il s'agissait de faire un accord, une entente avec Ottawa, il posait une condition de détail, qu'il savait inacceptable pour le gouvernement central; l'accord était manqué et il pouvait alors dire à la province: "Il n'y a pas moyen de s'entendre avec Ottawa."

Pendant trois ans, quand le gouvernement fédéral tendait la main au pouvoir provincial, quand il voulait une collaboration sincère et loyale, quand il offrait à la province de Québec les mêmes conditions qu'aux autres provinces, le gouvernement de l'Union nationale aimait mieux faire de la petite politique.

Les attaques du chef de l'opposition contre nos ministres fédéraux l'ont bien mal servi, et ses querelles avec le pouvoir central d'Ottawa ont fait perdre à la province de nombreux avantages; il a privé sa province de millions de dollars auxquels elle avait droit.

(Longs applaudissements à droite)

Nous, nous voulons coopérer avec le gouvernement d'Ottawa. Nous ne voulons pas obtenir plus que ce à quoi nous avons droit, mais nous voulons tout notre dû. C'est pourquoi nous avons là-bas un homme qui peut se rendre compte des besoins du gouvernement et des pays d'Europe et en prévenir nos producteurs. Nous avons nommé ce représentant auprès du pouvoir central, qui travaille en collaboration avec nos gouvernants. Il réussit bien. Je donnerai deux exemples entre autres.

À l'automne, une commande importante était donnée à un manufacturier de la province de Québec. Ses produits étaient acceptés, mais, une commande ayant été livrée à Ottawa, l'Office des fournitures de guerre en a refusé 66 % parce que toutes les conditions nécessaires n'étaient pas remplies. Notre représentant, M. Messier, a amené un représentant de l'Office chez le manufacturier et on a corrigé les petits défauts qui avaient rendu la marchandise inacceptable, et ainsi rien n'a été perdu.

Second exemple: l'Office des fournitures de guerre ayant eu besoin d'un certain produit, notre représentant en a suggéré un autre aussi avantageux et qui est fabriqué dans notre province. Résultat: un de nos manufacturiers a obtenu une commande importante. Notre agent à Ottawa s'applique à placer nos produits et il indique comment diriger notre production.

M. l'Orateur, je répète que je suis extrêmement surpris de l'argumentation du chef de l'opposition et de son attitude revêche devant ce bill. Nous dépenserons de \$35,000 à \$40,000 par année à New York. Nous allons payer de gaieté de cœur ce que nous coûtera notre agence aux États-Unis et les \$25,000 ou \$30,000 que pourra nous coûter notre représentation à Ottawa.

Nous ferons cette dépense et nous maintiendrons notre agence parce que ce sacrifice est à l'avantage de notre province. Nous avons conscience d'accomplir ainsi notre devoir.

Ce que dit le chef de l'opposition, pour de mesquins avantages politiques, ça ne m'intéresse pas; nous faisons notre devoir comme il aurait dû faire le sien. Il aurait dû maintenir une agence à Londres et en établir une à New York. Il nous reproche ces petites dépenses que nous allons faire pour assurer des marchés aux produits de nos cultivateurs, de nos pêcheurs, de nos travailleurs, lui qui a endetté la province de millions par jour pendant les trois années de son régime.

(Applaudissements à droite)

Je le voyais tout à l'heure calculer rapidement, avec son crayon le plus aiguisé, les petites dépenses de ces agences nécessaires, et faire des additions pour calculer ce que cela peut coûter à la province! Je me disais qu'il est bien étrange de le voir ainsi. Je comprendrais qu'il fasse faire ce travail minutieux par un de ses nouveaux députés qui ne siégeaient pas avec lui dans la Législature précédente, et qui ne peut être tenu responsable du régime de gaspillage qu'il a donné à la province pendant trois ans. Mais que ce soit lui qui fasse le calcul, voilà qui étonnera tout le monde.

(Applaudissements à droite)

Lui qui a endetté la province de \$1,000,000 chaque jour depuis trois ans, qu'il fasse ses calculs tout à son aise! Cela pourra lui être utile. Il sera édifié par les comparaisons.

Le chef de l'opposition a osé parler de tourisme! Il prétend avoir fait beaucoup pour le tourisme. J'ai même entendu avec intérêt l'honorable député de Brome (M. Robinson) qui a aidé son chef en faisant l'éloge de son gouvernement. Je ne le lui reproche pas: dans les moments périlleux, il faut s'entraider et se soutenir. Le député de Brome nous a parlé de tourisme, pour dire qu'il faut donner aux touristes de bons hôtels.

Mais mon honorable ami de Brome a-t-il oublié que le chef de l'opposition a nommé comme directeur de l'hôtellerie un marchand de bois, brave homme mais incompetent pour cette situation, et que, pour le nommer, il a destitué un excellent fonctionnaire, un bon serviteur de la province, compétent, qui n'avait que le tort d'avoir été nommé par un gouvernement libéral?

(Applaudissements à droite)

Je n'ai, ajoute-t-il, rien à dire contre l'honnêteté de l'ancien fonctionnaire, M. Uldéric Paris, sauf qu'il n'avait aucune compétence et qu'il a remplacé un bon serviteur de la province, absolument compétent, et qui travaillait depuis 15 ou 20 ans. On l'a remercié de ses services, malgré tout ce qu'il avait accompli, simplement parce qu'on le

prenait pour un libéral. Ce fonctionnaire de l'Union nationale était aussi loin de s'y connaître en fait d'hôtellerie que le chef de l'opposition semble éloigné de comprendre les intérêts de la province dans le commerce extérieur.

En ce qui concerne le tourisme, je n'hésite pas à dire qu'il est en bonne voie. Les statistiques indiquent qu'au cours de l'hiver qui vient de se terminer, le tourisme a doublé. Je donne le crédit de ce magnifique résultat aux employés de ce département. M. le président, cette résolution précède une bonne loi. Nous en présenterons d'autres. Je ne veux pas m'en attribuer le mérite. J'en rends hommage au personnel de l'administration et aux excellents ministres dont j'ai l'honneur de m'entourer, et de cela je me félicite. C'est le seul mérite que je réclame.

Le chef de l'opposition a dit, au cours de cette session, en s'adressant à l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson), qu'il y a dans mon cabinet des ministres qui sont bien supérieurs au chef du gouvernement. Le chef de l'opposition a toujours eu un faible pour moi. Je lui dirai qu'à mon avis, c'est le devoir d'un chef de s'entourer le plus possible d'hommes supérieurs, plus capables que lui, s'il y a moyen. Je suis donc heureux de dire que je me suis entouré d'hommes supérieurs; je suis prêt à l'avouer humblement.

Quand on choisit des hommes supérieurs pour les postes de commande, il faut leur faire confiance. Il faut les laisser commander, diriger leur administration et leur donner les coudées franches dans leur département. C'est ce que nous pensons et pratiquons dans la plus grande harmonie.

(Applaudissements à droite)

Si le chef de l'opposition avait agi ainsi lorsqu'il était chef du gouvernement, il n'y aurait pas eu, sur l'amitié qui l'unissait à son collègue - et dont on a parlé hier - les nuages et les ombres que la province a vu passer.

(Rires et applaudissements)

Et on n'aurait pas été tenté d'en parler.

Le secret de la bonne administration que nous voulons donner à la province ne repose pas sur la personne d'un chef, mais sur le fait que le chef est sûr de combler les déficiences avec l'apport de son entourage. C'est pour cela que chaque ministre a sa responsabilité, parce que nous n'avons pas de dictature, mais un gouvernement démocratique, que la province est bien administrée. Dans le tourisme comme ailleurs, le ministre qui a charge de ce département pourra prendre des initiatives. Nous ne sommes plus sous un régime de dictature.

J'ai, dit-il en terminant, des déficiences, mais je les ai comblées en retenant les services des ministres qui m'entourent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le premier ministre de sa confession. Il est évident qu'il a parlé, comme il le fait toujours, avec sincérité. Je sais qu'il a ses collègues en haute estime et qu'il est satisfait du choix qu'il a fait et de la façon dont il s'est entouré de ses collègues, mais je me demande si tous ses collègues sont également satisfaits. Il est sûr qu'il y en a qui ne le sont pas. On sait que certains, qui avaient droit à des postes plus importants, ont été relégués dans la sorte de limbes que sont les ministères sans portefeuille.

Le premier ministre a voulu ridiculiser le fait que nous supputons les dépenses des agences. Il me reproche de calculer les dépenses et dit que l'ancien gouvernement n'a rien fait. Il est clair que les agents que le gouvernement va nommer vont recevoir de gros salaires et habiter des palais, alors qu'il y a de la misère dans la province. Personne ne peut prétendre que l'Union nationale n'a rien fait.

Sous le régime de l'Union nationale, on s'occupait de soulager le peuple avant de favoriser les amis. Au lieu de donner de gros salaires et de grosses pensions aux amis du régime, le gouvernement de l'Union nationale a payé des millions et des millions en pensions pour aider les vieillards, les aveugles, les mères nécessiteuses...

(Mouvements de protestation à droite)⁹

On parle de décorum, mais on essaie de m'interrompre.

Une voix ministérielle: Oh non!
(Rires à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les députés de la droite peuvent rire, mais j'aime mieux un gouvernement qui a voté des millions pour les déshérités, qui a dépensé l'argent pour donner du travail, pour faire œuvre constructive, pour aider les cultivateurs et sauver la classe agricole, qu'un gouvernement qui ne cherche qu'à créer de grasses prébendes pour ses amis!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Quel était le salaire payé à M. Beaulne, ancien président du Syndicat national de l'électricité, sous l'ancien gouvernement?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas surpris de la question. Le député de Québec-Est

(l'honorable M. Drouin) est bien au courant du salaire que nous avons payé à M. Beaulne. Nous lui avons donné \$12,000 par année, pour sauvegarder nos pouvoirs d'eau.

Au début de mon administration, quand je suis allé à Ottawa, c'était pour offrir ma coopération au pouvoir central; j'ai dit: "Je viens ici comme premier ministre et non comme partisan. Je me f... que le gouvernement d'Ottawa soit rouge ou bleu." Ces déclarations sont consignées dans des documents publics. Quand Ottawa a voulu empiéter sur les droits de Québec, je me suis tenu debout. Je crois que la province est assez grande, assez belle pour qu'on ne craigne pas de se lever pour la défendre et pour que son premier ministre se laisse guider par les gens de Québec, et non par les gens d'Ottawa. Est-ce mal aimer sa province?

Des députés ministériels rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les ministériels peuvent trouver cette théorie ridicule. Libre à eux! Mais ceux qui ont tant parlé du décorum dans la Chambre, et de la liberté de parole à titre de représentants du peuple, sont les premiers qui y manquent. Je regrette que certains députés trouvent à rire quand nous parlons de mandat. Ce sont les premiers à protester quand ils sont en cause. Je connais la tactique que l'on veut adopter à mon égard. Le chef de l'opposition ne se laissera pas intimider par personne. Je suis ici pour discuter les projets de loi au point de vue des meilleurs intérêts de la province.

Ces messieurs devront se rappeler que je n'ai pas été élu par charité, mais par la volonté des électeurs. Maurice Duplessis est ici comme député des électeurs de Trois-Rivières et comme chef de l'opposition, parce que choisi par les députés de l'Union nationale. Il a été élu, ajoute-t-il, comme député provincial pour s'occuper des affaires de la province de Québec, et non pas pour avancer la gloire et les intérêts d'un ministre fédéral, surtout au détriment de Québec. J'entends continuer l'œuvre de l'Union nationale.

Le premier ministre a bien tort de ne pas vouloir tenir compte des objections que nous avons soulevées et de dire que nous faisons de la petite politique. Nous avons apporté dans cette discussion des motifs sérieux. Je crois qu'il est préjudiciable aux intérêts de la province de ne pas insérer dans les résolutions les montants que l'on se propose de dépenser. Cette législation, telle que rédigée, foule aux pieds nos libertés constitutionnelles.

Je n'ai jamais participé aux luttes fédérales quand j'étais premier ministre. Je n'entends pas faire de politique fédérale. Je n'ai pas d'ambition fédérale. Je n'ai qu'une ambition: continuer l'œuvre féconde de l'Union nationale, une œuvre salvatrice et régénératrice, et cela, aussi longtemps que le bon Dieu me prêtera la santé pour agir ainsi. Je veux servir ma province sous la bannière de l'Union nationale.

(Applaudissements à gauche)

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition nous a parlé tout à l'heure du décorum qui doit régner en cette Chambre. Il nous a dit qu'il était le mandataire du peuple et qu'on n'avait pas le droit de rire de lui. Oublie-t-il que nous aussi, nous étions les mandataires du peuple quand nous étions là, à gauche, dans l'opposition? Il n'avait aucune considération pour les droits des députés s'ils étaient de l'opposition.

C'est le premier ministre d'alors qui donnait le pire exemple et qui déchaînait sa meute contre moi-même et les quelques autres députés qui avaient le courage de s'opposer à lui et qui défendaient ce qu'ils croyaient être juste. Il a oublié que, lorsque nous avions le malheur d'exprimer une opinion, c'est lui qui lançait l'injure, il nous attaquait par des calomnies. Comment a-t-il oublié?

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le député de Lotbinière (M. Chaloult) n'a pas le droit de dire que nous avons déchaîné une meute contre lui.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est vrai, ce qu'a dit le député de Lotbinière!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ne fait pas des ingrats qui veut. Il faut avoir fait du bien à quelqu'un pour être payé d'ingratitude.

M. Chaloult (Lotbinière): (Parlant sur le point d'ordre) Le chef de l'opposition trouve cuisant qu'on lui rappelle de telles vérités sur sa conduite de l'an dernier et des années précédentes. Il devrait avoir honte de ses procédés. Au lieu de parler de décorum, le chef de l'opposition devrait avoir assez de remords pour se taire. Il parle de décorum, mais il devrait être assez sage pour ne pas rappeler à la province les scènes disgracieuses dont il était l'unique auteur et l'unique responsable.

(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane) considère à son tour que l'expression dont s'est servi le représentant de Lotbinière n'est pas parlementaire. Le député de Lotbinière, croit-il, doit être rappelé à l'ordre.

M. le président rejette le point d'ordre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Tout cela est conforme au Règlement et à la vérité historique.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réaffirme qu'on lui a donné un mandat provincial et qu'il s'intéresse seulement aux affaires provinciales. Il accuse les libéraux de faire de la politique partisane et de violer le décorum de l'Assemblée par leurs tactiques.

(Faisant quelques suggestions sur le bill) Il y aurait peut-être moyen, dit-il, de simplifier le débat si le gouvernement fixait le montant que le gouvernement entend dépenser.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

La séance est levée à 6 heures¹⁰.

NOTES

1. L'ouverture de la session a été retardée de quelques minutes pour "permettre à un photographe de prendre une vue d'ensemble de la députation". Voir *L'Action catholique* du 4 avril 1940, à la page 3. Le travail parlementaire a débuté à 3 h 30, selon *La Patrie* du même jour, à la page 11.

2. Trois députés fédéraux assistent à la séance: M. Ernest Bertrand (Laurier), M. Joseph Jean (Maisonnette) et M. Maurice Lalonde (Labelle). Voir *Le Canada* du 4 avril 1940, à la page 1. *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 3, ajoute à cette liste le nom de M. Alphida Crête, député de Saint-Maurice-Lavolette, et *La Patrie* du même jour, à la page 11, ajoute cette remarque: "Comme on peut le constater, nos représentants fédéraux s'intéressent de près à la politique provinciale."

3. Ville de Grande-Bretagne, dans le Southamptonsire.
4. M. Bourque fait cette suggestion à titre de vétéran ayant servi dans le 22^e Régiment, durant la Première Guerre mondiale.
5. En l'absence de M. Bienvenue, la présidence du comité est assumée par M. Gordon Hyde, député de Westmount-Saint-Georges. Élu en 1939, M. Hyde préside un comité parlementaire pour la toute première fois. *L'Action catholique* du 4 avril 1940, à la page 3, écrit à ce propos que "pour ses débuts, il s'est trouvé à diriger un des plus vigoureux débats que nous ayons eus depuis le début de la session. Des points d'ordre ont été soulevés et il a été appelé à se prononcer. M. Hyde, qui est un avocat éminent, a fait preuve de dignité et de doigté".
6. Le texte dit: "nos importations excèdent de beaucoup la somme de nos importations", selon *L'Action catholique* du 4 avril 1940, à la page 9.
7. *Canada's Trade with South America*, The Royal Bank of Canada, février 1940, à la page 4.
8. *L'Action catholique* du 4 avril 1940, à la page 9, diffère légèrement de la version du *Canada* du même jour, à la page 5. M. Duplessis y dit: "Il y a pourtant là-bas assez de députés rouges pour vous représenter."
9. Selon *Le Soleil* du 4 avril 1940, à la page 12, il y aurait eu des rires à cause du ton pathétique du chef de l'opposition.
10. *Le Canada* du 4 avril 1940, à la page 5, ajoute qu'à l'ajournement, les députés ministériels ont entouré le premier ministre pour le féliciter de son discours.

Séance du jeudi 4 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Règlement No 260 de
Drummondville**

M. Rajotte (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin) que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power;

- bill 152 modifiant la charte de la ville de Belœil;

- bill 139 ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite

corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited;

- bill 140 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited;

- bill 115 changeant le nom de famille de Louis Cohen et autres en celui de Mescon.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson.

**Loi
du revenu**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 modifiant la loi du revenu et de la vérification des comptes soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a du bon dans son principe, mais il prête à équivoque. Pareil bill a forcément pour effet de modifier bon nombre de lois fiscales et autres; et le bill, en déclarant généralement que l'ensemble de ces lois sont modifiées, donne lieu à une incertitude susceptible de causer de nombreux embarras aux contribuables. On devrait l'amender de façon à y introduire le nom des lois qui seront affectées par ce bill changeant l'année fiscale. Il est nécessaire de préparer une législation claire et précise où les Statuts amendés sont bien précisés.

En second lieu, je répète que si l'on change la date de l'année fiscale de la province, il serait également important de changer la date de l'année financière de la Commission des liqueurs en même temps. Le ministre a donné comme raison de son bill le fait que la similitude des dates était nécessaire pour comparaison avec Ottawa et Ontario, pour les besoins de la statistique. À ce compte, il est élémentaire de faire aussi coïncider les dates de l'année financière de la Commission des liqueurs.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)¹: M. l'Orateur, il y a bien d'autres améliorations à apporter dans la législation de notre province. Pour le moment, nous proposons de changer la date de l'année fiscale. Nous en proposerons d'autres en temps et lieu. Quant à l'article 3 du bill, il est pour prévoir des complications au cas où elles surgiraient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: Que le bill soit de nouveau renvoyé au comité plénier de la Chambre avec instruction de l'amender de façon à préciser toutes les lois que la présente loi amende ou abroge, de manière à faire coïncider l'année fiscale de la Commission des liqueurs de Québec avec l'année fiscale de la province².

Des députés ministériels réclament le vote sur l'amendement.

M. l'Orateur: Appelez les membres³!

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Pouliot, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 10.

Contre: MM. Allard, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Maisonnette), Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Comeau, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Houde (Mégantic), Houde (Montréal-Sainte-Marie)⁴, Hyde, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, Toupin, 61.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre, celle-ci l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse⁵.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Agents de la province à l'étranger

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

Adopté.

En comité⁶:

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera la rémunération des agents généraux de la province qui seront nommés en vertu de la loi des agents généraux, édictée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, nommera les employés nécessaires, fixera leur rémunération et autorisera toutes autres dépenses nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

2. Que ces dépenses seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Je propose d'ajouter à la seconde résolution que les dépenses pour les agences générales ne devront pas excéder une somme de \$50,000 d'ici à la fin de l'année fiscale courante et, en aucun temps, elles ne pourront excéder les sommes votées par la Législature dans le budget.

La résolution se lit donc désormais comme suit:

2. Que ces dépenses seront payées à même le fonds consolidé du revenu, mais elles ne devront pas dépasser les sommes mises par le budget annuel à la disposition du ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce à ce sujet, sauf pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1940, alors qu'elles ne devront pas excéder \$50,000.

Je crois que cet amendement fera disparaître toutes les objections.

L'amendement à la résolution 2 est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons cru et nous croyons encore que cette loi accorde un

mandat en blanc au gouvernement⁷. On ne semble pas regarder aux dépenses. Le lieutenant-gouverneur en conseil ne devrait pas avoir de mandat en blanc pour faire des dépenses exagérées, quand la rumeur circule que l'on va diminuer les allocations aux chômeurs. J'apprenais cela justement aujourd'hui, que le gouvernement a décidé de réduire les allocations des chômeurs. Le gouvernement devrait être prudent.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Bondissant de son siège) Je tiens à protester contre cette déclaration du chef de l'opposition! Le chef de l'opposition me semble bien mal informé. Il n'a jamais été question de réduire les allocations aux chômeurs.

Je constate que le chef de l'opposition a changé d'idée depuis les élections et reconnaît que le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit pas avoir de pouvoirs arbitraires. Je suis heureux de l'apprendre. Il faut borner les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. C'est ce que nous lui avons prêché pendant trois ans. Le chef de l'opposition commence à suivre les conseils que nous lui avons donnés. C'est tant mieux s'il se corrige.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) parle des pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil sous l'Union nationale. Cela peut nous entraîner très loin. Le ministre a lui-même des pouvoirs extraordinaires. Disons tout de suite que la loi actuelle du chômage lui accorde d'immenses pouvoirs et lui permet de disposer d'un montant de plusieurs millions par an⁸. S'il veut se convertir, il devra commencer par faire amender cette loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ces pouvoirs, nous les avons par l'intermédiaire du Bureau de reconstruction économique. Comme président de l'Office, j'ai des pouvoirs qui m'ont été conférés par le gouvernement de l'Union nationale. C'est lui qui a voté les pouvoirs que détient le président du Bureau. Si le chef de l'opposition trouve que c'est abusif...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le ministre de la Voirie a tendance à cumuler. Il détient plusieurs portefeuilles et des pouvoirs très étendus. Les députés s'en plaignent. S'il veut réduire ses pouvoirs, il devra aussi diminuer le nombre de ses portefeuilles.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les membres du nouveau gouvernement ont les pouvoirs auxquels ils ont droit. Ça me surprend de voir que le chef de l'opposition s'occupe de toutes les rumeurs. Au temps de l'Union nationale, cela était bien différent. Il vient de nous prouver qu'il s'occupe des rumeurs maintenant. Il aurait dû s'en préoccuper avant aujourd'hui, et, alors, l'honorable député de Matane (M. Gagnon), quand il était son collègue dans le cabinet, aurait pu au moins dire un mot en cette Chambre sur les mesures qui concernaient son ministère.

(Rires à droite)

Le chef de l'opposition ne devrait pas oublier que, pendant trois ans, le député de Matane n'a jamais eu l'opportunité de dire un mot sur l'administration de son département. L'actuel député de Matane se souvient sans doute qu'il n'a jamais pu présenter lui-même ses lois et qu'il devait subir la volonté du député de Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières)⁹: Les électeurs de L'Islet ont empêché le premier ministre de se rendre compte de ce qui s'est passé en cette Chambre pendant trois ans. Il n'a pas lu les débats de la Chambre lorsque nous étions au pouvoir. Mais qu'il consulte les *Procès-verbaux* et il pourra se renseigner. Le député de Matane a présenté lui-même ses lois; il a prononcé ici, en cette Chambre, de grands et magnifiques discours, d'ailleurs capables de rendre jaloux le ministre des Mines actuel (l'honorable M. Rochette). Il est vrai qu'il n'y a pas de comparaison entre les deux hommes. Le député de Matane a parlé, et le premier ministre sait qu'il a parlé dans ce débat, mieux que le premier ministre lui-même.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Souriant) C'est évident.

(Rires à droite)

Les résolutions amendées sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voulons montrer notre bonne volonté. Nous allons hâter la procédure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion, dont elle a été saisie mercredi le 13 mars dernier, proposant que le bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): M. l'Orateur, j'ai été surpris que le chef de l'opposition et l'ancien ministre des Mines (M. Gagnon), en répondant à mon discours, m'aient reproché des paroles qu'ils ont jugées trop violentes. La violence n'est pas dans mon tempérament.

Le chef de l'opposition a dit que j'étais plus violent qu'à l'époque où nous sommes entrés à l'Assemblée législative ensemble, en 1927.

C'est vrai. Mais le chef de l'opposition a oublié ou feint d'oublier ce qui s'est passé pendant quatre années dans la province. Ces messieurs de l'Union nationale semblent oublier que jamais autant de discours violents ne furent prononcés en cette

Chambre que de 1936 à 1939. Le chef de l'opposition et moi sommes entrés tous les deux en 1927. J'en suis sorti en 1936 lorsqu'une vague a déferlé sur la province, une vague d'accusations lancée par le chef de l'opposition actuel, une campagne de calomnies et de mensonges qui ne sauraient plus réussir aussi bien.

On a jeté de la boue à pleines mains, des ordures sur mon parti, sur mes chefs, sur ma famille, sur moi-même. Mon adversaire, le député qui m'a précédé dans Charlevoix-Saguenay, s'est promené dans le comté en me traitant de voleur; il a essayé de faire planer sur mes épaules des accusations et de basses insinuations. On s'est ingénié par tous les moyens à me faire passer pour un voleur. Ces attaques ont rejailli sur ma famille.

Nous avons tous souffert de cette horrible campagne et je dirai même que, par cette tactique inqualifiable et par ces accusations injustes, on a abrégé les jours de mon vénérable père qui est décédé en janvier dernier.

On a traqué et persécuté mes frères, des manœuvres qui travaillaient au pic et à la pelle, d'honnêtes citoyens de Charlevoix-Saguenay qui gagnaient modestement leur vie. Ils ont durement souffert des conditions qu'on a fait régner dans le comté. Ils ont été ostracisés par leurs concitoyens, à la suite de toutes ces calomnies. On ne voulait pas leur permettre de gagner leur vie.

Mais je ne veux pas m'étendre plus longtemps sur ce sujet. J'ai siégé 10 ans en cette Chambre. J'ai défié mon adversaire, l'ancien député unioniste de Charlevoix-Saguenay, de préciser et de prouver la moindre de ses insinuations contre moi, de m'enlever un seul cheveu s'il en était capable. Il n'en a rien fait. Mais, en brave, comme ils le sont tous dans l'Union nationale, comme tous ces braves qui s'enfuient quand on les tient, il s'est défilé, il s'est esquivé comme toujours. Il s'est contenté de procéder par insinuations. Et, après avoir réussi à être élu en 1936, il n'y a plus été candidat.

Réélu député du comté de Charlevoix-Saguenay, j'ai un devoir à accomplir et j'entends le faire en toute occasion, jusqu'au bout. Je n'ai pas l'intention d'exercer une revanche, de faire du mal à qui que ce soit. Je n'en veux à personne, je n'ai aucune inimitié. Mais c'est mon devoir de mettre devant la Chambre ce qui s'est passé depuis 1936. Je sais que j'ai devant moi une tâche qui sera parfois gigantesque. Je ne reculerai pas. Je l'accomplirai sans me préoccuper ni des inimitiés, ni des calomnies.

(Longs applaudissements à droite)

On a parlé d'une loi votée à la demande du Barreau, décrétant que les avocats des autres provinces ne peuvent demander de lettres patentes dans la province de Québec. Le chef de l'opposition disait que l'auteur de la loi, votée en 1936, était le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), membre du gouvernement actuel. Ce n'est pas du tout la même loi que mon ami de Kamouraska-Rivière-du-Loup a présentée. On peut voir, au chapitre 5 des Statuts 1 Édouard VIII, que ce qu'il proposait n'intéressait que la cléricature des étudiants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit que l'Assemblée législative a voté le bill dont le parrain était le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup, mais qu'il est venu devant cette Chambre et qu'il fut voté en première lecture avant la dissolution des Chambres, en juin 1936.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Il a été dit qu'il y avait mésentente entre moi et le ministre sans portefeuille (l'honorable M. Casgrain). Mais il y a une chose qu'il ne faut pas oublier; c'est qu'en 1936 le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup n'était qu'un simple député et qu'il n'était pas ministre. Aujourd'hui, il n'occupe plus les mêmes fonctions. En fait, la loi dont j'ai parlé a été adoptée en 1937, chapitre 88, 2 George VI, alors que le chef de l'opposition était premier ministre.

Il cite la loi discutée, interdisant aux avocats des autres provinces de demander dans la province de Québec l'émission de lettres patentes. Au surplus, le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup a présenté ses amendements en qualité de simple député. Cette loi, dit-il, remonte bien à la session de 1937, soit au temps de l'Union nationale. De sorte, dit-il, qu'on ne peut tirer de ce fait la conclusion que je suis en mésentente avec mes collègues actuels.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, à ce moment, je n'étais pas bâtonnier général de la province de Québec.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je dis que cette loi a été adoptée au temps du gouvernement de l'Union nationale. Pour ce qui est du développement des mines dans notre province, le chef de l'opposition s'était vanté d'avoir assuré un octroi à la compagnie Aldermac. Après avoir prouvé devant le cabinet qu'il était possible

d'extraire du soufre du sol de la province, la compagnie Aldermac a conclu une entente avec l'honorable Perrault, en 1930, au sujet de l'industrie du soufre. Avec un arrêté ministériel en date du 13 juin 1930, c'est l'honorable J.-É. Perrault qui a assuré le succès de cette mine en lui accordant un octroi, bien justifié, de \$25,000 par an. C'est grâce à la claire vision du ministre des Mines de ce temps-là que le gouvernement a pris les moyens de développer cette industrie. L'Union nationale n'a fait que suivre le sillon qui avait été tracé par mon prédécesseur¹⁰.

Je n'ai jamais prétendu que le développement minier avait diminué dans la province de Québec. L'ancien ministre des Mines (M. Gagnon) a déclaré que les mines avaient rapporté \$77,000,000, en 1939, comparativement à \$39,000,000, en 1935. Le chef de l'opposition s'en vante, à la suite de son ancien ministre des Mines. Mais, ce que je prétends, c'est que, si le gouvernement de l'Union nationale avait été capable de prévoir, le rendement de nos mines aurait été beaucoup plus considérable. Si ce n'eût été du bill 5, nous aurions eu des revenus une ou deux fois plus élevés.

L'opposition a voulu prouver que la loi no 5 n'avait pas entravé le développement minier, en citant des statistiques qui montrent que la production de l'or a augmenté sous son administration. Mais il y a une explication à cela. Tout le monde sait, et il ne faut pas l'oublier, que c'est la décision du président Roosevelt qui, en 1934, a fait monter la valeur de l'or de \$20.67 l'once à \$34¹¹, diminuant la valeur-or du dollar américain. De là, la hausse dans les statistiques. L'augmentation nous est venue, dans la province, de ce fait.

Sans l'intervention d'éteignoirs d'un gouvernement tory, nous aurions assisté à un grand développement de nos mines d'or. À ce moment, les capitalistes se préparaient à faire un mouvement transcendant dans la province de Québec, un développement minier extraordinaire. Mais ils en furent empêchés par un gouvernement conservateur qui était alors au pouvoir à Ottawa, le gouvernement de M. Bennett. N'est-ce pas M. Bennett qui, malgré les protestations et les sages conseils de M. King, a imposé une taxe de 25 % à l'industrie minière en 1934? Le gouvernement de M. Bennett fit voter une loi odieuse en vertu de laquelle Ottawa s'appropriait 25 % des revenus provenant des profits sur la production de l'or.

Cette loi fédérale était absolument insensée. M. King s'y opposa. Il tenta, mais en vain, de faire comprendre à M. Bennett que cette loi allait

paralyser l'industrie minière. Mais M. Bennett ne voulut écouter personne. La loi fut adoptée à Ottawa à la vapeur, et tellement à la vapeur qu'on fut obligé de la rappeler comme toutes les autres lois votées à la vapeur. Et, à sa courte honte, M. Bennett a abrogé sa propre loi à la session de 1935.

L'opposition a tort de se vanter de la fondation d'une mine-école. L'ancien ministre des Mines nous a parlé, en cette Chambre au début de la semaine, de la mine-école de Val-d'Or. Il se vante de cette création dans notre province. Il était obligé de sauter sur une autre loi pour trouver quelque chose à dire et pouvoir vanter le bill 5. Mais il y a une chose qu'il ne faut pas oublier. La mine-école, à qui la devons-nous? La création de la mine-école, en notre province, est due à la clairvoyance du gouvernement libéral fédéral. C'est un fait historique que cette école n'aurait jamais été construite sans la collaboration du pouvoir central, qui a offert un octroi à la province pour aider à la formation de techniciens pour l'industrie minière. C'est le gouvernement fédéral qui en a le mérite.

L'Union nationale a caché ce fait, dans la loi, en se faisant autoriser à négocier avec un tiers, en fait le pouvoir fédéral, et elle a même donné un effet rétroactif de deux années à sa loi¹² sanctionnée le 8 avril 1938, pour bénéficier de l'octroi que le fédéral lui avait offert en 1937. Mais le député de Matane (M. Gagnon) a évité de le dire.

M. Gagnon (Matane): Je soulève un point d'ordre, car le ministre n'a pas le droit de dire que c'est le fédéral qui a fondé ou construit la mine-école. Le nouveau ministre des Mines est ministre de la couronne depuis six mois. Il sait que la déclaration qu'il fait présentement est inexacte. Les députés qui siègent en cette Chambre depuis avant 1939 savent que son affirmation n'est pas conforme aux faits.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je n'ai pas dit que l'école avait été construite par Ottawa. Je n'ai jamais dit cela, mais j'ai dit que c'est grâce au fédéral que l'Union nationale a pu la fonder. Sa construction a été suggérée par Ottawa et elle a été construite grâce à la coopération d'Ottawa avec Québec.

On a dit que la loi a été amendée afin de rendre la loi plus équitable. De mon siège, je déclare que je ne connais aucune législation aussi arbitraire, aussi despotique. Par son amendement, le gouvernement de l'Union nationale se faisait donner le droit de soustraire certaines compagnies aux effets du bill originaire et de favoriser les compagnies qu'il

voulait. Un tel traitement de faveur est inadmissible dans un régime démocratique comme le nôtre.

Ces amendements accordaient des pouvoirs exorbitants et dictatoriaux. Le gouvernement du temps voulait favoriser certaines compagnies et leur donner des récompenses... Il n'y avait ni justice ni "fair play" sous l'Union nationale; tout allait au bon plaisir du premier ministre. Il s'agissait d'une législation despotique. Je ne connais aucune loi plus arbitraire dans nos Statuts provinciaux. Mais je reproche au ministre des Mines...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien, très bien...

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): ...je lui reproche de n'avoir pas pratiqué le "fair play" envers toutes les compagnies. Il n'a pas eu le courage de faire appliquer la loi à toutes les compagnies de la province de Québec exploitant les ressources naturelles de la province. Pourquoi le gouvernement de l'Union nationale ne l'a-t-il pas fait appliquer aux compagnies d'électricité et de pulpe et papier? Ces compagnies n'ont pas été obligées de s'incorporer dans la province. Pourquoi ne s'être pas servi du même "fair play" pour toutes les compagnies?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Il n'y a pas seulement que les compagnies minières qui ont été soumises à la loi. Nous avons forcé l'Ontario International Paper¹³, la Compagnie Chandler, à s'incorporer dans la province.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Oui, l'Ontario Paper est la seule compagnie de papier. Je sais que la compagnie de Chandler et l'Ontario Paper ont passé par les exigences de la loi. Au cours de cette session, j'aurai l'occasion de parler de la fameuse compagnie de Chandler. Aujourd'hui, je n'en ai pas le temps.

Le ministre des Mines a forcé 140 compagnies de mines à dépenser des centaines de milliers de dollars en honoraires d'avocats pour leur incorporation, et son chef n'a fait incorporer qu'une seule compagnie de papier. Il n'a pas eu le courage d'exiger que les autres compagnies en fassent autant. J'ai fait des recherches. La seule compagnie non minière qui a été forcée de s'incorporer a été l'Ontario Paper.

L'ancien ministre a eu un argument suave. Il a dit: "Nous ne forçons que les compagnies à

s'incorporer, les particuliers ne sont pas dans l'obligation de se soumettre à la loi." Quand avez-vous vu un individu développer une mine? On ne nous fera pas croire que les prospecteurs existent, s'ils ne sont pas envoyés par les compagnies. Ils n'existent qu'en fonction des compagnies.

L'ancien ministre des Mines (M. Gagnon) a refusé d'accepter la paternité du bill 5...

M. Gagnon (Matane): Je n'ai pas refusé la paternité du bill 5. J'ai dit tout simplement que j'étais absent lorsqu'il a été présenté et lorsqu'une partie du bill 5 fut discutée en cette Chambre. Le leader de la Chambre a droit de distribuer la législation aux ministres comme il l'entend. Je soulève un point d'ordre. Le ministre sait que ses paroles sont contraires aux faits. Je n'ai jamais refusé la paternité du bill.

M. l'Orateur: Le député de Matane ne soulève pas là un point d'ordre... Le ministre donne tout simplement une interprétation aux paroles que le député de Matane a prononcées en cette Chambre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je ne sais ce qui va arriver dans l'histoire au bill 5. Il n'y a pas de loi pour la recherche de la paternité dans la province. Nous allons être obligés d'avoir recours au jugement de Salomon; je dirai que la moitié de la paternité du bill 5 doit être accordée au chef de l'opposition et que l'autre moitié doit être accordée au député de Matane.

(Rires à droite)

Je puis affirmer que le bill 5 a causé de grands désastres. L'ancien ministre des Mines (M. Gagnon) s'est attardé dans les statistiques comparées sur les certificats de mineur et de prospecteur. Mais il s'est bien gardé de dire que le territoire de l'Ontario est exploité à saturation, qu'il est tout couvert par les compagnies et qu'il ne saurait guère y avoir de prospection désormais. La situation n'est pas du tout comparable à celle de la province de Québec. Il cite de nouvelles statistiques pour montrer que le nombre de compagnies incorporées a augmenté d'année en année, bien avant le bill 5, et conclut qu'il n'y avait aucune raison de passer pareille loi, qui était donc parfaitement inutile.

En 1934, nous avons vu commencer dans notre province un "boom" semblable à ceux de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud, du Nevada, du Klondyke. Le bill 5 est venu arrêter ce mouvement. Dans l'industrie minière, on procède par "boom". Le "boom" promis à Québec, après l'adoption de la loi

Roosevelt, fut compromis par le bill 5, qui a chassé les prospecteurs et les capitalistes, comme on chasse les moineaux. Nos prospecteurs, chassés de notre province, se sont dirigés vers le Nord-Ouest canadien, où l'on a vu le nombre des certificats de prospecteur faire un bond sensationnel. Et il cite des chiffres.

Il fait une allusion à l'affaire du Labrador et déclare qu'il reviendra plus tard sur le sujet. Quant aux témoignages reçus des gérants de mines invoqués par le représentant de Matane (M. Gagnon), les compagnies obligées de rester en bons termes avec le gouvernement, pour protéger leurs capitaux, ne pouvaient faire de charges à fond de train. Cela fait penser aux esclaves de César, qui allaient être dévorés, et qui saluaient le tyran par ces mots: *Morituri te salutant*, "Ceux qui vont mourir te saluent, César." Ils passaient devant l'empereur romain pour entrer dans l'arène où la mort les attendait. On connaît la valeur de ces compliments. Et ce sont ces gens-là que l'ancien ministre des Mines appelle en témoignage! Il cite un rapport de la Chambre des mines condamnant cette législation, une résolution de la Chambre de commerce de Montréal en réclamant le rappel, les témoignages de MM. Goulet et Allard, députés de la région minière, et le rapport de M. A.-O. Dufresne, directeur des Mines, disant que les compagnies s'inquiètent de la loi de l'incorporation. M. Dufresne avait mis son prédécesseur en garde, le 3 août 1937, contre les conséquences néfastes de la loi Duplessis. Le représentant de Matane (M. Gagnon) a donc eu tort de mettre en cause dans son discours M. Dufresne, le directeur du Service des mines.

M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais mis en cause M. Dufresne. Je n'ai pas invoqué son opinion, mais simplement donné deux chiffres puisés dans un rapport de M. Dufresne.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'admets que M. Dufresne dit dans le rapport en question que le bill 5 n'était pas une loi dangereuse, mais que les bailleurs de fonds et les capitalistes la craignaient.

M. Gagnon (Matane): Le ministre devrait dire que c'est lui qui veut entraîner dans ce débat M. Dufresne et non moi.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): De mon siège, je puis affirmer que j'ai directement ou indirectement consulté, relativement

au bill 5, la plupart des banquiers et des capitalistes intéressés dans l'industrie minière. Je dois déclarer que tous et chacun d'eux m'ont déclaré que le bill 5 était néfaste. Je n'ai pas recueilli une seule déclaration favorable au principe du bill 5. Par contre, les corps publics les plus importants en la matière l'ont critiqué. Il cite l'opinion de la Chambre de commerce de Montréal et de plusieurs autres corps qui se sont prononcés en faveur du rappel de la loi¹⁴.

Le ministre des Mines...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien¹⁵!

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): ... l'ex-ministre des Mines a dit: "C'est une bien petite chose que d'obtenir une charte", que la loi n'avait occasionné qu'une dépense de \$200 aux compagnies, le prix de l'incorporation dans la province. J'admets que la province ne retirait pas grand-chose du fait de cette incorporation. Mais j'ai ici des rapports de compagnies qui ont payé quand même, en honoraires et en frais de toutes sortes, des sommes qui se sont élevées parfois jusqu'à \$6,000 et plus, pour se faire incorporer dans la province de Québec. C'est autant de moins qui a été investi dans nos mines. Tout ce qu'on leur demandait pour leur incorporation était d'obtenir un contrat de la compagnie mère de Toronto.

Je crois avoir prouvé que cette loi a été néfaste aux intérêts de la province et qu'elle doit disparaître. Les compagnies avaient l'habitude de s'incorporer dans la province de Québec. Comme ministre des Mines, quand je donnerai une concession, je demanderai à la compagnie, en insistant auprès d'elle, de s'incorporer dans notre province. Mais il n'est pas besoin pour cela d'une loi tracassière qui éloigne les capitaux.

Je veux, en terminant, donner un rayon de soleil sur le développement minier. Depuis le changement de régime, plusieurs compagnies, canadiennes ou américaines, ont décidé de venir investir des capitaux dans notre province pour le développement de nos ressources naturelles. Voici une liste d'institutions de Toronto ou de New York, qui, depuis le mois d'octobre dernier, ont décidé d'investir des capitaux dans la province, dans plusieurs de nos compagnies minières. Ces institutions n'auraient jamais placé un centin dans notre province si elles n'avaient eu la certitude de la disparition de cette loi tracassière.

Je promets, dit-il, que les portes de la province seront dorénavant ouvertes à toutes les

tentatives honnêtes et que celles-ci auront la protection des lois générales de la province. Je demande le rappel de cette loi, rappel qui assurera des capitaux considérables à notre province pour développer son beau sol précambrien.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote¹⁶.

La motion est mise aux voix.

(Trois députés ministériels arrivent en retard pour le vote.)

Des députés de l'opposition: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il faut arriver en classe à l'heure! (Rires)

La Chambre se divise, et les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Connors, Dansereau, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Houde (Mégantic), Houde (Montréal-Sainte-Marie)¹⁷, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, 55.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Demandes de documents:

Arrêtés ministériels relatifs à la loi des compagnies

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Paquette), qu'il soit

présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, se rapportant au chapitre 19, 3 George VI, intitulé: "Loi concernant les corporations et compagnies".

Adopté.

Arrêtés ministériels relatifs à l'hydroélectricité

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Paquette), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant au développement hydroélectrique et aux taux d'électricité en cette province.

Adopté.

Arrêtés ministériels relatifs à la loi des tramways de Montréal

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de déposer sur le bureau de la Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, se rapportant au chapitre 104, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal".

Adopté.

Charte de Granby

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 modifiant la charte de la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission scolaire de La Tuque

M. Guibord (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 ratifiant la résolution adoptée le 29 janvier, 1940, par les commissaires d'écoles de la ville de La Tuque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de Cléophas Saint-Aubin

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Démétrius Coulouridès

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Saint-Simon-de-Drummond

M. Rajotte (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession de Charles Wilson

M. Lawn (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre:**Avis concernant la convocation
des comités**

M. l'Orateur annonce aux députés que les comités siégeront mardi matin, le 9 avril.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 10.

NOTES

1. Les sources précisent que le ministre parle en français.

2. *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, à la page 5, cite une version non officielle de l'amendement Sauvé: "Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: Que le bill soit de nouveau retourné au comité plénier avec instructions de l'amender de façon à mentionner toutes les lois qu'il amende ou qu'il abroge, et à faire coïncider le terme de l'année financière de la Commission des liqueurs de Québec avec l'année fiscale de la province."

3. Aussitôt, écrit *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, à la page 5, la cloche sonne et les whips des deux partis quittent le parquet de la Chambre pour aller chercher leurs collègues. Les whips du Parti libéral sont: MM. J.-A. Francoeur, Charles Delagrave, Félix Messier et E. C. Lawn; ceux de l'opposition, MM. Camille Pouliot, M. Duplessis et J.-D. Bégin.

4. M. Camillien Houde (Montréal-Sainte-Marie) est longuement applaudi lorsqu'il se lève pour voter avec le gouvernement, selon *Le Canada* du 5 avril 1940, à la page 5.

5. *Le Canada* du 5 avril 1940, à la page 5, mentionne que le greffier adjoint, le Dr Maurice Laroche, qui doit nommer chaque député dès qu'il se lève, s'est admirablement acquitté de sa tâche "avec un ou deux petits incidents qui n'ont eu d'autre effet que de le rendre plus sympathique".

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

7. *Le Canada* du 5 avril 1940, à la page 5, donne une version opposée de cette phrase: "Je suis heureux de voir que le gouvernement ne se fait pas donner de mandat en blanc."

8. *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, à la page 5, parle de plusieurs millions par jour.

9. Selon *L'Action catholique* du 5 avril 1940, à la page 17, M. Duplessis a parlé au moment où M. Gagnon se levait pour répondre au premier ministre.

10. *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, à la page 5, rapporte ce passage ainsi: "Pour ce qui est du développement des mines dans notre province, je dois affirmer que lorsqu'il y a eu de la division, c'est sous le gouvernement libéral, alors que l'honorable J.-É. Perrault était ministre des Mines. Les unionistes n'ont fait que marcher sur les traces de l'honorable M. Perrault."

11. \$35, selon *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, à la page 5, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 17.

12. De fait, la loi était rétroactive au 1^{er} septembre 1937, tel que spécifié dans *Le Soleil* du 5 avril 1940, à la page 10.

13. Cf: Loi ratifiant et confirmant le transport de tous les droits de la Ontario Paper Company, Limited, dans la province de Québec, à la Quebec North Shore Paper Company.

14. *L'Action catholique* du 5 avril 1940, à la page 17, écrit par erreur: "qui se sont prononcés contre le rappel de la loi".

15. *L'Illustration nouvelle* du 5 avril 1940, à la page 3, raconte qu'à trois reprises au cours du débat, le ministre a fait ce lapsus et, à chaque fois, le chef de l'opposition a lancé son "Très bien!".

16. Pour ce deuxième vote, rapporte *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, aux pages 9 et 13, les whips se lancent de nouveau à la recherche de leurs collègues et la Chambre est très animée: "Et comme il arrive à l'occasion de tout premier vote, il s'est produit de légers incidents, des députés se levant avant leur tour, ou gagnés par l'émotion peut-être, n'entendant pas le premier appel de leur nom. Il en est même qui sont entrés sur le parquet au moment où le vote commençait. De vigoureux cris: "À l'ordre! À l'ordre!" les ont fait reculer." De son côté, *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, nous apprend qu'un député voulut quitter son siège pour aller parler à un collègue avant que l'Orateur eût donné le résultat du vote. Il fut rappelé à l'ordre et dut reprendre son siège.

17. La presse ministérielle remarque de nouveau le vote du député de Montréal-Sainte-Marie, M. Houde, en faveur du gouvernement. Il est même applaudi à deux reprises par les députés de la droite, car il s'est levé une première fois trop vite, selon *L'Événement-Journal* du 5 avril 1940, à la page 13.

Séance du mardi 9 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes¹!

**Municipalité scolaire
du canton Laure**

M. Bouchard (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité du canton Laure, dans le comté de Québec, corporation légalement constituée ayant son siège social à Lac Édouard, demandant l'adoption d'une loi annexant, pour toutes fins scolaires que de droit, les territoires des cantons Trudel, Bickerdike et Gendron au territoire de la municipalité scolaire du canton Laure, dans le comté de Québec, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition des commissaires d'écoles pour la municipalité du canton Laure, dans le comté de Québec, corporation légalement constituée ayant son siège social à Lac Édouard, demandant l'adoption d'une loi annexant, pour toutes fins scolaires que de droit, les territoires des cantons Trudel, Bickerdike et Gendron au territoire de la municipalité scolaire du canton Laure, dans le comté de Québec, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Séminaire de Nicolet

M. Biron (Nicolet) propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Rajotte), que les dispositions du Règlement qui ont trait à la publication des avis, à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la présentation des bills privés, sauf celles qui concernent le paiement des droits, soient suspendues, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation du Séminaire de Nicolet, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue, et

qu'il lui soit aussi permis de présenter un bill concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la corporation du Séminaire de Nicolet est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Biron (Nicolet) présente, en conséquence, le bill 171 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Ce bill a pour but de changer la composition du conseil du séminaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milton A. Joseph à la pratique de la profession d'avocat. Le préambule a été amendé en retranchant, dans le huitième alinéa, les mots "en vertu d'un contrat notarié";

- bill 118 établissant les limites de la ville de Noranda.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 149 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil.

**Vente faite à la
Caisse populaire de Lévis**

M. Francoeur (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 169 ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe.

Adopté.

M. Francoeur (Lévis) présente, en conséquence, le bill 169 ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrat de mariage de S. Gaudreau

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry.

Adopté.

M. Morin (Québec-Centre) présente, en conséquence, le bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cour des jeunes délinquants de Québec

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications!

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): (Applaudissements)² M. l'Orateur, le gouvernement propose à la Chambre d'établir à Québec une cour juvénile.

En 1908, le gouvernement fédéral a adopté une loi accordant à toutes les provinces du dominion le droit d'instituer des tribunaux pour les jeunes délinquants, et nous prenons avantage de cette loi pour créer une cour juvénile dans la cité de Québec.

Le projet de loi actuel, que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, est basé sur la section 42 de la loi fédérale et ses dispositions sont semblables à celles qui ont servi à la création d'un tribunal identique déjà établi à Montréal.

Celui-ci a donné de si bons résultats que des corps publics d'autres régions de la province, particulièrement à Québec, ont demandé l'établissement d'un tribunal de ce genre.

Le but de la mesure est évidemment de prévenir la criminalité juvénile. M. le juge J.-A. Robillard, président de la Cour des jeunes délinquants de Montréal, dans une conférence qu'il a prononcée à Québec récemment, disait que la source principale de cette criminalité est l'enfance abandonnée, moralement comme physiquement, et que pour prévenir la criminalité, il ne faut pas tant construire des prisons que surveiller et protéger l'enfance contre le crime. C'est cette pensée qui a poussé des associations de Québec à réclamer une cour juvénile pour la cité de Champlain. Tout le monde sait que la criminalité des jeunes, dans les grands centres spécialement, constitue un problème à la fois complexe et douloureux, qui demande un remède spécial et un organisme qui pourra permettre de rechercher sans contrainte les causes du mal. Nous ne voulons pas construire de nouvelles prisons. Nous voulons plutôt remonter jusqu'aux sources de la criminalité. Ce sont souvent des enfants abandonnés qui vivent dans une pauvreté matérielle et morale abjecte et misérable. C'est ce qui nous motive à établir des cours spéciales pour délinquants juvéniles.

Un sociologue français disait que, dans ce domaine, il faut remonter à la source du mal: l'enfance abandonnée. C'est cette pensée qui a inspiré les démarches des diverses associations de bienfaisance de Québec, lorsqu'elles ont demandé aux pouvoirs publics l'établissement ici d'une cour juvénile. Vous me permettrez d'ajouter que l'établissement de cette cour juvénile fait suite aux demandes faites par les autorités municipales et par les différents corps publics et organisations de la ville de Québec. Leurs requêtes et leurs instances³ étaient évidemment motivées par le désir de protéger l'enfance. Le gouvernement veut non seulement instituer un tribunal pour juger et aider les enfants coupables de délit, mais il entend travailler à leur réhabilitation. La création du nouveau tribunal à Québec est conforme au désir du gouvernement d'aider l'enfance abandonnée. Quatre raisons justifient la création de ces tribunaux. Premièrement, c'est de séparer l'enfant, jeune garçon ou jeune fille, du délinquant adulte. Deuxièmement, le principe de la chose jugée, qui s'applique dans les causes ordinaires, ne peut être appliqué aux enfants dans la cause d'un jeune délinquant. Troisièmement, les dispositions et les peines du Code criminel ne doivent pas être imposées aux jeunes criminels; elles sont remplacées par une série de mesures spéciales qui doivent être prises à l'égard des jeunes délinquants et qui sont bien propres à les protéger. Quatrièmement,

le rôle du juge doit se borner à celui d'un bon père de famille.

La loi des jeunes délinquants a une haute portée sociale. Un des articles de la loi fédérale décrète que l'enfant ne doit pas être traité comme un criminel, mais comme un enfant qui a été mal dirigé. Le tribunal des jeunes délinquants est donc une institution d'aide et de secours, chargée de protéger l'enfance. Les fautes et les erreurs du jeune délinquant résultent d'une éducation malsaine ou de circonstances malheureuses. Il faut donc user à son égard des méthodes les plus humaines, qui aideront à son relèvement. Il faut faire œuvre de rééducation sociale. Il n'est donc pas sujet aux sanctions de la loi ordinaire qu'on applique à ceux qui ont une intelligence plus développée et une grande connaissance de la vie. Au contraire, il faut user vis-à-vis du jeune délinquant de méthodes appropriées à son intelligence.

À mon avis, le succès de cette cour juvénile et le bon effet que l'on pourra retirer de son établissement dépendront dans une large mesure de la façon dont le juge exercera ses fonctions et qu'il présidera à ces délibérations. Le juge d'une cour juvénile remplace les parents auprès du jeune délinquant en tout ce qui touche à la surveillance et aux soins à donner à l'enfant. Lorsque le jeune criminel comparaitra devant ce tribunal, il n'y trouvera pas l'apparat⁴ des cours ordinaires. Pour ne pas gêner l'enfant, pour ne pas le brusquer, l'audience aura lieu à huis clos, dans le cabinet du juge, pour éviter toute publicité malheureuse. Tout est prévu, rien n'est épargné pour ne pas effrayer l'enfant, ni provoquer sa défiance. Le juge doit créer une atmosphère sympathique autour du jeune délinquant.

Le jeune, ainsi, ne sera pas apeuré, intimidé ou mis en contact avec des criminels adultes et endurcis. Pour avoir une véritable portée sociale, la loi devra donc être interprétée libéralement. Le juge se comportera alors comme un père de famille qui règle un problème de famille à la maison. Il remplacera, au besoin, le père et la mère en persuadant l'enfant de mieux agir et lui donnera des conseils. Le fonctionnement d'une cour juvénile diffère de celui d'une cour normale de justice par son objectif principal, qui est d'aider et de conseiller le jeune homme ou la jeune fille qui se retrouve malheureusement devant elle et qui n'est que très rarement un vrai criminel, comme tous ceux qui s'intéressent à cette importante question l'admettent d'emblée. Il arrive rarement que l'enfant soit un véritable criminel et la loi défend de le considérer comme tel. Une des principales caractéristiques d'un tel tribunal est que le banc est en mesure de traiter

les cas se retrouvant devant lui selon une approche plus humaine, compréhensive, sympathique et considérée.

La création de la Cour des jeunes délinquants de Québec a aussi pour but de séparer les jeunes délinquants des adultes criminels et de placer l'enfance abandonnée dans une atmosphère de confiance et de sécurité, de façon à mieux la redresser. Il importe de faire la sélection entre les délinquants: ceux qui sont endurcis et ceux dont l'esprit est plus malléable et moins contaminé. Le principe de la cour juvénile n'est pas de punir, mais de redresser, de tendre une main secourable aux enfants mal dirigés ou abandonnés. Ce tribunal cherche non seulement à apprendre aux délinquants juvéniles le respect de la loi, mais aussi de leur inspirer et de gagner leur confiance, pour qu'ils sentent que les gens qui s'occupent d'eux sont leurs amis et qu'ils tentent vraiment de les aider.

Un autre avantage d'une cour juvénile, c'est que la décision du juge n'est jamais finale. Il peut à toutes les phases de la procédure, prendre les décisions qui s'imposent dans l'intérêt de l'enfant. Le magistrat est libre de changer ou de modifier son jugement ou sa décision selon les circonstances, à la suite d'une enquête minutieuse du cas en question. Chaque cas est évalué selon ses propres caractéristiques et, en plus, on considère le passé, le présent et le futur de chaque délinquant juvénile avant qu'une décision définitive ne soit prise. En un mot, ainsi compris, ce tribunal est une école de relèvement moral qui, certes, n'aura pas pour effet d'enrayer complètement la criminalité chez les jeunes, mais de la réduire et de réformer l'enfant qui pourra devenir un honnête citoyen respectueux des lois. Les cours existantes ont contribué à une baisse substantielle de la criminalité chez les jeunes et favorisé la rééducation des délinquants. En présentant ce projet de loi, le gouvernement provincial est mu par le désir de protéger l'enfant et il a la conviction que la mesure aura l'appui unanime de la Chambre.

(Applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Coopérative fédérée

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 16 concernant la Coopérative fédérée de Québec.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, le but de cette loi est de rappeler la loi de 1939 prévoyant la nomination d'un contrôleur à la Coopérative fédérée de Québec. Il est très important pour les cultivateurs que les affaires de la Coopérative soient bien contrôlées. Nous demandons le rappel de la loi qui permettait au gouvernement de nommer un contrôleur à la Coopérative fédérée chargé de surveiller le travail de la Coopérative. Nous soumettons qu'il est désavantageux⁵ pour la classe agricole que les associations professionnelles comme celle-là soient contrôlées directement par le gouvernement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de vote des femmes

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 18 accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité.

Ce bill a pour objet de retrancher de la loi électorale les restrictions qui déniaient actuellement aux femmes le droit de vote et d'éligibilité pour l'élection des députés à l'Assemblée législative. Cette disposition aura son effet à compter du 1^{er} janvier prochain. À cause de cette modification, les articles 4 et 5 suppriment, pour cette année, la confection de nouvelles listes et, dans les cités, la révision des listes en cours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. En vertu des règlements 670 et 671 de cette Chambre, tout projet de loi qui comporte des dépenses additionnelles pour les contribuables doit être précédé d'une résolution sanctionnée par le lieutenant-gouverneur et discuté au préalable par le comité plénier. Or, M. l'Orateur, il n'y a aucun doute, pas l'ombre d'un doute, que cette loi impose des charges nouvelles sur le peuple.

Pour avoir le droit de vote, il faut être sur la liste électorale qui est payée par la province. Chaque nom nouveau ajouté à la liste l'est aux frais de la province. La confection des listes, la nomination des officiers qui assument ce travail, voilà autant de dépenses pour le gouvernement. Il est évident que si les femmes ont le droit de vote, le nombre des électeurs sera doublé. En somme, les dépenses actuelles seront à peu près doublées, puisqu'il faudra faire en double le travail des listes électorales.

En 1933, le député actuel de Richmond (M. Desmarais) a proposé l'imposition d'une licence de \$5 aux percepteurs de comptes. L'Orateur du temps, qui est aujourd'hui ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), a décidé que la loi devait être précédée d'une résolution. Le point d'ordre est donc basé sur la procédure et la coutume.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je considère que l'argument du chef de l'opposition ne doit pas prévaloir, pour cette simple raison que les articles évoqués ont trait aux lois dont l'objet primordial est de créer de nouvelles dépenses. Dans ce cas-ci, il n'en est rien. La dépense nouvelle dont parle le chef de l'opposition ne sera pas assez appréciable. Elle sera occasionnelle. Ce n'est qu'incidemment qu'il y aura peut-être des dépenses nouvelles, et pas suffisamment pour qu'on puisse exiger des résolutions préalables. Si une loi peut avoir comme conséquence d'augmenter le coût de la tenue d'élections, il n'y a pas de nécessité de la faire précéder d'une résolution agréée par le lieutenant-gouverneur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne m'entends pas avec le premier ministre. L'exercice du droit de vote par les femmes doublera le coût des élections. Lorsqu'un projet de loi comporte directement ou indirectement des dépenses pour le peuple, quelle que soit la fraction de l'importance de ces dépenses, il doit être précédé d'une résolution.

On a toujours décidé dans ce sens. Il rappelle ensuite quelques décisions rendues depuis 1930 et cite un exemple survenu au temps où le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) occupait le fauteuil.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les arguments apportés par le chef de l'opposition (M. Duplessis) et le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) ne peuvent être retenus parce qu'ils se rapportent à des cas qui ne se comparent pas à celui qui nous intéresse actuellement. Ce ne sont pas des charges fixes et prévues, mais des dépenses occasionnelles qui résulteront de la loi du suffrage féminin. Il n'est pas question d'imposer des charges nouvelles. Lorsque nous modifierons la loi des listes électorales, il est possible qu'une résolution précède la loi. Même dans ce cas, une dépense additionnelle n'a pas à être considérée comme une charge nouvelle, si elle a déjà été prévue en principe. Dans le cas actuel, la dépense est absolument secondaire. À mon avis, dit-il, il n'y a pas lieu d'avoir recours à la procédure que l'opposition recommande.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition appuie son point d'ordre sur la procédure en matière de finances. Il a cité un règlement du chapitre relatif à ces matières. L'objet du bill n'est pas une dépense publique. M'appuyant sur les articles 447 et 448 relatifs à la présentation des bills publics et sur une décision que j'ai déjà rendue, je rejette le point d'ordre. L'objet du bill n'est pas d'imposer des dépenses nouvelles à la province. Si, subséquemment, dans l'étude du bill, il appert officiellement que la mesure doit entraîner nécessairement des dépenses, il y aura lieu alors de décider autrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois⁶.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 3 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Le titre est remplacé par le suivant: "Loi concernant les agents généraux de la province".

Agents de la province à l'étranger

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 14 concernant les agents généraux de la province à l'étranger. L'amendement est lu une première fois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que l'amendement soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À la prochaine séance!

Des députés ministériels expriment leur surprise⁷.

M. l'Orateur: Si le chef de l'opposition insiste sur son objection, c'est son droit. Nous y reviendrons à la prochaine séance.

Cour des jeunes délinquants de Québec

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Les résolutions ne sont pas distribuées. On ne peut proposer ainsi la première lecture avant que les résolutions ne soient imprimées et distribuées. Une décision a été rendue dans ce sens par le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard)⁸.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le ministre de la Voirie ne s'occupe pas des affaires de procédure de la Chambre. Il s'occupe des chemins et des routes. (Rires à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le ministre s'occupe aussi du chômage et qu'il ne s'entend pas avec ses collègues...

Des voix: À l'ordre!

M. l'Orateur: La décision de l'Orateur est que si on adopte en première lecture une loi non distribuée, on peut proposer "l'étude d'une résolution à la prochaine séance". Si une décision contraire a été rendue, elle était mal fondée dans l'opinion de l'Orateur. (Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

Loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

Adopté.

En comité⁹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Mines a déclaré que la loi dont il demande

l'abrogation est une loi inique. Est-il capable de répéter cette affirmation? Est-ce qu'il persiste dans ses accusations?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Mais certainement. Je réfère le chef de l'opposition à ce que j'ai dit. Je crois avoir prouvé le bien-fondé de la loi présentée cette année. Je persiste dans mes déclarations. Je n'ai rien, déclare-t-il, à retirer de ce que j'ai dit au cours des précédents débats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le ministre de sa modestie. Il est satisfait de lui-même, c'est le secret du bonheur. Je lui ferai de nouveau remarquer que ces lois que l'on qualifie d'iniques ont été votées en première et en deuxième lecture à l'unanimité, sans opposition de la part de l'opposition libérale du temps, dont le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) était le chef parlementaire. Le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) devrait faire attention; il se trouve ainsi à attaquer le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Qu'il fasse attention; il paraît qu'il s'est passé quelque chose, la semaine dernière, entre le ministre des Mines et le ministre de la Voirie? Est-ce qu'il se serait réellement passé quelque chose pour que le ministre des Mines sente le besoin d'attaquer un collègue?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition devrait dire les choses qui se sont passées. Il vaudrait mieux le dire et cesser d'insinuer, faire connaître ces choses dont parle le chef de l'opposition. Dites-le donc clairement ce à quoi vous voulez faire allusion!

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Lorsque le bill a été discuté, il y a eu un tel bruit, et du chahut dans la Chambre, que les journalistes ont peu compris. La loi a été passée pratiquement inaperçue à la deuxième lecture, mais *Le Soleil* a publié, dans son rapport du 24 février 1939, en page 12, que l'opposition avait voté en bloc contre la troisième lecture. Le vote n'avait été pris que sur la troisième lecture, parce qu'il y avait eu trop de tumulte en Chambre, lors de la discussion du bill. Cela arrivait souvent sous l'ancien régime de l'Union nationale; on passait des lois en vitesse, dans le brouhaha que provoquaient les ministériels d'alors.

Le compte rendu démontre que les journalistes devaient se livrer à une extraordinaire gymnastique intellectuelle et qu'il leur fallait

beaucoup d'attention et de travail pour faire connaître au public ce qui se passait à la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'était pas en Chambre de 1936 à 1939. Il serait mieux de se renseigner avant de parler. Il y avait deux bills, le second relatif à certains pouvoirs à être accordés au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'effet d'exempter certaines compagnies des dispositions du bill 5. Ce dernier bill, que le ministre a particulièrement condamné, a été adopté dans le temps à l'unanimité de la Chambre aux trois lectures. Et, pour ce qui est du bill relatif aux avocats, le ministre des Mines a déclaré que cette loi, qui réserve aux avocats inscrits dans le Québec le droit de réclamer l'émission de lettres patentes, était une honte pour la province et que le bill 5 avait été adopté à la demande du Barreau pour cette fin.

Or, le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) a bel et bien présenté cette loi à la première session de 1936. Son bill avait été adopté en seconde lecture et au comité des bills publics; et, s'il n'a pas été adopté en troisième lecture, c'est parce que le gouvernement Taschereau a démissionné avant.

C'est donc un beau compliment que le ministre fait au représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup quand il prétend que ce fut une honte pour la province. Il se trouve ainsi à attaquer son collègue de Kamouraska-Rivière-du-Loup.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le bill du député de Kamouraska-Rivière-du-Loup, n'était pas du tout le même qui est contenu dans la loi Duplessis de 1937. Le bill auquel fait allusion le chef de l'opposition était la conséquence de résolutions du Barreau défendant aux avocats des autres provinces de demander des lettres patentes dans la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières) lit le texte du bill 159 de la session de 1936:

"1. L'article 73 de la loi du Barreau (Statuts refondus, 1925, chapitre 210) est modifié en y ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

"4. Toute personne non munie d'un diplôme comme susdit, ainsi que toute association, société ou corporation

"a) qui sollicite ou recherche directement ou indirectement de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit ou de ses représentants, l'autorisation de recouvrer ou de régler la ou les réclamations en dommages résultant de ce délit ou de ce quasi-délit; ou

"b) qui, pour le compte d'autrui, sollicite ou requiert des lettres patentes en vertu des lois des compagnies fédérales ou provinciales ou prépare la requête pour l'obtention de ces lettres patentes; ou

"c) qui, pour le compte d'autrui, fait des procédures pour l'enregistrement prescrit par la loi des personnes ou des sociétés faisant un commerce ou exerçant une industrie.

"Nonobstant les termes du présent article, les notaires en exercice peuvent accomplir les actes énumérés aux sous-paragraphe *b* et *c* qui précèdent."

"2. L'article 74 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

"Dans le cas d'une association, compagnie, ou corporation, la poursuite peut être intentée tant contre l'association, la compagnie ou la corporation, que contre celui de ses officiers qui a commis l'infraction."

Ce bill comporte exactement le bill de l'Union nationale de 1937, savoir qu'il était défendu, à toute autre personne qu'aux avocats de la province, de solliciter des lettres patentes et même de présenter des pétitions à ce sujet. Le ministre se trouve donc à dénoncer violemment et le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), son collègue, et le gouvernement Taschereau.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Souvent le Barreau passe des résolutions et met le bill au nom d'un député avocat. Cela ne veut pas dire que ce député partage les vues du Barreau dans le bill qu'il présente au nom du Barreau. Il arrive même parfois qu'il ne soit pas absolument favorable au bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça va de mal en pis! Le ministre a commencé par dire que la loi qu'il dénonce est la honte de la province, loi présentée par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), son collègue. Voici que le ministre des Mines laisse entendre que le député de Rivière-du-Loup, maintenant ministre, proposait en 1935 des projets de loi qui étaient mauvais et qu'il désapprouvait et condamnait. Le ministre des Mines devrait attendre que son collègue soit en Chambre pour ainsi l'attaquer. Une belle façon de dénoncer et de détruire un collègue distingué qui se trouvait plus qualifié que le député de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette) pour prendre le ministère des Mines, et avocat très distingué. Le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup méritait mieux que cela; il méritait même un portefeuille. Le ministre des Mines veut-il passer pour un homme qui n'est pas sérieux?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je ne veux pas éterniser le débat. Tout le monde sait que, de notre côté, c'est la bonne entente et la justice qui règnent. Le Parti libéral a toujours été le parti de l'ordre et de la justice, de la loyauté et de la distinction. Le parti que nous avons en face de nous a toujours été le parti des factions et de l'intrigue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un bill sur les ressources naturelles et je constate que le ministre a peu de ressources. Le ministre affirme que, par notre loi, nous voulions encourager seulement les avocats de la province de Québec et que notre loi était inique. Un peu plus tard, il nous a déclaré que le principe de notre loi était bon. Il est bon, mais il ne faut pas le dire. Le ministre a une singulière façon de raisonner. Il prétend que ce fut un bill néfaste, mauvais, ruineux, inique, mais que le principe en est excellent. Il annonce qu'il forcera les compagnies, quand elles viendront à son bureau, à s'incorporer sous l'empire des lois de Québec. Cette étrange invitation est plutôt inquiétante. Le ministre est un membre du Barreau. Le ministre veut que les gens aillent le voir à son bureau d'avocat.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) demande au chef de l'opposition de ne pas faire perdre le temps de la Chambre. Le chef de l'opposition, dit-il, aime à nous dire quels sont les députés qui sont bons avocats ou non dans cette Chambre. Nous ne sommes pas ici en Chambre pour savoir si tel avocat est plus qualifié qu'un autre, si le chef de l'opposition connaît le droit mieux que ses confrères du Barreau ou pour entendre des cours de droit. Nous sommes ici pour légiférer. Il est évident que, d'après le chef de l'opposition, il n'y a qu'un bon avocat ici, dans cette Chambre, c'est le député de Trois-Rivières.

(Applaudissements à gauche)

Qu'il soit donc entendu, une fois pour toutes, que le député de Trois-Rivières est le plus intelligent et le plus fin des avocats, mais qu'il n'en parle plus! Il y a au moins 25 professions représentées à la Chambre. Le député de Trois-Rivières n'y est pas comme avocat, pas plus que ses collègues, mais pour étudier des lois. Le chef de l'opposition a mis ses lumières légales à la disposition de la province pendant trois ans. Pendant trois ans, nous avons été dirigés par le plus grand avocat depuis la Confédération. Mais il a été battu en octobre. Il nous a parlé du régime Taschereau. Mais tout ce qu'il peut dire de l'ancien gouvernement libéral est inutile, la question a été réglée le 25 octobre dernier.

(Applaudissements à droite)

Qu'il ne reprenne donc plus ses vieux discours! S'il a été élu en 1936, c'est pour plusieurs raisons, dont l'une est qu'il avait mis de côté les principes qu'il avait promis de défendre au congrès conservateur de Sherbrooke.

M. le président rappelle à l'ordre le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) nous a parlé de tumulte en cette Chambre, lorsque le bill a été adopté, en faisant allusion au rapport d'un journal. Mais il a oublié de nous dire que dans le journal en question, il n'est nullement question de la deuxième lecture du bill¹⁰. Dans le rapport, il est dit exactement le contraire, que le bill a été voté en troisième lecture à l'unanimité. Le rapport du *Soleil* se termine même en disant: "La discussion se continue entre les deux chefs et, finalement, la loi est votée en troisième lecture unanimement". Le bill a donc été adopté à l'unanimité.

M. Duplessis (Trois-Rivières) reprend son argumentation et affirme que c'est sur un amendement que l'opposition a réclamé le vote. Le bill 5, dit-il, a été adopté par l'opposition unanimement; et ce qui n'a pas été adopté par l'opposition, c'est l'amendement pour les maisons de fidéicommis, amendement apporté au bill l'année suivante. Mais quel mal y a-t-il à ce qu'on demande aux compagnies de s'incorporer en vertu des lois de la province?

Il me semble qu'il s'agit là d'un principe sain et excellent. D'ailleurs, il a déjà été incorporé dans les lois de la province. Lors de la loi de 1932 sur les emprunts des fabriques, n'avait-on pas alors posé le même principe? En 1932, c'était le Parti libéral qui était au pouvoir. Le ministre des Mines était député dans ce temps. Il a lui-même voté la loi où l'on dit que les compagnies qui garantissent certains emprunts devront avoir leur siège social dans la province.

M. Lorrain (Papineau): Le bill 5 constituait l'une des plus belles lois de l'Union nationale. Elle assurait à la province des revenus. Elle était une soupape pour les compagnies honnêtes et la petite épargne de notre province. Je suis surpris que les députés ministériels, qui ont voté pour la loi, votent pour son rappel aujourd'hui. Le représentant de Laval (M. Leduc) et le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) avaient pourtant voté pour

le bill 5. Aujourd'hui, ils sont contre, parce qu'ils ont adopté une nouvelle allégeance politique. Ils brûlent ce qu'ils adoraient hier.

Pour ce qui est du député national et patriote de Lotbinière (M. Chaloult), je suis encore plus surpris. Lui, il n'a pas eu le courage de voter la semaine dernière. Il n'a pas voté du tout. Il est sorti de la Chambre et s'est esquivé courageusement au moment du vote sur la deuxième lecture, au lieu de prendre ses responsabilités.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Depuis que j'ai présenté en cette Chambre le bill abrogeant le bill 5, j'ai reçu des félicitations de tout le monde minier au nord de la province. Tous ceux qui s'intéressent aux développements miniers sont pour le rappel de la loi de l'Union nationale qui a causé des désastres. La population de la région minière a du reste voté 10 contre 1 pour le rappel de la loi aux dernières élections.

M. Leduc (Laval): Toutes les espérances que l'on fondait sur le bill 5 ne se sont jamais réalisées. Et les députés de l'Union nationale, expérience faite, sont devenus les premiers adversaires de cette mesure. Ce bill a précipité presque tout notre monde minier dans le désastre, mais l'ancien premier ministre n'a pas eu le courage de le rappeler.

Je suis heureux de voter le rappel de cette loi.

M. Gagnon (Matane): Le député de Laval (M. Leduc) veut maintenant faire la cour à son nouveau chef...

On nous reproche d'avoir exigé que les lettres patentes ne soient demandées que par des avocats de la province de Québec. Mais les médecins, les notaires et les arpenteurs, qui veulent pratiquer dans la province, doivent être inscrits ici, après examen. Et, ils ne peuvent aller exercer leur profession dans les autres provinces sans y passer également de nouveaux examens. Il n'y a pas de mal à cela.

Le ministre des Mines aurait dû montrer moins d'arrogance dans le discours qu'il a prononcé. Il aurait dû imiter, dans ce débat, la manière du procureur général, qui vient de faire adopter son projet de cour juvénile et n'a pas eu besoin d'attaquer les anciens gouvernements. Au lieu de cela, le ministre des Mines a qualifié nos lois de "tracassières"; il a dit: "Vous n'avez rien fait", "Vous n'avez marché que dans le sillon de l'honorable J.-É. Perrault", "Vous avez été un gouvernement d'éteignoirs". Il est allé jusqu'à dire que nous

n'avions rien fait de bien, que tout ce que nous avons fait a été désastreux. Je ne veux pas laisser passer cette affirmation sans rappeler que nous avons fait de bien modestes choses, mais elles compteront dans le domaine minier.

Nous avons créé des bourses pour aider nos jeunes. L'Union nationale a donné jusqu'à 60 bourses à des étudiants en génie minier¹¹, et ces bourses n'étaient pas données à des amis politiques. Les étudiants étaient choisis par un jury composé des représentants de nos universités. Nous avons créé une mine-école, où le fédéral paie seulement l'entretien des jeunes gens et la dépréciation de la machinerie, mais ne doit pas réclamer le mérite de la fondation de cette institution. La mine-école a été ouverte et organisée aux frais du gouvernement provincial uniquement. L'idée de cette mine-école a été fournie à l'Union nationale par le ministre des Mines de la Nouvelle-Écosse, l'honorable M. Dwyer.

L'Union nationale a encouragé l'éducation technique. Le fédéral n'a pas payé un sou pour la construction et l'installation de la mine-école. Le fédéral contribue seulement à l'entretien des élèves et à la dépréciation des machines utilisées par ces élèves. À la mine-école, l'Union nationale a doté la province d'un moulin d'amalgamation, qui a commencé à opérer en janvier dernier. C'est un moulin pour traiter le minerai et aider notamment les petits prospecteurs qui n'ont pas les moyens de se construire des moulins, dont le coût moyen est de \$300,000. C'est la seule province qui a fait cela. Il y a aussi l'octroi annuel de \$100,000 voté à l'Université Laval pour la création d'une école supérieure des mines...

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Le représentant de Matane (M. Gagnon) entraîne le débat trop loin! Il en est rendu à parler de lois totalement différentes de celle qu'il s'agit de rappeler. Je crois qu'il devrait être rappelé à l'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a-t-il peur de la discussion et des faits? Le député de Matane ne fait que répondre au ministre qui a affirmé dans son discours que nous n'avions rien fait de bon. C'est le ministre lui-même qui a élargi le cadre du débat. Il a affirmé que l'Union nationale a mené l'industrie minière au désastre. Quand on lui prouve que, sous l'Union nationale, la production est passée de \$39,000,000 à \$79,000,000 et que le gouvernement a fait des œuvres magnifiques, il réclame un point d'ordre pour empêcher qu'on lui prouve qu'il a rapporté les faits de façon erronée.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

On n'a pas le droit de répondre en comité plénier à un discours prononcé sur la deuxième lecture du bill.

Des députés discutent un moment sur ce point et soulèvent plusieurs points d'ordre.

M. le président décide que le député de Matane ne peut répondre aux discours prononcés par l'honorable ministre des Mines au cours des débats antérieurs. Il demande au député de Matane (M. Gagnon) de s'en tenir au bill en discussion et au point d'ordre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'ai dit que l'Union nationale avait suivi le sillon de l'honorable J.-É. Perrault dans l'affaire de la mine Aldermac, car le chef de l'opposition s'était vanté d'avoir créé une industrie du soufre. Or, c'est à l'honorable Perrault que revient le mérite de cette initiative.

M. Gagnon (Matane) demande au ministre combien a été dépensé à la mine-école. N'est-il pas vrai, demande-t-il, que la mine achetée pour l'établissement d'une mine-école ainsi que l'outillage de cette mine ont été entièrement payés par le gouvernement provincial, sans contribution du fédéral?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La mine-école a coûté à date \$407,529.37 et, sur ce montant, la part du gouvernement fédéral a été d'environ \$125,000 en vertu de l'aide à la jeunesse.

Il ajoute que si, dans son discours, il a prononcé des paroles peut-être un peu violentes, les membres de la gauche ne devraient pas s'en formaliser et prendre des attitudes d'enfants de chœur. Quant au compte rendu du *Soleil*, je ne l'ai cité, dit-il, que pour montrer comment on procédait sous le régime précédent et pour montrer qu'il y a eu du tumulte. Quoi qu'il en soit, tous ceux qui s'intéressent à la loi la favorisent et félicitent le gouvernement de son initiative. Les mineurs sont en faveur du rappel de la loi. Ils m'ont fort écrit en ce sens, ajoute-t-il. D'ailleurs, dans la seule ville de Noranda, au cœur du pays minier, le candidat de l'Union nationale n'a eu que 127 votes en octobre.

M. Gagnon (Matane) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** ajoutent quelques arguments.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Guibord, Hamel, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, Toupin, 56.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Article 11a de la loi des conventions collectives de travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a pour but d'assurer la paix sociale dans la province de Québec en abrogeant une loi que je ne qualifierai pas, mais la province saura la qualifier elle-même quand j'aurai terminé mon exposé. Je veux parler du célèbre bill 19, tant critiqué par tous les groupements ouvriers de la province.

Le devoir principal du ministère du Travail consiste à maintenir la paix sociale qui doit être assurée dans toute société qui désire vivre. Il faut

tendre à rendre aussi harmonieuses que possible les relations entre le capital et le travail. Or, ces relations constituent l'un des principaux problèmes de la paix sociale. On ne peut imaginer législation plus pernicieuse que les bills 19 et 20; et, si on en voulait la preuve, il suffirait de songer que toutes les unions ouvrières se sont soulevées contre ces deux lois.

Il s'agit donc d'une disposition de la loi connue sous le nom de bill 19, qui exempte les travaux exécutés pour le compte du gouvernement de la province de l'application de la loi des conventions collectives de travail. La loi, dont nous ne demandons l'abrogation que d'un article pour aujourd'hui, a été présentée et votée à la session de 1938, puis sanctionnée le 18 mars de la même année. Ce qui démontre ce qu'elle avait de pernicieux, c'est qu'on lui a donné un effet rétroactif à la date de l'avènement au pouvoir du gouvernement de l'Union nationale.

Ce qui frappe à première vue, c'est que toutes les unions ouvrières ont protesté contre cette loi. J'ai devant moi une liste de 160 unions ouvrières catholiques, internationales, syndicats et autres, sans égard à l'allégeance politique, qui ont protesté en masse à plusieurs reprises contre cette loi¹². Jamais on n'a vu, dans la province, les unions se donner ainsi la main contre une loi dangereuse pour la classe ouvrière. Cent soixante unions: unions nationales, unions internationales et unions indépendantes, qui, d'un commun accord, se sont liguées pour protester contre la loi qu'elles jugeaient dangereuse, antipathique et contraire aux intérêts de l'ouvrier. Ces unions et syndicats ont multiplié démarche sur démarche pour faire disparaître les dispositions dangereuses de ces lois.

C'est que vous connaissez, M. l'Orateur, la connexité intime et fatale entre les mauvaises lois ouvrières et les affaires industrielles et commerciales, entre la situation des travailleurs et l'avenir économique d'un pays. On a eu, dans la passation de cette loi, un exemple de ce que le despotisme et l'arbitraire à l'égard des ouvriers peuvent accumuler de ruines. Si les ouvriers sont mécontents et découragés, cela peut conduire à des fléaux pires que les désastres de la nature. C'est donc une question très importante qu'une mauvaise législation.

On le sait si bien que l'opposition à cette loi n'est pas venue seulement des unions ouvrières. Elle a été formulée aussi par les organisations économiques les plus considérées. Des groupements économiques, tels que la Fédération des chambres de commerce, l'Association des manufacturiers de chaussures, l'Association des manufacturiers

canadiens, succursale de Québec, le Board of Trade de Montréal, etc., se sont joints au travail organisé pour formuler des protestations. Les associations patronales dans l'ensemble se sont élevées contre pareille législation. Quinze corps publics, couvrant toute la province, la plupart composés d'employeurs, se sont opposés à cette loi.

Si, en 1938, nous avons vu véritablement surgir une action concertée du travail organisé et des organisations économiques du capital contre cette législation, c'est qu'il y a quelque chose de péremptoirement pernicieux dans le principe faux qui avait inspiré l'ancien gouvernement.

Cette législation, connue sous le nom de bills 19 et 20, a fait couler tant d'encre et soulevé une si grande polémique dans la province que j'ai cru qu'il était de mon devoir de demander le rappel immédiat de ses principales dispositions. Le bill 19 n'est pas abrogé dans son entier pour le moment, parce que cela nuirait aux contrats collectifs en vigueur. Le gouvernement ne propose que le rappel d'un article, l'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 52. Les autres articles resteront donc en vigueur. Le reste de la loi sera modifié par une loi organique refondue dans un autre projet de loi qui remplacera la loi des contrats collectifs. On n'abroge pour le moment qu'un seul article, le plus dangereux, le plus néfaste, pour ne pas nuire à l'efficacité des contrats collectifs.

Cet article 11*a* de la loi des conventions collectives de travail se lit comme suit:

"Aucun décret ne s'applique et ne s'est appliqué antérieurement:

"*a*) au gouvernement de cette province, ni à ses départements ou services, à moins d'une stipulation expresse ou contraire contenue dans ce décret;

"*b*) au cas de travaux exécutés par un tiers pour le gouvernement de la province ou pour l'un de ses départements ou services, en vertu d'un contrat prévoyant une échelle de salaires minima."

La première partie n'est que du camouflage inutile destiné à faire avaler le reste. Le Code civil prévoit le cas spécifié par ce préambule. Il décrète que nul acte de la Législature ne peut affecter les droits de la couronne à moins que ce ne soit prévu par une disposition expresse. Mais, le bill 19 a pour conséquence que, lorsque le gouvernement exécute des travaux, lui-même ou par un tiers (un entrepreneur), ils sont tous deux exemptés des dispositions de la loi des conventions collectives, passées, présentes et futures, car le bill avait effet rétroactif. C'est dans la section *b* qu'est le venin.

Remarquons que le gouvernement était au pouvoir depuis 1936. Et, en 1936, la danse des millions a commencé dans la province. Le gouvernement a donné des contrats pour des montants gigantesques. Or, en donnant un effet rétroactif à sa loi du 18 mars 1938 au mois d'août 1936, le gouvernement précédent a laissé les entrepreneurs de l'Union nationale payer les salaires qu'ils voulaient. Il a permis à des favoris du gouvernement de se soustraire aux conventions et de payer des salaires avilis de 15 %, 20 %, et même 30 %¹³ en dépit des contrats collectifs.

Ils ont fait des profits exorbitants aux dépens de la classe ouvrière. Le contrat collectif, c'est l'arche d'alliance entre l'employeur et l'employé.

(Applaudissements à droite)

On n'a pas le droit de détruire une entente librement consentie entre le travail organisé et l'employeur. Personne n'a le droit de fausser une telle entente.

La loi des contrats collectifs, qui permet aux patrons et aux ouvriers de régler ensemble leurs conditions de travail et de salaire, a été passée en 1934 et en 1935. Elle est à la gloire du Parti libéral. On n'avait pas le droit de la saboter. On n'avait pas le droit de laisser les entrepreneurs avilir les salaires, employer ceux qu'ils voulaient, et on ne pouvait employer les ouvriers aux salaires pour lesquels ils se donnaient. C'est pourtant ce que l'Union nationale a fait. Il y avait alors du chômage et un grand nombre de sans-travail étaient prêts à accepter n'importe quelles conditions. Il y avait des ouvriers qui s'offraient à n'importe quel salaire, non par méchanceté, mais à la suite d'une crise qui avait d'ailleurs amené la chute de l'ancien gouvernement.

On a abusé de la situation. Les contrats collectifs sont administrés par un comité paritaire. En vertu du contrat collectif, si un entrepreneur ne payait pas les salaires décrétés, le comité paritaire avait le droit de poursuivre l'entrepreneur et de faire rembourser aux employés le salaire injustement retenu. Par le bill 19, il prenait ce pouvoir. Le bill 19 dit qu'aucun décret "ne s'applique ou ne s'est appliqué" au gouvernement et à ses entrepreneurs. Des causes intentées par M. Hector Perrier et M. Roger Brossard, avocats au Barreau de Montréal, ont été annulées par cette loi qui rendait inopérante une législation à l'honneur du Parti libéral, dans tout le dominion.

Les travaux ont commencé en 1936 et se sont poursuivis en 1937 et 1938. Pendant toute cette période, l'exploitation a duré. Cette loi, passée en 1938, est une provocation à la classe ouvrière. Elle dit

que le décret des conventions collectives ne s'applique et ne s'est pas appliqué antérieurement. Voilà une rétroactivité qui a mis l'Union nationale de l'autre côté de la Chambre. Le gouvernement libéral avait établi la paix sociale et l'Union nationale l'a gravement compromise. Elle a détruit l'autorité des comités paritaires chargés de faire respecter les contrats par les ouvriers et leurs employeurs; elle a favorisé tous les entrepreneurs qui exploitaient l'ouvrier, ses petits amis, les "contracteurs".

Ceux-ci exploitaient les travailleurs et payaient les salaires en tenant compte de leurs grands livres plutôt que des droits humains. L'Union nationale a fait perdre des centaines de mille piastres à la classe ouvrière, en donnant un effet rétroactif, du mois de mars 1938 au 17 août 1936, au décret qui exemptait de l'application de la loi des conventions collectives les travaux exécutés pour le compte de la province.

Grâce à des lois qui sont à l'honneur du Parti libéral, les ouvriers s'entendaient bien avec les patrons. Et ceux-ci ont tellement le désir de s'entendre avec leurs employés qu'ils ont collaboré avec le gouvernement pour inventorier les désastres accumulés par cette loi. J'ai donc rencontré non pas les ouvriers, - j'étais sûr de leur collaboration -, mais les employeurs. J'ai obtenu la collaboration de la grande majorité d'entre eux. Ils m'ont aidé à faire le bilan de ce que la classe ouvrière a perdu par la clause de rétroactivité du bill 19.

Avec le bill 19, les poursuites tombaient. On disait que les contrats collectifs ne s'étaient pas appliqués antérieurement. Certains comités paritaires ont même dû payer leurs frais. Dans le district de Québec, 4,350 ouvriers en construction, couverts par les conventions collectives, ont perdu en salaires entre \$300,000 et \$400,000, un montant qui leur a été injustement retenu. Les entrepreneurs du gouvernement ont empoché cette somme. Une réclamation faite en 1938, pour du travail fait en 1936, 1937 et 1938, est tombée d'elle-même. Elle était au montant de \$3,400¹⁴ et couvrait le cas de 50 ouvriers. Le comité paritaire a été obligé de payer les frais.

Dans le district de Sherbrooke, 1,100 ouvriers ont perdu de même \$175,000 à \$200,000. Dans le district de Hull, où les salaires ont été baissés de 50 % à 55 %, 1,000 ouvriers ont perdu \$74,000¹⁵. Dans le district de Trois-Rivières, où Dieu sait que les travaux n'ont pourtant pas manqué, on a injustement privé 5,125 ouvriers, qui ont perdu \$500,000. En vertu de cette loi, dans le district de Chicoutimi-Charlevoix, 5,600 ouvriers ont perdu, selon les

rapports qui m'ont été fournis, entre \$200,000 et \$300,000. Et j'arrive au dessert.

Dans le district de Montréal, qui comprend seulement l'île de Montréal, l'exemption pour les entrepreneurs du gouvernement de la loi des conventions collectives de travail a fait perdre aux 12,000 ouvriers organisés, en autant que sont concernés les travaux remédiateurs au chômage, les sommes suivantes: \$147,000 aux travaux du Centre sportif, dont le coût à date s'est élevé à \$736,000. Les ouvriers employés aux travaux du pont de Charlemagne, dont le coût est de \$736,000, ont perdu de \$110,000 à \$147,000; ceux du pont du boulevard Pie-IX, dont le coût était de \$317,000, perte de \$47,500 à \$63,400¹⁶; ceux de l'île Sainte-Hélène, des rénovations au coût de \$1,800,000, de \$570,000 à \$787,000; ceux du Jardin botanique, dans des travaux au coût de \$4,000,000¹⁷, perte pour les ouvriers de \$600,000 à \$800,000. Au total, environ \$1,500,000 pour la ville de Montréal. Ces 12,000 ouvriers sont tombés sous le coup d'une "des meilleures conventions collectives de la province".

Voilà le bilan de cette loi, sous l'administration de l'honorable M. William Tremblay, qui avait pourtant promis aux ouvriers de Montréal et de la province des salaires raisonnables, un traitement supérieur à celui que leur avait donné le Parti libéral. C'est ce M. Tremblay qui devait rendre justice aux ouvriers. Dans la région de Montréal, à un moment donné, soit avant la passation des lois dont je demande présentement l'abrogation, il y avait des poursuites émanant des ouvriers pour des différences de salaire basées sur la loi des contrats collectifs, pour des milliers et des milliers de piastres, mais il fallait pour l'Union nationale protéger les entrepreneurs, qui se fichent de la loi sociale. On vota alors ces lois pour réduire à néant les réclamations des ouvriers. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas ajouté à sa loi: "Cela n'affecte pas les causes pendantes."

Ce fut alors l'exploitation odieuse des ouvriers. Ils ont perdu des millions. Le contrat collectif ne détermine pas seulement les salaires, il comprend aussi l'organisation du travail entre l'ouvrier et le patron. Il crée une petite chambre syndicale qui fixe les conditions de travail et donne à l'ouvrier compétent, à l'ouvrier expert, sa carte de compétence. En faisant disparaître le contrat collectif avec ces deux lois, on a mis tous les ouvriers sur le même pied. La petite politique et le patronage sont intervenus alors.

Dans l'île de Montréal, en particulier, ce n'était pas la carte de compétence qui déterminait la

valeur des ouvriers, c'est un M. Bellemare, organisateur de l'Union nationale, le barbier Bellemare, surnommé le "raseur national". Il n'y avait plus d'ouvriers compétents qui travaillaient; il n'y avait que ceux qui étaient les amis du barbier Bellemare. Je n'ai pas besoin d'en dire davantage. Ça, ce sont les désastres d'un seul article du bill 19; il y en a plusieurs autres.

L'ancien régime a multiplié les provocations à la classe ouvrière. Nous du Parti libéral, nous avions promis de rappeler ces lois. Nous tenons parole, fidèles à notre mission. Par ses lois réparatrices, le gouvernement libéral revenu au pouvoir remettra l'ordre dans la maison de l'ouvrier, qui sait maintenant quelle erreur il a commise en 1936. La justice immanente existe bien, et on en voit la preuve dans le châtement rapide de l'Union nationale.

Le peuple avait cru un moment se jeter dans les bras d'un libérateur en donnant sa confiance au Parti conservateur camouflé. Mais il s'est empressé à la première occasion de voter pour le parti qui lui a donné ses lois les plus généreuses. Les libéraux continueront comme par le passé à donner justice à tous, autant que possible, et à l'ouvrier le traitement humain et généreux qu'il mérite. Dans la justice, les travailleurs pourront collaborer avec le capital.

Le gouvernement libéral rachète sa promesse de rétablir l'ordre en cette province. C'est la mission de notre parti, auquel la province de Québec doit son code du travail. Nous voulions et nous voulons encore donner justice à l'ouvrier, tout en protégeant le capital et en amenant en même temps l'ouvrier à coopérer avec lui. Avec nous, l'ordre sera rétabli dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Nous allons donner à l'ouvrier une pleine mesure de justice et l'amener à collaborer avec le capital. C'est sa meilleure protection. Je demande donc le rappel de cette loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a prononcé un grand discours rempli de contradictions et d'arguties. Le ministre s'est attaqué, durant une grande partie de son discours, à un nouvel adepte du Parti libéral.

Je trouve singulier qu'il ait attaqué le député de Laval (M. Leduc), ministre de la Voirie de l'Union nationale, en disant qu'il avait donné des contrats à des favoris et qu'il ne payait pas des salaires raisonnables à ses employés.

M. Leduc (Laval): Oh! Non, et vous le savez. Je vais vous en parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle que présente le ministre du Travail change moins que rien. Certains ouvriers ne se sont pas plaints de la teneur de nos lois, mais on se plaignait surtout des embarras causés à l'atelier fermé. Depuis 1938, le premier ministre actuel et ses ministres ont parcouru la province en dénonçant les bills 19 et 20, et ils ont promis à tous et chacun de les abolir dès leur arrivée au pouvoir. Or, que fait le ministre? Il se contente d'abolir, de ces bills 19 et 20, un seul article. Pourquoi le ministre ne propose-t-il le rappel que d'un seul article? Et pourquoi s'élève-t-il contre l'article en discussion, puisque le Code civil dit qu'aucun contrat ne peut affecter les droits de la couronne? Cet article que l'on fait disparaître ne fait donc absolument rien disparaître.

De son propre aveu, cet article ne change rien de rien, et ce n'est pas sur cet article qu'ont porté les contestations des ouvriers, mais sur l'atelier fermé. Cet article ne change rien parce que la couronne ne peut être astreinte à l'application d'aucune loi, à moins qu'il ne soit fait une mention spéciale à cet effet dans la loi ou le Statut. Le ministre a cité lui-même les Statuts. Et ceci existe en vertu d'un Statut spécial et des dispositions du Code municipal, et cela, depuis 1867.

Nous n'avons fait que reproduire dans une loi spéciale une disposition qui existait depuis toujours. Le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette) admet que la mesure qu'il présente ne changera rien à cet état de choses, que le gouvernement, pas plus après qu'avant son projet de loi ne sera obligé de payer les salaires prévus aux conventions collectives et aux ordonnances de l'Office des salaires raisonnables.

Cependant, combien de fois les ministres n'ont-ils pas déclaré, aux ouvriers et à leurs représentants, que le gouvernement devrait payer les salaires des conventions collectives et que, s'ils arrivaient au pouvoir, ils changeraient les lois pour décréter que le gouvernement sera obligé de payer lesdits salaires?

Ils sont arrivés au pouvoir, et la seule chose qu'ils font, c'est de maintenir cette exemption. Cette clause que le ministre des Mines veut amender était la moins importante des bills 19 et 20. Il y avait notamment la clause de la liberté du travail, et de l'atelier fermé. Cette clause, le ministre des Mines n'y touche pas; il dit que plus tard, dans un avenir non encore fixé, il projette de discuter cette affaire. Autrement dit, on se moque des promesses faites.

Puisque le gouvernement ne veut abolir dans les bills 19 et 20 que l'article qui prête le moins à conséquence, c'est que le gouvernement actuel a

réalisé que ces bills ne sont pas si mauvais qu'on l'avait crié à la population, qu'ils ont rendu et qu'ils rendent encore de bien grands services à la classe ouvrière et à la province. Le ministre nous a parlé de l'argent perdu par les ouvriers. Mais tous les chiffres qu'a mentionnés le ministre sont des chiffres qui se rapportent à des travaux de chômage faits par le gouvernement et, partant, à des travaux qui, en vertu de la loi générale, ne tombent pas sous le coup des lois particulières, parce que ce sont des travaux exécutés par la couronne. Le ministre admet lui-même que ces travaux ne sont jamais tombés sous l'empire d'aucune loi ni d'aucun Statut, à moins d'une disposition expresse.

La législation ouvrière de l'Union nationale n'était pas si mauvaise. C'est l'Union nationale qui a rétabli le droit de l'accidenté au choix de son médecin, le droit de poursuivre un tiers, qui a payé les pensions sociales, établi l'Office des salaires raisonnables, qui a augmenté les salaires de plusieurs millions, dont un million l'automne dernier rien que pour les ouvriers du textile. C'est en effet le gouvernement de l'Union nationale qui, en vertu de la loi des salaires raisonnables, a fait donner par année plus d'un million en plus à nos tisserands. La loi des salaires raisonnables a grandement contribué à améliorer les conditions de travail dans la province. Il faut se rappeler les rapports émis par le président de l'Office des salaires raisonnables, M. le juge Ferdinand Roy, ancien associé de l'honorable M. Taschereau, à l'effet que les ouvriers de la province ont touché, sous l'Union nationale, des millions de plus que sous l'ancien régime. L'Union nationale a donc fait augmenter les salaires des ouvriers et elle n'a jamais été contre les contrats collectifs.

C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a élevé les salaires dans cette province. Nous avons élevé de plusieurs millions de dollars¹⁸ les salaires des bûcherons. L'Union nationale a fait obtenir aux bûcherons des centaines et des centaines de milliers de dollars de plus qu'ils n'en touchaient sous l'ancien gouvernement libéral.

Les associations ouvrières de cette province sont venues nous trouver et nous ont demandé d'amender la loi des conventions collectives de travail, adoptée par l'ancien gouvernement libéral. Nous nous sommes rendus à leur demande. Nous avons constitué un comité composé d'ouvriers indépendants, internationaux et membres des syndicats catholiques pour faire une étude approfondie de la loi des contrats collectifs. Les suggestions faites par ce comité d'étude ont été traduites en législation dès la session suivante.

Les unions ouvrières se sont surtout opposées à la disposition de la loi qui fait disparaître l'atelier fermé. C'est sous l'Union nationale que l'ouvrier a trouvé le plus de franchise et de générosité. Les ouvriers savent ce que l'Union nationale a fait pour eux; et la preuve, c'est que j'ai été réélu député de Trois-Rivières par la plus forte majorité depuis la Confédération, à l'exception de 1936.

Il (M. Duplessis) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Travaux de la Chambre:

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le sénateur E.-C. Saint-Père, ancien député d'Hochelaga à la Chambre des communes, et M. Armand Sylvestre, député de Lac-Saint-Jean-Roberval (à Ottawa), sont sur le parquet de la Chambre. On remarque que les dames sont moins nombreuses que d'habitude dans les galeries, mais on les attend par centaines lorsque viendra le débat sur la loi de M. Godbout sur le suffrage féminin. Voir *L'Action catholique* du 10 avril 1940, à la page 12. Alexis Gagnon, chroniqueur du *Devoir*, note dans l'édition du même jour, à la page 6, que les députés n'ont guère la tête à la politique provinciale; les conversations roulent presque constamment sur les événements d'Europe et les conséquences prochaines qu'ils pourraient avoir au Canada, dans la conduite de la guerre, et surtout pour l'envoi éventuel de nouveaux contingents.

2. Les députés saluent le procureur général qui prononce son premier important discours à l'Assemblée législative.

3. Le texte du *Soleil* du 10 avril 1940, à la page 3, indique plutôt "instances".

4. Le texte de *L'Événement-Journal* du 10 avril 1940, à la page 35, parle de "l'appât des cours ordinaires".

5. *La Patrie* du 10 avril 1940, à la page 7, utilise le terme "désastreux".

6. *L'Événement-Journal* du 10 avril 1940, à la page 35, écrit: "Les féministes jubilent." Il cite la remarque d'un député connu pour ses opinions favorables au vote des femmes: "Nous n'en demandions pas tant. Enfin la femme aura les mêmes droits que l'homme chez nous."

7. *L'Action catholique* du 10 avril 1940, à la page 3, écrit que si le chef de l'opposition fait cette demande, c'est parce qu'il a l'intention d'ouvrir un autre débat; c'est pourquoi il a rendu la Chambre perplexe.

8. Référence au fait que M. Bouchard fut Orateur de la Chambre entre 1930 et 1935.

9. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

10. *Le Devoir* du 10 avril 1940, à la page 6, précise que M. Sauvé a fait venir le texte cité par le ministre.

11. Selon *L'Événement-Journal* du 10 avril 1940, à la page 45, le député dit "près de 200 bourses".

12. *Le Soleil* du 10 avril 1940, à la page 8, fournit la liste complète de ces associations qui ont protesté contre la loi:

Canadian Brotherhood of Railway Employees, Division 98, Richmond;
Charpentiers et menuisiers unis d'Amérique, couv. de Sherbrooke, no 1684, Sherbrooke;
Union des employés d'hôtel et de restaurant, loc. 200, Montréal;
Brotherhood of Railway Carmen of America, loge No 1234, Richmond;
Syndicat national catholique de l'industrie du papier de Desbiens Mills, Inc., Desbiens;
Boat and Shoe Workers Union, local 249, Montreal;
Section des Bûcherons de l'U.C.C., Québec;
Brotherhood of Maintenance of Way Employees, loc. 187, Farnham;
International Brotherhood of Paper Makers, local 163, Trois-Rivières;
Union des chauffeurs de taxi de Montréal, loc. 797, Montréal;

Confédération des travailleurs catholiques du Canada, Québec;
Brotherhood of Railway Carmen of America, loc. 662, Québec;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 115, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 116, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 167, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 209, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 236, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 242, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 274, Montréal;
Amalgamated Clothing Workers of America, loc. 277, Montréal;
International Brotherhood of Paper Makers, Trois-Rivières;
Conseil central des syndicats nationaux catholiques de Baie des Ha! Ha!, Port-Alfred;
Syndicat national du textile de Montréal, Inc., Montréal;
Fédération nationale de textile, Inc., Montréal;
Conseil des métiers et du travail, Saint-Hyacinthe;
Syndicat national catholique des charpentiers-menuisiers, Jonquière;
Syndicat national catholique interprofessionnel, Jonquière;
Conseil central de Chicoutimi, Chicoutimi;
Conseil central des syndicats catholiques, Jonquière;
Syndicat national catholique des commis comptables de Jonquière, Jonquière;
Syndicat national catholique des peintres de Jonquière, Jonquière;
Syndicat national catholique de la pulpe et du papier, Jonquière;
Syndicat national catholique de la pulpe et du papier, section 4 de Kénogami, Jonquière;
Syndicat national catholique de l'industrie du papier de Kénogami, Jonquière;
Syndicat national catholique de l'industrie de l'aluminium d'Arvida, Jonquière;
Syndicat national catholique des manœuvres de Jonquière, Jonquière;
Conseil central du syndicat du Lac-Saint-Jean et Roberval, Saint-Joseph-d'Alma;
Syndicat catholique national du textile, Inc., Valleyfield;
Fédération Cercle d'études de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, Hull;

- Union des menuisiers-charpentiers de Hull, Hull;
 Union des manœuvres de Hull, Hull;
 Union des briquetiers-maçons de Hull, Hull;
 Syndicat interprofessionnel de Hull, Hull;
 Syndicat de la pulpe et papier de Hull, Hull;
 Conseil central des syndicats catholiques de Hull, Hull;
 Fédération catholique des métiers de l'imprimerie du Canada, Enr., Montréal;
 Conseil central des syndicats catholiques de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des tailleurs de pierre de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Syndicat national catholique des imprimeurs de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des briquetiers-plâtriers et maçons incorporée de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Syndicat national de l'industrie de l'aluminium de Shawinigan Falls, Shawinigan Falls;
 Syndicat du textile de la Wabasso, Shawinigan Falls;
 Syndicat national catholique des employés de la Shawinigan Chemicals, Ltée, Shawinigan Falls;
 Syndicat des peintres de Shawinigan, Shawinigan Falls;
 Syndicat national catholique des employés de la Shawinigan Chemicals, Ltée, Shawinigan Falls;
 Syndicat national catholique des employés de la pulpe et du papier de La Tuque, La Tuque;
 Canadian Seamen Union, Montréal;
 Union nationale catholique des maîtres-barbiers, Inc., Trois-Rivières;
 Union protectrice des travailleurs en chaussure, Québec;
 Fédération catholique des métiers de l'imprimerie du Canada, Inc., Montréal;
 Syndicat catholique des ouvriers de la construction de Saint-Jean, Saint-Jean;
 Syndicat catholique des imprimeurs et relieurs, Québec;
 Syndicat catholique et national du caoutchouc de Drummondville, Drummondville;
 Conseil central de Saint-Joseph-d'Alma, Saint-Joseph-d'Alma;
 Syndicat catholique et national de la construction de Drummondville, Drummondville;
 Conseil central des syndicats catholiques de Jonquière, Jonquière;
 Syndicat national catholique des employés de garage de Québec, Québec;
 Confédération des travailleurs catholiques du Canada, Montréal;
 Confédération des travailleurs catholiques du Canada, Québec;
- Conseil central des syndicats catholiques de Chicoutimi, Chicoutimi;
 Fédération catholique de la pulpe et du papier, Port-Alfred;
 Fédération nationale catholique du textile, Montréal;
 Union des travailleurs du port de Montréal, Montréal;
 Conseil de la construction des syndicats catholiques de Montréal et de la banlieue, Montréal;
 Syndicat de la construction de Saint-Joseph-de-Beauce, Saint-Joseph-de-Beauce;
 Fédération des barbiers de la province de Québec, Montréal;
 Conseil central de la Baie des Ha! Ha!, Port-Alfred.
 Conseil central des syndicats catholiques de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Fédération du bâtiment, Montréal;
 Conseil des métiers de la construction des syndicats catholiques de Québec, Inc., Québec;
 International Association of Machinists, loc. 604, Québec;
 Union nationale catholique des journaliers, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des mécaniciens de machines fixes incorporée de Trois-Rivières, Trois-rivières;
 Union nationale catholique des électriciens, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des employés de cercueil de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des plombiers, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des employés du bois ouvré de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Syndicat de la pulpe de Shawinigan Falls, Shawinigan Falls;
 Union nationale catholique des boulangers, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières.
 Syndicat national catholique des métiers de la construction de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe;
 Syndicat national catholique du textile de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe;
 Syndicat de l'amiante de Thetford Mines, Thetford Mines;
 Union nationale catholique des distributeurs de pain, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des employés-barbiers de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des charpentiers-menuisiers, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des employés de la pulpe et du papier de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des interprofessionnels de Trois-Rivières, Trois-rivières;

Syndicat national catholique des employés de Red Mill, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des peintres, Inc. de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Union nationale catholique des gantiers de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Syndicat national catholique de Saint-Sébastien, Saint-Sébastien;
 Union catholique des ouvriers en confection de Québec, Inc., Québec;
 Union des ouvriers en fourrure de Montréal, loc. 66 et 67, Montréal.

Associations diverses

Ligue nationale de Québec-Centre, Inc., Québec;
 Chambre de commerce, Rivière-à-Pierre, comté Portneuf;
 Chambre de commerce, Hull;
 Jeunesse nationale de Québec-Est, Québec;
 Chambre de commerce, Mont-Joli;
 Canadian Youth Congress, Montréal;
 Chambre de commerce, Charny;
 Chambre de commerce, Victoriaville;
 Fédération des chambres de commerce de la province, Québec;
 Cercle d'études Cloutier de Trois-Rivières, Trois-Rivières;
 Association des employés d'hôpitaux, Inc. de Montréal, Montréal.

Associations d'employeurs

Employing Painters Association, Montréal;
 Association des manufacturiers de chaussures de Québec, Québec;
 Association des manufacturiers canadiens succursale de Québec, Québec;
 Association des maîtres-imprimeurs, Montréal;
 Montreal Board of Trade, Montréal;
 Association des peintres de Montréal, Inc., Montréal;
 Association nationale des briqueteurs et maçons de Montréal, Montréal;
 Association des plâtriers de Hull, Hull;
 Association des peintres de Hull, Hull;
 Association des travailleurs en fer de Hull, Hull;
 Association des maîtres-barbiers, Hull.

Pour compléter cette liste, *Le Soleil*, du 11 avril 1940, à la page 4, publie une autre liste complémentaire:

Union des employés d'hôpitaux, local 117, Montréal;
 Union des employés d'hôpitaux, Montréal;

Fédération du travail de la Province de Québec, Trois-Rivières;
 Fédération du travail de la Province de Québec, Montréal;
 Fédération du travail de la Province de Québec, Québec;
 Fédération du travail de la Province de Québec, Saint-Hyacinthe;
 Syndicat catholique du textile, Magog;
 International Association of Machinists, Victoria Lodge no 111, Montréal;
 Union Typographique, local no 302, Québec;
 International Brotherhood Pulp, Sulphite and Paper Mill Workers, local 142, Gatineau;
 International Brotherhood Paper Makers, local 25, Gatineau;
 Association internationale des débardeurs, local 375, Montréal;
 Union ouvrière de la robe, local 262, Montréal;
 Store Employees Union, Inc., Montréal;
 Union internationale des employés de fonderie, local 134, Trois-Rivières;
 Syndicat des charpentiers-menuisiers, Montréal et banlieue;
 Union typographique, local 856, Trois-Rivières;
 International Brotherhood of Paper Makers, local 222, Trois-Rivières;
 International Alliance of Theatrical State Employees and Moving Picture Machine Operators, local 523, Québec;
 Conseil des métiers et du travail, Trois-Rivières;
 Restaurant Employees Union, local 380, Montréal;
 Montreal Typographical Union, Montréal;
 Millinery Workers International Union, local 49, Montréal;
 Union des travailleurs de la pulpe et du sulfite, local 163, Trois-Rivières;
 International Brotherhood of Paper Makers, local 251, Gatineau;
 Union internationale de la confection pour dames, local 112, Montréal;
 International Brotherhood of Bollermakers, Iron Ship Builders and Helpers of America, local 601, Québec;
 Union des travailleurs en chaussure, local 704, Grand'Mère;
 Fraternité des wagonniers d'Amérique, loge Sainte-Marie, No 234, Montréal;
 Fraternité unie des charpentiers-menuisiers d'Amérique, local 1558, Montréal;
 Association internationale des travailleurs de métal en feuille, local 116, Montréal;
 Fédération des musiciens de Montréal, Montréal;

Syndicat national catholique des employés de papeterie, Inc., Pont-Rouge;
Artists Federal Union, local 119, Montréal;
Syndicats catholiques et nationaux, Coaticook;
Syndicat du meuble, Coaticook;
Syndicat interprofessionnel, Coaticook;
Syndicat du textile, Coaticook;
Amalgamated Lithographers of America, local 27, Montréal.

13. Jusqu'à 50 %, selon *La Presse* du 10 avril 1940, à la page 2.

14. \$2,400, selon *Le Canada* du 10 avril 1940, à la page 5.

15. \$75,000, selon *L'Événement-Journal* du 10 avril 1940, à la page 45, et *La Presse* du même jour, à la page 2.

16. Précisément \$49,500, selon *L'Événement-Journal* du 10 avril 1940, à la page 45.

17. Le coût est de \$3,000,000, selon *The Gazette* du 10 avril 1940, à la page 5.

18. Pour *Le Canada* du 10 avril, 1940, à la page 5, ce n'était que de quelques centaines de milliers de dollars.

Séance du mercredi 10 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Édifice municipal
à Grand'Mère**

M. Guibord (Laviolette) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Beaulac), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir de dépenser une somme ne devant pas excéder quinze mille dollars, pour une bâtisse devant servir à des fins municipales et industrielles, et de contracter l'emprunt nécessaire à cette fin.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Grand'Mère, demandant l'adoption d'une loi lui accordant le pouvoir de dépenser une somme ne devant pas excéder quinze mille dollars, pour une bâtisse devant servir à des fins municipales et industrielles, et de contracter l'emprunt nécessaire à cette fin, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Stanislas Gaudreau et Marie-Hélène Déry, demandant l'adoption d'une loi retranchant de leur contrat de mariage certaines clauses;
- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe;

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 143 concernant les successions de demoiselle Léonidas Bourgoïn et demoiselle Arzéli Bourgoïn.

Le bill suivant a été retiré:

- bill 129 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse Nationale d'Économie) et la Caisse de Remboursement.

Le rapport est adopté.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 101 changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount;
- bill 147 érigeant la municipalité de Mont Tremblant, dans le comté de Terrebonne;
- bill 138 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies. Le préambule de ce bill a aussi été amendé;
- bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited. Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des

commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond;

- bill 162 ratifiant la résolution adoptée le 29 janvier, 1940, par les commissaires d'écoles de la ville de La Tuque.

Charte de Trois-Rivières

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Laviolette (M. Guibord), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Sur un ton ironique) Les amendements à la charte de Trois-Rivières ne sont pas présentés par le chef de l'opposition, député de cette ville...

M. Beaulac (Saint-Maurice) présente, en conséquence, le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Agents de la province à l'étranger

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 14 concernant les agents généraux de la province. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Cour des jeunes délinquants

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons étudier les résolutions avant d'avoir le texte de la loi. Jamais une résolution n'a été étudiée sans que nous ayons la loi. C'est élémentaire.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Aucun règlement de procédure parlementaire n'oblige le gouvernement à distribuer le texte de la loi pour étudier des résolutions.

Nous ne l'avons jamais exigé sous l'administration de l'Union nationale. Sur quel article du Règlement vous basez-vous pour dire cela? Citez l'article qui a trait à l'objection formulée.

M. Gagnon (Matane): Mais pourquoi ne pas faire mieux maintenant?

Si le gouvernement adoptait ce procédé d'imprimer le texte des lois avant de discuter les résolutions, cela faciliterait beaucoup le travail de la Chambre.

Des députés discutent ce point pendant quelques minutes.

(Le texte du projet de loi est distribué par le greffier.)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection à ce qu'on distribue la loi, mais je tiens à faire remarquer qu'il n'y a aucun règlement qui nous oblige à le faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (À qui on vient d'apporter la loi) Nous l'avons, maintenant, la loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, vous avez la loi, mais nous n'avons pas le règlement que vous citez.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une coutume.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On ne s'entend pas sur Mademoiselle Lacoutume.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je prétends quand même que le chef de l'opposition...

(Rires)

... pardon, le ministre de la Voirie, exigeait la loi...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Oh, non! Mais j'étais un si bon chef de l'opposition que je n'y suis pas resté longtemps.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Girouard (Arthabaska)

propose: 1. Que le traitement du juge de la Cour des jeunes délinquants de Québec, établie en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder cinq mille dollars (\$5,000) par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

2. Que les frais d'entretien, de garde et de transport des enfants internés dans les écoles industrielles, visés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront régis par les règlements applicables aux frais d'entretien, de garde et de transport des enfants internés dans les écoles de réforme.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska)

conseille au chef de l'opposition de lire la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les résolutions ne

spécifient pas assez clairement le montant de la dépense. D'après le texte de la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en l'absence forcée du juge titulaire, nommer un juge de la cour des sessions ou un magistrat de district juge de la cour juvénile. Ce juge temporaire bénéficiera-t-il d'un double traitement, le sien et celui du juge de la Cour des jeunes délinquants?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Les résolutions sont assez claires pour satisfaire même une opposition chatouilleuse. La loi décrète qu'un traitement de \$5,000 sera payé aux juges de la cour juvénile et elle prévoit le cas où le juge serait absent. Dans ce cas, le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un autre juge pour remplacer le juge absent. Le juge qui remplacera le juge de la nouvelle cour, forcé de s'absenter par maladie ou autre cause, ne recevra pas de traitement additionnel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement

a-t-il des candidats en vue pour nommer à cette cour? On a parlé du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) comme futur juge. Le ministre a-t-il des velléités de se faire nommer juge de ce nouveau tribunal?

Les députés rient.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Je

puis assurer mon honorable ami le chef de l'opposition qu'il ne sera plus chef de son parti, qu'il ne siégera plus en Chambre, et que je serai encore député et ministre dans le gouvernement.

(Applaudissements à droite)

N'en déplaise aux petites farces du chef de l'opposition, je n'ai, dit-il, jamais couru après le poste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a

une grande confiance en lui-même. J'aime l'entendre faire des prophéties, mais il n'a pas toujours été bon prophète. Il a été le prophète de M. Taschereau, celui de M. Gouin, de moi-même et le prophète du premier ministre actuel. C'est vraiment beaucoup. Et voilà qu'il est son propre prophète.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): C'est

une petite malice qui tient au cœur du chef de l'opposition. Cela remonte à l'an dernier alors que j'avais moi-même présenté une motion en Chambre, relativement à l'établissement d'une cour de jeunes délinquants.

Je suis heureux de l'adoption de cette loi, car j'ai réclamé depuis longtemps la création d'une telle cour juvénile à Québec. Je me suis battu, dit-il, pour faire adopter cette loi. Le chef de l'opposition n'a pas cru devoir proposer cette excellente réforme, lorsqu'il était premier ministre. Nous allons l'avoir grâce au gouvernement actuel. Je peux donc lui dire aujourd'hui qu'alors qu'il n'a pas voulu me donner cette loi, c'est un autre qui me la donne maintenant.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre vient

d'admettre qu'il n'est pas qualifié pour le poste en question. Je voudrais savoir si on a en vue des candidats compétents et pourquoi on dit dans la loi que le traitement ne devra pas dépasser \$5,000.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le gouvernement choisira un avocat très compétent. Mais il faut attendre que la loi soit votée pour que le gouvernement songe à choisir un juge parmi tous les aspirants. On peut être certain que ce sera un homme ayant toutes les qualifications désirables et qu'il sera humain. Le juge de la cour juvénile recevra un traitement de \$5,000, comme le juge de Montréal. L'Union nationale payait aussi \$5,000 par année au juge de la Cour des jeunes délinquants à Montréal et à son suppléant.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'informe des

dépenses que la nouvelle cour nécessitera.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):
Cela dépend du nombre de jeunes délinquants.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 3 modifiant la loi de l'étude de l'anatomie;
- bill 14 concernant les agents généraux de la province.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances².

Article 11a de la loi des conventions collectives de travail

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie

mardi le 9 avril courant, proposant que le bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant la campagne électorale, nos adversaires ont mené une violente campagne contre les bills 19 et 20. Le premier ministre actuel et les libéraux qui siègent en face de nous, tant sur les tribunes publiques que par l'entremise des journaux, ont passé leur temps à crier sur tous les tons que les lois 19 et 20, adoptées en 1938, constituaient les lois les plus pernicieuses pour la classe ouvrière. Ils ont annoncé à cor et à cri que, dès le début de la session, ils aboliraient entièrement les bills 19 et 20. Ils disaient que l'une des premières lois qui seraient adoptées aurait pour but de les faire disparaître des Statuts de la province. Ils l'ont promis pendant la campagne électorale et après la campagne électorale. Le ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) a lui aussi promis ce rappel. Il a annoncé qu'il supprimerait les bills 19 et 20. Dans ces lois, nous reconnaissons la liberté du travail et la liberté d'association. Les libéraux devaient faire disparaître tout cela.

Mais la session est venue et, après un mois et demi de session, le projet est enfin soumis à la Chambre. Or, que contient le bill que nous avons devant nous? Il ne s'agit plus maintenant d'abroger les bills 19 et 20; au contraire, c'est un projet de loi qui ne veut rien dire du tout, et n'abrogera pas grand-chose. Voici que l'on ne fait disparaître qu'un seul article du bill 19, l'article 11a. Et, ce qui est pire, c'est qu'en faisant disparaître cet article, de l'avis même du ministre du Travail, on ne fait absolument rien disparaître, puisque l'article en question demeure dans la loi générale, soit dans les Statuts refondus de 1925 et dans le Code civil de la province.

Les bills 19 et 20 que le Parti libéral devait abroger totalement, suivant les promesses formelles et répétées, comportaient plusieurs articles. Tout d'abord, ils permettaient au gouvernement de donner un effet rétroactif de quatre mois à toute convention collective ou ordonnance des salaires raisonnables. Ils permettaient au gouvernement en tout temps de modifier ou de révoquer un décret. Ces bills assuraient la liberté du travail, premièrement en pénalisant tout patron qui voudrait empêcher un ouvrier d'appartenir à une union, pour la première fois dans l'histoire législative de la province, et en décrétant que tout ouvrier a droit d'appartenir à l'union de son choix ou de n'y pas appartenir du tout. Les bills consacraient donc deux principes: le droit

de l'ouvrier à l'union et à la liberté du travail, et ces principes étaient l'essence même des bills 19 et 20. On a promis de faire disparaître tout cela.

Or, le bill du ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) ne touche aucun de ces articles. Il ne les fait pas disparaître, malgré la promesse formelle qu'il en a faite. Si on avait voulu abroger ces bills 19 et 20, rien n'était plus facile puisqu'il suffisait simplement de dire "qu'ils étaient abrogés". Pourquoi donc alors le gouvernement ne veut-il pas les abroger, et se contente-t-il de toucher seulement un article qui ne changera rien à la situation? C'est que ces bills étaient utiles, mais on n'ose plus l'avouer après les avoir tant dénoncés.

Le seul article des bills 19 et 20 que le ministre veut abroger contient deux clauses. La première dit que les décrets de conventions collectives ne s'appliquent pas au gouvernement, ni à ses départements, à moins d'une situation expresse au contraire contenue dans ce décret. Sur ce premier point, le ministre a déclaré que ce premier article ne changeait rien du tout parce que l'article 42, chapitre 1 des Statuts et l'article 9 du Code civil décrètent, depuis la Confédération, que les droits de la couronne ne peuvent être affectés par aucune loi, à moins d'être spécifiquement mentionnés dans ledit Statut et que le bill 19 ne fait que répéter une chose qui existe déjà. Nous avons depuis toujours dans nos Statuts des textes qui disaient qu'aucun contrat et qu'aucune loi ne pouvait affecter les droits de la couronne à moins d'une disposition expresse. La clause de la loi qu'on veut abolir n'est ni plus ni moins qu'un article du Code, à l'effet que les lois ne s'appliquent pas à la couronne. Le ministre du Travail s'attaque donc à un article de loi dans les Statuts depuis 1867! Et il s'agit des droits de la couronne!

La seconde clause dit: "Au cas de travaux exécutés par un tiers pour le gouvernement de la province ou pour l'un de ses départements ou services, en vertu d'un contrat prévoyant une échelle de salaires minima." D'où il ressort ceci: c'est que tout contrat d'un tiers, lorsqu'il ne comporte pas une échelle de salaires minima, doit comporter l'échelle des conventions collectives, et c'est parce qu'on y a pourvu autrement par une échelle de salaires minima. C'était donc une amélioration, le gouvernement auparavant n'étant obligé à aucune échelle de salaires.

En fait, cet article ne changeait rien de ce qui existait auparavant, mais comme il s'agissait d'une loi ouvrière, il reproduisait simplement des textes d'autres lois, afin que les ouvriers en soient avertis. Nous avons rassemblé et inclus dans les bills 19 et 20, pour la rendre plus claire, une législation

disséminée un peu partout dans nos Statuts. Quel mal y a-t-il à cela? Ainsi donc, le bill actuel du gouvernement ne change rien du tout, de l'aveu même du ministre. Le gouvernement n'est pas plus obligé aujourd'hui qu'il l'était avant de payer les salaires des conventions collectives, malgré toutes les belles promesses du premier ministre d'obliger le gouvernement à payer lesdits salaires.

Le ministre du Travail, par son projet de loi d'abrogation, ne s'attaque nullement à l'atelier fermé. Voilà jusqu'où va la sincérité du nouveau gouvernement. Dans ses lois, l'Union nationale avait donné à l'ouvrier des garanties qu'il n'avait pas avant son arrivée à la tête de l'administration de la province.

Des pertes ont été enregistrées ici et là par les ouvriers, a dit le ministre du Travail et des Mines, hier. Le ministre a déclaré que le gouvernement de l'Union nationale avait fait perdre des milliers de dollars aux ouvriers, injustement, sur les travaux exécutés par le gouvernement ou pour le compte du gouvernement. Il a cité des chiffres fantastiques sur les montants d'argent que les ouvriers auraient perdus, à Trois-Rivières entre autres. Mais, dans sa nomenclature, il n'a fait mention que des travaux de chômage, soit des travaux du gouvernement exécutés par la province, travaux qui, en vertu du Code civil et des Statuts, n'étaient assujettis à aucun décret.

Je ferai remarquer, en passant, que les ouvriers de Trois-Rivières, le 25 octobre dernier, ont dit ce qu'ils pensaient de nos lois ouvrières. Son argument se retourne contre lui-même, car les électeurs de Trois-Rivières m'ont réélu. Et le ministre a omis de dire, hier, que les ouvriers de Trois-Rivières, grâce à nos lois, à la Wabasso Cotton, reçoivent maintenant en salaires \$130,000 de plus annuellement. Il a également omis de dire que les ouvriers de la Wabasso Cotton peuvent maintenant faire partie des syndicats ouvriers catholiques, grâce à nos lois.

Avant nos lois, ils ne pouvaient faire partie que des associations internationales. Ils sont libres maintenant d'appartenir à l'association de leur choix. L'Union nationale a forcé cette compagnie à reconnaître les unions, ce qu'elles avaient refusé au temps du régime Taschereau-Godbout. Et l'Union nationale a eu le courage de forcer la Wabasso à augmenter le salaire de ses employés.

Comme preuve, le ministre a aussi parlé du pont de Charlemagne, de la construction du pont du boulevard Pie-IX, et des travaux exécutés au Jardin botanique à l'île Sainte-Hélène, etc., pour dire que, grâce aux bills 19 et 20, les ouvriers employés à ces travaux avaient perdu des centaines de milliers de

dollars. Mais, n'eussent été nos travaux à ces endroits et ailleurs, qu'auraient fait les ouvriers de l'île de Montréal?

Il faut tout de même que le ministre soit logique. D'un côté, il affirme qu'aucune loi ne peut affecter les biens de la couronne à moins qu'ils ne soient spécifiquement mentionnés, et il admet que le gouvernement n'est pas obligé pour ses propres travaux de payer les salaires prévus par aucune loi, qu'il s'agisse des conventions collectives ou des salaires raisonnables. Le ministre admet également que cette situation existe depuis la Confédération et qu'actuellement, une fois que les bills 19 et 20 seront abolis, le gouvernement ne sera pas tenu plus qu'auparavant de payer les salaires des conventions collectives sur ses propres travaux. Et le ministre fait valoir que cela existe depuis 1867.

Or, les ouvriers qu'il mentionne et où, d'après lui, les ouvriers auraient perdu des centaines de milliers de dollars, sont des travaux exécutés entièrement sous la régie gouvernementale, puisque le constructeur était simplement l'agent, l'engagé de la province. Les bills 19 et 20 n'ont donc rien eu à voir à ces travaux et l'argumentation du ministre est fautive à sa face même.

On parle du pont de Charlemagne où des milliers de chômeurs ont été employés. Ce pont de Charlemagne est l'une des plus belles œuvres de l'Union nationale. C'était une nécessité publique depuis des années. Il a coûté moins cher que le pont de Caughnawaga; il est deux fois plus long et large et n'a coûté que la moitié du prix. Il n'a coûté que \$2,450,000, alors que le pont de Caughnawaga, construit par l'ancien régime, a coûté \$3,000,000. La construction du pont de Charlemagne a donné à des ouvriers qui étaient sous les secours directs l'occasion de gagner des centaines de mille dollars. On parle aussi du Jardin botanique, où le gouvernement a employé des milliers de chômeurs, les a fait vivre, les a rééduqués au travail. Nous avons réhabilité au travail des ouvriers qui n'avaient connu sous l'ancien régime que la désespérance et la désillusion. Ce jardin sera un actif pour la ville de Montréal. Est-ce un mal de faire travailler les siens?

Le ministre dénonce ces travaux. Mais, avant le gouvernement de l'Union nationale, le gouvernement Taschereau-Godbout ne faisait rien du tout. Sans ces travaux, les ouvriers auraient été laissés sous le secours direct avec les conséquences déplorables que l'on sait. Nous avons fait de grands travaux d'embellissement à Montréal, en vue du troisième centenaire et pour donner du travail à nos jeunes gens. Nous avons ainsi créé des visions

d'espérance et des flammes d'avenir. Nous leur avons donné un rayon d'espoir. Est-ce si mal que cela que de vouloir faire travailler les ouvriers? Est-ce un mal que d'avoir sorti les ouvriers de l'inaction où ils se trouvaient?

Nous avons réhabilité au travail des bras qui ne connaissaient depuis des années que le désœuvrement. Est-ce un mal de sauver des jeunes gens condamnés à l'inactivité, d'enlever des secours directs des milliers de citoyens? C'est cela que le ministre appelle "travailler contre les ouvriers"? Est-ce qu'il est mal de faire travailler les chômeurs et leur payer des salaires raisonnables au lieu de les laisser à rien faire, de dégrever d'autant le Trésor municipal de ces frais de chômage, puisque c'est la province qui a tout payé? Est-ce là travailler au détriment de la classe ouvrière?

Le ministre a beau parler de l'Union nationale et essayer de faire croire qu'elle a été hostile aux ouvriers. C'est l'Union nationale qui a augmenté de \$800,000 par an les salaires des ouvriers des pulperies et usines à papier de la province. Grâce aux lois de l'Union nationale, les ouvriers touchent maintenant en salaire plus qu'avant l'arrivée de l'Union nationale au pouvoir. C'est toujours l'Union nationale qui a augmenté à \$45 par mois les salaires des bûcherons, les salaires des filateurs, des institutrices et de milliers de gens.

Et puis, si le ministre est convaincu réellement que les ouvriers ont perdu des milliers de dollars sur les travaux exécutés pour le gouvernement, que ces ouvriers ont été frustrés d'un gain légitime, alors pourquoi le gouvernement qui, d'après le ministre des Mines, n'a pas payé tout l'argent qui aurait dû être payé, ne le rembourse-t-il pas aux ouvriers? La chose est facile, les listes d'employés sont là. Il ne s'agit que de faire le calcul et de payer. Si la province au temps de l'Union nationale a retenu des sommes qui auraient dû aller aux ouvriers, alors, que le ministre s'empresse de les rembourser s'il est logique! Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas remettre aux ouvriers ce qu'ils ont perdu?

Les libéraux avaient promis de tout chambarder notre législation ouvrière. Pourquoi maintenant le gouvernement libéral ne donne-t-il aux ouvriers du Québec qu'un chiffon de papier qui ne dit absolument rien? La politique devrait disparaître lorsqu'il est question des ouvriers. Le temps n'est pas aux luttes de classes et aux luttes de clans. Nous, de l'Union nationale, avons fait beaucoup pour la classe ouvrière. L'Union nationale a toujours travaillé pour les ouvriers.

Nous avons donné par exemple à l'accidenté le choix de son médecin. Nous avons nommé dans les commissions des représentants de la classe ouvrière. Nous avons empêché la multiplication des saisies-arrêts contre l'ouvrier. Nous avons dit par une loi spéciale que les salaires des ouvriers ne pouvaient être saisissables; donc, garantie du salaire du gagnepetit contre les saisies lorsque leurs salaires sont inférieurs à \$12 par semaine.

Nous avons donné les pensions aux vieillards, aux mères nécessiteuses, etc. Nous avons rendu justice à l'ouvrier et au patron. Nous n'avons pas permis à ce dernier de traiter injustement le premier. Nous avons fait pour l'ouvrier tout ce qui était humainement possible de faire.

Je dis que, dans ces questions de portée sociale, la politique devrait disparaître. L'heure n'est pas aux luttes de classes. Actuellement, le nouveau gouvernement ne s'attaque pas à nos lois ouvrières. Après avoir dit aux ouvriers que les bills 19 et 20 étaient une législation néfaste et avoir promis de l'abroger, on leur offre aujourd'hui, au lieu du rappel de la loi, un simple chiffon de papier qui ne dit rien.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Applaudissements) M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention d'entrer dans toutes les considérations du chef de l'opposition. Il a prononcé un discours à côté du sujet. Si je n'ai pas voulu soulever de point d'ordre chaque fois qu'il s'est éloigné de la question, c'est parce que la province sait que chaque fois que le chef de l'opposition fait un beau discours de Saint-Jean-Baptiste, c'est que sa cause est très faible³.

Le député de Trois-Rivières a dit qu'il n'était pas besoin d'un article de la loi pour exempter la province des dispositions des contrats collectifs. On le savait. Il est vrai que le gouvernement est exempt des dispositions des lois, sauf lorsqu'une exception est spécifiée dans une loi. Mais, si cette loi était inutile, pourquoi l'a-t-il inscrite dans les Statuts? La raison en est simple. Je vais la dire à la Chambre. C'était pour détourner l'attention. Le chef de l'opposition l'a inscrite parce qu'il ne voulait pas que le gouvernement paie des salaires raisonnables et qu'il voulait exempter jusqu'aux entrepreneurs du gouvernement de l'obligation de payer des salaires raisonnables. Il voulait préparer le paragraphe suivant du bill qui exempté aussi les entrepreneurs travaillant pour le compte du gouvernement.

Le chef de l'opposition a donc inscrit cette loi dans nos Statuts pour déclarer spécifiquement que les salaires raisonnables ne s'appliquent pas au gouvernement. Mais, dans cette loi, le paragraphe

essentiel de l'article 5 n'est pas celui où il est dit qu'aucun décret ne s'applique au gouvernement, car il est entendu que le gouvernement ne peut être assujéti à cette disposition; c'est le paragraphe *b* qui dit que le décret ne s'applique pas au cas de travaux exécutés par un tiers, c'est-à-dire un entrepreneur du gouvernement.

Cette disposition du bill 19 exempté non seulement la couronne, mais ses entrepreneurs des obligations des conventions collectives. Voilà la grande erreur de cette loi. Alors que j'occupais le fauteuil actuel du député de Trois-Rivières, avant l'adoption de cette loi, je recevais des plaintes de citoyens de nombreux endroits de la province. Plaintes à l'effet que les entrepreneurs du gouvernement ne se conformaient pas aux salaires fixés par les contrats collectifs dans les régions où s'effectuaient les travaux. On nous disait que des délégations se rendaient à Québec pour protester. Des ouvriers voulaient intenter ou avaient intenté des poursuites à des entrepreneurs qui ne leur payaient pas les salaires des conventions collectives. Les requérants disaient qu'ils s'étaient adressés aux amis du gouvernement et qu'on leur avait conseillé de ne pas prendre de poursuite parce que le gouvernement, dès la session suivante, devait présenter une loi pour régulariser toute la situation.

L'Union nationale leur a dit: "Nous allons passer une loi qui va mettre ordre à tout cela. Le gouvernement est à la veille de régler toute l'affaire." Or, la session est venue, le gouvernement de l'Union nationale a mis de l'ordre d'une bien drôle de façon puisqu'il a présenté une loi qui faisait tout le contraire de ce qui avait été annoncé et empêchait même les ouvriers de réclamer leur dû, car elle avait un effet rétroactif. On a dû avoir recours à cette rétroactivité pour que les plaintes qui affluaient ne fussent pas soumises aux tribunaux.

La déception a été générale. Tous les ouvriers déçus ont protesté. Il est curieux qu'aux dernières élections ils n'aient pas vu ces miracles en leur faveur dont a parlé le chef de l'opposition. Les ouvriers de partout dans la province ont protesté et ce n'est évidemment pas parce que la loi manquait d'importance. Le gouvernement, défait en octobre dernier, a inséré un article du Code dans la loi des contrats collectifs pour faire une transition. Il a exempté le gouvernement dans une loi, bien qu'il n'avait (sic) pas besoin d'être exempté, pour exempter en même temps ses entrepreneurs.

Les ouvriers ont donc été frustrés de ce qui leur était dû, comme l'a dit le ministre du Travail. Ils se sont révoltés et les syndicats nationaux ou

internationaux ont protesté contre la loi qui transportait aux entrepreneurs les droits qui existaient en faveur du gouvernement. Il est tellement évident que l'unique but était de favoriser les entrepreneurs amis du régime Duplessis que l'on a décrété la rétroactivité. De cette façon, les plaintes ont dû cesser et les poursuites intentées sont tombées. Tous les ouvriers de la province ont compris qu'ils avaient été trompés par l'Union nationale.

L'abolition des bills 19 et 20 a été demandée par toutes les unions ouvrières et par tous ceux qui s'intéressent aux classes laborieuses. Le Parti libéral a promis de les abolir. Les ouvriers ont voté pour le Parti libéral et le gouvernement tient sa promesse.

(Applaudissements à droite)

M. Barrette (Joliette): M. l'Orateur, le bill 10, que nous discutons en ce moment, a pour but de faire disparaître l'article 11a d'une loi adoptée par le gouvernement de l'Union nationale et connue sous le nom des bills 19 et 20.

Si nous protestons, ce n'est pas tant contre l'abrogation de l'article 11a, mais contre la manière du ministre de la demander, contre ses termes, surtout contre ceux peu convenables que le ministre a employés en présentant sa loi. Comme l'a expliqué tout à l'heure le chef de l'opposition, le ministre, dans son discours, a fait tout le procès des bills 19 et 20, alors qu'il n'en rappelle qu'une partie, qu'une clause, et la moins importante. En effet, l'article 11a déclare que le gouvernement n'est pas assujéti aux conventions collectives ou autres dispositions. Cette clause avait simplement été insérée pour plus de clarté. Car le gouvernement n'est jamais assujéti à des lois particulières, à moins que cela ne soit mentionné expressément.

Si, dans son discours, le chef de l'opposition a dû toucher à plusieurs sujets, c'est parce qu'il y a été entraîné par le ministre des Mines et du Travail (l'honorable M. Rochette). Mais, puisque le ministre du Travail a voulu traiter plusieurs sujets, vous nous permettrez de le suivre sur ce terrain où il s'est aventuré.

Le ministre du Travail a prétendu qu'il avait reçu des protestations de tout bord et de tout côté contre les bills 19 et 20. Si cela est vrai, pourquoi ne rappelle-t-il pas ces bills en entier, plutôt que d'en rappeler seulement une clause bien secondaire? Il y a aussi quelque chose qui m'étonne dans les prétentions des ministres. Le ministre des Mines dit que 160 unions ouvrières catholiques, internationales et autres ont protesté contre les bills 19 et 20. Du même souffle, il ajoute qu'il a reçu aussi des

protestations de 15 corps publics, composés pour la plupart d'employeurs, c'est-à-dire ceux qui faisaient travailler les ouvriers se sont aussi plaints des bills 19 et 20.

Autrement dit, les ouvriers se plaignent d'avoir été dépouillés par les bills 19 et 20, et le ministre ajoute que les patrons qui ont employé ces ouvriers et qui, d'après le ministre, sont censés avoir profité de l'affaire dénoncent eux aussi les mêmes bills. Ne trouvez-vous pas cela étrange, M. l'Orateur, que les employeurs et les employés protestent contre le même bill au sujet des salaires des employés? Si les ouvriers trouvent que leurs salaires ne sont pas assez élevés, croyez-vous que leurs employeurs vont protester eux aussi? Cela montre le sérieux de pareils arguments.

Le ministre des Mines a cité des chiffres sur les prétendues pertes que les chômeurs et ouvriers auraient subies pour avoir travaillé aux entreprises du gouvernement. Examinons-les. Il a prétendu qu'en certains districts les ouvriers avaient perdu \$500,000 et, dans d'autres, \$300,000. Les chiffres additionnés par le ministre sont tellement élevés, tellement énormes que si vraiment les ouvriers avaient perdu tant d'argent, ils auraient perdu plus qu'ils ne gagnent.

Les chiffres cités par le ministre ne veulent rien dire et n'ont aucune valeur de preuve, puisque le ministre a bien gardé de donner ses sources, de les préciser, d'indiquer où, quand, pourquoi et comment les pertes auraient été subies. Il ne nous a pas dit sur quoi il basait les pertes subies par les ouvriers. C'est bien beau de dire que les ouvriers ont perdu des centaines de mille dollars, mais encore faut-il le prouver. Tout ce que le ministre a démontré, c'est que si les ouvriers avaient reçu un million de plus, ils auraient reçu plus qu'ils n'ont reçu. C'est une vérité de M. La Palice: une heure après sa mort, il ne vivait plus. Il a sorti des vérités d'une naïveté inconcevable au cours de ses discours pour défendre son projet de loi. Pour les énoncer, le ministre a pris des accents impétueux, orageux.

Le ministre devrait savoir et il aurait donc pu ajouter que dans tous les contrats publics de travaux réguliers, en dehors des travaux de chômage, il y a eu une cédule de salaires annexée au contrat qui exigeait le paiement des salaires fixés par les contrats collectifs. Un enfant d'école sait cela. Tout contracteur qui reçoit un contrat du gouvernement doit payer ces salaires fixés par la cédule attachée au contrat même. Or, dans la province, sous l'administration du gouvernement national, les salaires ainsi fixés par les contrats du gouvernement

ont toujours été supérieurs à ceux qui sont exigés et prescrits par les conventions collectives.

Si le ministre voulait se renseigner, il verrait que tous les hommes appartenant aux divers corps de métiers de la construction - menuisiers, briqueteurs, plombiers - en vertu d'une cédula imposée par le gouvernement national, gagnaient des salaires de 15 % à 20 % plus élevés que les salaires payés en vertu du meilleur contrat collectif, et qu'ainsi les ouvriers ont gagné des milliers de dollars de plus qu'ils n'auraient obtenu avec les contrats collectifs auxquels, sans l'article 11a, ils auraient été assujettis. Si le ministre en doute, il n'a qu'à vérifier dans les documents.

Le gouvernement fédéral dans tous ses contrats procède de la même façon en indiquant les salaires à payer aux ouvriers. Le gouvernement national donnait ainsi l'exemple et contribuait à donner une hausse générale aux salaires en cette province. Nous avons pris nos responsabilités, sous l'Union nationale, et nous avons fait augmenter les salaires. C'est pourquoi je veux prévenir le ministre qu'avec son présent bill abrogeant l'article 11a, il va limiter la hausse des salaires; cependant, il n'empêchera pas leur baisse.

En ceci comme en bien d'autres cas, le gouvernement Godbout ne veut pas prendre ses responsabilités, comme nous les avons prises, nous. Le gouvernement veut laisser aux ouvriers le soin de fixer leurs salaires dans des ententes avec les patrons. Je prédis que nous verrons de nouveau cette exploitation éhontée de l'ancien régime Taschereau.

Le gouvernement ne veut pas prendre ses responsabilités parce qu'il craint qu'on lui rappelle ce qui s'est déjà passé. Il ne veut pas qu'on lui rappelle la pratique suivie par les amis du premier ministre lors de la construction du palais de justice de Québec. Dans les travaux du palais de justice de Québec ou du palais de justice de Joliette, par exemple, les ouvriers ont été frustrés d'une partie de leurs justes salaires.

Le ministre a parlé des salaires payés pour les travaux de voirie après 1936; et, en même temps, il a parlé de paix sociale. M. l'Orateur, lorsque nous avons pris le pouvoir en 1936, la paix sociale était vraiment en danger dans notre province. Vous vous souvenez, et tous les citoyens se souviennent de la clameur soulevée dans Québec avant 1936, alors que le régime du temps avait laissé exploiter les ouvriers au bénéfice des amis du gouvernement libéral.

Prenons un exemple frappant. Avant 1936, sous le régime Taschereau, dont faisaient partie la plupart des ministres actuels, les salaires des ouvriers terrassiers employés sur les routes n'étaient que 15 à

20 cents de l'heure. À partir de 1936, le gouvernement de l'Union nationale porta ces salaires à 25 et 30 cents de l'heure. Immédiatement, la paix a régné dans notre province; une harmonie, symbole de paix et de justice, a remplacé le concert des malédictions qui s'élevaient de partout.

Le ministre a eu l'audace de nous reprocher les travaux entrepris par l'Union nationale au Jardin botanique de Montréal, à l'île Sainte-Hélène, le pont Charlemagne, le pont du boulevard Pie-IX. Mais, chaque fois que les ministres et les députés de la droite font mention des innombrables travaux exécutés par l'Union nationale, ils font plaisir à l'opposition. Ce sont des monuments impérissables à la gloire de l'Union nationale et de son chef. Le gouvernement devrait exécuter autant de travaux que l'Union nationale, au lieu de passer son temps à abroger des articles de lois.

M. l'Orateur, nous avons un mandat et nous l'avons respecté. Nous avons le devoir de procurer du travail aux ouvriers et c'est ce que nous avons fait. Et, tout en venant au secours de la classe ouvrière, nous avons élevé dans notre province des monuments impérissables. Je dis au gouvernement actuel: "Faites-en autant, et vous aurez fait votre devoir comme nous avons rempli le nôtre." Dans Montréal, dans Québec et ailleurs, partout, dans toutes les régions de notre province, les ouvriers sont mécontents et ils ont commencé à le manifester. Ils réclament des travaux comme ceux entrepris par nous, des travaux comme ceux que nous leur avons donnés pour gagner leur vie. Après six mois d'administration, le gouvernement libéral n'a encore rien fait. Ce n'est pas en abrogeant des articles de loi que les ouvriers de notre province seront satisfaits.

Les ouvriers perdent espérance et patience. Comme avant 1936, la paix sociale est en danger et les clameurs s'élèvent de nouveau. À l'heure actuelle, les ouvriers demandent du pain et du travail; ils n'ont pas besoin de nouvelles lois, ils en ont eu assez pour les protéger sous l'Union nationale. Ce n'est pas en abrogeant l'article 11a du bill 19 que le ministre et le gouvernement vont procurer du travail et du pain aux ouvriers. C'est en leur donnant du travail aux mêmes salaires que nous les payions.

M. Chaloult (Lotbinière): Ha! Ha!

M. Barrette (Joliette): Le gouvernement devrait savoir cela. Sous le régime Taschereau, les ouvriers recevaient 25 cents de l'heure à Joliette. M. l'Orateur, nous avons entrepris des travaux de

chômage dans la ville de Joliette, de 1936 à 1939, et l'Union nationale a monté les salaires de 20 à 25 cents de l'heure, payés sous l'ancien régime, et les a portés de 32 à 37 cents de l'heure; cependant, les hommes de métier, briqueteurs, menuisiers, etc., ont été payés d'après le tarif des conventions collectives, à la demande du Syndicat catholique, soit 60 cents de l'heure. Or, présentement, tous les salaires ont été baissés à 30 cents de l'heure, ceux des hommes de métiers comme les autres. Car, aussitôt après les élections, on a réduit le salaire à 30 cents de l'heure. Ce sont pourtant là des travaux du gouvernement.

On revient aujourd'hui au marchandage. C'est donc la vieille loi de l'offre et de la demande qui est appliquée, sans égard aux conventions collectives et aux droits des ouvriers, la bonne vieille loi du laisser-faire et du laissez-passer qui continue comme en 1935. C'est elle qui revient. Les ouvriers sont mécontents et ils ont raison de l'être. Le Parti libéral ne leur avait pas promis cela.

Je me demande comment le présent bill 10 va aider ces gens. Évidemment, le gouvernement actuel a promis, beaucoup promis, trop promis, contrairement au chef du gouvernement national, qui a accompli 10 fois plus qu'il n'avait promis. Il est vrai que nos amis de la droite ne s'attendaient pas de prendre le pouvoir! Ils sont embarrassés pour racheter tant de promesses. Le gouvernement actuel a tort de considérer le verdict du 25 octobre comme une condamnation des lois ouvrières du gouvernement national. Il se trompe étrangement et l'avenir le prouvera; ils seront battus aux prochaines élections justement pour avoir démoli notre œuvre.

Le gouvernement a peur de prendre ses responsabilités, comme l'a fait l'Union nationale. Après six mois de pouvoir, la Parti libéral, au lieu de donner du travail aux ouvriers, se contente d'abroger un article anodin d'une loi.

Les bills 19 et 20 ont longuement été discutés dans la province. Dans deux élections complémentaires, dans Stanstead et Chicoutimi, on a fait la campagne sur ces bills, et chaque fois le candidat libéral a mordu la poussière. Le gouvernement actuel, pendant la campagne électorale, a dénoncé les bills 19 et 20; il a reproché au gouvernement d'alors de ne pas payer des salaires plus élevés, puis il a annoncé qu'il abrogerait les bills 19 et 20. Mais non seulement il n'abroge même pas les bills 19 et 20, mais, par contre, il a abrogé les travaux. Où sont ceux qui, du temps de l'Union nationale, travaillaient aux travaux de chômage, au Jardin botanique et ailleurs? On a mis fin à tous les travaux et à tout travail. C'est ainsi que le

gouvernement aime les ouvriers. Ceux-ci savent maintenant ce que valent ceux qui les flagornaient en octobre dernier et ce qu'ils ont donné.

Depuis deux mois et demi, des ouvriers de Joliette réclament la ratification d'un contrat collectif envoyé au ministère du Travail. Ils attendent encore la réponse. Je demande au ministre du Travail de voir le plus tôt possible à ce que ce contrat collectif des ouvriers du bâtiment pour Joliette soit ratifié. La demande en est faite depuis la fin janvier et mes amis, les ouvriers de Joliette, s'émeuvent avec raison des retards injustifiables apportés à cette ratification. Ils se demandent si c'est parce que le comté de Joliette a élu un député de l'Union nationale que le ministre néglige ainsi ses devoirs et qu'il fait souffrir un groupe aussi important de braves ouvriers que l'on cherche à punir.

Les ouvriers en ont assez de la publicité électorale bien faite, organisée par les libéraux, autour des bills 19 et 20, et ils réclament du travail et des salaires. Il est maintenant temps pour les ministériels de donner du travail aux ouvriers.

L'œuvre accomplie depuis six mois par le Parti libéral se résume à de grands discours, des grands gestes vides, mais pas de travail. Juste un faux amendement de loi ouvrière. L'Union nationale donnait du travail; elle en a donné pour des milliers et des milliers de travailleurs.

M. Chaloult (Lotbinière): M. l'Orateur, je suis heureux d'abord de discuter les bills 19 et 20 parce que je n'avais pas eu l'occasion de le faire en Chambre lorsqu'ils ont été adoptés. J'étais en effet absent du Canada en 1938 lorsqu'ils ont été présentés.

J'ai éprouvé une vive satisfaction, hier, en entendant l'honorable ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) s'exprimer avec un sens social comme on n'en a pas vu, en cette Chambre, depuis plusieurs années. Il a parlé des contrats collectifs avec conviction, de la classe ouvrière avec chaleur. Il nous a prouvé qu'il s'intéresse aux questions sociales, qu'il aime la classe ouvrière, qu'il comprend l'importance et la valeur des conventions collectives; en un mot, on sent qu'il est un homme progressif, favorable à l'évolution, qu'il est un vrai libéral.

(Applaudissements à droite)

Je suis satisfait, dit-il, que le gouvernement Godbout ait l'intention de créer un conseil supérieur du travail qui, je le souhaite, compensera pour la législation inqualifiable instaurée sous l'ancien gouvernement.

Le paragraphe *a* de l'article 5, que l'on veut biffer, consacre un principe extrêmement mauvais. Tout le monde sait que le gouvernement n'est pas assujéti aux lois qu'il édicte. Le chef de l'opposition, lorsqu'il était premier ministre, aurait dû décider que le gouvernement devait être assujéti aux contrats collectifs comme un particulier. Mais, par le bill 19, le régime Duplessis a voulu favoriser les entrepreneurs amis. Si le gouvernement ne s'est pas assujéti aux lois, il reste qu'il peut l'être et qu'il aurait dû le faire dans le cas des ouvriers. Et, si ce paragraphe de la loi Duplessis est inutile, pourquoi l'avoir fait rédiger? C'était pour faire avaler le paragraphe *b*, beaucoup plus pervers que le premier. Le principe consacré dans ce bill - à l'effet que les entrepreneurs du gouvernement sont exemptés de l'observance des lois - est mauvais dans son fond même, il est dommageable, exorbitant, je dirai même immoral. Il y a un autre mauvais principe consacré dans ce bill, plus pernicieux et plus grave encore, c'est celui de la rétroactivité.

Le chef de l'opposition a critiqué naguère le bill Dillon. Mais la loi dont le gouvernement demande aujourd'hui le rappel est plus mauvaise, car elle fait tomber les poursuites intentées par les ouvriers contre les entrepreneurs pour obtenir un juste salaire. Les ouvriers avaient assumé des frais considérables entraînés par les procédures pour se faire payer l'argent qui leur était dû. La loi déclare que les réclamations des ouvriers ne seront reconnues ni par le gouvernement, ni par un tiers. Les travailleurs en sont quittes pour leurs frais. Je crois que c'est là ce qu'il y a de plus dommageable dans toute la loi. La clause 11*a* a eu pour effet de réduire les salaires à des prix dérisoires. Pas besoin de citer des chiffres. Il n'y a qu'à ouvrir l'oreille aux protestations. Pourquoi nier l'évidence?

Mais je comprends les motifs de l'ancien gouvernement en exemptant ses entrepreneurs de l'observance des lois ouvrières. Je comprends pourquoi le gouvernement de l'Union nationale a tant favorisé ses contracteurs. Ce sont ces messieurs qui remplissent les caisses électorales. Ce sont les gros fournisseurs de la caisse. Il est un fait notoire et c'est que tous les entrepreneurs ont profité de la loi pour payer des salaires dérisoires, scandaleux.

On a dit que les bills 19 et 20 n'ont pas empêché le gouvernement de gagner les élections partielles. Mais cela ne prouve rien, tout le monde sait que nos gens, malheureusement, votent pour le parti au pouvoir aux élections partielles parce qu'ils ont besoin de faveurs, et sans guère tenir compte d'autres principes en jeu. Au surplus, ces élections ont été généreusement financées.

La caisse électorale de l'ancien régime Duplessis avait besoin d'argent et, dans les élections complémentaires, le gouvernement dépensait beaucoup d'argent. On a dépensé avec une prodigalité extraordinaire. D'où provenait cet argent? Il est facile de voir d'où il venait: des contracteurs du gouvernement exemptés de payer le juste salaire. Je ne serais donc pas surpris que ces bills 19 et 20 ne soient pas étrangers aux résultats de ces élections.

Je veux répondre à l'honorable chef de l'opposition. On le connaît. (Se tournant vers le chef de l'opposition) Le chef de l'opposition est un esprit essentiellement sophistiqué qui n'envisage jamais les questions en face, mais de côté, qui met dans la bouche des ministres et des députés des paroles qu'ils n'ont jamais prononcées⁴, qui fait tenir à ses adversaires des propos qu'ils n'ont jamais tenus, pour ensuite les mieux réfuter et contredire. Voilà bien la façon de procéder de l'ancien premier ministre. Il faut bien admettre que c'est un système assez primaire, assez facile. De plus, le député de Trois-Rivières a dit plusieurs choses absolument contraires aux faits. C'est la manière du chef de l'opposition, et nous la connaissons depuis longtemps. Il nous a fait un discours de Saint-Jean-Baptiste, suivant l'expression du ministre de la Voirie.

Il est évident que tous les ouvriers étaient opposés aux bills 19 et 20. Ces bills, de l'avis des sociologues et des théologiens qui les ont étudiés, sont contraires aux enseignements et aux directives des papes dans leurs encycliques. *L'Action catholique*, organe officieux de l'archevêché de Québec, les a condamnés. C'est un journal que le chef de l'opposition devrait aimer beaucoup, lui qui a un faible pour les choses cléricales. Il (M. Chaloult) lit l'opinion exprimée par M. Eugène L'Heureux sur les bills 19 et 20. J'ai ici une consultation de théologiens qui déclarent que les bills 19 et 20, s'ils ne sont pas contraires aux encycliques et aux directives pontificales, sont du moins contraires aux principes que l'on peut déduire des encycliques et des directives pontificales. Les autorités syndicales, nationales, catholiques et internationales se sont opposées à ces lois. Il cite des expressions d'opinions et des déclarations de MM. Alfred Charpentier et Gérard Picard, respectivement président et secrétaire de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, contre le bill 19.

D'autres autorités se sont prononcées contre la loi Duplessis, des catholiques, des internationaux et des neutres; mais, en dépit de cela, malgré cela, le gouvernement de l'Union nationale, défait en octobre, a passé outre et a forcé la Chambre à les

adopter. Le chef de l'opposition a dit hier: "La loi abrogeant l'article 11a n'a aucune portée. Ce que les unions ont condamné dans cette loi, c'est l'abolition de l'atelier fermé, et il n'en est pas question dans la loi." Le chef de l'opposition a oublié que le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) a déclaré qu'il y aurait un autre projet de présenté. Pourquoi soutenir de tels arguments? Pourquoi prendre cette question de flanc?

Le ministre du Travail a bel et bien promis de présenter une loi concernant l'atelier fermé et la liberté du travail. Le ministre et ses collègues abrogent d'abord un article particulièrement pernicieux du bill 19 et présenteront plus tard une loi qui en fera disparaître toutes les dispositions mauvaises. Faire autrement, ce serait nuire aux conventions collectives et le chef de l'opposition le sait bien. Le discours du ministre était clair, précis, et son projet de loi est d'une efficacité incontestable.

Il reproche de nouveau au chef de l'opposition de faire croire que ses adversaires disent des choses insensées pour mieux les contredire. Il est inutile que les députés qui siègent à gauche de l'Orateur de la Chambre parlent du parti de l'Union nationale lorsque tout le monde sait que cela n'existe plus. (S'arrêtant un moment, et se retournant vers le chef de l'opposition qui avait quitté sa place, mais y est revenu.) Le chef de l'opposition a encore parlé des œuvres de l'Union nationale. Il ne saurait énumérer les œuvres nationales accomplies par son gouvernement, parce que de telles œuvres, l'Union nationale n'en a jamais accomplies. Un certain nombre des lois ouvrières qu'il adopta ne visaient qu'à aider ses amis les entrepreneurs.

Ce titre d'Union nationale est un contresens. Cela n'existe plus; on devrait parler du Parti conservateur, car "l'Union" dirigée par le chef de l'opposition n'a jamais rien eu de national. Il est extraordinaire de fausser ainsi le sens des mots.

(Rires et applaudissements à droite)

C'est extraordinaire comme les mots peuvent parfois exprimer des choses différentes. Il prétend avoir fait augmenter les salaires des ouvriers de centaines de milliers de dollars. Non, mais tout de même! Qu'il se donne la peine de calculer les votes donnés à la dernière élection et il verra que l'un des principaux motifs de la défaite de son parti a été les bills 19 et 20.

Il a parlé des bûcherons. Il a dit que les bûcherons avaient eu, grâce à lui, une augmentation des salaires de centaines de milliers de dollars. Il doit avoir envie de rire, le chef de l'opposition, quand il parle ainsi. On pourrait peut-être consulter les

bûcherons eux-mêmes là-dessus. J'ai ici le rapport des délibérations qui ont eu lieu à un congrès de bûcherons tenu à Saint-Tite. M. L.-P. Côté, organisateur d'une association catholique qui groupe 45,000 bûcherons, déclare dans son discours que si M. Drouin était resté ministre des Terres et Forêts, les bûcherons auraient le contrat collectif. M. Côté ajoute que les trusts ont demandé la tête de M. Drouin et l'ont obtenue.

Il va jusqu'à parler de la trahison infâme de la cause des bûcherons. Les ouvriers de la forêt n'ont pas été traités comme le prétend le député de Trois-Rivières, et ils l'ont prouvé par leurs votes aux dernières élections. Tous les bûcherons étaient opposés à son gouvernement. Les bûcherons n'ont jamais touché \$45 par mois, comme le dit le chef de l'opposition. Ce n'est pas \$45 par mois que les bûcherons devraient recevoir par mois, mais bien \$55 ou \$60. De plus, il leur faudrait un contrat collectif. Les ouvriers de la forêt en réclament un et l'Union nationale le leur a systématiquement refusé.

Le chef de l'opposition a aussi parlé des ouvriers du textile. Il a dit: "Nous avons fait augmenter les salaires des ouvriers du textile." Mais a-t-il déjà oublié la grève du textile? A-t-il oublié qu'il a défié les employés du textile, qu'il a refusé de les entendre? Oublie-t-il qu'il a sollicité l'intervention des autorités religieuses pour mettre fin à la grève?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Jamais, ni de près ni de loin, je n'ai demandé aux autorités religieuses de régler la grève ni sollicité leur intervention. Lorsque le cardinal⁵ m'a demandé d'agir comme arbitre, j'ai accepté et j'ai réglé la grève à la satisfaction des ouvriers. J'ai obtenu pour les ouvriers des conditions meilleures que celles qu'ils espéraient avoir.

M. Chalout (Lotbinière): Le chef de l'opposition dit qu'il n'a pas demandé aux autorités religieuses d'intervenir dans la grève. Souvent, on procède par un tiers, dans ces occasions. Il est possible qu'il n'ait pas demandé lui-même aux autorités religieuses de lui demander d'intervenir comme arbitre dans cette affaire. Mais il a pu se servir d'un intermédiaire. Le chef de l'opposition va-t-il nous faire croire que c'est lui qui a réglé cette grève? Veut-il blaguer? Il ne fera croire à personne qu'il a réglé la grève du textile à la satisfaction des ouvriers. Ce sont des mots qu'il faisait gober, il y a un an, en cette Chambre, mais pas aujourd'hui. Non, non, non. Les ouvriers considèrent qu'ils ont été joués dans cette affaire. Le contrat du textile n'a jamais été signé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le contrat collectif a été bel et bien signé et fut en force en temps et lieu. Il a été ignoré parce que ce sont les ouvriers qui ont demandé le rappel de ce contrat collectif.

M. Chaloult (Lotbinière): On connaît ça. On peut demander à M. Maxime Raymond, au député de Montmorency et à d'autres comment les ouvriers du textile ont été joués. Ils ont été forcés par leurs patrons de demander le rappel de ce contrat collectif, et ils ont finalement convenu qu'ils avaient été joués dans toute cette affaire par le gouvernement.

M. l'Orateur, comment le gouvernement de la prétendue Union nationale, qui se gargarisait d'eau bénite tous les jours, durant ses trois années au pouvoir, a-t-il pu inscrire dans nos Statuts une pareille loi? C'est ce qui m'étonne le plus. Comment un gouvernement, qui donnait un anneau symbolique pour marquer les bonnes relations de l'Église et de l'État et pour attester de ses bons sentiments à l'égard d'une haute autorité, a-t-il pu forcer la Chambre à adopter une loi aussi contraire aux enseignements des papes? Un gouvernement qui planait toujours dans les hautes sphères de la spiritualité, au sens religieux du mot, lui qui était si spirituel et si clérical qu'il ne cessait de multiplier les révérences! Comment un gouvernement si dévot - j'entends dévot au sens du XVII^e siècle, dévot à la manière du temps de Molière, auteur de l'inoubliable *Tartuffe* - comment a-t-il pu commettre pareille action?

(Rires à droite)

Comment se fait-il que ce gouvernement a pu faire voter par la Législature une loi aussi antisociale? Comment se fait-il qu'il ait voté les bills 19 et 20 contre la volonté des syndicats catholiques qui, après tout, prennent leur inspiration auprès de l'autorité religieuse constituée, et même contre les enseignements de l'Église en ce qui regarde la justice et l'équité sociales.

Nous verrons peut-être encore des choses extraordinaires. Peut-être demain verra-t-on des représentants de ce même gouvernement nous dire qu'il faut être très soumis aux directives des autorités religieuses et à la discipline ecclésiastique? Peut-être verrons-nous cela demain, car on voit tout, et l'Union nationale nous a habitués à voir des choses extraordinaires! Le chef de l'opposition se donnera probablement des airs de moralisateur lorsqu'il combattrà cette autre mesure du gouvernement, celle du suffrage féminin, et lorsqu'il s'en prendra au Conseil législatif. M. l'Orateur, nous en avons tant

vu sous le gouvernement de la prétendue Union nationale que nous pouvons nous attendre à tout de l'opposition actuelle.

(Applaudissements à droite)

Je constate que le gouvernement actuel est sincère. C'est un excellent esprit qui anime le gouvernement en présentant le projet de loi du ministre des Mines et du Travail. Je suis, dit-il, heureux de voir que le gouvernement se propose de créer un conseil supérieur du travail, qui, je l'espère, compensera pour la législation inqualifiable adoptée par l'ancien gouvernement. On n'attend pas la perfection, mais il est évident que le gouvernement actuel est de bonne foi, sincère, soucieux de faire quelque chose pour les ouvriers, et qu'il veut travailler au progrès et à l'évolution.

M. Lorrain (Papineau): Le député de Lotbinière prétend-il que les autorités religieuses se sont objectées aux bills 19 et 20? Pourrait-il nous citer des cas où les autorités religieuses se sont élevées contre les bills 19 et 20? Pourrait-il également nous dire s'il sera encore dans l'obligation de prendre la porte et de quitter la Chambre lorsque le vote sera pris sur ce projet comme il l'a fait hier pour ne pas voter?

M. Chaloult (Lotbinière): Je crois avoir été très clair. Je n'ai pas dit que les autorités religieuses avaient condamné les bills 19 et 20. J'ai dit dans mon discours que la législation ouvrière du gouvernement de l'Union nationale était en contradiction avec les principes contenus dans les documents pontificaux et qu'un comité de théologiens avait condamné ces bills. Quant à l'allusion au fait que je n'ai pas voté sur le rappel du bill 5, je dirai que j'étais - je l'ai dit du reste - pour le principe de cette loi, mais qu'elle était informe, mal faite et a été mal appliquée. Je ne pouvais ni l'approuver ni la condamner. J'avais donc le droit de m'abstenir de voter. Il peut fort bien arriver qu'un député pense devoir s'abstenir de voter pour ou contre un projet de loi. Je l'ai fait une fois et je n'en ai pas honte.

Quand on ne peut ni approuver ni condamner, on s'abstient. C'est ce que j'ai cru devoir faire, comme cela se fait aux États-Unis, au Parlement de Westminster, au Parlement d'Ottawa et ailleurs. Je me demande quelle attitude prendra le Conseil législatif. Il a donné son assentiment sans trop murmurer, après je ne sais quelles tractations en faveur des bills 19 et 20 à la session de 1938. Votera-t-il contre, maintenant? Je suis sûr qu'aujourd'hui il renversera sa première décision et votera pour l'abrogation de ces lois. Et je ne doute pas qu'il en soit enchanté.

M. Talbot (Chicoutimi): Le député de Lotbinière peut-il dire quelles sont ces tractations? En quoi ont-elles consisté?

M. Chaloult (Lotbinière): Le député de Chicoutimi pourrait mieux se renseigner auprès du chef de l'opposition à ce sujet. Il pourrait lui expliquer cela mieux que moi. Voici que ces mêmes conseillers législatifs qui ont approuvé les bills 19 et 20 vont maintenant approuver le rappel de l'article 11a du bill 19. Je suis persuadé aujourd'hui qu'ils renverseront leur première décision et qu'ils voteront pour l'abrogation de ces lois. Mais à quoi sert donc cet organisme?

Il y a de bons conseillers législatifs, mais, dans l'ensemble, je me demande bien si cet organisme ne fait pas double emploi. Si le Conseil législatif est un corps responsable...

M. l'Orateur: À l'ordre! Le député de Lotbinière est hors d'ordre.

M. Chaloult (Lotbinière): M. l'Orateur, je termine en félicitant le gouvernement de demander à la Chambre de rappeler cette loi.

(Applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je rendrai d'abord hommage au député de Lotbinière (M. Chaloult).

J'ai toujours eu beaucoup d'estime et une admiration toute particulière pour lui, mais jamais autant qu'aujourd'hui. Avant la présente session, j'avais pour lui une admiration mitigée. J'ai maintenant une admiration complète. Il a un talent extraordinaire. Il est d'ailleurs un homme extraordinaire.

(Applaudissements à gauche, puis à droite)

Il a le don, dans un discours d'une vingtaine de minutes, et sur n'importe quoi, sur n'importe quel débat et depuis le début de la session, cette année, de parler de tout et de mêler à la fois la race, la religion et la patrie.

À ma connaissance, c'est le premier homme qui, en Chambre, ait réussi à sauver à la fois la patrie, la province, la foi, les ouvriers, les veuves, les vieillards et les orphelins ...

M. Chaloult (Lotbinière): Je soulève un point d'ordre. Le député de Deux-Montagnes est hors de la question. Tout cela est en dehors du débat. Je ne vois pas en quoi cela concerne la loi que nous étudions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai tout simplement voulu faire au député de Lotbinière des compliments qui lui reviennent de justesse après une si belle et noble harangue. Je veux rendre hommage à son talent. Je comprends que le député de Lotbinière a tellement réussi que, s'il eût fait du théâtre, il eût remporté encore plus de succès qu'en politique.

Depuis le début de la session, il a passé son temps à s'attaquer au chef de l'opposition. Il est modeste et je veux saluer sa modestie bien connue. Le député de Lotbinière a dit: "Il n'y a plus rien de national dans le parti de la gauche depuis que j'y suis plus." Voyez-vous, il n'y avait plus rien de national dans l'Union nationale quand il décida d'en sortir. Lui parti, il ne reste plus rien de national. Je me demandais où le député de Lotbinière prenait son inspiration. Il l'a indiqué lui-même lorsqu'il a parlé de *Tartuffe*...

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis): Je soulève un point d'ordre. Le député de Lotbinière n'est pas le sujet en discussion. Le député de Deux-Montagnes devrait s'en tenir à la discussion du bill 19.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai été injurié plus que qui que ce soit depuis le début de la session, et plus particulièrement par le député de Lotbinière. Je ne me suis jamais levé, ni plaint car, dit-il, ce n'est pas mon habitude d'attaquer puis de bâillonner l'adversaire qui veut répondre.

Mais je suis d'opinion que le député de Deux-Montagnes doit avoir le droit de répondre au discours prononcé par le député de Lotbinière. Dans le débat présent, le député de Lotbinière a parlé des encycliques, fait des attaques personnelles, etc., et on ne pourrait rien lui dire?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le député de Deux-Montagnes s'est certainement éloigné du sujet en discussion, qui est la motion de l'honorable ministre du Travail et des Mines. Il ne peut s'attaquer personnellement à un député. Il doit s'en tenir à la discussion du bill en question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Lotbinière n'a pas seulement parlé du bill en discussion. Il a même parlé de "gargarisme" et "d'encycliques". Il n'est pas question de cela dans le bill.

M. Lorrain (Papineau): Le député de Lotbinière doit être enchanté d'avoir trouvé comme premier

défenseur en cette Chambre le député de Montréal-Saint-Louis (M. Hartt)!

M. l'Orateur: Le ministre était hors d'ordre dans son discours. Le chef de l'opposition lui a répondu et l'a suivi sur le même terrain, devenant ainsi hors d'ordre. Le député de Lotbinière a parlé plusieurs fois en dehors du bill. Il est sorti du débat pour répondre au chef de l'opposition, qui était également sorti du débat.

Présentement, le député de Deux-Montagnes est sorti lui-même du débat. En fait, tout le monde a été hors d'ordre. J'aurais pu intervenir dès la première infraction au Règlement, mais, comme je ne suis pas intervenu, je crois en toute justice que le député de Deux-Montagnes a le droit de répondre au député de Lotbinière. Je lui permets donc de continuer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'étais à dire, M. l'Orateur, que je me demandais où le député de Lotbinière puisait son inspiration. Il m'a tiré de ma quiétude quand il m'a cité *Tartuffe*, de Molière. Je vois maintenant où il a puisé son inspiration. C'est une source que le député de Lotbinière a droit de choisir et qui explique beaucoup de paroles prononcées dans la Chambre depuis un certain temps.

Le député de Lotbinière a parlé de caisse électorale. Il a été scandalisé du fait que des contracteurs souscrivaient au fonds électoral. Il a dit que nos lois ouvrières étaient de nature à favoriser les entrepreneurs pour que ces derniers puissent fournir à la caisse électorale. Il faut s'incliner devant lui. Il a sans doute fait croire à certains membres de la Chambre qu'il a fait ses élections avec de l'action sociale et des idées nationalistes.

Mais j'aimerais bien savoir si, dans son comté de Lotbinière, il a réussi à se faire élire seulement par son action et ses déclarations. Qui a payé ses salles et ses voitures? Il a payé son dépôt et ses dépenses d'élections avec des discours sur le patriotisme, la race et le nationalisme? Le digne député croit lui-même que le Parti libéral n'a jamais rien obtenu de ses entrepreneurs? Jamais on n'a fait appel aux contracteurs pour les fonds; tout se passe dans l'édification, les bonnes œuvres et la prière et les considérations sur le patriotisme et la vertu? Une telle confiance, une si belle candeur, dans le député de Lotbinière a quelque chose de désarmant. Il croit tout ce qu'on lui dit maintenant qu'il est revenu au Parti libéral.

Il croit en la pureté du cœur humain libéral, il s'enflamme pour l'idéal libéral, la foi libérale, en

attribuant comme un crime au gouvernement de l'Union nationale d'avoir reçu des argents pour la caisse électorale. Qu'il s'informe auprès du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard)! Il devrait, avant de parler comme il le fait, se rendre chez l'honorable ministre et lui demander quels furent les noms des entrepreneurs de 1933, 1934, 1935, les noms de ceux du temps de l'Union nationale et des nouveaux entrepreneurs, puis comparer les listes. Ses illusions pourraient peut-être s'envoler.

Le député de Lotbinière est devenu d'une crédulité... Il ne s'aperçoit pas que cette loi, pour l'abrogation d'articles des bills 19 et 20, pour employer une expression chère au ministre de la Voirie, sous l'ancien gouvernement, est du plus beau camouflage.

On avait promis solennellement aux ouvriers d'abolir ces bills 19 et 20. Aujourd'hui, après plusieurs mois, on présente des lois pour amender une partie de ces bills.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au député de Deux-Montagnes qu'il est hors de la question et qu'il est 6 heures.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je propose donc, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. Élie), que le débat soit de nouveau ajourné.
Adopté. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)⁶: propose que la Chambre soit ajournée à demain, à trois heures.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au député de Saint-Hyacinthe quelles questions viendront sur le tapis à la prochaine séance.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On procédera très probablement à l'étude en deuxième lecture de la loi du vote des femmes. Je crois donc que nous parlerons des femmes. C'est si intéressant de parler des femmes.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).
2. Il est 4 h 30 lorsque la séance reprend, selon *Le Canada* du 11 avril 1940, à la page 5.
3. Le chroniqueur du quotidien *The Gazette*, Campbell Carroll, remarque, dans un billet marginal, que même après six mois au pouvoir, le ministre Bouchard garde encore ses habitudes de chef de l'opposition et s'adresse à M. Duplessis en l'appelant souvent: "l'honorable premier ministre". Voir *The Gazette* du 11 avril 1940, à la page 10.
4. La version du *Devoir* du 11 avril 1940, à la page 6, diffère sensiblement: "Le chef de l'opposition n'attaque jamais en face. Il discute de côté et il attribue à ses contradicteurs des propos qu'ils n'ont jamais prononcés, de sorte qu'il peut facilement les réfuter."
5. *The Montreal Daily Herald* du 11 avril 1940, à la page 5, précise à ses lecteurs qu'il s'agit du cardinal Villeneuve, archevêque de Québec.
6. M. Bouchard remplace le premier ministre, temporairement absent.

Séance du jeudi 11 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

**Charte de
Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean-Napierville (M. Bouthillier), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Charte d'Amos

M. Allard (Abitibi) propose, appuyé par le représentant du Témiscamingue (M. Goulet), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville d'Amos, district d'Abitibi, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville d'Amos, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, ladite pétition de la ville d'Amos, district d'Abitibi, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville d'Amos, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 142 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine.

M. Dumoulin (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Le rapport est adopté.

M. Leduc (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 105 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.

**Droit de vote
des femmes**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité soit maintenant lu une deuxième fois.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, le projet de loi que j'ai l'honneur de proposer en deuxième lecture me semble si populaire en ce moment que je ne saurais me départir de mon habitude de ne dire que deux mots d'argumentation pour l'appuyer.

Le projet de loi a pour but d'enlever des lois existantes les restrictions qui enlèvent aux femmes de cette province le droit d'exercer le droit de vote et le droit d'éligibilité. Avant d'aller plus loin, je désire

réfuter une objection qui, je suppose, est dans l'esprit de quelques-uns. J'aurais changé d'attitude sur cette question qui s'est déjà posée plusieurs fois dans cette Chambre.

J'étais honnête autrefois en tenant l'attitude que j'avais, honnête devant ma conscience, et je ne pense pas avoir changé sous ce rapport. C'est avec la même sincérité que je réclame aujourd'hui, pour les femmes de ma province, le droit de vote. Les circonstances ont changé chez nous comme dans le monde entier, et le problème se pose sous un jour bien différent en raison de la crise et de la guerre. Nous n'y pouvons rien changer. Les conditions dans lesquelles nous vivons font de la femme l'égale de l'homme. Elle a souvent les mêmes devoirs et les mêmes obligations. Je dirai même que, pour la société, les devoirs de la femme sont en quelque sorte plus élevés que ceux de l'homme.

(Applaudissements à droite)

Pourquoi lui refuser les mêmes droits, surtout quand bien des questions dont nous avons à décider relèvent plus de sa compétence que de la nôtre?

Le moment est venu, dit-il, de s'acquitter d'un engagement que j'ai pris lors de la convention libérale de 1938 et, subséquemment, à chaque occasion que j'ai eue d'aborder ce sujet. La dernière opportunité m'a été fournie par le chef de l'opposition, l'ancien premier ministre (M. Duplessis), lorsque, après la publication d'une lettre de Son Éminence le cardinal Villeneuve dans laquelle il se prononçait contre le droit de vote des femmes, le chef de l'opposition avait voulu connaître les intentions du gouvernement sur cette question. J'ai déclaré alors que lorsqu'un homme, et en particulier un homme public, a donné sa parole d'honneur, il est de son devoir sacré de la respecter.

En demandant le droit de vote pour les femmes, je ne réclame pas des prérogatives seulement pour une catégorie de citoyens ou pour un sexe. Je veux défendre les prérogatives de ma province et proclamer le droit de toute personne humaine, assez intelligente pour discuter les diverses questions qui se posent, à travailler pour sa province et pour son avenir. Je veux donner ce droit à toutes les femmes qui se dévouent avec nous. Pourquoi ne pourraient-elles pas travailler pour la province?

(Applaudissements)

Dans le passé, on a fait valoir l'argument que cela nécessitait des dépenses considérables. C'est un argument qui ne saurait être considéré. L'on a objecté que la présence des femmes dans les assemblées publiques serait une cause de désordre pour celles-ci, une cause de scandales pour celles-là.

Je ne crois pas que la présence des femmes dans les assemblées, dans les assemblées électorales et dans les assemblées délibérantes puisse être une cause de désordre ou de scandale. Bien au contraire! Je pense plutôt, M. l'Orateur, que nous avons l'impérieux devoir de décider que les femmes auront, avec les hommes, les mêmes droits et les mêmes privilèges, puisque la civilisation moderne leur impose les mêmes obligations et les mêmes devoirs.

Certains ont déjà prétendu que le droit de vote éloignerait la femme de sa famille et la distrairait de ses devoirs sublimes de gardienne du foyer. On a peur que, pour exercer son droit de citoyenne, la femme sorte de son foyer, qu'elle soit soustraite à ses devoirs particuliers. C'est la vie moderne qui l'a sortie du foyer. Aujourd'hui, dans notre province de Québec, il y a 100,000 femmes qui doivent gagner leur vie par leurs propres moyens, qui assurent leur propre avenir. Non seulement les femmes gagnent aujourd'hui, pour un grand nombre, leur propre subsistance et celle de leur famille, mais elles jouent dans notre vie économique une influence qui n'est pas loin d'être prépondérante, si elle ne l'est pas.

M. l'Orateur, sait-on qu'à l'heure présente, les femmes détiennent plus de 50 % des économies dans les banques? Elles possèdent 75 % du capital investi dans les assurances². Elles n'ont pas seulement à assurer leur avenir, mais elles ont à défendre leur foyer, leurs enfants et leurs biens, tout comme les hommes. Au strict point de vue économique, je ne puis voir pour quelle raison on leur refuserait le droit de vote et d'éligibilité.

Il y a plus. Notre société a besoin des femmes. Elles sont un facteur d'ordre et de stabilité qu'on ne saurait trop faire valoir.

(Applaudissements)

Même sans le droit de vote, elles constituent ce facteur. Même si nous ne leur accordions pas le droit de suffrage, elles seraient toujours un facteur d'ordre, et c'est pour cela qu'il me semble que nous ne pouvons pas leur refuser ce privilège. Le droit pour la femme de discuter des questions publiques, de représenter un comté à l'Assemblée législative, de faire valoir son opinion sur les questions publiques, tout cela ne peut qu'augmenter son intérêt aux problèmes de l'heure et à la chose publique. Je suis certain que la femme y mettra un patriotisme aussi généreux, une largeur de vues pour le moins égale, une vision plus lointaine de l'avenir que l'homme.

Et c'est pour assurer à nos institutions ce facteur de stabilité et d'ordre que je réclame pour les femmes de ma province le droit de vote et

d'éligibilité. Il est une foule de questions que les femmes comprennent mieux que nous, elles qui sont les gardiennes du foyer, les éducatrices des générations futures. Elles sont plus aptes que nous à scruter l'avenir. Elles ont - nous en convenons tous - une intuition particulière. Cette intuition particulière, que la Providence leur donne, leur fait prévoir les dangers mêmes lointains de nos décisions. Je ne vois pas pourquoi nous priverions plus longtemps la société de ces avantages réels.

Je ne crois pas que la présence des femmes aux assemblées publiques et aux assemblées délibérantes de la nation constitue un danger ou une cause de gêne pour elles-mêmes, au milieu de ceux qui peuvent manquer de mesure dans les discussions. Bien au contraire. Elles nous obligeront à plus d'ordre, de paix et de respect mutuel. Dans le passé, leur présence a certainement été une cause de gêne pour ceux qui seraient portés, dans les réunions publiques, à se laisser aller à des méthodes que d'habitude ils n'emploient pas. Leur présence empêchera chacun de se livrer à des excès auxquels on n'a pas recours dans les autres domaines de l'activité publique.

Les femmes constituent un élément de force dans notre société, et c'est une autre raison de réclamer pour elles le droit de vote. Je souhaite le maintien de ce qui peut sauver notre société, la famille. La femme est l'ange gardien du foyer. Tout ce que fait la femme, elle le fait en vue du foyer. Elle scrute toutes les questions en fonction de la famille dont elle a la charge, et de son avenir. À ce point de vue, elle est un facteur de force et de stabilité. Mieux que nous, elle peut discerner ce qui est un danger pour la cellule sociale qu'est la famille, cette pierre angulaire de notre société, et l'avenir de notre race. La meilleure protection que nous ayons dans la famille repose sur le dévouement de la femme, sur son intelligence, prolongée d'intuition. Elle est non seulement l'ornement de nos familles, mais elle est la pierre de touche nécessaire au maintien de ces institutions, et elle possède cette intuition qui nous fera voir les dangers qui nous menacent. En cela, elle est un facteur non seulement d'ordre, mais de grandeur.

(Applaudissements)

Je crois que la Chambre devrait voter à l'unanimité le projet de loi que je présente aujourd'hui. Je voudrais que l'on m'indique une raison spéciale de refuser aux femmes le privilège de voter et d'être éligibles. Je voudrais que l'on invoque des arguments contre l'opportunité de ne plus léser le droit des femmes à voter.

Comme personne humaine, la femme n'est-elle pas, je ne dirai pas semblable, car elle ne l'est pas, mais au moins l'égale de l'homme? Elle possède une intelligence peut-être différente de celle de l'homme, mais, si l'on examine l'activité déployée par toutes les grandes femmes de notre histoire, par exemple, on constatera que la femme, au point de vue intellectuel, s'est montrée supérieure à l'homme. Est-ce que la femme n'est pas aussi intelligente que l'homme dans la société québécoise? Le niveau intellectuel établit que les femmes de notre province sont en général plus instruites que les hommes, par conséquent mieux préparées à juger nos problèmes sociaux. Je réclame donc le droit de vote pour la femme, afin d'élever le niveau de nos discussions politiques, pour assurer plus d'ordre et de dignité dans nos assemblées, pour contribuer à faire en sorte que les générations futures soient mieux préparées que nous à leurs tâches.

C'est comme hommage à nos mères canadiennes, à nos compagnes, à nos sœurs, à nos filles, surtout comme hommage à nos mères qui ont toujours travaillé à notre avenir avec une intelligence et un dévouement admirables, c'est pour ouvrir des horizons à tous les citoyens de la province, c'est pour donner aux femmes de nouvelles occasions de servir leur province que je réclame pour elles le droit de vote et d'éligibilité.

Je veux donner le droit de vote à celles qui travaillent de tout leur cœur à la solution de nos problèmes. Je veux élargir leur champ d'action. Je veux que la génération montante puisse voter. Je veux donner le droit de vote aux jeunes filles qui, au sein de nos associations de bienfaisance et de charité, se dévouent de tout leur cœur pour nous tous et qui sont forcées de gagner leur vie comme les hommes, afin qu'elles puissent travailler aussi à leur avenir et à l'avenir de leur province. Je demande que nous enlevions toute entrave à l'influence bienfaisante de la femme dans notre société.

Et, pour ces raisons, M. l'Orateur, je propose que le projet de loi présentement devant la Chambre soit adopté en deuxième lecture.

(Applaudissements)

M. Paquette (Labelle): Nous venons d'entendre l'honorable premier ministre qui a défendu avec chaleur la cause du vote des femmes. Si nous ne nous rappelions pas l'attitude passée du premier ministre, nous pourrions admirer sa conviction. J'ajoute que j'ai été étonné d'entendre autant de raisons invoquées alors que ces mêmes raisons servaient jadis au premier ministre pour combattre la

même mesure. Il n'y a rien de changé cependant dans la province de Québec depuis quelques années. Et on fait maintenant volte-face, mais il n'y a rien de changé dans la famille.

Je suis contre le vote des femmes comme je l'ai été dans le passé. Et je le suis d'autant plus que cette fois-ci l'on réclame, outre le droit de vote, le droit d'éligibilité. Je suis contre parce qu'il me semble qu'il n'y a pas d'urgence à faire entrer les femmes dans la politique. On se souviendra que le premier ministre, au début de cette session, a déclaré qu'il y avait des problèmes urgents à régler. L'autre jour, le ministre du Travail affirmait qu'il y a des lois urgentes à passer pour venir au secours de la classe ouvrière, des mesures à étudier pour la colonisation et autres. De son côté, le ministre du Commerce et de l'Industrie affirme qu'il y a des mesures à prendre immédiatement pour remettre en place certaines choses. Or, je me demande pourquoi nous venons avec la loi du suffrage féminin alors qu'il y a tant de problèmes urgents à régler. On aurait donc pu attendre un peu plus tard pour présenter devant cette Chambre le présent bill, vu qu'il ne deviendra en force qu'en 1941...

Je suis contre le vote des femmes, surtout parce que les femmes elles-mêmes n'en veulent pas. Allez dans nos campagnes, dans nos villes, et dans les foyers, et vous pourrez constater leur sentiment réel à ce sujet. Nos épouses, nos mères et nos sœurs ne désirent pas voter. Les femmes de la province ne veulent pas, en grande majorité, du droit de suffrage et d'éligibilité; elles préfèrent revendiquer leurs droits par l'entremise du vote de leur époux.

Le premier ministre a déclaré que le suffrage féminin était un hommage à nos mères canadiennes. Il veut leur rendre hommage en les envoyant aux urnes. Je trouve que c'est un mauvais procédé. Cela voudrait dire qu'elles ont gagné ce droit et qu'auparavant elles n'en étaient pas dignes! En réalité, le plus bel hommage à rendre à la femme canadienne, c'est de la laisser à son rôle normal et naturel. Laissons-la tranquille dans la paix du foyer. Éloignons-la de la politique et du Parlement. On la respectera mieux ainsi qu'en l'invitant à faire de la cabale électorale, à tenir des comités dans les rangs et à faire de la propagande électorale.

On a fait l'expérience du suffrage féminin au fédéral. Elle a prouvé que la femme québécoise, si elle suit de près les questions politiques, ne tient pas au droit de vote, car elle estime que le père de famille est celui qui, de par sa situation et ses responsabilités, doit parler pour la communauté familiale. Le suffrage féminin au fédéral a conduit à des ennuis considérables, à des abus.

On sait que les discussions politiques chez nous sont souvent orageuses et donnent lieu entre citoyens à des haines, des querelles déplorables. En imposant cette loi, le premier ministre ne croit-il pas qu'il brisera la paix de plusieurs foyers, qu'il fera naître des querelles inutiles? Il y a dans les ménages assez de causes de friction sans qu'on y ajoute par une mesure qui, du point de vue politique, ne peut apporter beaucoup d'amélioration. Car on ne peut tout de même prendre pour acquis que le chef de famille vote contre l'intérêt des siens.

Le premier ministre a déclaré que les femmes, qui prennent un immense intérêt aux œuvres sociales, doivent par conséquent avoir le droit d'exprimer leurs opinions politiques. Actuellement, les femmes expriment ces opinions par l'entremise de leur époux, de leur père et de leurs frères. Ce n'est pas l'absence du droit de suffrage qui empêche les femmes de s'occuper des questions et des œuvres sociales. Elles ont dans ce domaine toute latitude. Par contre, je me demande si, justement, le droit de vote ne viendra pas briser leur magnifique enthousiasme; si leur dévouement ne sera pas subitement entaché par des questions de partisanerie politique.

Le premier ministre a dit que la femme est au moins égale à l'homme en intelligence et en qualités. Cela est évident. Je ne discute pas ce point de vue, car je suis d'accord avec lui. Mais je dis que nous ne pouvons pas oublier qu'il y a entre les femmes et nous une différence psychologique et physiologique qui nous empêche de les mettre sur le même pied. Il ne faut pas mettre de côté cette situation. Les femmes ne font pas les travaux de l'homme. On sait que les femmes, pour citer un exemple, ne peuvent travailler dans la forêt et faire le flottage des billots, comme le font les hommes. N'a-t-on jamais vu cela? Il y a donc une différence entre l'homme et la femme. Je me demande pourquoi nous aurions besoin du vote des femmes.

(Des bruits et des exclamations se font entendre.)

M. l'Orateur: À l'ordre! À l'ordre!

M. Paquette (Labelle): La femme et l'homme ont des rôles différents qui leur ont été attribués dans l'organisme social. L'homme est le gardien et le défenseur de la famille, et celui qui assure la subsistance de tous. Comme tel, il lui incombe et il lui appartient de prendre les mesures générales pour remplir ces obligations. La femme est la gardienne du foyer, la gardienne des mœurs et de la famille.

Chacun doit remplir son rôle. Comment la femme peut-elle concilier son rôle de mère de famille et d'éducatrice de ses enfants et prendre part aux luttes électorales, avec tout ce que cela comporte?

Ce n'est pas faire injure à la femme que de lui demander de rester reine du foyer, de rester dans le rôle à elle, déterminé par le Créateur.

Laissez donc les femmes se manifester dans leurs propres activités, comme les œuvres sociales. Laissez les femmes s'occuper de l'orphelin et de leur famille, et les consoler. Elles continueront ainsi à faire œuvre utile. La masse des femmes de cette province veut s'occuper des choses de l'éducation et non de la politique.

Je sais qu'il y a des hommes qui veulent entraîner les femmes dans la politique, mais ce n'est pas la majorité. Et je sais aussi qu'il y a ici comme dans d'autres pays des femmes qui s'occupent d'amener leurs sœurs à pénétrer dans la politique. Mais le fait qu'un petit groupe de femmes ont fait une vive campagne pour le suffrage féminin n'est pas une raison pour l'édicter quand la majorité des femmes n'en veulent pas.

Si le premier ministre, au lieu de présenter un projet de loi pour accorder ce droit de suffrage, avait par une motion suggéré un référendum, afin de demander aux femmes de la province si elles voulaient réellement le droit de suffrage au point de vue provincial, on comprendrait la mesure, et j'aurais été de tout cœur avec lui.

Mais voici des gens qui ont toujours dénoncé la mesure et qui, aujourd'hui, sans raison nouvelle, s'en font les champions. Il semblerait plus juste et équitable de demander aux femmes de la province si elles veulent du droit de suffrage.

Il ne faut pas oublier que des protestations sont venues contre le présent projet de loi de toutes les parties de la province. Les cercles de fermières ont envoyé des requêtes à cet effet aux députés. Le bill de l'honorable premier ministre est anticipé, car la grande majorité des femmes québécoises restent opposées à cette mesure et c'est la principale raison, M. l'Orateur, pour laquelle je voterai contre le bill du suffrage féminin.

(Quelques applaudissements à gauche)

M. l'Orateur: La motion sera-t-elle adoptée?

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote⁴.

On appelle les députés.

(Profitant de la pause, M. Hartt, député de Montréal-Saint-Louis, traverse le parquet de la Chambre et parle avec le trésorier.)

M. l'Orateur se lève.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre⁵!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): L'Orateur n'a pas lu la motion de mise aux voix. Le retardataire peut se rendre à son siège.

La motion de deuxième lecture est mise aux voix et la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain, Chaloult, Choquette, Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Matane), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Guibord, Hamel, Hartt, Houde (Mégantic), Houde (Montréal-Sainte-Marie), Hyde, Joyal, Kirkland, Langlais, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, Toupin, 67.

Contre: MM. Barrette, Duplessis, Élie, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 9⁶.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

Cour des jeunes délinquants de Québec

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Un député: (Sur un ton moqueur) C'est ça, les femmes ne restent pas à la maison et, pendant ce temps-là, les enfants courent la rue!

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par commission sous le grand sceau, nommer durant bonne conduite, un juge pour présider la Cour. Il peut aussi par commission sous le grand sceau, nommer pour le temps jugé nécessaire, un juge des sessions ou un magistrat de district pour exercer ce pouvoir."

M. Duplessis (Trois-Rivières) discute cet article et pose de nombreuses questions au procureur général⁸. Il demande de clarifier cette loi afin qu'il n'y ait pas d'ambiguïté et n'impose pas l'obligation constante de fouiller dans les Statuts. L'article 2, dit-il, n'est pas assez explicite.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) répond au chef de l'opposition et accepte d'ajouter un amendement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose également des questions au ministre. Il laisse entendre à son tour que l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) serait peut-être nommé juge.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) répète que cette information n'est pas exacte.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que l'article 2, relativement au remplacement du juge de la Cour des jeunes délinquants par le lieutenant-gouverneur, pour le temps jugé nécessaire en cas de maladie ou d'absence, n'est pas assez explicite. Il propose que l'article soit modifié en y ajoutant les mots "en cas d'absence ou d'agir du juge" de la Cour des jeunes délinquants.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) consent à ajouter ces mots à l'article.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 10⁹ sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer et approuver les institutions devant être utilisées comme écoles industrielles au sens de la loi du Canada, 19-20 George V, chapitre 46 (loi des jeunes délinquants, 1929) et faire, avec les propriétaires de ces institutions, les conventions qui lui paraîtront justes pour la garde et l'entretien des enfants internés."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelles sont les institutions qui se chargeront de la détention des jeunes délinquants?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il n'y a rien de bien défini à ce sujet, mais plusieurs institutions ont déjà manifesté leur bonne volonté et leur coopération.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce qui est important, c'est de séparer les jeunes délinquants d'avec les autres criminels. Inutile de créer une cour spéciale si les jeunes délinquants sont ensuite détenus dans des prisons ou des pénitenciers où ils sont en contact quotidien avec des criminels. D'un autre côté, les délinquants ne doivent pas non plus être mis au même rang que ceux qui observent la loi. Il faut éviter la promiscuité des jeunes délinquants avec les criminels, et la promiscuité des enfants qui observent la loi avec ceux qui l'ont transgressée et dont on ne peut encore éprouver les bonnes dispositions pour l'avenir.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi du revenu et de la vérification des comptes;

- bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Jolin au nombre de ses membres, après examen;

- bill 122 concernant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes et le collège Laval;

- bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls;

- bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke;

- bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault;

- bill 154 concernant la succession de feu John Dwane.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant à la neuvième et à la dixième ligne les mots: "(reproduit comme Cédule A de la présente loi)".

2. L'article 2 est amendé en retranchant à la dix-neuvième et à la vingtième ligne les mots: "(reproduit comme Cédule B de la présente loi)".

Et les Cédules "A" et "B" sont retranchées.

Charte de la ville de La Tuque

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Article 15a de la loi des salaires raisonnables

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 abrogeant l'article 15a de la loi des salaires raisonnables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Autorisation d'emprunt à Farnham

M. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 157 autorisant la ville de Farnham à emprunter pour acheter les immeubles de la Compagnie Industrielle de Farnham soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Val d'Or

M. Allard (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant la ville de Val d'Or et la commission scolaire catholique de Val d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Vente faite à la Caisse populaire de Lévis

M. Francoeur (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Contrat de mariage de S. Gaudreau

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Trois-Rivières

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Travaux de la Chambre:

Ajournement et discours du budget

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail n'est pas avancé et les lois du gouvernement ne sont pas prêtes. Il y a là un retard inexcusable. Je voudrais savoir quand le trésorier de la province présentera son discours du budget.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je rappellerai au chef de l'opposition que, l'an dernier, le discours du budget n'a été prononcé que le 6 avril. Le discours du budget sera prononcé à une date convenable, aussitôt que possible.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition trouve que nous allons lentement. Je lui ferai remarquer que nous en sommes à la dix-septième séance et, déjà, des lois, six ou sept lois, ont été sanctionnées. Le chef de l'opposition doit connaître le proverbe latin qui dit: "Qui va doucement, va sûrement". Et qui va sûrement est sûr de rester longtemps.

(Applaudissements à droite)

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 h 15.

NOTES

1. *Le Canada* du 17 avril 1940, à la page 1, note: "Par une attention délicate de l'honorable Bernard Bissonnette, Orateur de la Chambre des députés, toutes les galeries avaient été réservées aujourd'hui pour les dames et les jeunes filles avides d'assister au débat sur le suffrage féminin. Mme Thérèse F.-Casgrain, la vaillante championne du droit de vote des femmes, y occupait une place d'honneur. Une

dizaine d'hommes avaient réussi à se faufiler au milieu de cette assistance élégante et des centaines d'autres les enviaient aux portes des galeries. (...) Lorsque, dans le passé, on discutait la question (du suffrage féminin), grand nombre d'auditrices ne pouvaient s'empêcher d'applaudir et l'Orateur devait les rappeler à l'ordre. Aujourd'hui, pas un applaudissement dans les galeries!"

Toujours le même jour: *The Montreal Daily Star*, à la page 3, signale la présence de Mme Maurice Cormier et de Mme Charles Frémont; *Le Soleil*, à la page 3, signale en outre la présence de Mlle Idola Saint-Jean, et le journaliste note qu'il n'y avait dans les galeries que des dames et d'élégantes jeunes filles aux claires toilettes; le journaliste de *l'Illustration nouvelle*, à la page 2, fait de méchantes remarques sur les nombreux chapeaux de ces dames qu'il décrit comme "une galerie des horreurs". Pour sa part, *Le Nouvelliste*, à la page 3, écrit que les galeries étaient pleines à craquer de "chapeaux multicolores", et que cette foule considérable de dames "étalait ses bigarrures et ses sourires". "Dès le début de l'après-midi, écrit-on, ces dames se pressaient dans les corridors du parlement et discutaient, comme bien l'on pense, de la question du jour, le suffrage féminin."

2. Selon *Le Canada* du 12 avril 1940, à la page 12, 60 % des polices d'assurance sont détenues par des femmes au Québec.

3. *L'Action catholique* du 12 avril 1940, à la page 19, donne une version légèrement différente de ce passage: "Je voudrais, si on n'approuve pas, qu'on me dise quel droit nous lésons en accordant aux femmes le droit de vote. Je voudrais qu'on me dise quelles sont les raisons qu'on invoque, au point de vue de l'opportunité seulement..."

4. Selon *Le Canada* du 12 avril 1940, à la page 1, M. Duplessis n'est pas intervenu dans le débat "sans doute parce que son parti est divisé presque en deux sur la question". Mais *The Gazette* du même jour, à la page 4, remarque que M. Duplessis manifestait, pendant le débat, son approbation aux propos du député de Labelle.

5. *L'Action catholique* du 12 avril 1940, à la page 3, dit que le député tout interloqué ne savait plus s'il devait avancer ou reculer.

6. Il y a eu des applaudissements lorsque MM. Houde (Montréal-Sainte-Marie), Gagnon (Matane)

et Langlais (Îles-de-la-Madeleine) se sont levés pour voter avec le gouvernement. *Le Devoir* du 12 avril 1940, à la page 7, précise que ce vote fera augmenter le nombre d'électeurs de la province de quelque 820,000 femmes en âge de voter. Il n'y avait que 753,310 électeurs inscrits sur les listes électorales en 1939. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 9, le nombre d'électeurs du Québec passera à 1,581,951. Mme Thérèse F.-Casgrain, questionnée par des journalistes après la séance, s'est déclarée fort heureuse, et elle fit autographier son exemplaire du bill par le premier ministre afin, déclara-t-elle, de l'encadrer. Voir *L'Illustration nouvelle* du 12 avril 1940, à la page 2.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

8. Selon *Le Soleil* du 12 avril 1940, à la page 3, cet échange a duré plus d'une heure.

9. Selon les sources, l'étude de ces articles n'a soulevé que peu de discussions.

Séance du mardi 16 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 132 annexant un certain territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur, dans le comté de Lac Saint-Jean, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 130 concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande que le bill 151 modifiant la charte de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française soit référé au comité permanent des bills publics en général.

Une discussion s'élève pour savoir si la Chambre peut consentir à un retrait en adoptant tout simplement le rapport. L'adoption est remise à la prochaine séance pour clarifier ce point de droit.

Il est ordonné que l'adoption du rapport soit remise à la prochaine séance.

**Charte
de Pointe-Claire**

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 165 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.
Adopté.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) présente, en conséquence, le bill 165 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Salaberry-de-Valleyfield**

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier) que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 161 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et ratifiant le règlement No 389 de ladite cité.

Adopté.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) présente, en conséquence, le bill 161 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et ratifiant le règlement No 389 de ladite cité.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 654**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 19 amendant l'article 654 du Code municipal.

Il s'agit de faire concorder le Code municipal avec la loi projetée du suffrage féminin. En vertu de la loi, le secrétaire-trésorier de la municipalité doit préparer, chaque année, une liste des électeurs qu'il doit insérer sur le rôle d'évaluation. À l'avenir, il aura le plaisir d'inscrire aussi les noms des femmes électrices sur les listes électorales. La mesure vise ainsi à accorder aux femmes le droit de voter aux élections municipales et de se présenter comme candidates à la Législature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Côté (Bonaventure) demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 6 modifiant la loi de la chasse.

Les modifications à la loi de la chasse ont pour objectifs de rendre obligatoire le permis de chasse, rediviser la province pour les fins de la chasse afin d'harmoniser les divisions avec les conditions climatiques, interdire l'emploi d'armes à feu et de filets pour la chasse au rat musqué, rétablir les dispositions pour la protection de certains oiseaux considérés comme utiles et interdire l'emploi de chiens susceptibles, une fois libérés, de détruire le gibier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Cour des jeunes délinquants de Québec

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est en faveur d'une législation saine pour instituer une cour des jeunes délinquants à Québec. L'article 14 de la loi confère au lieutenant-gouverneur en conseil et aux municipalités le droit de conclure des ententes pour loger les jeunes délinquants. Cet article se lit comme suit: "Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le procureur général à faire avec toute municipalité dudit district un arrangement satisfaisant pour la contribution de cette municipalité aux dépenses résultant de l'application de la présente loi et le conseil de telle municipalité peut, par règlement ordinaire, autoriser la signature d'une convention à cette fin et le paiement de telle contribution."

Donc, avec cet article du bill de la Cour des jeunes délinquants, le gouvernement réclame un mandat en blanc. Ce paragraphe de la loi confère au pouvoir exécutif des privilèges qui n'appartiennent qu'au pouvoir législatif. C'est aux représentants du peuple d'autoriser des dépenses qui peuvent être considérables, et cela est même en violation du Code municipal. Le gouvernement met de côté le Code municipal et donne des pouvoirs exorbitants au lieutenant-gouverneur en conseil. On devrait mentionner un montant.

La mise en vigueur de la loi nécessitera plusieurs dépenses, à commencer d'abord par le logement et la nourriture des jeunes délinquants. Il faut prévoir les arrangements qu'on devra conclure pour cela. À Montréal, on a construit un immeuble pour la cour juvénile qui a coûté \$175,000. À Québec, combien cela coûtera-t-il?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je vais rassurer immédiatement le chef de l'opposition. Il n'est pas question de mandat en blanc. Pour ce qui est de la ville de Québec, en premier lieu, un article de la charte autorise la cité à s'entendre avec le gouvernement et à contribuer à l'institution et au maintien d'une cour des jeunes délinquants, d'une maison de détention où ces jeunes délinquants seront logés, et au paiement du personnel. Donc, pas d'ambiguïté de ce côté-là. Il n'y a rien à craindre quant aux pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil et aux droits de la cité de Québec.

Quant aux autres municipalités, elles sont régies par le Code municipal et la loi des cités et villes, et les contribuables sont parfaitement bien protégés. Le gouvernement demande que les municipalités puissent, par un règlement de leur conseil, approuver le montant de la contribution qu'elles seront appelées à payer. À Lévis et dans les municipalités rurales, le nombre des jeunes délinquants sera restreint et, partant, le montant des dépenses fort minime.

Les contribuables seront mis au courant d'avance de l'adoption d'un tel règlement; un avis préalable sera publié de façon à faire connaître aux contribuables la nature d'un règlement qui peut être adopté en conséquence. Ils seront en mesure de l'étudier et de se protéger. Et il est évident que s'il était question d'étendre la juridiction d'une cour de jeunes délinquants, cette question serait connue du public. Bref, les intérêts de tous sont protégés.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la pêche

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi de la pêche.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité²:

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose: Que, suivant les dispositions de l'article 3 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1925, chapitre 83), modifié par l'article 2 de la loi qui accompagne la présente résolution, pour la pêche dans les rivières à saumon et dans les lacs, les personnes domiciliées dans la province devront, avant de commencer à pêcher, même dans les eaux où le droit de pêche est privé ou loué de la couronne, se procurer un permis spécial du ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche ou d'une personne autorisée par lui à en accorder, et que les personnes non domiciliées dans la province devront se procurer un tel permis avant de commencer à pêcher, quel que soit l'endroit où elles désirent faire la pêche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de cette résolution, le gouvernement demande des pouvoirs un peu considérables et même assez extraordinaires. C'est un changement radical sur la législation qui existait jusqu'ici et il est évident que, pour le gouvernement, c'est là un moyen détourné d'imposer une nouvelle taxe qui affecte les résidents de la province.

Autrefois, avec l'ancienne loi, les personnes domiciliées dans la province n'avaient pas besoin de permis pour pêcher, et on obligeait les étrangers à se munir d'un permis pour faire la pêche au saumon. Les étrangers pouvaient obtenir ce permis du ministre ou de son délégué moyennant un prix qui variait jusqu'à \$25. L'article 2 de la loi à l'étude obligera tout le monde à avoir un permis pour faire la pêche dans les rivières à saumon et les lacs.

Le bill donne au gouvernement le droit de fixer la taxe sans faire de limitation autre que \$25 par année. Autrement dit, le gouvernement pourra imposer la taxe qu'il lui plaira, la changer à sa fantaisie, la rendre lourde pour les uns et légère pour les autres. J'ai entendu dire que le député de Bonaventure (l'honorable M. Côté) ne semble pas accorder beaucoup de permis à ceux qui veulent pêcher dans son comté et qui ne l'appuient pas. Il ne permet pas à tout le monde de pêcher. Avec cette loi, le ministre pourra charger pour pêcher: 25 sous à un partisan libéral et \$25³ à un partisan de l'Union nationale.

Il y a là un pouvoir de discrétion assez considérable. Dans maints autres comtés, la même situation peut exister. Avec les pouvoirs trop étendus que lui donne la loi telle que rédigée, le ministre devra parfois lutter entre son devoir d'impartialité et la tentation de favoriser ses amis politiques. Il ne devrait pas être fait de différence à ce sujet entre un pêcheur partisan de l'Union nationale et un libéral.

L'article 3 a pour objet, lui, de permettre d'imposer des restrictions spéciales à la pêche dans les lacs et cours d'eau où l'on a placé des alevins ou fretins. Le dernier article confère des pouvoirs de garde-pêche aux gardes-feux et aux policiers. Ce nouveau projet de loi est dangereux. S'il est raisonnable de veiller à conserver nos ressources naturelles, nos lacs poissonneux, il ne faut pas tout de même faire en sorte de dépouiller les gens de la province de la jouissance de leurs propres biens.

En vertu du bill, on taxe les propriétaires mêmes des lacs et propriétaires riverains. Il est utile de protéger nos pêcheries et nos richesses naturelles, mais pas au détriment des propriétaires, des citoyens de notre province, ni à celui des cultivateurs et des colons. Va-t-on également imposer une licence aux cultivateurs, aux colons et aux chômeurs? Pourquoi faire payer les colons qui veulent pêcher dans nos lacs?

Et quelle est dans ce projet de loi la définition exacte du mot "lac"? Est-ce que le lac Saint-Pierre doit être considéré comme un lac? S'agirait-il des lacs Saint-Louis et Saint-François?

Le bill va beaucoup trop loin et va injustement tracasser la population et lui imposer un nouveau fardeau et de multiples ennuis. Le gouvernement adopte là un moyen détourné d'imposer une nouvelle taxe. À combien se chiffreront les revenus que l'on anticipe de la vente des permis?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je veux ici rassurer le chef de l'opposition et lui dire que dans le comté de Bonaventure, il n'y a qu'une pêche qui soit défendue, c'est la pêche en eau trouble⁴. Il y a naturellement des cours d'eau privés et des endroits publics. Notre loi rapportera à la province une somme assez considérable. Pour la première année, étant donné que ce sera un permis nouveau que bien des gens oublieront involontairement, les revenus anticipés atteindront environ \$30,000 ou \$40,000 pour commencer. Nous avons confiance que lorsque la campagne d'éducation du public sera bien faite et qu'elle aura atteint toute la population, le revenu pourra s'élever

jusqu'à un quart de million. Ils serviront à la protection de notre faune.

C'est à la demande de toutes les associations sportives que la loi est présentée. Nos pêcheurs sont de véritables sportsmen, et ce sont eux qui nous ont demandé d'exiger un permis spécial de ceux qui pratiquent le sport de la pêche. Des délégués sont venus de toutes les parties de la province nous demander, afin de protéger la pêche, d'imposer une taxe.

Avec la nouvelle loi, celui qui voudra pêcher devra se procurer un permis. Le nouveau permis spécial coûtera \$1.10, soit environ 2 cents par semaine. Le département a l'intention d'imposer cette taxe par année et par tête. Je ne connais aucun sport qui coûte aussi bon marché et personne ne craindra d'obérer son budget de 2 cents par semaine pour le plaisir et le profit de la pêche. Ce montant spécifique de \$1.10 sera mentionné dans l'arrêté ministériel prévu.

M. Gagnon (Matane): Le permis coûtera donc un dollar par année. Pourquoi ne pas le dire dans la loi?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): C'était pour répondre au chef de l'opposition qui fixait déjà ce permis à \$25.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas le dire dans la loi?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Ce sera dans les règlements. Nous fixerons ce prix par règlement et arrêté ministériel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le ministre n'inscrit-il pas la limite de \$1.10 comme taxe dans la loi elle-même? Autrement, le gouvernement pourra se permettre n'importe quoi. Il est opposé à ce bill lorsqu'il s'agit des gens de chez nous.

Avec cette loi, le ministre peut charger \$25 et même \$50. Rien n'est spécifié dans sa loi. Il serait beaucoup plus facile et beaucoup plus rassurant pour le public si l'on disait dans la loi que le permis coûtera tant.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) affirme de nouveau que le prix du permis sera fixé par règlement. La chose, dit-il, sera délimitée dans l'arrêté ministériel qui promulguera les règlements en vertu de la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Tous les impôts doivent relever de cette Chambre. C'est à nous, représentants du peuple, qu'il appartient de décider quels seront les impôts et les taxes qui pèseront sur le peuple, et non pas au lieutenant-gouverneur en conseil. Le gouvernement ne peut taxer sans l'approbation des représentants du peuple parce que l'arrêt ministériel soumis par le ministre n'est pas constitutionnel. C'est un principe qui a toujours existé et dont la droite, alors qu'elle siégeait dans les régions de l'opposition, a souvent demandé la mise en vigueur. Les impôts ne peuvent être déterminés par les règlements, mais par un acte de la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais il y a plus, M. le président. Cette loi peut donner lieu à des abus et à des complications. La loi est ambiguë. Le ministre nous a dit: "Nous allons retirer cette année \$30,000. Mais, lorsque le peuple sera éduqué - et en passant c'est un beau compliment à faire au peuple -, nous retirerons un quart de million." En d'autres termes, ça prendra trois ans au peuple, suivant le ministre, pour apprendre à observer cette loi. C'est un joli compliment à l'honnêteté de la population puisque le ministre laisse entendre que, la première année, sa loi sera tellement violée que seulement 30,000 s'y soumettront. Ce n'est pas flatteur pour le peuple et je me demande ce que l'on dira de nous dans les autres provinces.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le chef de l'opposition me fait dire des choses que je n'ai jamais dites. Il a recours à son procédé favori qui consiste à attribuer à ses adversaires des paroles qu'ils n'ont jamais songé à prononcer. Je dis que les revenus augmenteront lorsque la loi sera mieux connue. Pour l'application de toute loi, il faut la faire connaître et faire l'éducation des gens. Il en sera de ce cas-ci comme des autres et il ne peut donc être question d'éluder la loi. La saison de la pêche s'ouvrant bientôt, il s'écoulera bien une couple de mois avant que la population se souvienne de la mise en vigueur de cette loi. Quand tout le monde connaîtra bien la loi, le gouvernement pourra mieux l'appliquer. La loi oblige les étrangers à se munir d'un permis de \$25 pour la pêche au saumon. Nous proposons un permis additionnel de \$1.10 pour les résidents et les non-résidents faisant la pêche dans les lacs et rivières de la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répète ses arguments et considère que le ministre n'a pas l'intention de faire respecter la loi.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) déclare qu'il n'a jamais dit, bien au contraire, qu'il ne ferait pas observer la loi.

M. le président: Adopté?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ah! Non, non!

M. Gagnon (Matane): En 1937 et 1938, l'Union nationale a réuni un comité parlementaire spécial des pêcheries; il se composait de députés de l'Union nationale et de députés libéraux. Ce comité a alors étudié les moyens à prendre pour protéger notre faune. Un rapport unanime de ce comité est maintenant dans les journaux de la Chambre. On peut y lire que l'on avait recommandé l'imposition d'un nouveau décret, comme celui-ci, mais en exemptant les cultivateurs et les colons qui pêchent dans un rayon de cinq milles de leur domicile. La présente loi ne fait aucune mention de cette exemption.

On devrait donc faire de même et le dire dans la présente loi; les recommandations du comité seraient donc suivies. Sans cette exemption, les règlements deviennent difficiles d'application, et la loi elle-même ne serait pas applicable. Ayant été à la tête du ministère de la Pêche, je sais qu'il faut faire des sacrifices pour protéger notre poisson et, comme l'a dit l'honorable ministre, il faut faire l'éducation du public. Il ne faut pas montrer trop de rigueur. Je suggère que les colons et les cultivateurs soient exemptés dans un rayon de cinq milles.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous ne parlons pas de cette exemption, mais nous avons prévu autre chose. Notre loi exempte du permis ceux qui pêchent dans les eaux du fleuve du golfe Saint-Laurent ou la baie des Chaleurs. Et les rivières autres que les rivières à saumon ne seront pas soumises aux dispositions de la nouvelle loi. Je crois que cela protège les cultivateurs et les exempte du permis. C'est une ample compensation.

M. Gagnon (Matane): Au milieu du village⁵ de Sainte-Germaine de Dorchester, il y a un beau lac où les cultivateurs aimeraient aller pêcher sans payer de droits. Croyez-vous que les cultivateurs de Sainte-Germaine vont descendre à Québec pour pêcher sur les quais? Ce ne sera pas intéressant.

Il est rare que l'on fasse 60 ou 70 milles en voiture pour venir, un bon dimanche, faire la pêche à l'éperlan sur les quais de Québec, afin de s'exempter de payer un permis.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) s'étonne que l'ancien ministre des Pêcheries ne semble pas au courant de l'épuisement de nos lacs. Nos lacs s'épuisent, dit-il, ils se vident rapidement, il faut intervenir pour garder à la province sa réputation méritée de paradis de la pêche. Au train où vont les choses, il n'y aura bientôt plus de truite dans nos lacs. Il faut au gouvernement des revenus pour poissonner nos lacs et, avec ceux que nous allons obtenir, nous pourrions nous rendre à ces demandes légitimes et prendre des mesures pour les rendre poissonneux. Il nous en coûtera quelque chose et je crois qu'il est juste de faire défrayer cette dépense par les pêcheurs eux-mêmes.

M. Leduc (Laval): Est-ce que même les enfants devront avoir un permis de \$1.10? Le riverain d'un lac qui a cinq enfants pourra-t-il se contenter d'un seul permis pour sa famille? Je soumets le cas d'un homme qui a sept enfants et qui veut aller à la pêche avec sa famille.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il faudra un permis personnel pour chacun des enfants qui iront pêcher. Toute personne qui est capable de pêcher devra payer le permis.

M. Leduc (Laval): Si la pêche dans le Bas-du-Fleuve reste ouverte à cause du fleuve, il en va différemment pour les gens de la région de Montréal qui n'ont que les lacs pour ainsi dire. Cela va donc poser un grand problème dans le nord de Montréal.

M. Caron (Hull): Est-ce que les chômeurs pourront jouir d'une exemption?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je ne crois pas que cette exemption puisse être accordée. Les chômeurs reçoivent une allocation et elle leur est beaucoup plus précieuse que le permis de pêche. Nous n'accorderons pas d'exemption pour la pêche dans les lacs ni pour les cultivateurs, ni pour les colons, les chômeurs, même les enfants, car nos lacs sont en train de se vider; les cultivateurs eux-mêmes le reconnaissent. Ils nous demandent de protéger le poisson et tel est le but de cette loi. On ne saurait faire une exception pour une classe. Cette taxe doit être générale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'admets qu'il faut prendre les moyens nécessaires pour protéger notre poisson. Je sais qu'il faut prendre des mesures contre les personnes qui abusent. Des abus sont

même commis par ceux qui devraient être les premiers à protéger notre poisson. Il faut prendre des mesures pour mettre les vandales à raison. Il ne faut pas oublier le peuple de notre province parce que nos ressources naturelles lui appartiennent. Il est nécessaire de sauvegarder la pêche, seulement de gros messieurs! Ils prêchent la sauvegarde de nos pêcheries et sont les premiers à vider les lacs de poissons.

Mais il n'en reste pas moins vrai qu'en vertu de la loi actuelle on pourra faire payer des permis jusqu'à \$25. Le gouvernement s'attribue le pouvoir discrétionnaire de charger n'importe quel montant et de le prélever de n'importe quelle façon. Du temps que j'étais premier ministre, dit-il, j'ai toujours veillé à ce que des montants dépensés en vertu des lois du gouvernement soient introduits dans les résolutions. Le gouvernement n'a pas le droit de modifier le prix du permis de pêche sans l'autorisation de la Législature.

M. Lapointe (Wolfe): Les membres des clubs devront-ils, eux aussi, se procurer des permis additionnels et les payer?

M. Duplessis (Trois-Rivières) est également impatient de savoir ce que le gouvernement propose de faire dans le cas des clubs et des compagnies.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Oui, les membres des clubs devront se procurer des permis comme tout le monde. Les membres de clubs et de compagnies seront traités comme tous les autres pêcheurs; ils devront payer chacun \$1.10 en plus de leur licence de club. En plus des frais qu'ils doivent payer à leurs organisations respectives, ils devront chaque année se procurer un permis de pêche.

M. Lapointe (Wolfe): J'aimerais savoir si l'on va changer le prix des loyers des lacs dans la province. Actuellement, il n'y a pas de justice dans la location des lacs. Dans mon comté, la Shawinigan Water and Power a pu louer cinq des plus beaux lacs de la région, dans les Cantons-de-l'Est, au prix de \$45, et un M. Audet, l'un de mes électeurs, de Disraëli, doit payer \$50 pour le loyer d'un seul tout petit lac d'un mille de longueur. Et on lui a dit que c'était là le minimum. La Shawinigan a obtenu ses cinq lacs en 1934. En décembre 1939, on a renouvelé le bail pour une période pour \$45, mais on a persisté à exiger \$50 de M. Audet pour le seul lac qu'il loue. C'est là une évidente injustice. La Shawinigan est

assez riche, elle doit avoir le moyen de payer. Je ne voudrais pas que de pareilles choses se répètent.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'ai siégé pendant de nombreuses années en cette Chambre. Le gouvernement libéral d'avant 1936 et le gouvernement actuel n'ont jamais fait de différence entre la demande du riche et celle du pauvre dans la location des lacs. Le prix des lacs varie suivant que ces lacs sont éloignés, très poissonneux ou non, etc., et si le locataire fait ou non des travaux d'utilité publique pour l'avantage du gouvernement. Un lac où il y a beaucoup de poisson est donc plus cher qu'un autre. Le député de Wolfe peut être certain que le ministre de la Pêche donnera justice égale à tout le monde, les riches comme les pauvres.

M. Lapointe (Wolfe): Je voudrais que l'on n'accorde pas de nouveau des faveurs à des compagnies qui sont en état de payer, et que les cultivateurs, les colons et les chômeurs soient exemptés de la nouvelle taxe et que l'on fasse en sorte de permettre aux pauvres de manger, au moins.

En 1934, la Shawinigan a voulu louer cinq lacs. J'ai hésité avant de recommander sa demande. En 1935, M. Audet s'est présenté chez M. Richard pour louer un lac d'un mille de longueur et on lui a dit que le minimum chargé pour la location était de \$50. Quand la Shawinigan a voulu renouveler son bail en 1939, j'ai demandé à M. Richard quel prix on lui chargeait et il m'a dit que c'était \$45. Les cinq lacs en question sont les plus beaux de la région. J'ai été surpris et j'ai demandé à M. Richard comment il se faisait que ça se passait comme cela. Je ne voudrais pas que de pareilles choses se répètent dans mon comté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas rappeler, sur une question triviale, les luttes faites dans le passé pour assurer aux représentants du peuple le contrôle des deniers publics. Les anciens se sont littéralement sacrifiés pour le principe du contrôle sur les dépenses publiques par leurs représentants élus.

En vertu de la loi actuelle que l'on veut nous faire voter, il n'y a aucun montant de déterminé pour le coût des permis de pêche. On laisse ce pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil. On devrait plutôt, dans la loi, fixer le montant du permis. Pourquoi ne pas fixer le tout dans la présente loi? Pourquoi le ministre ne veut-il pas fixer le prix de \$1.10 dans la loi, s'il veut réellement charger \$1.10?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): C'est parce qu'il appartient au lieutenant-gouverneur en conseil de passer les règlements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans ce cas-là, les députés n'ont plus leur raison d'être. On donne au lieutenant-gouverneur en conseil les pouvoirs qui ne reviennent qu'aux députés. Il est du ressort exclusif des représentants du peuple de se prononcer en pareille matière. Je veux bien admettre que le ministre est très bien disposé. Il est en bonne santé. Il peut cependant disparaître et qui sait si son successeur ne prendra pas avantage de la loi pour augmenter le droit de \$1.10. Rien ne l'empêcherait de charger \$25.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le bill n'a pour but que d'éviter la destruction systématique du poisson de la province. Si nous disons, dans la loi, que le coût sera de \$1.10, on ne pourra plus diminuer le coût des permis, le cas échéant. Alors, si nous jugeons à propos de réduire ce montant, nous nous trouverons liés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a toujours moyen de dire dans la loi que \$1.10 est le prix maximum. Vous n'avez qu'à mettre dans la loi que le permis ne devra pas excéder \$1.10.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je comprends que le député de Deux-Montagnes serait satisfait de la loi si nous fixions dans la loi le prix de \$1.10. Alors, je n'ai pas d'objection à me rendre à sa suggestion. Le député sera-t-il satisfait si nous disons dans la loi que le permis spécial coûtera au maximum \$1.10?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je serai absolument satisfait.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Alors, nous allons modifier le projet dans ce sens.

Il propose que la résolution soit modifiée en ajoutant, après les mots "ou d'une personne autorisée par lui à en accorder", les mots "ledit permis ne dépassant pas \$1.10 par année,".

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare qu'il n'est pas satisfait. On laisse au lieutenant-gouverneur en conseil, dit-il, des pouvoirs trop discrétionnaires et le lieutenant gouverneur n'a pas approuvé la résolution telle que modifiée. Toute résolution doit d'abord être soumise au lieutenant gouverneur avant d'être soumise une seconde fois, lorsqu'il y a lieu de l'amender.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est une argumentation spécieuse. Le lieutenant-gouverneur approuvera la résolution avant sa deuxième lecture. La mesure n'a pas pour but d'augmenter le revenu de la province, puisqu'elle aura pour effet de réduire le prix des permis de pêche. Il est donc bien entendu que le lieutenant-gouverneur approuvera les résolutions. Si le lieutenant-gouverneur a approuvé une résolution accordant les pouvoirs de charger un droit de \$25, il ne peut refuser de donner son approbation à une résolution qui autorise de charger \$1.10.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour dire que la mesure est une nouvelle taxe déguisée et qu'elle devrait dès lors obtenir la sanction du lieutenant-gouverneur avant d'être présentée à la Chambre.

M. Lapointe (Wolfe): On me permettra de revenir à la charge et de demander qu'on exempte les colons et les cultivateurs dans un rayon de cinq milles. Le gouvernement devrait aussi exempter les chômeurs. Qu'on leur laisse au moins manger en paix du poisson et des bleuets!

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il est bon de sauvegarder nos lacs et rivières, il ne faut pas non plus croire à tous les discours des prétendus "sports" qui sont parfois ceux qui vident les lacs. Certains de ces gens sont plus forts en prédications qu'en exemples; et ce sont souvent ceux-là mêmes qui dépeuplent lacs et forêts.

Les pouvoirs, ajoute-t-il, sont trop étendus si on laisse le paragraphe 2, parce que l'on pourra imposer des permis jusqu'à \$25. Il y a aussi des personnes qui possèdent presque tous les lacs dans cette province. Il faut protéger notre gibier contre certains gros gibiers.

L'amendement est adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

Article 11a de la loi des conventions collectives de travail

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 10 avril, sur la

motion dont elle a été saisie mardi le 9 avril courant, proposant que le bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il s'agit, au sujet de cette loi, d'un mets réchauffé. Le gouvernement procède de façon étrange depuis le début de la session. Les ministériels, lors de la dernière campagne électorale, avaient promis de faire disparaître totalement les bills 19 et 20. Et voici que pour donner au public l'impression qu'il remplit ses promesses, le Parti libéral présente un bill qui ne fait disparaître qu'un article anodin de l'une de ces deux lois, un article de peu d'importance qui dit que le gouvernement et ses entrepreneurs ne paieront pas les salaires des conventions collectives. Je m'explique mal les envolées du député de Lotbinière (M. Chaloult) à ce sujet, puisque la disparition de l'article en question ne change rien au Code qui dit précisément la même chose. Il est maintenant établi que le gouvernement Duplessis exigeait dans ses contrats publics des salaires plus élevés que ceux mentionnés dans les contrats collectifs.

On sert l'ouvrier à coups de bouts de papier et à coups d'impressions. Ce bill est, d'après moi, la plus belle concrétisation de camouflage que nous ayons eue en cette Chambre depuis plusieurs années. Les libéraux veulent être capables de dire qu'ils ont "corrigé" une loi de l'Union nationale. Si l'on n'est pas satisfait des bills 19 et 20, qu'on en demande le rappel! Et si l'on est satisfait, pourquoi toute cette campagne que l'on a menée?

Il ne faut pas oublier que, dans nombre de cas, des salaires ont été payés aux ouvriers dans les travaux du gouvernement, salaires qui étaient plus élevés que ceux déterminés par les conventions collectives de travail.

J'ai entendu le député de Lotbinière mentionner qu'il voit dans les conventions collectives la panacée à tous les maux des ouvriers. Le député de Lotbinière s'est épanché sur le sort des ouvriers, massacrés par les lois tracassières de l'Union nationale. Et il nous a dit que les contrats collectifs de travail doivent être appliqués avec rigueur dans cette province, même lorsqu'il s'agit des travaux du gouvernement. J'ai éprouvé des inquiétudes à ce sujet parce que le député de Lotbinière n'a pas toujours soutenu le même point de vue. Seulement, devant les cours, le député de Lotbinière n'a pas toujours défendu le même point de vue. Au contraire. On m'a affirmé qu'il avait soutenu devant la Cour d'appel le contraire de ce

qu'il a déclaré à la Chambre. En plaidant pour un client qui le touche de près, il a attaqué les contrats collectifs...

M. Chaloult (Lotbinière): Je soulève un point d'ordre. Les assertions du député de Deux-Montagnes sont contraires à la vérité. J'ai toujours plaidé suivant les principes que j'ai toujours revendiqués.

Devant la Cour d'appel, dans un procès, j'ai vanté les avantages des conventions collectives, tout en attaquant certains articles et en soulevant le problème de l'inconstitutionnalité de certaines dispositions, pour en demander l'annulation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Lotbinière n'a rien encore prouvé contre mon argumentation, dit-il. Il n'a rien précisé sur quels points il s'était objecté. Si je suis dans l'erreur, dit-il, je demande au député de Lotbinière de me corriger.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Lotbinière vient de dire qu'il a parlé des conventions en Cour d'appel. Il a même soutenu que certaines dispositions de la loi des conventions collectives étaient inconstitutionnelles. Et, ici, il dit que c'est une excellente loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai le droit de dire que le député de Lotbinière s'est contredit devant les cours.

M. l'Orateur: Le point d'ordre du député de Lotbinière est bien fondé. Les remarques du représentant de Deux-Montagnes sont en dehors du débat. Le député de Lotbinière a plaidé devant la Cour d'appel comme avocat, et cela n'a rien à faire au débat.

S'il y a différence dans son point de vue, ici, il parle comme député. Ce n'est pas incompatible. Un avocat peut plaider en cour un point de vue différent de celui qu'il soutient en Chambre. Le point d'ordre est donc maintenu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se rend à la décision de l'Orateur.

M. Chaloult (Lotbinière): Mes points de vue sont les mêmes à la Chambre et à la Cour d'appel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Lotbinière semble ennuyé de la discussion. Depuis le

début de la session, la Chambre dépense son temps à discuter l'abrogation d'un seul article de loi. Il existe aussi un autre bill sur le même sujet. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il fait beaucoup pour les ouvriers de cette province, en nous arrivant avec toutes sortes de petites lois qui ne sont que des chiffons de papier et en présentant plusieurs petits bills qui ne disent absolument rien, pour abroger les lois de l'Union nationale. On aurait pu, par un seul projet de loi, exécuter des économies, en présentant un seul projet de loi, répète-t-il.

Le gouvernement veut faire croire à la population ouvrière qu'il entend donner suite à ses envolées au sujet de la législation ouvrière de l'Union nationale. Il veut leurrer la population en tentant de faire croire qu'il veut corriger les lois ouvrières. Le régime veut concrétiser sa campagne électorale.

Au lieu de donner à manger aux ouvriers, ils présentent des bouts de lois. Par suite de la situation actuelle, en ces temps de guerre, le gouvernement n'a pas le droit de bourrer le crâne de nos ouvriers avec des lois de "jeu de bascule" politique sous le prétexte de corriger les lois de l'Union nationale.

Si l'on est convaincu que la législation ouvrière du gouvernement de l'Union nationale est mauvaise, que l'on vienne franchement devant la Chambre réclamer l'abrogation de ces lois, mais il n'est pas nécessaire et encore moins utile d'apporter des bouts de lois pour jeter la poudre aux yeux et du camouflage que je ne veux pas qualifier davantage. Un seul bill aurait suffi. Pourquoi ne pas demander l'abrogation de la législation ouvrière de l'Union nationale dans une seule loi? Mais que l'on ne nous propose pas des bouts de bills comme celui-là! Il (M. Sauvé, Deux-Montagnes) termine en parlant du droit du peuple de n'être pas leurré.

M. Caron (Hull): Comme représentant d'un comté composé en bonne partie d'ouvriers, je veux dire quelques mots. Ce bill 19, ainsi qu'on l'a surnommé, est presque en entier la loi la plus antisociale et la plus antichrétienne que nous ayons eue depuis plusieurs années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre! On ne peut critiquer une loi qu'en en demandant le rappel. Si l'on veut critiquer le bill 19, qu'on demande le rappel du bill! Or, on ne demande que le rappel d'un article seulement.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): On demande le rappel d'une des parties les plus

importantes et les plus critiquées du bill 19. De plus, le chef de l'opposition, dans son discours, s'est étendu sur toute la législation ouvrière, et j'estime que nous avons le droit de lui répondre.

M. l'Orateur: En principe, on ne peut critiquer une loi sans en demander le rappel. Mais, si un article de la loi en est le corps principal, le principe, la décision de l'Orateur est que l'on peut critiquer cette loi. Le point d'ordre est renvoyé.

M. Caron (Hull): Les bills 19 et 20 sont contraires à l'enseignement des encycliques, spécialement dans les clauses qui donnent aux entrepreneurs du gouvernement le droit d'avilir les salaires comme bon leur semble. Le salaire de l'ouvrier doit être un salaire familial, d'après les encycliques des papes. Eh bien, les salaires payés par le gouvernement de l'Union nationale et de ses entrepreneurs n'étaient même pas raisonnables.

Admettons, et je crois que le ministre du Travail lui-même l'admet, qu'il y a d'autres articles dans ces bills qui doivent être amendés ou rappelés. Mais, si le gouvernement se hâte de demander l'abrogation de deux articles des bills 19 et 20, c'est qu'il veut rendre aux ouvriers leur protection pour l'exécution des prochains contrats.

La clause permettant aux entrepreneurs du gouvernement de mettre de côté les contrats collectifs et les salaires raisonnables est celle dont le rappel presse le plus, car on est à la veille des grands travaux de voirie. J'estime que les entrepreneurs du gouvernement doivent être assujettis aux conventions collectives bien plus que tous les autres citoyens. Le petit propriétaire, qui fait faire des réparations à sa maison, doit se conformer aux échelles de salaires établies et les gros entrepreneurs n'y seraient pas tenus?

Par sa législation ouvrière, le gouvernement de l'Union nationale a péché contre tous les enseignements de l'Église, en faisant avilir les salaires et, c'est par là surtout, à mon sens, que la loi est immorale et que les principes qui guidaient l'ancien gouvernement étaient immoraux.

Il cite plusieurs passages des encycliques *Immortale Dei*, *Rerum Novarum*, *Quadragesimo Anno*, *Motu Proprio* et autres. Il cite aussi des articles de M. Gustave Francq, dans *Le Monde ouvrier*, afin de démontrer que l'ouvrier a droit à une rémunération qui lui permette de vivre et de faire vivre sa famille.

Avec ces deux lois, l'Union nationale n'a pas protégé le petit propriétaire. L'article 5 du bill 19 est

immoral. On a ainsi forcé, à certains endroits, des propriétaires à payer des salaires ni justifiés, ni justifiables. Les ouvriers se sont objectés continuellement aux bills 19 et 20 qui portaient atteinte aux conventions collectives de travail.

Le chef de l'opposition, le député de Joliette (M. Barrette) et le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) doivent être convaincus, maintenant, qu'ils ont passé une mauvaise loi avec le bill 19. L'ancien régime s'est appliqué à nuire à l'ouvrier et à provoquer constamment les chefs ouvriers de la province. Le chef de l'opposition a insulté les chefs des organisations ouvrières dans certains de ses discours, dont celui prononcé à Knowlton. Les ouvriers ont le droit de s'unir et, en toute logique, les gouvernements doivent prendre conseil de leurs chefs.

Les oppositionnistes savent tellement que leurs lois sont mauvaises que, pour réfuter l'argumentation du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), ils s'en sont tenus à des questions de technicalités. Ils savent donc qu'ils ont passé une mauvaise loi. Ce n'est pas la seule. L'ancien régime Duplessis était familier de ces régimes d'exception. On l'a vu par exemple accorder une exemption des conventions collectives aux journaux hebdomadaires, et avilir les prix dans l'industrie de l'imprimerie au détriment des quotidiens et de la justice, au détriment aussi de la classe ouvrière.

Il (M. Caron, Hull) loue le travail du ministre du Travail qu'il qualifie de ministre de la Justice, au sujet de l'abrogation de cet article de loi. J'espère que le ministre du Travail proposera l'abolition de cette autre mauvaise loi. Les gouvernements doivent accepter les conseils des unions ouvrières et je serai heureux d'appuyer le ministre du Travail jusqu'à la limite.

M. Leduc (Laval): J'estime que je manquerais de courage si je n'expliquais pas à cette Chambre les raisons qui ont amené l'ancien gouvernement, dont je faisais alors partie, à inclure cet article dans le bill 19. J'avais, dit-il, demandé à mon chef d'alors (M. Duplessis) de faire passer cette loi avec l'article 5 et je veux expliquer pourquoi.

L'article de la loi dont on demande le rappel n'est plus nécessaire. Il a eu sa raison d'être, mais celle-ci a maintenant cessé d'exister. Cependant, je crois que, dans le temps, cette législation était nécessaire.

Les contrats collectifs sont récents et, au début, ils n'ont pu avoir partout leur plein effet. Il était nécessaire d'en apprécier l'application chez le

peuple et chez les gouvernements. Il fallait alors accepter les faits accomplis. En 1937, lors de la passation de cette loi, nous étions au début de l'ère des contrats collectifs. L'éducation n'était pas encore faite et les contrats collectifs, comme toute mesure nouvelle, demandaient une certaine campagne d'éducation chez le peuple. La loi réclamait aussi l'éducation des unions ouvrières et des gouvernements. Les comités paritaires ignoraient leur puissance.

Le gouvernement se trouvait alors devant de nombreux dilemmes. Nombre de gens qui, de bonne foi, avaient soumissionné sur des échelles de salaires autres que celles des conventions se trouvaient dans une situation difficile. À ce moment-là, les comités conjoints, au fur et à mesure que se développaient les conventions collectives, ont essayé leur force et leur influence. Ils ont commencé à tenter une série de poursuites aux entrepreneurs qui avaient soumissionné suivant l'usage en basant leur calcul sur les salaires ordinaires. Il est arrivé que des entrepreneurs se sont trouvés dans une situation dangereuse, sans qu'il y eût de leur faute.

Par suite de l'expérience acquise, la cédule des contrats collectifs fut insérée dans les contrats du gouvernement. L'éducation étant réalisée chez tous et chacun, la situation est différente aujourd'hui. Cette période d'éducation du public et des gouvernements était nécessaire. Il y eut l'évolution nécessaire et l'abrogation de cet article est maintenant nécessaire.

C'est pourquoi nous avons cru devoir recommander cette clause et que l'article a été inséré dans la loi. Mais il faut bien remarquer qu'à chaque contrat, le gouvernement annexait des cédules contenant les échelles des salaires qui devaient être payés aux ouvriers. Et les cédules constituaient une grande victoire pour les ouvriers. Cette intervention des comités conjoints a donc été un véritable triomphe pour eux, puisque après cela le gouvernement, dans tous ses contrats, a fait intervenir l'échelle de salaires des contrats collectifs.

Maintenant, l'éducation du grand public est faite et l'opinion est mieux préparée à l'application rigoureuse des contrats collectifs. Ils sont maintenant acceptés et c'est pourquoi le gouvernement fait bien de rappeler cet article, comme il fera bien de rappeler le reste de la loi. Le bill que nous avons aujourd'hui est un progrès. Il abroge un article qui avait été mis dans la loi temporairement pour régler une situation particulière. L'article n'a plus sa raison d'exister, ayant rempli le rôle utile qu'on en attendait; il n'est plus nécessaire et il convient de l'abolir.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'opposition n'a répondu à aucun des arguments que j'avais donnés l'autre jour en demandant le rappel de cet article du bill 19, article anodin, a dit le député de Deux-Montagnes. Mais, grâce à cet article, des entrepreneurs ont payé des salaires de 15 cents l'heure dans les districts de Hull et de Gatineau. Le chef de l'opposition a pris une tangente comme d'habitude et a parlé des bûcherons. Il a déclaré que les bûcherons étaient heureux sous son régime. C'est une question qu'on discutera en temps et lieu, notamment quand le gouvernement réclamera le rappel de la loi 1 George VI, chapitre 30, la loi des bûcherons. Nous aurons alors l'occasion de parler du traitement que les bûcherons ont reçu de l'Union nationale.

Le chef de l'opposition a aussi déclaré qu'il avait nommé un ouvrier à la Commission des accidents du travail, ce qui ne prouve rien en faveur des bills 19 et 20. Quant au député de Joliette (M. Barrette), pour défendre les bills 19 et 20, il a dit que le Jardin botanique de Montréal est une œuvre impérissable du gouvernement de l'Union nationale.

J'ai, ajoute-t-il, demandé le rappel de clauses des bills 19 et 20 de l'Union nationale pour empêcher les travailleurs de perdre encore \$1,000,000, comme ces bills les leur ont fait perdre depuis leur adoption.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a dit l'autre jour que nous avions fait perdre des millions aux ouvriers avec le bill 19. Qu'il nous dise donc les millions que l'Union nationale a fait gagner à la population! Pourrait-il nous dire aussi combien de millions il prétend maintenant leur faire gagner avec son projet de loi?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): C'est une question qui ne demande pas de réponse. Il serait difficile de l'établir exactement. Que le chef de l'opposition me permette cependant de lui rappeler que les millions que l'Union nationale a fait perdre à la province, nous en verrons encore les résultats peut-être dans plusieurs générations d'ici. Le trésorier de la province dira au chef de l'opposition l'immensité du gouffre dans lequel l'Union nationale a plongé les finances de la province! Que le chef de l'opposition attende donc le discours que va prononcer le trésorier! Cela lui donnera une idée de ce que son gouvernement a fait perdre à la province!

Ça ne m'étonne pas que le chef de l'opposition comme le député de Deux-Montagnes trouvent anodin le bill que nous présentons. Ils

trouvent anodin de légiférer pour les ouvriers. "Pourquoi nous présenter un bout de bill?" a dit encore le député de Deux-Montagnes. Je dirai en temps et lieu pourquoi nous ne demandons pas le rappel de toute la loi, dans ce premier bill. La loi des conventions collectives permet aux ouvriers et aux patrons de conclure une entente après discussion.

Est-il nécessaire de tailler dans cette entente par des lois? Je n'ai pas proposé l'abrogation de l'article 1 des bills 19 et 20 parce qu'on en attaque la constitutionnalité. Cet article donnait au premier ministre et à son cabinet le droit d'intervenir dans toutes les conventions collectives. Un doute légal s'est donc élevé sur l'opportunité d'abroger les deux bills en entier.

(S'arrêtant un moment, il reprend.) M. l'Orateur, y a-t-il eu intervention? Je vais le dire à la Chambre. En fouillant dans les dossiers au ministère du Travail, j'ai trouvé 75 interventions⁶ d'ordre politique faites auprès du gouvernement pour empêcher la mise en application des bills 19 et 20 et qui ont taillé en pièces les contrats intervenus entre les ouvriers et les patrons. Plus de 75 interventions politiques de l'Union nationale dans les contrats collectifs. Autant de violations du droit naturel des patrons et des ouvriers de s'entendre. La plupart de ces interventions venaient des députés de l'Union nationale. L'ancien premier ministre est personnellement responsable d'au moins 32 de ces interventions qui sont des exemptions décrétées par arrêtés ministériels. Et, par exemple, dans le comté de Labelle...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de citer des faits nouveaux dans sa réplique. Il n'a pas le droit d'apporter des faits nouveaux qui pourraient entraîner un autre débat. Il a tout simplement le droit, selon les règlements de la Chambre, de répondre aux avancés de ses contradicteurs qui, cette fois, se sont trouvés de ce côté-ci comme de l'autre de la Chambre. Le ministre ne produit en réplique aucun fait nouveau.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): J'ai pensé devoir faire cette argumentation justement pour répondre au député de Deux-Montagnes qui m'a dit que je procédais de façon fragmentaire dans la présentation de mon bill. Il m'a reproché de présenter un bout de bill, de ne rappeler qu'un article de la loi. Je lui réponds et j'explique pourquoi je n'ai pas demandé le rappel de toute la loi et pourquoi je dois agir ainsi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie le point d'ordre. Je crois, dit-il, que le ministre a parlé en dehors du litige. Je n'ai pas d'objection qu'il continue, pourvu qu'on m'accorde le même droit pour lui répondre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) se levant de nouveau...

M. l'Orateur: Le ministre ne peut parler deux fois sur le même point d'ordre. Je crois que le point d'ordre du député de Deux-Montagnes est bien fondé. Évidemment, le ministre défend habilement sa position, mais il ne peut que répondre à ce qui a été dit dans le débat. Il est en dehors de la discussion. Le point d'ordre est maintenu.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): La Chambre aura à étudier deux lois organiques pour modifier la loi des contrats collectifs, et l'autre, pour changer la loi des salaires raisonnables qui deviendra la loi des salaires minima. Pour les raisons que j'ai données, je demande le rappel de cet article du bill 19.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne changera rien⁷.

La motion est adoptée sur division⁸. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

Paroisse de Saint-Malachie

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Malachie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Notre-Dame-des-Neiges

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 112 concernant les syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ursulines de Québec

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Morin (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Marie-Ernestine Frappier

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 126 permettant à Marie-Ernestine Frappier de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Phillip Joseph

M. Paquette (Labelle) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Phillip Joseph à la pratique de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Paquette (Labelle) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fabrique de Saint-Eustache

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Paroisse de Saint-Féréol

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Dumoulin (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Belœil

M. Messier (Richelieu-Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 modifiant la charte de la ville de Belœil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Messier (Richelieu-Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Milton A. Joseph

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milton A. Joseph à la pratique de la profession d'avocat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Longueuil

M. Joyal (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Joyal (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Grace Katherine Reinauer

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Boulangerie

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 130 concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Comeau), que l'ordre soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Comeau), que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Séminaire de Nicolet

M. Biron (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des eaux courantes, 1939

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1939. (Document de la session no 19)

Rapport de la Commission d'électricité, 1936

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport annuel de la Commission d'électricité de Québec pour l'exercice terminé le 30 juin 1936. (Document de la session no 20)

États des Comptes publics, 1939

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics de la province de Québec* et rapport annuel de l'auditeur de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939 (Document de la session no 21)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le premier ministre étant absent, c'est M. Bouchard qui a dirigé les troupes ministérielles pendant la séance. Voir *L'Événement-Journal* du 17 avril 1940, à la page 3. Selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 17 avril 1940, à la page 3, plusieurs rumeurs ont circulé ce jour-là à propos de l'absence du premier ministre. Certains disaient qu'il était retenu chez lui par une indisposition, d'autres qu'il était à son bureau ou encore à Ottawa pour une affaire importante.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

3. \$5, selon *Le Canada* du 17 avril 1940, à la page 9.

4. *L'Événement-Journal* du 17 avril 1940, à la page 11 et *La Patrie* du même jour, à la page 5, parlent d'eau douce.

5. *Le Canada* du 17 avril 1940, à la page 9, indique: "Près de Sainte-Germaine".

6. Selon *L'Événement-Journal* du 17 avril 1940, à la page 11: "5 interventions".

7. Le journaliste du *Soleil* du 17 avril 1940, à la page 5, écrit exactement ceci: "M. Duplessis a murmuré quelques paroles incompréhensibles de la galerie de la presse. On nous a dit qu'il aurait déclaré alors que la loi Rochette ne changerait rien."

8. Les journalistes ont eu l'impression que le bill était passé sans que les députés de l'opposition aient dit: "sur division", selon *Le Soleil* du 17 avril 1940, à la page 5. Le greffier l'a cependant entendu, puisqu'il l'a inscrit aux *Journaux de l'Assemblée législative*.

Séance du mercredi 17 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes¹!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun. Le préambule de ce bill a aussi été amendé en y retranchant les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7;

- bill 141 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Travaux de la Chambre:**Pont de Bellefeuille**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je prierais le premier ministre de nous permettre d'étudier le plus tôt possible le bill qui concerne le pont de Bellefeuille de Saint-Eustache. Les résidents d'été sont intéressés à l'adoption de ce projet. Le bill a été présenté le 2 avril et il serait préjudiciable aux intéressés qu'on retarde davantage de l'étudier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le bill n'a pas été étudié plus tôt parce qu'une partie intéressée demande d'être entendue au préalable. Certains ont manifesté le désir de nous rencontrer à ce sujet. Dès que nous connaissons l'opinion de tous les intéressés, l'étude du bill sera faite sans retard.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La meilleure manière pour les intéressés d'être entendus, c'est au comité.

Loi de la pêche

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au

bill 5 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lue une deuxième fois.

M. l'Orateur: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

(La séance est suspendue pendant une dizaine de minutes pour permettre aux whips de rejoindre les députés absents.)

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Impatienté par la durée de la suspension) Vote! Vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Connors, Côté, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Hartt, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Lawn, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Panet, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Thisdel, Toupin, 48.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duffy, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lapointe, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), 15.

(Applaudissements à gauche pour saluer le vote des députés Duffy et Lapointe qui s'opposent au gouvernement sur cette question.)²

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

Et la motion "Que la Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre l'adopte sur le même vote. La résolution est, en conséquence, adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 5 modifiant la loi de la pêche.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Connors, Côté, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dufour, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Hartt, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Lawn, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Panet, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Thisdel, Toupin, 48.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duffy, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lapointe, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité³:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 3 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa du paragraphe 3 par le suivant:

"[[3. Cependant pour la pêche dans les rivières à saumon et dans les lacs, les personnes domiciliées dans la province doivent, avant de commencer à pêcher, même dans les eaux où le droit de pêche est privé ou loué de la couronne, se procurer un permis spécial du ministre ou d'une personne autorisée par le ministre à en accorder; les personnes non domiciliées dans la province doivent se procurer un tel permis avant de commencer à pêcher quel que soit l'endroit où elles désirent faire la pêche.]]"

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que l'article soit amendé en en retranchant, dans la deuxième ligne, les mots "premier alinéa du" et en ajoutant les mots suivants: "L'honoraire exigible est fixé, dans chaque cas, par le ministre, mais ne doit pas excéder vingt-cinq dollars pour les non-domiciliés, et un dollar et dix cents par année pour les domiciliés".

M. Duplessis (Trois-Rivières) signale de nouveau au ministre que le bill laisse maintenant une double taxe, celle de \$1.10 et celle de \$25.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'amendement a été consenti à la demande de l'opposition, mardi après-midi, et l'on dit que pour les résidents de la province, la taxe sera au maximum de \$1.10 par année, et pour les étrangers ou citoyens d'en dehors de la province, de \$25.

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 37 de ladite loi, modifié par la loi 3 George VI, chapitre 53, article 1, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe e du paragraphe 1, le sous-paragraphe suivant:

"f. Fixer les restrictions jugées nécessaires à la pêche dans les lacs et les cours d'eau publics empoisonnés par le service de pisciculture de la province."

M. Duplessis (Trois-Rivières) questionne le ministre au sujet de cet article.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): L'article 3 a été inséré à la demande des officiers de mon département. Le ministère se réserve par là le droit d'édicter certains règlements pour conserver le poisson, surtout pendant la période d'empoisonnement.

Ainsi, on pourra, par exemple, permettre la pêche à la mouche et interdire la pêche au ver, comme cela se fait dans le parc des Laurentides, afin de permettre que les lacs que l'on empoisonne puissent se peupler.

Nous voulons faire cesser, pour un certain temps du moins, la pêche au ver dans les lacs ensemenés par le service de pisciculture et forcer les pêcheurs à pêcher à la mouche. Cette pêche au ver est ruineuse pour les lacs. Aux alentours des villes, les pêcheurs vont, au petit jour, jeter des lignes dormantes et vident les lacs. Ce n'est pas "fair play" pour les poissons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On va trop loin en ostracisant la paisible pêche à la ligne amorcée d'un ver. Ce n'est certes pas ce genre de pêche qui dépeuple notre royaume aquatique. On réduit ainsi le droit de pêcher. La pêche au ver, c'est la pêche ordinaire. Il raconte au ministre qu'il a déjà pêché dans un lac surnommé le "Lac Venimeux".

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Voilà le sujet d'une discussion venimeuse...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et j'ai pêché au ver.

Une voix: ... ou au verre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): (Souriant)
Le vrai sportsman pêche à la mouche. Les véritables sportifs ne font pas la pêche au ver, mais bien la pêche à la mouche, qui présente plus de difficultés, mais aussi plus d'émotions sportives.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre vient de parler des vrais sportsmen qui pêchent à la mouche. Qui visait-il par là? C'est beau de pêcher à la mouche, mais j'ai connu un grand sportif, chef du ministère des Pêches (M. Taschereau), qui n'y mettait pas tant de façon. Il allait pêcher à la rivière Moisie. Il allait pêcher le saumon à la mouche et, quand il était tanné de pêcher le saumon à la ligne, il lui tirait dessus à coups de fusil. Sans doute, le ministre des Pêches l'a accompagné dans ses remarquables exploits de pêche au fusil et il en a profité pour faire la pêche... aux ministères...

M. Gagnon (Matane): Le ministre n'a-t-il pas déjà pêché souvent aux abords du ministère?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): C'est absolument faux! Je n'ai, répond-il, jamais demandé un ministère, mais j'ai attendu qu'on m'y invite.

Pour ce qui est du fait qu'on tire le saumon avec une carabine 22...

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Admiratif)
Le ministre connaît même le fusil de l'ancien premier ministre pêcheur au fusil!

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. Lorsqu'on mouche le saumon, il faut d'abord l'épuiser. Lorsque le pêcheur a fatigué le saumon pendant trois quarts d'heure et que le saumon est épuisé, il s'agit alors de

le cueillir. Pour le tirer dans le canot, il faut ou bien le prendre avec l'épuisette ou bien lui donner un coup de dard. Mais souvent, lorsque l'on n'a ni épuisette ni dard, il arrive que certains pêcheurs achèvent le saumon d'un coup de carabine.

M. Bourque (Sherbrooke): Ce n'est pas à l'honneur d'un sportsman de tirer une bête inoffensive avec une carabine. L'esprit sportif, dont parle le ministre, chez ses pêcheurs au fusil n'a rien de remarquable. On fatigue le poisson, on prend plaisir à jouer avec lui pendant trois quarts d'heure jusqu'à l'épuiser à mort, puis quand il est à moitié mort, on lui lance un coup de fusil. Ce n'est pas un ouvrage éminemment sportif de tirer une bête inoffensive, c'est presque inhumain.

(Rires)

L'honorable M. Côté (Bonaventure) répond sur le même ton.

M. Bourque (Sherbrooke): Dans le comté de Wolfe, il y a un lac où je vais pêcher, dit-il, l'été. C'est le lac Aylmer, où l'on a mis de l'achigan. Dans ce lac errent aussi du brochet, du doré, qui ne mordent qu'au ver et pas à la mouche. Est-ce qu'il sera défendu de pêcher au ver pour ne pas risquer de prendre de l'achigan? Va-t-on nous forcer à pêcher à la mouche? Dans ce cas, il faudrait dire aux poissons: "Ne mordez pas, c'est défendu."

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Telle n'est pas l'intention du département. Il cite les divers modes de pêche, notamment celui de pêcher le poisson "à la cuiller".

M. Bourque (Sherbrooke) suggère au ministre que l'on mette une affiche départementale au bout des lignes pour avertir l'achigan de se tenir au large.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) répond et parle de l'esprit sportif qui doit prévaloir chez les pêcheurs. Une fois, pêchant la truite, raconte-t-il, j'ai happé un saumon de 32 livres...

Des députés expriment leur admiration ou leur incrédulité.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): ... et, je l'ai remis à l'eau.

Un député: Pense-t-il que nous allons croire ça?

M. Bourque (Sherbrooke): Si la pêche au ver est défendue, faudra-t-il dire à l'achigan: "Ne mords pas, c'est défendu", ou tirer dessus avec une carabine?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Oui, mais à condition de ne pas manquer son coup.

Des députés discutent des poissons qui se pêchent à l'asticot et de ceux qui se mouchent.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Et il y en a d'autres qui ne mordent pas du tout.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 60 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "surintendant" dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots "les gardes-feu, les officiers de la police provinciale et du revenu".

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Par cet article, nous avons l'intention d'assermenter tous les gardes-feu et tous les officiers de la Sûreté provinciale et du revenu comme gardes-pêche et gardes-chasse.

M. Duplessis (Trois-Rivières) interroge le ministre sur la pêche en général et sur cet article du bill en particulier. C'est fort bien, dit-il, sauf pour la police provinciale. Je ne vois pas ce que celle-ci peut avoir à faire en l'occurrence. Pourquoi augmenter les pouvoirs de la Sûreté provinciale, surtout quand cette police est sous la direction de M. Jargailles? Quand on augmente les pouvoirs de Jargailles, les abus augmentent dans la même mesure. Il est assez malheureux de voir un individu de cette trempe réinstallé dans ses fonctions, sans ajouter d'autres embêtements pour les autres citoyens en lui donnant plus de pouvoirs.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je n'ai pas la mission de défendre ceux qui ont attaqué M. Jargailles; cela ne relève pas de moi. Mais je peux dire au chef de l'opposition que ceux qui auront charge de faire respecter la loi la feront respecter. Les policiers devront faire observer la loi et rien que la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi donner ces nouveaux pouvoirs à la police provinciale? Au fur et à mesure que le gouvernement va augmenter

les pouvoirs de Jargailles, les abus vont augmenter en conséquence en suivant une marche parallèle et dans la même mesure.

M. Gagnon (Matane): Le ministre peut-il me dire si les officiers de la police assermentés comme gardes-chasse et gardes-pêche supplémentaires auront une allocation spéciale?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Naturellement non.

M. Bullock (Shefford): Si le gouvernement nomme des gardes-chasse et des gardes-pêche surnuméraires, j'espère qu'il ne commettra pas l'erreur du gouvernement de l'Union nationale, qui a nommé dans mon comté des gens qui ne connaissent pas la différence entre un ours et un canard.

(Rires)

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est adopté sur division.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁴:

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose
1. Que, conformément aux dispositions de

l'article 28 de la loi de la chasse (Statuts refondus, 1925, chapitre 86), modifié par l'article 7 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, nulle personne ne pourra chasser si elle n'est porteur d'un permis spécial émis par le ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries, ou toute personne par lui autorisée, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir un tarif pour le paiement des honoraires de ce permis.

2. Que, conformément à l'article 48 de ladite loi de la chasse, modifié par l'article 8 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, un permis spécial, au prix jugé convenable, pourra être imposé pour la chasse et la pêche sur les eaux et terres publiques faisant partie des réserves créées en vertu des dispositions du paragraphe 5 dudit article 48.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que les présentes résolutions sont identiques à celles que nous venons d'étudier concernant la pêche. Je ne reviendrai pas, dit-il, sur les arguments d'hier, mais, si je saisis bien la portée de ces nouvelles résolutions, je constate qu'il va falloir des permis pour les étrangers et pour les personnes domiciliées dans la province de Québec. Il faudra donc permis sur permis pour pouvoir faire la pêche et la chasse dans cette province maintenant.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je dois dire que présentement, pour la chasse, il n'est pas besoin d'avoir de permis.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais je constate, par la loi, que le ministre veut imposer un permis aux chasseurs, qu'ils résident ou non dans la province de Québec. Je fais remarquer qu'il s'agit encore d'un moyen détourné pour imposer des taxes.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Une fois de plus, le chef de l'opposition attribue à ses adversaires des paroles qu'ils n'ont même pas songé à prononcer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il serait intéressant de savoir à quelles fins sera employé l'argent que le gouvernement retirera de ces permis de chasse. Il nous faudrait connaître la portée de ce nouvel impôt. Et on devrait aussi fixer un maximum pour ces permis de chasse.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il est impossible pour le moment d'établir un tel maximum.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel revenu attend-il de cela?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je ne suis pas en mesure de le dire, répond-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première chose que le ministre devrait savoir. Avant d'imposer un fardeau, il est élémentaire qu'il en connaisse la portée.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): C'est une loi nouvelle, et il est bien difficile de se prononcer.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour savoir combien les permis vont rapporter.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je ne saurais le dire exactement, mais nous anticipons environ \$5,000 à \$10,000 pour la première année de l'application de cette loi. Et cela ira en croissant. C'est un maximum qui peut ne pas être atteint. Au bout de trois ans, on espère aller chercher \$250,000 annuellement avec cette tarification.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La résolution ne fixe pas le coût du permis. Pourquoi?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Nous allons nous en tenir à la résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le gouvernement demande de nouveau un mandat en blanc en ne fixant pas un maximum pour les permis. Si je saisis bien la situation et si on continue à ce rythme, il ne restera plus beaucoup de droits à la population de cette province, pour ce qui est de la chasse et de la pêche, dans un avenir rapproché. Ce sont là des charges extraordinaires qui entraîneront des procédures et exposeront les chasseurs à des mesures vexatoires.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La loi n'est pas adoptée et le chef de l'opposition a des craintes inutiles. La présente loi est basée sur des résolutions qui furent adoptées au temps où l'honorable député de Matane était ministre de la Chasse et de la Pêche.

M. Gagnon (Matane): C'est impossible, parce que, l'an dernier, la chasse était prohibée dans cette province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne faut pas confondre l'abus avec l'usage. Supposons qu'une famille de sept enfants va faire la pêche. En vertu de la loi adoptée tout à l'heure, comme ils seront neuf, ils devront payer \$9.90; et s'ils veulent faire la chasse, ça leur coûterait encore plus cher. Et voici, par exemple, une personne qui part avec sa femme et ses cinq enfants pour aller faire une excursion de chasse et de pêche. Il faudra pour cette personne à la fois des permis de pêche et de chasse, et cela, pour chacun des membres de sa famille. Ce qui veut dire qu'il faudra à ce père de famille déboursier tout près de \$20. Payer \$18 à \$20 en permis, c'est exorbitant.

Il suggère de limiter le tarif à un maximum, comme on l'a fait dans le cas des permis de pêche.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) refuse de se rendre à cette suggestion. Il y a un plaisir à prendre pour cette personne et les membres de sa famille. Le chef de l'opposition, dit-il, a des suppositions bien fantaisistes. Il met les choses au pire. La loi que nous soumettons présentement a été rédigée à la demande de ceux qui aiment la chasse et la pêche. L'intérêt public exige que l'on procède dans le sens de la présente loi.

Et je ferai remarquer que nous ne sommes pas aussi exigeants que dans les autres provinces du dominion, qu'aux États-Unis. On finira par comprendre que les permis pour chasse et pêche ne sont pas plus élevés en cette province qu'ailleurs. On constatera même que le prix est inférieur. Il faut des revenus à la province.

Le permis que nous demandons à la Chambre d'imposer nous est réclamé de tous les citoyens qui veulent protéger le gibier de nos forêts. Toute la province approuve cette mesure qui est d'intérêt général.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec toutes ces lois restrictives, on ne laissera pas grands droits à la population.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il s'agit d'assurer la survivance du gibier dans la province, de garder des réserves sportives utiles pour le tourisme. D'ailleurs, on va beaucoup plus loin dans les autres provinces et à l'étranger. Et puis, tous les revenus provenant de ces taxes serviront exclusivement à l'empoissonnement des lacs et à la conservation de plus en plus efficace du gibier.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): J'aimerais bien savoir si ces permis de chasse et de pêche seront exigés dans toutes les parties de la province. La loi de la

pêche n'affecte pas les populations de Gaspé et des Îles-de-la-Madeleine. La loi de la chasse va-t-elle les affecter? On sait que les pêcheurs de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine et du comté de Charlevoix-Saguenay, en se rendant à la pêche à la morue, doivent souvent apporter avec eux un fusil pour tuer, quand l'occasion s'en présente, un phoque, un canard ou un oiseau sauvage, aux fins de se nourrir. Est-ce qu'il leur faudra se procurer et un permis de chasse et un permis de pêche? Seront-ils forcés de payer?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je comprends que le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) était absent de la Chambre hier, lorsque nous avons discuté des permis de pêche.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Je demande pardon au ministre. J'étais bien en Chambre hier, lorsque les résolutions sur la pêche furent discutées.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je voulais être poli. Je voulais dire que le député n'avait pas compris ce qui s'était passé hier. Le député de Gaspé-Sud a compris qu'il n'est pas nécessaire d'avoir un permis pour pêcher dans le fleuve Saint-Laurent, le golfe Saint-Laurent et la baie des Chaleurs, mais la loi de la chasse n'est pas encore adoptée.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Ces deux nouvelles lois me paraissent très onéreuses pour la Gaspésie et la Côte-Nord où les gens emportent généralement leur carabine quand ils vont à la pêche. En Gaspésie, tout particulièrement, presque toutes les rivières à saumon sont louées. Mais qu'est-ce qu'il faut donc entendre par une rivière à saumon?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il y a 26 ans que je demeure dans la Gaspésie, et tout le monde sait qu'une rivière à saumon est une rivière où il y a du saumon en quantité suffisante, une rivière où l'on peut prendre du saumon, et où ce dernier ne se trouve pas seulement par accident. Il n'est pas question des rivières où l'on rencontre de temps à autre un saumon dévoyé. Les rivières à saumon ne sont pas classifiées de façon définitive, mais elles le sont en pratique. Il y a des rivières et des cours d'eau où le saumon monte accidentellement, mais nous entendons par rivières à saumon celles où le poisson s'y trouve en quantité considérable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais je voudrais une définition dans la loi de ce que l'on entend par rivière à saumon.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Il s'agit d'une rivière où l'on peut prendre du saumon à la ligne.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): D'après la définition donnée par le ministre, nous n'avons pas de rivières à saumon chez nous en Gaspésie. Je suis donc bien satisfait, parce que les Américains pourront venir faire la pêche dans nos rivières de Gaspésie sans prendre de permis à cet effet. Les rivières où il se trouve du saumon sont toutes des rivières fermées ou louées.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La distinction à faire est claire. Il cite une dizaine de rivières à saumon en Gaspésie. Je dois dire que les rivières sont classifiées d'une façon claire et précise.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Aux Îles-de-la-Madeleine, nous avons des loups-marins, que l'on appelle les loups-marins d'esprit, et qui sont des destructeurs de poissons. On les tire au fusil. Les pêcheurs gaspésien ou madelinots emportent toujours leur fusil pour la chasse aux phoques ou pour détruire le loup-marin d'esprit, ou pour tuer des sarcelles et des canards. Pour les tuer, faudra-t-il un permis de chasse?

M. Gagnon (Matane): Pourquoi le ministre ne met-il pas d'explication dans la loi, par exemple, pour le cas d'un citoyen qui tue un loup-marin dangereux?

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Non, parce que l'on ne peut considérer cela comme de la chasse. Quand on pêche un canard, par exemple...

Les députés rient⁵.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Si un citoyen tue un loup-marin dangereux pour en débarrasser le golfe, il n'a pas besoin de permis. À tout événement, le garde-chasse soumet chaque cas au ministère et on décide alors si une action doit être prise.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que la chasse, alors? La Chambre et les galeries ont raison de rire et de s'esclaffer comme on l'a fait tout au cours du débat, car la loi manque certainement de précision. On nous présente un projet de loi qui n'a rien de précis. Le ministre ne sait pas ce que c'est qu'une rivière à saumon, parce qu'il ne le dit pas

dans sa loi. Il se contente de nous dire: "Une rivière à saumon, ça devrait être telle ou telle chose et rien de plus." S'il y a des infractions, comment allez-vous pouvoir faire des causes? Le ministre va-t-il être obligé de venir devant les tribunaux et dire que, d'après ses 26 ans d'expérience, telle ou telle rivière est une rivière à saumon?

La présente loi est absolument ridicule. Nombre de personnes devront se procurer des licences de chasse pour aller à la pêche. Ce bill rédigé à la hâte est rempli de tracasseries, et le ministre sera le premier à regretter les mesures qu'il veut faire voter. C'est une loi qui sera absolument inefficace au point de vue d'application. Cette loi de pêche défendra à un cultivateur qui a un petit étang sur sa ferme d'aller y prendre de la barbote, sans s'être au préalable procuré un permis de pêche.

La loi va présenter des tracasseries à n'en plus finir et elle sera en somme inapplicable, à cause du trop grand nombre d'embêtements qu'elle va susciter et surtout des exceptions trop nombreuses qu'il faudra faire. Telle qu'on nous la présente, la loi est inapplicable. On n'a pas défini ce qu'est un lac. Quelles garanties avons-nous que le produit des permis sera appliqué à la protection du poisson et du gibier?

La loi manque donc de précision, comme la loi de la pêche que la Chambre vient d'adopter. Ces deux lois me paraissent inapplicables.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le député de Deux-Montagnes est difficile à contenter. Je lui ai demandé hier s'il serait satisfait de la loi de la pêche, du moment que le coût du permis serait fixé par la loi, et il m'a répondu oui. Cependant, il a changé d'opinion et a voté contre la loi quand même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas dit que je voterais pour. Je ne me suis pas prononcé sur le principe du bill. J'ai simplement dit que tel que rédigé, il était inadmissible et irréalisable. Le ministre changera d'opinion quant à son effet.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Le ministre est prêt à assumer ses responsabilités dans l'application de cette loi. Ce que j'appelle la chasse, c'est la chasse dans la forêt, ou la chasse du gibier à plumes sur les cours d'eau. Les pêcheurs seront exemptés de permis de chasse, lorsqu'ils tueront un loup-marin ou un phoque.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre devrait l'inscrire dans sa loi ainsi que de nombreuses autres exceptions.

M. Gagnon (Matane): Il y aurait lieu d'inscrire dans la loi les exceptions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La loi sera interprétée telle qu'elle est, non pas telle que peut l'interpréter l'honorable ministre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Lorsque les cas seront difficiles à régler, les gardes-chasse ou les gardes-pêche n'auront qu'à communiquer avec le ministère pour les lui soumettre.

M. Pouliot (Gaspé-Sud): Cela est dangereux, partant du fait que, sous tout gouvernement, les gardes-pêche ou les gardes-chasse sont des amis politiques. Ces préposés seront plus sévères pour leurs ennemis politiques dans l'interprétation de la loi.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La loi sera appliquée, et si l'on suppose à loisir des cas d'exception, on n'en finirait plus. Tel, par exemple, le cas du guide Baptiste Noël, un Indien qui, ayant pris au bout de sa ligne une minuscule truite et l'attirant, un martin-pêcheur, voyant le sillage du poisson sur l'eau, fondit sur la truite et s'envola, en sorte que Baptiste, pêchant dans les airs, prit à la ligne un oiseau. C'est absolument vrai!

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Maisonnette), Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Hartt, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Lawn, Leduc,

Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Thisdel, Toupin, 53.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Lesdites résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

Coopérative fédérée

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant la Coopérative fédérée de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill 16 abroge la loi votée par l'Union nationale concernant la Coopérative fédérée. Cette loi, sanctionnée en 1939, donnait au gouvernement le pouvoir de se faire représenter auprès de la Coopérative par un délégué, d'examiner les livres et de surveiller les opérations.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁶:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vois qu'il s'agit d'abroger la loi, adoptée en 1939 par le gouvernement de l'Union nationale, pour assurer la nomination d'un auditeur chargé de donner à la province des renseignements dont elle a besoin sur la Coopérative fédérée. Il s'agit bien plus d'une question d'administration que d'un principe.

Cette Coopérative a été réorganisée il y a plusieurs années, à la suite de certains abus commis et pour des raisons que le premier ministre connaît. La Coopérative a coûté un million à la province, car le gouvernement a avancé plus d'un million de deniers de la province à la Coopérative fédérée. Mais la Coopérative ne pouvait convenablement remplir sa mission auprès de la classe agricole sans avoir un entrepôt frigorifique. L'ancien régime avait passé

diverses lois pour se donner le pouvoir d'acheter ou de louer un entrepôt dont la Coopérative avait besoin. Quand je parle de l'ancien régime, je ne veux évidemment pas parler de l'Union nationale dont la vitalité s'appuie sur ses principes et qui est à l'approche d'une victoire retentissante. L'Union nationale, c'est toujours nouveau.

Lorsque l'ancien ministre libéral, l'honorable M. Perron, a pris le contrôle du ministère de l'Agriculture en 1930, il avait déclaré que l'agriculture québécoise était dans le marasme le plus navrant. C'est celui-là même qui disait cela qui a passé une loi pour acheter un entrepôt frigorifique pour la Coopérative de la Lake of the Woods Milling Company, à Montréal, au prix de \$500,000. Mais il ne fut pas donné suite à cette loi.

Le premier ministre actuel qui lui a succédé a amendé la loi deux fois: la première fois, pour permettre non seulement d'acheter, mais de construire un entrepôt, et la seconde fois, pour permettre de louer. Mais, si le premier ministre actuel a fait des lois au sujet de l'entrepôt, il n'a rien fait en pratique. Quand nous avons pris le pouvoir, il n'y avait encore rien de fait. La Coopérative n'avait pas encore son entrepôt frigorifique. C'est au gouvernement de l'Union nationale qu'il a été donné d'acheter l'entrepôt déjà utilisé d'ailleurs par la Coopérative fédérée.

Le gouvernement de l'Union nationale, voulant réparer les erreurs de l'ancien régime, a acquis un entrepôt frigorifique admirablement bien situé pour remplir son but auprès de la classe agricole. M. Perron voulait obtenir cet entrepôt au coût de \$700,000, mais l'Union nationale réussit à en doter la Coopérative fédérée pour \$285,000. Nous avons donc acheté cet entrepôt au prix de \$285,000. Il appartient ainsi à la province.

De plus, le gouvernement de l'Union nationale a mis fin à la lutte qui sévissait depuis des années entre la Fédérée et l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) pour le plus grand avantage des deux institutions et surtout de la classe agricole.

Dans les circonstances, comme la Coopérative fédérée avait reçu \$1,000,000 et utilisait un entrepôt de \$285,000, le gouvernement a cru sage de nommer un vérificateur. Il est nécessaire que la province exerce un droit de surveillance et un contrôle sur la Coopérative, une société qui avait englouti plusieurs millions. Nous n'avons jamais eu l'intention, avec notre loi, qui était une bonne loi, de nous immiscer dans les affaires de la Coopérative. Mais nous voulions surveiller les opérations d'une société qui était subventionnée par le gouvernement de la province.

Maintenant, comme c'est surtout une question administrative, libre au gouvernement de faire ce qui lui plaît. Le gouvernement veut faire disparaître ce contrôle. Il en prend la responsabilité.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

(Applaudissements) M. l'Orateur, je ne veux que donner deux mots d'explication, car le chef de l'opposition n'a pas présenté la situation sous son véritable jour. Ses remarques, qui n'ont pas exposé les faits exactement, m'obligent à donner des explications.

Il ne s'agit pas présentement de l'achat de l'immeuble qui a servi d'entrepôt à la Coopérative fédérée. Le bill n'a rien à voir avec cette question d'entrepôt. Il ne s'agit pas de cela, mais de faire disparaître la loi passée par le gouvernement de l'Union nationale pour nommer un inspecteur gouvernemental auquel on a donné le droit de fouiller dans les comptes de la Coopérative remontant aux années passées, de bloquer toute transaction de la Coopérative fédérée à moins qu'elle n'ait reçu son assentiment, et de nuire aux progrès de cette société si nécessaire aux cultivateurs. Bref, cet inspecteur était là pour empêcher la Coopérative fédérée de remplir son objet: rendre service à la classe agricole.

Le gouvernement ne veut pas s'ingérer dans les affaires des cultivateurs et de l'association de cultivateurs qu'est la Fédérée. Le gouvernement, en vertu d'autres lois, a déjà le droit de faire inspecter les livres chaque année, de faire la vérification, etc. Donc, point n'est besoin d'inspecteurs. L'ancien premier ministre sait et savait parfaitement que le gouvernement peut faire inspecter, d'année en année, tous les livres et toutes les affaires de la Coopérative. Il peut constater comment les octrois qu'il lui donne sont employés, de quelle façon cet argent est dépensé.

La vérification des comptes de la Coopérative sera donc quand même faite régulièrement, afin de se rendre compte si les octrois sont dépensés dans l'intérêt de la classe agricole, mais nous voulons faire disparaître la législation par laquelle l'Union nationale est allée plus loin et a voulu mettre le pied sur la gorge de la Coopérative et lui a enlevé toute liberté. On a nommé, au poste que l'on avait créé, un favori politique du régime de l'Union nationale, qui avait déjà des contrats avec le gouvernement, en plus d'un salaire de \$6,000 par année. Et son travail a été nuisible aux cultivateurs. La Coopérative n'avait pas besoin du favori politique qu'on a mis là pour entraver ses transactions et mettre de la politique là

où il ne devait pas y en avoir. Je demande l'abrogation de cette loi dont nous ne voulons pas. Une organisation semblable a besoin de liberté.

Je n'aurais pas donné ces explications sans les remarques du chef de l'opposition. Je le répète, l'objet de ce bill est de rendre à la Coopérative sa liberté, la liberté dont elle a besoin, car le gouvernement ne veut pas d'ingérence gouvernementale dans les associations professionnelles.

Je voulais qu'elle fût libre sous le régime de l'Union nationale et je veux que, sous mon administration, elle soit libre également. Le gouvernement veut que cet organisme agricole soit maître de ses actes. Nous avons protesté contre la loi de l'Union nationale qui portait atteinte à la liberté de la Coopérative, et nous demandons le rappel de la loi de 1939, 3 George VI, chapitre 41.

(Applaudissements à droite)

Quant à l'entrepôt, le gouvernement l'a acheté en causant une injustice criante à celui qui détenait légalement l'option sur l'édifice. Et, si l'Union nationale a acheté l'entrepôt, c'est en se servant de la loi passée par le gouvernement libéral.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux faire deux rectifications. Nous avons nommé comme inspecteur, qui a assumé la surveillance des opérations financières de la Coopérative, un homme compétent, bien qualifié, qui a fait un travail considérable. De plus, en second lieu, l'Union nationale a acquis un immeuble pour \$200,000 de moins que ce qui avait été prévu par feu M. Perron. Nous avons assuré une économie dans l'achat de l'entrepôt en empêchant les tractations d'amis de l'ancien régime.

Le gouvernement de l'Union nationale a passé une loi pour empêcher des amis du gouvernement actuel de faire de l'argent aux dépens et au détriment de la province. Des amis du gouvernement, et même un ancien ministre, ont acquis une option de la part des propriétaires de l'immeuble en question, avec l'espoir de le vendre plus cher et à gros profit à la province. Mais l'Union nationale a fait passer une loi disant que le gouvernement prendrait l'immeuble au prix de l'option, mais pas un sou de plus.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne peux laisser la Chambre sous l'impression que peut créer la déclaration du chef de l'opposition, qui est encore inexacte. L'Union nationale a commis une grande injustice envers le détenteur de l'option, M. Hector Authier, ancien ministre de la Colonisation,

aujourd'hui député de Chapleau aux Communes. Si le chef de l'opposition est si anxieux de protéger les intérêts de la province et les intérêts de la Coopérative, pourquoi a-t-il laissé tomber l'option qu'un représentant de la Coopérative avait prise sur l'entrepôt dans l'unique intérêt de la Coopérative? La Coopérative avait besoin de cette option. Cet homme, M. Authier, a pris une option en toute bonne foi, pour rendre service à la Coopérative, pour tâcher de conserver à la Coopérative un entrepôt que le gouvernement ne voulait pas acheter pour elle.

L'option sur l'immeuble de la Lake of the Woods Milling Company avait été prise par M. Authier, à la demande de la Coopérative, car il fallait empêcher des compagnies de l'Ontario d'acheter cet entrepôt, qui a été payé \$200,000 quand il en valait \$500,000. L'honorable M. Authier a pris l'option pour rendre service à la Coopérative et je le dis à sa louange. Mais le gouvernement d'alors a laissé tomber l'option offerte depuis six mois. La présente loi a pour seul but d'abolir le poste de contrôleur de la Coopérative et nul autre. Pourquoi ce gouvernement n'a-t-il pas acheté l'entrepôt avant que cette option ne fût tombée et ne fût prise par un autre?

Pourquoi n'a-t-il pas fait plus tôt l'acquisition de l'entrepôt? Pourquoi se déclarer tout simplement propriétaire à ses propres conditions d'un immeuble sur lequel M. Authier avait pris une option en toute légalité? C'était pour faire passer ensuite une loi pour spolier M. Authier, loi inique spoliatrice d'un intérêt particulier légitime, une loi dont je rougirais si je l'avais fait passer.

(Applaudissements à droite)

La loi passée par l'Union nationale est une loi inique, comme bien des lois de ce régime. Une de ces lois fréquentes de l'Union nationale qui donnaient au premier ministre du temps l'occasion de faire des discours de Saint-Jean-Baptiste, mais qui, en définitive, spoliaient tout simplement les droits des particuliers.

Mais, encore une fois, notre présente loi ne touche en rien à l'affaire de l'entrepôt. La loi a pour but de rendre à la Coopérative sa liberté, de rendre impossible pour l'avenir l'activité de l'inspecteur de l'Union nationale, qui pouvait remplir des fonctions d'espion auprès de la Coopérative fédérée, en vertu de la loi dont nous demandons le rappel. Ce vérificateur a été un embarras constant pour la Coopérative.

Je serais curieux de lire une seule ligne de rapport qu'il ait pu faire au gouvernement. Cet inspecteur nommé par le gouvernement, M. Bouchard, n'a pas fait une ligne de rapport, ni donné deux

conseils. Il s'est contenté d'aller à la Coopérative fédérée et de faire sortir les vieilles factures de cinq ans en arrière. Il a été nommé comme espion du gouvernement. J'aurais pu le remplacer, car je ne conteste pas son honnêteté personnelle et je n'ai rien contre lui personnellement, mais je ne l'ai pas fait parce que ce serait illogique et ça ne serait pas humain, ce serait contre les intérêts de l'organisation professionnelle agricole qu'est la Coopérative que nous voulons libre.

Car, je considère que le travail que M. Bouchard était appelé à faire, sur les instructions de l'Union nationale, était contraire aux intérêts de la Coopérative. D'ailleurs, l'Union nationale avait déjà payé plus de \$6,000 à un comptable de Trois-Rivières pour faire la vérification des livres de comptes de la Coopérative. Quel besoin avait-on de mettre en permanence auprès de la direction un espion du gouvernement? C'est la raison pour laquelle je propose l'abrogation de cette loi. Il s'agit de rappeler une loi de spoliation et de redonner leur liberté aux organisations agricoles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre admet que nous avons fait un bon marché dans l'achat de cet entrepôt. Il a commencé par dire que l'Union nationale avait acheté l'entrepôt en se servant d'une loi du gouvernement libéral, puis il a dit que la loi passée pour acheter l'entrepôt était une loi de spoliation et d'iniquité. Le fait que la province aurait perdu des centaines de milliers de dollars n'intéresse pas le premier ministre, mais c'est M. Authier, ancien ministre, qui l'intéresse. Le premier ministre s'intéresse plus au sort d'un ami politique qu'au sort de la province de Québec.

Il se dit fier de la loi passée par l'Union nationale. Elle était pour redonner à la province les droits légitimes qui lui appartenaient. C'était un devoir pour le gouvernement d'acquérir légalement une bâtisse essentielle à la Coopérative fédérée. Nous n'avons jamais fait de favoritisme politique dans la mise en vigueur de cette loi. De deux choses l'une: ou notre loi était mauvaise, ou elle était inique, comme dit le premier ministre. Si notre loi était inique, si M. Authier a été privé d'un revenu légitime, alors, que le gouvernement rappelle la loi et paie M. Authier! Son devoir est évident.

C'était travailler pour la Coopérative fédérée que d'acquérir cet immeuble. J'aime mieux avoir pris l'intérêt de la province que de défendre l'intérêt d'un ami.

Si cette loi de l'Union nationale a été édictée afin que des profits ne se réalisent au détriment de la

province, le premier ministre n'a qu'à en demander l'abrogation. S'il y a eu spoliation, pourquoi ne pas présenter une loi à ce sujet?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition donne un spectacle extraordinaire à la Chambre. Il n'est pas du tout question de l'entrepôt dans la loi à l'étude, pas question de la loi dont parle le chef de l'opposition. Mais le chef de l'opposition est sur un terrain méchant. Il n'aurait pas dû y passer. Il a parlé incidemment des entrepôts de la Coopérative et je lui ai répondu. L'option dont il est question avait été prise dans le temps du gouvernement précédent. Le gouvernement de l'Union nationale a attendu 18 mois avant d'exercer son option sur l'immeuble. Pourquoi tout ce délai? Pendant 18 mois, donc, un gouvernement qui était supposé s'intéresser à la Coopérative fédérée a laissé faire.

Dix-huit mois pendant lesquels il pouvait faire l'acquisition de la bâtisse de Lake of the Woods Milling, à Lachine, l'entrepôt dont il parle. La loi qui mettait fin à l'option sur l'entrepôt acheté pour la Coopérative a été adoptée en 1938, le 12 avril 1938, 18 mois après l'option prise par l'honorable M. Authier, à la demande pressante d'un ami politique du chef de l'opposition, qui est mon ami personnel, quoiqu'un adversaire politique - et je n'ai pas peur de le nommer, pas plus que j'ai eu peur de nommer l'honorable M. Authier - c'est M. L.-P. Deslongschamps, représentant de la Coopérative fédérée. C'est lui qui a supplié M. Authier de prendre l'option pour que le moulin n'aille pas à des intérêts étrangers à la province et passe à une compagnie ontarienne.

C'est ainsi que l'Union nationale a reconnu le service éminent rendu par M. Authier. Mais, je le répète encore, il n'est pas question de cela dans la loi à l'étude, qui n'a d'autre but que de rendre à la Coopérative sa liberté. Il s'agit, par le présent projet de loi, de faire disparaître de la Coopérative fédérée un contrôleur, un espion. C'est là la question, toute la question.

(Applaudissements à droite)

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Article 11a de la loi des conventions collectives de travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail.

Adopté.

En comité⁷:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit dans ce projet de loi de rappeler un article des bills 19 et 20 du gouvernement de l'Union nationale. J'aimerais savoir pourquoi au juste le ministre ne veut rappeler qu'une clause de ces bills, après avoir promis à plusieurs reprises à la province qu'il les rappellerait au complet.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je ne pouvais pas rappeler tout le bill parce que les autres articles de la loi devaient rester en vigueur. Il est essentiel qu'ils le restent, si l'on veut que les contrats collectifs affectés par le bill 19 subsistent légalement dans la province de Québec. Un doute s'est en effet élevé au point de vue légal, au cas où les bills 19 et 20 seraient rappelés en entier immédiatement. Certains contrats collectifs seraient mis en danger par suite de l'abrogation de tous ces bills, mais une nouvelle loi des contrats collectifs sera soumise à l'attention de la Chambre.

L'article premier donnait au premier ministre et à son cabinet - je l'ai dit hier - le droit d'intervenir dans les conventions collectives, et Dieu sait si on en a profité! La loi des conventions collectives, adoptée par le gouvernement libéral, défendait l'ingérence politique. Cette loi n'a pas plu à l'Union nationale, qui a présenté le bill 19, dont le premier article a donné lieu à 75 interventions politiques. Comme les arrêtés ministériels d'ingérence politique ne pouvaient être rappelés sans mettre en péril plusieurs conventions collectives, je n'ai proposé que le rappel de l'article 11a, l'un des plus pernicieux.

Une loi organique rappellera les autres articles du bill 19, et si le chef de l'opposition veut voter pour, il en aura l'occasion. Je crois pouvoir présenter cette loi la semaine prochaine, et je dirai alors à la Chambre les désastres causés par le bill 19. Si le chef de l'opposition veut tellement le rappel de son bill, il sera servi à souhait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'est pas sérieux en faisant cette affirmation. Il aurait pu rappeler plusieurs articles du bill 19 sans nuire aux conventions collectives. Par exemple, l'article qui mettait fin à l'atelier fermé. Les conventions

collectives sont à base de coopération. Ce qui est difficile à appliquer, c'est l'extension, car les conditions diffèrent dans les diverses parties de la province. C'est pourquoi nous avons amendé la loi afin de prévenir les injustices locales.

Il passe ainsi en revue tous les articles du bill 19. Le ministre, dit-il, n'est pas sérieux quand il parle du danger d'un conflit légal. Quel est dans toute cette loi l'article qui ne peut pas être abrogé sans qu'il y ait perturbation? On peut rappeler tous les articles des bills 19 et 20 sans le moins du monde toucher à la validité des conventions collectives. Le gouvernement a tort d'abroger la clause qui permet au gouvernement de modifier une convention collective. J'étais et je reste pour la liberté du travail et d'association, affirme-t-il. La loi du régime Taschereau permettait au gouvernement d'adopter, de modifier ou de rejeter une convention; mais, une fois la convention adoptée, il ne pouvait rien y changer.

Les conventions de travail sont une chose excellente; elles sont dans le domaine ouvrier la meilleure agence de collaboration. Mais l'extension juridique est une chose délicate et offre même un danger sérieux, puisque les conditions de travail et l'économie changent avec chaque endroit soumis aux règlements de la convention. Les conditions ne sont pas les mêmes dans toutes les municipalités de la province. Aussi est-il nécessaire de garder une souplesse à ces conventions en donnant des pouvoirs au gouvernement.

Le gouvernement a donné un effet rétroactif à la loi parce qu'il se présentait des cas où il était jugé préférable, après la mise en vigueur de cette loi, de ne pas l'appliquer. Il peut arriver qu'un médecin fasse de mauvais diagnostics. S'il en vient à la conclusion que son patient n'a pas la maladie qu'il croyait tout d'abord, il doit changer le traitement. C'est pour faire disparaître des erreurs, et non le contrat lui-même, que l'on a inséré cette clause 11a.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) fait à son tour une revue des diverses clauses de la loi. À entendre le chef de l'opposition, dit-il, on trouverait curieux que 160 unions ouvrières aient protesté contre le bill 19. Ces protestations des associations ouvrières semblent assez éloquentes. Le chef de l'opposition a parlé de rappeler tous les articles de son bill 19, entre autres celui de la rétroactivité.

Le rappel de cet article ne presse pas, car la classe ouvrière peut être certaine que je ne l'utiliserai pas, ce droit de rétroactivité de quatre mois, qui a été

exercé pour plus de quatre mois, car les conventions restaient pendant des mois sur le bureau du ministre du Travail, sous le régime de l'Union nationale. Le chef de l'opposition a parlé de l'atelier fermé. Il a passé une loi à ce sujet, mais il ne l'a jamais appliquée. Il n'en a pas eu le courage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Je l'ai appliquée en maintes circonstances.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Alors, le chef de l'opposition ne sait pas évidemment ce qu'est l'atelier fermé. Il s'agit d'une question très controversée. Mais, quand on est contre le "closed shop", on ne permet pas à un manufacturier de faire un contrat avec une union déterminée.

Des députés de l'opposition protestent.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): On a passé la loi, mais on ne l'a pas appliquée. Je suis en faveur de la liberté syndicale. La liberté syndicale est un privilège obtenu par la classe ouvrière après de longues luttes. Or, le bill 19 défend aux unions de faire de la propagande pour le recrutement. C'est ce paragraphe qui est malsain dans la loi. Voilà ce qui a le plus soulevé les ouvriers. C'est contre ce paragraphe que toutes les unions ouvrières ont protesté.

L'abrogation totale du bill 19 viendra en temps et lieu. Ce que j'ai voulu tout d'abord par cette loi, c'est d'empêcher les ouvriers de subir des pertes d'argent. Quant aux pertes morales, le Parti libéral continuera à les prévenir et à aider les ouvriers. Les autres articles, au moins, ne leur font pas perdre d'argent.

Le bill 19 allait à l'encontre de l'atelier fermé. J'ai l'intention, dit-il, de présenter, dans quelques jours, une mesure qui amendera la loi sur les conventions collectives. En attendant, je respecte ma promesse de faire sauter toutes les entraves à la liberté de contrat entre le capital et le travail.

Sous le régime libéral, les ouvriers peuvent s'attendre à recevoir un traitement juste et équitable, puisque c'est le parti qui leur a accordé tous les privilèges dont ils jouissent actuellement.

(Applaudissements à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): À cause de l'heure avancée - il est six heures moins une minute -, je ne voudrais pas prolonger la discussion. Mais j'ai été surpris d'entendre le ministre dire que l'article 39 avait pour effet d'empêcher les ouvriers de s'unir. Le

ministre n'a évidemment jamais compris la loi. Celle-ci est claire. Mais le ministre donne une interprétation fautive à l'article relatif à l'atelier fermé.

L'article 39 se lit ainsi:

"39. Quiconque empêche, directement ou indirectement, un salarié de faire partie d'une association, commet un acte illégal et est passible d'une conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas vingt-cinq dollars et des frais, pour une première offense, et d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars, mais n'excédant pas cinquante dollars et des frais pour la deuxième offense ou pour toute offense subséquente.

"La poursuite peut être intentée par le ministre, le comité ou toute personne munie d'une autorisation écrite au procureur général."

Par cet article-là, on n'empêche pas la propagande en faveur des unions ouvrières. On empêche un individu d'en empêcher un autre de faire partie d'une association ouvrière. Le bill 19 ne défend pas la propagande. Il confère la liberté du travail et la liberté de l'ouvrier de faire partie ou non d'un syndicat. L'ouvrier a droit d'appartenir à l'union qui lui plaît, ou de ne pas y appartenir s'il le veut. Elle décrète que personne ne peut forcer un ouvrier à s'incorporer à une union quelconque ou à en changer, par menaces, destitution, intimidation. L'article de la loi a justement pour but de dire qu'un ouvrier ne peut être congédié sous prétexte qu'il fait partie d'une union.

Mais elle permet aux unions de conclure toutes les conventions qu'elles voudront, de faire du recrutement. Ce qui est défendu, c'est la violence; c'est d'empêcher ou de tenter d'empêcher un ouvrier de travailler parce qu'il ne fait pas partie d'une union déterminée. Rien n'empêche la propagande. L'article concède la liberté de travail d'abord, et la liberté d'union ensuite. Mais ce n'est pas la première fois que l'honorable ministre interprète fausement un article de loi dont il donne lecture.

M. Chaloult (Lothbinière): Les affirmations du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) sont parfaitement justes. Le bill 19 porte atteinte non seulement à l'atelier fermé, mais à la liberté syndicale. Dans toute cette discussion, il ne s'agit que de l'atelier fermé et la loi ou la partie de loi dont on demande l'abrogation est à l'encontre de l'atelier fermé. Mais, comme il est six heures, je demande l'ajournement du débat.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:**Primes
pour l'agriculture**

M. Francoeur (Montréal-Mercier): 1. Le gouvernement de l'Union nationale dans l'exercice budgétaire de 1938-1939 avait-il un budget pour l'agriculture?

2. Dans l'affirmative, de quel montant était-il?

3. Avait-il des primes pour êtres accordées aux fils de cultivateurs pour l'achat des terres et le placement de ceux-ci?

4. Dans l'affirmative, combien a-t-on octroyé de primes du 15 septembre au 25 octobre 1939?

5. Quel est le nombre de ceux-ci qui ont reçu des primes, le nombre des comités ruraux qui ont bénéficié de ces primes et le nom de ces comités?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. \$5,546,498.72.

3. Oui.

4. \$140,700.

5. 1,407; - 70; - Abitibi, Argenteuil, Arthabaska, Bagot, Beauce, Beauharnois, Bellechasse, Berthier, Bonaventure, Brome, Chambly, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Châteauguay, Chicoutimi, Compton, Deux-Montagnes, Dorchester, Drummond, Frontenac, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Gatineau, Huntingdon, Iberville, Joliette, Kamouraska, Labelle, Lac-Saint-Jean, Laprairie-Napierville, L'Assomption, Laval, Laviolette, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Maskinongé, Matane, Matapédia, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Montréal, Nicolet, Papineau, Pontiac, Portneuf, Québec, Richelieu, Richmond, Rimouski, Rivière-du-Loup, Roberval, Rouville, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Témiscamingue, Témiscouata, Terrebonne, Vaudreuil, Verchères, Wolfe, Yamaska⁸.

Aide à la jeunesse

M. Francoeur (Montréal-Mercier): 1. Suivant le plan fédéral de l'aide à la jeunesse, combien le gouvernement de l'Union nationale a-t-il reçu pour l'année 1936 du gouvernement fédéral?

2. Pour l'année 1937?

3. Pour l'année 1938?

4. Pour l'année 1939?

5. Dans l'affirmative, quel emploi a été fait de ces argents?

6. Quel a été le nombre des jeunes qui ont reçu cette aide et de quelle façon ont-ils reçu cette aide?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est):

1. Année fiscale 1936-1937, aucun montant, le programme de la formation professionnelle de la jeunesse chômeuse n'étant pas encore en vigueur.

2. Année fiscale 1937-1938, \$20,340.41.

3. Année fiscale 1938-1939, \$243,349.32.

4. Année fiscale 1939-1940, \$21,759.33 au 31 mars 1940. Cependant, en vertu d'une entente conclue par le gouvernement actuel, des réclamations pour un montant de \$44,980.93 viennent d'être transmises au gouvernement fédéral.

5. Ces argents ont été employés conformément à l'objet, clauses et cédules des ententes intervenues pour la formation de la jeunesse chômeuse, entre le dominion et la province.

6. Au 31 mars 1940, 27,612 jeunes garçons et 9,275 jeunes filles, soit un total de 36,887 jeunes gens, ont suivi des cours théoriques et pratiques en vertu du programme de la formation professionnelle de la jeunesse chômeuse pour leur permettre d'obtenir un emploi.

Charte de Sherbrooke

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que la Chambre rescinde la résolution par laquelle elle a, le 11 avril courant, adopté un rapport du comité permanent des bills privés en général déclarant que les promoteurs du bill 114, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke", ont exprimé le désir de retirer leur bill, et que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

M. Bourque (Sherbrooke): À la demande d'un particulier?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, c'est à la demande de représentants de la ville de Sherbrooke. Je crois que c'est en vertu d'une entente avec les intéressés; je donne avis de la motion et nous l'étudierons demain.

M. Bourque (Sherbrooke) se déclare surpris, vu qu'on lui a dit hier même, au sujet du bill de Sherbrooke, que les intéressés étaient à s'entendre entre eux pour qu'il ne fût pas nécessaire de venir devant la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) objecte que le bill ne peut être renvoyé à un comité avant d'être inscrit au *Feuilleton*. Pour permettre la reconsidération du bill de Sherbrooke, comme le demande l'honorable premier ministre, il faudrait d'abord réinscrire le bill au *Feuilleton* de la Chambre.

M. l'Orateur se déclare prêt à accepter la résolution du premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande à l'Orateur de remettre sa décision à la prochaine séance.

M. l'Orateur accepte la demande du premier ministre.

Travaux de la Chambre:

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée quelques minutes après 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 18 avril 1940, à la page 9, note que "Le révérend père Vincent Ducattillon, o.p., prédicateur du carême à Notre-Dame-de-Montréal, qui est à Québec en ce moment, assistait à la séance cet après-midi, invité de l'Orateur, l'honorable Bernard Bissonnette, qui, on le sait, compte au moins deux de ses frères dans l'Ordre de Saint-Dominique. L'éminent Dominicain a écouté le débat sur nos deux grands sports de la chasse et de la pêche." *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, exprime une certaine gêne à cet égard: "Si le distingué visiteur français voulait se reposer de ses travaux sur la *Somme* de saint Thomas ou les écrits des pères de l'Église, il a été servi à souhait. Mais, s'il s'attendait à voir le Canada français luttant pour ses libertés constitutionnelles, il a certainement été désappointé. (...) Les Français qui nous connaissent mal sont portés à croire que nous sommes restés un peu

sauvages. La discussion en Chambre n'était pas de nature à donner le coup de mort à la légende." Le père Ducattillon était à Québec pour y donner une conférence sur le destin de l'Europe.

Pour sa part, *L'Événement-Journal* du 18 avril 1940, à la page 3, nous apprend que le député de Beauce, M. Henri Renault, voulant illustrer la productivité des érablières de son comté, a remis à chacun de ses collègues "un pain de sucre de la plus exquisite qualité" et, aux journalistes, de la tire d'érable "qu'ils ont dégustée avec gourmandise". "Plusieurs députés n'ont pu résister à l'envie de goûter sur le parquet même de la Chambre et, au début de la séance, on pouvait en voir plusieurs qui savouraient ce délicieux produit." Ce qui fait dire à *L'Action catholique* du même jour, à la page 3, que les députés étaient en train de "décarêmer".

2. Les deux députés dissidents se sont expliqués auprès des journalistes après la séance. Ils considéraient cette taxe comme discriminatoire pour les résidents de la province et pas suffisamment élevée pour les touristes. M. Duffy a fait remarquer que les permis pour les touristes étrangers sont beaucoup plus chers aux États-Unis. Ce doit surtout être par le tourisme que le gouvernement récolte des sommes d'argent provenant de cette source. Voir "Angling Licences Voted by Quebec", *The Gazette* du 18 avril 1940, à la page 16.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Caron (Hull).

4. Voir note 3.

5. C'est *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 18 avril 1940, à la page 3, qui nous révèle que ce lapsus a été commis par le ministre lui-même. *Le Canada* du même jour, à la page 9, plus pudique sur ce point, dit seulement qu'au cours de ce débat "un député eut un lapsus qui répandit la joie presque partout: Quand on pêche un "canard", dit-il. Tout le monde éclata de rire, excepté les journalistes, naturellement".

6. Le comité se réunit sous la présidence de Valmore Bienvenue (Bellechasse).

7. Voir note 6.

8. Cette interpellation vise à suggérer que le gouvernement unioniste a, pendant la campagne électorale de 1939, utilisé des fonds publics pour

offrir des primes aux fils de cultivateurs pour l'achat de terres. Voir l'article "Distribution de \$147,700 de primes durant les élections", dans *Le Soleil* du 18 avril 1940, à la page 13.

Séance du jeudi 18 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent, (3 George V, chapitre 71), et ratifiant une résolution de la ville.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé en y retranchant les paragraphes 8, 9, 10, 11, 12, 13;

- bill 127 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 134 modifiant la loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

Décisions de l'Orateur:

Charte
de Sherbrooke

M. l'Orateur rend sa décision sur la motion de l'honorable premier ministre (*re* bill 114) comme suit:

Le 11 avril, le comité des bills privés a fait rapport que les promoteurs du bill 114 avaient exprimé le désir de le retirer.

Immédiatement après la lecture du rapport, celui-ci a été adopté par la Chambre. Peut-être n'était-il pas très régulier d'adopter ce rapport, car il ne contenait aucune recommandation (cf. note 3, sous l'article 385 du Règlement).

Quoi qu'il en soit, on propose maintenant de rescinder la décision de la Chambre (d'adopter le rapport du comité), puis de renvoyer de nouveau le bill au comité permanent des bills privés.

On objecte qu'on ne peut renvoyer de nouveau le bill à un comité permanent avant de l'inscrire au *Feuilleton* des affaires.

Certes, on pourrait proposer d'inscrire le bill au *Feuilleton* pour étude en comité plénier; mais évidemment, on tient à prendre de nouveau l'avis du comité des bills privés avant de l'étudier en comité plénier; et, comme les bills soumis au comité permanent des bills privés ne s'inscrivent pas au *Feuilleton*, on demande de le renvoyer de nouveau au comité des bills privés. C'est ainsi qu'on a procédé à la dernière session au sujet du bill 104, concernant le nom de famille de Paul Herbert Silver.

Par deux fois, le comité des bills privés a fait rapport que le préambule du bill n'avait pas été prouvé (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1939, p. 54 et p. 92); par deux fois, la Chambre a décidé de renvoyer de nouveau et directement le bill au comité des bills privés (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1939, p. 90 et p. 109); et il n'était pas inscrit au *Feuilleton*, car l'article 532 du Règlement défend d'inscrire au *Feuilleton* les bills dont le préambule n'a pas été prouvé, à moins d'un ordre spécial de la Chambre.

En conséquence, je tiens la motion de M. le premier ministre pour régulière.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Motions des députés:

Anniversaire du chef de l'opposition
M. Duplessis, Trois-Rivières

M. Gagnon (Matane): Je suis heureux, comme doyen des députés de l'opposition et un des doyens de cette Chambre, d'offrir au chef de l'opposition l'hommage de l'admiration, de l'estime et de l'amitié de ses collègues. C'est donc un agréable devoir pour moi de lui exprimer à l'occasion de son anniversaire de naissance nos meilleurs souhaits.

(Un page présente au chef de l'opposition une gerbe de 50 roses.)

Ce n'est pas aujourd'hui même la fête du chef de l'opposition. Les journaux nous ont appris que samedi, il doublera le cap de la cinquantaine. Comme la Chambre ne siégera pas ce jour-là, il nous sera bien permis d'anticiper un peu pour lui manifester notre amitié.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) donne le signal des applaudissements.
(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition a puisé dans sa famille les traditions de droiture et d'honnêteté qui ont inspiré et illuminé toute sa vie. Il a conservé pour l'auteur de ses jours, son père, l'honorable juge Duplessis, un véritable culte. Celui-ci a été un parlementaire distingué et intègre, et un magistrat d'une très haute compétence. Il n'est pas surprenant qu'en marchant sur ses traces, il ait eu, à un âge relativement jeune, l'honneur de devenir premier ministre.

Il a conduit son parti à la victoire et il a à son actif des œuvres admirables. On ne m'en voudra pas si je lui prédis qu'il conduira de nouveau ses troupes à la bataille et son parti à la victoire et redeviendra premier ministre. Je crois pouvoir le dire sans me tromper.

Il est bon, parfois, de faire trêve aux discussions pour remplir, d'une voix unanime, les devoirs de l'amitié et louer les personnalités brillantes qui ont jeté du lustre sur notre province et notre race.

Dans les fleurs que nous offrons au chef de l'opposition, nous voyons le symbole de ses vertus publiques et privées, ainsi que le symbole de notre amitié et de notre admiration.

La gerbe contient 50 roses; ce nombre est bien au-dessous du nombre des initiatives et des œuvres qu'il a accomplies pour le plus grand bien de la province et que celle-ci lui doit.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est avec plaisir que j'appuie les remarques que vient de faire le député de Matane (M. Gagnon) à l'adresse du chef de l'opposition. Nous le voulons heureux, le chef de l'opposition; nous voulons que ses années de vie et de bonheur se prolongent. Et nous pouvons l'assurer de notre estime, de notre amitié et du désir sincère de le voir continuer longtemps à mettre ses réels talents et ses qualités au service de la province.

Le chef de l'opposition a un talent brillant. C'est un avocat de première valeur. Je ne doute pas un instant de la sincérité des motifs qui l'ont inspiré dans sa vie publique jusqu'ici.

Je ne suis pas prêt à admettre l'opportunité de tous les actes qu'il a posés ni l'approuver dans toutes ses œuvres, mais nous acceptons d'avance les batailles qu'il faudra lui livrer s'il reste à son poste. (Souriant) À ce propos, je ne savais pas que le député

de Matane pouvait déjà dire qui dirigera son parti dans l'avenir. Je souhaite au chef de l'opposition de le diriger encore.

Quoi qu'il en soit, j'espère que si le chef de l'opposition remporte encore des victoires, même si c'était à nos dépens, ce sera pour le bien de la province. Je souscris avec la plus grande sincérité aux éloges que l'on a faits du chef de l'opposition. Personnellement, je puis lui dire que je conserve pour lui une amitié que rien n'altérera jamais et que toute la députation de ce côté-ci de la Chambre nourrit à son égard des sentiments d'amitié qui ne se démentiront jamais.

Je souhaite que ses 50 ans soient le prélude d'une vie publique féconde, qu'il puisse continuer longtemps de servir sa province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Applaudissements)
Je n'ai pas besoin de révéler l'émotion qui m'étreint en ce moment et je suis surpris de constater que mes amis ont anticipé sur mon anniversaire de naissance. Je remercie cordialement le député de Matane des paroles qu'il a eues à mon endroit. L'opposition ne pouvait certes pas faire un meilleur choix pour exprimer ses sentiments de loyauté et d'estime, et je sais que ces sentiments lui sont inspirés par son amitié.

Il est singulier de constater qu'on célèbre les anniversaires de naissance non pas à cause de ceux qui en sont les auteurs, mais pour ceux qui en sont la conséquence. C'est pourquoi je suis particulièrement sensible à ce qu'a dit le député de Matane au sujet de mon père. Je me suis toujours efforcé de suivre les leçons qu'il m'a données.

Je remercie aussi le premier ministre. Je suis particulièrement sensible aux sentiments qu'il a exprimés à mon endroit. Je le remercie du fond du cœur. Je me suis toujours efforcé et je m'efforcerai toujours de suivre les leçons de mes ancêtres.

J'ai eu l'avantage de siéger ici avant le premier ministre; j'étais donc ici, en 1929, lorsqu'il venait d'être élu et qu'il a prononcé son premier discours en proposant l'adresse en réponse au discours du trône. La Chambre fut unanime alors à le féliciter et à lui prédire une brillante carrière.

Le premier ministre a un avantage que je n'ai pas: il a encore auprès de lui son vénérable père. Et je ne cache pas que j'ai ressenti beaucoup d'émotion, au début de la présente session, quand il a prononcé son premier discours comme premier ministre en présence de son père, et lorsque je l'ai entendu rendre hommage à son père, ancien député, qui était présent à la séance ce jour-là.

La vie est ainsi faite que nous ne pouvons pas toujours avoir les mêmes opinions, mais il vaut la peine d'oublier nos discussions pour constater que, par-dessus tout, par-dessus des luttes politiques parfois âpres, il y a encore entre nous des liens d'amitié sincère, de solidarité et de loyale camaraderie. Il fait bon parfois de mettre de côté les divergences politiques. Si j'ai blessé quelqu'un au cours de nos luttes politiques, je lui demande de l'oublier, car je ne voulais blesser personne et je combattais pour une cause et des principes.

Ces roses rouges sont charmantes. Mais les 50 roses du bouquet indiquent que plus de la moitié de mes ans sont comptés. C'est déjà le détour de la vie. Mais, dit-il, je me réjouis qu'on y ait mis une autre couleur, le vert, symbole de l'espérance. Les roses ne seraient pas complètes sans les couleurs de l'espérance. Il n'y a pas un parti qui ait le monopole d'une couleur. L'Union nationale reste le parti qui représente les trois couleurs. Je continuerai, dit-il, à travailler pour la grandeur de ma province et de sa population.

(Il fait remettre une rose au premier ministre, et distribuer le reste de sa gerbe à ses collègues et aux journalistes.)

Dépôt de documents:

Arrêtés ministériels relatifs à la loi des compagnies

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1940, pour la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, se rapportant au chapitre 19, 3 George VI, intitulé: "Loi concernant les corporations et compagnies". (Document de la session no 22)

Arrêtés ministériels relatifs à la loi des tramways

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 4 avril 1940, pour la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, se rapportant au chapitre 104, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement de la question des tramways de Montréal". (Document de la session no 23)

Questions et réponses:

Henry Pratt

M. Lorrain (Papineau): 1. M. Henry Pratt, de Buckingham, comté de Papineau, émetteur de permis d'automobiles, a-t-il été destitué?

2. Si oui, à la demande de qui?
3. Pour quelle raison?
4. Qui l'a remplacé?
5. Sur la recommandation de qui?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Oui.

2. Du ministre.
3. Ingérence politique.
4. M. Rémi Lefebvre, Buckingham.
5. Du ministre.

Russell Williams

M. Lorrain (Papineau): 1. M. Russell Williams, d'East Templeton, comté de Papineau, émetteur de permis d'automobiles, a-t-il été destitué?

2. Si oui, à la demande de qui?
3. Pour quelle raison?
4. Qui l'a remplacé?
5. Sur la recommandation de qui?

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Oui.

2. Du ministre.
3. Ingérence politique.
4. Personne.
5. ...

École des arts et métiers de Rouyn

M. Gagnon (Matane): Est-il vrai que le gouvernement a décidé de céder l'École des arts et métiers de Rouyn à la Commission scolaire de Rouyn, comme il a été dit dans certains journaux?

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont): La question est actuellement à l'étude. Je puis assurer l'honorable député de Matane (M. Gagnon) qu'il aura une réponse prochainement.

Coopérative fédérée

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 concernant la

Coopérative fédérée de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droit de vote des femmes

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 18 accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité.

Adopté.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de constater, en prenant connaissance de ce bill, que c'est le premier ministre lui-même qui en est le parrain. Je constate que ce bill demande pour les femmes le droit de vote et d'éligibilité. Je ne peux en revenir. Le premier ministre a siégé durant de nombreuses années en cette Chambre et il a toujours voté contre le suffrage féminin, alors qu'il était simple député ou ministre de l'Agriculture. J'ai aussi siégé depuis longtemps dans cette Chambre. Je me souviens que le chef actuel du gouvernement applaudissait de ses deux mains et avec enthousiasme son chef du temps, M. Taschereau, qui était contre le suffrage féminin. Il me semble encore entendre les murs de l'Assemblée législative vibrer aux accents des chefs qu'applaudissait le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout) et qui dénonçaient le projet de faire voter les femmes dans la province de Québec.

Je ne peux donc me faire à l'idée que le parrain du projet actuel soit le premier ministre. Mes yeux doivent me tromper. Durant 10 ans, une fois par année, avant cette session, il s'est prononcé contre le vote des femmes. Je me rappelle les dénonciations violentes d'alors. Je dis donc, en regardant le nom du parrain du bill, qu'il doit y avoir une erreur typographique. Car il est impossible, du jour au lendemain, de s'exprimer de cette manière-là. Pendant 10 ans, 10 fois de suite avec 12 mois de réflexion, vous vous êtes prononcé contre. C'est impossible, ça ne doit pas être vous. Il doit y avoir une erreur quelque part.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): En ce jour de fête, à la veille du cinquantième anniversaire

de sa naissance, on ne peut refuser au chef de l'opposition le droit d'exprimer des sentiments un peu en dehors de l'ordinaire. Il peut dire tout ce qu'il veut et on ne peut lui refuser non plus d'explications.

C'est la situation qui a changé, ce ne sont pas les sentiments, ni les opinions du premier ministre. Le chef de l'opposition devrait reconnaître que les conditions ont changé. Les députés de cette Chambre le savent, et voilà pourquoi ils ont voté en si grande majorité pour cette mesure.

Je le répète encore une fois, dans la vie moderne, les femmes sont devenues les égales de l'homme. C'est là un changement que personne ne peut nier. Les femmes travaillent, aujourd'hui, comme les hommes pour gagner leur vie. Elles sont astreintes aux mêmes obligations. Ayant à souffrir des inconvénients de la vie moderne avec les hommes, elles peuvent avec eux jouir des mêmes droits, et il est juste qu'elles influencent l'orientation politique comme les hommes. C'est pourquoi il nous a semblé que nous ne pouvions plus nier aux femmes le droit de vote, puisqu'elles ne sont pas tenues à l'écart de la politique ni à l'écart des intérêts publics que la politique doit servir.

Je le dis encore une fois, ce n'est pas mon opinion personnelle qui a changé, c'est la situation. Le chef de l'opposition s'étonne que l'on puisse changer d'idée? Il a bien changé d'idée lui aussi. Il était autrefois le chef conservateur provincial élu contre le député de Matane et il est bien maintenant le chef de l'Union nationale. Il se défend aujourd'hui d'être conservateur.

(Applaudissements à droite)

C'est encore là un changement à noter.

(Rires)

Qu'a-t-il fait des principes du Parti conservateur? Il est vrai que mon honorable ami le chef de l'opposition n'a pas entraîné tous ses partisans dans cette voie, car je n'ai jamais entendu l'honorable député de Matane (M. Gagnon) dire qu'il avait cessé d'être conservateur.

(Applaudissements à droite)

Il (l'honorable M. Godbout) qualifie ensuite le parti de l'Union nationale de Parti conservateur endormi, mais il ajoute qu'il n'a pas d'objection à voir vivre toujours le parti de l'Union nationale.

Il y a aussi une chose qu'il ne faut pas oublier, je l'ai dit l'autre jour, c'est que présentement il se trouve dans la province de Québec 100,000 femmes qui travaillent pour gagner leur vie ou celle des leurs. Elles gagnent leur vie comme leurs frères. Et leurs frères n'ont pas d'opinions politiques mieux fondées qu'elles peuvent en avoir,

vu que, la plupart du temps, ils sont moins instruits qu'elles. Puisqu'elles ont les mêmes obligations et les mêmes devoirs que les hommes, elles doivent avoir les mêmes privilèges.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a cru devoir parler du Parti conservateur et du chef de l'opposition. J'ai déjà eu l'occasion d'expliquer comment l'Union nationale, "Parti conservateur endormi", a été formée des meilleurs éléments libéraux et conservateurs. Je ferai remarquer que, dans ma famille, il y avait une aile libérale et une aile conservatrice. Ma mère était de famille libérale, alors que mon père était un conservateur. J'ai trouvé qu'il y avait du bon dans les deux. Nous avons trouvé la même chose dans les partis politiques et j'ai choisi ce qu'il y avait de meilleur, l'Union nationale, le juste milieu.

Mais il y a certainement quelque chose de nouveau. Le premier ministre a changé d'idée. Je me souviens d'avoir entendu à la radio, alors qu'on pouvait prononcer des discours à la radio, le premier ministre actuel dire: "Je ne suis pas un partisan du gouvernement Taschereau. Je suis et nous sommes des hommes nouveaux." L'ancien gouvernement libéral était contre le suffrage féminin. Il est évident que le nouveau gouvernement, formé d'hommes qui se disent nouveaux, a renié l'ancien gouvernement libéral et son chef.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. l'Orateur, je ne puis permettre que le chef de l'opposition m'attribue des paroles que je n'ai jamais prononcées. Le chef de l'opposition exprime des sentiments qui ne sont pas du tout les miens. La vérité est que je n'ai pas manqué l'occasion de dire publiquement que je supportais le gouvernement Taschereau. Je n'ai jamais rougi d'avoir fait partie du gouvernement Taschereau; je n'ai pas cessé de le reconnaître et de m'en vanter comme d'un privilège. Cela m'a permis d'acquérir une expérience inexprimable de la vie publique. Je puis dire que je n'ai point connu dans cette province d'homme supérieur à M. Taschereau, au point de vue patriotisme, connaissances politiques et dévouement à sa province.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a fait l'éloge de son ancien chef. C'est son droit. Je me souviens d'avoir entendu M. C.-A. Bertrand, en 1936, déclarer dans des assemblées publiques que le nouveau gouvernement du temps cherchait des hommes nouveaux à l'aide d'un fanal,

et que le nouveau premier ministre et ses ministres reniaient à qui mieux mieux M. Taschereau et leurs anciens collègues. C'était à qui renierait M. Taschereau et son régime. Sur le thème des variations, je pourrais parler longtemps. Je pourrais parler des gens qui sont dans l'entourage du premier ministre et qui ne se sont pas toujours accordés. Mais passons, vu que c'est jour de fête.

Il semble étrange que le premier ministre, qui a toujours été opposé à un tel bill, soit maintenant en faveur. Le premier ministre affirme qu'après avoir voté contre le bill du suffrage féminin, en 1936, il n'a pas changé d'opinion, mais que c'est la situation de la province qui a changé parce qu'il y a maintenant 100,000 femmes qui travaillent. Cela implique donc l'aveu de sa part que durant les trois années d'administration de l'Union nationale, celle-ci a donné tellement de travail à la population que 100,000 femmes travaillent maintenant. S'il y a donc quelque chose de changé depuis 1936, c'est qu'il y a eu un gouvernement de l'Union nationale de 1936 à 1939. Quant aux conditions fondamentales, elles n'ont pas changé.

Quant à moi, j'ai toujours été contre le suffrage féminin et je le suis encore, ce qui ne m'empêche pas de reconnaître à la femme ses éminentes qualités. Il ne s'agit pas de discuter l'intelligence féminine qui est d'un ordre élevé. Mais le suffrage féminin va contre l'économie de notre législation qui est bonne et qui a subi l'épreuve de plusieurs siècles.

Je suis contre le bill du gouvernement parce qu'il confère certains droits dont les femmes ne veulent pas. Car la grande majorité des femmes de la province ne veulent pas du droit de vote. Je dis que c'est un mauvais principe que de passer une loi dont la femme ne veut pas. Par ce fait même, le bill du suffrage féminin augmente les dangers de manœuvres électorales et de suppositions de personnes, des dangers pour la tenue régulière des élections. Si les femmes ne vont pas voter, ne voit-on pas tout le parti que des entrepreneurs sans scrupules peuvent en tirer? Quand il y aura dans un comté 65 % de voteurs seulement, certains organisateurs seront tentés de passer des "télégraphes", car les femmes ne voteront pas en grand nombre, et il y aura alors danger de substitutions de personnes.

Je ne suis pas le seul à être contre le suffrage féminin. Je me contenterai ici de rappeler certaines déclarations de chefs politiques libéraux qui, pour le premier ministre, doivent être éloquentes.

Je ne veux pas mettre en doute l'orthodoxie libérale de Sir Wilfrid Laurier. Mais que disait-il? Le

16 mai 1917, à la Chambre des communes, il déclarait ce qui suit: "Ainsi, je ne tiens pas à ce que le droit de suffrage soit accordé aux femmes de ma province. J'appartiens à une race galante, toujours sympathique à ce qui intéresse le beau sexe, mais je ne veux pas donner l'électorat aux femmes de notre province, parce qu'elles ne paraissent pas en vouloir. Mais, dans l'Alberta, la Saskatchewan, la Colombie anglaise, l'Ontario, nous devrions accorder aux femmes le droit de suffrage aux élections pour la Chambre des communes. Les femmes de la Saskatchewan et de l'Alberta ont le droit de voter aux élections fédérales."

Sir Wilfrid Laurier était un grand homme politique, un grand Canadien, un homme galant, d'un magnétisme transcendant. Cependant, il était contre le suffrage féminin.

Le 22 mars 1918, également aux Communes, voici ce que disait M. Ernest Lapointe, dont le premier ministre aime tout le temps à invoquer l'autorité: "J'aurais certainement fait entendre une objection contre cette loi à une session précédente parce que j'ai quelque difficulté à comprendre l'avantage qu'il peut y avoir à accorder le droit de vote aux femmes du Canada." Je suis forcé d'admettre qu'il y a un sentiment très puissant en faveur de cette législation dans différentes parties du pays, mais il n'existe pas de demande semblable dans ma province. Les femmes de ma province ne désirent pas voter et elles ne demandent pas ce droit. J'ai beaucoup de respect pour les femmes qui croient avoir droit à une voix dans le règlement des grandes questions nationales qui les intéressent d'une façon vitale, et je comprends un tel désir quand il provient des femmes qui gagnent leur existence et celle de leur famille. Elles ont beaucoup plus droit à l'électorat que ces femmes de la société qui insistent tant pour l'obtenir. Il y a aussi à tenir compte du cas des autres femmes, je crois qu'elles sont la majorité au Canada, qui estiment que leur position élevée de reines de leur foyer ne peut que souffrir de leur promiscuité dans les luttes politiques, qui croient que les devoirs de la maternité exigent tout leur dévouement et leur énergie et qui consentent volontiers à laisser aux hommes les ennuis et les responsabilités de l'administration politique..." Plus loin, l'honorable Ernest Lapointe, commentant certaines remarques de M. Jacques Bureau, député de Trois-Rivières, disait "que certains considérants du bill seraient même de nature à provoquer le divorce".

Un autre grand libéral, l'honorable M. Rodolphe Lemieux, qui était lui aussi un homme d'un grand talent, d'une grande culture, qui

connaissait bien sa province, déclarait à son tour, en répondant à M. Burnham, député de Peterborough, qui venait de parler en faveur du vote des femmes: "Mais comment, M. l'Orateur, le grand Parti libéral est opposé au suffrage féminin, comme si c'était quelque chose de nouveau dans le Parti libéral de s'opposer à pareille mesure. J'ajouterai qu'il n'est pas nécessaire que la femme vote aux élections parlementaires parce que la femme, celle de ma propre race du moins, exerce une grande influence morale sur le vote de l'homme."

"Je m'y connais quelque peu en fait d'élections, il y a plus de 22 ans que je siége ici. Les femmes ont une grande influence morale et dans la province de Québec, du moins, un candidat ne se met jamais en campagne sans se concilier d'abord la sympathie des belles dames de cette province. Les intérêts des femmes se confondent si bien avec ceux des hommes que, *ex necessitate*, pour se servir d'un terme juridique, ceux-ci ne peuvent défendre leurs propres intérêts sans travailler en même temps à la sauvegarde des droits et privilèges des femmes." Et un peu plus loin: "Ceux d'entre nous qui sont opposés aux votes des femmes ne veulent pas insulter la femme."

L'honorable M. Lemieux ajoutait que, non seulement des hommes politiques éminents, mais de hauts dignitaires ecclésiastiques s'étaient prononcés contre le vote des femmes. Il citait le cardinal Gibbons, qui avait parlé lui aussi contre le suffrage féminin. Voilà une autorité épiscopale qui va en scandaliser quelques-uns.

Il (M. Duplessis) cite les paroles du cardinal Gibbons, rapportées par M. Lemieux: "Qu'il me soit permis maintenant de citer le cardinal Gibbons, qui a résumé en quelques mots toutes nos objections au suffrage féminin. Voici ce qu'il dit: "En m'opposant au suffrage féminin, je travaille à protéger la dignité et l'honneur de la femme, à perpétuer les incomparables prérogatives qui sont inhérentes à son sexe, ces grâces et ces charmes qui font sa gloire et la font rechercher par l'homme comme ornement et compagne."

"N'oublions pas que si la femme ne vote pas elle-même, elle exerce le droit de suffrage par procuration. Si puissante est l'influence d'une femme intelligente sur son mari et ses fils qu'ils manqueront rarement de suivre ses conseils, lesquels proviennent d'un instinct inspiré plutôt que d'un laborieux raisonnement."

"C'est pour ne pas voir disparaître la courtoisie qui existe dans les relations entre hommes et femmes dans ce pays que je suis opposé au

suffrage féminin", ajoute l'honorable Rodolphe Lemieux. La femme canadienne doit être tenue en dehors de nos luttes acrimonieuses, si nous voulons préserver la paix, la pureté, la sainteté de nos foyers. Si des aspirations politiques dans une famille ne sont pas les mêmes, qu'arrivera-t-il? Il en résultera nécessairement des discussions. Les réflexions de Gladstone me paraissent fort bien inspirées. Voici ce qu'il disait. "Le créateur de l'homme et de la femme a mis entre eux une différence permanente et considérable.

"Pour ma part, je ne suis pas prêt à dire lequel des deux sexes a reçu la mission la plus élevée. Je redoute qu'en commençant par l'État, on ne finisse par ingérer dans une institution encore plus fondamentale et plus sacrée, celle de la famille, et qu'on ne désunisse ou ne modifie gravement les relations domestiques.

"Pour résumer mes objections, je dirai que le suffrage féminin ne vise pas simplement le dépôt du bulletin, mais la participation des femmes dans les luttes politiques. La politique est une guerre sous une forme modifiée. Nous en avons eu la preuve durant la dernière campagne électorale. Elle engendre des luttes, des contestations, des discussions, des animosités, des ressentiments, de l'excitation, toutes choses qui s'harmonisent mal avec la nature féminine ...".

William Gladstone, lui-même un des plus grands chefs du Parti libéral, était opposé au suffrage féminin au Parlement d'Angleterre. De même pour John Bright. Dans tout l'Empire britannique, dans toutes les parties du monde, nous avons vu des hommes politiques de premier plan se prononcer contre le suffrage féminin. Il n'y a rien de changé dans la province de Québec. Le premier ministre invoque un argument subtil qui n'est pas basé sur la réalité. Il est encore temps pour le gouvernement de revenir sur sa décision.

Dans la province de Québec, l'on n'a rien à gagner en accordant le droit de suffrage aux femmes, au point de vue provincial. Nous ne voulons pas faire de politique avec cette question, bien qu'il eût été facile de le faire, mais on ne devrait pas enlever les femmes de leur foyer. Mais je suis convaincu que l'électorat de cette province et la présente administration ne gagneront absolument rien avec la législation proposée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Trois-Rivières a cité des autorités, ce sont des textes qui datent de bien des années. Les paroles de Laurier, de M. Lapointe et de M. Lemieux furent prononcées il y a 23 ans, en des temps qui n'avaient

rien de pareil aux nôtres. Il y a quelque chose de changé depuis l'époque de Gladstone, dans la province de Québec. Il y a 50 ans, le chef de l'opposition n'était pas encore né. Cela seul démontre qu'il y a beaucoup de choses de changées dans la province.

Sir Wilfrid Laurier disait que la mesure relative au droit de vote des femmes n'était pas opportune. Bien après lui, j'ai cru, moi aussi, que la mesure n'était pas opportune. Jadis, la femme était attachée à son foyer. Aujourd'hui, 100,000 femmes travaillent pour gagner leur subsistance ou aider à faire vivre la famille. Elles sont obligées de gagner leur vie. Ce sont des raisons suffisantes pour leur donner le droit de regard sur les affaires publiques et le droit de se prononcer.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition dit que les femmes sont les gardiennes du foyer. Oui, très bien. C'est ainsi que nous les considérons, et c'est pour cela que nous voulons mettre en leurs mains un nouveau moyen de protéger et de défendre leur foyer. La ligne de défense du foyer n'est plus dans les quatre murs d'une maison, mais dans la législation qui se prépare, notamment celle de l'éducation. La ligne de défense du foyer s'est déplacée.

De toutes les personnalités qui ont parlé sur le droit de vote et qu'a citées le chef de l'opposition, une seule est encore vivante. De nos jours, Sir Wilfrid Laurier serait en faveur du suffrage féminin. Quant au très honorable M. Lapointe, il est lui-même devenu un des champions des droits de la femme dans la province et le dominion. Il est le premier à recommander une loi comme celle que nous présentons aujourd'hui, car il reconnaît que, dans notre province, les femmes ne sont plus comme en 1917. Il y en a 100,000 d'entre elles qui gagnent leur vie. Elles ont le droit d'avoir leur mot à dire.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre a parlé des 50 dernières années. Il serait probablement bon de lui rappeler qu'il a beaucoup changé. Dans un discours à Hull en 1936, il se prononçait contre le suffrage féminin. "Je croyais alors et je crois encore que la place de la femme est dans son foyer et que ses devoirs consistent uniquement dans l'éducation et la formation des enfants de cette province." Il cite un article du *Montreal Star*, du 28 juillet 1936, mentionnant son opinion à ce sujet: "Le premier ministre Godbout s'est dit heureux de voir qu'autant de femmes ont assisté à l'Assemblée et que cela montre qu'elles sont intéressées aux affaires de la province. Certaines d'entre

vous, disait-il, pourraient me garder une légère rancune d'avoir voté contre la mesure qui vous aurait accordé le suffrage. Je croyais alors, et je le crois toujours, que la place de la femme est au foyer et que son devoir est de s'occuper strictement de l'éducation et de la formation des enfants de la province."

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. La présente loi entrera en vigueur le premier janvier 1941, sauf les articles 4 et 5, lesquels entreront en vigueur le jour de sa sanction."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi doit venir en force le 1^{er} janvier 1941. Mais il y aura d'ici là au moins une élection. Je veux parler de l'élection complémentaire qui devra être tenue dans le comté de Terrebonne. À mon point de vue, le 1^{er} janvier 1941, c'est encore trop tôt; mais, si la présente loi est aussi bonne que le prétend le premier ministre, les femmes de Terrebonne ne pourront en bénéficier.

Mon honorable ami a dit tout à l'heure que, pour protéger le foyer, la jeunesse, la civilisation, etc., il fallait donner le droit de vote aux femmes. C'est regrettable, mais les femmes de Terrebonne ne seront pas protégées. Et pourquoi aussi suspendre la confection des listes électorales?

Il y a aussi le Conseil législatif. Il paraît qu'une entente a été conclue à l'effet que la loi serait bloquée à la Chambre haute. Le premier ministre aurait demandé qu'on vote contre. Mais je ne crois pas à cela, pas plus qu'aux promesses du premier ministre d'abolir le Conseil législatif. Je me rappelle que le Parti libéral, il y a 40 ans, avait promis l'abolition du Conseil et qu'il le promet encore.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est précisément parce que la loi est bonne que nous ne voulons pas en gâcher les effets en préparant les listes à la hâte. Il y aura plus d'une élection complémentaire, si l'on en croit les rumeurs de démissions du côté de l'Union nationale. Le chef de l'opposition sait par ailleurs qu'il faut quelques mois pour bien préparer des listes complètes et qu'une loi semblable ne peut être mise en vigueur sans beaucoup de soin.

M. Lorrain (Papineau): Le premier ministre a pourtant prétendu qu'il n'avait qu'une parole. Il a changé d'attitude depuis 1936. Va-t-il également changer d'opinion sur la question d'une imprimerie

nationale, tel qu'il l'a promis au cours de la campagne électorale? Après avoir trouvé son chemin de Damas, au cours de la campagne électorale, il a peut-être cru bon de chercher le chemin des Dames²!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je fus le premier à dire que j'avais changé d'avis. Le député de Papineau pense qu'aux dernières élections j'ai trouvé le chemin des dames au lieu du chemin de Damas. Il y a longtemps que j'ai trouvé mon chemin des Dames. Il y a longtemps que j'ai pris le chemin qui me semble normal, à moi, et je continue à le suivre. Quant au député de Papineau qui a voté cette année contre le vote des femmes, il votait pour en 1936. Mon honorable ami aurait-il perdu son chemin des Dames?

Les députés rient.

M. Lorrain (Papineau): Je n'ai pas perdu le chemin des Dames, parce que je ne l'ai jamais trouvé, puisque je suis encore célibataire. Si j'ai parlé autrefois en faveur du suffrage féminin, c'était à la demande de l'élément anglais de mon comté, des organisations féminines anglaises de mon comté. Cette année, à la suite de la déclaration d'une haute autorité morale³, j'ai reçu de nombreuses demandes, venant de diverses parties de mon comté, me priant de me prononcer contre le vote des femmes. Comme je ne suis pas ici pour exprimer ma propre opinion, mais celle du comté que je représente, je dois prendre attitude contre le vote des femmes.

Des députés ministériels manifestent leur étonnement.

M. Frégeau (Stanstead): Les électeurs de langue anglaise sont favorables au suffrage féminin et ils n'en reviennent pas de l'acharnement du chef de l'opposition à combattre cette mesure. Depuis longtemps, la question du suffrage féminin est d'une grande importance pour les femmes du Québec. Le suffrage féminin aurait dû être adopté depuis plusieurs années en cette province, et je suis étonné que le chef de l'opposition n'ait pas accordé le droit de vote aux femmes quand il était au pouvoir. C'est tout un problème pour la population de langue anglaise de cette province de comprendre pourquoi le chef de l'opposition s'oppose tellement à quelque chose qui leur accorde leur droit.

Je suis d'accord avec le premier ministre pour trouver que les conditions ont changé dans notre province et que maintenant les femmes ont les

mêmes responsabilités que les hommes. Il est universellement reconnu, par ailleurs, que les femmes devraient aujourd'hui avoir des responsabilités beaucoup plus larges qu'elles n'en avaient il y a de cela quelques années et, par conséquent, il est naturel qu'elles aient les mêmes droits. Elles ont le droit d'avoir une voix en ce qui regarde les législations de la province.

Mes électeurs de langue anglaise sont nettement en faveur du projet de loi. Ils estiment que leurs droits sont protégés par l'adoption de ce bill. Le Parti libéral et les membres de l'opposition qui l'ont appuyé doivent se féliciter de leur vote. Le parti libéral passera à l'histoire comme ayant rendu justice aux femmes de la province de Québec.

Au nom de mes électeurs et au nom de la minorité anglo-protestante, je veux féliciter le premier ministre pour l'attitude qu'il a prise, pour sa fermeté, pour avoir présenté cette loi avec tant de dignité, de courage et de bon sens, et en s'élevant au-dessus de la petite politique. Il félicite également le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) et le député de Matane (M. Gagnon), qui ont voté en faveur du bill.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Stanstead (M. Frégeau) représente aussi les vues de ses électeurs. Le *Huntingdon Gleaner*, bien que favorable à l'idée du premier ministre, nous rapporte qu'aux dernières élections fédérales, seulement 41 % des femmes inscrites ont profité de leur droit de suffrage.

Ce qui veut dire que la grande majorité des électrices sont indifférentes et qu'elles sont loin de tenir à avoir droit de vote. Je dis que, si nous passons la loi, nous ouvrons les portes aux substitutions de personnes en temps d'élection, à ce qu'on appelle les "télégraphes".

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Carried!

L'article 6 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 654

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 amendement l'article 654 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): La population des municipalités rurales est opposée au suffrage féminin. Pourquoi faire payer aux municipalités la préparation des listes, dont le coût va augmenter, maintenant que les femmes vont voter? Cette loi que propose le ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) va occasionner aux campagnes et aux paroisses des dépenses considérables.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) croit le contraire.

M. Gagnon (Matane): J'ai abondé dans le sens du chef de l'opposition. J'ajoute que le projet du ministre des Affaires municipales n'apporte aucune réforme à la préparation des listes électorales. Les listes sont mal faites. Il manque trop de noms à chaque élection. Des milliers de jeunes gens ont été défranchisés aux dernières élections. Le gouvernement provincial devrait prendre les mesures nécessaires pour que l'on inscrive les noms des jeunes gens sur les listes. Pourquoi ne nommerait-il pas lui-même des officiers chargés de dresser les listes au lieu de laisser ce soin aux secrétaires-trésoriers des municipalités?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Mais la loi électorale a été faite par le gouvernement de l'Union nationale, et le chef de l'opposition, quand il était premier ministre, nous a dit que c'était la meilleure loi que nous n'ayons jamais eue. Je ne critique pas car, comme ministre du gouvernement d'alors, je l'ai votée. Le député de Matane a aussi voté pour cette loi, et je trouve étrange qu'il dise aujourd'hui que nos lois sont désuètes en matière électorale.

Revenant au bill à l'étude, je dirai qu'il n'y aura pas de surcharge pour la confection des listes. Le secrétaire-trésorier inscrira tout simplement les noms des femmes, et cela ne coûtera pas plus cher à la municipalité. En réponse au député de Matane, je dirai qu'en effet, des centaines de jeunes gens ont été défranchisés aux dernières élections. La révision des listes est mal faite et il manque souvent des noms sur les listes. J'en ai moi-même souffert. Mais, aux dernières élections, qui avait fait la révision des listes pour la ville de Québec et la ville de Montréal? C'étaient des bureaux de révision nommés par le gouvernement de l'Union nationale. Et les listes étaient préparées suivant la loi de l'Union nationale.

M. Gagnon (Matane): Et la révision des listes a été faite par l'opposition! Car mon honorable ami doit se rappeler que, pour ce qui est des villes, les deux partis s'entendent, d'habitude, sur le choix des gens qui s'occuperont de la révision. Je n'ai pas voulu blâmer le gouvernement, ni aucun parti politique au sujet de la loi électorale et de la confection des listes. Certains secrétaires-trésoriers prennent un malin plaisir à ne pas inscrire les noms des jeunes gens sur les listes électorales.

Quant à la loi électorale de 1936 dont a parlé le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), elle a été adoptée à l'unanimité de la Chambre et elle contient de sages réformes, mais nous devrions réformer davantage la loi en ce qui concerne la confection des listes. À la dernière élection, les listes étaient mal faites. Le gouvernement devrait donc lui-même préparer les listes à la veille de l'élection. Qu'on adopte le système fédéral. De cette façon, il y aura moins de gens défranchisés.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): La loi fédérale semble la meilleure au point de vue de la confection des listes. Personnellement, je suis aussi d'avis que le système fédéral, adapté aux besoins de la province, serait le mieux. Mais le gouvernement actuel étudie la question de la révision et il est possible que des changements soient apportés à la loi électorale.

M. Gagnon (Matane): Si la loi électorale est de nouveau amendée, comme on l'a dit dans les journaux, j'espère que le gouvernement prendra mes suggestions en considération.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Loi de la chasse

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre adopte les résolutions relatives au bill 6 modifiant la loi de la chasse.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réitère les objections qu'il a déjà soulevées sur ces résolutions. Le bill 6 est semblable au bill 5, adopté hier, pour amender la loi de la pêche. Les opinions de l'opposition sont les mêmes pour la loi de la chasse que pour la loi de la pêche.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 6 modifiant la loi de la chasse.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi de la chasse (Statuts refondus 1925, chapitre 86) modifié par les lois 20 George V, chapitre 19, article 41; 25-26 George V, chapitre 11, article 47; et 1 Édouard VIII (2^e session), chapitre 20, article 26, est de nouveau modifié en remplaçant les mots "des Mines et des Pêcheries", dans les première et deuxième lignes, par les mots: "des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi a-t-on divisé les pêcheries en deux, les pêcheries maritimes allant au ministère du Travail, Mines et Pêcheries maritimes? En multipliant les départements, on ne favorise pas l'efficacité du service de la pêche. Les pêcheries devraient appartenir à un seul ministère. Le ministre des Mines

a déjà trop d'un portefeuille à le voir à l'œuvre comme ministre du Travail. D'ailleurs, le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) se plaint lui-même d'avoir trop de travail.

(Rires)

Je ne vois pas pourquoi on lui a aussi donné le ministère des Mines et une partie des Pêcheries, en plus.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Arrêtés ministériels relatifs à la coupe du bois

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Paquette), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant à la coupe du bois, aux droits de coupe et à la rente foncière payable à la province.

Adopté.

Salaires raisonnables

M. Barrette (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les documents et de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, se rapportant au paragraphe *k* de l'article 20, 1 George VI, chapitre 50, intitulé: "Loi des salaires raisonnables".

Adopté.

Salaire des institutrices rurales

M. Paquette (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant au salaire des institutrices dans les municipalités rurales.

Adopté.

Hôtel-Dieu de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Paquette), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant à l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke.

Adopté.

École normale à Matane

M. Gagnon (Matane) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre divers corps publics, citoyens, contribuables et électeurs du comté de Matane avec l'honorable secrétaire provincial ou les officiers de son département ou encore, le surintendant de l'Instruction publique et les officiers du Conseil de l'Instruction publique, et recommandant au gouvernement la création d'une école normale rurale dans la ville de Matane.

Adopté.

Ville de Donnacona

M. Plamondon (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Plamondon (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission scolaire de Donnacona

M. Plamondon (Portneuf) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Plamondon (Portneuf) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Donation par dame R. W. Reford

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant un acte de donation par dame R. W. Reford.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ratification de résolutions et de contrats, village de Gatineau

M. Lawn (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Lawn (Pontiac) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Pointe-Claire

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Salaberry-de-Valleyfield

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et ratifiant le règlement No 389 de ladite cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des optométristes et opticiens

M. Dumoulin (Montmorency) demande, appuyé par le représentant de Richmond (M. Desmarais), la permission de présenter le bill 202 modifiant la loi des optométristes et opticiens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:**Ajournement**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 10⁵.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Francoeur (Montréal-Mercier).
2. *Le Canada* du 19 avril 1940, à la page 9, donne une version sensiblement différente de cette boutade: "Puisque le premier ministre a changé d'opinion sur le droit de vote des femmes, on peut dire que s'il n'a pas trouvé son chemin de Damas, il a trouvé son chemin des Dames..."
3. Le député fait ici référence au cardinal Villeneuve. Voir *The Montreal Daily Star* du 19 avril 1940, à la page 8.
4. Voir note 1.
5. Après la levée de séance, le chef de l'opposition a reçu de nouvelles félicitations de la part de ses collègues. Ensuite, une réception a été offerte par l'Orateur, M. Bernard Bissonnette, pour l'anniversaire du chef de l'opposition; les ministres et tous les députés de la gauche y assistaient, selon *L'Événement-Journal* du 19 avril 1940, à la page 3.

Séance du mardi 23 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 171 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Votre comité recommande que le bill no 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec soit référé au comité permanent des bills publics en général, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

Dépôt de documents:**Corporations scolaires**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1937. (Document de la session no 24)

Coopératives agricoles

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des caisses populaires et sociétés coopératives agricoles, pour l'année 1937. (Document de la session no 25)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi présenter en 1940 des rapports de 1936, quatre ans en retard? Comment se fait-il qu'on ne dépose pas des rapports plus récents que ceux-là?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Pour la raison bien simple que le gouvernement précédent et mon prédécesseur au ministère des Affaires

municipales, de l'Industrie et du Commerce (M. Bilodeau) étaient en retard. Les rapports que je dépose ont été ordonnés par mon prédécesseur.

(Applaudissements à droite)

Questions et réponses:**Roger Sénécal**

M. Gagnon (Matane): 1. M. Roger Sénécal, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, pour quel département?

3. Depuis quand est-il à l'emploi du gouvernement?

4. Quel salaire reçoit-il?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): 1. Oui.

2. Ministère du Travail.

3. Depuis le 1^{er} mars 1940.

4. \$1,800 par an.

**Article 11a de la loi
des conventions collectives de travail**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail.

Adopté.

En comité²:

Des voix: À l'ordre³!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements de la Chambre ne permettent pas de nommer les députés par leurs noms, mais il y a ici deux homonymes, le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) et le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), qui ont tendance à occuper des positions plus élevées que celles que veut leur donner le gouvernement.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'est une excellente note. *Excelsior!* Toujours plus haut.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 2 George VI, chapitre 52, est abrogé."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi du gouvernement se résume à faire disparaître une garantie que l'Union nationale avait insérée pour la protection de l'ouvrier. Cet article avait deux clauses, dont l'une qui décrète que les travaux exécutés en régie par le gouvernement ou par des agents ne peuvent être assujettis aux conventions collectives de travail. Sur ce point, le gouvernement déclare que rien n'est changé dans la loi et que, depuis la Confédération, jamais le gouvernement n'a été assujetti à des conventions. Il ne l'était pas avant 1936, il ne l'a pas été depuis 1936, et il ne le sera pas après l'adoption de la loi Rochette.

Pourtant, ce bill 19, en décrétant que le gouvernement et les entrepreneurs exécutant des travaux pour le gouvernement ne sont pas assujettis aux conventions collectives, lorsqu'une échelle de convention collective est annexée au contrat, reconnaît par le fait même que le gouvernement y est assujetti, alors que, d'après la loi générale, aucune loi n'est supposée obliger le gouvernement, à moins d'une stipulation expresse.

La seconde clause dit que pour des travaux exécutés par des tiers pour le compte du gouvernement, les salaires prévus aux conventions collectives s'appliquent à moins qu'une échelle de salaires ne soit raisonnablement spécifiée. Donc, cette seconde clause donnait aux ouvriers la garantie alternative, soit une échelle de salaires minima, soit l'échelle des conventions collectives. Auparavant, les ouvriers n'avaient aucune de ces garanties. En réalité, avec l'abrogation de l'article 11a, ces dites garanties disparaissent. On fait disparaître un article qui constituait une protection pour les ouvriers.

De plus, le ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) a fait des allégations extraordinaires. Il a dit, au cours du débat, que les ouvriers, à cause de cette loi de l'Union nationale, avaient perdu de façon injuste \$1,000,000 en salaires sur les travaux du gouvernement. Le ministre ne donne pas de preuve de ce qu'il avance, attendu que les salaires payés par le gouvernement ont été plus élevés que ceux payés par le gouvernement Taschereau dont le ministre était. Tous les exemples qu'a cités le ministre se rapportent à des travaux du gouvernement qui ne tombent pas sous la loi des conventions collectives. Il a donc affirmé des choses qui sont contraires à la vérité.

Mais si, comme le prétend le ministre du Travail et des Mines, cette somme de \$1,000,000 a été injustement enlevée aux ouvriers par le gouvernement, je lui répète que ce dernier a un moyen bien simple de remédier à cette injustice. Il devrait proposer le remboursement de cette somme aux ouvriers. Pourquoi ne présente-t-il pas une loi pour leur remettre ce million, au lieu de leur présenter un bill qui n'abroge qu'un article de peu d'importance, au dire du ministre?

En faisant disparaître l'article 11a, le gouvernement met donc de côté la reconnaissance des conventions collectives dans la province.

M. Chaloult (Lotbinière): M. le président, le chef de l'opposition, en étudiant l'article 11a de la loi des conventions collectives du travail qui dispense injustement le gouvernement et ses contracteurs de se conformer aux prescriptions de la loi, nous a entraînés dans la discussion de l'article 39 du bill 19 qui vise l'atelier fermé. Le ministre du Travail a répondu sur ce point au chef de l'opposition, et le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a lui-même donné la réplique au ministre. J'estime que cette discussion sur l'atelier fermé ne devrait pas être en cause actuellement. De tels hors-d'œuvre sont regrettables parce qu'ils retardent l'adoption de mesures urgentes et constructives. Mais, puisque le député de Trois-Rivières nous a entraînés dans cette discussion et qu'il y a exprimé des idées que l'on me permettra de qualifier de suspectes, nous devons le suivre sur son terrain.

Avant de traiter ce sujet, il est bon de s'entendre sur le sens des mots. Un contrat d'atelier fermé, "closed shop", ou mieux, "atelier de préférence syndicale", n'est rien autre chose qu'un atelier où le patron s'est engagé à n'employer que des ouvriers syndiqués. Dans l'atelier ouvert, on emploie indistinctement des ouvriers syndiqués ou non. L'article 39 de la loi des conventions collectives de travail (bill 19) prohibe-t-il l'atelier fermé? Assurément. On peut le résumer ainsi, en le dépouillant de sa phraséologie inutile: "Est passible d'une amende quiconque attente à la liberté de travail d'un salarié en l'empêchant d'obtenir du travail parce qu'il ne fait partie d'aucune association." Il est bien évident que patrons et ouvriers qui signent un contrat d'atelier fermé empêchent d'autres ouvriers non syndiqués d'obtenir du travail, puisque, en vertu même de la convention, seuls les syndiqués peuvent être employés.

Mais l'atelier fermé est-il justifiable? Est-il conforme aux enseignements de l'Église? La liberté

du travail est un droit naturel. Tout particulier est libre de signer un contrat de travail avec son patron. Mais si ce droit appartient aux ouvriers individuellement, pourquoi n'appartiendrait-il pas aux ouvriers collectivement? Pourquoi ne pourraient-ils pas s'entendre sur les conditions de travail et déléguer un mandataire auprès du patron pour signer, au nom de tous, un contrat collectif de travail avec clause d'atelier fermé?

Cela ne préjudicie nullement aux droits des non-syndiqués, qui restent toujours libres de s'affilier aux syndicats professionnels suivant les exhortations de l'Église. Même si cela diminue les chances d'emploi de quelques ouvriers non syndiqués, tant pis pour eux, car le bien général doit primer l'intérêt particulier, et la liberté des uns doit être limitée par la liberté des autres. Raisonner autrement, c'est verser dans le libéralisme économique.

Le droit de l'atelier fermé découle encore du droit naturel d'association. Dans bien des cas, en effet, pour ne pas dire presque toujours, sans atelier fermé, toute organisation syndicale est vouée à l'insuccès. Celui qui a droit à une fin peut user de tous les moyens légitimes qui y conduisent et sans lesquels il ne peut l'atteindre. Nous tirons cet argument décisif, à notre avis, d'une étude théologique publiée dans *L'Action catholique*. On y cite Mgr Ryan, de l'Université de Washington: "La raison générale, dit-il, qu'on apporte pour légitimer l'atelier fermé, c'est qu'il est indispensable à l'organisation efficace des travailleurs..."

Il (M. Chaloult) cite plusieurs autorités pour justifier l'atelier fermé.

Les lois du gouvernement Duplessis, qui prohibent l'atelier fermé, sont donc radicalement mauvaises parce qu'elles sont d'inspiration nettement libérale, parce qu'elles menacent la vie de nos associations ouvrières, parce qu'elles impliquent une régression de notre législation sociale, enfin parce qu'elles constituent un actif ferment de communisme.

À quoi bon, pour flagorner le clergé, passer des lois mal digérées et mal rédigées, comme la loi dite "du cadenas", lorsque, par d'autres législations, on favorise la propagande communiste? Où trouve-t-on, dans de semblables attitudes, la sincérité et la logique?

Faut-il rappeler, M. le président, que cette législation est d'un gouvernement qui s'était attribué le mandat de défendre les intérêts du Ciel contre ceux mêmes de la province de Québec, au besoin, et d'un parti qui reprochait au premier ministre l'oubli de je ne sais quelle pensée pieuse dans le discours du trône?

(Se tournant vers le député de Deux-Montagnes et d'un air moqueur) Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) m'a fait des compliments. Je ne veux pas être en reste d'amabilité avec lui. Mais, d'abord, je me demande pourquoi le député de Deux-Montagnes, qui n'avait pas été obligé de voter pour les bills 19 et 20 parce qu'il était Orateur de la Chambre, a voulu quand même se prononcer aujourd'hui en faveur de ces bills. On dit qu'il veut devenir chef du Parti conservateur provincial. Pourquoi alors s'attacher à des idées rétrogrades? Je veux quand même, à mon tour, le féliciter pour la façon dont il a su maintenir l'ordre, éviter tout désordre en cette Chambre sous le régime de l'Union nationale...

(Rires à droite)

... le féliciter pour l'impartialité vraiment extraordinaire des décisions qu'il a rendues, alors qu'il était Orateur de la Chambre. Je le félicite pour la dignité et le décorum qu'il a toujours maintenus en cette Chambre. Jamais il ne s'est élevé de désordre sans que le député de Deux-Montagnes ne se levât pour rétablir l'ordre. Jamais une injure n'a été proférée sans que le député ne fût debout pour en demander la réparation. Lorsque des gens comme cet ours mal léché qui était député de Châteauguay, M. Auguste Boyer, nous lançait l'injure et provoquait des scènes en cette Chambre...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Pas le droit d'attaquer un ancien collègue. Je demande que le député de Lotbinière (M. Chaloult) soit forcé de retirer cette expression à l'adresse de l'ancien député de Châteauguay, un homme d'honneur, un membre éminent et un confrère distingué au Barreau.

M. Chaloult (Lotbinière): J'ai le droit de lui adresser ce qualificatif. Il n'est plus député dans cette Chambre et, au surplus, l'ancien député de Châteauguay a lui-même proféré, à l'adresse des membres de cette Chambre, des injures beaucoup plus graves et bien pires que celle-là. Il n'y a rien dans le Règlement qui nous interdit de qualifier la conduite d'un ancien député. "Ours mal léché", voilà un qualificatif, en somme, bien bénin en comparaison de ce que cet homme a fait contre nous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a rien qui dit qu'un homme doit être poli pour un collègue dans cette Chambre, et polisson à son égard quand il n'est plus en Chambre. Le premier devoir d'un homme public doit aussi être d'avoir la bravoure de faire face à ses adversaires quand ils sont en

Chambre. Il qualifie sa conduite de lâche et croit qu'il aurait dû avoir le courage d'en dire autant alors que M. Boyer siégeait à la Législature. Selon lui, il est grossier et indigne d'attaquer un ancien député qui n'est pas présent pour se défendre.

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition et ses partisans ont assez abusé de leur immunité parlementaire; ils n'ont pas à s'effaroucher d'un qualificatif décerné en passant à un de leurs amis.

M. Duplessis (Trois-Rivières) maintient son point d'ordre.

M. le président: Je ne rendrai pas de décision sur le point d'ordre, car c'est chose inutile. Mais je dirai au député de Lotbinière que le sujet qu'il a introduit dans le débat est bien éloigné de la loi en discussion. Tout ceci est en dehors du sujet. Le député a parlé d'un sujet qui ne se rapporte pas au débat, il est donc hors d'ordre.

M. Chaloult (Lotbinière): Très bien, mais je vais quand même retirer l'expression que j'ai employée. Je reconnais volontiers, dit-il, m'être éloigné de la question. Je voulais tout simplement faire savoir au député de Deux-Montagnes que mes sentiments sont bien réciproques.

Le projet de loi du gouvernement sera une protection pour tous les ouvriers de la province, non seulement pour les 10 % qui sont syndiqués. (Se prononçant en faveur des cartels ouvriers) Je souhaite, dit-il, que le bill 19 disparaisse de nos Statuts au plus tôt, si l'on veut sauver la paix industrielle dans la province. Le chef de l'opposition a reproché au ministre de ne pas rappeler toute sa loi. Mais, s'il tient tant à son bill 19, pourquoi en demander lui-même le rappel? Le ministre nous a annoncé du reste une loi qui fera disparaître tous les mauvais effets de cette législation néfaste.

(Applaudissements à droite)

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Article 15a de la loi des salaires raisonnables

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 11 abrogeant l'article 15a de la loi des salaires raisonnables.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): L'article dont je demande le rappel a le même effet dans la loi des salaires raisonnables que celui que nous venons d'abroger dans la loi des conventions collectives.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends bien qu'il s'agit d'un bill similaire à celui qu'on vient d'adopter. C'est le même principe qui est en jeu. Nous n'avons pas besoin de répéter les mêmes arguments que j'ai donnés dans mon précédent discours. J'ajoute que la nouvelle loi ne donnera rien aux ouvriers et qu'elle ne correspond pas à un besoin. Avec ces deux lois, le gouvernement ne donne pas justice aux ouvriers. Il tient une attitude contradictoire. C'est un recul. Ces lois sont de la poudre aux yeux, jetée aux ouvriers.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Contrairement à ce que prétend le chef de l'opposition, la suppression de l'article 15a abolira une mesure injuste pour la classe ouvrière. Les ouvriers, je l'ai dit à la Chambre, ont perdu des sommes considérables par les bills 19 et 20. Avec les lois injustes du gouvernement de l'Union nationale et cette disposition dont on demande l'abrogation à la Chambre, les ouvriers qui tombent sous l'empire de la loi des salaires raisonnables ont perdu près d'un million de piastres. Le chef de l'opposition nous a répondu: "Mais remboursez donc aux ouvriers ce que vous prétendez que nous leur avons fait perdre." C'est assez difficile pour le nouveau gouvernement car, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons trouvé le Trésor à sec et les coffres non seulement vides, mais défoncés. Nous allons avoir de la difficulté à les remplir. C'est même ce qui retarde la présentation du budget.

La province est dans une situation financière presque inextricable. L'Union nationale a jeté la province dans un chaos financier et nous devons aujourd'hui réparer les erreurs de l'ancien régime. Heureusement, la province est administrée par le parti de l'ordre et de la modération, et nous allons nous efforcer de faire donner à toutes les classes de travailleurs les salaires justes qu'ils méritent. Le Parti libéral rétablira le crédit de la province avec la collaboration de la Chambre et des forces économiques. Nous allons aussi rétablir le prestige de la province, qui a été massacré par le gouvernement de l'Union nationale en trois années, et maintenir une politique progressive. Nous allons travailler pour les ouvriers.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des coffres vides! M. le président. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) dit que les coffres étaient vides! Il peut en parler en connaissance de cause. C'est ce qui existait quand il a abandonné le pouvoir. On croirait que le ministre parle de l'ancien régime Taschereau sous lequel il a servi pendant si longtemps. Oui, les coffres étaient vides quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, en 1936, et ils pouvaient bien être vides parce que des amis du régime, les amis du ministre du Travail dans le comté de Charlevoix, avaient vendu des chevaux morts au gouvernement de la province. Dans Charlevoix-Saguenay, les ouvriers étaient pressurés.

Le Trésor était vide parce que, dans ce temps, il y avait un frère de l'ancien premier ministre qui gardait les intérêts sur les dépôts d'argent de la province et qui a dû rembourser au gouvernement la somme de \$42,000. Lorsque nous avons pris en main les finances, nous avons réalisé beaucoup d'économies.

M. le président: Je suis obligé de rappeler le député de Trois-Rivières à la question. On s'écarte du débat. Nous sommes loin de la question, en parlant des chevaux morts. C'est en dehors du débat.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai droit de me défendre et de répondre au ministre, il me semble. Il serait étrange que le ministre puisse lancer des accusations et que l'opposition n'ait pas le droit d'y répondre!

Le ministre prétend que les ouvriers ont perdu \$1,000,000. Sommé de donner des précisions, il se dérobe avec raison parce que le gouvernement de l'Union nationale, tant dans les travaux de voirie

que sur les travaux publics, a payé des salaires plus élevés que l'ancien gouvernement Taschereau. Nous n'avons rien fait perdre aux ouvriers. Au contraire, nous avons fait augmenter les salaires de plusieurs millions. Lorsque les contrats de voirie et de travaux publics étaient donnés, nous avons pris les moyens nécessaires pour que les salaires raisonnables soient payés aux ouvriers, et jamais un contrat, sous le temps de l'Union nationale, ne s'est donné sans une telle clause accordant des salaires raisonnables ou les taux des conventions collectives.

"Le Trésor était dilapidé", a dit le ministre. Quelle farce! En arrivant au pouvoir, en 1936, le Trésor était si vide, M. le président, que nous avons été obligés d'emprunter \$51,000,000, pour payer les comptes du gouvernement libéral précédent, des dettes criardes; et telle était la confiance inspirée par l'Union nationale que cet emprunt a été fait à un taux d'intérêt très bas, à 1 % et 2 %. Si le terme dilapidation des fonds publics s'applique à un gouvernement, on doit l'appliquer aux 40 ans de régime libéral, et non au gouvernement de l'Union nationale.

Il est donc faux de dire que nous avons fait perdre \$1,000,000 aux travailleurs. De fait, le gouvernement de l'Union nationale a donné plusieurs millions à la classe laborieuse. Nous avons augmenté les salaires, et les contrats qui furent donnés ont toujours été donnés justement et après soumissions étudiées. Si le ministre veut parler des coffres vides, nous allons lui en parler. Quand on habite une maison de verre, on ne tire pas de pierres à son voisin. Je lui conseille de faire attention.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je tiens à déclarer au chef de l'opposition, de mon siège, que je n'habite pas une maison de verre. On ne peut m'enlever un cheveu sur la tête!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous n'en avez presque plus!

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Par les bills 19 et 20, le gouvernement de l'Union nationale a fait perdre des sommes extraordinaires à la province. Les lois ouvrières de l'Union nationale ont toujours mécontenté les associations syndicales et, partant, le gouvernement a le droit de dire qu'elles étaient antisociales. Et, comme la question a été posée tout à l'heure encore, je dois informer la Chambre qu'une législation sera bientôt présentée au sujet de l'atelier fermé.

M. Gagnon (Matane): Le ministre peut-il nous dire s'il va maintenir le principe de l'atelier fermé?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je ne suis pas prêt à répondre à cette question du député de Matane pour le moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand le ministre va-t-il présenter sa législation?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) répond qu'il la présentera quand elle sera prête. Le plus tôt possible, dit-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement procède avec trop de lenteur et fait perdre le temps de la Chambre.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 654

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) appelle le numéro 17 de l'ordre du jour, relatif au bill 19 amendant l'article 654 du Code municipal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. Le gouvernement, affirme-t-il, ne peut revenir à un numéro antérieur de l'ordre du jour sans épuiser tous les items au *Feuilleton*. Il cite l'article 122 du Règlement qui dit: "Toutes les affaires inscrites au *Feuilleton* du jour sont appelées dans l'ordre qui leur est assigné."

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) soutient le contraire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) répond au chef de l'opposition en lisant tout l'article 122: "Toutes les affaires inscrites au *Feuilleton* du jour sont appelées dans l'ordre qui leur est assigné. Toutefois, une affaire fixée pour une heure particulière

est appelée à l'heure dite, et les affaires inscrites au nom des ministres de la couronne peuvent, lorsque la Chambre en vient à les prendre en considération, être appelées dans l'ordre que le gouvernement juge opportun." D'où il découle que l'objection du député de Trois-Rivières est injustifiée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas le droit de parler deux fois sur ce sujet.

M. l'Orateur donne raison au représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard). Cette question, dit-il, a déjà été décidée au début de la session.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, en conséquence, selon l'ordre du jour, que le bill 19 amendant l'article 654 du Code municipal soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) énumère brièvement les raisons de l'opposition contre le bill et dit qu'il ne continuera pas le débat, mais que cette loi entraînera des dépenses considérables pour les municipalités.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il ne s'agit que d'inclure les noms féminins et il n'y aura pas de charge additionnelle.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et s'objecte à ce que le ministre ait le droit de répliquer sur la troisième lecture de ce bill.

Plusieurs députés parlent sur ce point d'ordre.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre. Aucun débat, dit-il, n'est permis sur la troisième lecture en vertu de l'article 231. Mais, le chef de l'opposition en ayant provoqué un, même s'il a été bref, le ministre a droit de répliquer.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rapports de comités:

L'ordre du jour appelle l'adoption du dixième rapport du comité permanent des bills privés, lequel a été présenté le 16 avril courant et qui se lit comme suit:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 132 annexant un certain territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur, dans le comté de Lac Saint-Jean, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 130 concernant la fabrication et la distribution des produits de la boulangerie, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande que le bill 151 modifiant la charte de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française soit référé au comité permanent des bills publics en général.

Municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)⁵: Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que, selon le désir des promoteurs du bill 132 annexant un certain territoire à la municipalité scolaire de Sainte-Monique de Honfleur, dans le comté de Lac Saint-Jean, ledit bill no 132 soit retiré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose au retrait du bill de Honfleur. Le territoire que l'on voulait annexer appartient à la compagnie Duke-Price qui aurait payé des taxes à la commission scolaire de Honfleur si on avait autorisé l'annexion. La Duke a obtenu des privilèges en marge de la loi; elle a inondé une partie des terres en bordure du lac Saint-Jean et il est temps qu'elle paie quelque chose. Il est temps que la compagnie vienne en aide aux cultivateurs de cette municipalité. Les citoyens de Sainte-Monique de Honfleur demandent l'annexion d'un terrain, afin d'obtenir de nouveaux revenus.

Le fait de permettre que les promoteurs retirent le bill laisserait entendre que l'on augmente les droits de cette compagnie et que, lorsqu'une commission scolaire veut obtenir certains privilèges d'une grosse compagnie, des influences agissent au détriment du faible.

J'ai reçu des protestations de citoyens du Lac-Saint-Jean. Je puis assurer la Chambre, d'après la correspondance que j'ai reçue, que les cultivateurs de cette municipalité sont en faveur du projet de loi. Voilà pourquoi j'enregistre ma dissidence. Je crois qu'on devrait au moins permettre l'étude de ce bill.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Ce sont les promoteurs qui font une telle demande. Nous ne pouvons refuser aux promoteurs le droit de retirer le bill qu'ils ont présenté.

Adopté sur division. Le bill est retiré.

Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que la Chambre exprime l'avis qu'il n'est pas opportun de renvoyer le bill 151 modifiant la charte de l'Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française au comité permanent des bills publics en général et de dispenser ainsi le comité permanent des bills privés en général d'étudier et de rapporter ledit bill no 151.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection quant au bill de l'A.C.J.C.F.

Adopté.

Demandes de documents:

Industrie du papier

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)

appelle la motion du chef de l'opposition, se rapportant aux industries de la pulpe et du papier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On aurait pu me prévenir à l'avance. La courtoisie la plus élémentaire l'exige. On devrait m'avertir quelques heures à l'avance. Je n'ai pas devant moi la documentation nécessaire pour discuter cette motion. La courtoisie ne semble pas exister de l'autre côté de la Chambre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

J'ai demandé au chef de l'opposition s'il était prêt à discuter une de ses motions. En quoi ai-je manqué de courtoisie? Je ne tiens pas autrement à insister. Si le chef de l'opposition n'est pas prêt à procéder, il n'a qu'à le dire. J'appelle l'ordre du jour dans l'ordre. Si le chef de l'opposition n'est pas satisfait, je suis prêt à sauter toutes les motions et à remettre la chose à plus tard. Nous allons passer à autre chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Eh bien, nous allons procéder, je suis prêt et je vais parler

immédiatement, même si la courtoisie n'étouffe pas le gouvernement, car nous sommes toujours prêts, même s'il nous manque de la documentation. Je voulais simplement faire allusion aux règles de la courtoisie qui doivent exister en cette Chambre. Nous avertissions autrefois le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain).

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition a-t-il déjà oublié que, pendant trois ans, la courtoisie n'a pas été son fort en cette Chambre? Il nous niait même le droit de parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup a pourtant fait beaucoup de discours.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Pas beaucoup, peut-être, mais assez pour renverser votre gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le député a fait ainsi autant de discours, pourquoi le chef du gouvernement n'a-t-il pas reconnu ses services en lui donnant un portefeuille?

Je propose donc, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit mis devant cette Chambre la copie authentique de toute correspondance, depuis le 26 août 1936, entre le gouvernement de la province ou aucun de ses membres et toute personne, compagnie ou corporation, et se rapportant aux industries de la pulpe et du papier.

L'industrie de la pulpe, dit-il, est l'une des principales industries de cette province; elle paie des millions en salaires aux ouvriers. Lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons constaté que le gouvernement d'avant 1936 avait laissé l'industrie de la pulpe et du papier dans un état déplorable et désastreux.

Les salaires étaient insuffisants et les moulins marchaient au ralenti parce que, de 1923 à 1926, il y avait eu surproduction du papier, sans s'occuper de la capacité des forêts situées près des usines. On avait permis la multiplication des usines. Le gouvernement avait laissé les moulins produire 1,200 tonnes par jour en plus du besoin requis, soit l'équivalent de la production des nouvelles usines.

Devant pareille imprévoyance, il y a eu surproduction et, de là, le marasme. Plusieurs moulins, de ce fait, durent même fermer leurs portes ou arrêter

leur production. Lors de l'avènement de l'Union nationale en 1936, les moulins de Chicoutimi, Chandler, Beupré et du Cap-de-la-Madeleine étaient fermés et leur fermeture avait provoqué une perturbation économique. Le plus grave, c'est que la construction de ces nouvelles usines avait entraîné l'exode de ruraux vers les nouveaux centres et que l'usine, une fois fermée, c'était le désastre et la famine. Lorsque la crise survint, il en résulta un chômage continu.

Non seulement le gouvernement d'alors favorisa la surproduction, mais aussi la surcapitalisation de ces compagnies. Il avait laissé se pyramider des millions de capital mouillé. Le mouillage des actions de ces compagnies fut tel que les dividendes étaient impayés et la petite épargne fut jouée. Lorsque l'Union nationale est arrivée au pouvoir, nous avons fait adopter des lois pour empêcher le mouillage des stocks et pour stabiliser l'industrie de la pulpe et exploiter les pouvoirs d'eau.

Des capitalistes anglais, hollandais et américains tentèrent d'obtenir de l'Union nationale l'autorisation de construire de nouvelles usines à papier en notre province. Le gouvernement a refusé carrément, sans nous préoccuper du prestige passager qui aurait pu en résulter pour notre gouvernement. Nous avons dit: "Tant que nos usines et moulins actuellement construits ne marcheront pas, aucune nouvelle usine ne s'ouvrira dans la province." En ce faisant, le gouvernement sauvait dans une large mesure l'industrie du papier qui commençait à se relever.

Nous avons fait plus, M. l'Orateur. Plus tard, le gouvernement de l'Union nationale a permis à la compagnie Price Brothers de rester une compagnie canadienne, en sauvant ses moulins d'industriels américains qui voulaient s'en emparer.

Lors de sa réorganisation, Price devait payer un montant de \$14,000,000 en débetures et dont une bonne partie était détenue par l'Aluminum Company of Canada. Or, ce montant était payable en étalons-or dont la valeur à ce moment avait augmenté. Le prix de l'or avait été arbitrairement relevé. À cause de cela, la compagnie avait été obligée de déboursier un montant de \$17,000,000 ou \$18,000,000, soit \$3,000,000 de plus que le prix de l'or lorsque le contrat avait été passé. M. Powel, de la compagnie Aluminum of Canada, a approché le gouvernement pour s'emparer de Price et des limites que la maison Price possédait.

Autrement dit, la compagnie qui exploite des pouvoirs d'eau et une usine d'aluminium aurait aussi exploité des usines à papier, en ayant entre les mains

les moyens nécessaires pour faire concurrence aux autres industries du papier dans Québec, en cassant et avilissant le prix du papier et en provoquant une nouvelle crise. La Price était une compagnie canadienne et l'Union nationale n'a pas voulu la laisser passer à des étrangers.

Nous sommes allés à Ottawa en décembre 1936, pour discuter cette épineuse question avec le ministre des Finances (M. Dunning). Nous avons demandé au fédéral de légiférer pour décréter que les dettes ou obligations soient remboursées à 100 sous dans la piastre, en monnaie légale du pays où les bons et obligations sont payables. Rien ne se fit jusqu'au moment où le gouvernement de l'Union nationale a lui-même adopté une loi à la Législature provinciale, à l'effet que le paiement de ces débetures devrait s'opérer en monnaie courante, soit 100 sous au dollar.

Par cette loi, nous avons sauvé la compagnie Price, dont l'Aluminum Company of Canada voulait s'emparer, et nous avons stabilisé l'industrie du papier dans la province de Québec. Nous avons également sauvé nos ressources naturelles en empêchant des étrangers de venir dans le Québec faire une concurrence déloyale aux industries du Québec et, conséquemment, aux ouvriers de la province de Québec.

À un moment donné, des compagnies américaines se sont mises à entreposer largement le papier; en sorte qu'au bout de six mois, elles auraient été en mesure de refuser d'acheter et auraient fait dégringoler le marché par la suite avec fermeture de moulins, baisse de salaires, etc. Nous avons dit alors qu'il faudrait une entente entre Ontario et Québec, et cette entente a eu lieu pour empêcher les "publishers" américains d'accumuler des stocks de papier. Et nous avons pu dire aux industriels: "Vous allez produire tant, vous chargerez tel prix et paierez tels salaires."

Jadis, il y avait eu des conventions pour réglementer la production, mais la parole donnée n'était pas tenue. On vendait officiellement à tel prix, mais en sous-main, soit en perdant au golf ou aux cartes, on faisait remise d'une grosse somme, en sorte que le tour était joué. Nous avons fait venir les représentants de l'industrie et nous leur avons signifié que la province ne tolérerait aucun truc de ce genre. Deux d'entre eux ont demandé ce que nous pouvions faire pour les en empêcher. J'ai cité quelques exemples et alors l'accord s'est fait, et il n'a pas été nécessaire de recourir à ces moyens, car toutes les compagnies ont respecté l'entente.

Ainsi, avec le concours de l'Ontario, cette entente a été conclue entre le gouvernement de

l'Union nationale et les compagnies manufacturières de papier pour stabiliser la production du papier et les salaires payés aux ouvriers. Mon gouvernement a imposé aux compagnies une limite de spéculation et le prix à charger. Il a menacé les représentants de l'industrie de prendre les moyens nécessaires pour faire respecter cette entente. Toutes les compagnies sont entrées dans cette entente qui a assuré la continuité des opérations, diminué le nombre des chômeurs.

L'attitude que l'Union nationale a tenue a sauvé l'industrie du papier. Il (M. Duplessis) nomme, entre autres, l'International Paper qui a une usine à Trois-Rivières. Cette entente a assuré la continuité des opérations, diminué le nombre des chômeurs. D'après la même entente, les compagnies avaient consenti à augmenter les salaires de \$400,000⁶ par année dans l'industrie du papier, de même après que ces salaires eurent déjà été augmentés après entente avec les unions ouvrières internationales.

L'Union nationale a fait rouvrir le moulin de Chandler. Nous avons fait des efforts considérables pour la réouverture des moulins de Chicoutimi et du Cap-de-la-Madeleine. Nous étions sur le point de réussir à Chicoutimi et de remettre le moulin en opération. Il était l'objet de discussions. Mais l'élection provinciale l'en a empêché.

À cause de la situation financière de la Consolidated Paper, la réouverture du moulin a été impossible au Cap-de-la-Madeleine. Mais nous avons cependant donné au Cap-de-la-Madeleine une nouvelle industrie, l'International Foils.

Je souhaite, dit-il, que le gouvernement actuel suive l'exemple du précédent pour assurer la sécurité de l'industrie du papier et de ses ouvriers. Si le gouvernement continue notre politique, l'industrie sera stable. L'industrie de la pulpe et du papier dans la province est appelée à de grandes choses et le gouvernement doit faire tout en son pouvoir pour coopérer avec cette industrie.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je n'ai qu'une chose à dire: C'est qu'il est regrettable que le peuple de la province n'ait pas cru ces belles paroles du chef de l'opposition aux dernières élections. Je n'ai pas d'objection à laisser voter la motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières):

Barrabas n'aurait pas parlé autrement. Je trouve étrange que sur une discussion aussi importante, le gouvernement n'ait rien à répondre.

La motion est adoptée.

Biens des Sulpiciens

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, relativement au chapitre 2, 1 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des Sulpiciens."

Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1936, les Sulpiciens étaient dans une mauvaise situation financière, qui avoisinait le désastre. Les Sulpiciens allaient être forcés de vendre leurs biens. Je n'ai pas à rappeler l'œuvre de cette magnifique institution devenue chancelante. Elle possédait de grandes propriétés, mais, advenant une vente forcée, les propriétés se seraient vendues à un prix notablement inférieur à leur valeur. Nous avons donc conclu une entente avec les Sulpiciens à qui nous avons dit: "Nous allons prendre vos biens d'un caractère non religieux en garantie, vous allez signer un billet et nous allons payer vos dettes jusqu'à concurrence de \$5,000,000."

Nous avons ainsi fait endosser par la province le billet des Sulpiciens pour \$5,000,000 et nous avons pris leurs biens en garantie. Nous avons fait escompter le billet à la banque à 2¼ % d'intérêt, alors que les Sulpiciens payaient un intérêt de 6 % sur leurs obligations. C'était donc une notable diminution. Grâce à la coopération des créanciers, nous avons fait réduire les créances. Ces créanciers parmi lesquels figuraient la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Nationale, la Banque Provinciale et La Métropolitaine, qui détenaient une grosse partie de la dette, ont consenti généreusement à une réduction de \$1,000,000.

Voilà une autre œuvre féconde de l'Union nationale. En conclusion, je dirai que, si le gouvernement national de Mercier a le mérite d'avoir réglé la question des biens des Jésuites, le gouvernement de l'Union nationale a le mérite d'avoir réglé la question des Sulpiciens.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Tout le monde sait que lorsque nous avons laissé le pouvoir en 1936, nous étions sur le point de régler le problème des Sulpiciens. Nous avions un projet de loi pour régler la question des biens des Sulpiciens. Je dois dire que, connaissant les deux modes de

règlements, je préfère notre projet à celui de l'Union nationale, car il réglait en même temps le problème de l'Université de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons réglé les deux problèmes.

(Mouvements à droite)

Le ministre parle des règlements de l'ancien gouvernement libéral. Ils étaient forts avec leurs projets de loi qui n'aboutissaient à rien. Celui-là était assez étonnant. L'ancien gouvernement libéral mêlait les difficultés des deux questions. Nous, nous avons séparé ces difficultés. Les Sulpiciens avaient une grosse dette qu'ils ne pouvaient acquitter; l'Université de Montréal avait une grosse dette qu'elle ne pouvait rencontrer pour équilibrer ses finances. Le projet du ministre était de donner aux Sulpiciens une somme déjà insuffisante pour régler la dette des Sulpiciens, et de charger ceux-ci de régler ensuite la dette de l'Université. Le gouvernement de l'Union nationale a mieux fait, il a réglé les deux questions, celle des Sulpiciens, puis celle de l'Université.

La motion est adoptée.

Noranda

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 établissant les limites de la ville de Noranda.

Adopté.

En comité⁷:

M. Duplessis (Trois-Rivières) signale, en marge de ce bill, que certaines grosses compagnies ont trouvé depuis longtemps un moyen pour éluder taxes municipales et scolaires. Le truc est simple. Elles constituent leur territoire propre en municipalité distincte et laissent les autres citoyens ouvriers, etc., s'arranger et payer les taxes. Il y a trop de villes fermées dans la province. River Bend, par exemple, ville fermée à côté de Saint-Joseph-d'Alma. Ça a aussi été le cas de Val-Racine, etc. Avec ce système, on a placé la population dans un état de sujétion qui n'est pas juste. D'une façon générale, cette politique n'a pas été avantageuse pour la province.

L'heure est arrivée pour une répartition plus équitable des taxes. Il peut y avoir des raisons pour justifier l'établissement de certaines municipalités en

dehors des règles ordinaires, mais à condition que ce ne soit pas un moyen pour éluder les taxes. Le gouvernement devrait prendre des mesures pour assurer une plus juste répartition des impôts publics. On peut faire des exceptions, mais on ne devrait pas laisser une ville dans la misère à côté d'une ville prospère.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Une erreur a été constatée au sujet des limites de la ville de Noranda. Le secrétaire-trésorier de la ville de Rouyn, située à côté de Noranda, nous a écrit pour nous dire que sa ville reconnaissait l'erreur que le bill corrige. Quant aux villes fermées, le chef de l'opposition ne doit pas oublier que son propre gouvernement en a créé lui-même, notamment Baie-Comeau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a une grande différence entre le bill de Baie-Comeau et ceux de Noranda, Dolbeau, River Bend. Le cas de Baie-Comeau n'est aucunement assimilable à celui de Noranda. À Baie-Comeau, l'Ontario Paper paie des taxes beaucoup plus élevées que la compagnie Noranda, à Noranda.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le bill de Baie-Comeau fait de cette ville une ville fermée, tout simplement.

M. Goulet (Témiscamingue): Le conseil de Rouyn a approuvé ce projet de loi et ne s'objecte nullement à ce que ce qui a été enlevé illogiquement à Noranda lui soit rendu. L'attitude du chef de l'opposition m'étonne beaucoup.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Goulet (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Péage du pont de Bellefeuille

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant

la deuxième lecture du bill 200 amendant la loi 2 George VI, chapitre 37.

Le bill 200 veut donner à tous ceux qui sont propriétaires sur l'île Jésus, dans le comté de Laval, le droit de passer sur le pont de Bellefeuille sans payer de péage. Il y a urgence d'adopter ce projet de loi, car un grand nombre de gens attendent de savoir s'ils devront payer un péage avant de décider leurs projets de villégiature sur l'île Jésus. S'il est adopté, il augmentera de beaucoup le nombre des Montréalais qui voudront avoir dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes leur résidence d'été. Le bill devrait être adopté avant que ne se fasse la location des chalets.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je crois que cette motion devrait être rejetée. Le gouvernement est à étudier la question des ponts de péage dans toute la province. Il étudie un moyen de répartir les péages de façon à satisfaire toutes les classes, sans qu'il y ait d'exception pour une classe ou une autre, pour un pont du gouvernement, ou un pont privé, appartenant à une compagnie ou à un particulier.

D'ailleurs, la loi du député de Deux-Montagnes devrait être un bill privé, car un bill qui assure des privilèges particuliers à un groupe de citoyens n'est pas un bill public et, généralement, n'est pas d'intérêt public. Si le gouvernement doit accorder un privilège à un groupe de cultivateurs d'une région, il devrait l'accorder à tous les cultivateurs de la province. Ce projet ne concerne que les citoyens d'une région particulière.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre. Le ministre n'a pas le droit de discuter le principe du bill.

M. l'Orateur: L'honorable ministre a parfaitement le droit d'exposer les raisons d'ordre public qui s'opposent à la motion. Le point d'ordre est mal fondé. J'avais des doutes sur la validité de la motion, mais je crois qu'elle peut être permise par les règlements. La motion sera-t-elle adoptée?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, je veux parler. En 1912, le gouvernement a passé une loi abolissant les barrières de péage. Pourquoi en maintenir une sur ce pont? Le gouvernement libéral du temps avait étudié la question et déclaré, dans le préambule du bill, que les ponts à péage étaient une entrave à l'agriculture, au commerce, à l'industrie et

au tourisme. Est-il vrai qu'après 28 ans le gouvernement doive retourner à l'école, afin d'étudier de nouveau cette question?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La question n'a pas l'urgence que lui attribue l'honorable député de Deux-Montagnes. Je ne crois pas que ce bill puisse influencer beaucoup le choix des endroits de villégiature. Ce n'est pas ce taux de péage qui va empêcher les citadins de louer des chalets dans le comté de Deux-Montagnes pour l'été prochain.

Comme l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) l'a dit, le gouvernement est à étudier la question des péages dans toute la province. Parce qu'après trois ans du gouvernement de l'Union nationale, cette question est devenue pressante. Après ces trois ans d'administration de l'Union nationale, le gouvernement a besoin de revenus pour faire face aux problèmes financiers que cette administration a créés. Mais nous voulons que ces revenus soient répartis uniformément et n'affectent pas seulement certains territoires, en en laissant d'autres de côté. Il faut prendre ces revenus sur les différentes classes de la population, de façon à être juste pour tout le monde. Nous ne voulons pas accorder un privilège à un groupe de cultivateurs sans traiter tous les cultivateurs avec la même générosité.

(Applaudissements à droite)

Ce n'est pas le retard de quelques jours qui va nuire aux intéressés dans cette affaire.

M. Gagnon (Matane): Je crois de mon devoir de revendiquer les droits de la loyale opposition de Sa Majesté. Nous avons le droit, nous aussi, de présenter des mesures; les députés de l'opposition ont droit de présenter des lois et des motions et le gouvernement devrait prendre ses responsabilités. Le gouvernement peut bien voter contre, mais il n'est pas juste qu'il retarde indéfiniment l'étude de nos mesures parce qu'il n'a pas le courage de prendre une attitude définie. Nous avons reçu un mandat bien respectable et nous avons besoin, pour le remplir, de tous les privilèges que nous accordent la loi et les règlements. Autrement, on pourrait bien laisser nos projets sur le *Feuilleton* pendant un mois et ne jamais les appeler.

M. Chaloult (Lotbinière): Je suis étonné d'entendre le député de Matane. A-t-il oublié ce qui s'est passé depuis trois ans en cette Chambre? Nous en avons soumis, des projets, nous aussi. Nous avons présenté des lois et des motions quand nous étions de la respectable opposition. Les motions de

l'opposition, jamais appelées par le gouvernement, mouraient sur le *Feuilleton*. Pour ma part, j'ai soumis trois motions, et j'ai même fait motion pour que mes motions soient étudiées, et le gouvernement a rejeté ma proposition, contrairement aux droits des députés.

Il a toujours refusé de considérer mes motions. Les excellents principes énoncés par le représentant de Matane n'étaient-ils pas aussi excellents pendant les trois dernières années?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Lotbinière n'a pas le droit d'attaquer les décisions d'un ancien Orateur de la Chambre et je soulève un point d'ordre. Je demande qu'il retire ses paroles. Ses affirmations sont à la fois contraires aux règlements et contraires à la vérité.

M. Chaloult (Lotbinière): Je n'ai rien à retirer, car j'ai affirmé un fait. J'ai parlé de l'ancien gouvernement et non de l'ancien Orateur de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un nouveau point d'ordre.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La liberté de parole d'un député n'a jamais été contestée dans la présente Législature. Mais le gouvernement a le droit de faire étudier les lois quand il le juge à propos.

M. l'Orateur: L'honorable député de Lotbinière n'a nullement blâmé l'ancien Orateur de la Chambre. Le point d'ordre est rejeté.

M. Chaloult (Lotbinière): On voit la paille dans l'œil de son voisin, mais on ne voit pas la poutre qui est dans le sien. Je présume que l'ancien gouvernement ne reniera pas les actes qu'il a posés, et j'affirme que, lors de la dernière session, trois de mes motions sont restées sur le *Feuilleton* pendant des semaines, malgré mes instances et celles de quelques députés.

La motion est rejetée sur division.

Successions de Léonidas et d'Arzélie Bourgoin

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant les

successions de demoiselle Léonidas Bourgoïn et demoiselle Arzélie Bourgoïn.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement⁸.

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de Lawrence A. Wilson

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson.

Adopté.

En comité⁹:

M. Bienvenue (Bellechasse): Une des filles du testateur, dame Gladys Wilson, veut que ses revenus annuels soient augmentés. La pétitionnaire n'aura droit, comme tous les autres héritiers, de toucher la plénitude de ses droits et de son argent que lorsqu'elle aura atteint l'âge de 50 ans. Les enfants ne touchent que \$10,000, et il faut à Gladys Wilson une somme de \$32,000 pour vivre annuellement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à ce bill parce qu'il change la volonté du testateur. Les héritiers du sénateur Wilson étaient venus à une couple de reprises, alors que l'Union nationale était au pouvoir, pour faire changer le testament de leur père et le gouvernement s'y était opposé catégoriquement. Le feu sénateur L. A. Wilson a fait son testament quatre mois avant sa mort. Il a alors exprimé clairement ses intentions quant à la disposition de ses biens.

Il connaissait ses enfants et c'est sans doute pour cela qu'il a fait ainsi son testament. Il connaissait le goût de ses enfants pour les dépenses folles. Voilà pourquoi il ne voulait pas qu'ils touchent la majeure partie des biens légués avant qu'ils n'aient atteint l'âge de 50 ans. On doit respecter la liberté de tester.

En vertu du présent bill, l'on veut faire augmenter des revenus en marge des volontés du testateur. Et on veut faire annuler une donation faite par la mère à ses enfants. Il y a \$150,000 par année

qui appartiennent à des mineurs. On veut leur enlever annuellement \$100,000. C'est là une violation de droits. Les mineurs sont incapables d'agir. Nous sommes ici pour protéger ceux qui ont besoin de protection, et tout particulièrement les mineurs. Pendant que ceux-ci ne peuvent rien faire, on leur ôte les deux tiers de leur avoir.

M. Chaloult (Lotbinière): Pour une fois, je concours entièrement dans les remarques du chef de l'opposition. Je ne crois pas que le Parlement puisse modifier un testament ou une donation quand il n'y a pas d'intérêt supérieur en jeu.

M. Bienvenue (Bellechasse): Non, on ne change pas du tout la volonté du testateur. Il s'agit d'une succession d'au-delà de \$3,000,000¹⁰. Nous ne demandons pas l'annulation du testament. Nous demandons seulement de déclarer qu'avec \$10,000 par année, Gladys Wilson ne peut arriver. Mais, en vertu de ce testament qui n'accorde aux héritiers qu'une part des revenus jusqu'à un certain âge, des gens, en réalité millionnaires, sont pratiquement dans la misère.

Le sénateur avait deux autres enfants en plus des pétitionnaires. Madame Gladys Wilson a demandé une augmentation de revenus dans son bill. Le comité lui a refusé ce privilège, mais lui a, par contre, remis les deux tiers d'une donation de \$150,000 qu'elle avait faite à son fils. Elle demande à retirer \$100,000 du montant de \$150,000 qu'elle a volontairement transféré à la Royal Trust Company de Montréal au bénéfice de ses deux enfants, Charles Wilson Lacaille et Isabelle-Josette Lacaille, et que cette somme leur soit versée, mais de façon à ce qu'ils ne touchent pas plus de \$20,000 au total annuellement.

Elle ne peut arriver, ses revenus sont absolument insuffisants. Elle doit payer \$7,500 d'impôt au gouvernement fédéral parce qu'elle n'a pas gagné elle-même l'argent, et elle a d'autres obligations de \$25,000 par année. Il lui faut \$9,000 pour administrer une maison que le défunt lui a léguée. Elle est malade et elle doit passer les hivers dans le sud des États-Unis. Il lui faut aussi pour s'habiller, pour son entretien personnel et autres petites dépenses \$5,000 par année, et \$3,000 pour l'entretien de la maison de Coteau-du-Lac. Il lui faut donc une augmentation de revenus jusqu'au règlement de la succession. Elle a plus de charges que n'en avait prévu le testateur. D'ailleurs, nous ne modifions pas le testament, mais nous modifions une donation entre vifs. Par le présent bill, nous voulons

tout simplement faire sanctionner un état de choses qui existe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si Gladys Wilson avait de bons arguments à présenter, elle l'aurait fait devant la cour et non devant la Législature.

M. Bienvenue (Bellechasse): Le bill est présenté à la Chambre parce qu'elle a pour mission de régler des problèmes pour lesquels le texte de la loi est muet, ce qui n'est pas la mission de la cour.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous n'avons pas changé la volonté du testateur, au comité. Le bill a été complètement modifié. La donatrice étant encore vivante, nous avons annulé pour les deux tiers sa donation, ce qui permettra à dame Gladys Wilson de faire face à ses obligations en attendant le règlement de la succession.

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Bienvenue (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Hôtel-Dieu de Sherbrooke

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 avril 1940, pour la production de copie authentique de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant à l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke. (Document de la session no 26)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *L'Illustration nouvelle* du 24 avril 1940, à la page 5, on peut lire ceci: "D'après les règlements, la Chambre doit commencer ses séances à trois heures. Le chef de l'opposition rappela successivement aux ministériels cet après-midi: "Il est trois heures et vingt, il est trois heures et vingt-cinq, il est trois heures et demie." Et la séance débuta.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord).

3. Les journaux signalent qu'au moment de présider le comité, M. Casgrain a une distraction et se dirige vers le fauteuil de l'Orateur. Il s'aperçoit vite de son erreur et revient, pendant que la Chambre s'amuse, au bout de la table du greffier de l'Assemblée. Dans *L'Illustration nouvelle* du 24 avril 1940, à la page 5, on rapporte que M. Duplessis lui aurait dit: "Pas là, pas là!..."

4. Voir note 2.

5. M. Bouchard dirige les travaux de la Chambre en l'absence temporaire du premier ministre, selon *L'Événement-Journal* du 24 avril 1940, à la page 11.

6. \$160,000, selon *La Presse* du 24 avril 1940, à la page 10.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

8. *La Presse* du 24 avril 1940, à la page 10, signale que M. Boucher, parrain du bill, et M. Duplessis ont fait de brèves remarques en comité. Le quotidien n'en rapporte pas la teneur.

9. Voir note 2.

10. \$3,500,000, selon *Le Devoir* du 24 avril 1940, à la page 6.

Séance du mercredi 24 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin;

- bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec.

Demandes de documents:**Radio**

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, depuis le 26 août 1936, entre le premier ministre de la province de Québec et le gouvernement fédéral, ou aucun de ses membres, relativement à la radio et à la radiodiffusion.

M. l'Orateur, la province de Québec aime à faire reconnaître ses droits. Elle doit être aussi désireuse de le faire qu'elle est désireuse de reconnaître les droits des autres. Le Conseil privé a décidé que les émissions radiophoniques étaient de la compétence du pouvoir fédéral. La radiodiffusion est un problème fédéral, mais qui a un aspect provincial de la plus haute importance. Il est inutile d'insister sur l'importance de la radio, aujourd'hui. La radio c'est le journal parlé, c'est une tribune publique dont la portée a de très lointaines répercussions. De plus, par suite des développements dans la radio-technique sur ondes courtes, il est devenu facile de capter les

émissions du monde entier, même venant des pays ennemis.

À l'heure actuelle, dans la province de Québec, comme dans toutes les autres provinces et comme dans tous les pays, il est facile d'entrer en contact avec des pays ennemis, comme l'Allemagne, par l'entremise de la radio, ou d'obtenir des émissions venant de ces pays. Mais il semblerait extraordinaire que des émissions canadiennes relayant des programmes étrangers puissent servir à la propagation des idées malsaines d'Hitler et que, d'autre part, la radio soit refusée pour la discussion de problèmes qui intéressent la paix, l'ordre et l'intérêt des contribuables. Pourtant, tout le monde sait que n'importe qui peut entendre à la radio des discours d'Hitler ou de n'importe quel autre ennemi de la paix et de la liberté.

Il n'est pas besoin de rappeler ce qui s'est passé aux dernières élections provinciales. Avant que l'appel au peuple ne fût décidé, le gouvernement fédéral avait eu l'obligeance de permettre à Hitler de se servir des postes de radio, payés par le Canada et par la province de Québec dans une proportion de 30 %, pour injurier la Grande-Bretagne et ses alliés, dont le Canada. C'est une question de fait que la radio canadienne, sous le contrôle exclusif du gouvernement fédéral, a servi à irradier au Canada, par les stations de la commission de la radio, avec l'autorisation du gouvernement fédéral, les discours d'Hitler en plein temps de guerre. Le gouvernement d'Ottawa est allé plus loin que cela.

La commission a poussé l'amabilité jusqu'à payer les services d'un traducteur pour faire traduire ces discours et les diffuser immédiatement après en français, afin que la population française de la province ne perdît pas un mot de ce que Hitler dirait contre la Grande-Bretagne. Car c'étaient des discours où Hitler attaquait violemment l'Angleterre et les institutions britanniques et démocratiques, pour lesquelles le Canada est entré dans la guerre. C'était pousser la condescendance un peu loin. Le gouvernement fédéral permettait aux adversaires de la Grande-Bretagne et du Canada et aux adversaires de la civilisation chrétienne de débiter leurs discours antisociaux et antibritanniques, et on poussait même la gentillesse à faire traduire ces discours pour l'intelligence des auditeurs anglophones et francophones.

Parce que la radio est bâtie en territoire provincial. Parce que la province de Québec paie 30 % des taxes fédérales, dont une grande partie a

servi à l'établissement, la construction et l'entretien des postes de radiodiffusion. Parce que la province de Québec a juridiction en matière de droit civil et de droit de propriété, il me semble que la province a le droit élémentaire de se servir de la radio, et qu'on permette à ses chefs politiques de s'en servir pour exposer les problèmes de politique provinciale à l'occasion d'une élection.

D'autant plus que des communistes et d'autres adversaires de la paix et du bon ordre avaient obtenu le droit de faire entendre leurs discours par la radio, de répandre leurs idées antisociales et antichrétiennes et leurs théories subversives. Car, non seulement on a permis à Hitler, ennemi du Canada et de l'Angleterre, de faire de la propagande ennemie en plein dans le Canada, grâce au gouvernement fédéral et à Radio-Canada, mais on a aussi permis aux communistes de répandre leurs doctrines. Tout cela, pendant qu'on refusait aux hommes politiques de Québec leur pleine liberté d'exposer leurs vues sur la politique provinciale.

Et, lorsque les élections provinciales sont venues, on a empêché le premier ministre de la province de Québec d'utiliser la radio. On a utilisé tous les moyens possibles pour entraver le libre exposé public des questions politiques provinciales par les hommes publics provinciaux pendant les élections provinciales. On nous a dit à Ottawa: "Nous avons permis à Hitler de se servir de la radio pour exposer ses théories, mais, quand il s'agira des représentants de l'autorité provinciale du Québec, ils n'auront pas droit à la radio." On refusait ainsi à la province de Québec, dans une large mesure, le droit d'entendre à la radio la discussion des problèmes provinciaux, au cours d'une élection provinciale, dans les assemblées publiques.

Je ne parle pas pour moi personnellement, car voici à mon sens un problème qui dépasse les individus. La population de la province avait le droit d'entendre l'énoncé de ses problèmes politiques à la radio, comme elle avait le droit d'entendre, par la radio aussi, les critiques de l'opposition. Refuser l'usage de la radio à une province, c'est commettre un empiètement intolérable sur ses prérogatives, sur ses droits, et c'est incompatible avec la dignité de la province. Je sais qu'on me répondra que personne ne pouvait parler sans soumettre un texte à la censure. Il nous aurait été permis de nous servir de la radio à la condition de soumettre nos textes aux censeurs.

Or, quelle était la situation? Le gouvernement fédéral avait déclaré la guerre au gouvernement provincial de Québec, par celui-là même qui était administrateur et juge de la radio. On ne pourra pas

nier que c'est un mauvais principe d'être juge dans sa propre cause, de profiter de sa situation pour bâillonner l'adversaire que l'on défie au combat, c'est antidémocratique.

J'affirme que c'est un mauvais principe pour quelqu'un qui est en autorité de se constituer le juge d'un discours que son adversaire prononcera contre lui dans une campagne électorale de dire en même temps à son adversaire: "C'est moi qui vous dirai quand frapper, comment frapper et où frapper." C'est là une question qui dépasse de beaucoup les personnes. Le gouvernement fédéral n'avait pas le droit d'être son propre juge.

Le 20 avril 1918, le journal *Le Canada* de Montréal s'opposait à la censure dans un article intitulé: "C'est parce qu'elle fut toujours au service de l'autocratie que la censure fut toujours et partout impopulaire"; et, en sous-titres: "L'histoire de la censure dans le monde - Elle fut une arme dangereuse même pour ceux qui s'en servirent - L'opinion de quelques grands écrivains français", "L'histoire de la censure", "La censure au service du despotisme". Le journal disait que lorsque le Parti libéral reviendra au pouvoir, il abolira la censure. Il cite les opinions d'écrivains français mentionnés par *Le Canada*: Chateaubriand: "Loin de calmer l'opinion, le silence imposé par la censure, ne fait que l'irriter", "La censure est par elle-même destructive de tout gouvernement constitutionnel", "La censure a perdu tous ceux qui ont voulu s'en servir". Boiste: "Les partis dominants s'arment de la censure pour étouffer la voix de leurs ennemis". Benjamin Constant: "Les censeurs sont à la pensée ce que les espions sont à l'innocence". Jules Janin: "Dans toutes nos ordures sociales, je n'ai rien vu de plus hideux qu'un censeur". Et l'éditorial se terminait pas ces mots: "La censure ne sera jamais rétablie par le Parti libéral."

Que s'est-il passé depuis? La situation faite par le gouvernement fédéral et Radio-Canada à la province de Québec était telle qu'aux dernières élections provinciales le premier ministre et procureur général de la province de Québec n'a pu se servir de la radio parce qu'on lui a posé des conditions inacceptables et intolérables. On a empêché l'irradiation d'assemblées tenues par des orateurs respectables, de crainte que le peuple de la province ne se rendît compte du mouvement de réprobation qui s'y dessinait et dont on avait peur. Pendant ce temps, on permettait à Hitler de parler librement à la radio, de dénoncer l'Empire britannique, de prononcer des discours antichrétiens, et on allait même jusqu'à laisser la radio nous

apporter les échos des acclamations que le chef de l'Allemagne recevait à Dantzig.

Pourquoi a-t-on ainsi refusé au procureur général et premier ministre de la province le droit de se servir de ce moyen public d'exposer à la population les problèmes de l'administration provinciale? Pourquoi a-t-on posé ces conditions impossibles à l'irradiation de ses discours? Pourquoi a-t-on empêché l'irradiation des assemblées?

Depuis, j'ai cru découvrir pourquoi on a établi cette censure aux discours politiques. *Le Canada* a annoncé cela au cours de la campagne: la raison de cette mesure était d'empêcher Duplessis de parler au peuple. Quelle belle raison! Quelle magnanimité! On n'a pas le droit d'étouffer ainsi la voix du peuple. On n'a pas le droit de bâillonner ceux qui veulent exposer franchement leur opinion... Il n'est pas question de personne dans les remarques que je fais, mais on n'a pas le droit d'empêcher qui que ce soit de traiter des questions politiques et d'exprimer ses opinions. La province de Québec doit nous débarrasser des obstacles à la liberté de parole.

C'est son devoir de se débarrasser de la tutelle d'Ottawa en ce qui regarde le maintien de ses droits. Personnellement, peu m'importe. Je n'ai pas d'ambition personnelle dans la politique fédérale. Il y a longtemps que je ne m'en occupe pas. Je continue de prétendre qu'il faut maintenir une démarcation bien nette entre la politique fédérale et la politique provinciale, ce qui ne veut pas dire une muraille de Chine. Si je reviens sur cette question, ce n'est pas pour blesser ni pour faire de la peine à qui que ce soit, mais c'est pour signaler un danger qui nous menace et pour condamner les méthodes que l'on a utilisées aux dernières élections provinciales. Il y a là un précédent que tous les partis doivent condamner; c'est une attitude qui ne fait pas honneur à ceux qui s'en sont servis, et qui est contraire aux principes libéraux, contraire au principe de la liberté de parole.

Il ne s'agit pas d'une question de partisanerie politique, ni des intérêts bleus ou des intérêts rouges, mais d'une question de principe qui intéresse au premier chef la liberté de parole dans notre province. Car de même qu'on a employé la censure contre l'Union nationale, il pourra venir un jour où elle pourra servir contre le gouvernement actuellement au pouvoir. Ce sera aussi injuste que ce le fut en octobre dernier. C'est pour empêcher la répétition d'une pareille violation des droits de la province que la Chambre devrait être unanime. Le devoir de la province est de se débarrasser de la tutelle fédérale. Il faut soulever cette question non pas pour causer inutilement de l'aigreur, mais pour indiquer un

danger dont les détenteurs actuels du pouvoir pourront être appelés à souffrir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

(Applaudissements) M. l'Orateur, en écoutant le chef de l'opposition, l'idée m'est venue plusieurs fois que j'aurais pu intervenir au cours de son discours pour demander de le rappeler à l'ordre. Mais je ne l'ai pas fait pour la bonne raison que l'attitude que vient de prendre aujourd'hui le chef de l'opposition montre à la Chambre que le député de Trois-Rivières grandit toutes les causes qu'il attaque et rabaisse celles qu'il défend.

Le chef de l'opposition oublie apparemment que le pays est en guerre contre les doctrines subversives de l'hitlérisme et que la censure est une nécessité qui a été reconnue par les autres pays alliés.

La province et le pays pourront constater qu'il vient de s'attaquer par des moyens indirects à l'unité nationale, aux devoirs du Canada et aux efforts du pouvoir central de participer par tous les moyens possibles au maintien de la civilisation qui est actuellement menacée dans le monde. Voilà ce qu'il vient d'attaquer une fois de plus. Le chef de l'opposition a tâché de montrer qu'il n'était pas sage de prendre les mesures nécessaires qui s'imposent en temps de guerre pour maintenir l'ordre. Le discours du chef de l'opposition est de ceux que je n'aime pas à entendre dans cette Chambre, particulièrement en temps de guerre.

M. l'Orateur, il est du devoir du Canada d'aider, par tous les moyens à sa disposition et dans la mesure de ses forces, la cause sacrée de la chrétienté et de la civilisation occidentale.

(Applaudissements à droite)

Le pays est en guerre depuis septembre dernier, et le peuple doit accepter les sacrifices nécessaires qui s'ensuivent, ce qui implique la censure des discours électoraux, afin de vaincre la barbarie dont fait preuve l'Allemagne nazie. Mon honorable ami le chef de l'opposition, dans sa dénonciation de la censure radiophonique imposée à tout le Canada pendant la guerre, sait que c'est là une des mesures prises par le gouvernement canadien dans son effort de guerre. Et il ne devrait pas s'indigner du fait qu'elle s'applique à notre province tout autant qu'aux autres provinces, pour prévenir la propagande néfaste.

De quoi le chef de l'opposition se plaint-il? Un seul de ses discours ou un seul des discours de ses partisans a-t-il été censuré à la radio injustement? Se plaint-il qu'il y ait eu un nombre d'heures insuffisant à la disposition de son parti, que les

heures de diffusion par la radio aient été mal réparties? Les discours des amis du chef de l'opposition n'ont pas été censurés. Pas un mot n'a été retranché des discours ou causeries qu'ils ont faits à la radio. La censure est-elle responsable du fait que l'Union nationale a jugé bon, durant plusieurs jours, de ne pas se servir de la radio? Je me souviens encore que l'Union nationale a retenu des heures et des heures à la radio et qu'elle ne s'en est pas servie.

On se rappelle également qu'un certain monsieur partisan de l'Union nationale - M. Coderre, je crois - venait dire chaque soir: "Nous avons réservé ce poste de telle heure à telle heure; ce quart d'heure a été retenu par l'Union nationale, mais nous ne parlerons pas", avant que l'on donnât un peu de musique.

M. l'Orateur, pourquoi le chef de l'Union nationale ne s'est-il pas servi de la radio pour prononcer les discours qu'il voulait faire? L'Union nationale n'a pas voulu profiter de la radio parce que ces messieurs de l'Union nationale ne pouvaient prononcer leurs discours devant l'électorat. Si le gouvernement d'alors n'a pas voulu profiter de la radio, c'est que les chefs de l'Union nationale ont préféré faire des discours qui ne s'entendent que dans le tapage, le chahut et la fièvre d'une assemblée populaire, mais qui ne s'écoutent pas lorsqu'on est dans le calme et la paix de son foyer. Ils avaient honte de prononcer leurs discours à la radio où l'on se sait écouté par des personnes qui sont dans leur foyer et où l'atmosphère n'est pas la même.

(Applaudissements à droite)

En imposant la censure, le gouvernement du dominion a accompli un devoir. Il était de son devoir de faire ce qu'il a fait, en prohibant la radiodiffusion des discours politiques dans les assemblées. Il ne faut pas oublier que les candidats libéraux fédéraux, lors de la dernière campagne fédérale, se sont soumis sans maugréer aux règlements de la censure. Le gouvernement s'y est soumis et il y a soumis ses membres également. Lors de la campagne provinciale, il y a soumis les membres du gouvernement de l'Union nationale et de l'opposition. Moi (l'honorable M. Godbout) et mes partisans, dit-il, avons accepté volontiers cette censure et à aucun moment, durant la dernière campagne provinciale, je n'ai trouvé à redire sur les restrictions imposées par le gouvernement fédéral¹. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous nous sommes servis de la radio pour des causeries politiques. Pour ma part, en autant que je suis personnellement concerné, j'ai soumis à la censure

tous les discours que j'ai prononcés à la radio et on ne m'a jamais retranché un mot. Je n'y ai jamais prononcé quelque chose qui fût répréhensible.

(Se tournant vers le député de Deux-Montagnes qui sourit.) Cela peut faire sourire le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), il peut trouver mes remarques plaisantes. Mais je lui dirai que si cela fut, c'est parce que mes textes ne contenaient aucun mot de répréhensible. Que le député de Deux-Montagnes, qui continue de sourire, et qui semble en douter, se serve de l'avantage qu'il a de me donner la réplique! Je le défie de relever dans les discours que j'ai prononcés à la radio une seule parole qui soit répréhensible, non seulement au point de vue libelle, mais au simple point de vue de la défense. Qu'il cite une seule parole de moi qui puisse être attaquée! C'est pour cela qu'on ne m'a pas supprimé un mot à mes discours!

(Applaudissements à droite)

Est-ce la faute de quelqu'un si l'Union nationale a refusé de se servir de la radio, jusqu'à ce que le ridicule soit assez fort pour faire comprendre à ses chefs qu'ils devaient en profiter? Nos adversaires, les orateurs de ce qui est devenu l'opposition, n'ont voulu profiter des facilités qui leur étaient offertes à la radio que vers la fin de la campagne, quand ils ont vu de quel ridicule ils se couvraient par leurs procédés. Lorsqu'ils l'ont constaté, ils ont finalement décidé de se servir de la radio.

Je dis que les déclarations du chef de l'opposition tout à l'heure - je veux les qualifier par un euphémisme - sont indécentes en cette Chambre pendant une période de guerre. Je dis que je ne voudrais pour rien au monde porter la responsabilité des paroles et des accusations du chef de l'opposition à l'égard du gouvernement de son pays qui est en guerre pour la défense de nos droits, de la démocratie et de la chrétienté, et qui poursuit son effort contre la barbarie dans le monde contre les pires éléments antichrétiens, antisociaux et antibritanniques que le monde n'a jamais connus. C'est le devoir sacré de tout Canadien de faire sa part dans la guerre qu'a entreprise l'Allemagne contre la chrétienté. L'unité nationale est le rempart de cette coopération. Un moyen d'assurer cette unité est d'empêcher les discours qui l'ont mise en péril par le passé ou qui pourraient la mettre en péril à l'avenir.

M. l'Orateur, encore une fois, je n'ai pas arrêté le discours du chef de l'opposition sur un point d'ordre, parce que je voulais voir jusqu'où l'ancien premier ministre pourrait aller sur le sujet. Pareille censure a été appliquée pendant les dernières élections fédérales et tous l'ont acceptée, sauf le chef

de l'opposition. J'avais raison de dire, au début de ces remarques, que le chef de l'opposition a une façon à lui de rabaisser les causes qu'il défend et de grandir celles qu'il attaque. Chaque fois que l'ancien premier ministre ouvre la bouche pour défendre une cause, il la rabaisse à son niveau et la déprécie².

(Applaudissements à droite)

Les paroles du chef de l'opposition sont inconvenantes en temps de guerre. Le chef de l'opposition a dit qu'il était terrible d'avoir laissé Hitler radiodiffuser ses discours anti-anglais, alors qu'on lui refusait le privilège d'exposer à la province de Québec les problèmes du plus grand intérêt. Chaque cause qu'essaie de plaider le chef de l'opposition se voit élevée proportionnellement à l'éloquence qu'il déploie pour la défendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous venez d'entendre un discours de premier ministre de cette province. Le chef du gouvernement nous dit toujours vouloir faire respecter le décorum de cette Chambre. Il nous dit qu'il est poli et qu'il respecte ses adversaires. On a vu comment le champion de la distinction et des bonnes manières a employé à mon endroit des expressions tout à fait douces. Je lui laisse cette tactique et je laisse à la Chambre le soin d'apprécier les expressions savoureuses, aimables, polies qu'il vient d'employer parce que je réalise dans quelle situation il se trouve. Le discours du premier ministre n'est que du vent.

Car pourquoi cette fureur soudaine du premier ministre? Parce que j'ai réclamé la liberté de parole, le droit pour la province de Québec de se servir de la radio pour discuter ses problèmes, le droit pour la province de Québec d'entendre ses hommes politiques discuter les questions provinciales! Est-ce une chose si mauvaise? Est-ce mal de dire que les hommes publics de la province de Québec doivent avoir autant de droits que Hitler et les communistes à discuter les problèmes qui intéressent la population québécoise? Je n'ai pas réclamé l'exercice d'un droit seulement pour un député, seulement pour un chef de parti.

J'ai réclamé pour le premier ministre de la province, pour le procureur général de la province, de pouvoir s'exprimer à la radio. Tout ce que j'ai réclamé, je l'ai réclamé pour le peuple de la province de Québec, qui veut entendre à la radio les discours publics de ses représentants. La province de Québec a le droit d'être renseignée par la radio sur des questions d'intérêt public. Est-ce un mal pour la province de Québec?

Le premier ministre a parlé de la cause du maintien de la civilisation. Le maintien de la civilisation,

mais j'en suis. Et c'est parce que j'en suis que je trouve que la meilleure façon de sauver la démocratie, c'est de la faire respecter dans notre province. Pourquoi défendre la démocratie si on ne la respecte pas dans la province de Québec? Lorsque je parle de cet état de choses, il n'est pas question de politique. Je parle pour montrer un danger sans précédent.

Nous sommes pour le maintien de l'ordre social et de la démocratie. Et c'est justement pour cela que nous disons que la meilleure façon de sauver la démocratie et la liberté, c'est d'abord de respecter chez nous la démocratie. Encore une fois, qu'est-ce qu'il y a de mal de demander pour le premier ministre d'une province les mêmes droits que l'on donnait à Hitler? Qu'est-ce qu'il y a de mal de demander qu'on ne viole pas les droits de la démocratie?

Je regrette pour le premier ministre la position qu'il a prise. Au lieu de répondre, le chef du gouvernement a parlé de la guerre. Je n'en avais cependant pas dit un mot. Personne n'avait parlé du conflit mondial. Pourquoi soulever ainsi la flamme des préjugés? Il n'y a pas lieu de le faire. C'était pour se servir de l'une de ses aimables expressions de la "politique indécente". Le premier ministre vient de démontrer la faiblesse de sa cause par la tournure peu relevée qu'il a donnée au débat.

Quant à nous de l'opposition, nous sommes fiers d'avoir demandé, pour la province de Québec, la sauvegarde de ses institutions démocratiques et de la liberté bien comprise. Tout ce que nous voulons, nous, de ce côté-ci de la Chambre, c'est la conservation de la liberté de parole bien comprise. Le jour n'est pas éloigné où nous verrons prendre des mesures constitutionnelles pour faire respecter les droits de la province de Québec à la radio, pour renseigner la population du Québec sur des questions d'intérêt public et pour utiliser la radio dans l'intérêt de la province au cours des élections provinciales. La question en jeu est celle de la liberté de parole dans un pays libre, et je cherche à obtenir pour le peuple de Québec le droit d'entendre ses hommes publics à la radio.

La motion est adoptée.

Loi des optométristes et opticiens

M. Dumoulin (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 modifiant la loi des optométristes et opticiens soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Mont Tremblant

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 érigeant la municipalité de Mont Tremblant, dans le comté de Terrebonne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Shawinigan Falls

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies.

Adopté.

En comité³:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Le règlement numéro 419 de la cité de Shawinigan Falls, pourvoyant à une évaluation fixe, pendant une période de dix années, des biens imposables possédés pour fins industrielles par The Shawinigan Water and Power Company, Consolidated Paper Corporation Limited, Shawinigan Chemicals Limited, The Wabasso Cotton Company Limited et Canadian Caborundum Company Limited (reproduit comme cédule de la présente loi), est confirmé, ratifié à toutes fins que de droit et déclaré obligatoire pour la cité de Shawinigan Falls, pour les compagnies mentionnées dans ledit règlement, pour les successeurs et ayants cause de ces compagnies et pour tous les contribuables intéressés."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit dans ce bill d'une commutation de taxes accordée à certaines compagnies industrielles. Lorsque le bill est

venu devant le comité des bills privés, j'ai demandé qu'il soit dit dans le bill que les compagnies soient mises dans l'obligation de payer des salaires raisonnables. Mon amendement a alors été refusé. À Shawinigan, d'une manière générale, les compagnies, sauf de rares exceptions, ont collaboré avec l'autorité municipale. Mais je redemande ici ce qu'on m'a refusé au comité des bills privés. Je redemande qu'une clause soit insérée dans le bill par cette Législature, clause garantissant des salaires raisonnables aux ouvriers et garantissant les opérations régulières des compagnies concernées par l'entente. Lorsqu'on accorde une commutation de taxes à une compagnie, on le fait en considération du travail et des salaires qu'elle peut donner.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je comprends que, pour ce qui concerne le travail, les compagnies sont intéressées autant que les ouvriers. Il n'y a pas de compagnies qui tiennent à laisser leurs usines fermées. S'il arrivait des accidents comme celui-là, ce ne serait pas par le désir des usines, ni par le désir de la population. Quant aux salaires raisonnables, ce n'est pas nécessaire. Les lois de la province, les contrats collectifs et les ordonnances de l'Office des salaires raisonnables y pourvoient déjà. Les compagnies n'ont pas le droit de payer les salaires qui ne sont pas conformes à la loi des conventions collectives de travail et à la loi des salaires raisonnables. Il est donc inutile de le dire dans le bill et l'amendement suggéré paraît inutile.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est intéressant d'entendre le ministre de la Voirie nous faire ainsi un compliment. Je le remercie d'avoir dit que les compagnies devaient payer des salaires raisonnables en vertu des lois de l'Union nationale. Le ministre admet que le gouvernement de l'Union nationale menaçait continuellement les trusts et que ses lois assurent déjà des conditions raisonnables aux ouvriers. Mais je crois qu'il convient de prendre des mesures maximums pour assurer ces bonnes conditions aux ouvriers. Nous ne prenons jamais trop de précautions.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je ne crois pas aux menaces de l'Union nationale contre les industries. Le chef de l'opposition dit: "Ce sont nos lois qui pourvoient aux salaires raisonnables." Je dis que des menaces inutiles comme celle-ci, qu'on a faites pendant trois ans, n'impressionnent plus guère l'Assemblée législative. Elles n'impressionnent pas non plus les

manufacturiers. Je ne pense pas que les pourfendeurs de ces trois dernières années aient pourfendu beaucoup de compagnies. La loi des conventions collectives a été passée et établie par le Parti libéral, longtemps avant que le gouvernement très éphémère du député de Trois-Rivières ne soit venu au monde. Les menaces inutiles n'impressionnent donc plus personne. On n'a pas besoin de fouets de laine d'angora.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre se contredit lui-même. Après avoir dit que nous étions au service des trusts, quand nous étions au pouvoir, il déclare aujourd'hui que nous avons menacé les industries. Il admet que l'Union nationale menaçait les capitalistes, qu'elle menaçait les trusts. L'Union nationale n'était donc pas à genoux devant les compagnies.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oh! Oui... (Faisant le geste de tirer avec une arme) "Boum"!

Les députés rient.

M. Beaulac (Saint-Maurice): Le bill doit être accepté tel que rédigé. Cette loi est présentée pour confirmer un règlement intervenu entre le conseil de ville et les compagnies industrielles⁴. Le règlement a été soumis au peuple, et deux contribuables seulement ont voté contre. Pour l'information de cette Chambre, je dois dire que les compagnies industrielles paient 82 % des taxes à Shawinigan.

Je dois ajouter, de plus, pour répondre à l'honorable chef de l'opposition, que nos compagnies de Shawinigan n'ont pas eu besoin du gouvernement de l'Union nationale pour donner des salaires raisonnables, quand les conditions économiques le permettaient.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 6, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Beaulac (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saint-Simon-de-Drummond

M. Rajotte (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond.

Adopté.

En comité⁵:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Les dispositions de l'article 1 de la présente loi et les exemptions y contenues, s'appliqueront aux rôles d'évaluation et de perception des corporations municipales et scolaires de Saint-Simon-de-Drummond pour l'année 1938, et les périodes respectives durant lesquelles lesdites dispositions et exemptions doivent s'appliquer seront censées avoir commencé à courir à compter de l'année 1938."

M. Rajotte (Drummond): Il s'agit d'une municipalité qui vient d'aider l'autre à vivre et la Chambre ne doit pas hésiter à accorder la requête.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose à cette disposition du bill.

M. Rajotte (Drummond): Le bill a été adopté à l'unanimité au comité. Le chef de l'opposition s'est penché vers le maire de Saint-Simon; et, quand il a vu que le maire était un de ses bons amis, un partisan éprouvé - comme Chateaubriand en voyant madame Récamier sur son divan -, il a souri amoureuxment et il a laissé passer le bill auquel il s'objecte maintenant...

(Rires à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) trouve le délai trop long et demande que cette exemption de taxes pour 20 ans soit réduite à cinq ans.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) répond qu'il n'est pas un accordeur d'exemptions, mais, pour mettre tout le monde d'accord, il suggère de réduire le délai de 20 ans à 10 ans.

Il propose en conséquence que l'article soit amendé en y ajoutant les mots "pour se terminer le premier janvier 1948, nonobstant toute disposition contraire dans les règlements."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Rajotte (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission scolaire de La Tuque

M. Guibord (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 ratifiant la résolution adoptée le 29 janvier, 1940, par les commissaires d'écoles de la ville de La Tuque.

Adopté.

En comité⁶:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit encore d'une exemption de taxes accordée à la Brown Corporation au Community Club et au Nurses Home. Je crois que nous devrions adopter le même principe que pour le bill précédent.

Le comité ne retient pas la suggestion du chef de l'opposition.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Guibord (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société des comptables agréés

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec.

Adopté.

En comité⁷:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 10 de la loi 43-44 Victoria, chapitre 88 est remplacé par le suivant:

"10. À toute assemblée de l'association, les membres présents formeront le quorum et pourront faire et accomplir tous actes qui devront être faits à toutes telles assemblées, soit en vertu du présent acte, soit en vertu d'aucun règlement de ladite association."

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est extraordinaire! Voici un bill où on déclare que le conseil de l'association pourra disposer sans restriction de l'actif de la Société et que le quorum sera le nombre des membres de l'assemblée. C'est la première fois que je vois des demandes aussi audacieuses.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je pratique le droit depuis longtemps et j'ai vu souvent des corporations demander cette disposition dans leurs chartes, ce qui ne leur a causé aucun embarras.

M. Gagnon (Matane) s'étonne également qu'on ne fixe pas le quorum. Un seul membre, dit-il, pourra former quorum, alors qu'on accorde des pouvoirs extraordinaires à l'association. On devrait au moins dire que le nombre des membres présents devra être de dix. Combien la Société a-t-elle de membres?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Les 400 membres de l'association sont disséminés dans tous les endroits de la province.

M. Gagnon (Matane): Raison de plus s'ils sont 400.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Autrefois, le quorum mentionnait le tiers des

membres. Il est pratiquement impossible de l'obtenir. C'est pour cette raison que la charte de l'association a été amendée. Au comité, M. Maurice Samson, de Québec, président de la Société, a déclaré que les comptables agréés désiraient voir dans leur charte la disposition qui a été adoptée.

M. Samson est un comptable dont la réputation est connue dans tout le pays, qui occupe une situation en vue en ce moment⁸, et son opinion, sur ce point, vaut mieux que tous les arguments que je pourrais faire. Si la Société et son président, M. Maurice Samson, sont satisfaits de cet amendement, la Chambre devrait l'être.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Démétrius Coulouridès

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Victoriaville

M. Houde (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en comité plénier de la Chambre pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Adopté.

En comité⁹:

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

M. Houde (Mégantic) propose, en amendement, d'ajouter le nouvel article suivant, qui se lit comme suit:

"5. La ville de Victoriaville est autorisée, à défaut d'entente avec le propriétaire, à exproprier le terrain sur lequel est érigée ladite bâtisse municipale, lequel terrain est connu et désigné ainsi:

"Un terrain situé sur la rue Monfette, en la ville de Victoriaville, connu et désigné au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, comme faisant partie du lot numéro quatre cent soixante (460), comprenant deux cent soixante-dix (270) pieds de longueur sur la rue Monfette, du Ruisseau vers la rue Alice, et cent vingt-cinq (125) pieds de profondeur du chemin, lequel terrain a été acquis le trentième (30) jour d'octobre mil neuf cent trente-neuf par Romain St-Arnaud de A. Houle en vertu d'un acte de vente sous seing privé.

"L'indemnité à payer pour ledit terrain sera fixée par trois arbitres, dont l'un sera choisi par la ville de Victoriaville, le deuxième par la partie expropriée. Si l'une des parties refuse de choisir son arbitre, après avoir été requise par un avis de dix jours, l'autre partie, au moyen d'une requête sommaire signifiée à la partie adverse, pourra s'adresser à un juge de la Cour supérieure, qui nommera tel arbitre.

"Le troisième arbitre sera choisi par les deux arbitres déjà nommés et, à défaut d'entente entre eux, par un juge de la Cour supérieure.

"Les arbitres procéderont au temps et au lieu fixés par eux, et dont ils donneront avis écrit d'au moins dix jours aux parties.

"Après enquête, les arbitres rendront leur décision sur l'indemnité à payer, et cette décision sera finale et sans appel.

"Sur le paiement ou l'offre légale du montant de l'indemnité convenue ou fixée, la ville de Victoriaville sera déclarée propriétaire dudit terrain¹⁰."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Aux termes de l'article 495 du Règlement, il faudrait produire devant le comité un plan du terrain à exproprier. Les personnes intéressées n'ont pas été averties à temps pour présenter leurs objections devant le comité des bills privés; elles demandent à être entendues et le seul moyen de leur fournir ce privilège est de renvoyer le projet de loi au comité des bills privés.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) fournit quelques explications.

M. Morin (Champlain) suggère, comme le chef de l'opposition, que le bill soit référé au comité des bills privés. Il y a, dit-il, des citoyens de Victoriaville qui s'opposent à l'amendement. Ils sont plusieurs intéressés et l'adoption de la clause leur porterait préjudice. Il serait opportun de les entendre.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): La ville est propriétaire d'une bâtisse sur un terrain qui ne lui appartient pas et qui se trouve dans un quartier où il y a peu de constructions. La seule personne qui pourrait s'opposer à l'expropriation est le propriétaire du terrain qui peut lui attribuer plus de valeur que les autorités municipales. Il pourra toujours contester l'évaluation. Ce n'est pas à nous de déterminer la valeur du terrain, mais le tribunal devant lequel se fera l'expropriation.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est), l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe), l'honorable M. Girouard (Arthabaska), M. Morin (Champlain), et M. Leduc (Laval) prennent part au débat.

M. Morin (Champlain) insiste pour demander le renvoi du projet de loi au comité des bills privés, conformément aux règlements.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) consent à la demande du député de Champlain.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que l'ordre du jour appelant l'étude en comité plénier du bill 141 modifiant la charte de la ville de Victoriaville soit révoqué.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Séminaire de Nicolet

M. Biron (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 171 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Biron (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Laurent

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent (3 George V, chapitre 71) et ratifiant une résolution de la ville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Louis Cohen

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 changeant le nom de famille de Louis Cohen et autres en celui de Mescon.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Hartt (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de The Roberval and Saguenay Railway Company

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.

Adopté.

En comité¹¹:

Le comité étudie le second paragraphe de l'article 1, qui se lit comme suit:

"16. The Roberval and Saguenay Railway Company peut continuer les travaux qu'elle est autorisée à exécuter et ces travaux devront être terminés avant le 24 mars 1945."

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer que depuis une vingtaine d'années qu'il est en Chambre, on revient invariablement chaque année demander l'extension du délai pour la construction de ce chemin de fer. Cela fait songer au pont de Caughnawaga¹². Un ancien ministre avait présenté à chaque session, pendant cinq ans, un projet de loi relatif à la construction de ce pont. Une année, le pont devait être construit de telle façon. L'année suivante, le ministre mettait une autre loi dans les Statuts pour dire que le pont serait placé de telle autre façon. Et ainsi de suite. Nous avons déjà le "Pont des Soupirs" et voilà qu'on voulait nous doter du "Pont des Statuts". Aurons-nous par-dessus le marché le "Chemin de fer des Statuts"? C'est un principe dangereux de prolonger indéfiniment et indûment les délais; on finit parfois simplement par créer des valeurs de nuisance sans avantage pour le public. Le gouvernement ne devrait donc pas permettre qu'on construise ainsi des chemins de fer de "Statuts". Je sais que les Statuts seront peut-être le seul monument que le gouvernement actuel laissera, mais encore faut-il que ce soient de bons Statuts.

M. Leduc (Laval): La compagnie exploite un chemin de fer qui rend de grands services, notamment à Arvida. La compagnie projette de nouveaux projets, il convient de lui accorder un nouveau délai. Il s'agit seulement d'un petit embranchement qui sera construit d'ici cinq ans¹³.

L'article 1 est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Fillion (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe

(l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à quatre heures demain après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15¹⁴.

NOTES

1. Dans *La Tribune* du 25 avril 1940, à la page 1, on rapporte que M. Sauvé "accueillit ces mots d'un rire bruyant".

2. Alexis Gagnon, correspondant du *Devoir* du 25 avril 1940, à la page 6, a noté que le premier ministre a répondu au chef de l'opposition "sur un ton agressif et de mauvaise humeur".

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Casgrain (Gaspé-Nord).

4. Selon *Le Soleil* du 25 avril 1940, à la page 10, cette intervention est attribuée à M. J.-E. Guibord, député libéral de Laviolette.

5. Voir note 3.

6. Voir note 3.

7. Voir note 3.

8. *Le Canada* du 25 avril 1940, à la page 9, précise que cette "situation en vue" est celle de contrôleur de l'industrie du cuir, pendant la guerre. Il a été nommé à ce poste par le gouvernement fédéral et le remplit sans rémunération.

9. Voir note 3.

10. *L'Action catholique* du 25 avril 1940, à la page 11, donne un résumé du contentieux relatif à cet article: "(...) article donne à la ville le droit d'exproprier le terrain sur lequel est construit une bâtisse municipale. Lorsque la bâtisse a été construite, elle devait servir à l'établissement d'une nouvelle industrie à Victoriaville. Un citoyen avait offert à la ville de fournir le terrain gratuitement. La

ville a commis l'imprudence de bâtir sur cette promesse, sans se faire donner le terrain par acte authentique. Depuis, la ville a décidé que la bâtisse servirait non plus pour une industrie, mais pour fins municipales. Quelqu'un acheta le terrain du propriétaire qui devait le donner à la ville en considération de l'établissement d'une industrie nouvelle, et il réclame maintenant un gros montant de la ville pour ce terrain.

"Le comité des bills privés avait accepté d'adopter l'article, mais il avait exigé qu'il soit amendé de façon à définir le terrain de façon légale, par la description cadastrale, les tenants et aboutissants. Il avait été entendu que l'amendement serait présenté devant la Chambre avant la troisième lecture."

11. Voir note 3.

12. Il s'agit du pont Mercier.

13. Le député Leduc est le président du comité des chemins de fer.

14. La séance s'est levée à 5 h 05, selon *Le Soleil* du 25 avril 1940, à la page 10, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 13; et à 5 h 10, selon *L'Action catholique* du même jour, à la page 11.

Séance du jeudi 25 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 4 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes²!

Rapports de comités:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 166 concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 16 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement.

La recommandation suivante est adoptée après division:

Votre comité recommande de prolonger au 16 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

M. Gagnon (Matane) critique cette suggestion et ce qu'il appelle la lenteur ministérielle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Législature n'est pas convoquée seulement pour étudier des bills privés, et c'est ce que nous avons fait, ou à peu près, depuis le début de la session. Le gouvernement passe le temps en présentant des bills privés et il laisse de côté les bills publics. La Législature siège depuis le 20 février, soit 10 semaines. Les pétitionnaires ont eu tout le temps voulu pour présenter leurs bills et l'on veut encore étendre les délais. C'est parce que le gouvernement n'a à peu près rien fait que sa législation n'est pas prête. Le gouvernement n'est pas prêt, c'est clair. La seule chose que l'on a économisée, jusqu'ici, c'est la parole donnée que la législation serait prête.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je comprends difficilement cette attitude du chef de l'opposition. Il se plaint du retard de la législation; on discute à perte de vue sur l'acceptation des bills et on vient ensuite se plaindre du retard! Le gouvernement a un grave problème à régler et j'espère que je serai bien compris en prenant cette attitude.

Le rapport est adopté.

**Règlement No 260 de
Drummondville**

M. Rajotte (Drummond) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 172 pour valider le règlement No 260 de la cité de Drummondville, établissant une évaluation fixe jusqu'au 1^{er} janvier 1946, pour les établissements industriels de la cité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à la suspension des règlements pour la présentation d'un bill d'exemption de taxes. M. l'Orateur, je trouve cette procédure irrégulière³. Il énumère les grandes industries de Drummondville. On demande d'accorder des faveurs à des compagnies. Mais le gouvernement nous fait-il siéger pour accorder des faveurs aux compagnies? Pendant ce temps-là, la législation publique est en retard; on est donc prêt à suspendre tous les bills publics pour faire place à ces bills d'importance, mais qui ne sont après tout que des projets de loi d'intérêt privé. Nous devrions étudier la législation du gouvernement, qui n'est pas prête.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La meilleure manière de procéder avec rapidité est de ne pas faire opposition aux lois.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Si on regarde le *Procès-verbal*, on constatera que, malgré les grands discours du chef de l'opposition, nous ne sommes qu'à la 23^e séance de la Chambre et les députés n'ont pas droit d'être payés avant la trentième. Dès aujourd'hui, le lieutenant-gouverneur sanctionnera encore une douzaine de lois adoptées par les deux Chambres. Le chef de l'opposition a changé d'opinion en changeant de côté. La procédure que l'on propose est la procédure habituelle. La motion de l'honorable député de Drummond n'est qu'une pure formalité et nous ne nous prononçons pas sur le mérite du bill.

Adopté.

M. Rajotte (Drummond) présente, en conséquence, le bill 172 pour valider le règlement No 260 de la cité de Drummondville, établissant une évaluation fixe jusqu'au 1^{er} janvier 1946, pour les établissements industriels de la cité.

Accordé sur division. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

Mérite agricole, 1938-1939

L'honorable M. Godbout (L'Islet) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: le Mérite agricole, 1938-1939. (Document de la session no 27)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:
- bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province.

Emprunts rachetables par anticipation

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande la permission de présenter le bill 4 concernant les emprunts rachetables par anticipation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait observer que le bill n'est même pas déposé et que nul bill, suivant les règlements, ne peut être présenté en blanc et de manière incomplète à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Du moment que le chef de l'opposition a de l'objection, je consens à suspendre le bill, la première lecture du bill⁴.

Conseil supérieur du travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 22 instituant le Conseil supérieur du travail.

Le but du Conseil supérieur du travail sera de conseiller l'administration publique sur la législation sociale et sur les problèmes que pose sa mise en vigueur. Il sera formé de 24 membres, dont huit représenteront l'élément patronal, huit, l'élément salarié, et huit, les sociologues et les économistes. Pour qu'une proche collaboration s'installe, les départements du Travail et du Commerce seront représentés au Conseil par trois membres associés. Le Conseil supérieur devra nommer, à partir de ses membres, un comité permanent spécialement chargé de procéder rapidement à des travaux de recherches et d'enquêtes pour le Conseil. Les membres du Conseil supérieur et du comité permanent ne recevront aucun salaire. Ces deux organismes disposeront du personnel qualifié nécessaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sûreté provinciale

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 23 de la sûreté provinciale et de la police des liqueurs.

La loi de la Sûreté, sanctionnée le 8 avril 1938, est entièrement abrogée sauf une section. On abolit les fonctions énumérées à l'article 10 de la loi actuelle, soit les fonctions de "commissaire" et de "commissaire adjoint", ainsi que celles de "surintendant à Montréal" et de "surintendant à Québec", de façon à créer dans la province une

Sûreté qui aura à sa tête un directeur général résidant à Montréal, et un adjoint, à Québec. Les mots "Commissaires de la Sûreté" ont été jugés non appropriés aux fonctions par le gouvernement. Le bill donne de préférence aux chefs de la Sûreté le titre de directeurs. D'autres postes secondaires, que j'énumérerai plus tard, sont également abolis. La police des liqueurs est séparée de la Sûreté.

En second lieu, depuis de nombreuses années, les dépenses de la Sûreté, en vertu de l'article 24, étaient payées à même le revenu consolidé de la province. En d'autres termes, le département du procureur général avait un blanc-seing qui lui permettait de dépenser sans limites...

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. On ne peut entamer de débat sur la première lecture d'un projet de loi. Le bill a été soumis à la Chambre, nous n'avons pas demandé d'explications ni posé de questions sur cette première lecture, et le procureur général fait un discours pour critiquer les lois antérieures en nous plaçant dans la position de ne pouvoir lui répondre. En vertu des règlements, on n'a pas le droit, sur la première lecture du bill, de provoquer un débat et de critiquer une loi antérieure quand il sera interdit à l'opposition de répondre à ce stade de la procédure. Et le procureur général attaque notre loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition va trop loin quand il veut empêcher un ministre de donner à la Chambre les grandes lignes et les principes d'un projet de loi qu'il présente en première lecture. Le procureur général ne fait qu'expliquer les principes de son bill et ce droit lui est conféré par les règlements. Il y a une motion devant la Chambre, et il n'y a rien dans les règlements qui empêche celui qui fait une motion d'exposer sa motion. Le fait d'exposer une motion ne constitue pas un débat. Il ne s'agit pas d'une critique ou d'un débat, mais d'un exposé général sur les changements qu'apporte la loi. D'ailleurs, c'est la pratique qui a toujours été suivie depuis que je suis ici, depuis 1912...

M. Gagnon (Matane) appuie le point d'ordre du chef de l'opposition. C'est l'usage, dit-il, sur la première lecture de ne donner que quelques mots d'explication. Nous n'aurions pas formulé d'objections à ce que le procureur général prolonge ses explications s'il n'avait pas accompagné son exposé de certaines critiques des législations antérieures. Le procureur général ne peut entrer dans

le vif de la discussion de sa loi en ce moment et doit se contenter de quelques mots d'explication.

M. l'Orateur: Selon l'article 212 du Règlement, le ministre a le droit d'expliquer l'objet du bill qu'il présente et il a aussi le droit de dire quelles sont les différences essentielles entre cette nouvelle législation et l'ancienne. Les règlements ne prohibent pas l'exposé d'une motion, sa discussion, ni même son amendement. La première lecture d'un bill est assimilée, en fait, à une motion. On peut donc l'exposer, et ce n'est pas le temps plus ou moins long accordé à cet exposé qui peut changer l'esprit du Règlement. L'honorable procureur général a donc certainement le droit de donner des explications suivant la coutume à la première lecture. Le point d'ordre est rejeté.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je n'ai attaqué aucune loi. Je voulais simplement montrer les différences essentielles entre l'ancienne loi et la nouvelle, pour faire comprendre les dispositions du bill que je présente.

Je disais donc que sous l'ancienne loi votée en 1938, sous le gouvernement Duplessis, les dépenses de la police étaient payées à même le fonds consolidé du revenu. Ceci permettait au département de dépenser sans limites pour la police. C'était un mandat en blanc. C'est pourquoi nous avons inséré dans notre nouveau projet de loi l'article 23 qui dit: "Toutes les dépenses occasionnées pour l'organisation et le fonctionnement de la Sûreté et généralement pour l'application de la présente loi sont payées à même les fonds affectés annuellement à cette fin." Désormais, toutes les dépenses de la Sûreté seront payées à même un fonds voté annuellement et déterminé dans le budget, de façon à ce que les Chambres aient le contrôle de ces dépenses. La Sûreté devra se conformer à ce budget.

Une troisième différence très importante. Nous détachons la police des liqueurs de la Sûreté provinciale, parce que nous estimons que l'indépendance de ces organismes à fonctions diverses est d'intérêt public. Il est en effet d'intérêt général que ces deux corps de police ne forment pas un tout. Il est évident que la recherche des offenses commises en vertu de la loi des liqueurs diffère dans son but et ses méthodes des enquêtes faites par la Sûreté pour offenses criminelles.

En ce qui concerne la police des liqueurs, la province sera divisée en deux districts, avec un directeur à Montréal et un directeur à Québec. Ce sont là les principales différences.

Je n'ai pas voulu critiquer des lois antérieures relatives à la Sûreté provinciale. Je n'ai fait qu'exposer la loi que nous soumettons à cette Chambre.

Je suis convaincu et je puis assurer la députation que, grâce à cette nouvelle législation, la province de Québec aura un corps de police sur lequel elle pourra compter et qui inspirera confiance à la population.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général a parlé de mandat en blanc. De notre temps, avec notre loi, il n'y avait pas de mandat en blanc. Avec la loi que l'on veut faire voter, il pourra y en avoir, parce que le fait d'intercaler dans la loi une disposition à l'effet que les crédits de la Sûreté devront être votés chaque année dans le budget, n'empêchera pas l'autorisation de dépenses sans limites, puisque le gouvernement peut recourir aux mandats spéciaux.

En temps et lieu, nous établirons, nous prouverons que notre loi était supérieure à celle que l'on nous soumet aujourd'hui. Dès maintenant, je fais remarquer la dernière déclaration du ministre. Il parle d'améliorer notre corps de police. Je lui réponds que le meilleur moyen d'améliorer la police provinciale, c'est d'avoir une loi honnête et de commencer par nommer des honnêtes gens à la tête de ce corps de police. Ce n'est pas ce que fait le gouvernement.

M. l'Orateur: Je ferai remarquer au chef de l'opposition que le procureur général n'a pas soulevé de débat. Il s'est contenté d'expliquer son projet de loi.

Le chef de l'opposition, comme il l'a lui-même fait remarquer, n'a pas le droit de soulever un débat sur la première lecture.

M. Gagnon (Matane): Si le procureur général n'avait pas parlé de mandat en blanc, on n'aurait pas besoin de parler ainsi.

Accordé. Le bill est lu une première fois⁵.

Lots dans Lachine

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'acte de vente, reproduit comme cédule A de la présente loi, passé devant W. F. Lighthall, notaire, le 6 décembre 1904, enregistré sous le numéro 110741, par Donald Thierry à Matthew C. Thierry d'un septième indivis du terrain alors connu comme lots numéros mille quatorze, mille dix-sept, mille dix-neuf et mille vingt des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et l'acte de vente, reproduit comme cédule B de la présente loi, passé devant E.-R. Decary, notaire, le 23 janvier 1906, enregistré sous le numéro 119852, par Matthew C. Thierry, dame Caroline Thierry, épouse de Malcolm Hodge et ledit Malcolm Hodge, agissant tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, Maximilian Thierry, dame Amelia Thierry, épouse de John Waters et ledit John Waters, agissant tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, William Thierry, Elizabeth Thierry, épouse de Hugh McColl, et ledit Hugh McColl, agissant tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, à Walter R. Baker et autres, fidéicommissaires, de la totalité desdits lots, sont ratifiés, validés et confirmés avec effet à compter des dates respectives de la passation desdits actes de vente; et le titre aux propriétés vendues par lesdits actes de vente a été dévolu aux acquéreurs d'iceux à compter des dates respectives de ces actes de vente, nonobstant tout ce qui est contenu dans toute loi sur les droits sur les successions."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici un bill extraordinaire! On nous demande de ratifier certains actes passés devant notaire en 1904 et en 1906, il y a, par conséquent, plus de 30 ans. Ce projet de loi est diffus et, tel que libellé, il est dangereux. Le préambule ne nous donne pas tous les renseignements nécessaires. Le préambule dit qu'il s'est élevé des doutes sur la validité des contrats à ratifier parce qu'à la mort du propriétaire des lots en question, les droits de succession n'ont pas été acquittés, tout enregistrement de droits réels sur ces lots ne saurait être valide. Le préambule nous dit que les droits ont été entièrement payés plus tard. Et l'on veut nous faire ratifier ces contrats passés en 1904 et en 1906, nous faisant ratifier du même coup tous les autres contrats qui ont pu être passés au sujet des mêmes immeubles depuis 1936. C'est très grave, ce qu'on nous demande de faire. Il peut y avoir des droits de mineurs à ratifier. Nous ne savons pas tout ce que nous sommes appelés à ratifier.

Et surtout, le préambule ne nous décrit pas suffisamment la situation juridique des immeubles. Il appert que l'enregistrement des titres, qui remontent à plus de 36 ans, n'a pas été fait et que les droits de succession dus à la province n'ont pas été payés. Ce n'est pas clair. Le préambule dit en toutes lettres qu'on ne connaît pas la situation juridique des immeubles. On dit que les lots sont tombés dans la communauté de biens parce qu'ils appartenaient audit feu Maximilian Thierry et se trouvaient en sa possession légale avant son mariage, ou lui sont échus subseqüemment par succession ou à titre équivalent.

Il n'y a rien de précis. On nous demande de ratifier toute une série de contrats sans connaître l'histoire juridique des immeubles. On veut faire valider des contrats qui sont illégaux. Il nous faudrait le contrat de mariage de la communauté de biens mentionné dans le bill. Y en avait-il un? Si oui, il faudrait le produire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Ce n'est pas nécessaire. Il ne s'agit pas de ratifier le contrat de mariage, s'il y en a eu un, mais seulement deux contrats qui sont annexés au bill. Je n'ai rien eu à voir avec la rédaction du préambule. Mais il s'agit simplement, étant donné que les droits de succession, qu'on n'avait pas acquittés d'abord parce qu'on croyait ne pas les devoir, sont maintenant entièrement acquittés, de suppléer à la légalité de certains contrats qui ont été passés avant que les droits ne soient payés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) insiste pour que l'on produise le contrat de mariage. Tant qu'on n'aura pas, dit-il, produit le contrat de mariage ou qu'on ne nous aura pas expliqué clairement la situation juridique des immeubles en question, je n'accepterai certainement pas ce bill, à moins qu'on n'y insère un amendement disant que la ratification ne vaut qu'en autant qu'il s'agit de suppléer au défaut de forme résultant du non-paiement des droits de succession et à condition que ces droits aient été entièrement payés. Pourquoi ne nous donne-t-on pas les renseignements nécessaires? Est-ce qu'il y aurait quelque chose à cacher? Y aurait-il anguille sous roche?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) dit qu'il ne sait pas où se trouve ce contrat de mariage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'on ne produit pas le contrat de mariage ou si l'on n'amende

pas le bill à l'effet que l'on ne ratifiera que le défaut d'enregistrement des titres, le bill ne passera pas. S'il faut parler jusqu'à la fin de la séance pour que le bill ne passe pas, nous allons parler jusqu'à l'ajournement de la Chambre, et le bill ne pourra être adopté. Car c'est de notre devoir de ne pas laisser passer ce bill avant d'avoir eu les explications nécessaires. Nous risquons de dépouiller des mineurs; des gens de bonne foi ont pu faire des transactions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si on ne veut pas produire le contrat de mariage, il doit en effet y avoir anguille sous roche.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi le député de Deux-Montagnes a-t-il voté pour le bill, s'il est maintenant contre? Pourquoi n'a-t-il pas fait inscrire son amendement au comité? Nous avons des comités parlementaires qui ont justement pour fonction d'étudier les bills à la lumière des renseignements fournis par les intéressés. À présent, les intéressés ne sont plus ici et il est dangereux d'amender un bill en l'absence des intéressés. La Chambre devrait se conformer au rapport de son comité qui a recommandé l'adoption de ce bill. Nous voulons simplement confirmer le jugement que le représentant de Deux-Montagnes a donné au comité!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'étais au comité des bills publics lorsque le projet y a été étudié. J'ai voté le bill suivant les représentations qui ont été faites par les avocats des intéressés. Ils ont expliqué le bill et ont déclaré qu'il s'agissait simplement de suppléer au défaut de forme résultant du non-paiement des droits, et que les droits ont été payés plus tard. J'ai accepté ces explications. Mais je me demande s'il n'y a pas d'autres causes pour que l'on refuse un amendement aussi sain que celui du chef de l'opposition.

Pourquoi ne veut-on pas insérer son amendement, puisqu'il est absolument conforme à ces explications? Je commence à me douter, moi aussi, qu'il y a d'autres motifs au bill que ceux qui ont été présentés au comité et sur lesquels j'ai voté... Les renseignements qu'on nous a fournis au comité étaient-ils complets?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): D'ailleurs, qui nous dit qu'il y a un contrat de mariage? Nous ne pouvons accepter la déclaration du chef de l'opposition. Le représentant de Deux-

Montagnes croit qu'il y a anguille sous roche? En parlant d'anguilles, elles ont été célèbres du temps de l'Union nationale. Chaque année, le département du Commerce annonçait glorieusement qu'il avait réussi à faire vendre pour \$16,000 d'anguilles à l'univers. Quel haut fait! L'autre jour, le chef de l'opposition nous a répété que son gouvernement avait vendu pour \$16,000 d'anguilles par année en pays étrangers. Or, il paraît que ces anguilles sont encore dans des entrepôts.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, elles sont avec les chevaux morts.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les chevaux morts sont moins dangereux que tous les chevaux qui ont mangé toute l'avoine à la crèche du gouvernement de l'Union nationale.
(Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui! Et d'autres, pendant 40 ans dans la crèche libérale⁶.

J'ai voté sur ce bill au comité, mais je commence à le regretter. Il y a un moyen bien simple. Qu'on rapporte progrès et qu'on retourne le bill devant le comité des bills publics où les intéressés seront entendus de nouveau!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas d'objection. C'est une suggestion qui a du bon sens, enfin. Ça n'arrive pas souvent que l'opposition a des suggestions qui ont du bon sens. Toujours, nous les acceptons. Nous allons donc le référer de nouveau au comité des bills publics pour voir le contrat de mariage, s'il y en a un!
(Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 modifiant la loi de la pêche;
- bill 6 modifiant la loi de la chasse;
- bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec;
- bill 16 concernant la Coopérative fédérée de Québec.
- bill 18 accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité⁷.

Travaux de la Chambre:

Suspension de séance

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je propose une suspension jusqu'à 6 heures moins 10. Il y aura alors sanction de bills et, d'ici là, nous recevrons une délégation de la Chambre de commerce des jeunes, qui est arrivée de Montréal cet après-midi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'objecte à la suspension de la séance. Nous devrions travailler. Il n'y a rien qui presse dans les bills à sanctionner. Nous sommes prêts à collaborer en ce qui concerne la sanction. Mais je dois dire qu'il serait plus important de présenter des projets de loi comportant l'amélioration de la situation des cultivateurs. Le gouvernement devrait s'occuper, par exemple, du crédit agricole.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): À l'ordre! Ce n'est pas le temps de faire des discours politiques.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons le droit de nous opposer à la suspension de la séance et de donner des raisons. Il est plus important de voter l'argent pour les cultivateurs que de suspendre indéfiniment. Hier, nous avons ajourné à 5 heures. Depuis deux séances, nous n'avons aucun projet du gouvernement à étudier. Nous ne sommes pas ici pour voter des bills privés, mais pour édifier une législation d'intérêt public. On a annoncé que des mesures importantes seraient présentées et nous n'avons encore rien devant nous.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je m'étonne de cette sortie. Je ne comprends pas le chef de l'opposition. La sanction est urgente. Nous voulons faire sanctionner certains bills, dont un est une loi qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mai. Je demande donc la suspension de la séance. Pendant la

suspension, nous allons recevoir une délégation qui a des suggestions intéressantes à nous soumettre. C'est une délégation de jeunes hommes d'affaires, qui est venue de Montréal pour rencontrer les membres du Conseil exécutif et qui a le droit de s'attendre à être reçue courtoisement par le gouvernement. Nous voulons recevoir cette délégation imposante qui mérite bien que nous entendions ce qu'elle a à nous dire.

Il me semble bien que l'on peut suspendre la séance pendant 10 minutes sans que la classe agricole en souffre beaucoup, ni qu'elle soit en péril. Cela ne nuira sûrement pas aux cultivateurs, qui connaissent nos sentiments à leur égard.

La motion est adoptée.

À 5 h 15, la séance est suspendue⁸.

Reprise de la séance à 6 h 08

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je vous ferai remarquer, M. l'Orateur, qu'étant donné que la Chambre n'a pas été ajournée à 6 heures, comme le veulent les règlements, vous vous trouvez automatiquement à avoir quitté le fauteuil, et la séance ne peut être continuée qu'à sept heures et demie.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition a raison. Mais, s'il consentait, nous pourrions continuer la séance et nous ne serions pas dans l'obligation de revenir ce soir.

M. Duplessis (Trois-Rivières) complimente l'Orateur pour sa diplomatie et sa courtoisie. Vous êtes irrésistible, M. l'Orateur. Je donne mon consentement.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 modifiant la loi du revenu et de la vérification des comptes;

- bill 5 modifiant la loi de la pêche;

- bill 6 modifiant la loi de la chasse;

- bill 9 abrogeant la loi relative à la mise en valeur des ressources naturelles de la province;

- bill 16 concernant la Coopérative fédérée de Québec;

- bill 18 accordant aux femmes le droit de vote et d'éligibilité;

- bill 104 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Jacques Jolin au nombre de ses membres, après examen;

- bill 107 modifiant la charte de la ville de La Tuque;

- bill 122 concernant la Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes et le collège Laval;

- bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls;

- bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke;

- bill 150 concernant la succession de feu Leslie Hamilton Gault;

- bill 154 concernant la succession de feu John Dwane.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 25.

NOTES

1. Selon *L'Événement-Journal* du 26 avril 1940, à la page 3, la séance a commencé "un peu après 4 heures".
2. En plus d'une nombreuse assistance féminine venue assister aux débats du Conseil législatif, les galeries ont été remplies par la délégation de la Chambre de commerce des jeunes, venue en délégation de Montréal. Voir *Le Canada* du 26 avril 1940, à la page 16.
3. Le journaliste de *L'Événement-Journal* du 26 avril 1940, à la page 10, a entendu "la procédure est singulière".
4. *Le Soleil* du 26 avril 1940, à la page 3 écrit: "le débat à ce propos menace de s'éterniser", ce qui fait croire que les échanges ont été un peu plus longs que ce qu'en rapportent les journaux.
5. *Le Devoir* du 26 avril à la page 2, fait un historique assez complet de cette question.
6. Selon *L'Action catholique* du 26 avril, à la page 11, M. Bouchard a parlé de la crèche provinciale et M. Sauvé aurait simplement répondu: "Oui, pendant 40 ans"!
7. Le débat au Conseil législatif sur l'adoption du projet de loi 18, donnant le droit de vote aux femmes, a constitué l'événement majeur de cette journée du 25 avril 1940.
8. *Le Soleil* du 26 avril 1940, à la page 3, indique que la séance a été suspendue à 5 h 30.

Séance du mardi 30 avril 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 124 modifiant la charge de la ville LaSalle. Le préambule de ce bill a aussi été amendé;
- bill 156 modifiant la charge de la cité de Québec.

Avis de lettres patentes

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 13 modifiant les formules d'avis de lettres patentes émises sous la loi des compagnies de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 20 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la voirie

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 27 amendant la loi de la voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Expropriation

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 28 relatif à l'expropriation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

Travail du dimanche dans une usine de Crabtree Mills

M. Barrette (Joliette): M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je désire attirer l'attention du procureur général (l'honorable M. Girouard) et du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) sur une situation qui existe à Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, depuis novembre dernier, et de plus, qui prend un caractère plus grave depuis quelques jours.

Depuis le début de novembre 1939, M. l'Orateur, il se fait au moulin de la Howard Smith, à Crabtree Mills, un travail de production, 12 heures tous les dimanches, de minuit à 7 heures du matin et de 7 heures du soir en continuant. Et on parle de les faire travailler davantage.

Au début, la compagnie a demandé aux ouvriers de sacrifier une partie de leur dimanche, pour lui permettre de hâter l'exécution de contrats de guerre urgents. Les ouvriers ne virent pas d'objection, non plus que les autorités religieuses quand la question fut soumise. Les ouvriers avaient d'abord consenti à travailler le dimanche, à perdre une partie de leur journée, parce qu'on leur avait représenté que ce ne serait pas pour longtemps. Mais cette raison ne vaut plus; il y a déjà maintenant six mois que cette situation dure, c'est-à-dire depuis les dernières élections. La compagnie veut maintenant faire travailler un groupe important d'ouvriers 24 heures

par jour à du travail de production ordinaire, contrairement aux ordonnances de limitation des heures de travail et de la loi du repos dominical.

J'ai attiré l'attention de l'honorable ministre du Travail et de l'honorable procureur général à différents intervalles pendant deux mois. Une enquête a été tenue, des inspections faites, même un jour de fête, pour constater que le moulin marchait à pleine production, mais rien n'a été fait. Et le travail se fait présentement sans d'autres buts et d'autres résultats que d'augmenter les profits de la compagnie. Il y a quelques jours, un vote fut pris entre les syndiqués avec le résultat que sur 86 employés intéressés présents, 83 ont voté contre le travail du dimanche et rien n'a été fait. Ces ouvriers ont droit au repos dominical. Ils m'ont demandé de faire les représentations nécessaires auprès du gouvernement.

M. l'Orateur, puisque la semaine que nous traversons est appelée la semaine du dimanche et que la Howard Smith a fait travailler un groupe considérable d'ouvriers le dimanche depuis six mois, et qu'elle veut maintenant augmenter encore le nombre d'heures des employés travaillant le dimanche, et que, de plus, l'honorable procureur général est au courant de cet état de choses depuis quelques mois, le temps est arrivé de réclamer l'application immédiate de la loi de l'observance du dimanche, dans ce temps principalement, et partout d'ailleurs où la loi n'est pas observée. Je profite aussi du fait que nous sommes à la semaine du dimanche, pour attirer l'attention du gouvernement sur la violation de la loi de l'observance du dimanche. Je demande au procureur général d'enquêter sur la situation et de faire observer la loi.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

La compagnie a fait des représentations au gouvernement sur l'urgence de ses travaux. Des représentations ont été faites pour accorder une certaine latitude à la compagnie en question, parce qu'elle est en train de compléter des contrats de guerre pressants. Mais je promets, dit-il, d'enquêter sur ces plaintes; et, si elles s'avèrent fondées, ils mettront un frein à ces conditions immédiatement. Le département va s'enquérir de la situation et va voir à faire observer la loi.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Nous allons envoyer un inspecteur du ministère du Travail sur les lieux, afin d'empêcher la compagnie de faire travailler ses employés 24 heures par jour, et rendre compte si la compagnie viole le règlement de la limitation des heures de travail.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Albert Lagnado à la pratique de la profession d'avocat.

**Conseil supérieur
du travail**

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 instituant le Conseil supérieur du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons établir un Conseil supérieur du travail, parce que nous entendons rendre service à toutes les classes de la population. Après l'évolution de la législation ouvrière depuis 30 ans, le gouvernement croit opportun de créer un tel conseil. Il y a un grand nombre de questions sociales qui n'étaient pas soulevées, il y a 30 ans. Les années changent et les problèmes aussi. La législation du travail atteint bien des domaines, celui de l'assistance, celui de la sécurité, etc. Il y a bien des lois complexes pour protéger les travailleurs. Depuis 30 ans, en effet, notre législation ouvrière a dû intervenir souvent pour régler des problèmes de plus en plus complexes. Cette complexité a été cause que, dans bien des pays, par exemple en France, en Belgique, au Luxembourg et dans les Pays-Bas, on a établi des conseils du travail qui ont rendu de grands services. Dans tous les pays du monde, il existe un organisme semblable à celui que nous voulons créer par ce projet de loi, un organisme consultatif pour aviser le ministère sur les questions ouvrières. Partout, ils rendent des services extraordinairement intéressants.

En France, un Conseil supérieur du travail existe depuis 1891 et il assure la paix industrielle. En 1925, on y a adjoint un Conseil économique. J'ai étudié les lois créant de pareils organismes en France, en Belgique et dans les Pays-Bas, en Hollande. Il y en a un aussi au Luxembourg. Dans tous ces pays, ces conseils aident les gouvernements à régler toutes les difficultés d'ordre social. Ils avisent les gouvernements sur les questions sociales et les aident à régler les différends entre patrons et ouvriers.

Ces institutions ont donc beaucoup aidé les ministres des pays mentionnés. Il y a toutes sortes de questions entre patrons et ouvriers qui sont difficiles de règlement, et un moyen de les régler aussi efficacement que possible à la satisfaction de tous, c'est d'obtenir de bons conseils. Le Conseil que nous créons rendra aussi de grands services au gouvernement dans la préparation de sa législation sociale et dans les règlements des différends ouvriers.

L'article 2 du bill dit: "Le Conseil a particulièrement pour mission l'étude des questions relatives à la protection des ouvriers et des salariés, à la rationalisation du travail, aux conventions collectives de travail, aux minima de salaires, à l'inspection du travail, à la prévention des accidents du travail, à l'apprentissage, à l'orientation professionnelle, à la réhabilitation des chômeurs, à l'assurance et à l'assistance sociales, à la suppression des taudis et à l'accession des travailleurs à la propriété." Cet article montre comment le Conseil supérieur du travail sera utile au ministre.

Depuis quelques mois, j'ai eu à préparer un grand nombre de législations dans le domaine social. C'est un travail difficile et j'ai, à maintes reprises, regretté de n'avoir pas à ma disposition un pareil conseil, un comité consultatif comme celui que je propose en ce moment. Je demande au gouvernement Godbout de racheter une autre promesse du Parti libéral et de réaliser un projet conçu en 1936. En effet, dès 1936, nous avons conçu le projet de créer un tel conseil. Nous sommes donc heureux de présenter cette législation nouvelle pour le bénéfice du monde des travailleurs.

De plus, nous traversons une époque où les occasions affluent. Nous sommes en temps de guerre, il y a une foule de perturbations dans le monde, de nouveaux marchés s'ouvrent à nous et nous avons l'avantage de développer un grand nombre de ressources jusqu'ici inexploitées. Le temps est propice à cette innovation et je crois que ce conseil pourra nous rendre de grands services. Il nous aidera à régler la question sociale et, indirectement, la question économique, car l'ordre économique est intimement lié à l'ordre social.

À l'heure actuelle, la guerre cause des perturbations dans plusieurs pays d'Europe. Ces pays ont déserté les marchés qu'ils avaient en Amérique. Il s'ensuit toutes sortes de difficultés, mais cette situation provoque aussi des opportunités extraordinaires pour la province de Québec, dont elle pourra profiter grâce aux conseils de ce nouvel organisme.

Je serai le plus heureux si la création de ce Conseil du travail, grâce aux bons services qu'il

rendra, est le commencement de la création d'un Conseil économique pour la province de Québec. À ce seul point de vue, il me semble que la mesure mériterait de recevoir l'appui unanime de la Chambre. En attendant, elle nous assurera la paix industrielle dans la province et aidera toutes les classes de la société.

(Applaudissements à droite)

Quant à la loi elle-même, elle est rédigée de façon très simple, et les dispositions sont en très grande partie calquées sur celles qui existent en France, en Belgique et dans les Pays-Bas. Il n'y a aucun doute que malgré les imperfections qu'elle peut avoir, elle est appelée à rendre de grands services.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelque chose m'a frappé et surpris dans le discours du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette). Le ministre a dit que sa loi est une révélation, un monument de prévoyance, de science sociale et économique pour sauvegarder les intérêts de la province. Il a failli dire que c'est une œuvre géniale. Le ministre affirme que, depuis 30 ans, les choses ont changé et qu'il faut absolument et impérieusement à cette province l'institution d'un Conseil supérieur du travail. Il dit que sa loi est calquée sur un texte français de 1891 et sur les lois belges et hollandaises. Nous avons besoin de ce Conseil depuis 30 ans. Sans son concours, il serait incapable de diriger convenablement son ministère. Ce Conseil sera quelque chose d'efficace et d'indispensable et, avec sa modestie coutumière, il est heureux de donner à sa province cette œuvre de génie.

Je ferai remarquer que les paroles du ministre ne sont pas très aimables pour ses collaborateurs du ministère du Travail. Par ailleurs, si cette loi était nécessaire depuis 30 ans, si elle rend des services extraordinaires au peuple français depuis 1891, pourquoi l'ancien gouvernement, dont le ministre était partisan, a-t-il attendu si longtemps? Pourquoi a-t-il attendu cette année pour la présenter et l'adopter? Comment se fait-il que le Parti libéral n'y ait pas pensé avant? Il me semble que, depuis 1897, le Parti libéral aurait pu songer avant aujourd'hui à imiter la France. C'est un bel éloge fait au gouvernement Taschereau d'affirmer que ce régime n'y avait jamais songé.

Le fond de l'histoire, c'est que cette loi, telle que présentée, ne change rien à ce qui existe. Elle n'ajoute rien à l'organisation économique de la province de Québec. On passe la loi parce que cela fait reluisant dans le paysage électoral ouvrier.

Pensez: Le Conseil supérieur du travail! Cela se résume pourtant à peu de choses: le ministre choisit une trentaine de citoyens et leur dit; "Messieurs, vous allez étudier ce que vous voudrez!" Ils n'ont aucun pouvoir, ne peuvent rien décider officiellement, ni rien ordonner. Ils ont simplement le droit d'étudier les questions qu'il leur plaira, et d'en faire des rapports exactement comme les deux millions et demi de citoyens de la province ont le même droit. Cette loi ne veut rien dire et ne contient rien que nous n'ayons déjà dans les lois actuelles. Elle ne donne aucun pouvoir que le ministre ne possède déjà pour s'entourer d'experts. Il n'est pas nécessaire d'avoir une loi nouvelle pour permettre à un ministre de s'entourer de tous les conseillers dont il a besoin.

D'ailleurs, ce n'était pas là ce que le gouvernement actuel avait promis aux ouvriers. Ce n'est pas ce Conseil du travail que l'on avait promis à la classe ouvrière, mais un tribunal du travail. Un tribunal et non pas un conseil de discussions académiques. Aujourd'hui, on leur offre un bout de papier au lieu d'une loi réelle et ayant une importance fondamentale.

Le gouvernement devrait nous présenter des mesures plus efficaces. Cette loi est inutile et ne change rien à la situation actuelle. Le gouvernement peut s'entourer des conseillers dont il a besoin et qu'il lui plaît, sans passer de loi; la preuve, c'est que le gouvernement de l'Union nationale, pour répondre aux demandes de la classe ouvrière, avait nommé une commission pour étudier la loi des conventions collectives et les questions sociales. Elle comprenait des représentants des classes ouvrières et des conseillers techniques. Cette commission fit des recommandations et nous avons en conséquence modifié la loi. C'est sur les recommandations de ce comité que fut fondée la loi des conventions collectives en 1937-1938.

Et nous avons aussi doté la province d'une Chambre agricole. Nous sommes en faveur d'entourer l'administration de tous les experts, mais la loi n'est pas nécessaire. Le principe d'avoir un corps aviseur d'experts pour assister les départements gouvernementaux a été implanté et développé par mon administration, dit-il.

Encore une fois, M. l'Orateur, c'est une loi faite pour jeter de la poudre aux yeux et qui aura pour résultat de faire dépenser de l'argent à la province.

M. Chaloult (Lotbinière): Cette loi avait été promise par le gouvernement de l'Union nationale. La promesse n'a pas été remplie. Ce projet de loi que présente aujourd'hui le ministre du Travail (l'honorable

M. Rochette) est excellent, c'est le meilleur, le plus constructif que nous ayons étudié depuis le début de la session, et même le meilleur qui ait été présenté dans cette Chambre depuis bien des années. J'ai été très surpris d'entendre le chef de l'opposition formuler ses objections. Quand le chef de l'opposition nous dit que la loi ne changera rien et qu'elle ne mènera à rien, je me demande s'il est sérieux. Ce projet, au contraire, découle des principes qu'il a lui-même posés dans son programme de 1935. Ce projet se trouve presque mot pour mot dans le programme de restauration sociale, publié en 1934, et sur lequel était basé le programme de l'Union nationale en 1935.

Le chef de l'opposition a fait sien ce programme en 1935 et 1936. Comment peut-il s'y opposer? C'est une loi calquée sur un article de ce programme qui fut préparé par M. Alfred Charpentier, président de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.). M. Charpentier dit textuellement ceci dans le programme de restauration sociale: "Il est important de constituer un Conseil supérieur du travail qui sera consultatif et formé d'aviseurs techniques¹." C'est exactement ce que propose le gouvernement.

Pourquoi le chef de l'opposition s'oppose-t-il à ce que le gouvernement actuel réalise une partie du programme de l'Union nationale? Cette mesure découle d'un programme que nous avons jadis défendu. Non pas que je veuille dire que le gouvernement prend ses principes chez les autres. Non, mais même si le gouvernement mettait en pratique un projet suggéré par d'autres, cela serait excellent quand même. Le ferait-il que je ne verrais pas pourquoi il aurait tort. Il ferait preuve de largeur d'esprit et de tolérance. Il n'y a pas de mal à s'inspirer de mesures constructives qui ont été suggérées dans le passé. Ce projet a un caractère libéral dans le sens le plus large du mot. La loi est libérale parce qu'elle est progressive.

Jadis, Sir Lomer Gouin a bien administré la province et il avait cette bonne coutume de présenter à chaque session les lois justes et progressives réclamées par ses adversaires l'année précédente, des politiques suggérées par Tellier, Bourassa, Lavergne et Jean Prévost.

Je suis heureux de voir que la loi ne limite pas les occupations du Conseil supérieur du travail aux seules questions ouvrières et que les membres s'occuperont aussi des problèmes connexes. La nouvelle loi parle d'orientation professionnelle. C'est une bonne chose, une chose fondamentale que l'on ne borne pas la question sociale à la seule question

ouvrière. Ce Conseil sera social, et non seulement ouvrier, même si la question ouvrière est étroitement liée à la question sociale. L'orientation professionnelle est une chose capitale pour le destin de notre vie économique. Un spécialiste à l'École des hautes études commerciales à Montréal a constaté, depuis quelques années, que la plupart des étudiants de cette École ne savaient pas au juste pourquoi ils la fréquentaient. C'est dire combien s'impose l'orientation professionnelle.

Par ailleurs, le problème ouvrier est également d'une extrême importance. À ce sujet, M. l'Orateur, permettez-moi de dire que si nous voulons éviter dans le Québec des conflits sociaux, il faut absolument que les ouvriers aient justice. C'est très important. En toute justice pour l'ouvrier, on devrait lui permettre de partager également dans les profits d'une industrie. Cela lui permettrait d'accroître sa dignité de vie. On devrait passer des lois stipulant que le surplus des bénéfices des compagnies sera partagé entre le "Capital" et le "Travail". L'ouvrier aussi a le droit de songer à devenir propriétaire et il faut lui favoriser les moyens d'atteindre ce but.

Ce Conseil supérieur du travail pourra rendre de grands services au gouvernement. Il pourra étudier et régler des questions importantes au point de vue économique. Il sera aussi un acheminement rapide vers le futur Conseil économique. Il en est d'ailleurs peut-être l'embryon. C'est un pas dans la bonne voie.

Les députés comme les ministres, pris par une foule de questions, absorbés par le patronage, ne peuvent pas toujours donner le temps qu'ils voudraient à l'étude des questions sociales. Il est juste qu'un organisme bien constitué avise le gouvernement, et ce Conseil, composé de sociologues, l'aidera.

Les arguments du député de Trois-Rivières sont bien étranges. Si le ministre n'a pas présenté cette loi il y a 10 ans, comme le lui a reproché le chef de l'opposition, c'est qu'il n'était que député et non ministre sous l'ancien gouvernement. Et je ne crois pas que les gouvernements libéraux du passé puissent être blâmés pour n'avoir pas donné à cette province un conseil du travail. Mais le seraient-ils, je ne vois pas comment l'on pourrait en tenir compte au ministre du Travail actuel et vouloir lui faire porter la responsabilité d'une erreur dont il ne peut être aucunement responsable.

Le chef de l'opposition à ce sujet a prêté au ministre du Travail des paroles que celui-ci n'a jamais prononcées. Le ministre n'a jamais dit qu'il ne pourrait administrer son ministère sans le secours

du Conseil supérieur du travail, comme feint de l'avoir compris le chef de l'opposition. Tout simplement, le ministre aime à prendre conseil et aucune personne sérieuse ne lui en fera le reproche. On devrait plutôt féliciter le ministre d'avoir su présenter une loi aussi progressive et lui faciliter son travail. Le projet a un autre avantage: par cette nouvelle loi, le gouvernement contribue à nous acheminer vers l'établissement d'un corporatisme social pour lequel le premier ministre actuel eut de bienveillantes paroles.

C'est véritablement un petit conseil économique, c'est un premier pas sur la route du corporatisme qui, seul, pourra sauver notre société et la démocratie au pays. Tranquillement mais sûrement, nous allons à ce corporatisme, ce qui ne peut être suivi que de cette autre mesure: la compilation d'un code du travail. Il ne s'écoulera pas plusieurs années avant que le gouvernement présente une loi établissant le régime corporatif dans la province. J'espère en effet que, dans quelques années, nous aurons une législation pour encourager la création de corporations professionnelles dans la province.

(Applaudissements à droite)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

Le comité étudie les articles 1 à 3, qui se lisent comme suit:

"1. Il est créé, sous le nom de Conseil supérieur du travail, un organisme d'étude des questions sociales; cet organisme est consultatif.

"2. Le Conseil a particulièrement pour mission l'étude des questions relatives à la protection des ouvriers et des salariés, à la rationalisation du travail, aux conventions collectives de travail, aux minima de salaires, à l'inspection du travail, à la prévention des accidents du travail, à l'apprentissage, à l'orientation professionnelle, à la réhabilitation des chômeurs, à l'assurance et à l'assistance sociales, à la suppression des taudis et à l'accession des travailleurs à la propriété.

"3. Le ministre du Travail peut inviter le Conseil supérieur à étudier préalablement tel problème particulier visé à l'article 2 ou toute autre question que le développement de la vie économique et sociale dans la province impose à l'attention du gouvernement.

"Le Conseil supérieur, de son initiative, peut aussi diriger ses recherches sur tel aspect de la question sociale en particulier: toutefois, en ce cas, il doit faire ratifier son programme d'étude par le ministre du Travail."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) quels pouvoirs la loi donne-t-elle au ministre qu'il ne possède pas déjà en vertu des lois existantes? Qu'y a-t-il là que le gouvernement ne puisse faire déjà lui-même sans la loi?

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Les questions du chef de l'opposition sont spécieuses. Il a reconnu qu'il avait créé lui-même une Chambre agricole et, en 1937, il a formé un comité. Mais je veux aller plus loin que cela. De toute façon, la nomination de techniciens et d'experts va coûter quelque chose à la province. L'argument du chef de l'opposition à l'effet que nous allons faire des dépenses inutiles n'est pas sérieux.

Nous voulons doter la province d'un Conseil supérieur du travail permanent, un corps qui sera en permanence à l'étude et qui aura des archives, des statistiques, des travaux et des études qui seront utilisés, qui se tiendra au courant des variations de l'industrie, renseignera le gouvernement, ce que ne peut donner une commission temporaire. À Ottawa, il se publie des statistiques sur les sujets les plus divers. À Genève, centre des travaux sur la législation ouvrière et où l'on étudie tous les problèmes sociaux et ouvriers, il se compile chaque année une abondante documentation que nous recevons comme les autres gouvernements.

Je dois dire à la Chambre qu'en prenant mon poste au ministère du Travail, j'ai constaté que nous avions éparpillé un peu partout, depuis quelques années, une masse de documents très utiles venant justement en majorité de la Conférence internationale du travail de Genève. Jusqu'à date, le gouvernement n'avait pas été capable de classer cette documentation.

J'ai chargé un employé de mon département de mettre un peu d'ordre là-dedans, et ce sera le premier embryon d'une bibliothèque ouvrière et constituera aussi la première bibliothèque du Conseil

supérieur du travail. Nous voulons être constamment au courant des vibrations des industries non seulement de la province, mais bien aussi du monde entier.

En réponse au chef de l'opposition, je dirai que si le projet n'a pas été réalisé sous l'ancien régime libéral, c'est que les troubles ouvriers d'il y a 40 ans ne sont pas ceux d'aujourd'hui. En fait, la question sociale et ouvrière ne se posait pas dans la province. D'autres pays nous ont devancés en fait de questions ouvrières, mais, dans la province de Québec, nous arrivons juste à l'heure et le Conseil arrive à son heure, au bon moment. Nous ne sommes plus au temps jadis.

Comme l'économie touche de très près la question sociale, je suis persuadé qu'avec la nouvelle organisation, nous pourrions régler un grand nombre de problèmes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note que le ministre a admis que la loi nouvelle ne donne pas plus de pouvoirs que n'en a le gouvernement pour nommer des experts et des techniciens.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le Conseil supérieur est composé de vingt-quatre membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre du Travail.

"Huit sont choisis pour représenter le travail, parmi les personnes recommandées au ministre du Travail par les associations ouvrières les plus représentatives de la province.

"Huit sont choisis pour représenter le capital, parmi les personnes recommandées au ministre du Travail par les associations patronales les plus représentatives de la province.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme lui-même huit membres qui sont choisis parmi les personnes spécialement versées dans les questions économiques et sociales.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer, à titre de membres adjoints, trois représentants du ministère du Travail et trois représentants du ministère du Commerce et de l'Industrie. Ces membres adjoints prennent part aux délibérations du Conseil mais ne votent pas."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre admettra que dans la loi, il a le droit de faire voter

dans le budget permanent un certain montant pour s'entourer d'experts. La présente loi n'ajoute absolument rien aux pouvoirs qu'il possède déjà. Il prétend de plus qu'il entend créer une commission permanente. Le budget est permanent. On veut tout simplement jeter de la poudre aux yeux.

Quant aux archives à créer, pas besoin de recourir à un Conseil supérieur. Il faudrait alors en créer un pour tous les départements. Est-ce qu'il faut créer un conseil partout où il y a des livres?

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. Le Conseil supérieur se réunit au moins deux fois par année, aux dates fixées par la Commission permanente avec l'assentiment du ministre du Travail; ce dernier convoque la première séance."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre vient de nous dire qu'il a besoin de conseils. Je sais qu'il en a besoin. En cela, je suis parfaitement d'accord avec lui. Tout le monde a besoin de conseils, et lui plus que tout autre. Mais le Conseil supérieur du travail ne se réunira que deux fois l'an. Cela n'est pas suffisant pour le ministre. D'ailleurs, comment se fait-il que la loi ne donne au Conseil le pouvoir de se réunir que deux fois par année?

Le Conseil sera composé de 24 membres, huit pour représenter le capital, huit pour le travail, huit pour le gouvernement, et on pourra nommer comme adjoints trois représentants du ministère du Commerce. Pas un seul de ces hommes n'aura le droit de faire autre chose que ce que le ministre lui demandera. Ils ne pourront étudier que ce que le ministre voudra. On constate déjà l'ingérence du gouvernement dans toutes ses décisions. On amoindrit les pouvoirs qu'on possède déjà, en subordonnant tout aux désirs du ministre.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) expose la constitution du Conseil. Il est difficile, dit-il, de demander à 24 personnes de se réunir souvent. Les membres adjoints auront le droit de délibérer, mais ne pourront voter. Le grand conseil devra siéger deux fois par année, mais rien ne dit qu'on ne pourra le convoquer plus souvent. Ils pourront donc siéger plus souvent que deux fois, s'ils le veulent.

La cheville ouvrière, ce sera la commission permanente de six membres qui constituera l'exécutif du conseil général, qui préparera les travaux et servira de lien entre le Conseil et le ministre du Travail. Cette commission pourra siéger tous les jours, si nécessaire et si elle le veut. Le chef de l'opposition verra que nous ne demandons rien d'extraordinaire. D'ailleurs, la commission ne sera pas limitée dans ses travaux. Elle pourra poursuivre ses études dans un domaine quelconque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons toujours été en faveur d'entourer l'administration d'experts, et nous en avons nommés dans tous les départements. Mais, je répète que le projet n'ajoute rien et diminue même les pouvoirs possédés déjà.

L'article 11 est adopté.

Les articles 12 à 21 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition veut faire preuve de bonne volonté et elle ne mettra pas d'entrave plus longtemps à un projet auquel les libéraux pensent depuis 30 ans. Elle ne retardera pas la procédure comme elle pourrait le faire, parce qu'elle est en faveur d'adopter sans tarder de nombreux experts au ministre.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sûreté provinciale

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 de la sûreté provinciale et de la police des liqueurs soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. En vertu de l'article 448 du Règlement de la Chambre, la loi doit être précédée d'une résolution, parce qu'elle affecte les deniers de la province. D'après ce projet de loi, la province aura des dépenses à faire, et tout projet entraînant des

dépenses doit être précédé de résolutions approuvées par le lieutenant-gouverneur.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

L'article de la loi qui touche à la question financière dit qu'à l'avenir les dépenses de la police provinciale devront être autorisées par la Chambre. La résolution n'est certainement pas nécessaire. Un des buts du bill est de faire disparaître la loi adoptée en 1938, au sujet de la Sûreté provinciale, par le gouvernement précédent.

Il y a une distinction à faire, au sujet des dépenses, entre les deux lois. Celle de l'Union nationale disait que les dépenses de la Sûreté provinciale seraient payées à même le fonds consolidé; le bill actuel dit que ces dépenses seront votées, chaque année, par le gouvernement. La dépense n'est pas l'objet principal du bill, il n'est donc pas nécessaire de faire voter des résolutions.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) appuie le point d'ordre du chef de l'opposition et argumente dans le même sens.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)

s'oppose au point d'ordre du chef de l'opposition. Il n'est pas question de dépenses nouvelles, dit-il, sauf dans un cas. Le seul article du projet de loi qui a trait aux dépenses prévoit que ces dépenses seront votées chaque année par le gouvernement. Comme c'est le lieutenant-gouverneur qui permet la convocation des Chambres, nous satisfaisons de ce fait l'obligation de lui soumettre les dépenses prévues au budget. S'il fallait accepter le point de vue du premier ministre (sic), il n'y aurait jamais de loi présentée sans résolution préalable, car tous les bills impliquent des dépenses pour la mise en vigueur et l'observance des lois.

M. l'Orateur³: Le point d'ordre remet devant la Chambre une question extrêmement délicate et épineuse qui revient souvent et sur laquelle je me suis déjà prononcé, rappelle-t-il. J'ai déjà décidé que si la dépense est secondaire comme objet du bill, il n'est pas besoin de résolutions. Il s'agit dans ce cas-ci de dépenses existant déjà. Il ne s'agit que de changer des modifications pour lesquelles on a déjà voté des crédits. L'article 23 de la loi est formel sur ce point. La loi pourvoit à des dépenses déjà existantes, qui devront, à l'avenir, être autorisées par la Chambre. Il s'agit de la refonte d'une loi. On ne crée aucune nouvelle dépense. J'estime donc que la résolution n'est pas nécessaire et le point d'ordre est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Personne ne se levant pour parler) Je comprends que le ministre (l'honorable M. Girouard) n'a rien à dire...

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

J'ai donné les explications nécessaires lors de la première lecture du bill, jeudi dernier. J'ai expliqué le bill et comparé les deux lois. Ça ne servirait à rien de répéter. Je ne vois pas pourquoi je ferais perdre le temps de la Chambre en répétant tout cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Voici un projet de loi assez extraordinaire. Voici un projet de loi dangereux. Ce bill qu'on nous présente a deux buts. Il a pour but de faire disparaître la loi adoptée en 1938 pour créer un corps de police provinciale compétent et qui l'uniformisait sous une direction générale. D'après cette même loi, les fonctionnaires pouvaient exercer leurs fonctions en liberté sans tomber sous la coupe des politiciens. La Sûreté provinciale était à l'abri de toute influence politique.

Car la loi de 1938 nommait les surintendants, et chefs et directeurs de police suivant bonne conduite, et il fallait une enquête de la Cour supérieure pour les déplacer. Nous avions établi dans la province un corps policier qui offrait toutes les garanties qui n'existaient pas autrefois dans la Sûreté provinciale.

Cet article de protection salutaire disparaît et, désormais, les chefs sont engagés durant bon plaisir ou, si l'on préfère, [au] caprice des politiciens. Dans la loi de 1938, nous avions préconisé l'inamovibilité des employés et des officiers supérieurs du corps de police.

Avec ce projet de loi, on veut revenir à l'ancien système d'avant 1936; on veut constituer une force policière provinciale complètement sous le pouce et la domination du gouvernement et de ses acolytes. On veut faire disparaître une garantie essentielle, pour la protection du public, celle que les policiers provinciaux feront leur devoir. Les policiers et les employés supérieurs de ce corps de police seront de nouveau absolument dépendants des considérations politiques et partisans en tout, partout et sur tout. Et cela, après qu'on a remis dans la police provinciale le lieutenant Jarguilles, qui en est devenu l'âme.

On peut se demander pourquoi le gouvernement actuel tient à revenir à cet ancien système-là. Sous le système abusif d'avant 1936, les policiers, au lieu de prévenir les vols et punir les voleurs, se rendaient eux-mêmes coupables de vols des deniers publics. La Sûreté était alors un

instrument, un organisme politique. Les policiers aidaient à passer des "télégraphes" en temps électoral à Montréal. Pourquoi revenir à cet ancien système? Et ce qui est pis, c'est que l'on a rétabli à une position supérieure Jargailles, l'âme damnée de la police provinciale, qui n'a la confiance d'aucune personne qui le connaît⁴.

Si le procureur fait enquête, il verra que Jargailles ne mérite pas d'être en charge du service de la police ni d'aucun service public. Non seulement est-il un agent électoral très actif, mais aussi un protecteur de maisons de jeux et de "slot machines". En 1936, nous l'avons destitué, et pour cause, parce qu'il n'offrait pas les garanties d'intégrité voulues pour être à la tête d'un organisme public.

Pourquoi désorganiser ainsi le corps de police provinciale en déplaçant des hommes compétents? Pourquoi remplacer un homme comme le colonel Piuze par un individu de la trempe de Jargailles? M. Piuze n'était pas l'un de nos amis politiques. Cependant, nous l'avons pris à cause de sa compétence et son honnêteté. Il était indépendant de caractère.

Est-ce que l'on veut revenir aux jours d'autrefois? Le nouveau gouvernement se trouve ainsi à s'identifier à l'ancienne bande de Jargailles. Les abus sont rétablis dans la ville de Montréal depuis le retour de Jargailles. Est-ce que le gouvernement comme parti politique doit s'identifier avec la bande de Jargailles? Quelle puissance celui-ci peut-il bien posséder sur certains hommes publics? C'est un scandale que de remplacer un homme comme le lieutenant-colonel Piuze par Louis Jargailles, même si ce dernier travaille sous la tutelle du soi-disant chef provincial de police Marcel Gaboury.

Il (M. Duplessis) donne lecture d'un article du *Canada*, qui approuvait la nomination du colonel Piuze à la tête de la police provinciale. Et voici que depuis le retour de Jargailles, on signale de nouveau les abus criants qui avaient marqué l'ancien régime, avec les "bookies", les barbotés, etc. Nous recevons plainte sur plainte sur cela.

Il me semble que le devoir du procureur général n'est pas de s'identifier avec Jargailles et les abus qu'il représente, mais de résister fermement à ces abus. (S'adressant au procureur général) Je le dis dans le propre intérêt du ministre; qu'il porte bien attention aux gestes qu'il pose maintenant et aux nominations qu'il a faites là. C'est dangereux. Je connais le procureur général depuis des années, et en protestant contre la réinstallation de ce policier, je

veux lui éviter des ennuis. Dans l'administration de la justice, il ne devrait pas y avoir de politique ni de question de partis. Le gouvernement va se causer un tort considérable avec l'attitude qu'il prend. Le procureur général devrait faire attention à ses nominations, parce que l'on pourrait finir par identifier la personne nommée. Et ce ne serait pas juste! C'est dans son propre intérêt.

Je ne considère pas la question comme partisan politique, je la considère comme membre du Barreau, comme ancien procureur général. Il faut que l'administration de la justice soit au-dessus de tout soupçon.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

J'ai écouté avec attention le discours du chef de l'opposition. Il nous a fait un discours, comme il en a prononcé bien souvent, il y a quelques années, quand il était de ce côté-ci de la Chambre, ou de l'autre. Son discours me rappelle le temps où il était à la tête de l'administration des purs. Il veut que, dans la police et dans les divers services de l'administration de la justice, nous n'ayons que des hommes au-dessus de tout soupçon, comme la femme de César. Il a bien changé d'opinion. Il admettra que les substituts du procureur général doivent être, eux aussi, au-dessus de tout soupçon. Si quelqu'un doit être irréprochable, c'est bien un substitut du procureur général chargé de faire respecter les lois de la province.

Pourtant, du temps de l'administration des purs, l'ancien premier ministre n'a justement pas nommé comme substituts de la couronne des personnes à l'abri de tout soupçon. Il en avait nommé un qui avait été préalablement condamné et suspendu cinq fois par le Barreau. Le régime des purs a nommé, à un service important chargé de faire observer les lois de la morale, un avocat à qui on a enlevé un certain temps le droit d'exercer sa profession. Je ne donnerai pas de noms, car je ne veux pas causer de peine aux familles de ces amis du régime des purs de l'Union nationale. Je veux respecter les familles, mais le chef de l'opposition sait de qui je veux parler.

J'ai dit que je ne mentionnerais pas de nom par délicatesse pour la famille de l'individu dont je parle. Le chef de l'opposition aime à mentionner ici le nom de M. Jargailles. Je lui répondrai ceci: Jargailles est un justiciable de cette province. Il l'était il y a quatre ans, il y a trois ans, il y a deux ans et l'an dernier, pendant l'administration des purs. On pouvait le faire arrêter et trouver contre lui quelque chose de compromettant. Le régime des purs devait

remplir les prisons, il avait une nuée de détectives et une armée d'espions à leur service pour mieux salir les réputations des libéraux et de leurs amis.

Si Jarguilles est aussi malhonnête que l'insinue l'opposition, s'il a fait des choses répréhensibles, pourquoi ne l'a-t-on pas fait arrêter? Pourquoi l'ancien procureur général qui porte aujourd'hui des accusations ne les a pas portées devant les tribunaux? Pourquoi n'avoir pas fait sévir la justice? M. Jarguilles a droit à toutes les considérations tant et aussi longtemps que l'on n'aura pas porté contre lui une accusation devant les tribunaux.

On n'a pas le droit d'accuser un citoyen de quoi que ce soit, si l'on n'a pas le courage de porter l'accusation devant les tribunaux. Nous, du Parti libéral, nous croyons que tant qu'un homme n'est pas accusé, aussi longtemps qu'on n'a rien prouvé contre lui, il doit être respecté. C'est le "fair play" britannique, ça. C'est la justice britannique et nous avons foi en la justice britannique et en ses procédés.

(Applaudissements à droite)⁵

On veut continuer ce jeu qui consiste à salir des réputations sans qu'on ait le courage de traduire devant les tribunaux les gens qu'on accuse. Nous croyons qu'un homme qui est chargé de l'administration de la justice doit avoir le courage de poursuivre le citoyen qu'il prétend coupable. On n'a pas le droit d'accuser un citoyen de quoi que ce soit, si on n'a pas le courage de porter d'accusation devant les tribunaux. D'après la justice britannique, un homme a droit au respect de ses concitoyens tant qu'il n'est pas condamné.

Il y avait, sous le régime Duplessis, des détectives de divers milieux qui cherchaient à noircir la réputation des gens et nommer à des postes d'autorité des individus qui avaient déjà été arrêtés, et d'autres encore qui étaient proscrits de la profession légale.

Le chef de l'opposition essaie de ressusciter l'ère pendant laquelle il faisait surgir des fantômes de criminels libéraux. Ce temps est passé. La population ne se laissera pas induire en erreur. Le peuple de cette province croit, j'en suis sûr, que tout citoyen doit être respecté chez nous.

Le peuple voit bien que l'opposition veut recommencer sa sinistre comédie par laquelle on a réussi à surprendre le vote des électeurs en 1936 et qui lui a déjà fait gagner le pouvoir, mais ça ne prendra plus jamais. Demain, en effet, il pensera que le chef de l'opposition reprend ses anciennes méthodes, grâce auxquelles il a réussi à capter la confiance de la province. Mais cette ère est passée.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait un signe et parle au représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé)⁶, puis il exige le vote.

Des députés réclament également le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Chaloult, Connors, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Kirkland, Leduc, Mathewson, Messier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Thisdel, 45.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Robinson, Sauvé (Deux-Montagnes), 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁷:

Le comité étudie les articles 1 et 2, qui se lisent comme suit:

La Sûreté provinciale

"1. Un corps de police exerçant ses fonctions dans toute la province est constitué sous le nom de Sûreté provinciale de Québec.

"Partout où il se rencontre dans la présente loi, le mot *Sûreté* désigne ce corps de police."

Devoirs et fonctions de la Sûreté

"2. La Sûreté est chargée:

"a) du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publiques;

"b) du service d'ordre auprès des tribunaux;

"c) de la garde des propriétés du gouvernement;

"d) de la prévention et de la recherche des offenses et infractions criminelles et des contraventions aux lois relatives à la circulation routière et à toutes autres lois de la province, sauf les lois relatives aux liqueurs alcooliques;

"e) de tous autres devoirs qui lui sont assignés par les règlements de la Sûreté adoptés en vertu de l'article 29."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill ressemble à un mandat en blanc pour des dépenses. Est-ce que le procureur général (l'honorable M. Girouard) pourrait me dire s'il y a eu des nominations et des destitutions à la Sûreté provinciale depuis le mois de novembre dernier, depuis les dernières élections?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): En effet, il y a eu certains changements, des retranchements et des réinstallations. Mais il ne faut pas oublier que, lorsque le chef de l'opposition est arrivé au pouvoir en 1936, il y a eu aussi certains changements. À l'avènement du régime de mon honorable ami, à Montréal seulement, 72 officiers de la police provinciale avaient été destitués en bloc, le même jour, sans cause ni raisons apparentes, par un simple arrêté ministériel, sur les ordres du premier ministre du temps qui était aussi procureur général. Des injustices graves ont ainsi été commises et le gouvernement a pensé qu'il devait les réparer. Nous avons jugé que plusieurs membres officiers de la Sûreté destitués par l'ancien gouvernement devaient être réinstallés dans leurs fonctions. C'était une mesure de justice.

Nous avons aussi réduit le personnel par mesure d'économie à cause des dépenses considérables faites depuis trois ans au département du procureur général. Nous nous conformons au budget jusqu'au vote des prochains crédits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien de "victimes" ont été réinstallées?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je ne saurais le dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je note que le procureur général (l'honorable M. Girouard) s'identifie avec ces gens que nous avons destitués parce qu'ils ne méritaient pas et qu'ils n'avaient pas la confiance du public. De l'avis du procureur général, le coupable dans tout cela serait celui qui a fait son devoir et qui a débarrassé la province d'une clique comme celle qu'il y avait.

Je n'ai pas été surpris de voir le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) prendre la défense de Jargailles tout à l'heure. Cela me confirme la rumeur et les renseignements que j'avais eus disant que c'est grâce à son influence si le cabinet, divisé sur la question, a réinstallé cet officier. Plusieurs libéraux se sont fortement opposés lorsqu'il s'est agi de nommer Jargailles, et le ministre a usé de son influence pour le faire nommer. C'est lui qui a fait réinstaller Jargailles!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je nie cela. Ce que vient de dire le chef de l'opposition est absolument faux! Je n'ai jamais recommandé Jargailles! Jamais je ne suis intervenu pour le faire nommer. Mais je l'aurais fait, si cela avait été nécessaire, car, pendant trois ans, le chef de l'opposition actuel n'a jamais été capable de rien prouver contre ce citoyen. On a cherché quelque chose contre lui et on n'a rien trouvé. Ce détective est un des nombreux citoyens que le chef de l'opposition a salis et fait salir dans l'espoir d'éclabousser aussi les chefs du Parti libéral.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) s'identifie de plus en plus avec Jargailles. Voyez quel amour il a pour lui! Cela confirme encore ce que je pensais. M. Jargailles et ces gens-là ont été mis à la porte parce qu'ils ne méritaient pas la confiance publique. On dit que je n'ai poursuivi personne. J'ai fait arrêter l'ex-chef Dan Lorrain, de l'escouade des détectives à Montréal. J'ai fait arrêter l'ex-chef Fitzgibbons, de la police des liqueurs.

J'ai fait émettre plusieurs mandats et on les a accusés de vol. Nous avons fait toutes les arrestations que nous avons eu le temps de faire avec toute la besogne que nous avions sur les épaules. J'ai fait émettre des mandats contre les officiers dont j'ai eu le temps d'étudier les causes. Que le procureur général (l'honorable M. Girouard) et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) s'informent, et ils constateront que Jargailles ne mérite pas la confiance du public. J'ai destitué le lieutenant Jargailles, et pour cause. Jamais le gouvernement actuel n'a posé un acte aussi nuisible, de nature à lui faire perdre autant de prestige, que la nomination de Jargailles. Et voilà que les ministres les uns après les autres prennent sa défense.

J'ai connu un jeune avocat qui était allé à Trois-Rivières pour défendre un prévenu qui était accusé de vol à main armée à une banque. En plaidant, cet avocat affirma que les jeunes gens

arrêtés n'étaient pas coupables, mais qu'ils avaient été incités à commettre le hold-up par les agents de la police provinciale, qui voulaient retirer des banques un montant de \$25,000 promis pour l'arrestation des coupables.

Non, jamais le gouvernement actuel n'aura posé un acte de nature à amoindrir davantage son prestige que lorsqu'il a nommé Jargailles et quelques autres. Je ne suis pas comme certains qui lancent des accusations contre des avocats de la couronne sans donner de noms. J'ai plus de courage que cela. Je donne des noms. Moi, je nomme Jargailles parce que je ne veux pas, en employant des termes trop généraux, faire tomber les soupçons sur d'honnêtes gens. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), lui, a parlé de certains substituts du procureur général sans avoir le courage de nommer personne. Ce n'est pas très courageux d'attaquer ainsi tous les anciens substituts du procureur général.

Du temps de Jargailles, les choses les plus répréhensibles se sont passées à la police provinciale. Les "bookies" fonctionnaient à Montréal et la police avertissait les propriétaires avant les descentes, afin qu'il n'y ait pas trop de personnes tenues de payer l'amende. J'ai fait arrêter ceux que j'ai mentionnés et j'ai fait signifier un mandat d'arrestation contre un citoyen de Montréal qui est maintenant décédé et dont je ne veux pas parler. Mais, avec l'ouvrage que nous avons, je ne pouvais m'occuper uniquement de ces arrestations. Le procureur général verra dans les dossiers de son département les instructions formelles que j'avais données.

J'ai fait destituer Jargailles parce qu'il n'avait pas la confiance de la population. Je suis surpris de voir le procureur général condamner un acte de son prédécesseur qui a débarrassé la police provinciale de cet individu. Le gouvernement et tout spécialement le procureur général et le ministre de la Voirie ne se grandissent pas avec cette attitude. Si le procureur général vérifie, il verra que cet homme ne mérite pas la confiance du public.

Presque tous les policiers que nous avons destitués ont été remis en fonction, et presque tous ceux que nous avons nommés ont été destitués. Je suis vraiment surpris que le procureur général condamne un de ses prédécesseurs en réinstallant Jargailles pour remplacer le colonel Piuze. Remplacer Piuze par Jargailles, quel beau geste! Quel beau compliment pour le gouvernement actuel! On a remplacé le colonel Piuze par Jargailles parce qu'il était trop honnête. Du temps du colonel Piuze, les propriétaires des "bookies" n'étaient pas avertis avant les descentes de police.

On dira que Jargailles n'a pas été nommé chef de police; cependant, il en est l'âme. Le jour n'est pas éloigné où le gouvernement regrettera ce geste.

Il regrettera cette nomination et les destitutions qu'il a faites. Le procureur général a fait venir des policiers à son bureau à Montréal et leur a dit qu'il n'avait rien à leur reprocher, mais que les exigences politiques le forçaient à les destituer. Quel beau rôle!

M. Francoeur (Montréal-Mercier): J'étais de ceux qui ont écouté les discours du chef de l'opposition en 1935; il devait réformer la loi électorale, l'administration de la justice, la Sûreté provinciale. Il a fait des réformes, mais dans un sens qui lui était particulier: le sens qu'entendait le chef de l'Union nationale. Les télégraphes n'ont jamais été plus favorisés que dans ce temps-là. Je suis de ceux qui ont souffert des campagnes de mensonges de l'Union nationale et qui ont subi toutes les avanies destinées aux députés qui siégeaient en Chambre du temps de M. Taschereau.

Le régime des purs avait promis beaucoup de réformes et une belle loi électorale. Mais, aux dernières élections, des policiers agents de la Commission de liqueurs sont venus nous "protéger" en costume, à la porte des "polls". Ils ont fait un hold-up. Certains sont venus à mon comité pour aider des gens à passer des télégraphes. Je les ai vus et je pourrai donner des noms si on le désire. On a bavé, on a fait n'importe quoi chez les purs pour surprendre la confiance de l'électorat⁸ et prendre le pouvoir en 1935 et en 1936.

Et on a le front de venir de nouveau en Chambre aujourd'hui pour tenter de salir davantage ceux qu'on a attaqués injustement dans le passé et que le peuple a vengés en octobre dernier. Est-ce qu'on va recommencer aujourd'hui les mêmes tactiques? Le chef de l'opposition ne parlerait pas comme cela s'il savait qu'aux dernières élections ses policiers protégeaient les télégraphes dans les bureaux de votation. Si le chef de l'opposition veut des preuves de ce que j'avance, je pourrai lui en fournir et citer des noms pour montrer que les purs n'étaient pas si purs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le président, le chef de l'opposition vient de nous faire étalage d'une de ses qualités particulières: la bravoure. Quand il se sent à l'abri, quand il est protégé par son immunité parlementaire et que personne ne peut le poursuivre, quand les règlements de la Chambre lui permettent de dire tout ce qu'il

veut, d'avancer n'importe quoi, sans aucune chance de recours en justice pour les victimes de sa méchante langue, il ne connaît pas de bornes. Alors, il est brave. Quelle admirable bravoure, celle qui pousse à tout insinuer contre des gens qui n'ont aucun recours contre la mauvaise langue qui les salit! Comme c'est brave!

Le chef de l'opposition a eu trois ans pour prouver ce qu'il insinue, pour punir les gens qu'il attaque, s'ils étaient coupables. C'était son devoir de le faire. Pendant trois ans, il a été à la tête de l'administration de la justice. Il devait poursuivre les prévaricateurs et sévir contre eux. Il devait ouvrir les prisons à tous les coupables qui ne faisaient pas leur devoir. Il avait même promis de les agrandir pour enfermer tous ceux qu'il accusait à la légère et il ne les a même pas poursuivis, et les prisons ne se sont ni ouvertes ni agrandies. Il s'est tenu coi; en tout cas, il n'a rien fait contre M. Jargailles. Et pourtant, celui-ci est un de ceux pour qui les prisons devaient être agrandies et ouvertes, mais il est resté bien en paix. Il faut un courage d'une sorte bien particulière et une bien belle bravoure pour essayer encore de le salir!

Si le chef de l'opposition savait l'impression qu'il crée actuellement dans la province, je ne crois pas qu'il aurait le triste courage de recommencer ses manigances, ses tactiques de jadis, grâce auxquelles il prit un jour le pouvoir, et de parler comme il l'a fait cet après-midi. S'il savait ce qu'on pense dans la province de la véracité de sa parole, il ferait autre chose que tenter de salir quelqu'un et ne perdrait pas son temps en vaines harangues.

(Applaudissements à droite)

Et d'abord, M. Jargailles n'a jamais remplacé le colonel Piuze. Ce dernier a été remplacé au contraire par M. Marcel Gaboury. Le gouvernement a nommé M. Jargailles à son ancien poste de chef des détectives. Je prends mes responsabilités bien allègrement. Nous avons réinstallé M. Jargailles parce que le procureur général et moi, nous croyons qu'il a bien servi sa province, c'est un bon serviteur, un honnête homme, et parce qu'il a été l'officier le plus efficace de la Sûreté provinciale, l'un des meilleurs policiers que la province ait connus. Si on peut établir le contraire, nous le mettrons dehors.

Je sais que l'Union nationale a pris tous les moyens pour salir la réputation de Jargailles auprès de ceux qui ne le connaissaient pas. Pendant trois ans, on a cru à la parole de mon ami d'en face, mais, comme je l'ai déjà dit, il s'agit maintenant que le chef de l'opposition attaque quelqu'un pour le grandir. Donc, en s'acharnant à attaquer M. Jargailles, il le grandit.

Le chef de l'opposition dit que ceux qu'il a destitués ont été remplacés par des gens honnêtes. Il se vante de n'avoir nommé que des policiers honnêtes. Mais étaient-ils des policiers honnêtes, ceux qui, sous son régime, en pleine ville de Québec transportaient, dans des voitures du gouvernement, du whisky et des liqueurs alcooliques en contravention de la loi, chez des hôteliers de la côte de Beaupré, qui vendaient ces liqueurs sans permis? Belle honnêteté que celle-là!

Je l'ai dit et je l'ai dit publiquement, pendant trois ans, sous un régime que je n'ai pas besoin de nommer, la police provinciale a protégé les maisons où l'on spéculait sur le vice et le jeu dans la province. J'ai le devoir et le regret de dire que, pendant trois ans, des agents de la Sûreté provinciale ont reçu des ordres de fermer les yeux, de ne pas faire des causes contre des violateurs de nos lois, de ne pas faire de descentes dans certains coins.

La police n'a pas tenu compte des rapports faits contre certains hôteliers hors-la-loi qui vendaient de la boisson sans licence, contre certains propriétaires dont les établissements étaient de véritables bouges. Ces rapports n'ont jamais eu d'effets. Et c'est celui qui était pendant trois ans à la tête de l'administration de la justice, à la tête de cette police provinciale à l'époque, celui qui a toléré cela, qui a le front de venir aujourd'hui nous donner des leçons de décence!

M. le président, quant à moi, je n'accepterai pas ces leçons! Je ne les accepte pas!

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition nous a parlé du colonel Piuze. Le colonel Piuze est un honnête homme, il n'a jamais été destitué, mais on lui a confié la réorganisation de nos maisons de détention, à cause de son expérience⁹. Si le colonel Piuze est encore au service de la police, c'est parce que le Parti libéral a été reporté au pouvoir. Car, dans la dernière campagne électorale, un organisateur de l'Union nationale, son organisateur en chef, comme question de fait, a dit au colonel Piuze qu'il serait dehors le lendemain du vote parce qu'il ne voulait pas se soumettre aux petites manigances du gouvernement de l'Union nationale. Le colonel Piuze n'a pas été mis à la porte par le nouveau gouvernement, mais il a changé de situation.

Comme nous l'avons déjà dit, nous voulons réorganiser les prisons. Et nous avons l'intention de tenir notre parole. Nous avons besoin d'un homme intègre pour accomplir ce travail. Il nous fallait un homme aux larges vues, un homme capable de donner des garanties. C'est pour cela que nous

l'avons mis à la tête de la Commission des prisons. Nous voulons séparer les criminels de ceux qui ne le sont pas, ceux qui sont simplement en détention pour des erreurs ou des fautes qui ne sont pas des crimes; nous voulons les placer dans un milieu qui leur permette de se réhabiliter. Nous voulons séparer les jeunes des vieux, leur fournir un lieu de détention qui leur convient, leur permettre de refaire leur réputation. C'est pour cela que nous avons nommé le colonel Piuze à la Commission des prisons. Nous avons voulu bénéficier de son expérience pour organiser nos maisons de détention, de réforme que nous avions promises à la province.

Quant à M. Jargailles, il a été nommé chef des détectives à Montréal parce que, je l'ai dit, il avait été le meilleur détective de la force que nous ayons eu dans la province et parce que le procureur général et moi, nous croyons que c'est un honnête homme. Le chef de l'opposition a laissé planer des soupçons sur sa tête, mais il ne l'a jamais poursuivi. Si le chef de l'opposition est capable de prouver qu'il n'est pas honnête, nous le mettrons dehors. Nous ne ferons pas comme le chef de l'opposition qui, si ce qu'il dit était exact, aurait négligé pendant trois ans son devoir le plus élémentaire.

L'opinion d'honnêteté que j'ai du chef des détectives de Montréal n'est pas une opinion personnelle ou exclusive. M. Jargailles est un éleveur. Il fait partie de la Société générale des éleveurs de la province de Québec. Il en a même été président. Cette importante Société lui a donné un témoignage de confiance en l'élisant à sa tête. Lorsqu'il a reçu ce témoignage de confiance, il y avait parmi les membres directeurs de la Société un ancien ministre du cabinet de l'Union nationale. Si Jargailles n'avait pas été un honnête homme, il aurait pu protester, mais je ne sache pas qu'il ait fait opposition.

Nous l'avons repris, parce que nous croyons que, comme policier, il est irremplaçable. Et nous croyons en second lieu que c'est un détective compétent et un homme honnête. Quand on établira que nous sommes dans l'erreur, nous le remercierons de ses services; mais, avant de mettre cet officier dehors, et avant d'admettre que sa réputation soit ternie, j'exigerai autre chose que des déclarations échevelées comme celles du chef de l'opposition. Déclarations qu'il n'a jamais étayées d'une preuve quelconque.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est complet! Voilà que tous les ministres s'identifient à Jargailles,

qu'ils le pressent sur leur cœur. Le premier ministre s'écrie que Jargailles est le plus honnête homme, le plus habile policier de la province, le meilleur homme qui soit! Si celui-là était le meilleur du groupe, comment alors devaient être les autres?

Pour prouver comme quoi Jargailles est grand parmi les grands, le premier ministre a découvert un argument merveilleux qui, dans son esprit, vaut sans doute plus que tout le reste. Il a dit: C'est le président de la Société des éleveurs de bestiaux. Qu'est-ce que cela peut bien prouver dans le cas présent?

Le chef du gouvernement a parlé avec sa courtoisie habituelle, une courtoisie sur laquelle le peuple commence à savoir à quoi s'en tenir, et avec sa politesse bien connue, il a traité le chef de l'opposition de lâche. Il prétend que le chef de l'opposition attaque quand il jouit de son immunité parlementaire. J'ai fait mon devoir en dénonçant ce que j'ai dénoncé aujourd'hui. Et le premier ministre, sans y prendre garde, s'est peint lui-même, il a livré son âme au public.

Le premier ministre a beau parler de bravoure au milieu de sa majorité. Il en a profité avec sa bravoure chevaleresque pour injurier les absents. C'est brave pour un premier ministre de dire que la Sûreté provinciale avait des connivences avec ceux qui protégeaient le vice. Il a dit que la police provinciale avait transporté des liqueurs. C'est brave d'attaquer ceux qui ne peuvent se défendre. Le premier ministre a dit que, sous mon administration, la police provinciale était corrompue. Je le défie d'amener la preuve de ce qu'il avance et de citer des noms, des dates, des chiffres. Si la Sûreté provinciale n'a pas fait son devoir depuis trois ans, pourquoi a-t-il maintenu en fonction le chef qui dirigeait cette police à Québec, le chef Lambert?

Vous voyez comme l'iniquité se ment à elle-même, le même premier ministre qui dit que le colonel Piuze et le colonel Lambert sont des hommes honnêtes, des gens probes, qualifiés; le même premier ministre vient nous dire que les hommes de police de ces mêmes chefs ont commis tous les abus, que lui, M. Godbout et ses amis, les ont dénoncés nommément à ces chefs qui sont MM. Piuze et Lambert, et que ces derniers ont refusé d'agir. De deux choses l'une: ou ce que dit le premier ministre est vrai et alors, comment peut-il dire que M. Piuze est honnête et compétent et comment garde-t-il le colonel Lambert?

Le gouvernement de l'Union nationale a donné la plus grande preuve qu'il a laissé aux chefs de police leur liberté entière, lorsqu'il a passé la loi

disant que les chefs sont nommés durant bonne conduite et ne pourront être révoqués qu'après enquête devant un juge de la Cour supérieure. L'Union nationale avait placé ses chefs au-dessus du gouvernement. Le premier ministre attaque la police provinciale du temps où j'étais procureur général. Si Piuze et si Lambert étaient des hommes honnêtes, quels étaient donc les coupables?

J'ai été procureur général pendant trois ans et j'ai fait mon devoir. J'ai fait arrêter tous ceux qui devaient être arrêtés et que nous avons eu le temps de faire arrêter. J'ai fait restituer \$42,000 volés à la province par l'ancien comptable de l'Assemblée législative¹⁰, et frère de l'ancien premier ministre.

Qu'est-ce que Piuze va penser de la déclaration du premier ministre à l'effet qu'il est un honnête homme et que Jargailles aussi est un honnête homme? Le premier ministre prétend que le colonel Piuze a été menacé de destitution. C'est absolument inexact. Je nie que le colonel Piuze ait été menacé de perdre sa position.

Le premier ministre parle de bravoure. Il s'est rendu un mauvais service en parlant comme il l'a fait. Comme c'est brave de lancer des insinuations à droite et à gauche, à tort et à travers sans rien prouver! Il pose au politicien suave et courtois! Heureusement que son genre de suavité et de courtoisie est maintenant connu. Il a voulu salir d'honnêtes gens pour fleurir son ami Jargailles. Décidément, M. Jargailles est un homme bien puissant pour que tout un ministère se rue à sa défense.

Nous aurons l'occasion de discuter plus longuement la question de la Sûreté provinciale quand viendra le vote des crédits. J'espère que le premier ministre qui est très souvent absent de la Chambre sera présent, que le procureur général (l'honorable M. Girouard) et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), qui s'identifient à Jargailles, seront là. Si le chef du gouvernement est sérieux, qu'il porte alors des accusations contre la Sûreté provinciale! Les ministres et Jargailles se sont embrassés. Ils symbolisent le nouveau régime qui s'annonce, qui est le retour de l'ancien régime Taschereau.

Quand un premier ministre doit avoir recours aux moyens qu'il emploie aujourd'hui, je dis qu'il rend un bien mauvais service à sa cause. Ce que nous disons aujourd'hui, nous ne le faisons pas par vengeance. C'est un avertissement que nous donnons au premier ministre. Nous voulions lui donner une occasion de dégager sa cause de celle de Jargailles, de dégager sa réputation. Il a passé outre. Je le répète, il s'est rendu un bien mauvais service.

(Revenant à la loi à l'étude) Pourquoi veut-on séparer la police des liqueurs de la Sûreté?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le projet de loi a pour but, en particulier, de rattacher davantage la police de la route à la Sûreté provinciale, afin que les deux organisations puissent coopérer plus pleinement encore à l'avenir. La police de la route peut rendre de grands services et, surtout, elle double l'effectif de la police provinciale sans augmenter les frais, et même en les diminuant.

Pour ce qui est de la police des liqueurs, elle est détachée de la Sûreté par la nouvelle loi pour former un corps distinct. Je ne pense pas que ce soit un bon système de laisser ensemble des policiers dont les fonctions ne sont pas les mêmes.

La police des liqueurs est composée de policiers spéciaux dont la mentalité et le caractère ne s'accordent pas avec ceux des policiers réguliers. C'est pourquoi on préfère la garder indépendante de l'autre.

Le système que nous proposons actuellement est celui qui, à mon sens, permettra le plus d'efficacité. Nous croyons qu'avec ce système-là, nous aurons un corps de police au-dessus de tout soupçon. Nous croyons - malgré les doutes du chef de l'opposition - que la loi assurera à la province une Sûreté provinciale digne de la confiance publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À condition que la police soit honnête!

Ces trois corps doivent rester sous une même direction, car ils se complètent, l'un fournissant aux autres des indications essentielles et utiles au bien général.

Il y a une économie considérable à pratiquer en coordonnant les deux services: Sûreté provinciale et police des liqueurs. De plus, si on établit une cloison étanche entre les deux organisations, celles-ci en seront paralysées. Sous le gouvernement Taschereau, il y avait de la "protection" pour certains hôteliers et cafés. L'Union nationale a fait cesser cet état de choses.

Le ministre dit que les policiers des liqueurs n'ont pas le même statut que les autres. En fait, son propre projet de loi dit exactement le contraire. Alors, pourquoi séparer ces deux corps de police au point de vue juridiction? Quelle intention le gouvernement caresse-t-il en séparant les deux organisations?

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des sous-districts de police dans chacun des districts de Québec et de Montréal et fixer l'endroit où seront tenus les bureaux de la Sûreté dans chacun de ces sous-districts."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement peut-il préciser ses vues à ce sujet-là?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): La Sûreté provinciale sera distribuée de façon à être le plus efficace possible.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Sans restreindre les pouvoirs, attributions et privilèges qui leur sont donnés par l'article 7, chacun des officiers de la Sûreté est plus spécialement affecté à un service de police particulier et versé dans les cadres de l'une quelconque des branches suivantes de la Sûreté:

"1° La police judiciaire, chargée de la recherche des offenses et infractions criminelles et des contraventions aux lois de la province, sauf les lois relatives à la circulation routière et aux liqueurs alcooliques;

"2° La gendarmerie, chargée du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publiques; du service d'ordre des tribunaux; de la garde des propriétés du gouvernement; de la prévention des offenses et infractions criminelles et des contraventions aux lois de la province, et de tout autre devoir qui peut lui être assigné par les règlements de la Sûreté;

"3° La police de la route, chargée de la prévention et de la recherche des contraventions aux lois de la circulation routière."

M. Duplessis (Trois-Rivières): On me dit que les "bookies" et les "slot machines" fleurissent à Montréal depuis que le colonel Piuze est parti. Le colonel Piuze a été destitué parce qu'il avait entrepris une guerre sans merci contre les institutions criminelles de la métropole.

Le gouvernement s'identifie avec l'ancienne clique de la police. Les oiseaux de même plumage se promènent ensemble.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les éperviers se chassent tout seuls, eux. Le chef de l'opposition sait ce que je veux dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qu'est-ce que le ministre veut dire?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous savez bien ce que je veux dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières) attaque de nouveau M. Jargailles.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) affirme que M. Jargailles a fait de nombreuses descentes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui aura désormais la surveillance des "bookies"? (Le ministre fait mine de ne pas comprendre.) Le procureur général sait-il ce que c'est, les "bookies" et les "barbotes"?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je suis peut-être moins familier que mon honorable ami le chef de l'opposition avec ces établissements, mais je sais ce que c'est.

Les députés rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une telle ingénuité est le fait d'une trop grande modestie et le ministre en connaît bien plus long qu'il ne veut le dire.

Au temps de Jargailles, l'industrie des "bookies" fleurissait.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): M. Jargailles a fait de nombreuses descentes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au temps de Jargailles, les "bookies" donnaient des milliers de dollars à des politiciens et à des policiers. Au temps de l'Union nationale, il y a eu certaines personnes amies du gouvernement actuel qui sont venues faire des démarches pour laisser opérer ces institutions. Nous avons donné des ordres formels au colonel Piuze de sévir, et celui-ci a fait une lutte si dure et efficace aux "bookies" que cette puissante institution illégale a été rompue et désorganisée. M. Piuze a été déplacé de ses fonctions justement parce qu'il avait entrepris une guerre sans merci contre les "bookies" de la métropole.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Qu'est-ce qui est advenu du sieur Mulholland, explorateur de mines? Il avait été capturé par la police provinciale sur des accusations de tricherie sur des affaires minières. Il a disparu un jour après avoir été arrêté quand deux policiers l'ont laissé échapper. Mulholland n'était pas une barbote. C'était un brochet. Le chef de l'opposition en a-t-il eu des nouvelles? J'aimerais bien en avoir. Il devait être arrêté peu de temps après sa fuite. Le chef de l'opposition s'était engagé à le faire coffrer du temps qu'il était procureur général. Donnez-nous donc de ses nouvelles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Je vais lui en donner. Mulholland doit être un ami de Jargailles, puisqu'il intéresse le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Mulholland a été arrêté dans l'Abitibi. C'était une fripouille et un organisateur...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Bleu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... de mines. Il a été arrêté. Mais, malheureusement, il y avait dans la police deux hommes qui avaient été placés du temps de M. Taschereau, deux policiers de l'ancien régime. Ils ont laissé échapper Mulholland.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Mais vous aviez dit qu'on le rattraperait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au temps où le ministre de la Voirie voulait être ministre et où l'honorable M. Taschereau ne voulait pas, il y avait en prison un homme condamné à deux mois de détention pour avoir vendu de la boisson sans permis. À un moment donné, pendant que cet homme faisait son stage en prison, une plainte a été portée contre lui. On a dit: Ça ne se peut pas qu'il ait vendu de la boisson, puisqu'il est en prison. On a fait enquête et on a découvert que le geôlier, un "nommé" du temps de M. Taschereau, était l'ami du prisonnier, et il le laissait aller pendant le jour pour lui permettre de continuer son commerce. Le soir, il revenait coucher en prison. Le prisonnier obtenait toutes les faveurs qu'il voulait. Le geôlier avait une belle vache. Un jour, le prisonnier s'était enfui avec la vache.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Était-ce une des vaches de Mulholland?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Depuis que j'ai pris la direction du département, plusieurs descentes ont été faites dans des établissements de ce genre, qui ont été fermés et qui existaient avant notre arrivée au pouvoir. Quand le chef de l'opposition examinera les choses froidement, il se rendra compte que M. Marcel Gaboury et M. Jargailles, chacun dans sa sphère, font du bon travail.

L'article 8 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Dépôt de documents:**Rapport de l'archiviste
1938-1939**

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)
dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1938-1939. (Document de la session no 28)

**Arrêtés ministériels
relatifs à l'hydroélectricité**

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 4 avril 1940, demandant la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant au développement hydroélectrique et aux taux d'électricité en cette province. (Document de la session no 29)

**Salaire des
institutrices rurales**

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 18 avril 1940, demandant la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, et se rapportant au salaire des institutrices dans les municipalités rurales. (Document de la session no 30)

Biens des Sulpiciens

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une

adresse, en date du 23 avril 1940, demandant la production de copie authentique de tous les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, relativement au chapitre 2, 2 George VI, intitulé: "Loi relative au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des Sulpiciens." (Document de la session no 31)

**Rapport du
ministre des Terres et Forêts**

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1939. (Document de la session no 32)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 1^{er} mai 1940, à la page 25, précise la référence de cet extrait: page 29 du programme de restauration sociale rédigé par M. Alfred Charpentier.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).
3. *L'Événement-Journal* du 1^{er} mai 1940, à la page 11, dit que la discussion au sujet du point d'ordre a été "assez longue".
4. *The Montreal Daily Star* du 1^{er} mai 1940, à la page 11, utilise, pour parler de Jarguilles, l'expression "bête noire" de l'opposition conservatrice (en français dans le texte).
5. W. Chevalier, dans *Le Soleil* du 1^{er} mai 1940, à la page 23, ajoute que le premier ministre et le ministre de la Voirie ont aussi été applaudis par des auditeurs dans les galeries.
6. Il semble, selon *Le Devoir* et *Le Soleil* du 1^{er} mai 1940, respectivement aux pages 6 et 23, que M. Duplessis aurait aimé que M. Sauvé prenne la parole, mais qu'il n'ait pas réagi aux demandes de son chef.

7. Voir note 2.

8. Le journaliste de *La Presse* du 1^{er} mai 1940, à la page 9, a entendu: "la conscience de l'électorat".

9. *Le Canada* du 1^{er} mai 1940, à la page 12, précise que le colonel Piuze était autrefois préfet du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul.

10. *Le Canada* du 1^{er} mai 1940, à la page 12, écrit: "J'ai fait rembourser \$42,000 à la province."

Séance du mercredi 1^{er} mai 1940**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice;

- de la ville d'Amos, district d'Abitibi, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la ville d'Amos;

- des commissaires d'écoles pour la municipalité du canton Laure, dans le comté de Québec, corporation légalement constituée ayant son siège social au Lac Édouard, demandant l'adoption d'une loi annexant, pour toutes fins scolaires que de droit, les territoires des cantons Trudel, Bickerdike et Gendron au territoire de la municipalité scolaire du canton Laure, dans le comté de Québec.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remarque qu'on a adopté le bill 155 sans m'avertir. Ce bill avait déjà été adopté en comité. Lorsqu'il est venu à la Chambre, j'ai formulé certaines objections et le bill a été retourné en comité.

J'avais demandé qu'on m'avertisse lorsque le bill viendrait de nouveau au comité, et je n'en ai pas entendu parler. Ce n'est pas très courtois.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): L'opposition était représentée au comité par le député de Joliette et le député de Matane.

Nous avons inclus dans le bill l'amendement qu'avait proposé l'autre jour le chef de l'opposition. C'est pourquoi le bill a été voté à l'unanimité.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

**Charte
d'Amos**

M. Allard (Abitibi) propose, appuyé par le représentant du Témiscamingue (M. Goulet), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Amos.

Adopté.

M. Allard (Abitibi) présente, en conséquence, le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Amos.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Municipalité scolaire
du canton Laure**

M. Bouchard (Québec) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 173 concernant la municipalité scolaire du canton Laure dans le comté de Québec.

Adopté.

M. Bouchard (Québec) présente, en conséquence, le bill 173 concernant la municipalité scolaire du canton Laure dans le comté de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte de
Saint-Léonard-de-Port-Maurice**

M. Leduc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 175 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Adopté.

M. Leduc (Laval) présente, en conséquence, le bill 175 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sainte-Clothilde,
Saint-Éphrem-de-Tring
et Saint-Méthode-d'Adstock**

M. Renault (Beauce) demande, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave), la permission de présenter le bill 201 concernant les paroisses de Sainte-Clothilde, Saint-Éphrem-de-Tring et Saint-Méthode-d'Adstock.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code
du notariat**

M. Delagrave (Québec-Ouest) demande, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Dufour), la permission de présenter le bill 203 modifiant le Code du notariat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Déclarations ministérielles:

**Travail du dimanche
dans une usine de Crabtree Mills**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): L'honorable député de Joliette (M. Barrette) a fait des remarques, hier, à propos du travail du dimanche, et d'une infraction à la loi dans une usine de Crabtree Mills.

Nous avons fait enquête sur ce cas qu'il a soumis à notre attention. Je dois l'informer que si les procédures n'ont pas été prises contre la compagnie, c'est que nous avons appris que les autorités religieuses diocésaines ont permis aux ouvriers ce travail du dimanche, à cause de certains travaux urgents qu'on avait à faire.

M. Barrette (Joliette): Il est certain que cette permission a été donnée. Mais, au début, les ouvriers étaient consentants à travailler le dimanche parce qu'on leur avait représenté que c'était pour quelque temps seulement, à cause de l'urgence qu'il y avait de remplir certaines commandes. Il avait été compris, dans le temps, que c'était pour quelques semaines seulement. Mais il y a six mois que cela dure.

Bien plus, au début, on les faisait travailler quelques heures seulement, le dimanche. Maintenant, on leur annonce qu'à partir de dimanche de la semaine prochaine, probablement, les ouvriers seront forcés de travailler 24 heures le dimanche. Si la compagnie a obtenu permission semblable pour six mois, d'autres demanderont la même chose. Il me paraît que si le procureur général n'intervient pas pour faire respecter la loi du dimanche, il y aura des troubles.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): La compagnie a représenté qu'il s'agissait d'un travail spécial.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre que le procureur général va tolérer cette situation? Le procureur général néglige de faire respecter une loi fondamentale.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Nous ne pouvons intervenir si les autorités religieuses ont permis aux ouvriers de travailler. Il faut respecter la loi, mais aussi le désir des autorités religieuses.

Demande et dépôt de documents:

**Voirie
en 1938-1939**

M. Francoeur (Montréal-Mercier) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, un état démontrant:

1. Quel a été le budget de la voirie de l'ancien gouvernement de l'Union nationale pour l'exercice financier 1938?

a) Le montant d'argent dépensé pour l'exercice financier 1938?

b) Le montant d'argent dépensé pour l'exercice financier 1939?

2. Les travaux ont-ils été faits en régie ou à forfait?

3. Dans l'affirmative, les demandes de soumissions ont-elles été faites par la voie des journaux?

4. Quel a été le montant des contrats accordés en 1938, les noms des contracteurs et les montants accordés à chacun?

5. Quel a été le montant des contrats accordés en 1939, les noms des contracteurs et les montants accordés à chacun?

6. Le gouvernement de l'Union nationale a-t-il entrepris, à Montréal, les travaux du boulevard Métropolitain?

7. Dans l'affirmative, dans quelle partie de l'île les travaux ont-ils été commencés?

8. Les contrats ont-ils été accordés à des entrepreneurs?

9. Quel est le nombre de ces entrepreneurs?

10. Ce contrat ou ces contrats ont-ils été ou a-t-il été accordé à forfait ou en régie, au plus bas soumissionnaire et quel a été le montant de ce contrat ou de ces contrats?

11. Le nom du particulier, de la firme ou des firmes?

Adopté.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) dépose sur le bureau de la Chambre ledit état. (Document de la session no 33)

Questions et réponses:

Charlie Lévesque

M. Lorrain (Papineau): 1. M. Charlie Lévesque, de Buckingham, mécanicien en chef au garage de la voirie, à Papineauville, comté de Papineau, a-t-il été destitué?

2. Si oui, à la demande de qui?

3. Pour quelle raison?

4. Qui l'a remplacé?

5. Sur quelle recommandation?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

1. Oui.

2. À la demande du ministre de la Voirie.

3. Incompétence et insubordination.

4. M. Alexandre d'Avignon.

5. Sur la recommandation des ingénieurs.

Wilfrid David

M. Lorrain (Papineau): 1. M. Wilfrid David, de Chénéville, comté de Papineau, inspecteur de colonisation, a-t-il été destitué?

2. Si oui, à la demande de qui?

3. Pour quelle raison?

4. Qui l'a remplacé?

5. Sur la recommandation de qui?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. Du ministre de la Colonisation.

3. Intérêt de la province.

4. M. Anselme Desjardins.

5. Du ministre de la Colonisation.

Ernest Séguin

M. Lorrain (Papineau): 1. M. Ernest Séguin, de Buckingham, comté de Papineau, inspecteur de colonisation, a-t-il été destitué?

2. Si oui, à la demande de qui?

3. Pour quelle raison?

4. Qui l'a remplacé?

5. Sur la recommandation de qui?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. Du ministre de la Colonisation.

3. Intérêt de la province.

4. Monsieur J.-L. Fortin.

5. Du ministre de la Colonisation.

Sanatorium

Saint-François de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke): 1. Une émission de débentures, se rapportant au Sanatorium Saint-François de Sherbrooke a-t-elle été autorisée depuis le 8 novembre 1939?

2. Dans l'affirmative: a) Quand? b) Par qui a été donnée l'autorisation? c) Pour quel montant?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le registraire de la loi des valeurs mobilières, par une lettre du 19 avril 1940, adressée à MM. David & Perrier, avocats, Montréal, agissant pour l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke (Hôpital Sanatorium Saint-François de Sherbrooke) et au sujet d'un projet d'émission d'obligations au montant de \$1,100,000, informait ses procureurs qu'il avait reçu tous les renseignements jugés nécessaires en conformité de l'article 26 de la loi des valeurs mobilières, tel que remplacé par le Statut 2 George VI, chapitre 82, section 1.

Sûreté provinciale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier

le bill 23 de la sûreté provinciale et de la police des liqueurs.

En comité¹:

Le comité étudie les articles 9 et 10, qui se lisent comme suit:

Direction et composition de la Sûreté

"9. Le procureur général a sous son autorité la direction et le contrôle de la Sûreté.

"10. Celle-ci se compose des officiers suivants:

"1^o Un officier désigné sous le nom de *directeur de la Sûreté provinciale*, à qui sont assignés, sous la direction et le contrôle du procureur général, le commandement et l'administration de la Sûreté;

"2^o Un officier chargé de l'assister dans l'exercice de ses fonctions, désigné sous le nom d'*adjoint du directeur de la Sûreté provinciale*, et qui, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur, exerce l'autorité et les pouvoirs de ce dernier;

"3^o Les fonctionnaires, inspecteurs, sous-inspecteurs, sergents, agents et gendarmes, au nombre déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, nommés par le procureur général pour faire partie des services de la Sûreté."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général peut-il nous dire combien de personnes ont été destituées à la Sûreté provinciale de Montréal depuis que le nouveau gouvernement est au pouvoir?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je ne crois pas franchement être en mesure de donner un nombre exact. Je ne peux donner que des chiffres approximatifs. Comme je l'ai dit hier, lorsque le chef de l'opposition est arrivé au pouvoir, en 1936, il a renvoyé 72 sur 108 personnes, à la police provinciale à Montréal. Depuis quelque temps, nous avons cru devoir, sur la recommandation du commissaire de la police, réinstaller ceux des policiers qui avaient été injustement destitués. Je crois qu'au service de la police provinciale proprement dit, une trentaine de policiers ont été destitués pour cause et remplacés par ceux qui avaient été destitués. Une quinzaine d'autres ont été remerciés de leurs services pour raison d'économie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mes informations sont à l'effet que dans Montréal, tous ceux que nous,

de l'Union nationale, avions nommés, ont été destitués, à de rares exceptions près, et remplacés par des policiers de l'ancien régime, par les gens que nous avions destitués, et pour cause.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Un bon nombre de policiers nommés en 1936 par mon honorable ami sont encore au service de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Si ma mémoire est fidèle, il en reste 20 ou 25.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général nous a dit hier que nous avions destitué 72 policiers sur 103. Ces 72 ont-ils tous été remplacés?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Comme je l'ai dit tout à l'heure, il en reste encore 20 ou 25 en fonction. Je n'appelle pas destitution le cas de ceux qui ont été renvoyés pour raison d'économie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les destitutions ont été faites avec une telle rapidité que l'on peut dire que ce fut une destitution en bloc. On aurait pu croire qu'il y avait, au département du procureur général, un ministre des destitutions.

Vraiment, la conduite du ministre m'a un peu surpris. Je ne pouvais pas croire qu'il ferait ainsi des destitutions absolument injustes, avec une rapidité et dans des circonstances que les règlements ne me permettent pas de qualifier. S'il continue, le procureur général va mériter le nom de ministre des destitutions.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Je n'ai certes pas voulu marcher sur les traces de mon prédécesseur; et si quelqu'un ne doit pas parler de destitution en bloc dans cette Chambre, c'est le chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

L'ancien procureur général a fait destituer 72 membres de la Sûreté provinciale d'un seul coup. Il prétend que nous avons fait des destitutions sans cause. Le chef de l'opposition admettra certainement avec moi qu'on est justifié de renvoyer un policier qui a été arrêté et traduit devant les tribunaux et accusé de faux pour la modique somme de \$4,000. Je ne veux pas le nommer pour ne pas salir les réputations. Même s'il avait été nommé par le chef de l'opposition, cet homme devait être destitué.

Des destitutions ont été faites pour cause, d'autres, pour des raisons d'économie, d'autres encore, pour réparer les injustices commises par mon prédécesseur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis honoré que le procureur général n'ait pas voulu marcher sur mes traces. Le ministre est savoureux. Il parle d'un policier accusé de faux et il dit qu'il ne veut pas le nommer pour ne pas salir la réputation de celui qui est concerné. Il devrait donner son nom parce que, du même coup, il salit les réputations des 71 autres qui ont été destitués. Tous ceux qui ont été destitués pourraient être soupçonnés de cette offense. Si la culpabilité d'un policier a été prouvée, cela ne veut pas dire que les 71 autres policiers de Montréal sont coupables. Je dis que c'est son devoir de nommer celui qu'il dit coupable de détournement.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Lorsque j'ai préparé ce projet de loi, j'ai pris comme principe de ne nommer personne afin de ne pas ternir le nom des familles. Je voudrais éviter de mentionner des noms. Mais, si le chef de l'opposition insiste pour avoir le nom de ce constable, je lui donnerai immédiatement; il faudra qu'il soit bien entendu qu'il portera la responsabilité du fait que ce nom aura été jeté dans le public. Je ne veux salir personne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre adopte une attitude bien contradictoire. Il commence par dire qu'il ne veut pas salir la réputation des familles. Puis, il laisse planer des doutes sur la réputation des familles de 72 policiers destitués. Son devoir est de nommer celui qui a commis un faux. Je considère que le procureur général doit nommer le coupable, sans quoi le soupçon va planer sur la tête de tous les anciens policiers.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il s'agit de M. Georges-Emmanuel Hallé, nommé sous l'Union nationale par l'ancien procureur général.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Aucun policier n'a été nommé par le procureur général, de 1936 à 1939.

Qui a porté la plainte contre ce policier?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je ne puis le dire. La plainte a été portée à Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand a-t-il été arrêté et accusé?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je crois que c'est en août ou septembre 1939.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui était au pouvoir à cette date?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le chef de l'opposition ne le sait donc pas? Si le chef de l'opposition ne le sait pas, qui peut le savoir?

(Rires à droite, sourire du chef de l'opposition)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre se place dans une situation archi-ridicule. Il reproche à l'ancien gouvernement d'avoir nommé un policier qui a commis un faux, puis il prouve que c'est ce même gouvernement qui a fait arrêter le faussaire. Le ministre cite ce cas pour s'en glorifier. Autrefois, le gouvernement libéral ne faisait pas arrêter les policiers qui étaient accusés d'avoir volé des milliers de piastres.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je suis énormément surpris d'entendre l'ancien procureur général dire qu'il n'était pas au courant des nominations faites dans son département.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ancien procureur général, qui est celui qui parle en ce moment, n'a jamais nommé de membres de la Sûreté provinciale, à l'exception du commissaire, le colonel P.-A. Piuze. Les nominations faites à la police l'étaient par lui, dont la bonne foi a pu être surprise. Jamais nous ne sommes intervenus pour ces nominations. Toutes étaient faites par la recommandation de M. Piuze.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Quand le chef de l'opposition parle ainsi, sa parole dépasse sa pensée.

Des députés ministériels rient.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Toutes les nominations de policiers ont été faites par le colonel Piuze.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Oh non! Par le procureur général du temps. La loi de la Sûreté provinciale, adoptée par le chef de l'opposition, dit que tous les membres de la Sûreté provinciale doivent être nommés par le procureur général. Le paragraphe 7 de l'article 10 de la loi de la

Sûreté provinciale de 1938 dit: "Les inspecteurs, sous-inspecteurs, sergents, agents et gendarmes au nombre déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, nommés par le procureur général pour faire partie des services de la Sûreté."

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est exactement ce que j'ai dit.

Des députés ministériels rient.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Tous les membres de la Sûreté provinciale nommés par l'ancien procureur général ont-ils été recommandés par le commissaire de la Sûreté?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Alors, ce serait le commissaire de la Sûreté qui aurait recommandé ce policier qui a été accusé de détournement? Je ne le crois pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai voulu que les policiers soient choisis par le commissaire de la Sûreté. Les nominations à la Sûreté provinciale ont été faites par le colonel Piuze. Il y a une grande différence entre la compétence de M. Piuze et celle de Me Marcel Gaboury. La politique provinciale doit être au-dessus des contingences politiques.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le chef de l'opposition a évidemment changé d'idée. Ses paroles d'aujourd'hui contrastent étrangement avec les actes qu'il a posés quand il était procureur général. Le chef de l'opposition aurait dû mettre en pratique ce qu'il prêche aujourd'hui au sujet des influences politiques².

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je dis que l'ancien procureur général n'est jamais intervenu dans l'administration de la Sûreté provinciale. J'affirme que jamais, ni directement ni indirectement, je ne suis intervenu comme procureur général dans la régie interne de la police provinciale. Jamais je n'ai fait nommer un officier secondaire ou un policier. Le commissaire a fait toutes les nominations et sans aucune recommandation de ma part.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Et dans les destitutions? Le chef de l'opposition ne se rappelle pas tous les actes qu'il a posés?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à faire remarquer au ministre que je n'ai jamais dit que je n'étais pas intervenu pour les destitutions, mais pour les nominations. Pour ce qui est des destitutions de la police provinciale à Montréal, elles ont été faites par moi. J'en prends la responsabilité. C'est moi qui les ai destitués et si c'était à recommencer, je ferais la même chose, car il y en avait qui volaient la province. J'en suis d'ailleurs très fier. Mais, pour ce qui est des nominations des policiers, elles ont été recommandées par M. Piuze. Je n'ai nommé que les officiers supérieurs de la Sûreté provinciale.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai ici un arrêté ministériel, passé le 3 septembre 1936, quelques jours après l'avènement au pouvoir du chef de l'opposition. Dans cet arrêté, il est dit que, sur la recommandation du procureur général, tous les policiers de Montréal sont destitués. Il y en a eu 72 qui ont été victimes de cet arrêté. Pouvons-nous dire que ce n'est pas de l'intervention? Si cela ne constitue pas une intervention dans l'administration de la Sûreté...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne semble pas vouloir me comprendre. Encore une fois, je me suis mêlé des destitutions et l'arrêté ministériel qu'il cite témoigne du fait; mais je n'ai recommandé aucune nomination.

M. Gagnon (Matane): J'aimerais bien savoir si les forces de la Sûreté provinciale seront centralisées à Québec ou à Montréal et s'il y aura divers postes dans la province. Le bureau de la Sûreté à Rimouski et le bureau de la police des liqueurs à Mont-Joli seront-ils abolis?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je ne peux répondre immédiatement au député de Matane. C'est une question circonstancielle.

M. Gagnon (Matane): Ces postes sont-ils encore ouverts?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Je ne le sais pas.

M. Gagnon (Matane): Pourrais-je avoir une réponse à la prochaine séance?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Certainement. Je puis dire au représentant de Matane qu'il y aura des postes de police d'établissements dans divers

endroits de la province, jugés opportuns par le gouvernement, là où il sera nécessaire d'en avoir pour la protection du public et l'observance des lois. Il y aura peut-être des postes de supprimés ou encore d'ajoutés. Je n'en sais rien pour le moment et je ne sais pas ce qui sera décidé au sujet des bureaux mentionnés par le député de Matane.

En vertu de la nouvelle loi, le chef de la Sûreté provinciale sera à Montréal, et il aura un adjoint à Québec.

M. Gagnon (Matane): J'espère que ces bureaux sont maintenus. Rimouski est la ville la plus importante de la région, mais Matane et Mont-Joli sont des centres importants.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

Les articles 11 à 13 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

Direction et composition de la Sûreté

"14. Le procureur général peut nommer des conseillers juridiques et des médecins pour assister la Sûreté et peut déterminer leurs devoirs et fixer leur rémunération."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le gouvernement a nommé pour la police provinciale un conseiller juridique et un médecin?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Pour ce qui est du médecin, je sais que le médecin de la Cour du coroner, à Montréal, s'occupe présentement de faire passer des examens pour les nouveaux policiers, mais il n'est pas nommé spécialement à cet effet par mon département. Aucun conseiller juridique n'a été nommé.

L'article 14 est adopté.

Les articles 15 à 18 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 19, qui se lit comme suit:

Dispositions diverses

"19. Le directeur peut faire les enquêtes qu'il juge nécessaires sur la conduite des officiers et

employés soumis à sa direction et toute autre enquête autorisée par le procureur général concernant l'administration de la Sûreté.

"Dans l'exercice des fonctions que lui attribue le présent article, le directeur possède les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8)".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général pourrait-il me dire si les procédures qui ont été prises par le gouvernement de l'Union nationale contre Charles Lanctôt et Dan Lorrain, ancien chef de la Sûreté provinciale à Montréal, sont et seront continuées?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Tout ce que je puis dire à mon honorable ami, le chef de l'opposition, c'est qu'aucune poursuite ou procédure commencées du temps du gouvernement de l'Union nationale, contre qui que ce soit, n'a été suspendue, discontinuée ou arrêtée. Dès qu'une plainte nous a été faite, nous avons pris des procédures. Ces procédures seront donc continuées. Pour ce qui est de l'avenir, toutes les procédures seront intentées lorsqu'il y aura lieu de le faire, et sans préoccupation de l'intervention de qui que ce soit. Aucune intervention n'empêchera la justice de s'exercer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais je voudrais savoir d'une manière plus précise si les procédures seront continuées contre Dan Lorrain. Le ministre devrait le savoir.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): La justice suivra son cours de façon rapide et humaine. Il n'y aura pas de persécution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le cas de Dan Lorrain en est un de première importance. Voici un homme qui a volé la province pour un montant considérable. Je sais que certaines procédures que nous avons prises ont été abandonnées. Une accusation de vol a aussi été portée contre un employé du greffe de Montréal. J'espère que le gouvernement va continuer toutes ces procédures avec célérité et que les avocats à qui elles seront confiées ne seront pas des partisans politiques.

L'Union nationale a intenté des procédures contre d'autres ex-fonctionnaires, entre autres Charles Lanctôt. Contre Charles Lanctôt, il y a eu un mandat d'émis pour un vol de \$115,000 des deniers de la province, et d'autres procédures contre un député-greffier à la Cour des sessions de la paix à Montréal.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Je l'ai dit et je le répète qu'aucune procédure n'a été arrêtée ou suspendue. Si le chef de l'opposition veut atteindre les substituts du procureur général, je lui répondrai que nos substituts sont des avocats intègres qui ont toute la confiance du gouvernement. Mais il y a une chose que j'aimerais bien à savoir quant aux procédures intentées par l'Union nationale contre un ancien assistant-procureur général. Où se trouve le mandat contre Charles Lanctôt? Je ne l'ai jamais vu au département.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Hier, le ministre s'est identifié avec Jargailles, et voici qu'il s'identifie avec Charles Lanctôt. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, le gouvernement libéral avait voté une pension de \$4,000 ou \$4,500 à Charles Lanctôt. Nous avons supprimé cette pension. Nous avons étudié les dossiers de l'ancien assistant-procureur général et nous avons décidé de le faire arrêter. Une plainte a été déposée en cour contre Lanctôt, après une enquête minutieuse qui fut faite par nos avocats. Des instructions furent alors données par le procureur général du temps, d'émettre un mandat d'arrestation. Quand le temps est venu de faire émettre le mandat, nous avons alors reçu des affidavits de médecins de Québec à l'effet qu'il était impossible de servir un mandat d'arrestation contre Lanctôt, à cause de son état de santé.

Le Dr Paquet, dont personne ne met en doute l'intégrité, est venu devant le comité et a déclaré sous serment que Charles Lanctôt était malade et ne pouvait comparaître. On nous disait que l'on pourrait faire mourir l'ex-assistant-procureur général si on lui faisait servir un mandat. J'ai exigé des rapports périodiques sur son état de santé. Le ministre pourra voir dans le dossier que les médecins ont donné à différents intervalles des déclarations assermentées à cet effet. Nous avons alors fait ce que nous pouvions et ce que nous devons faire. Je demande au gouvernement de continuer les procédures, et je lui suggère de confier la cause à des avocats dont les idées politiques donneront toute confiance au public.

Nous avons aussi commencé des procédures contre Dan Lorrain et contre un député-greffier, à Montréal, dont le nom m'échappe. J'espère qu'on les continuera. Lorsque j'étais procureur général, j'ai aussi fait prendre des procédures contre un ami du gouvernement, un citoyen qui occupe une haute fonction dans la vie publique, pour un montant de \$2,000³ pour remboursement de fonds dus à la couronne. Et voici que j'apprends que le nouveau procureur général a donné des instructions pour que ces procédures soient retirées et que ces procédures ont

été abandonnées. J'aurai l'occasion de revenir sur ce sujet, quand il sera question d'un autre département.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Je répète qu'aucune procédure n'a été suspendue ni discontinuée. Je puis dire que la justice sera administrée par nous avec impartialité et humanité. Nous n'aurons jamais recours à la persécution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sauf pour les destitutions.

Il pose d'autres questions au sujet du directeur de la police des liqueurs à Québec et du directeur de la circulation.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le directeur de la police des liqueurs à Québec et le directeur de la circulation n'ont pas été destitués et ils reçoivent encore leur traitement.

Je n'ai pas voulu adopter le moyen de l'Union nationale à l'égard des membres de la Commission des liqueurs, dont on a réduit le salaire à \$1 par année; et, tant que la loi ne sera pas changée, les directeurs de ces deux services continueront à recevoir leur traitement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les dépenses de la Sûreté sont prévues au budget. C'est là une mauvaise façon de prévoir les dépenses de la Sûreté, parce qu'on ne peut savoir à l'avance quelles seront les enquêtes ni quel sera le coût de ces enquêtes.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska)

rassure là-dessus le chef de l'opposition. Les argents prévus, dit-il, seront tout à fait suffisants aux enquêtes éventuelles et à tous les autres travaux de la Sûreté provinciale.

(Répondant au chef de l'opposition au sujet de l'évocation de certains scandales.)

Je demande au chef de l'opposition, dit-il, quel est ou quels sont le ou les propriétaires de tapis et de radios, d'une valeur de \$5,000, qui sont actuellement à la Sûreté provinciale de Montréal. On n'a pu trouver jusqu'ici le ou les propriétaires de ces articles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ceci prouve que, du temps de l'Union nationale, la propriété était respectée. Du temps de vos amis, ceux qui étaient chargés de protéger les biens du public volaient la province. Du temps de l'Union nationale, le droit de propriété était respecté. De votre temps, tout disparaissait.

M. Plamondon (Portneuf): Le chef de l'opposition est un maître jongleur avec la réputation des autres.

Mais son jeu est connu et la population de la province ne se laissera pas tromper.

L'article 19 est adopté.

Les articles 20 à 29 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Dépôt de documents:

Radio

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 avril 1940, pour la copie de toute correspondance, depuis le 26 août 1936, entre le premier ministre de la province de Québec et le gouvernement fédéral, ou aucun de ses membres, relativement à la radio et à la radiodiffusion. (Document de la session no 34)

Travaux de la Chambre:

Ajournement et discours du budget

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand sera prononcé le discours du budget?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le trésorier n'étant pas à son siège, je préfère lui laisser le plaisir de répondre à cette question.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest).

2. Le texte de *L'Événement-Journal* du 3 mai 1940, à la page 15, écrit "affluences politiques".

3. \$92,000, selon *Le Canada* du 3 mai 1940, à la page 9, et aussi selon *L'Illustration nouvelle* et le *Nouvelliste* du même jour, respectivement aux pages 2 et 8.

Séance du mardi 7 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 165 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire;

- bill 169 ratifiant une vente faite par la cité de Lévis à la Caisse populaire de Lévis et ratifiant une résolution établissant une évaluation fixe.

Votre comité désire recommander que le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit imprimé de nouveau, et désirerait aussi avoir un rapport des légistes avant d'en continuer l'étude.

Votre comité prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer à sa demande.

Le rapport est adopté.

**Emprunts rachetables
par anticipation**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), la permission de présenter le bill 4 concernant les emprunts rachetables par anticipation.

L'objet de la présente loi est de régler le rachat des emprunts contractés par une clause permettant le remboursement par anticipation. Il faut que la faculté de rachat soit mentionnée sur l'obligation et, dans tous les cas, un avis dans la *Gazette officielle* est requis, en outre des avis publics

ordinaires. De plus, l'avis doit être adressé par lettre recommandée aux détenteurs d'obligations immatriculées. Enfin, la corporation peut toujours emprunter pour le remboursement, sans référendum, mais les frais d'émission devront alors être payés à même les revenus, car le montant du nouvel emprunt ne pourra dépasser la valeur nominale des obligations.

Ce bill a donc pour but de légaliser la coutume qu'ont les municipalités de mettre une clause de rachat sur leurs débentures et de pourvoir à un mode spécial de procédure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Avis
de lettres patentes**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant les formules d'avis de lettres patentes émises sous la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité plénier.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La formule 1 de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 223) modifiée par l'article 32 de la loi 3 George VI, chapitre 86, est de nouveau modifiée en remplaçant dans la huitième ligne le mot "indiquer" par le mot "résumer"."

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Ce projet de loi a pour but de supprimer l'obligation, pour le procureur général, de reproduire en entier dans la *Gazette officielle de Québec* la longue énumération des pouvoirs accordés par lettres patentes. Un résumé seulement sera requis dans les avis prévus par la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'estime que le projet de loi que présente l'honorable procureur général (l'honorable M. Girouard) est dangereux. De nombreuses compagnies obtiennent des pouvoirs cachés. Le procureur général découvrira que cette loi ouvre la porte à de nombreux abus. C'est une mesure peu recommandable et j'y vois un danger. Le gouvernement ne devrait pas supprimer l'obligation pour les compagnies de donner l'énumération de tous les pouvoirs qu'elles demandent dans leurs avis. Cela est d'intérêt public.

C'est une garantie qu'il faut maintenir dans nos lois. Actuellement, lorsqu'on demande des lettres patentes, chacun peut savoir quels sont les pouvoirs octroyés à une compagnie par les gouvernants. On peut ainsi empêcher une compagnie d'exercer des pouvoirs autres que ceux énumérés dans sa charte. Il est donc utile et important que la population sache ce que contiennent ces lettres patentes accordées aux compagnies.

Il ne faut pas oublier qu'il y a des compagnies qui s'incorporent uniquement pour échapper à la loi. Une foule d'entre elles peuvent s'incorporer dans le Québec et travailler à d'autres buts que ceux qu'elles indiquent dans leur charte d'incorporation. C'est ainsi que souvent, sous couleur de demander certains pouvoirs, on s'arrange pour obtenir des pouvoirs corollaires qui sont en réalité plus importants. On a vu notamment des organisations de "bookies", etc., demander des lettres patentes pour des œuvres prétendues sociales. La publication des chartes permet de repérer ces manœuvres et d'y apporter remède. Et puis, il s'agira de savoir en quoi consistera le résumé que l'on veut et qui le fera. Surtout quand on sait que forcément un résumé trahit l'ensemble de la chose que l'on veut ainsi exposer. Les maigres économies que réalisera le gouvernement ne compenseront pas les graves dangers du bill.

Si le procureur général y pense, il verra que la garantie prévue pour cela dans nos lois est excellente. La loi de l'Union nationale qui a fait passer du secrétariat provincial au département du procureur général l'émission des lettres patentes était une bonne loi, observe-t-il. Il ne faut pas que les compagnies puissent échapper à la loi. La population a droit de savoir par la *Gazette officielle* le pourquoi de l'incorporation de telle compagnie. Cela pourrait induire les gens qui appliquent pour l'incorporation en vertu de la loi de Québec à dissimuler quelques-uns de leurs motifs. À la faveur de la nouvelle loi, on pourra accorder les pouvoirs les plus abusifs, sans que personne ne sache à quoi il retourne.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Les craintes du chef de l'opposition sont mal fondées. Les résumés succincts seront suffisamment abondants et indiqueront tout ce qui est important. La *Gazette officielle* compte des pages et des pages pour l'incorporation des compagnies. Ces grandes pages de texte sont toujours les mêmes; c'est toujours la même énumération. La longue énumération des pouvoirs dans la *Gazette officielle* est inutile et fastidieuse; quelques indications précises peuvent avantageusement remplacer les phraséologies inutiles. Ces pages ne sont pas nécessaires pour connaître l'objet d'une compagnie et un résumé des pouvoirs demandés suffit.

Il y a des pouvoirs fondamentaux et des pouvoirs accessoires. Publier les objets principaux pour lesquels une compagnie est formée est tout ce qu'il y a d'essentiel. Quant aux objets secondaires, qui découlent des premiers, il n'y a aucun danger à les résumer. Pourquoi s'astreindre à reproduire toute cette liste, généralement copiée de bills anciens? Il n'y a pas de danger possible. Avec la mention des pouvoirs principaux, la garantie est suffisante pour le public. Si quelqu'un, par hasard, est plus intéressé à connaître les détails de l'incorporation, s'il veut lire la charte au complet, il suffit d'en demander une copie; il peut facilement l'obtenir.

Nous croyons vraiment que la garantie sera suffisante comme ça, vu que l'objet des compagnies sera publié au complet dans la *Gazette officielle*. Nous n'avons aucunement l'intention de nous faire les complices de quelque commerce douteux de la part des individus qui appliquent pour l'incorporation. Le bill a plutôt pour objectif de simplifier l'avis officiel d'incorporation qui contiendrait un résumé complet des visées des incorporateurs, tout en réduisant les coûts de publication.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général va constater avant longtemps qu'il commet une erreur. Ce projet de loi est dangereux, je le répète. Les compagnies peuvent s'incorporer pour certaines fins et fonctionner pour d'autres fins. Le procureur général va s'apercevoir que certaines compagnies s'incorporeront pour d'autres fins que celles mentionnées dans la *Gazette officielle*. Qui définira les pouvoirs secondaires et les autres pour la publication dans la *Gazette officielle*? C'est une question d'appréciation. Pour certains, des articles secondaires peuvent paraître anodins tandis qu'il n'en serait pas ainsi pour d'autres.

M. Gagnon (Matane): Est-ce pour sauver des frais d'impression que l'on présente ce projet?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):
Oui, exactement.

M. Gagnon (Matane): Les frais d'impression pour la publication de leurs lettres patentes dans la *Gazette officielle* ne sont-ils pas payés par les compagnies elles-mêmes? Je comprends donc que le but de cette loi est de faire économiser aux compagnies des frais d'impression...

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):
L'économie profitera au gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'intérêt public exige la publication dans la *Gazette officielle* du texte complet des chartes. Pour ma part, dit-il, je n'ai jamais pensé cacher quoi que ce soit au public. Le meilleur moyen de renseigner le peuple est de publier au long les lettres patentes réclamées par les compagnies. Ce qui presse le plus, ce n'est pas une loi comme cette loi-là. Ce qui presse le plus à mon sens, c'est de passer une loi obligeant ceux qui demandent une charte et qui s'incorporent à être des personnes connues et non des prête-noms.

Il faut mettre fin à la dictature des sténographes dans l'incorporation des compagnies. Actuellement, si un groupe financier veut une charte, il ne va pas de l'avant, mais va trouver un procureur qui, utilisant les noms des messagers et sténos de son bureau, demande l'incorporation d'une compagnie au capital de quelques millions, en leur nom. Le gouvernement forcerait ainsi les compagnies à donner dans leurs demandes de lettres patentes les noms de leurs véritables directeurs au lieu de donner les noms de prête-noms. C'est du camouflage et du pire.

Ou ces financiers sont sérieux, et alors ils ne doivent pas craindre de faire connaître leurs noms, ou ils ne le sont pas, et il convient plus que jamais de ne pas tolérer ce subterfuge.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Le chef de l'opposition voudrait-il me dire pourquoi il n'a pas amendé la loi dans ce sens pendant ses 38 mois de pouvoir? Pourquoi, lorsqu'il était premier ministre, durant ces trois ans, n'a-t-il pas fait adopter cette loi pour nous donner cette amélioration qui presse tellement selon lui?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien, je suis prêt à répondre à l'honorable ministre de la Voirie. Je regrette de n'avoir été au pouvoir que pendant 38 mois. Je ne pouvais pas tout faire... Nous n'avons pu, en 38 mois, réparer tout le mal qui avait

été commis par le régime précédent en 40 ans. On siège ici depuis 14 semaines et qu'est-ce que le gouvernement a fait? Dans deux ou trois ans, quand le gouvernement fera des élections, nous ferons encore beaucoup d'améliorations.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):
Le gouvernement fera des élections en temps voulu, mais il ne sera pas aussi pressé que l'ancien gouvernement, qui a été obligé de s'en aller au bout de 38 mois. Nous ne serons peut-être pas aussi pressés par la famine que l'Union nationale.

(Rires et applaudissements à droite)

Si la loi que suggère le chef de l'opposition est aussi nécessaire, pourquoi ne l'a-t-il pas présentée?

Je comprends que le bill qui est actuellement devant la Chambre n'a pas pour but de sauver de l'argent aux compagnies, mais d'en sauver au gouvernement... Le gouvernement économisera avec ce bill parce que l'on sauvera de l'espace dans la *Gazette officielle*. Autrefois, les compagnies étaient astreintes à publier dans un journal local le même avis détaillé que dans la *Gazette officielle*. La publication de ces avis dans un journal était très onéreuse. Le gouvernement en a fait cesser l'obligation parce qu'il a cru inutile de l'imposer. Ce qui est resté, c'est l'obligation de publier l'avis dans la *Gazette officielle*, et maintenant, c'est la province qui paie les frais d'impression de la *Gazette officielle*.

Il est vrai que les compagnies paient des honoraires suivant la nature de leur charte, mais, si nous réduisons les frais de publication en réduisant l'impression à faire dans la *Gazette officielle*, il va sans dire que le gouvernement pratiquera une économie d'autant. Personne ne peut se plaindre de la loi. Je trouve absolument inutile la publication complète des avis d'incorporation. Les pouvoirs des compagnies sont généralement connus, car en préparant les chartes, on ne fait généralement que copier celles de compagnies de même nature.

Il est sûr qu'il sera facile d'obtenir des détails sur l'incorporation des compagnies si ces détails sont requis par certains intéressés. Cette loi est excellente et évitera donc au gouvernement des dépenses inutiles.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 8 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

Sûreté provinciale

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 23 de la sûreté provinciale et de la police des liqueurs.

En comité²:

Les articles 30 et 31 sont adoptés.

Le comité étudie le dernier paragraphe de l'article 32, qui se lit comme suit:

"Les officiers mentionnés aux paragraphes 1° et 2° sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur résidence et leur traitement."

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) explique l'objet du bill qui est de former la police des liqueurs en tant que corps indépendant de la Sûreté provinciale, mais, comme tel, sous sa propre direction et son contrôle. Deuxièmement, le bill établit un nouvel organisme de réglementation, à la fois pour la Sûreté provinciale et la police des liqueurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières) désire savoir qui sera nommé directeur à Québec et quel sera son traitement.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Rien de cela n'est décidé.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare avoir lu dans les journaux que M. J.-A. Patry, qui était directeur de la police des liqueurs à Québec, a quitté son emploi pour assumer de nouvelles fonctions à l'Hôtel de Ville de Québec. Est-il vrai qu'il a été remplacé par M. Fiset, un ancien associé d'un ancien ministre?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): La dernière partie de la déclaration du chef de l'opposition est inexacte. Il est vrai que M. Patry a préféré quitter ses fonctions à la police des liqueurs pour en assumer d'autres à l'Hôtel de Ville.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a-t-il quelqu'un en vue pour le remplacer?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Nous en avons plusieurs en vue. Les candidats ne manquent pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel sera le salaire?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le salaire n'a pas encore été fixé, car il ne peut l'être avant que la loi ne soit votée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette réponse est spécieuse. La loi ne mentionne pas les salaires. Pourquoi ne pas fixer le traitement des directeurs de la police dans la loi?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Ces reproches, le chef de l'opposition devrait se les adresser à lui-même, car il n'a pas souvent pratiqué au pouvoir ce qu'il prêche aujourd'hui.

(Applaudissements à droite)

Il conseille au chef de l'opposition de lire les articles qui soumettent les dépenses au contrôle budgétaire, sauf pour l'année financière en cours. De plus, l'article 11 de la loi précise:

"Les officiers mentionnés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 10 sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixe leur résidence et leur traitement."

Et l'article 10 auquel il est référé dit:

"Celle-ci se compose des officiers suivants:

"1° Un officier désigné sous le nom de *directeur de la Sûreté provinciale*, à qui sont assignés, sous la direction et le contrôle du procureur général, le commandement et l'administration de la Sûreté;

"2° Un officier chargé de l'assister dans l'exercice de ses fonctions, désigné sous le nom d'*adjoint du directeur de la Sûreté provinciale* et qui, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur, exerce l'autorité et les pouvoirs de ce dernier;

"3° Les fonctionnaires, inspecteurs, sous-inspecteurs, sergents, agents et gendarmes, au nombre déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, nommés par le procureur général pour faire partie de la Sûreté."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas satisfait de ces renseignements et je suis étonné que le procureur général (l'honorable M. Girouard) ne sache pas quel salaire sera payé à chaque employé. Pourquoi le procureur général ne nous dit-il pas quel sera le traitement des directeurs de la police des liqueurs?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): S'en tient au texte de la loi. Cela, dit-il, ne peut se faire ainsi. Comme c'est le lieutenant-gouverneur en

conseil qui fixe le traitement, je devrai soumettre la chose à mes collègues du cabinet avant de révéler mes intentions au chef de l'opposition.

Aussitôt que possible, je préviendrai le chef de l'opposition. Si un ministre avait agi comme il le veut aujourd'hui quand il était premier ministre, on devine la scène qui se serait produite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et les résidences? La loi dit que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera la résidence des directeurs de la police des liqueurs. Où sera leur résidence?

Une voix: À Trois-Rivières!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): À Trois-Rivières.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À Trois-Rivières, nous n'avons besoin de police que lorsque mon honorable ami de Rivière-du-Loup y vient.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (Souriant et courtois) De Kamouraska-Rivière-du-Loup, merci.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il est évident que les directeurs de la Sûreté et de la police habiteront Montréal ou Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si la chose est tellement claire, pourquoi ne pas l'indiquer dans la loi?

Il s'étonne que le ministre n'ait pas encore fixé le salaire et le lieu de résidence des directeurs de la police des liqueurs de Québec et de Montréal. Il trouve injuste que ce soit le lieutenant-gouverneur en conseil qui décide de certaines choses quand ce devrait être le ministre. Est-il vrai que, sous le nouveau gouvernement, le procureur général ne puisse fixer même le lieu de résidence des hommes de police? Ce n'est vraiment pas raisonnable. C'est un signe d'incompétence que le ministre ne mérite pas.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il est évident que le chef de l'opposition n'est pas sérieux lorsqu'il discute ainsi.

Je lui ferai remarquer que les dispositions de l'article 32 sont semblables à celles qu'il plaça jadis dans une loi identique. Je fais allusion aux résidences et aux traitements des directeurs de la Sûreté. Dans l'article 11 de sa propre loi de la police provinciale,

passée en 1938, s'il veut le lire, il est dit que le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la résidence et le traitement des officiers de la police des liqueurs. L'article de la loi se lit comme suit:

"Les officiers mentionnés aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° de l'article 10 sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur résidence et leur traitement.

"Ils demeurent en fonctions durant bonne conduite, mais peuvent être démis pour cause après enquête devant un juge de la Cour supérieure faite conformément aux dispositions de la loi relative aux commissions d'enquête (Statuts refondus, 1925, chapitre 8)."

Le chef de l'opposition, qui a tant fait en si peu de temps et qui connaît les usages parlementaires, serait le premier à me reprocher de dire à la Chambre ce que les membres du gouvernement doivent être les premiers à savoir. Les reproches que le chef de l'opposition me fait aujourd'hui, il pourrait donc commencer par se les adresser à lui-même.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un aveu. Cette affirmation du ministre prouve que l'on copie des lois de l'Union nationale qui étaient bonnes et que je n'étais pas le dictateur que l'on dit.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il est évident que nous n'avons pas copié la loi de 1938. Au contraire, cette année, loin de copier les lois, nous en modifions profondément le principe essentiel.

Ainsi, nous séparons la Sûreté provinciale et la police des liqueurs. Les principes qui inspirent l'une et l'autre sont tout à fait opposés.

M. Gagnon (Matane): Le ministre dit qu'il doit d'abord discuter des traitements avec ses collègues du cabinet. Dois-je comprendre que la chose n'a jamais été étudiée au Conseil des ministres?

Le ministre n'a pas discuté sa loi avec ses collègues au Conseil des ministres avant de la présenter en Chambre?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Étudiée, oui. Nous l'avons changée et la loi a bien été discutée au Conseil des ministres.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (Regardant M. Duplessis) Ce qui ne se faisait pas dans votre temps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au temps où j'étais premier ministre, il ne se passait pas de scènes aux séances du cabinet comme il s'en est produit récemment. On me dit qu'il est arrivé, en effet, que la discussion s'est envenimée, a été tellement orageuse que les personnes qui passaient dans les corridors qui longent la salle du Conseil des ministres pouvaient entendre la voix des ministres. Tous ne s'accordent pas très bien. Les scènes qui se déroulent maintenant au Conseil des ministres font donc tellement de bruit que ceux qui passent dans les corridors n'en croient pas leurs oreilles.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant) Quelles sont ces belles oreilles?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le chef de l'opposition et député de Trois-Rivières était témoin de nos séances du cabinet, s'il connaissait l'atmosphère de nos discussions et l'harmonie qui règne au Conseil des ministres, il serait surpris. Ce serait, pour lui, pire que le purgatoire sur la terre...

(Rires et applaudissements)³

... car il se rappellerait ce qui se déroulait aux séances qu'il présidait. De son temps, le ton de la discussion s'élevait à un tel point que les échos enflammés en parvenaient à ceux qui étaient beaucoup plus loin que dans le corridor attenant à la chambre du Conseil exécutif.

Les éclats de voix étaient entendus non seulement dans les corridors du parlement, mais dans toute la province. L'atmosphère de nos séances du Conseil a un caractère absolument différent de celle des 38 mois du chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane): Les libéraux avaient de mauvais espions. Je dois déclarer qu'il n'y a jamais eu de scènes au Conseil des ministres, lorsque nous étions au pouvoir. Sous l'Union nationale, il n'y a jamais eu de discussion acerbe. Les membres du cabinet étaient toujours d'un parfait accord.

Des députés ministériels: Ah! Ah! Ah!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Comment le député de Matane (M. Gagnon) peut-il dire cela? Il n'était jamais consulté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Bref, je dois comprendre que la loi fut discutée au Conseil. Alors, on a discuté des traitements. Pourquoi ne pas le

mettre dans la loi? La loi devrait fixer les salaires des fonctionnaires supérieurs de la Sûreté et de la police des liqueurs.

La prérogative des députés est de voter les subsides. Si nous ne connaissons pas les appointements des fonctionnaires, comment pouvons-nous les voter?

L'article 32 est adopté.

L'article 33 est adopté.

Le comité étudie le quatrième paragraphe de l'article 34, qui se lit comme suit:

"4° imposer des sanctions pour infractions à ces règlements."

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève une question de langue. La traduction anglaise de "sanctions", dit-il, ne devrait pas être "penalties" qui signifie amendes.

Des députés interviennent.

L'article 34 est adopté.

L'article 35 est adopté.

Le comité étudie les articles 36 et 37, qui se lisent comme suit:

"36. Les dispositions de la présente loi prévalent, en cas d'incompatibilité, sur celles de toute autre loi générale ou spéciale.

"37. La loi relative à la Sûreté provinciale (2 George VI, chapitre 76) est abrogée et, en conséquence, les offices de commissaire de la Sûreté provinciale, d'adjoint du commissaire de la Sûreté provinciale, de surintendant de la Sûreté provinciale à Québec, de surintendant de la Sûreté provinciale à Montréal, de directeur de la circulation et de directeur de la police des liqueurs sont abolis; cependant, l'article 23 de ladite loi demeurera en vigueur jusqu'au premier juillet 1940."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'objet principal du bill semble être de donner au gouvernement le pouvoir de destituer comme bon lui semble les officiers supérieurs de la Sûreté. Le dernier article de la loi abroge notre loi de 1938 qui était bonne, car elle protégeait les officiers supérieurs de la Sûreté en empêchant leur destitution sans une enquête devant un juge de la Cour supérieure et alléguant les causes du renvoi.

En somme, cette loi a pour but de défaire la loi que nous avons passée, qui mettait les policiers et les officiers de la Sûreté au-dessus des partis et de la politique. Notre loi comportait des garanties que la nouvelle loi ne donne pas. C'était une garantie de stabilité et de sécurité.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Nous savons ce que valait cette loi. C'était une étrange sécurité! Pour abolir les postes que l'on veut remplacer par d'autres, le gouvernement actuel aurait pu procéder comme l'Union nationale, car les officiers de la Sûreté n'étaient pas plus protégés que les membres de la Commission des liqueurs que le chef de l'opposition a pratiquement destitués par simple arrêté ministériel. J'ai ici cet arrêté ministériel signé le 11 septembre 1936, et qui fixe à \$1 par année le traitement annuel de plusieurs officiers supérieurs et fonctionnaires de la régie des liqueurs. Nous aussi, on aurait pu passer un arrêté ministériel et réduire à \$1 par année les hauts officiels de la police provinciale et de la police des liqueurs, pour obliger les gens à démissionner. Nous n'avons pas cru devoir suivre cet exemple et employer ce moyen arbitraire.

Ce n'était pas un exemple à suivre. Nous avons voulu être plus francs. Au lieu de procéder ainsi, nous avons changé le nom du chef de la Sûreté, qui portait le nom de commissaire, ce qui ne correspondait pas à ses fonctions, et nous l'avons nommé directeur de la Sûreté. Nous avons donc aboli simplement les charges.

On préfère y aller carrément et franchement. Sous l'Union nationale, ceux qui semblaient protégés ne l'étaient pas en réalité, car on pouvait toujours recourir au procédé favori du chef de l'opposition, en 1936. L'objet principal du bill est de séparer le corps de la police des liqueurs de celui de la Sûreté provinciale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a parlé d'un arrêté ministériel dont je me flatte. Cette loi a été bien reçue dans tous les milieux. Ces commissaires, sauf un à Montréal, se prêtaient à cela. Il y avait un président, M. Cordeau, qui gagnait \$15,000 par année et auquel on accorda par-dessus le marché une pension de \$9,000. Nous avons aboli cette pension et nous avons donné, à la place, des pensions aux vieillards, aux aveugles et aux mères nécessiteuses.

Je ferai remarquer au ministre que, sous notre administration, nous avons nommé un gérant qui a obtenu des augmentations de \$171,000⁴ aux salaires des petits employés et coupé de \$69,000⁵ ceux des

gros commissaires. Sous l'Union nationale, les chefs policiers étaient protégés contre toute ingérence politique parce qu'ils ne pouvaient être destitués sans que leur cas ne soit soumis à un juge de la Cour supérieure.

L'article 36 est adopté.

L'article 37 est amendé en modifiant le numéro de l'article 23, par le chiffre 24.

L'amendement est adopté.

L'article 37, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame le vote.

La motion est mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Comeau, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, Toupin, 55.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 15.

M. l'Orateur fait remarquer que tous les députés présents doivent voter, et le nom du député de Matapédia (M. Dufour) n'apparaît pas sur la liste⁶.

M. Dufour (Matapédia) (Étonné et certain d'avoir déjà voté) se lève une seconde fois pour remplir les formalités d'usage et voter en faveur du bill.
(Applaudissements)

Ainsi, la motion est adoptée (56 contre 15).
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sainte-Clothilde, Saint-Éphrem-de-Tring et Saint-Méthode-d'Adstock

M. Renault (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 201 concernant les paroisses de Sainte-Clothilde, Saint-Éphrem-de-Tring et Saint-Méthode-d'Adstock soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité permanent des bills publics en général.

Succession de Cléophas Saint-Aubin

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer que le bill de Québec, tout comme le bill de Sherbrooke, est un projet de loi très important auquel

le comité des bills privés a fait subir de nombreuses modifications. Je demanderais, dit-il, qu'on le fasse réimprimer.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) acquiesce à la demande du chef de l'opposition.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des constructeurs de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lots dans Lachine

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine.

Adopté.

En comité⁷:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faudrait que la loi confirme les titres en autant qu'il y aura un reçu du département du Trésor attestant que les droits de succession ont été payés.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Voici le reçu.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fédération des Guides Catholiques

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Remboursement de droits:

Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke

M. Bourque (Sherbrooke) propose, appuyé par représentant de Labelle (M. Paquette), que les honoraires payés pour le bill 136 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Sherbrooke soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de constituer en corporation une institution religieuse.

Adopté.

Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls

M. Beulac (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Bonvouloir), que les honoraires payés pour le bill 135 constituant en corporation les révérends Pères du Très-Saint-Sacrement de Shawinigan-Falls soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de constituer en corporation une institution religieuse.

Adopté.

Ursulines de Québec

M. Morin (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Renault), que les

honoraires payés pour le bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de constituer en corporation une institution religieuse.

Adopté.

Charte de LaSalle

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la ville de LaSalle.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Règlement No 260 de Drummondville

M. Rajotte (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 pour valider le règlement No 260 de la cité de Drummondville établissant une évaluation fixe jusqu'au 1^{er} janvier 1946 pour les établissements industriels de la cité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte d'Amos

M. Allard (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la charte de la ville d'Amos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Municipalité scolaire du canton Laure

M. Bouchard (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 concernant la municipalité scolaire du canton Laure dans le comté de Québec soit maintenant lu une deuxième fois⁸.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Saint-Léonard-de-Port-Maurice

M. Leduc (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 modifiant la loi des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill représente un faible intérêt pour le public. Son objectif principal est de rendre légale une coutume qui existe depuis des années dans le domaine du transport et de l'entreposage de la bière en cela que les gouvernements successifs l'ont favorisée sans qu'elle ne bénéficie pour autant d'un encadrement législatif. Plusieurs clauses de la loi actuelle sont désuètes et sont constamment violées. La loi actuelle permet aux brasseries d'avoir des entrepôts à travers la province. Mais, au sens de la loi, elles ne peuvent qu'y garder des bières, sans que leurs représentants puissent les vendre. Elles ne peuvent placer dans leurs entrepôts que la bière déjà vendue.

En pratique, ceux qui se constituent leurs agents achètent certaines quantités de bière pour la revendre ensuite. Nous voulons faire reconnaître cette pratique commerciale. La nouvelle loi stipule qu'il y aura dans les entrepôts des gardes-magasins qui pourront vendre ou livrer de la bière, pourvu que l'acheteur soit muni d'un permis. Le nom de l'agent d'une brasserie devra être mentionné dans le permis qui sera émis par la Commission des liqueurs.

Cette loi n'a d'autre but que de faire disparaître une disposition qui oblige une brasserie de Montréal à expédier la bière à Westmount ou à Outremont par chemin de fer ou par bateau. Je présente un amendement à la loi des liqueurs alcooliques pour légaliser une coutume adoptée par tous nos brasseurs, plus spécialement pour permettre le transport de la bière à bord de camions. Rien ne sert d'avoir une loi si personne ne la respecte, surtout si elle entre en contravention avec de nouvelles méthodes commerciales.

Ainsi, les articles 1 et 2 de ce projet amendent la loi des liqueurs, pour rendre les

dispositions relatives à la distribution de la bière mieux adaptées aux usages commerciaux actuels, et notamment pour permettre aux brasseurs et à leurs gardes-magasins, moyennant un permis à cet effet, de faire, par camion, la distribution aux détaillants.

Avec le troisième et dernier article, nous faisons disparaître également l'article 69 de la loi des liqueurs qui, jusqu'ici, permettait à une personne à qui des liqueurs alcooliques avaient été illégalement vendues, de répéter le prix, c'est-à-dire de poursuivre le vendeur pour se faire remettre le prix qu'il a payé.

En vertu de la loi actuelle, les brasseurs peuvent avoir des entrepôts, mais ils ne peuvent déposer dans ces entrepôts que les quantités de bière déjà vendues. Le développement du tourisme et surtout les sorties de fin de semaine menaçaient de faire perdre des ventes importantes aux brasseries, dans les cas où les approvisionnements de bière des restaurants et hôtels étaient épuisés, par l'afflux inattendu d'une trop grosse clientèle. En pratique, quelqu'un se constituait l'agent de la brasserie et achetait certaines quantités de bière. Cette bière pouvait alors être entreposée et l'agent revendait la bière aux détaillants. Notre amendement a pour but de rendre la loi conforme aux usages commerciaux. De plus, à l'avenir, il y aura à l'entrepôt un garde-magasin qui pourra vendre de la bière, pourvu que ce soit à des détaillants ayant un permis pour faire ce commerce. La dernière disposition permet la distribution par camion de la bière, de la brasserie ou de l'entrepôt aux établissements des détaillants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne comprends pas qu'un procureur général dise qu'une loi doit être rappelée parce qu'elle n'est pas respectée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Cette loi est absurde. C'est pourquoi on la rappelle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi est absurde? Mais qui l'a faite? M. Taschereau? Il est curieux d'entendre les membres du gouvernement qualifier d'absurde une législation adoptée par leur chef.

Cette loi n'aidera certainement pas la tempérance. Je crois que le présent projet de loi du gouvernement est un recul considérable au point de vue de la tempérance et de la loi des liqueurs. Il me semble que cela représente un risque d'abus considérable. Cette loi est dangereuse; elle fait de l'entrepôt un magasin et ne favorise ni la tempérance, ni le gouvernement. On donne ainsi le droit aux brasseurs d'étendre leur commerce à

travers toute la province de Québec en établissant ici et là des entrepôts. À la faveur de ces magasins, on multipliera les dépôts plus ou moins licites de bière. Le but véritable du bill est de permettre aux brasseries d'étendre leur commerce sur une vaste échelle et d'atteindre leurs nouvelles régions. Jusqu'ici, les brasseurs pouvaient entreposer la bière vendue seulement. Avec cette nouvelle loi, on étend considérablement le champ d'action des brasseurs. On leur permet de la sorte de faire à la fois et le commerce de gros et le commerce de détail. On fait des entrepôts des magasins de détail.

Je ne veux pas faire de politique avec ces choses, mais je dois dire que cette loi vient en contravention avec les recommandations des autorités religieuses et autres. On ne fait même pas de réserve pour les municipalités où la prohibition a été votée en vertu de la loi Scott, dont on ignore les dispositions. Avec ce bill, l'entrepôt devient non seulement un endroit où l'on dépose des marchandises, mais un véritable magasin. Celui qui a en la garde a le droit de vendre de la bière comme le ferait un marchand et de livrer les commandes par camion.

De plus, pour ce qui est de la partie du projet de loi qui fait disparaître l'article 69, concernant la répétition du prix des liqueurs vendues illégalement, on ne devrait pas faire disparaître ce droit qu'a la personne à qui de la boisson a été vendue illégalement de répéter le prix de cette boisson. Il ne faut pas poser en principe que celui qui paye ne pourra répéter et que celui qui ne paye pas ne pourra pas être inquiété. On se trouve à protéger les personnes qui font des transactions en marge de la loi. Ces personnes ne devraient pas être protégées d'aucune façon. On devrait plutôt se montrer plus sévères contre de telles personnes. Elles devraient être exposées non seulement à payer l'amende ou à faire de la prison, mais aussi à se voir obligées de rendre le prix de vente.

M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition a raison. De plus, à mon avis, la création d'entrepôts aura pour effet d'augmenter le prix de la bière, ce champagne du pauvre, et de causer des perturbations nuisibles. Je me suis opposé à la création d'un entrepôt à Matane, bien qu'il en existe un à Rimouski, avec le résultat que la bière se vend plus cher à Rimouski qu'à Matane. Les grandes distilleries chargeront sur le prix de vente ce que leur coûtera l'établissement des entrepôts⁹.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Cette question d'entrepôt ou d'établissement du

brasseur ou du garde-magasin n'est pas nouvelle. On la trouve dans la loi des liqueurs alcooliques de 1925 que nous amendons. Cette loi reconnaissait l'existence légale d'entrepôts pour les brasseries dans la province. C'est parfaitement légal. Mais elle permettait la vente de la bière à des gens qui n'ont pas de permis. Nous prévenons les violations sous le couvert de cette disposition de la loi, en décrétant qu'une personne qui achètera de la bière des entrepôts devra être munie d'un permis de la Commission des liqueurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui mais, avec votre bill, l'entrepôt devient un magasin.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Non. Il n'en sera rien. Nous, nous croyons que nous sommes en présence d'un commerce licite. Le bill ne s'appliquera que dans le cas de personnes ayant légalement le droit de vendre de la bière. On sait que, sur ce point, les dispositions de la loi étaient en réalité depuis des années et des années constamment et ouvertement violées.

Les entrepôts existent déjà, car la loi permettait aux brasseurs d'avoir des entrepôts. Mais celui qui était en charge dudit dépôt ne pouvait vendre de la bière, ce qui n'est pas logique. La coutume était établie depuis plusieurs années que les compagnies étaient obligées de vendre à des agents la bière qu'elles voulaient entreposer. Ces agents revendaient la bière aux détaillants, mais c'était en violation de la loi, et nous voulons rendre la loi conforme à l'usage. Nous présentons le bill pour faire disparaître une disposition devenue hypocrite et nuisible.

Tout ce que la nouvelle loi fait, c'est d'autoriser le garde-magasin à vendre non pas au public consommateur individuellement, mais aux détenteurs de permis pour vendre de la bière. Je suis d'opinion qu'il est préférable de reconnaître publiquement une coutume commerciale établie. Avec ce bill, la tempérance continuera à fleurir comme jamais.

Pour ce qui est de l'article 69, concernant la répétition du prix des liqueurs vendues illégalement, il constituait une cause de chantage pour les personnes poursuivies pour le coût des bières achetées. Ces personnes, comme moyen de défense, tentaient de prouver devant la cour que le demandeur ne s'était pas conformé à la loi des liqueurs. Or, cette disposition a été jugée inapplicable par les tribunaux. Il cite sur ce point un jugement rendu par un juge à Valleyfield, où le magistrat signale cet abus.

Les tribunaux ont ainsi décidé que l'acheteur qui a lui-même violé la loi, en achetant illégalement des liqueurs alcooliques, ne peut invoquer sa propre turpitude devant les tribunaux; il n'est pas digne d'invoquer la loi qu'il a lui-même violée. C'est pourquoi cette disposition ne paraît avoir servi jusqu'ici que pour des fins de chantage.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, Toupin, 50.

Contre: MM. Barrette, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹⁰:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 30 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37), modifié par l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 22, est de nouveau modifié:

"a) en y ajoutant à la fin de l'alinéa qui suit le paragraphe 6°, après le mot "permis", les mots: "ou d'un garde-magasin muni d'un permis";

"b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le brasseur peut avoir, aux endroits et en la manière déterminés par la commission, des entrepôts pour la distribution des bières qu'il a fabriquées. Toute personne en charge d'un tel entrepôt peut vendre ou livrer lesdites bières à la condition qu'elle soit elle-même désignée comme garde-magasin dans le permis accordé par la commission pour cet entrepôt, que la vente ou livraison en cette province soit faite à une personne munie d'un permis pour la vente de la bière et que cette bière ne soit pas consommée dans cet entrepôt ou ses dépendances."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le procureur général (l'honorable M. Girouard) a parlé de chantage en disant que l'ancienne loi conférait des droits à des individus indignes de venir devant les tribunaux et que certains articles de la loi des liqueurs constituent du chantage. Le procureur général n'a pas fait un beau compliment à l'ancienne administration libérale et à ceux qui ont mis ces articles dans la loi; par exemple, l'honorable M. Édouard Perrault, associé professionnel du procureur général actuel, qui était ministre dans le cabinet Taschereau lorsque la loi a été passée. Tous les articles de cette loi ont été faits par M. Taschereau et M. Perrault, car elle date de 1921 et elle a toujours été maintenue.

Il y a plus. Le premier ministre actuel a déclaré récemment, dans une interview aux journaux, qu'il voulait faire disparaître tout ce qu'il y a d'hypocrite dans la loi des liqueurs actuelle. Mais cette loi a été faite par l'honorable M. Taschereau, ancien chef du premier ministre actuel, au temps même où il a été un de ses ministres. C'est un beau compliment à lui faire, un beau compliment pour son ancien chef. Qu'on ne se trompe pas: tous les articles de la loi que nous étudions sont des articles de la loi que M. Taschereau a fait adopter en 1921. Il rappelle que pour la loi des liqueurs, M. Taschereau s'est inspiré de la loi de la régie des liqueurs passée par Alexandre de Russie. Les honorables Taschereau et Perrault ont maintenu l'article de la loi que le procureur général actuel fait disparaître.

Le zèle qui anime le premier ministre pour les brasseries est édifiant, mais il lui fait dire des choses exagérées. Je considère que la loi à l'étude va loin; elle transforme en définitive les entrepôts en magasins de gros et de détail où tout le monde pourra acheter de la bière. On va multiplier ces magasins dans la province et ce n'est pas de nature à diminuer les abus, ni une façon de servir la cause de la tempérance.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le chef de l'opposition interprète la loi à sa fantaisie. Il donne une interprétation tout à fait erronée de ses clauses. Il est bien spécifié dans le projet de loi que celui qui voudra acheter de la bière du gardien de l'entrepôt devra être muni d'un permis. Comme je l'ai dit, le garde-magasin ne pourra livrer la bière qu'à une personne munie d'un permis pour la vente de la bière et cette bière ne pourra être consommée que dans cet entrepôt ou ses dépendances. Sans permis, impossible d'avoir de bière. Il n'y a donc aucun danger d'augmenter la vente de la bière par la loi que nous proposons. Le gouvernement veut, en effet, tout simplement faire disparaître l'hypocrisie de la loi des liqueurs. C'est dans sa pratique qu'une loi devient désuète ou hypocrite, et non dans son esprit ou sa lettre.

Le gouvernement est désireux d'enlever de nos lois les hypocrisies qui peuvent être évitées. Je suis surpris que le chef de l'opposition veuille les maintenir. Il doit savoir que, dans toute loi pénale, il se trouve parfois des dispositions désuètes qu'il est bon de faire disparaître.

La loi des liqueurs date de 20 ans; les temps changent, et comment s'étonner qu'il faille l'amender. Certaines coutumes s'établissent. Des modifications s'imposent. Avec ce projet de loi, nous voulons régulariser un état de choses qui existe depuis longtemps au lieu de laisser la loi méprisée plus longtemps.

Je crois que la présente loi accorde suffisamment de garanties. Les modifications que nous proposons seront appréciées par le public quand elles seront mises en application.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est indéniable, et le ministre l'admettra, que le projet de loi a pour effet de faire d'un entrepôt un magasin. Ce projet est dangereux. Je crois que la loi n'est pas à l'avantage de la cause de la tempérance ni à l'avantage du gouvernement. Et, avant longtemps, le gouvernement sera obligé de la rappeler. Le ministre a dit que l'article de la loi qu'il abroge peut donner lieu à du chantage. Je dis non. Ce n'est pas encourager le chantage que de réclamer une chose payée indûment.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Quand j'ai parlé de chantage, j'ai référé aux considérants de l'honorable juge Arthur Trahan qui a déclaré cela dans la cause Sauvé vs Hébert, laquelle parlait de tentative de chantage, sous le couvert d'un droit. Le juge a dit: "Sous le pouvoir de l'exercice d'un droit, une personne peut exercer un chantage".

M. Sauvé (Beauharnois): Quel est le prénom du défendeur?

Des députés rient.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

J.-D. Arthur Sauvé.

M. Gagnon (Matane): Les lois les meilleures peuvent donner lieu à des abus, mais ce n'est pas une raison pour les supprimer. Il y a lieu de les amender. Le procureur général (l'honorable M. Girouard) est mal inspiré de faire disparaître l'article 69, au sujet de la répétition de l'indu. Cet article assure une protection aux mineurs et n'aurait jamais dû être supprimé. Le gouvernement ne devrait pas faire disparaître de la loi des liqueurs aucune protection qui en garantit l'observance. Pourquoi décréter que ceux qui veulent faire observer la loi sont des maîtres chanteurs? D'ailleurs, si les brasseurs ont commis des illégalités, quel mal y aurait-il pour un employé de tenter de faire respecter la loi?

La province a été longtemps sous l'emprise de la loi Scott, qui était une loi d'hypocrisie. Lors de son rappel, il y avait eu une espèce de compromis entre le gouvernement et les autorités religieuses, dans l'intérêt de la tempérance. C'est pour cette raison que nous n'avons pas amendé les lois des liqueurs.

Ensuite, s'il y a de l'hypocrisie dans la loi, nous n'en sommes certainement pas responsables. On était fatigué des abus existants et on consentait à un *modus vivendi* qui serait plus favorable à la véritable tempérance. Par la suite, une loi créant la Régie des liqueurs a été adoptée par le Parti libéral qui l'a fait accepter par les autorités religieuses.

Les autorités religieuses ne sont pas contre la vente de liqueurs, pourvu que le gouvernement prenne des mesures efficaces pour la contrôler. Et quand le gouvernement libéral du temps a décidé que le transport de la bière ne se ferait pas par camion, il a bien fait. Il n'agissait pas par hypocrisie; il voulait tout simplement assurer le règne de la tempérance. Quand l'Union nationale est arrivée au pouvoir, elle a laissé les lois anciennes.

Le bill 21, corollaire du bill 20, va trop loin. Il va permettre le transport de la bière par camion, ce que n'avait pas voulu admettre le gouvernement Taschereau, lorsqu'il a fait passer la loi des liqueurs, et ce que les brasseries ont demandé inutilement sous l'Union nationale. Nous n'avons donc rien changé à cette loi. S'il y a de l'hypocrisie dans la loi, nous n'en sommes certainement pas responsables.

Mais le nouveau parangon de vertu du gouvernement, le ministre de la Voirie, a déclaré que l'on enlèverait de cette loi tout ce qu'il y a d'hypocrisie, et tous les parangons de vertu du nouveau gouvernement ne veulent plus de la loi adoptée par leurs anciens chefs. Ils cherchent à la modifier profondément alors qu'il y avait eu une entente.

Voici donc la nouvelle loi de vertu, mais elle augmentera le prix du produit de nos brasseries.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Chaque fois que l'on a entendu le député de Matane parler dans cette Chambre, il a parlé de religion et de patriotisme sans qu'il y eût nécessité de le faire. Je n'ai pas de leçon à donner au chef de l'opposition, ni au député de Matane; mais je crois que les membres de l'opposition font tort à leur propre cause et rendent un bien mauvais service à leur province, en mêlant les questions de religion et de patriotisme à tous les problèmes, en introduisant de façon d'ailleurs inutile dans des débats sur des questions purement matérielles - souvent pour couvrir leurs propres erreurs - les mots de vertu, de religion et de patriotisme.

Nous voulons corriger un état de choses qui existe depuis quelques années. Nous voulons faire disparaître des erreurs qui ont surgi avec le développement et l'expansion des moyens de commerce dans la province de Québec et qui ont existé sous l'administration du chef de l'opposition. Les moyens de commerce et de communication se transforment, et le législateur se doit d'en tenir compte. Il est donc nécessaire d'amender les lois, car la première condition pour qu'une loi soit efficace, c'est d'être respectée par le public en général. La loi actuelle touchant le transport des boissons n'a aucun bon sens et nous voulons la corriger.

La loi défend à un brasseur de transporter de la bière autrement que par chemin de fer ou par bateau. Avec le résultat qu'un brasseur de Québec ne peut utiliser aucun autre moyen de transport pour expédier de la bière de Québec à Giffard.

Dans le cas d'une loi pénale, comme la loi des liqueurs, c'est le devoir du gouvernement d'en faire disparaître les dispositions qui peuvent ainsi être facilement violées parce qu'elles n'ont pas de bon sens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Sur un ton sarcastique) C'est la première fois que j'entends un procureur général déclarer que, lorsque le public méprise une loi, il faut la rappeler. C'est un curieux

raisonnement. Au contraire, si elle est bonne, il faut la faire observer. Le procureur général dit: "La loi actuelle des liqueurs, ça n'a pas de bon sens." Si la loi n'a pas de bon sens, qui l'a faite? Qui en est responsable? Taschereau? Est-ce que cela veut dire que M. Taschereau n'avait pas de bon sens? Que M. Perrault, l'associé du ministre, n'avait pas de bon sens? Je suis surpris de l'entendre dire qu'on doit changer une loi parce qu'elle est nôtre. Il n'est pas juste de parler comme cela.

Le procureur général prétend que le député de Matane parle de vertu et de religion. En est-il rendu au point où entendre parler de religion le choque? A-t-il des remords? Quel est le problème? Il n'y a pas de mal pour un député à parler de religion dans ses discours. Le ministre a bien tort de se fâcher quand il entend parler de vertu et de religion, il devrait savoir que les chefs de son parti ne s'en sont pas fait faute, loin de là! J'ai entendu le grand chef du Parti libéral, Sir Wilfrid Laurier, parler à l'église Notre-Dame, pendant le congrès eucharistique de 1910, à Montréal; et avant d'entrer dans l'église où il a parlé de religion, il ne s'est pas choqué. Feu l'honorable Rodolphe Lemieux a cité le cardinal Gibbons, dans une grande circonstance: ça ne m'a pas choqué et personne ne s'est choqué.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je veux simplement attirer l'attention de la Chambre sur la méthode ordinaire de discuter du chef de l'opposition. Il commence par mettre dans la bouche de ses adversaires, ou même de ceux qui ne pensent pas tout à fait comme lui, des paroles que ces derniers n'ont jamais prononcées, et ensuite, il réfute et démolit avec facilité l'argument qu'il a lui-même édifié et qu'il leur attribue.

L'honorable procureur général n'a jamais dit, comme le chef de l'opposition le prétend, que si une loi n'est pas observée, si elle est violée, elle doit disparaître. Ce que le procureur général a dit, c'est ceci: "Si une loi devient absurde dans son application, à cause de l'évolution du temps, lorsqu'elle ne correspond plus aux mœurs générales d'une époque, si elle devient hypocrite dans son application parce que tout le monde la viole constamment, il faut la modifier, l'adapter aux sentiments et aux idées de la majorité, ou alors, il est temps de la faire disparaître des Statuts. C'est en maintenant des lois qui ne sont jamais observées que nous devenons hypocrites ou que la loi, si on le préfère, devient hypocrite."

Le chef de l'opposition a rappelé que la loi des liqueurs a été adoptée sous le gouvernement libéral dirigé par l'honorable M. Taschereau. C'est

juste, et c'est une des lois dont l'ancien premier ministre a raison d'être fier et satisfait, car elle a été copiée par toutes les autres provinces. Mais, cette loi, elle a été faite il y a 20 ans, et elle peut être améliorée; il est nécessaire de l'améliorer à cause du changement des conditions, ainsi que l'a déclaré le procureur général.

Le chef de l'opposition feint de se scandaliser parce que nous serions, d'après lui, opposés à une disposition d'une loi qui aurait été présentée par un de nos chefs. Il s'insurge en disant que nous ne devons pas changer cette loi. Il est surpris que nous changions d'idée de 20 ans en 20 ans. Je ne vois pas ce qu'il y a de honteux de changer d'idée après 20 ans, quand tout change en moins de temps. Mais comment peut-il prendre pareille attitude? Comment peut-il venir nous faire pareil reproche, alors que lui, il lui est arrivé de changer quatre ou cinq lois qu'il avait fait adopter la session précédente? Il changeait même des lois qu'il avait fait adopter pendant la même session qui les avait vues naître, parce qu'il s'est rendu compte qu'elles ne convenaient pas à l'humeur populaire du temps!

(Applaudissements à droite)

Quant au fond de la question, le chef de l'opposition sait parfaitement que cette loi n'augmentera nullement et en aucune façon la vente de la bière dans la province. Rien ne sera changé quant à la distribution de la bière, et l'invite au public ne sera pas augmentée. Il est en flagrante contradiction avec l'honorable député de Matane (M. Gagnon), du reste, car il prétend que la loi va augmenter le commerce de la bière, tandis que son collègue de Matane dit qu'elle va augmenter le prix. Comment la vente de la bière pourrait-elle être facilitée par une loi qui en augmenterait le prix?

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition sait très bien que ce bill n'augmentera pas la vente des liqueurs, malgré sa stratégie d'essayer de faire croire à la population que son adoption provoquera une véritable orgie de consommation de bière. Le chef de l'opposition attribue au ministre des affirmations qu'il n'a jamais faites. Tout ce que vise ce bill, c'est de rétablir un certain ordre au sein de ce commerce légitime.

Avec ce projet de loi, rien ne sera changé quant à la distribution et à la consommation de la bière. La loi actuelle des liqueurs oblige par exemple un brasseur de Montréal à expédier son produit dans une municipalité voisine, à Westmount ou Outremont, par chemin de fer ou par bateau, ce qui est complètement ridicule. Le chef de l'opposition peut-il vraiment soutenir que le gouvernement peut forcer le transport de la bière par bateau de Montréal

à Westmount? Il ne fera croire à personne qu'il ne savait pas depuis trois ans que cette loi que nous modifions était violée par tout le monde. C'est cela qui est hypocrite: conserver une loi ou des dispositions d'une loi qui ne sont pas observées. C'est cela que nous voulons faire disparaître de la loi, et rien que cela.

(Applaudissements à droite)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Travaux de la Chambre:

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest).
2. Voir note 1.
3. *Le Canada* du 8 mai 1940, à la page 12, parle d'hilarité générale.
4. Selon *L'Événement-Journal* du 8 mai 1940, à la page 8, ce chiffre est de \$161, 000.
5. Chiffre de *L'Illustration nouvelle* du 8 mai 1940, à la page 6: \$61,000.
6. *L'Action catholique* du 8 mai 1940, à la page 3, remarque que si l'assistant-greffier n'a pas vu M. Dufour lorsque celui-ci s'est levé pour voter, ce n'est pas parce qu'il est trop petit. Il mesure 6 pieds (1,85 m) et il a une carrure imposante.
7. Voir note 1.
8. Sur ce bill, voir: "Requête du député de Québec, M. F.-X. Bouchard", *Le Soleil* du 4 mai 1940, à la page 5.

9. *La Presse* du 8 mai 1940, à la page 15, attribue cette phrase à M. Duplessis.

10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

Séance du mercredi 8 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 119 relatif à la ville de Coaticook.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé en retranchant, dans le premier paragraphe, les mots "et que certains règlements de son conseil soient approuvés".

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 201 concernant les paroisses de Sainte-Clothilde, Saint-Éphrem-de-Tring et Saint-Méthode-d'Adstock.

Travaux de la Chambre:

**Motion sur
l'autonomie provinciale**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je souhaite, dit-il, que la motion que j'ai inscrite au *Feuilleton* sur l'autonomie provinciale soit étudiée au cours de la séance. Les motions des députés ont préséance le mercredi.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je m'étonne de cette observation. Depuis que cette motion est inscrite, je m'entends de séance en séance avec le chef de l'opposition pour savoir s'il désire que je l'appelle ou non. Tel que convenu, elle sera appelée au cours de la séance.

Loi des accidents du travail

L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 26 amendant la loi des accidents du travail, 1931.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste parce que la gauche n'a pu se procurer le bill en dépit du fait qu'il soit déjà imprimé en français et en anglais. On me demande, dit-il, d'étudier un bill qui est imprimé et que je n'ai pas encore vu. C'est un manque de courtoisie à l'égard de l'opposition et le procédé est pour le moins singulier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le bill en question sera distribué et remis à la gauche au cours de la séance, et il ne sera étudié que demain, de sorte que le chef de l'opposition aura tout le temps voulu pour l'étudier.

Accordé. Le bill est lu une première fois

**Loi des pouvoirs spéciaux de
certaines corporations**

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 30 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois

**Code
du notariat**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) appelle la deuxième lecture du bill 203 modifiant le Code du notariat, présenté par le représentant de Québec-Ouest (M. Delagrave).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le gouvernement ne nous permet-il pas d'étudier le bill 200 amendant la loi 2 George VI, chapitre 37, relatif au pont de Saint-Eustache? Ce bill, présenté par l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), est au *Feuilleton* de la Chambre depuis plus d'un mois et il ne vient pas encore en deuxième lecture. C'est un manque de courtoisie envers mon

collègue de l'opposition. Que le gouvernement renvoie le bill au comité des bills publics, mais qu'il procède d'une façon ou d'une autre!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis surpris que le chef de l'opposition insiste pour que nous soyons discourtois envers son collègue de Deux-Montagnes qui est absent de la Chambre aujourd'hui. Ne manquons pas de courtoisie envers lui. Il ne convient pas, me semble-t-il, d'étudier une loi quand son parrain ne peut être en Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'honorable député de Deux-Montagnes lui-même qui m'a demandé de faire étudier son bill. C'est à sa demande que je prends cette attitude. Que le premier ministre ne craigne rien. Nous nous entendons bien, du côté de l'opposition.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ça ne fait pas longtemps!
(Rires à droite)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les règlements de la Chambre m'incitent à accepter la parole du député de Trois-Rivières, mais on m'a demandé, hier, de la part du député de Deux-Montagnes, qui est absent pour des raisons graves, que ce bill ne soit pas étudié avant son retour, et je me suis rendu avec plaisir à cette demande. C'est donc à la demande d'un ami du député de Deux-Montagnes que nous n'appelons pas sa loi.

Et, d'ailleurs, les véritables raisons qui nous font retarder l'étude de ce bill, c'est, comme je l'ai déjà dit, parce qu'il porte sur une matière au sujet de laquelle le gouvernement doit légiférer cette année, au cours même de la session actuelle. Le bill du député concerne en effet les ponts de péage, il sera bientôt englobé par une législation générale du gouvernement sur les ponts de péage.

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 modifiant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté.

Loi abolissant les rentes seigneuriales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté.

Avis de lettres patentes

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant les formules d'avis de lettres patentes émises sous la loi des compagnies de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 modifiant la loi des liqueurs alcooliques.

Adopté.

En comité¹:

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 30 de la loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37), modifié par l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 22, est de nouveau modifié:

"a) en y ajoutant à la fin de l'alinéa qui suit le paragraphe 6°, après le mot "permis", les mots "ou d'un garde-magasin muni d'un permis";

"b) en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"Le brasseur peut avoir, aux endroits et en la manière déterminés par la commission, des entrepôts pour la distribution des bières qu'il a fabriquées.

Toute personne en charge d'un tel entrepôt peut vendre ou livrer lesdites bières à la condition qu'elle soit elle-même désignée comme garde-magasin dans le permis accordé par la commission pour cet entrepôt, que la vente ou livraison en cette province soit faite à une personne munie d'un permis pour la vente de la bière et que cette bière ne soit pas consommée dans cet entrepôt ou ses dépendances."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a pour but de convertir les entrepôts de bière en magasins et d'encourager davantage la consommation des liqueurs alcooliques. Nous avons discuté cette loi longuement hier. Le premier ministre et le procureur général (l'honorable M. Girouard) ont dit que la loi des liqueurs alcooliques, telle qu'elle est, encourage le chantage et l'hypocrisie et qu'il convient de la modifier. Ce sont là deux beaux compliments à faire à M. Taschereau, à M. Perrault et autres, qui sont les auteurs de cette loi. Avant l'ajournement, le premier ministre a dit que cette loi, qui est dans les Statuts, est une loi hypocrite.

Je lui ai demandé comment il se fait alors que le Parti libéral l'ait laissée dans les Statuts pendant 17 ans. Il a répondu que le gouvernement ne voulait pas faire comme celui de l'Union nationale, qui changeait ses lois à la session qui suivait celle où il les avait fait passer. J'aime mieux un gouvernement qui agit comme cela, un gouvernement qui change tout de suite une loi, dans l'intérêt de la province, qu'un autre gouvernement qui attend 20 ans pour faire disparaître un monument d'hypocrisie.

Dans son discours d'hier, le premier ministre a aussi tenté d'expliquer la loi nouvelle en disant que, d'après la loi actuelle, il faudrait transporter la bière par bateau de Montréal à Westmount. Mais il a oublié de dire qu'à son adoption, en 1923, alors que la loi actuelle était jugée bonne, Westmount était à la même place qu'aujourd'hui et qu'on n'y transportait pas la bière par bateau.

L'obligation pour les brasseurs de ne transporter la bière que par chemin de fer et camions a été mise dans la loi par un amendement fait en 1926 et préparé par M. Aimé Geoffrion, dont la compétence comme avocat est bien reconnue par tous. On a alors mis de côté les clauses qui voulaient que le transport de la bière fût fait par messageries ou par automobiles louées fournies par les acheteurs eux-mêmes. On ne devrait pas changer cette disposition. Pourquoi le gouvernement retourne-t-il en arrière, aujourd'hui, à la loi de 1923 et augmente-t-il le pouvoir des brasseurs?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le chef de l'opposition a répété l'argumentation

qu'il a essayée de faire valoir hier. Nous considérons que cette disposition doit disparaître parce que le changement des conditions l'a rendue inopérante et qu'elle a été violée pendant plusieurs années. Je crois que cette loi ne grandira pas le champ d'action des brasseurs, mais qu'elle régularisera la situation actuelle. Les brasseurs ont le droit d'avoir des entrepôts à travers la province, mais le chef de l'opposition fait erreur en disant que tout acheteur, d'après la nouvelle loi, pourra obtenir de la bière en s'adressant aux entreposeurs.

Car les gardes-magasins n'auront droit de vendre de la bière qu'aux marchands munis d'un permis. Cette section de la loi était violée constamment depuis. N'est-il pas juste de régulariser la chose et de donner, aux gardes-magasins des brasseurs, un droit qui existe dans tous les autres domaines de l'échange commercial? Je ne blâme aucunement les auteurs de la loi des liqueurs alcooliques. À mesure que le temps s'écoule, des sections de loi tombent en désuétude; c'est alors le devoir des gouvernements de rappeler ces articles de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1923, la loi des liqueurs alcooliques permettait le transport de la bière par chemin de fer, par bateau et par automobile. En 1926, le gouvernement a estimé que ce transport de bière par automobile prêtait à des abus et il a modifié sa loi. Aujourd'hui, non seulement le gouvernement rétablit la loi de 1923 qui prêtait à des abus, mais il augmente encore le pouvoir des brasseurs sur le transport de la bière.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi concernant la possession et le

transport des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les objections contre le premier bill s'appliquent également au second.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement².

Demandes de documents:

Autonomie provinciale

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse, priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, depuis le 1^{er} janvier 1916, entre le gouvernement de la province, ou aucun de ses membres, et entre le gouvernement fédéral, ou aucun de ses membres, relativement à l'autonomie de la province et à ses droits.

Je me lève aujourd'hui pour exposer les buts de ma motion. Mais, avant de démontrer l'importance de l'autonomie, il importe d'abord d'en faire la définition, car on parle souvent d'autonomie. En fait, le terme a souvent prêté à confusion, suivant les diverses interprétations qu'on lui a données. Je crois que la meilleure définition de l'autonomie se trouve dans le dictionnaire Larousse qui dit que c'est la liberté de se gouverner par ses propres lois. Ainsi donc, l'autonomie pour la province de Québec est la liberté de se gouverner par ses propres lois, par Québec et pour Québec.

Lorsqu'en 1867, les différentes colonies britanniques du Nouveau Monde décidèrent de se former en confédération, chaque province était autonome. Nous assistions à la naissance de la Confédération canadienne et, à ce moment, les provinces, les quatre provinces qui formèrent alors cette union fédérative, possédaient leur autonomie intégrale. Chaque province était autonome en ce sens que chaque province avait ses propres droits de douane et d'accise, etc. Ils ont été cédés au gouvernement fédéral créé par la Confédération de 1867.

Il est évident, si nous examinons les circonstances qui donnèrent naissance à ce changement constitutionnel, que ce n'est pas la Confédération qui a donné le jour et la vie aux provinces, mais que ce sont les provinces qui ont donné naissance à la Confédération. Il ne faut pas l'oublier, les provinces existaient avant le gouvernement fédéral et ce dernier n'existe que par la volonté expresse des provinces.

La Confédération canadienne fut un contrat, un contrat signé entre un organisme central et des pouvoirs provinciaux. Or, il est certain que ce contrat, ce pacte fédératif, qui participe de la nature d'un contrat entre les différentes provinces, ne peut être modifié sans le consentement d'une ou de toutes les parties contractantes, de même qu'il fut consenti par toutes les parties intéressées. Cet unanime consentement ayant été à la base du contrat doit également exister si nous voulons le briser. Lorsque la province de Québec a décidé de faire partie de la Confédération, il a été bien établi à ce moment que les provinces ne consentaient à faire partie du pacte qu'à la condition expresse que les droits de chacune des quatre provinces seraient respectés. La Confédération n'a été fondée qu'à cette condition.

En 1867, donc, Québec entra dans la Confédération, et il fut établi que les provinces auraient droit à des revenus nécessaires pour s'administrer et suffisants pour leur permettre de vivre. Car il est clair que les provinces - comme les individus - ne peuvent vivre sans aliments, c'est-à-dire sans revenus. Une province a besoin de revenus, tout comme elle a le droit d'avoir son patrimoine national, c'est-à-dire ses ressources naturelles. Il est évident, en effet, que sans les revenus appropriés, les provinces ne peuvent survivre, qu'elles ont besoin d'un domaine familial qui garantisse leur survivance économique et sociale, lequel domaine doit rester sous la juridiction des provinces. C'est pourquoi les provinces se sont également réservé des juridictions exclusives.

Il est évident que l'autonomie est une chose vitale pour les provinces de la Confédération canadienne et qu'elle est essentielle à la province de Québec. C'est grâce à cette autonomie si nous avons le droit de légiférer en matière d'éducation, de droit civil, de ressources naturelles, etc. Envisagé sous cet angle, nous pouvons dire que le pacte confédératif conditionne réellement - par sa valeur autonomiste - notre vie nationale et notre développement provincial. Nous avons dit que, pour exercer ses droits et atteindre à son développement légitime, la province a droit à ses revenus.

C'est dans cet esprit que nous avons abandonné, en 1867, d'importants revenus au gouvernement central. Nous avons abandonné nos droits d'accise et les revenus que nous retirions des douanes. La Confédération a donné cela au pouvoir central. Mais, en retour, il fut décidé que le gouvernement fédéral accorderait aux provinces des subsides proportionnés aux revenus librement abandonnés au pouvoir central et que ces subsides seraient suffisants. Ottawa s'est ainsi engagé à accorder un subside basé sur l'augmentation des revenus que les provinces avaient abandonnés au gouvernement fédéral.

Or, depuis quelques années, il faut bien constater que les principes vitaux de l'autonomie provinciale ont été sabotés par les différents gouvernements fédéraux. On pourra invoquer que, par suite des difficultés sans cesse renaissantes entre les races et les divers éléments de la population, il convient de n'aborder le sujet qu'avec une extrême circonspection.

Je ne considère pas cette question du point de vue politique, car le problème de l'autonomie doit se situer en dehors des cadres politiques. La vérité est qu'il y a des autonomistes dans tous les partis. Dans toute notre histoire, tous les partis politiques, les conservateurs comme les libéraux, et toutes les provinces ont fourni des champions de notre autonomie provinciale qui n'ont pas craint de la défendre chaque fois qu'elle a été menacée. Et les événements ont prouvé qu'ils avaient raison. Cette question est nationale et dépasse les lignes frontalières des partis politiques. Mais le contraire est également vrai, et c'est pour cette raison que, depuis plusieurs années, nous voyons l'autonomie des provinces sabotée et mise en pièces.

Quand je prends pareille position, j'ai conscience d'être dans la meilleure tradition des grands leaders politiques de notre province. Ainsi, Sir Wilfrid Laurier, dont la renommée est mondiale, déclarait, le 24 novembre 1871, ici à l'Assemblée législative: "Pour que le système fédératif ne soit pas un vain mot, pour qu'il produise les résultats qu'il est appelé à produire, il faut que les législateurs le soient, non pas seulement de droit, mais de fait; il faut surtout que la Législature locale soit complètement à l'abri de tout contrôle de la Législature fédérale. Si, de près ou de loin, la Législature fédérale exerce le moindre contrôle sur la Législature locale, alors ce n'est plus en réalité l'union fédérative que vous avez, mais l'union législative sous la forme fédérale. Or, c'est un fait historique que la forme fédérative n'a été adoptée qu'afin de conserver à Québec cette position exceptionnelle et unique qu'elle occupait sur le continent américain."

Pour Laurier, le pacte fédératif a été fait pour donner à Québec une position unique; et, à Ottawa, en 1883, Sir Wilfrid Laurier protestait contre l'enlèvement d'une parcelle de l'autonomie provinciale. Il revenait à la charge en déclarant: "Je le répète, chaque fois qu'on réussit dans ce Parlement (d'Ottawa) à dépouiller une province d'un droit qu'elle exerce, quelque insignifiant que puisse être ce droit, c'est un pas de plus dans le sens de l'union législative." Et, six ans plus tard, le 28 mars 1889, Laurier ajoutait: "Pour notre part, nous avons toujours soutenu que le seul moyen de maintenir la Confédération est de reconnaître que, dans sa sphère que lui assigne la Constitution, chaque province est aussi indépendante du contrôle fédéral que l'est ce dernier du contrôle des Législatures provinciales."

En compagnie de Laurier, nous retrouvons Honoré Mercier, l'ancien premier ministre de la province, qui, dans cette Chambre, le 7 avril 1884, affirmant les mêmes choses, déclarait: "L'existence des provinces a précédé celle de la puissance et c'est d'elles que celle-ci a reçu ses pouvoirs. Les provinces possédaient le gouvernement responsable de 1867; elles avaient leur Législature, leurs lois et toute l'autonomie inhérente à une colonie. Les provinces ont délégué, dans l'intérêt général, une partie de leurs pouvoirs; et, ce qu'elles n'ont pas délégué et qui était et qui est d'une nature locale, elles l'ont gardé et le possèdent encore. Elles sont souveraines dans les limites de leurs attributions, et toute atteinte portée à cette souveraineté est une violation du pacte fédératif."

Laurier et Mercier ne sont pas seuls à penser ainsi. D'autres chefs politiques, libéraux comme conservateurs, anglais comme français, ont tenu le même langage et exprimé le même point de vue sous une forme différente. À ceux qui sont timorés et demandent pourquoi parler de cette question d'autonomie, ceux qui diront que nous voulons isoler Québec, je réponds par une opinion de Sir Lomer Gouin, qui déclarait que ce n'est pas s'isoler que de réclamer le respect de ses droits.

Ici, je tiens à faire une mise au point. Lorsque nous parlons d'autonomie, nous ne voulons de mal à personne. Le fait de vouloir et de réclamer une intégrale autonomie ne signifie pas que nous voulons nous isoler, isoler la province. Nous ne voulons pas non plus soulever cette question de races qui déchaîne le fanatisme. Il est possible de discuter cette question sans soulever les questions de races. Mais une chose est certaine: le Québec a besoin de revenus, il a droit à son entier patrimoine, c'est-à-dire à ses ressources naturelles.

Depuis plusieurs années, nous avons perdu beaucoup de revenus; nous avons vu s'effriter notre autonomie provinciale. Ainsi, nous savons que la province de Québec paie 30 % des revenus du gouvernement fédéral; 30 % des taxes imposées et perçues dans le dominion sont payées par la province de Québec, bien qu'elle ait besoin elle-même de tous les revenus auxquels elle a droit, afin de pouvoir s'acquitter de ses responsabilités. Où est allé cet argent? On peut se le demander. Nous savons que notre part d'octrois ne correspond pas à ce que nous payons.

Sans doute, l'Ouest a des droits, comme l'Est a aussi des droits, et je ne veux pas soulever l'Est contre l'Ouest, mais, depuis plusieurs années³, tous les gouvernements fédéraux, bleus comme rouges, libéraux et conservateurs, ont violé les droits des provinces. Ces gouvernements ont eu une politique antiautonomiste, et ils ont régulièrement entamé l'autonomie des provinces ainsi que les droits de la province de Québec au point de vue des subsides. Il s'est produit des empiètements considérables sur les revenus des Législatures provinciales et sur leurs droits législatifs. C'est ainsi que l'on a pris l'argent perçu dans l'Est du pays pour secourir les provinces de l'Ouest.

Nous avons vu le gouvernement fédéral donner, à toutes fins pratiques, une somme de près de \$54,000,000⁴ à d'autres provinces au détriment des autres. On sait qu'il a fait des dépenses considérables et extraordinaires pour développer, pour ne citer qu'un exemple, les chemins de fer dans l'Ouest, mais, pendant ce temps, Québec - qui payait 30 % des revenus du pays - était la province du dominion où les chemins de fer étaient le moins développés.

Pendant la guerre de 1914, on a enlevé également aux provinces et notamment à Québec, sous prétexte de la loi des mesures de guerre, l'argent que nous percevions en impôts sur les revenus. Or, ceci était une taxe directe, et conséquemment, elle appartenait aux provinces. Au temps de la Confédération, lors des grands débats qui eurent lieu entre les Pères de la Confédération, et depuis lors, il a toujours été compris que les taxes indirectes étaient le lot du fédéral, mais que les taxes directes étaient laissées aux provinces.

Et voici que maintenant on étend le filet et qu'Ottawa a été jusqu'à taxer nos ressources naturelles. On a conséquemment taxé notre garantie. Il a d'abord commencé de façon indirecte en obligeant les compagnies d'électricité québécoises à payer des taxes fédérales. Cela, le gouvernement central n'avait aucunement le droit de le faire. Nos

compagnies d'électricité du Québec ont ainsi payé \$3,000,000⁵ par année à Ottawa, alors que l'Hydro de l'Ontario - parce que c'était un organisme étatisé - n'était pas taxée et ne payait pas un centin.

On imagine que ces millions de dollars laissés à la province auraient permis de grosses réductions dans les taux, qui eussent facilité l'entrée de l'industrie ou qui auraient été affectées à des travaux publics ou à des améliorations considérables. En fait, les lourdes taxes payées par les compagnies d'utilités québécoises servent au développement des autres provinces. Cette taxe est évidemment injuste. Et on taxe maintenant les comptes d'électricité. Je dis que la province devrait faire des revendications à ce sujet, car la taxe sur l'électricité est illégale.

Encore une fois, il ne s'agit pas ici de gouvernements rouges ou conservateurs en particulier, car tous les gouvernements fédéraux se sont rendus coupables depuis quelques années d'attentats contre l'autonomie provinciale. La taxe fédérale va à l'encontre des droits du Québec.

On a fait plus. L'un de ces derniers attentats et aussi des plus graves, c'est le droit donné à la Banque du Canada sur le contrôle des finances non seulement du Canada, mais de toutes les provinces. On a institué la Banque du Canada pour centraliser les pouvoirs d'emprunt. Nous avons vu venir au monde cette Banque du Canada, qui a le contrôle absolu sur les opérations financières et qui draine le potentiel financier de la province au profit du pouvoir central.

Tous ces faits démontrent clairement dans quel esprit la politique fédérale fut conduite depuis quelques années. Les gouvernements de la Première Grande Guerre et de la présente guerre ont fait les mêmes erreurs. Je ne suis pas le premier ni le seul à protester contre cet attentat, car le premier fut Sir Lomer Gouin, en juin 1918, qui a protesté contre les empiètements d'Ottawa par la loi des mesures de guerre. Et, ici, je tiens à rappeler cette déclaration de Sir Lomer Gouin, concernant l'arrêté ministériel fédéral signé le 22 décembre 1917, relatif à l'émission de débentures et d'actions en cette province.

Le gouvernement fédéral, en décembre 1917, avait adopté un arrêté ministériel qui donnait au ministre des Finances le droit d'autoriser ou d'interdire la vente des débentures dans tout le pays, soit fédérales, soit provinciales, soit municipales. Or, Sir Lomer Gouin faisait adopter à son tour, par son gouvernement, en juin 1918, un arrêté ministériel pour décréter que la province ne se soumettrait pas à l'oukase fédéral, en décrétant que ce dernier était inconstitutionnel et *ultra vires*.

Dans son arrêté ministériel, Sir Lomer Gouin disait:

"Que, dans son opinion, ces règlements excèdent les pouvoirs du Parlement fédéral, lequel ne pouvait ni directement les adopter ni déléguer au gouvernement du Canada le droit de les édicter.

"Que l'effet desdits règlements est de restreindre des droits et prérogatives des gouvernements provinciaux et, en particulier du gouvernement de cette province, en ce qui regarde les matières que la Constitution qui nous régit leur confère exclusivement et que rien, dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, ne justifie un pareil empiètement.

"Que l'arrêté en conseil dont il s'agit a été passé sans que le gouvernement de cette province n'ait été pressenti à ce sujet et que la connaissance qu'il en a acquise l'a été par l'entremise de la presse.

"Qu'il importe de protester avec énergie contre cette manière du gouvernement fédéral central d'interpréter notre Constitution et cette tentative de faire disparaître des droits qui appartiennent exclusivement aux provinces.

"Pour les raisons ci-dessus, l'honorable procureur général recommande:

"1. Que le gouvernement du Canada soit informé que c'est l'intention du gouvernement de cette province de considérer ces règlements comme illégaux, inconstitutionnels et n'obligeant en aucune façon cette province;

"2. Qu'un avis soit publié dans la *Gazette officielle de Québec*, portant à la connaissance du public que, dans l'opinion de ce gouvernement, ledit arrêté ministériel, en date du 22 décembre 1917, concernant l'émission d'obligations au Canada, est, en ce qui regarde cette province, illégal et inconstitutionnel."

Et d'ailleurs, quelques mois auparavant, Sir Lomer avait également publié dans le *Canadian Annual Review*: "Aucune personne ou tout regroupement de personnes n'est suffisamment puissant pour outrepasser la détermination de tout un peuple. Il est impossible de nous brandir le spectre de l'isolation pour nous apeurer. Personne n'est notre gardien. Au Canada, nous sommes les doyens. Le Canada, c'est notre chez nous, c'est notre terre natale, et ici nous demeurerons toujours des compagnons égaux de nos compagnons canadiens."

Plusieurs diront que tout cela résulte de la guerre avec l'Allemagne. C'est peut-être vrai, mais ce n'est pas une raison pour que ceux qui ont à défendre les intérêts du Québec ne puissent le faire, et ce, sans mettre en danger la cause des Nations

alliées. Je sais qu'actuellement, dans les circonstances que nous traversons, il faut de l'entente et de l'harmonie entre les citoyens de ce pays. Mais elles ne sont possibles que sur une base de justice et d'équité, et elles ne peuvent exister au détriment des droits d'une province ou d'une autre. Je sais bien que nous sommes en guerre contre le nazisme, le bolchévisme et le fascisme. Nous sommes engagés dans un grand conflit. Tous, nous souhaitons la victoire des Alliés, la défaite totale d'Hitler, du nazisme et du bolchévisme.

D'ailleurs, c'est dans cet esprit que le gouvernement de l'Union nationale avait rejeté carrément, malgré des influences très pressantes, les offres d'un syndicat allemand pour l'occupation d'Anticosti où ils auraient pu créer une base dangereuse. C'est aussi la raison pour laquelle nous avons passé la loi du cadenas⁶ qui a nettoyé la province du fléau du communisme. Sans vantardise, nous avons combattu le bolchévisme et donné le ton aux pays d'Europe et d'ailleurs. La loyauté du Québec est écrite en lettres d'or dans les pages de l'histoire du Canada et n'a pas à être défendue. Mais l'heure est venue de réclamer l'autonomie de la province de Québec.

Dans l'intérêt même de l'harmonie et de la bonne entente, il convient d'exposer franchement ses opinions. D'ailleurs, ces critiques, je les fais avec le meilleur esprit possible, me souvenant qu'à Londres, le Parlement britannique nous offre à l'heure présente un prestigieux exemple, car on y entend des critiques contre le gouvernement, critiques faites dans la meilleure intention. La liberté de parole est donc admise à Westminster; il n'y a aucune raison pour qu'elle ne le soit pas ici. Nous demandons pour le Québec le même privilège qui existe dans les autres parties de l'Empire, en autant que les expressions d'opinions émises quant aux problèmes nationaux n'interfèrent pas avec les obligations internationales du pays. C'est pourquoi il convient que le chef de l'opposition expose ses vues et celles de la province en réclamant le respect de l'autonomie.

La question de l'autonomie provinciale est toujours à la page. Est-ce qu'il y a des saisons pour revendiquer nos droits? Est-ce qu'il y a des saisons pour faire son devoir? Non, il n'y a pas de saison pour réclamer les droits de la province de Québec. Les ordres en conseil, passés à Ottawa par un ancien gouvernement et le gouvernement actuel, empiètent sur l'autonomie de notre province. C'est notre devoir de dire à Ottawa que nous ne demandons pas de faveurs, mais le respect de nos droits. Il n'y a pas de

province où les droits des minorités soient mieux respectés que dans Québec. Quand j'étais premier ministre, j'ai rencontré des hommes d'État de chez nous et à l'étranger, et j'ai constaté une tendance vers la centralisation, vers l'union législative. Il (M. Duplessis) se déclare pour une Confédération mais contre une union législative, ou un seul gouvernement pour le pays.

Je formule des critiques sans tenir compte des questions de partisanerie politique. J'ai toujours pris fait et cause pour les droits du Québec et je les ai défendus par tous les moyens mis à ma disposition. Le 27 février 1934, avec l'ancien député de Montréal-Verdun, M. P.-A. Lafleur, j'ai déposé devant cette Chambre une longue résolution dans le même sens⁷.

Cette motion se présentait ainsi:

"Attendu que les provinces canadiennes, en s'unissant pour former une fédération se sont réservé des fonctions importantes, essentielles même, dans les rouages de la Constitution qui nous régit et qui, à bon droit, est diamétralement opposée à l'union législative;

"Attendu que l'indépendance financière des provinces vis-à-vis des autorités fédérales est une garantie du maintien et du bien-être de la Confédération;

"Attendu que le paiement de subsides par le gouvernement central aux différentes provinces a été décrété, dans l'Acte constitutionnel de 1867, en compensation de l'abandon qu'elles ont alors fait au gouvernement central de plusieurs sources de revenu, particulièrement des droits de douanes et d'accise;

"Attendu que, depuis 1867, les subsides payés aux provinces n'ont pas augmenté dans la proportion du revenu provenant des droits de douane et d'accise;

"Attendu que la population des anciennes provinces, particulièrement celle de Québec, a contribué et contribue encore très largement au développement de la Confédération en général, et spécialement à celui des nouvelles provinces;

"Attendu qu'il convient de rechercher, non seulement s'il y a lieu de rajuster les subsides payables aux provinces, mais aussi s'il ne serait pas plus équitable d'établir une nouvelle répartition des sources de revenu entre le gouvernement central et les autorités provinciales;

"Attendu que, dans la répartition des subventions et subsides fédéraux aux provinces et des sources de revenu, il convient de tenir compte, et des moyens du gouvernement central et du chiffre de la population des différentes provinces, de même que des besoins actuels de chaque province ainsi que des sacrifices passés de sa population;

"Attendu que ces questions doivent être envisagées sans préoccupation électorale et qu'il faut

se garder d'obérer le Trésor fédéral de charges nouvelles, qui ne manqueraient pas de retomber surtout sur la population de Québec et de l'Ontario;

"Attendu que le pacte de 1867 ne doit pas être modifié sans le consentement de toutes les provinces;

Exprime l'avis:

"1. Que le gouvernement de Québec devrait d'abord, en temps opportun, convoquer une conférence de tous les gouvernements provinciaux, afin que ceux-ci, dans un esprit de conciliation et d'harmonie, recherchent ensemble le meilleur moyen de remédier à la situation actuelle et considèrent spécialement s'il n'y a pas lieu de modifier le mode de répartition des subsides fédéraux ainsi que des sources de revenu;

"2. Que le gouvernement de Québec, en donnant son adhésion à tout nouveau mode de répartition des subsides fédéraux ou des sources de revenu, ne devrait ni ignorer les sacrifices considérables que la population de Québec a dû s'imposer pour aider au maintien, au développement de la Confédération et de quelques provinces sœurs, ni, non plus, renoncer au droit que notre province possède de demander, lorsque l'occasion en sera favorable, une juste compensation de ces sacrifices."

On me permettra de noter, qu'à ce moment, en 1934, c'était un gouvernement conservateur qui était au pouvoir à Ottawa. Aujourd'hui, c'est un gouvernement libéral qui dirige notre pays, mais la question de l'autonomie provinciale, elle, n'a pas changé.

On me permettra également de signaler que les arrêtés ministériels de la loi des mesures de guerre violent les droits de la province, qu'ils mettent de côté les Statuts provinciaux. C'est le devoir de tous les hommes publics de faire entendre à Ottawa que Québec entend faire respecter ses droits comme elle respecte les droits d'Ottawa, et de faire savoir à Ottawa que si Québec ne désire pas de faveurs ou de privilèges, il veut être traité avec justice et équité.

Québec ne demande pas de privilège: la province réclame simplement justice. Nous demandons que l'on respecte nos droits, rien de plus. N'oublions pas l'exemple des Pères de la Confédération. Soyons certains qu'ils ont discuté et le projet de Confédération et celui de l'union législative. Ils étaient dans une période de paix et de calme; et s'ils ont opté pour l'union fédérative, c'est après une étude approfondie de la question. Ils ont choisi unanimement l'union fédérale - l'autonomie provinciale. Respectons leur œuvre, l'esprit du pacte tel que signé et conclu.

J'espère que, dans mes remarques, je n'ai rien dit qui soit de nature à blesser les susceptibilités de qui que ce soit. Je sais qu'il y a actuellement une tendance à tout centraliser. Déjà, durant la période où j'ai été premier ministre, j'ai pu constater une forte tendance à l'union législative dans certains milieux et contre l'autonomie de la province. J'ai entendu des gens dire que nous ne devrions avoir qu'un seul gouvernement, que les Législatures et les gouvernements provinciaux devraient être abolis, car la multiplicité des Parlements coûte trop cher. Ces hommes disent que nous sauverions ainsi de l'argent.

La question d'argent n'existe pas devant l'autonomie et les droits d'une province. Ceux qui envisagent la question de ce point de vue monétaire rabaisent la question et ne tiennent pas compte de ce que représentent notre province et notre population. Lorsqu'il s'agit de nos droits, de notre bien, il n'y a pas de question d'argent qui tienne. L'autonomie de la province, ce n'est une affaire de quelques dollars, c'est un principe vital que nous devons défendre et faire respecter.

Les députés de l'opposition applaudissent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):
M. l'Orateur...

Les députés ministériels applaudissent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):
M. l'Orateur, le chef de l'opposition peut être assuré que le gouvernement actuel de cette province concourt dans la plupart des vues qu'il vient d'exprimer. Je suis heureux qu'il n'ait pas eu recours à des appels démagogiques ou à des attaques inopportunes contre le gouvernement central. Souvent, cette question de l'autonomie a été utilisée de façon démagogique au cours des campagnes électorales au Québec. Le chef de l'opposition peut être certain que lorsqu'il traitera, sur le ton modéré qu'il a choisi aujourd'hui, de questions importantes et sur lesquelles il n'y a pas de discussion possible, nous nous entendrons parfaitement. Quand il s'abstiendra de faire de la démagogie, quand il fera sonner la note de véritable patriotisme que nous reconnaissons volontiers dans les paroles qu'il vient de prononcer tout à l'heure, il pourra compter sur l'appui complet de tous les membres du gouvernement et l'approbation entière de tous les députés de cette Chambre.

Mais je ferai cependant remarquer que le chef de l'opposition n'est pas blanc comme neige. Avant

la présente session, le chef de l'opposition a été premier ministre de la province et il ne faut pas l'oublier. Pendant les trois années qu'il a passées à la tête du gouvernement de la province, manquant à son devoir, il n'a pas coopéré comme il aurait dû le faire avec le gouvernement central. Car une occasion unique s'est présentée à lui de démontrer sa sincérité et de faire valoir les sentiments qu'il vient d'exposer, sentiments qui sont ceux de tous les citoyens de cette province. Une opportunité où il aurait pu montrer son véritable patriotisme et l'amour de son pays. Il a gravement manqué à son devoir en la laissant échapper.

Il y avait une commission, la Commission Rowell d'abord, qui fut appelée ensuite la Commission Sirois. Le gouvernement fédéral a institué cette enquête à travers tout le pays; elle était chargée de faire des recherches sur la situation de tous les gouvernements du pays, et sur les relations fédérales-provinciales, recherches qui devaient être utiles aux provinces comme au gouvernement central. Le chef de l'opposition, qui était premier ministre à cette époque, a refusé la coopération de notre province à cette commission, en s'écriant: "Ottawa veut violer notre autonomie!" La commission devait recueillir les points de vue des provinces, et le gouvernement de Québec n'avait aucune raison de ne pas faire valoir les siens⁸. Il avait le devoir de collaborer avec le pouvoir central, car les autorités fédérales manifestaient alors le désir sincère de s'entendre avec les autorités provinciales.

Le gouvernement de Québec avait bien tort de ne pas collaborer avec la Commission Sirois. Le fait, pour le gouvernement fédéral, de demander l'opinion des provinces est-il un acte qui manifeste l'intention d'empiéter sur leurs droits? Était-ce empiéter sur les droits des provinces que de créer une commission dans ce but? Sur quoi le gouvernement de l'Union nationale pouvait-il se baser pour prétendre que le pouvoir central voulait sacrifier les droits des provinces? J'ignore complètement les raisons pour lesquelles le premier ministre d'alors s'est opposé à faire connaître le point de vue de Québec.

La Commission était présidée par un de nos compatriotes, un notaire de Québec, M. Joseph Sirois, dont le patriotisme, les sentiments québécois et l'intégrité ne pouvaient être mis en doute par personne. La seule personnalité de M. Sirois devait inspirer confiance au gouvernement de Québec. Le premier ministre avait alors non seulement le droit, mais le devoir impérieux de collaborer avec la Commission Sirois et de lui dire tout ce qu'il vient de déclarer aujourd'hui, dans cette Chambre.

L'administration actuelle n'a pas à prendre de leçons de qui que ce soit en ce qui regarde la défense de ses droits contre ceux qui veulent les empiéter. (Faisant une pause) Je dirai ceci au chef de l'opposition. Sans bravade et sans provocations contre personne, mais sans défaillance et avec toute l'énergie qu'il est capable d'y mettre, le gouvernement entend faire respecter les droits de la province de Québec.

Je puis assurer mon honorable ami que pour tout ce qui a trait à l'éducation, à l'agriculture, à la colonisation, à toutes les matières qui sont de juridiction provinciale, chacun peut être certain que le gouvernement actuel saura sauvegarder les droits de la province de Québec.

Dans tous les domaines où nous avons des droits que nous jugeons sacrés, il n'en laissera toucher l'intégrité par personne!

(Applaudissements à droite)

Nous ne laisserons pas violer nos droits par qui que ce soit. Le chef de l'opposition a raison de dire qu'on ne doit pas laisser le gouvernement central empiéter sur les prérogatives des provinces. Nous voulons la sauvegarde de nos droits. Et le gouvernement actuel n'hésitera certainement pas à réclamer même la collaboration⁹ de l'opposition pour faire valoir les droits de la province, s'ils étaient attaqués. Mais je ne vois en ce moment rien qui puisse nous faire croire pareille chose.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique établit clairement les juridictions respectives du pouvoir central et des provinces. Des concessions ont été faites de part et d'autre lors de sa création. Il a pu y avoir des différences d'opinions à certaines occasions, mais il n'y a aucune raison pour qu'on en fasse un objet de campagnes électorales. Lorsque des difficultés surviennent, le meilleur moyen de les régler, c'est la coopération et non pas en recourant à des moyens incendiaires. Dans le passé, le Parti libéral, tout en coopérant avec Ottawa, a vu à préserver et à protéger l'autonomie provinciale. Je le dis: si des attaques à l'autonomie du Québec se produisent, nous compterons sur tous les hommes du Québec pour s'unir au gouvernement pour la défendre.

Le chef de l'opposition a parlé de taxes sur l'électricité. Il a prétendu, dans son discours, que le pouvoir central avait outrepassé ses pouvoirs en taxant nos richesses naturelles, et qu'il aurait manqué à son devoir en taxant dans la province de Québec et non ailleurs. Il a oublié de dire qu'il pouvait exempter nos richesses naturelles de cette taxe en tenant ses promesses. Il avait un moyen s'il le voulait

d'éviter cette taxe. Si l'Ontario ne paie pas de taxes sur son électricité, c'est que l'Hydro est une propriété de l'État. Tout le monde sait qu'elle appartient au gouvernement. La taxe sur l'électricité s'applique aux compagnies particulières.

Chacun est libre d'avoir son opinion en ces matières, et libre à nous de décider si c'est la province qui doit exploiter les ressources hydrauliques. Mais l'énergie électrique dans la province de Québec est, pour la plus grande partie, la propriété d'intérêts particuliers et, comme telle, elle peut être taxée. Il appartient aux législateurs de cette province de décider s'ils veulent suivre l'exemple de l'Ontario en matière d'électricité. Si nous en décidons dans le même sens que l'Ontario, il est certain que notre province ne serait pas taxée et recevrait le même traitement que l'Ontario. Sur cette question en particulier, l'argument du chef de l'opposition est mal fondé.

Encore une fois, M. l'Orateur, je concours dans la plupart des remarques du chef de l'opposition cet après-midi. J'y perçois une part de patriotisme et de sincérité. Je me permettrai aussi de le féliciter de la modération dont il a fait preuve pour une fois. Il peut être certain que chaque fois qu'il s'exprimera sur ce ton modéré qu'il a choisi aujourd'hui, il rencontrera, du côté du gouvernement, des oreilles attentives pour l'écouter. Quand il exposera des points de vue qu'il a non seulement le droit, mais aussi le devoir de faire valoir, il aura notre appui.

De l'autre côté de la Chambre, il y a de véritables Canadiens toujours prêts à combattre une union législative et tout ce qui peut tendre au sabotage des droits et traditions de cette province. Je répète qu'avec nous, les droits de la province seront sauvegardés. Nous sommes contre l'union législative. Si jamais un gouvernement central veut nous l'imposer, le chef de l'opposition peut être assuré qu'il trouvera de ce côté-ci de la Chambre de vrais patriotes, d'aussi bons soldats qu'à gauche pour la combattre et pour sauvegarder nos droits. Non pas peut-être des soldats et des avocats ayant le talent et l'habileté du chef de l'opposition pour s'y opposer, mais des grenadiers courageux, sans défaillance, qui auront la vivacité de son patriotisme et qui défendront cette autonomie nécessaire à notre vie provinciale, comme elle l'est en même temps à notre vie municipale, à notre vie rurale et je dirai même à notre vie familiale.

(Applaudissements)

Comprenant notre devoir, nous ne céderons rien de notre autonomie. Et, sur ce terrain, nous serons toujours heureux d'obtenir la collaboration de

l'opposition pour défendre nos droits et les faire valoir par tous les moyens constitutionnels mis à notre disposition.

Dans ces circonstances, je serai disposé à serrer la main du chef de l'opposition. Nous donnerons la main au chef de l'opposition et à tous les hommes de bonne volonté qui partageront avec nous le sentiment que nos droits doivent être respectés.

C'est la ferme intention de ce gouvernement de présenter un front uni sur cette question. Nous serons des champions des droits qui nous appartiennent, parce que la vie provinciale est nécessaire à la vie canadienne. En bons Canadiens, nous ne laisserons violer aucun de nos droits.

(Applaudissements à droite)

M. Chaloult (Lotbinière): M. l'Orateur, le présent débat que le chef de l'opposition a soulevé en cette Chambre est d'une extrême importance. Je félicite le premier ministre des fières paroles qu'il vient de prononcer. Je tiens également, comme je l'ai fait dans le passé lorsqu'il prenait une pareille attitude, à adresser au chef de l'opposition de chaleureuses félicitations. Il a apporté au débat, et sur un ton auquel il ne nous a pas habitués, des arguments historiques et constructifs.

Pour la première fois depuis des mois, je m'entends avec le chef de l'opposition. J'ai été réellement surpris d'entendre l'ancien premier ministre parler avec autant de mesure et de pondération. Il a émis des idées constructives et cité des faits dignes de mention. Mais il n'a pas toujours parlé sur un ton aussi raisonnable. Je doute cependant, dit-il, que le chef de l'opposition soit inspiré par un véritable patriotisme. Je pense plutôt qu'il est inspiré par un provincialisme électoral qui favorise la cause de la séparation.

Les deux partis politiques fédéraux devaient être condamnés pour leur attitude concernant les droits des provinces. Notre Législature, dans la sphère de sa juridiction, est absolument autonome. La Confédération a été réclamée par les Canadiens français du Bas-Canada. Ils l'ont réclamée pour protéger notre héritage moral et pour la protection de la culture française et du droit français. On a alors créé dans la province de Québec un État français et autonome. Le chef de l'opposition s'est souvent servi de l'autonomie comme d'un tremplin politique. C'est cette méthode que je tiens à flétrir.

Il y a deux sortes de provincialisme: l'un positif et constructeur, qui vise à édifier un pays, chaque partie respectant les droits de l'autre, l'autre

négatif et destructeur, qui cherche à détruire l'unité du pays. Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) semble avoir préféré pour une fois le premier. Malheureusement, dans le passé, il utilisait la question de l'autonomie à des fins politiques et, ce faisant, il a conduit son parti au désastre.

Avec M. Maximilien Caron, professeur à l'Université de Montréal, je suis opposé au provincialisme électoral. M. Caron croit à la souveraineté de la Législature provinciale comme à celle du Parlement de Westminster. Le chef de l'opposition a prêché pendant longtemps et souvent ce provincialisme électoral; pourtant, il conduit au séparatisme qui a déjà été condamné par le chef de l'opposition. Agir ainsi, c'est le meilleur moyen d'aider la cause des avocats du séparatisme.

Mais il y a le bon provincialisme qui consiste à affirmer que notre Parlement dans son domaine est absolument autonome. Il ne faut manquer aucune occasion de revendiquer les droits qui nous sont concédés par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord. Pour toutes les matières de sa juridiction, notre Législature doit être autonome et souveraine.

Le chef de l'opposition est remonté à la Confédération. C'était très opportun. Je serai bref, mais je remonterai un peu plus loin, jusqu'au début du Régime anglais. Les deux races ne voulaient s'assimiler ni l'une ni l'autre, avec raison. En 1774, on nous a donné l'Acte de Québec. On a accordé aux Canadiens français le droit de parler leur langue, de pratiquer leur religion et d'exercer leur droit civil. Il est possible que les menaces de guerre, à cette époque, aient rendu sage Westminster.

En 1791, il y avait 10,000 Canadiens anglais dans la province. Ils ne tenaient pas, et cela se comprend, à être soumis aux lois françaises. On a alors divisé le pays en deux provinces: le Haut et le Bas-Canada. À cette époque, l'Angleterre aurait bien voulu nous imposer une union législative. Il y eut des discussions entre Pitt et Fox à Westminster, en 1791, sur la constitution du Canada, et des luttes pour obtenir un Parlement que William Wilberforce, un homme d'État anglais, nous refusait, mais que Pitt, plus généreux, était prêt à nous accorder. Pitt a fait adopter son point de vue. Il a déclaré, entre autres choses: "Les Canadiens français doivent être gouvernés à leur satisfaction." Cette parole est très importante. Elle est à l'origine de nos droits.

En 1841, on a proclamé l'Acte d'Union, né du rapport Durham en 1840. Cette mesure a eu le bon effet de réveiller les Canadiens français. C'est à la demande des Canadiens français du Bas-Canada que nous avons eu la Confédération. George Brown

la réclamait, mais ailleurs, on préférerait l'union législative qui est certainement plus avantageuse au point de vue économique, mais qui aurait été désastreuse au point de vue de nos droits. Les Canadiens français ont réclamé l'union fédérative et les autres l'ont acceptée généreusement. D'un point de vue purement économique, l'union législative, soit la centralisation de tous les pouvoirs législatifs dans un gouvernement central, serait plus avantageuse que le système confédératif actuel avec ses neuf provinces avec leur gouvernement respectif. Mais, nous avons voulu la Confédération pour des raisons d'ordre moral, pour la conservation de notre droit français et de nos coutumes françaises, conservation de nos valeurs intellectuelles et nationales. Si nous avons eu la Confédération, c'est du consentement unanime des provinces et du Parlement impérial. Le système actuel a été endossé par les délégués de langue anglaise aux conférences préparatoires à la mise en place de la Confédération et a été intégré à la Constitution. À ce moment, c'est un État français autonome qu'on a voulu établir au Canada et il n'est pas question d'en changer la nature aujourd'hui.

Il nous faut l'autonomie que nous concèdent les lois actuelles. Il (M. Chaloult) cite plusieurs autorités, notamment des écrivains et des orateurs anglais à l'appui de son idée que l'on a voulu établir un État français autonome lors de la Confédération. L'Assemblée législative et le Conseil législatif forment un Parlement ou, si l'on préfère, une Législature autonome et souveraine. On a tort de penser que c'est tout au plus un conseil municipal magnifié. Au Parlement de Londres, dit-il, lord Carnarvon reconnaissait que par le pacte confédératif, on a voulu faire de la province de Québec un État français, et Macdonald disait la même chose au Canada. Sir Charles Tupper affirmait que sans le Bas-Canada, il eût préféré l'union législative. Nous sommes donc les responsables du fait confédératif.

On a beaucoup critiqué le Conseil privé. Qu'il me soit permis de dire en passant que, pour ma part, je suis absolument opposé aux appels au Conseil privé. J'ai déjà réclamé l'abolition de ces appels, mais je reconnais que ce tribunal a rendu de grands services aux provinces en proclamant que la Législature de Québec est souveraine dans la sphère de sa juridiction. Le Conseil privé a su reconnaître les droits des provinces contre les prétentions du pouvoir central. Il a maintes fois décidé que les provinces ne tiennent pas leur pouvoir d'Ottawa et que les Législatures provinciales dans le domaine de leur juridiction sont souveraines au même titre que le Parlement impérial lui-même. La Législature de Québec est donc souveraine.

Revenant au côté pratique, je suis d'accord avec le chef de l'opposition et député de Trois-Rivières, lorsqu'il a affirmé cet après-midi que tous les gouvernements, à Ottawa, ont tenté de centraliser. Les gouvernements fédéraux, libéraux et conservateurs, ont sapé l'autonomie des provinces, ont empiété sur leurs droits, et travaillé à la centralisation. Mais les provinces ont eu aussi des faiblesses coupables. Et, pour être juste, les provinces ont voulu légiférer sur des matières fédérales. Il est du devoir de la province de coopérer avec le fédéral dans des domaines visant le bien-être général du pays.

Ce qui serait inadmissible, ce serait que l'on s'attaquât à un gouvernement ou à un parti en particulier. Malheureusement, dans le passé, le chef de l'opposition a surtout attaqué les libéraux. C'est ce que le chef de l'opposition a fait au cours de la dernière campagne électorale. Sous le couvert de l'autonomie provinciale, l'ancien premier ministre a voulu attaquer l'administration d'Ottawa. Il s'est ainsi contenté de s'attaquer seulement à MM. King et Lapointe. Que de fois on l'a entendu fulminer contre eux, en invoquant l'autonomie provinciale, mais il a omis de parler de M. Bennett.

Jamais je ne l'ai entendu attaquer ni dire un mot contre M. Bennett, qui a fait les choses les plus contraires à l'autonomie provinciale. Le très honorable R. B. Bennett est peut-être, de tous les premiers ministres canadiens, celui qui est allé le plus loin dans l'empiètement sur les prérogatives provinciales. Il fut le plus grand centralisateur. On se rappelle que M. Bennett a fait adopter des lois sociales - approuvées, je crois, par le député de Matane (M. Gagnon) - qui tombaient absolument dans le domaine de la juridiction provinciale. Ces lois d'ailleurs ont été déclarées *ultra vires* et anticonstitutionnelles par le Conseil privé.

Le chef de l'opposition aurait dû, lors de la passation des lois de M. Bennett, faire des motions du genre de celle de cet après-midi. C'était alors le temps. Or, je ne sache pas que le chef de l'opposition n'ait jamais attaqué le très honorable M. Bennett. Il n'a rien dit alors contre son chef, non plus que le député de Matane (M. Gagnon) ne s'est élevé contre les empiètements de son chef à Ottawa. Voilà ce que j'appellerai du provincialisme électoral!

Et, lors de la dernière élection, le chef de l'opposition s'est contenté de faire du provincialisme électoral, qui sert la cause du séparatisme, qu'il a toujours combattue. Je me demande pourquoi le chef de l'opposition, alors qu'il était premier ministre de la province, n'a pas proposé un plan au pouvoir

central concernant la part qui devait nous revenir, étant donné que nous payons 30 %¹⁰ des revenus que reçoit Ottawa. Des paroles aux actes, il y a parfois de la marge et il aurait dû profiter de son passage à la tête du gouvernement de la province pour poser des actes qui puissent aujourd'hui justifier ses paroles, comme proposer un plan pour établir une meilleure répartition des sources de revenus. Il a joué les durs avec Ottawa durant les trois années de son mandat, mais il aurait dû savoir que l'on obtient plus avec une cuillère de miel qu'avec un verre de bile ou un gallon de vinaigre; il a failli.

Avec réserve, à cause de l'attitude réservée qu'il a adoptée aujourd'hui, je veux cependant rappeler au chef de l'opposition qu'il n'a pas pratiqué ce qu'il prêche aujourd'hui. Il s'est plaint qu'Ottawa taxait notre électricité. Ces paroles à propos de l'énergie électrique ne sont pas sérieuses. Ottawa ne taxerait pas notre électricité si le chef de l'opposition avait créé, comme il l'avait promis, une centrale semblable à l'Hydro-Ontario. Si l'électricité nous coûte cher, c'est parce que l'Union nationale n'a pas tenu ses promesses. Sous sa signature et verbalement à plusieurs reprises, le chef de l'opposition a promis une centrale électrique pour la province de Québec, pour faire concurrence aux grosses compagnies. Ce n'était qu'une promesse et qui n'a pas été tenue. S'il s'était conformé à cette promesse signée de sa main, aurait-il à se plaindre des taxes établies par le gouvernement fédéral sur l'électricité?

Au lieu de morigéner les membres de la Commission Sirois, comme le premier ministre l'a dit avec tant de justesse, le chef de l'opposition aurait pu leur faire les représentations qui s'imposaient. Le chef de l'opposition aurait dû réclamer l'abolition des appels au Conseil privé.

Le chef de l'opposition a cité de grands libéraux qui ont prêché le respect de l'autonomie provinciale. Il a oublié, cependant, M. Taschereau, qui a été un des grands champions de notre autonomie et de nos droits. Je dois dire, en passant, que je n'ai pas toujours partagé les opinions de M. Taschereau et que je ne les partage pas encore. Mais, pour ce qui est de l'autonomie, M. Taschereau a toujours eu mon admiration.

Et le premier ministre nous a montré aujourd'hui qu'il saura défendre les droits de la province de Québec avec la même énergie que M. Taschereau, qui a toujours été un défenseur irréductible, un champion indéfectible de l'autonomie et des droits de notre province.

(Applaudissements à droite)

M. Taschereau prolongea ainsi la tradition établie par Mercier, Laurier et Gouin. Il est certain que le premier ministre actuel manifestera la même énergie. Sans discours de rhétorique, sans discours de Saint-Jean-Baptiste, il saura défendre nos droits, en toute occasion, et la province sera heureuse de sa nouvelle déclaration catégorique. Le premier ministre nous a prouvé qu'il saura défendre nos droits, même s'il risque pour cela de se heurter à ses amis d'Ottawa. J'ai la ferme conviction qu'avec lui il n'y aura aucun danger pour les droits de la province. Nous devons avoir confiance au premier ministre, qui, comme M. Taschereau, en autant qu'est concernée l'autonomie de la province, saura sauvegarder ses droits. Je suis convaincu que le premier ministre actuel le fera avec la même énergie que le faisait autrefois M. Taschereau.

Le chef de l'opposition n'a pas collaboré avec le pouvoir central quand il était au pouvoir. C'eût été pourtant un excellent moyen d'obtenir la reconnaissance de nos droits. Il y a des ministères dont l'existence est un empiètement sur nos droits, des ministères qui font double emploi avec ceux des provinces. Comment se fait-il que le pouvoir central maintienne un ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, alors que la colonisation et l'agriculture relèvent des provinces? Il y a à Ottawa un ministère des Pêcheries, alors que les pêcheries sont du domaine des provinces, ça relève du droit civil. Je ne vois pas pourquoi Ottawa maintient un ministère des Pêcheries.

Je crois aussi que les Pères de la Confédération ont commis une erreur quand ils ont donné au gouvernement fédéral le pouvoir de légiférer en matière de mariage et de divorce. La province devrait légiférer sur les questions matrimoniales, et non Ottawa. Le pouvoir central devrait remettre aux provinces le droit de légiférer sur le mariage, car en matière civile il ne devrait pas avoir d'appel à la Cour suprême, et cela, pour la bonne raison que les juges de cette Cour, pour la plupart, ne connaissent pas le droit civil de notre province. C'est humiliant pour nos avocats d'aller plaider devant eux. La Législature est souveraine et la Cour suprême ne peut pas se faire l'interprète des aspirations et des désirs du peuple canadien-français, indépendamment de l'érudition des juges de la Cour suprême. Les appels au Conseil privé n'ont pas leur raison d'être, non plus qu'à la Cour suprême d'Ottawa en matière de droit civil, puisque notre droit civil est français. J'ai, pour la décision de nos causes civiles, plus confiance en Sir Mathias Tellier et ses collègues de la Cour du banc du roi, de la province de Québec.

Le chef de l'opposition aurait pu proposer un rajustement de toutes ces choses. Ce ne sont pas les discours de Saint-Jean-Baptiste qui comptent en matière d'autonomie, ce sont les suggestions pratiques, ce sont les actes. Je n'ai jamais entendu le chef de l'opposition réclamer l'abolition des appels au Conseil privé. Je fais la suggestion au chef de l'opposition. Je lui demande de discuter de toutes ces questions dans son prochain discours sur l'autonomie provinciale. Néanmoins, je félicite encore le chef de l'opposition de sa pondération nouvelle, mais il aurait dû accomplir des actes législatifs durables, au lieu de toujours chercher querelle aux hommes politiques d'Ottawa.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question que nous discutons en ce moment est trop importante pour que nous en fassions une question d'animosité personnelle. C'est pourquoi mon intention est de répliquer seulement au premier ministre. Je le félicite d'avoir approuvé la plupart de mes paroles. Il a jugé à propos de me faire un reproche. C'est son droit. Le chef du gouvernement me reproche de n'avoir rien fait pour l'autonomie, durant les trois années que j'ai administré la province comme premier ministre, et de ne pas avoir coopéré avec Ottawa en n'ayant pas comparu devant la Commission Sirois. Je regrette que sur une question semblable où ministériels comme oppositionnistes doivent se donner la main sans arrière-pensées, pour l'intérêt supérieur de la province, il se soit produit quelque discordance.

Je dirai d'abord que, élu le 17 août 1936, j'ai pris l'administration provinciale, le 26 août. Dès le mois de septembre, je me suis rendu à Ottawa accompagné de quelques-uns de mes collègues, dont le ministre des Terres et Forêts qui est présentement ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin). Nous avons alors fait connaître aux autorités fédérales les vues de la province de Québec et nous avons travaillé avec elles dans le meilleur esprit de coopération. Au mois de décembre de la même année, et au début de 1937, nous avons assisté à la conférence interprovinciale, qui se tenait alors à Ottawa. Nous avons alors déclaré que le gouvernement de l'Union nationale n'entendait pas s'immiscer dans les affaires de la politique fédérale. Mais, par contre, nous avons demandé que l'on respecte l'autonomie de notre province et nous avons réclaté nos droits. Nous avons obtenu justice pour notre province.

J'ai réclaté, par exemple, les \$17,000,000 que nous avons versés pour les pensions aux vieillards, sans rien retirer. Nous avons dit que le pouvoir central

devait rembourser cette somme à la province, vu qu'elle avait payé pour les pensions de vieillesse des autres provinces, pendant que nous ne recevions rien du fédéral parce que la province n'avait pas de loi de pensions pour les vieux et vieilles de notre province. Le premier ministre du temps a déclaré au nom de l'Union nationale que celle-ci était prête à collaborer. Nous étions bien prêts à coopérer avec le pouvoir central et nous ne demandions pas de faveurs, mais bien justice seulement.

J'ai dit également aux autorités fédérales qu'elles n'avaient pas le droit de contrôler la radio. J'ai fait entendre ces revendications devant les administrateurs eux-mêmes qui avaient le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Pour ce qui est de la Commission Rowell-Sirois, puisque cette commission n'avait aucun pouvoir législatif et qu'elle était sans juridiction, quel besoin avions-nous de lui répéter ces choses? Nous n'avions donc pas à exposer devant elle les revendications de la province. Cette commission a été constituée à ce qu'on prétend pour connaître les besoins des provinces. Or, le pouvoir fédéral sait fort bien quelles sont les réclamations des provinces. Il a, de son propre chef, sans consulter les provinces, ni tenir compte que les provinces sont des pouvoirs souverains au même titre que le pouvoir fédéral, constitué une commission dont les fonctionnaires étaient chargés de pénétrer dans la régie intérieure de la province.

J'ai dit également aux autorités fédérales que la province de Québec était maîtresse de ses finances et que nous ne pouvions pas consentir à l'empiètement fédéral dans ce domaine. La Commission Sirois nous a demandé des renseignements. J'ai refusé de la laisser s'immiscer dans les affaires, dans les finances de la province de Québec. Cependant, quand les commissaires sont venus à Québec, nous les avons salués et je les ai même reçus. Nous y avons envoyé Me Emery Beaulieu, un des avocats les plus éminents du Barreau canadien. Cet avocat distingué et noble, de Montréal, a alors déclaré au nom du gouvernement que la province de Québec ne reconnaissait ni l'autorité ni la juridiction de la commission, mais offrait sa coopération dans toute conférence interprovinciale.

Nous avons dit aux commissaires que la seule façon de réajuster les pouvoirs du gouvernement fédéral et des provinces était de convoquer une conférence où les parlementaires et législateurs se rencontreraient. Le gouvernement de Québec était disposé à faire ses réclamations devant les neuf provinces réunies et le pouvoir central, en conférence interprovinciale. Ainsi, les décisions qui y auraient été prises auraient été soumises à chaque Législature provinciale et l'autonomie de chacune aurait été

respectée. Nous avons dit que chaque gouvernement provincial devait se faire autoriser par son Parlement à signer une entente.

M. Beaulieu a dit que nous ne reconnaissons pas au gouvernement fédéral ni à une majorité des provinces le droit d'amender la Constitution sans notre assentiment. En définitive, a dit M. Beaulieu, la province de Québec est disposée à toute mesure d'intérêt général non incompatible avec les droits provinciaux; à fournir son assistance pour la mise en vigueur de toute réforme qui pourrait être juste et raisonnable, dans le cadre de la Constitution, et à coopérer généralement avec les autorités fédérales et les autres autorités provinciales pour le bien-être de tous, dans le respect des droits de chacun.

Voilà des actes précis. Nous n'avons pas été les seuls à prendre cette attitude, d'autres provinces ont fait comme nous. L'Ontario et le Nouveau-Brunswick ont aussi revendiqué le droit des provinces. Nous avons pris l'attitude que nous croyions raisonnable. J'espère que le gouvernement actuel dira à son tour que nous voulons faire respecter nos droits en respectant les droits des autres.

Nous n'avions alors et nous n'avons encore qu'un but: reconnaître les droits des autres et faire reconnaître nos droits. Nous souhaitons au-dessus des partis politiques que le seul désir de tous les citoyens de notre province soit de la voir grande et prospère, mais que l'on fasse comprendre fermement en même temps à Ottawa que nous voulons rester maîtres chez nous et revendiquer nos droits chaque fois que l'occasion s'en présentera.

(Applaudissements à gauche)

La motion est adoptée.

Loi de la voirie

L'honorable M. Godbout (L'Islet) appelle la deuxième lecture du bill 27 amendant la loi de la voirie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) est assez volumineux. Le texte vient seulement d'en être remis aux députés. Je n'ai pas eu le temps, dit-il, de l'étudier ni même de le parcourir. Je demande qu'on en remette la deuxième lecture à la prochaine séance.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) acquiesce à la demande du chef de l'opposition et accepte de remettre l'étude de ce bill à la prochaine séance pour la deuxième lecture.

Charte de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

En comité¹¹:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le deuxième paragraphe de l'article 3, qui se lit comme suit:

"2. La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1^{er} mai 1940, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas 2 % du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites territoriales suivantes: Québec, Lévis, Lauzon, Château-d'Eau, Courville, Québec-Ouest, Val Saint-Michel, Charny, Saint-David de l'Auberivière, Saint-Romuald d'Etchemin, Saint-Télesphore, Beauport, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Giffard, L'Ancienne-Lorette, La Petite-Rivière, Loretteville, Montmorency, Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, Saint-Charles de Charlesbourg, Saint-Colomb de Sillery, Saint-Dunstan du Lac Beauport, Saint-Félix du Cap Rouge, Sainte-Foy."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi a été amendé par le comité des bills privés et ne comprend plus la clause où il était dit que la taxe sera perçue dans un rayon de 25 milles. Je suis opposé, dit-il, à la taxe de vente parce qu'elle pèse doublement sur le faible et, en second lieu, on ne devrait pas imposer aux municipalités une taxe dont elles ne veulent pas. Comme au comité des bills privés, je proteste contre l'établissement d'un rayon pour l'imposition de la taxe de vente de 2 % à Québec. Les municipalités environnantes, répète-t-il, ne veulent pas de taxe en dehors de la cité elle-même.

Le comité étudie le deuxième alinéa du paragraphe 16 de l'article 3, qui se lit comme suit:

"La cité de Québec peut également tenter toute telle action soit devant la Cour de circuit du

district de Québec ou soit devant la Cour supérieure du district de Québec, suivant le montant réclamé, quel que soit le lieu du domicile, de la résidence ou de la place d'affaires du défendeur. Telle action sera réputée matière sommaire et les articles 1151 à 1163, sauf le premier paragraphe de l'article 1153, du Code de procédure civile, s'appliqueront. Telle action sera aussi entendue par préséance."

L'alinéa est modifié en remplaçant les mots "Cour de circuit" par les mots "Cour de magistrat".

L'amendement est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 21 de l'article 3, qui se lit comme suit:

"21. Tout règlement adopté par la cité de Québec avant le 1^{er} mai 1940 et par lequel elle impose la taxe autorisée par le présent article ne prendra effet que le 1^{er} mai 1940".

Ce paragraphe est retiré.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 39, ainsi que le préambule, sont adoptés¹².

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Contrat de mariage de S. Gaudreau

M. Morin (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Morin (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Pointe-Claire

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant la charte de la ville de Pointe-Claire.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission d'électricité, 1937

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le deuxième rapport de la Commission d'électricité de Québec, 1937. (Document de la session no 35)

Rapport de la Régie de l'électricité, 1939

L'honorable M. Côté (Bonaventure) dépose sur le bureau de la Chambre le premier rapport de la Régie provinciale de l'électricité, 1939. (Document de la session no 36)

Travaux de la Chambre:

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures¹³.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest).

2. *Le Canada* du 9 mai 1940, à la page 5, précise que le bill 21 a été adopté sur division, mais sans discussion, étant une loi de concordance avec le bill 20.

3. Selon *Le Devoir* du 9 mai 1940, à la page 6, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 8, M. Duplessis aurait dit "depuis quelques années".

4. *Le Canada* du 9 mai 1940, à la page 5, parle de centaines de millions.

5. \$2,000,000 par année, écrit *Le Devoir* du 9 mai 1940, à la page 6.

6. La loi du cadenas, déposée le 10 mars 1937 par le gouvernement Duplessis, est sanctionnée le 24 mars 1937, cette dernière autorisant la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste.

7. La motion Lafleur était présentée en amendement à une motion d'Irénée Vautrin. Voir les séances des 20, 27 et 28 février 1934.

8. La publication du rapport de la Commission Rowell-Sirois est annoncée pour le lundi suivant. Voir *The Gazette* du 9 mai 1940, à la page 1.

9. Le journaliste de *La Presse* du 9 mai 1940, à la page 2, parle de la "coopération de l'opposition".

10. 35 %, selon *La Presse* du 9 mai 1940, à la page 2.

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Francoeur (Montréal-Mercier).

12. *L'Événement-Journal* du 9 mai 1940, à la page 13, précise que cette séance en comité plénier a duré une demi-heure.

13. À propos de cette séance, le journaliste Calixte Dumas, de *L'Action catholique*, écrit dans sa chronique "En marge de la session" du 9 mai 1940, à la page 3: "Séance de comités, réunions des deux Chambres, présentation d'un film par l'Office provincial du Tourisme, à l'heure du souper, réception par Mme Oscar Drouin, dans la grande salle du Café, convocation des députés le soir pour l'étude d'un projet de loi, visite de plusieurs délégations, voilà, dans les grandes lignes, le programme de la journée d'hier (8 mai) au parlement. C'est dire qu'une activité débordante a régné sur la colline."

Séance du jeudi 9 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 141 modifiant la charte de la ville de Victoriaville.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill no 157 autorisant la ville de Farnham à emprunter pour acheter les immeubles de la Compagnie Industrielle de Farnham n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la ville de Rouyn, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**Charte
de Rouyn**

M. Goulet (Témiscamingue) propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Potvin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 168 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Adopté.

M. Goulet (Témiscamingue) présente, en conséquence, le bill 168 modifiant la charte de la ville de Rouyn.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de renseignements¹:

**Travaux de l'International Paper
à Saint-Zénon**

M. Gagnon (Matane): Le ministre des Terres et Forêts, Chasse et Pêcheries (l'honorable M. Côté) sait-il que l'International Paper Company emploie 175 hommes, qui sont tous du Nouveau-Brunswick², dans les travaux qu'elle fait dans un chantier à Saint-Zénon du lac Humqui, dans le comté de Matane?

L'honorable M. Côté (Bonaventure) remercie le député de Matane (M. Gagnon) de l'avoir averti. Je n'en ai pas entendu parler, dit-il. Je puis promettre au député que je vais faire enquête tout de suite.

**Nouveau directeur
de la police des liqueurs**

M. Gagnon (Matane): Je demande maintenant au procureur général (l'honorable M. Girouard) s'il est vrai que le gouvernement vient d'engager, comme directeur de la police des liqueurs, M. Lemire, en remplacement de M. Patry.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): En effet, M. Rosario Lemire, ancien détective de Montréal, et subséquemment chef des détectives de Québec, a été nommé chef de la police des liqueurs du district de Québec, où il remplace M. J.-A. Patry, qui a repris ses anciennes fonctions d'inspecteur à l'hôtel de ville.

**Loi abolissant
les rentes seigneuriales**

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Il donne quelques explications et rappelle comment cette loi fut présentée et votée. Ce projet de loi, dit-il, a pour objet de supplémenter la loi qui abolissait les rentes seigneuriales adoptée en 1935. Cette loi prévoyait que les dispositions relatives à l'acquittement des rentes n'entreraient en vigueur qu'à compter de la sanction d'une loi approuvant

l'homologation des terriers. La mesure présentée prévoit cette approbation et apporte en outre les modifications nécessitées par le retard survenu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 32 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Cette loi a pour but de modifier la loi des tribunaux judiciaires, notamment en augmentant le nombre des magistrats. L'article 1 abroge la disposition adoptée l'an dernier, par laquelle certains tribunaux du district de Rimouski auraient acquis juridiction concurrente sur les cantons Milniket, Assemetquagan, Patapédia, Matapédia, Restigouche et Mann, du district judiciaire de Bonaventure.

L'article 2 permet de porter de 21 à 25 le nombre des magistrats de district.

L'article 3 abroge une loi adoptée en 1937, 1 George VI, chapitre 75, qui devait entrer en vigueur sur une proclamation qui n'a jamais été émise.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Budget agricole en 1939

M. Francoeur (Montréal-Mercier): a) Dans le budget agricole du gouvernement de l'Union nationale quel a été le montant d'argent dépensé du 1^{er} avril 1939 au 1^{er} septembre 1939?

b) Quel a été le montant d'argent octroyé, suivant la prime de \$300 accordée aux fils de cultivateurs, du 1^{er} avril 1939 au 1^{er} septembre 1939?

c) Quel a été le nombre de fils de cultivateurs qui ont reçu ce montant?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):
a) \$2,975,925.62.
b) \$230,500.
c) 2,305.

Prime aux cultivateurs

M. Chaloult (Lotbinière): 1. L'ancien gouvernement a-t-il accordé aux cultivateurs une prime sur le beurre et le fromage?

2. Si oui, quel est le taux de cette prime?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, aucune.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques soit maintenant lu une troisième fois.

M. Gagnon (Matane): Le chef de l'opposition a exposé en termes précis quelle est l'attitude de la gauche sur ce sujet. Aussi, ce n'est pas ce côté de la question que je veux étudier, mais je fus surpris d'entendre hier le procureur général (l'honorable M. Girouard) déclarer, en réponse au chef de l'opposition, qu'il parlait toujours et sans propos de religion et de vertu, même quand le débat ne s'y prête pas. Depuis le début de la session, je n'ai pas entendu une fois ce mot de religion venir interrompre un débat et je ne l'ai pas prononcé une seule fois. Le procureur général doit entendre fort mal. D'ailleurs, aurait-on parlé de religion que cela n'aurait pas été mal. Au contraire, et ce n'est pas par bigoterie que je le dis, mais les ministres ont une curieuse forme d'intolérance d'esprit au point, par exemple, que l'opposition ne peut pas affirmer qu'une loi va contre la tempérance sans se faire immédiatement accuser par les ministres d'hypocrisie. Récemment, j'ai donné un vote qui a dû prouver au procureur général que je sais prendre position selon ma conscience et le faire sans bigoterie. Mais on peut fort bien favoriser la tempérance sans pour cela être taxé de bigoterie ou d'hypocrisie.

Ainsi, je lis dans la dernière livraison d'un journal que j'ai reçu ce matin même...

(Il ouvre le numéro de la revue.)

C'est le journal *L'Ordre nouveau*, organe des Semaines sociales, qui publie un article intitulé "Pour une meilleure loi des liqueurs", que je veux communiquer à la Chambre, car il exprime les mêmes opinions que l'opposition au sujet de la facilité de distribution des liqueurs. L'article dit ce qui suit...

M. l'Orateur: Le député de Matane (M. Gagnon) est hors d'ordre. Les règlements de cette Chambre ne permettent pas à un député de citer une opinion étrangère ou un journal lorsqu'une loi est devant la Chambre. L'honorable député ne peut donc ni lire ni citer un article de journal qui traite d'une loi à l'étude, et je suis obligé de lui rappeler les règlements. Il s'agit d'un document exprimant des vues de l'extérieur sur une loi qui n'a pas été adoptée par la Chambre.

M. Gagnon (Matane): Je m'incline devant la décision de l'Orateur et je l'accepte, mais je lui ferai respectueusement remarquer que de l'autre côté de la Chambre, tous les jours, des députés de la droite citent des articles de journaux. Le ministre des Mines (l'honorable M. Rochette), par exemple, ne se gêne pas. Il en a cité plusieurs, l'autre jour. Ce droit nous sera-t-il refusé à nous, de ce côté de la Chambre?

M. l'Orateur: Je répète à l'honorable député de Matane qu'il est hors d'ordre. J'ai rendu une décision, il doit l'accepter.

M. Gagnon (Matane): J'espère que ce règlement sera appliqué à tout le monde.

M. l'Orateur: Je répète à l'honorable député qu'il est hors d'ordre. La décision de l'Orateur est finale.

M. Gagnon (Matane): D'ailleurs, l'article que je voulais citer ne formulait aucune critique à l'égard du gouvernement. Il s'agissait d'une simple requête au gouvernement pour empêcher la distribution trop facile de la bière...

(Il replie son journal.)

Car les projets de loi 20 et 21, que l'on a votés en deuxième lecture, ont pour but et seul but d'augmenter la vente de la bière dans la province. La loi actuelle en particulier n'a certes pas été présentée pour favoriser la tempérance. Ces lois ne sont pas

inspirées par le désir de servir la tempérance alors que, dans la province de Québec, il y a beaucoup de misère, que les cultivateurs et les ouvriers demandent autre chose que de la bière.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):

Le député de Matane (M. Gagnon) semble avoir été froissé par les paroles que j'ai prononcées l'autre jour. Je lui dirai que mes paroles, à propos de la religion et de la vertu, ne le concernaient aucunement. Je regrette donc de l'avoir froissé. D'ailleurs, quant à moi, il peut parler tout à son aise de religion aussi souvent qu'il le voudra.

Le député de Matane a commis une seconde erreur quand il a dit que le but ou l'effet de la présente loi est d'augmenter la distribution de la bière. Je ne crois pas qu'il ait le droit de dire que les lois présentées vont desservir la tempérance ni d'affirmer que le but, le seul but, ou l'effet de cette loi sera d'augmenter la vente de la bière. S'il le prétend, c'est qu'il n'a pas bien lu la loi. Je suis convaincu que tous ceux qui invoquent cet argument n'ont pas bien compris la loi. Le but, au contraire, est de contrôler la distribution des liqueurs alcooliques et de la bière.

Nous n'avons qu'un but: légaliser et régulariser une coutume qui est fréquente et qui existe depuis longtemps dans notre province. Il s'agit simplement de permettre aux détaillants de s'approvisionner dans les entrepôts. Mais, pour le faire, il faudra un permis. Les gardes-magasins qui sont en charge des entrepôts des brasseries pourront donc, à l'avenir, faire légalement ce qu'ils faisaient illégalement jusqu'ici, c'est-à-dire vendre de la bière aux seules personnes qui ont un permis pour la vente de la bière. La loi ne facilitera nullement la distribution de la bière, ainsi que je l'ai dit plusieurs fois. Elle va simplement légaliser un transport qui se pratique depuis plusieurs années. Voilà tout.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les règlements de cette Chambre interdisent au procureur général de revenir sur le débat antérieur comme il le fait. Par ailleurs, le député de Matane a certainement le droit de lire un article du journal *L'Ordre nouveau* au début de la discussion. Je ne vois aucun règlement qui interdise à un député de citer un journal...

M. l'Orateur: L'honorable député de Trois-Rivières est également hors d'ordre. Lorsque le bill aura été voté, le député de Matane pourra lire ce qu'il voudra. C'est ce que j'ai décidé. J'ai rendu une décision, il faut l'accepter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu un grand nombre de requêtes de plusieurs parties de la province dont les signataires demandent à la gauche de s'opposer énergiquement à cette loi 21. Toutes les requêtes disent que cette loi nouvelle aura pour effet de diminuer l'efficacité de la loi des liqueurs, de permettre et même d'encourager les abus du passé et d'augmenter la consommation de la bière. Lorsque la loi Scott fut adoptée en 1923, c'est-à-dire la première loi des liqueurs, il était permis à tous et à chacun de transporter de la bière. La loi des liqueurs permettait le transport de la bière par chemin de fer, bateau, par compagnies de messagerie, par les voituriers publics ou par des automobiles appartenant aux acheteurs.

Plus tard, en 1926, la loi fut modifiée de façon à corriger certains abus. Il fut alors interdit de transporter de la bière dans des voitures privées. Le transport de la bière n'était permis que par chemin de fer ou bateau. Aujourd'hui, on revient au premier texte, à l'ancienne loi de 1923, à l'ancienne coutume dont la pratique nous a démontré qu'elle favorisait les abus. On verra donc de nouveau les abus déplorés dans le passé. Le meilleur moyen de limiter le transport de la bière, c'est encore de limiter les moyens de transport. Cette mesure, répète-t-il, est contraire à la tempérance et aux directives de l'autorité religieuse³.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la voirie

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 amendant la loi de la voirie soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet de ce bill, connu sous le nom de "loi des bons chemins de la province", est de rendre la loi plus facile, plus efficace et moins dispendieuse en ce qui concerne la construction des chemins. Il faut modifier la loi pour faciliter la prise de possession des terrains et éviter les ennuis de certaines personnes qui se trouvent sur la voie des routes, routes nouvelles et anciennes, routes en réparation. La construction des chemins sera ainsi plus expéditive et moins coûteuse pour la province.

Les amendements ont été suggérés par les hauts fonctionnaires de la voirie. En effet, les officiers du département, après avoir fait l'expérience de la loi actuelle, ont constaté que

l'heure est venue d'amender la loi pour faciliter la prise de possession des terrains et éviter les ennuis occasionnés par certaines personnes dont les propriétés sont situées sur les voies nouvelles à construire ou les routes anciennes à améliorer.

Il n'y a rien d'extraordinaire dans cette loi. Nous demandons les pouvoirs qui existent dans les autres provinces au sujet de la possession des terrains. Nous en avons besoin pour exécuter notre programme d'amélioration des routes. Les lois actuelles ne sont pas assez efficaces pour permettre l'exécution d'un travail rapide, surtout dans un pays comme le nôtre où l'époque propice à la construction des chemins est relativement courte. Dans la province de Québec, nous n'avons en somme que quatre mois en été pour exécuter nos travaux de voirie. C'est plutôt bref. Sans léser les droits des individus, il faut que nous procédions rapidement. Il importe de prendre des mesures pour prévenir tout retard inutile. Dans le cas des expropriations, par exemple, il faut parfois attendre longtemps pour procéder légalement.

Nous voulons doter la province de grandes voies auxquelles la circulation purement locale n'aura pas accès et qui seront destinées spécialement à la circulation rapide entre les grands centres. Ces autostrades une fois terminées auront 160 pieds de largeur. Au centre, il y aura une lisière de 30 pieds, avec arbres et verdure. De chaque côté de cette lisière, on construira à mesure que les besoins s'en feront sentir jusqu'à trois pistes de 11 pieds chacune. Pour le moment, le gouvernement a l'intention d'acheter une lisière de 100 pieds et d'homologuer les autres 60 pieds pour que les propriétaires riverains ne puissent se construire à cet endroit.

On commencera par construire deux allées de 11 pieds, ce qui fera une chaussée de 22 pieds. Les autres allées seront construites plus tard. Le gouvernement - et c'est là un des principaux objets du bill - pourra acquérir des droits de servitude dite de "non-accès" et de "ne pas bâtir". Il y aura de chaque côté des autostrades des clôtures que les propriétaires ne pourront ni enlever ni ouvrir pour y placer des barrières. Les troupeaux et les véhicules à traction animale n'auront pas accès à ces voies. D'autres chemins pourvoiront aux besoins locaux. De plus, pour la protection de la moralité publique, on interdira la construction de petits chalets le long de ces grandes routes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai parcouru rapidement cette législation. Le ministre de la Voirie y demande des pouvoirs en dehors de la coutume et qui peuvent aller jusqu'à la confiscation des

propriétés. Cette loi n'a aucun caractère démocratique. Elle confère des pouvoirs extraordinaires et exorbitants au ministre. Elle constitue un empiètement sur l'autonomie des municipalités et un empiètement sur les droits du Parlement.

Par cette loi, on demande que certaines servitudes soient acquises sans que ça coûte un sou. Une clause du bill stipule en effet que le ministre peut acquérir sans indemnité un droit de passage ou quelque autre servitude, s'il n'en résulte aucun dommage pour le propriétaire. L'établissement d'une servitude sur un terrain occasionne souvent des charges aussi considérables que s'il y avait achat du terrain. La loi nouvelle va sanctionner le principe que le gouvernement a droit d'établir des servitudes sur des terrains, même des servitudes onéreuses sans payer d'indemnité.

Il y a plus, M. l'Orateur. C'est la première fois que je vois un projet de loi dans lequel un ministre délègue ses pouvoirs aux corporations municipales. Voilà une chose qui n'a jamais été demandée dans cette Chambre. La Législature peut, si elle le veut, déléguer ses pouvoirs aux corporations municipales qui sont en ce moment les créatures du Parlement; mais qu'un ministre délègue ses pouvoirs aux municipalités, c'est la première fois que je vois cela. Cette loi est, je le répète, un empiètement sur l'autonomie municipale et une atteinte aux prérogatives des représentants du peuple. Je demande donc le vote.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Avant que le vote ne soit pris, je veux ajouter quelques mots. Les corporations municipales administrent pour le gouvernement de la province. Pourquoi ne pas permettre à un ministre de déléguer ses pouvoirs à une corporation municipale?

L'ancien gouvernement a fait adopter une loi lui permettant de s'emparer de n'importe quelle propriété pour des fins de voirie. Il a mis de côté les lois pour s'emparer des permis. Et je dois dire que la loi était tellement inefficace sous l'ancien régime et qu'on s'est empressé...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), selon les règlements de la Chambre, doit, dans sa réplique aux arguments avancés, se contenter de répondre au préopinant. Il n'a pas le droit d'apporter un argument nouveau et d'élargir le débat. Je dis que le ministre est en dehors du sujet. J'ai simplement donné deux arguments. J'ai dit premièrement que, par ce projet de loi, le

gouvernement voulait consacrer le principe d'acquérir les servitudes sans payer les indemnités. J'ai déclaré ensuite que c'était la première fois qu'un ministre demandait de déléguer ses pouvoirs aux corporations municipales.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

(Parlant sur le point d'ordre) C'est parce que le premier ministre a dit...

M. Gagnon (Matane): Le premier ministre?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je veux dire l'ancien premier ministre... C'est parce que l'ancien premier ministre a dit que je demandais par ce bill des droits exorbitants que j'ai dit cela. C'était pour montrer que je ne demande pas de pouvoirs exorbitants. J'ai le droit de dire que ces pouvoirs existaient déjà et que l'on a même adopté une loi en ignorant les lois élémentaires de la justice. Je parle des lois qui ont forcé le gouvernement à violer les droits existants.

M. l'Orateur: L'article 232 du Règlement dit qu'un député doit se borner, dans la réplique, à répondre au préopinant. J'ai très bien saisi l'argumentation de l'honorable chef de l'opposition. Je dois déclarer que l'honorable ministre de la Voirie est hors d'ordre, car il n'a pas été question dans le débat de l'argument qu'il vient de présenter. Le point d'ordre est maintenu pour tenir la réplique sur le terrain parlementaire permis.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je respecte votre décision, M. l'Orateur, mais je dis que lorsque l'ancien premier ministre accuse l'actuel ministre de la Voirie de prendre des droits exorbitants, il se trompe et affirme une chose qui n'est pas conforme aux faits. Cette loi n'a rien d'exorbitant. Quand il prétend extraordinaire le fait, pour le ministre, de déléguer des pouvoirs aux conseils municipaux, il oublie que les conseils municipaux ont des droits qui leur sont déferés par la Législature et administrent au nom du Parlement. Il ne faut pas oublier que les municipalités ont quelque chose à dire dans la construction des chemins qui sont tous des chemins municipaux. Tous les conseils municipaux ont des droits déferés au Parlement. Il n'y a rien d'exorbitant à déferer des pouvoirs que le ministre possède.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet du ministre est intéressant, mais la loi accorde au

ministre de la Voirie des pouvoirs trop extraordinaires. Je demande le vote sur la deuxième lecture.

M. l'Orateur appelle les députés.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Beulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Bullock, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Chalout, Connors, Côté, Dansereau, Drouin, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Mathewson, Messier, Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Ross, Thisdel, Toupin, 45.

Contre: MM. Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 11.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

Des députés ministériels applaudissent le président du comité⁵.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 21 de la loi de la voirie (Statuts refondus, 1925, chapitre 91) est amendé en remplaçant le paragraphe 5^o par les suivants:

"5^o Établir des parcs de stationnement, belvédères, pavillons et tous ouvrages de protection, de sécurité ou d'embellissement;

"6^o Acquérir à l'amiable ou par expropriation tout immeuble jugé nécessaire à ces fins ou pour donner accès à des propriétés isolées de la route, rétablir la situation de terrains morcelés, permettre le déplacement de constructions ou réduire le coût d'acquisition de l'emprise;

"7^o Céder, louer, échanger tout terrain ou construction ainsi acquis ou en disposer autrement lorsqu'il n'est pas requis pour le chemin."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec l'article 1, le ministre de la Voirie s'arroge des pouvoirs exorbitants. Il pourra construire des belvédères, établir des parcs de stationnement, faire des ouvrages de protection et d'embellissement sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, tel que l'exigent les Statuts. Les pouvoirs que le ministre demande par cette loi sont tellement illimités qu'ils peuvent occasionner des dépenses considérables. Avec cette loi, ce ne sont plus les députés qui vont administrer le budget de la province. Le ministre ne sera pas non plus obligé de faire adopter ses projets par le Conseil des ministres.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je trouve l'attitude du chef de l'opposition bien étrange. Le ministre existe pour administrer son département et il doit être en mesure de le faire. Et l'argent qu'il dépensera sera voté par le Parlement. Est-ce que l'ancien premier ministre, lorsqu'il était ministre de la Voirie, convoquait ses collègues pour décider de la construction d'une route secondaire à 50 milles de Québec? Je ne le crois pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait un signe affirmatif.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) rit de la réponse du chef de l'opposition.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il s'agit ici d'une simple question d'administration. L'argent nécessaire sera voté par la Législature. Nous n'avons pas l'intention d'établir une dictature au ministère de la Voirie. Il en est si peu question que, précisément, nous demandons des pouvoirs à la Chambre. En demandant l'autorisation d'établir des parcs de stationnement, des belvédères, etc., nous demandons quelque chose de raisonnable. Nous avons besoin des pouvoirs que nous réclamons, afin d'empêcher les abus et des dépenses inutiles, afin de n'être pas à la merci de certains propriétaires trop exigeants. Nous demandons le pouvoir d'acquérir, de gré à gré, à l'amiable, ou par voie d'expropriation, les propriétés nécessaires à la construction des nouveaux chemins. Dans plusieurs cas, nous réduirons les coûts de l'expropriation. Nous paierons pour ce que nous prendrons et rien de plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle de l'ancien régime libéral et se moque du ministre de la Voirie. Sous notre administration, dit-il, lorsque je fus ministre de la Voirie, je dois affirmer qu'aucun chemin en cette province, aucune route n'était construite ou reconstruite sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil. Dans la loi actuelle, il ne s'agit pas de construction de chemins, mais bien d'accorder au ministre de la Voirie des pouvoirs illimités et exorbitants. La présente loi permet au ministre d'établir des parcs, etc. À quel coût? Nous ne le savons pas. Tout est laissé à la discrétion du ministre. Le moins qu'on pourrait faire serait de limiter les dépenses aux crédits votés pour la voirie.

C'est contraire aux principes exposés par le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) et notamment aux avis de l'auditeur de la province (M. Edgar Vézina) qui, dans son rapport annuel, déplore précisément le fait qu'il y a dans les Statuts trop de lois qui permettent au gouvernement de dépenser des sommes considérables sans l'autorisation de la Législature. Le gouvernement peut dépenser sans faire voter les montants, sans même que les députés ne soient consultés. Le vérificateur se plaint avec raison. Les députés n'ont désormais le contrôle sur les prévisions budgétaires que dans une proportion de 30 %, par suite de la loi du chômage, de la voirie, etc.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): C'est vrai! Pendant trois ans, en effet, cela a été effarant!

M. Duplessis (Trois-Rivières) rappelle que l'on n'a pas le droit de parler en Chambre à un député à la deuxième personne⁶.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Sur ce point, vous avez raison, maître!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons abrogé plusieurs de ces lois.

(Rires à droite)

On voit que le ministre n'est pas plus renseigné sur ce qui s'est passé depuis trois ans que sur l'ancienne loi de la voirie. Prenons, par exemple, la loi du chômage. Rien n'empêche de dépenser \$200,000,000. En vertu de la présente loi, le trésorier provincial (l'honorable M. Mathewson) ne pourra prévoir dans son discours sur le budget les dépenses que fera le ministre de la Voirie. Je considère le danger des mandats en blanc et le gouvernement ne

devrait pas excéder dans ses dépenses les estimés budgétaires...

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Je remercie et je félicite le chef de l'opposition des si beaux principes qu'il vient d'énoncer. Malheureusement, ce que je regrette en ma qualité de trésorier, c'est que ces principes, il ne les ait pas pratiqués quand il était premier ministre de cette province.

(Rires à droite)

Je puis assurer le chef de l'opposition que les abus qui se sont produits dans le passé ne se répéteront plus sous notre régime. Je verrai à ce qu'ils soient réprimés. Je lui dirai même que je me propose de prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer strictement les principes qu'il a énoncés. J'aurai l'honneur de les poser devant la Chambre bientôt. En attendant, j'attire donc l'attention de la Chambre sur le fait que le député de Trois-Rivières est en faveur des principes que j'énoncerai très prochainement.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le trésorier. Il y a longtemps que nous ne l'avons entendu parler. Je suppose qu'il prépare son discours du budget. Espérons qu'il sera prononcé avant la fin du monde. Le trésorier provincial vient de dire que j'ai raison. Mon honorable ami admet le principe qu'aucun argent ne doit être dépensé sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil; alors il condamne la loi du ministre de la Voirie. Le trésorier ne pourra contrôler le ministre de la Voirie dans les dépenses qu'il se propose de faire en vertu de sa loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il n'y a pas beaucoup de changements à l'ancienne loi et il n'y a rien de changé en ce qui concerne la question des finances. La pratique autorisée par les Statuts n'est pas modifiée. Et, si l'ancienne loi était si mauvaise, avec sa majorité tonitruante, dans le tonnerre et le fracas des anciennes séances de la Chambre, le chef de l'opposition, quand il était au pouvoir, aurait bien pu l'amender. Il aurait pu mettre ses beaux principes en pratique et faire modifier la loi, la loi du mandat en blanc pour la voirie. Quant aux dépenses de la voirie, elles seront limitées à nos moyens.

Non seulement l'ancien premier ministre - et son ancien gouvernement de l'Union nationale - avait les mandats en blanc qu'il avait comme budget de la voirie, mais il a fait voter une loi autorisant une

dépense de \$50,000,000 pour les chemins; \$50,000,000 par-dessus l'infini. Et il a excédé ses estimés! Pourtant, il avait promis de bien administrer. Dans ce temps-là, il aurait pu mettre en pratique les beaux principes qu'il préconise.

Le chef de l'opposition verra qu'il ne prêche pas toujours dans le désert, car, nous, nous allons nous conformer dans l'exercice de nos pouvoirs aux pratiques que nous prêchons. Nous ne construirons pas des chemins sans avoir fait voter les argentés régulièrement. La différence entre le premier ministre actuel et l'ancien, c'est que le premier n'a rien promis, mais qu'il pratiquera les principes que le second énonce et n'a jamais pratiqués. Le Parti libéral n'a pas de promesses, mais il réalisera beaucoup de promesses de l'Union nationale en 1936. On ne dépensera pas un sou qui n'aura pas été voté au préalable.

M. Gagnon (Matane): Nous ne critiquons pas l'idée des belvédères aux fins d'attirer dans la province les touristes. Mais nous voulons que le budget du ministre de la Voirie soit limité. Pour ce genre de dépenses, le gouvernement de l'Union nationale avait fait voter l'an dernier une somme de \$100,000. Nous le mentionnions dans le budget.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pour éviter les foudres du chef de l'opposition, je ne puis répondre à son excellent lieutenant. Si on vote la loi, si la Chambre me donne les autorisations demandées, on verra ce qu'on pourra faire.

M. Gagnon (Matane) suggère au ministre de continuer les travaux d'embellissement commencés par son prédécesseur, l'honorable Anatole Carignan, sur nos grandes routes. Nous avons, dit-il, un projet de construction d'un monument dont l'exécution a été commencée dans mon comté. Il s'agit d'acquérir une propriété pour y construire ce que nous voulons appeler les "portes de la Gaspésie", à Saint-Flavien de Métis, car la propriété est située à l'entrée du boulevard de la Gaspésie. Les plans en sont magnifiques. J'ai demandé au ministre ce qu'il ferait de ce projet, et il ne m'a pas répondu. J'espère que si cette loi est adoptée, il terminera ce projet, qui ne coûtera que \$5,000, et je l'en félicite d'avance.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous avons plusieurs projets à l'étude, mais je ne puis répondre de façon certaine. Les principes énoncés par le chef de l'opposition m'empêchent de promettre quoi que ce soit avant d'avoir consulté les

autres membres du cabinet et avant que le budget ne soit voté. Je dois donc consulter le trésorier et mes collègues du cabinet sur ce projet et me conformer aux principes sains que nous a annoncés aujourd'hui le chef de l'opposition en disant que les dépenses ne doivent pas excéder les estimés budgétaires.

Car, à l'avenir, que ce soit statutaire ou non, il paraît que les dépenses devront être prévues, et ne pas excéder nos estimés. Le trésorier provincial va exiger qu'aucune cenne ne soit dépensée sans qu'elle ne soit votée par la Chambre des députés. Je félicite le trésorier d'avoir mis en pratique cet excellent principe. Le Conseil exécutif va siéger à six heures et on étudiera ces demandes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre (l'honorable M. Bouchard) s'améliore. Il commence à suivre les conseils du chef de l'opposition. Je ne pensais pas avoir tant d'influence auprès du ministre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition vient de nous démontrer qu'il est un excellent chef de l'opposition. Le député de Trois-Rivières est bien meilleur chef de l'opposition que premier ministre. La preuve, c'est qu'il est retourné à son ancien siège.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition est le successeur logique du premier ministre. Le ministre de la Voirie a été chef de l'opposition pour devenir premier ministre. Mais il n'a pas été premier ministre. Il est retourné à droite du premier ministre, mais pas premier ministre. Et je puis dire qu'il ne le sera jamais. Tandis que moi, j'ai été premier ministre et je le serai encore. C'est là la différence.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je le serai dans le ciel!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Les paroles du chef de l'opposition ne sont pas de nature à faire plaisir au député de Matane (M. Gagnon). Lui, il n'a pas de chances. Il ne trouve pas ça drôle.

(Rires à droite)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie les paragraphes 21a) et 21b) de l'article 2, qui se lisent comme suit:

"2. Ladite loi est amendée en insérant, après l'article 21, les suivants:

"21a. Le ministre peut, au besoin, exercer tous les pouvoirs prévus à l'article précédent pour tout chemin qu'il entretient.

"21b. Le ministre peut acquérir toutes les servitudes perpétuelles ou temporaires qui lui paraissent désirables pour tout chemin construit ou projeté, et notamment:

"a) la servitude de passage: pour le transport des matériaux, l'accès à une carrière ou sablière, ou le détournement de la circulation pendant la construction ou la réfection d'une route;

"b) la servitude d'égout, pour l'établissement ou le détournement de tout cours d'eau ou fossé servant à l'égouttement d'un chemin;

"c) la servitude de non-accès interdisant de pratiquer aucune ouverture dans la clôture le long du chemin;

"d) la servitude de ne pas bâtir, interdisant d'ériger ou de rebâtir aucune construction à l'alignement indiqué."

Les alinéas c) et d) du paragraphe 21b de l'article 2 sont modifiés et se lisent désormais comme suit⁷:

"c) la servitude de non-accès au chemin public avec interdiction de pratiquer aucune ouverture dans la clôture le long du chemin;

"d) la servitude de ne pas bâtir, interdisant d'ériger ou de rebâtir aucune construction sur la lisière de terrain désignée."

L'amendement est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre. La loi, dit-il, occasionnera des dépenses et elle doit être précédée de résolutions.

M. Gagnon (Matane) veut également savoir pourquoi le gouvernement n'a pas fait précéder le bill de résolutions déterminant que les dépenses ont été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): rappelle au chef de l'opposition que cette question a déjà été décidée au cours de la présente session. Les pouvoirs demandés ne sont qu'hypothétiques. Le coût de cette route sera soumis en temps voulu aux représentants élus du peuple. Il faudra que les crédits soient votés par la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Par cette nouvelle loi, le ministre de la Voirie se donne le droit

d'acquérir des servitudes. Que veut dire cette expression dans la loi: "Le droit d'acquérir la servitude de non-accès"?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Nous avons l'intention de construire dans la province de nouveaux grands chemins, des grandes autostrades qui seront utilisées pour la grande circulation. Elles permettront de relier les grands centres et de traverser rapidement la province, dans ses grandes lignes cardinales. Ces autostrades seront très peu nombreuses et auront une double fin: ouvrir d'abord de grandes artères ininterrompues pour la circulation industrielle et commerciale lourde, qui seront dérivées des routes ordinaires, et pour la circulation rapide des gens de la province ou d'ailleurs qui veulent, par exemple, se rendre de Montréal à Québec sans arrêter dans aucun village, qui ne veulent pas perdre de temps. Il existe déjà en Ontario de ces grandes routes pour le trafic rapide.

Elles passeront généralement au fond des terres, c'est-à-dire sur la ligne de partage des terres, pour diverses raisons: tout d'abord afin d'empêcher l'accès à ces routes aux propriétés voisines. Il n'y aura aucune construction avoisinante, aucun droit de passage pour les voisins, ce qui permet au gouvernement de faire une route dans le genre des routes ferroviaires. En d'autres termes, ces grandes voies destinées à la circulation rapide surtout seront exemptes de routes transversales. Il y aura d'autres chemins pour le trafic local.

Nous avons aussi l'intention de clôturer ces chemins pour en empêcher l'accès en dehors des routes transversales déterminées par le ministère de la Voirie. De cette façon, ces autostrades se dérouleront pendant des milles sans une seule route de traverse, permettant plus de sécurité pour la circulation rapide, et plus de rapidité en même temps.

C'est pourquoi nous demandons, au paragraphe c), le pouvoir d'acquérir une servitude de non-accès interdisant de pratiquer aucune ouverture dans la clôture le long du chemin. Nous voulons empêcher les accidents, car, sur ces routes, la circulation sera nécessairement très rapide. Nous voulons ainsi protéger le public contre les nombreux accidents qui arrivent quand les fermes et les résidences ordinaires ont accès au chemin. En construisant ces autostrades de cette façon, le gouvernement ne se trouve à violer aucun droit acquis, à ne faire aucun tort.

De plus, nous demandons, au paragraphe d), le pouvoir d'acquérir des "servitudes de ne pas bâtir".

Ces servitudes de non-accès fonctionneront comme celles qui s'appliquent aux voies ferroviaires, et le gouvernement interdira toute percée transversale sur ces routes, sauf en des points déterminés, ce qui réduira les risques d'accident.

C'est également pour la protection de la moralité que nous voulons empêcher que l'on construise, le long de ces routes, de ces petits chalets qui, en certains pays, sont souvent les repaires des escarpes des grandes villes. C'est dans ces chalets, repaires de la canaille, que se commettent les plus graves désordres.

Aux États-Unis, un pays très rapproché du nôtre, une ligue de moralité a même demandé au gouvernement de fermer les chalets déjà existants. Si l'établissement de ces servitudes cause des dommages, nous paierons l'indemnité. En vertu de notre plan, on pourra filer sur la route sans voir une seule résidence sur un parcours de 20 ou 25 milles. Nous allons aider la police à faire sa surveillance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends, par les explications qu'il vient de donner, que le ministre veut ouvrir ce qu'on appelle des "speedways" dans la province, et ce, même où il existe déjà des chemins. Il n'y a pas l'ombre d'un doute que c'est là un projet intéressant, mais je conseille au gouvernement d'y aller avec prudence. Le ministre devrait y songer deux fois.

Dans la province de Québec, le système idéal serait d'avoir un chemin pour les touristes et les voitures rapides, et un chemin pour le trafic lourd. Malheureusement, je sais qu'il ne peut être question de ça pour le moment. Ce système est impraticable pour le moment. Nous devons miser sur les fonds que nous avons à notre disposition.

Mais je suis opposé au système préconisé par le ministre de la Voirie. Le touriste ne viendra jamais dans la province de Québec pour faire des courses sur ces grands chemins ou sur les "speedways". Les touristes visitent le Québec pour prendre contact avec la population française de chez nous, étudier les mœurs de nos campagnes et voir nos monuments. Et, à cette fin, il ne faudrait pas de "speedways". Ce genre de chemin est une erreur. Le meilleur moyen d'attirer les touristes chez nous, c'est de faire passer les routes par les villages, ce que désirent voir les touristes. Il est nécessaire de maintenir les voies de communication entre nos campagnes.

Dans la province, nous avons besoin de chemins de communication pour nos campagnes. La politique de voirie du gouvernement doit d'abord faciliter les communications d'un point secondaire à

un point principal. Dans la construction des routes, il faut tenir compte de nos villages. Il ne faut pas les négliger et, partant, négliger nos marchands. Les cultivateurs de nos campagnes ont le droit de bénéficier du tourisme. Avec le projet du ministre, seuls les grands centres vont en bénéficier.

Je ne veux pas m'immiscer dans les affaires de l'Ontario, mais j'estime que l'Ontario a mal fait d'établir des "speedways" dans sa province.

L'ancien gouvernement de l'Union nationale a réalisé une œuvre considérable, en particulier la route de Montréal-Québec qui a été raccourcie de 15 à 20 milles, avec un pont magnifique à Charlemagne. Nous lui avons conservé notre caractère québécois, tout en donnant aux touristes l'occasion de rencontrer notre population. Si le touriste vient dans Québec pour la circulation rapide, il ne restera pas dans Québec. Avec des routes aménagées pour permettre au touriste de sortir au plus tôt de la province, la province n'en tirera guère de profit.

Et, si on fait passer les touristes sur ces grandes routes, ils ne pourront visiter les petits centres, et la province et nos villages vont y perdre considérablement. Il ne faut pas non plus oublier une chose. Nous devons construire les chemins d'abord pour les résidents de la province, pour nos gens, et en second lieu, pour les touristes et pour les étrangers.

Le plus important est donc de pratiquer des voies de liaison entre les campagnes et les centres ruraux pour développer la vie économique dans toute la province. Le comté de Charlevoix-Saguenay est fort mal en point à ce sujet.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je puis assurer le chef de l'opposition que nous allons donner satisfaction à nos visiteurs et touristes en améliorant toutes les routes qui passent par les villages et traversent nos paroisses rurales, mais en donnant aussi les avantages de grandes voies de circulation à ceux qui ne veulent pas visiter, mais se rendre rapidement d'un centre de la province à l'autre. On ne construit donc pas ces autostrades pour le tourisme, mais surtout pour les gens de la province qui ont affaire d'un point à un autre et qui n'ont pas le temps ou le goût de passer par tel et tel village.

Il y a une chose qu'il ne faut pas ignorer. Il y a la circulation touristique et il y a la circulation locale. La circulation touristique est d'environ 20 %, alors que la circulation locale représente 80 % de la circulation totale sur les routes. C'est donc elle qui a besoin de grands chemins. Le progrès moderne nous oblige à aller de l'avant. Le transport par camion se

développe. Ça n'intéresse pas la population rurale de voir passer de gros camions dans les villages. Elle n'est pas intéressée à subir le passage constant de ce trafic lourd. En vertu de ce programme, nos villages seront débarrassés du trafic des gros camions et des voitures des gens d'affaires qui filent à grande allure d'un point à un autre, mettent en danger la vie des villageois et diminuent la sécurité pour les gens de Québec et Montréal ou de Trois-Rivières.

Et, les automobilistes de la circulation locale ne sont pas intéressés, eux, au tourisme. Ils ne sont pas intéressés à la vie rurale de nos campagnes et à passer à travers les villages en ralentissant à 20 milles. Ce qu'il y a de plus gênant sur nos routes locales, ce sont ces gros camions qui font le service du fret et qui n'ont pas besoin d'utiliser les routes des villages. Il faut accepter ce que le progrès nous impose, mais personne n'est intéressé à voir de gros camions sur la route.

Nous avons l'intention d'établir des routes et ces grandes voies seront très peu nombreuses. Elles serviront plutôt pour la circulation locale. Comme les gros camions endommagent fortement les routes, on pourra, par la même occasion, limiter ces dommages, les restreindre à une ou deux routes, au lieu de tout laisser briser. Il y aura des voies de communication et des raccordements entre les grandes voies et les routes touristiques qui traversent les villages.

De plus, nous améliorerons les routes existantes de façon à ce que les touristes qui souhaitent s'imprégner du folklore canadien-français puissent le faire à travers un réseau de chemins décent. La différence qu'il y aura, c'est qu'un homme qui ne sera pas intéressé à s'arrêter dans tel ou tel village, pour admirer les cabanes à hot-dogs et qui n'aura pas besoin d'essence, ne sera pas forcé de s'arrêter. Il pourra circuler et aura une route non encombrée, décongestionnée.

Notre projet ne privera donc nullement les villages des touristes et des personnes qui veulent les visiter. Mais, dans les villages, le trafic sera de beaucoup moins considérable; la circulation normale touristique dans ces villages en sera allégée, et, partant, les dangers d'accidents seront diminués. Les écoles seront débarrassées du trafic local et du camionnage, au grand soulagement des populations de ces endroits dont la vie est constamment menacée. Ce programme entraînera une diminution des accidents de la route, du fait que le trafic rapide sera tout naturellement entraîné vers les grandes artères, évitant ainsi les zones scolaires rurales situées sur ou près des routes bordant les petites paroisses du Canada français. D'où la décision du gouvernement

de construire ce qui constituera des voies de transit plus rapides entre les divers centres urbains de la province.

Il (l'honorable M. Bouchard) met l'accent sur la construction de la route reliant Lachine et Sainte-Anne de Bellevue disant que, même si la route qui longe le lac sera améliorée, il a l'intention de construire un chemin par lequel ceux qui désirent éviter les villages et les petites paroisses, longeant le lac Saint-Louis, pourront continuer leur route et rouler à une vitesse raisonnable. Cette route servira à la fois le trafic local et touristique. D'où la décision de construire une route qui constituera en fait la plus courte distance entre les deux points.

Nous ne voulons pas établir de "speedways" pour faire du 125 milles et du 150 milles à l'heure. Nous voulons des voies de circulation principales, pas des "speedways", tel qu'on en retrouve de nos jours aux États-Unis. Ce que nous voulons, c'est simplement une grande voie à circulation sûre et rapide comme la route de Hamilton à Toronto. Et nous voulons construire ces voies pour débarrasser nos chemins publics de la circulation des camions. J'admets que le gouvernement précédent a fait un grand effort pour nous doter d'une bonne voirie en cette province et je n'ai formulé aucune critique en présentant cette loi.

Je ne suis pas ici pour ça, et on admettra que je n'ai pas présenté cette loi pour critiquer ce qui a été fait dans le passé. L'ancien gouvernement a fait beaucoup de plans. Nous voulons procéder et offrir de nouvelles améliorations dans l'intérêt général. Nous ne voulons pas de verbiage, mais de l'action. Ce que nous voulons, c'est une grande voie provinciale dont le coût sera en harmonie avec les capacités de paiement de la province. Le temps est à l'action et non aux paroles creuses.

Les grandes voies dont j'ai parlé, que nous avons l'intention de construire, auront tout d'abord 22 pieds de largeur, et elles seront transformables en deux routes de trois allées chacune, séparées par une bande de gazon. Nous voulons d'abord établir deux pistes de 11 pieds chacune. Quand le besoin s'en fera sentir, nous construirons d'autres pistes. Ces routes, construites à la façon moderne, seront "bidirectives", c'est-à-dire séparées par un terre-plein, ce qui empêchera les collisions des voitures se dirigeant en sens inverse.

Nos plans comportent l'homologation d'une ligne de 160 pieds en vue de la troisième étape qui viendra ensuite, et l'extension de ces grandes voies ne sera probablement pas exécutée dans son entier avant 50 ans ou 100 ans, car les besoins du trafic

n'exigeront pas, avant cette lointaine époque, une aussi vaste extension. Mais nous n'avons pas encore la circulation des environs de New York. Nous estimons qu'une voie de 22 pieds répondra aux besoins présents de la circulation.

La largeur des chemins sera alors de 160 pieds. Nous ferons passer ces grandes voies dans les cordons des terres, ce qui veut dire que le terrain ne coûtera pas cher. Nous allons immédiatement acheter 100 pieds de terrain et nous allons, pour les 60 autres pieds, faire homologuer une ligne en vertu de laquelle les propriétaires ne pourront ériger aucune construction en deçà de la ligne homologuée.

Enfin, le département de la Voirie ne négligera pas la physionomie de ces routes. Il les rendra plus attrayantes en établissant des belvédères, des parcs, des endroits de stationnement pittoresques, etc.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ferai remarquer au ministre de la Voirie que sur la lisière qui sera homologuée, le propriétaire perdra ses droits. Une telle ligne homologuée est dangereuse et préjudiciable aux propriétaires du terrain. Ces derniers ne pourront plus jouir de leurs droits de propriété, et ce, sans recevoir aucune cenne.

Il dit préférer le plan adopté du temps de son administration, selon lequel le gouvernement est autorisé à saisir le bout de terrain, avec entente que la valeur de celui-ci serait déterminée, plus tard, devant les tribunaux.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Il est préférable, lorsque la chose est possible, d'en arriver à une entente à l'amiable avec les propriétaires. Autrement, c'est la Régie des transports et des communications qui tranchera. Le plan Duplessis a été responsable du fait que 4,000 lots de terre ont été expropriés par force durant les trois dernières années, et, dans certains cas, sans que les propriétaires en aient été avertis. Mon département, dit-il, tente actuellement de régler ces causes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) prétend qu'en adoptant la méthode de l'homologation avant le temps, on traite les propriétaires de manière injuste.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le seul objectif de mon département, c'est d'empêcher les propriétaires de construire sur cette bande de terre qui sera éventuellement requise par le gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Puisque nous sommes à parler de voirie, je me permettrai de faire une suggestion. Les routes seront encombrées de camions et d'autobus qui ont des dimensions que je pourrais appeler "dévergondées". Ces voitures font de la vitesse, sont un danger pour la circulation et brisent les chemins.

Le gouvernement devrait prendre des mesures pour contrôler la largeur des camions et autobus. Il est temps pour la province de légiférer sur le poids et la dimension des véhicules qui circulent sur les routes.

Il parle également du danger des tuyaux employés pour le clôturage des routes et rappelle à ce sujet un accident dont il a lui-même été victime et dans lequel il a failli se tuer. Quand une auto frappe ces clôtures, dit-il, le tuyau passe à travers la voiture. Il y aurait une amélioration à faire de ce côté-là. Des chaînes seraient préférables, surtout dans les courbes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) accepte la suggestion du chef de l'opposition. Je vais, dit-il, prendre des mesures pour limiter les dimensions de certaines voitures de camionnage qui dépassent les bornes raisonnables. Mais, pour modifier les gardes routières en supprimant les tuyaux d'acier par des chaînes, il y a aujourd'hui quelque chose de plus moderne. On prétend que les bandes d'acier flexibles sont encore plus avantageuses que les chaînes. À tout événement, nous allons faire disparaître graduellement les tuyaux qui ont mis en danger la vie du chef de l'opposition.

M. Gagnon (Matane) soulève une longue discussion au sujet de l'interprétation du mot "servitude". La loi dit: "Le ministre peut acquérir toutes les servitudes perpétuelles ou temporaires qui lui paraissent désirables pour tout chemin construit ou projeté." On devrait définir ce qu'on entend par "servitude", en cas de procédure devant les tribunaux.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi y pourvoit suffisamment. Incidemment, il critique la loi d'exportation, votée sous l'ancien gouvernement et qu'un nouveau bill a pour objet de remplacer. Il déplore que cette loi rationnelle n'ait pas existé plus tôt. Il y a eu des dénis de justice, faute d'une pareille loi, dit-il. Avec la loi que nous avons actuellement, une foule d'ennuis gênent le travail efficace du département. Il y a des gens qui cherchent par tous les moyens à se faire exproprier. Dans les autres pays, c'est un malheur de se faire exproprier; ici, c'est une chance. Il faut que nous

rendions les procédures beaucoup plus rapides, car en ce qui concerne la voirie, les cas d'expropriations ne sont pas des cas isolés, nous en avons entre 100 et 500 par semaine.

Les plans du gouvernement seront déposés dans les divers bureaux d'enregistrement, et les citoyens intéressés pourront faire valoir leurs droits en prévision des expropriations. En ces dernières semaines, nous avons accordé 30 à 40 contrats qui représentent peut-être 800 milles de chemin. Le mécanisme légal est imprécis et lent, au point que nous avons actuellement ces 4,000 cas d'expropriation non réglés. Cela n'a pas de sens. Il faut que les procédures soient plus expéditives. Il faut se rappeler que les expropriations de la voirie ne sauraient s'assimiler aux expropriations ordinaires des conseils municipaux.

Il faudrait 2,000 employés pour procéder à des enquêtes dans chaque cas, et la province n'a pas les moyens de se payer ce luxe inutile. C'est tellement le cas que l'ancien gouvernement n'avait pas le temps de faire les expropriations nécessaires; afin de pouvoir procéder avec une célérité raisonnable, il s'emparait des terrains sans même avoir la permission des propriétaires. Il envahissait sans droit. Le bill que l'on présente reproduit en somme des lois qui existent dans les autres pays. Nous paierons une indemnité raisonnable, mais nous ne voulons pas de tracasseries inutiles.

La loi aujourd'hui est si complexe qu'elle gêne la construction des routes, et la saison ici dans la province est déjà assez courte pour que les progrès s'en trouvent amplement entravés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répète que ce bill viole les droits des municipalités parce qu'il les empêche de construire des routes qui viendraient couper à travers ces voies rapides que l'on projette de construire. De plus, dit-il, le bill pourrait entraîner la province dans des dépenses incontrôlées et incontrôlables. C'est une tentative, de la part du gouvernement, d'obtenir un chèque en blanc pour pouvoir mener un programme de construction de routes, sans passer par l'approbation et le consentement de la Législature. Il fait également quelques autres observations.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) réitère que le gouvernement actuel n'a aucune intention de dépenser plus d'argent sur les routes que ce qui a été voté à cette fin dans le budget que le trésorier provincial soumettra à la Législature la semaine prochaine.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Québec

M. Delagrave (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) exprime de nouveau son opposition. Il réitère son objection à la taxe de vente, qui est du ressort fédéral, dit-il. Le bill contient un mauvais principe qui sera une source d'inconvénients sérieux pour la Vieille Capitale⁸.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Statistiques municipales, 1938

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistiques municipales pour l'année civile, 1938. (Document de la session no 37)

Statistiques de l'enseignement, 1938-1939

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire, 1938-1939. (Document de la session no 38)

École normale à Matane

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 avril 1940, pour la production de copie de toute correspondance entre divers corps publics, citoyens, contribuables et électeurs du comté de Matane et l'honorable secrétaire provincial ou les officiers de son département ou, encore, le surintendant de l'Instruction publique et les officiers du Conseil de l'Instruction publique et recommandant au gouvernement la création d'une École normale rurale dans la ville de Matane. (Document de la session no 39)

Travaux de la Chambre:**Ajournement**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30⁹.

bien terminée. Voir *L'Événement-Journal* du 15 mai 1940, à la page 13.

8. *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 10 mai 1940, à la page 11, écrit que la Chambre a écouté en silence les brèves remarques du chef de l'opposition, puis a procédé à l'adoption du bill.

9. Calixte Dumas, le journaliste de *L'Action catholique*, écrit le 10 mai 1940, à la page 19, que le climat constructif dans lequel s'est déroulée cette séance a fait qu'à l'ajournement, "tout le monde était encore de belle humeur".

NOTES

1. Les deux questions posées par M. Gagnon n'étaient pas inscrites parmi les questions à l'ordre du jour. *L'Action catholique* du 10 mai 1940, à la page 19, situe précisément à ce moment ces deux questions.

2. Selon *La Presse* du 10 mai 1940, à la page 29, il s'agit de 185 hommes.

3. Cette dernière phrase est globalement attribuée à l'opposition par *La Presse* du 10 mai 1940, à la page 29, et non spécifiquement à M. Duplessis.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Dumaine (Bagot).

5. *Le Canada* du 10 mai 1940, à la page 8, précise que les députés ont applaudi M. Dumaine qui remplaçait alors l'Orateur suppléant, M. Bienvenue. M. Dumaine reprenait son siège à cette session car, élu de justesse en 1936, son élection avait été annulée en 1938. À la partielle qui suivit, il perdit son siège, qu'il regagna en 1939.

6. La phrase du ministre s'adressant au chef de l'opposition à la deuxième personne n'est rapportée dans aucune source.

7. Les sources ne sont pas claires à savoir si cet amendement a été présenté au cours de cette séance ou au cours de celle du 14 mai. Il semble qu'à la séance du 14 mai, l'étude du paragraphe 21b était

Séance du mardi 14 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 109 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun. Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

Votre comité a aussi examiné le bill no 172 validant le règlement No 260 de la cité de Drummondville, établissant une évaluation fixe jusqu'au 1^{er} janvier 1946, pour les établissements industriels de la cité, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements. Votre comité, au sujet de ce bill, désire faire observer à votre honorable Chambre que, de consentement unanime, les membres de votre comité et les promoteurs de ce bill ont convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre soit changé en celui de "loi amendant la charte de la cité de Drummondville".

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 175 modifiant la charte de la ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill no 173 concernant la municipalité scolaire du canton Laure, dans le comté de Québec, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Opticiens d'ordonnances

M. Bienvenue (Bellechasse) demande, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Moreault), la permission de présenter le bill 205 des opticiens d'ordonnances.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Association des optométristes et opticiens

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) demande, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain), la permission de présenter le bill 206 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 concernant un acte de donation par dame R. W. Reford;

- bill 112 concernant les syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges;

- bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milton A. Joseph à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 126 permettant à Marie-Ernestine Frappier de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal;

- bill 144 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Malachie;

- bill 152 modifiant la charte de la ville de Belœil;

- bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Phillip Joseph à la pratique de la profession d'avocat.

Questions et réponses:

Contrats d'impression à la Central Printing Co.

M. Chaloult (Lotbinière): Quel est le montant des contrats d'impression obtenus du gouvernement par Central Printing Co., pendant le cours de l'année financière 1938-1939?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Aucun.

Contrats d'impression

M. Chaloult (Lotbinière): 1. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, le *Chronicle Telegraph* ou l'imprimerie qui l'édite, pendant l'année financière 1938-1939?

2. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, *L'Événement-Journal* ou l'imprimerie qui l'édite, pendant l'année financière 1938-39?

3. Combien a reçu, pour travaux d'impression ou autres, *L'Action Sociale*, Ltée, qui publie *L'Action catholique* pendant l'année financière 1938-1939?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. \$4.65.

2. Rien.

3. Rien.

Employés du gouvernement

M. Chaloult (Lotbinière): 1. Quel était le nombre des employés au service intérieur de l'ancien gouvernement, lorsqu'il a pris le pouvoir au mois d'août 1936?

2. Quel en était le nombre en août 1939?

3. Quel était le nombre des employés au service extérieur de l'ancien gouvernement, lorsqu'il a pris le pouvoir au mois d'août 1936?

4. Quel en était le nombre en août 1939?

5. Quel était, au mois d'août 1936, le nombre des femmes à l'emploi de l'État?

6. Quel était-il au mois d'août 1939?

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

	Mois d'août 1936	Mois d'août 1939
Nombre d'employés au service intérieur	274	365
Nombre d'employés au service extérieur.....	412	656
Nombre de femmes à l'emploi du ministère de l'Agriculture.....	56	92
Office du Crédit Agricole non inclus.		

Roger Savard

M. Talbot (Chicoutimi): 1. M. Roger Savard, de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, commis au bureau du ministère de la Colonisation, à Chicoutimi, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date?

b. À la demande de qui?

c. Pour quelle raison?

d. Qui l'a remplacé?

e. Sur la recommandation de qui a été nommé son remplaçant?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. a. Le 28 mars 1940.

b. Le ministre de la Colonisation.

c. Intérêt de la province.

d. Victor Hudon.

e. Le ministre de la Colonisation.

René Bilodeau

M. Talbot (Chicoutimi): 1. M. René Bilodeau, inspecteur de colonisation à Saint-Gabriel de Ferland, dans le comté de Chicoutimi, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date?

b. À la demande de qui?

c. Pour quelle raison?

d. Qui l'a remplacé?

e. Sur la recommandation de qui a été nommé son remplaçant?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. a. Le 20 février 1940.

b. Le ministre de la Colonisation.

c. Intérêt de la province.

d. T.-N. Asselin.

e. Le ministre de la Colonisation.

Lucien Bertrand

M. Talbot (Chicoutimi): M. Lucien Bertrand, de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, chef de district pour le ministère de la Colonisation, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date?

b. À la demande de qui?

c. Pour quelle raison?

d. Qui l'a remplacé?

e. Sur la recommandation de qui a été nommé son remplaçant?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Oui.

2. a. Le 29 février 1940.

b. Le ministre de la Colonisation.

c. Intérêt de la province.

d. Jean Parrot, B.S.A.

e. Le ministre de la Colonisation.

Loi de la voirie

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 27 amendant la loi de la voirie.

M. l'Orateur quitte le fauteuil.

(On attend l'arrivée du président du comité plénier.)

Des députés parlent et font du bruit.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Comme au temps où il était Orateur) À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): (Souriant) Souvenir du jeune âge...

En comité¹:

Le comité étudie le paragraphe 21c de l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est amendée en insérant, après l'article 21, les suivants:

"21c. Le ministre acquiert ces servitudes par entente avec le propriétaire ou par le dépôt d'un plan et d'une description selon la procédure d'expropriation, sans être tenu d'y joindre une évaluation et un certificat du trésorier de la province. Il peut être déposé un seul plan et une description commune affectant plusieurs immeubles dans la même division d'enregistrement."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet article va trop loin. Il ne peut y avoir d'expropriation sans offre. Si le ministère veut procéder à des expropriations, cela est très raisonnable, mais cela comporte deux éléments: le droit d'acquérir le terrain et l'obligation de payer une indemnité. Or, l'indemnité est basée sur l'offre faite. Conséquemment, il faut une offre. Autrement, on déroge à l'esprit même d'un contrat.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Cette disposition du projet de loi a pour but de réduire les procédures dans le cas des expropriations, afin que le gouvernement puisse faire travailler les ouvriers plus rapidement.

Le comité étudie le paragraphe 21d de l'article 2, qui se lit comme suit:

"21d. Aucune indemnité n'est due pour l'acquisition des servitudes de non-accès et de ne pas bâtir, lorsqu'elles ne rendent pas l'immeuble assujéti pratiquement inutilisable pour les fins auxquelles il est alors destiné. Lorsque le ministre considère qu'il n'est dû aucune indemnité, il donne au propriétaire, au lieu de l'avis d'expropriation, un avis par lettre recommandée que toute réclamation doit être présentée à la Régie provinciale des transports et communications dans l'année. Sur requête du propriétaire, la Régie peut déterminer l'indemnité payable s'il y a lieu."

M. Talbot (Chicoutimi):² Je crois que cet article donne aux mots un sens qu'ils n'ont pas. Cet article dit tout simplement que le ministre de la Voirie pourra s'emparer de tous ces terrains sans payer d'indemnité. Si le ministre refuse de payer quoi que ce soit, comment peut-il devenir propriétaire?

Deux dispositions de la loi donnent trop de pouvoirs au ministre de la Voirie. L'article de la loi décrète que le gouvernement ne paiera aucune indemnité pour les servitudes de non-accès, c'est-à-dire les fonds de terres expropriés pour les grandes routes projetées, à moins que la Régie des transports et communications n'en décide autrement. Nous devrions corriger ce texte pour le rendre plus en accord avec nos institutions et plus conforme à nos principes démocratiques. Il est contraire aux droits des individus.

Telle que rédigée, la loi est hypocrite, et on devrait avouer franchement que le gouvernement a l'intention de pratiquer la confiscation et qu'il s'emparera des terrains. Ôtons donc l'hypocrisie de cette loi. Le droit qu'on accorde au propriétaire est tellement entouré de restrictions que ce sera un droit illusoire. Il est mauvais d'établir que le paiement de l'indemnité sera une exception. Le gouvernement agit comme l'a fait la Russie. Il parle du Code civil et du code Napoléon et de l'antique jurisprudence.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) rassure son collègue de Chicoutimi. Il y a longtemps, dit-il, que Napoléon est mort... Les temps ont évolué depuis l'institution du code Napoléon et le Code n'a peut-être pas suivi la marche du progrès. Il fut un temps où l'individu était roi, où les droits des citoyens primaient ceux de l'État. Aujourd'hui, il faut en venir à une politique plus moderne, plus conforme aux besoins de la société. Ce qui doit dominer dans nos lois, c'est l'intérêt public, l'intérêt de l'État. La loi est très simple.

Aussi longtemps que le particulier n'est pas lésé dans ses droits, l'État doit pouvoir remplir ses devoirs sans être tracassé. Nous disons que si nous établissons une servitude qui ne diminue en rien la valeur de la propriété, nous ne devons rien au propriétaire. Du moment que l'individu reçoit une compensation équitable pour son terrain ou sa propriété, il ne peut alléguer la spoliation. Il faut que le droit public ait préséance sur le droit privé.

Les autres provinces ont cette loi d'ailleurs, et si le gouvernement se trompe, le citoyen aura recours devant la Régie. Car tout citoyen qui se croira lésé par cette législation pourra réclamer une indemnité devant la Régie des transports et communications qui entendra sa cause. Et alors, si la Régie juge qu'il a raison, une indemnité est fixée.

Le changement important que comporte ce projet de loi, qui est très raisonnable, c'est que l'État ne sera pas obligé de se mettre aux genoux de l'individu pour faire valoir ses droits. C'est l'esprit de cette loi. Nous avons fait passer plusieurs lois de ce genre depuis que nous sommes au pouvoir, et c'est ce même esprit qui a présidé aux modifications que nous avons apportées à ces autres lois. La loi que nous présentons existe ailleurs dans les autres provinces et dans tous les pays avancés et elle ne lèse pas les droits des individus. Nous devons profiter de l'expérience de l'étranger. Cette loi ne lèse en rien les droits des individus et elle libère l'État de procédures inutiles.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis extrêmement surpris d'entendre le ministre dire que le code Napoléon est périmé et qu'il ne vaut plus rien.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Je n'ai pas dit cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y a un monument, une œuvre législative monumentale, que nous devons respecter, c'est bien le code Napoléon qui est reproduit en grande partie dans notre Code civil et sur lequel il est basé.

Et c'est cette différence des lois qui caractérise notre union fédérale. Si, un jour, il y avait uniformité des lois, il y aurait uniformité de tout. Ce serait l'union législative.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Mais je n'ai jamais dit que le code Napoléon ne valait rien! Si celui qui est lésé veut prouver que le gouvernement est responsable, il en aura toutes les facilités en vertu de la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est justement parce que la province de Québec tient à ses lois françaises, si conformes à sa mentalité, qu'elle veut garder intact son Code civil. Le ministre dit que les individus conservent le droit de s'adresser à la Régie pour obtenir des indemnités. Mais on commence par dire, dans le projet de loi, qu'aucune indemnité n'est due. Puis, on affirme que si le propriétaire se croit lésé, il pourra s'adresser à la Régie. Mais la Régie, elle, n'aura qu'à dire au propriétaire: "La loi ne vous accorde aucune indemnité."

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement ne fera pas comme le chef de l'opposition qui, du temps qu'il était premier ministre et qu'on lui demandait une pétition de droit, pour poursuivre le gouvernement, répondait: Non, et la cause était réglée. C'est ainsi que l'on a pu impunément dépouiller des colons au bénéfice des amis de l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne devons pas léser les droits privés du citoyen au bénéfice de l'intérêt public. Il est très beau de parler d'intérêt général, mais n'oublions pas que l'intérêt public n'est en somme qu'un composé d'intérêts individuels. Si tous les citoyens souffrent d'injustice, la communauté elle-même souffrira d'injustice. La théorie du ministre n'est autre que celle de Bismarck, l'un des grands tyrans que l'Allemagne a connus. C'est aussi la théorie d'Hitler, de Mussolini, et de Staline, des chefs des nations totalitaires: Tout pour l'État, rien pour les individus! J'ajoute que cet article est anticonstitutionnel. Seul Ottawa a le droit de nommer des officiers pouvant rendre jugement dans des matières dépassant \$100. Il y a des vérités fondamentales qui ne changent pas.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le chef de l'opposition sait qu'il exagère et il oublie facilement ce qu'il a fait lui-même. L'offre que le gouvernement fera pour obtenir des servitudes sera établie sur la valeur des terrains expropriés. Le gouvernement ne paiera pas d'indemnité dans les cas où la servitude ne vaut rien. Le chef de l'opposition veut que nous conservions nos lois. Le meilleur moyen de conserver nos lois, c'est de les améliorer à la lumière des progrès modernes. Ce n'est pas avec les lois rétrogrades que la société se maintiendra.

En établissant nos grandes routes au fond des terres, nous améliorerons la valeur des terres, et la Régie décidera s'il y a raison d'accorder une indemnité. Le fond de la terre, avec les routes que

construira le gouvernement, ne deviendra un front que grâce au travail de la voirie. Il n'y a donc aucun droit de lésé, puisque le propriétaire peut se présenter devant la Régie en disant que son terrain a une certaine valeur. Mais il ne faut pas laisser le gouvernement tracassé par des gens qui auront intérêt à monter des causes. Les particuliers seront complètement protégés, mais c'est seulement normal que le gouvernement soit protégé contre des demandes déloyales devant les tribunaux. Toutes les demandes justes seront réglées. Le chef de l'opposition dit que nos juges provinciaux n'ont pas le droit de juger de causes au-dessus de cent piastres. Si nous jugeons qu'un terrain ne vaut rien, sa valeur n'atteint pas \$100.

Sous prétexte d'intérêts particuliers, on a trop souvent spolié et volé la province, autrement dit chacun des contribuables appelés à solder la note. La loi laisse aux intéressés toutes les garanties nécessaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas au gouvernement à juger sa cause, c'est au tribunal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que veut dire l'article quand il décrète: "Il y aura indemnité, s'il y a lieu"?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): S'il y a lieu, la Régie accordera une indemnité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si la moitié seulement d'une propriété est rendue inutilisable par les projets du gouvernement, le propriétaire ne pourra se présenter devant la Régie et réclamer une indemnité à moins que toute la propriété ne soit inutilisable. Le gouvernement n'a pas établi de montant à payer avant l'expropriation du terrain.

C'est l'article le plus extraordinaire que j'ai jamais vu dans un projet de loi.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La terre reste utilisable, car la nouvelle route constituera un nouveau front pour sa propriété.

M. Gagnon (Matane) critique le projet de loi en ce qu'il empêche les propriétaires des terres d'établir leur maison près de ces grandes routes à trafic rapide dont parle le ministre de la Voirie.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) compare ces routes futures construites par le provincial aux voies ferrées, aux bords desquelles il n'y a pas de constructions ni accès.

M. Leduc (Laval): L'article est excellent parce qu'il permet au gouvernement de se réserver une servitude sur une certaine bande de terrain, de façon à empêcher les obstacles à la circulation, et qui permettra au gouvernement plus tard d'élargir ses routes, sans être forcé à de nouvelles expropriations. L'expérience des autres provinces doit nous servir.

On a constaté que dès que les gouvernements construisaient une nouvelle route, des établissements venaient s'établir sur le bord de ces routes et constituaient un obstacle à la circulation. Il fallait ensuite exproprier ces établissements. C'est ce que le gouvernement Godbout veut prévenir en plaçant cet article dans son projet de loi.

La loi va protéger la province de Québec contre la construction d'immeubles qui pourraient gêner le développement de notre réseau routier et que l'on construirait dans le seul but de les faire exproprier plus tard. La route est en progrès constant. Ce qui est aujourd'hui la route Québec-Montréal sera désuet dans quelques années.

Le gouvernement doit donc se réserver des privilèges comme celui-ci, dans la législation moderne. L'article en question et le précédent viennent à leur heure. La loi est similaire à celles qui sont adoptées dans tous les pays progressistes. Il félicite le gouvernement et particulièrement le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) pour le génie de cette politique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) et M. Gagnon (Matane) insistent pour que le ministre change le texte de l'article.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait observer encore une fois que c'est la route qui aura donné de la valeur au fonds de la terre sur laquelle elle passe, au lieu de la déprécier. Lorsqu'il n'y a pas de dommage, il n'y a aucune raison de réparer en indemnisant. Le même système existe ailleurs et fonctionne généralement bien.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous ne discuterons pas le droit d'acquérir une servitude, mais nous demandons que le propriétaire ait le droit de réclamer justice. Dans les cas d'expropriation, le gouvernement devrait procéder de la manière ordinaire, c'est-à-dire payer pour le droit acquis.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Ce droit, le propriétaire l'a. Adopté!

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 46 de ladite loi est amendé en y ajoutant à la fin, les alinéas suivants:

"La présence sur la chaussée d'une pierre, d'un morceau de bois, ou de tout autre objet tombé d'une voiture en marche ou détaché de l'accotement de cette chaussée n'est pas non plus imputable à un défaut d'entretien ou de réparation de la route, sauf toutefois dans les cas de faute ou de négligence de la part des employés du département de la Voirie préposés à l'entretien de ladite route.

"Les dommages causés par une pierre ou autre objet lancé par les pneus d'une voiture en marche ne sont pas imputables à un défaut d'entretien ou de réparation des routes."

M. Talbot (Chicoutimi): La jurisprudence a décidé depuis longtemps que le propriétaire d'un chemin est responsable des accidents. Cette jurisprudence est basée sur notre Code civil et elle établit que toute personne qui cause des dommages dans son chemin doit payer ces dommages. Le ministre de la Voirie veut s'y dérober. Il y a une injustice dans cette disposition de la loi. Cette clause devrait disparaître.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): relit la clause discutée. Il me semble, dit-il, que nous sommes assez larges. Si ce sont nos employés qui sont responsables des dommages, les accidentés pourront obtenir le paiement de leurs dommages.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il reste encore que c'est à l'accidenté à établir la preuve de la négligence. Le bill dit: "La présence sur la chaussée d'une pierre" - virgule - "d'un morceau de bois" - virgule ou autre chose - avec une queue, comme disait un jour le ministre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Se tournant vers ses voisins) En voyez-vous, des queues, dans vos bills?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Une automobile frappe une pierre sur la route, ce qui provoque un accident avec blessures. Comment l'accidenté, qui est à des centaines de milles de sa demeure, pourra-t-il expliquer la présence de l'obstacle sur la route et dire qu'il y a oui ou non négligence de la part du ministère de la Voirie?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un principe de droit qui a été consacré par la Cour

suprême, qui établit carrément que la preuve incombe au défendeur, dès que le demandeur a prouvé le mauvais état d'une chose.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) fait de nouveau observer que l'intérêt public doit primer sur les intérêts particuliers. L'ancien régime de l'Union nationale, dit-il, défendait aux citoyens de poursuivre le gouvernement. Le régime actuel est plus franc. D'avance, il dit non à certaines demandes ou menaces. Il déclare franchement que la province a besoin de certains droits ou prérogatives et que l'on doit donner une chance à l'État. Le gouvernement veut être à l'abri de poursuites vexatoires et le fait savoir à l'avance.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 72*b*. de ladite loi, ajouté par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 50, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le ministre de la Voirie peut déléguer ces pouvoirs aux corporations municipales ou aux autres personnes qui entretiennent les chemins."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne peut déléguer les pouvoirs du gouvernement aux municipalités.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La Chambre peut permettre au ministre de déléguer ses pouvoirs relatifs à la construction des chemins aux municipalités ou aux autres corps qui peuvent plus commodément, parce qu'ils sont sur les lieux, s'occuper de cette construction.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'alinéa *b*. du paragraphe 107*a* de l'article 7, qui se lit comme suit:

"107*a*. Le ministre de la Voirie n'est pas responsable des dommages suivants:

"*b*. de toute perte ou diminution de commerce, de toute dépréciation à la valeur d'une propriété et de tous autres inconvénients occasionnés par le détournement d'un chemin ou par l'élimination d'une traverse à niveau."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'article 107*a* est le plus draconien de toute la loi de la voirie. Le

gouvernement tente de se soustraire à ses responsabilités. Il arrive que l'entrepreneur n'est pas solvable. L'accidenté ou la personne qui subit des dommages à sa propriété ne pourront alors réclamer ou être du moins indemnisés. Car si les cultivateurs ne sont pas solvables, les cultivateurs et les propriétaires qui auront subi des dommages ne pourront pas se faire indemniser. De plus, si on change le niveau du chemin ou si on détourne le chemin de façon considérable, tout le monde sait que des dommages peuvent en résulter pour les propriétaires riverains. Cet article est pire que tous les autres. Ça devient de la spoliation.

Le ministre de la Voirie tient parole. Il nous a dit qu'il n'avait fait aucune promesse. C'est cela, il ne promet rien et ne donnera rien. Le gouvernement a promis autre chose que des lois comme celle-là. On nous avait dit que la session durerait six semaines et elle va durer six mois.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons réussi à faire quelque chose. Ce que nous avons fait, nous l'avons fait avec moins de fracas que l'Union nationale. Nous n'avons pas fait d'écarts, mais il y a plusieurs mesures de votées depuis le début de la session. Il y en aura encore plusieurs, car nous ferons davantage sans que la session ne dure six mois.

L'opposition se plaint que nous donnons trop de pouvoirs au gouvernement. Pour ce qui est de notre loi de la voirie, nous voulons que l'individu sache une fois pour toutes qu'il ne doit pas en imposer au gouvernement. Nous voulons faire passer l'intérêt public avant l'intérêt particulier. Aujourd'hui, c'est l'intérêt public qui doit dominer. Ce n'est pas notre intention de déposséder les gens, nous voulons éviter les complications inutiles, nous voulons être protégés contre les gens qui abusent du gouvernement et nous mettre à l'abri des procédures vexatoires dans le développement de notre réseau routier.

Le chef de l'opposition, lui, quand il était premier ministre au temps de l'Union nationale, prenait un autre moyen: il refusait les pétitions de droit. Sous son régime, si quelqu'un voulait poursuivre le gouvernement, le premier ministre du temps disait: "Non". Il refusait la pétition de droit et la cause était gagnée.

(Rires à droite)

Nous ne voulons pas procéder de cette façon-là. Dans certains cas, nous serons aussi dans l'obligation de refuser des pétitions de droit, mais nous voulons avoir le droit de faire légalement ce que l'ancien premier ministre faisait illégalement. Si

nous voulons administrer la province dans l'intérêt de la masse, nous ne pouvons pas administrer en même temps dans l'intérêt des particuliers. Le temps est fini d'administrer pour l'individu au détriment de l'État.

La politique est aujourd'hui de donner une chance à l'État qui en a eu si peu dans le passé. Je puis affirmer au chef de l'opposition que, lorsque nous causerons des dommages, nous paierons. La province a besoin de certains droits; elle est prête à indemniser justement.

Nous espérons qu'avec ce système, nous pourrions faire de belles et grandes routes invitantes pour les étrangers. Tout le monde en bénéficiera. Que veut-on de plus?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a dit que j'ai refusé des pétitions de droit lorsque j'étais procureur général. Oui, c'est vrai, j'ai refusé des pétitions de droit aux personnes qui avaient dilapidé les fonds de la province au temps du gouvernement d'avant 1936, des gens qui l'avaient exploitée et qui voulaient continuer à la piller. C'était pour punir des profiteurs de l'ancien régime. Nous évitions des difficultés sans changer la loi.

La loi actuelle de la voirie que présente le ministre devrait s'appeler "loi légalisant et autorisant la confiscation". Le gouvernement refuse de payer des indemnités légitimement dues. Pourtant, lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, la première chose qu'il a faite a été de payer d'anciens comptes réclamés par des amis du gouvernement d'avant 1936, des gens qui avaient exploité la province sous le régime approuvé par le premier ministre et le ministre de la Voirie. Réclamations qui n'étaient pas réellement dues et que nous avions refusé de payer parce qu'il s'agissait de réclamations illégales.

Je prouverai la semaine prochaine, quand nous étudierons le budget et la situation financière de la province, que le gouvernement actuel a fait payer des comptes illégalement. Nous constaterons que des milliers de dollars ont ainsi été payés à des gens qui n'avaient aucune créance légale contre le gouvernement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le président...

Des députés ministériels applaudissent.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le président, le chef de l'opposition a fait deux

déclarations qui méritent d'être relevées. Il a déclaré qu'il avait refusé des pétitions de droit, c'est-à-dire le droit pour des citoyens de réclamer ce qui leur est dû devant les tribunaux, sous prétexte, a-t-il dit, que ces gens voulaient exploiter la province. Il jugeait vexatoires les poursuites que voulaient intenter les colons.

Je voudrais bien savoir du chef de l'opposition si le procureur général, sous l'Union nationale, était bien justifiable de refuser des pétitions de droit aux colons du comté de Frontenac. Colons à qui le gouvernement de l'Union nationale a enlevé subitement des lots sur lesquels ils avaient travaillé une année ou deux, pour les donner à des amis politiques de l'Union nationale. Leur seule faute était qu'ils étaient des libéraux et que l'ancien gouvernement de Taschereau leur avait donné leur emplacement. Ces gens ont perdu leur labeur d'une ou deux années. Était-il juste pour le gouvernement de refuser les pétitions de droit de ces colons? Je voudrais bien savoir si ces colons voulaient exploiter la province.

(Applaudissements à droite)

D'autre part, le chef de l'opposition nous reproche d'avoir payé des comptes qui n'étaient pas strictement dus suivant la loi. Il a dit que nous faisons payer des comptes illégalement. Oui, c'est vrai, nous avons payé aux amis de l'Union nationale des comptes qui n'étaient pas dus en justice, mais qui étaient dus en équité. Les choses étaient tellement embrouillées du temps du chef de l'opposition que nous devons examiner, d'après la simple équité, si nous devons payer certaines créances. Nous avons ainsi payé des comptes dus en vertu de contrats accordés par le gouvernement du chef de l'opposition, parce que nous nous sommes trouvés en conscience de les payer.

Nous avons trouvé des choses tellement irrégulières qu'il nous a ainsi fallu payer des centaines de milliers de piastres. Les personnes qui réclamaient n'avaient aucun document, mais avaient contracté sur de simples engagements verbaux. Il n'y a pas de jour où nous ne soyons placés dans cette situation d'avoir à décider si, en conscience, nous ne devons pas payer des argents dus par le gouvernement qui nous a précédés, des comptes dus par le régime du chef de l'opposition. Nous les avons fait payer parce que l'honneur de la province était en jeu, parce qu'en conscience, en équité, ils devaient être payés.

Mon gouvernement, dit-il, doit payer des contrats conclus verbalement par l'ancien gouvernement, mais jamais mis par écrit. Je citerai

un cas. À Rouyn, par exemple, nous sommes obligés de payer une construction de \$115,000 qui a été construite sur un contrat donné verbalement. L'entrepreneur n'avait dans sa poche qu'un petit bout de papier, signé par un employé du gouvernement. Cet officier autorisé a donné l'instruction de procéder à la construction, en disant que le gouvernement allait passer un ordre en conseil à sa prochaine séance. Il s'était simplement fié à la parole du gouvernement de l'Union nationale. Dans nombre de cas, il nous faut faire ainsi appel à notre conscience et le chef de l'opposition connaît ces cas. Il sait ce dont je parle. Nous devons en régler presque chaque jour, des cas qui ne se présentaient pas du temps de l'ancien gouvernement libéral.

Quant à payer illégalement des comptes et donner de l'argent à des amis du gouvernement actuel, sans qu'une créance ne soit due en équité, je défie le chef de l'opposition de citer un seul cas, de prouver un mot de cela aujourd'hui ou plus tard, pendant l'étude des estimés budgétaires.

(Applaudissements prolongés à droite)

Je le défie de prouver que nous avons payé de l'argent que nous ne devons pas payer en toute conscience et en toute équité. Je le défie de prouver que ceci a été fait de notre temps. Mais nous prouverons que ça l'a été de son temps à lui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ce qui est des lots dans le comté de Frontenac, je ne connais pas les problèmes dans tous leurs détails, mais le gouvernement actuel ne paie pas les primes des colons de Saint-Méthode-de-Frontenac. L'ancien député unioniste de ce comté, M. Patrice Tardif, a établi clairement en cette Chambre que les lots qui avaient été donnés l'avaient été à la demande du comité diocésain de colonisation de la région. Je sais donc cela pour l'avoir entendu dire.

Le premier ministre admet qu'il doit payer les comptes que nous avons faits. Cela revient à dire que nous avons procédé avec justice. Et il dit que ces comptes n'étaient pas dus légalement aux amis de l'Union nationale. Je dois ici affirmer, et nous le prouverons en temps et lieu, que le trésorier provincial actuel a laissé entendre que le gouvernement de l'Union nationale avait créé une dette énorme. Mais il a omis de dire que dans le montant qu'il cite, il se trouve des centaines de milliers de piastres que le nouveau gouvernement a payées à des amis du gouvernement libéral d'avant 1936. Je répète que des comptes de l'ancien régime libéral qui n'étaient pas dus, ni légalement, ni en équité, ni en justice, sont payés par le régime actuel.

Le gouvernement a même eu l'audace d'inclure une série de ces comptes dans les dépenses de l'ancien régime. Quand on dit que l'Union nationale a laissé beaucoup de dettes, cela comprend aussi les dettes laissées par M. Taschereau.

Je puis aussi bien affirmer - et je le dis également - que le gouvernement actuel a décidé de retenir 2 % d'escompte sur les comptes qu'il a payés, 2 % enlevé aux réclamations légitimes des personnes qui avaient obtenu des contrats sous l'Union nationale. Les amis de l'ancien régime ont ainsi reçu 100 %...

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Le chef de l'opposition veut dire "sous son propre régime".

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... tandis que sur des factures de \$2.55, on enlevait 2 % aux amis de l'Union nationale. Mais le gouvernement n'a fait cette retenue qu'aux amis de l'Union nationale, tandis qu'il n'a pas enlevé ce 2 % aux amis du régime actuel. Le trésorier de la province (l'honorable M. Mathewson) rognait de 2 % les comptes dus aux honnêtes gens et il payait en entier sans rabais même de 2 % les comptes qui n'étaient pas dus par la province. Et cependant, le gouvernement prétend encore que nous avons nui au crédit de la province quand nous avons payé les comptes de l'ancien régime.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ferai remarquer au chef de l'opposition que personne ne se fait d'illusion maintenant sur ce qu'était le crédit de la province sous le régime de l'Union nationale et ce qu'il est aujourd'hui. Je pense que je n'ai pas besoin d'invoquer des témoignages bien particuliers pour comparer le crédit actuel de la province à ce qu'il était. La vérité est que tout le monde sait parfaitement que la province ne pouvait plus emprunter un sou nulle part sur aucun marché du monde, quand le régime de l'Union nationale a été défait.

Nous avons pris l'administration provinciale en novembre dernier, et nous avons rétabli le crédit de la province et la confiance au point de pouvoir emprunter \$65,000,000 à des conditions avantageuses pour payer les vieilles dettes du gouvernement de l'Union nationale. Voilà pour le crédit de la province.

Nous avons rencontré les obligations de la province. Nous réglons les dettes indépendamment des couleurs politiques des gens. Nous avons réglé

des dettes de l'Union nationale parce que c'est la province de Québec qui les devait, et que nous voulions respecter en honneur les engagements pris en son nom.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition nous reproche d'avoir payé des réclamations émanant de personnes amies du gouvernement libéral d'avant 1936. C'est exact. Il nous a fallu agir ainsi parce que le gouvernement de l'Union nationale a refusé à ces personnes les pétitions de droit. Nous avons le devoir d'honorer les obligations du gouvernement de Québec, qu'elles aient été contractées par les libéraux, les conservateurs ou l'Union nationale.

Le chef de l'opposition a affirmé que le trésorier de la province n'a retenu les 2 % d'escompte que sur les comptes payés aux amis de l'Union nationale. C'est bien à tort, et le chef de l'opposition le sait, qu'il insinue qu'il y a favoritisme. Il est dans l'erreur quand il dit que nous avons un traitement spécial pour les gens de l'Union nationale. Je dois dire que ce 2 % a été enlevé à tout le monde, peu importe leur opinion politique. Cette règle de conduite était générale.

J'irai encore plus loin, je dirai au chef de l'opposition que le jour où un ministre serait surpris à faire de la petite politique, il devra quitter son poste. Alors, si le chef de l'opposition croit dire la vérité, qu'il me nomme un seul ministre qui ait fait cela. Si je suis convaincu qu'un ministre dans mon gouvernement fait un bon jour des faveurs à une classe de personnes, ou qu'il s'est rendu coupable d'une injustice contre un citoyen, je puis affirmer que dès le lendemain, il ne sera plus ministre, il sera dehors.

Le chef de l'opposition a manifesté une fois de plus sa grande facilité à dire exactement le contraire de la vérité. Il sait très bien que tous et chacun des colons de Saint-Méthode-de-Frontenac dont il a parlé étaient recommandés par la Société diocésaine de colonisation et que son gouvernement a confisqué leurs billets de location. En annulant leurs billets, le gouvernement de l'Union nationale les a spoliés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce n'est pas exact!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition dit non. J'engage ma parole. J'affirme de nouveau que ce que j'ai dit est vrai. Je mets mon siège en jeu! Que le chef de l'opposition en fasse autant!

(Applaudissements à droite)

Je dis, de plus, que du temps de l'Union nationale, les colons de ce comté ont été purement et simplement volés. Ils ont été spoliés, on leur a enlevé leurs droits. Par la loi actuelle, c'est justement cela que nous voulons éviter: que les citoyens ne se croient pas le droit de poursuivre le gouvernement pour que ce droit leur soit ensuite nié. Nous voulons rétablir la justice dans la province. Et c'est ce que nous faisons avec notre loi de la voirie.

Cette loi, elle n'est pas faite pour protéger le ministre de la Voirie, ni le gouvernement ni aucun de ses membres. C'est bien une loi pour tout le monde. Elle s'applique à la masse comme aux individus. Je le dis maintenant, si, en vertu de la présente loi, nous commettons une injustice, si un citoyen de cette province, se croyant lésé dans ses droits en tant que propriétaire par une disposition de la loi, veut réclamer une indemnité du gouvernement - une idée que je refuse d'envisager -, je m'engage sur l'honneur de ma parole et devant la province à ne refuser aucune pétition de droit.

(Applaudissements à droite)³

M. Bourque (Sherbrooke): Je ferai remarquer au premier ministre, qui est aussi ministre de la Colonisation, que je connais le cas d'un colon à qui le gouvernement actuel a refusé son billet de location. Un M. Dostie, un colon du comté de Frontenac, est présentement sous le coup d'une poursuite devant les tribunaux de Sherbrooke parce qu'il a refusé de quitter son lot. On m'a mis précisément au courant des procédures ces jours derniers.

Le gouvernement poursuit ce colon pour lui enlever son lot, où \$40 de dépenses ont été faites. On veut donner ce lot à une autre personne qui n'est pas recommandée par le gouvernement, et la poursuite a été prise sur les instructions du premier ministre actuel.

M. Gagnon (Frontenac): Quand le gouvernement de l'Union nationale a pris le pouvoir, il a fait révoquer 120 lots d'un seul coup dans mon comté. Ils ont été illégalement enlevés aux colons. C'était, prétextait-on, pour coupe illégale. Mon prédécesseur, M. Patrice Tardif, avait fait révoquer des lots pour coupe illégale quand pas même une seule branche n'avait été coupée.

Il fait un long exposé de la situation des colons dans le comté de Frontenac. Je vais, dit-il, en citer cinq au député de Sherbrooke, cinq cas où les colons ont eu raison contre le gouvernement parce que, sous le régime de l'Union nationale, on avait

annulé leur billet de location. On a refusé des pétitions de droit à des gens dont le cas était absolument régulier.

L'un d'eux a été traîné devant les tribunaux; il s'était fait saisir son bois, puis a été accusé de vol. La cour l'a libéré après avoir entendu les témoins de la poursuite. Et le juge, en l'acquittant, a déclaré que c'est l'avocat qui l'avait poursuivi qui devrait être derrière les barreaux. Quant au colon dont le député de Sherbrooke a mentionné le cas, le colon Dostie, en 1933, cet homme a obtenu un billet de location. Au cours de l'hiver suivant, il exploitait tout le lot. Après avoir obtenu des allocations diverses, il abandonna tout. Il a vendu tout le bois de son lot, il a retiré toutes les primes et il n'a pas rempli ses obligations. Ce n'était pas un colon recommandable.

Les colons de Frontenac n'auront jamais assez de larmes pour pleurer le passage de Patrice Tardif dans le comté. Si le chef de l'opposition ne veut pas que les larmes qu'il a fait verser aux colons de Frontenac et leur dénonciation le suivent jusqu'au tombeau, il devrait demander publiquement pardon à la population de ce comté.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a répondu selon son habitude. Il avait une mauvaise cause à défendre et il l'a plaidée comme il a pu. Cela explique les paroles qu'il a eues.

(Mouvements de protestation à droite)

Le premier ministre a parlé des colons de Saint-Méthode. Il a offert de mettre son siège en jeu et il a dit qu'il n'avait qu'une parole. Or, aux dernières élections, il a prêté en se vantant, que je serais battu dans Trois-Rivières. Il a prétendu que j'étais tellement impopulaire que les citoyens de Trois-Rivières traversaient la rue pour ne pas me serrer la main. On voit ce que vaut sa parole. S'il avait été aussi sincère qu'il le dit, il n'aurait pas prophétisé ma défaite dans Trois-Rivières. On sait maintenant ce que valent les prophéties du premier ministre. Le peuple saura faire la différence entre la sincérité apparente et la sincérité réelle.

On a parlé tout à l'heure de colons volés. Le premier ministre a prétendu que les colons de Saint-Méthode ont été volés. Oui, ils ont été volés, mais c'était au temps où le premier ministre était ministre de l'Agriculture, quand les amis du gouvernement actuel ont encaissé les billets qui leur étaient destinés. Des fils de cultivateurs supposés recevoir un octroi de \$300 n'ont pas reçu le premier versement parce que des amis de l'ancien gouvernement libéral ont encaissé cet argent.

Le premier ministre parle aussi de la situation financière de la province. Les problèmes financiers de la province n'ont pas été réglés malgré les beaux discours à ce sujet, avant et après les élections. Les voilà, ces géants de la finance! Les ministres actuels, les grands financiers de la province, sont mal venus de parler finance aujourd'hui alors qu'en quatre mois, ils ne sont même pas capables de présenter un budget. Quant au crédit de la province, je prouverai en temps et lieu, la semaine prochaine, à la discussion des estimés, que la situation financière de la province était infiniment meilleure sous l'Union nationale qu'aujourd'hui et que le gouvernement actuel a ruiné le crédit de la province.

(Rires et murmures à droite)

Le gouvernement ne peut rester sourd aux grondements qui se font entendre dans la province. Avec son air suave, le premier ministre a dit des énormités. Il confond la suavité avec la sincérité. Car il déploie une suavité onctueuse avec des litotes, des réticences. Et, puisque le premier ministre m'a lancé un défi, puisqu'il a mis son siège au jeu, je lance aussi au premier ministre le défi de dissoudre les Chambres et d'aller devant le peuple. S'il veut savoir s'il a encore la confiance de l'électorat, qu'il dissolve les Chambres!

(Mouvements divers parmi les députés)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition vient d'énoncer une vérité. Il vient de dire que lui et moi commençons à être connus dans la province. Oui, en effet, et c'est pour cela qu'il est là (montrant l'opposition) et que nous sommes ici (désignant la droite). Je n'ai pas l'expérience parlementaire du chef de l'opposition ni son éloquence. Dans mon inexpérience parlementaire, manquant de la facilité de parole de mon honorable ami, il a pu m'arriver que je dise ce qui ressemble à des énormités. Mais il est un privilège que je réclame et que ne peut m'enlever le chef de l'opposition, c'est que je n'ai jamais menti à la population de Québec. Je vais aussi lui dire ceci: Lorsque je sortirai de la vie publique, ce sera sans avoir jamais menti à la province.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a dit: "Je prouverai, je dirai la semaine prochaine". Il doit toujours établir chaque semaine que nous mentons. Mais cette semaine ne vient jamais. Si jamais il prouve quelque chose de ce genre, ce sera la semaine des trois jeudis.

(Rires à droite)

Le chef de l'opposition a parlé cet après-midi de gens à qui nous aurions permis d'exploiter la province. Il sait que cela est inexact. Mais il n'a pas

dit que nous avions volé de pauvres colons. Car quoi qu'il en dise, le chef de l'opposition n'établira rien de ce qu'il aime à insinuer, jamais il ne pourra établir que nous avons laissé voler les colons et les fils de cultivateurs. Car, si cela était vrai, comment se fait-il que, pendant trois ans, il n'a pu mettre en prison ceux qui se seraient rendus coupables de ces vols? Il a eu trois ans pour les poursuivre et prouver qu'il avait raison. Il n'a rien fait, rien prouvé. Non!

Je dirai ceci du chef de l'opposition: la province de Québec ne croit plus à ses discours échevelés. La province de Québec ne croit plus aux loups-garous. Elle est fatiguée de ses déclarations. Aucune vantardise du chef de l'opposition ne peut rien changer. Nous avons dit que nous mettrions du bon sens, de la sincérité dans notre politique et nous le ferons, car je n'ai jamais manqué de sincérité.

Le chef de l'opposition nous a défiés, tout à l'heure, de dissoudre les Chambres. Si nous le prenions au mot, si nous allions au peuple, comme il me le demande timidement, il s'en rendrait compte et il perdrait plusieurs des collègues qui l'entourent.

(Applaudissements à droite)

Nous lui enlèverions plusieurs des sièges où siègent aujourd'hui ses partisans.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) me reproche d'avoir dit qu'il serait battu dans son comté. (Souriant) Quand j'ai dit cela, je ne savais pas ce qui se passerait dans toutes les rues, et dans les deux ou trois dernières nuits de la campagne, à Trois-Rivières, car j'étais trop occupé par la lutte. Au lieu de m'occuper de... certaines manigances, je m'occupais du sentiment des électeurs.

(Rires à droite)

Avant la votation, nous avons tenu une belle assemblée à Trois-Rivières et la population entière de la ville nous a donné un témoignage de confiance unanime. Ce fut une assemblée très enthousiaste, et j'avais lieu de croire que le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) et premier ministre d'alors serait défait.

Puisque le chef de l'opposition aime à me rappeler mes prophéties, pourquoi ne rappelle-t-il pas les siennes? À Saint-Damase, dans mon comté de L'Islet, il est venu prononcer un discours qui a surpris la population du comté, non habituée de telles exagérations. Je ne sais pas exactement tout ce qu'il a dit, mais il a prêté solennellement que je serais battu dans mon comté. Après son passage, mes organisateurs m'ont fait part de leurs inquiétudes. Et, je ne le cache pas, ils semblaient émus, après l'avoir entendu, et croyaient possible que nous puissions nous faire battre.

Mais la visite du premier ministre d'alors a eu un effet contraire. Nous sommes quittes. Cependant, puisque mon ami est en veine d'évocation, je lui rappellerai la meilleure histoire que j'ai entendue à ce sujet, c'est celle de la gageure d'un des amis du chef de l'opposition qui pariait, le jour même de l'élection, le retour du gouvernement de l'Union nationale au pouvoir et lui concédait 75 sièges.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous reconnaissons bien les hommes par leur langage. Le premier ministre a parlé comme son parrain, M. Taschereau. Et nous reconnaissons bien l'élève, car c'est M. Taschereau qui disait en 1936 exactement ce que dit aujourd'hui le premier ministre: "Vous êtes là et nous sommes ici; vous ne serez plus là et nous serons ici; et quand vous ne serez plus ici, nous ne serons plus là!" Et le premier ministre actuel se souvient de ce qui est arrivé.

Le chef du gouvernement a déclaré qu'il a été bien reçu à Trois-Rivières. Je n'en suis pas surpris, car la population de cette ville est polie. Elle est aimable et a du savoir-vivre. Quant à mon passage à Saint-Damase, dans son comté, il a fait hésiter plusieurs de ses partisans, tandis que son passage à Trois-Rivières a convaincu mes électeurs qu'ils ne pouvaient changer de député. Le premier ministre s'inquiète aussi de ce qui s'est passé dans mon comté. Qu'il nous parle donc du comté de L'Islet où il a soulevé l'âme du peuple au moyen de libérales distributions de lessiveuses électriques ou mécaniques avant son élection! Le premier ministre n'en a pas parlé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Bondissant) Ce n'est pas vrai! Je vais en dire plus: Je nie qu'un seul dollar, un seul sou, un seul verre de boisson ou de whisky, et je n'ai pas besoin d'ajouter une seule machine à laver, ait été donné par un de mes amis ou par moi-même à un seul électeur du comté de L'Islet dans aucune de mes élections.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) rit bruyamment.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Pointant M. Sauvé) Le député de Deux-Montagnes rit en ayant l'air de ne pas croire que des élections puissent se faire autrement. Je comprends que mon honorable ami de Deux-Montagnes ne comprenne pas cela. Qu'il sache que les élections ne se font pas de cette façon chez nous. Je le mets au défi de prouver

qu'une machine à laver, un dollar ou un verre de whisky aient été donnés dans L'Islet par moi ou mes organisateurs pour capter des votes.

Je repousse cette accusation du chef de l'opposition contre mes amis et moi-même et je ne riposterai pas en rappelant le cas d'un de mes adversaires. Mais, je me souviens des compliments que l'on faisait à mon adversaire, M. J.-E. Bilodeau. On parlait dans le comté de sa délicatesse, car il plaçait sa photographie sur chacun des seaux de graisse qu'il distribuait en cadeau aux électeurs⁴.

(Applaudissements et rires à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec son air de "je n'y touche pas", le premier ministre vient de nous dire qu'il ne s'est rien passé dans L'Islet. Il a tort de venir affirmer que dans son comté il n'y a pas eu un verre de boisson offert, ni de distribution de machines à laver. Personne ne voudra croire le premier ministre, car les gens du comté savent à quoi s'en tenir. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), qui aime les vérités substantielles et drues, n'aimera pas... Lui-même n'a pas été convaincu par les paroles du premier ministre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (D'un ton jovial) Ça a été pareil chez nous!
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre se fait tort avec de tels propos. À l'entendre, on dirait qu'il est sans reproche. Mais je m'aperçois que nous sommes loin du projet de loi à l'étude.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): On va loin sur nos routes!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève.

Les députés font du chahut.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça doit être les déclarations du premier ministre qui engendrent ces hurlements.

M. le président: À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre avec des airs pudiques lance n'importe quoi. Après ce que le premier ministre a toléré dans ma première élection, en 1930, je comprends qu'il ne "comprene pas que je ne comprenne pas cela". Le premier ministre, alors ministre de l'Agriculture,

dirigeait la lutte contre moi avec un de ses collègues, à l'élection partielle. C'est à partir de cette lutte que l'on a vu dans mon comté les pires atrocités électorales qui s'y soient produites. On a gaspillé la brave population du comté avec des verres de whisky de mauvaise qualité que l'on a distribués à profusion aux électeurs.

Ce n'était même pas du whisky, mais du poison qui forçait les gens à courir chez les médecins pour se faire soigner. Le premier ministre a eu connaissance de tout cela. Il a vu ce qui s'est passé dans Deux-Montagnes, où il avait la conduite de la lutte. C'est pourquoi, dit-il, je ne peux comprendre l'explosion de vertu du premier ministre.

Chose curieuse, lors de la dernière campagne, le premier ministre s'écriait, avec des airs pieux, que l'Union nationale volait les élections. Chose curieuse le gouvernement a 70 députés, nous en avons 15!

L'article 7 est amendé en ajoutant, après les mots "occasionnés par le détournement", les mots suivants: "ou le changement de niveau".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 et 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 30 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: Que, pour la validation d'un règlement visé par la loi des pouvoirs spéciaux de certaines

corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 227), telle que modifiée par la loi qui accompagne la présente résolution à l'effet de changer le nom ou le siège social ou de réduire le capital d'une compagnie ou corporation comme il y est prévu, il sera payé l'honoraire exigible sur les lettres patentes supplémentaires émises aux mêmes fins en vertu de la loi des compagnies de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 223).

Ce projet a pour but de permettre aux compagnies constituées par la loi spéciale de changer leur nom, déplacer leur siège social ou réduire leur capital avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil suivant les formalités analogues à celles prescrites pour les compagnies constituées par lettres patentes. Des dispositions existent déjà pour l'augmentation du capital de ces compagnies. Ainsi, pour changer un mot dans leur nom ou pour déplacer leur siège social, ces compagnies n'auront pas besoin de revenir devant la Législature.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois qu'il y a danger à cette chose-là. Il y a plus de publicité de faite par un bill privé. Avec un bill privé, la population est mieux tenue au courant. Aujourd'hui, c'est le lieutenant-gouverneur qui aura le pouvoir que le gouvernement avait auparavant. Un des grands maux dont nous souffrons, ce sont les sociétés anonymes. Mais je comprends que ce problème qui est d'envergure ne peut pas se régler en un tour de main.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Actuellement, telle qu'est la loi, une compagnie a droit d'augmenter son capital sans revenir devant la Législature. Il n'est pas juste d'obliger cette compagnie à revenir devant la Législature juste pour changer un mot de son nom.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'heure où le gouvernement parle d'imposer de nouvelles taxes à la population, il n'y a pas lieu d'accorder des faveurs aux compagnies.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, et une deuxième fois sur division.

Loi abolissant les rentes seigneuriales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose:

1. Que le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, en plus du pouvoir d'emprunt qui lui a été accordé pour le paiement du capital restant dû dans la province aux créanciers des rentes constituées, pourra aussi emprunter pour payer les intérêts sur le capital, en attendant que le rachat soit effectué, et que le Syndicat pourra en outre emprunter de temps à autre les sommes requises pour son administration et l'application de la loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82) jusqu'à concurrence de \$50,000.

2. Que la loi abolissant les rentes seigneuriales, conformément aux dispositions de l'article 41 de ladite loi, édicté par l'article 14 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'appliquera au gouvernement de la province de Québec à l'égard des rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux dont il sera créancier.

3. Que les dispositions visées par la résolution qui précède auront leur effet comme si elles avaient fait partie de ladite loi abolissant les rentes seigneuriales lors de son adoption.

Cette mesure complètera la législation adoptée en 1935, de manière à abolir le plus tôt possible les rentes seigneuriales.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas que ce soit le bon moyen d'abolir les rentes. On crée un syndicat qui va avoir le droit d'emprunter et on dit que les rentes seront désormais transformées en taxes. Mais on n'abolit pas les rentes. De plus, on établit la valeur des seigneuries sur une base qui ne me semble pas correcte. Il y a bien des rentes qui ne sont pas collectables. Une créance de \$50,000 qui

n'est pas collectable ne vaut pas une créance de \$5,000 qui est collectable.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Le chef de l'opposition aurait dû trouver un autre moyen si le nôtre n'est pas bon d'après lui. Il a nommé un comité d'étude, composé de députés un peu brouillons à qui on a accordé des salaires alléchants grâce à une loi spéciale de la Législature, et ce comité a étudié le problème des rentes sans paraître avoir donné des résultats pratiques. Ils ont dû abandonner leur prébende à la veille des dernières élections.

En dépit de la loi fondamentale de l'indépendance des députés, l'ancien premier ministre salariait quelques partisans. La province a dépensé ainsi \$13,000. Mais - une chinoiserie juridique - par un oubli de l'Union nationale, on avait oublié de faire disparaître cette autre disposition de la loi suivant laquelle tout citoyen occupant une charge publique ne peut être candidat aux élections. Ils ont dû démissionner à la veille des élections pour être candidats. Ils ont tous été défaits.

Le Parti libéral, lui, a trouvé un moyen d'abolir les rentes. Il veut les abolir sans qu'il n'en coûte rien ni aux censitaires, ni aux seigneurs, ni au gouvernement. Nous avons décidé de municipaliser les rentes seigneuriales. Le gouvernement va emprunter à un taux très bas, il va racheter les rentes et les censitaires continueront à payer le même montant aux municipalités qu'ils payaient jusqu'ici aux seigneurs. Mais, au bout de 25 ans, il se trouvera qu'ils auront payé non seulement les rentes dues, mais aussi le capital parce qu'une partie de leur argent aura été affecté sur le capital.

Le système a cet avantage que les \$3,000,000 du coût de rachat des terriers seront payés par les censitaires et non par la population, dont la moitié au moins n'a jamais eu à payer de rentes seigneuriales.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'informe du taux très bas avec lequel le gouvernement va emprunter.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) laisse entendre que le taux sera peut-être de 3 %.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dû être brouillon lui aussi, puisque M. Taschereau a attendu longtemps avant de lui donner le portefeuille convoité, et le ministre s'est montré plus sage par la suite.

Il demande l'ajournement du débat, car il est 6 heures.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Dépôt de documents:**Salaires
raisonnables**

L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 avril 1940, pour la production de copie de tout document et de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil, depuis le 8 novembre 1939, se rapportant au paragraphe *k* de l'article 20, 1 George VI, chapitre 50, intitulé: "Loi des salaires raisonnables". (Document de la session no 40)

Travaux de la Chambre:**Ajournement**

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest).
2. Les journaux notent que le député de Chicoutimi parle pour la première fois cette session.
3. Selon *The Gazette* du 15 mai 1940, à la page 10, M. Bouchard fut parmi les premiers qui ont applaudi M. Godbout et avec grand bruit.
4. Selon *Le Devoir* du 15 mai 1940, à la page 6, la photo du candidat se trouvait sous le seau.
5. Voir note 1.

Séance du mercredi 15 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

Le bill 101 changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 3 est modifié en biffant, dans les 5ème et 6ème lignes, les mots: "et annexé à la présente loi comme cédule "A";

Et la cédule "A" est biffée.

Aussi, le bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 2 est biffé.

Aussi, le bill 111 modifiant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault, et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

"1. Le préambule est modifié à la 28ème ligne de la page 2 en remplaçant les mots: "et qu'il serait trop onéreux de s'adresser aux tribunaux de cette province à ces fins, au point de compromettre une trop forte proportion des biens de ladite succession Édouard Héneault, et par suite, les droits et biens des légataires à quelque titre que ce soit, et sont aussi une source d'ennuis pour l'exécuteur testamentaire", par les mots: "et qu'aux termes dudit testament, les légataires universels résiduels ne sont appelés à recueillir ladite succession que s'ils survivent à l'usufruitière, et que, dans le cas où ils

décèderaient avant elle, celle-ci serait appelée à bénéficier de la caducité dudit legs.

Que, par acte reçu devant Me Avila Rouleau, notaire, sous No 9742 de ses minutes, ladite Dame Emma Laferrière donne son consentement à la présente loi";

2. L'article 3 est biffé;

3. L'article 5 est modifié en biffant, dans les 6ème et 7ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule de la présente loi)";

4. L'article 7 est modifié en remplaçant, à compter de la 3ème ligne, les mots: "et il aura droit pour ses services rendus et déboursés faits, depuis l'année 1931, dans l'exécution de sa charge, à la somme de cinq cents dollars, payable par l'usufruitière dans l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi", par les mots: "et ledit Georges-Alphonse Daviault sera substitué dans les charges, obligations, droits et pouvoirs imposés ou conférés au co-exécuteur testamentaire, J.-A. Boivin, par ledit testament, jusqu'à parfaite exécution dudit testament";

5. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 deviennent respectivement les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

La cédule est biffée.

Aussi, le bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en biffant:

a. dans la 3ème ligne, les mots: "(reproduite comme cédule "A")";

b. dans la 6ème ligne, les mots: "reproduite comme cédule "B")";

c. dans la 14ème ligne, les mots: "(reproduit comme cédule "C")";

d. dans les 17ème et 18ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule "D")";

2. L'article 2 est modifié en remplaçant dans la première ligne, le mot "inclus" par le mot: "mentionné";

Et les cédules "A" et "B" et "C" et "D" sont biffées.

Aussi, le bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le titre est changé en celui de:
"Loi accordant certains pouvoirs à l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Eustache";
2. Le préambule est modifié:
 - a.* - en insérant immédiatement à la suite du mot: "par", dans la 2ème ligne du 2ème alinéa, le mot: "son";
 - en insérant immédiatement après le mot "Montréal", dans la 6ème ligne du même alinéa, les mots: "à Saint-Eustache";
 - b.* en biffant dans les 1ère et 2ème lignes du 3ème alinéa les mots suivants: "mais sans se limiter à ceux ci-après mentionnés,";
 - c.* en remplaçant l'avant-dernier mot du 5ème alinéa "cet" par le mot "cette".
3. L'article 1 est modifié en changeant, dans les 1ère et 2ème lignes de la page 2, les mots: "en tout ou en partie, de gré à gré, en tout temps," par les mots: "en bloc, ou séparément, à l'enchère ou de gré à gré,";
4. L'article 2 est remplacé par ce qui suit:
"le produit de la vente sera placé suivant les dispositions de l'article 981o du Code civil afin d'en obtenir des revenus pour les fins mentionnées au testament dudit feu révérend Jacques Paquin";
5. L'article 3 est modifié:
 - a.* en biffant immédiatement après le mot "vente", dans la 2ème ligne, les mots: "dans chaque cas";
 - b.* en remplaçant immédiatement après le mot "autoriser" dans la 6ème ligne, les mots "une ou plusieurs personnes" par les mots suivants: "les marguilliers en fonction";
6. L'article 4 est modifié:
 - a.* en biffant immédiatement après le mot "payer", dans la 1ère ligne, les mots "à même ses revenus";
 - b.* en biffant immédiatement après le mot "loi" dans la 3ème ligne, les mots: "et à rembourser d'icelles".

Aussi, le bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les 3ème et 4ème lignes, les mots "(reproduite comme la cédule "A" de la présente loi";
2. L'article 2 est modifié en biffant, dans la 2ème ligne, les mots: "et reproduits comme cédule "B"";

Et les cédules "A" et "B" sont biffées.

Aussi, le bill 139 ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company Limited, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est amendé en biffant, à la 2ème ligne de la page 2, les mots suivants: "tel qu'il appert à la cédule C ci-annexée";
2. Les mots suivants sont biffés dans la 7ème et 8ème lignes du paragraphe *b* de l'article 1: "Et reproduits comme cédule A et B de la présente loi";

Les cédules "A", "B" et "C" sont biffées.

Aussi, le bill 140 ratifiant une résolution des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les 1ère et 2ème lignes, les mots "reproduits comme cédule "A" et "B" de la présente loi";

Et les cédules "A" et "B" sont biffées.

Grace Katherine Reinauer

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 101 changeant le nom de Grace Katherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Ratification de résolutions et de contrats, village de Gatineau

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre

ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Paroisse de Saint-Féréol

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse de Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville de Donnacona

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 139 ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Commission scolaire de Donnacona

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 140 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun. Ledit amendement est lu une première fois.

Testament d'Édouard Héneault

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Fabrique de Saint-Eustache

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache. Les amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:

Patrick Gagnon

M. Talbot (Chicoutimi): 1. M. Patrick Gagnon, du village de Sainte-Anne, comté de Chicoutimi, gardien de pont au pont de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date?

b. À la demande de qui?

c. Pour quelle raison?

d. Qui l'a remplacé?

e. Sur la recommandation de qui a été nommé son remplaçant?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

1. Oui.

2. a. Le 31 décembre 1939.

b. Le ministre des Travaux publics.

c. L'intérêt de la province.

d. M. Georges Tremblay.

e. Le ministre des Travaux publics.

Employés du gouvernement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande la permission de retirer du *Procès-verbal* une question du représentant de Lotbinière (M. Chaloult) à laquelle il a répondu hier. La réponse, dit-il, ne couvrait qu'une partie de la question. Celle-ci portait sur le nombre d'employés du service intérieur de l'État en août 1936 et en août 1939.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La réponse est maintenant inscrite dans le *Procès-verbal* et il faut une motion pour la retirer.

M. l'Orateur remet sa décision à la prochaine séance.

Remboursement de droits:

Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal

M. Gauthier (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), que les honoraires payés pour le bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

Sainte-Clothilde, Saint-Éphrem-de-Tring et Saint-Méthode-d'Adstock

M. Renault (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 201 concernant les paroisses de Sainte-Clothilde, Saint-Éphrem-de-Tring et Saint-Méthode-d'Adstock.

Adopté.

En comité¹:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le lot numéro 537 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Éphrem, dans le onzième rang du canton de Tring, est, pour fins municipales, détaché de la municipalité de Saint-Éphrem-de-Tring

et du comté de Beauce et annexé à la paroisse Saint-Méthode-d'Adstock et au comté de Frontenac."

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait quelques remarques. L'amendement est ambigu, dit-il, et prêterait à des équivoques fâcheuses.

M. Renault (Beauce) donne quelques mots d'explication.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) expose le but du projet de loi et fait quelques remarques.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que l'article soit amendé.

L'article est modifié en changeant les mots "fins municipales" par les mots "toutes fins".

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Renault (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Association des optométristes et opticiens

M. Boucher (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à faire remarquer à la Chambre qu'il y a déjà sur le *Feuilleton* une loi dite "loi des opticiens d'ordonnances". Comme celui-ci n'est pas encore soumis à l'Assemblée législative, est-ce que, contrairement aux règlements de la Chambre, les deux projets de loi ne viennent pas en contradiction?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les intéressés ont demandé à se faire entendre et je les ai

prévenus que ces deux bills seraient étudiés mardi prochain en comité. Il leur appartiendra donc de fournir les explications nécessaires lorsque le bill viendra devant le comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Opticiens d'ordonnances

M. Bienvenue (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 des opticiens d'ordonnances soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qu'à partir du jeudi 16 mai, la Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième de huit heures et demie à onze heures du soir; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

M. l'Orateur, en présentant cette motion, je n'entends pas obliger la Chambre à siéger tous les jours de la semaine et trois fois par jour excepté le dimanche, à partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin de la session. L'objet de la motion est plutôt de permettre à la Chambre de régler rapidement des affaires d'urgence et de hâter le travail de session. Dans le cas qui nous occupe actuellement, il s'agit de régler un cas particulier, celui de la ville de Montréal qui fait face actuellement à des difficultés.

Nous serons en effet appelés à étudier ce cas, puisque nous sommes informés que la ville n'a pu rencontrer ce matin ses obligations au montant de \$3,000,000. Je crois qu'elle est incapable de rencontrer ses débetures. Nous avons donc tous le devoir de collaborer pour régler la situation financière. Je suis certain que tous les députés voudront concourir aux mesures que nous présenterons. Cela obligera la Chambre à tenir plus d'une séance par jour, à partir de demain pour hâter l'adoption d'une législation remédiate.

La ville de Montréal est la plus grande ville de la province, la métropole canadienne, et c'est le devoir du gouvernement de la province de collaborer avec elle au moment où elle traverse une situation difficile, pour la tirer de l'embarras où elle se trouve présentement. Le crédit de Montréal est lié à celui de la province et il doit être sauvegardé. Je suis certain que tous les membres de la Chambre, dans un esprit patriotique, coopéreront ensemble pour assurer le règlement du problème de Montréal. Nous étudierons ces questions complexes dans le meilleur esprit, sans autre chose en vue que l'intérêt bien compris et le renom de la métropole et de la province.

Je puis assurer les détenteurs d'obligations de la ville de Montréal que si un mouvement était déclenché, ils auraient tort de se laisser aller à la panique. Ils n'ont aucune raison de craindre de perdre un seul sou à cause de la situation financière de la ville de Montréal. La province de Québec comprend très bien son devoir envers la ville de Montréal, la métropole du pays. Le devoir du gouvernement est d'aider Montréal à maintenir son crédit parce que le crédit de Montréal est lié au crédit de la province. Les porteurs de débetures de Montréal peuvent donc dormir avec l'âme tranquille; nous accomplirons tout notre devoir à la lettre, en coopération avec tous.

(Applaudissements à droite)

En conséquence, il est nécessaire que la Législature adopte rapidement une mesure remédiate. D'où la nécessité de la présente motion. Je sais que nous pouvons compter sur l'entière collaboration des membres de cette Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes anxieux d'aider Montréal et prêts à procéder rapidement. D'ailleurs, nous l'avons toujours été; mais, si le travail n'avance pas vite, ce n'est pas notre faute ni celle de qui que ce soit. Les séances de la Chambre ont été peu nombreuses jusqu'ici parce que le travail du gouvernement n'était pas prêt. Il y a même des interpellations très simples inscrites à l'ordre du jour depuis le 30 mars, auxquelles le gouvernement n'a pas encore répondu, entre autres celle qui a trait au nombre des employés destitués par le gouvernement dans la province.

En ce qui concerne les intérêts de Montréal, nous comprenons l'importance de sauvegarder le crédit de Montréal et nous offrons notre coopération pour régler la situation de Montréal. Les intérêts de Montréal sont intimement liés à ceux de la province et le crédit de Montréal affecte d'une façon fondamentale le crédit de la province. Nous l'avons compris et c'est ce qui fait que le gouvernement de l'Union nationale a fait exécuter à Montréal des travaux pour une somme de \$25,000,000, qui ont procuré de

l'ouvrage à sa classe ouvrière, sans un sou de contribution des contribuables montréalais. Non seulement les contribuables municipaux n'en ont pas payé un sou, mais les finances de la municipalité en ont été allégées, d'abord par l'exécution de travaux qui auraient été faits sans cela par la municipalité, et secondement, en enlevant sur les listes de chômeurs aux secours directs un grand nombre de gens.

Le bien-être de Montréal est essentiel à la vie de la province. Aujourd'hui, le premier ministre nous arrive avec une proposition de faire siéger la Chambre trois fois par jour pour régler le problème de Montréal. Il dit qu'il fait cette motion pour régler un problème d'urgence et pour assurer l'adoption d'une législation remédiate. C'est un problème qui existe depuis six mois et on ne fait que songer à le résoudre! Il existe depuis que nos amis d'en face sont au pouvoir et rien n'a encore été fait pour le régler. Le gouvernement manifeste maintenant un zèle que je ne comprends pas. Je crois qu'il ne s'agit pas d'une question d'urgence, mais de négligence. Le gouvernement connaissait le problème, mais est resté coi, en dépit des appels répétés de l'administration municipale et de nombreux corps publics.

Je crois donc qu'il y a certainement anguille sous roche. Le gouvernement n'aurait pas dû laisser Montréal tomber dans la situation où elle se trouve aujourd'hui. Il aurait mieux valu procéder avec plus de diligence pour n'avoir pas à donner à Montréal une législation trop hâtive en arrivant à la dernière minute.

Au temps de l'Union nationale, le gouvernement a fréquemment aidé Montréal. Nous avons aidé Montréal chaque fois qu'on nous l'a demandé. Jamais le gouvernement de l'Union nationale n'a laissé tomber la ville dans la situation où elle se trouve aujourd'hui, savoir qu'elle n'a pu faire honneur à ses engagements. Le gouvernement de l'Union nationale est intervenu chaque fois à temps pour rétablir la situation en faveur de Montréal. Le gouvernement n'aurait pas dû laisser Montréal tomber dans la situation présente. Il aurait dû prévoir la situation actuelle. Il n'avait qu'à voir. Il n'a pas vu. Il laisse faire le mal pour se donner ensuite les gants pour le réparer.

Calcul d'autant plus injuste que le crédit de Montréal est en réalité fort bon! Prendre des procédés extraordinaires, voilà justement qui est de nature à jeter inutilement du trouble et du désarroi dans l'âme des détenteurs d'obligations. Si le gouvernement voulait aider Montréal, pourquoi ne le faisait-il pas plus tôt? Pourquoi voilà quatre mois que le gouvernement annonce le règlement de la question montréalaise et qu'il ne fait rien? S'il y avait eu plus de collaboration de la part du gouvernement, plus

d'action efficace, Montréal ne serait pas dans la situation actuelle.

Quant à nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes prêts à coopérer à la solution du problème ayant en vue d'abord et surtout l'intérêt de Montréal et la sauvegarde de ses droits. Le crédit de Montréal est bon. Je puis donc dire aux autorités de Montréal et au gouvernement que nous allons considérer la législation qui nous sera soumise à son mérite, sans considération partisane et dans le but de sauvegarder l'intérêt de Montréal.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a peut-être une autre question que l'on pourrait soulever en marge de cette motion présentée par le premier ministre, un autre point de vue à considérer. Le gouvernement ne porte pas seulement dans la question montréalaise sa négligence. Nous avons aussi demandé au gouvernement de procéder plus rapidement pour le budget et le prêt agricole. Le discours sur le budget a été retardé d'une façon extraordinaire pour des raisons que l'on ne connaît pas. Les motifs invoqués sont à tout le moins discutables. Et nous avons demandé au gouvernement de prendre une attitude définitive au sujet du prêt agricole. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire à ce sujet?

Le premier ministre a annoncé dans la campagne électorale qu'il maintiendrait le crédit agricole provincial, puis qu'il le continuerait. Au début de la session, le premier ministre a déclaré la même chose, mais en ajoutant que ce serait pour les petits prêts. En sorte que la classe agricole ne sait pas à quoi s'en tenir, si le gouvernement votera des fonds pour continuer sur une base raisonnable le crédit agricole. La saison est maintenant avancée, les travaux des champs et le temps des semailles sont arrivés; il y a des cultivateurs qui comptent sur le prêt agricole et ils ne peuvent entreprendre leurs travaux parce qu'ils ne savent pas s'ils vont pouvoir rester sur leurs terres.

Le gouvernement fait louer son activité par les journaux thuriféraires et, pendant ce temps-là, les cultivateurs sont encore à se demander si le gouvernement apportera un remède aux maux dont ils souffrent. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), qui devrait avoir à cœur les intérêts de la population agricole, devrait se hâter de dire ce qu'il a l'intention de faire. L'Office du crédit agricole n'est pas en état de répondre aux demandes qui lui sont faites parce qu'il n'a pas à sa disposition l'argent nécessaire, et les cultivateurs sont dans l'insécurité et dans l'impossibilité de commencer leurs travaux.

Après trois mois de session, le gouvernement n'a pas encore défini son attitude au sujet du prêt

agricole. J'aimerais que le premier ministre nous donne au moins l'assurance qu'il mettra à la disposition de l'Office les fonds suffisants pour répondre à toutes les demandes. Je demande donc au premier ministre de présenter sans retard une mesure relative au prêt agricole. Qu'il nous dise s'il a l'intention de faire diligence dans la solution de ce problème!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La situation n'est pas inquiétante pour les cultivateurs. Je ne pense pas que le député de Deux-Montagnes ait besoin que je lui renouvelle l'assurance, qu'il a, que cette législation qu'il a soulevée sera réglée à la satisfaction générale. Je puis lui dire qu'il y a beaucoup moins de demandes d'emprunt actuellement en suspens devant l'Office du prêt agricole qu'il y en avait lorsque nous avons pris les rênes de l'administration.

Quoi qu'il en soit, nous allons prendre les mesures nécessaires pour fournir aux cultivateurs le crédit dont ils ont besoin, non seulement pour rester sur leurs terres, mais aussi pour y faire les améliorations qui s'imposent. Nous allons aider la classe agricole, améliorer l'agriculture dans notre province, et régler ce problème.

Quant à suivre le chef de l'opposition sur le terrain où il a voulu faire glisser la question de Montréal, j'avoue franchement que je m'en sens tout à fait incapable. Si je voulais le suivre sur ce terrain, il y a bien des choses que je pourrais dire, des choses que toute la province connaît, d'ailleurs, mais que je préfère passer sous silence et ne pas continuer le débat dans l'intérêt même de la ville. La question est trop grave et je n'entends donc pas me départir de l'attitude que j'ai tenue jusqu'ici.

En tout cas, je puis assurer le chef de l'opposition qu'avec les mesures que nous allons proposer, la ville de Montréal ne souffrira pas, son crédit ne souffrira pas et les détenteurs d'obligations ne souffriront pas et qu'ils seront payés de tout ce à quoi ils ont droit, soit de tout l'argent qu'ils ont prêté à la ville. Je ne veux pas douter des sentiments du chef de l'opposition, mais je peux dire que nous travaillerons dans un esprit de collaboration pour le moins aussi sincère que celui du chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution relative au bill 30 modifiant la loi des pouvoirs

spéciaux de certaines corporations soit maintenant adoptée.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 30 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

Loi de la voirie

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements apportés au bill 27 amendant la loi de la voirie.

Adopté sur division.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements.

Adopté sur division.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour les raisons que j'ai expliquées déjà, je demande le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bouchard (Québec), Boucher, Bouthillier, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Duffy, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Fortier, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Panet, Potvin, Rajotte, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, Toupin, 55.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 15.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi abolissant les rentes seigneuriales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier un projet de résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

En comité²:

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose:

1. Que le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, en plus du pouvoir d'emprunt qui lui a été accordé pour le paiement du capital restant dû dans la province aux créanciers des rentes constituées, pourra aussi emprunter pour payer les intérêts sur le capital, en attendant que le rachat soit effectué, et que le Syndicat pourra en outre emprunter de temps à autre les sommes requises pour son administration et l'application de la loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82) jusqu'à concurrence de cinquante mille dollars.

2. Que la loi abolissant les rentes seigneuriales, conformément aux dispositions de l'article 41 de ladite loi, édicté par l'article 14 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, s'appliquera au gouvernement de la province de Québec à l'égard des rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux dont il sera créancier.

3. Que les dispositions visées par la résolution qui précède auront leur effet comme si elles avaient fait partie de ladite loi abolissant les rentes seigneuriales lors de son adoption.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de ce bill, le Syndicat a le droit d'emprunter, en outre du montant requis pour l'achat des rentes, une somme de \$50,000.

Le gouvernement peut-il nous dire à combien il évalue le capital nécessaire pour racheter et abolir les rentes?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) \$3,200,000³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien y a-t-il de seigneuries dans la province de Québec?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'ignore pour le moment le nombre des seigneuries. Mais je sais qu'il y a 703 municipalités intéressées au bill

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur quoi se base-t-on pour dire que la valeur des seigneuries est de \$3,200,000?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Sur les terriers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les terriers ne peuvent servir de base à l'évaluation. Il y a des seigneurs qui ne retirent pratiquement rien, et je connais une foule de seigneurs qui ne peuvent collecter leurs rentes, de sorte que cette évaluation des seigneuries me paraît exagérée. C'est là qu'on voit la nécessité d'inventorier. D'après la loi, ce sont les censitaires qui, en définitive, vont payer cette valeur exagérée. Leur intérêt sera plus élevé.

Hier, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a prétendu avoir trouvé la pierre philosophale. Il a dit que ni les seigneurs, ni les censitaires, ni la province ne seraient obligés de payer. Et pourtant, il y a un montant de \$3,200,000 à rencontrer, des frais d'administration, des frais pour le Syndicat, etc. Personne ne me fera croire, pas même le ministre, que personne ne paiera. Moi, je prétends que c'est le censitaire qui, à la fin, va payer.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le chef de l'opposition est dans l'erreur. Les censitaires ne paieront pas plus et le taux d'intérêt diminuera avec les années. Si le chef de l'opposition sait ce qu'est un fonds d'amortissement, il trouvera la clé dans cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier de la province, qui rit, est jeune dans ses fonctions. Je lui conseillerais de retourner à son bureau et de préparer son discours du budget qu'il n'a pas réussi à préparer depuis trois mois.

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le trésorier de la province ne parle en Chambre que lorsqu'il a quelque chose à dire.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande des explications. Aux \$3,300,000, dit-il, il faut ajouter \$50,000 autorisés par la loi pour les frais d'administration. Qui paiera les \$50,000 que l'on demande dans le bill pour le Syndicat? La loi n'est certainement pas basée sur la justice.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): La loi est basée sur la justice et la vérité. Je vais expliquer la différence qui existe entre un bon homme et un homme ordinaire, ou entre les façons de procéder du Parti libéral et de l'Union nationale. Le chef de l'Union nationale avait confié l'abolition des rentes seigneuriales à un syndicat composé de députés, et il avait fait voter \$25,000 pour ses amis les députés, qui étaient commissaires et qui recevaient des salaires en plus de leur indemnité parlementaire, à l'encontre de la loi de l'indépendance de la Législature, qu'on a dû amender.

Incidentement, se demande-t-il, est-ce bien légal d'inclure dans les dépenses du Syndicat ces salaires payés à des députés? Ces députés-commissaires, nouveaux administrateurs du Syndicat, auraient au moins dû faire un rapport avant de partir. Ils ont oublié de faire ce rapport, mais ils n'ont pas oublié de prendre \$17,000 sur les \$25,000 votés.

Le bureau actuel que nous avons créé, tout comme l'ancien bureau, celui qui existait avant 1936, ne coûte pas un cent à la province. La différence avec le gouvernement actuel, c'est que les membres du nouveau syndicat, M. Victor Morin, M. Joseph Sirois et votre humble serviteur, qui étaient les commissaires d'avant 1936, nous ne retirons aucun salaire, nos frais de voyage ne se sont élevés que de \$700 à \$800, nous avons étudié 680 réclamations et nous avons fait un rapport. Le travail fait est maintenant dans les archives. C'est là la différence. C'est cela que le chef de l'opposition ne peut pas comprendre. Mais je comprends que le chef de l'opposition ne puisse comprendre que l'abolition des rentes ne nous coûtera rien.

Pour ce qui est des \$50,000, je vais vous expliquer ça. C'est très simple. Il suffit d'avoir appris la règle de trois pour comprendre. D'abord, les \$50,000 ne seront pas dépensés, ils seront chargés dans les dépenses du Syndicat. Les \$3,200,000⁴ que le gouvernement va emprunter seront remboursés par voie d'annuités⁵ et, dans 23 ou 24 ans, le tout sera remboursé.

Les censitaires seront à jamais débarrassés de cette rente. De leur côté, les seigneuries ne perdront rien. La loi dit déjà que si l'on veut racheter les rentes, il n'y a qu'à capitaliser à 6 %. Les censitaires ont toujours eu le droit de se racheter en payant 6 %. Le Syndicat établira la valeur en capital de la rente

que paient les censitaires. Avec l'argent qu'il empruntera, il achètera les rentes.

Nous paierons donc aux seigneurs 100 %, 100 cennes dans la piastre. Les censitaires continueront à payer aux municipalités leur rente annuelle pendant environ 25 ans pour que le Syndicat, avec le capital ainsi formé, rembourse l'argent qu'il aura emprunté. Et la province non plus ne perdra rien. De cette façon, dans quelques années, sans qu'il n'en coûte rien à personne, la tenure seigneuriale sera définitivement abolie, personne n'aura été spolié, tout le monde aura eu justice. Je ne vois rien de génial là-dedans. Il s'agissait simplement d'avoir un gouvernement qui aurait le courage de dire aux seigneurs: "Vous allez vous retirer", le courage de leur dire qu'ils devront accepter qu'on les paie.

Plusieurs seigneurs ne veulent pas de ce projet. Quelques-uns même se plaignent, et cela se comprend parce qu'ils perdent un bon placement. Quant à ceux qui ont une seigneurie qui n'a pas une valeur commerciale aussi élevée que celle qui est garantie par la loi, nous y verrons. Les rentes seront abolies sans que personne ne perde un sou. Il s'agit de connaître la règle de trois. Nous ne sommes pas un gouvernement de spoliateurs et nous ne voulons voler personne dans la province. Mais nous ne voulons pas être exploités par certains individus. Après ces explications, je crois que le chef de l'opposition se hâtera de concourir dans l'adoption des résolutions.

M. Barrette (Joliette): Le ministre de la Voirie semble croire que les membres du Syndicat dont je faisais partie n'ont rien fait. Nous avons siégé toutes les semaines pendant 14 mois⁶. Mes collègues et moi avons commencé par établir le coût de chacune des seigneuries. Il nous a fallu faire l'étude comparative de 625 terriers municipaux et d'autant de terriers seigneuriaux sur 703. Lorsque le terrier municipal et le terrier seigneurial s'accordaient, l'homologation était faite. Quand ça ne s'accordait pas, il nous fallait faire la comparaison lot par lot.

Pour établir la valeur réelle de chaque seigneurie, nous avons exigé de chaque seigneur un rapport sur ses revenus et un état détaillé des rentes encaissées dans les 10 dernières années. Nous avons ainsi constaté que les seigneurs réclamaient \$500,000 en trop. Nous avons ainsi diminué la valeur des seigneuries de \$500,000; autant de sauvé à la province. Maintenant, 625 terriers sont homologués grâce à notre travail. Si le présent gouvernement a l'intention d'abolir les rentes seigneuriales, il devra continuer le travail que nous avons commencé.

L'ancienne commission d'avant 1936 n'était pas payée, mais elle ne s'est réunie que quatre fois en un an⁷. Le ministre de la Voirie a dit que les anciens commissaires n'étaient pas payés, qu'ils n'avaient que \$800 en dépenses. Mais il a omis de dire que leur secrétaire recevait \$2,500 par année, tandis que moi, comme secrétaire, je ne recevais que \$1,500 et \$150 de frais de voyage, je crois. De plus, le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), alors président, puis ministre et député, chargeait \$30 de dépenses, soit plus qu'en ont exigé les autres toutes proportions gardées, d'autant plus que comme président, le député de Saint-Hyacinthe donnait à son imprimerie de Yamaska de plantureux contrats.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Pourquoi le Syndicat n'a-t-il pas par écrit ce rapport que le député de Joliette (M. Barrette) vient de nous faire verbalement? Je me demande où il se trouve.

M. Barrette (Joliette): Le ministre de la Voirie a dit que les membres du Syndicat nommés par l'Union nationale n'avaient pas fait de rapport par écrit. C'est vrai, mais le ministre peut trouver au bureau des rentes seigneuriales tous les documents confirmant les faits que j'ai exposés, entre autres un livre de délibérations. Ce rapport ou ces rapports se trouvent dans le bureau ici au parlement.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le député de Joliette dit que nous n'avions pas de terrier homologué quand le Syndicat a cessé ses opérations. D'après un rapport du secrétaire du Syndicat, M. J. R. Forest, sur 703 municipalités, il n'y en a que 15 qui n'avaient pas de terrier homologué. Il ne restait plus alors que 15 municipalités récalcitrantes. Ce travail-là était donc fait depuis longtemps et nous avions un rapport. Notre rapport à nous, les commissaires d'avant 1936, existait. Il était officiel. Il ne consistait pas en des paroles en l'air. Il est évident que les députés salariés par l'ancien premier ministre n'ont guère travaillé.

Les frais de voyage du secrétaire se sont élevés à \$351, et non à \$150 comme il l'a dit. Ses autres affirmations ont la même valeur. Quant aux \$500,000 sauvés à la province, je n'y crois pas. Lorsque le député de Joliette affirme que les commissions de l'Union nationale ont fait épargner à la province \$500,000, il affirme une chose qui n'existe pas en fait et qui n'est pas exacte.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre a dit: "Ça ne coûtera rien à personne". Mais pourquoi

la loi prévoit-elle une dépense de \$50,000 pour l'administration? Ces \$50,000, il faudra les payer. Et qui va les payer? C'est le gouvernement de la province. Ce sont les seigneurs, et non les censitaires, qui sont en faveur de cette loi. Les seigneurs sont contents de la loi. Ils sont venus me voir, quand j'étais premier ministre, et ils m'ont demandé une loi semblable à celle que le gouvernement présente.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, ils ne sont pas si contents que cela. Il y en a un qui est allé voir le chef de l'opposition, M. Paris.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y en a d'autres.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nommez-les!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a le frère d'un ancien premier ministre, M. Antoine Taschereau.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Nommez-en d'autres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a la seigneurie des Ursulines, la seigneurie d'Iberville.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Ce ne sont pas des seigneurs qui sont allés voir le chef de l'opposition, ce sont des seigneuries.

(Rires à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'affirme que la nouvelle loi consolidera la position des seigneurs et non des censitaires. Sous prétexte d'abolir les rentes, on fait revivre des rentes qui n'existaient plus, en leur donnant une force légale qu'elles n'avaient plus. La loi change les rentes en taxes municipales. Le paiement de ces \$50,000 va donc se faire aux dépens des corporations municipales également. La loi actuelle n'a aucun autre but que de venir en aide aux seigneurs. Les municipalités intéressées y sont opposées. On ne devrait pas, en abolissant les rentes seigneuriales, augmenter les taxes municipales.

Je veux que le ministre me dise qui va payer les frais d'administration. Et je trouve extraordinaire que le présent bill ne soit pas expliqué par le parrain du projet de loi, le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin), mais bien par le ministre de la Voirie. Ils ne se sont pas toujours entendus ensemble dans le passé. Le ministre des Affaires

municipales ne peut même pas nous dire combien il y a de seigneureries dans la province de Québec.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'ai connu avant aujourd'hui les dérisions du chef de l'opposition. Lorsque je présente un bill, je fais mon possible. Je ne pose pas. Je ne prétends pas être supérieur à tout le monde, moi. Je suis heureux de voir le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) prendre une part active à la discussion. Si le ministre de la Voirie explique lui-même la loi, c'est que c'est lui qui fait le travail depuis plusieurs années, c'est un expert en la matière. C'est lui qui connaît le mieux la question et qui a fait présenter la première loi quand il était ministre des Affaires municipales, du Commerce et de l'Industrie. C'est à lui que reviendra l'honneur de l'abolition des rentes dans cette province.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition parle des \$50,000 pour le Syndicat. Il faut de l'argent pour commencer le travail. Mais toutes ces dépenses que nous avancerons pour les frais d'administration seront, en définitive, remboursées au gouvernement par les parties intéressées. Le fardeau en sera très léger. Quant au nombre des seigneureries, je n'ai pas eu le temps de l'établir, mais j'en ai la liste et je puis la lire si le chef de l'opposition le désire.

Le chef de l'opposition veut-il, oui ou non, abolir les rentes seigneuriales? Je constate l'hostilité du député de Trois-Rivières (M. Duplessis) à la loi.

M. Barrette (Joliette): Au sujet des dépenses de l'ancienne commission, j'ai constaté qu'en 1935, le ministre de la Voirie avait été payé pour ses frais de voyage.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Qu'ai-je reçu pour venir assister aux autres séances que nous avons tenues?

M. Barrette (Joliette): \$70.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Évidemment, j'ai fait payer mes dépenses de voyage, mais je n'étais pas salarié. Eh bien, voyons maintenant ce que nos successeurs du Syndicat de l'abolition des rentes seigneuriales ont reçu. La fameuse commission qui est supposée avoir économisé tant d'argent à la province a coûté joliment cher.

Je dirai à la Chambre que M. Laurent Barré, ancien député de Rouville, qui n'était pas toujours de

l'opinion du gouvernement d'alors - il avait dit un jour que le chef de l'opposition ne comprenait rien aux lois sociales⁸ - a reçu pour son "castoria" la jolie somme de \$3,750 en salaire, comme président du Syndicat des rentes seigneuriales, et \$387, en frais de voyage, en outre de son traitement de député et de son allocation pour dépenses de voyage.

M. Lorrain (Papineau): Je soulève un point d'ordre. M. Barré n'est pas ici pour se défendre. De plus, le ministre de la Voirie recevait son traitement d'Orateur de la Chambre quand il était président de la commission des rentes.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. Barré a des amis ici. Qu'ils le défendent! M. Émile Boiteau, ancien député de Bellechasse, a reçu \$2,500. Le député de Joliette, qui lui est ici, a été payé \$1,875 en salaire, plus \$351 de dépenses de voyage, ce qui fait au-delà de \$2,000, à part de son salaire de député. C'est la différence entre le gouvernement des purs et le nôtre.

M. Boiteau, officier général du Syndicat, avait parlé fort un jour et avait exprimé une opinion un peu contraire à celle de son chef. On se rappelle en effet que M. Boiteau affichait parfois une certaine indépendance et qu'il s'est permis de différer d'opinion avec le premier ministre d'alors, lors d'une séance du comité. On l'a fait changer d'idée et il a reçu, pour son jujube, \$2,500, mais pas de frais de voyage.

Le député de Yamaska, M. Antonio Élie, qui était ministre sans portefeuille, a reçu comme officier spécial \$2,500 de salaire, et \$288⁹ en frais de voyage, en plus de son traitement de ministre, de son indemnité parlementaire et de ses autres dépenses. Il recevait trois salaires sous un gouvernement qui dénonçait les gens qui en avaient reçu deux. Ce sont là des gens qui devaient économiser pour la province et abolir les doubles salaires! Antonio Élie en recevait trois pour sa part!

Une voix à gauche: Il n'a pas d'imprimerie!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Non, pas d'imprimerie, des carottes. Le chef de l'opposition prétend que nous allons obliger des gens qui n'ont jamais payé leurs rentes à les payer. Ce n'est pas ce que dit la loi. Dans des cas comme ceux-là, la loi donne à la commission le pouvoir de décréter que la loi ne s'applique pas.

Le chef de l'opposition se demande pourquoi je m'occupe des rentes seigneuriales. Il trouve

étrange que je m'y intéresse. J'ai commencé, moi, dès 1912, à demander l'abolition des rentes seigneuriales. Puis j'en ai parlé en 1916. En 1935, j'ai fini par faire adopter une loi à cet effet. Cette loi était tellement bonne que le gouvernement de l'Union nationale, qui nous a précédés, n'a pas cru devoir la changer. J'espère que l'opposition va nous aider à parfaire cette réforme qui, comme toutes les réformes, sera l'œuvre du Parti libéral.

(Applaudissements à droite)

M. Gagnon (Matane): C'était une loi inopérante.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Elle n'était pas inopérante, puisqu'elle a permis à trois ou à quatre députés de l'Union nationale d'opérer le gouvernement.

(Rires à droite)

Il n'est pas étonnant que je défende cette loi qui est mon enfant. Je viens donc tout simplement défendre un de mes enfants. Le chef de l'opposition se plaint que le député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) a changé d'opinion. Nous avons toujours été de bons amis. Il s'est imaginé qu'il pouvait faire adopter ses réformes en prenant le chemin de la gauche. Mais j'ai suivi le chemin de droite et nous nous retrouvons.

Parmi les 703 municipalités intéressées, 688 se sont conformées à la loi, et ce sont les conseils municipaux qui ont préparé les terriers. C'est donc que la loi n'était pas si mauvaise que cela. D'ailleurs, toutes les réformes vitales et véritables dans la province sont l'œuvre du Parti libéral.

Quant au seigneur Paris, c'était aussi un homme qui a changé d'opinion.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): On m'informe qu'il y a 225 seigneuries dans la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) fait grand état des \$17,000 dépensés sous le gouvernement de l'Union nationale. Si le gouvernement avait voulu prendre la peine de consulter les documents, il aurait pu constater que les commissaires de l'Union nationale ont tenu 52 séances en 14 mois, alors que l'ancienne commission n'a tenu que quatre séances en deux années. Il n'y a qu'à consulter les minutes du Syndicat d'étude pour se rendre compte que les membres ont fait plus de travail qu'on pourrait le croire en considérant les montants qu'ils ont reçus. Il lit les minutes des séances de la Commission qui comprennent tout le travail accompli. Le fait que la province ne les a pas fait imprimer, à grands frais

pour la province, n'empêche pas le gouvernement actuel de s'en servir.

Et le ministre de la Voirie recevait alors \$30 par séance, ce qui est à peu près égal aux salaires que recevaient les commissaires de l'Union nationale. Le ministre de la Voirie, avant 1936, recevait lui aussi une indemnité comme député, une autre comme Orateur, et cela, sans compter les contrats de l'imprimerie de Yamaska. Proportions gardées, le ministre de la Voirie a reçu plus que les membres que nous avons nommés.

Le ministre dit que les commissaires de l'Union nationale n'ont pas fait de rapport. Il aurait été mieux de consulter les documents que j'ai en ma possession, documents qui sont la propriété du gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le seigneur Paris, dont a parlé le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) précédemment, était un ami de l'Union nationale, et l'ancien gouvernement de l'Union nationale n'a pas acheté sa seigneurie. Ceci prouve que nous avons placé les intérêts de la province au-dessus des considérations partisans.

Le ministre n'a pas eu un gros succès avec sa loi puisqu'il en parlait depuis 1912, qu'elle a été adoptée en 1935 et qu'elle est restée inopérante par la suite d'une clause qu'y a fait insérer M. Taschereau. Le ministre n'a donc pas à se féliciter de la loi qu'il présente aujourd'hui.

N'importe qui peut se débarrasser du paiement de la rente en payant le capital.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Ce n'est pas ce qui se fait en pratique parce que les censitaires sont pauvres et qu'on n'a pas le capital voulu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, le gouvernement va forcer à payer ceux qui n'ont pas le moyen de payer.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Pourquoi le chef de l'opposition n'a-t-il pas chargé la commission d'étude qu'il a nommée de préparer un projet pour régler la situation? Qu'est-ce que le gouvernement avait l'intention de faire?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La commission avait été chargée de vérifier le vrai coût des rentes seigneuriales. Le gouvernement avait projeté de payer, à même le fonds du revenu courant, le total des rentes seigneuriales.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Pourquoi l'ancien premier ministre n'a-t-il pas choisi les membres de la commission en dehors de la Chambre, au lieu de faire payer deux salaires à des députés?

M. Duplessis (Trois-Rivières): La nomination des secrétaires parlementaires, comme cela se fait à Londres, est conforme au parlementarisme. Je n'ai mis aucun principe en jeu en nommant des députés pour former la commission.

La pratique d'employer des députés à étudier certaines questions spéciales n'a rien de neuf. En fait, Sir Lomer Gouin lui-même a fait passer une loi pour permettre à des députés de remplir une fonction rétribuée par le gouvernement.

La loi disait que les députés pourraient travailler à la refonte des Statuts refondus et être payés tout en restant députés. L'Angleterre n'a-t-elle pas des députés qui agissent comme sous-secrétaires ou sous-ministres parlementaires? Autrement dit, on paie de simples députés pour aider les ministres sur diverses questions. M. Mackenzie King a annoncé qu'il fera la même chose. Ceux que nous avons nommés dans la commission d'étude avaient les qualifications requises.

Il fait l'éloge de MM. Barré, Élie, Boiteau et Barrette, qui composaient la commission d'étude. Cette commission, dit-il, avait pour objet d'établir la valeur des rentes seigneuriales, afin de permettre à la province de savoir ce qu'il en coûterait pour les racheter. Le ministre a attaqué des collègues qui ont fait leur devoir et accompli beaucoup de travail.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

N'aurait-il pas pu se dispenser de nommer des députés? Le chef de l'opposition a même fait passer une loi pour faire payer des salaires à des députés médecins dans les hôpitaux. Soixante mille cultivateurs vont profiter de la loi actuelle des rentes seigneuriales. Ils bénéficieront de cette loi que l'Union nationale n'a pas abrogée, mais qu'elle a négligé de mettre en vigueur parce qu'elle était entachée du péché originel qui consistait en l'occurrence à venir d'un régime libéral.

Les résolutions sont adoptées¹⁰.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que l'adoption de ces résolutions soit remise à la prochaine séance.

Charte de Rouyn

M. Goulet (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la charte de la ville de Rouyn soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Travaux de la Chambre:**Ajournement
et discours du budget**

L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): M. l'Orateur, j'ai l'honneur d'informer la Chambre que je prononcerai le discours du budget mardi prochain.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mieux vaut tard que jamais!

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest).

2. Voir note 1.

3. \$5,300,000, selon *Le Canada* du 16 mai 1940, à la page 16.

4. \$3,300,000, selon *Le Devoir* du 16 mai 1940, à la page 8.

5. *Le Devoir*, du 16 mai 1940, à la page 8, résume de façon plus globale, mais plus claire la question:

"Depuis 1859, les censitaires paient à perpétuité un intérêt de 6 % sur les rentes. Ils ont le droit de racheter ces rentes, en payant le capital calculé sur intérêt de 6 %. Il y a des seigneuries qui appartiennent aux individus, d'autres au gouvernement. La loi crée autant de syndicats qu'il y a de paroisses affectées par les rentes seigneuriales. Ces syndicats, appuyés sur le crédit de la province, pourront emprunter, à un intérêt de 3 %, les sommes nécessaires pour rembourser le capital aux seigneurs. En retour, lesdits syndicats continueront à percevoir l'intérêt de 6 %. Mais, dorénavant, de ces 6 %, 3 % iront pour rembourser l'intérêt sur l'emprunt et 3 % pour l'amortissement du capital, en sorte qu'en 25 ans, toutes les rentes seront acquittées."

6. Selon *Le Canada* du 16 mai 1940, à la page 12, c'est quatre fois par semaine durant 14 semaines.

7. Quatre fois en deux ans, selon *L'Événement-Journal* du 16 mai 1940, à la page 13.

8. *Le Soleil* du 16 mai 1940, à la page 10, va plus loin en disant que M. Barré considérait M. Duplessis comme le pire ennemi des lois sociales.

9. \$350, selon *Le Canada* du 16 mai 1940, à la page 16.

10. Selon *Le Soleil* du 16 mai 1940, à la page 3, ce débat a duré près de deux heures.

Première séance du jeudi 16 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Delagrave (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 23 mai, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté sur division.

M. Dumoulin (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières;
- bill 160 concernant la ville de Val d'Or et la commission scolaire catholique de Val d'Or. Le préambule de ce bill a aussi été amendé en y retranchant le huitième paragraphe.

Votre comité désire faire observer à votre honorable Chambre que, du consentement unanime des membres de votre comité et de celui des promoteurs des principaux intéressés dans ce bill, il a été convenu de recommander à votre honorable Chambre que le titre de ce bill soit changé en celui de: "Loi concernant la ville de Val d'Or et les commissions scolaires catholique et protestante de Val d'Or".

- bill 161 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et ratifiant le règlement No 389 de ladite cité.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 23 mai, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le

paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté sur division.

**Loi des sociétés
coopératives agricoles**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 36 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Le projet a pour but de permettre que l'on porte à 15 le nombre des directeurs d'une société qui compte plus de 500 membres. Pour prévoir le cas où le nombre des directeurs est ainsi augmenté, le quorum, qui est actuellement de trois, est fixé à la majorité des directeurs, quel que soit leur nombre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail;
- bill 11 abrogeant l'article 15a de la loi des salaires raisonnables;
- bill 22 instituant le Conseil supérieur du travail;
- bill 13 modifiant les formules d'avis de lettres patentes émises sous la loi des compagnies de Québec;
- bill 105 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company;
- bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec;
- bill 118 établissant les limites de la ville de Noranda;
- bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec;

- bill 124 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 147 érigeant la municipalité de Mont Tremblant dans le comté de Terrebonne;
- bill 149 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil;
- bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen;
- bill 171 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

Prêts fédéraux aux municipalités

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 29 pour favoriser et garantir certains prêts fédéraux aux municipalités.

Adopté.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Testament d'Édouard Héneault

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault et ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Fabrique de Saint-Eustache

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Cité de Montréal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est)¹ demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 38 concernant la cité de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne connais pas la teneur du bill. Il ne m'est pas permis encore de me prononcer sur la valeur de ce bill. Mais je suis prêt à collaborer. Je me réserve le droit, dit-il, d'exprimer mon opinion lorsque le projet viendra en Chambre. Le premier ministre fera-t-il diligence pour que je puisse prendre connaissance du projet de loi avant la séance de l'après-midi?

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie) demande la même faveur pour les députés de la région de Montréal. Je désire des copies du bill, dit-il, afin que les députés, et notamment ceux de Montréal, sachent à quoi s'en tenir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ferai en sorte, dit-il, que le bill soit distribué aux intéressés dès que les copies seront arrivées, avant la séance de cet après-midi.

Accordé. Le bill est lu une première fois

Loi abolissant les rentes seigneuriales

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose l'adoption des résolutions relatives au bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté sur division.

Il est ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité chargé d'étudier le bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi, loin d'améliorer la situation des censitaires, ne fait que l'aggraver et place un fardeau sur les municipalités. Au lieu de présenter une panacée, on rend le mal plus grand.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) répond au chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève des objections et pose des questions au ministre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) répond au chef de l'opposition³.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine): Une situation particulière existe dans le comté des Îles-de-la-Madeleine. Les habitants des Îles ont été littéralement dépossédés. En 1798⁴, un M. Isaac Coffin avait obtenu la possession des Îles-de-la-Madeleine. Les gens qui étaient déjà installés à cet endroit furent dépossédés et forcés de payer une rente de 20 sous l'acre. Cette rente est encore exigible et cause un grave préjudice à la population. À ma demande, on a commencé à étudier cette situation il y a deux ans, et je voudrais savoir, aujourd'hui, si le gouvernement actuel ne pourrait pas racheter ces rentes et libérer la population de ce fardeau. Il en coûterait, je crois, \$60,000 pour tout racheter. Il demande au gouvernement ce qu'il a l'intention de faire.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): M. Isaac Coffin n'était pas un seigneur, mais un grand propriétaire et, en conséquence, il ne s'agit pas de rentes. Ce sont là des baux emphytéotiques et on ne doit pas les confondre avec les rentes seigneuriales. On a attiré mon attention sur une question très importante et qui mérite d'être étudiée. Je puis assurer mon honorable ami que cette question sera prise en sérieuse considération.

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 32 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁵:

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose: Que le nombre maximum des magistrats que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, suivant les dispositions de l'article 289 de la loi des tribunaux judiciaires, modifié par l'article 2 de la loi qui accompagne la présente résolution, sera fixé à vingt-cinq.

Cette loi a pour but d'abroger une loi précédente adoptée en 1937 par le gouvernement de l'Union nationale⁶, loi qui n'a jamais été mise en vigueur et, en même temps, de porter à 25 le nombre des magistrats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'auteur de cette loi est le ministre des Terres et Forêts, Chasse et Pêcheries et député de Bonaventure (l'honorable M. Côté). Quand nous avons passé notre loi en 1937, nous avons donné une juridiction concurrente sur la demande de la population. Elle était excellente. Elle donnait une juridiction concurrente à New Carlisle et à Amqui, par exemple, ce qui faisait l'affaire des plaideurs.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): La loi de 1937 était injuste pour les gens du comté de

Bonaventure. Il convient de rétablir les limites de ce district judiciaire. C'est à la demande des avocats de mon district que j'ai prié le gouvernement d'établir la juridiction judiciaire dans la région de Rimouski, de Bonaventure et de Gaspé. La loi de 1937 avait établi des juridictions concurrentes pour certaines de ces régions, à New Carlisle et à Rimouski. Le bill rétablit l'état des choses comme elles étaient auparavant.

M. Duplessis (Trois-Rivières) (Sur un ton persifleur) demande au ministre s'il a consulté les gens de son comté avant d'approuver la loi⁷.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Personne, répond-il, ne m'a demandé de m'opposer à la loi. Je défie le chef de l'opposition de venir dans Bonaventure aux prochaines élections provinciales pour discuter cette loi judiciaire de 1937.

M. Duplessis (Trois-Rivières) relève le défi. Je parlerai, dit-il, non seulement des choses judiciaires, mais de bien d'autres questions aussi si je me rends dans Bonaventure.

Pourquoi le procureur général propose-t-il d'augmenter de 21 à 25 le nombre des magistrats?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Pour la bonne administration de la justice...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le nombre de 21 magistrats est présentement suffisant. Il me semble que ce n'est pas le moment d'augmenter les dépenses, car nommer de nouveaux magistrats, cela voudra dire payer de nouveaux salaires et payer les dépenses de bureaux, de secrétaires, etc. Il n'y a pas un avocat qui ne trouve pas qu'actuellement le nombre de magistrats est suffisant. L'établissement de quatre nouveaux magistrats coûtera cher.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Il est étonnant que l'ancien premier ministre n'ait pas mis sa loi de 1937 en vigueur, vu qu'il la trouve si bonne. S'il y avait des abus dans le temps au sujet des juridictions, je suis sûr que l'ancien procureur général eût fait appliquer sa loi. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Le chef de l'opposition dit encore que le nombre des magistrats sera trop élevé. Dans la loi que nous proposons, il est question de 25 magistrats. Dans sa loi de 1937, quand le chef de l'opposition était procureur général, pour les Cours du bien-être social, on voulait porter le nombre des magistrats à 35.

Le chef de l'opposition se contredit donc ou change bien vite d'avis. Il n'est pas logique. L'augmentation du nombre de magistrats n'occasionnera pas plus de dépenses, puisque, en somme, les frais de voyage seront diminués. Il y a actuellement 21 juges, et nous croyons que les affaires judiciaires ont assez augmenté pour permettre la nomination de quelques magistrats additionnels.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le raisonnement du ministre est "sophistiqué".

(Rires)

Dans la loi de 1937, les magistrats avaient plus de pouvoirs qu'ils n'en ont actuellement, de sorte qu'il n'était plus nécessaire de nommer des juges de la Cour des sessions de la paix. C'est pourquoi le nombre des magistrats était augmenté.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Les magistrats dans la loi du chef de l'opposition n'avaient pas plus de pouvoirs que n'en ont les magistrats ordinaires. Il (l'honorable M. Girouard) cite l'article énumérant ces pouvoirs. D'ailleurs, comme cette loi n'a jamais été mise en vigueur, il n'y a pas lieu de garder dans les Statuts une loi qu'on n'a pas voulu appliquer.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, et une deuxième fois sur division.

Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 30 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Adopté.

En comité⁸:

Le comité étudie l'article 2a de la section 1A, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"2a. Toute compagnie ou corporation, visée par l'article 2, peut, par règlement, changer son nom ou déplacer le lieu de son siège social. Le nouveau nom ne doit pas prêter confusion avec celui d'une firme, compagnie, société ou corporation connue ni présenter aucun inconvénient d'ordre public; le siège social doit être situé dans la province."

M. Duplessis (Trois-Rivières) renouvelle ses objections et affirme que l'ancienne loi assurait aux changements prévus une plus grande publicité et plus de garanties. Les compagnies, qui s'incorporent par Statuts, le font parce qu'elles réclament des pouvoirs plus étendus qu'elles n'en peuvent avoir par simples lettres patentes.

Il y a donc lieu de garder toute la publicité possible et de laisser à la Législature le droit de changer les Statuts qu'elle édicte, au lieu de donner ce droit au ministre. En outre, l'ancienne loi assurait des revenus au gouvernement. Avec la loi actuelle, tout cela disparaît.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska):
Le gouvernement ne perd aucun revenu.

Le comité étudie l'article 2b de la section 1A, introduit par l'article 1 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"2b. Un tel règlement doit être adopté par le vote d'au moins les deux tiers des actionnaires ou membres présents, à une assemblée convoquée à cette fin."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2b. Un tel règlement doit être adopté par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents, à une assemblée convoquée à cette fin."

L'amendement est adopté.
L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois.

La séance est levée à midi trente minutes.

Deuxième séance du 16 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Canton Amherst

M. Lorrain (Papineau) demande, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), la permission de présenter le bill 204 concernant la municipalité et la commission scolaire du canton Amherst.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

Le bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

Le préambule est modifié en biffant, dans la 36ème ligne de la page 2, les mots: "dont copie est annexée aux présentes"; et l'annexe est biffée.

Aussi, le bill 138 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies, avec les amendements suivants, qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en biffant, dans les 8ème et 9ème lignes, les mots: "(reproduit comme cédule "A" de la présente loi)";

2. L'article 4 est modifié en biffant, dans la 7ème et 8ème lignes, les mots "(reproduit comme cédule "B")".

Et les cédules "A" et "B" sont biffées.

Aussi, le bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent (3 George V, chapitre 71), et ratifiant une résolution de la ville, avec les amendements suivants, qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté, après l'article 1, comme article 2:

"2. Le conseil de la ville Saint-Laurent peut, par résolution, prolonger pendant une période de cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 1940, la commutation de taxes accordée à The Robert Mitchell Company, Limited, par le règlement no 128 de ladite ville, mais ladite résolution n'entrera en vigueur qu'après avoir été soumise à l'approbation de la majorité des électeurs propriétaires fonciers qui auront voté à une assemblée spéciale convoquée et tenue conformément aux dispositions de la loi 13 George V, chapitre 105, section 3, et ses amendements."

2. L'article 2 devient l'article 3.

Aussi, le bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a. en biffant, dans la 3^{ème} ligne du paragraphe A, les mots: "reproduits comme cédule "A";

b. en biffant, dans la 3^{ème} ligne du paragraphe B, les mots: "reproduite comme cédule "B".

Et les cédules "A" et "B" sont biffées.

Aussi, le bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

La cédule "A" est biffée.

Aussi, le bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les 3^{ème} et 4^{ème} lignes, les mots "et récitées à la cédule "I". Et la cédule "I" est biffée.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer:

Le bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les 2^{ème} et 3^{ème} lignes, les mots: "trois cent vingt-cinq" par les mots: "quatre-vingt-quinze".

2. L'article 3 est modifié comme suit:

a. En biffant le 1^{er} paragraphe;

b. En insérant, après la 10^{ème} ligne du sous-paragraphe 2, les mots: "Les cités et villes de";

c. En insérant après le mot: "Courville", dans la 15^{ème} ligne, le mot: "Beauport";

d. En insérant après les mots: "Val Saint-Michel", dans la 17^{ème} ligne, les mots: "corporations municipales de";

e. En ajoutant après le mot: "fédéral", à la fin de la dernière ligne du sous-paragraphe 20, à la page 9, les mots: "alors publié";

3. L'article 8 est biffé.

4. L'article 9 devient l'article 8.

5. L'article 10 devient l'article 9 et est modifié en remplaçant, dans la 4^{ème} ligne, les mots: "15 mai", par les mots: "1^{er} juin";

6. Les articles 11 à 39 deviennent respectivement les articles 10 à 38.

Charte de Saint-Laurent

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent (3 George V, chapitre 71), et ratifiant une résolution de la ville. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Succession de Lawrence A. Wilson

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Charte de Shawinigan Falls

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 138 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Saint-Simon-de-Drummond

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession de Cléophas Saint-Aubin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Contrat de mariage de S. Gaudreau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Cité de Montréal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38

concernant la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Je réalise parfaitement l'importance du moment et la portée considérable de cette loi que nous présentons. Mais d'abord, je veux dire que, comme tout le monde, nous tenons à ce que la ville de Montréal vive, grandisse et progresse. Nous voulons qu'elle prospère et nous tenons à la protéger le plus possible.

Cependant, la Chambre se trouve en face d'un fait brutal, une situation difficile survenue hier et qui justifie cette mesure. Cela motive non seulement l'attitude que prend le gouvernement actuellement, mais appelle aussi un projet de loi pour protéger les intérêts de la ville de Montréal. Hier, la ville de Montréal n'a pas pu rencontrer le paiement d'un nombre considérable de ses obligations. Cela représente un montant considérable et, le 1^{er} juin, elle devra faire face à de nouvelles obligations, car un autre montant important, de \$2,710,000, deviendra échu et ne pourra être honoré. Car nous savons pertinemment que la ville ne sera pas plus en état, si la situation actuelle se continue, de payer cette deuxième échéance qu'elle ne l'a été hier.

C'est une situation pénible, mais la loi de la Commission municipale prévoit une situation comme celle-là et décrète qu'une ville "peut" être déclarée en défaut. L'article 32 de la loi dit que lorsqu'une municipalité ne peut rencontrer le paiement de l'intérêt et du capital d'un emprunt, elle peut être déclarée en défaut sur présentation d'une requête à la Commission et, de ce fait, tomber sous la juridiction de la Commission.

Cette demande peut être faite par la municipalité elle-même, ou par les créanciers de la municipalité qui détiennent contre elle des créances représentant au moins 25 % de la dette totale de cette municipalité. La loi en question s'applique à toutes les municipalités et organismes municipaux, scolaires et autres de la province de Québec. La ville de Montréal tomberait actuellement, en vertu de la loi, sous la juridiction de la Commission municipale.

Évidemment, du fait qu'elle n'a pas rencontré, hier, le paiement de ses obligations ne veut pas dire que la ville de Montréal tombe conséquemment sous l'autorité de ladite Commission. J'ai insisté sur le mot "peut" parce que Montréal n'est pas encore en défaut au sens propre de la loi. Pour cela, il faudrait toute une série de procédures qui entraîneraient des délais considérables. La requête devrait être présentée devant la Cour supérieure pour faire déclarer la ville en défaut. La Cour supérieure devrait

rendre jugement, et c'est seulement après cette décision que la ville serait réellement mise en défaut.

C'est le cas de Montréal, comme c'est le cas de toutes les autres municipalités. Mais, parce que nous connaissons la situation de la ville de Montréal, nous croyons qu'il vaut mieux supprimer les procédures et prendre une décision rapide. L'objet du bill actuel est donc de déclarer que, vu le défaut du paiement, hier, la ville de Montréal tombe immédiatement, et sans les procédures habituelles, sous le contrôle et la surveillance de la Commission municipale.

On me demandera pourquoi on ne laisse pas la loi suivre son cours. Mais, si les procédures ont lieu, elles entraîneront des délais considérables, comme ce fut le cas pour certaines municipalités, et à leur détriment, comme il serait au détriment de Montréal. Des procédures très longues auraient pour effet de jeter Montréal dans un véritable chaos financier.

L'intérêt de Montréal n'est pas d'attendre ces délais préjudiciables, mais de placer la ville sous la surveillance immédiate de la Commission municipale. C'est pour cela que nous présentons cette mesure. Il est donc de l'intérêt même de la province que Montréal soit déclarée immédiatement en défaut.

Tous les intéressés conviendront que, du moment que la ville de Montréal est en défaut, la province devrait intervenir dans l'intérêt de la ville elle-même. Que l'on remarque bien que cette loi ne met pas Montréal dans une situation inférieure aux autres municipalités qui ne rencontrent pas leurs obligations. Cette mesure n'est pas une censure envers des administrateurs actuels de Montréal, et le bill n'est pas dirigé contre eux ni personne d'autre. Tout le monde savait qu'une situation comme celle-ci se présenterait un jour ou l'autre.

Encore une fois, il n'y a dans cette loi aucune censure, nous ne jetons aucun blâme aux administrateurs actuels de la métropole. Tout ce que nous faisons, c'est notre devoir. Nous le faisons sans gaieté de cœur, mais en suivant la loi générale. C'est un devoir pénible que celui-là, mais il n'y a pas d'autre solution possible. Nous espérons que cette procédure permettra à Montréal de rétablir ses finances et de retrouver sa complète indépendance. Tout le monde lui veut du bien, souhaite qu'elle redevienne prospère. J'espère que Montréal rétablira bientôt sa position financière, afin de pouvoir gérer seule ses propres affaires avec l'entière collaboration des institutions bancaires. Nous, nous sommes certains que Montréal se relèvera et qu'avec notre

loi, nous sauverons Montréal. L'intérêt de Montréal est vital à la province de Québec et nous ne pouvons pas fermer les yeux sur la situation. Il nous faut rétablir le crédit de Montréal et la seule manière logique est celle que nous prenons. Je suis convaincu que l'histoire dira que nous avons sauvé Montréal.

(Applaudissements à droite)

M. Lorrain (Papineau): Vu l'importance de cette loi, je propose en amendement à la motion pour la deuxième lecture du bill 38 concernant la cité de Montréal, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient remplacés par les suivants: "le bill ne soit pas lu maintenant une deuxième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité permanent des bills privés en général", afin que la Chambre puisse entendre les intéressés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie la motion du représentant de Papineau (M. Lorrain). Au cours de l'avant-midi, j'ai, dit-il, consenti à la première lecture du bill parce que le premier ministre a dit que le projet rencontrerait les vues de tous les intéressés. L'opposition a donc accordé le bénéfice du doute au gouvernement en consentant à la première lecture.

Sans me prononcer sur ses clauses, je crois que le bill devrait être référé au comité des bills privés où nous pourrions entendre les intéressés. La Chambre a le droit de les entendre. Ce bill que l'on a distribué en Chambre cet après-midi équivaut à l'interdiction des représentants du peuple à Montréal. Il fait subir à Montréal une grande humiliation. C'est en effet une profonde humiliation pour les administrateurs de la métropole, car le bill décrète que les employés qui relèvent des représentants du peuple dirigeront les affaires de leurs employeurs et pourront les juger.

Si, comme le dit le ministre, le problème est vital, c'est une raison de plus pour que l'on accorde aux intéressés le droit de se faire entendre. La demande que nous faisons n'a rien de neuf, ce n'est pas une procédure nouvelle. En 1938, nous avons référé le bill du suffrage féminin - moins important que celui-ci - au comité. Il cite également une longue liste de précédents parlementaires de la Législature de la province de Québec.

La demande est d'autant plus raisonnable, poursuit-il, que la situation de Montréal n'est pas fortuite. Au contraire, elle est connue depuis longtemps, et si véritablement il y avait urgence, le gouvernement aurait dû agir plus vite. Pourquoi

n'est-il pas intervenu à temps comme la chose eût été si facile? Le gouvernement pouvait agir, mais il a attendu à la dernière minute, quand il était trop tard.

Je n'ai jamais entendu dire qu'en pays britannique, on pouvait déqualifier⁹ quelqu'un sans l'entendre au préalable.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) rit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a, à Montréal, des contribuables et des administrateurs indépendants du gouvernement provincial. Nous avons intérêt à consulter les intéressés et les administrateurs de Montréal. Entendons-les avant de les condamner et examinons les causes avant de porter jugement. Il me semble que les députés de cette Chambre ont le droit de savoir, de se rendre compte, et d'entendre les intéressés. Ils doivent, hors de tout doute, être entendus. C'est un principe d'élémentaire justice consacré par nos traditions parlementaires et le "fair play" britannique.

Évidemment, le premier ministre pourra me répondre peut-être que le Conseil exécutif a entendu les intéressés et qu'il sait à quoi s'en tenir. Mais il ne faut pas oublier que la Chambre ne se compose pas seulement de ministres. Il y a aussi les députés qui ont droit de se renseigner parfaitement sur la situation actuelle. Nous demandons tout simplement que le bill soit envoyé au comité des bills privés dans ce but. Nous pourrions alors entendre les intéressés.

Nous avons intérêt à consulter les intéressés et les administrateurs de Montréal. N'oublions pas que Montréal a des dirigeants qui ont été élus par le peuple de Montréal pour diriger les affaires métropolitaines. Nous devons les entendre et connaître leur point de vue. Entendons-les avant de les condamner et examinons les causes du mal avant de porter un jugement. Cela permettra au gouvernement d'entendre tous les sons de cloche et de se renseigner impartialement et de première main. Pour guérir la cause du mal, il est élémentaire d'avoir les renseignements, afin de prendre une attitude juste pour Montréal et juste pour la province. Je crois qu'en renvoyant ce bill au comité des bills privés, la province et Montréal se rendront mutuellement justice.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Tout d'abord, je dois d'abord relever une inexactitude qui s'est glissée dans les paroles du chef de l'opposition. Il prétend qu'en présentant une motion à l'effet que les règlements de la Chambre soient suspendus pour

nous permettre de passer le bill en première lecture, ce matin, j'aurais dit que le projet de loi rencontrait les vues de tous les intéressés. Je suis certain qu'il n'a pas voulu me prêter ces paroles que je n'ai pas prononcées; mais, d'autre part, je ne puis avoir dit cela ou avoir fait une affirmation semblable parce qu'à ce moment, le bill n'était devant aucun des intéressés. Ceux-ci n'avaient pas vu le bill avant qu'on en fasse la distribution un peu avant midi.

Quant à la motion en cause, je ne vois pas en quelle manière la procédure proposée par le député de Papineau (M. Lorrain) et par le chef de l'opposition pourrait permettre aux citoyens et aux représentants de Montréal de voir leurs prérogatives davantage maintenues et leurs intérêts mieux défendus.

Le bill actuel est très court, le principe qu'il met en cause comme ses termes sont absolument clairs. Je ne vois pas la raison d'en retarder l'étude. Les députés de cette Chambre n'auront aucun embarras à se prononcer sur le principe même du projet. La ville de Montréal a failli à rencontrer certaines de ses obligations. Je ne veux rejeter la responsabilité de cet état de choses sur les épaules de personne. Je serai plus généreux que le chef de l'opposition et je dirai que je ne veux jeter de blâme sur le compte des administrateurs de Montréal présents ou passés ni sur aucune des administrations provinciales précédentes. Mais enfin, il reste que la situation actuelle doit entraîner une déclaration du défaut et qu'elle doit être réglée sans délai.

Mais, pour que la loi suive régulièrement son cours, pour que le défaut soit prononcé suivant la loi, il faudrait des procédures qui entraîneraient de longs délais. S'il fallait attendre, cela pourrait prendre plusieurs semaines. Là, il y aurait un préjudice sérieux pour les intérêts de Montréal et la ville en souffrirait.

La Commission municipale a la confiance absolue de tous les citoyens de cette province. Nous demandons simplement qu'elle prenne immédiatement le contrôle des affaires de Montréal et surveille son administration, parce que cela s'impose. De toute façon, ces responsabilités doivent lui échoir. C'est tout ce que nous demandons, c'est tout ce que dit le bill. Le principe du bill est connu et il est conforme à la loi existante.

Nous avons distribué des copies du bill aux députés de Montréal et au chef de l'opposition dès cet avant-midi. Le chef de l'opposition s'est rendu compte de ce qu'il comporte. Je crois que tous les membres de la Chambre sont prêts sans aucun doute à se prononcer sur l'application ou la non-application

de ce principe. Je ne voudrais en aucune façon que l'on reste sous l'impression que nous voulons enlever à Montréal et à ses administrateurs une parcelle de la confiance publique à laquelle ils ont droit et que nous avons en eux.

Personnellement, je ne crois pas que les administrateurs actuels de la métropole soient responsables de la situation actuelle. J'irai même plus loin. Je crois que si, depuis trois ans, les administrateurs de Montréal avaient été laissés libres d'agir, comme ils le sont depuis quelques mois, la ville serait aujourd'hui dans une meilleure situation.

Nous avons voté ce matin le bill en première lecture, nous demandons maintenant qu'il soit voté en deuxième lecture pour être ensuite étudié en comité plénier. Je ne crois pas que la motion du député de Papineau soit acceptable. Son amendement n'est pas opportun. Je suis contre sa motion parce que ni les représentants de Montréal qui siègent en cette Chambre, ni aucun membre de cette Chambre ne pourront mieux se renseigner sur le principe du bill que si l'on adopte la procédure suggérée puisque, après la deuxième lecture, nous étudierons le bill en comité plénier.

Quant au chef de l'opposition, il nous reproche d'avoir agi trop tard. Il prétend que nous avons retardé les procédures en cette Chambre. Le gouvernement ne pouvait agir avant que le défaut de payer soit enregistré officiellement. S'il y a des revendications qui doivent être faites, elles peuvent être soumises à la Chambre par les députés de Montréal. Si nous nous étions immiscés et si nous étions intervenus dans les affaires de Montréal avant le fait constaté hier, le chef de l'opposition aurait été le premier à nous en blâmer et il aurait eu raison. Si, d'autre part, nous attendions un mois pour régler la situation, nous laisserions la réputation de Montréal se détruire, et son crédit en souffrirait non seulement au Canada, mais dans le monde entier.

Ce n'est pas un ami de Montréal et de son autonomie qui pourrait faire une telle proposition. Ce n'est pas non plus être un ami de Montréal que de parler comme l'a fait le chef de l'opposition. Laisser se détruire le crédit et la réputation de Montréal par des procédures trop longues, ce n'est pas agir en ami de la ville, de l'autonomie de la province et des institutions parlementaires. La loi n'a pas d'autre but que d'aider à maintenir la réputation de Montréal, d'enlever la possibilité qu'elle soit détruite, et de rétablir le plus tôt possible sa situation financière. Nous avons, plus que le chef de l'opposition, le respect des institutions parlementaires. Jamais, depuis 1867, les institutions parlementaires n'ont été

mieux respectées que sous les administrations libérales. Quand on sait le cas que le chef de l'opposition a fait pendant trois ans des institutions parlementaires britanniques...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre...

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Tous savent parfaitement que jamais les institutions parlementaires n'ont été foulées aux pieds autant que sous son administration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre! Le premier ministre parle à côté de la question. Le premier ministre en est à parler de nos trois années d'administration et de la justice britannique!

Notre motion est bien simple: nous demandons que le bill soit envoyé au comité afin que tous les intéressés, y compris les contribuables de Montréal, soient entendus. Le premier ministre entre sur un nouveau terrain en sachant que le chef de l'opposition n'a plus le droit de parler que sur la deuxième lecture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis justement à répondre aux arguments du chef de l'opposition qui a demandé, au nom du respect des institutions britanniques, que les intéressés soient entendus. Je veux montrer notre souci constant de respecter les institutions parlementaires. La province sait qu'après 60 ans, nos institutions parlementaires n'ont jamais été autant foulées aux pieds que par ceux au nom de qui le chef de l'opposition parle en ce moment.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit qu'au nom de la justice britannique, on ne peut déqualifier quelqu'un sans l'entendre au préalable.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition a lui-même soulevé la question de l'autonomie de Montréal, du respect des coutumes parlementaires et des principes britanniques, bien que la motion n'y donnât pas lieu. Il est évident que le premier ministre a le droit de lui répondre, sans toutefois aller au-delà. Jusqu'ici, le premier ministre est dans l'ordre. Le point d'ordre est donc mal fondé.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je terminais mes remarques à ce sujet quand on m'a interrompu. Je n'ajouterais qu'un mot. Je dis que l'adoption de la

motion amènerait un retard dans les procédures et serait préjudiciable aux intérêts de Montréal. Et je ne vois pas en quoi la Chambre pourrait être mieux éclairée sur le principe du bill qui est devant nous, si celui-ci est référé pour un débat devant le comité des bills privés.

Je ne vois aucun avantage à retarder les procédures. Au contraire, je crois que chacune des heures que l'on fait perdre à la Chambre, chaque heure que nous laisserons écouler avant de régler la situation, créera de nouveaux embarras pour les administrateurs et à la cote de crédit de Montréal.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de soulever un point d'ordre. La motion du député est irrégulière et son amendement est hors d'ordre en vertu de l'article 456 du Règlement, parce qu'elle amende un bill présenté par un ministre de la couronne. Un amendement de cette nature doit être proposé par un ministre et non par un député. L'amendement est également irrégulier parce que, sur la motion de deuxième lecture, il ne peut être proposé de renvoyer le bill à un comité. Le principe a été décidé hier par un vote et il s'agit aujourd'hui de voir comment ce principe pourra être appliqué.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'amendement est parfaitement dans l'ordre. En plusieurs occasions, nous avons référé des bills à un comité avant la deuxième lecture et pareille procédure a été jugée parlementaire. Il cite des précédents survenus à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) insiste sur son point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je puis parler pendant toute la séance sur le point d'ordre, si je le veux, puisque nous sommes en comité plénier.

M. Casgrain (Gaspé-Nord): Encore faut-il que vous parliez sur le point d'ordre... soulevez un autre point d'ordre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si je ne parle pas sur le point d'ordre, soulevez un autre point d'ordre, et alors je parlerai sur le second point d'ordre. Après avoir mis le conseil de ville de Montréal en tutelle, on veut tyranniser l'opposition, nous empêcher de parler. Multipliez les points d'ordre si vous voulez, et alors ce sera le gouvernement qui fera de l'obstruction à sa propre législation.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) invoque l'article 459 pour affirmer que la motion du député de Papineau (M. Lorrain) n'est pas régulière parce qu'elle n'a pas été présentée au moment propice.

M. l'Orateur: En m'en tenant à l'article 145 du Règlement, j'aurais pu arrêter le débat sur l'amendement dès le début, car l'amendement est irrégulier. L'article 441 du Règlement dit: "Tout bill doit être lu une deuxième fois avant d'être amendé ou référé à un comité". Je déclare donc l'amendement irrégulier parce qu'il contrevient à cet article 441 du Règlement. L'amendement est prématuré et je le déclare hors d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce débat doit être placé au-dessus de la politique. Le projet de loi que présente le gouvernement pour la ville de Montréal comporte des points de vue multiples. J'aurais préféré que la Chambre puisse entendre les parties intéressées, avant que l'on se prononce sur ce bill. Pour pouvoir appliquer les remèdes nécessaires, il faut connaître les causes du marasme financier de Montréal qu'on nous expose présentement et qui date depuis longtemps. Ses causes sont fort nombreuses et elles sont vieilles, mais elles originent des mêmes sources et sont teintées des mêmes couleurs.

Je n'ai pas à me prononcer sur le mérite ou le démerite des administrateurs de Montréal. Les difficultés de Montréal ont commencé lorsque l'ancien gouvernement libéral a imposé à Montréal des annexions vexatoires et injustes. Ces amis du régime libéral vendirent des obligations pour des sommes considérables pour certaines municipalités de l'île de Montréal. Par suite de plaintes formulées par les détenteurs de ces obligations, les autorités provinciales ordonnèrent l'annexion de ces municipalités à Montréal. Il y avait, par exemple, le cas de la ville de Maisonneuve et du scandale du parc de Maisonneuve. La Législature libérale imposa par la suite l'annexion de cette municipalité à Montréal. Il y a des municipalités telles que Montréal-Nord, Pointe-aux-Trembles et quelques autres. La ville devait assumer les lourds déficits et dettes des villes annexées.

C'est que les amis de l'ancien gouvernement libéral constituaient des corporations municipales, puis lançaient de débentures dans le public, alors que ces débentures n'étaient basées sur rien. Alors, les débentures dégringolant, les détenteurs allaient se plaindre au gouvernement libéral qui réglait l'affaire sur le dos de Montréal, en forçant Montréal à

annexer les municipalités en banqueroute et à payer leurs dettes. On connaît le scandale du parc Maisonneuve et comment, pour masquer certaines opérations, on obligea Montréal, malgré l'opposition de son conseil, à s'annexer Maisonneuve et à payer sa dette.

Il en fut de même lorsque le gouvernement permit la création de la Commission métropolitaine. Cette Commission métropolitaine avec ses villes banqueroutières a coûté cher à Montréal. Montréal doit payer \$400,000 par année pour payer les exactions commises par les amis des gouvernements libéraux, ce qui représente un capital de \$4,000,000. Le gouvernement libéral a aussi laissé piller le Trésor municipal de \$4,000,000 dans l'affaire de la Montreal Water and Power qui, au prix du commerce, était offerte à bien meilleur prix.

Sous le gouvernement de l'Union nationale, loin de décapiter les administrateurs montréalais, de violer l'autonomie municipale, nous avons fait tout notre possible pour venir en aide à la ville de Montréal. Nous y avons fait exécuter des travaux pour \$25,000,000, en procurant un emploi rémunératif à des milliers de chômeurs; ce qui a décongestionné d'autant le Trésor municipal qui n'était plus obligé de payer des sommes aussi considérables pour les secours directs.

Nous avons fait des améliorations considérables dans la ville de Montréal et, partant, donné du travail, comme la construction de la rue Sherbrooke, de la rue Notre-Dame, et du Jardin botanique, en aménageant l'île Sainte-Hélène, le Centre sportif, en ouvrant la rue Lachapelle, en construisant le pont Le Gardeur de Repentigny à Charlemagne, qui est une gloire pour toute la province de Québec, le pont du boulevard Pie-IX. Tout cela, entièrement payé par le gouvernement provincial, pour aider Montréal et ses citoyens dans une période de chômage. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui, au lieu d'obliger Montréal à payer de lourds intérêts sur les avances de secours directs, l'en a libéré en passant 65 % de la part des gouvernements à l'avance.

Le gouvernement de l'Union nationale a respecté l'autonomie de Montréal et, au lieu de faire cause commune avec les banquiers contre Montréal, comme le fait le gouvernement actuel, il a aidé Montréal. J'ai même rencontré le maire de Montréal. Il m'a fait part des embarras financiers de la ville et m'a demandé de l'accompagner chez les banquiers de la ville pour leur exposer le point de vue du gouvernement.

J'y suis allé et je leur ai dit: "Nous ne permettrons pas aux banques d'établir une dictature

contre les municipalités. Le gouvernement de Québec ne s'en laissera imposer par aucun banquier lorsqu'il s'agira de la situation financière et de l'intérêt de Montréal." Et l'Union nationale a obtenu à Montréal délai sur délai. De notre temps, sous l'Union nationale, les banquiers n'auraient pas fait ce qu'ils viennent de faire pour Montréal. Ils n'auraient même jamais tenté de le faire.

On demande à la Chambre de dire à tout le Canada, aux États-Unis, aux autres pays, que le maire et les échevins de Montréal sont des incompetents et des incapables, qu'ils sont moins compétents que leurs employés. Le projet de loi proposé est en fait une décapitation du conseil municipal, sans qu'on lui donne une chance de se faire entendre et de se défendre. En agissant ainsi, on compromet le crédit de Montréal. Le bill rend un mauvais service à Montréal et à la province.

Le gouvernement n'a pas le droit d'humilier de la sorte la métropole, de jeter l'opprobre sur ses administrateurs. Le devoir du gouvernement n'est pas de décapiter et d'humilier la plus grande ville du Canada, il est plutôt du devoir du gouvernement d'aider la métropole à se dégager de ses responsabilités financières et de la tirer des embarras que lui ont causés des gouvernements provinciaux. La ville de Montréal a souffert et souffre grandement du chômage. C'est une des causes de son marasme.

Or, le chômage est un problème fédéral, et le chômage aurait dû être réglé par le fédéral et les provinces. On a ainsi fait payer à la ville plus de \$50,000,000, qui auraient dû être payés par le pouvoir central. C'est le fédéral qui aurait dû payer tout le chômage. Le chômage pour les municipalités est une ruine.

L'Union nationale a aidé Montréal. Outre les \$25,000,000 de travaux accomplis, je suis allé à Ottawa avec les municipalités, et j'ai offert de dégager entièrement les municipalités du fardeau des secours directs, à condition que Québec et Ottawa en prennent chacun 50 %. Ottawa a refusé. Le problème de Montréal est presque totalement celui du chômage. C'est parce que Montréal a payé pour Ottawa et Québec des millions qu'elle ne devait pas payer qu'elle est aujourd'hui en situation difficile.

Je suis pour la bonne entente et l'harmonie, mais pas dans l'injustice. Avec ce bill, le gouvernement veut faire inscrire dans les Statuts de la province une tache sur la réputation de Montréal, une tache sur son blason! Le devoir du gouvernement n'est pas d'étouffer, mais d'aider Montréal et il peut régler facilement sa situation. De notre temps, nous avons toujours obtenu des délais

lorsque la chose devenait nécessaire. Le gouvernement aurait donc pu remédier aisément à la situation, comme le gouvernement de l'Union nationale l'avait fait. Le devoir de la province n'est pas de liquider Montréal et de décapiter ses administrateurs, mais d'aider la ville et de lui rendre justice.

J'ai eu connaissance de certaines démarches des gens d'affaires, quand j'étais premier ministre. J'ai confiance aux hommes d'affaires, mais les génies de la finance, qui veulent aujourd'hui tout réformer, sont les premiers responsables de la situation actuelle de Montréal. Ils oublient qu'ils ont été les complices des gouvernements qui favorisaient les annexions, et ils ont profité de ces annexions scandaleuses, des abus criants faits par le gouvernement libéral au détriment de Montréal. Il était si facile de régler autrement la situation de Montréal.

Il est encore temps pour le gouvernement d'y voir, de faire machine en avant, de ne pas donner l'impression que les administrateurs de cette ville sont des incompetents. Il ne faut pas donner l'impression que les Canadiens français sont des incompetents. Le premier ministre dit: "Je n'ai rien à reprocher aux administrateurs de Montréal." Si le premier ministre n'a rien à reprocher au conseil de Montréal, alors, pourquoi l'interdire? Pourquoi veut-il le décapiter?

Le premier ministre a trouvé une panacée, soit de placer Montréal sous la juridiction de la Commission municipale. La loi que l'on veut faire voter donne des pouvoirs extraordinaires. Mais, avant aujourd'hui, en vertu des règlements de la Commission municipale, Montréal ne peut emprunter \$100, ni même un sou, sans l'autorisation de cette Commission. Si, malgré ça, Montréal est allée en défaut, que vaut donc la célèbre Commission qui doit tout rénover?

En réalité, ce que le gouvernement veut au fond, c'est tout simplement prendre le contrôle de Montréal pour des fins politiques. On veut la mettre sous le contrôle du gouvernement. C'est précisément ces tentatives de contrôle qui ont fait le malheur de la métropole dans le passé. La ville de Montréal a été trop longtemps contrôlée par des politiciens. Si le gouvernement pense protéger Montréal de cette façon, qu'il prenne garde.

Le ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) s'est déclaré ému en affirmant que ses collègues de Montréal sont des incompetents et il ajoutait tout à l'heure: "Nous tenons à protéger Montréal le plus possible." Qu'il

fasse bien attention! Il est temps de l'avertir que, s'il presse trop les gens de Montréal sur son cœur, il va les étouffer. Est-ce protéger Montréal que de l'étouffer? L'opposition est bien prête à coopérer à toute mesure saine, équitable et démocratique, mais je ne suis pas prêt à collaborer à des mesures inacceptables.

Si le gouvernement actuel a de l'influence et de la persuasion, il peut convaincre les banques qu'elles doivent respecter les principes de la démocratie, et que les intérêts des banquiers ne résident pas dans l'interdiction de la ville de Montréal, mais dans la saine collaboration. La situation financière de Montréal est en réalité fort solide. Les banques pourraient prêter à la ville pour lui permettre de convertir ses dettes, accorder du délai.

On m'accusera sans doute de faire de la politique avec cette question. Ces prétentions ne sont pas fondées. Je vais parler franchement, car j'aime parler franchement.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) rit.

M. Duplessis (Trois-Rivières) note l'interruption du ministre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Je n'ai rien dit, j'ai ri.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup dit qu'il n'a rien dit et qu'il a ri. Je me conduis suivant mon habitude. Chacun agit suivant ses talents.

Je dois dire que je fus autrefois l'ami du maire actuel de Montréal (M. Houde) et que je fus plus tard l'un de ses adversaires. Cependant, j'ai toujours placé l'intérêt de Montréal avant la politique. Il y a aussi en cette Chambre deux échevins de Montréal qui siègent. Ils sont des députés ministériels. Il est clair que, dans cette affaire, je ne fais pas de politique et que je me place au-dessus de toute considération partisane. Ce que je veux avant tout, encore une fois, c'est l'intérêt de la ville de Montréal et, indirectement, celui de la province. Mon devoir est d'exposer les faits tels qu'ils sont et tels qu'ils se présentent.

Le projet de loi actuel n'a aucun caractère de justice pour la ville de Montréal. Les employés vont avoir plus de pouvoir que les employeurs. Je dois dire qu'il est du devoir du gouvernement de faire enlever à la ville de Montréal le fardeau du chômage. Je demande au gouvernement et au premier ministre

de retirer le bill et de ne pas incorporer dans les Statuts une législation qui ne dorera pas le blason de Montréal, mais qui sera une flétrissure pour elle. Le bill va entacher la réputation de Montréal. Il y a d'autres moyens d'aider la ville de Montréal que de l'humilier à la face du monde.

Si le premier ministre peut nous suggérer un autre moyen d'aider la métropole, un moyen qui respecte l'autonomie de Montréal, il peut être assuré à l'avance que nous serons heureux de collaborer avec lui. Autrement, nous combattons ce projet.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Le chef de l'opposition a tenu à se défendre de faire de la politique sur le problème de Montréal. Je crois que l'histoire des trois dernières années est assez bien connue des citoyens de Montréal pour qu'il ne soit pas besoin de dire que le chef de l'opposition a grand besoin de se défendre de vouloir faire de la politique avec cette affaire. Personne n'en sera surpris.

Je n'entends pas, poursuit-il, entrer dans tous les détails, mais le fait est que la question financière de la ville de Montréal est trop importante pour qu'on la rabaisse à un simple point de vue politique.

Le chef de l'opposition dit que nous voulons nous emparer de l'administration de Montréal au point de vue politique. S'il a voulu le faire lui-même dans le passé, ce n'est pas notre intention. Le gouvernement actuel n'a nullement le désir de s'immiscer dans les affaires de Montréal pour des fins politiques. Par contre, le chef de l'opposition a voulu, lui, s'immiscer dans les affaires de Montréal quand il était premier ministre. Car la situation de Montréal n'est pas nouvelle. Le grand médecin, qui a été premier ministre de la province pendant trois ans, a tenté de régler le problème de Montréal quand il était au pouvoir.

Tous les remèdes qu'il a suggérés alors ont eu l'effet des emplâtres sur une jambe de bois. Nous connaissons aujourd'hui les résultats directs de la politique qu'il a imposée aux citoyens de Montréal. Le chef de l'opposition, qui se défend de vouloir faire de la politique, a rejeté la responsabilité de la situation de Montréal sur d'anciens gouvernements libéraux. Ces gouvernements ont essayé d'être utiles à Montréal.

Comme ministre des Affaires municipales, j'ai eu à sortir Montréal d'une situation pire que la situation présente, et ces remèdes ont porté dans le temps. La situation actuelle de Montréal était prévue depuis de nombreuses années. Je n'ai pas l'intention de réfuter tout ce que le chef de l'opposition a dit,

mais il admettra que les anciens gouvernements libéraux ont paré aux situations quand les intéressés se sont adressés à eux. Ils ont voulu être utiles à la ville de Montréal. Si des mauvaises mesures ont été adoptées dans le temps par le gouvernement du temps, c'est qu'elles lui avaient été demandées par les autorités municipales du temps. Ces mesures n'avaient d'autre but que de secourir Montréal et de ne pas violer leur autonomie.

M. Gagnon (Matane): Est-ce que nous devons comprendre, dans ce que prétend le ministre, que c'est à la demande des autorités de Montréal que cette loi est présentée?

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Le député de Matane comprend le français. Vous devez donc comprendre ce que je dis en bon français. Je n'ai pas d'autre réponse à lui donner.

Comme bien d'autres, j'ai prévu et déploré ce qui est arrivé. Nous étions en voie de régler la question financière de la ville de Montréal, en 1936, lorsque nous avons été emportés par la grande débâcle et que nous avons perdu le pouvoir. Depuis, on a fait l'expérience des propositions de l'Union nationale et on voit à quoi elles ont conduit. L'Union nationale a voulu s'en mêler et elle a eu les mêmes résultats que pour les affaires de la province.

Le chef de l'opposition dit qu'il a aidé Montréal. Mais je lui ferai remarquer que le gouvernement de l'Union nationale a été forcé de tenir des élections au mois d'octobre dernier, après trois ans de pouvoir, parce qu'il n'était plus capable d'obtenir de l'argent. Quand nous l'avons remplacé, le gouvernement provincial se trouvait dans l'impossibilité de pouvoir emprunter un sou, même pour payer les fonctionnaires de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est inexact!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Non, ce n'est pas exact! Il suffit de se rappeler l'histoire des fonds de la Commission des accidents du travail. Le gouvernement a dû prendre l'argent de la Commission des accidents du travail!

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre Ça ne relève pas du bill de Montréal, cela. Ce que le ministre dit là n'est pas exact...

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je serai prêt à discuter de cette question en temps et lieu. Nous sommes présentement sur le bill de Montréal.

M. l'Orateur: À l'ordre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre de la Voirie est complètement en dehors de la discussion. Il n'a pas le droit.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Oui, j'ai le droit, parce que je fais tout simplement un parallèle entre les "superbes" finances de l'Union nationale et celles de Montréal. Nous avons le droit de faire des comparaisons, car le chef de l'opposition, après avoir dit qu'il ne voulait pas faire de politique, a essayé de rejeter le blâme et tous les torts sur le Parti libéral. J'ai le droit de montrer que, depuis trois ans, le "superbe" gouvernement de l'Union nationale nous a offert une cure charlatanesque. Avec ses cures et des "experts", il a conduit Montréal dans la situation où elle se trouve. Le grand médecin, qui a eu trois ans pour guérir ces maux, a failli à la tâche.

Le gouvernement précédent a failli à sa tâche et, pour ces raisons, les \$6,949,000¹⁰ que devait payer Montréal le 15 mai étaient absents aux banques, comme était vide la caisse de la province quand l'Union nationale a perdu le pouvoir.

Tous regrettent la situation présente de la ville de Montréal. Ce n'est pas le temps de chercher à rejeter à tort et à travers sur le dos de celui-ci ou de celui-là les responsabilités. Le chef de l'opposition a eu tort de commencer ce jeu. Cela ne changera rien à la situation. Le devoir du gouvernement, c'est d'envisager les faits tels qu'ils se présentent. Il est aussi de son devoir d'appliquer les remèdes qui s'imposent, comme l'a dit le premier ministre, si amers soient-ils, et peu importe leur impopularité. Il faut relever le crédit de Montréal, que le Parti libéral aime pour le moins autant que l'Union nationale.

Nous avons présenté une mesure qui n'a rien de radical, quoi qu'en dise le chef de l'opposition, car il y a, dans nos Statuts, une loi qui dit que lorsqu'une municipalité est en défaut - quelle que soit son importance - elle peut être mise sous le contrôle et la surveillance de la Commission municipale sur sa requête propre ou sur la requête des créanciers. Cette loi a été adoptée dans le passé pour donner aux détenteurs de débentures la confiance nécessaire et pour leur dire que le gouvernement de la province est derrière telle ou telle municipalité. Afin de relever le moral des détenteurs d'obligations, le gouvernement se doit d'intervenir selon la loi de la Commission municipale.

En laissant la loi suivre son cours, on retarderait de quelques semaines la solution du problème, on diminuerait le crédit de la ville et, partant, de la province et du pays en général; de plus, on affecterait aussi le crédit à l'étranger où de nombreuses personnes détiennent des obligations de la métropole. Il s'agit d'avoir le courage de pratiquer l'opération nécessaire, de manière... de donner confiance aux prêteurs, de manière à encourager les petits prêteurs en leur faisant comprendre que le gouvernement de Québec est en arrière de Montréal pour assurer le paiement de ses obligations. Le gouvernement fera tout en son pouvoir pour rétablir les finances de la métropole d'ici un an ou deux, comme nous avons rétabli les finances de la province depuis que nous avons repris le pouvoir.

(Applaudissements à droite)

Cette mesure peut paraître étrange, mais c'est la seule qui peut guérir Montréal de ses maux. Le gouvernement en cette affaire ne s'occupe pas de son intérêt politique; il considère uniquement l'intérêt de Montréal, qui est celui de la province tout entière. À entendre le chef de l'opposition, nous serions en train d'appliquer à Montréal un remède dictatorial. Nous l'avons entendu dire que nous agissons en dictateurs en présentant cette loi. Il n'est nullement ici question de dictature. Nous n'introduisons pas une mesure radicale, puisque les Statuts disent déjà que lorsqu'une municipalité est en défaut, elle se retrouve sous la tutelle de la Commission municipale dans les 48 heures.

Cette loi est dans les Statuts; il s'agit simplement d'en faire précéder de quelques jours l'application. Nous devons rétablir la confiance en Montréal et ce gouvernement a le courage de prendre les moyens nécessaires pour ce faire. La loi de la Commission municipale existait quand le chef de l'opposition était premier ministre. Si elle était mauvaise, pourquoi ne l'a-t-il pas fait disparaître alors qu'il était au pouvoir? Il n'y a pas touché parce qu'il savait qu'en y touchant, il compromettrait le crédit de toutes les municipalités de la province.

Nous nous servons de cette loi afin d'apporter un remède dans les 48 heures, et de sauver le crédit de Montréal de l'ignominie de se retrouver en défaut. Il (l'honorable M. Bouchard) fournit des statistiques sur le nombre de municipalités qui ont été régies par la Commission municipale et qui, dit-il, n'ont eu qu'à s'en féliciter. Les municipalités qui ont connu les avantages de la Commission municipale ont réclamé son appui, même après avoir rétabli leur situation financière. Plusieurs, en effet, ont tellement bénéficié de ce contrôle que, lorsqu'elles auraient pu

se libérer parce que leurs finances étaient rétablies, elles ont prié la Commission de continuer son contrôle. Ce régime n'est donc pas un régime de despotisme ni de dictature.

Il (l'honorable M. Bouchard) ridiculise les dires du chef de l'opposition (M. Duplessis) à l'effet que le gouvernement manœuvre pour prendre le contrôle de la ville de Montréal. En priorité, explique-t-il, la Commission municipale s'attaquera au règlement des dettes pressantes de la ville, soit aux arriérés de \$6,950,000 sur prêts et à l'échéance de \$2,710,000 prévue pour le 1^{er} juin. La présente législation confère ces pouvoirs à la Commission municipale. En dépit de cela, il est compris que tous les efforts seront faits pour travailler en harmonie avec le conseil de ville de Montréal à qui nous laisserons le plus d'initiative possible.

Le gouvernement croit qu'il est de son devoir d'intervenir. Je sais que presque toute la population de Montréal est satisfaite de cette intervention qui évitera des procès coûteux à Montréal en lui donnant la protection de la Commission municipale. Nous ferons tout ce qui est humainement possible de faire pour Montréal. Il est du devoir du gouvernement d'intervenir, aux fins d'empêcher des procédures de la part des banques contre Montréal. Le gouvernement fera face à la situation et fera son devoir. Toute la population réfléchie a appris avec joie que le gouvernement interviendrait de la manière qu'il veut faire approuver par les Chambres. Il n'a pas voulu s'immiscer dans les affaires de Montréal, mais, maintenant que la ville n'a pu reconnaître ses obligations, il a le devoir de l'aider. Tous les hommes sérieux approuveront les actes du gouvernement libéral. Je crois avoir justifié complètement l'intervention du gouvernement, qui est un acte de protection pour la ville de Montréal. Je sais que les porteurs d'obligations et les épargnants, voyant qu'ils pourront bientôt retirer leur capital, seront heureux que le gouvernement ait fait face à l'orage pour accomplir son devoir et rétablir le crédit de Montréal.

(Applaudissements à droite)

M. Lorrain (Papineau): C'est avec des déclarations semblables, évidemment, inspirées par un souci électoral, qu'on nuit au crédit de Montréal et de toute la province. Ce projet de loi n'a d'autre but que celui de permettre au gouvernement de faire main basse sur la métropole ou, tout au moins, d'y augmenter son emprise pour y exercer son patronage inhumain. Montréal ne mérite pas cela. Elle ne mérite pas une telle action de la part du

gouvernement. Il est humiliant pour la métropole du Canada d'avoir été, par le gouvernement provincial, assimilée à certaines petites municipalités.

Sa situation est difficile, mais non désespérée. Elle ne suffit pas à motiver un coup de force et d'audace comme celui que l'on se propose de faire. Les charges nombreuses imposées à Montréal par les gouvernements libéraux, annexions, Commission métropolitaine, Montreal Water, secours directs, etc., sont responsables de la situation. Il parle de l'importance de Montréal dans la vie économique de la province et se prononce contre le bill.

M. Leduc (Laval): Ce bill intéresse non seulement Montréal, mais toute la province. Montréal constitue une masse humaine dont les attitudes ont des répercussions dans toute la province. Si la paix et la tranquillité y règnent, les bons effets s'en font sentir dans toute la province. Si demain il y avait de l'agitation dans Montréal, ce phénomène se ferait sentir dans toute la province. C'est parce que le maire et les échevins de Montréal ont compris ce phénomène que la ville se trouve dans la situation présente.

Montréal a assumé des obligations au-delà de ses moyens; elle est allée au-delà de ses ressources pour assurer la paix et l'ordre social, non seulement chez elle, mais dans toute la province. Les administrateurs ont tant donné, dans les secours directs, par exemple. Si l'on fait aux administrateurs municipaux le reproche d'avoir été trop larges dans la distribution des secours directs, on doit comprendre que Montréal n'a pas eu la part très large, comparativement à d'autres centres de la province.

Je ne veux pas oublier tout un passé politique. Pendant des années, j'ai combattu pour les intérêts de Montréal. Je veux continuer et je vais continuer à le faire. La ville de Montréal s'est placée dans une position presque inextricable parce qu'elle a assumé des obligations qui n'étaient pas les siennes, et cela, pour assurer la paix dans la province de Québec. Montréal a été un facteur d'ordre, de progrès dans la province. Le maire et les échevins de Montréal ont rendu un service d'une importance capitale à la province en s'occupant du côté humain.

Le gouvernement nous offre aujourd'hui une solution anticipée de ce qui serait arrivé demain si la loi avait suivi son cours. Qu'est-ce que cette loi change, si ce n'est qu'elle fait gagner du temps précieux et qu'elle abrège des délais que le gouvernement juge opportun de réduire au minimum? Avec la loi que le gouvernement veut

faire voter par cette Chambre, le maire et les échevins de Montréal n'auront plus rien à faire avec l'administration municipale. Il faut que la chose soit mise au clair et que les cartes soient mises franchement sur la table.

La Commission municipale peut décider d'une foule de questions, notamment prendre sur elle d'accroître les impôts. Elle peut décréter demain que l'impôt sur la propriété sera de tant. Elle peut élever de son propre chef le taux des taxes spéciales et générales, sans se préoccuper ni du maire ni des échevins. C'est peut-être une bonne solution, mais ce n'est pas l'avis de tous. Les mêmes procédés auront les mêmes conséquences. C'est en considérant bien ces choses que nous pouvons juger de la valeur de la mesure. Est-ce que la Commission assumera le fardeau des secours directs? Le bill ne règle pas tout le problème financier de la ville de Montréal. Il le réfère à un autre pouvoir, déléguant à un organisme le soin de régler ce problème.

Le bill ne change absolument rien à la situation. Il ne fait que reporter dans le temps une solution permanente au problème de la métropole. Je dis que d'autres solutions auraient pu être présentées. La ville de Montréal aurait pu s'administrer sans avoir recours à un organisme provincial. Tout ce que la Commission municipale peut faire pour remédier à la situation, la ville aurait pu le faire elle-même. Le gouvernement ne doit pas demander plus que ce qu'il demande aux autres municipalités qui se retrouvent dans une position semblable.

M. Comeau (Montréal-Verdun): Le député de Laval (M. Leduc) a-t-il des suggestions à présenter? Connaît-il une meilleure solution?

M. Leduc (Laval): Le problème de Montréal n'est pas plus compliqué que celui des autres villes et municipalités. Je dis que Montréal peut s'administrer et même payer des dividendes, si on lui concède les mêmes privilèges qu'on a concédés aux autres villes et à condition de ne pas lui en demander plus.

M. Gagnon (Matane): Quelle autorité lui en demande plus?

M. Leduc (Laval): L'usage, la tradition. On a demandé plus à Montréal qu'aux autres villes. Et, si cela continue, la Commission municipale ne pourra pas faire de miracles. Si elle est obligée de donner les mêmes services que donne l'administration actuelle, elle arrivera aux mêmes résultats. La Commission peut bien, par exemple, débarrasser Montréal du

service d'hygiène que la ville dispense à ses frais. Que le gouvernement ne demande pas à la ville de Montréal ce qu'il ne demande pas aux autres municipalités. Le service d'hygiène à Montréal devrait être payé par le gouvernement, comme ça se fait dans toutes les autres municipalités de la province pour les unités sanitaires.

La Commission peut dispenser Montréal de faire la police dans l'administration des secours directs. La ville ne devrait pas en effet être dans l'obligation de payer \$60,000 par mois pour ce service. La Commission peut abolir toutes les pensions qui ont été données par des lois particulières; on pourrait aussi diminuer le nombre des employés municipaux; et combien d'autres charges que Montréal doit supporter et que n'ont pas les autres villes.

Mais, tout cela, l'administration municipale aurait pu le faire elle-même. La ville de Montréal est capable de boucler son budget; elle pourrait très bien s'administrer si le gouvernement assumait ces frais-là. Elle peut administrer son budget à condition de n'avoir pas plus d'obligations que les autres.

L'intervention du gouvernement n'est pas du tout nécessaire. Elle vient à son heure pour certains, mais, pour d'autres, elle est tout à fait inopportune. Le gouvernement crée là un mauvais précédent. Cette mesure n'est que le début des interventions. Le crédit de la province en sera affecté. La ville pourrait augmenter son impôt sur le revenu. Il y a mille et une manières de régler le problème de la ville de Montréal. Tout ce qu'elle apportera de plus, c'est la manière forte. Et c'est justement la manière forte que le maire et les échevins ont voulu éviter jusqu'ici à cause des réactions possibles. Mais on est humain, à Montréal, et nous n'aimons pas la manière forte que l'on veut nous imposer. Il va se produire de graves réactions dans la ville de Montréal demain matin. Il faut penser à ces réactions dans le public.

J'ai, dit-il, conscience de parler en libéral, car je défends les droits de l'individu. Je crois, poursuit-il, dans les droits des individus, des corporations, mais aussi dans les droits de ceux qui nous ont fait ce que nous sommes: les électeurs de Montréal.

Pour ces raisons, devons-nous voter contre la mesure du gouvernement? Ça, c'est tout un problème. C'est une question délicate. Le gouvernement prétend que le bill est là pour régler une question de délai. Le bill ne fait qu'avancer le contrôle de la Commission municipale. Pour cette raison, et sur une question de cette nature, je ne crois pas devoir me séparer de mon parti. Il s'agit d'une appréciation, on ne se sépare pas de son parti pour cela.

Mais j'avertis ceux qui auront demain le contrôle des affaires de Montréal qu'ils devront faire attention au facteur humain, au facteur moral. Il ne faut pas oublier que les échevins de la ville de Montréal ont été jusqu'ici un facteur d'ordre social et d'équilibre humain. Il ne faudrait pas se priver d'un tel facteur.

Les conseillers municipaux de Montréal s'imposent des travaux sans y être obligés. Avec la présente loi, vous privez la ville de Montréal de cette force puissante. Cette mesure est draconienne. Ce n'est pas, dit-il, la première fois que banquiers et hommes d'affaires insistent pour des mesures comme celles que l'on étudie. Je vais voter pour hâter les procédures par cette mesure¹¹.

M. Chaloult (Lotbinière): Je tiens à faire une mise au point. Le chef de l'opposition a déclaré qu'il ne fallait pas faire de politique avec une question comme celle de Montréal, mais il s'est empressé d'ajouter ensuite que c'était le gouvernement libéral d'autrefois qui était responsable des embarras financiers de la métropole. C'est bien dans sa logique habituelle.

Le bill qui est présentement devant la Chambre n'a rien d'extraordinaire. La mesure n'a d'autre but que de reprendre à Montréal un pouvoir que la Législature lui a délégué, comme à toutes les municipalités. C'est tout à fait normal, car les administrations municipales tiennent leur pouvoir du gouvernement provincial. Il n'y a rien d'anormal à cela. Et il y a des avantages à la mesure. Une administration comme celle de Montréal est victime du patronage, à l'exemple des administrations des autres municipalités, mais pas plus que les autres villes.

Loin de moi la pensée de critiquer les administrateurs actuels de la métropole, mais il y a nécessairement, à Montréal, des extravagances qui tiennent du régime lui-même. Je tiens seulement à souligner qu'une commission indépendante sera au-dessus du patronage. Je n'ai aucun blâme à exprimer au maire de Montréal, qui est ici présent, ni aux échevins de Montréal. C'est le système qui est mauvais.

Je ne vois rien d'antidémocratique dans ce bill. La mesure du gouvernement n'est pas autocratique, et n'a rien de dictatorial. Même si elle l'était, pourvu qu'elle soit nécessaire, il n'y aurait rien à dire. Le chef de l'opposition a parlé de dictature. Mais il est mal venu de parler de dictature. Comment ne pas s'étonner de l'entendre crier à l'autocratie, lui qui, pendant trois ans, a tenu la

province sous un régime dictatorial, sous sa botte de dictateur à la façon d'Hitler en Allemagne? Il est bien amusant, le chef de l'opposition.

(Rires à droite)

C'est bien dans sa nature.

Le chef de l'opposition a parfois de bonnes idées quand il n'est pas au pouvoir. Il a parlé de conversion de dette. Il s'y est déclaré favorable et a suggéré cela comme remède à Montréal. J'en suis. Dans les cas extrêmes, c'est certainement excellent, même de la conversion forcée. Mais la ville de Québec a demandé le droit de convertir sa dette sous l'administration du chef de l'opposition et il s'y est opposé catégoriquement! Il a refusé ce droit à la ville de Québec et s'y est toujours opposé. Encore une fois, c'est dans sa logique habituelle.

M. Talbot (Chicoutimi): Point d'ordre! Le député de Lotbinière oublie que nous parlons de Montréal. Il ne s'agit pas des affaires de Québec.

M. Chaloult (Lotbinière): Le chef de l'opposition a parlé de la conversion de la dette et j'ai sûrement le droit de démontrer qu'il a évolué sous ce rapport. Il s'est toujours opposé à cette idée qu'il prêche aujourd'hui. Mais je n'insiste pas. Je voulais tout simplement montrer la logique habituelle du chef de l'opposition qui a refusé à Québec ce qu'il propose à Montréal.

Quant à la mesure du gouvernement, elle ne fait que devancer de quelques jours l'application d'une loi qui existe déjà. Si le gouvernement n'intervient pas dans les affaires de Montréal, ce sont les créanciers qui vont demander la mise en défaut, et c'est alors que le crédit de la métropole sera affecté. Je crois qu'il y a lieu de féliciter le gouvernement d'avoir le courage de faire son devoir énergiquement en assumant ses responsabilités, et de l'avoir fait tout de suite.

(Applaudissements à droite)

M. Francoeur (Montréal-Mercier): L'administration actuelle de Montréal n'est aucunement responsable de la situation. Après l'enquête Cannon, on a donné à Montréal un bureau de commissaires. Nous sommes allés à l'Université de Montréal chercher un professeur pour en faire le maire de Montréal. Nous sommes allés au C.P.R. chercher un des commissaires, homme indépendant financièrement. Un an après, nous avons à payer des expropriations que nous payons encore. C'est là le commencement des embarras de Montréal. La métropole paie encore pour ces erreurs.

Il adresse plusieurs reproches au chef de l'opposition. Le chef de l'opposition, dit-il, croit avoir réglé le problème du chômage en dépensant \$25,000,000 pour des travaux publics à Montréal, sans avoir demandé de soumission pour l'exécution de ces travaux.

M. Lorrain (Papineau) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur rejette le point d'ordre. Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur), dit-il, a le droit de parler comme il le fait.

M. Francoeur (Montréal-Mercier): Le chef du leader de l'opposition, M. Bennett, avait promis de mettre fin au chômage. Et, en 1934, quand il était chef de l'opposition, le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) a promis que s'il arrivait au pouvoir, il réglerait le problème du chômage et des secours directs, inventés par M. Bennett. Il n'a rien réglé... Il (M. Francoeur) parle de la convention de Sherbrooke.

M. l'Orateur rappelle le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) à l'ordre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): C'était pour faire plaisir au député de Matane.

M. Francoeur (Montréal-Mercier) termine ses observations. Les conditions actuelles, poursuit-il, exigent, avant de jeter la pierre aux administrateurs de la ville de Montréal, qu'on demande aux municipalités voisines, dont Montréal a favorisé le développement, de faire leur part pour soulager la misère et le chômage, en particulier Westmount et Outremont. La seule solution, c'est l'avènement du "greater Montreal" et la mise en vigueur d'une administration pour toute l'île. On épargnerait des sommes considérables s'il y avait une administration unique pour Montréal et les municipalités environnantes.

Le petit propriétaire est plus lourdement taxé que le gros. En face de la situation actuelle, je demande à tous les citoyens de Montréal de faire leur juste part pour relever les finances de leur ville. Si chacun fait sa part, il sera possible que Montréal se tire facilement de ses embarras.

M. Talbot (Chicoutimi): Je sais ce que c'est qu'une mise en tutelle. Dans le comté de Chicoutimi, que j'ai l'honneur de représenter, 23 municipalités

ont bénéficié en quelque sorte de la protection de la Commission municipale, sous les régimes libéraux. Mais cela leur a coûté cher, et je ne souhaite pas ce sort, à la cité de Montréal. Le gouvernement nous présente non pas un remède, mais une mesure dilatoire par ce bill, et je m'y oppose pour les raisons exposées par l'honorable chef de l'opposition. La mesure fera subir à Montréal une diminution de crédit et de prestige. Elle va nuire à Montréal. J'espère que les membres de cette Chambre y penseront deux fois avant de voter. Pour ma part, je voterai contre.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie): Je propose, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 5 h 40.

Troisième séance du 16 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Prêts fédéraux aux municipalités

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 29 pour favoriser et garantir certains prêts fédéraux aux municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose l'adoption de la résolution relative au bill 32 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 32 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité¹²:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 142*b*. de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), édicté par l'article 13 de la loi 3 George VI, chapitre 9, est abrogé.

"Cette abrogation n'affecte pas l'exécution des jugements rendus, les causes pendantes et l'exécution des jugements qui seront prononcés sur ces causes."

M. Gagnon (Matane): Pourquoi le procureur général (l'honorable M. Girouard) abolit-il la juridiction de Rimouski et du district de Bonaventure?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Le gouvernement croit que les intérêts de la justice seront mieux servis si l'on revient à l'ancien mode.

M. Gagnon (Matane): La loi de 1937, passée par l'Union nationale, favorisait les plaideurs qui avaient de moins grandes distances à parcourir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi de 1937 a été passée à la demande du député de Bonaventure du temps¹³ et elle correspondait au désir des justiciables.

L'honorable M. Côté (Bonaventure): J'assume, dit-il, la pleine responsabilité de la loi nouvelle présentée en Chambre et je la défendrai envers et contre tous.

M. Duplessis (Trois-Rivières) déclare que les tribunaux ne sont pas organisés seulement pour les avocats. Il donne son interprétation des propos qu'il prête au ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries (l'honorable M. Côté).

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Je reconnais, dit-il, le procédé habituel du chef de l'opposition qui consiste à attribuer des déclarations fantaisistes à des adversaires politiques afin de les réfuter plus facilement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) répond et parle d'élections mal gagnées.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Le chef de l'opposition doit penser au député de Matane (M. Gagnon).

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Le paragraphe 4 de l'article 289 de ladite loi est modifié en y remplaçant, à la deuxième ligne, les mots "vingt et un" par les mots "vingt-cinq"."

M. Sauvé (Deux-Montagnes) critique la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) critique la loi et insiste pour savoir où seront nommés les nouveaux magistrats.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): Dans sa merveilleuse loi qu'il n'a pas appliquée, le chef de l'opposition se faisait autoriser à nommer 35 magistrats. Avec son expérience considérable et l'étude approfondie qu'il a dû faire, il me rendrait service en disant où il voulait nommer ces magistrats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement va s'améliorer s'il continue à me demander conseil.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): À condition de ne pas les suivre.

Les députés poursuivent la discussion.

(Le ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries, l'honorable M. Côté, échange quelques mots en aparté avec le procureur général, l'honorable M. Girouard.)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre souffle quelque chose au procureur général....

L'honorable M. Côté (Bonaventure): Pardon, de ce côté-ci de la Chambre, on cause, on parle.

L'article 2 est adopté.

Les députés poursuivent l'étude du bill article par article¹⁴.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

L'honorable M. Girouard (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession de Charles Wilson

L'ordre jour appelle l'étude en comité plénier du bill 166 concernant le partage de la succession de l'honorable Charles Wilson.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On a suspendu les règlements de la Chambre ce matin pour adopter le bill de Montréal parce qu'il y avait urgence, et on passe maintenant aux bills privés. S'il y a urgence, pourquoi ne pas procéder plutôt avec le bill de Montréal? Je ne comprends pas l'attitude du premier ministre.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Si le chef de l'opposition était un peu plus patient, il n'aurait pas à poser cette question. Pour le bill en cause, une entente est intervenue entre les parties intéressées, et il ne s'agit que de le référer au comité des bills publics et cela est assez urgent.

Quant à la hâte du chef de l'opposition d'entendre le député de Montréal-Sainte-Marie et maire de Montréal (M. Houde), je la comprends facilement et nous la partageons. Lorsque la séance a commencé, j'ai remarqué que quelques députés étaient absents et j'ai retardé quelque peu la reprise du débat pour ne pas les priver d'entendre le député de Montréal-Sainte-Marie nous exposer son problème. J'ai pensé que nous pouvions faire un peu de travail en attendant.

Je propose, pour le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que l'ordre soit retiré et que le bill soit de nouveau référé au comité permanent des bills publics en général, à la suite d'une entente intervenue entre les intéressés.

Adopté.

Cité de Montréal

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du député de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), proposant que le bill 38 concernant la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Houde (Montréal-Sainte-Marie)¹⁵: M. l'Orateur, ce n'est pas sans une certaine émotion que j'adresse la parole à cette Chambre après une absence prolongée, et surtout lorsqu'il s'agit d'une question comme celle qui est présentement devant la députation, celle du bill de Montréal et l'intervention de la Commission municipale de Québec. J'ai retrouvé ici plusieurs figures d'autrefois. Il me fait plaisir de les revoir. J'y vois aussi de nouvelles figures, en particulier la vôtre, M. l'Orateur, et c'est un autre plaisir.

(Applaudissements à droite)

Je remercie la droite de faire cesser le parfait isolement qui m'a accompagné lorsque j'ai pris la parole¹⁶.

Tout le monde comprend l'importance du projet de loi qui va beaucoup plus loin qu'il ne paraît, plus loin que le texte semble l'indiquer. Le projet de loi consacre un principe qui pourra, dans un avenir très bref, avoir des conséquences très graves. Je sais que la situation de Montréal exige de grands remèdes. Mais les remèdes ne doivent pas être pires que le mal.

Il est entendu que nous avons, à Montréal, une dette énorme. Mais cette dette n'est pas nouvelle. Elle ne date pas d'aujourd'hui, elle date au contraire de loin, même de très loin. Tellement loin, en effet, que la dette due hier, et que nous n'avons pas rencontrée, a été contractée par un ancien gouvernement sans prévision. Ces administrateurs n'avaient pas pourvu au remboursement, par un fonds d'amortissement, et ne prévoyaient certes pas ce qu'en serait le résultat.

Hier, nous avions une échéance de \$6,600,000. C'est une somme énorme. Trois millions de dollars sont dus aux banques et \$3,600,000 dus au public, ou à de prétendus particuliers. Car je soupçonne que le \$3,600,000, qui rapporte 6 %, est détenu pour une bonne part par les banques. "Dus au public" est donc une façon de parler. J'imagine que ces \$3,600,000 doivent être mis précieusement quelque part dans les coffres de banquiers, car ces institutions n'ont pas l'habitude de distribuer avec désintéressement des placements aussi avantageux partout ailleurs que chez elles. Elles ont sans doute l'espoir qu'un

gouvernement ou l'autre viendra secourir ces obligations et en garantir intégralement et le gros intérêt et le capital entier.

Montréal est dans une situation impossible à laquelle il faut remédier. Résumons: elle a une dette de \$300,000,000, dont une dette consolidée de \$260,000,000, et une dette flottante, de \$40,000,000 aux banques, en échéance à court terme, soit \$15,000,000 prêtés en anticipation de la rentrée des revenus et \$25,000,000 en dette courante. Avec, en plus, un déficit administratif de prévu de \$7,500,000¹⁷, plus les \$6,600,000 d'échéance. Les banques avaient l'assurance que le gouvernement provincial viendrait à leur aide.

Situation intenable par conséquent. Examinons les causes de la situation actuelle et de nos embarras. Cet après-midi, les orateurs qui ont parlé en ont mentionné un bon nombre. La première, la seule cause en toute vérité, c'est le chômage. Cet après-midi, je crois que l'on ne s'est pas suffisamment attardé à démontrer que, si Montréal est dans une situation impossible, cela est attribuable à cette cause bien spéciale, cette grande cause, celle du chômage.

Depuis des années, nous avons prévu la situation. J'ai pourtant fait des démarches, de nombreux pèlerinages à Ottawa, des pèlerinages pénibles, parce que je tendais la main et que l'on ne me donnait rien. J'allais alors demander, pour la ville, qu'on la respecte. J'allais demander d'aider la ville de Montréal avant qu'il ne soit trop tard. Pendant sept ans, j'ai amené à Ottawa tous les maires du Canada, de Vancouver à Halifax. J'ai demandé la suppression du chômage pour la ville de Montréal, j'ai demandé qu'on enlève sur les villes le fardeau du chômage, trop lourd pour les municipalités, et qui les ruine. J'y suis allé sous les gouvernements conservateurs comme libéraux, les bleus comme les rouges. Je l'ai dit à Bennett, à Perley, je l'ai dit à King et à leurs cabinets.

J'y suis même allé avec le chef de l'opposition actuel (M. Duplessis). J'ai alors dit que si le pouvoir central n'agissait pas, non seulement les villes seraient ruinées, mais aussi les provinces. J'ai dit: "Si vous ne nous aidez pas, vous risquez l'avenir du pays." Et ce que j'avais prédit est en train de se réaliser, qu'on ne s'y trompe pas. J'ai donc fait mon effort, comme l'abeille cherche à faire son miel.

Maintenant, quelles étaient les raisons de la situation financière de Montréal quant à l'augmentation des dépenses et de la dette énorme? Cet après-midi, on a donné des raisons pour l'expliquer. Je ne crains pas d'en prendre ma part. De 1930 à 1932, nous avons exécuté de nombreux travaux publics à

Montréal. Nous en avons fait à outrance et à grande allure. Mais il convient d'ajouter que ces travaux publics étaient initiés, demandés, encouragés et approuvés par tous les gouvernements.

Ce sont ces derniers qui ont invité les municipalités à les exécuter, lorsqu'ils se sont réunis en conférence interprovinciale et ont décidé de faire de grands travaux publics pour éviter le "dole" et de contribuer pour 50 % des travaux municipaux, lesquels étaient approuvés préalablement par Québec et Ottawa. Ottawa payait 25 %, et Québec, 25 %. Était-ce par enthousiasme que les gouvernements contribuaient? Non. On voulait tout simplement éviter le chômage.

On ne reprochera donc pas au conseil municipal de Montréal d'avoir exécuté des travaux contre le chômage et les secours directs, à la demande officielle même des gouvernements provinciaux et fédéral.

En 1932, j'ai pris une vacance que je n'avais pas sollicitée¹⁸.

(Rires)

Nous avons fait tant de travaux que la population avait besoin de quelques années pour digérer. Deux ans plus tard, en 1934, je suis revenu à la mairie. C'étaient encore les mêmes gouvernements, tant au provincial qu'au fédéral. Mais ces mêmes gouvernements et ministres s'étaient réunis de nouveau dans une autre conférence interprovinciale, et ils avaient alors convenu qu'il était prohibitif d'exécuter des travaux publics, qu'il fallait se limiter à la distribution des secours directs.

Les mêmes premiers ministres avaient donc décidé de mettre fin à l'allure vertigineuse de nos travaux publics; ils nous défendaient d'en faire et il fallait payer les secours directs. De 1934 à 1936, nous nous sommes rendus à la décision des gouvernements. Il fallait l'accepter. À Montréal, je me suis confiné aux secours directs, sans exécuter de travaux publics ni prendre d'initiative de grande envergure.

Et, sans reproche ni acrimonie pour l'administration précédente, sans regarder en arrière et sans nous arrêter à d'inutiles récriminations, je dois dire qu'en arrivant, nous avons imposé une taxation qui était presque un suicide politique. Nous avons imposé une taxe de vente et de revenu, pour faire face à nos obligations, et pour faire face aussi aux responsabilités que d'autres avaient encourues et n'avaient pas eu le courage de rencontrer, et cela, au grand dommage de la population, des échevins et du maire. Nous avons imposé pour \$8,000,000 de taxes. Le chômage a coûté à la ville de Montréal au-delà de \$60,000,000.

Les magnats de la finance, habiles à rester de grands hommes tout en faisant perdre de l'argent, - ils ont fait perdre au public \$125,000,000 en deux ans - sont venus me donner des conseils. Ils adorent donner des conseils de saine administration aux pouvoirs publics, surtout à Montréal. Je les entends nous demander d'administrer sur une base d'affaires: "Administrez donc la ville sur une base d'affaires, me disaient-ils. Il y a des abus à l'hôtel de ville. Vous avez trop d'employés; faites donc comme nous quand nous en avons trop; quand nous n'avons pas besoin de ces gens, nous, nous les renvoyons." J'ai répondu: "Oui, c'est cela; quand vous n'avez pas besoin de gens, vous les renvoyez; mais vos gens, c'est nous qui devons les nourrir."

À un moment donné, nous avions 150,000 personnes qui n'avaient rien à se mettre sous la dent. La plupart étaient sans abri le 1^{er} mai. Je disais encore aux magnats de la finance: "Vais-je écouter vos conseils et ne rien leur donner? Voulez-vous que je cesse les secours directs?" "Oh non, répondaient-ils, cela va causer de la perturbation. Il faut leur donner à manger et des abris, car autrement, ça deviendrait dangereux." Et cependant, ils continuaient à nous dire: "Administrez sur une base d'affaires!" Je leur disais: "Alors, comment voulez-vous que j'applique votre grand principe d'affaires?"

Que les gens d'affaires se tiennent donc pour dit que le gouvernement n'est pas et ne peut pas être une maison d'affaires et qu'un gouvernement est obligé de prendre soin de tout le monde; il doit aider toutes les classes de la société. Mais ces gens d'affaires vont parfois, le soir, s'enfermer avec ceux qui ont le souci de la charité publique, et c'est là par où ces gens se rachètent, et ils font alors ce que nous, dans la cité, faisons le jour: ils s'inquiètent des misères de la population. Ils s'occupent de la charité, le soir, et nous donnent, le jour, des conseils qui ne sont pas charitables. Comment peuvent-ils avoir deux natures?

Pour revenir aux causes de la situation montréalaise, je ne ferai pas de politique. Je ne parlerai pas des dettes qui ont été offertes à Montréal et qui ont été acceptées. Car, nous avons pris des millions de dettes des municipalités annexées. Il y en a pour des millions et des millions. Et, de plus, on a pensé à nommer des surhommes, des gens qui ont passé pour ce que les Américains appellent des "wizards". Mais ces "wizards" n'ont pas réussi autre chose que d'endetter la ville par des expropriations qui leur profitaient. Je ne les dépeindrai pas. On les reconnaîtrait trop. Pourquoi chercher, quand il y en a qui sont fonctionnaires? Je suis sûr qu'à titre de panacée, on ne les ressuscitera pas aujourd'hui.

Et voilà qu'après tant de démarches, tant d'années d'efforts de toutes sortes, après que le chômage est enrayé par la commission Sirois, on en est à se faire enlever, au dernier moment, le fruit de notre labeur!... C'est un sort!

Vendredi dernier, nous siégeons en comité exécutif. Le président du comité exécutif¹⁹ avait écrit au gouvernement provincial, mais nous n'avions pas reçu de réponse de Québec. Voyez comme le hasard sert quelquefois les hommes publics. Comme le temps s'écoulait, le président nous a dit: "Nous n'avons toujours pas de réponse de Québec. Si nous écrivions de nouveau?" Pas d'objection. Mais, avant qu'il n'écrive, je lui faisais une recommandation bien simple, trop simple même, car elle est devenue simpliste. J'ai dit à M. Savignac: "Si on annonce pour lundi le rapport de la commission Sirois, qui, dit-on, renferme des avantages sérieux pour la province et la ville, pourquoi ne pas demander à Québec d'en tenir compte dans la question de Montréal quant à l'échéance du jeudi suivant? Demandez en même temps au gouvernement d'attendre le rapport avant d'intervenir et de le prendre en considération."

Et M. Savignac a intercalé un passage qui demandait au gouvernement d'examiner la question. Nous ne demandions pas au gouvernement provincial ce qu'il n'a pas, mais un peu de ce qu'il peut recevoir par le rapport Sirois. Or, dans l'exécutif, il y a des fonctionnaires qui assistent à toutes nos réunions. Un de ces fonctionnaires dont la charte nous impose la présence comme collègue était là. Je crois qu'il n'a pas été lent à avertir le gouvernement de l'inconvénient de faire sortir le rapport lundi.

Car, coïncidence étrange, à peine la lettre avait-elle été envoyée que la publication du rapport Sirois a été ajournée à jeudi, au lendemain de l'échéance du jour où la ville a été mise en défaut! Ce qu'il y a de surprenant aussi, c'est que les explications données par le premier ministre King étaient boiteuses. Je crois donc que le fonctionnaire en question, qui prévoyait le bill provincial actuel, a informé qui de droit des possibilités que soulevait la publication du rapport Sirois, si ce dernier rapport avait été livré lundi à la publicité, plutôt que jeudi, jour de la mise en défaut!

Ce n'est pas toutes les banques qui nous ont gênés. Nous n'avons pas été traités de la même façon par toutes les banques. Le lendemain de mon élection à la mairie, en décembre 1938, certaines banques ont commencé à se montrer plutôt rebelles. On me dit qu'elles avaient attendu mon arrivée pour commencer une pression qui s'est accentuée progressivement.

Je n'hésite pas à dire que si la ville de Montréal est dans la situation actuelle, c'est pour une raison et pour une seule raison: la Banque de Montréal nous a fait perdre un emprunt de \$25,000,000 aux États-Unis en faisant entrer dans le dossier des négociations du prêt une lettre défavorable qui empêchait les prêteurs éventuels de prêter à Montréal, sa plus vieille cliente.

Ce prêt aurait suffi pour liquider notre dette flottante que la ville devait à la Banque de Montréal, puisque les autres \$15,000,000 n'étaient que des prêts en anticipation du revenu. Je fais là une affirmation sérieuse, une affirmation assez grave de conséquences. Mais, je la répète. J'affirme de nouveau que la Banque de Montréal a fait perdre, délibérément fait perdre cette somme à la ville de Montréal par une seule lettre qui faisait tort à son plus vieux client.

Dans le cas de la crise actuelle que traverse Montréal, je me demande s'il n'y a pas quelques spéculateurs qui jouissent de la situation où nous nous trouvons. Des spéculateurs qui ont acheté à 90, 91, 92 et 93 les obligations de Montréal, comptant que le bill actuel les rétablira et les fera remonter; après quoi, ils retourneront paisiblement à leur petit pécule. Je me demande s'ils n'escomptent pas sur le fait qu'un tel bill est présenté.

Après, j'ai demandé de l'argent aux banques pour le secours direct nécessaire pour donner à manger au monde. On m'a répondu: Non, non, et non! Un échevin y est allé et a demandé de l'argent pour acheter pour \$800,000,000 des machines à neige²⁰. On lui a répondu: Oui, oui, oui! On permet d'acheter des machines qui augmentent le nombre des chômeurs et on refuse du pain aux chômeurs. On préfère la machinerie aux chômeurs et la machinerie remplace les ouvriers. Cette affirmation est grave, mais je persiste à l'affirmer. Ce n'est pas toutes les banques qui ont agi comme cela, mais la Banque de Montréal, cette vieille duègne, qui est prude et qui devient plus brutale parce qu'elle ne peut plus rien faire de mal. Si jeunesse savait, si vieillesse pouvait!

(Rires)

À ce stade de mon discours, je veux remercier le premier ministre et ses collègues de leur invariable courtoisie, avec laquelle ils m'ont reçu chaque fois que nous sommes venus les voir. Je me suis laissé gagner à ces bonnes manières qu'aucun gouvernement, presque, ne m'avait accordées comme eux jusque-là. Nous avons commencé nos démarches auprès des ministres au mois de janvier. Nous sommes venus souvent à Québec. Nous avons soumis des plans au gouvernement, dont un par

lequel nous demandions à la province de prendre nos taxes scolaires, parce que nous prétendions que Montréal ne pouvait plus soutenir sa taxe foncière avec la taxe scolaire.

Nous avons voulu de cette façon changer le système des taxes. Nous avons fait des démarches auprès du premier ministre (l'honorable M. Godbout), du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), du trésorier (l'honorable M. Mathewson), auprès des banques. Quand nous avons commencé à nous inquiéter davantage, nous leur avons écrit. Nous avons écrit des lettres au premier ministre. Souvent nos lettres étaient sans réponse. Et puis, nous sommes revenus à la charge à plusieurs reprises; et puis, nous avons récrit.

Et aujourd'hui, ce soir, le 16 mai 1940, la ville est en défaut; et, si nous le sommes, c'est parce que personne ne nous est venu en aide malgré nos demandes répétées. Je comprends que ce n'était pas bien encourageant pour le gouvernement de nous porter secours... Mais il me semble que Montréal méritait un traitement de faveur.

Nous sommes peut-être un peu prétentieux, les gens de Montréal, en prétendant que nous avons rendu service et de grands services à la province. J'ai, dans cette Chambre, autrefois, été maire et chef de l'opposition, et jamais je n'ai voulu soulever la question des villes contre les campagnes.

L'ancien premier ministre m'a même reproché jadis de parler toujours de crédit rural et jamais de crédit urbain. Mais je prétendais qu'il fallait d'abord prendre le crédit rural, parce qu'il fallait aller au plus pressé. Mon projet de crédit rural a été d'ailleurs fort mal accepté, dans le temps, par les rentiers de la province.

Mais, on me répondra peut-être à droite: Mais vous êtes en défaut parce que vous n'avez pas fait votre devoir, et que le conseil n'a pas voulu prendre les mesures appropriées. J'ai cru, j'ai eu foi, je n'ai pas voulu demander à des échevins de prendre des responsabilités, lorsque je prévoyais qu'on les renverrait chez eux avant la fin de leur mandat. Je ne pouvais demander à des échevins devant disparaître de prendre les responsabilités qu'on leur demandait de prendre. On leur demandait de faire signer aux chômeurs des formules avec effet rétroactif pour les argentés qu'ils recevaient. Ceci aurait été trop dangereux. Je leur ai dit: Pourquoi tant s'acharner?

On nous dit: "Vous n'avez pas fait votre devoir. Il y a des paresseux parmi vos secours." Assurément qu'il y a des paresseux, mais n'est pas paresseux qui le désire. Est paresseux, par exemple, celui qui a été engendré par des parents malades,

débilités, celui qui est fils d'infirmes, victime d'une hérédité de misère et de privation, de vie dans les taudis, qui n'a pas la force de réagir avec la vigueur des hommes en santé. Et puis, nos lois sont parfois tellement dérisoires. La loi du chômage est faite pour secourir les gens qui peuvent travailler.

Nous n'avons pas toujours fait respecter cette loi, d'où les \$5,000,000 que nous demandons à la province de nous rembourser. La loi permet de nourrir des gens qui sont en santé et refuse de pitance aux malades et aux infirmes qui en ont davantage besoin. La loi accorde une prime à ceux qui en ont le moins besoin et la refuse à ceux le plus dans le besoin. Elle dit à l'homme solide: "Si tu ne travailles pas, on te paie." Mais, au malade, à l'impotent, à l'infirme qui vient demander du pain, elle répond: "Que viens-tu faire ici à la table du fort, à la table de celui qui pourra nous faire un bon soldat?"

On me reproche d'avoir trop donné. Si je n'avais pas donné autant, j'aurais le même sort. Eh bien! Je vous dis, moi, que j'aime mieux partir après avoir fait manger les pauvres gens, les malades, ceux qui n'ont rien pour se défendre, mais dont le lot est de souffrir, résignés. J'aime mieux partir en ayant fait la charité avec l'argent des autres comme je l'ai fait, avoir tendu la main à ceux qui me tendaient la main, que de partir en ayant refusé de l'argent aux malheureux.

Et croyez bien qu'il n'est pas besoin de lire loin dans l'avenir pour savoir que les choses changeront, et plus vite que certains ne l'imaginent, notamment certaines grandes institutions financières. Mais je me demande: Pourquoi ces institutions s'en prennent toujours aux mêmes? L'argent qui est dans les banques est l'argent du public. Pourquoi refusent-elles des prêts pour des secours directs à Montréal? Pourquoi refuser l'argent au public pour faire face au chômage quand, sur un seul geste d'Ottawa, du bout du doigt, il a été possible pour Ottawa d'obtenir \$200,000,000 d'un seul coup pour la guerre? Je leur disais: "Donnez-moi un peu de ces millions, car j'ai beaucoup de pauvre monde qui ont faim."

J'ai prêché le retour à la terre, le premier peut-être en cette province; et, pour l'avoir prêché, j'ai failli me faire courir, car on me répondait: "Si tu veux le retour à la terre, vas-y donc toi-même!" Pourtant, c'était le mouvement le plus rationnel. J'ai prêché le retour à la terre, ici, à un congrès de colonisation. C'était au Café du Parlement, lors du congrès de colonisation Vautrin. J'ai fait une prophétie. J'ai dit: "Une dernière chance vous est donnée; si vous ne profitez pas de l'argent que ceux

qui ont la mainmise sur la finance veulent encore mettre à votre disposition, dans cinq ans, dans 10 ans, vous n'en aurez plus." Et j'ai prédit que si on ne m'écoutait pas, il y aurait une nouvelle crise. Eh bien! Qu'est-ce qui arrive actuellement?

Ce soir, les banques ne veulent plus prêter à Montréal qui est en défaut. Je dis que la province de Québec est entre les mains de la haute finance, entre les mains d'institutions financières qui demandent la mise en tutelle, qui veulent s'emparer de l'administration de la ville de Montréal et exigent sa tête. Les banques ont accepté de coopérer avec Québec à la condition que le gouvernement sacrifie Montréal. J'avertis le gouvernement - ce n'est pas une prédiction, c'est de l'instinct - que demain son tour viendra peut-être. La Commission municipale, ce sont les banques qui la veulent.

On prétend que Montréal a un conseil indésirable. Je n'ai pas demandé au conseil les sacrifices nécessaires parce que les journaux étaient remplis, chaque jour, de rumeurs annonçant que le conseil serait supprimé. Et je tentais constamment de faire confirmer ou infirmer ces rumeurs. Je leur ai dit: "Si vous êtes pour avoir un autre conseil demain, qu'il prenne ses responsabilités. Si ce doit être une commission administrative, qu'elle prenne alors ses responsabilités." Même avec cela, d'ailleurs, nous aurions été en défaut aussi. On a tenté par tous les moyens de me faire disparaître. Ce n'est pas la situation financière qui préoccupe les banques, c'est la présence du maire actuel. La présence du maire actuel ennuie les banques, et elles ont décidé de le faire exclure. Si j'étais phénix, je renaîtrais de mes cendres. Je ne suis pas phénix pour renaître comme maire. Pourquoi aurais-je demandé des sacrifices aux échevins qui ne se rendront même pas au bout de leur terme?

Si je n'écoutais que mon tempérament, Rabelais rougirait....

Donc, on prétend qu'à Montréal il y a un conseil qui n'est ni désiré ni désirable, un conseil que l'on juge incompetent. Il est vrai que les conseillers et moi, nous n'avons pas fait d'études spécialisées en économie sociale et politique, mais, quand les gens venaient pleurer et dire: "Nous avons faim", nous leur donnions à manger. Quoi que l'on prétende, il y a au conseil de ville de braves gens. Ils sont humains. Ils ne sont pas la superperfection, ni eux ni leur maire, mais que Dieu nous préserve des gens impeccables! Le Bon Dieu aime le pécheur repentant. Il a de la pitié et une sorte de faiblesse pour les gens peccables mais humbles, et l'on se demande s'il n'est pas un peu embêté de ses 99 justes qui ont

l'air de l'ennuyer, quand il dit qu'il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se convertit que pour 99 justes qui persévèrent.

(Rires)

On nous dit que le millenium est arrivé. C'est un mot latin. Il est décrété que Montréal désormais souffrira sans douleur. Que c'est beau! Nous aurons la Commission qui déléguera ses pouvoirs à qui elle voudra. Ce sera un homme qui mènera la ville de Montréal. Vous auriez dû voir, comme moi ce soir, la morgue, l'outrecuidance d'un fonctionnaire provincial qui partait dans une cent chevaux-vapeur, avec la joie dans l'œil, pour aller s'emparer demain matin de l'Hôtel de Ville de Montréal²¹, après la signature du lieutenant-gouverneur! Il aura l'avantage d'imposer des taxes. Reste à savoir si le reste des contribuables en seront enchantés.

Mais, pour pouvoir prendre soin des autres, il faut avoir un peu compris la douleur, le chagrin, l'inquiétude, la douleur, la souffrance et l'angoisse; il faut avoir connu autre chose que la haine et l'envie, il faut avoir traîné de l'aile, enduré bien des misères, pour comprendre certains problèmes essentiels. On dira que c'est de la démagogie, le souci du moi. Le souci du moi, qui ne l'a pas? Les gens nouvellement élus peuvent être plus indifférents que les gens qui retournent demain chez eux, mais il eût été si désirable d'employer la conciliation.

Je comprends qu'il faut des mesures catégoriques - j'allais dire radicales -, mais il est si facile d'employer la conciliation. Le premier ministre le sait. Il n'y a pas une chose que je lui aurais refusée s'il me l'avait demandée. Je ne pensais pas qu'il me refuserait quand je lui demandais quelque chose.

La guerre nous amènera une crise que nous ne pouvons pas éviter. Je sais que nous y sommes. Si notre grand voisin entre dans la fournaise, nous n'échapperons pas à son orbite. Il surviendra des événements que nous ne pourrions éviter. À l'heure où nous sommes menacés d'entrer en pleine crise internationale, il n'est pas sage de priver Montréal et sa population de ses représentants naturels qui ne demandaient pas mieux que de collaborer. La situation n'est pas la mienne.

Pourquoi avoir refusé la main que je tendais? Je n'effraie personne par mes idées qui sont saines, mais par des mots. J'aurais tout fait pour ne pas me retrouver dans la situation où je me trouve aujourd'hui. Je suis arrivé ici tout bonnement avec les miens. Pourquoi ne pas avoir accepté la collaboration que nous offrons? J'aurais tout fait, pas pour moi, mais pour Montréal. Il y avait, à part

moi, d'autres gens bien disposés, les deux échevins qui sont députés à Québec, et les deux échevins députés à Ottawa, par exemple.

J'attendrai le bill de la semaine prochaine pour me prononcer sur les mesures financières que l'on entend proposer. Je ne crois pas qu'il ait été sage pour le gouvernement d'avoir attendu au 16 mai, avant de faire quoi que ce soit pour cette affaire. J'espère sincèrement que le gouvernement ne savait pas ce que devait proposer la Commission Rowell-Sirois et que ce n'est pas de propos délibéré qu'on a voulu l'ignorer. Montréal, qui a toujours donné sans se plaindre, réalisait qu'il fallait donner largement pour aider les autres. Nous avons hébergé à Montréal bien des gens qui n'étaient pas des nôtres. Nous avons fait bénéficier de nos services municipaux bien des localités autour de Montréal. Nous envoyions notre compte, mais jamais on ne nous payait.

Nous avons construit de grands services d'utilité publique dont les autres ont profité. La vieille municipalité de Montréal, avec ses \$52,000,000 de budget, était indulgente et large. Malgré tout, cette vieille maman Montréal s'était rendue au 16 mai. Je ne pensais pas qu'elle pouvait venir à Québec, clopin-clopant, demander de l'aide, et qu'elle pouvait essuyer un refus. Je pensais qu'elle pouvait venir à Québec demander d'attendre le rapport Sirois, qui nous indiquerait s'il n'y avait pas lieu de faire quelque chose pour Montréal, pour éviter le défaut, pour éviter une tache sur son blason.

J'ai voulu empêcher cette tache sur le blason de Montréal et le gouvernement aurait dû l'empêcher. Ce n'est pas la première et ce ne sera pas la dernière. Ma suprême humiliation, c'est de constater qu'on nous a remplacés par un fonctionnaire provincial dont nous avons augmenté le salaire. Cet homme nous remplace, il nous chasse de l'Hôtel de Ville. Un fonctionnaire habile, rempli de talent, mais c'est tout. C'était ma nomination! Je l'avais nommé moi-même, je l'avais promu parce qu'il avait du talent. Et on me chasse parce que je suis trop tendre. "Allez-vous-en! Vous étiez trop bon. Le sentimentalisme n'a pas sa place en affaires, ou dans une administration."

Car, si le veau d'or est attaqué, il est loin d'être mort. Tout le monde tire sur moi: "Allez-vous-en! Et bien chanceux encore si on ne descend pas dans votre carrière publique, pour nous débarrasser une fois pour toutes de cet être encombrant, mais qui, tel un chien que l'on veut noyer, revient toujours." Mais prenez garde à ce chien que l'on veut noyer et qui rentre par la porte de derrière!

Ce n'est pas pour moi que je me plains. Mais je dis qu'il n'était pas nécessaire pour le gouvernement de nous laisser aller en défaut. Le gouvernement pouvait et devait nous tirer d'affaire. Il avait suffisamment la confiance des prêteurs pour nous tirer d'embarras. Il n'a pas voulu. C'est son affaire. Je lui en laisse toute la responsabilité, et cette responsabilité est plus grosse qu'on ne pense. Quand bien même "ce démagogue" se tiendrait sage sur sa chaise, le peuple ne serait pas satisfait.

Je n'en dirai pas davantage. J'espère que dans l'avenir je pourrai m'adresser au premier ministre sans quémander, cette fois, et qu'il me manifesterait encore sa courtoisie habituelle, comme par le passé. Quant aux autres ministres, je ne suis pas mort, j'attends²².

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

M. l'Orateur, nous sommes encore sous l'émotion causée par le discours du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde). Comme le maire de Montréal, j'espère, dit-il, contrôler mon émotion et ne rien dire de malheureux à l'égard de qui que ce soit. Le député de Montréal-Sainte-Marie a terminé en disant que nous mettions sur nos épaules un lourd fardeau, que nous avions accepté de très grandes responsabilités. Nous le savons. Et j'espère qu'il sait que si nous avons accepté de les porter, c'est par devoir et non pas par caprice. Le gouvernement a parfaitement conscience de ses lourdes responsabilités et du caractère pénible du devoir qu'il a à accomplir. Tout homme qui a le cœur droit sait que nous ne sommes pas inspirés par des sentiments politiques en ce moment.

Je comprends parfaitement l'émotion profonde qui a fait trembler la voix du député de Montréal-Sainte-Marie; je l'assure encore que cette émotion nous a aussi étreints pendant tout son discours. Mais je ne voudrais pas que cette émotion le rende injuste, injuste par exemple pour un fonctionnaire de la province qui serait parti ce soir, à 6 heures pour Montréal, le cœur joyeux et l'âme orgueilleuse. Ce fonctionnaire est parti pour Montréal, chargé de responsabilités par le gouvernement et avec le désir, dans son cœur, de bien servir les intérêts de la ville de Montréal et la province. En supposant que l'on parle tous les deux de la même personne, je ne connais pas pour ma part de meilleur serviteur de la province que celui qui est parti ce soir.

Il a accepté de lourdes responsabilités devant lesquelles tout le monde a reculé depuis longtemps. Il les a acceptées non par plaisir, mais parce qu'il a un cœur généreux et patriote. Tout le monde connaît le patriotisme de ce fonctionnaire. Je sais qu'il n'a

d'autre sentiment dans l'âme que l'inquiétude, devant le fardeau qui lui incombe. Il s'est chargé de ce fardeau parce qu'il est le serviteur de la province et que le gouvernement lui a demandé. Il a le désir de mettre tous ses talents au service de la ville et, par ricochet, de la province. Je suis certain que, dans l'émotion toute naturelle et légitime qui l'étreignait, le député de Montréal-Sainte-Marie l'a mal jugé.

Le député de Montréal-Sainte-Marie se fait un peu peur avec ce bill et sur les sentiments du gouvernement. Ceux qui dirigent la province entendent collaborer harmonieusement avec tous ceux qui veulent contribuer au règlement des problèmes de Montréal. Je n'ai peur ni du mot ni de la chose, quant à moi, et nous allons améliorer la situation de Montréal et apporter les remèdes radicaux qui s'imposent. Car c'est ce qu'il faut à Montréal et il faut en venir à cela.

Je ne veux accuser ni jeter le blâme sur le dos de personne pour la situation qui prévaut à Montréal; mais, si le mal est si douloureux, et le remède, par conséquent, de prendre pour nous la situation de Montréal en main, c'est parce que trop de gens ont tourné le dos à leurs devoirs par le passé. Tous les gouvernements et toutes les administrations, à des degrés divers, en sont responsables. Les uns trahissaient leur devoir, les autres fuyaient leurs responsabilités. Personne en tout cas n'est allé au-devant de la tâche très lourde qui s'offrait.

Depuis des années, on a laissé le problème sans solution, soit pour ménager des amis, pour certains, soit par crainte du fardeau, soit pour ménager leur popularité. Les partis politiques ont laissé se créer un état de choses déplorable. Il nous faut donc prendre des responsabilités pour ceux qui, au lieu de les prendre, leur ont tourné le dos. C'est ce qui nous a obligés aujourd'hui à faire une certaine opération chirurgicale assez grave.

Peut-être que la fièvre va monter un peu. Le médecin le sait, mais il n'a pas le droit d'hésiter à faire l'opération parce qu'il sait la vie de son malade en jeu. Il ne faut pas reculer devant le devoir. Est-ce qu'un médecin serait justifiable de reculer devant une opération qui s'impose sous prétexte que la fièvre peut monter? Le médecin doit-il hésiter à marcher sur son propre cœur pour sauver son patient? Il n'en a pas le droit.

Quant à moi, j'ai bien l'intention de faire mon devoir, si lourd de responsabilités soit-il. Je pense, dit-il, avoir pris toutes les précautions nécessaires pour qu'aucun blâme inutile ne soit jeté sur qui que ce soit. Sans en exagérer la gravité, la situation est trop sérieuse pour que l'on s'arrête à de

pareilles considérations. J'en ai assez entendu aujourd'hui pour me confirmer que, sans frapper à la figure de qui que ce soit, je dois faire mon devoir. Certes, la tâche est lourde de responsabilités et remplie de difficultés. Peut-être même y a-t-il des menaces à l'horizon. Je n'en parle pas. Les menaces, je n'en ai pas peur. Les menaces, je ne connais pas cela. Je n'ai peur de rien, quand je fais mon devoir.

(Applaudissements à droite)

J'ai conscience de le faire et je l'accomplirai avec toute l'énergie dont je suis capable, sans qu'il ne soit besoin de violences, je veux le croire, mais sans faiblesse non plus. Je sais d'ailleurs que dans peu de temps, lorsqu'on verra les résultats certains de cette loi, tous les gens sérieux qui veulent le bien de la province seront heureux de collaborer pour rétablir la situation de Montréal et pour remercier le gouvernement.

Je ne suis pas le principal artisan de cette mesure. Je n'en ai pas le mérite, car je n'ai eu que la décision finale à prendre. Avant de la prendre, j'ai tâché de me renseigner, j'ai réfléchi, j'ai consulté, j'ai écouté tous ceux qui voulaient se faire entendre. Cette décision ne m'a été imposée par personne. Le député de Montréal-Sainte-Marie a parlé des institutions financières. Ni les banques ni aucune autre grande puissance d'argent ne nous ont dicté et ne nous dicteront jamais une attitude quand il s'agira de quelque question d'intérêt public. Personne n'imposera sa volonté au gouvernement!

(Applaudissements à droite)

Par ailleurs, le gouvernement est disposé à écouter toutes les suggestions et ne craint pas de prendre conseil. Depuis des années, la métropole du pays vit d'expédients. On a remédié à la situation financière de Montréal par des emplâtres et des mouches de moutarde. C'est ce qui fait que la ville s'en allait à la banqueroute. On a multiplié les maux d'une belle population de plus d'un million. Ce qui fait mal à Montréal, les remèdes amers que nous imposons là-bas, nous de la province, nous allons aussi les avaler, car notre province s'en allait aussi à la banqueroute, il y a quelques mois. Nous aurons donc besoin de nous faire mal à nous aussi, pour sauver l'administration de la province. Nous mettrons la politique de côté comme nous le faisons déjà, et nous irons à la racine, à la cause du mal. Ce que nous devons faire, dans cinq ans, le peuple le jugera.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant cela!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Alors, je suis bien peiné pour mon honorable ami.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a toujours des présomptions qui, finalement, se retournent contre lui. Il aurait dû attendre ses cinq ans, lui aussi. Dans cinq ans, le peuple jugera et, jusque-là, nous accomplirons notre devoir et rien d'autre. Il dira que, dans les circonstances, nous avons pris la meilleure voie possible.

Nous allons prendre les mesures radicales qu'il faut pour assainir les finances de la province. Il nous faut économiser. Les mesures d'économie qu'il faut appliquer à Montréal, nous les appliquerons donc aussi à la province. J'aurais été heureux de pouvoir me montrer très généreux en donnant des centaines de milliers de dollars à de belles institutions. Moi aussi j'aurais aimé, comme l'ancien premier ministre, attacher mon nom à de grandes œuvres, faire des cadeaux de \$200,000 ou \$300,000 ou de \$1,000,000 à des institutions, mais la province n'en a pas les moyens. Nous aussi nous aimerions accorder plus de patronage à des amis qui mériteraient de la reconnaissance, mais il faut rétablir la province et la ville de Montréal dans une situation convenable pour qu'elles puissent grandir. Le patronage est terminé. Notre devise, c'est l'économie.

(Applaudissements)²³

Sans cela, la province ne pourra repartir dans un nouvel élan et en bonne santé. Plus tard, lorsque les finances seront assainies, le progrès n'en sera que plus grand. Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) s'est fait peur. Il a exagéré en disant que la loi aura une portée plus lointaine dans ses effets. La lettre de notre projet de loi, elle est fort simple. Il aurait été possible de le rédiger de façon plus élégante peut-être, mais le fond aurait été le même. La ville de Montréal est actuellement dans une situation où elle ne peut rencontrer ses obligations. Le moyen officiel consistait à laisser les créanciers de Montréal faire déclarer le défaut par la Cour supérieure, la soumettre à des procédures qui auraient duré un mois, qui auraient compromis son crédit dans la province, dans le pays, dans le monde entier et qui auraient paralysé ses activités. Par le moyen que nous adoptons, le gouvernement agit immédiatement pour réaliser l'inévitable. Toutes les questions seront réglées équitablement. À la longue, tout le monde en sera heureux.

Donc, au lieu du moyen officiel, nous avons dit à la Commission municipale de s'emparer de l'administration de Montréal immédiatement. Je laisse à chacun ses responsabilités, je laisse ses responsabilités au président de la Commission. Pour régler la question, il fera porter à toutes les classes

leur part de sacrifices, afin que tout le monde ensemble puisse sortir du marasme. Car les charges que pourra imposer la Commission seront réparties entre toutes les classes de la société dans la mesure où elles peuvent les porter et dans la mesure où elles doivent les porter. Les sacrifices qu'il faudra demander ne seront pas imposés seulement aux classes laborieuses, qu'on en ait la certitude. Le président de la Commission réclamera des conseils, et l'homme de cœur qui est parti ce soir pour Montréal remplira son devoir sans faiblesse.

D'autre part, l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) a dit que la cause principale de la situation de Montréal, c'est le chômage. Incontestablement! Le gouvernement devrait-il supporter une plus grande part du chômage? D'aucuns pensent que toutes les charges auraient dû être supportées par le pouvoir central. C'est précisément pour cela que la Commission Rowell-Sirois a été formée pour connaître les désirs des provinces et pour trouver les moyens de les réaliser. La Commission Sirois demandait que l'on proposât des moyens équitables de régler toutes ces questions. C'est ce qui est suggéré. En passant, la date de la publication du rapport Rowell-Sirois ne nous a pas influencés.

Après quelques années d'application des secours directs, Ottawa a reçu des représentants des provinces et des municipalités. Le fédéral a alors demandé aux provinces de dire leur mot, de donner leur point de vue au sujet du chômage. (Se tournant vers le chef de l'opposition) Mais le régime de l'Union nationale a préféré ne pas collaborer avec les autorités fédérales. J'aurais aimé que le premier ministre du temps acceptât de donner le point de vue de la province de Québec à la Commission Rowell-Sirois. Je dirai que si j'avais été premier ministre, je l'aurais présenté, mais le chef de l'opposition a, lui, refusé de coopérer.

Le député de Montréal-Sainte-Marie a parlé de travaux et de secours directs. On a d'abord essayé les secours directs pour combattre le chômage. Je ne soupçonne pas les intentions de ceux qui les ont appliqués. On a ensuite essayé les travaux de chômage. C'est justement par ces travaux de chômage qu'on a augmenté les dettes des municipalités. Comme l'a dit le maire de Montréal, ces travaux ont indirectement accru le nombre des chômeurs, et l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie avait raison de dire que les travaux de chômage avaient attiré dans les villes, et plus particulièrement vers la métropole, des centaines de milliers de gens qui sont venus des campagnes pour travailler.

Les secours directs, ils sont démoralisants. Aussi, le gouvernement actuel entend-il faire faire des travaux ordinaires par des gens ordinaires. Il y aura toujours des gens qui pourront gagner leur vie, mais au moins ceux qui peuvent travailler en auront l'occasion. Nous avons pensé aux travaux ordinaires pour, en somme, mettre un peu de bon sens dans la solution de ce problème, et le bon sens a encore sa place, même en 1940. Et c'est le bon sens qui a conduit le gouvernement à proposer le plan Bouchard. On reconnaîtra que si la population de Montréal a été effarouchée par le plan Bouchard, c'est parce que des gens sont allés donner une fausse opinion aux gens sur ce plan. Trop de gens, pour de petites raisons (il indique les rangs de l'opposition), en ont mal représenté les conditions et les buts.

Notre plan de chômage n'a d'autre but que de remettre du bon sens dans la province. Les problèmes pourraient être facilement résolus si tous voulaient s'y attaquer avec bonne volonté. Des gouvernements faillibles comme le nôtre, et non merveilleusement parfait comme celui de mon ami (Il indique le chef de l'opposition), tâchent de garder un peu de bon sens et de mettre un peu de sincérité dans l'étude et la solution de leurs divers problèmes. C'est ainsi qu'ils pourront éviter le plus possible de faire erreur et qu'ils réussiront à remettre sur pied la province de Québec et la ville de Montréal.

Nous les remettrons dans le bon sens, malgré les appels démagogiques de cet après-midi. (Il indique encore le chef de l'opposition.) Nous nous plaçons là d'où nous n'aurions jamais dû partir. Et il sera possible de retourner la prospérité à Montréal. Nous faisons et nous ferons ce qui doit être fait. Nous voulons que Montréal redevienne un foyer d'activités utiles, un régulateur de paix et un facteur d'ordre dans notre pays. C'est ce qu'elle doit être. C'est tout cela et rien que cela qu'il y a dans le bill de Montréal en discussion.

Dans l'application de notre programme et de nos intentions, nous mettrons nous aussi de l'humanité. Pendant plusieurs années, le député de Montréal-Sainte-Marie a presque toujours siégé en face de nous. Aujourd'hui, il siège un peu de biais, mais nous nous voyons bien. Il sait que nous ne portons pas de coups sournois. Il parlait tout à l'heure de coups tirés à bout portant. Justement, c'est de nous qu'il a reçu de pareils coups, nous combattions corps à corps, et c'est ainsi que nous avons appris à bien nous connaître. L'honorable député l'a dit, jamais nous ne lui avons porté de coups qu'il n'aurait pas portés lui-même, des coups loyaux. L'autre genre de coups, ce n'est pas de nous

qu'il les a reçus (Il regarde et indique encore le chef de l'opposition.) Nous serons donc côte à côte pour travailler à sauver la ville de Montréal.

En ce qui concerne le rapport Sirois, que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Houde) sache je ne l'ai reçu que ce matin. (Le chef de l'opposition prend alors des notes.) Et je n'ai pas eu le temps de l'ouvrir. Le chef de l'opposition prend une note... Je sais que je lui donne l'occasion d'exploiter ce que je vais dire. Il va prendre une attitude. Quand mon honorable ami prend une attitude, tous les gens sincères - et ils sont légion en cette province - prennent l'attitude contraire. Qu'il sache bien que j'ai reçu le rapport Sirois ce matin. Je n'en connais même pas le contenu. Et le rapport Sirois n'a rien à voir dans notre décision.

Les responsabilités que nous avons prises, je n'en ai pas peur. Je n'en ai pas peur, car je laisse à mes collègues celles qu'ils doivent assumer. Bien avant qu'il ne soit question de ce rapport, et d'en savoir la date de publication, j'étais décidé à attendre au 16 mai, pour présenter cette loi. Nous connaissons bien l'homme qui est en face de moi. Et je pense que le député de Montréal-Sainte-Marie le connaît bien aussi. Nous avons attendu cette date parce que nous voulions connaître l'exacte situation et tirer la situation au clair.

Et maintenant, nous donnons à Montréal notre collaboration pleine, sincère, entière, sans aucun reproche, sans vouloir éluder nos responsabilités. Nous les porterons sans morgue, mais sans faiblesse. Si ces responsabilités dépassent nos forces, ce que l'avenir dira, nous aurons la consolation et la satisfaction de dire que, en les portant, nous avons fait notre devoir. Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous agissons, mais nous le faisons sans crainte non plus. Montréal est la plus grande ville du Canada, et la ville la plus riche. Avec de la collaboration et de l'entente, elle peut connaître encore de beaux jours et elle les connaîtra avant longtemps par la mesure que nous présentons.

Nous ne voulons ternir la réputation de personne. Personne n'aura été attaqué dans son caractère. Personne ne souffrira de la coopération que nous offrons à Montréal. Notre collaboration est offerte à Montréal, et aucune puissance, qu'elle vienne d'en bas par le nombre ou d'en haut par l'importance, ne nous fera fléchir et dévier de notre ligne de conduite. C'est notre devoir et nous le ferons.

(Applaudissements)

J'assure la ville de Montréal des bonnes intentions du gouvernement, et j'espère que cette décision procurera à la ville une aide efficace, susceptible de rétablir sa situation financière.

Encore une fois, je ne blâme personne pour la situation de Montréal. J'en ai assez entendu aujourd'hui pour me confirmer que je fais mon devoir. (Frappant le poing sur son bureau) Quant aux menaces, voilées ou autres, je n'en ai pas peur non plus. Je n'ai peur de rien, quand je fais mon devoir!

Les députés ministériels applaudissent²⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés²⁵!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Allard, Bastien, Beaulac, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Groulx, Guibord, Hamel, Houde (Mégantic), Hyde, Joyal, Lapointe, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Thisdel, Toupin, 48.

Contre: MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Houde (Montréal-Sainte-Marie), Langlais (Îles-de-la-Madeleine), Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 14²⁶.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour étudier le bill 38 concernant la cité de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte. Je ne vois, dit-il, aucune utilité à passer cette motion. Il est 11 h 03 et nous ne pourrions certainement pas terminer ce soir l'étude du bill, même si la Chambre siège toute la nuit.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Précisément! Ce bill est urgent. Je voulais

simplement demander la suspension des règlements pour que nous puissions en faire l'étude ce soir. Il est court et je crois que nous pourrions l'adopter rapidement parce qu'il y a urgence. Chaque heure rend la situation plus difficile, plus périlleuse la réputation de Montréal, plus en danger le crédit de la province et le bon renom de la ville et de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est toujours trop tôt pour faire une mauvaise action ou présenter une mauvaise loi. Je puis vous assurer que le bill ne sera pas adopté ce soir.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): C'est votre droit.

Travaux de la Chambre:

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. *L'Événement-Journal* du 17 mai 1940, à la page 8, affirme que c'est M. Godbout lui-même qui a proposé la demande de permission pour une première lecture de la loi. *Le Soleil* du même jour, à la page 15, dit que le texte du bill devait être distribué peu avant 3 heures.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Bienvenue (Bellechasse).

3. À propos de cet échange, *Le Soleil* du 17 mai 1940, à la page 15, écrit que M. Duplessis a soulevé les mêmes objections que la veille, posé les mêmes questions et obtenu les mêmes réponses.

4. Selon la version du *Devoir* du 16 mai 1940, à la page 3, la situation dénoncée par le député existe depuis 1880, et le rachat de ces droits coûterait \$16,000 au gouvernement.

5. Voir note 2.

6. Loi relative aux tribunaux, S.Q., 1 George VI, chapitre 75, sanctionnée le 27 mai 1937.

7. Cet échange est déduit du passage du journal *Le Soleil* du 17 mai 1940, à la page 15, qui écrit simplement: "M. Duplessis persifle le ministre, et M. Côté lui déclare que personne ne lui a demandé de s'opposer à la loi."

8. Voir note 2.

9. *Le Canada* du 17 mai 1940, à la page 8, rapporte ici le mot "décapiter".

10. *The Gazette* du 17 mai 1940, à la page 23, donne ce chiffre précis de \$6,949,000. La plupart des autres sources parlent des \$6,000,000 de la ville.

11. Selon certains journaux, dont *Le Devoir* du 17 mai 1940, à la page 6, le député aurait été moins clair sur son intention et n'aurait que "laissé supposer" qu'il voterait en faveur du bill.

12. Le comité se réunit sous la présidence de M. Delagrave (Québec-Ouest).

13. M. Henri Jolicoeur, député unioniste défait en 1939.

14. *L'Événement-Journal* du 17 mai 1940, à la page 12, écrit que la discussion s'est poursuivie sur un ton badin et que les mots d'esprit fusaient à droite comme à gauche.

15. Selon *L'Événement-Journal* du 17 mai 1940, à la page 13, il est 9 h 15 lorsque M. Houde commence son discours. *Le Devoir* du même jour, à la page 6, ajoute que M. Houde "a commencé son discours au milieu d'un silence complet pendant que les galeries étaient bondées d'une foule venue assister au premier débat du soir de la session".

16. Lorsque M. Houde s'est levé pour prendre la parole, personne ne l'a applaudi, d'où cette remarque du maire de Montréal. Voir *Le Canada* du 17 mai 1940, à la page 7.

17. Selon *Le Canada* du 17 mai 1940, à la page 7, ce chiffre est de \$7,000,000.

18. M. Houde fut défait dans Montréal-Sainte-Marie aux élections tenues le 24 août 1931.

19. M. Joseph-Marie Savignac était le président du comité exécutif de Montréal.

20. Il s'agit bien sûr de machines pour enlever la neige.

21. Le maire de Montréal fait ici allusion à M. Honoré Parent, directeur des services municipaux de Montréal et désigné pour administrer la ville pendant la tutelle.

22. *The Montreal Daily Star* du 17 mai 1940, à la page 11, écrit que le discours du maire de Montréal fut le point culminant de cette journée où l'atmosphère de la Chambre fut chargée d'électricité.

23. *The Gazette* du 17 mai 1940, à la page 23, remarque que le ministre de la Voirie, l'honorable T.-D. Bouchard, a applaudi particulièrement fort à ces propos du premier ministre.

24. *L'Événement-Journal* du 17 mai 1940, à la page 3, souligne que les députés étaient conscients de l'importance de cette loi spéciale. "Tous nos législateurs, écrit Edmond Chassé, avaient conscience de la gravité de la décision qu'il fallait prendre, et des conciliabules se tenaient un peu partout dans les corridors avoisinant le parquet de la Chambre."

25. On a fait sonner les cloches pour appeler les députés pour le vote, selon *L'Événement-Journal* du 17 mai 1940, à la page 13.

26. *L'Événement-Journal* du 17 mai 1940, à la page 3, mentionne que les députés échevins de Maisonneuve (M. Georges Caron) et de Montréal-Jeanne-Mance (M. J.-Émile Dubreuil), tous deux membres du caucus ministériel, n'ont pas assisté à la séance et n'ont donc pas voté. On signale également qu'à la fin du vote, il était exactement 10 h 57.

Première séance du vendredi 17 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Joseph Dandurand

M. Talbot (Chicoutimi): 1. Monsieur Joseph Dandurand, protonotaire du district judiciaire de Chicoutimi, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative:

a. À quelle date?

b. À la demande de qui?

c. Pour quelle raison?

d. Qui l'a remplacé?

e. Sur la recommandation de qui a été nommé son remplaçant?

L'honorable M. Girouard (Arthabaska): M. Léonidas Gagné, qui a rempli les fonctions de protonotaire de la Cour supérieure, député-greffier de la Cour de circuit, député-greffier de la Cour de magistrat, député-greffier de la paix, député-greffier de la couronne et d'officier spécial chargé de la confection et de la révision de la liste des jurés, du district de Chicoutimi, du 1^{er} septembre 1928 au 23 octobre 1936, alors qu'il fut remplacé par M. Joseph Dandurand, ayant demandé sa réinstallation aux fonctions ci-dessus, le lieutenant-gouverneur en conseil, le 15 février 1940, a décrété la réinstallation de M. Gagné, en remplacement de M. Dandurand.

Cité de Montréal

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 38 concernant la cité de Montréal.

Adopté.

En comité¹:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je trouve étrange, dit-il, que le premier ministre ait parlé de sa sincérité

unique. Il a été partisan d'autres gouvernements qui, on le sait, ont manqué de courage. Le premier ministre a déclaré hier qu'il voulait faire une intervention chirurgicale pour guérir la ville de Montréal. Le voilà grand chirurgien. Il a trouvé un moyen radical de sauver Montréal. La ville a mal à la tête. Le premier ministre est devenu subitement un homme d'un grand courage; courageux comme personne, n'ayant peur de personne.

Comme c'est beau! La ville de Montréal est malade, dit-il, je vais la sauver. Le premier ministre dit: Moi, je suis un homme de courage, je n'ai pas peur de mes responsabilités, je vais opérer Montréal. Il a trouvé un moyen radical pour sauver son patient. Comme premier ministre, dit-il, je vais décapiter Montréal et je défie qui que ce soit de prétendre que Montréal aura encore mal à la tête.

Il a prétendu que l'Union nationale avait placé la ville de Montréal au bord de la banqueroute. Il sait que c'est faux. La loi dit qu'une ville en défaut peut être mise sur la tutelle de la Commission municipale sur requête soit de la ville elle-même, soit des créanciers. Or, ce n'est certainement pas la ville de Montréal qui a demandé la mise en tutelle, mais ce sont les créanciers, c'est-à-dire les banques qui l'ont demandée.

Voilà le gouvernement qui se fait l'agent des créanciers pour déclarer Montréal en tutelle. Il se fait l'agent et l'instrument de ces gens-là. C'est une insulte gratuite à Montréal, à sa population et à ses représentants.

Constater dans un Statut public, un Statut qui demeure, que Montréal n'est pas capable de rencontrer ses obligations, c'est nuire plus gravement au crédit de Montréal que procéder d'après les formalités ordinaires.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):

Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de référer à un débat antérieur, et il ne peut discuter du principe d'une loi en comité plénier, mais seulement les détails d'un bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la première fois qu'on entend dire qu'on ne peut discuter en comité le principe d'un bill. Nous pouvons discuter le préambule, et le préambule, c'est justement le principe et la base du bill. Le préambule parle de nécessité. Il y a donc nécessité d'en parler. Il continue à discuter le principe du bill.

Des députés de la droite protestent et soulèvent des points d'ordre.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Le chef de l'opposition prend un moyen détourné pour discuter le principe du bill. Selon les règlements, en comité, on ne peut référer au débat qui a eu lieu sur la deuxième lecture.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le bill ne contient qu'un article. Alors, de quoi voulez-vous qu'on parle, sinon du bill lui-même? Nous avons le droit de faire un débat sur une question soulevée antérieurement. Pourquoi alors un comité?

Des députés parlent sur les points d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) continue à discuter le point d'ordre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Vous ne tuerez pas le bill avec des mots!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je peux parler tant que je veux sur le point d'ordre, puisque nous sommes en comité. Je sais les tactiques du gouvernement! Après avoir interdit la ville de Montréal, on veut interdire l'opposition, on veut interdire son droit de parler! Ça n'arrivera jamais! On ne m'empêchera pas de parler dans cette Chambre! Si on veut appliquer le bâillon, nous allons parler durant toute la séance sur le point d'ordre.

Les députés de la gauche protestent et soulèvent des points d'ordre.

L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup): Encore faut-il que vous parliez sur le point d'ordre, et sur le point d'ordre seulement. C'est l'opposition qui veut bâillonner le gouvernement. Les règlements ne sont pas maintenant appliqués au caprice d'un premier ministre. À ce stade, seuls les détails du projet de loi feront l'objet d'une discussion.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste. Alors, dit-il, soulevez un deuxième point d'ordre et je parlerai sur le deuxième point d'ordre. Multipliez les points d'ordre si vous voulez; et alors ce sera le gouvernement qui fera obstruction à sa propre législation². J'attaque le premier ministre et on veut m'empêcher de parler. Je vais m'en tenir au point d'ordre.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) proteste en même temps et soulève également un point d'ordre.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** soutiennent tous deux qu'ils ont droit de parler.

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Chaloult (Lotbinière), M. Casgrain (Gaspé-Nord), l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe), M. Lorrain (Papineau) et M. Duplessis (Trois-Rivières) échangent des points d'ordre.

M. le président accorde la parole au député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard).

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) en appelle de la décision du président sur les différents points d'ordre. Les grenouilles, dit-il, ont déjà empêché les gens de parler, mais aujourd'hui, les grenouilles sont moins nombreuses, maintenant que l'Union nationale est dans l'opposition, et il faut respecter les règlements!

M. Lorrain (Papineau): M. le président, je demande que le ministre de la Voirie retire ses paroles...

Des voix: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Que voulez-vous que je dise, ouaouarons?

M. le président: Le chef de l'opposition n'a pas le droit de référer à un débat antérieur. Je maintiens le point d'ordre du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Pour ce qui est des autres, je ne m'en préoccupe pas. Il y en a eu trop de soulevés. J'invite le chef de l'opposition à reprendre son siège.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Sauvé (Deux-Montagnes)** en appellent au président.

M. le président décide que l'on ne peut plus discuter le principe du bill, qui est adopté en deuxième lecture.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. À compter de la mise en vigueur de la présente loi, la cité de Montréal sera soumise à la

surveillance et au contrôle de la Commission municipale de Québec jusqu'à ce que cette dernière ait rendu une décision contraire et pendant ce temps, les dispositions des sections V, VI et VIa de la loi de la Commission municipale de Québec (22 George V, chapitre 56 et ses amendements), à l'exception de l'article 40 et des paragraphes *b*, *e*, *h* et *i* de l'article 39, s'appliqueront à la cité de Montréal, à ses officiers et employés avec le même effet que si la cité avait été déclarée en défaut par un juge de la Cour supérieure.

"Les personnes auxquelles la Commission municipale de Québec peut, en vertu de l'article 46 de ladite loi, déléguer ses pouvoirs, peuvent être des officiers ou fonctionnaires de la cité de Montréal. Il sera payé à ces personnes par la cité de Montréal telle rémunération que la Commission municipale de Québec déterminera."

M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de ce bill, dit-il, les représentants du peuple à Montréal n'auront aucun pouvoir. Ces pouvoirs appartiendront à la Commission municipale. Le gouvernement pourra nommer n'importe qui pour administrer Montréal; ce sera donc de l'ingérence politique dans les affaires de la métropole. Non seulement le gouvernement aura dans ses mains l'exercice du patronage à Montréal, mais cette ville deviendra en quelque sorte l'annexe, la servante, la martyre du gouvernement actuel. Le gouvernement intervient politiquement parce que la Commission municipale est sa propre créature, qui est l'instrument du gouvernement actuel.

En vertu de la loi de 1932, tout emprunt contracté par Montréal doit être approuvé par la Commission municipale, sauf les emprunts en vertu de la loi du chômage de 1930 et 1931 et les emprunts temporaires approuvés par le gouvernement. En 1933, on a poussé le contrôle plus loin en décrétant que tout billet promissoire de plus de \$100 devra être approuvé par la Commission municipale.

Depuis le mois de mai 1934, tous les emprunts de la ville de Montréal et tous les billets promissoires ont dû être approuvés par la Commission municipale. Elle avait effectivement le contrôle absolu sur Montréal. Qui donc doit être tenu responsable de la situation financière de la ville de Montréal si ce n'est cette même Commission municipale? Et aujourd'hui, on présente une loi pour faire passer Montréal sous le contrôle de la Commission. Je prétends que la Commission municipale est incompétente pour administrer Montréal, qu'elle n'a pas le temps, que ses membres n'ont pas les qualifications voulues, que le

gouvernement favorise l'ingérence politique et qu'on fait injure à la population de Montréal qui a placé sa confiance dans les administrateurs actuels. La Commission est responsable dans une large mesure des difficultés financières actuelles de Montréal. Le gouvernement a donc choisi les mauvais médecins pour guérir le mal actuel. C'est une injure que l'on fait aux administrateurs de Montréal. On les remplace par des créatures de l'administration provinciale. En d'autres termes, le gouvernement est en train de mettre à la porte les administrateurs élus par les citoyens de Montréal dans le but de gagner le riche patronage qui y existe.

Le gouvernement doit venir en aide à la ville de Montréal en l'aidant rationnellement. Ce ne doit pas être une aide tyrannique, mais une aide financière. On n'a pas le droit d'humilier les représentants de la ville de Montréal.

Enfin, la ville de Montréal est en défaut à cause de la négligence du gouvernement. Il a attendu au 16 mai, une fois la ville de Montréal en défaut, pour faire quelque chose. Il aurait dû, avant cette date, lui procurer une aide financière de nature à empêcher la mise en défaut. Au lieu de lui tendre la main, il la guette au coin du bois pour l'étouffer. Il ne fallait pas attendre que la métropole fût à l'agonie pour l'étouffer!

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Mais quelles sont les suggestions pratiques du chef de l'opposition? Le chef de l'opposition n'offre aucune suggestion pratique pour venir en aide à Montréal. Toute son argumentation se résume à une tentative de faire croire à Montréal qu'il y a une infiltration politique dans la Commission municipale. Et le chef de l'opposition ne fait que l'attaquer. Je suis surpris de son attitude. Sauf erreur, c'est la première fois qu'il s'attaque à la Commission municipale qui jouit d'un excellent crédit dans toute la province et est bien au-dessus de la politique.

La Commission n'a jamais fait de politique et possède la confiance du peuple. La preuve, c'est que c'est l'une des rares commissions que le chef de l'opposition n'a pas abolies et qu'il a maintenues pendant son administration. Les deux partis sont unanimes à reconnaître que, depuis sa fondation, la Commission municipale a accompli une œuvre considérable. S'il est vrai comme il le prétend qu'elle est responsable des embarras financiers de Montréal, pourquoi ne l'a-t-il pas dit avant? Le chef de l'opposition prépare une campagne de préjugés, mais, quoi qu'il dise ou qu'il fasse, il ne réussira jamais à porter atteinte ni à détruire le prestige de la Commission municipale dans la province.

Le gouvernement n'a pas d'autre choix que de placer la ville sous la tutelle de la Commission. Les membres de l'opposition peuvent essayer de se faire du capital politique, mais, nous du gouvernement, nous ne recherchons que la protection du crédit de Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): MM. Potvin et Towner de la Commission municipale sont des honnêtes gens, de parfaits honnêtes citoyens, mais ils n'ont pas les qualités requises pour administrer une ville comme Montréal. La suggestion que j'ai faite, c'est de venir en aide financièrement à la ville de Montréal, comme l'Union nationale l'a fait. Le devoir du gouvernement est d'aider Montréal en la débarrassant du chômage. Que le gouvernement assume les dépenses du chômage de Montréal et lui procure une aide financière! On doit laisser le peuple de Montréal décider. Si Montréal se débarrasse du chômage, le problème de Montréal est réglé. C'est le chômage qui saigne à blanc la ville.

Ce que le gouvernement fait est une violation du principe fondamental de la démocratie. Un référendum devrait se tenir à Montréal pour déterminer l'attitude des citoyens.

L'article 1 est adopté

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement³.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

Deuxième séance du 17 mai 1940

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 19 amendant l'article 654 du Code municipal;
- bill 23 de la sûreté provinciale et de la police des liqueurs;
- bill 142 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié comme suit:

- "a. en biffant, dans les 1ère et 2ème lignes, les mots: "reproduit comme cédule A de la présente loi";
- "b. en biffant, dans les 8ème et 9ème lignes, les mots: "reproduit comme cédule B de la présente loi".

Et les cédules "A" et "B" sont biffées.

Lots dans Lachine

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Emprunts rachetables par anticipation

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 concernant les emprunts rachetables par anticipation soit maintenant lu une deuxième fois.

L'objet de cette loi est de régler le rachat des emprunts contractés avec une clause en permettant le remboursement par anticipation. Il faut que la faculté

de rachat soit mentionnée sur l'obligation et, dans tous les cas, un avis dans la *Gazette officielle* est requis, outre les avis publics ordinaires. De plus, l'avis doit être adressé par lettre recommandée aux détenteurs d'obligations immatriculés. Enfin, il est entendu que la corporation peut toujours emprunter pour le remboursement, sans référendum, mais les frais d'émission devront alors être payés à même les revenus, car le montant du nouvel emprunt ne pourra en aucun cas dépasser la valeur nominale des obligations.

M. Duplessis (Trois-Rivières) n'est pas en faveur de la loi. J'ai, dit-il, toujours été pour que le rachat des débetures soit volontaire. Cette loi ne veut rien dire en résumé, ce projet de loi ne change rien, et le temps de la Chambre est trop précieux pour la discuter⁴.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) et **M. Duplessis (Trois-Rivières)** discutent longuement des aspects juridiques de la loi.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Il s'agit tout simplement de clarifier un texte de loi, de faire disparaître les doutes dans l'esprit des autorités légales du pays.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des sociétés coopératives agricoles

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet modifie la loi des sociétés coopératives agricoles, de façon à permettre de

porter à 15 le nombre des directeurs d'une société qui compte plus de 500 membres.

Pour prévoir le cas où le nombre des directeurs est ainsi augmenté, le quorum, qui actuellement est de trois, est fixé à la majorité des directeurs, quel que soit leur nombre. Le but principal de ce bill est de permettre à un plus grand nombre de territoires de la province d'être représentés dans ces sociétés. La Coopérative fédérée aura donc des représentants de toutes les régions de la province dans son conseil d'administration.

Des députés interviennent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En somme, cette loi a pour but d'augmenter le nombre des directeurs des coopératives; de porter à 15 le nombre des directeurs d'une société comptant plus de 500 membres?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'idée est très simple. Il s'agit, par le texte de loi, de permettre aux grandes coopératives voulant le faire, de nommer comme directeurs des représentants de toutes les régions intéressées.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Canton Amherst

M. Lorrain (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 concernant la municipalité et la commission scolaire du canton Amherst soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté à l'unanimité. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Laurent

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 modifiant la charte de la ville Saint-

Laurent (3 George V, chapitre 71), et ratifiant une résolution de la ville.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), que cette Chambre refuse d'agréer les amendements du Conseil législatif au bill privé no 146 modifiant la charte de la ville Saint-Laurent (3 George V, chapitre 71), et ratifiant une résolution de la ville, parce qu'il n'est pas opportun d'autoriser ainsi ladite ville à accorder une réduction de taxes à une industrie établie, la Robert Mitchell Company Limited, contrairement aux lois générales de cette province, qui, dans l'intérêt public, interdisent de telles réductions, parce qu'il n'est pas opportun de consentir à cette réduction et de déroger à la loi générale.

Le comité des bills privés de l'Assemblée législative a refusé cette demande de réduction de taxes, et le comité du Conseil l'a rétablie dans le bill, croyant devoir l'accorder. Nous demeurons opposés parce qu'il n'est pas dans l'intérêt de la province que cette demande soit accordée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis très à l'aise pour prendre le point de vue opposé. D'autant plus que les officiers de cette compagnie sont des adversaires politiques. Un des directeurs de cette industrie est un ancien candidat libéral. Lors de l'étude de ce bill au comité, j'ai consenti à cet amendement pourvu que la commutation de taxes soit ratifiée par les contribuables. Mais je trouve que le Conseil a raison. Si le gouvernement insiste sur son amendement, je demande qu'il soit adopté sur division.

Adopté sur division. L'amendement est rejeté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre ne peut accepter lesdits amendements.

Coaticook

M. Frégeau (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 relatif à la ville de Coaticook.
Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 1 de la loi relative à la ville de Coaticook (1 George VI, chapitre 118), 1937, est remplacé par le suivant:

"1. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Coaticook de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales et dont le coût total ne devra pas excéder cinquante-cinq mille dollars."

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) et M. Duplessis (Trois-Rivières) conviennent que la ville pourra emprunter pour payer une salle municipale qu'elle a construite, mais avec l'approbation de la Commission municipale.

Cet article est amendé en y ajoutant les mots suivants: ", sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 2 de ladite loi (1 George VI, chapitre 118), 1937, est remplacé par le suivant:

"2. Le conseil municipal est autorisé à donner un bail, à bailer ou à vendre lesdits immeuble ou immeubles à qui il décidera et aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût total desdits immeuble ou immeubles."

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) et M. Duplessis (Trois-Rivières) conviennent également qu'il faudra l'approbation de la Commission municipale si la ville veut louer cette salle pour qu'elle soit transformée en manufacture.

Cet article est amendé en y ajoutant les mots suivants: ", sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 4 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) est modifié pour la ville:

"a. en remplaçant le paragraphe 9° par le suivant:

"9° Le mot "contribuable" signifie toute personne tenue de payer à la municipalité quelque redevance municipale;

"b. en ajoutant, après le paragraphe 10°, le paragraphe suivant:

"10°a. L'expression "électeurs propriétaires" désigne tous ceux qui sont portés au rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaires et qui, au moment d'exercer leur droit d'électeurs, sont encore propriétaires en possession des mêmes biens;"

"c. en ajoutant après le paragraphe 14°, tel qu'édicte par 16 George V, chapitre 35, article 1, le paragraphe suivant:

"15° L'expression "redevance municipale" signifie toute somme due à la municipalité à quelque titre que ce soit."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. L'article 4 de la loi des cités et villes (Statuts refondus 1925, chapitre 102) est modifié pour la ville en ajoutant, après le paragraphe 10°, le paragraphe suivant:

"10°a. L'expression "électeurs propriétaires" désigne tous ceux qui sont portés au rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaires et qui, au moment d'exercer leur droit d'électeurs, sont encore propriétaires en possession des mêmes biens."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 21 sont adoptés.

Le comité étudie le nouvel article 22, qui se lit comme suit.

"22. L'article 402 de ladite loi des cités et villes, tel que modifié par la loi 22 George V, chapitre 50, section 2, est, pour la ville, remplacé par le suivant:

"402. La votation dure deux jours juridiques depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi.

"Si, le second jour, il s'écoule une heure sans qu'un vote ne soit donné, la votation peut être close."

Cet article est amendé en retirant les mots suivants: "Si, le second jour, il s'écoule une heure sans qu'un vote ne soit donné, la votation peut être close."

L'amendement est adopté.

L'article 22, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 23 à 36 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 37, qui se lit comme suit:

"37. Ladite loi des cités et villes est, pour la ville, modifiée en ajoutant, après l'article 432, le suivant:

"432a. Les rues et chemins publics pour voitures, reconnus comme tels, portant un nom, et ouverts à l'usage du public pendant dix ans, seront censés être des chemins publics et la propriété de la ville."

L'article 37 est retiré.

En conséquence, les articles suivants sont renumérotés.

Les articles 37 à 51, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Un député souligne que le Conseil législatif a suggéré certains amendements à des bills privés.

M. Gagnon (Matane): Je vois que le Conseil législatif amende plusieurs lois et que ces amendements préoccupent le ministre des Affaires municipales. Le ministre a-t-il l'intention de tenir sa promesse de proposer l'abolition du Conseil?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Oui, certainement, c'est parfait, si le député de Matane veut collaborer avec moi et si l'opposition le veut, on va se mettre ensemble pour l'abolir. Travaillons tous ensemble pour cela!

M. Gagnon (Matane): Je n'ai jamais promis l'abolition du Conseil législatif, moi! J'ai toujours été contre l'abolition.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Non, puisque le député de Matane a accepté le programme de l'Union nationale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai jamais, dit-il, été en faveur de l'abolition du Conseil. Mais je connais un homme en cette Chambre, qui prétend n'avoir qu'une parole. Je ne veux pas le nommer. Cet homme a fait inclure dans le programme du Parti libéral un article promettant l'abolition du Conseil législatif. Aussitôt arrivé au pouvoir, il a nommé au Conseil M. Brais, parce qu'un conseiller législatif, M. Kelly, avait démissionné parce qu'il partait, ayant été nommé Haut-commissaire du Canada en Irlande.

Comme les Irlandais protestaient, cet homme qui n'a qu'une parole, d'après lui, leur a dit: "Ne vous en faites pas, la prochaine fois qu'il y aura une vacance, un Irlandais sera nommé". Il a consolé l'élément irlandais. Il a promis aux Irlandais de leur donner un autre représentant à la prochaine occasion. C'est dire qu'il avait bien l'intention d'abolir le Conseil. Non seulement il n'abolit pas le Conseil, mais il prévoit d'avance les nominations qui pourraient y être faites.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): (Souriant) Il n'a pas voulu prendre les conseillers législatifs en traître. Il a voulu qu'ils soient tous au grand complet pour abolir le Conseil.
(Rires)

M. Lorrain (Papineau): Le ministre des Affaires municipales n'a-t-il pas promis, aussi, d'abolir le département des Affaires municipales?

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): Que le député de Papineau (M. Lorrain) consulte son chef, le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis). Il constatera qu'il a lui-même préconisé l'abolition du département des Affaires municipales.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque j'ai préconisé l'abolition du ministère des Affaires municipales, il n'a jamais été question du ministère du Commerce et de l'Industrie.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est) cite *Le Devoir* pour rappeler que le chef de l'opposition avait promis d'abolir le ministère, et *Le Devoir* est un bon journal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les comptes rendus de ce journal sont exacts, mais, à cette époque, c'était l'honorable député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) qui était ministre des Affaires municipales et c'était une raison suffisante pour abolir le ministère. Quand ce fut M. Jos. Bilodeau, c'était bien différent.

L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Les électeurs de L'Islet l'ont aboli, M. Bilodeau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le nouveau régime a voulu abolir le département des Affaires municipales, il a fait un pas dans cette voie en nommant le titulaire actuel. En le nommant, c'est une façon de s'acheminer vers l'abolition du ministère. C'est le meilleur moyen.

L'honorable M. Drouin (Québec-Est): (Souriant) Très bien! Je suis capable d'endurer bien pire que cela.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Frégeau (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Québec

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Victoriaville

M. Houde (Mégantic) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 modifiant la charte de la ville Victoriaville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. Houde (Mégantic) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des écoles catholiques de Verdun

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement⁶.

M. Comeau (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Règlement No 260 de Drummondville

M. Rajotte (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 pour valider le règlement No 260 de la cité de Drummondville, établissant une évaluation fixe jusqu'au 1^{er} janvier 1946 pour les établissements industriels de la cité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés⁷.

M. Rajotte (Drummond) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Trois-Rivières

M. Beulac (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement⁸.

M. Beulac (Saint-Maurice) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 38 concernant la cité de Montréal;
- bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 10 abrogeant l'article 11a de la loi des conventions collectives de travail;
- bill 11 abrogeant l'article 15a de la loi des salaires raisonnables;
- bill 13 modifiant les formules d'avis de lettres patentes émises sous la loi des compagnies de Québec;
- bill 15 instituant la Cour des jeunes délinquants de Québec;
- bill 19 amendant l'article 654 du Code municipal;
- bill 22 instituant le Conseil supérieur du travail;
- bill 23 de la sûreté provinciale et de la police des liqueurs;
- bill 31 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales;
- bill 38 concernant la cité de Montréal;
- bill 101 changeant le nom de Grace Catherine Reinauer et confirmant un acte d'adoption passé entre elle et Grace Wilhelmina Rothwell et Arthur William McMaster, de la cité de Westmount;
- bill 102 concernant un acte de donation par dame R. W. Reford;
- bill 103 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Albert Lagnado à la pratique de la profession d'avocat;
- bill 105 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company;
- bill 106 concernant la succession de feu Lawrence A. Wilson;
- bill 110 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 111 facilitant l'interprétation et l'exécution du testament de feu Édouard Héneault, et

ratifiant un acte de vente-cession de droits successifs par Thérèse Héneault et Armand Héneault à Georges-Alphonse Daviault;

- bill 112 concernant les syndics de la paroisse de Notre-Dame-des-Neiges;

- bill 113 ratifiant certaines résolutions de la municipalité du village de Gatineau, dans le comté de Hull, et de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et certains contrats passés entre ladite municipalité et ladite commission scolaire respectivement et Masonite Company of Canada, Limited;

- bill 116 constituant en corporation la Fédération des Guides Catholiques de la province de Québec;

- bill 118 établissant les limites de la ville de Noranda;

- bill 121 changeant le mode de constitution en corporation de la Congrégation des Ursulines de Québec;

- bill 124 modifiant la charte de la ville LaSalle;

- bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Milton A. Joseph à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 126 permettant à Marie-Ernestine Frappier de changer son nom en celui de Ernestine Beaudry;

- bill 128 accordant certains pouvoirs à la fabrique de la paroisse de Saint-Eustache;

- bill 131 modifiant la loi constituant en corporation The Saint Nicholas Syrian Greek Orthodox Church of Montreal et changeant son nom en celui de St. George Orthodox Church of Montreal;

- bill 137 ratifiant une résolution de la corporation de la paroisse Saint-Féréol, comté de Montmorency, et un contrat concernant ladite corporation et la compagnie Quebec Power;

- bill 138 modifiant la charte de la cité de Shawinigan Falls et ratifiant un règlement qui pourvoit à l'évaluation des biens imposables de certaines compagnies;

- bill 139 ratifiant un règlement de la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre ladite corporation municipale et la Donnacona Paper Company, Limited;

- bill 140 ratifiant une résolution des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et un contrat passé entre lesdits commissaires d'écoles et la Donnacona Paper Company, Limited;

- bill 142 modifiant la charte de la Société des comptables agréés de la province de Québec;

- bill 144 étendant et modifiant les pouvoirs des syndics de la paroisse de Saint-Malachie;

- bill 147 érigeant la municipalité de Mont Tremblant, dans le comté de Terrebonne;

- bill 149 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la paroisse de Longueuil;

- bill 152 modifiant la charte de la ville de Belœil;

- bill 153 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Phillip Joseph à la pratique de la profession d'avocat;

- bill 155 confirmant le titre à certains lots dans la paroisse de Lachine;

- bill 156 modifiant la charte de la cité de Québec;

- bill 158 ratifiant un règlement de la corporation municipale et une résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de Saint-Simon-de-Drummond, comté de Drummond;

- bill 159 concernant la succession de feu Cléophas Saint-Aubin;

- bill 167 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Démétrius Coulouridès à la pratique du droit, après examen;

- bill 170 concernant le contrat de mariage de Stanislas Gaudreau, chirurgien-dentiste, et de Marie-Hélène Déry;

- bill 171 concernant la corporation du Séminaire de Nicolet.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances⁹.

Travaux de la Chambre:

Ajournement

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures¹⁰.

NOTES

1. Selon *La Patrie* du 17 mai 1940, à la page 3, il est 11 h 30 lorsque les députés commencent l'étude du bill de Montréal. Le comité se réunit sous la présidence de M. Francoeur (Montréal-Mercier).

2. Dans *Le Nouvelliste* du 18 mai 1940, à la page 12, on rapporte que: "À compter de ce premier point d'ordre, la Chambre se plonge pendant une vingtaine de minutes dans une série de points d'ordre qui pleuvent de toutes parts. M. J.-A. Francoeur, qui préside le comité plénier, n'a pas le temps de considérer un texte des règlements que déjà un autre point d'ordre est soulevé."

3. *L'Événement-Journal* du 18 mai 1940, écrit que ce débat qui a duré une heure a été comme: "un barrage de points d'ordre et d'interruptions comme on n'en avait point vu encore depuis le début de la session". Il était midi trente minutes lorsque le bill a été adopté en comité.

4. Selon *Le Soleil* du 18 mai 1940, à la page 3, M. Duplessis a parlé une dizaine de minutes sur le projet de loi.

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Francoeur (Montréal-Mercier).

6. *Le Soleil* du 18 mai 1940, à la page 3, souligne que M. Duplessis a fait quelques commentaires sur le projet de loi. Ses propos ne sont toutefois pas rapportés par *Le Soleil*.

7. Voir note 6.

8. Voir note 6.

9. Selon *L'Événement-Journal* du 18 mai 1940, à la page 3, il est 4 h 30 lorsque le lieutenant-gouverneur sanctionne les lois.

10. *La Patrie* du 18 mai 1940, à la page 41, dit plutôt que la séance s'est terminée vers 4 heures.

